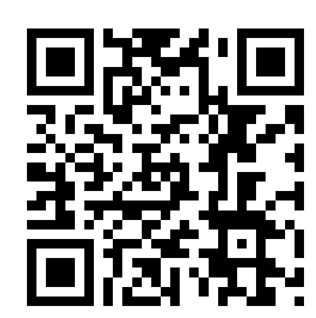
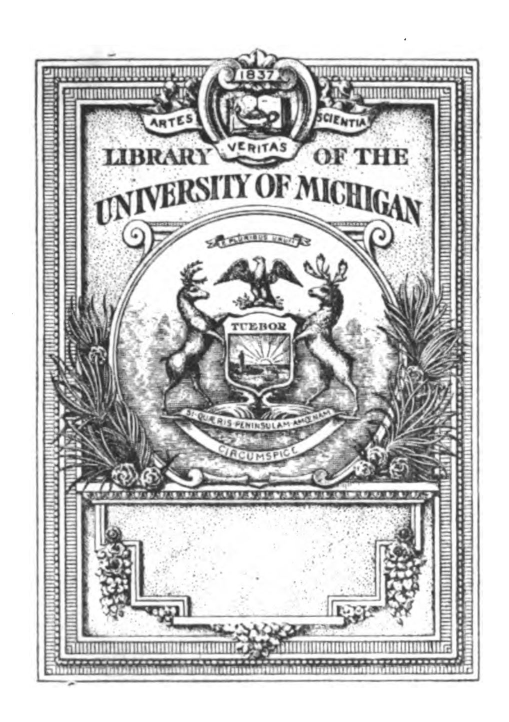
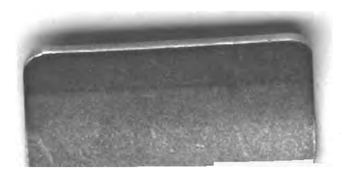



B 348563


1837
ARTES
VERITAS
SCIENTIA
LIBRARY OF THE
UNIVERSITY OF MICHIGAN
TUEBOR
SI QUAERIS PENINSULAM AMOENAM
CIRCUMSPICE



COLLECTION

DE

LOIS MARITIMES

ANTÉRIEURES AU XVIII[e] SIÈCLE.

TOME SIXIÈME.

L'ouvrage, dont il ne reste plus que quelques exemplaires complets, se trouve :

A PARIS,

Chez { Treuttel et Würtz, rue de Lille, n° 17;
Aug. Durand, rue des Grès, n° 3.

A STRASBOURG,

Chez Treuttel et Würtz, Grande-Rue, n° 15.

Les mêmes Libraires sont chargés de vendre les tomes IV, V et VI, aux personnes qui ne possèdent encore que les trois premiers.

90780

COLLECTION

DE

LOIS MARITIMES

ANTÉRIEURES AU XVIII[e] SIÈCLE,

PAR Jean Marie PARDESSUS,

MEMBRE DE L'INSTITUT (ACADÉMIE DES INSCRIPTIONS ET BELLES-LETTRES)
ET DE PLUSIEURS ACADÉMIES NATIONALES ET ÉTRANGÈRES.

TOME SIXIÈME.



PARIS,

IMPRIMÉ PAR AUTORISATION DU ROI

A L'IMPRIMERIE ROYALE.

M DCCC XLV.

COLLECTION

DE

LOIS MARITIMES

ANTÉRIEURES AU XVIIIe SIÈCLE.

CHAPITRE XXXIV.

Droit maritime des provinces méridionales et occidentales de l'Espagne, situées sur l'Océan.

L'Espagne, telle que nous la connoissons maintenant, avoit été soumise par les Romains, et faisoit partie de leur empire au moment où les peuples barbares fondirent sur le midi de l'Europe. Avant de subir le joug des Romains, elle avoit été occupée en grande partie, d'abord par les Phéniciens (1), puis par les Carthaginois.

Il seroit inutile de rechercher, parce que très-probablement ces recherches ne produiroient aucun résultat, si les anciens habitans de l'Espagne avoient une navigation et un commerce maritime; encore moins, quels usages ou quelles lois régissoient ce commerce.

Tout porte à croire qu'avant l'arrivée des Phéniciens, les habitans des côtes maritimes de l'Espagne n'étoient point dans un état de civilisation qui leur permît de profiter de la fertilité du sol et des mines qu'il recèle, pour en faire l'objet, même d'une industrie locale et d'un commerce intérieur (2). L'arrivée des Phéniciens fut dans ce pays ce qu'a été au XVe siècle celle des Européens dans les îles et une partie du continent de l'Amérique. Ils y fondèrent des colonies, qui bientôt mirent le pays sous leur dépendance; et dans l'Andalousie, où étoient leurs premiers et leurs plus importans établissemens, leur mélange avec les naturels donna lieu à la formation d'un peuple mixte, connu sous le nom de *Bastules* (3).

(1) Strab. lib. III, cap. v, § 4.
(2) Arist. *de Mirabil. auscult.* Opp. II, 735. Diod. Sic. lib. V, cap. xxxv. Appian. *de Bello Hispan.* pr.
(3) Cellarius, t. Ier, pag. 65. Mannert, t. Ier, pag. 275.

C'est là qu'étoient les villes de Tartessus, de Carteïa, de Gades, la plus célèbre de toutes; de Malacca, qui a conservé son ancien nom; d'Hispalis, qu'on appelle aujourd'hui Séville. La plupart des interprètes des livres saints croient que cette partie de l'Espagne est appelée Tarsisch par les écrivains hébreux, et notamment dans la sublime description qu'Ezéchiel a faite du commerce de Tyr (1).

Après la chute de cette ville et l'asservissement de la partie du continent que les Tyriens tenoient sous leur dépendance, Carthage hérita de leurs établissemens en Espagne; elle les accrut considérablement : on peut dire que la péninsule étoit en quelque sorte une province carthaginoise.

Soit que le commerce maritime de l'Espagne fût exercé exclusivement par les Phéniciens et les Carthaginois, ce qui est le plus probable, soit qu'instruits par leur exemple, les naturels s'y fussent également livrés, il est évident que la législation par laquelle il étoit régi fut empruntée des coutumes phéniciennes ou carthaginoises, dont il n'est resté que des souvenirs.

Les Romains ayant enlevé l'Espagne aux Carthaginois, lui imposèrent leur législation, et, sans le moindre doute, elle subsista pendant l'établissement des Visigoths.

Il est bien vrai que ce peuple, après avoir d'abord conservé le droit romain pour l'usage des anciens habitans des provinces conquises, promulgua dans la suite un code général, qui abrogeoit ce même droit; mais il est évident que cette abrogation ne peut être entendue que relativement aux matières dont s'occupe le code visigoth. Le commerce maritime continuoit d'être aussi actif que les circonstances le permettoient; le code des Visigoths reconnoît même que des navigateurs étrangers abordoient aux ports de l'Espagne; il leur assure le privilége d'être jugés par leurs magistrats, d'après leurs lois. Comment pourroit-on croire que les rois visigoths eussent voulu laisser, sous ce même rapport, leurs propres sujets sans législation? Je me suis expliqué suffisamment à cet égard dans le chapitre IV.

On sait qu'au commencement du VIII[e] siècle la presque totalité de l'Espagne fut conquise par les Arabes. Tant que nous n'aurons aucun document sur la législation maritime de ce peuple, nous ne pourrons dire au juste par quels principes étoit régi, sous leur domination, le commerce, qui subsista évidemment, comme le prouvent les témoignages historiques et des traités entre les souverains arabes et les républiques d'Italie. Ce ne seroit peut-être pas trop se hasarder que de croire à la continuation de l'empire du droit romain.

L'Espagne enfin parvint à recouvrer sa nationalité : le petit royaume que Pélage et ses braves avoient réussi à former dans les Asturies s'agrandit peu à peu; les Arabes furent successivement repoussés vers le midi, et les

(1) Bochart, *Geogr. sacra*, lib. III, cap. VII. Michaelis Spicil. part. I, pr. 82.

royaumes d'Aragon, de Valence, de Majorque, de Castille, se formèrent des provinces conservées ou reconquises par les chrétiens; les parties littorales de ces provinces purent se livrer à la navigation; et une législation appropriée à ses besoins en fut la conséquence. Il ne nous en est cependant parvenu aucun monument antérieur au XIIIe siècle.

Déjà, dans le chapitre précédent, j'ai fait connoître le droit maritime de la partie orientale, formée des principautés de Catalogne, et des royaumes d'Aragon, de Valence et de Majorque. Il ne sera question maintenant que du reste de l'Espagne.

C'est dans les monumens de législation rédigés par ordre d'Alphonse X que nous trouvons les plus anciens textes d'un droit maritime propre à ce territoire.

La première idée de composer un corps de droit écrit pour le royaume de Castille et les parties de la péninsule qui étoient sous sa dépendance appartient au roi S. Ferdinand, mort le 30 mai 1252. L'ouvrage dont il préparoit la composition ne fut pas achevé; il n'en existe qu'un fragment, publié et accompagné d'une préface par le roi Alphonse X, son fils. La préface traite des vertus du nombre sept, des sept noms de Dieu, des sept dons du Saint-Esprit, etc. Le fragment contient même un traité sur la Trinité, la foi catholique, et, à cette occasion, sur les croyances païennes, sur les sacremens et la messe. Ce livre porte le titre de *Setennario*. Il est probable qu'Alphonse, qui d'abord avoit l'intention de continuer l'œuvre de son père, l'abandonna parce qu'il s'aperçut que le plan étoit mauvais. Il en entreprit un autre, appelé les *Siete Partidas*. On a souvent confondu ces deux ouvrages, et cependant ils n'ont rien de commun que la distribution en sept parties, projetée par l'un et exécutée par l'autre. La confusion a été d'autant plus facile à des auteurs qui n'avoient pas examiné à fond l'histoire de la législation espagnole, que précisément les *Partidas* sont quelquefois aussi appelées *Setennario*.

Mais les *Partidas*, sur lesquelles je reviendrai bientôt, ne sont pas le seul ni même le premier ouvrage législatif d'Alphonse. Avant d'en faire la rédaction, et immédiatement après qu'il eut abandonné le travail commencé par son père, il en fit rédiger un, connu sous le nom de *Especulo* ou *Espejo* (Miroir), qui fut à son tour abandonné après la rédaction des *Siete Partidas*, à laquelle il a beaucoup servi. On peut croire cependant que l'*Especulo* fut publié en 1254 ou 1255, puisqu'on lit dans les Cortès de Zamora, de 1274, un passage d'un livre de droit existant à cette époque, et que ce passage se retrouve précisément dans l'*Especulo*.

L'Académie royale d'histoire de Madrid a publié en 1837 cet ouvrage, dont je ne connois pas d'édition antérieure, quoiqu'il ait eu une assez grande autorité au XIVe siècle, surtout pour les appels portés devant la cour du roi, et qu'il soit très-souvent cité par les commentateurs des *Partidas*. En les

comparant on s'aperçoit que l'*Especulo* est beaucoup moins que celles-ci conforme au droit romain.

Un autre code, connu sous le nom de *Fuero de las leys* ou *Fuero real*, devoit remplacer tous les anciens *Fueros* ou coutumes locales. Il paroît que ce projet ne fut pas tout à fait exécuté : néanmoins le *Fuero real* servit pour tous les tribunaux de la cour du roi; il fut même donné comme privilége particulier à plusieurs villes, entre autres à la ville d'Aguila de Campo, le 14 mars 1255. C'est précisément la date de ce code qui, dans l'édition de l'Académie, porte 1293 de l'ère espagnole.

Alphonse X ne perdoit pas néanmoins de vue le projet de donner une législation à ses états : il fit donc achever les *Partidas*. On pourroit douter que son intention ait été d'en faire un code proprement dit, remplaçant toutes les lois anciennes; le prologue semble annoncer un travail d'ébauche, destiné à offrir à ses successeurs les moyens de perfectionner de plus en plus la législation nationale. C'est en effet une compilation, faite quelquefois avec peu de goût et de critique, de principes du droit public de cette époque, et de ceux du droit canonique et du droit romain.

Le même prologue atteste que ce travail fut commencé le 23 juin 1256 (ère 1294). L'époque de son achèvement n'est pas aussi certaine; quelques manuscrits disent qu'on y travailla pendant sept ans, d'autres pendant neuf ans et deux mois. Cette dernière opinion paroît la plus accréditée; elle est celle de l'Académie d'histoire de Madrid, qui a publié en 1807 une édition des *Partidas*, plus exacte que celles qu'on possédoit autrefois. Capmany, dans l'extrait pour le droit maritime qu'il en a donné, les date aussi de 1266 (1).

Ce savant ne paroît pas avoir connu le *Fuero real*, dans lequel il auroit très-probablement pris quelques textes sur le même objet, que je crois devoir recueillir et placer à une date antérieure aux *Partidas*.

Avant l'édition de l'Académie d'histoire, les *Partidas* avoient été plusieurs fois imprimées. Je me borne à indiquer les éditions, avec commentaires, par Diez de Montalvo, 1550, et par Lopez, 1611.

Le droit romain et les usages que la nécessité ou de nouveaux besoins avoient introduits depuis le ve siècle ont servi à la rédaction des titres du *Fuero real* et des *Partidas* relatifs à la navigation et au commerce maritime.

On peut, avec beaucoup de vraisemblance, croire que les rapports des provinces occidentales de l'Espagne avec l'Aquitaine, la Bretagne et le reste du littoral de la France, constatés dans les *Partidas*, y firent connoître les Rôles d'Oléron. Je suis entré à ce sujet, chapitre VIII, dans des développemens que je ne crois pas devoir reproduire : il me suffit de rappeler que Cap-

(1) On peut consulter sur les ouvrages législatifs d'Alphonse X, justement appelé le Sage, les préfaces des éditions des *Partidas* et des Opuscules judiciaires de ce roi, données par l'Académie d'histoire de Madrid, et Marina, *Ensayo historico-critico sobre la Legislacion de los reinos de Leon y Castilla*, 2e édition, Madrid, 1834, in-8°.

many a publié, dans son *Codigo de las costumbres maritimas,* Appendice, pag. 31 et suiv. une traduction castillane de ces rôles, qui paroît avoir été annexée aux *Partidas* pour servir de supplément à ce qu'elles contiennent sur le droit maritime. Je crois donc devoir reproduire cette version, d'après l'édition de Capmany (1).

Le code d'Alphonse X constate que, de son temps, et sans doute antérieurement, le commerce maritime des côtes occidentales de l'Espagne étoit actif, et que dans chaque port il existoit des juges spéciaux chargés de prononcer sur les contestations qui intéressoient la navigation. Quand nous n'aurions pas cette preuve, nous ne saurions douter que, dans la suite, on n'ait senti le besoin de créer ces sortes de juridictions, dont plusieurs documens sont rapportés par M. de Navarrete, dans le tome V, pages 189 et suiv. des Mémoires de l'Académie d'histoire de Madrid.

Les règles générales contenues dans les *Partidas* et dans les Rôles d'Oléron, qui, d'après ce qu'on a vu, avoient acquis une sorte de caractère légal dans la Castille, furent successivement développées, et quelquefois aussi modifiées dans les lois locales : comme ces lois ou règlemens étoient faits pour des juridictions différentes, je ne pourrois sans inconvénient suivre l'ordre de dates des documens; je crois qu'il est plus convenable de traiter distinctement ce qui concerne chaque juridiction; et l'ordre qui me paroît le plus rationnel est celui des époques de leur institution.

Après avoir donné les extraits du *Fuero real* et des *Partidas,* ainsi que la traduction castillane des Rôles d'Oléron, je commencerai donc par ce qui concerne Séville, parce qu'il paroît très-probable que sa juridiction commerciale remonte au temps du roi S. Ferdinand.

C'est ce qu'on peut conclure avec beaucoup de vraisemblance d'un privilége du 15 juin 1250, rapporté par M. de Navarrete, dans le volume cité plus haut (2).

Ce privilége a été confirmé et amplifié, en 1288, par le roi Sanche IV; en 1301, par Ferdinand IV; en 1327 et 1334, par Alphonse XI, et c'est très-probablement à des actes de ces rois que se rapportent les citations marginales, *Alphonse* et *Sanche,* qu'on lit à la page 54 d'un recueil imprimé en 1527 à Séville, sous le titre *Recopilacio de las ordenanzas.* On y voit que les juges chargés de statuer sur les contestations maritimes s'appeloient *alcades de la mar.* Ces alcades, dont les appels étoient portés devant les juges ordinaires, alcades majeurs, prononçoient sans doute sur les contestations, d'après les *Partidas* et des usages traditionnels.

L'extension que le commerce maritime de l'Espagne prit dès les premiers momens de la découverte de l'Amérique rendit des lois nouvelles indispensables. Le gouvernement établit à Séville une *Casa de la contratacion.*

(1) Voir t. Ier de cette Collection, pages 300 et suivantes.
(2) On trouve à la page 191 du même volume l'indication d'autres auteurs qui ont cité ce privilége.

Le plus ancien document que j'aie pu trouver à ce sujet est une ordonnance de Ferdinand et d'Isabelle, du 20 janvier 1503, dont le texte a été donné par M. de Navarrete, dans le tome II, page 245, de sa Collection de voyages. Elle est relative à l'établissement et au régime de la *Casa de la contratacion de las Indias,* dont le siége fut fixé à Séville.

Mais cette ordonnance, qui n'étoit que la base d'un système d'administration du commerce maritime avec l'Amérique, n'a point de rapports avec la juridiction ni avec la jurisprudence.

Toutefois les officiers de cette chambre furent investis du droit de faire des règlemens et des espèces de lois provisoires sur le commerce maritime avec les Indes occidentales.

Le seul de ces règlemens qui rentre dans l'objet de ma collection, et dont je crois devoir donner le texte, est celui du 29 novembre 1507, sur les prêts à la grosse.

Des ordonnances royales, des 15 juin 1510 et 18 mai 1511, modifièrent et perfectionnèrent celle du 20 janvier 1503.

On ne voit point, dans ces documens, si la *Casa de la contratacion* exerçoit des pouvoirs judiciaires; mais on peut le croire d'après une ordonnance de Charles-Quint, du 15 août 1539, qui parle des conflits de juridiction entre les juges de la contractation et les autres tribunaux de Séville. La compétence de la *Casa* y est reconnue et confirmée; les appels sont attribués au conseil du roi, dit *Consejo de las Indias.*

La multiplicité des affaires et des contestations qu'il falloit juger porta bientôt Charles-Quint à créer à Séville, par une ordonnance du 23 août 1543, une juridiction consulaire semblable à celles que ses prédécesseurs avoient instituées à Burgos et dans d'autres villes, dont je parlerai plus bas, et à constituer pour juge des appels un des membres de la *Casa de la contratacion* (1).

Le même roi ne tarda point à rendre, le 11 août 1552, une ordonnance qui régla, dans le plus grand détail, les attributions de la *Casa de la contratacion,* sous les rapports politiques et le régime économique, administratif et judiciaire. Ce seroit grossir inutilement ma collection que de la

(1) C'est ce qu'explique très-bien cette ordonnance. Comme elle est peu connue et qu'elle a été indiquée seulement par sa date et par simple énonciation dans la *Recopilacio dellas Indias,* je crois qu'il est convenable d'en transcrire le passage le plus important :

« A los quales dichos prior, y consules, que assi por los dichos mercaderes fueren nombrados en la « manera que dicho es, damos poder, y facultad, para que tengan jurisdicion de poder conocer, y conozcan « de todas, y qualesquier diferencias, y pleitos que huviere, y se ofrecieren de aqui adelante, sobre cosas « tocantes, y dependientes á las mercaderias que se llevaren, ó embiaren á las dichas nuestras Indias, ó se « traxeren dellas, y entre mercader, y mercader, y compania, y factores : assi sobre compras, y ventas, « y cambios, y seguros, y cuentas, y companias, que ayan tenido, y tengan, como sobre fletamientos de « navios, y factorias que los dichos mercaderes, y cada uno dellos huvieren dado á sus factores, assi en « estos reinos, como en las dichas Indias. Y de todas las otras cosas, que acaecieren, y se ofrecieren de « aqui adelante, tocantes al trato, y mercaderias de las dichas Indias de que hasta aora han podido, y « pueden conocer los nuestros oficiales, que residen en la dicha ciudad de Sevilla en la Casa de la con- « tratacion de las Indias, conforme á la provision que mandamos dar en la villa de Madrid á diez dias del



transcrire en entier; mais comme on y trouve des dispositions sur le droit maritime privé, d'autant plus importantes à recueillir qu'elles n'ont point été insérées dans l'ordonnance du Consulat de 1556, dont je vais bientôt parler, je les publierai d'après deux éditions, l'une de 1604, l'autre de 1647.

Les assurances n'y sont traitées que dans deux paragraphes, 161 et 162, les seuls que Capmany ait insérés dans son *Codigo de las costumbres maritimas,* Appendice, page 135, mais en attribuant à tort l'ordonnance à Philippe II.

Ces deux paragraphes supposent évidemment l'existence, sinon d'une loi écrite, au moins d'usages constans sur les assurances; d'où il faut conclure que jusque-là, soit pendant que la *Casa de la contratacion* étoit juge du contentieux en première instance, soit depuis l'établissement du consulat, et jusqu'à l'ordonnance de 1556, on observoit les règles sur cette matière suivies à Barcelone et à Burgos. On doit d'autant moins en douter, que Charles-Quint, lorsqu'il autorisa, en 1539 et en 1543, la formation d'une juridiction maritime à Séville, déclaroit que c'étoit à l'instar de ce qui avoit lieu à Barcelone, Valence, Burgos et autres villes de son royaume : or, l'ordonnance de 1494, pour Burgos, portoit expressément que jusqu'à la rédaction d'une loi propre à cette juridiction, les ordonnances de Catalogne sur les affrétemens et les assurances y seroient observées.

Les juges consuls de Séville, autorisés par l'ordonnance de 1543, qui les avoit créés, à proposer des règlemens sur la juridiction de leur tribunal, usèrent promptement de ce droit. Cette même faculté leur ayant été renouvelée en 1554, les propositions qu'ils firent, et l'examen qui s'ensuivit au conseil du roi, produisirent l'ordonnance du 14 juillet 1556, qui développe avec assez de soin les règles relatives aux assurances.

Cette loi, qui a reçu des additions peu importantes, a continué de servir de règle dans le commerce maritime de l'Espagne avec les Indes occidentales, même après que le siége de ce commerce eut été transféré à Cadix; aussi la trouve-t-on employée et distribuée sous divers titres dans la *Recopilacio dellas Indias,* dont je parlerai plus bas.

Je donnerai le texte de cette ordonnance, non d'après la *Recopilacio,* dont les rédacteurs se sont permis quelquefois des altérations, du reste peu impor-

« mes de Agosto del año passado de mil y quinientos y treinta y nueve, en que se declararon las cosas de « que los dichos nuestros oficiales deven conocer, para que lo oygan, libren, y determinen, libre, y sumariamente, segun estilo de mercaderes, sin dar lugar á luengas, ni dilaciones, ni plazos de abogados. Y mandamos que de la sentencia, ó sentencias que assi dieren, el prior, y consules entre las dichas partes, « si algunas dellas apelaren, que lo puedan hazer para ante uno de los dichos nuestros oficiales de la « dicha Casa de la contratacion de las Indias, que para conocer de las tales causas, mandaremos nombrar « en cado un año, y no para otra parte. Al qual dicho nuestro oficial que assi por nos fuere nombrado « en cada un año, mandamos que conozca de la dicha apelacion, y que para conocer della, y la determinar, « tome consigo dos mercaderes de la dicha ciudad, tratantes en las dichas nuestras Indias, los que á él « parecere, que son personas de buena consciencia, las quales hagan juramento de se aver bien, y fielmente en el negocio, en que quieren entender, guardando la justicia á las partes, y conociendo, y determinando la dicha causa, por estilo de entre mercaderes, sin libellos, ni escritos de abogados, salvo « solamente la verdad sabida, y la buena fe guardada, como entre mercadores, sin dar lugar á luengas « de malicia, ni á plazos, ni á dilaciones de abogados. »



tantes, mais d'après une édition de 1683, dont l'exemplaire qui m'appartient a fait certainement partie d'un dépôt public, ainsi que le prouve le parafe dont il est muni.

Burgos, principale ville et en quelque sorte capitale de la Castille, a été, dès les temps les plus anciens, et avant la réunion de l'Espagne entière sous une seule domination, le siége d'une *Casa de la contratacion,* dont l'administration s'étendoit depuis le port du Passage jusqu'à la Corogne, comprenant les provinces de Biscaye, Guipuscoa et Alava, les royaumes de Léon et de Castille, jusqu'à Valladolid, Ségovie, Logroño et Medina del Campo, si célèbre par ses foires. Elle avoit des consuls dans les plus grandes places commerçantes de l'Angleterre, de la Flandre, de la France et de l'Italie; le commerce maritime avec les Indes lui fit contracter des rapports étroits avec Séville et Lisbonne.

Le plus ancien monument connu sur la juridiction consulaire de Burgos est un privilége de Ferdinand et d'Isabelle, du 21 juillet 1494, qui, en créant cette juridiction, constate que jusqu'alors les contestations commerciales étoient jugées par les tribunaux civils ordinaires, et par appel en la chancellerie de Valladolid.

Cette loi et deux autres de 1495 et 1496 qui l'ont confirmée, des pragmatiques de 1511 et de 1514 relatives aux affrétemens et à un impôt sur les chargemens appelé *droit d'avaries,* ont été incorporées dans un travail rédigé par les prieur et consuls en 1537, en vertu de l'autorisation royale du 3 janvier 1520. Ce travail, approuvé par une pragmatique du 18 septembre 1538, a été imprimé en 1553, sous le titre: *Ordenanzas hechas por el prior y consules de la universidad de la Contratacion de esta M. N. y M. L. ciudad de Burgos, por sus magestades confirmadas, para los negocios y cosas tocantes á su jurisdiccion é juzgado;* c'est ce que Capmany assure, page lxij de la préface de son *Codigo de las costumbres maritimas.*

Il ne m'a pas été possible de trouver en France un exemplaire de ce recueil; je l'avois vainement demandé à plusieurs reprises en Espagne, et je me disposois à publier les seuls extraits imprimés par Capmany, lorsqu'enfin j'en ai reçu, par l'obligeance de M. A. de Clercq, consul de France à Santander, une copie prise sur un exemplaire authentique existant au consulat de Burgos, qu'il a bien voulu traduire.

Quoique la pragmatique de 1494, titre de fondation de ce consulat ait été imprimée dans plusieurs recueils, notamment dans les *Recopilacions* des lois de la monarchie espagnole, dont la dernière édition est de 1804 et 1806, et de plus transcrite dans l'ordonnance de Bilbao de 1737, dont les éditions sont nombreuses, je n'ai pas cru devoir me dispenser de la recueillir. Elle ne contient pas, du reste, de dispositions sur le fond du droit maritime, et se borne à accorder aux commerçans de Burgos la faculté d'organiser un consulat sur le modèle de ceux de Valence et Barcelone.

Parmi les autres lois ou dispositions contenues dans la compilation rédigée en 1537, et approuvée le 18 septembre 1538, les plus importantes sont relatives aux assurances.

En les lisant attentivement, on est conduit à croire que jusqu'alors il n'y avoit point de loi sur cette matière dans la partie de l'Espagne située sur l'Océan, car celles de Séville sont de 1552 et de 1556; que seulement les commerçans étoient convenus d'une formule de police, dans laquelle on avoit inscrit les règles les plus communes, et que les juges prononçoient sur les contestations d'après l'équité. Cet usage, ainsi que je l'ai dit, t. V, page 210, étoit suivi dans plusieurs villes de l'Italie, et notamment à Ancône.

Mais depuis longtemps il existoit à Barcelone des lois sur le même objet, comme on l'a vu, t. V, page 493. On ne peut douter que ces lois ne fussent connues à Burgos, et n'y servissent de guide aux commerçans et aux juges, puisque précisément la pragmatique de 1494 déclare que le consulat de Burgos est créé, à l'instar de ceux de Barcelone et de Valence, pour juger les contestations relatives aux achats, ventes, changes, sociétés, *assurances, affrétemens, etc.*

Cette ordonnance de Burgos, du 18 septembre 1538, n'a été connue, ni d'Émérigon, qui ne la cite point dans son Traité des assurances, ni de Magens et de Baldasseroni, qui ont fait des collections spéciales à ce sujet.

Les renseignemens relatifs à Bilbao, qu'on lit dans la préface du *Codigo* de Capmany, ne sont pas aussi complets que ceux que j'ai obtenus par l'entremise des consuls de France.

Les plus anciens documens relatifs à cette ville, encore plus avantageusement située pour le commerce intérieur que ne l'étoit Burgos, constatent que sa navigation avoit déjà quelque activité en 1338. Un privilége de Diego Lopez de Haro, seigneur de Biscaye, accorde pleine franchise, dans le port de Portugalette et à la Barre, à tous navires et marchandises allant à Bilbao ou en venant.

L'alcade, le prévôt, les conseillers de la ville, les députés des marchands et des maîtres de navires, avoient la surveillance et l'administration du commerce, avec le droit de faire des règlemens.

Bilbao obtint en 1511, de la reine Jeanne, la concession des priviléges que Burgos avoit reçus de Ferdinand et d'Isabelle en 1494. Je ne crois pas devoir donner le texte de cette concession, qui est imprimée dans les ordonnances de 1560 et 1737, dont je vais bientôt parler.

La *Casa de la contratacion* établie par ce privilége de 1511, usant de l'autorisation qui lui étoit accordée, rédigea des ordonnances commerciales. La plus ancienne que je connoisse fut approuvée le 15 décembre 1560 par Philippe II. Plus tard on fit rédiger, en 1737, une sorte de code de commerce, souvent réimprimé et revisé jusqu'en 1819, et qu'il n'entre point dans mon plan de recueillir.

Capmany n'a inséré dans son *Codigo* que l'ordonnance de 1737. Il ne paroît pas qu'il ait connu celle de 1560; au moins il n'en parle pas et n'en a point recueilli le texte. J'ai réussi à m'en procurer un exemplaire, imprimé à Bilbao, et je m'en sers pour l'insérer dans ma collection.

Les motifs qui avoient décidé les souverains d'Espagne à établir des tribunaux de commerce à Séville, Bilbao et Burgos, donnèrent lieu à l'institution, plus récente, de celui de Saint-Sébastien. Elle eut lieu en 1682, au mois de mars, et une ordonnance du mois de septembre de la même année réunit en un seul corps les lois et les usages maritimes de la province (1).

Ces lois, et quelques autres additionnelles de peu d'importance, ont été imprimées à Saint-Sébastien en 1714, 1 vol. in-12. Il en a été rédigé une révision en 1766, confirmée par une ordonnance de 1768 qu'il n'entre point dans mon plan de recueillir. Capmany, qui a donné, comme on l'a vu plus haut, quelques notions sur le droit maritime de Séville, Burgos et Bilbao, a passé Saint-Sébastien sous silence. Émérigon, Magens et Baldasseroni n'ont point fait connoître non plus l'existence des lois maritimes de cette ville.

Tout ce qui concerne le commerce de l'Espagne avec l'Amérique et les colonies espagnoles dans cette partie du monde a été réuni et rangé par ordre de matières dans un recueil intitulé *Recopilacio de las Indias,* où les principales ordonnances de Séville sont fondues.

Ce corps de législation, dont la plus récente édition que je connoisse est de 1774, en 4 vol. in-f°, est composé de neuf livres.

Le premier, divisé en vingt-quatre titres, concerne la religion et l'organisation ecclésiastique;

Le second, divisé en trente-quatre titres, les pouvoirs publics d'administration et de justice;

Le troisième, divisé en seize titres, l'organisation militaire et la défense du pays;

Le quatrième, divisé en vingt-six titres, les découvertes par terre et par mer, les mines et toutes autres propriétés publiques;

Le cinquième, divisé en quinze titres, traite de l'administration municipale et locale;

Le sixième, divisé en dix-neuf titres, des naturels du pays, et des diverses contrées avec lesquelles les établissemens espagnols sont en rapport;

Le septième, divisé en huit titres, de divers objets de police et des mesures contre les malfaiteurs et les vagabonds;

Le huitième, divisé en trente titres, du régime financier.

Le neuvième, divisé en quarante-six titres, ayant des rapports plus directs avec l'objet de ma collection, je vais en traduire toutes les rubriques.

(1) Il existe bien pour la Biscaye et le Guipuscoa des codes, appelés *Fueros,* très-anciens, puisque ceux de la Biscaye ont été publiés sous le règne d'Isabelle, en 1472 (Bibl. royale, F. in-f°, n° 1722), mais ils ne contiennent point de droit maritime.

Titre I[er]. De l'audience royale, et de la *Casa de la contratacion* établie à Séville.

Titre II. Du président et des juges de la *Casa de la contratacion*.

Titre III. Des juges gradués, du fiscal, du solliciteur et du rapporteur de ce tribunal.

Titre IV. Du juge officier royal qui réside en la ville de Cadix.

Titre V. Du juge officier, et du consul qui se rendent aux ports pour le départ des flottes et escadres.

Titre VI. Du prieur et des consuls, et de la corporation des chargeurs pour les Indes, dans la cité de Séville.

Titre VII. Du surintendant des postes de la *Casa de la contratacion*.

Titre VIII. De la chambre des comptes de l'avarie (droit sur les marchandises embarquées) et des trésoriers députés.

Titre IX. De la répartition, de l'administration et du recouvrement du droit d'avarie.

Titre X. Des notaires-greffiers de la chambre et greffiers subordonnés, et du répartiteur de la *Casa de la contratacion* de Séville.

Titre XI. Des alguazils, huissiers et autres officiers de la *Casa de la contratacion*.

Titre XII. De la prison de la *Casa de la contratacion*, du gouverneur et du geôlier de cette prison.

Titre XIII. Des acheteurs d'argent.

Titre XIV. Des biens des personnes décédées aux Indes, de leur administration et du compte qui en est tenu dans les bureaux de la *Casa de la contratacion* de Séville.

Titre XV. Des généraux, amiraux et gouverneurs des flottes et de l'escadre pour la navigation des Indes.

Titre XVI. De l'inspecteur et du trésorier de l'escadre et des flottes, et de l'office de l'inspecteur.

Titre XVII. Des fournisseurs, et de l'approvisionnement des escadres et flottes.

Titre XVIII. Du payeur des escadres et flottes.

Titre XIX. Du garde-magasin des munitions des escadres et flottes.

Titre XX. De l'écrivain en chef des escadres, des écrivains de navires et des écrivains de rations.

Titre XXI. Des capitaines, des enseignes, des sergens et des soldats; des recrutemens et des logemens.

Titre XXII. Du capitaine général de l'artillerie, de l'artilleur en chef et des autres artilleurs des escadres et flottes; de l'artillerie, des armes et des munitions.

Titre XXIII. Du pilote en chef, des cosmographes et des autres pilotes de la navigation des Indes, et des patrons de gabares et de leur examen.

Titre XXIV. Des maîtres de l'argent, des maîtrès de navires et des maîtres des rations et agrès.

Titre XXV. De la corporation des marins, des matelots et des mousses.

Titre XXVI. Des passagers, des licences pour aller aux Indes et revenir dans ces royaumes.

Titre XXVII. Des étrangers qui passent aux Indes, de l'admission à composition, et de la naturalisation qu'ils y peuvent obtenir pour traiter et contracter.

Titre XXVIII. Des constructeurs de navires, des calfats; des règlemens sur la construction des navires, leur appareillement et leur jaugeage.

Titre XXIX. Des agrès.

Titre XXX. Des escadres et flottes.

Titre XXXI. De l'évaluation en tonneaux des diverses marchandises chargées et du fret.

Titre XXXII. De l'armement des escadres et flottes.

Titre XXXIII. Des registres.

Titre XXXIV. Du chargement et du déchargement des navires.

Titre XXXV. De la visite des navires dans ces royaumes et aux Indes, et des gardiens en chef et autres.

Titre XXXVI. De la navigation et du voyage des escadres et flottes.

Titre XXXVII. Des avisos qui sont expédiés pour les Indes, et des Indes pour l'Espagne.

Titre XXXVIII. Des navires qui ont relâché, ont dérivé ou se sont perdus.

Titre XXXIX. Des assureurs, des risques, et des polices d'assurances pour la navigation des Indes.

Titre XL. Des juges officiers des registres des îles Canaries.

Titre XLI. Du commerce et de la navigation des îles Canaries.

Titre XLII. De la navigation et du commerce des Antilles et des provinces adjacentes, et des permissions à cet effet.

Titre XLIII. Des ports.

Titre XLIV. Des escadres de la mer du Sud.

Titre XLV. De la navigation et du commerce des îles Philippines, de la Chine, de la Nouvelle-Espagne et du Pérou.

Titre XLVI. Des consulats de Lima et de Mexico.

Les lois dont je me propose de publier le texte sont classées dans cette *Recopilacio,* et, s'il est permis d'employer ce mot, dépecées dans chaque titre, avec quelques altérations, peu sensibles du reste, occasionnées par des modifications apportées successivement dans la législation.

On y trouve un assez grand nombre de dispositions administratives et économiques, dont je n'ai pas cru devoir reproduire le texte, mais qu'il peut être utile de consulter.

Les immenses acquisitions faites par l'Espagne dans le Mexique, le Chili, le Pérou, etc. avoient donné occasion d'y établir des consulats semblables

à ceux qui existoient en Espagne. Les lois de ces créations décidèrent qu'en ce qui concernoit les assurances les juges se conformeroient aux règlemens faits pour Séville. C'est ce que porte expressément le chapitre XLV de l'ordonnance de 1668, pour le consulat du Pérou, Terre-Ferme et Chili, contenue dans le recueil des *Ordenanzas del Perú,* publié en 1685 par Ballesteros, et qui a été réimprimée séparément à Lima en 1768. La même règle étoit suivie à Mexico, conformément à l'article 35 de l'ordonnance de Philippe III, du 16 avril 1648. Antérieurement, des ordonnances des 28 février 1535 et 31 août 1592, avoient établi des mesures semblables pour tous les ports de l'Océan méridional. Je n'ai donc point eu à me livrer à des recherches particulières sur la législation maritime des colonies espagnoles dans l'espace de temps qu'embrasse ma collection.

Toutes les lois dont je viens de parler ont longtemps conservé leur empire en Espagne, sauf des modifications faites après 1700, époque à laquelle s'arrête ma collection; elles ne l'ont perdu que par la promulgation du Code de commerce, faite le 30 mai 1829.

Une cédule du 26 août 1827, qui avoit créé à Madrid un consulat de commerce, prescrivoit d'y suivre l'ordonnance de Bilbao, revisée en 1819, jusqu'à la promulgation d'un Code de commerce uniforme.

Par une décision royale du 11 janvier 1828, la commission chargée de rédiger ce code fut nommée; son travail, promptement présenté au roi, fut confié à la révision d'un seul des commissaires, M. Sainz de Andino, procureur général à la chambre des finances.

Je possède une copie manuscrite du premier projet, dont la minute existe aux archives royales de Madrid; et la comparaison que j'en ai faite avec la rédaction de M. de Andino, acceptée et promulguée le 30 mars 1829, m'a prouvé combien la résolution de choisir un seul rédacteur avoit été sage.

Le nouveau code d'Espagne contient 1219 articles, divisés en cinq livres, dans lesquels les matières sont rangées avec beaucoup de méthode.

Le livre III est consacré au commerce maritime, objet unique de ma collection. Il contient 418 articles, divisés en cinq titres. Le premier traite des navires; le second, de toutes les personnes qui se livrent au commerce et aux expéditions maritimes, telles qu'armateurs, capitaines, gens d'équipage, etc.; le troisième, des contrats maritimes, affrétemens, connoissemens, prêts à la grosse et assurances; le quatrième, des risques et dommages, tels qu'avaries, relâches forcées, naufrages; le cinquième, des prescriptions en matière de commerce maritime.

Ce livre offre les mêmes règles que le titre second du Code de commerce de France, parce que l'ordonnance de Bilbao, faite sous le règne de Philippe V, étoit elle-même calquée sur l'ordonnance de 1681 de Louis XIV, mais un grand nombre de questions qui divisent nos tribunaux, telles que la responsabilité des armateurs pour les engagemens du capitaine, la subro-

gation de l'assureur aux droits de l'assuré, etc. y sont résolues d'une manière conforme à l'équité et à la jurisprudence générale.

Il n'y a rien dans le code espagnol qui tienne à des préjugés nationaux, à des habitudes locales. Tout pays qui, par sa position, se livre au commerce de terre et de mer, pourroit l'adopter dans son entier. Les états qui n'ont point encore de législation commerciale, ceux qui n'en ont qu'une incomplète, trouveront dans ce code un modèle parfait.

C'est la justice que je n'hésiterois pas à rendre à un livre composé par un simple jurisconsulte qui auroit réuni, dans un cadre resserré et complet, les notions les plus usuelles et les plus importantes; seroit-il juste de la refuser à l'ouvrage d'un gouvernement (1)?

Ces notions sont les seules qu'il m'ait été possible de recueillir sur l'ancienne législation maritime de la partie de la Péninsule espagnole dont j'avois à m'occuper dans ce chapitre. J'en ai vainement cherché dans l'ouvrage de Veitia Linanges, intitulé *Norte de la Contratacion,* imprimé en 1672, et dans le *Labyrinto del commercio* d'Hevia Bolano, publié en 1619: ces auteurs n'indiquent pas de lois plus anciennes que l'ordonnance pour Séville de 1556.

Le second volume ou appendice du *Codigo* de Capmany m'a fourni des secours plus abondans; cependant on a vu plus haut, et on verra encore dans les notes dont seront accompagnés les documens, que ce savant ne paroît pas avoir connu toutes les lois maritimes des différentes parties de l'Espagne antérieures au XVIIIe siècle, ou du moins qu'il ne les a pas recueillies.

J'ai eu l'espoir d'obtenir des renseignemens plus complets, en m'adressant à l'Académie d'histoire de Madrid, dont il m'étoit impossible de révoquer en doute l'obligeance, puisqu'elle a bien voulu m'admettre parmi ses correspondans. Une réponse de M. Gonzalez, son secrétaire perpétuel, ne m'a point indiqué d'autres documens que ceux qui étoient déjà à ma disposition, ni d'autres ouvrages que ceux que j'avois déjà consultés. Elle contient seulement les titres de quelques lois manuscrites dont elle me laisse ignorer le lieu de dépôt. Mais les intitulés de ces lois, tels que les contient cette lettre, me portent à croire qu'elles sont relatives à des mesures économiques et administratives, ce qui ne m'auroit pas permis, quand même j'en aurois possédé les textes, de les comprendre dans ma collection. J'ai donc la confiance que cette partie de mon travail sera aussi complète qu'on peut l'espérer.

(1) Ce Code a été traduit en français en 1830, mais d'une manière inexacte. M. Victor Foucher en a inséré une nouvelle et meilleure traduction dans sa Collection des codes modernes, VIe livraison.



EXTRAITS

DES LOIS DES PROVINCES MÉRIDIONALES ET OCCIDENTALES DE L'ESPAGNE

RELATIVES AU DROIT MARITIME.

EXTRAIT DU *FUERO REAL* DE 1255 (1).

TITULO XXIV.

Del pecio de los navios.

LEY I. Si nave, o galea, o otro navio qualquier peligrar o quebrar, mandamos que el navio e todas las cosas que en el andavan, sean daquellos cuyas eran ante que el navio quebrase o peligrase, e ninguno non sea osado de tomar ninguna cosa dellas sin mandado de sus duennos, fueras si las tomaren por guardarlas e darlas a sus duennos, e ante que las tomen en esta guisa llamen el alcalle del logar, si lo aver pudieren, e otros omes buenos, e escrivanlas todas, e guardenlas por escripto e por cuenta, e dotra guisa non sean osados de las tomar: è qui dotra manera las tomare, pechelas como de fuerto. Et esto mismo sea de las cosas que fueren echadas del navio por aliviarlo, o cayeren o se perdieren dél por alguna guisa.

LEY II. Si los que andan en el navio ovieren peligro, e por miedo del peligro

LIVRE IV, TITRE XXIV.

Du droit relativement aux naufrages.

LOI I. Si un navire, ou une galère, ou tout autre bâtiment se perd ou se brise, nous ordonnons que le bâtiment, et tous les effets qui se trouvent à bord resteront à ceux à qui ils appartenoient avant le désastre, et que personne ne pourra recueillir quelque chose sans la volonté des propriétaires, à moins qu'on ne les recueille pour les conserver et pour les rendre à ces propriétaires. Mais avant de les recueillir dans cette intention, on appellera l'alcade du lieu, si on peut le trouver, ou d'autres hommes probes; on en dressera un inventaire par écrit, e 1on les conservera sur la foi de cet inventaire. Personne ne doit les recueillir sans cette formalité, sous peine d'être puni comme coupable de vol. Il en sera de même des effets jetés hors du navire pour l'alléger, et de ceux qui, autrement, tomberont à la mer ou se perdront (2).

LOI II. Si les personnes qui se trouvent à bord pendant un danger, ou dans la crainte

(1) Voir ce que j'ai dit sur cet ouvrage, page 4. Capmany n'en a point recueilli les dispositions relatives au droit maritime. J'ai transcrit le texte d'après l'édition des opuscules d'Alphonse X, donnée en 1837 par l'Académie d'histoire, t. II, page 161, dont j'ai suivi exactement l'orthographe. Les éditeurs font remarquer qu'on ne trouve pas dans le manuscrit de l'Escurial le titre que je publie.

(2) La règle établie dans ce paragraphe est conforme au droit romain, dont on trouvera les textes t. I[er], pages 123 et suivantes, et à un grand nombre de lois rendues au XIII[e] siècle pour réprimer le pillage des naufragés. Il est inutile de les citer. Voir le texte des *Partidas*, ci-après, pages 45 et suiv.

se acordaren de echar algunas cosas del navio por aliviarlo, e las cosas, que echaren, a puerto non venieren, todos los que andaren en el navio sean tenidos de pagar cada uno segund que troxieren en el navio: et si algunos andaren en el navio que non troxieren si non sus cuerpos, non sean tenidos de dar nada.

d'un danger, s'accordent à jeter des effets à la mer pour alléger le navire, et si les effets ainsi jetés ne sont pas sauvés, tous ceux qui étoient à bord les payeront en proportion des effets qu'ils y avoient. Ceux qui, se trouvant à bord, n'y ont que leur corps, ne seront tenus de rien payer (1).

EXTRAIT DES *PARTIDAS* DE 1266 (2).

Partida II. — Titulo XXIV.

Que fabla de la guerra que se face por mar.

Mar es logar señalado en que pueden los homes guerrear á sus enemigos: onde pues que en los títulos ante deste habemos fablado de la guerra que los homes facen por tierra, queremos aqui decir desta otra que facen por mar, et mostraremos qué guerra es aquesta: et en quántas maneras se debe facer. Et de qué cosas han de estar guisados los que quieren guerrear por mar: et quáles homes son aquellos que son hi meester: et como se deben acabdellar: et quáles navios son meester para facer esta guerra: et de qué cosas deben seer bastecidos: et qué pena merescen los que en alguna dellas errasen.

Part. II. — Titre XXIV (3).

De la guerre qui se fait par mer.

La mer est un lieu où les hommes peuvent faire la guerre à leurs ennemis. De même que dans le titre précédent nous avons parlé de la guerre qui se fait sur terre, notre intention est de parler ici de la guerre qui se fait par mer; en quoi consiste cette guerre; de combien de manières elle peut être faite; de quoi doivent être pourvus ceux qui veulent la faire; quels hommes il faut pour composer l'équipage; comment ils doivent être dirigés; quels navires sont nécessaires; de quelles choses ces navires doivent être fournis; comment doivent être punis ceux qui commettent des fautes.

Ley I. *Qué cosa es la guerra de la mar, et quántas maneras son della, et de qué cosas han de estar guisados los que la quieren facer.*

La guerra de la mar es como cosa deses-

Loi I. *Ce que c'est que la guerre maritime, combien il y en a de sortes, et de quelles choses doivent être pourvus ceux qui la veulent faire.*

La guerre maritime est plus dangereuse

(1) On ne trouve ici qu'un principe peu développé sur le jet et la contribution à laquelle il donne lieu; mais on ne peut douter que les règles du droit romain, d'où ce paragraphe est emprunté, ne fussent suivies dans l'exécution; voir t. I[er], pages 104 et suivantes.

(2) Je me conforme pour la publication des *Partidas* à l'édition donnée par l'Académie d'histoire de Madrid, en 1807. Quoique les variantes soient rarement de quelque importance, je crois devoir les relever. Voici l'explication des abréviations: *Esc.* manuscrits de l'Escurial; *B. R.* manuscrit de la bibliothèque royale de Madrid; *Tol.* manuscrit de la cathédrale de Tolède.

(3) Ce titre ne contient que des maximes générales, dont la place seroit mieux dans un ouvrage sur le droit des gens et l'économie politique, que dans une loi; cependant je n'ai pas cru pouvoir me dispenser de le recueillir, avec d'autant plus de raison que Capmany l'a admis dans son *Codigo*.

perada et de mayor peligro que la de la tierra por las grandes desaventuras que pueden hi acaescer : et tal guerra como esta se face en dos maneras : la primera es flota de galeas et de navios armados et poderosos de gente, bien asi como la grant hueste que se face por tierra : la segunda es armada de algunas galeas, ó de leños corrientes ó de naves armadas en corso (*a*). Et los que desta guerra se quisieren trabajar deben haber en sí quatro cosas : la primera que aquellos que la hobieren de facer sean sabidores de conoscer la mar et los vientos : la segunda que tengan navios tantos et tales, et asi guisados de homes et de armas et de las otras cosas que hobieren meester segunt que conviene al fecho que quisieren facer : et la tercera que non se den vagar nin tardanza á las cosas; ca bien asi como la mar non es vagarosa en sus fechos, mas fácelos aina, asi los que andan en ella deben seer acuciosos et apresurados en lo que hobieren de facer, porque quando tiempo hobieren non lo pierdan, mas que lo metan en su pro : la quarta cosa es que sean mucho acabdellados, ca si los de la tierra lo deben seer que pueden ir por sus pies ó en bestias á qual parte les ploguiere et quando quisieren, quanto mas los de la mar que ir nin estar non es en su mano como aquellos que han por pies et por cabalgadura los navios que son de madera, et los vientos por freno, de que non han poder de decender cada que quisieren, nin dexarse caer de aquellas cabalgaduras en que van, nin desviarse nin fuir para guarescer, maguer sean en peligro de muerte. Et por todas estas razones debe el su acabdellamiento seer atal que cada uno sepa lo que ha de facer quando veniere al fecho, et non gelo hayan á decir muchas vegadas : et por ende los antiguos que fablaron en las guerras de la mar tambien como en las de la tierra non pusie-

(*a*) *En curso*, Esc. 1, 5, 6; Tol. B. R. 2, 3, 4; *en coso*, Esc. 3, 4.

que celle de terre, à cause des grands risques qui peuvent s'y présenter. Cette guerre se fait de deux manières : premièrement avec une flotte de galères et de navires armés et montés d'un nombre d'hommes considérable, pareil à celui dont se compose une grande armée de terre; secondement, avec une petite escadre de quelques galères, ou de vaisseaux légers et de navires armés en course.

Ceux qui veulent faire des entreprises de ce genre doivent posséder quatre choses : 1° ils doivent connoître la mer et les vents; 2° ils doivent avoir des navires dont le nombre, la qualité, l'équipage et les approvisionnemens en armes et autres objets soient en rapport avec le but qu'ils se proposent; 3° ils ne doivent point être indolens et irrésolus dans leurs opérations; car de même que la mer n'est pas lente, mais prompte et brusque dans ses mouvemens, de même ceux qui naviguent doivent être actifs et diligens dans les leurs, pour ne pas perdre l'occasion favorable, et pour mettre le temps à profit; 4° ils doivent être bien commandés, car si cela est nécessaire pour des soldats de terre, qui peuvent se transporter à pied ou à cheval où ils veulent et quand il leur plaît, à plus forte raison faut-il qu'on dirige les soldats qui composent les expéditions navales, puisqu'il n'est pas en leur pouvoir d'aller ou de s'arrêter à leur gré, comme peuvent faire ceux qui marchent à pied ou à cheval; les navires étant des masses de bois qui ont les vents pour frein, en sorte que ceux qui les montent ne peuvent se conduire à leur guise, ni se laisser tomber de dessus leur monture, ni s'écarter, ni fuir pour se garantir du péril, fussent-ils en danger de la vie.

Par toutes ces raisons, les personnes qui dirigent le navire doivent être telles que chacune sache bien ce qu'elle a à faire quand il faudra agir, sans qu'elle ait besoin de se le faire répéter. Aussi les anciens qui ont traité, tant de la guerre sur mer que de la guerre sur terre, n'ont pas établi d'autre peine que la peine capitale contre ceux qui

ron otra pena á los que en tal fecho se desmandasen, sinon que perdiesen las cabezas : et esto ficieron entendiendo que el daño que podrie venir por el desmandamiento serie mayor et mas peligroso que el de la tierra : et por eso posieron sus cabdiellos sobre toda cosa, segunt que se muestra en este titulo.

déserteroient; et cela parce qu'ils sentoient que le dommage résultant de cette désertion étoit plus grave et plus funeste que celui de la désertion sur terre. C'est également par cette raison qu'ils ont établi des chefs pour chaque partie, comme on l'expose dans ce titre.

LEY II. *Quáles homes son meester para armamiento de los navios quando quisieren guerrear.*

Homes de muchas maneras son meester en los navios quando quisieren guerrear por mar, asi como almirante, que es guiador et mayoral de la armada; et comitres que ha de haber en cada galea, que son como cabdiellos; et otrosi naucheres (*a*), que son sábidores de los vientos et de los puertos para guiar los navios; et marineros, que son homes que los han de servir et de obedescer; et sobresalientes, que es su oficio señaladamente de lidiar; et otros muchos asi como adelante se muestra en las leyes deste título.

LOI II. *De quels hommes doit être composé l'équipage des navires armés en guerre* (1).

Il faut plusieurs espèces d'hommes pour armer un navire en guerre; par exemple, l'amiral, qui est le commandant supérieur de l'escadre; des comites, qui sont les chefs de chaque galère; des pilotes, qui connoissent les vents et les ports, et qui conduisent les navires; des matelots, qui doivent servir et obéir; des hommes d'armes, dont l'emploi est de combattre, et beaucoup d'autres dont il sera question dans les lois de ce titre.

LEY III. *Quál debe seer el almirante de la mar, et como debe seer fecho et qué poder ha.*

Almiral es dicho aquel que es cabdiello de todos los que van en los navios para facer guerra sobre mar; et ha tan grand poder quando va en la flota que es asi como hueste mayor, ó en el otro armamiento menor que se face en logar de cabalgada, como si el rey mesmo hi fuese; et sin esto debe judgar todas aquellas cosas que deximos en las leyes que fablan

LOI III. *Quelles qualités doit avoir l'amiral, et comment il doit être élu* (2).

On appelle amiral le chef de tous ceux qui composent l'équipage des navires armés en guerre. Il a sur la flotte, qui est comme le corps d'armée principal, ou sur une escadre qui en seroit détachée, le même pouvoir que le roi, s'il y étoit en personne, et il doit juger tous les cas énumérés dans la loi qui traite de ses fonctions.

(*a*) *Nocheros*, Esc. 3, 4, 6; *naucheles*, Esc. 8; *nocheres*, B. R. 3.

(1) Cette loi, et tout le reste du titre XXIV, peuvent être utilement comparés avec le règlement des courses pour l'Aragon et la Catalogne, dont on trouve le texte tome V, pages 396 et suivantes; mais la rédaction des *Partidas* est bien préférable. Du reste, il n'y a pas entre les dispositions de l'un et de l'autre document de similitude qui permette de décider lequel auroit été emprunté de l'autre, ni même quel est le plus ancien.

(2) Quoiqu'il n'y ait pas de similitude absolue entre cette loi et le règlement sur les courses rédigé en Catalogne, on pourra la comparer avec le chapitre IX, t. V, page 404.

de su oficio. Et por este poderio que ha tan grande debe ante seer mucho escogido el que quisieren facer almiral, catando que haya en sí todas estas cosas : primeramente que seà de buen linage para tener (*a*) vergüenza, et desi que sea sabidor de fecho de la mar et de la tierra porque sepa lo que conviene de facer en cada una dellas, et que sea de grant esfuerzo; ca esta es cosa quel conviene mucho para cometer et facer daño á sus enemigos, et otrosi para apoderarse de la gente que troxiere, que son homes que han siempre meester justicia et grant acabdellamiento : et otrosi debe seer mucho granado porque sepa bien partir lo que hobiere con aquellos quel han de ayudar et de servir. Et como quier que todos los homes hayan placer et sabor naturalmente quando les facen bien et les dan buena parte de lo que ganan, mucho lo han mayor los de la mar; lo uno por la grant cuita que sufren en ella, lo al porque son en logar que non pueden haber la cosa sinon por mano dél (*b*) : et sobre todo le conviene que sea leal de guisa que sepa amar et guardar al señor et á los que van con él, et eso mesmo de non facer cosa (*c*) que mal le esté. Et el que desta guisa fuere escogido para ser almiral, quandol quisieren facer debe tener vegilla en la eglesia como si hobiese de seer caballero; et otro día debe venir antel rey vestido de ricos paños de seda, et hale de meter una sortija en la mano diestra por señal de la honra quel face, et otrosi una espada desnuda por el poder quel da, et en la siniestra mano un estandal de la seña de las armas del rey por señal del acabdellamiento quel otorga. Et estando asi debel prometer que non esquivará muerte por amparar la fe et por acrescer la honra et el derecho de su señor, et por pro comunal de su tierra, et que guardará et fará leal-

A cause du grand pouvoir dont il est revêtu, il faut qu'en choisissant celui qu'on veut faire amiral on fasse attention à ce qu'il ait les qualités suivantes : premièrement qu'il soit de bonne famille, pour qu'il ait de l'honneur; qu'il connoisse ce qu'il aura à faire, soit sur mer, soit sur terre; qu'il soit doué d'un grand courage, qualité qui lui est très-nécessaire, tant pour combattre l'ennemi que pour maintenir dans le devoir les hommes de la flotte, qui ont toujours besoin d'une justice sévère et d'une direction ferme; il doit aussi être libéral, et savoir partager ce qu'il a avec ceux qui l'aident et le servent.

Si tous les hommes éprouvent naturellement du plaisir quand on leur fait du bien et quand on partage avec eux des gains qu'on s'est procuré, les gens de mer y sont encore plus sensibles, soit parce qu'ils se livrent à un service pénible, soit parce que, dans leur situation, ils ne peuvent obtenir que de la main de leur chef les choses dont ils ont besoin. Il faut surtout que l'amiral soit loyal, en sorte qu'il sache aimer et défendre son maître et ses compagnons, et qu'il ne fasse rien de préjudiciable à son maître.

Celui qui aura été ainsi choisi pour être amiral, quand on voudra l'installer dans sa charge, devra d'abord veiller dans une église, comme s'il devoit être armé chevalier; le lendemain il se présentera devant le roi, revêtu de riches habits de soie; le roi lui mettra une bague à la main droite, en signe de l'honneur qu'il lui fait; il lui remettra une épée, en signe du pouvoir qu'il lui confère, et dans sa main gauche un étendard aux armes du roi, en signe du commandement dont il l'investit.

Cela fait, l'amiral doit promettre de ne pas craindre de s'exposer à la mort pour la défense de la foi, pour l'accroissement de l'honneur et des droits de son maître, et pour le bien général de son pays, et de faire et observer loyalement, autant qu'il sera en lui, tout ce qui

(*a*) *Para temer vergüenza*, Esc. 3, 4, 6; B. R. 2, 3, 4. — (*b*) *Por mano del señor*, Esc. 6, 8; B. R. 3, 4. — (*c*) *Et á si mismo; et non debe facer cosa*, Esc. 3, 4.

mente todas las cosas que hobiere de facer segunt su poder : et desque todo esto fuere acabado dende adelante ha poderio de almirante en todas las cosas segunt dicho es.

LEY IV. *Quáles deben seer los comitres, et cómo deben seer fechos et qué poder han.*

Comitres son llamados otra manera de homes que son cabdiellos de mar so el almirante : et asi como cada uno dellos ha poder de acabdellar los de su navio, bien puede otrosi librar las contiendas que acaescieren entrellos : pero si non se pagaren de su juicio puédense alzar al almiral, mas non se pueden alzar al rey sinon quando él mismo fuese en la flota, ó quando la ficiesen en tal manera que este dia se tornasen á albergar do el fuese. Mas estos comitres non deben seer puestos sinon por el rey mesmo ó por su mandado : et por ende el almiral non les puede dar pena en los cuerpos nin en cosa que sea raiz, si él non gelo mandase, como quier que los pueda prender et facerles emendar del haber mueble las cosas que hobiesen de pechar segunt su fuero ó la postura que hobiesen puesta en aquella flota ó armada. Et porque ellos son jueces de los pleytos et cabdiellos de las compañas que en los navios traen, deben seer mucho escogidos de manera que hayan en sí aquellas cosas que deximos del almirante; ca pero que él es cabdiello sobre todos ellos tanto ha de facer cada uno de los comitres en su navio como el almiral en toda la flota ó el armada en que fuese. Et la manera en que deben seer fechos los comitres es esta : que quando alguno toviere que es para ello que ha de venir primeramente al rey si hi fuere, et sinon al almiral, et decirle las cosas por que lo

sera de son devoir. Ces formalités remplies, il aura dorénavant le pouvoir d'amiral en toutes choses, comme il a été dit.

LOI IV. *Quelles qualités doivent avoir les comites, comment ils doivent être élus, et quel pouvoir ils ont* (1).

On appelle comites les hommes qui commandent sur mer, sous les ordres de l'amiral. Chacun d'eux peut commander les gens qui forment l'équipage de son navire, juger les contestations qui s'élèvent entre eux; et si ceux-ci ne sont pas satisfaits de son jugement, ils peuvent en appeler à l'amiral, mais non au roi, à moins qu'il ne soit en personne à bord de la flotte, ou qu'on n'arrive dans le jour au lieu où il réside.

Les comites ne doivent être nommés que par le roi lui-même ou par délégation de sa part; en conséquence, l'amiral ne peut leur infliger de peines corporelles, ni de peines qui portent sur leurs biens immeubles, sans l'ordre du roi; mais l'amiral peut les faire saisir et les forcer à payer sur leur mobilier les amendes qu'ils auront encourues par suite de leur conduite à bord de la flotte.

Comme ils sont juges des procès et chefs des hommes qui sont sur leur navire, on doit, en les choisissant, s'assurer qu'ils ont les qualités dont nous avons parlé au sujet de l'amiral; car, si ce dernier est le chef de tous, chaque comite a, sur son navire, le même pouvoir que l'amiral exerce sur la flotte ou l'escadre entière.

Voici comment sont nommés les comites. Celui qui veut obtenir cet emploi doit d'abord se présenter devant le roi, s'il est sur les lieux, sinon devant l'amiral, et lui déclarer qu'il a les qualités requises. Alors le roi, ou l'amiral par ses ordres, doit lui enjoindre

(1) On peut comparer cette loi avec les chapitres III et IV du règlement des courses en Catalogne, t. V, pages 398 et 399; et le chapitre IV de l'ordonnance d'Aragon de 1354, page 435.

quiere seer : et entonce el rey ó el almirante por su mandado debe llamar doce homes sabidores de la mar et que conoscan á aquel home, et facerles jurar que digan verdat si ha en sí todas aquellas cosas que deximos por que lo meresca seer; et dando atal testimonio, débelo vestir de paños bermejos et ponerle en la mano un pendon de señal de las armas del rey, et meterlo en la galea tañiendo trompas et añafiles, et ponerle en aquel logar do debe seer, et otorgarle que sea dende adelante comitre. Et despues que desta guisa fuere fecho, ha poderio de acabdellar et de judgar en la manera que desuso dexiemos : et si dende adelante errase en razon del acabdellamiento desmandándose al almirante ó faciendo bando contra él con los otros comitres ó con algunos del armada, debe morir por ello. Mas si errase en los juicios que diese, debe haber pena segunt el fuero; et si menoscabase ó perdiese por su culpa algunas cosas de la galea, débelas pechar dobladas : et él es tenudo de dar recabdo de todos los que en su navio fueren si ficieren algunt yerro : pero si se le desmandasen mostrándolo al almirante, si les fuerre probado deben morir por ello (*a*).

d'amener douze hommes experts en fait de marine, qui connoissent le postulant, et qui, après avoir juré de dire la vérité, attestent qu'il possède toutes les qualités nécessaires. Après avoir ainsi rendu témoignage, ils doivent revêtir l'aspirant d'un habit de drap rouge, lui mettre dans la main une enseigne aux armes du roi, le conduire à bord de la galère, au son des clairons et des trompettes; le placer dans le poste qu'il doit occuper, et lui déclarer que dès à présent il est comite.

Du moment qu'il est ainsi installé, il a pouvoir de commander et de juger comme il a été dit ci-dessus; et si dorénavant il manque à ses devoirs, en abandonnant l'amiral, en se coalisant contre lui avec les autres comites ou quelques-uns d'entre eux, il doit être puni de mort.

S'il commet des fautes dans les jugemens qu'il rend, il sera puni suivant les lois et coutumes. S'il détériore ou s'il perd, par sa faute, quelques-unes des choses qui composent l'armement de la galère, il doit payer le double de leur valeur, et il est tenu de répondre de tous les délits commis par les gens de son équipage. Si ceux-ci désertent, le fait ayant été dénoncé à l'amiral, et prouvé, ces déserteurs doivent être punis de mort.

LEY V. *Quáles deben seer los naucheres (b), et cómo deben seer fechos et qué poder han.*

Naucheres son llamados aquellos por cuyo seso se guian los navios por la mar : et porque estos son como adalides en tierra, por ende quando los quisieren rescebir para aquel oficio, débenlos catar que sean tales que hayan en sí quatro cosas : la primera que sean sabidores de conocer todo el fecho de la mar, en quáles logares

LOI V. *Quelles qualités doivent avoir les pilotes, comment ils doivent être nommés, et quel pouvoir ils ont* (1).

On appelle pilotes les hommes qui dirigent les navires. Comme ils sont sur mer ce que des guides sont pour des troupes de terre, il faut, quand on les admet à cet emploi, s'assurer qu'ils réunissent les quatre qualités suivantes : premièrement, ils doivent connoître la mer et savoir dans quels lieux elle est calme, dans quels lieux il y a des courans; ils doivent connoître les vents, les changemens de temps,

(*a*) *De todas las cosas que en su navio fueren, et si ficiesen algunt yerro los que con él fueren, ó alguno dellos seyendole desmandado et monstrándolo al almirante, si le fuere probado debe morir por ello*, Tol. — (*b*) *Nocheros*, Esc. 4, 6; *nocheres*, B. R. 3; *nocheles*, Esc. 1; *nauteles*, Esc. 3; *naucheles*, Esc. 8.

(1) On peut comparer cette loi avec le chapitre XXXV du règlement des courses pour la Catalogne, t. V, page 426.

es queda et en quáles corriente, et que conoscan los vientos et el camiamiento dellos (*a*), et sepan toda otra marineria. Et otrosi deben saber las islas et los puertos et las aguas dulces que hi son, et las entradas et las salidas para guiar su navio en salvo, et levar lo suyo do quisieren, et guardarse otrosi de rescebir daño en los logares peligrosos et de temencia: la segunda que sean esforzados para sofrir los peligros de la mar et el miedo de los enemigos; otrosi para acometerlos ardidamiente quando meester les fuere: la tercera que sean de buen entendimiento para entender bien las cosas que hobieren de facer, et para saber otrosi consejar derechamente al rey, et al almirante et al comitre quando les demandaren consejo: la quarta que sean leales de manera que amen et guarden la honra et la pro de su señor et de todos los otros que han de guiar. Et al que fallaren por tal si fuere acerca de la mar, débenle meter en el navio en que ha de ir, et ponerle en la mano el espada ó el timon (*b*), et otorgalle que dende adelante que sea naucher. Et si despues deso por su engaño ó por culpa de su mal guiamiento se perdiese el navio ó rescibiesen grant daño los que en él fuesen, debe él morir por ello.

et posséder toutes les autres connoissances relatives à la marine; ils doivent encore connoître les îles et les ports, les eaux douces qui s'y trouvent, les entrées et les sorties, pour guider les navires avec sûreté, conduire ceux qui les montent où ils voudront aller, et les préserver de tout dommage dans les lieux dangereux et suspects: secondement, il faut qu'ils soient courageux pour affronter les périls de la mer, et pour attaquer hardiment les ennemis quand cela sera nécessaire: troisièmement, il faut qu'ils aient de l'intelligence et du discernement pour bien entendre ce qu'ils ont à faire et pour bien conseiller le roi, ou l'amiral, ou le comite, quand ils seront consultés par eux: quatrièmement, ils doivent être loyaux et fidèles, pour défendre avec zèle les intérêts et l'honneur de leur maître, et de tous ceux qu'ils doivent diriger.

Quand on aura trouvé un homme pourvu de ces qualités, si l'on est près de la mer, on doit le faire monter sur le navire qu'il doit conduire, lui mettre en main le timon, et lui conférer le titre de pilote. Et si, dans la suite, par sa fraude ou par ses fautes dans la conduite du navire, il en occasionne la perte, ou fait éprouver quelque grave dommage à ceux qui sont à bord, il doit être puni de mort.

LEY VI. *Quáles deben seer los proeres et los sobresalientes, et los que han de guardar las armas, et las viandas et la otra sarcia de los navios* (*c*).

Proeres (*d*) son llamados aquellos que van en la proa de la galea que es la delantera; et porque de su oficio es seer en las primeras feridas quando lidian, por ende deben haber en sí tres cosas: la primera que sean esforzados; la segunda ligeros; la tercera usados de fecho de mar.

LOI VI. *Quelles qualités doivent avoir les proiers et les auxiliaires, ainsi que ceux qui doivent garder les armes, les victuailles et autres munitions et agrès des navires* (1).

On appelle proiers les matelots qui sont placés à la proue ou partie antérieure du navire; et comme leur office est de frapper les premiers coups quand on se bat, ils doivent en conséquence posséder trois qualités: premièrement, du courage; deuxièmement, de la légèreté et de l'adresse; troisièmement l'habitude de la mer.

(*a*) *Et el camiamiento de los tiempos*, Esc. 3, 4, 6, 8; B. R. 3, 4. — (*b*) *Et espadiella ó el timon*, Esc. 6, B. R. 3; *la espadiella ó el timon*, Esc. 8, B. R. 4; *el espada et el timon*, Tol. Esc. 3. — (*c*) *Et la otra sortia de los navios*, Esc. 1, 3, 4; B. R. 2; *et las otras sarcinas de los navios*, B. R. 4, Esc. 8. — (*d*) *Proeles*, Esc. 1, 3, 8; B. R. 4; *proeros*, Esc. 4, 5, 6.

(1) Voir les chapitres XI et XXXV du règlement des courses pour la Catalogne, t. V, pages 409 et 426.

Et sin estos hay otros que llaman alieres que van cerca dellos en las costaneras que son asi como alas en el navio, et por ende les dicen este nombre; et estos han de seer escogidos para acorrer et servir alli do meester fuere segunt les mandare el naucher ó el comitre : et por esto que han de facer deben seer atales que hayan en si las tres cosas que dexiemos de los proeres. Et sobresalientes llaman otrosi á los homes que son puestos ademas en los navios, asi como ballesteros et otros homes de armas : et estos non han de facer otros oficios sinon defender á los que fueren en su navio lidiando con sus enemigos : et han de seer esforzados, recios et ligeros lo mas que ellos pudieren (*a*), et quanto mas usados fuesen de la mar tanto será mejor. Et sin todos aquestos que habemos dicho ha meester otros marineros para servir la vela et facer las otras cosas que les mandaren los naucheres, asi como echar las ancoras et tirarlas, et atar el navio en el puerto (*b*) : et estos han de seer sabidores de marineria, et ligeros (*c*) et bien mandados. Otros homes deben poner para guardar las armas et las viandas : et estos deben seer leales para saberlo facer derechamente et sin cobdicia, et darlas alli do mandare el mayoral del navio : eso mesmo decimos de aquellos que han á guardar la sarcia del navio (*d*). Et todos estos que deximos deben seer mucho acabdellados et bien mandados : et los que contra esto ficiesen deben haber pena segunt el yerro que ficieren.

Il y a en outre des matelots qu'on appelle alieres, qui se tiennent près des premiers, sur les bords du navire, et qui sont comme les ailes du navire, d'où ils tirent leur nom. Ils doivent être choisis parmi les hommes propres à servir à tout ce qui sera nécessaire pour le navire, sous les ordres du pilote ou des comites; aussi ils doivent avoir les trois qualités que nous avons indiquées pour les proiers.

On appelle auxiliaires ceux qui sont en sus de l'équipage dans le navire, comme les arbalétriers et autres hommes d'armes. Ils n'ont d'autres fonctions que de défendre le navire en combattant les ennemis. Ils doivent, autant que possible, être courageux, forts et agiles; et plus ils auront l'habitude de la mer, mieux ils rempliront leur office.

Indépendamment de tous ceux que nous avons énumérés, il faut d'autres matelots pour manœuvrer les voiles et faire les autres choses que leur ordonneront les pilotes, comme de jeter ou de lever l'ancre, d'amarrer le navire dans le port. Ils doivent être au fait du service de mer, agiles et intelligens, pour bien comprendre et exécuter les commandemens.

Il doit y avoir d'autres hommes pour garder les armes et les vivres; il faut qu'ils soient fidèles, pour qu'ils remplissent leurs devoirs avec probité et intégrité, et distribuent les munitions suivant les ordres des chefs : nous en disons autant de ceux qui doivent garder les agrès du navire.

Tous ceux dont nous venons de parler doivent être bien disciplinés et prompts à exécuter les ordres qu'ils reçoivent, sinon ils doivent être punis selon la gravité de leurs fautes.

LEY VII. *Quáles deben seer los mayores et los menores navios para guerrear, et cómo deben seer aparejados.*

Navios para andar sobre mar son de muchas guisas : et por ende pusieron á cada uno de aquellos su nombre segunt

LOI VII. *Quels sont les meilleurs navires pour faire la guerre, et comment ils doivent être appareillés.*

Il y a plusieurs espèces de vaisseaux pour naviguer sur mer, et chacun porte un nom différent, suivant la manière dont il est cons-

(*a*) *Lo mas que los pudieren haber*, Esc. 5, 6, 8; B. R. 3, 4. — (*b*) *Et aquedar los navios en el puerto*, Tol. — (*c*) *De maroma et ligeros*, B. R. 4. — (*d*) *La sarcina del navio*, B. R. 4; Esc. 8.

la faycion en que es fecho; ca á los mayores que van á dos vientos llámanlos carracas, et destos hi ha de dos mastes et de uno (*a*); et otros menores que son desta manera et dícenles nombres por que sean conoszudos, asi como carracones, et buzos, et taridas, et cocas, et leños, et haloques et barcas. Mas en España non dicen á otros navios sinon á aquellos que han velas et rimos (*b*); ca estos son fechos señaladamente para guerrear con ellos; et por eso les pusieron velas et mastes como á los otros para facer grant viage sobre mar, et rimos, et espadas et timones para ir quando les fallesciere el viento, ó para salir ó entrar en los puertos ó en los rencones de la mar, et para alcanzar á los que se les fuyesen et para fuir de los que los segudasen; ca bien asi como el ave non podrie ir por el ayre si non hobiese alas con que volase, nin quando descendiese en tierra non se podrie mover si non hobiese piernas nin pies sobre que se sofriese; otrosi estos navios que son guerreros non podrien ir sobre mar á viento, si non hobiesen velas en que lo rescibiesen, et otrosi rimos con que lo ficiesen mover quando les fallesciese: et por eso es grande el poder destos navios atales porque se ayudan del viento quando lo han, ó de los rimos quando les es meester, et muchas vegadas de todo. Et á estos llaman galeas grandes, et otras hay menores á que dicen galeotas, et taridas, et saetias et zabras, et otros pequeños (*c*) que son hi que han estas faciones por servicio de los mayores de que se ayudan á las vegadas los que quieren guerrear á furto, porque puedan en ellos ir mas encobiertamente, et moverlos aina de un logar á otro. Et por ende estos navios quien los quisiere haber para facer con ellos guerra debe catar tres cosas: la primera que quando los mandare

truit. Les plus grands qui vont à la voile s'appellent navires; il y en a à deux mâts et à un seul; d'autres, plus petits, du même genre, portent différens noms, comme caraque, galère, balaner, barque, pinasse, caravelle, etc.

Il y a encore en Espagne d'autres espèces de navires, indépendamment de ceux qui ont des bancs et des rames. Ceux-ci sont faits exprès pour la guerre, et c'est pour cela qu'on y met tout à la fois des mâts et des voiles comme aux autres, et des rames, timons et gouvernails, pour avancer quand le vent leur manque, pour entrer dans les ports ou en sortir, ou manœuvrer dans les tempêtes, pour atteindre ceux qui fuient ou échapper à la poursuite de l'ennemi; car, de même que l'oiseau ne pourroit se transporter à travers les airs s'il n'avoit pas des ailes avec lesquelles il vole, ni se mouvoir sur la terre s'il n'avoit pas des jambes et des pieds pour se soutenir et marcher, de même les bâtimens de guerre ne pourroient pas aller sur mer en tout temps s'ils n'avoient pas des voiles pour recevoir le vent et des rames pour se mouvoir quand le vent manque; aussi le pouvoir de ces navires est très-grand, parce qu'ils s'aident du vent quand ils l'ont, et des rames quand cela est nécessaire, et souvent de ces deux moyens à la fois.

On nomme ces bâtimens galères: il y en a de grandes et de petites; ces dernières s'appellent galiotes, tartanes, saïques. Il y a aussi d'autres bâtimens plus petits, construits de même, destinés au service des grands, et qu'emploient quelquefois ceux qui veulent guerroyer furtivement, parce qu'ils peuvent, au moyen de ces petits bâtimens, se cacher plus facilement et se transporter plus vite d'un lieu à un autre.

Ceux qui voudront avoir des bâtimens du genre de ceux dont nous venons de parler, afin de faire la guerre, doivent prendre garde à trois choses: premièrement, quand ils les

(*a*) *Ca á los mayores que van a viento llamen naves, et destas hi ha de dos mastes et de uno,* Tol.; *ca á los mayores que non han viento llaman naves, et destas hi ha de dos mastes et de uno,* Esc. 5, 6; *ca á los mayores que van á viento llaman naves et carracas, et destas hay de dos mastes et de uno,* B. R. 4, Esc. 8; *ca á...... llaman naos, et de destos hay de dos masteles et de uno,* Esc. 1. — (*b*) *Et remos,* B. R. 4. — (*c*) *Carridas et saetias et gavios, et otras pequeñas,* Esc. 4.

facer que sea la madera para ellos cortada en la sazon que debe, et non se dañe aina (*a*); la segunda que sean fechos de buena forma, et fuertes et ligeros segunt conviene á lo que han de facer; la tercera que hayan sus aparejos todos á que llaman sarcia (*b*), et son estos, árboles, et antenas, et velas, et timones, et espadas, et áncoras et cuerdas de todas maneras: et destas cada una dellas ha su nombre segunt el servicio que face.

font construire, ils doivent avoir soin que le bois soit coupé dans une saison convenable, pour qu'il ne se gâte pas trop promptement; secondement, ils doivent veiller à ce que ces navires soient d'une forme avantageuse, forts et légers, selon le but qu'on se propose; troisièmement, ils doivent s'assurer qu'ils ont tous leurs agrès ou apparaux, savoir, mâts, antennes, voiles, timon, gouvernail, ancre, câbles de diverses sortes, dont chacun a sa dénomination propre, suivant l'usage auquel il sert.

Ley VIII. *En qué manera ficieron los antiguos semejante de los navios á los caballos.*

Cabalgaduras son los navios á los que andan sobre mar, asi como los caballos á los que andan por tierra; ca bien asi como el caballo que es luengo, et delgado et bien fecho, es ligero et mas corredor quel que es grueso et redondo, otrosi el navio que es fecho desta manera es mas corriente (*c*) que el otro; et de los rimos ficieron semejante á las piernas et á los pies de los caballos que han de seer luengos et derechos: et esta es cosa que conviene mucho otrosi á los rimos de los navios, ca asi como el caballo non se podrie mover sin ellos, otrosi el navio non se moverie sin rimos quando el viento fallesciese: et á la siella semejaron el entablamiento do van asentados los rimadores (*d*), que non debe seer mas pesado de la una parte que de la otra porque vaya el navio egual: et otrosi posieron la vela por semejanza de las espuelas; ca asi como el caballo maguer que haya buenos pies non corre tambien como quando le dan de las espuelas, otrosi el navio maguer que haya buenos rimos non puede ir tanto con ellos como quando le fiere el viento en la vela et le face ir por fuerza: et el timon ó el espadilla ficieron semejante al freno del caballo, porque asi

Loi VIII. *De la comparaison que les anciens ont faite des navires avec les chevaux.*

Les navires sont les montures des hommes qui vont sur mer, comme les chevaux sont les montures de ceux qui vont sur terre; car, de même que le cheval, qui est allongé, délié et bien fait, est plus léger et meilleur coureur que celui qui est gros et ramassé, de même le navire qui est fait de cette manière est plus rapide qu'un autre. On a comparé les rames aux jambes des chevaux, qui doivent être longues et droites, qualité qui convient aussi beaucoup aux rames des navires; car, comme le cheval ne pourroit se mouvoir sans ses jambes, de même le navire ne pourroit se mouvoir sans les rames, quand le vent lui manque; on a assimilé à la selle, les bancs, le plancher sur lequel les rameurs sont placés, lequel ne doit pas peser plus d'un côté que de l'autre pour que le navire ne penche pas; on a comparé la voile aux éperons, car, de même que le cheval, quelque bonnes que soient ses jambes, ne court jamais si bien que quand on lui donne de l'éperon, de même le navire, quoiqu'il ait de bonnes rames, ne peut jamais aller si vite que quand le vent enfle la voile et pousse avec force le vaisseau.

On a comparé le gouvernail au frein du cheval, parce que, comme le cheval ne peut pas

(*a*) *Cogida en sazon que dure et non se dañe aina*, B. R. 3, 4; Esc. 8. — (*b*) *Sortija*, Esc. 3, 4, 6. — (*c*) *Es mas corredor*, Esc. 6; B. R. 2. — (*d*) *Los remadores*, B. R. 4.

como non se puede mover á diestro nin á siniestro sin él, asi el navio non se puede endereszar nin revolver sin estos á qual parte le quisieren levar: et sin aquesto las cuerdas que son para atar el navio son asi como el cabestro et las hazquias (*a*) con que atan el caballo: et sin todo esto asi como nol pueden facer estar quedo quando sin las sueltas es, en esa mesma manera fueron sacadas las áncoras para facer estar quedo el navio. Onde todas estas cosas deben los cabdiellos de los navios tener bien aparejadas en guisa que tengan de cada una dellas ante de mas que de menos; ca la mengua que por esto viniese, en tal logar podrie acaescer que todo el fecho se podrie perder por ende, por que la culpa et la pena (*a*) serie dellos segunt el daño qué por ello viniese. Otrosi deben tener sus homes bien mandados de guisa que les den todas estas cosas quando las hobieren meester: et si asi non lo ficiesen han de haber pena segunt el daño que hi viniese por el su desmandamiento.

se diriger à droite ou à gauche sans le frein, de même le vaisseau ne peut se diriger ou se tourner vers le point où l'on veut le pousser, sans le secours du gouvernail. De plus, les câbles qui servent à tirer le navire sont comme le licou et les rênes avec lesquels on retient le cheval. Enfin, de même qu'on ne peut tenir un cheval immobile qu'au moyen d'entraves, de même on se sert des ancres pour arrêter le navire.

Les capitaines de navires doivent donc tenir toutes ces choses en bon état, de manière qu'ils en aient toujours en nombre supérieur plutôt qu'inférieur aux besoins; car le manque de ces agrès pourroit se faire sentir en telle circonstance qu'il entraîneroit la perte de tout le bâtiment, et le capitaine encourroit une punition proportionnée à sa faute et au dommage qui en seroit résulté.

Ils doivent en outre avoir des matelots intelligens et instruits, qui leur donnent tous ces objets au moment du besoin, faute de quoi ces matelots seront punis selon le dommage qui aura suivi leur désobéissance.

LEY IX. *Cómo deben seer guisados los navios de homes, et de armas et de vianda.*

Bastimento ha de haber en los navios bien asi como en los castiellos, et non tan solamente de homes et de sarcias asi como en estas leyes deximos, mas aun de armas et de vianda; ca sin esto non podrien vevir nin guerrear. Et por ende ha meester que hayan para defenderse lorigas, et lorigones, et perpuntes, et corazas, et escudos, et yelmos, et capiellos de fierro, et otros guarnimientos de cuero que son buenos para sofrir golpes de piedra. Et para ferir á manteniente deben haber cuchiellos, puñales, et serraniles, et espadas, et hachas, et porras, et lanzas, et

LOI IX. *Comment les navires doivent être munis d'hommes, d'armes et de victuailles* (1).

Les navires, comme les châteaux, doivent être munis, non-seulement d'hommes et d'agrès, ainsi que nous l'avons dit dans les lois précédentes, mais encore d'armes et de victuailles, car autrement on ne pourroit pas subsister ni combattre; il faut donc qu'on ait, pour se défendre, des cuirasses de diverses sortes, des cottes de mailles, des écus, des heaumes pour se garantir des coups et combattre à couvert; il faut aussi qu'on ait des couteaux, des dagues, des épées, des haches, des massues, des lances, et ces lances ou hallebardes doivent avoir des crocs de fer pour accrocher les hommes et les renverser; on doit encore avoir des barres de fer avec des chaînes pour prendre les navires et empêcher qu'ils ne fuient vers le rivage; on doit avoir,

(*a*) *Et las fasquias*, B. R. 2, 3, 4; Esc. 8. — (*b*) *Porque lo non amparara, et la pena*, Esc. 3.

(1) On peut consulter le chapitre XXXI du règlement de 1354 pour la Catalogne, t. V, page 449, ainsi que les statuts de Gênes, t. IV, page 483.

hastas con garabatos de fierro para trabar á los homes et deriballos; et aun otros con cadenas (*a*) para prender los navios que non se vayan : et para tirar han de haber ballestas de estribera, et de dos pies et de torno, et dardos; et piedras, et saetas quantas mas levar pudieren, et terrazos con cal para cegar á los enemigos, et otros con xabon para facerles caer, et sin todo esto fuego de alquitran para quemar los navios; et de todas estas armas deben siempre tener de mas porque non les fallescan. Et otrosi deben traer mucha vianda, asi como vizcocho, que espan muy ligero de traer porque se cuece dos veces et dura mas que otro et non se daña : et deben levar carne salada, et legumbre et queso, que son cosas que muy poco dello gobierna mucho á los homes, et ajos et cebollas para guardallos de corrompimiento del ayre de la mar et de las aguas dañadas que beben. Otrosi deben levar agua dulce la mas que podieren, ca esta es meester mucho porque se pierde et desgasta (*b*) de muchas guisas, et demas que es cosa que non pueden excusar los homes; ca muchas vegadas quando non cuidan la fallan menos, por que han de morir quando les fallesce ó venir á peligro de muerte. Et vinagre deben otrosi levar, que es cosa que les cumple mucho en sus comeres et para deber con el agua quando hobieren grant sed : ca la sidra et el vino como quier que los homes lo amen mucho, son cosas que embargan el seso, lo que non conviene en ninguna manera á los que han de guerrear sobre mar. Et por ende los antiguos defendieron que non troxesen estos beberes atales en las grandes guerras, tambien de mar como de tierra, nin otros que embargasen el seso á los homes; ca esta es la cosa del mundo que mas nuce á todos los fechos que han de facer, et mayormente á los grandes.

en outre, des arbalètes à étrier, des arbalètes à deux pieds, et des arbalètes à tour; des dards, des pierres, des flèches en aussi grande quantité qu'on pourra; des machines à lancer de la terre mêlée de chaux pour aveugler les ennemis, d'autres à savon pour les faire tomber, et enfin du feu de goudron pour brûler les navires. On doit toujours avoir ces objets en surabondance pour n'en jamais manquer.

Il faut aussi qu'on ait beaucoup de victuailles, comme du biscuit, qui est un pain très-léger, parce qu'il est cuit deux fois, et qui dure plus qu'un autre et ne se gâte pas; de la viande salée, des légumes et du fromage, substances dont une petite quantité nourrit beaucoup de monde; des aulx et des oignons pour préserver les hommes de la corruption produite par le séjour prolongé sur le navire, par l'eau gâtée qu'on y boit. On doit emporter de l'eau autant qu'on pourra, et l'on ne sauroit en avoir trop, parce qu'elle se perd et se gâte de plusieurs manières, et que c'est d'ailleurs une chose dont les hommes ne peuvent se passer; souvent, quand ils n'y prennent pas garde, elle leur manque, ce qui les fait mourir ou les rend malades.

On doit avoir aussi du vinaigre, qui est très-utile pour assaisonner les mets et pour boire avec de l'eau quand on a une grande soif, car le cidre et le vin, quoique les hommes aiment beaucoup ces liqueurs, sont propres à leur troubler la tête, ce qui ne convient nullement à ceux qui doivent faire la guerre sur mer : aussi les anciens défendoient-ils d'emporter de ces liqueurs dans les grandes guerres, tant maritimes que terrestres, ni aucune autre liqueur propre à embarrasser le cerveau; car c'est la chose du monde qui nuit le plus aux faits d'armes et surtout aux grandes entreprises.

(*a*) *Et aun trovos con cadenas*, Esc. 5; *et aun arregues con cadenas*, Esc. 6. — (*b*) *Porque se despiende et se desgasta*, Tol. B. R. 2.

Pero quando los non pudiesen excusar débense ayudar dellos de guisa que les non fagan daño bebiendo dellos poco ó echando en ellos mucha agua; ca asi como es bien de beber los homes para vevir con ello, asi es grant avoleza de cobdiciar vevir para beber. Onde de todas estas cosas sobredichas deben seer sabidores los cabdiellos de los navios en tres maneras, la primera de haberlas con tiempo ante que vengan al fecho; et la segunda de guardarlas et non las despender sinon con recabdo; et la tercera de obrar con ellas segunt conviene et quando les fuere meester. Et los que desta guisa non lo ficiesen, si por su culpa se perdiesen los navios, serien por ende traydores tan bien como si perdiesen un castiello, et deben perder los cuerpos et lo que hobieren (*a*).

Cependant, quand on ne peut l'éviter, on doit en user de manière à n'en pas éprouver de mal, en en buvant peu, et en y mettant beaucoup d'eau; car s'il est bien que les hommes boivent pour vivre, ce seroit un mal et un grand abus qu'ils voulussent vivre pour boire.

En conséquence, les capitaines de navire doivent, à cet égard, observer trois règles importantes : la première est de se pourvoir des choses susmentionnées, en temps utile, avant de mettre à la voile; la deuxième, de les conserver et ne pas les consommer inconsidérément; la troisième, de les employer à propos et suivant les besoins. Ceux qui ne se conformeroient pas à ces règles, si le navire venoit à se perdre par leur faute, seroient réputés traîtres, comme s'ils avoient perdu un château, et seroient punis de mort et de la confiscation de leurs biens.

LEY X. *Cómo los que se aventuran á la guerra de mar deben seer honrados et guardados quando bien ficieren, et escarmentados quando ficieren el contrario.*

LOI X. *Comment ceux qui se hasardent à faire la guerre sur mer doivent être considérés et honorés quand ils se comportent bien, et punis dans le cas contraire.*

Ardimente (*b*) muy grande facen aquellos que aventuran sus cuerpos andando en guerra por tierra segunt que deximos desuso, mas mucho es mayor de los otros que guerrean por mar : ca en la guerra de la tierra non es peligro sinon de los enemigos tan solamente, mas en la de la mar es de esos mesmos, et demas del agua et de los vientos. Et aun sin esto hay otro peligro, que el que cae del caballo non puede decender mas de fasta tierra, et si fuere armado non se fará mal, mas el que cae del navio (*c*) por fuerza ha de ir fasta en fondon de la mar, et quanto es mas armado tanto mas aina decende et se pierde. Et otrosi los de la tierra si combaten villa ó castiello, puédense tirar á una parte ó á

Ceux qui exposent leur vie dans une guerre sur terre font un très-grand acte de courage, comme nous l'avons montré plus haut; mais ceux qui font la guerre sur mer en font un bien plus grand; car la guerre sur terre ne présente de danger que de la part des ennemis, tandis que dans la guerre maritime il y a d'abord ce même danger des ennemis, et, de plus, celui des flots et des vents.

Il y a en outre un autre péril; car celui qui tombe de cheval ne peut pas descendre plus bas que la terre, et s'il est armé il ne se fait pas de mal; mais celui qui tombe d'un navire doit forcément aller jusqu'au fond de la mer, et plus il sera armé, plus il descendra profondément et plus sûrement il périra. De plus, sur terre, ceux qui attaquent une ville ou un château peuvent se transporter de côté et d'autre, mais ceux qui se battent sur mer ne le peuvent pas; car lorsque les navires se

(*a*) *Caen en grant yerro, et deben haber por ello pena segunt alvedrio del rey en los cuerpos et en lo que hobieren*, B. R. 4, Esc. 8. — (*b*) *Ardimento*, B. R. 4. — (*c*) *Non se fará tamaño mal como si estoviese desarmado, mas el que cae del navio*, B. R. 4, Esc. 8.

otra, mas los de la mar non lo pueden facer : ca despues que los navios se acercan unos con otros et desque se traban, non se pueden desviar los que estan en ellos á ninguna parte, por que por fuerza ha de seer la lid á manteniente con todas las armas que aduxeren; et por ende estan á grant peligro de los enemigos, ca non ha entrellos sinon las manos et las armas con que se fieren : et otrosi de parte de la mar non ha sinon una tabla entrellos et el agua, et á los vientos et á la tempestad son decubiertos de todas partes. Et sin todo aquesto el comer et el beber hanlo todo por medida et muy poco, et non de las cosas que quieren, mas de aquellas con que puedan solamente vevir asi como desuso deximos : et si aquello les fallesce non han á que se tornen, lo que non contece á los que guerrean por tierra; ca si les menguan las viandas de las talegas pueden ir á otra parte á buscarlas, et si las non fallaren, comerien de las yerbas ó de las sus bestias mesmas que aduxeren : et aun demas de todos estos peligros et lacerias que deximos, han aun otro muy grande, que non les dan logar en el navio en que folgadamente puedan estar nin dormir. Et por todas estas razones que habemos dicho deben los que se aventuran de guerrear por mar seer esforzados et acuciosos para saber estorcer de los peligros de la mar et de los enemigos : et quando atales fueren deben seer honrados et guardados, et otrosi les deben dar sus soldadas et su parte de las ganancias que ficieren de los enemigos, et escarmentar los que errasen en el armada segunt qual fuere el yerro, et el logar et el tiempo en que fuere fecho.

sont abordés et accrochés, ceux qui s'y trouvent ne peuvent s'écarter, et ils sont obligés de combattre de près avec toutes les armes dont ils sont pourvus; en conséquence, ils courent un grand danger, puisqu'il n'y a entre eux et les ennemis que les mains et les armes avec lesquelles ils se frappent mutuellement, et entre eux et la mer qu'une planche ; et à l'égard des vents et de la tempête, ils sont découverts de toute part.

De plus, le manger et le boire leur sont mesurés et en petite quantité; ils n'ont pas les choses qu'ils veulent, mais celles qui leur sont strictement nécessaires pour leur subsistance, comme nous l'avons dit ci-dessus; et si celles-ci leur manquent, ils sont sans aucune ressource. Ceux qui guerroient sur terre n'éprouvent pas cet inconvénient; car si les vivres de leur havresac leur manquent, ils peuvent aller en chercher, et, s'ils n'en trouvent pas, ils peuvent manger des herbes et de la chair des bêtes qu'ils ont avec eux. Indépendamment de tous les périls et de toutes les privations que nous avons signalés, ils ont encore à souffrir une grande gêne, car ils n'ont pas sur le navire une place où ils puissent se tenir et dormir commodément.

Par toutes les raisons que nous avons exposées, ceux qui s'aventurent à guerroyer sur mer doivent être hommes de courage et de jugement, pour savoir échapper aux périls de la mer et des ennemis; et quand ils sont tels, ils doivent être honorés et respectés. On doit aussi leur donner exactement leur solde et leur part des prises faites sur l'ennemi, et châtier ceux qui manquent à leurs devoirs, selon la gravité de la faute, le lieu et le temps où elle est commise (1).

(1) On ne peut se dissimuler que les détails contenus dans les dix lois de ce titre n'aient le simple caractère d'instructions et de considérations qui n'offrent rien de législatif; il en résulte tout au plus des conseils pour les administrateurs ou les juges; mais il eût été peu convenable de les supprimer, puisque Capmany les a recueillis. D'ailleurs on y voit l'esprit du temps et cette espèce de bonhomie que les législateurs portoient dans la rédaction de leurs codes.

Titulo XXVI.

Ley XXIX. *Qué derechos deben dar al rey de lo que ganaren en guerra sobre mar.*

Flota ó armada faciendo el rey para guerrear los enemigos sobre mar, dando él los navios con todos sus aparejos et las armas, et pagando la vianda et la soldada de los homes, todo lo que ganaren debe seer del rey, et non han los que fueren en ella de haber parte, fueras ende aquello que les él quisiese dar por facerles merced : et si el rey diese los cuerpos de los navios con los guisamientos que les pertenescen et las armas et la vianda, et los otros pagasen las soldadas de los homes, debe el rey haber las tres partes et ellos la quarta. Mas si él diese los navios con sus guisamientos et con las armas, et los que ficiesen el armada pagasen los homes et la vianda, estonce el rey debe haber la meytad et la otra meytad ellos; otrosi quando el rey diese los navios con sus guisamientos tan solamente, et los otros las armas et las viandas, et pagasen las soldadas á los homes, debe él haber la quarta parte et ellos las tres. Eso mesmo decimos que serie quando algunos ficiesen el armada en qualquier destas maneras sobredichas, que deben haber toda la ganancia para sí ó las tres partes, ó la meytad ó el quarto, asi como desuso es dicho : et esto tovieron por derecho los antiguos porque non podie seer fecha el armada sin estos quatro cosas, que son los homes, et los cuerpos de los navios, et las armas et la vianda : por ende pusieron que quien diese todo esto que hobiese toda la ganancia; et qui diese alguna partida de ello que hobiese otrosi su parte segunt aquello.

Titre XXVI (1).

Loi XXIX. *Des droits qui sont dus au roi sur les prises faites à la mer* (2).

Lorsque le roi, formant une flotte ou une escadre pour combattre ses ennemis sur mer, fournit lui-même les bâtimens avec tous les agrès et les armes, et paye la nourriture et la solde des hommes, tout ce qu'on prend doit lui appartenir; et ceux qui se trouvoient à bord des bâtimens n'auront aucune autre part que celle que le roi voudra bien leur donner à titre de gratification.

Si le roi fournit les corps de bâtimens avec les agrès nécessaires et les armes, ainsi que les provisions de bouche, et que d'autres fournissent la solde des hommes, le roi aura trois parts et les autres la quatrième.

Mais si le roi donne les navires avec leurs agrès et les armes, et que ceux qui font l'expédition payent les navires et les armes, alors le roi aura la moitié et eux la moitié : de même, si le roi donne seulement les navires avec leurs agrès, et que les autres donnent armes, vivres et solde des hommes, il aura le quart et eux les trois quarts.

Il en sera de même si d'autres forment l'escadre d'une des manières susdites : ils auront tout le gain entier, ou les trois parts, ou la moitié, ou le quart, comme il est dit ci-dessus. Cet usage a été déclaré juste par les anciens, parce qu'on ne peut pas former une escadre sans ces quatre choses, qui sont les corps de bâtimens, les hommes, les armes et les provisions de bouche : par conséquent ils ont déclaré que celui qui donne tout cela aura tout le gain, et que celui qui en fournit une partie aura sa part en proportion.

(1) Capmany n'a point inséré les lois de ce titre dans son *Codigo*.

(2) Il existe quelque ressemblance entre le système exposé dans ces lois et une ordonnance du roi d'Aragon de 1356, dont j'ai donné le texte et la traduction, t. V, pages 465 et suivantes; il faut consulter surtout la note 2 de cette page 465, et, pour ce qui concerne les droits de cinquième attribués au roi, la note 4 de la page 355.

Pero sin todo esto debe haber el rey el quinto por razon de señorio, fueras ende si él ficiese la flota ó la corsaria real (*a*), asi como dice en las leyes que fablan desto. Otrosi le han á dar todas aquellas cosas que debe haber por razon de honra et de mayoria, asi como dice en las leyes que fablan de la guerra que se face por tierra. Et todo esto que dixiemos debe seer guardado quando los homes que ficiesen la flota ó el armada non hobièsen postura con el rey señaladamente ó toviesen su previllejo; ca estonce segunt las posturas fueron fechas ó el previllejo dixere, debe seer guardado, fueras ende si fuese fecho engañosamente ó á daño del rey, ca engaño que sea fecho contra señor en ninguna sazon non debe valer; porque bien asi como el que se face contra otro home es como falsedat, otrosi el que es fecho contra señor es manera de aleve; et por ende el que lo ficiere debe haber pena segunt tal fecho como este; et los que le negaren sus derechos ó gelos encubrieren han de haber otrosi tal pena, como dice en las leyes que fablan de las ganancias que se facen en la guerra que es fecha por tierra.

Mais, sans égard à tout cela, le roi doit toujours avoir le cinquième en vertu de sa souveraineté, indépendamment de ce qui lui appartient si c'est lui qui a formé la flotte ou l'escadre de course, comme il est dit dans les lois qui parlent de cet objet; de plus, on doit lui livrer toutes les choses qui lui reviennent par raison d'honneur et de seigneurie, comme il est expliqué dans les lois qui parlent de la guerre sur terre (1). Tout ce qui vient d'être dit doit être observé, si les hommes qui forment la flotte ou l'escadre n'ont pas fait de convention particulière avec le roi et n'ont pas obtenu de privilége; car, dans ce cas, les conventions et le privilége doivent être exécutés, à moins qu'on ne l'ait obtenu par dol et au détriment du roi; car dol exercé contre son seigneur ne peut jamais valoir. Si le dol qui a lieu contre un simple particulier constitue un faux, celui que l'on commet contre son seigneur est une trahison, et par conséquent celui qui en est coupable doit être puni selon la gravité du fait.

Ceux qui refusent de payer au roi ses droits ou qui recèlent une prise doivent également être punis, comme il est dit dans les lois qui parlent du butin fait dans les guerres sur terre.

Ley XXX. *Cómo deben partir entre sí lo que ganaren los de la flota ó del armada.*

Partir deben entre sí los que fueren en flota ó en armada ó en otra cosa sobre mar (*b*) para guerrear los enemigos aquello que les cayere en su quiñon de la ganancia (*c*) que ficieren, dando primeramente al rey sus derechos que debe haber por razon de señorio et de mayoria, asi como dice en la ley ante desta. Otrosi deben dar al almirante despues desto el séptimo, porque es cabdiello mayor dellos

Loi XXX. *Comment les prises doivent être réparties entre les hommes de la flotte ou de l'escadre.*

Ceux qui se trouvent sur une flotte, une escadre, ou autre réunion sur mer pour combattre les ennemis, partageront entre eux ce qui formera leur part dans les prises faites, en donnant d'abord au roi ce qui lui revient pour ses droits de souveraineté et de seigneurie, selon la loi précédente.

Ils devront ensuite à l'amiral le septième, parce qu'il est leur chef sous le roi, et les autres gratifications convenues avec chacun

(*a*) *O la correria real*, B. R. 4; *o la cursaria real*, Tol. — (*b*) *O en curso sobre mar*, B. R. 4, Esc. 5; *ó en corso sobre mar*, Esc. 8. — (*c*) *En su quinto de la ganancia*, Esc. 4.

(1) D'après la loi 5, relative surtout à la guerre terrestre, les navires ennemis appartiennent au roi.

so el rey : et la otra merced que les ficieren los señores que haya cada uno su parte segunt la postura que hobiesen fecho con ellos ante que entrasen en el armada. Et como quier que antiguamente non fuese acostumbrado de dar á estos cosarios las emiendas de los daños que hobiesen rescebido en guerreando por razon que iban asoldados, nos catando la laceria et los muchos trabajos que llevan et los grandes peligros á que se aventuran segunt mostramos en algunas leyes deste libro, et habiendo voluntad que ellos se metan mas de recio á servir á Dios et á los señores que los envian, non rezelando tanto muerte nin feridas, nin otro peligro que les veniese sabiendo que habrien emienda et gualardon por ello; et otrosi porque vayan mejor guisados de armas que conviene mucho para tales fechos, tenemos por bien que los que hi fuesen muertos ó presos, ó rescibiesen feridas en sus cuerpos, tambien de las que pudiesen guarescer como de las otras onde fincasen lisiados, que hayan sus emiendas de la ganancia que hobieren fecha en la manera que dicen las otras leyes que fablan de las derechas que deben rescebir los que guerrearen por tierra. Eso mesmo decimos si perdiesen hi armas algunas que fuesen suyas; pero si el armada ficiere el rey, el emienda de las armas que se hi perdiesen debe seer fecha primeramente á él, fueras ende de aquellas que se menoscabasen en lidiando ó hobiesen con cuita de tormenta á echar en la mar; mas si ellos ficieren el armada por sí, non se debe facer la emienda de los daños que rescebiesen et de las armas que hobiesen perdido, sinon segunt la postura que pusiesen entre sí ó con aquellos que los enviasen en ella. Mas si la ganancia que hobiesen á facer les otorgase el rey enante que fuese real porque el fecho de la mar es mas peligroso que el de la tierra, et si se parasen á robar podrien caer en peligro porque se perderie

avant son entrée dans la flotte; et bien qu'anciennement il ne fût pas de coutume de donner aux corsaires des dédommagemens pour les pertes essuyées pendant la guerre, parce qu'on leur payoit une solde, nous, ayant égard à la misère et aux souffrances qu'ils supportent et aux grands dangers auxquels ils s'exposent, comme nous l'avons montré dans plusieurs lois de ce livre, et voulant leur inspirer plus de zèle pour le service de Dieu et des seigneurs qui les envoient, de sorte qu'ils ne craignent plus la mort, les blessures et les dangers, sachant qu'ils seront récompensés; et d'autre part, afin qu'ils soient mieux pourvus d'armes, ce qui est très-important pour leur profession, nous voulons que ceux qui seront tués, pris ou blessés, soit qu'ils guérissent de leurs blessures, soit qu'ils restent estropiés, aient des récompenses sur le gain fait, de la manière énoncée dans les lois qui parlent des récompenses à accorder à ceux qui font la guerre sur terre.

La même chose aura lieu s'ils perdent des armes qui leur appartenoient en propre; mais si le roi a formé l'escadre, les armes qui s'y perdront lui seront, avant tout, payées, ainsi que les armes endommagées dans le combat, ou qu'on aura jetées à la mer pendant une tempête. Mais s'ils ont formé la flotte eux-mêmes, les dommages éprouvés et les armes perdues ne seront payés que conformément aux conventions faites entre eux ou avec ceux qui les ont envoyés.

Mais si le roi leur accorde à forfait les prises à faire, au moyen de ce que la guerre sur mer est plus dangereuse que sur terre, et qu'il pourroit y avoir grand danger de perdre tout, s'ils s'arrêtoient pour piller, nous tenons pour bien que ce que chacun prendra soit mis ensemble et partagé entre les

todo, por ende tenemos por bien que lo que cada uno ganare que lo alleguen et lo partan por los homes segunt fueren et troxeren armas, en esta manera; dando tanto á los comitres et á los naucheles, como dice en las leyes de la guerra que se face por tierra que deben haber los adalides; et á los proeles et á los sobresalientes como á los almogavares de caballo; et á los ballesteros como à los almocadenes; et á los galeotes como á los otros peones. Et en esta ganancia que partiesen que asi fuese fecha real, deben seer contados los cuerpos de los navios, et las armas, et el conducho et todas las otras cosas que ganaren de los enemigos : pero esto non se entiende sinon despues que fuesen aduchas al logar onde movieron en que debe seer fecha el almoneda dellas. Et si por aventura descendiesen á tierra para guerrear los enemigos et ganasen alguna cosa dellos, ó entrasen villa ó castiello, todo lo que hi ganaren debe seer partido asi como desuso es dicho de la ganancia que facen guerreando por tierra : et para esto facer lealmente deben escoger quatro homes bonos de los de la flota ó del armada con consejo del almirante ó de los comitres, si él hi non fuere, et facerlos quadrilleros, asi come dice desuso en la ley que fabla dellos : et estos han de partir la ganancia en la manera que sobredicha es.

Ley XXXI. ***Cómo deben seer partidas las cosas que tollieren á los enemigos sobre mar.***

Corsarios (*a*) facen muchas veces grandes daños sobre mar matando los homes et prendiéndolos et robándoles lo que traen, porque aviene que salen navios en pos ellos como en apellido et les tuellen

hommes, selon leurs grades et mérite, de la manière suivante : on donnera aux comites et nochers ce que doivent avoir les *adalides*, selon les lois relatives à la guerre qui se fait sur terre; aux hommes de proue et auxiliaires, ce qui revient aux *almogavares* à cheval; aux arbalétriers, comme aux *almocadenes*, et aux simples matelots comme aux fantassins.

Et dans le gain à forfait qu'on partagera ainsi, on doit compter les corps des navires, et les armes, et la cargaison, et toutes les autres choses qu'on prend sur l'ennemi : bien entendu que tout cela n'aura lieu que quand les hommes seront revenus au port d'où ils seront partis et où se fera la vente publique.

Si, par événement, ils font une descente à terre pour combattre les ennemis et leur prennent quelque chose, ou s'ils entrent dans une ville ou un château, tout ce qu'ils prendront sera partagé comme il est dit ci-dessus du butin fait à la guerre de terre. Et afin que cela soit fait légalement, ils doivent choisir quatre hommes probes de la flotte ou de l'escadre, avec le conseil de l'amiral, ou des comites dans son absence, et les rendre arbitres, comme il est dit ci-dessus dans la loi qui parle de cet objet, et ceux-ci partageront le butin de la manière susdite (1).

Loi XXXI. ***Comment on doit partager les prises faites à la mer sur l'ennemi.***

Les corsaires causent souvent de grands torts sur mer, en tuant les hommes, en les faisant captifs ou en leur enlevant ce qu'ils possèdent, ce qui fait qu'on leur donne la chasse comme dans une invasion et qu'on les dépouille.

(*a*) *Cursarios*, B. R. 3, Esc. 8; *cosarios*, B. R. 4.

(1) On peut comparer ces dispositions avec les usages de Catalogne que j'ai recueillis, t. V, pages 431.

lo que llevan : onde los antiguos de España tovieron por bien que quando algunos robasen á los que aduxesen algunas cosas sobre mar seguradamente á la tierra del rey, ó levasen á otra parte que non fuese (a) el señorio de los enemigos, quanto desta guisa les tolliesen que fuese tornado á los dueños primeros, fueras ende si los enemigos lo hobiesen metido en su salvo et gelo tollesen despues los otros por fuerza; ca estonce debe seer suyo si non fuesen asoldadados, et partirlo entre sí en la manera que diximos de lo que ganan los que siguen los apellidos por tierra : mas si á soldada estudiesen debe seer todo del señor de quien la tomasen : otrosi decimos que en esta mesma manera deben facer de lo que les tollesen demas de la presa que hobiesen levado. Mas si acaesciese que en pos de aquellos corsarios que hobiesen robado non salliesen en apellido et fallasense en la mar con otros que gelo tolliesen ante que lo hobiesen metido en su salvo, et fuesen de señorio daquel rey do fuere fecho el robo, deben facer de lo que les tollieren bien asi como deximos de los que fuesen en apellido en pos ellos : mas si fuesen dotro rey si gelo non quisiesen dar débengelo calonar como á enemigos. Et sin todo esto tovieron por derecho que los que levasen algunas cosas sin mandamiento del rey á tierra de sus enemigos, quier fuesen cristianos ó moros, quien quier que gelo tollese que fuese suyo, et que lo pudiesen partir entre si como aquello que se gana derechamente en guerra, et mayormente si lo ficiesen contra defendimiento del rey, ca estonce débenlos matar ó prender (b), ó facer quanto mal pudieren. Et todas las cosas que deximos tambien en esta ley como en las otras ante della de las que ganaren los homes sobre mar de que se debe facer particion, han de seer aduchas al almoneda

En conséquence, les anciens d'Espagne ont ordonné que si des hommes ont pillé des navires portant paisiblement des marchandises dans les états du roi ou dans des pays qui ne sont pas en guerre avec lui, tout ce qui leur aura été repris de la manière susdite sera restitué aux propriétaires primitifs, sauf dans le cas où la reprise n'auroit lieu qu'après que cès ennemis avoient mis la prise en lieu de sûreté; car alors elle appartient aux hommes qui la leur enlèvent. S'ils n'ont pas reçu de solde, ils doivent partager la capture de la manière indiquée par nous pour ceux qui, sur terre, prennent les armes en cas d'invasion; mais, s'ils ont reçu une solde, tout appartiendra au seigneur qui les soldait. Nous ajoutons qu'il en sera de même de ce qu'ils auront capturé en outre des objets repris sur lesdits ennemis.

De plus, dans le cas où, sans être sortis exprès pour courir contre des corsaires, des navires [sortis des ports de Castille] en rencontreroient d'autres en mer qui auroient enlevé aux corsaires une prise avant qu'ils l'eussent mise en sûreté, si les navires ainsi rencontrés sont sujets du roi sur les sujets de qui la prise a été faite, les hommes de ces navires seront considérés, relativement aux choses enlevées par eux aux corsaires, comme s'ils étoient sortis exprès pour donner la chasse à ces derniers : s'ils sont sujets d'un autre roi, ils seront sommés de rendre les choses ainsi reprises par eux, et, en cas de refus, ils doivent être traités comme ennemis. En outre, il a été déclaré que si l'on prend quelque chose sur des navires destinés, sans permission du roi, pour des pays ennemis, maures ou chrétiens, ceux qui auront fait la prise en deviendront propriétaires, et pourront la partager entre eux, comme il en est des choses prises à la guerre, surtout si le roi avoit prohibé ces transports; car alors on doit tuer ces personnes, ou les prendre, ou leur faire tout le mal possible.

Tout ce qui a été dit dans cette loi et dans les précédentes sur les prises maritimes qu'on peut partager doit être entendu en ce sens, qu'il faut les amener à la vente publique et les y vendre, comme nous l'avons dit du butin

(a) Que *fuesse*, Esc. 3, 4. — (b) *O deshonrar et facer*, B. R. 4.

et vendidas en ella, asi como deximos de las que se ganan por tierra : et qualquier que dotra guisa las vendiese ó las encobriese, ha de haber tal pena como en aquellas leyes dice.

TITULO XXVII.

LEY IX. *Qué gualardon deben haber los que entraren por fuerza los navios de los enemigos.*

Aventura (*a*) quiere tanto decir como cosas que han de venir : et porque esto non es cierto en los fechos del mundo et mayormente en los de la mar, por ende se aventuran á muy grandes peligros los que guerrean sobrella, ca muchas vegadas cuidan ir á un logar et han por fuerza de ir á otro, et do tiene sus fechos como por acabados, las mas veces guisaseles asi que fallescen en ellos. Et esto les aviene porque la ventura es mas cierta de seer ante á daño que á su pro, et por ende á tales como estos que se meten á todos estos peligros que deximos en las leyes que fablan de la guerra que se face sobre mar, non les pusieron los antiguos cierto gualardon quando entrasen navios por fuerza, sinon segunt se aveniesen con aquel que feciese la flota ó el armada. Pero si la postura non hi fuese, deben haber gualardon del cabdiello con quien fuesen, segunt entendiese que merescien por la laceria que hobiesen sofrido, ó por el esfuerzo que hobiesen mostrado en cometer aquel fecho, ó por la grant bondat que hobiesen fecho en saberlo bien acabar : et en esto tovieron que les daban mayor gualardon catando estas tres cosas, que si gelo diesen en otra guisa señaladamente. E si acaesciese que aquellos fechos que hobiesen comenzado non los pudiesen acabar et muriesen hi, tovieron por bien que aquel gualar-

(*a*) *Ventura*, B. R. 3; Esc. 5, 8.

fait sur terre : celui qui les vendra autrement ou qui les recèlera sera passible des peines déterminées dans ces lois.

TITRE XXVII (1).

LOI IX. *De la récompense due à ceux qui abordent de force les navires des ennemis.*

Aventure signifie les choses à venir, et parce qu'elles ne sont pas sûres dans les affaires de ce monde, et surtout dans celles de la mer, ceux qui font la guerre sur cet élément s'aventurent beaucoup; car souvent ils ont l'intention d'aller en un lieu et ils sont forcés d'aller en un autre, et lorsqu'ils croient leur affaire faite, il leur arrive souvent de la manquer.

Cela arrive parce qu'il y a plus de probabilité que l'aventure leur sera contraire que favorable ; et cependant les anciens n'ont pas assuré de récompenses fixes à ceux qui s'exposent à tous ces dangers, dont nous avons parlé dans les lois relatives à la guerre sur mer, lorsqu'ils abordent de force un navire ennemi, à moins qu'ils ne l'aient stipulé avec celui qui arme la flotte.

Néanmoins, à défaut de stipulation, ils seront récompensés chacun, selon ce qu'ils auront supporté de peines ou qu'ils auront montré de bravoure en accomplissant cette entreprise, ou selon la capacité dont ils auront fait preuve en la conduisant à bonne fin. On a cru les récompenser mieux en ordonnant d'avoir égard à ces trois circonstances, qu'en leur accordant une récompense fixe.

Et s'il arrivoit que ces gens ne pussent accomplir l'entreprise commencée et mourussent à la tâche, il a été ordonné que la récompense seroit payée comme il est dit ci-dessus dans

(1) Capmany n'a pas inséré ce titre dans son recueil.

don que ellos debrien haber que fuese dado segunt dice en las leyes ante desta de los que entran por fuerza ó por furto villa ó castiello de los enemigos : et si algunos dellos perdiesen hi miembras, débenles facer bien, asi como en estas leyes manda, et si cayesen en cativo otro tal.

Et si por aventura acaesciese que hobiesen de salir á tierra do tomasen por fuerza ó por furto villa, ó castiello, ó otra fortaleza, ó venciesen hi alguna lid, deben haber por cada una dellas tal gualardon como dice en estas otras leyes que habemos dichas que fablan en estas razones.

les lois relatives à ceux qui entrent, par force ou par ruse, dans une ville ou dans un château des ennemis; et, comme il est ordonné dans ces lois, on doit venir à leur secours s'ils perdent un membre ou s'ils sont faits prisonniers.

Et s'il arrive qu'ils fassent une descente à terre, qu'ils y prennent, de force ou par ruse, une ville, un château ou toute autre fortification, ou qu'ils soient vainqueurs dans un combat, ils doivent avoir la récompense fixée dans les lois qui statuent sur ce sujet.

Partida III. — Titulo XVIII.

Ley LXXVII. *En qué manera debe seer fecha la carta del afretamiento (a) de la nave.*

Afretan (b) los marineros sus navios, et la carta del afretamiento debe seer fecha en esta manera : « Sepan quantos esta carta vieren como don Jordan maestro de nave que ha nombre *Buenaventura,* afretó esa mesma nave á Aleman el mercadero para levar á él con todas sus cosas et con tantos quintales de cera ó con tantos faxes de cueros de Sevilla fasta la Rochela : et prometió et otorgó el maestro sobredicho al mercadero del levar esta nave bien guisada de velas, et de antenas, et de mastes, et de sortijas, et de áncoras et de restas, et con dos naucheros et quarenta marineros, et con diez sobresalientes armados et guisados con sus ballestas, et con quatro servientes et un batel, et de todos los otros gobiernos et guarnimientos que pertenescen et son meester á nave que va en tal viage. Otrosi prometió el maestro al

Part. III. — Titre XVIII (1).

Loi LXXVII. *Comment doit être faite la charte d'affrétement du navire.*

Lorsque des marins affrètent leurs navires, la charte de l'affrétement doit être faite de cette manière :

« Que tous ceux qui verront cette charte sachent que Jordan, patron du navire appelé *Bonaventure,* a affrété ce même navire à Aleman, négociant, pour le transporter lui et tous ses effets, et *tant* de quintaux de cire et *tant* de ballots de cuir, de Séville jusqu'à la Rochelle.

« Le susdit patron promet et garantit au négociant de tenir ce navire bien pourvu de voiles, d'antennes, de mâts, d'apparaux, d'ancres et de câbles, avec deux nochers et quarante matelots, et avec dix auxiliaires, armés et pourvus d'arbalètes, et avec quatre serviteurs, et un canot, et tous les autres apparaux et agrès convenables, et qui sont nécessaires au navire dans un tel voyage.

« De plus, promet le patron au négociant

(a) *Afletiamento*, Esc. 3. — (b) *Afletan*, Esc. 3.

(1) Capmany n'a point recueilli les lois de ce titre, dont cependant les principes sont supposés dans le titre VIII de la V[e] *Partida* qu'il a publié. Cette omission est d'autant plus extraordinaire, que la loi 77 contient la formule entière d'un contrat d'affrétement, qu'on peut considérer comme une véritable charte-partie du XIII[e] siècle, et probablement d'un temps antérieur; de plus, elle fait connoître les rapports commerciaux entre Séville et d'autres ports espagnols, portugais et français du littoral sur l'Océan.

mercadero de entrar con su nave en el puerto de Lixbona, ó en el de Rivadeo, ó en el de la Coruña ó en el de Santander, por levar ende tales mercaderes que son sus compañeros, ó tales mercaduras que tiene hi el mercadero allegadas : otrosi prometió el maestro al mercadero de entrar et de salir del puerto con la nave á su voluntat et á su demanda, et de guiar et de guardar al mercadero et á sus cosas bien et lealmente en todo esto viage. Et este otorgamiento et este afretamiento fizó el maestro al mercadero por doscientos marcos de plata, los quales marcos le prometió el mercadero del dar et de pagar á ocho dias que la nave fuere llegada al puerto de la Rochela. Otrosi prometió el mercadero al maestro sobredicho de haber cargada la nave en el puerto de Sevilla en todo el mes de marzo de tantas mercaduras quantas dichas son desuso, de manera que el maestro se pueda mover del puerto de Sevilla en calendas de abril, dandole Dios buen tiempo. Et todas estas cosas et cada una dellas prometió el maestro al mercadero et el mercadero al maestro en la manera que dichas son, de guardar, et de facer et de complir á buena fe et sin mal engaño, so pena de cient marcos de plata, la qual pena sea tenudo de pagar el uno al otro quantas vegadas ficiere contra alguna de las cosas que en esta carta dice, et finque todavia este pleyto valedero asi como sobredicho es. Et porque todas estas cosas fuesen mejor guardadas obligó el maestro al mercadero á sí mesmo et á sus herederos, et señaladamente esta nave sobredicha, et otorgó poderio al mercadero que en toda tierra ó logar do lo fallase quel pueda mover pleyto en juicio en razon destas cosas que sobredichas son, et que non se pueda excusar de facerle derecho ante qualquier judgador ante quien lo emplazase : et renunció et quitose de toda ley et de todo fuero, etc. *ut suprà*. Et otrosi obligó el mercadero al maestro á sí mes-

d'entrer avec son bâtiment dans le port de Lisbonne, ou dans celui de Rivadeo, ou de la Corogne, ou de Santander, pour y prendre à bord *tels* négocians qui sont ses associés, ou *telles* marchandises que le négociant y a déposées. De plus, promet le patron au négociant d'entrer et de sortir du port à sa volonté et à sa demande, et de conduire et protéger le négociant et ses marchandises bien et loyalement pendant tout ce voyage.

« Cet accord et affrétement a été fait par le patron avec le négociant pour deux cents marcs d'argent, lesquels marcs le négociant a promis de lui donner et payer après huit jours d'entrée du navire dans le port de la Rochelle.

« De plus, promet le négociant au patron de charger le navire des marchandises susdites, au port de Séville, dans le courant du mois de mars, de manière que le patron puisse sortir du port de Séville au 1er avril, si Dieu lui accorde bon temps.

« Et toutes ces choses et chacune d'elles promet le patron au négociant, et le négociant au patron, d'observer, de faire et de remplir de la manière susdite, de bonne foi et sans dol, sous peine de cent marcs d'argent, laquelle amende l'un des contractans sera tenu de payer à l'autre chaque fois qu'il fera quelque chose de contraire à la présente charte; et néanmoins ce contrat restera valable de la manière indiquée ci-dessus.

« Et afin que toutes ces choses soient mieux observées, le patron s'oblige envers le négociant et ses héritiers, et particulièrement il engage son navire, et autorise le négociant à le traduire en justice, en tout pays et lieu où il le trouvera, en raison des choses susdites, et il ne pourra refuser de lui répondre devant tel juge que ce soit, renonçant à toute loi ou privilége, etc. *ut suprà*.

« De même, le négociant oblige envers le patron susdénommé, sa personne, ses héritiers

mo, et á sus herederos et á todas sus mercadorias, et renunció, etc. » Et porque los mercadores et los maestros ponen entre si desvariadas posturas et pleytos, debe el escribano seer anviso para entenderlas et escrebirlas en la carta en la manera que ellos las posieren entre sí.

et toutes ses marchandises, et renonce, etc. » Et comme les patrons et négocians stipulent entre eux beaucoup de conditions et conventions diverses, l'écrivain doit s'appliquer à les entendre et à les écrire dans la charte ainsi qu'elles ont été consenties (1).

PARTIDA V. — TITULO V.

LEY XXXV. *Cómo aquel que vende nave, ó casa ó cabaña de ganado, la debe facer sana.*

Nave, ó casa, ó cabaña de ovejas ó otra cosa semejante vendiendo un home á otro con las cosas quel pertenesciesen, si venciesen al comprador en juicio por alguna cosa señalada de aquellas, tenudo es el vendedor de sanar al comprador aquella cosa señalada, como sil venciese por toda la cosa principal sobre que fue fecha la véndida.

PART. V. — TITRE V.

LOI XXXV. *Le vendeur d'un navire, d'une maison ou d'une cabane de berger, répond de son bon état* (2).

Lorsqu'un homme ayant vendu un navire, une maison, une cabane de berger, ou autre chose semblable, avec les accessoires, l'acheteur est évincé en justice d'une partie importante des accessoires, le vendeur doit réparer ce défaut comme si l'acheteur avoit été évincé de toute la chose vendue.

TITULO VIII. — DE LOS LOGUEROS ET DE LOS ARRENDAMIENTOS.

LEY VIII. *Por quáles razones es tenudo de pechar ó non la casa aquel que la tiene arrendada ó alogada, si se perdiese ó se moriese.*

A cuestas por sí mesmo, ó en alguna su bestia, ó en carreta ó en nave prometiendo algunt home de llevar vino, ó olio ó otra cosa semejante, en odres, ó en alcollas, ó en toneles, ó en pilares de marmol, ó en redomas ó en otra cosa seme-

TITRE VIII. — DES LOYERS ET RENTES.

LOI VIII. *Dans quel cas on répond de la chose qu'on a prise à rente ou à loyer, si elle se perd ou si elle meurt* (3).

Lorsque quelqu'un s'engage à transporter sur ses épaules, ou sur son animal, ou sur une charrette, ou sur un navire, du vin, de l'huile, ou autre chose semblable, en outres, en vases, en tonneaux, en bassins de marbre, en bouteilles, ou en d'autres vases semblables ; si pendant le transport la chose tombe par la

(1) On trouve dans la même *Partida* III, titre V, loi 25, une disposition sur la garantie due par le vendeur d'un navire, énoncée au nombre des garanties qui résultent du contrat de vente ; et dans le titre VIII, loi 3, une énonciation du louage de navires parmi les objets susceptibles de faire la matière de ce contrat. J'ai cru qu'il étoit inutile de les recueillir.

(2) Cette loi n'a pas été recueillie par Capmany : elle présente, du reste, peu d'importance ; mais elle constate un usage relatif à la vente des navires qu'il n'étoit pas inutile de faire connoître. On y fait l'application de quelques principes du Digeste, liv XXI, tit. II, *De evictionibus*, fr. 1er, et liv. L, tit. XVI, *De verborum significatione*, fr. 72.

(3) Cette loi n'a pas été recueillie par Capmany. Quoiqu'elle concerne en général les choses louées, comme elle désigne spécialement les navires, et statue sur une question importante à ce sujet, j'ai cru devoir l'admettre.

jante destas, si en llevándolo de un logar á otro cayere por su culpa aquello que llevare et se quebrantare ó se perdiere, tenudo es de lo pechar : mas si él posiese guarda quanto podiese en llevar aquella cosa et se quebrantase por alguna ocasion sin su culpa, entonce non serie tenudo de lo pechar. Otrosi decimos que si se perdiese, ó se menoscabase ó se moriese la cosa que toviese alguno logada por alguna ocasion que aveniese sin su culpa dél, asi como si fuese siervo ó alguna bestia, et se moriese de su muerte natural, ó fuese nave et peligrase por tormenta que acaesciese, ó fuese casa et se quemase, ó si fuese molino et lo llevasen avenidas de rios, ó otra cosa qualquier semejante destas, que se moriese ó se perdiese por tal ocasion como sobredicho es, que non serie tenudo de la pechar el que la toviese alogada, fueras ende en casos señalados. El primero es si quando logó la cosa fizo tal pleyto con el señor della que como quier que acaesciese de la cosa, que él fuese tenudo de la pechar. El segundo es si feciese tardanza en tornar la cosa á su señor mas que non debie, et despues de aquel tiempo que gela debiera haber tornada se perdiese ó se moriese. El tercero es si por su culpa acaesce aquella ocasion por que se pierde ó se muere la cosa.

faute de celui qui s'est chargé du transport, et se brise ou se perd, il en est responsable; mais si, encore qu'il ait usé de la prévoyance nécessaire, la chose a été brisée par un accident fortuit, sans sa faute, dans ce cas il n'en sera pas responsable (1).

Nous disons, de plus, que si la chose que quelqu'un a louée se perd, se détériore ou meurt par un accident qui ait lieu sans sa faute, par exemple si c'est un esclave ou une bête, et qu'elle meure de mort naturelle; si c'est un navire, et qu'il se brise dans une tempête qui survient; si c'est une maison, et qu'elle soit consumée par le feu; si c'est un moulin, et que la crue des eaux l'emporte, ou si toute autre chose semblable périt pour une des causes susdites, dans ce cas, le preneur à louage n'est pas tenu de la remplacer, sauf dans quelques cas déterminés.

Le premier est, si en louant la chose il est convenu avec le propriétaire d'en répondre, quoi qu'il arrive; le second, s'il a été en retard de restituer la chose au propriétaire, et qu'elle ait péri après l'époque où elle auroit dû être restituée; le troisième cas, lorsque la perte de la chose louée a eu lieu par la faute du preneur à louage (2).

LEY XIII. *Cómo aquellos que afretan sus naves á otro deben pechar el daño de las mercaduras et de las otras cosas que se perdieren hi por su culpa.*

LOI XIII. *Dans quels cas ceux qui frètent leurs navires répondent des dommages arrivés par leur faute aux marchandises et autres effets* (3).

Afretada habiendo algunt home nave ó otro leño para navear, si despues que hobiese metido en ella sus mercaduras ó

Si, après qu'une personne a affrété un navire ou autre bâtiment pour un voyage, et qu'elle y a chargé ses marchandises ou autres effets,

(1) Ces principes paroissent empruntés du fr. 25, § 7 et suiv. du titre II du livre XIX du Digeste, *Locati, conducti.*

(2) Toutes ces règles sont assez généralement conformes au droit romain; mais elles n'en sont pas littéralement empruntées.

(3) Capmany a recueilli cette loi dans son *Codigo,* t. II, page 22.

las cosas para que la logó, el señor de la nave la moviese enante que veniese el maestro que la habie de gobernar, non seyendo él sabidor de lo facer, ó estando hi el maestro non quisiese obedescer su mandamiento nin se guiar por su consejo, si la nave peligrase ó se quebrantase, entonce el daño et la perdida que acaesciese en aquellas mercaduras pertenesce al señor de la nave porque avino por su culpa, porque se trabajo de facer lo que non sabie, et por ende él es tenudo de lo pechar á aquell que la habie afretada. Eso mesmo decimos que serie si el señor de la nave metiese las mercaduras en otro leño que non fuese tan bueno como aquel que habie logado, sacándolo de la suya sin sabidoria et sin placer del mercadero que la habie afretada, que si aquel navio en que asi las metiese peligrase, al señor della pertenescerie el daño, et non al mercadero.

le fréteur commence le voyage avant l'arrivée du patron qui doit le diriger, et sans avoir la capacité nécessaire, ou si, le patron présent, le fréteur refuse de se soumettre à son avis, et de se conduire d'après ses conseils, lorsque, dans ces cas, le navire éprouve un désastre ou se brise, le dommage et la perte des marchandises doivent être supportés par ce fréteur, parce qu'ils sont arrivés par sa faute, puisqu'il s'est mêlé de faire ce qu'il ne savoit pas, et par conséquent il doit des dommages-intérêts à l'affréteur.

Nous disons que la même chose aura lieu si le fréteur a chargé les effets à bord d'un navire moins bon que celui qu'il a frété, en les débarquant du sien à l'insu et sans le consentement de l'affréteur; si, dans ce cas, le navire à bord duquel on a transbordé les effets éprouve un désastre, le dommage sera supporté par le fréteur et non par l'affréteur (1).

Ley XXVI. *Cómo los hostaleros, et los albergadores (a) et los marineros son tenudos de pechar las cosas que perdieren en sus casas ó en sus navios aquellos que hi rescebieren.*

Caballeros, et mercadores et otros homes que van camino acaesce muchas vegadas que han de posar en las casas de los hostaleros et en las tabernas, de manera que han á dar sus cosas á guardar á aquellos que hi fallan, fiándose en ellos sin testigos et sin otro recabdo ninguno; et otrosi los que han de entrar sobre mar meten sus cosas en las naves en esa mesma manera, fiándose en los marineros. Et porque en cada una destas maneras de homes acaesce muchas vegadas que hi ha algunos que son muy desleales et facen muy grandes daños et maldades á aquellos

Loi XXVI. *Les maîtres d'hôtel, aubergistes et mariniers répondent des choses que ceux qu'ils ont reçus dans leurs maisons ou navires y ont perdues* (2).

Il arrive souvent que des hommes de qualité, des négocians et d'autres personnes qui voyagent entrent dans les maisons des aubergistes et dans les tavernes, de sorte qu'ils doivent remettre leurs effets à la garde de ceux qu'ils y rencontrent, ayant confiance en eux, sans témoins ou autre sûreté quelconque, et de même ceux qui ont à faire un voyage par mer transportent aussi leur marchandise à bord, en se fiant aux mariniers.

Et parce qu'il arrive souvent que parmi les personnes de cette espèce il y a des hommes peu loyaux, qui commettent des délits et des méchancetés vis-à-vis de ceux qui se sont fiés en eux, il est donc convenable que leur

(a) *Albergueros*, Tol. 1, 2.

(1) Le principe de cette loi a très-évidemment été emprunté des §§ 1 et 2 du fr. 13 du titre 11 du livre XIX du Digeste, *Locati, conducti.*

(2) Capmany a recueilli cette loi dans son *Codigo*, t. II, page 22; mais, par erreur, sans doute, il lui donne le nº 22.

que se fian en ellos, por ende conviene que la su maldat sea refrenada con miedo de pena. Onde mandamos que todas las cosas que los homes que van camino por tierra ó por mar metieren en las casas de los hostaleros ó de los taberneros, ó en los navios que andan por mar ó por rios, aquellas que fueren hi metidas con sabidoria de los señores de los hostales, et de las tabernas et de los navios, ó de aquellos que estodieren hi en logar dellos, que las guarden de guisa que se non pierdan nin se menoscaben. Et si se perdiesen por su negligencia, ó por engaño que ellos feciesen ó por otra su culpa, ó si las furtasen algunos de los homes que viven (*a*) con ellos, entonce ellos serien tenudos de les pechar todo quanto hi perdiesen ó menescobasen; ca guisada cosa es que pues que fian en ellos los cuerpos et los haberes, que los guarden lealmiente á todo su poder, de guisa que non resciban mal nin daño. Et lo que deximos en esta ley entiendese de los hostaleros, et de los taberneros et de los señores de los navios que usan publicamiente á rescebir los homes tomando dellos hostalage ó loguero : et en esta mesma manera descimos que son tenudos de los guardar estos sobredichos, si los resciben por amor non tomando dellos ninguna cosa, fueras ende en casos señalados; el primero es si ante que los resciba les dice que guarden bien sus cosas, ca non quiere él seer tenudo de las pechar si se perdieren. El segundo es si les mostrase enante que los rescebiese alguna casa ó arca, et les dixese : « Si aqui queredes posar, meted en esta casa ó en esta arca vuestras cosas, et tomad la llave della et guardadlas bien. » El tercero es si se perdiesen las cosas por alguna ocasion que aveniese por aventura, asi como por fuego que las quemase, ó por avenidas de rios, ó si se derribase la casa, ó peligrase la nave, ó si se perdiesen por fuerza de enemigos;

(*a*) *Manen*, Esc. 3.

malice soit réprimée par la crainte d'une punition.

En conséquence nous ordonnons que tous les effets que les personnes qui voyagent par terre ou par mer déposent dans les maisons des aubergistes ou maîtres d'hôtel, ou dans les navires qui vont sur mer ou sur fleuves, lesquels y ont été placés au su des maîtres d'hôtel, aubergistes et propriétaires de navires ou de ceux qui les remplacent, soient gardés de manière à ne pas se perdre ni à se détériorer.

S'ils se perdent par leur négligence, dol ou autre faute, ou s'ils sont volés par des hommes qui restent avec eux, ils répondront de la totalité de la perte ou du dommage; car il est équitable que ceux à qui on confie corps et biens y veillent loyalement de tout leur pouvoir pour les préserver de tout mal et dommage.

Ce que nous disons dans cette loi doit s'entendre des aubergistes, maîtres d'hôtel et propriétaires de navires qui reçoivent habituellement le public en se faisant payer des loyers et frais de séjour; nous ajoutons que les personnes susdites doivent également veiller à la sûreté des voyageurs qu'ils ont reçus par miséricorde et *gratis*, sauf dans des cas déterminés.

Le premier est si, avant de les recevoir, le maître leur dit de veiller à leurs effets, et qu'il n'en veut encourir aucune responsabilité.

Le second est si, avant de les recevoir, il leur désigne une maison ou une caisse en leur disant : « Si vous voulez entrer chez moi, placez vos effets dans cette maison ou dans cette caisse, et prenez-en la clef et gardez-les bien. »

Le troisième est si les choses se perdent par un accident qui arrive par cas fortuit, comme par un incendie qui les consume ou par la crue des eaux, si la maison s'écroule ou si le navire se brise, ou si des ememis surviennent; car si les choses se perdent par une de ces

ca perdiéndose las cosas por alguna destas ocasiones que non aveniese por engaño ó por culpa dellos, entonce non serien tenudos de las pechar.

causes, et qu'il n'y ait ni dol ni faute des aubergistes ou propriétaires de navire, ils n'en seront pas responsables (1).

Ley XXVII. *Cómo los hostaleros, et los albergadores et los marineros deben rescebir á los pelegrinos, et guardar á ellos et á sus cosas.*

Bien asi como los mercadores et los ótros homes andan sobre mar ó por tierra con entencion de ganar algo, bien asi andan los pelegrinos et los otros romeros en sus romerias con entencion de facer servicio á Dios et de ganar perdon de sus pecados et paraiso. Et pues que deximos en la ley ante desta que los hostaleros et los marineros rescebiesen á los mercadores et á los otros homes que andan camino en sus casas, et en sus mesones et en sus navios, et los guardasen que non rescebiesen daño en sus personas nin en sus cosas, mucho mas guisada cosa es que fagan eso mesmo á los pelegrinos et á los romeros que andan en servicio de Dios. Et por ende tenemos por bien et mandamos á todos los albergueros et á los marineros de nuestro señorio que los resciban en sus casas et en sus navios, et les fagan todo el bien que podieren, et les guarden sus personas et sus cosas de daño et de todo mal, et que les vendan todas las cosas que hobieren meester por aquellas medidas, et por aquellos pesos et por tal prescio como lo venden á los otros que son moradores en cada un logar de nuestro señorio, non les faciendo otra escatima en ninguna manera que seer pueda; et los que contra esto fecieren deben rescebir pena por alvedrio del judgador del logar segunt fuere el yerro ó el daño que fecieren.

Loi XXVII. *De quelle manière les maîtres d'hôtel, les aubergistes et les mariniers doivent recevoir les pèlerins et veiller à leurs personnes et effets* (2).

Comme les négocians et les autres personnes qui voyagent sur terre et sur mer pour faire des profits, ainsi les pèlerins et hommes de bonne volonté font des pèlerinages pour le service de Dieu et pour gagner le pardon de leurs péchés et le paradis; et puisque nous avons dit dans la loi précédente comment les aubergistes et mariniers doivent recevoir dans leurs maisons, hôtels et navires les négocians et autres personnes qui voyagent, et veiller à ce qu'ils n'éprouvent aucun dommage dans leurs personnes et leurs biens, il est d'autant plus raisonnable qu'ils fassent la même chose par rapport aux pèlerins et hommes de bonne volonté qui se déplacent pour le service de Dieu.

Par conséquent, mandons et ordonnons à tous les aubergistes et mariniers de nos pays de les accueillir dans leurs maisons et navires, de leur faire tout le bien possible, de préserver leurs personnes et leurs biens de tout dommage et de tout mal, de leur vendre toutes les choses dont ils peuvent avoir besoin aux mêmes mesures, poids et prix qu'ils les vendent aux habitans d'une localité quelconque de nos pays, n'exerçant envers eux aucune exigence; et ceux qui agiront contrairement à cette loi seront punis arbitrairement par le juge de la localité, eu égard à la gravité du délit et du dommage causé par eux (3).

(1) Cette loi est une analyse très-simplifiée du titre IX du livre IV du Digeste, *Nautæ, caupones, etc.*

(2) Capmany a recueilli cette loi dans son *Codigo*, t. II, page 23.

(3) On trouve encore ici, comme dans la loi précédente, les principes du titre IX du livre IV du Digeste, *Nautæ, caupones, etc.*

TITULO IX. — DE LOS NAVIOS ET DEL PECIO DELLOS.

Navios de muchas maneras alogan los mercadores para llevar sus mercadorias de un logar á otro; et porque á las vegadas por tormenta de mar ó por otra ocasion se quebrantan ó se pierden, et despues nascen contiendas entre los mercadores, et los maestros et los marineros en razon del pecio. Por ende pues que en el titulo ante deste fablamos apartadamiente de los logueros et de los arrendamientos, queremos aqui decir de los navios que despues que son alogados peligran sobre mar : et mostraremos qué cosas son tenudos de guardar et de facer los maestros de las naves et los marineros á los mercadores que se fian en ellos : et despues diremos de como se debe compartir el daño entre todos quando acaesciere que las cosas de alguno dellos echaren en la mar por razon de tormenta; et sobre todo fablaremos del vaciamiento de las naves, et del pecio dellas, et de todas las cosas que á alguna destas razones pertenescen.

TITRE IX. — DES NAVIRES ET DE LEUR BRIS (1).

Les marchands affrètent souvent (2) des navires pour porter leurs marchandises d'un lieu à un autre. Comme il arrive quelquefois que ces navires se brisent ou se perdent par l'effet de tempêtes ou autres accidens, il s'élève des contestations entre les marchands, les patrons et les matelots par suite de ces bris.

Puisque, dans le titre précédent, nous avons parlé séparément des frets et de l'affrétement (3), nous voulons parler ici des navires qui, ayant été affrétés, éprouvent des dommages par fortune de mer.

Nous montrerons quelles obligations sont imposées aux patrons de navire et gens de mer envers les marchands qui se confient à eux.

Nous dirons ensuite comment le dommage doit être réparti entre eux tous, quand on a été obligé de jeter à la mer les choses de quelques-uns d'entre eux, à cause de la tempête.

Enfin, nous parlerons de ce qu'on fait pour alléger les navires, et de leur bris, et de tout ce qui concerne ces divers objets.

LEY I. *Qué cosas son tenudos de guardar et de facer los maestros de las naves et los marineros á los mercadores et á los otros que se fian en ellos.*

Nocheres, et maestros et padrones son los mayorales homes por cuyo mandado se han de guiar los navios, et á estos pertenesce señaladamiente de catar ante que los navios entren en la mar, si son calafateados, et bien adobados et bien guar-

LOI I. *Quelles choses les maîtres de navires et gens de mer sont tenus de garder et de faire pour les marchands et autres personnes qui se fient à eux.*

On appelle nochers, maîtres et patrons les chefs par le commandement desquels les navires sont conduits. Ils sont chargés expressément de s'assurer avant le départ des navires, s'ils sont bien calfatés et radoubés, bien pourvus et garnis de tous les agrès et apparaux nécessaires, comme voiles, mâts, cordages,

(1) Capmany a inséré ce titre entier dans son *Codigo*, t. II, pages 83 et suivantes.

(2) On a vu, page 36, la formule d'un contrat de charte-partie contenu dans la loi 77 du titre XVIII de la III[e] *Partida*. Les lois 18 et 26 du titre VIII de la V[e] offrent quelques règles sur les obligations du patron envers les chargeurs.

(3) Ce renvoi aux titres précédens rend plus inconcevable l'oubli que Capmany a commis en ne les recueillant pas.

nidos con todos los aparejamientos que les son meester, asi como de velas, et de mastes, et de antenas, et de áncoras, et de rímos, et de cuerdas et de todas las otras cosas que pertenescen á los navios segunt que conviene et ha meester cada uno dellos. Et aun demas desto deben llevar consigo tales homes que sean sabidores para ayudarlos á guiar, et á enderesczar et á gobernar los navios, de manera que si gelo non embargase tempestat ó tormenta de la mar, que puedan ir endereszadamiente á aquellos puertos á logares do han voluntad de ir, et que por culpa de los que han de gobernar et de guiar los navios, non cayan en peligro los mercadores nin los otros homes que los logaron de perderse ellos nin sus cosas. Otrosi decimos que deben llevar consigo un escribano que sepa bien escrebir et leer, et este atal debe escrebir en un quaderno todas las cosas que cada uno metiere en los navios, quantas son et de qué natura; et este quaderno atal ha tan grant fuerza sobre todas las cosas que son escriptas en él, que debe seer creido tan bien como carta ó otra escriptura que fuese fecha por mano de escribano público. Otrosi tenidos son de bastecer los navios de armas, et de vizcocho, et de agua dulce et de las otras cosas que hobieren meester para su vianda ellos et sus marineros, et deben apercebir á los mercadores et á los otros homes que hobieren de llevar en los navios que fagan eso mesmo, de manera que lieven agua et vianda la que les fuere meester, et aun armas aquellos que las podieren haber por empararse de los cursarios et de los otros enemigos, si meester fuere.

antennes, ancres, rames et tous autres objets relatifs aux navires, selon qu'il convient à chacun.

En outre ils doivent enmener avec eux des hommes qui soient en état de les aider à manœuvrer, conduire et diriger le navire, de manière que, s'ils n'en sont pas empêchés par quelque tempête ou tourmente, ils puissent aller directement aux ports ou lieux où ils ont l'intention d'arriver, et que la faute de ceux qui doivent conduire le navire n'expose pas les marchands et autres affréteurs au danger de se perdre eux ou leurs biens.

Nous disons aussi qu'ils doivent embarquer avec eux un écrivain qui sache bien écrire et lire; cet écrivain inscrira sur un registre toutes les choses que chacun aura et mettra dans le navire, leur quantité et leur nature. Ce registre fera foi de tout ce qui y sera écrit, comme le feroit un acte dressé par un écrivain public.

En outre, ils sont tenus de fournir le navire d'armes, de biscuit, d'eau douce et de toutes les choses dont ils auront besoin, eux et leurs hommes de mer : ils doivent avertir les marchands et les autres hommes qu'ils prendront à bord d'en faire autant, de façon qu'ils apportent l'eau et les vivres qui leur seront nécessaires, et même des armes pour ceux qui en peuvent avoir et porter, afin de se défendre contre les corsaires et autres ennemis, si besoin est (1).

(1) Les définitions et les règles contenues dans cette loi et la suivante doivent être d'autant mieux remarquées qu'elles n'ont point été empruntées du droit romain. Le peu de perfection de la navigation n'avoit pas encore mis dans la nécessité de prévoir tant de détails. Elles constatent des usages conformes à l'équité et aux besoins de la navigation, et qui très-évidemment formoient le droit commun des peuples navigateurs au XIIIe siècle.

LEY II. *Cómo las convenencias et las posturas que facen los mercadores con los otros mayorales de los navios, deben seer guardadas, et que poderio han estos mayorales sobre los otros homes que van con ellos.*

Convenencias et posturas ponen los maestros ó los señores de los navios con los mercadores ó con los otros homes que han de llevar en ellos; et quando las feciesen decimos que son tenudos de las guardar en todas cosas, tambien los unos como los otros. Et maguer despues que fuesen entrados en los navios et movidos de los puertos, acaesciese que alguno de los que fuesen hi feciese yerro por que meresciese muerte ó otra pena en el haber, el maestro nin el señor de la nave non lo deben judgar á muerte, nin á perdimiento de miembro nin de ninguna cosa de su haber, mas puédenlo prender ó recabdar de manera que non pueda facer á otre ninguno daño nin mal; et quando llegaren al puerto do hobieren á descargar, débenlo presentar al judgador que hobiere hi poder de judgar, et mostrarle el yerro que fizo, et entonce el judgador debe oir al recabdado et á los que querellaren dél, et oidas las razones de amas las partes, et lo que podiere seer probado sobre aquel yerro por quel recabdaron, débelo judgar á la pena que entendiere que meresce, ó darle por quito si fallare que es sin culpa. Pero los maestros ó los señores de los navios bien pueden castigar con fèridas de azotes á sus marineros ó á sus servientes por los yerros que fecieren, guardando todavia que los non maten nin los lisien.

LOI II. *Comment les conventions que les marchands font avec les patrons doivent être observées, et quels pouvoirs ont les patrons sur les autres hommes qui s'embarquent avec eux.*

Les patrons et les propriétaires des navires font des conventions avec les marchands et autres hommes qu'ils doivent prendre à bord. Nous voulons que ces conventions soient observées en tout point par tous les contractans.

Après qu'ils seront montés sur le navire et sortis du port, quand même il arriveroit que quelqu'un d'entre eux commît un crime qui mériteroit la mort, ou quelque autre peine corporelle ou pécuniaire, le maître ni le propriétaire du navire ne doivent pas le condamner à mort, ni à perdre un membre ou quelque partie de ses biens; mais ils peuvent l'arrêter ou le garder de manière qu'il ne puisse faire aucun autre mal ou dommage.

Et quand ils arriveront au port où ils doivent décharger, ils sont tenus de le présenter au juge du lieu, et de lui dénoncer le délit dont il est coupable : alors le juge entendra le prévenu et les plaignans; et ayant ouï les raisons des deux parties, suivant les preuves qui seront faites, il condamnera le prévenu à la peine qu'il méritera, ou l'acquittera s'il le reconnoît innocent.

Mais les maîtres ou les propriétaires peuvent châtier à coups de fouet les hommes de leur équipage et leurs serviteurs pour leurs fautes, en se gardant toutefois de les tuer ou de les estropier.

LEY III. *Cómo se debe compartir el daño de las mercadorias que echan en la mar por razon de tormenta.*

Peligros grandes acaescen á las vegadas á los que andan sobre mar, de manera que

LOI III. *Comment doit être répartie la perte des marchandises jetées à la mer à cause de la tempête.*

Ceux qui naviguent sur mer courent quelquefois de grands dangers, de manière que,

por la tormenta del mal tiempo que sienten, et por miedo que han de peligrar et de se perder han á echar en la mar muchas cosas de aquellas que traen en los navios, porque se alivien et puedan estorcer de la muerte. Et porque tal echamiento como este se face por pro comunalmiente de todos los que estan en los navios, tenemos por bien et mandamos que todos los mercadores et los otros que algo troxieren en el navio de que hobieren a facer tal echamiento, ayuden á pechar lo que fuere echado en la mar por tal razon como esta á aquellos cuyo era, pagando en ello cada uno tanta parte segunt que valiere mas ó menos aquello que les finco en el navio et que non fue echado en la mar. Et maguer alguno troxiese hi piedras preciosas, ó oro, ó otro haber amonedado, ó otra cosa qualquier, debe pagar por ello segunt que montare ó valiere, et non se puede excusar que lo non faga por decir que era cosa que pesaba poco; ca en tal razon como esta non deben las cosas seer asmadas nin apresciadas segunt la pesadumbre ó la liviandat dellas, mas segunt la contia que valieren. Et porque non tan solamiente estuercen las mercadorias et las cosas que fincan en los navios por razon del echamiento que deximos, mas aun estuercen por ende las naves, porque si aliviadas non fuesen, podrie acaescer que se perdiesen; por ende tenemos por bien et mandamos que los señores de las naves sean tenudos de apresciar la nave ó el otro navio de que feciesen el echamiento. Et apresciadas las mercadorias et las otras cosas que fincaron en el navio segunt deximos, deben todos de so uno compartir entre sí la pérdida del echamiento, et pagar cada uno la parte quel cayere a aquellos que lo debieren de haber, dando otrosi á cada uno dellos tanta parte segunt que montare aquello que era suyo que se perdió por el echamiento. Et si acaesciese que algunt mercador hobiese hi siervos, tenudo es de

battus des tempêtes, et craignant de faire naufrage, ils sont obligés de jeter à la mer une partie du chargement du navire, pour l'alléger et se soustraire à la mort.

Et comme un pareil jet se fait pour le bien et le salut de tous ceux qui sont sur le navire, nous ordonnons que tous les marchands et autres personnes qui auront quelque chose sur le navire d'où le jet aura été fait payeront, par contribution, les objets jetés à la mer, à ceux à qui ils appartenoient, en acquittant chacun une part proportionnée à la valeur des effets qu'on aura sauvés.

Et si quelqu'un a chargé des pierres précieuses, de l'or ou des espèces monnoyées ou autres choses de grand prix, il devra payer suivant la valeur de ces choses, et il ne pourra s'excuser en disant qu'elles pesoient peu; car, dans cette circonstance, les choses ne doivent pas être appréciées suivant leur plus ou moins de pesanteur ou de légèreté, mais suivant le prix qu'elles valent.

Et attendu que ce ne sont pas seulement les marchandises et les choses qui se trouvent dans le navire qui sont sauvées par le jet, mais que les navires sont aussi sauvés par ce moyen, puisque, s'ils n'étoient pas allégés, il pourroit arriver qu'ils se perdissent, par ces motifs, nous voulons que les propriétaires des navires soient tenus d'estimer le bâtiment.

Les marchandises et les autres choses qui se trouveroient dans le navire étant estimées, comme nous l'avons dit, il doit être fait une répartition proportionnelle, sur toutes ces choses, de la perte résultant du jet, et chacun doit payer la part qui lui compète à ceux qui doivent être indemnisés, en donnant à chacun en proportion de ce qu'il avoit dans les effets jetés.

Et s'il arrive que quelque marchand eût des esclaves sur le navire, il sera tenu de les

los apresciar et de pagar por cada uno dellos tambien como por las otras cosas que en el navio le fincasen. Pero si hobiese hi homes libres que non troxiesen en el navio al sinon sus cuerpos, quantos quier que sean non deben pagar ninguna cosa en la pérdida del echamiento por razon de sus personas, porquel home libre non puede nin deba seer apresciado como las otras cosas.

estimer, et de payer pour chacun d'eux comme pour les autres choses qu'il auroit chargées sur le navire. Mais s'il y a des hommes libres qui n'aient sur le navire autre chose que leurs personnes, en quelque nombre qu'ils soient, ils ne devront pas contribuer à la perte résultant du jet, à raison de leur personne, parce que l'homme libre ne peut ni ne doit être estimé comme d'autres choses (1).

LEY IV. *Cómo los mercadores deben compartir entre sí el daño del maste quandol cortan por estorcer de tormenta.*

Levantándose viento fuerte que feciese tormenta en la mar, de manera que los guardadores de la nave temiéndose de peligrar et con entencion de estorcer cortasen el maste della, ó derribasen á sabiendas el antena con la vela, et cayese en la mar et se perdiese; tal pérdida como esta tenudos serien los mercadores et los otros que fuesen en la nave de la compartir entre sí, et de la pechar todos de so uno al señor de la nave, bien asi como deximos en las leyes ante desta que deben pechar lo que echan en la mar con entencion de aliviar la nave. Mas si acaesciese quel maste, ó el antena ó la vela non mandase cortar nin derribar á sabiendas el maestre de la nave, mas lo quebrantase el viento, ó el tormento de la mar ó rayo que cayese del cielo, ó se perdiese por alguna otra razon semejante destas que aveniese por ocasion, entonce los mercadores nin los otros que fuesen en la nao, non serien tenudos de pechar en ello ninguna cosa, maguer sus cosas fincasen en salvo que se non perdiesen; ca pues que ellos dan loguero de la nave, la pérdida que desta manera aveniese, al señor della pertenesce et non á los otros.

LOI IV. *Comment les marchands doivent répartir entre eux la perte du mât, quand on le coupe pour échapper à la tempête.*

S'il s'élève une tourmente si violente que les gens de l'équipage, craignant que le navire ne se perde, dans l'intention d'échapper au danger, coupent exprès le mât, ou détachent l'antenne et la voile, et que ces objets tombent dans la mer et se perdent, cette perte sera répartie entre tous les marchands et autres personnes qui seront sur le navire, et chacun payera sa part proportionnelle au propriétaire du navire, de même que nous avons dit dans la loi précédente qu'ils doivent payer ce qu'on jette à la mer dans l'intention d'alléger le navire.

Néanmoins s'il arrivoit que le maître du navire ne fît pas volontairement couper le mât ou détacher l'antenne et la voile, mais que ces objets fussent rompus par le vent ou la foudre, ou perdus par quelque accident semblable, alors les marchands et les autres personnes qui sont sur le navire ne seroient pas tenus de contribuer à en payer la valeur, encore bien que les choses qui leur appartinssent fussent sauvées; car, puisqu'ils payent le fret du navire, la perte survenue de cette façon est à la charge du propriétaire du navire, et non des chargeurs.

(1) Cette loi et les suivantes sont un résumé des principes du droit romain contenus dans le titre II du livre XIV du Digeste, *Ad legem Rhodiam de jactu;* mais on ne peut dire que ce soient des traductions. Les règles trop subtiles du droit romain y sont simplifiées, et même complétées et perfectionnées.

LEY V. *Por quáles razones son tenudos los mercadores de compartir entre sí el daño de la nave quando se quebrantase feriendo en peña ó en tierra, et por quáles non se podrien excusar.*

Corriendo algunt navio por la mar con tormento, de manera que por ocasion feriese en peña ó en tierra, si se quebrantase ó se enarenase, maguer los mercadores saquen sus cosas en salvo, non serien tenudos de pechar la nave. Mas si acaesciese que ante que la nave peligrase asi como es sobredicho, los mercadores, con miedo que se hobiesen de perder ellos et sus cosas, mandasen al señor de la nave que la dexase correr contra la tierra á ventura de lo que Dios quisiese facer dellos, deciendo que si acaesciese que la nave se quebrantase, que ellos querian haber su parte en el peligro, et le ayudarian á cobrarla si estorciesen et les fincase de lo que tirasen della con que lo podiesen facer; entonce si el señor de la nave la dexase hi correr por ruego ó por mandado dellos et se quebrantase, débenla apresciar por quanto podrie valer et contar lo que tiro della cada uno de aquello que era suyo : et el señor della et todos los otros deben compartir entre sí la pérdida, pechando cada uno dellos mas ó menos segunt la contia de lo que della sacó ó cobró, et los que non sacasen nada non deben pechar ninguna cosa : et si todo se perdiese, non ha el señor de la nave demanda contra los mercadores por esta razon.

LOI V. *Dans quels cas les marchands ne sont pas tenus de répartir entre eux le dommage arrivé au navire quand il se brise sur des écueils, ou échoue, et dans quels cas ils ne peuvent s'en dispenser.*

Si un navire, battu par la tempête, vient à heurter par accident sur des récifs ou des bas-fonds, et se brise ou échoue, quoique les marchands sauvent leurs effets, ils ne seront point tenus de payer le navire.

Mais si, avant que le navire éprouve cet accident, les marchands, dans la crainte de se perdre eux et leurs choses, commandent au propriétaire du navire de le laisser courir contre la terre, au hasard de ce qu'il plaira à Dieu d'en ordonner, en lui disant que si le navire se brise ils supporteront leur part du dommage, et l'aideront à le réparer jusqu'à concurrence de la valeur des marchandises qu'ils pourront sauver, et qu'alors le propriétaire du navire, à leur prière ou sur leur ordre, le laisse aller au gré des vents, et qu'il se brise, on doit l'estimer ce qu'il peut valoir, et apprécier les effets que chacun a sauvés.

Le propriétaire du navire et tous les autres doivent répartir entre eux la perte, chacun d'eux payant plus ou moins, suivant la valeur de ce qu'il a sauvé; et ceux qui n'ont rien sauvé ne doivent rien payer; et si tout se perd, le propriétaire du navire n'a aucune réclamation à faire contre les marchands.

LEY VI. *Cómo se debe compartir el daño del echamiento, maguer despues se quebrantase la nave por ocasion.*

Tempestad habiendo algunos que andodiesen sobre mar, de guisa que temién-

LOI VI. *Comment la perte résultant du jet doit être répartie, quoique le navire se brise ensuite par accident.*

Si, pendant une tempête, les personnes qui se trouvent sur un navire, afin de l'alléger,

dose de peligro hobiesen á echar en la mar algunas cosas de las que troxiesen en la nave para aliviarla, si despues deso acaesciese que se quebrantase la nave por ocasion feriendo en peña, ó en tierra ó de otra guisa, de manera que cayesen las cosas que fincaron en ella en la mar, si de las cosas que en aquel logar cayesen podiesen algunas tirar ó cobrar los señores dellas, tenudos son de ayudar á cobrar á los otros la pérdida que ficieron por razon del echamiento que fue fecho á pro de todos comunalmiente, apresciando las cosas que sacaron et las de los otros que fueron echadas: et contando lo uno et lo otro, deben compartir entre sí la pérdida de so uno. Pero si aquellos que echaron sus cosas en la mar por aliviar la nave, asi como desuso es dicho, cobrasen despues deso algunas cosas de aquellas que hobiesen echadas, non serien tenudos de dar parte dellas á los otros sobredichos que perdiesen las sus cosas por razon del peligro que avino por ocasion.

jettent à la mer quelques-unes des choses qu'il contient; si ensuite le navire se brise par accident, en heurtant contre un rocher ou contre la terre, ou autrement, de manière que ce qu'il porte tombe dans la mer, et qu'on puisse sauver quelques-unes des choses qui sont tombées dans la mer par ce dernier accident, ceux à qui elles appartiennent sont tenus de contribuer à la perte éprouvée par les propriétaires des effets jetés pour le salut commun; on estimera les effets sauvés et les effets jetés, et ils contribueront proportionnellement à cette perte.

Mais si ceux qui ont jeté à la mer leurs marchandises pour alléger le navire, comme il a été dit ci-dessus, recouvrent par suite quelques-uns des objets jetés, ils ne seront pas tenus de contribuer au profit de ceux qui ont perdu leurs marchandises par accident.

LEY VII. *Cómo las cosas que son falladas en la ribera de la mar, quier sean de pecios de navios ó de echamiento, deben seer tornadas á sus dueños.*

Miedo de muerte mueve á los mercadores et á los otros homes á echar sus mercadorias en la mar quando han tormento con entencion de aliviar las naves por que puedan estorcer de peligro, por ende tenemos por bien et mandamos que todas las cosas que asi fuesen echadas, que quien quier que las falle que sea tenudo de las dar á aquel cuyas fueren ó á sus herederos. Eso mesmo decimos que debe seer guardado si acaesciese que la nave se quebrantase por tormento ó de otra manera, que todo quanto podiese seer fallado della ó de las cosas que eran en ella, do quier que lo fallasen, que debe seer de aquellos que lo perdieron, et defendemos

LOI VII. *Comment les choses qui sont trouvées sur le rivage de la mer, et qui proviennent du bris d'un navire ou du jet, doivent être rendues à leurs maîtres.*

La crainte de la mort porte souvent les marchands et les autres hommes qui sont à bord d'un navire battu par la tempête, à jeter leurs effets à la mer, afin d'alléger le bâtiment et d'échapper au péril. En conséquence, nous ordonnons que quiconque trouvera des choses ainsi jetées sera tenu de les rendre à ceux à qui elles appartenoient ou à leurs héritiers.

Nous voulons que la même règle soit observée si le navire se brise par tempête ou autrement, et que tout ce qui sera trouvé, soit des débris du navire, soit du chargement, quel que soit l'inventeur, continue d'appartenir à ceux qui en étoient propriétaires. Nous défendons à qui que ce soit de mettre obstacle à ce que le propriétaire recouvre sa chose, nonobstant

que ningunt home non gelo pueda embargar que lo non hayan, maguer hobiese previllejo ó costumbre usada que tales cosas que aportasen á algunt puerto suyo ó que fuesen falladas cerca de algunt su castiello ó en la ribera de la mar, que deben seer suyas, nin por otra razon que seer pueda. Ca non tenemos por derecho que las cosas que los homes pierden por ocasion de tal malandancia, que las pueda ninguno tomar por costumbre nin por previllejo que haya, fueras ende si tales cosas fuesen de los enemigos del rey et del regno; ca entonce quienquier que las falle deben seer suyas.

tout privilége ou tout usage qui attribueroit à telle ou telle personne les choses échouées vers quelque port dont il est propriétaire, ou qui seroient trouvées près de son château ou sur le rivage de la mer.

Car nous ne reconnoissons pas comme un droit la prétention de celui qui voudroit s'approprier les choses perdues par fortune de mer, quelque priviléges ou coutumes qu'il invoque à cet égard, à moins que ces choses n'appartiennent aux ennemis du roi ou du royaume, car alors elles resteront à quiconque les aura trouvées (1).

Ley VIII. *Cómo se debe compartir la pérdida de las mercaduras que meten en los barcos para vaciar ó aliviar los navios á la entrada de los puertos.*

Acostándose los navios á las entradas de los puertos ó de los rios, si se temieren los maestros dellos porque son muy cargados, et las entradas son secas ó con angostura, et por esta razon vaciasen algunas mercaduras de la nave et las metiesen en barcos ó en otros navios pequeños porque podiesen ir mas sin peligro, decimos que si acaesciese que se perdiesen aquellas cosas que metiesen en el barco porque se quebrantase ó por alguna otra ocasion, que se debe compartir la pérdida entre todos los mercadores á quien fincaren en salvo sus cosas en la nave, bien asi como deximos en las leyes ante desta que lo deben facer de las cosas que echan en la mar á sabiendas con entencion de aliviar et de estorcer de la tormenta. Pero si despues deso se quebrantase la nave et se perdiesen las cosas que veniesen en ella, et fincasen en salvo las otras cosas que fuesen metidas en el barco con entencion

Loi VIII. *Comment doit se répartir la perte des marchandises qui sont mises dans des barques pour vider ou alléger le navire à l'entrée des ports.*

Les navires étant arrivés à l'entrée des ports ou des rivières, si les patrons craignent qu'ils ne soient trop chargés, ou si, l'entrée étant étroite et peu profonde, ils sont obligés de décharger quelques-unes des marchandises, et de les mettre dans des barques ou autres petits bâtimens, pour pouvoir aborder sans danger, nous voulons que si les choses mises dans les barques se perdent, par échouement ou autre accident, la perte soit répartie entre tous les marchands dont les choses sont demeurées sauves sur le navire, comme nous avons dit, dans la loi précédente, relativement aux choses jetées dans l'intention d'alléger le navire et d'échapper à la tempête.

Mais si ensuite le navire se brise, et si les choses qui y sont se perdent, et qu'au contraire les choses mises dans les barques pour alléger le navire soient sauvées, ceux à qui appartiennent les choses sauvées ne sont tenus de rien donner à ceux à qui appartenoient les

(1) On trouve encore ici des règles conformes aux textes du droit romain, que j'ai recueillis, t. Ier, pag. 107, 109 et 125, et au *Fuero real,* liv. IV, tit. XXIV, loi 1re; voir ci-dessus, page 15.

de aliviar la nave asi como sobredicho es, aquellos cuyas fuesen las cosas que fincasen en salvo non son tenudos de dar ninguna cosa dellas á los otros á quien se perdieren sus cosas en la nave, porque la pérdida les avino por ocasion, et non por otra razon ninguna que fuese por pro de todos comunalmiente.

choses perdues sur le navire, parce que la perte qu'ils ont éprouvée leur est arrivée par accident et non pour quelque cause relative à l'intérêt commun (1).

LEY IX. *Cómo los mayorales de la nave son tenudos de pechar á los mercadores los daños que les avenieren por culpa dellos.*

LOI IX. *Comment ceux qui conduisent le navire sont tenus de payer aux marchands les dommages qu'ils leur occasionnent par leur faute.*

El pecio (*a*) de los navios aviene á las vegadas por culpa de los maestros et de los gobernadores dellos, et esto podrie acaescer quando comenzasen andar sobre mar en tal sazon que non fuese tiempo de navigar, et el tiempo que non es para esto es desde el onceno dia de Noviembre fasta diez dias andados de Marzo, et esto es porque en estos temporales son las noches grandes, et los vientos muy fuertes et anda la mar muy torvada por la fortaleza del invierno, et acaescen en esta sazon muy grandes tormentos et grandes peligros á los que andan navigando. Et por ende qualquier maestro ó gobernador de navio que navigase en este tiempo sobredicho contra la voluntad de los mercadores ó de los otros homes que llevasen sus cosas en él, si acaesciese que se peresciese el navio (*b*), habrie muy grant culpa, et serie tenudo de les pechar todo el daño et el menoscabo que rescebiesen por razon del pecio (*c*). Eso mesmo decimos que serie si el gobernador et el guardador del navio sopiesen que habien á pasar por logar peligroso de los enemigos ó de otra manera de peligro, et non apercebiesen ante dello á los mercadores. Otro tal serie si

La perte des navires arrive quelquefois par la faute des maîtres et pilotes, et cela peut avoir lieu quand ils mettent à la voile dans une saison qui n'est point propre à la navigation. La saison défavorable est celle qui s'étend depuis le 11 novembre jusqu'au 12 mars. La raison en est que pendant ce temps les nuits sont longues, les vents très-forts et la mer tourmentée par la violence de l'hiver; aussi il y a, dans cette saison, de très-grandes tempêtes et de très-graves périls pour les navigateurs.

En conséquence, tout maître ou pilote qui navigueroit pendant le temps susdit, contre la volonté des marchands ou des autres personnes qui auroient chargé leurs effets dans son navire, seroit, si ce navire venoit à se briser, en très-grande faute, et devroit leur payer tout le dommage et toutes les avaries qu'ils éprouveroient par le naufrage.

Nous voulons qu'il en soit de même si le patron ou le gardien sait qu'il doit passer en un lieu dangereux à cause des ennemis ou pour toute autre raison, et n'en prévient pas les marchands. Il en sera encore de même s'il confie la conduite du navire à des gens

(*a*) *El peligro*, Esc. 1; *el peceo*, Esc. 3. — (*b*) *Que se peciase el navio*, Tol. 1; *que se apeciese el navio*. Esc. 3. — (*c*) *Del peceo*, Esc. 3.

(1) Ces principes sont tout à fait conformes au fr. 4 du titre II du livre XIV du Digeste, *Ad legem Rhodiam de jactu*; voir aussi la loi 2 du titre XXIV du liv. IV du *Fuero real*. page 15, ci-dessus.

comendase la nave á tales homes que la guiasen que non fuesen sabidores de lo facer; ca el daño et el menoscabo que rescebiesen por qualquier destas razones sobredichas, tenudo serie de lo pechar.

inexpérimentés : dans ces deux cas il seroit également tenu de payer le dommage qui arriveroit (1).

LEY X. *Qué pena merescen los marineros que facen quebrantar los navios á sabiendas por cobdicia de haber las cosas que van en ellos.*

Engaño et falsedat muy grande facen á las vegadas algunos de los que han de guiar et de gobernar los navios, de manera que quando sienten que traen grant riqueza aquellos que lievan en ellos, guíanlos á sabiendas por logares peligrosos porque se perezcan (*a*) los navios, et puedan haber ocasion de furtar et de robar algo de aquello que traen. Et por ende mandamos que qualquier dellos á quien fuese probado que habie fecho tan grant maldat como esta, que muera por ende, et el judgador ante quien fuere esto averiguado, debe facer entrega de los daños et de los menoscabos á los que los rescebieron de los bienes deste atal que fizo esta maldat; et tenemos por bien que sean creidos por su jura sobre los daños et los menoscabos, tasándolos primeramiente el judgador segunt su alvedrio.

LOI X. *Quelle peine méritent les gens de mer qui font échouer les navires volontairement pour s'approprier les choses qui y sont chargées.*

Ceux qui sont chargés de conduire et de gouverner un navire commettent parfois des fraudes très-coupables; quand ils savent que les personnes qu'ils ont à bord ont chargé des effets très-précieux, ils conduisent exprès le navire en des lieux dangereux pour le faire périr et avoir occasion de voler ou dérober quelque partie du chargement.

En conséquence, nous voulons que quiconque sera convaincu d'un semblable crime soit puni de mort, et que le juge devant qui le fait sera prouvé fasse payer, sur les biens du coupable, les pertes et avaries éprouvées par les chargeurs, et nous permettons que ceux-ci soient crus sur leur serment, touchant les pertes et avaries, taxation préalablement faite par l'arbitrage du juge.

LEY XI. *De los pescadores que facen señales de fuego de noche á los navios para facerlos quebrantar.*

Pescadores et otros homes de aquellos que usan á pescar ó seer cerca de la ribera de la mar, facen señales de fuego de noche engañosamiente en logares peligrosos á los que andan navigando por que cuidan que es el puerto alli, ó las facen con entencion de los engañar que vengan á la lum-

LOI XI. *Des pêcheurs qui font des signaux avec le feu, pendant la nuit, pour faire échouer les navires.*

Les pêcheurs et autres hommes qui ont coutume de pêcher et de demeurer près du rivage de la mer font méchamment des signaux de feu pendant la nuit, dans les lieux dangereux, pour tromper les navigateurs, qui s'imaginent que c'est un port; ils les font aussi avec l'intention de les engager à venir vers la lumière, afin que le navire se brise sur des

(*a*) *Se pecien*, Tol. 1, 2; Esc. 3.

(1) On développe ici le principe du § 2 du fr. 13 du titre 11 du livre XXIX du Digeste, *Locati, conducti.*

bre, et fieran los navios en la peña ó en logar peligroso et se quebranten, porque puedan furtar ó robar algo de lo que traen. Et porque tenemos que estos atales facen muy grant maldat, si acaesciere quel navio se quebrantare por tal engaño como este, et podiere seer probado quáles fueron los que lo fecieron, mandamos que todo quanto furtaren ó robaren de los bienes que en el navio venieren, que lo pechen quatro doblado, si les fuere demandado por juicio falta un año, et si fasta un año non gelo demandasen, dende adelante pechen otro tanto quanto fue lo que tomaron. Et si por aventura acaesciese que ellos non lo robasen, mas que se perdiese, debenles pechar todo quanto perdieron et menoscabaron por esta razon, et aun demas desto mandamos que el judgador del logar ante quien fuese esto probado, les faga escarmiento en los cuerpos segunt entendiere que merescen por la maldat et el engaño que fecieron.

rochers ou des récifs, et qu'ils puissent dérober quelques-uns des effets qui y sont chargés; et comme nous pensons qu'ils se rendent ainsi coupables d'un grand délit, s'il arrive qu'un navire soit brisé par suite d'une semblable manœuvre, lorsque cette fraude pourra être prouvée et les auteurs reconnus, nous ordonnons que, s'ils sont poursuivis en justice, ils soient condamnés à payer le quadruple de tout ce qu'ils auront dérobé du chargement, que, si la demande n'est pas formée dans l'année, ils payent le double de ce qu'ils auront pris.

Et, dans le cas où ils n'auroient rien pris, et où tout le chargement auroit péri, ils payeront toute la perte et toutes les détériorations occasionnées par leur crime; nous ordonnons en outre que le juge devant qui le fait sera prouvé leur inflige une peine corporelle, suivant qu'il estimera qu'ils le méritent par leur méchanceté (1).

Ley XII. *Cómo se debe compartir el daño que resciben los que van en los navios de los cursarios.*

Cursarios ó robadores que andodiesen sobre mar prendiendo algunt navio con los homes et con las cosas que fueren en él, si despues se pleyteasen de manera que los dexasen ir á ellos, et á su navio et á sus cosas, aquello que diesen por tal razon como esta todos de so uno lo deben compartir entre sí, pagando en ello cada uno tanta parte quanto era lo que hi traie, et segunt que valie mas ó menos : et si alguno non troxiese al sinon el cuerpo, debe por eso pagar alguna cosa, segunt que fuere guisado; ca non face pequeña ganancia quien estuerce con el cuerpo de los enemigos. Mas si por aventura acaesciere que se non apoderasen de todo el

Loi XII. *Comment doit se répartir le dommage que des corsaires causent à ceux qui voyagent sur mer.*

Si des corsaires, s'étant emparés de quelque navire avec les hommes et les effets qui y sont, consentent à une composition et laissent aller le navire, avec les hommes et le chargement, ce qui aura été donné ainsi par composition sera réparti entre tous, en proportion de la valeur de leurs effets.

Celui qui n'avoit sur le navire que sa personne doit payer quelque chose, selon qu'il sera arbitré, car ce n'est pas un avantage de peu d'importance que de retirer son corps des mains des ennemis.

Mais s'il arrivoit par hasard que les corsaires ne s'emparassent pas de tout le navire,

(1) Cette loi adopte et développe les principes du fr. 10 du titre IX du livre XLVII du Digeste, *De incendio, ruinâ, naufragio.*

navio nin lo prisiesen, mas que robasen algunas cosas dél et non todas, lo que asi robasen piérdese á aquellas cuyo era, et non pueden nin deben demandar ninguna cosa por esta razon á los otros á quien fincasen sus cosas en el navio (*a*).

LEY XIII. *Por quáles razones pueden los mercadores cobrar las cosas que les hobiesen tomadas los cursarios si fueren despues falladas, et por quáles non.*

Roban et prenden los cursarios á las vegadas los navios de los mercadores et las cosas que traen en ellos, et ante que salgan de la mar nin lleguen con ellos á logar en que lo pongan an salvo, fallan se con otros cristianos que gelo tuellen. Et porque podrie acaescer contienda entre aquellos á quien lo robaron los enemigos, et estos que gelo tolleron á postremas cuyo debe seer, queremos mostrar en esta ley en qué manera se debe librar tal contienda como esta, et decimos que si los mercadores iban ó venien á tierra de cristianos, et trahen hi vianda ó otra cosa qualesquier, que tambien los navios como los homes et todas las cosas que traien deben seer tornados en poder de los primeros señores á quien los tolleron ó los robaron los enemigos : et esto mandamos porque de las mercaduras que traen los mercadores se aprovecha la tierra dellas communalmiente. Mas si acaesciese que los mercadores llevasen las mercaduras á tierra de los enemigos con quien non hobiésemos tregua sin nuestro mandado, et cativasen asi como sobredicho es, quien quier que los robase ó los tolliese despues á los enemigos debe seer todo suyo, fueras ende las personas de los cristianos que

et qu'ils ne prissent qu'une partie du chargement, et non la totalité, ce qui seroit ainsi enlevé seroit perdu pour ceux qui en étoient propriétaires, et ils ne pourroient ni ne devroient rien demander à ce sujet aux autres personnes qui ont conservé leurs effets sur le navire (1).

LOI XIII. *Dans quels cas les marchands peuvent recouvrer les effets qui, après avoir été pris par les corsaires, seroient recous, et dans quels cas ils ne le peuvent pas.*

Les corsaires prennent quelquefois les navires des marchands et les marchandises qui y sont chargées, et avant qu'ils arrivent au lieu où ils doivent les conduire et les mettre en sûreté, ils rencontrent des chrétiens qui leur enlèvent leur prise. Comme il pourroit s'élever une contestation entre ceux à qui les ennemis ont pris ces effets et ceux qui les ont repris aux ennemis, sur le point de savoir à qui ils doivent rester, nous voulons montrer dans cette loi de quelle manière doit se décider une semblable contestation.

Nous voulons que, si les marchands faisoient voile pour un pays chrétien, et y portoient des vivres ou autre chose quelconque, le navire comme les hommes et tout le chargement soient rendus à leurs premiers maîtres, à qui les ennemis les ont enlevés; nous l'ordonnons ainsi, parce que les marchands, en transportant ainsi des marchandises, font ordinairement une chosè avantageuse pour leur pays.

Mais s'il arrivoit que les marchands portassent leurs marchandises en un pays ennemi, avec qui nous n'eussions point fait de trêve, et sans notre ordre, et qu'elles fussent prises et recousses, comme il a été dit, elles appartiendroient alors à celui qui les auroit reprises, sauf les personnes des chrétiens qui doivent rester libres et quittes (2).

(*a*) *En salvo en el navio*, Tol. 2.

(1) On développe ici les principes et la distinction consacrés par le § 3 du fr. 2 du titre II du livre XIV du Digeste, *Ad legem Rhodiam de jactu.*

(2) On a déjà vu ce principe dans la loi 31 du titre XXVI de la *Partida* II.

deben fincar libres et quitas. Eso mesmo decimos que debe seer guardado en los navios pequeños que los homes traen sobre mar, et non con mercaduras, mas en que andan folgando ó trebejando, que quien quier que los tuelga á los enemigos que los habien cativados que deben seer suyos; ca los que en tiempo de guerra andan sobre mar, et non en razon de mercadoria nin en coso (*a*) para guerrear los enemigos, mas locamiente et sin pro de su tierra, el daño que les aviniere débenlo sofrir, pues que les viene por su culpa.

Nous voulons qu'il en soit de même des petits bâtimens sur lesquels certaines personnes naviguent, non pour le commerce, mais pour leur plaisir et leur amusement, et nous ordonnons que ces navires appartiennent à ceux qui les auront repris sur l'ennemi qui les avoit capturés; car ceux qui, en temps de guerre, naviguent, non pour leur commerce ou leurs affaires, ou pour faire la guerre à l'ennemi, mais follement et par fantaisie, sans profit pour leur pays, doivent souffrir le dommage qui leur arrive, puisqu'ils l'ont éprouvé par leur faute (1).

LEY XIV. *Cómo los judgadores que son puestos en las villas de la ribera de la mar deben librar llanamiente sin alongamiento los pleytos que acaescen entre los mercadores.*

LOI XIV. *Comment les juges qui sont établis sur le rivage de la mer doivent décider d'une manière simple et rapide les procès qui s'élèvent entre les marchands.*

En los puertos et en los otros logares que son ribera de la mar suelen seer puestos judgadores ante quien vienen los de los navios á pleyto sobre el pecio dellos, ó sobre las cosas que echan en la mar ó sobre otra cosa qualquier; et por ende decimos que estos judgadores atales deben guardar que los oyan et los libren llanamiente sin libello lo mas aina et lo mejor que podieren sin escatima et sin alongamiento, de manera que non pierdan sus cosas nin su viage por tardanza nin por alongamiento, puñando de saber la verdat en las cosas dubdosas que acaescieren antellos en los pleytos con los maestros, ó con los señores de las naves ó con los otros homes bonos que se acertaren hi por quien mas ciertamiente et mejor la puedan saber. Otrosi deben catar el quaderno de la nave, el qual debe seer creido sobre las cosas que fallaren escriptas en él, asi como deximos en la primera ley deste

Dans les ports et autres lieux situés sur le bord de la mer, il y a ordinairement des juges devant qui comparoissent les gens de mer qui sont en procès relativement au bris des navires ou au jet des marchandises, ou sur tout autre objet; et, en conséquence, nous voulons que ces juges les entendent et les jugent sommairement, sans écritures, le mieux et le plus promptement qu'ils pourront, sans délais frustratoires, de manière qu'ils ne perdent pas leurs biens ni leur voyage à cause des retards prolongés; ils auront soin, pour mieux découvrir la vérité dans les choses douteuses qui se présenteront dans les procès, de consulter, soit les patrons, soit les propriétaires des navires, soit les autres hommes probes qu'ils trouveront.

Ils doivent aussi examiner le livre de bord du navire, qui doit faire foi pour tout ce qui s'y trouvera écrit, comme nous avons dit dans la première loi de ce titre. Et quand ils auront

(*a*) *Nin en caso*, B. R. 1; Tol. 1; Esc. 2, 3.

(1) Ce qu'on décide ici est déduit par analogie du principe posé dans l'alinéa précédent. Il n'est pas hors de propos de rapprocher ces lois des chapitres CLXXXV et CLXXXVI [230 et 231] du Consulat de la mer; voir t. II, pag. 208 et suivantes.

titulo : et quando todo esto hobieren catado en la manera que es sobredicha, deben librar las contiendas, et dar su juicio en la manera que entendieren que lo deben facer.

examiné tout cela, ainsi que nous l'avons indiqué, ils termineront le différend et rendront leur jugement de la manière qu'ils croiront devoir le faire (1).

TITULO XIII. — DE LOS PENOS QUE SONT EMPEÑADOS POR PALABRA O CALLADAMIENTE ET DE TODAS LAS OTRAS QUE PERTENESCEN Á ESTA RAZON.

TITRE XIII. — DES GAGES QUI SONT DONNÉS EXPRESSÉMENT ET TACITEMENT, ET DE TOUT CE QUI Y EST RELATIF.

LEY XXV. *Cómo los bienes de la madre son obligados á los fijos, et los del testador á los que han de rescebir las mandas, et la nave ó la casa á los que fecieron despensas en adobarla.*

LOI XXV. *De quelle manière les biens de la mère sont engagés envers les enfans, ceux du testateur envers les légataires, et le navire ou la maison à ceux qui ont avancé de l'argent pour les mettre en état* (2).

. . . . Et aun decimos que si un home rescebiese de otro maravedis prestados para guarnir alguna nave, ó para refacerla, ó para facer alguna casa ó otro edeficio ó para refacerlo, qualquier destas cosas en que fuesen metidos ó despesos los maravedis, finca obligada calladamiente á aquel que los emprestó.

. . . . . Nous disons encore que si quelqu'un reçoit d'un autre un prêt de maravedis pour armer un navire ou pour le radouber, ou pour construire une maison ou autre édifice, ou pour le réparer, la chose pour laquelle sont employés et dépensés les maravedis reste tacitement engagée envers le prêteur (3).

LEY XXVIII. *Cómo aquel que empresta sus dineros para adobar ó refacer nave ó otro edificio, ha mayor derecho en ello para seer pagado que otro ninguno.*

LOI XXVIII. *Comment celui qui a prêté de l'argent pour radouber un navire ou réparer un édifice a un privilége sur les autres créanciers* (4).

Nave, ó casa ó otro edeficio habiendo empeñado un home á otro, si despues deso rescebiese de otro dineros emprestados para refacer ó guardar (*a*) aquella cosa que se non destroyese ó non se emperase, et los despendiese en pro della,

Si quelqu'un ayant engagé un navire, une maison ou un autre édifice, emprunte ensuite de l'argent d'un autre pour réparer le gage ou pour l'empêcher de se perdre et de se détériorer, et l'emploie à cet objet, alors le second qui a prêté son argent pour conserver la chose est préférable au premier, parce qu'au moyen

(*a*) *O guarnir aquella cosa*, Esc. 3; *ó adobar aquella*, Tol. 2.

(1) Cette loi constate la très-ancienne existence, dans les ports de Castille, de juges spéciaux pour les matières maritimes. Les principes expliqués ici sont ceux de la const. 2 du titre V du livre XI du Code de Justinien.

(2) J'ai dû transcrire et traduire intégralement la rubrique de ce paragraphe ; mais je me borne pour le texte à la seule disposition qui concerne le droit maritime. Capmany ne l'a point admis dans sa collection.

(3) Cette loi et la suivante adoptent les principes du fr. 6 du titre IV du livre XX du Digeste, *Qui potiores in pignore, etc.*

(4) Capmany n'a point recueilli cette loi dans son *Codigo*.

entonce mayor derecho ha en la cosa el segundo que prestó sus dineros para mantenerla quel primero, porque con los dineros que él dió, fue gardada la cosa que se podiera perder : et por ende decimos que él debe seer pagado primeramiente, maguer aquella cosa non le fuese obligada por palabras por aquellos dineros. Eso mesmo decimos que serie si este que emprestase los dineros á postremas, lo feciese por guarnecer la nave de armas ó de las otras cosas que fuesen hi meester, ó por dar de comer á los marineros et á los gobernadores della.

de son argent on a conservé la chose qui pouvoit périr, et, par conséquent, nous disons qu'il doit être payé de préférence, et cela même dans le cas où la chose n'auroit pas été engagée envers lui, pour cet argent, par paroles expresses.

Il en sera de même si le second prêteur a avancé son argent pour garnir le navire d'armes ou d'autres choses nécessaires, ou pour procurer des vivres aux matelots et aux officiers (1).

TRADUCTION CASTILLANE DES ROLES D'OLÉRON (2).

I. Unos omes buenos han hecho una nao, è encomiéndanla á un ome que sea maestre della, è la nao se parte donde es, è vá para Burdel ó á la Rochela, ó á otro logar qualquier en tierra estranna; el maestre non la puede vender sinon de mandamiento ó procuracion de los sennores cuya es. Más si el maestre ha menester alguna cosa para expensa della, el maestre puede empeñar los aparejos della con consejo de los marineros de la nao, para mantener los marineros de la nao. Este es el juicio en este caso.

II. Una nao está en un puerto, è demora ay por atender su tiempo; è quando viene el tiempo que se quiere aparejar, el maestre debe tomar consejo con sus marineros, è les deve decir, *Sennores, que vos semeja de este tiempo?* E si algunos havrá que dirán, *Este tiempo non es bueno;* el maestre es tenudo de se acordar con la mayor parte dellos; è si face otra cosa, es tenudo de pagar todos los dannos de la nao, è de las mercaderías que en ella son, si ha de qué. Este es el juicio en este caso.

III. Una nao se pierde en costa de la mar, ó en qualquier logar, los marineros son tenudos á salvar lo mas que pudieren de las mercaderías que fueren en la dicha nao : que si ellos asi lo ficieren è ayudaren asi como dicho es, el maestre est tenudo de empeñar desto ques salváre; è si non tiene dineros, deven contribuir á los dichos mari-

(1) Le prêt dont il s'agit ici est celui qui a lieu en cours de voyage, qu'il ne faut point confondre avec le prêt au départ dont il sera question dans l'ordonnance du 21 novembre 1507, ci-après pages 64 et suiv. Voir la note 1 de la page 66.

(2) J'ai annoncé, page 5, mon intention de publier la version castillane des Rôles d'Oléron, dont j'avois parlé tome I[er], page 300. Quoique cette version ne soit pas toujours littérale, ce seroit grossir inutilement le volume que de la traduire en français. Le petit avertissement dont Capmany l'a fait précéder, *Codigo,* t. II, page 31, porte à croire que cette version est du même temps que les *Partidas;* Capmany, meilleur juge que moi en ce point, le présume d'après le langage.

neros con que vayan á sus tierras. E si los marineros non ayudan á salvar los dichos bienes, el maestre non es tenudo de los proveer de ninguna cosa, è pierdan sus soldadas en fasta alli. E quando la nao es perdída, si los aparejos se salvan, el maestre non los puede vender, sinon á mandato cierto, ó provision de los sennores cuya es la nao; ántes los deve poner en salvo è en buena guarda, fasta que sepa la voluntat de los sennores, è lo deve facer bien è lealmente. E si el face otra cosa, es tenudo de lo emendar. Este es el juicio en este caso.

IV. Una nao parte de Burdel, ó otro logar qualquier, è aviene alguna vez que la nao fiere è toma danno, è salvan lo mas que pueden de las mercaderías que la dicha nao trae : è si los mercaderos quieren haver sus mercaderías, el maestre puede tomar de aquellas mercaderías su freyte de tanto como la nao ha fecho de viage. E si place al maestre è quiere, è entiende que puede adobar la nao ayna; él puede retener las dichas mercaderias en la dicha nao, è seguir su viage. E si la nao es de tal guisa que se non puede adobar; el maestre puede afreytar otra nao para facer el viage, è el maestre havrá su freyte de todo como havia de haver salvandose en qualquiera manera. Este es el juicio en este caso.

V. Una nao está sobre el áncora en una havra, ó en una concha, ó entrada en algun puerto, cargada ó buyant; los marineros non deven ir fuera della sin mandado del maestre de la nao. E si entre tanto en alguna manera la nao se pierde ó tomase danno, el dicho marinero ó marineros son tenudos de lo emendar, si han de qué. Más si la nao está en algunt logar apartado, è estuviese amarrada á 4 amarras; el marinero puede ir bien fuera della, è tornar á tiempo á la nao. Este es el juicio en este caso.

VI. Unos marineros se alogan con un maestre, è hay algunos que salen fuera de la nao sin licencia del maestre, ó reniegan, ó dicen palabras malas, ó facen contiendas ó peléas, è hay algunos que son feridos, el maestre non es tenudo de los guarir, nin de los proveer de alguna cosa; ántes los puede echar de la nao si quisiere, è alogar otros marineros en su logar. E si mas costáren los marineros que alogó el maestre en logar dellos, ellos lo deven de pagar, si han de qué. Más si el maestre los embia en algunt servicio de la nao, ó por su mandado, è se firieren, ellos deven ser guaridos á la costa de la nao. Este es el juicio en este caso.

VII. Dolencia ó feridas han uno ó dos ó mas marineros de la nao faciendo servicio en ella, è non pueden estar en la nao tanto están feridos; el maestre los deve proveer fuera en una casa, è les deve dar grassa ardiente, è candelas, è un mozo de la nao que los sirva; è el maestre les deve dar è proveer de tal vianda como daria á otro de la nao, esto es á saber, que les deve dar todo como espendería en la nao si sano fuese, è non mas. E si el doliente quisiere haver viandas mas delicadas ó de mayor costa, el maestre non es tenudo de gelas dar, è la nao non deve demorar en el puerto por ellos; ante deve ir è seguir su viage. E si el dicho marinero guaresciere, deve seguir la nao á donde fuere, ó deve haver su soldada; è si muriere, deve haverla su muger ó sus herederos. Este es el juicio en este caso.

VIII. Una nao carga en Burdel, ó en otro logar qualquier, è acaesce que le toma tormenta en la mar, è non puede estar si non echáren de las mercaderías que lleva

dentro en ella; el maestre es tenudo de decir á los mercadores, *Sennores, non podemos escapar si non echamos destas mercaderias que llevamos dentro en esta nao á la mar :* è el maestre es tenudo á lo decir á los mercaderos. E si hay algunt mercader que non responde á la voluntat del maestre, è veyendo el maestre con sus marineros que non lo puede escusar; el maestre puede bien echar tanto como verá con sus marineros que bien sea; è despues jurando el maestre con dos ó tres marineros de la nao sobre los santos evangelios, quando fueren venidos á puerto de salvedad con su nao, que ellos lo ficieron por salvar los cuerpos, è la nao, è los haberes, ellos deven ser creidos, è las cosas que fueron echadas, deven ser preciadas al fuero de lo ál que vino en salvo è al fuero que fueren vendidas, è partirselo sueldo por libra. Entre las mercaderías que fueron escapadas, el maestre deve contar en las averías de la echazon, en la nao ó el freyte della que ellos mas quisieren, è los marineros deven haver francas sus quintaladas : è son estas : quatro marineros un tonel, si ellos se defienden en la mar asi como un ome, è faciendo su poder; è si hay marinero que se non defienda en la mar asi como un ome, el tal non deve haver punto de franqueza, è sobre esta razon, el maestre deve ser creido por su juramento. Este es el juicio en este caso.

IX. Algunas veces aviene que el maestre de la nao que taja el máste por fuerza de tiempo; el maestre deve llamar los mercaderos si los hay en la nao, è mostrarles como quiere tajar el máste, diciendoles que conviene dese facer para salvar los hommes, è la nao, è las mercaderías. Otrosi, algunas veces aviene de tajar cables è dexar las áncoras por salvar la nao è las mercaderías como dicho es; todo esto se deve contar sueldo por libra asi como echazon, è devenlo partir por tales las mercaderías, asi como dicho es en el otro capítulo de la echazon. Estas averías deve de contar ante que la nao se descargue; è si la nao está en seco ó en logar duro, è el maestre detarda por culpa de los marineros que hay corrizon, el maestre non debe pagar nada; ante debe de haver de todo su freyte asi como de los otros toneles que son.

X. Una nao viene en salvo á su derecha descarga; el maestre deve mostrar á los mercaderos las cuerdas con que se deven lindar (*leg.* guindar) los toneles; è los mercaderos si vén que hay de emendar en ellas, el maestre es tenudo de las emendar; è el maestre è los marineros las deven pagar que han el guardage. E si la cuerda se rompiese ante que la mostrasen á los mercaderos, è el tonel tomase danno, este danno se deve pagar del guardage; è lo que quedáre, dévelo haver el maestre è sus companneros. Más si los mercaderos dicen que las cuerdas son buenas, è despues se rompen con algunt tonel; los mercaderos deven pagar su danno, esto es à saber, aquellos cuyos son los bienes. Este es el juicio en este caso.

XI. Una nao carga en Burdel, ó en otra tierra qualquiera, ó lieva su fusta para arrumar los toneles, è pártese á aquel logar, è yendo por la mar, fácese por manera que se desarruma algunt tonel por falta del cantel que non es bien fecho asi como deve, ó la fusta non es buena, è tómalos mal tiempo en la mar en tal manera que por falta de la fusta se defonda un tonel ó una pipa ó mas, è la nao viene á salvacion, è los mercaderos demandan aquellos vinos al maestre, ca dicen que por la fusta perdieron sus vinos, è el maestre dice que non; si el maestre quiere jurar con dos ó tres ó quatro de sus marineros, quales los mercaderos quisieren, que los vinos non se perdieron por falta de sus cabtenes asi como los mercaderos dicen; los dichos maestre è

marineros deven ser creidos si juraren. E si non quisieren jurar, ellos deben pagar el danno á los mercaderos, ca ellos son tenudos de afiar bien sus toneles, è facer sus obras bien è complidamente ante que partan del puerto. Este es el juicio en este caso.

XII. Aviene que el maestre è sus marineros estando á la mesa recrescen palabras entre los marineros; el maestre es tenudo de poner entre ellos paz è sosiego. E si algunt marinero desmentiere á otro estando á la tabla, deve pagar quatro dineros de parafines : è si algunt marinero desmentiere al maestre, peche ocho dineros de parafines. E si es contienda entre el maestre è algunt marinero, el marinero le deve sofrir la primera palmada ó punnada, è si el maestre le quisiere dar mas, el marinero se puede bien defender. E si el marinero fiere primero al maestre, deve primero cient sueldos de la dicha moneda, ó el punno, qual mas quisiere. Este es el juicio en este caso.

XIII. Una nao es afreytada en Burdel, ó en otra tierra qualquier, è viene á su derecha descarga, è hay carta-partida que los toajes è los petilemanes develos pagar la mercadería segunt la costumbre de la tierra. En la costa de Bretanna todos los que le maritornan despues que pasan la Isla de Bas en Leon son lemas; è los de Normandia è de Inglaterra, despues que pasan en Guernesés; è los de Flandres despues que pasan en Calís; è los de Escorcia, despues que pasan en Artamora. Este es el juicio en este caso.

XIV. Contienda se face en la nao entre el maestre è los marineros, è entre los marineros con otro; aquel que es culpado, el maestre le deve enviar fuera de la nao, è le deve llevar dar las tobajas delante del marinero tres veces, en tal manera que le salga de la nao. Empero si el marinero dice, que non usará contienda de alli adelante, è por lo pasado se obliga á facer emienda, asi como mandaren los otros marineros que son en la nao; è si el maestre es tan esquivo que non le quiera asi facer, è quiere echar al dicho marinero fuera, el dicho marinero se puede ir trás la nao alli dó fuere á descargar, è deve haver tan buena soldada como si él fuera dentro en la nao, emendando el danno asi como mandaren los marineros que serán dentro de la nao. E si es asi que el maestre con la mala voluntat, haviendo echado el marinero fuera, non truxo otro en la nao en su logar tan bueno como aquel que echó, è la nao se perdiere, ó tomáre algunt danno por alguna ventura; el maestre es tenudo á pagar el danno de la nao, è de la mercadería que y será, si hay de que pagarse. Este es el juicio en este caso.

XV. Una nao está en un puerto ó en otro logar qualquier amarrada, ó en qualquiera manera, è otra nao viene de la mar en fuera, è non gobierna bien, è fiere sobre la otra nao que está en paz, por tal manera que la nao que estaba posada, ha rescebido danno del golpe que la otra nao le dá, é pierdense de los bienes è mercaderías que y son; el danno deve ser preciado, é pagarlo asi en su parte medio por medio, conviene á saber, las averías que son en amas las naos, è dévense de pagar de mercaderías á mercaderías è nao á nao, è la companna dévese pagar por medio : è el maestre de la nao que firió á la otra es tenudo de jurar él è sus compannas que lo non ficieron á su grado. Es la razon porque el juicio fué dado en esta manera, porque un ome que oviese una nao vieja, la pornía de grado en la via si en deviese cobrar todo el danno de la otra parte; más por quanto entiende pagar la mitad del danno el qual tirará de la via de grado. Este es el juicio en este caso.

XVI. Una, ó dos, ó mas áncoras están en un puerto, á dó hay poca agua, que se acertó una nao estar cerca de las áncoras de la otra nao; el maestre de la nao que estaba y primero deve decir á los marineros de la otra : *Sennores, levantad una áncora de las vuestras que esta mucho cerca de la nuestra porque nos puede venir danno.* E si ellos non la quisieren levantar, el dicho primero maestre è sus compannas la pueden levantar è alongar de sí. E si los otros marineros les defienden de levantar la dicha áncora, è despues la dicha áncora face danno; ellos son tenudos de enmendarle todo el danno asi como malos marineros. E quando son en puerto que hayan poca agua, ellos son tenudos á poner coringas è boias, porque parezcan las áncoras de prama, è non fagan danno á otro navio; si non, ellos lo deven pagar. Este es el juicio en este caso.

XVII. Los marineros de la costa de Bretanna non deven de haver mas de una cocina por razon que ellos han brevaje yendo ó viniendo; è los marineros de Normandia deven de haver dos cocinas al dia, por razon que el maestre non les dá si non agua, quando ellos ván á buscar freyte. Pero quando ellos llegaren á tierra onde nasce el vino; el maestre les deve dar brevaje de vino trempado en una manera. Este es el juicio en este caso.

XVIII. Una nao arriva á su derecha descarga en Burdel, ó en otro qualquier logar; el maestre es tenudo de decir á sus marineros si quieren afreytar sus quintaladas, ó las quieren dexar al freto que la nao es afreytada. E si ellos las quisieren afreytar ó cargar, en tal manera que la nao non demore por ellos, è si ellos non han de que las cargar, ó non fallan quien gelas cargue, el maestre non ha culpa, mostrandoles reyno ó logar do las puedan rumar, ó el peso dellas. E si quisieren poner un tonel de agua, ellos lo pueden bien meter, cada uno su parte è el quarto del tonel á cada marinero. Si por ventura acaesciese que por tormenta es menester de echar de la carga, è echaren aquel tonel á la mar; les deve ser contado por un tonel de vino, ó por otras empleas de la nao, sueldo por libra á la avería, porque los marineros non se podian defender de la mar sin facer echazon. E si ellos afreytaren las dichas quintaladas á los mercaderos tal franqueza deven haver en ellas como han los marineros. E este es el juicio en este caso.

XIX. Una nao viene á su derecha descarga, los marineros quieren haver sus soldadas, è hay algunos que non tienen lecho nin casa; el maestre deve retener en su soldada fasta que tornen alli do es su conveniente. E si el dicho marinero quiere haver su soldada, cumple de dar fiador de seguir su viage. Este es el juicio en este caso.

XX. El maestre de una nao aloga sus marineros en la villa onde la nao es, unos á pareja, è los otros á dinero; è viene que la nao non puede fallar freyte alli donde está, è convienelé de ir mas aluende : aquellos que son alogados á la racion del portage deven seguir la nao, è los que son á dineros el maestre es tenudo á recrescentarles las soldadas á cada uno, por razon que los havia alogados por logar cierto. E si ellos vienen mas acerca que el logar á dó fueren alogados, deven haver toda su soldada; más ellos deven ayudar á traer la nao alli donde entraron en ella, si el maestre quisiere, á la ventura de Dios. E este es el juicio en este caso.

XXI. Una nao acaesce en Burdel ó en otro logar de la azina que haya la nao dos marineros, pueden llevar fuera de la nao una pieza tal qual y como pueden haver los otros marineros que ha la nao: è del pan que oviere la nao, ellos deven haver todo como debian comer en ella, é fuera de la nao non deven haver puerto de brevage, è deven tornar luego á la nao á facer su oficio, asi que el maestre non pierda la nao nin los haveres, nin haya ningunt danno por mengua de marineros; ca si danno oviese en ellos, son tenudos á lo emendar. E si alguno de los companneros de la nao se fuere por falta de ayuda de los que son fuera della; ellos son tenudos á curiar è emendar al compannero el danno que asi fecho fuere, á dicho del maestre è de los otros companneros de la nao. Este es el juicio en este caso.

XXII. Un maestre afreyta su nao á un mercadero, ó á mas, è á un plazo cierto á que deve ser cargado è puesto para facer su viage; è el mercadero non le da su carga á su tiempo, ante la detarda 10 ó 15 dias è mas, è la nao pierde su viage, ó ha mas algunt danno el maestre por falta del mercadero; el mercadero dévelo emendar al maestre. E de la emienda que asi es fecha, las tres partes sean de la nao, è la quarta parte de los marineros; è si la demora es por culpa del maestre ó de los marineros, el maestre es tenudo de los emendar el danno. E este es el juicio en este caso.

XXIII. Un maestre afreyta su nao, è es cargada, è aviene algunas veces que entra en un puerto è demoratorio que ha menester dineros, è non los tiene, el maestre puede enviar á su tierra por dineros; más él non deve de perder tiempo, que si lo pierde es tenudo de emendar el danno que oviere el mercader. Más el maestre puede bien tomar de los vinos è de las otras mercaderías, è vender para fornescimiento para su nao. E quando fuere llegado á su derecha descarga, los vinos, è las otras mercaderías quel maestre habia tomado, deven ser preciadas al fuero que las otras eran vendidas, è non como las que mas, nin como las que menos; è el maestre deve de haver su freyte de los vinos è de lo que oviese tomado è vendido. Este es el juicio en este caso.

XXIV. Todo ome que es lemán de una nao è se alonga para llevarla dó deve ir á ser cargada, è aviene que en este puerto hay fosa ó logar sabido dó home la meta descargar; el maestre es tenudo de pagar la seia, è él è sus marineros á meter balisas en aquella canal porque sea bien balisada, porque los mercaderos non hayan domage. E si domage oviesen, el maestre es tenudo á lo emendar si el non muestra razon que fuese tenudo él, è su lemán ha fecho lo que devia, ca traxo la nao á salvedad, fasta la entrada del puerto, è el lemán deve decir al maestre è á sus marineros: *Este es el puerto á dó nos havemos á descargar.*

XXV. Un lemán toma una nao sobre sí para levarla á Sant Maló ó á otro puerto qualquier; si yerra la nao la entrada por non guardar bien las marras, si la nao domage alguno rescibiere, el lemán es tenudo á lo emendar si ha de que. Este es el juicio en este caso (1).

(1) On a vu, t. Ier, pages 284 et suiv. que les Rôles primitifs d'Oléron ne consistoient que dans les vingt-quatre articles précédens, et c'est dans cet état qu'ils ont été portés en Flandre, et de là dans le nord de l'Europe; mais des additions y furent faites, et une de ces additions consista dans ce vingt-cinquième article, que la version castillane a singulièrement modifié.

Aqui acaba el fuero de Layron que fabla sobre las cosas que son de librar entre los mareantes è las fiestas que andan sobre la mar : con el qual acuerdan todas las leyes que están en el titulo de la quinta Partida. El qual fuero por aquellas leyes es aprobado, è manda que por él sean librados todos los mareantes, è los juicios que por él se dieren que valan : que fué aqui escrito a 13 de Agosto de 1436 años (1).

EXTRAIT DE LA RECOPILATION DES ORDONNANCES DE SÉVILLE [XIVe SIÈCLE] (2).

De los alcaldes de la mar.

Los alcaldes de la mar y de los barqueros del rio conoscen solamente de los pleytos de la mar y del rio y no de otro ninguno : segun se contiene en una ordenança del señor rey don Alonso que dispone en esta guisa : Tengo por bien que los alcaldes de la mar y de los barqueros del rio que conozcan de los pleytos que fueren pertenescientes de la mar y de los barqueros del rio, y no de otro ninguno. E si de otro pleyto conoscieran que no se lo consientan los alcaldes mayores : ni vala ni tenga el juyzio que dieren en esta razon.

§ Otrosi los alcaldes de los barqueros son puestos por el rey o por los alcaldes mayores de Sevilla en su lugar : e las alçadas destos alcaldes para ante los alcaldes mayores : e como siempre fue usado : porque assi esta ordenado e mandado antiguamente por una carta del señor rey don Sancho en treynta de deziembre, era de mill e trezientos e treynta años, que assi lo dispone.

Des alcades de la mer.

Les alcades de la mer et des barquiers de rivière connoîtront seulement des contestations relatives aux affaires de mer et de rivière, et non d'aucune autre, ainsi qu'il est dit dans une ordonnance du seigneur roi D. Alphonse, qui s'exprime en ces termes :

Il est entendu que les alcades de la mer et ceux des barquiers de rivière connoissent seulement des affaires relatives à la navigation maritime et à celle des rivières, et non d'aucune autre; et s'ils prenoient connoissance d'autres affaires sans le consentement des alcades majeurs (3), les jugemens qu'ils auront rendus dans ces circonstances n'auront ni force, ni valeur.

En outre, les alcades des barquiers sont établis par le roi, ou en son lieu et place par les alcades majeurs de Séville, et le tribunal de ces alcades ressortira des alcades majeurs, ainsi que cela a toujours eu lieu, parce que c'est l'ordonnance faite anciennement par un privilége du seigneur roi D. Sanche, du 30 décembre de l'ère 1330 (1292), qui le décide ainsi.

(1) Cette annotation, dont on trouvera la traduction t. Ier, page 301, n'est évidemment, comme le dit Capmany, *Codigo*, t. II, page 31, qu'un certificat sur l'époque à laquelle le manuscrit a été copié.

(2) L'ouvrage d'où ce fragment est extrait a été imprimé à Séville, sous le titre de *Recopilacío de las ordenanzas de la muy noble et muy leal ciudad de Sevilla*, en 1527, 1 vol. in-fo. C'est une compilation de tous les règlemens relatifs à l'administration de la ville. Les deux alinéa que j'en ai extraits sont les seuls qui concernent le droit maritime; on les trouve au folio LIV verso. Je ne saurois dire à quelle époque cette compilation a été rédigée; mais les extraits que j'en donne appartenant à des rois qui ont vécu au XIVe siècle, ils devoient évidemment être placés à la suite des *Partidas*.

(3) Les alcades majeurs étoient les juges ordinaires, du droit commun.

ORDONNANCE DES OFFICIERS DE LA *CASA DE LA CONTRATACION* DE SÉVILLE DU 21 NOVEMBRE 1507 (1).

Los oficiales de la Reina nuestra señora de la Casa de la Contratacion de las Indias del mar Océano, que residimos en esta ciudad de Sevilla, acatando la crescida merced que Dios nuestro Señor ha fecho á estos reinos en descubrir las Indias é abrir camino para la contratacion dellas, y que el dia de hoy no se ofrece otro trato de tanto provecho, por lo cual debemos mucho trabajar por conservar é aumentar el dicho trato, lo cual no se podria hacer si no hobiere mucha verdad é grande concierto en la dicha contratacion, segunt que ya habemos visto por la esperiencia, en especial en lo de los cambios que los maestres de los navios que llevan los tales viages han tomado á riesgo de los dichos sus navios, sin los cuales cambios no podrian los navios llevar los dichos viages; é como la malicia en los hombres de los malos pensamientos non cesa, algunos han vendido navios no seyendo suyos, ni toviendo poder para ello : otros se han puesto á comprar navios fiados, y han tomado á cambios sobre ellos, estando los navios hipotecados á los vendedores, y otros han sacado mayores cuantias á cambio que pueden pagar aunque vengan á salvamiento : otros gastan los dichos dineros mal gastados, non los debiendo gastar salvo en los mantenimientos y fornescimientos para el viage necesarios, y si en esto non se pusiese remedio, cresceria las tales maneras de cabtelas, fraudes y engaños, y el dicho trato se perderia : por ende acordamos, y de parte de SS. AA. mandamos, que de hoy en adelante todos los maestres de los navios que quisieren

Nous, les officiers de la reine, notre souveraine, attachés à l'hôtel de la Contractacion des Indes océaniques établie à Séville;

Considérant la grâce extraordinaire que Dieu notre Seigneur a faite à ces royaumes par la découverte des Indes et la route ouverte au commerce de ces pays; considérant aussi qu'il n'existe aujourd'hui aucun autre trafic aussi avantageux, nous nous croyons dans l'obligation de travailler de toutes nos forces pour conserver et augmenter ce commerce; ce qui ne sauroit avoir lieu s'il n'y règne beaucoup de sincérité et d'ordre.

Comme l'expérience l'a déjà prouvé, et en particulier en ce qui concerne les emprunts sur les risques des bâtimens que les patrons, en entreprenant ces sortes de voyages, contractent, et qui les mettent en état de faire lesdits voyages; et comme la méchanceté des hommes pervers ne cesse jamais, quelques personnes ont vendu des navires qui ne leur appartenoient pas, et sans en avoir l'autorisation; d'autres ayant acheté des navires à crédit, les ont ensuite affectés à des emprunts, malgré le privilége hypothécaire des vendeurs; d'autres ont emprunté sur des navires des sommes plus considérables qu'ils ne pouvoient payer, lors même que le bâtiment arriveroit à bon port; d'autres font un mauvais emploi des sommes empruntées, qu'ils ne devroient employer qu'à l'équipement et aux approvisionnemens nécessaires pour le voyage;

Attendu que, s'il n'étoit pas porté remède à ces désordres, les subterfuges, dols et fraudes de ce genre augmenteroient toujours et finiroient par perdre le commerce,

Nous statuons, ordonnons, au nom de Leurs Altesses, que tous les patrons qui, à l'avenir, voudront emprunter à la grosse aventure, devront se présenter, avant la conclu-

(1) Cette ordonnance a été publiée seulement par M. de Navarrete, dans le tome II, pages 320 et 321, de sa *Colleccion de los viages, etc.* imprimée en 1825, d'après l'original qui est aux archives des Indes, section du commerce. Il ne paroit pas que Capmany l'ait connue.

tomar dineros á cambio, antes que los tomaren vengan y parescan ante nosotros los dichos oficiales de la casa de la Contratacion, á nos demostrar los navios que traen para pagar é fletar para las Indas, é muestren é hayan de mostrar como los navios son suyos, ó los poderes que traen para obligar los dichos navios y aparejos y fletes, de los duénos cuyos son, porque por nosotros los dichos oficiales se vea el tamaño de cada navio, é se señale el precio de él, de lo que puede valer y de lo que se puede dar sobre él á cambio para su fornescimiento é despacho para las cosas necessarias para el viage; y se asiente en los libros de la casa de la Contratacion, y asimismo se asiente el cambio é cambios que tomaren los dichos maestres en los dichos libros, por órden, para que los mercaderes ó personas que hubieren de dar á cambio sobre los dichos navios, lo sepan lo uno y lo otro y la cuenta y razon de todo, mediante la cual cuenta é diligencia cesen é cesarám las cautelas, fraudes é engaños que se han comenzado á hacer; so pena que el maestre ó maestres que lo contrario hicieren, é no guardaren esta órden de aqui adelante tomando dineros á cambio antes de tener nuestra licencia, ó tomare mas cantidad á cambio de la que por nosotros los dichos oficiales le fuere señalada, haya perdido y pierda el dicho navió ó la parte que tuviere en él, y mas cien ducados de oro; lo cual todo desde ahora para entonces, y desde entonces para ahora, aplicamos é sea aplicado á la cámara é fisco de Sus Altezas, y que demas desto sea obligado á tornar los dineros que asi tomare á cambio sin nuestra licencia, ó demas fiado de lo que le fuere mandado, con el dos tanto; y so pena que el mercader, ó cualquier persona de cualquier estado y condicion que sea, que diere sus dineros á cambio á algun maestre ó á otra persona, sin que haya informacion de lo susodicho ó parte

sion de l'emprunt, par-devant nous, susdits officiers de l'hôtel de la Contractacion, pour déclarer quels sont les navires qu'ils affectent au payement et qu'ils frètent pour aller aux Indes. Ils produiront leurs titres de propriété desdits navires, ou les pouvoirs qui les autorisent à engager les corps, agrès et frets que les propriétaires leur auront confiés, afin que nous examinions le tonnage de chaque navire, que nous en fixions le prix et la valeur, et ce qu'on peut prêter dessus à la grosse aventure pour le fournir des objets nécessaires et pour le mettre en état de faire le voyage projeté.

Le tout sera inscrit sur les registres de l'hôtel de la Contractacion, et le ou les emprunts contractés par lesdits patrons seront également portés sur ces registres par ordre de date, afin que les négocians ou autres personnes qui prêtent à la grosse sur les navires puissent connoître toutes les circonstances et l'état de la propriété du navire, moyennant lesquelles précautions et formalités les subterfuges, fraudes et dols qui existent à présent cesseront.

Les patrons qui seront trouvés en contravention, et qui, au mépris des règles établies ci-dessus, emprunteront de l'argent avant notre autorisation, ou qui en emprunteront au delà de la somme fixée par nous, auront perdu et perdront leur navire ou part de propriété, et payeront en outre une amende de cent ducats d'or, lesquelles valeurs seront et demeureront appliquées au trésor et fisc de leurs altesses. Le coupable sera, de plus, tenu de restituer au double les sommes qu'il aura ainsi empruntées sans notre autorisation ou au delà de la somme fixée.

Les négocians ou autres personnes, de tel état ou condition qu'elles soient, qui prêteront leur argent à la grosse aventure, à un patron ou autre individu, sans avoir vérifié sur les registres de la Contractacion l'accomplissement des formalités susdites, auront de même perdu et perdront l'argent ainsi prêté,

dello, pues la puede haber de los libros de la casa de la Contratacion, que por el mismo caso haya perdido y perdia los dineros que asi diere á cambio, y que los contratos que se hicieren en su favor y obligaciones, aunque paseante escribanos públicos, no les aproveche, y sean en si ningunas, é de ningun efecto é valor para que non se ejecute ni puedan ejecutar ante ningun juez por lo que diere à cambio contra el tenor é forma de este nuestro mandamiento é provision por nosotros los dichos oficiales fecho de parte de Sus Altezas por el poder que tenemos : é porque venga á noticia de todos, y ninguno pueda pretender ignorancia, lo mandamos pregonar públicamente en las gradas y en otros lugares acostumbrados, y lugares comarcanos, y asentar este dicho nuestro mandamiento y pregon y pregones en los libros de la dicha casa de Contratacion.

et ils ne pourront se prévaloir des contrats et obligations souscrits en leur faveur, pas même de ceux qui auroient été passés pardevant écrivains publics, tous lesquels actes seront nuls, sans valeur ni effet, et ne pourront être exécutés ou mis à exécution de la part d'aucun juge, parce qu'on aura prêté de l'argent à la grosse contrairement aux dispositions et règles établies par cette ordonnance, faite par nous susdits officiers, au nom de leurs altesses, en vertu du pouvoir dont nous sommes investis.

Et afin que les présentes dispositions viennent à la connoissance de tous, et que personne ne puisse en prétexter ignorance, nous ordonnons de les crier publiquement sur les marches de l'hôtel et dans les autres lieux accoutumés, ainsi que dans les lieux circonvoisins. Cet ordre et les criées exécutées seront inscrits dans les registres dudit hôtel de la Contractacion (1).

EXTRAIT DE L'ORDONNANCE DE CHARLES V DE 1552 (2).

CXLVII. *Item*. Por que algunos marineros, auiendose concertado con un maestre de yr en su nao el viage que

CXLVII. *Item*. Attendu que des gens de mer, après être convenus avec un patron de faire, à bord de son navire, le voyage des Indes

(1) On sait qu'il existe deux espèces d'emprunts à la grosse aventure, qu'il ne faut pas confondre, quoique peu de lois modernes les aient distingués. La première espèce d'emprunt est celui qu'on fait sur un navire avant le départ; la seconde, l'emprunt en cours de voyage pour les besoins de la navigation. Je suis entré dans des détails assez étendus sur ce sujet, tome II, page 527, note 3, et tome IV, page 41, note 1. C'est évidemment de la première espèce de prêt à la grosse qu'il s'agit dans cette ordonnance.

(2) J'ai dit, pages 6 et 7, que cette ordonnance, très-volumineuse, contenoit une multitude de dispositions absolument étrangères à l'objet de ma collection, et que je me contente d'extraire celles qui rentrent dans mon plan. Capmany, dans son *Codigo de las costumbres maritimas,* t. II, pag. 135, n'en a donné que les chapitres CLXI et CLXII. Il la date de 1553 et l'attribue à Philippe II. Il est bien vrai qu'elle a été publiée par ce prince, mais comme lieutenant de son père, qui régnoit encore. Les deux éditions sur lesquelles j'ai travaillé, de 1604 et 1647, la datent de 1552. J'ignore si Capmany l'a connue entièrement, ou si on lui en avoit seulement donné l'extrait qu'il a publié. Toujours est-il que les chapitres que je reproduis ici, indépendamment des deux recueillis par Capmany, sont très-importans pour faire connoître la législation maritime d'Espagne au XVIe siècle, surtout si l'on remarque que ces dispositions n'ont plus été transcrites dans l'ordonnance postérieure de 1556. Je ne crois pas qu'on puisse en conclure qu'elles fussent abrogées; en les lisant on sera convaincu qu'elles statuoient sur des points importans de droit maritime, pour lesquels une législation étoit indispensable; et d'ailleurs l'ordonnance de 1556 s'y réfère quelquefois, notamment dans le chapitre XXXII. Je ne peux concevoir comment Capmany, s'il a eu à sa disposition un exemplaire complet de l'ordonnance de 1552, n'en a donné que les deux chapitres relatifs aux assurances, et n'en a rien dit dans son discours préliminaire.

quiere hazer á las Indias, despues persuadidos por otros maestres ó personas, dexan de yr en aquellas naos y se passan á otra : de manera que algunas naos estando prestas para seguir el viage, creyendo tener los maestres dellas recaudo bastante de marineros, les han faltado, de que se sigue mucho daño. Porende queriendolo remediar, mandamos que de aqui adelante ningun marinero, ni grumete, ni otra gente de mar despues de auerse concertado con un maestre de yr en su nao, no lo pueda dexar ni concertarse con otro maestre ni persona alguna: so pena que pierda lo qui huuiere servido con el doblo, y esté veinte dias en la carcel. Y el maestre que lo recibiere, sabiendo que está concertado con otro, incurra en pena de dies mil marauedis, la mitad para la nuestra cámara, y la otra mitad para el maestre con quien primero se auia concertado. Y entiendese auerse concertado quando ha recebido dineros del maestre y sirue en su nao, ó quando expressamente se hizo concierto.

qu'il entreprend, se laissent débaucher par d'autres patrons ou d'autres personnes; qu'ils abandonnent le premier navire et passent à un autre, en sorte que des bâtimens étant sur le point de partir, les patrons, qui croyoient avoir un équipage suffisant, s'en trouvent dépourvus, et attendu que cela donne lieu à des pertes considérables:

Voulant faire cesser ces abus, nous ordonnons que dorénavant aucun matelot ni mousse, ni autre homme de mer, après être convenu avec un patron de faire le voyage à bord de son navire, ne pourra l'abandonner ni s'engager envers un autre patron ou toute autre personne, sous peine de perdre ce qu'il aura gagné, de payer le double en sus, et d'être emprisonné pendant vingt jours.

Le patron qui l'aura reçu, le sachant engagé par un autre, payera une amende de dix mille maravedis, moitié au profit de notre trésor et moitié au profit du patron qui le premier avoit engagé le matelot.

L'engagement est présumé exister lorsque le matelot a reçu de l'argent du patron et a fait le service à son bord, ou lorsqu'il y a eu convention en termes exprès (1).

Escrivanos de naos.

CXLVIII. Ordenamos y mandamos que el escriuano del navio, al tiempo que recibe la mercadería, quando se carga el dicho nauio y lo assienta en su libro, lo assiente tambien en el libro del mercader que lo trae.

CXLIX. Otrosi, que el dicho escriuano lo assiente por menudo diziendo las caxas que recibio, y lo que yua en ellas: y no baste assentarlo por caxas.

CL. Et por quanto somos informados

Écrivains des navires.

CXLVIII. Nous ordonnons et mandons que l'écrivain du navire, au moment de la réception des marchandises et du chargement des bâtimens, les porte non-seulement sur son livre, mais aussi sur celui du négociant chargeur (2).

CXLIX. De plus ledit écrivain doit porter sur son livre, pièce par pièce, les caisses qu'il a reçues et les marchandises contenues dans ces caisses, de sorte qu'il ne suffira pas d'avoir seulement mentionné les caisses (3).

CL. Et attendu que nous sommes informés

(1) On a vu les mêmes règles, quoique bien moins développées, dans la rubrique XXVII du titre IX de la Coutume de Valence, tome V, page 337. Comparer les chapitres III, XIII et XIV de l'ordonnance de Pierre IV de 1340, t. V, pages 351, 356 et 357, et le Consulat, chapitres CXII et CXXIV [157 et 169].

(2) Voir le chapitre II de l'ordonnance de Jacques I[er] de 1258, t. V, page 340, et surtout les chapitres XII, XIII, XIV et XV [57, 58, 59 et 60] du Consulat, t. II, pag. 66 et suivantes.

(3) Voir la note précédente. On trouve ici tous les principes relatifs à ce que nos lois maritimes modernes appellent *connoissemens*.

que los maestres de los dichos navios toman por escriuanos dellos a personas de poca edad, y autoridad, y fidelidad á fin de hazer dellos lo que quieren: y por que lo susodicho cesse, mandamos que de aqui adelante en los tales nauios que assi fueren á los dichas nuestras Indias, los dichos nuestros oficiales nombren por escriuano del tal nauio la persona mas honrada y suficiente que se hallare: el qual siendo por ellos nombrado, damos licencia para que pueda usar del dicho oficio de escrivano en todo el dicho viage: y que á las escrituras y autos que ante el passaren y se hizieren, se dé entera fé y credito, como á escrituras hechas y signadas de mano de nuestro escrivano publico, del qual reciban los dichos nuestros oficiales ante todas cosas juramento, que usara bien y fielmente el dicho oficio en el dicho viage. Y si pareciere á los dichos nuestros oficiales nombrar en tal caso algun marinero que sea persona de confiança y abilidad, que lo puedan nombrar por escriuano del dicho nauio. Y que el escrivano dé fianças de dozientas mil marauedis, que boluera con el nauio que fuere, y que se dé cedula á las justicias, que no los dexen quedar allá: so pena de trezientos pesos sino lo executaren siendo requeridos.

que les patrons choisissent, pour écrivains de navires, des personnes très-jeunes et sans autorité ni fidélité, afin d'en faire plus facilement ce qu'ils voudront (1); pour faire cesser ces abus, nous ordonnons qu'à l'avenir, dans les navires qui iront à nos possessions des Indes, les écrivains soient nommés par nos officiers, qui choisiront la personne la plus capable et la plus honorable qu'ils trouveront.

Nous autorisons les personnes nommées par eux à occuper ledit emploi d'écrivain pendant tout le voyage; les écritures et actes qui auront été passés par-devant elles obtiendront foi et autorité entière comme des actes faits et signés par nos écrivains publics: à cet effet, nos officiers feront, avant toutes choses, prêter serment auxdits écrivains de remplir légalement et fidèlement leur emploi pendant ledit voyage. S'il paroît convenable à nosdits officiers de nommer écrivain un homme de l'équipage du navire qui possède les qualités nécessaires, et qui mérite confiance, ils auront la faculté de le nommer.

L'écrivain doit fournir une caution de deux cent mille maravedis de revenir avec le navire à bord duquel il partira, et des ordres seront donnés aux autorités de ne pas lui permettre de rester dans les pays d'outre-mer, sous peine d'une amende de trois cents pesos, si, après en avoir été requis, il ne revient pas.

Seguros.

CLXI. *Item.* Porque somos informados que en el tomar de los seguros ay muy grandes fraudes, y que algunas personas asseguran su hazienda en secreto y en confiança, ó por poliça, en diuersos asseguradores toda entera: y despues cobran dos y tres vezes el valor de lo que se perdio: y que el mayor daño desto viene por hazerse seguros por poliças secretas y en confiança, ordenamos y mandamos que

Assurances.

CLXI. *Item.* Attendu que nous avons appris que des fraudes considérables se commettent à l'occasion des assurances, et que des personnes font assurer leurs biens en secret et de confiance, ou par police, par plusieurs assureurs, et pour la totalité de la valeur, touchant ensuite deux ou trois fois la valeur de leurs pertes;

Vu que cet abus a lieu surtout parce que les assurances sont contractées par polices secrètes et de confiance, nous ordonnons et mandons qu'à l'avenir si quelqu'un fait assurer

(1) On voit que jusqu'à l'ordonnance de 1552 on suivoit l'usage constaté par le chapitre XII [57] du Consulat de la mer.

de aqui adelante el que assegurare su nauio ó hazienda en poliça ó por confiança que el tal seguro no valga. Y el que de esta manera asseguraro, no esté obligado á pagar el seguro, aunque la hazienda assegurada se prueue que se perdio, sino que el tal seguro sea publico, y de la manera que se ha acostumbrado hazer.

son navire ou ses biens par une police privée ou de confiance le contrat sera nul et de nul effet, et celui qui aura assuré de cette manière ne sera obligé à aucun payement, lors même qu'il sera fait preuve de la perte des biens assurés; au contraire les assurances doivent être publiques et faites de la manière adoptée jusqu'ici (1).

CLXII. *Item*. Porque en el assegurar de los navios ay mayor necessidad de poner remedio: y porque los señores dellos no se descuyden por tener los assegurados, ordenamos y mandamos que el señor que assegurare el nauio, no lo pueda assegurar todo, sino que corra por lo menos la tercia parte del dicho nauio de riesgo. Y si le assegurare enteramente, que el assegurador no esté obligado á pagar mas de por las dos partes. Y el que asseguró pierda la otra tercia parte, que pagó por el dicho seguro: de la qual sea la mitad para el denunciador, y la quarta parte para la cámara, y la otra quarta parte para el juez que lo sentenciare.

CLXII. *Item*. Et attendu que des mesures plus rigoureuses sont nécessaires pour les assurances de navires, afin que les armateurs, après les avoir fait assurer, ne deviennent pas négligens, nous ordonnons et mandons que l'armateur qui veut faire assurer son navire ne le pourra pour la totalité de la valeur, mais que le tiers au moins de cette valeur restera à ses risques.

S'il fait assurer la totalité, l'assureur ne sera tenu de payer que les deux tiers, et l'assuré perdra le tiers de la prime qu'il aura payée pour ladite assurance. De ce tiers la moitié appartiendra au dénonciateur, un quart sera confisqué au profit du trésor et l'autre quart au profit du juge qui aura prononcé la sentence (2).

Cargazones de navios, y los aforamientos.

Chargemens de navires et jaugeage (3).

CLXIII. Otrosi mandamos que en el tiempo que se cargan las dichas mercaderías en las naos, assi en la dicha ciudad de Sevilla, como en otras qualesquier partes de las Indias, se carguen en los lugares de la nao que son permitidos, y no en los prohibidos della. Y que el escriuano aperciba al maestre delante de testigos, que no reciba marineros ni otra cosa al-

CLXIII. De plus, ordonnons que, lors du chargement des marchandises sur les navires, effectué à Séville ou dans une place quelconque des Indes, on les arrimera dans les endroits du navire où cela est permis, et non dans ceux qui sont prohibés.

Et l'écrivain doit sommer le patron, devant témoins, de ne recevoir ni un matelot ni des marchandises de chargement dans un lieu où

(1) On ne peut douter qu'en 1552 les assurances ne fussent très-usitées à Séville; mais il n'y existoit point encore de loi positive, et très-probablement on suivoit les usages de Barcelone, et ceux qui furent publiés à Burgos en 1538, que je ferai connoître ci-après. Mais, précisément parce que ces ordonnances n'avoient à Séville qu'une autorité de jurisprudence, on ne s'y conformoit pas exactement; car elles contenoient des dispositions semblables à celles de notre chapitre, et cependant une loi parut nécessaire pour obliger les commerçans.

(2) Il s'agit dans ce chapitre des assurances de navires. D'après le dernier état de la législation de Barcelone, constaté par le chapitre 1er de l'ordonnance de 1484, tome V, page 524, les nationaux ne pouvoient faire assurerl es navires que pour les sept huitièmes et les étrangers pour les trois quarts; on exige ici qu'un tiers reste toujours aux risques de l'assuré.

(3) J'ai traduit littéralement; la lose marginale porte : *Navires ; comment et où on doit les charger.*

guna para cargar en los lugares vedados. Y si alguna se recibiere, lo assiente en el libro, diziendo en la partida el inconveniente y el lugar donde se cargó.

il lui est interdit d'en recevoir. Et si néanmoins quelque chose est reçu, il en fera mention sur son livre, en constatant la contravention et le lieu où elle a été commise.

CLXIV. *Item*. Que prouean los dichos nuestros oficiales como los tales nauios vayan bien marineados de piloto y marineros, grumetes y pajes, y de lo que fuere necessario al porte del tal nauio. Y lleuen los aparejos conuenientes, assi de velas y cables, como de ancoras, y betun, y estaneo para el agua : y proueydo de las armas, y artilleria, municiones, y gente de guerra necessaria, conforme á las ordenanças (1).

CLXIV. Nosdits officiers doivent examiner si les navires sont suffisamment pourvus d'un pilote et de matelots, mousses et serviteurs, et de tout ce qui est nécessaire pour un navire de la dimension dont il est; s'ils portent les agrès nécessaires, tant en voiles et câbles qu'en ancres, bitume et étoupes contre l'eau, et s'ils ont à bord les armes, l'artillerie, les munitions et hommes de guerre prescrits par les ordonnances.

CLXV. Otrosi prohibimos y defendemos que agora y de aqui adelante ninguna persona preste á los dueños ó maestres que fueren á las dichas nuestras Indias, ni á otras personas en su nombre, ninguno de los pertrechos, armas y artilleria, ni otros aparejos algunos para la tornar á tomar antes del tornauiage : so pena que las personas que lo prestaren lo ayan perdido y pierdan : y sea aplicado y lo aplicamos, la tercia parte para nuestra cámara y fisco, y la otra tercia parte para el juez que lo sentenciare, y la otra tercia parte para el que lo denunciare. Y los marineros que parecieren en las visitas de los dichos nauios, que no sean para yr todo el viage, sean condenados en pena de cien açotes. Y que los maestres que recibieren los dichos marineros, y las cosas de suso declaradas, ó qualquier parte dellas, sean inhabilitados de los dichos oficios de maestres : y que por quatro años no puedan passar, ni passen á las dichas nuestras Indias.

CLXV. De plus, prohibons et défendons à toute personne de prêter à l'avenir aux patrons et armateurs qui font le voyage des Indes, ou à des tiers en leur nom, des munitions, armes et pièces d'artillerie ou tous autres agrès avec l'intention de se les faire restituer avant l'accomplissement du voyage de retour. En cas de contravention, les choses prêtées seront confisquées sur les prêteurs; le tiers de leur valeur sera appliqué à notre trésor du fisc, un second tiers appartiendra au juge qui aura prononcé la sentence, et le tiers restant à celui qui aura dénoncé la contravention.

Les matelots présens à la visite desdits navires, et qui ne se trouvent pas à bord pour faire tout le voyage, seront condamnés à la peine de cent coups de fouet (2).

Les patrons qui auront reçu, pour figurer à la visite, des matelots ou les objets dont il est parlé ci-dessus, ou d'autres objets de même espèce, seront déclarés incapables d'exercer les fonctions de patron, et ne pourront passer à nosdites possessions des Indes pendant l'espace de quatre ans.

(1) On voit au chapitre CCXVII de cette ordonnance qu'un bâtiment du port de cent à cent cinquante tonneaux devoit avoir l'équipage suivant : dix-huit matelots, le patron et le pilote inclusivement, deux artilleurs, huit mousses (*grumetes*) et deux pages. Artillerie : un falcon de bronze de vingt quintaux, avec trente balles; un falconnet de bronze, avec cinquante balles; six grosses pièces de fer, dont les deux tirent du fer, chaque pièce munie de vingt balles de fer et de pierres, etc. Je n'ai pas cru devoir conserver ces détails. Voir les lois de Venise et de Gênes, recueillies tome IV de cette collection.

(2) Voir le chapitre CXLVII ci-dessus, page 66.

Instruciones que deven lleuar los maestres.

CLXXIII. Primeramente, que ningun maestre, ni otra persona no pueda meter en ninguna nao mas ropa de la que huuiere metido al tiempo que fuere visitada, sin nuestra licencia fermada: so pena que lo contrario haziendo, lo aya perdido y pierda: y sea aplicado y por la presente lo aplicamos á la cámara y fisco de su Magestad las tres quartas partes dello, y la otra quarta parte al visitador y denunciador. Y el maestre ó otra persona de la tal nao que lo tal recibiere, pague dos tanto valor de lo que assi recibiere, con mas treinta dias en la carcel sino tuuiere de que pagar y ser priuado del oficio de maestre por cinco años.

CLXXVII. *Item.* Que todos los tratos y conciertos que se hizieren en qualquier manera entre los marineros y passageros dentro de los tales nauios, durante la tal navegacion del tal viage, ayan de passar delante el escrivano y testigos por auto, y los tales testigos firmen con el dicho escrivano.

CLXXVIII. *Item.* Que el maestre no pueda remouer el escriuano por nos nombrado. Y si fallesciere el tal escriuano, con acuerdo de todos nombre otro.

CLXXIX. *Item.* Que si alguno adolesciere en el tal viaje, que el maestre y capitan le hagan hazer testamento al tal enfermo e inuentario de sus bienes por ante el dicho escriuano y testigos. Y si fallesciere a la yda, los vendan en las Indias en publica almoneda, y lo procedido con lo que mas ouiere lo traygan y entre-

Instructions que doivent observer les patrons.

CLXXIII. Premièrement, que ni le patron ni aucune autre personne ne pourra placer à bord d'un navire plus d'effets que ceux qui s'y seront trouvés au moment de la visite, à moins d'une permission signée par nous.

En cas de contravention, les effets seront confisqués : les trois quarts seront appliqués à la chambre du fisc royal, et le dernier quart au visiteur et dénonçant.

Le patron ou autre qui les aura reçus payera la double valeur de ce qu'il aura reçu en surcharge, ou sera emprisonné pendant trente jours s'il n'a pas de quoi payer, et il sera suspendu pendant cinq ans de sa qualité de patron (1).

CLXXVII. Toutes les conventions et stipulations consenties à bord des navires, pendant le voyage, entre des gens de l'équipage et des passagers, seront passées par écrit devant l'écrivain et des témoins, et ces témoins signeront avec l'écrivain (2).

CLXXVIII. *Item.* Le maître ne pourra congédier l'écrivain nommé par nous; et si la charge d'écrivain devient vacante, il y sera pourvu par une délibération de toutes les personnes à bord (3).

CLXXIX. *Item.* Si quelqu'un tombe malade pendant le voyage, le patron et le capitaine lui feront faire son testament et l'inventaire de ses biens devant l'écrivain et des témoins. S'il meurt pendant le voyage d'aller, ils les feront vendre aux Indes, publiquement, à l'encan; et le produit, avec ce qui revient de plus au défunt, sera rapporté et délivré à nous en cet hôtel (de la Contractacion). Si l'accident a lieu

(1) Les lois de Venise et de Gênes, comprises dans le tome IV, contiennent des dispositions très-nombreuses et très-détaillées sur les visites et les excès de charge des navires.

(2) On a reproduit ce texte dans la *Recopilacio dellas Indias,* titre XX, loi VII. Le chapitre CCVIII [253] du Consulat contenoit à cet égard des dispositions qui n'ont pas dû être générales, ou, en tout cas, que l'usage a dû modifier promptement dans le sens de notre chapitre.

(3) Cette disposition, qui est une conséquence nécessaire du chapitre CL ci-dessus, a été reproduite dans la *Recopilacio dellas Indias,* titre XX, loi XIII.

guen á nos en esta casa. Y si á la venida acontesciere lo susodicho, traya ante nos los dichos bienes, y lo que mas le perteneciere de su soldada, ó otra cosa, para que nos lo demos á quien de derecho lo ouiere de auer : so pena que si lo contrario hizieren, que se cobrara de sus bienes lo de tal difunto por nos hecha la diligencia.

pendant le voyage de retour, les susdits effets, et ce qui revient au défunt sur ses gages, seront déposés entre nos mains, pour être délivrés par nous à qui de droit. Faute de se conformer à ces dispositions, le montant de la succession du défunt sera prélevé sur les biens du patron ou du capitaine, à la diligence de nos officiers (1).

Maestres y capitan.

CXCVII. *Item.* Que el capitan y maestre tenga cuydado de recoger la gente que fuere y viniere en las dichas naos, assi marineros como passageros, y no les consientan renegar ni blasfemar, ni jugar cosa de interresse, sino fuere cosa de fruta para passar tiempo : so las penas contenidas en las leyes de estos reynos : las quales seran executadas en los que incurrieren en las dichas cosas : y el denunciador aya la tercia parte de la pena.

Patrons et capitaines.

CXCVII. *Item.* Le capitaine et le patron auront soin de surveiller les personnes qui voyagent à leur bord, tant hommes de l'équipage que passagers, et de ne pas leur permettre de renier ou de blasphémer Dieu, ni de jouer des choses de prix, mais seulement des fruits pour passer le temps; le tout sous les peines énoncées dans les lois de nos royaumes, lesquelles seront appliquées aux personnes qui auront commis le délit, et le dénonciateur en aura le tiers.

CXCVIII. Otrosi, porque los maestres y capitanes de los nauios, despues de auer ygualado en tierra, antes que embarquen, con los passageros, lo que les han de dar por los lleuar los viages en sus naos, yendo por la mar nauegando, fingen necessidad, y alteran el precio e yguales que tienen hecho, y les piden mucho mas y los rescatan :

Y queriendolo proueer, mandamos que agora ni de aqui adelante ningun maestre ni capitan, ni otra persona pueda pedir ni lleuar direte ni indirete á los passageros mas precio, ni otra cosa por los lleuar, de lo que al principio antes que embarquen ouiessen con ellos ygualado y concertado : so pena de aver por el mismo hecho perdido todo lo que el tal passagero y passageros con ellos ouieren concertado de le dar : y lo aplicamos para nuestra cámara y fisco, y la quarta parte dello,

CXCVIII. *Item.* Attendu que les patrons et capitaines, après être convenus avec les passagers à terre, et avant de les avoir embarqués, du prix à payer pour faire le voyage à bord de leurs navires, se trouvant plus tard en haute mer, simulent quelque force majeure pour altérer la convention faite, et leur demandent beaucoup plus d'argent, qu'ils leur extorquent :

Voulant remédier à cela nous ordonnons qu'à présent et à l'avenir aucun patron, capitaine ni autre personne, ne pourra demander ni accepter des passagers ni directement ni indirectement un prix plus élevé que celui dont on est convenu dès le commencement et avant de se rendre à bord, sous peine de perdre de plein droit tout le prix que ledit passager lui devoit conventionnellement.

Ce prix sera appliqué à la chambre de notre fisc, et le quart au dénonçant: bien entendu

(1) On trouvoit quelques dispositions analogues dans les chapitres LXXII et LXXIV [117 et 119] du Consulat de la mer.

para la persona que lo denunciare. Y mandamos que el tal passagero no sea obligado a pagar mas de lo que al principio se huuieren concertado antes que embarquen.

que le voyageur n'aura à payer que ce dont on étoit convenu primitivement (1).

CXCIX. *Item.* Que si por tormenta ó otro tiempo forçoso ouiere necessidad notoria de hazer alguna echazon, por saluacion de la nao, gente y marineros, que en ella vienen, que antes que se haga la dicha echazon, se junten todos los passageros y marineros que en ella vinieren, y todos juntos acuerden si es cosa convenible y necessaria de hazer la dicha echazon; y auiendo acordado que se deue hazer, lo assiente el escriuano de la nao y dé fé del acuerdo, y consentimiento que para esto huvo. Y el dicho escrivano dé fé de todas las cosas que se echaren á la mar, viendolas por vista de ojos, y assentando la calidad y cantidad de cada cosa, y declarando lo que estaua encima de cubierta, y debaxo de cubierta. Y defendemos y mandamos que en el tiempo que se hiziere la dicha echazon, no se eche á la mar artilleria, ni xarcia, ni otra municion alguna de la nao, donde se hiziere la dicha echazon : so pena que lo que assi se echare, se aya por perdido, y que no interuenga en contribucion con la otra mercaderia. Lo qual mandamos que assi se haga y cumpla.

CXCIX. *Item.* Si, pour cause de tempête ou de gros temps, on est dans la nécessité notoire de recourir au jet pour sauver le navire et les hommes qui se trouvent à bord, tous les passagers et les gens de l'équipage doivent se réunir, et, ainsi réunis, examiner s'il est convenable et nécessaire de faire le jet : cette nécessité étant reconnue, l'écrivain en dressera procès-verbal, et attestera le consentement intervenu.

Ledit écrivain attestera en outre toutes les choses jetées à la mer, après les avoir vues de ses yeux, en spécifiant la qualité et la quantité de chaque chose, et en indiquant si elle étoit dessus ou dessous le pont.

Nous défendons expressément qu'on jette à la mer, en aucun cas, l'artillerie, les agrès ou autres approvisionnemens du bâtiment, sous peine que les objets ainsi jetés seront tenus pour perdus, et ne pourront entrer en contribution avec les marchandises. Nous ordonnons qu'il en sera ainsi (2).

CC. *Item.* Porque somos informados que quando alguna nao se pierde con temporal, ó por hazer agua, ó dar al traues, ó quando es robada de cossarios, ay muy grandes perplexidades, por que no se sabe lo que en ella venia de passageros, oro, y plata, y perlas, y otras cosas: y los dueños de la hazienda della, aun que tengan accion para cobrarla de los robadores, ó de otras personas, les falta la prouança

CC. *Item.* Nous avons été instruits que, lorsqu'un bâtiment se perd par tempête, bris, échouement ou prise de corsaires, on se trouve dans un grand embarras faute de savoir ce qu'il y avoit à bord d'or, argent, perles et autres choses; et que les propriétaires, lorsqu'ils peuvent recouvrer ces choses sur les corsaires ou autres personnes, manquent de preuves à cet égard :

(1) Ce chapitre suppose des règles sur les affrétemens qu'on ne trouve point dans l'ordonnance de 1552, mais pour lesquelles il est évident qu'on se référoit aux *Partidas;* voir ci-dessus, page 36.

(2) Tous ces principes viennent des *Partidas,* v, titre IX, et du Consulat de la mer, dont il seroit trop long de citer les chapitres.

de lo que alli les venia: y assimismo padecen el mismo trabajo los que han assegurado sus haziendas que hasta tornar á embiar á las Indias, por un traslado del registro se ha de esperar: lo qual es gran dilacion y daño de las partes: ordenamos y mandamos que qualquier nauio que partiere de las dichas Indias trayga dos registros, el suyo propio, y el traslado autorizado de otro registro de otro nauio, y lo trayga á buen recaudo, hasta entregarlo á los oficiales de Sevilla: so pena que el maestre que no lo traxere, incurra en pena de sesenta ducados, y sea priuado vigacio por dos años.

Le même inconvénient a lieu pour les assurés, qui sont obligés d'attendre jusqu'à ce qu'on ait envoyé des Indes un extrait des inventaires, ce qui cause des retards et pertes considérables:

Nous ordonnons en conséquence que tout bâtiment, en partant des Indes, emportera deux inventaires, le sien propre et la copie vidimée de l'inventaire d'un autre bâtiment, et les conservera avec soin pour les délivrer aux officiers de Séville; le patron qui négligera de le faire payera une amende de soixante ducats et sera interdit de la navigation pendant deux ans (1).

Naos de buelta.

CCI. Porque somos informados que quando algunos nauios dan al traues con tormenta, ó de otra manera se pierden en la nauegacion de las Indias, lo que se salua de los dichos nauios, en los puertos ó partes donde aporta, y en el cobro y beneficiar dello, y en el dar auiso á las partes á quien podria tocar, no ay el recaudo que convernia:

Ordenamos y mandamos que quando por alguna causa de las sobredichas, en alguna parte ó puerto de las Indias, algun nauio diere al traues, ó se abriere, ó perdiere: mas cercana de la tal parte, ó puerto, juntamente con un oficial nuestro, si alli los ouiere, y sino con un regidor si le huuiere, con toda breuedad procuren de saluar y poner en cobro todo el oro, y plata, perlas, y piedras, ó otros qualesquier bienes, artilleria, y mercaderias del dicho navio: lo qual luego se deposite en persona ó personas legas, llanas y abonadas que lo tengan de manifiesto, y los beneficien á costa de los mismos bienes. En los quales dichos bienes, luego que fueren tomados, se haga gran diligencia, sobre

Bâtimens en retour.

CCI. Etant informés que lorsque des bâtimens se perdent pendant une tempête, par échouement ou d'autre manière, pendant le voyage des Indes, on n'agit pas avec l'attention nécessaire dans les ports et les localités respectives, par rapport aux biens sauvés et aux avis à donner aux intéressés:

Nous ordonnons et mandons que lorsque, pour une des causes susdites, un bâtiment, dans les ports et localités des Indes, échouera, se brisera ou se perdra, le juge le plus proche, assisté d'un de nos officiers, s'il y en a, et à défaut d'un régidor, fera recueillir et mettre en sûreté, dans le plus bref délai, l'or, argent, perles, pierreries, et tous les autres biens, artillerie et marchandises dudit navire, pour les déposer incontinent entre les mains de personnes qui ne jouissent d'aucun privilége, et qui possèdent des biens suffisans; ces personnes reconnoîtront avoir reçu lesdits objets et y prélèveront leur salaire.

Aussitôt que ces objets auront été recueillis, on fera la plus grande diligence pour vérifier les marques et chiffres qui s'y trouvent,

(1) Ces règles sont maintenant générales dans les législations maritimes; elles n'existoient pas dans le Consulat et les règlemens de Barcelone.

averiguar las marcas y señales que tenian, para que se sepa cuyos eran, y se assienten todas por memoria. Y en caso que las dichas marchas y señales esten quitadas, por informacion, ó por otros indicios de testigos, hagan toda la mas aueriguacion que sea possible. Y assimismo se pongan por memoria, y todo lo que assi se aueriguare con la memoria de los bienes que son, se embie un traslado á la parte ó puerto de donde salio el dicho nauio, y otro á la parte ó puerto adonde yua consignado y otro al prior y consules de Seuilla. Y los dichos bienes los que sin dañar, se pudieren estar en pie, y como se tomaron, no se vendan. Y los que no se pudieren buenamente conseruar, se vendan en publica almoneda, presente la dicha justicia, y oficial, o regidor: y lo procedido dello se junte con los otros bienes. Y si hechas las dichas diligencias, no parociere dueño, con recaudos suficientes se embien los dichos bienes á la casa de la Contratacion de Sevilla, como de bienes de difuntos.

afin d'en reconnoître le propriétaire, et on en dressera un inventaire. Dans le cas où les marques et les chiffres auront disparu, on prendra tous les soins possibles par des recherches et des informations de témoins, de quoi on dressera également procès-verbal.

Une copie de tous ces procès-verbaux, ensemble l'inventaire des biens recueillis, seront transmis au port ou à la localité de sa destination, et un troisième aux prieur et consuls de Séville.

Ceux desdits objets qui pourront être conservés en l'état où on les aura trouvés ne seront pas vendus, mais ceux qui ne pourront pas être conservés seront vendus publiquement, en présence desdits juge et officiers ou régidor, et l'argent provenant de la vente sera déposé avec les autres objets.

Si malgré toutes les diligences faites il ne se présente aucun propriétaire, les objets seront envoyés avec les soins convenables à l'hôtel de la Contractacion de Séville comme des biens de personnes décédées (1).

CCXIV. Otrosi, en la dicha visitacion reciban juramento del maestre, y marineros, si se ha muerto alguna persona en el viage, assi en la yda, como en la venida, en aquel nauio: y que declaren la razon que traen, de los bienes del tal difunto, y si hizo testamento ó no: y los bienes que traxeren los entreguen luego aquel dia: so pena que los pague el maestre con el doblo para la nuestra camara. Y si hallaven que ay algo encubierto, procedan contra el maestre o otra persona que en ello fuere culpado, como contra persona que hurta y encubre la hazienda agena. Y lo que en esto se declarare y huuiere, se assiente en el libro de los difuntos. Y assi mismo se reciba juramento del maestre y marineros, si saben que se llevò algun

CCXIV. *Item.* Ordonnons qu'à ladite visite ils (*les officiers de la contractacion*) recevront du patron et des hommes de l'équipage la déclaration faite sous serment si quelqu'un est mort à bord pendant le voyage d'aller ou de retour. On rendra compte des biens du défunt qu'on apporte, et on déclarera s'il a fait un testament ou non. Les biens apportés seront délivrés le jour même sans aucun délai; et en cas de contravention, le patron sera tenu de leur valeur et du double au profit du fisc. Si nos officiers trouvent que quelque chose a été détourné, ils procéderont contre le patron ou toute autre personne inculpée comme contre des voleurs et détenteurs de biens d'autrui. Le procès-verbal de ces déclarations sera transcrit sur le registre des décès.

Semblablement on recevra des patrons et hommes de l'équipage la déclaration confirmée par serment, s'il est à leur connois-

(1) On a vu dans tous les documens contenus aux précédens volumes que les législateurs s'étoient occupés des secours à donner dans les cas de naufrage. Au XVIe siècle, les souverains s'accordoient tous à protéger les naufragés.

esclauo sin licencia nuestra : o fue algun passagero en el nauio sin licencia de los dichos oficiales.

sance que des esclaves ont été pris sans notre permission, ou si l'on a pris des passagers à bord sans l'autorisation de nosdits officiers.

EXTRAIT DE L'ORDONNANCE DE LA *CONTRATACION* DE SÉVILLE DE 1556 (1).

CAP. XXVII. *Del assegurar lo que se embiare á Indias.*

Otrosi, por quanto vna de las cosas mas necessarias para el trato de la mercaduria, y para la conservacion della, es la antigua costumbre, que en todos cabos se guarda, de assegurarse unos mercaderes á otros, las mercaderias que cargan, y los navios, en que las llevan, lo qual si cessasse, diminuirian mucho los tratos, porque no aviendo asseguradores no avria quien osasse cargar, y osasse aventurar á perder todo lo que cargasse. Y por esto conviene que aya muchos asseguradores, que asseguren á otros lo que cargaren. Y que entre los cargadores, y asseguradores aya mucha verdad, y llaneza, y que no cesse de aver los dichos asseguradores, como de presente ha començado á cessar. Y que los assegurados estèn verdaderamente seguros, y que los asseguradores no reci-

CHAPITRE XXVII. *Des assurances sur les marchandises envoyées aux Indes* (2).

Une des choses les plus essentielles pour les affaires de commerce et pour la conservation des marchandises étant l'ancienne habitude, partout observée, en vertu de laquelle les négocians s'assurent réciproquement les marchandises mises à bord, et les bâtimens sur lesquels elles sont chargées; et vu que si cette habitude cessoit le commerce s'affaibliroit, puisque sans assurances personne n'oseroit plus charger sur des navires, ni s'exposer à perdre tout ce qu'on a chargé :

Par ces motifs, il est utile qu'il y ait beaucoup de personnes qui assurent aux autres ce qu'elles chargent, et qu'il y ait entre ces chargeurs et ces assureurs franchise et bonne foi, afin qu'on ne manque pas d'assureurs, ce qui commence d'avoir lieu.

D'un côté, il faut que les assurés aient une pleine sûreté, et de l'autre, que des manœuvres frauduleuses ne forcent pas les assu-

(1) Cette ordonnance, telle qu'on la trouve dans les éditions officielles, et notamment dans celle de 1683 dont je suis le texte, contient un très-long préambule, qui reproduit les cédules royales de 1539 et 1543, dont j'ai parlé page 6, ainsi que l'exposé des prieur et consuls et du commissaire du roi, pour en obtenir la confirmation. Je n'ai pas cru devoir transcrire cette partie, qui n'apprend rien de nouveau. L'ordonnance, au total, est composée de soixante chapitres, suivis de plusieurs formules de polices d'assurances. Les vingt-six premiers chapitres concernent l'élection des prieur et consuls, l'organisation du tribunal et la forme de procéder. Ils n'offrent aucun intérêt pour la législation maritime, et sont beaucoup moins développés que le règlement consulaire de Valence (t. V, pag. 374 et suiv.), qui en a fourni le modèle. Je ne commencerai donc qu'au chapitre XXVII, le premier dans lequel l'ordonnance s'occupe de droit maritime.

(2) Ce chapitre est simplement un exposé des motifs par lesquels on s'est décidé à rédiger une ordonnance sur l'objet des assurances beaucoup plus étendue que ce qui étoit dit à ce sujet dans les chapitres CLXI et CLXII de celle de 1552. On voit que jusqu'alors il n'y avoit pas, à proprement parler, de lois sur un objet si important pour le commerce maritime; mais, d'un autre côté, comme il est attesté que les assurances étoient en usage avant 1552, que ni le droit romain, ni les *Partidas,* ni les Rôles d'Oléron, ni aucune coutume écrite des ports d'Espagne sur l'Océan (au moins jusqu'à l'ordonnance de Burgos de 1538), n'offroient de règles sur cette matière, on doit en conclure qu'on se conformoit à des usages traditionnels, empruntés des ordonnances de Barcelone et de Burgos, et modifiés suivant le besoin et la nature du commerce. Cette déclaration n'a point été reproduite dans la *Recopilacio dellas Indias.*

van engaño en pagar lo que no devrian pagar, por los engaños que se suelen hazer, y en el viaje de las Indias lo suelen aver muy mayores, por ser navegacion mas apartada destos reynos. Y por evitar en alguna manera parte destos dichos negocios, y por dar ocasion á que aya personas que asseguren á otros las haziendas que cargaren, para que el trato y comercio se estienda mas, de hazer las ordenanzas siguientes :

reurs de payer ce qu'ils ne doivent pas, manœuvres qui ont lieu principalement dans la navigation aux Indes, où l'on s'éloigne beaucoup du continent.

Pour prévenir ces abus, et pour provoquer les assurances dans l'intérêt du commerce, nous proposons les règlemens suivans :

CAPIT. XXVIII. *De lo mismo.*

Que todas las personas que firmaren riesgo de ida ó venida de Indias, que pusieren en el renglon que firman por fulano, ó por comission, ó por comissiones : que primero que firmen ninguna poliça, muestren los poderes que tuvieren ante el prior y consules : los quales los examinen si son bastantes; y siendolo, le den licencia que firme por ellos; y no lo siendo, que no pueda firmar el que tuviere los dichos poderes por nadie, sin estar aprovado por el dicho prior y consules, so pena que cada vez que firmare, tenga veinte mil maravedis de pena, la mitad para la camara, y la mitad para costas del consulado. Y si los poderes fueren bastantes, y dieren la dicha licencia, que dé un traslado de todos ellos ante un escrivano de la casa.

CHAPITRE XXVIII. *Même objet.*

Toutes les personnes qui souscrivent des assurances d'aller ou de venir des Indes, et qui ne signent pas en leur propre nom, mais pour une ou plusieurs autres personnes, doivent, avant d'apposer leurs signatures, présenter leurs pouvoirs devant le prieur et les consuls, qui examineront s'ils sont suffisans, et qui, dans ce cas, accorderont l'autorisation de signer : ceux qui n'auront pas fait cette justification, et à qui les prieur et consuls n'auront pas accordé l'autorisation susdite, ne pourront apposer aucune signature en vertu de ces pouvoirs, sous peine d'une amende de vingt mille maravedis pour chaque contravention, dont la moitié sera appliquée au trésor, et la moitié à la caisse du consulat.

Si les pouvoirs sont suffisans, et si l'autorisation est accordée, une copie des pièces restera entre les mains d'un écrivain de l'hôtel (1).

CAPIT. XXIX. *De las poliças de seguros.*

Que por quanto muchas poliças de seguros se pierden, de lo qual las partes reciven daño por no aver registros : Ordenamos que de aqui adelante los corredores que hizieren las tales poliças, las hagan conforme á las ordenanças, y tengan libro en que assiente la poliça que hizieren

CHAPITRE XXIX. *Des polices d'assurance.*

Attendu que souvent des polices sont adirées au détriment des parties, parce qu'il n'y a pas de registres, nous ordonnons qu'à l'avenir les courtiers qui font souscrire les polices soient tenus de les rédiger conformément aux ordonnances, et d'avoir un livre sur lequel ils transcriront les polices, du commencement jusqu'à la fin, avec le jour, le mois et l'an de

(1) On ne trouve point de traces de ces formalités dans les ordonnances de Barcelone de 1435 et années suivantes. Ce chapitre forme le 1er du titre XXXIX du livre IX de la *Recopilacio dellas Indias*.

dende el principio hasta el fin de ella, con el dia, y mes, y año en que se firmare cada firma, y quien la firmó, y que cantidad, y que precio, so pena que el que lo contrario hiziere, pague de pena veinte mil maravedis, la tercia parte para la camara de su magestad, y tercia para gastos de el consulado, y tercia para el denunciador; y quede privado de su oficio: esto de mas de el interesse de la parte.

chaque signature, le nom de chaque assureur, la quantité de choses assurées et le montant de l'assurance, sous peine d'une amende de vingt mille maravedis en cas de contravention, dont le tiers sera applicable au trésor de sa majesté, le tiers aux frais du consulat et le tiers au dénonciateur. Le courtier sera de plus privé de sa charge; le tout sans préjudice des dommages-intérêts dus aux parties (1).

CAPIT. XXX. *De lo mismo.*

Y porque muchos asseguradores se mueren, ó se van, ó ausentan, y para cobrarse los daños, y averias, que ay en las poliças que han firmado, es menester reconocer las firmas: Ordenamos que de aqui adelante estando la poliça firmada del corredor que la hizo, y dando en ella fee como la vido firmar á las personas en ella contenidas, y estando escrita en su libro, sea visto las tales firmas reconocidas, para poder se executar, ó embargar los que las firmaren, como si estuviessen reconocidas por ellos; y assi sirvan para los muertos, y ausentes, solamente para el dicho efecto de execucion, ó embargo, sin que por esto quede reconocida para el negocio principal.

CHAPITRE XXX. *Même objet.*

Attendu que souvent les assureurs meurent, s'éloignent ou s'absentent, et que pour le payement des dommages et avaries dus en vertu des polices qu'ils ont souscrites, il est nécessaire de vérifier leurs signatures, nous ordonnons qu'à l'avenir, la police ayant été signée par le courtier qui l'aura fait souscrire avec la mention faite par lui qu'il a vu signer les personnes désignées, et transcrite par lui sur son livre, lesdites signatures seront regardées comme vérifiées pour demander l'exécution et la saisie, comme si les signataires eux-mêmes les avoient reconnues.

Ces dispositions auront le même effet par rapport aux décédés et aux absens; mais cet effet se bornera à l'exécution et saisie, et la reconnoissance ne sera pas réputée parfaite pour l'affaire principale (2).

CAPIT. XXXI. *Del firmar los riesgos.*

Que ningun corredor puede firmar riesgos por si, ni por otra persona, so pena de perdimiento de su oficio. Y que ninguna persona pueda firmar riesgos por ningun corredor, so pena de treinta mil maravedis cada vez que los firmare, tercia parte para la camara de su magestad, tercia para los gastos del consulado, tercia parte para el denunciador.

CHAPITRE XXXI. *Souscription des risques.*

Aucun courtier ne pourra se charger de risques pour lui-même ni pour autre personne sous peine de perdre sa charge, et nul ne pourra souscrire des risques pour le compte d'un courtier, sous peine d'une amende de trente mille maravedis par chaque contravention, dont un tiers applicable au trésor de sa majesté, le tiers pour les frais du consulat et le tiers pour le dénonciateur (3).

(1) Ces formalités, qui sont aujourd'hui de droit commun, n'étoient pas prescrites d'une manière formelle par les ordonnances de Barcelone. Ce chapitre forme le second du titre XXXIX de la *Recopilacio.*

(2) Ces règles se trouvent implicitement dans les chapitres VII et suivans de l'ordonnance de Barcelone de 1484. Ce chapitre forme le troisième du titre XXXIX de la *Recopilacio.*

(3) Le chapitre XX de l'ordonnance de Barcelone de 1435 contient une semblable disposition. Ce chapitre est le quatrième du titre XXXIX de la *Recopilacio.*

CHAPITRE XXXII. *Del assegurar las naos.*

Que ninguna persona puede assegurar de ida, ni de venida á las Indias sobre los fletes ni artillerias, ni aparejos de ninguna nao, so pena que el seguro de lo que sobre ello se hiziere sea ninguno, y que el assegurador no sea obligado á pagarlo, aunque se pierda, aora sea en poliça, aora en confiança. Pero permitese, que se puede assegurar las dos tercias partes de qualquiera nao, ó navio, y caxco del solamente, conforme á la ordenança de ida á las Indias, lo que verdaderamente valiere, y no mas. Y este seguro se haga en poliça aparte, y no juntamente con mercadurias. Y si de venida se quisieren assegurar, puedan assegurar lo que tuvieren de licencia del dicho prior y consules. Y si algun maestre, ó señor de navio tomare dineros á cambio, ó hiziere escritura de deudo que deva, que el acreedor corra el riesgo sobre el tal caxco, y aparejos, y fletes, que tanto menos se assegure el maestre, ó señor del navio, de el valor de el caxco.

CAPIT. XXXIII. *Del dicho seguro de las naos.*

Otrosi, por quanto quando algun seguro se haze, despues de perdida de alguna nao, siempre se tiene por cierto, que el que se asseguró, sabia la perdida quando se hizo assegurar: Porende ordenamos, que si algunos se asseguraren despues de la perdida de la nao, ó naos, ó la perdida huviera sido en lugar que á legua por hora por tierra lo pudiera saber el assegurado, que en tal caso, que el seguro sea ninguno, y los asseguradores no sean obligados á pagar la perdida, sola-

CHAPITRE XXXII. *Des assurances sur les navires.*

Personne ne pourra assurer pour voyage ou retour des Indes, les frets, les agrès et l'artillerie d'aucun navire, sous peine de nullité de l'assurance et de l'obligation de l'assureur, même lorsque le navire sera perdu, et cela aura également lieu si l'assurance a été faite par police [secrète] ou de confiance; mais il est permis de faire assurer les deux tiers de tout bâtiment ou navire, quant à la coque seulement, conformément à l'ordonnance, et pour les voyages d'aller aux Indes, pourvu que ce soit à leur véritable prix et pas plus.

Cette assurance sera faite au moyen d'une police particulière, et non pas ensemble avec des marchandises. Si l'on veut se faire assurer pour les voyages de retour, on pourra le faire pour la somme fixée par le prieur et les consuls.

Lorsqu'un patron ou l'armateur emprunte de l'argent par lettres de change, ou souscrit des billets au payement desquels le corps du navire est affecté, ainsi que les agrès et les frets, le patron ou armateur doit en déduire le montant sur l'évaluation du navire qu'il fait assurer (1).

CHAPITRE XXXIII. *Des assurances sur les navires.*

Attendu que lorsqu'une assurance a été consentie après la perte d'un navire, on regarde toujours comme constant que l'assuré avoit connoissance du désastre au moment du contrat, nous ordonnons qu'en cas d'une assurance obtenue après la perte d'un ou de plusieurs bâtimens, si cette perte a eu lieu dans une localité d'où l'assuré pouvoit en être averti par terre dans autant d'heures qu'il y a de lieues à parcourir, en ce cas l'assurance sera nulle; les assureurs ne seront tenus de payer aucun dommage, et ils restitueront seulement la prime perçue, déduction faite d'un demi pour cent. Et lorsqu'ils ont consenti

(1) Voir les chapitres I et III de l'ordonnance de Barcelone de 1484, et le chapitre CLXII de celle de Séville de 1552. Ce chapitre est le cinquième du titre XXXIX de la *Recopilacio*.

mente buelvan el premio, que recibieren; deteniendo el medio por ciento. Y si el seguro fuere en qualquier, que no sean obligados á correr lo en otra nao.

de couvrir les risques d'un navire quelconque, ils ne seront plus tenus des risques survenus à bord d'un autre navire (1).

Capit. XXXIV. *De las naos que se perdieren.*

Que quando alguna nao de ida ó de venida á Indias, no se supiere della despues de partida del puerto de donde saliere, y tomó carga, en un año y medio dende el dia que se partio, que esta nao sea tenida, y tengan por perdida, y se pueda cobrar el riesgo de ella, haziendo dexacion en los asseguradores, y dando los recaudos necessarios.

Chapitre XXXIV. *Des bâtimens qui se perdent.*

Lorsqu'un bâtiment allant aux Indes ou en revenant n'a pas donné de ses nouvelles pendant un an et demi depuis le jour de la sortie du port, il sera réputé perdu, et on pourra exiger le payement de l'assurance, en le déclarant aux assureurs, et en donnant les cautions nécessaires (2).

Capit. XXXV. *De la tassa de la mercaderiá que se assegurare.*

Que quando alguna mercaduria de ida ó venida se assegurare, tassandola por pacto expresso en algun precio señalado, se entienda entrar en aquel precio el coste principal, y el seguro, y todas las costas.

Chapitre XXXV. *De l'estimation des marchandises.*

Lorsqu'une marchandise est assurée pour un voyage d'aller ou de retour, au moyen d'une estimation à un prix déterminé, on comprend dans ce prix la valeur principale, l'assurance et tous les frais (3).

Capit. XXXVI. *De el echazon de mercaderias á la mar, ó otre riesgo.*

Que quando algun riesgo huvieren sobre qualquier cosa que se aya echado á la mar por beneficio de todos, ó si se descargare de la nao para poder passar algunos baxos deste rio, ó de otra qualquier parte, y en esto huviere algun riesgo, sea, y se entienda, que es haberia gruessa, y que lo an de pagar la nao, y el flete, y das las mercaderias que lleva dentro : con tanto, que no aya sido la ocasion forçosa, y no tenga en ello culpa el maestre.

Chapitre XXXVI. *Du jet et autres avaries.*

Lorsqu'il y a des pertes à cause de marchandises jetées à la mer dans l'intérêt de la cargaison, ou si l'on décharge des marchandises pour passer sur les bas-fonds dans le Guadalquivir ou dans d'autres localités, et qu'il en résulte des pertes, elles seront réputées grosses avaries, de sorte que la coque, le fret et toutes les marchandises à bord y contribueront, excepté lorsqu'il y aura force majeure ou faute du capitaine (4).

(1) Cette règle étoit établie par le chapitre XVIII de l'ordonnance de Barcelone de 1484. Ce chapitre est le septième du titre XXXIX de la *Recopilacio*.

(2) Disposition conforme au chapitre XV de l'ordonnance de Barcelone de 1435, sauf la différence des délais. Ce chapitre est le huitième du titre XXXIX de la *Recopilacio*.

(3) Conforme au chapitre Ier de l'ordonnance de Barcelone de 1484. Ce chapitre est le neuvième du titre XXXIX de la *Recopilacio*.

(4) Ces règles de droit commun étoient déjà écrites dans le *Fuero real* et les *Partidas;* voir pages 15 et 50 ci-dessus. On les trouve aussi dans le chapitre CXCI de l'ordonnance de 1552. Ce chapitre est le dixième du titre XXXIX de la *Recopilacio*.

CAPIT. XXXVII. *De la paga del seguro.*

Que qualquiera persona, que por si ó por otra persona se assegurare de ida ó de venida á Indias, sea obligado da pagar el premio de el tal seguro dentro de tres meses despues que se firmare de contado, ó en blanco, sin que se le pida, y sino le pagare dentro de los tres meses, como dicho es, si algun riesgo huviere despues, el assegurador no sea obligado á pagarlo, y en los dichos tres meses, y despues el dicho assegurador pueda pedir el premio al assegurado, y sea obligado á luego pagarselo.

CHAPITRE XXXVII. *Du payement de la prime.*

Toute personne qui se sera fait consentir une assurance pour un voyage d'aller aux Indes ou de retour, pour son propre compte ou pour celui d'une autre, sera tenue de payer la prime de l'assurance dans les trois mois de la signature, en compte ou en monnaie, sans qu'on le lui demande; et si le payement n'est pas effectué dans les trois mois susdits, l'assureur ne sera pas tenu des dommages arrivés depuis; et pendant les trois mois, et après, l'assureur pourra exiger le payement de la prime vis-à-vis de l'assuré, qui devra l'exécuter sur-le-champ (1).

CAPIT. XXXVIII. *Del que no cargare lo que assegurare.*

Y si alguna persona se huviere assegurado de aqui á las Indias, y por alguna causa no cargasse la cargazon, y parte de ella en la nao que estuviere assegurado, que para que le restituyan lo que huviere dado del premio del seguro, sea obligado á pedirlo, y hazerlo saber al assegurador, ó asseguradores, quinze dias despues de salida la nao de Sanlucar. Y si assi no lo hiziere, despues no lo pueda pedir, y pierda el premio que huviere dado.

CHAPITRE XXXVIII. *Du cas où on ne charge pas ce que l'on a fait assurer.*

Si quelqu'un, s'étant fait assurer d'ici aux Indes, n'effectue pas, par une raison quelconque, le chargement en totalité ou en partie à bord du bâtiment assuré, il sera tenu d'en donner avis aux assureurs dans les quinze jours de la sortie du bâtiment de San-Lucar, et de demander en même temps la restitution de la prime; faute de cela il ne pourra plus l'exiger plus tard, et il perdra tous ses droits sur la prime qu'il aura payée (2).

CAPIT. XXXIX. *De la paga del seguro que se deshiziere.*

Que en qualquier manera que se deshaga qualquier poliça de ida ó venida á Indias, por no correr el riesgo, el assegurado pague medio por ciento al assegurador de todo lo que se deshiziere.

CHAPITRE XXXIX. *De la résolution du contrat.*

Dans tous les cas où un contrat d'assurance pour un voyage aux Indes ou de retour sera résolu parce qu'on n'aura couru aucun risque, l'assuré payera à l'assureur un demi pour cent du montant du contrat (3).

(1) Le chapitre XV de l'ordonnance de Barcelone de 1484 exigeoit le payement comptant au moment de la signature. Ce chapitre est le onzième de la *Recopilacio.*

(2) On trouve ici le principe du ristourne admis généralement, mais il est assujetti à des conditions spéciales. Ce chapitre est le douzième du titre XXXIX de la *Recopilacio.*

(3) Ce principe, qui est toujours en vigueur, ne se trouve point dans les ordonnances de Barcelone. Ce chapitre est le treizième du titre XXXIX de la *Recopilacio.*

Capit. XL. *Desde donde corre el seguro.*

Que todo lo que se cargare en este rio de Guadalquivir, para Sanlucar de Barrameda, y alli, sea, y se entienda que se carga en esta ciudad de Sevilla, aunque la poliça no lo declare. Y lo que fuere en barcos, para llevarlo á las naos, assimismo lo han de correr los asseguradores, aunque en la poliça no lo diga.

Chapitre XL. *Quand le risque commence à courir.*

Lorsqu'il est dit dans l'assurance que les marchandises seront chargées dans le Guadalquivir pour être expédiées par San-Lucar de Barrameda, ou qu'elles seront chargées dans ce port même, il est entendu que la cargaison sera effectuée ici à Séville, même lorsque la police ne l'exprime pas. Les assureurs courront également le risque de ce qui sera chargé sur les barques pour être transporté à bord du navire, même lorsque la police ne l'exprime pas (1).

Capit. XLI. *De las poliças deseguro á la ida.*

Que todas las poliças que se hizieren de ida á las Indias, si se assegurare mas suma de lo que vale la cargazon, los asseguradores postreros vayan fuera: no ganando ni perdiendo, sino su medio por ciento del deshazerse. Y los demas asseguradores corran la carga con todos sueldos á libra, y entiendese ser los postreros asseguradores, los postreros firmados en la poliça, aunque aya otros aquel mismo dia.

Chapitre XLI. *Des polices pour un voyage d'aller.*

Lorsque, dans une police pour un voyage d'aller aux Indes, on a assuré plus que la valeur de la cargaison, les derniers assureurs se retireront sans perte et sans gain, excepté leur demi pour cent. Les autres assureurs courront les risques en totalité au sou la livre, et l'on entend par derniers assureurs, les derniers qui ont souscrit la police, lors même qu'il y en a d'autres du même jour (2).

Capit. XLII. *De la persona que se ha de tomar por parte, para lo que se cargare.*

Y entiendese que en todas las mercaderias, oro, y plata, y otras cosas que se registran en el registro del rey, á la ida en la ciudad de Sevilla, y en otras partes donde se cargaren las naos, y á la venida, en qualquiera parte de las Indias donde se hiziere el registro, sea avido por parte la persona á quien vinieren consignadas las tales mercaderias, oro, ó plata, ó el que lo cargare en el registro, cobrar la perdida, y averia que huviera, y hazer la dexacion con la persona que asseguró, no embar-

Chapitre XLII. *Qui sera réputé chargeur.*

Pour toutes les marchandises, or, argent et autres choses qu'on porte sur le registre du roi, au voyage d'aller à Séville et dans d'autres lieux où l'on charge les navires, et au retour dans la localité des Indes où le registre est tenu, la personne à laquelle ces marchandises, or et argent, sont consignées, ou qui est inscrite sur le registre comme chargeur, sera réputée avoir la qualité requise pour recevoir les sommes assurées, le payement des avaries, et pour faire le délaissement à l'assureur; nonobstant que ces marchandises n'appartiennent pas à cette personne à qui elles ont été consignées. Ceci doit s'entendre sans pré-

(1) Ce chapitre est le quatorzième du titre XXXIX de la *Recopilacio*.

(2) Les ordonnances de Barcelone contenoient quelques règles un peu di érentes. Ce chapitre est le quinzième du titre XXXIX de la *Recopilacio*.

gante que las tales mercaderias no sean de la persona á quien vinieren consignadas. Esto se ha de entender, y entiende sin perjuizio, conforme á la ordenança cincuenta y cinco, so la pena della.

judice de ce qui est déterminé au chapitre LV de la présente ordonnance, sous la peine y fixée (1).

CAPIT. XLIII. *De las poliças que se hizieren de seguro de venida de Indias.*

Que todas las poliças que se hizieren de venida de qualquier parte de Indias á estos reynos, assi sobre mercaderias, como sobre oro, ó plata, assi en qualquier nao, como en nao nombrada, sea, y se entienda que han de estar corridas dentro de dos años, desde el dia que se firmare; y sino fueren corridas lo que assi se aseguró, ó quedare alguna parte dello por correr, que la poliça sea en si ninguna, y quede deshecha para lo que faltare por correr el riesgo, sino fuere de acuerdo de ambas partes. Y de lo que se deshiziere, los asseguradores buelvan el precio de lo que recibieren, tomando el medio por ciento.

CHAPITRE XLIII. *Des polices souscrites à l'occasion de voyages de retour des Indes.*

Toutes les polices souscrites pour les voyages de retour des Indes, à un lieu quelconque de nos royaumes, tant pour des marchandises que pour de l'or ou de l'argent, tant avec la clause, à bord d'un navire quelconque, qu'avec celle, à bord d'un navire désigné, seront valables pendant deux ans, à compter du jour de la signature. Si dans ce délai les risques ainsi assurés n'ont pas été courus en totalité ou en partie, la police sera nulle, et le contrat résolu pour le risque non couru, sauf convention des deux parties. Pour la partie annulée, les assureurs restitueront le prix perçu, en retenant un demi pour cent (1).

CAPIT. XLIV. *De la perdida ó averia que huviere en lo assegurado.*

Que si alguna perdida ó averia huviere en lo assegurado de ida ó venida á Indias, que el cargador, ó dueño della sea obligado á notificar los asseguradores, que ay la tal perdida ó averia dentro de dos años de la firma, y que sino lo notificaren, que despues no le pueda pedir en ninguna manera. Y que si notificaren que ay perdida ó averia, tengan otros dos años de tiempo para traer los recaudos para cobrar la dicha perdida ó averia. Y si dentro de quatro años despues de la firma de la poliça, no pidieren la dicha perdida y ave-

CHAPITRE XLIV. *De la perte ou des avaries essuyées par la chose assurée.*

Si la chose assurée a éprouvé des pertes ou des avaries dans le voyage d'aller aux Indes ou de retour, le chargeur ou propriétaire sera tenu d'avertir les assureurs, de la perte ou de l'avarie, dans les deux ans de la souscription de la police, faute de quoi il ne pourra plus rien demander en aucune façon.

Après la signification de l'avis qu'il y a perte ou avarie, on aura deux autres années pour fournir les documens nécessaires à l'effet d'exiger le payement de la perte ou avarie. Si dans les quatre ans, depuis la souscription de la police, on n'a pas exigé le payement de la perte ou avarie, avec les preuves à l'appui,

(1) Ce chapitre est le seizième du titre XXXIX de la *Recopilacio.*

(2) On trouve ici le principe actuellement suivi de pouvoir assurer des objets sur un navire non désigné; mais on appose à cette faculté des conditions qui en préviennent l'abus. Ce chapitre est le dix-septième du titre XXXIX de la *Recopilacio.*

ria, y truxeren los recaudos, que despues no la puedan pedir, ni cobrar, y los asseguradores queden libres.

on ne pourra plus rien demander ou exiger ensuite, et les assureurs ne pourront plus être poursuivis (1).

CAPIT. XLV. *De la paga de los seguros.*

Que qualquiera persona que hiziere seguro de venida de Indias, assi en nao nombrada, como en qualquiera, sea obligado á poner en la poliça del tal seguro, antes que firme algun assegurador si tiene hecha otra poliça de venida aqui, ó en otra parte, y de que suma es, y lo que le falta de correr de la tal poliça. Y si assi no lo hiziere que en qualquier cosa que viniere de las dichas Indias á la persona que assi se asseguró, sin dezir lo que mas tenia assegurado, sea, y se entienda venir para en cuenta de cada poliça que tenga hecha, aunque sea dos ó tres poliças, que en cada una lo ganen los asseguradores todo, en pena de averse assegurado, sin decir lo que passava; y si perdida huviere, la paguen solamente los primeros asseguradores, y son los primeros asseguradores los primeros en tiempo, aunque aya una poliça en qualquier navio, y otra nao nombrada, si la en qualquiera fuere primero, se ha de correr primero, aunque no quede que corra los de la nao nombrada.

CHAPITRE XLV. *Du payement des assurances.*

Toute personne qui se fait consentir une assurance pour un voyage de retour des Indes, tant à bord d'un bâtiment quelconque qu'à bord d'un bâtiment dénommé, sera tenue d'énoncer dans la police, avant de la faire signer par des assureurs, si elle a contracté quelque autre police pour le retour ici à Séville, ou autre part, de quelle somme elle est, et quelle partie des risques reste encore découverte. Si on néglige de faire cette énonciation, toute chose qui parviendra des Indes pour le compte de la personne qui s'est fait assurer en n'avertissant pas des assurances déjà contractées sera réputée être celle qui a été désignée dans chaque police, même lorsqu'il y en a deux ou trois; et les assureurs qui ont souscrit chacune de ces polices seront tous dégagés de toute responsabilité pour punir l'assuré de ses réticences au moment du contrat; s'il y a des dommages ils ne seront supportés que par les premiers assureurs, et seront réputés premiers ceux qui ont souscrit une police antérieurement aux autres, lors même qu'il y a une police à bord d'un navire quelconque, et une autre à bord d'un navire désigné : si la police à bord d'un navire quelconque est la première, elle sera premièrement exigible, et cela même dans le cas où il ne resteroit plus rien pour le navire désigné (2).

CAPIT. XLVI. *De la paga del daño de lo que se assegurare.*

Que ninguna mercaderia que se assegurare de venida de Indias pueda aver averia de daño, ni falta que traiga la tal mercaderia. Y si algun daño, ó falta huviere, ha de ser á cargo del cargador, y

CHAPITRE XLVI. *Du payement des dommages assurés.*

Aucune marchandise assurée pour être apportée des Indes ne pourra l'être pour les avaries simples et les détériorations.

S'il y a avarie simple ou détérioration, elle restera au compte du chargeur; mais la grosse

(1) Ce chapitre est le dix-huitième du titre XXXIX de la *Recopilacio*. On ne trouve point dans les ordonnances de Barcelone des règles semblables sur la prescription des actions de l'assuré contre l'assureur, ni sur les délais de rigueur pour les significations. L'expérience dut faire comprendre de plus en plus la nécessité de règles exceptionnelles au droit commun sur la durée des actions.

(2). Ce chapitre est le dix-neuvième du titre XXXIX de la *Recopilacio*. On ne trouve point aussi dans les ordonnances de Barcelone de dispositions identiques avec celles de ce chapitre, qui paroissent avoir été rendues nécessaires par le commerce de l'Espagne avec l'Amérique.

no del assegurador, sino fuere solamente averia gruessa de echazon, que esta tal ha de ser á cargo de los asseguradores por su parte conforme á la ordenança de arriva num. 36.

avarie de jet sera supportée par les assureurs, pour leur part, conformément au chapitre XXXVI ci-dessus (1).

CAPIT. XLVII. *No se puede assegurar el coste del seguro.*

Que en todas las poliças de venida de Indias, sobre oro, y plata, y perlas, y mercaderias, no se pueda assegurar el costo de el seguro.

CHAPITRE XLVII. *Le prix de l'assurance ne pourra pas être assuré.*

Le prix de l'assurance ne pourra être assuré dans les polices de retour des Indes sur or, argent, perles et marchandises (2).

CAPIT. XLVIII. *De los navios, y dineros, de que se hiziere dexacion.*

Que si alguna nao de venida de Indias se perdiere con oro, ó plata, ó perlas, ó se descargare en algun puerto, por no estár la nao para navegar : de suerte que verdaderamente todo el oro, y plata, y perlas que estè en salvo para poderse traer á esta ciudad, que los dueños del tal oro, ó plata, ó perlas, no puedan hazer dexacion dello á los asseguradores diziendo, que huvo naufragio, y que se descargó la nao por no estár para navegar, sino que aya de esperar, á que se cargue en otro navio, ó navios, y que venga, ó verdaderamente se pierda : y en tal caso los asseguradores han de pagar todas las averias, y costos, y gastos que se hizieren en poner el dicho oro, y plata, y perlas en cobro, y cargarlo en otros navios, y traerlo á esta ciudad, y corran el riesgo en la nao, ó naos, que se tornaren á cargar, aunque sean passados los dos años.

CHAPITRE XLVIII. *Du délaissement.*

Si un navire se perd au retour des Indes avec de l'or, de l'argent ou des perles, ou est déchargé dans un port pour cause d'innavigabilité, de sorte qu'en réalité la totalité de l'or, de l'argent ou des perles soit sauvée et puisse être envoyée ici, dans ce cas les propriétaires de l'or, de l'argent et des perles n'en pourront faire le délaissement aux assureurs, en alléguant qu'il y a eu naufrage, et qu'on a dû transborder les effets pour cause d'innavigabilité; mais ils seront tenus d'attendre qu'on charge les effets à bord d'autres bâtimens, et qu'ainsi ils arrivent ou se perdent en réalité; et, dans ce cas, les assureurs payeront les avaries, frais et dépenses pour mettre l'or, argent ou perles en sûreté, les charger à bord d'un autre navire, et les conduire à cette ville; et ils courront les risques à bord du ou des navires sur lesquels on a transbordé les effets, et cela même après l'expiration des deux ans (3).

CAPIT. XLIX. *De lo que se passare de un navio á otro.*

Que quando alguna mercaderia de ida

CHAPITRE XLIX. *Des transbordemens.*

Lorsque, pendant un voyage d'aller ou de

(1) Ces principes ne se trouvent qu'implicitement dans les ordonnances de Barcelone. Ce chapitre est le vingtième du titre XXXIX de la *Recopilacio.*

(2) Ce chapitre est le vingt et unième du titre XXXIX de la *Recopilacio,* modifié par le chap. XXXV ci-dessus.

(3) Cette théorie des délaissemens, qui est encore en usage, n'étoit pas expliquée aussi clairement dans les ordonnances de Barcelone. Ce chapitre est le vingt-deuxième du titre XXXIX de la *Recopilacio.*

ó venida se descargare en algun cabo, ó se mudare de una nao en otra, ó otra cosa semejante, que sea por cosa, que los seguradores sean obligados á pagar al cargador todas las costas, gastos, dadivas, y rescates que se hizieren en beneficio de la hazienda, por cuenta y juramento del cargador, ó de la persona que lo gastare, solamente sin mas recaudos. Y si los asseguradores se sintieren agraviados despues de aver desembolsado las dichas costas, sean recebidos á prueba, y se verifique.

retour, une marchandise aura été déchargée quelque part ou transbordée d'un bâtiment à un autre, ou qu'il aura été fait quelque chose d'analogue, pour une cause suffisante, les assureurs seront tenus de payer au chargeur tous les frais, dépenses, dons ou rachats faits à l'occasion de cette marchandise, sur les comptes et le serment du chargeur ou de la personne qui a fait les dépenses, tout simplement et sans autre justification. Si les assureurs se croient lésés, ils seront admis à la preuve du contraire et à provoquer une vérification, après avoir effectué le payement des frais (1).

CAPIT. L. *Del riesgo que han de correr los asseguradores.*

Que en qualquier cabo de Indias que se cargare oro ó plata, y si pusiere en el registro, lo que costó hacer de mal oro bueno, ó lo de mala plata labrada, que esta tal demasia no la corren los asseguradores. Y si perdida ó averia huviere, no han de pagar mas de lo que verdaderamente montan los pesos de oro ó plata que viene.

CHAPITRE L. *Des risques que les assureurs doivent supporter.*

Lorsqu'aux Indes on charge de l'or ou de l'argent, et qu'on inscrit sur les registres les frais d'affinage, les assureurs ne courront pas les risques de ces frais; et s'il y a perte ou avarie, ils ne supporteront la perte que sur le poids réel de l'or et de l'argent envoyé (2).

CAPIT. LI. *De la paga de la mercaderia que se tomare por fuerça.*

Que quando alguna nao llegare al puerto de ida ó venida de Indias, y por la justicia, ó por el pueblo, ó por otra persona le fuere tomada por fuerça alguna mercaderia sin pagarsela, que los asseguradores se la paguen por el coste, dando los recaudos de como se la tomaron para que la puedan pedir.

CHAPITRE LI. *Du payement des marchandises saisies de force.*

Lorsqu'un navire entrant au port dans un voyage d'aller ou de retour des Indes, des marchandises sont enlevées sans payement par la justice, par un attroupement ou qui que ce soit, les assureurs les payeront au prix coûtant, mais on leur délivrera les pièces relatives à l'enlèvement pour qu'ils puissent réclamer (3).

CAPIT. LII. *El dia que se ha de tener por cargada la mercaderia.*

Entiendese que las fees de los registros de venida de Indias son, y han de ser las verdaderas cargazones. Y por los

CHAPITRE LII. *Du jour où la marchandise sera réputée chargée.*

Il est entendu que les déclarations portées sur les registres pour les voyages de retour des Indes constateront le véritable état de la

(1) Des règles analogues se trouvent implicitement dans les ordonnances de Barcelone. Ce chapitre est le vingt-troisième du titre XXXIX de la *Recopilacio*.
(2) Ce chapitre est le vingt-quatrième du titre XXXIX de la *Recopilacio*.
(3) Ce chapitre est le vingt-cinquième du titre XXXIX de la *Recopilacio*.

mesmos dias que se registraren sea entendido que aquel dia se cargan, no embargante que la mercaderia se aya cargado antes, ó se cargue despues. Por manera que el dia del registro sea dia de carga, y siempre prefiere el primero registro al segundo, aunque el segundo sea cargadò el primero.

cargaison. De plus le jour indiqué au registre sera réputé jour du chargement, bien que la marchandise ait été chargée avant ou depuis, et le premier enregistrement sera toujours préféré au second, même lorsque les objets du second auront été chargés les premiers (1).

CAPIT. LIII. *De la dicha carga de mercaderias.*

Y porque suele aver riesgo en las mercaderias de Indias mientras estan cargando en los puertos, antes que se registren; y el que las carga las podia cargar por cuenta de mas de una persona, y despues atribuir registro á quien quisiere: sea, y se entienda que qualquiera que cargare qualquiera mercaderia, el dia que la cargare la manifieste ante el escrivano de los registros, y diga lo que carga, y por cuenta de quien, en el entre tanto que se haze el registro, y la firma el mercader, y que esta manifestacion valga tanto como el registro para cobrar de los asseguradores la perdida que huviere. Y donde no huviere manifestacion ante el escrivano de los registros de lo que se carga, y por cuenta de quien, que los seguradores no corran el riesgo sobre ello.

CHAPITRE LIII. *Du chargement des marchandises.*

Attendu que les marchandises courent souvent des risques aux Indes pendant le chargement et avant d'être enregistrées, et que le chargeur pouvant avoir des marchandises à expédier pour le compte de plusieurs personnes, il resteroit libre d'attribuer l'enregistrement à qui il voudroit, il est ordonné que quiconque charge des marchandises doit en avertir l'écrivain des registres le jour même du chargement, en indiquant ce qu'il charge et pour le compte de qui, pour valoir provisoirement jusqu'à l'inscription sur le registre et la signature du négociant, et cette déclaration aura la même valeur que le registre pour obtenir des assureurs le payement des pertes.

Tant qu'il n'y aura pas de déclaration devant l'écrivain sur l'objet chargé et sur la personne pour le compte de qui le chargement a lieu, les assureurs ne seront tenus d'aucune perte (2).

CAPIT. LIV. *Del riesgo de lo que se cargare en los puertos de España.*

Y quanto á las mercaderias, y que se cargaren en los puertos de España para las Indias, mientras no se estuvieren registradas antes que los dichos navios partan: que si algun riesgo huviere, que el libro de el escrivano se entienda ser registro, y con el, y con el juramento del cargador se puedan cobrar, como si estuviessen registradas, y faltando el libro del escrivano, lo aya de provar con testigos.

CHAPITRE LIV. *Des risques sur ce qui est chargé dans les ports d'Espagne.*

Comme quelquefois les marchandises chargées pour les Indes dans les ports d'Espagne ne sont pas enregistrées avant le départ des bâtimens, il est ordonné qu'en cas de perte le livre de l'écrivain sera réputé registre; et sur la foi de ce livre et du serment du chargeur on pourra exiger le payement, comme si les marchandises avoient été enregistrées. Si l'on ne peut produire le livre de l'écrivain, la preuve par témoins sera admise (3).

(1) Ce chapitre est le vingt-sixième du titre XXXIX de la *Recopilacio.*
(2) Ce chapitre est le vingt-septième du titre XXXIX de la *Recopilacio.*
(3) Ce chapitre est le vingt-huitième du titre XXXIX de la *Recopilacio.*

Capit. LV. *De la dexacion de cargador en el assegurador.*

Que en qualquiera manera de ida ó venida á Indias, aya perdida de nao, ó naufragio della, ó descarga de mercaderias por no poder estar la nao para navegar, que en tal caso los cargadores puedan hazer dexacion en los asseguradores de todas las mercaderias, oro, ó plata que fueren ó vinieren registradas solamente : y constando de la perdida, ó naufragio, ó descarga, que los asseguradores sean obligados a desembolsar luego por mandamiento del prior y consules todo lo que huvieren segurado, sin que del dicho mandamiento de desembolso aya lugar apelacion, ni otro remedio alguno, sino ante todas cosas desembolsen, y pongan en poder de los assegurados la cantidad que assi seguraren, dando primeramente fiança los assegurados, que si pareciere no ser bien cobrados, bolveran lo que recibieren con treinta y tres por ciento de interesse.

Chapitre LV. *Du délaissement.*

Lorsque, dans un voyage d'aller aux Indes ou de retour, un bâtiment se perd ou se brise, ou que les marchandises sont déchargées pour cause d'innavigabilité, en ce cas les assurés peuvent abandonner aux assureurs toutes les marchandises, or et argent, bien entendu celles seulement qui auront été enregistrées.

Quand les preuves du naufrage, perte ou déchargement, auront été fournies, les assureurs payeront immédiatement, sur un ordre du prieur et des consuls, toute la somme assurée, malgré toute appellation ou autre moyen dilatoire, car, avant toute chose, la somme assurée doit être versée et déposée entre les mains des assurés, qui, de leur côté, fourniront caution de restituer cette somme avec trente-trois pour cent, si elle avoit été reçue mal à propos (1).

Capit. LVI. *De las dexaciones de las naos.*

Entiendese que la nao no está para navegar, quando se haze dexacion ante la justicia, y la justicia da licencia para descargarla, y verdaderamente se descarga, y queda alli la mercaderia sin tornarse á cargar en la mesma nao, en tal caso, trayendo testimonio de esto, y en cuyo poder quedó la hazienda, se podra hazer la dicha dexacion, y cobrar de los dichos asseguradores; pero tornandose á cargar en la dicha nao, no se ha de poder hazer dexacion, sino cobrar las costas de los seguradores. Esto se entiende, no acaesciendo lo susodicho en el puerto donde le carga la tal mercaderia, porque descargandose en el dicho puerto donde se cargó, aun-

Chapitre LVI. *Du délaissement.*

Un navire est réputé innavigable lorsque le délaissement ayant été déclaré par-devant un tribunal, ce tribunal accorde la permission de le décharger, et qu'il est déchargé en réalité, et que la marchandise reste là sans être remise à bord du même navire : dans ce cas l'assuré, s'il fournit la preuve de ces faits et l'indication de la personne entre les mains de qui les marchandises sont restées, pourra faire l'abandon et exiger le payement; mais lorsque les marchandises sont remises à bord du même navire, on ne pourra pas délaisser, mais seulement exiger les frais des assureurs.

Tout ce qui précède n'est pas applicable si le déchargement a lieu dans le port même du chargement; car, lorsqu'on y auroit déchargé par ordre de justice, le chargeur ne

(1) Le même principe étoit déjà dans le chapitre XII de l'ordonnance de Barcelone de 1435. Ce chapitre est le vingt-neuvième du titre XXXIX de la *Recopilacio*.

que se aya descargado por mandamiento de la justicia, no se ha de hazer dexacion de las dichas mercadurias; sino el cargador ha de poner cobro en ellas, y los seguradores le han de pagar las costas, y mas fletes si huviere, y corriere el riesgo en el mesmo navio, ó en otros donde se tornare á cargar.

pourra pas délaisser les marchandises, mais il doit les mettre en sûreté : les assureurs payeront les frais et l'excédant des frets, s'il y a lieu, et supporteront les risques à bord du même navire ou d'un autre sur lequel on les aura chargées de nouveau (1).

CAPIT. LVII. *De la paga del seguro de lo que se traxere de Indias.*

Que quando alguna persona estuviere assegurado de venida de Indias, y quisiere cobrar alguna perdida por carta mesiva de su factor, ó de la persona que lo embiare, ó cargare, sin mostrar fee del registro, que lo pueda hazer: con tanto que dé fianças, que dentro de dos años despues de la sentencia traera la fee del registro, y la presentara ante prior y consules, sin que le pida, ni requiera: y si no lo truxere, que passando el dicho tiempo, como depositario bolvera luego loque cobró, con mas los treinta y tres por ciento de el interesse, si el assegurador los quiere cobrar.

CHAPITRE LVII. *Des assurances de retour des Indes.*

Lorsqu'une personne a été assurée pour le retour des Indes, et qu'elle veut être indemnisée d'une perte d'après une lettre de son facteur ou du négociant qui aura expédié les marchandises, sans produire un extrait du registre, on doit lui accorder sa demande, pourvu qu'elle fournisse caution de représenter l'extrait du registre, dans les deux ans de la sentence qui ordonne le payement, devant les consuls et le prieur, sans sommation ou requête.

Passé ce délai sans production de l'extrait, l'assuré doit restituer l'argent comme s'il l'avoit reçu en dépôt, et en sus trente-trois pour cent d'intérêts si l'assureur les exige (2).

CAPIT. LVIII. *Del hazer de las poliças de seguro.*

Que no se pueda hazer ninguna poliça de seguro de ida ni venida á Indias sobre oro, y mercaderias, que no vayan, ni vengan registradas en el registro del rey, y que la poliça, que de otra manera se hiziere publica, ó en confiança, sea en si ninguna; y que aunque aya perdida los asseguradores no sean obligados á pagarle.

CHAPITRE LVIII. *De la rédaction des polices.*

On ne peut souscrire une police d'assurance pour un voyage d'aller ou de retour des Indes sur or, argent ou marchandises, si ces objets n'ont pas été et ne sont pas inscrits sur les registres du roi; toute autre police faite par acte authentique ou de confiance sera nulle, et en cas de perte, les assureurs ne seront tenus à aucun payement (3).

CAPIT. LIX. *De lo mismo.*

Que los seguros que se hizieren sobre

CHAPITRE LIX. *Du même objet.*

Dans les assurances sur des esclaves ou

(1) Ce chapitre est le trentième du titre XXXIX de la *Recopilacio.*
(2) Ce chapitre est le trente et unième du titre XXXIX de la *Recopilacio.*
(3) Ces dispositions ont été reproduites et expliquées par une cédule de Philippe III du 2 juillet 1618 : le chapitre XXXII du titre XXXIX de la *Recopilacio* y a conformé sa rédaction.

esclavos, ó sobre bestias se aya de declarar en la poliça, como son sobre ellos, y de otra manera no lo corren los asseguradores. Y si alguna bestia se echare en la mar, que no se pueda echar por averia gruesse, sino que lo paguen los asseguradores.

animaux on doit énoncer expressement cette qualité de la cargaison dans la police, faute de quoi les assureurs ne seront responsables de rien. Si quelque bête tombe à la mer, cette perte ne sera pas grosse avarie, et les assureurs n'en seront pas responsables (1).

Capit. LX. *De lo mismo.*

Que todo lo que se assegurare, assi de ida, como de venida á Indias, sea y se entienda estar assegurado, conforme á la poliça general, que esta puesta en estas ordenanças, y conforme á estas ordenanças: que no se pueda assegurar de otra manera, ni renunciar la dicha poliça, ni parte della, ni estas ordenanças, ni alguna dellas, so pena que si alguna persona lo hiziere, pague cinquenta mil maravedis de pena, la mitad para la camara de su magestad, y la otra mitad para gastos del consulado, y que todavia se entienda estar el dicho seguro hecho conforme á la dicha poliça, y conforme á estas ordenanças.

(Estas son las poliças, que se han de hazer de ida y venida á Indias, assi sobre mercaderias, como oro y plata, y otras cosas, y cazcos de navio. Y todas las poliças que se hizieren, han de ser visto conforme á estas poliças, y ordenanças aunque ellas no vayan insertas.).

Chapitre LX. *Du même objet.*

Toute assurance contractée pour un voyage d'aller ou de retour des Indes devra être faite conformément à la police générale annexée aux présentes ordonnances (2) et à la teneur même de ces ordonnances.

On ne pourra faire des clauses contraires, ni renoncer à ladite police en totalité ou en partie, non plus qu'aux présentes ordonnances ou à une de leurs dispositions, sous peine de payer, en cas de contravention, une amende de cinquante mille maravedis, dont la moitié sera applicable au trésor du roi, et la moitié aux dépenses du consulat, et, nonobstant cela, la police sera réputée faite conforme à la police générale et auxdites ordonnances (3).

(Suivent les polices qu'on doit faire pour les voyages d'aller ou de retour des Indes, tant sur marchandises telles que or, argent et autres effets, que sur les corps de navires.)

POLIÇA GENERAL DE IDA A INDIAS.

Poliça general de Indias.

« *In Dei nomine, amen.* Otorgamos y conocemos los que aqui abaxo firmaremos, que asseguramos á vos fulano, sobre qua-

POLICE GÉNÉRALE (4) D'ALLER AUX INDES (5).

« Au nom de Dieu, ainsi soit-il. Nous soussignés certifions et reconnaissons que nous assurons, vous *un tel*, sur toute sorte de mar-

(1) Ce chapitre est le trente-troisième du titre XXXIX de la *Recopilacio*.
(2) On en trouvera le texte et la traduction à la suite de l'ordonnance.
(3) Ce chapitre est le trente-quatrième du titre XXXIX de la *Recopilacio*.
(4) Cette formule est le chapitre XXXV du titre XXXIX de la *Recopilacio*.
(5) Le mot *Indes* signifie l'Amérique, qu'on appela longtemps et qu'on nomme encore quelquefois *Indes occidentales*.

lesquier mercaderias, cargadas por vos, ó por otra qualquiera persona, ó personas por vos; y tambien asseguramos sobre todas las costa y costas de este seguro, las quales dichas mercaderias van registradas en el registro de el rey, y á riesgo de fulano, en tal nao, nombrada tal, maestre fulano, ó otro qualquiera que vaya por maestre en la dicha nao. Y assi cargada la dicha mercaderia en la dicha nao, siga su presente viage con la buena ventura hasta tal puerto de las Indias, y alli sea llegada á buen salvamento, y las mercaderias descargadas de la dicha nao en qualquier barco ó barcos, hasta ser descargados en tierra en buen salvamento. Y es condicion, que la dicha nao pueda hazer, y haga todas las escalas que quisiere, y por bien tuviere assi forçosas como voluntarias, entrando y saliendo en qualquier puerto ó puertos, dando y recibiendo carga, no mudando viage, sino fuere por juntarse con alguna compañia.

« Y si riesgo ó daño huviere, dezimos que trayendolo por certificacion hecha con parte, ó sin parte, ó persona, que no sea parte hecha en el lugar donde se perdiere la nao, ó en otra qualquier parte, que passados seis meses, contados desde el dia que la poliça de asseguro se firmare, pagaremos llanamente, y desembolsaremos luego ante todas cosas, y depositaremos en poder del cargador, ó persona que se haze assegurar, todo lo que huvieremos firmado, ó la parte que del daño nos cupiere á pagar, con tanto que nos deis fianças llanas, y abonadas, para que si fuere mal pagado, nos lo bolvereis con trenta y tres por ciento.

« Y si la nao no pareciere, se entiende que hemos de pagar dentro de un año y medio que la nao huviere salido del puerto, y no pareciere dentro del dicho año y

chandises chargées par vous, ou pour votre compte par toute autre personne. Nous assurons de même les frais et coûts de cette assurance (1); lesquelles dites marchandises sont inscrites sur le registre du roi, aux risques d'*un tel*, le bâtiment ayant nom *tel*, étant patron *un tel* ou tout autre qui y remplit les fonctions de patron.

« Lesdites marchandises ainsi chargées à bord dudit navire suivront leur route jusqu'à *tel* port des Indes, et, arrivées là saines et sauves, elles seront transbordées dudit navire en une ou plusieurs barques jusqu'à leur déchargement à terre.

« Il est entendu que ledit navire pourra faire et fera toutes les relâches qu'on trouvera avantageuses, tant forcées que volontaires, en entrant et sortant de quelque port que ce soit, et en déchargeant ou recevant cargaison, le tout sans s'écarter de sa route, si ce n'est pour rejoindre une conserve.

« En cas d'avarie ou de perte, si l'on fournit des preuves par le moyen d'un intéressé ou de toute autre manière, dressées au lieu du sinistre ou en tout autre lieu, nous promettrons, sans faire valoir aucun moyen dilatoire, de payer, dans les six mois à dater de la signature de la police, toute la somme assurée entre les mains du chargeur ou de la personne assurée, ou la partie des dommages dont nous sommes responsables, à condition que vous nous fournirez caution bonne et valable de restituer la somme avec trente-trois pour cent en sus, s'il est ensuite reconnu qu'elle n'auroit pas due être payée.

« En cas de disparition du navire, nous payerons le montant de l'assurance dans l'an et demi après la sortie du port, s'il ne reparoît pas pendant cette époque.

(1) La faculté de faire assurer la prime par l'assureur même à qui elle est promise est accordée par le chapitre XXXV de l'ordonnance; voir page 80 ci-dessus.

medio. Y el año y medio se ha de contar dende que la nao sale del puerto, y no dende que la poliça se firma.

« Y entiendese que lo hemos de correr los primeros y postreros á sueldo á libra hasta la cantidad que montan la cargazon, y los demas de lo que montare la cargazon han de ir fuera conforme á la ordenança.

« Y desta manera, y con estas condiciones somos contentos de correr el dicho riesgo. Y para ello obligamos nuestras personas y bienes, y damos poder cumplido á los juezes de la casa de la Contratacion desta ciudad de Sevilla, y á otras qualesquier justicias de estos reinos, para que nos lo hagan cumplir, y renunciamos nuestro propio fuero, y jurisdicion de los dichos juezes oficiales, y á todas las otras justicias, y al prior y consules que son ó fueren de aqui adelante de la Universidad de los mercaderes tratantes en las Indias desta ciudad de Sevilla, para que por todo rigor de derecho, assi por via executiva, como en otrá qualquier manera nos compelan, y apremien á lo assi guardar, y cumplir como si fuesse juzgado, y sentenciado por sentencia difinitiva, dada por juez competente en contraditorio juizio, y por nos, y por cada uno de nos consentida, y passada en cosa juzgada. »

« L'an et demi comptera de la sortie du port, et non pas de la date de la police.

« Nous courrons les risques, premiers et derniers soussignés, au sou la livre jusqu'à concurrence du montant de la cargaison, et ceux qui auront signé au delà de ce montant ne contribueront pas, conformément à l'ordonnance.

« De cette manière, et sous ces conditions, nous consentons à courir lesdits risques.

« Pour cela nous obligeons nos personnes et nos biens, et autorisons les juges de l'hôtel de la Contractation de cette ville de Séville et tous les autres tribunaux du royaume de nous y contraindre; renonçons à notre juridiction particulière et nous soumettons à la compétence et juridiction desdits magistrats et à tous les autres tribunaux, et au prieur et aux consuls de la compagnie des marchands faisant le commerce des Indes à Séville, qui sont ou seront en fonctions, pour que, en toute rigueur du droit, tant par voie exécutoire qu'autrement, ils nous forcent et obligent de remplir nos obligations comme si c'étoit jugé par sentence définitive prononcée par juge compétent et jugement contradictoire consenti par nous et chacun de nous, et ayant acquis force de chose jugée. »

Limitaciones de la poliça passada, y declaracio della.

Y entiendese que en diziendo mercaderias, todo genero de mercaderias, excepto bestias, y esclavos, cazcos, y aparejos, y fletes, y artilleria de naos, que como diga mercaderia, no ay cosa exceptuado, sino las susodichas.

Y entiendese que se corre el riesgo dende el punto y hora que las mercaderias se començaron, ó començaren á

Modifications et interprétations de la police précédente (1).

Le terme *marchandises* comprend toutes sortes de marchandises, excepté les bestiaux et les esclaves. Le corps du bâtiment, les agrès, le fret et l'artillerie du bord ne sont pas non plus compris dans ce terme de *marchandises,* qui, du reste, s'applique à toutes autres sortes d'effets.

Il est entendu que le risque court dès l'instant et l'heure qu'on commence à transporter les marchandises de terre à bord du

(1) Les dispositions contenues sous cette rubrique appartiennent à l'ordonnance, et forment les chapitres XXXVI et LXIII du titre XXXIX de la *Recopilacio.*

cargar dende tierra en el puerto de las muelas de el rio de Guadalquivir desta ciudad de Sevilla en la dicha nao. Y si las dichas mercaderias, ó qualquier dellas se llevare en qualquier barco ó barcos á la dicha nao, se corre el dicho riesgo, estando la nao en qualquiera parte deste rio, hasta Sanlucar, y correse el riesgo en el dicho barco ó barcos, hasta que la mercaderia este cargada dentro en la dicha nao, y aunque se cargue de esta manera se entiende que es cargada en este rio, y en este puerto.

Y donde dize la poliça, hasta ser descargadas en tierra en buen salvamento, se pone esta declaracion, y hasta entonces corre el riesgo sobre el assegurador. Y siendo el riesgo para Nueva España, entiendese que han de correr los dichos asseguradores el riesgo, hasta que las mercaderias sean descargadas en San Juan de Lua en barcos, y las lleven á la Vera-Cruz, y alli sean descargadas en buen salvamento.

Y entiendese que las naos mas que fueren á la isla de San Juan, que puedan hazer escalas con ellas si quisieren, en qualesquier puerto, ó puertos de las islas de Canaria, y en otros qualesquiera, como no mude viage. Y la nao que fuere á qualquier puerto de la isla Española, se entienda que pueda hazer escala, y dar, y recebir carga en qualesquier puerto, ó puertos de las islas de Canaria, islas de S. Juan de Puerto-Rico, S. German, etc.

Y entiendese que la nao que fuere por su voluntad á las islas de Cabo Verde, y en las poliças de seguro que se hizieren no se pusiere, y declarare que lo tal es mudança de viage, y si se perdiere la nao, que el assegurador no ha de pagar cosa ninguna, aora se pierda, ó roben la nao antes de llegar á las dichas islas de Cabo Verde, ó despues.

bâtiment pour les y charger dans le port du Guadalquivir dans cette ville; et si l'on transporte les marchandises en totalité ou en partie dans une ou plusieurs barques à bord du bâtiment, le risque court dès le moment que les marchandises se trouvent dans les barques, n'importe dans quelle partie du fleuve jusqu'à San-Lucar le bâtiment les reçoive, car il est toujours censé se trouver dans la rivière et le port de Séville.

Conformément à la police, le risque court jusqu'au moment où les marchandises sont déchargées saines et sauves à terre, et ce n'est que dans ce moment que cesse la responsabilité de l'assureur. Si le bâtiment est destiné pour la Nouvelle-Espagne, les assureurs supporteront les risques jusqu'au moment où les marchandises, transbordées dans des barques à Saint-Jean d'Ulloa, seront arrivées, et déchargées saines et sauves à Vera-Cruz.

Les bâtimens destinés pour l'île de Saint-Jean pourront toucher aux îles Canaries et autres ports, pourvu qu'ils ne se détournent pas de leur route. Ceux destinés pour l'île d'Haïti pourront toucher et décharger, et prendre des cargaisons dans tous les ports des îles Canaries, de Saint-Jean, de Porto-Rico, de Saint-Germain, etc.

Si un bâtiment va, sans qu'il y ait force majeure, aux îles du Cap-Vert, et que l'on n'ait pas fait mention de cette station dans la police, ce fait sera regardé comme changement de route, et l'assureur, dans ce cas, ne sera responsable d'aucune perte, que le bâtiment se perde ou soit pillé avant d'arriver auxdites îles du Cap-Vert ou après y avoir abordé (1).

(1) L'ordonnance contient dans le reste de cet alinéa des détails sur tous les autres cas où les navires pourront faire échelle, qu'il m'a paru tout à fait inutile de transcrire et de traduire.

Entiendese que quanto al costo y valor de la mercaderia, se ha de creer por solo juramento de cargador sin mas diligencia.

El qual seguro se entiende de mar, y viento, y fuego, y de enemigos, y amigos, y de otro qualquier caso que acaezca, o acaecer pueda, exceptos de bateria de patron, ó mancamiento de la mercaderia.

Y entiendese que si fuere necessario traspassar la mercaderia de un navio en otro, ó de otro en otro, assi en mar, como en puerto, y descargar la mercaduria en tierra, y tornarla á cargar en el navio ó navios donde fuere, ó en otros qualquier cazco ó cazcos que lo puedan hazer sin que pare perjuizio al que se haze assegurar. Y todas las costas que se hizieren, pagaremos nos los asseguradores, quier vayan en salvo las mercaderias, ó no : y si algun caso aconteciesse, damos licencia al cargador, ó á la persona que de la mercaderia llevare cargo, para que el le pueda poner la mano, y beneficiarla, ni mas, ni menos que si no estuviesse assegurada.

Quant au prix coûtant et à la valeur des marchandises, le chargeur en sera cru sur son seul serment, sans autre examen.

Les risques que l'assureur supportera sont ceux de mer, de vent, de feu, d'ennemis et d'amis, et tout autre accident quelconque, excepté de baraterie du patron et de défaut des marchandises.

Il est entendu que, s'il devient nécessaire de transborder les marchandises d'un bâtiment à un autre, même plusieurs fois, soit en mer, soit au port, ou qu'on doive les décharger à terre pour les remettre à bord du même navire ou d'un autre, tout cela ne pourra porter aucun préjudice aux intérêts de l'assuré.

Tous les frais faits à cette occasion seront à la charge des assureurs, que les marchandises arrivent à bon port ou non; et s'il arrive quelque accident, nous, les assureurs, autorisons le chargeur, ou la personne préposée à la garde des marchandises, à faire ce qu'elle jugera utile dans l'intérêt de leur conservation, tout comme s'il n'y avoit pas d'assurance faite.

POLIZA QUE HAN DE FIRMAR LOS ASSEGURADORES DE IDA ES LA SIGUIENTE.

« *In Dei nomine, amen*. Otorgamos y conocemos los que aqui debaxo firmaremos nuestros nombres, que asseguramos á vos fulano, sobre qualquier mercaderias, por vos cargadas, ó por otra qualquiera persona ó personas por vos que vayan registradas en el registro del rey, y á riesgo de vos fulano, en la nao que Dios salve, nombrada tal, maestre fulano, ó otro qualquiera. Y tambien vos asseguramos sobre todas las costa y costas deste seguro, desde esta ciudad de Se-

POLICE POUR UN VOYAGE D'ALLER QUE DOIVENT SOUSCRIRE LES ASSUREURS (1).

« Au nom de Dieu, amen. Nous soussignés reconnoissons assurer, vous *un tel*, pour toutes les marchandises chargées par vous ou pour votre compte, et inscrites sur le registre du roi, et qui sont destinées, à nos risques, à aller dans le navire, que Dieu protége, nommé ainsi, maître *un tel*, ou tout autre bâtiment.

« Nous assurons également le coût et frais de cette police, le tout depuis cette cité de Séville et sa rivière jusqu'à *tel* port, et que

(1) La rédaction de cette police est plus courte que la précédente, à laquelle on se reporte sous beaucoup de rapports Elle forme le chapitre XLIV du titre XXXIX de la *Recopilacio*.

villa, y rio della, hasta tal puerto, hasta que las mercaderias sean descargadas en tierra á buen salvamento. Y entiendese que esta cedula y poliça que hazemos queremos que sea con todo lo en ella dicho, y con todas las mas fuerças, y condiciones contenidas, que estan ante el prior y consules de esta ciudad de Sevilla en las ordenanças de ellos para las naos que fueren á las Indias, la qual damos aqui por expressada *de verbo ad verbum*, como si aqui fuesse escrita, para que valga, y aproveche á esta todo lo en ella contenido. »

Y si la nao huviere de ir por Cabo Verde, ha de dezir en la poliça que la dicha nao pueda hazer escala, demás de las dichas que estan ante el prior y consules, en qualquiera puerto ó puertos de las islas de Cabo Verde.

Y si la poliça huviere de ser sobre los esclavos, donde dize mercaderias, ha de dezir sobre esclavos hombres, y mugeres, cargados por fulano. Y si fuere sobre bestias, lo ha de dezir en el lugar donde dize mercaderias.

les marchandises soient déchargées saines et sauves à terre.

« Nous voulons et entendons que dans cette police soient comprises toutes les clauses et conditions contenues dans la formule pour les assurances d'aller aux Indes, annexée aux ordonnances du prieur et des consuls de la cité de Séville, qui sera regardée comme insérée ici *de verbo ad verbum*, afin qu'elle soit observée par les parties, qui pourront s'en prévaloir en tout ce qu'elle contient (1). »

Si le bâtiment doit aborder aux îles du Cap-Vert, il faut dire dans la police qu'en outre des points désignés dans l'ordonnance du prieur et des consuls, le navire pourra toucher à tous les ports des îles du Cap-Vert.

Si l'assurance est faite sur esclaves au lieu de marchandises, il faut dire sur esclaves, hommes et femmes, chargés par *un tel*; si elle est sur bestiaux, il faut également le dire à l'endroit où l'on met le mot *marchandises*.

POLIZA GENERAL DE VENIDA DE INDIAS.

« *In Dei nomine, amen.* Otorgamos y conocemos los que aqui abaxo firmamos, que asseguramos á vos fulano, sobre oro, y plata, reales, y perlas, y otras qualesquier mercadurias, y sobre qualesquier cosa ó cosas de ello, cargado en qualesquier puerto ó puertos de la Nueva España, ó en el puerto del Nombre de Dios, que es en tierra firme, y en el puerto de Cavallos, y Truxillo, que es en Honduras, y Cartagena, y Santa Marta, y Cabo

POLICE GÉNÉRALE POUR LE RETOUR DES INDES (2).

« Au nom de Dieu, amen. Nous soussignés reconnoissons assurer, vous *un tel*, sur or, argent, espèces, perles, et toutes autres marchandises ou effets chargés dans un port quelconque de la Nouvelle-Espagne, ou dans le port du Nom de Dieu de Terre-Ferme, ou dans les ports de Cavallos et Trujillo en Honduras, ou Carthagène et Sainte-Marthe et cap de la Vela, ou tout autre port d'Haïti ou de l'île de San-Juan de Porto-Rico, ou le port de Cuba, n'importe qui aura chargé ces marchandises, pourvu qu'elles soient inscrites sur les registres du roi, et qu'elles soient en-

(1) Les deux alinéa suivans sont indiqués dans la *Recopilacio*, où ils forment les chapitres XLV et XLVI, comme des explications qui font partie de l'ordonnance; mais on ne trouve point cette indication dans l'imprimé de 1683, auquel je me conforme, ni dans la collection de Capmany.
(2) Cette formule est le chapitre XLVII du titre XXXIX de la *Recopilacio*.

de la Vela, ó en qualquier puerto ó puertos de la isla Española, y isla de San Juan de Puerto-Rico, y puerto de Cuba, cargado por fulano, ó por otra qualquier persona ó personas, que venga registrado en el registro del rey, y á riesgo de fulano, y de fulano ó de qualquier dellos, y á riesgo de su compañia, assi en librança que sobre bienes de otro venga, como en otra qualquier manera. Y es condicion que los navios puedan hazer las escalas que quisieren, y por bien tuviera, assi forçosas, como voluntarias, entrando, y saliendo en qualquier puertos, dando carga, y recibiendo carga. Y en quanto á la costa y valor de lo susodicho han de ser creidos por simple juramento del cargador, ó por qualquier carta missiva que mostraren, si el registro no lo declarare. Y si riesgo huviere, y el registro se perdiere, pagaremos por qualquier carta missiva, que mostraren, con tanto que dentro de dos años traiga la fee del registro : y no trayendola, ó no estando el registro conforme á la poliça, que bolvieran lo que huvieren recebido, con mas treinta y tres por ciento de pena, è intereses : para lo qual han de dar fianças llanas, y abonadas. El qual seguro se entiende de mar, y viento, y fuego, y de enemigos, y amigos, y otro qualquier caso que acaesca, ó acaescer pueda, excepto bateria de patron, ó mancamiento de lo susodicho, y de mudança de viage. Y si la tal mudança no fuere para juntarse con alguna armada ó compañia. Y si algun caso aconteciesse, y si necessario fuesse poner la mano en lo susodicho, y beneficiarlo, se dà licencia á la persona que se haze assegurar, que dello tuviere cuidado, para que pueda beneficiarlo, y hazer en ello como cosa propia, y de un navio passarlo en otro, y de otro en otro, assi en mar, como en puerto, y descargarlo en tierra,

voyées aux risques d'*un tel* ou de sa société, que ce soit à livraison ou d'une autre manière.

« Il est convenu que les bâtimens pourront aborder où ils voudront, entrer dans tous les ports, de gré ou par force majeure, pour prendre et déposer des cargaisons. Quant au coût et valeur des marchandises, on s'en tiendra au seul serment du chargeur ou aux avertissemens qu'on produira, si le prix n'est pas indiqué dans le registre.

« S'il y a un accident et que le registre se trouve perdu, nous payerons sur tout avertissement qu'on produira, à condition que l'extrait du registre sera produit dans l'espace de deux ans (1); faute de cette production, ou si le registre n'est pas conforme à la police, on restituera ce qu'on aura reçu, avec 33 p. 0/0 d'amende en sus et les intérêts, et à cet effet on donnera des cautions claires et liquides.

« Cette assurance s'applique aux accidens de mer, de vent, de feu, d'ennemis et d'amis, et tout autre désastre, excepté baraterie du patron, défaut des marchandises et changement de route, à moins que ce changement n'ait lieu pour rejoindre une flotte ou une conserve.

« En cas d'accident et de nécessité de veiller à la conservation des marchandises, nous autorisons la personne qui se fait assurer à en prendre soin et à agir pour son mieux, comme si c'étoit sa propriété, à les changer une ou plusieurs fois de bord, aussi bien en mer que dans un port, à les décharger à terre, et à les transporter de nouveau dans le navire à bord duquel elles ont voyagé ou d'un autre. Tout cela pourra être fait sans porter aucun préjudice aux assurés, et nous

(1) Il ne faut pas cependant perdre de vue la disposition du chapitre LIV de l'ordonnance qui permet de faire entendre des témoins, en cas d'impossibilité de produire des écrits.

y tornarlo á cargar en el navio ó navios donde viniere, ó en otros qualesquiera, que lo puedan hazer, sin que vos pare perjuizio. Y que las costas que sobre ello se hizieren, que vos las pagaremos : quier se cobre ó no lo susodicho. Y si riesgo huviere lo pagaremos dentro de seis meses, contados del dia de la fecha de la firma, trayendolo por certificacion, hecha por parte, ó sin parte, ó persona que no sea parte, hecha en el lugar donde se perdiere, ó en otra qualquiera parte, y desembolsaremos luego llanamente ante todas cosas, y depositaremos en poder del dicho fulano todo el daño que á cada uno cupiere : con tanto que dé fianças llanas y abonadas, que será bien pagado, y no lo siendo, lo bolverá con treinta y tres por ciento. Y queremos que esta poliça se entienda para todas las partes de las Indias. Y si algun navio no pareciere, se entiende que ha de correr el año y medio, desde el dia que saliere del puerto. Y nos obligamos de correr el dicho riesgo desde el dia que firmaremos esta poliça en dos años primeros siguientes : los quales passados quedemos libres de el riesgo desta dicha obligacion de lo que hasta entonces no estuviere corrido della. Y de lo que assi faltare por correr, seamos obligados á bolver el premio que recibimos. Y desta manera, y con estas condiciones somos contentos de correr el dicho riesgo. Y para ello obligamos nuestras personas, y bienes, y damos poder á los juezes oficiales de la casa de la Contratacion de Sevilla, y á las justicias para que nos lo hagan cumplir, y renunciamos nuestro propio fuero, y jurisdicion, y la ley *Si convenerit,* y sometemonos al fuero y jurisdicion de los dichos oficiales y otras justicias desta ciudad de Sevilla, como de todas las ciudades, villas, y lugares destos reynos, y al prior y consules que son ó fueren de aqui adelante de la universidad de mercaderes tratantes en Indias desta

payerons les frais faits à cette occasion, que les marchandises soient ou ne soient pas sauvées.

« En cas d'avarie, nous payerons dans les six mois de la signature de la police, si l'on fournit des preuves par le moyen d'un intéressé ou de toute autre manière, dressées au lieu du désastre ou en tout autre lieu ; nous effectuerons le payement avant toute procédure, et remettrons à l'assuré le montant de la perte, chacun de nous pour sa part, à condition que l'assuré donnera caution bonne et valable de restituer la somme, avec 33 p. 0/0 en sus, s'il a été payé indûment.

« Nous voulons que cette police s'applique à toutes les parties des Indes.

« En cas de disparition des navires, on attendra un an et demi après la sortie du port.

« Les risques seront à notre charge pendant les deux ans qui suivront la signature de la police ; ce terme expiré, nous ne payerons plus que les avaries qui auront eu lieu avant ce terme ; mais, à proportion du restant, nous restituerons les primes perçues.

« Sous ces conditions, nous déclarons vouloir courir lesdits risques.

« Pour cela, nous obligeons nos personnes et nos biens, et autorisons les juges de l'hôtel de la Contractation de Séville et les tribunaux à nous y contraindre, et renonçons à notre propre juridiction et à la loi *Si convenerit,* et nous nous soumettons à la juridiction desdits juges et des autres tribunaux de Séville, comme de toutes les autres cités, villes et bourgs de ces royaumes, et aux prieur et consuls de la compagnie des marchands faisant le commerce des Indes à Séville, qui sont ou seront en exercice, pour que, en toute rigueur du droit, tant par voie exécutoire qu'autrement, ils nous forcent et obligent de remplir nos obligations, comme si c'étoit chose jugée par sentence définitive, prononcée par

ciudad de Sevilla para que por todo rigor de derecho, assi por via executiva, como en otra qualquier manera nos compelan, y apremien lo assi guardar, y cumplir, como si fuesse juzgado, y sentenciado, por sentencia difinitiva, dada por juez competente en contraditorio juizio, y por nos, y por cada uno de nos consentida, y passada en cosa juzgada. »

un juge compétent, en jugement contradictoire consenti par nous et chacun de nous, et ayant acquis force de chose jugée. »

Limitaciones y declaraciones desta poliça.

Y entiendese que en el puerto donde se huviere de cargar lo susodicho, lo puedan cargar en qualquier barco ó barcos, ó barca ó barcas, para llevarlo á la nao ó naos, donde se ha de cargar para traerlo á Castilla, y tambien se corre el riesgo en estos barcos, y en qualesquier nao ó naos, ó otros qualesquier cazco ó cazcos, en que se cargare, dende que se cargo ó cargare, hasta que sea venido á el puerto de las Muelas de el rio de Sevilla, y aqui sea descargado en buen salvamiento en tierra. Y entiendese que lo que se huviere de assegurar dende Honduras aqui lo puedan traer hasta la Habana, para alli tornarlo á cargar en otros qualesquier cazco ó cazcos que quisieren cargarlo; y alli puedan tornar á hazer registro, y hazerlo de nuevo, y se corra el riesgo, aunque en la poliça que se hiziere, no lo diga. Y lo que se assegurare de venida de Puerto-Rico, si lo quisieren llevar á Santo-Domingo, lo puedan hazer, ni mas, ni menos, para que alli lo carguen en la nao ó naos que quisieren, y lo puedan registrar de nuevo. Y tambien se corra el riesgo, aunque en la poliça no lo diga. Y lo mesmo se entiende en lo que se assegurare del Cabo de la Vela; porque si quisieren embiarlo al Nombre de Dios, ó á la isla

Interprétations et modifications de la police ci-dessus (1).

Il est entendu que dans le port de chargement on pourra charger les marchandises en une ou plusieurs barques, pour les transporter à bord du bâtiment qui doit les porter en Castille, et les risques sont au compte des assureurs, tant dans ces barques qu'à bord de tout autre bâtiment, de quelque dénomination qu'il soit, jusqu'à l'arrivée dans le port du Môle de Séville, et que les marchandises aient été portées saines et sauves à terre.

Il est convenu que les marchandises chargées à Honduras pourront être transbordées à la Havane et y faire un nouveau registre. Ces risques seront supportés par les assureurs, même si cela n'est pas exprimé dans la police.

Il en est de même si les marchandises assurées viennent de Porto-Rico : dans ce cas, on pourra les diriger sur Saint-Domingue, mais non sur aucune autre localité, pour les y charger à bord d'un autre navire et les faire enregistrer de nouveau.

Également, si on assure des marchandises chargées au cap de la Vela, on pourra transborder au Nom de Dieu ou à Haïti, et les

(1) Les dispositions contenues sous cette rubrique appartiennent à l'ordonnance et forment les chapitres XLVIII jusqu'à LIII du titre XXXIX de la *Recopilacio*.

Española, para que alli lo carguen en otros navios, lo puedan hazer, y se corra el riesgo sobre ello, aunque en la poliça no lo diga. Por manera que todas estas condiciones ha de tener la poliça que se hiziere de venida destas partes de Indias, aunque en la poliça no lo diga. Y entiendese que todas las poliças que se hizieren de qualquier lugarès de Indias, son sueldo á libra, para que lo corran los asseguradores los primeros con los postreros, y assi á perdida como á ganancia. Y estos navios se entiende, que si vinieren no pudiendo hazer otra cosa, por caso ó fuerça del temporal, á Cadiz, ó á Lisboa, ó á otras qualesquier partes, y de alli se traxere por mar ó tierra á Sevilla, los asseguradores corran todavia el riesgo. Y si los navios dexaren la carga en qualesquier partes de Indias, lo puedan hazer, y se corra el riesgo en los navios en que de alli si viniere, hasta ser venido y descargado en Sevilla.

risques seront toujours à la charge des assureurs, même si cela n'est pas exprimé dans la police; de sorte que toutes ces conditions sont sous-entendues dans la police, de retour des Indes, encore bien qu'elles n'y fussent pas exprimées.

Il est entendu que toutes les polices pour partir des Indes sont au sou la livre pour les premiers et derniers assureurs, en cas de perte et de gain.

Si ces navires, par force majeure, de tempête ou autre, abordoient à Cadix ou Lisbonne ou autre port, et que les marchandises fussent portées de là par terre ou par mer à Séville, les assureurs n'en supporteront pas moins les risques.

Si les navires débarquent les marchandises aux Indes mêmes, l'assurance n'en subsiste pas moins, et s'applique aux bâtimens sur lesquels on les recharge jusqu'à leur arrivée à Séville.

POLIZA QUE HAN DE FIRMAR DE VENIDA DE QUALQUIER PARTE DE LAS INDIAS.

« *In Dei nomine, amen.* Otorgamos y conocemos los que aqui abaxo firmamos, que asseguramos á vos fulano, sobre oro, y plata, reales, y perlas, y sobre qualesquier mercadurias, y sobre qualesquier cosa ó cosas de lo cargado en el puerto de por fulano, y por otra qualquier persona, y personas, en qualquier navio ó navios de qualquier suerte que sean, que venga lo susodicho registrado en el registro del rey, á riesgo de fulano, ó de qualquier de ellos, ó á riesgo de su compañia, assi en librança que sobre bienes de otro venga, como en otra qualquier manera. El qual riesgo corremos desde el dia y hora que lo susodicho se començó, y començare á cargar de tierra

POLICE DE RETOUR DES INDES (1).

« Au nom de Dieu, *amen.* Nous soussignés déclarons et reconnoissons assurer, vous *un tel,* sur or, argent, espèces, perles, et toutes autres marchandises ou effets chargés dans le port par *un tel,* ou toute autre personne, sur un bâtiment, de quelque dénomination que ce soit, pourvu que les marchandises soient inscrites sur le registre du roi, et qu'elles soient envoyées aux risques d'*un tel* ou de sa société, que ce soit à livraison ou d'une autre manière.

« Nous répondons des risques dès le moment qu'on transportera les marchandises dans le port à bord du bâtiment, ou barques,

(1) Cette formule, qui est le titre LIV du titre XXXIX de la *Recopilacio,* est un abrégé de la précédente.

en los dichos puerto ó puertos, en los dichos navio ó navios, y en qualesquier barco ó barcos en que lo llevaren, para lo cargar en el donde estuviere. Y assi cargado en ellos, ó en qualquier dellos, dende siga su presente viage con la buena ventura, hasta el puerto de las Muelas, que es en esta ciudad de Sevilla, ó para el puerto y bahia de la ciudad de Cadiz adonde fuere su derecha descarga, y alli sean llegados en salvamento, y lo susodicho sea descargado dellos en qualquier barco ó barcos, hasta que sea descargado en tierra en los dichos puertos, ó en qualquier dellos donde fuere su derecha descarga en buen salvamento. Y entiendese que esta cedula y poliça que hazemos, queremos que sea con todo lo en ella contenido, y con todas las mas fuerças y condiciones contenidas en la poliça general, que estan en las ordenanças de prior y consules desta ciudad de Sevilla, y para las naos que vinieren de las Indias, lo qual damos aqui por expressadas *de verbo ad verbum,* como si aqui fuesse escrita, para que valga, y aproveche á esta todo lo en ella contenido. »

ou autres embarcations, et aussi chargées à bord, jusqu'au port du Môle de Séville ou port et baie de Cadix, et au lieu de leur destination, et que, déchargées dans les barques, elles soient portées saines et sauves à terre, au lieu de leur destination.

« Nous voulons que cette police soit interprétée comme si elle contenoit tout ce qui est écrit dans la police générale annexée aux ordonnances du prieur et des consuls de Séville, pour les bâtimens venant des Indes, qui sera valable comme si elle étoit insérée ici *de verbo ad verbum.* »

Y si el seguro si hiziere en nao señalada, ha de dezir el nombre de la nao, y del maestre, como la poliça de ida á Indias.

Si l'assurance est faite sur un navire dénommé, on indiquera le nom du navire et du patron comme dans la police d'aller aux Indes (1).

POLIZA GENERAL DE COMO SE HAN DE ASSEGURAR LOS CAZCOS DE LOS NAVIOS DE INDIAS.

POLICE GÉNÉRALE SUR LES CORPS DES BÂTIMENS QUI FONT LE VOYAGE DES INDES (2).

« *In Dei nomine, amen.* Otorgamos y conocemos los que aqui abaxo firmaremos, que asseguramos á vos fulano, sobre el cazco del navio que Dios salve, nombrada tal, de que es maestro fulano, ó otro qualquier que vaya por maestre. La qual dicha nao al presente esta suerta en

« *In Dei nomine, amen.* Nous soussignés reconnoissons assurer, à vous *un tel,* le corps du navire, que Dieu protége, nommé *un tel,* duquel est patron *un tel,* ou tout autre qui le remplace. Ledit navire se trouve à présent dans le port de Séville, ou tout autre port, pour de là suivre son voyage, si Dieu le veut,

(1) Cet alinéa est indiqué dans la *Recopilacio,* dont elle forme le chapitre LV, comme étant une explication faite par l'ordonnance.

(2) Cette formule est le chapitre LVI du titre XXXIX de la *Recopilacio.*





el puerto de las Muelas, que es en esta ciudad de Sevilla, ó en tal parte, para desde aqui seguir su presente viage con la buena ventura, para tal parte, perteneciente lo susodicho á vos el sobredicho, ó á quien pertenecer deva en qualquier manera que sea. Y tambien vos asseguramos sobre las costas, y costo deste seguro. El qual riesgo corremos desde el dia y hora que la dicha nao se hiziere á la vela en el dicho puerto de las Muelas, donde esta para començar á seguir el dicho viage, hasta que sea llegada en salvamente al dicho puerto tal para donde va, y passen veinte y quatro horas naturales primeras siguientes, despues que en el dicho puerto huvieren echado la primera ancla; y dende en adelante, este seguro sea en si ninguno. Y es condicion que la dicha nao pueda hazer y haga todas las escalas que quisiere, y por bien tuvieren assi forçosas, como voluntarias, entrando y saliendo en qualquier puerto ó puertos, dando carga, y recibiendo carga: especialmente si quisiere las escalas conforme á la poliça de ida á Indias sobre mercadurias, que estan en estas ordenanças. El qual seguro se entiende de mar, y viento, y fuego, y de enemigos, y amigos, y otro qualquier caso que acaezca, ó acaecer pueda, excepto bateria de patron. Y si lo que Dios no quiera, caso acaeciesse, y necessario fuesse para beneficio de lo susodicho poner la mano, y beneficiarlo, y adobarlo, damos licencia al maestre, ó á otra qualquier persona, que de la dicha nao llevare cargo, que lo pueda hazer, y beneficiar, y adobar, adonde quisiere, como si no estuviesse assegurada, y sin que vos pare perjuizio alguno. Y dezimos, que las costas que sobre ello se hizieren, las pagaremos; quier se salve lo susodicho, ó parte dello, ó quier no. Y es condicion, que el maestro, ó personas, que de la dicha nao llevare cargo, pueda navegar con ella á toda su voluntad adelante, ó atras á do quisie-

ce navire appartenant à vous *un tel*, ou à qui il doit appartenir.

«Nous assurons de même les frais de cette assurance. Nos risques courront du moment que le navire aura mis à la voile dans le port de Séville, d'où il doit partir, jusqu'à ce qu'il soit arrivé sain et sauf au port où il va, et jusqu'à vingt-quatre heures naturelles expirées après qu'il aura jeté la première ancre: après ce terme, cette assurance sera nulle.

«Il est convenu que le navire abordera et pourra aborder où l'on voudra, et entrer dans tout port, de gré comme de force, pour décharger et prendre du chargement, surtout faire échelles, conformément à l'assurance pour l'aller aux Indes, annexée à cette ordonnance. Cette assurance s'applique aux accidens de mer, de vent, de feu, d'ennemis et d'amis, et tout autre désastre qui pourra arriver, excepté la baraterie du patron.

«Si, ce que Dieu ne veuille, il arrivoit un accident, et qu'il fût nécessaire de réparer et de radouber le bâtiment, nous autorisons le patron, ou toute autre personne préposée à la conduite du navire, à le faire réparer et radouber où il voudra, comme s'il n'étoit pas assuré, sans que cela puisse vous porter préjudice. Nous déclarons vouloir payer les frais faits à cette occasion, que le bâtiment soit sauvé en totalité ou en partie, ou qu'il ne le soit pas.

«Il est convenu que le patron, ou la personne qui le remplace, pourra naviguer à sa volonté, comme il voudra, en avant et en arrière, mais sans pouvoir faire aucun chan-

re, y por bien tuviere, no mudando viage, sino fuere por juntarse con alguna compañia ó armada. Y si lo que Dios no quiera, algun daño aconteciesse, que trayendolo por certificacion hecha con parte, ó sin parte, ó hecha en el lugar donde se perdiere, ó en otra qualquier parte, que passados seis meses cumplidos primeros siguientes despues que la poliça se firmare, luego pagaremos llanamente, y desembolsaremos ante todas cosas, y depositaremos en vos el dicho fulano, todo lo que aqui pareciere escrito, ó firmado de nuestros nombres, ó la parte que del daño recebido nos cupiere á pagar, con tanto que nos deis fianças llanas, y abonadas, para que si fuere mal pagado, nos lo bolvais, con mas treinta y tres por ciento. Para lo qual obligamos nuestras personas, y bienes, etc. »

Y si alguna persona ó personas asseguraren de ida ó de venida á las Indias en nombre de alguna persona ó personas, ha de dezir en la poliça que aquel seguro se haze en nombre de tal persona ó personas, á cuyo riesgo va ó viene lo que assi se assegura, y el que assi se asseguró en nombre de otro ó otros si riesgo huviere, lo han de poder cobra aunque no tengan poder de la persona, á cuyo riesgo va ó viene, lo que assi se asseguró. Y que esta tal persona pueda hazer la dexacion, y valga como si la hiziesse la parte, á cuyo riesgo va ó viene lo que se asseguró, aunque no lo diga en la poliça.

Las quales dichas ordenanças nos ha parecido que conuiene que se hagan, para la buena administracion y expedicion de los negocios de los mercaderes desta ciudad, que tratan en Indias, y assi lo suplicamos el dicho prior y consules á V. magestad, las mande ver y confirmar, segun y como en ellas se contiene.

gement de route, si ce n'est pour rejoindre une conserve ou une flotte.

« Et si, ce que Dieu ne veuille, il arrive quelque accident, si l'on en fournit les preuves, par le moyen d'un intéressé ou de toute autre manière, dressées au lieu du désastre ou autre part, aussitôt six mois après la signature de la police passés, nous payerons sans autre formalité et verserons entre vos mains tout ce qui est écrit ici ou la partie que nous devrons payer, à condition que vous nous donnerez bonne et valable caution de le restituer, avec 33 p. 0/0 en sus, si c'étoit indûment payé. Pour cela, nous obligeons nos personnes et biens, etc. »

Et si une ou plusieurs personnes, pour aller aux Indes ou en venir, se fait assurer au nom d'une ou de plusieurs personnes, il faut exprimer dans la police que l'assurance se fait au nom d'*un tel*, pour le compte duquel la chose assurée va ou vient; et celui qui se fait ainsi assurer au nom d'un autre peut exiger le payement des avaries, s'il y en a, sans un pouvoir de la personne pour laquelle il s'est fait assurer. Il pourra également faire le délaissement, qui sera aussi valable que si la personne pour le compte de qui les marchandises assurées vont ou viennent l'avoit fait, sans que cela soit exprimé dans la police (1).

Il nous a paru convenable que les susdites ordonnances fussent exécutées, pour la bonne administration et l'expédition des affaires de commerce de ladite cité qui se font dans les Indes, et en conséquence lesdits prieur et consuls supplient Votre Majesté de les faire examiner et de les confirmer dans leur contenu.

(1) Cet alinéa et le troisième sont indiqués dans la *Recopilacio*, où ils forment les chapitres LVII et LVIII, comme dispositions de l'ordonnance; le second y a été omis. Il en est de même dans la collection de Capmany, qui paroît avoir suivi le texte de la *Recopilacio*.

Las quales dichas ordenanças, que de suso ván incorporadas, aprovamos, y confirmamos por el tiempo que nuestra voluntad fuere. Y queremos que sean guardadas, cumplidas, y executadas. Y por la presente mandamos á los del nuestro consejo, y á los nuestros oficiales, etc.

Lesquelles ordonnances ci-dessus réunies nous approuvons et confirmons, pour être exécutées aussi longtemps qu'il nous plaira.

Ordonnons en conséquence qu'elles soient gardées, accomplies et exécutées; et par la présente mandons à tous les gens de notre conseil, officiers, etc. (1).

PRAGMATIQUE QUI CONSTITUE UN CONSULAT A BURGOS, DU 21 JUILLET 1494 (2).

Don Fernando e doña Isabel, por la gracia de Dios rey et reyna de Castilla, etc. Salud, y gracia.

Sepades que Diego de Soria, regidor y vezino de la dicha ciudad de Burgos, en nombre del prior e consules de la universidad de los mercaderes de la dicha ciudad de Burgos, nos fizo relacion por su peticion que ante Nos en el nuestro consejo presento, diziendo : que bien sabiamos como en las ciudades de Valenzia y Barzelona, e otras partes de nuestros reynos donde habia copia de mercaderes, tenian consulado e autoridad para entender en las causas e diferencias que tocaban á la mercaderia; es á saber, en conpras y ventas, y canbios, y en siguros, y en diferencias de cuentas de los amos y sus factores, e de un mercader á otro, e en conpañias que ovieren tenido e tu-

Ferdinand et Isabelle, par la grâce de Dieu, roi et reine de Castille, etc. etc. Salut et grâce.

Sachez que Jacques de Soria, régidor et habitant de la ville de Burgos, au nom des prieur et consuls de la corporation des marchands de ladite ville, nous a représenté par pétition à nous adressée en notre conseil, qu'il étoit à notre connoissance que, dans les villes de Valence, Barcelone et autres points de nos royaumes où existe un grand nombre de marchands, ceux-ci possédoient un consulat et une autorité spéciale pour connoître des causes et différends relatifs aux marchandises, c'est-à-dire aux achats, ventes, changes, assurances, et différends de comptes entre les maîtres et leurs facteurs, entre deux marchands ou entre des compagnies, pour affrétemens de navires, soit enfin pour les différends qui naîtroient entre les marchands et leurs facteurs établis hors du royaume dans des factoreries, ou faisant leurs affaires dans l'intérieur de ces états, tant

(1) Je n'ai pas cru qu'il fût nécessaire de transcrire et de traduire le reste de cette formule de mandement. Il suffit de faire observer que la pragmatique est datée du 14 juillet 1556, au nom de la princesse.

(2) Cette pragmatique, insérée par Capmany dans son *Codigo, etc.* t. II, pages 153 et suivantes, est publiée ici d'après le manuscrit existant à Burgos d'une ordonnance du 26 mars 1538, qui homologue un très-long travail rédigé en 1537 par les prieur et consuls de cette ville, dans lequel sont insérées diverses lois précédentes relatives à ce consulat. J'ai donné des détails à ce sujet, pages 8 et 9. Il me suffit de dire que la pragmatique de 1494 y étant insérée, j'ai cru devoir conformer ma publication au texte et à l'orthographe du manuscrit, plutôt qu'à l'édition de Capmany, de la *Nueva recopilacio,* et de l'ordonnance de Bilbao, où elle a été aussi insérée, mais avec des rajeunissemens de style et d'orthographe. On voit par l'exposé historique contenu dans l'ordonnance de 1538, que la pragmatique du 14 juillet 1494 fut, immédiatement après sa promulgation, l'objet de réclamations de la part des marchands et maîtres de navires du comté de Biscaye, et des provinces de Guipuscoa et Alava, sur lesquelles statuèrent des pragmatiques des 14 février et 20 septembre suivans, ainsi qu'une du 19 janvier 1496. Je n'ai vu aucun intérêt à publier ces trois documens, dont Capmany ne s'est point non plus occupé.

viesen en afletamientos de naos, y para las diferencias que naciesen entre los mercaderes e sus fatores, que oviesen estado fuera del reyno con las fatorias, y en nuestros reynos, tratando sus haziendas, ansi en las diferencias movidas por pleitos ante jueces ordinarios, como las que estan por mover; por que sabiamos que los pleitos que se movian entre mercaderes de semejantes cosas como las susodichas, nunca se concluyan nin fenecian, porque se presentavan escritos libellos de letrados, de manera que por mal pleito que fuese, lo sustenian los letrados, de manera que los hazian inmortales; lo cual diz que hera en gran daño e perjuizio de la mercaderia, e que desto se causava, que los unos mercaderes tenian poca confiança de los otros, e los otros de los otros; e acaecia muchas vezes, quando algun mercader tenia alguna hazienda, e queria hazer mala verdad á otro, lo ponia á pleito por quedarse con la tal hazienda : e otro tanto acaescia con los fatores, e no embargante que sus amos havian capitulado con ellos, e fazian capitulos de juros sobre la Cruz e santos Evangelios de guardar verdad e lealtad, y de no tomar otro interese sino lo que hera convenido entrellos, diz que muchos de los tales, con poco temor de Dios, y en menosprecio, y en gran cargo de sus conciencias, ivan contra el dicho juramento, e no guardavan la verdad; e que de tal manera facian fraudes e encubiertas en las haziendas y negociaciones que dellos se confiavan, e robavan á sus amos, e que acabo de cinco ó seis años que havian tenido la tal fatoria, tenian mas haziendas que sus amos, e sobre las cuentas se ponian empleitos con los dichos sus amos, con el favor que los abogados les dan, de manera que diz que no pueden aver justizia e razon con ellos; lo qual era notorio á algunos de los del nuestro consejo, que estuvieron en Burgos con el

pour les différends déjà portés devant les juges ordinaires, que pour ceux qui peuvent naître à l'avenir.

Il a ajouté que nous savions que les procès qui, dans les cas ci-dessus énoncés, naissoient entre marchands, ne se concluoient et ne se finissoient jamais, parce qu'on présentoit des écrits libellés par des gens de loi, qui, tout mal fondés que pussent être les procès, les soutenoient de manière à les rendre éternels.

Il en résultoit, comme le dit l'exposant, de graves dommages et préjudices pour le commerce, outre que les marchands perdoient toute confiance les uns vis-à-vis des autres, et que souvent, quand un marchand avoit entre les mains des valeurs appartenant à un autre et vouloit le tromper, il lui intentoit procès pour rester en possession de ces valeurs.

La même chose arrivoit aussi avec les facteurs; bien que leurs maîtres les eussent engagés, et qu'ils eussent juré sur la croix et les saints Évangiles d'agir suivant la vérité et la loyauté, et de ne prendre d'autres salaires que celui dont ils étoient convenus, ils ne craignoient pas d'offenser Dieu et de charger leur conscience en violant leurs sermens et en blessant la vérité.

A ce moyen, ils commettoient des fraudes et des manœuvres coupables relativement aux valeurs et aux opérations qui leur étoient confiées; ils voloient enfin leurs maîtres de telle sorte, qu'au bout de cinq ou six ans qu'ils avoient tenu lesdites factoreries, ils possédoient plus de richesses que leurs maîtres, et grâce à l'appui que leur prêtoient les avocats, ils intentoient des procès, tellement que, comme le dit l'exposant, on n'obtient, envers ces personnes, ni raison ni justice.

Ces faits sont notoires pour quelques-uns des membres de notre conseil, qui, munis de nos pouvoirs, se rendirent à Burgos avec le défunt connétable.

nuestro condeestable ya difunto, teniendo nuestros poderes; e que ansimismo saviamos que muchos de los fatores que venian de Flandes e de otras partes, por se excluir de no dar quenta a sus amos, se ivan a casar a otros lugares fuera de la dicha ciudad de Burgos e de su jurisdicion, e que quando les enviavan a mandar que viniesen dalles cuenta, respondian, que les demandasen en su juridicion; lo qual diz que hera contra justicia, y en daño y perdicion de la dicha mercaderia, porque por los tales cargos les havian sido dados en la dicha ciudad de Burgos, e por los mercaderes della, e que justa cosa hera que alli oviessen de venir a dar sus quentas a sus amos e a las otras personas, de quien las dichas fatorias y cargos tuviesen. E nos suplicaron e pidieron por merced, por si, y en los dichos nombres, que sobrello les proveyesemos, mandando dar comision e facultad al prior y consules de los dichos mercaderes de la dicha ciudad, para que pudiesen llamar los tales fatores ante sí, e ponerles pena, para que ante si pareciesen, e diesen razon e quenta, por uso y trate llano e verdadero de mercaderes, de los dichos sus cargos e por las cosas susodichas, e por cada una dellas, estando a juizio de mercaderes, se podria ay muy brevemente determinar. E suplicaron que ansimismo diesemos facultad a los dichos prior e consules para determinar las semejantes causas, e todas las otras que tocasen a la mercaderia, para que ellos las juzgasen segun estilo de mercaderes, e visto las cuentas e razones que cada una de las partes quisiesen allegar. E asi mismo mandasemos que no recibiesen libelos, ni escrituras de letrados, por que en fin de las dichas causas, si alguna de las dichas partes quisiese apelar, que fuese para adelante de dos mercaderes sacados e nombrados para oyr las apella-

L'impétrant expose qu'il est également à notre connoissance que plusieurs des facteurs qui venoient de Flandre, ou d'autres contrées, alloient, dans la vue de se soustraire à toute reddition de comptes envers leurs maîtres, s'établir dans d'autres lieux hors de ladite ville de Burgos et de sa juridiction, et que lorsqu'on leur faisoit dire de venir rendre compte, ils répondoient qu'on les fît citer devant leur juridiction, ce qui étoit contre toute justice, et une cause de pertes et de préjudices pour ledit commerce; car lesdites commissions leur ayant été données dans la ville même de Burgos par les marchands de cette ville, il étoit juste qu'ils s'y transportassent pour y rendre compte à leurs maîtres et autres personnes dont ils avoient reçu lesdites charges et factoreries.

Il nous a donc supplié et prié en grâce, tant pour lui qu'en la qualité susdite, de pourvoir à cet état de choses en faisant concéder commission et pouvoirs aux prieur et consuls des marchands de ladite ville pour qu'ils pussent appeler ces facteurs devant eux et leur imposer des peines, faute de comparution, et que, suivant la coutume du trafic sincère et de bonne foi des marchands, ils fussent tenus de rendre compte de leurs susdites charges, parce qu'en ressortissant, pour toutes et chacune des choses susmentionnées, du tribunal des marchands, tout y seroit déterminé avec brièveté.

De même il nous a supplié de donner auxdits prieur et consuls pouvoir de régler les causes de ce genre, et toutes autres relatives au commerce, afin qu'ils pussent les juger, à la manière des marchands, sur le vu des comptes et raisons que chacune des parties voudroit exposer; que nous fissions défendre de recevoir des écrits libellés par des gens lettrés; que si, à la conclusion desdites causes, l'une des parties vouloit en appeler, elle fût dorénavant tenue de le faire devant deux marchands choisis et nommés pour connoître des appels, comme cela est établi entre les marchands des susdites villes de Barcelone et de Valence (1), et que les

(1) Voir les formes de procédure déterminées par le règlement de Valence, dont j'ai donné le texte t. V, pages 374 et suivantes.

ciones, segunde la manera que lo tenian los mercaderes en las dichas ciudades de Varcelona y Valencia, e que alli se fenezie-sen las causas, y que en fazer lo susodicho, Nos seriamos muy servidos, y excusariamos muchos inconvenientes que sobre lo susodicho se seguian, e los hombres de mala fee no tendrian causa de se alçar. E ansimismo nos fue suplicado, que quando se fallase algun compañero con mala fee, no guardando su juramento nin concienzia, e que huviese defraudado a su compañero, o el fator a su amo, que el prior e consules, e los dos de ellos que entendiesen en los tales negocios, pudiesen mandar e mandasen al merino de la dicha ciudad de Burgos, que hiziese execucion en sus bienes, para entregarse e fiziesen pago a la persona que lo oviese de aver, e que demas y allende, que lo pudiesen condenar a que fuese avido por ladron, segund las leyes de mis reynos; e que pudiesen mandar al merino de la dicha ciudad, que a las tales personas que prendiesen, fuesen remitidas a nuestra justicia ordinaria, para que fuese executado en ellos lo quel dicho prior y consules diesen por sentencia, porque fuese castigo para los tales, y exemplo para otros, que non tuviesen osadia de robar. E ansimesmo mandasemos que executasen e traxesen a devida execucion todas las sentencias que por los dichos prior y consules fuesen dadas. E ansimesmo nos fizieron relacion, deciendo que los dichos mercaderes heran defraudados continuamente de sus fatores que estavan fuera de nuestros reynos, que despues de llegadas las mercaderias a las estaplas donde ellos estavan, diz que hechavan e repartian sobre sus mercaderias

causes se vidassent définitivement par-devant eux; qu'en faisant ce que dessus, notre service en ressentiroit un grand bien, nous préviendrions une foule de difficultés qui naissent de l'état de choses actuel, et empêcherions les gens de mauvaise foi de faire traîner les affaires en longueur.

Il nous a été également demandé que quand quelque associé seroit convaincu de mauvaise foi pour n'avoir pas observé ses sermens, pour avoir manqué à sa conscience et fraudé son associé, ou quand la même chose arriveroit de la part d'un facteur vis-à-vis de son maître, les prieur et consuls, ou ceux d'entre eux qui connoîtroient des affaires de ce genre, pussent ordonner au juge (1) de ladite ville de Burgos de faire une saisie de ses biens pour être remis en payement à la personne à qui il seroit dû; qu'en outre le coupable pût être condamné par eux et être considéré comme voleur, suivant les lois de nos royaumes; qu'ils pussent aussi ordonner au juge de la susdite ville de remettre toute personne ainsi capturée à nos justices ordinaires, afin que celles-ci fissent exécuter ce que lesdits prieur et consuls auroient sentencié, et qu'ainsi cela servît de châtiment aux coupables et d'exemple pour tous autres qui oseroient commettre des vols.

Nous avons aussi été supplié de faire exécuter et amener à due exécution toutes les sentences qui seroient rendues par lesdits prieur et consuls.

Le sollicitant a également exposé que lesdits marchands étoient sans cesse fraudés par les facteurs qu'ils envoyoient hors de nos royaumes, et qui, après l'arrivée des marchandises dans les échelles où ils se trouvoient, chargeoient et répartissoient sur leurs marchandises certaines quantités de deniers, sous prétexte de besoins qu'ils prétendoient exister,

(1) M. A. de Clercq, qui a eu l'obligeance de faire cette traduction, m'a envoyé une note dont l'objet est de faire observer que dans nos documens le mot *merino* est susceptible de deux acceptions : tantôt, comme dans la plupart des priviléges accordés au royaume de Léon, il signifie *juge, alcade;* tantôt, comme dans plusieurs endroits de l'ordonnance de 1538, il ne désigne qu'un officier inférieur, chargé de recouvrer les amendes, arrêter les prévenus et exécuter les jugemens. On peut consulter Marina, *Théorie des cortès,* tome Ier, page 225. M. A. de Clercq a pensé que, dans la pragmatique de 1494, *merino* avoit le premier de ces deux sens.

algunas quantias de maravedis, so color de algunas necesidades que dezian que havian menester, ansi para conservar los peligros de fuera de nuestros reynos, que por nuestro respeto les havian seidos otorgados, como para dar a marineros pobres, que muchas vezes venian destroçados e tomados sus navios, e para conservacion de las misas que en las capillas en cada estapla avian fecho, e para otras necessidades, e para otras necessidades onestas e provechosas; que diz, que se estendian los dichos sus fatores a fazer los dichos gastos superfluos. E nos fue suplicado e pedido por merced, que para el remedio dello mandasemos a los dichos consules de todas las estaplas, que en fin de cada un año, e pasado tres meses de cada un año, que alla oviesen fenezido las quentas de la recetoria e de los gastos, enbiasen las dichas cuentas a los dichos prior e consules de Burgos, para que ellos con seis diputados juntamente, viesen las dichas cuentas, e lo demasiado e mal gastado e mandado gastare mandasen, los dichos consules que estuvieren fuera de nuestros reynos, que fuesen nuestros subditos, que estuviesen por la determinacion, que los dichos prior e consules de Burgos en ello diesen. E ansimismo sabriamos, que la dicha universidad de los mercaderes de la dicha ciudad de Burgos echavan averias sobre sus mercaderias, por virtud de un privilegio que la dicha universidad tenia para las necesidades, ansi para enbiar personas de autoridad e confianza a fletar las flotas, como para las que havian de despachar para que partiesen, como para remediar males e robos que les fazian cosarios e otras gentes con quien Nos haviamos tenido guerra, y aun con otros que teniamos paz, que havian tomado a nuestros subditos muchos navios en diversas vezes, e que la dicha universidad enviava

soit pour se préserver de tous dangers hors du royaume, soit dans les cas où ces exigences leur avoient été imposées comme autorisées par nous, par exemple, pour secourir les marins qui arrivent souvent en état de détresse après la capture de leurs navires, ou pour l'entretien des messes établies dans les chapelles de chaque échelle, soit enfin pour tout autre besoin honnête et avantageux; mais que pour ces différens objets les facteurs se laissoient entraîner à faire des dépenses superflues.

Afin d'y porter remède, nous avons été supplié de daigner ordonner aux consuls de toutes les échelles, qu'à la fin de chaque année, et trois mois après l'expiration des comptes annuels de recettes et de dépenses, ils eussent à envoyer lesdits comptes aux prieur et consuls de Burgos, afin que ceux-ci, conjointement avec six députés, pussent les examiner, vérifier le bon ou mauvais emploi des dépenses, et enfin prescrire aux consuls résidant hors du royaume de s'en tenir strictement aux ordres et décisions partis de Burgos.

Il nous a été exposé, de la même manière, qu'il étoit à notre connoissance que la corporation des marchands de la ville de Burgos imposoit, en vertu d'anciens priviléges, des droits d'avarie (1) sur les marchandises, à l'effet de pourvoir à certaines dépenses, soit pour l'envoi de personnes chargées d'affréter les flottes, soit pour les frais d'expédition des navires, soit pour réparer les vols et pertes occasionnés par des corsaires ou autres gens, en temps de paix, et contre lesquels la corporation est dans l'usage d'agir collectivement pour tous.

(1) Voir à ce sujet la note 1re de la page 112 ci-après.

generalmente a los remediar por todos; que si cada uno huviera de yr a remediar lo suyo, no lo podrian sufrir por los grandes gastos que diz que se le recrecian; e que los mercaderes que non tenian tanta facultad lo dexarian perder, e que la universidad tomava la mano en ello por todos, ansi para nos lo fazer saber e suplicar lo mandasemos remediar, e enviavan personas fuera de nuestros reynos con nuestras cartas para el remedio de ello, e otras muchas cosas e necessidades e gastos que los dichos mercaderes continuamente tenian, que no podian bivir sin ellas; e que por esto les havia sido otorgado el privilegio para poder fazer el dicho repartimiento sobre las dichas mercaderias de los tratantes que cargavan juntamente con ellos, e gozavan de todos sus provechos ygualmente, e que asi se procura igualmente lo que cumplia a los mercaderes de fuera parte, como a los de la dicha universidad : E nos suplicaron nos pluguiese de mandar que ansi se fiziese, e que sobrello proveyesemos como la nuestra merced fuese. Lo qual todo visto en el nuestro consejo, e con Nos sobrello consultado, acatando cuanto cumple a nuestro servicio, e al bien e pro comun de nuestros reynos de conservar el trato de la mercaderia, y como en algunas partes de nuestros reynos y en los reynos comarcanos los dichos mercaderes tienen sus consules, que fazen e administran justicia en las cosas de mercaderias, entre mercadero e mercadero : fue acordado, que en quanto nuestra merzed e voluntad fuese, devriamos proveer en la forma siguiente : e Nos tovimoslo por bien.

E por la presente damos licenzia, poder e facultad e juridicion a los dichos prior y consules de los mercaderes de la dicha ciudad de Burgos, que agora son, e seran de aqui adelante, para que tengan juridicion de poder conocer, e conoscan de las diferencias e debates que

Car si chaque interessé avoit à agir seul, et à poursuivre isolément la réparation des torts qu'il auroit éprouvés, l'insuffisance de ressources de la part des uns, ou l'énormité des dépenses pour d'autres, rendroit impossible toute issue avantageuse, et amèneroit des pertes encore plus sensibles : que c'est pour remédier à cet état de choses que la corporation y intervenoit au nom de tous, et envoyoit hors du royaume des agens munis de nos patentes, qui surveilloient en même temps d'autres affaires et dépenses indispensables pour les susdits marchands: que, par ces motifs, on leur avoit concédé le privilége de répartir des droits sur les marchandises des commerçans qui s'associoient à eux pour les cargaisons, et jouissoient des mêmes avantages, marche non moins utile aux trafiquans du dehors qu'aux membres de la corporation, et qu'ils nous ont dès lors supplié de faire sanctionner, en prenant telle résolution que nous dicteroit notre bon plaisir.

Ayant vu, examiné et consulté le tout en notre conseil; reconnoissant combien il importe à notre service et au bien de nos états de favoriser le trafic des marchandises, et attendu que, dans certaines parties du royaume, comme dans les contrées étrangères qui l'avoisinent, les marchands ont des consuls pour leur administrer la justice dans les choses relatives au trafic de commerçant à commerçant, il a été reconnu que nous devrions prendre les résolutions suivantes, et nous l'avons eu pour agréable.

Nous concédons, par les présentes, pouvoirs et facultés aux prieur et consuls des marchands de la ville de Burgos, actuellement en exercice, ou à leurs successeurs, pour administrer la justice, connoître de tous différends et débats qui surviendroient de marchand à marchand, ou avec leurs associés et facteurs, soit au sujet d'expéditions de

oviere entre mercader e mercader, e sus compañeros e fatores, e sobre el traer de las mercaderias, asi sobre conpras, e ventas, e cambios, e seguros, e quentas e conpras que hayan tenido e tengan, sobre afletamientos de naos, e sobre las fatorias que los dichos mercaderes ovieren dado a sus fatores, ansi en nuestros reynos, como fuera dellos, ansi para que puedan conoscer e conoscan de las dichas diferencias, e debates, e pleitos pendientes entre los susodichos, como de todas las otras cosas que se acaescieren de aqui adelante, para que lo libren e determinen libre e sumariamente segun estilo de mercaderes, sin dar luengas dilaciones nin plazos de abogados : E mandamos que de la sentencia o sentencias que ansi dieren los dichos prior y consules entre las dichas partes, si alguna dellas apelaren, que lo pueda fazer por ante nuestro corregidor que agora es o fuere de la dicha ciudad de Burgos, e non para otra parte :

Al qual dicho corregidor mandamos que conosca de la tal apelacion; e para conocer e la determinar, tomen consigo dos mercaderes de la dicha ciudad, los que a el parecieren que sean hombres de buenas conciencias; los quales hagan juramento de se haver bien e fielmente en el negocio que ovieren de entender, guardando la justicia a las partes, y conociendo e determinando la dicha causa por estilo dentre mercaderes, sin libellos ni escritos de abogados, salvo solamente la verdad sabida e la buena fee guardada, como entre mercaderes, sin dar lugar a luengas e malizia, nin aplazo, nin dilaziones de abogados : Y si los dichos corregidores e mercaderes confirmaven la dicha sentencia, que ansi fuere dada por los dichos prior y consules, mandamos que della no aya mas apelacion, nin agravio, ni otro recurso alguno; salvo que se executen realmente, e con efecto. E si por la dicha sentencia que ansi dieren los dichos corregidor e los

marchandises, soit relativement à des achats, ventes, changes, assurances, comptes et achats pour affrétemens de navires, comptoirs établis par les susdits marchands en faveur de leurs facteurs dans l'intérieur ou hors du royaume; cette compétence devant embrasser, non-seulement les matières relatées plus haut, mais encore toute autre espèce de différend qui pourroit survenir entre les mêmes personnes; voulant qu'ils décident à cet égard librement, et sous forme sommaire, suivant la coutume entre marchands, sans concéder de longues remises ni admettre d'avocats.

Mandons que si l'une des parties contendantes veut appeler des sentences ainsi rendues par les prieur et consuls, elle en ait la faculté en portant l'appel devant le corrégidor de la ville de Burgos, et non devant aucun autre tribunal;

Ordonnons à ce corrégidor de connoître desdits appels, mais de s'adjoindre, pour les juger, deux marchands de la ville, à choisir parmi ceux qui lui paroîtront les plus consciencieux, et qui devront s'engager sous serment à agir scrupuleusement dans l'affaire dont ils auront à connoître; d'administrer justice aux deux parties, en examinant et résolvant leurs débats, comme entre marchands, sans libelles ni écrits d'avocats, ne s'en tenant qu'à la vérité et bonne foi qui doit régner dans le commerce, évitant avec soin tous délai, ajournement ou longueurs provoqués par des avocats.

Dans le cas où lesdits corrégidor et marchands confirmeroient la sentence rendue par les prieur et consuls, nous voulons qu'on ne puisse plus en appeler ni en faire l'objet d'autres révisions ou recours; mais qu'au contraire elle soit fidèlement exécutée et sorte son effet.

Si, par contre, cette seconde sentence des corrégidors et marchands réformoit celle des

mercaderes revocaren la sentencia dada por los dichos prior e consules, e algunas de las partes suplicare o apelare de ella; quen tal caso, quel dicho corregidor lo tome a reveer, conociendo del tal negocio, e determinandolo segunde como deveis, con otros dos mercaderes que el escogiere, que no sean los primeros, los quales fagan el mismo juramento; e que de la sentenzia tercera que ansi dieren los dichos corregidor e dos mercaderes, que sera confirmatoria, o revocatoria, o enmendada en todo o en parte, queremos e mandamos que non aya mas apelacion nin suplicacion, nin agravio, nin otro remedio alguno.

E por la presente advocamos a Nos todos los pleytos quentre los dichos mercaderes de la dicha universitad e los dichos sus fatores sobre las cosas susodichas estan pendientes, ansi ante los del nuestro consejo, como ante el presidente e oidores de la nuestra audiencia, e alcaldes de la nuestra corte e chanzilleria, como ante otros qualesquier corregidores e juezes, a los quales mandamos que non conoscan dellos, e los remitan ante los dichos prior y consules, a los quales mandamos que los tomen en el estado en que estan, e vayan por ellos adelante, e los libren y determinen segund la forma desta dicha nuestra carta.

Otrosi mandamos que los dichos fatores de los dichos mercaderes de la dicha ciudad de Burgos sean obligados a venir a la dicha ciudad de Burgos a dar las quentas de las mercaderias e haziendas que les fueren encomendadas a sus amos, e esten en la dicha ciudad ante los dichos prior y consules a derecho sobre las dichas deudas que las dichas cuentas se recrecieren,

prieur et consuls, et que l'une des parties demandât à en appeler, nous voulons que, dans ce cas, le corrégidor connoisse de l'affaire en révision, et la décide en s'adjoignant encore deux marchands autres que les premiers, lesquels devront également prêter serment; mais nous voulons et mandons que la troisième sentence qui interviendroit ainsi, soit qu'elle confirme, réforme ou amplifie les autres, en tout ou partie, ne puisse plus être l'objet d'aucune espèce d'appel, recours ou révision quelconque (1).

Et évoquant à nous, par les présentes, tous procès pendans entre les marchands de la susdite corporation et leurs facteurs, pour les matières indiquées plus haut, soit par-devant notre conseil, les président et auditeurs de notre audience, soit devant les alcades de notre capitale, ou tous autres corrégidors et juges, nous défendons à toutes ces justices et cours d'en connoître, voulant qu'ils défèrent et remettent toutes ces causes aux susdits prieur et consuls, à qui nous mandons de les recevoir, dans l'état où elles se trouvent, afin d'en poursuivre l'examen et jugement dans la forme déterminée par la présente charte.

Item. Nous mandons et voulons que les facteurs des susdits marchands de Burgos soient obligés de se transporter dans cette ville pour rendre compte des marchandises et espèces qui leur auroient été confiées par leurs maîtres; et quant aux débats que ces comptes feroient s'élever entre eux, qu'ils soient tenus de comparoître par-devant les prieur et consuls de la corporation, alors même qu'ils demeureroient et résideroient hors des limites

(1) On trouve ici en principe une règle semblable à celle qui étoit suivie à Valence et en Catalogne, mais point de dispositions aussi étendues pour régler la procédure. Tout porte à croire qu'on observoit celle de ces consulats. Les prieur et consuls de Burgos insérèrent dans le travail homologué par la pragmatique du 26 mars 1538 quelques dispositions sur la procédure qui s'y réfèrent, et qui ont trop peu d'importance pour que j'aie dû les recueillir. Capmany ne les a point aussi insérées dans son *Codigo*.

aunque los dichos fatores sean e bivan fuera de la juridicion de la dicha ciudad, o se hayan casado fuera della antes o despues que tienen la dicha fatoria.

Otrosi mandamos que las dichas sentencias que ansi los dichos prior e consules dieren, si no fueren apeladas e despues confirmadas, por esta nuestra carta damos poder y facultad a los dichos prior e consules de la dicha ciudad para que las pueda mandar e executar.

E mandamos al merino de la dicha ciudad de Burgos, e a sus lugares-tenientes, que executen e cumplan todos los mandamientos que sobre la execucion de las dichas sentencias para el fueren dadas por los dichos prior y consules; e si para ello los dichos prior y consules ovieren menester favor e ayuda, por esta dicha nuestra carta mandamos a todos los concejos, justicias, rejidores, cavalleros, escuderos, oficiales e omes-buenos, ansi de la dicha ciudad de Burgos, como de todas las otras ciudades, e villas e lugares destos nuestros reynos y señorios, que por los dichos prior e consules para ello fueren requeridos, que se lo den e hagan dar, e que en ello nin en parte de ello, embargo ni contrario alguno les non pongan ni consientan poner, so las penas que ellos de nuestras partes les puiseren; las quales Nos, por la presente les ponemos e avemos por puestas.

E ansimismo mandamos que quando los dichos prior y consules fallaren en alguna culpa a qualquier compañero o fator que aya tomado o defraudado la hazienda de su compañero o de su amo, que puedan mandar al dicho merino de Burgos, o a otro qualquier executor que aga la execucion en bienes de la tal persona o personas, fasta que la dicha hazienda sea restituida, e que le puedan condenar en qualquier pena civil, fasta lo inhabilitar del dicho oficio de mercaderia; e si otra pena criminal mayor me-

de la juridiction de la ville de Burgos, et qu'ils se seroient établis à l'étranger, avant ou après l'administration de la factorerie.

Item. Donnons et concédons, par la présente charte, pleins pouvoirs et facultés aux prieur et consuls de la ville de Burgos pour faire exécuter les sentences qu'ils auroient ainsi rendues, et dont il n'auroit pas été appelé ou qui auroient été confirmées sur appel.

Item. Mandons au juge de la ville de Burgos d'exécuter et accomplir les ordres qui, pour l'exécution de semblables sentences, leur seroient donnés par les prieur et consuls, comme aussi nous voulons que, dans le cas où ceux-ci auroient besoin de secours ou aides, tous conseils, justices, régidors, hommes d'armes, officiers et prud'hommes de Burgos ou de toutes autres villes, cités et lieux quelconques du royaume, soient tenus, à la première réquisition, de les assister ou faire assister, et de ne pas permettre qu'ils éprouvent le moindre empêchement ou difficulté.

Item. Nous voulons que, quand les prieur et consuls imposeront un châtiment quelconque à l'associé ou au facteur d'un marchand qui auroit pris ou fraudé les biens de son maître, ils puissent prescrire au bailli de poursuivre l'exécution du jugement sur les biens du coupable, jusqu'à parfaite restitution des valeurs soustraites, ou bien aussi imposer toute punition personnelle au coupable, sans excepter la privation du droit de faire le commerce; voulons enfin que s'il avoit encouru une peine criminelle, les prieur et consuls remettent la cause entre les mains de notre justice ordinaire à Burgos, qui, après examen de la procédure déjà instruite contre lui, et

reciere, mandamos que lo remitan a la nuestra justicia ordinaria de la dicha ciudad, para que visto lo que contra ellos estuviere procesado, y la mas informacion que vieren, que fuere necessario de saber, la dicha nuestra justiziâ lo condene a la pena que mereciere, segund la gravedad del delito.

des informations ultérieures jugées nécessaires, le condamnera, suivant la gravité du crime, à la peine dont il se seroit rendu passible.

E otrosi mandamos que los dichos fatores que estan en el condado de Flandes, y en los reynos de Francia y Ingelaterra, e ducado de Bretaña, e en otras qualesquier partes fuera destos nuestros reynos, nin sus consules, non puedan repartir ni repartan quantias de maravedis algunos sobre las dichas mercaderias, que van de nuestros reynos o de otra qualquier parte al dicho condado de Flandes, e a otras partes, mas de tanto por libra, segund que antiguamente se acostumbraban repartir: e aquello que se repartiere e recaudare, no se pueda gastar, salvo en las cosas necessarias e concernientes al bien pro comun de los mercaderes: e que las quentas de lo que ansi gastaren, mandamos a los dichos fatores e consules que enbien cada un año a los dichos prior y consules, para que ellos las traygan a la feria que se hiziere en la villa de Medina del Campo cada año, e traidas a la dicha feria, mandamos que quatro mercaderes, dos de la dicha ciudad de Burgos, y otros dos helegidos por los mercaderes de las otras ciudades e villas de nuestros reynos que se fallare en la dicha feria, que tienen trato fuera de nuestros reinos, los quales todas, examinen las dichas quentas; e lo que por ellas fallaren que non se deben recibir en quenta, que non lo recivan, e lo fagan restituir a los que los mandaron gastar.

Item. Interdisons à tous facteurs établis dans le comté de Flandre, dans les royaumes d'Angleterre et de France, dans le duché de Bretagne ou dans toute autre contrée étrangère, de même qu'à leurs consuls, de répartir des quantités quelconques de deniers sur les marchandises expédiées du royaume sur la Flandre ou tout autre point, sauf le tant par livre établi anciennement, et qui après répartition et recouvrement, ne pourra être appliqué qu'aux dépenses utiles et intéressant toute la corporation des marchands (1).

Mandons que les comptes des dépenses ainsi effectuées soient envoyés annuellement par lesdits facteurs et consuls aux prieur et consuls de Burgos, afin que ceux-ci puissent les porter à la foire qui se tient tous les ans dans la ville de Medina del Campo, où nous voulons que quatre marchands (dont deux pris parmi ceux de la cité de Burgos, et les deux derniers choisis par les marchands des autres villes du royaume qui se trouveroient présens à la foire, et seroient en relation d'affaires avec l'étranger) examinent les susdits comptes, en rejettent ce qui ne leur paroîtroit pas devoir être admis, et le fassent restituer par ceux qui auroient ordonnancé la dépense.

(1) Ce droit ou contribution est ce que plus haut on appelle *avaries*. Il existoit très-anciennement, ainsi qu'on le fait observer; mais, quoique confirmé, il paroît que plusieurs difficultés s'élevèrent sur le mode de perception, l'emploi et les comptes à rendre. Il y fut pourvu par une pragmatique du 7 mars 1514, rapportée textuellement dans l'ordonnance de 1538, et à laquelle cette ordonnance a ajouté des dispositions réglementaires. Je n'ai vu aucun intérêt à les publier, et c'est aussi l'opinion qu'en avoit eue Capmany, qui les a omises dans son *Codigo*.

E esto mismo mandamos que se haga cerca de las cuentas pasadas de seis años a esta parte; e que los dichos mercaderes e fatores, e los consules pasados que estan en el condado de Flandes, y Enveres, y en la Rochela, y en Nantes, y en Londres, y en Florencia, sean obligados a las enbiar a la dicha ciudad de Burgos, dentro de seis meses desde el dia que alla les fuere notificado, a los dichos prior y consules, para que ellos las traigan a la dicha feria de Medina, para que allí se vean; y lo que fallaren mal gastado, lo fagan restituir segund dicho es; e tomadas las dichas cuentas, si los dichos quatro mercaderes vieren que ay necesidad que para algunos negocios concernientes al bien comun de todos, cunple que echen algunas averias mas para el gasto de los tales negocios; por la presente les damos licencia e facultad para que lo puedan facer por entonces, para cumplir las dichas necesidades e non mas; e que esto que non lo puedan hazer nin fagan, salvo quando vieren que hay tal necesidad, que no se puede hazer menos.

E otrosi mandamos que los dichos prior y consules de la dicha ciudad tengan cargo de afletar los navios de las flotas en que se cargan las mercaderias destos nuestros reynos, ansi en el nuestro noble y leal condado y señorio de Vizcaya, e provincia de Guipusqua, como en las villas de la costa e merindad, segund e de la manera que lo tienen de costumbre; haziendolo saber a toda la universidad de los mercaderes, ansi de la dicha ciudad de Burgos, como de las ciudades de Segovia, e Vitoria, e Logroño, e villas de Valladolid, e Medina de Ruiseco, e de otras qualesquier partes que tienen semejantes tributos, faciendoles saber el tiempo en que an de dar las dichas lanas, para que

Mandons aussi qu'on observe la même marche à l'égard des comptes des six années antérieures à la présente, et que les marchands, facteurs et consuls qui se trouvent dans le comté de Flandre, à Anvers, La Rochelle, Nantes, Londres et Florence, soient obligés d'envoyer lesdits comptes à Burgos, dans le terme de six mois, à partir du jour où ils en auront reçu la notification, afin que les prieur et consuls les emportent à la susdite foire de Medina del Campo, les examinent, et fassent restituer ce qu'ils auront reconnu avoir été mal dépensé; et si après l'apurement de ces comptes, les quatre marchands susmentionnés acquéroient la conviction que, pour mieux pourvoir au soin de certaines affaires d'une utilité générale, il importe d'augmenter le taux ou le nombre desdits droits d'avarie, nous leur concédons, par les présentes, pouvoir et faculté d'établir ce qui sera nécessaire pour faire face à ces besoins, mais rien au delà, et cela seulement dans des circonstances extraordinaires qui ne leur permettroient pas d'agir autrement.

Mandons aussi que, suivant la coutume établie, les prieur et consuls de la ville de Burgos aient la charge de l'affrétement des navires (1) ou convois dans lesquels sont embarquées les marchandises sortant du royaume par notre noble et loyal comté-seigneurie de Biscaye, et la province de Guipuscoa, de même que par les villes et ports de la côte ou des bailliages limitrophes.

Toutefois, ils auront soin de le faire savoir à toute la corporation des marchands, tant à Burgos que dans les villes de Ségovie, Vittoria, Logroño, Valladolid, Medina de Rio-Seco et autres cités quelconques qui y prennent part, afin que chacun connoisse l'époque à laquelle il est tenu de remettre ses laines aux capitaines des susdits navires, dans la forme et teneur accoutumées; mais pourvu que les

(1) Il a été rendu à ce sujet une pragmatique le 31 janvier 1512, dont on trouvera ci-après, page 115 et suivantes, le texte et la traduction. Cette loi a reçu des additions en 1537 dont Capmany n'a publié qu'une partie et que je donnerai page 121 et suivantes.

cumplan con los maestros de las dichas naos, segund e de la manera que se suele e acostumbra hazer; con tanto que los dichos navios se afleiten de nuestros subditos e naturales quando los oviere; e que pudiendo haber navios de los dichos nuestros subditos, non afleiten navios estrangeros.

navires affrétés appartiennent aux sujets de nos royaumes, qui devront toujours avoir la préférence sur les navires étrangers.

E otrosi queremos que los dichos prior y consules e quatro mercaderes, diputados para las dichas quentas, quando vieren que cumple hazer algunas hordenanças perpetuas, o por tiempo cierto, cumplideras, a servicio de Dios, y nuestro, y al bien y conservacion de la mercaderia, que no sea en prejuizio de otros terceros, que ellos lo fagan; e las hordenanças que ansi fizieren, las enbien ante Nos, e no usen dellas hasta que sean confirmadas. Que para todo lo susodicho, e para lo dello dependiente, Nos por esta nuestra carta damos poder cumplido a los dichos prior y consules, y a los mercaderes con todas sus incidencias e dependencias, anexidades e conexidades: E mandamos a los partes a quien toca e atañe lo en esta nuestra carta contenido, que fagan e cunplan e executen lo que por los dichos prior y consules cerca de lo susodicho fuere mandado, e parescan ante ellos a sus llamamientos y emplazamientos, a los plazos y so las penas que les pusieren: las quales Nos por la presente les ponemos e avemos por puestas, e les damos poder e facultad para las executar en los que rebeldes e ynobedientes fueren.

De même lorsque les susdits prieur et consuls reconnoîtront, de concert avec les quatre marchands qui leur sont adjoints pour l'apurement des comptes, qu'il importe au service de Dieu, au nôtre et au bien ou à la conservation du trafic des marchandises, de dresser certains règlemens à titre perpétuel ou pour un temps limité, et qui ne seroient pas au préjudice des tiers, nous voulons qu'ils puissent les rédiger, et que les règlemens ou ordonnances ainsi dressés nous soient présentés en notre conseil, sans qu'il en puisse être fait usage jusqu'à ce qu'ils aient été confirmés.

Aux fins que dessus, et pour tout ce qui s'y rapporte, nous donnons par la présente charte pouvoir illimité aux prieur, consuls et marchands; ordonnant aux parties que toucheroit ou concerneroit le contenu de la présente charte, de faire, accomplir et exécuter tout ce que les prieur et consuls pourront prescrire, et de se rendre à leurs appels et citations, le tout sous les peines imposées par eux, peines que nous sanctionnons ici, pour l'application desquelles à tout rebelle ou contrevenant, nous concédons aux susdits prieur et consuls pleins pouvoirs et facultés (1).

(1) Je n'ai pas cru qu'il fût nécessaire de transcrire le reste de ce document, qui consiste dans les formules ordinaires de sanction et mandemens aux diverses autorités de tenir la main à l'exécution, ainsi que dans la date, les signatures royales, et celles des conseillers.

PRAGMATIQUE CONCERNANT LES AFFRÉTEMENS, DU 31 JANVIER 1512 (1).

Doña Juana, por la gracia de Dios, reina de Castilla, de Leon, etc. etc.

Por quanto por parte de bos el prior e consules de la uniuersidad de los mercaderes de la noble ciudad de Burgos me fue fecha relazion por vuestra peticion diciendo, que vosotros herades ciertos e certificados, e por espirienzia parescian de cada dia la mucha diminucion e falta, que de pocos dias a esta parte abia abido e abia de nabios gruesos en los lugares e puertos de la costa de la mar destos mis reinos e señorios, por que en otros tiempos solia aber en ellos mucha abundancia de naos gruesas e algunas carracas, e que agoria abia mucha falta dellas; e que el rey mi señor e padre ynformado de lo susodicho, e como a causa de la diminucion que abia de los dichos nabios, se siguian e podian siguir grandes daños e ynconbenientes a los subditos e naturales destos mis reynos, e señaladamente a los mercaderes e tratantes dellos, bos mando que ynbiasedes ante el algunas personas que estubiesen ynformados de lo susodicho, para que juntamente con otras personas, que su alteza habia mandado llamar de otras ciudades e billas de estos mis reinos, e del muy noble e leal condado e señorio de Vizcaya e probinzia de Guipuzcoa, platicasen la forma que se podria tener, para que de aqui adelante en los dichos puertos e costa de la mar se hiziesen carracas e naos gruesas, como en otros tiempos las solian aber : lo qual se abia

Jeanne, par la grâce de Dieu, reine de Castille, de Léon, etc. etc.

Vu le rapport par lequel vous les prieur et consuls de la corporation des marchands de la très-noble ville de Burgos nous avez exposé que l'expérience de chaque jour vous avoit fait et vous faisoit de plus en plus reconnoître la diminution du nombre de grands navires dans les lieux et ports des côtes maritimes de cette partie de mes royaumes, puisqu'en d'autres temps on y trouvoit d'ordinaire un grand nombre de forts navires et plusieurs carraques, tandis qu'à présent il n'en existe presque plus :

Que le roi mon seigneur et père, informé de cet état de choses, ainsi que des graves préjudices et inconvéniens qui pouvoient résulter ou résultoient de la diminution des navires, tant pour mon royaume que plus particulièrement pour la classe de ses marchands et trafiquans, vous ordonna d'envoyer auprès de lui quelques personnes bien informées de l'état des choses, afin que, conjointement avec celles que S. A. avoit fait appeler d'autres cités et villes du royaume, du comté et seigneurie de Biscaye et de la province de Guipuscoa, elles examinassent les mesures à prendre pour qu'à l'avenir on construisît dans lesdits ports et sur ces côtes maritimes de gros navires et des carraques comme anciennement :

Que tout cela avoit été exécuté ainsi, et

(1) Cette pragmatique est datée par Capmany, *Codigo*, t. II, page 58, du 31 janvier 1511; mais dans le manuscrit de Burgos, dont j'ai reçu copie, elle porte la date de 1512. Capmany s'est probablement décidé en supposant que l'année commençoit à Pâques; mais il n'a pas fait attention que la pragmatique étoit datée de *lo Nascimiento de J. C.*, c'est-à-dire de la Nativité, mode de computation adopté en Castille depuis 1393. On voit d'ailleurs dans le préambule que les prieur et consuls ont rédigé leur travail le 14 novembre 1511, pour être exécuté à compter du 1er janvier de l'année *prochaine* 1512. Ce document est d'une très-médiocre importance, et je ne l'aurois même pas publié si Capmany ne l'eût admis dans sa collection.

fecho ansi, e que cerca de lo susodicho e de la forma que se abia de tener de aqui adelante en la cargazon de las mercaderias e cosas que se cargasen e lebasen destos mis reinos, asi para Lebante, como para Poniente e para otras partes, aviades fecho e hordenado entre vosotros ciertas hordenanças, que vos parescian ser justas e necesarias para ello : por ende que me suplicabades e pediades por merced, que para que aquellas mejor fuesen guardadas e complidas e executadas, las mandase confirmar e aprobar segund que en ella se contiene; e como la mi merced fuese, lo qual bisto por los del mi consejo, e las dichas hordenanças de que de yuso se haze mencion, e consultado con el dicho rey mi señor e padre, fue acordado que en cuanto mi merced e boluntad fuese las debia confirmar e yo tobelo por bien : el thenor de las quales dichas hordenanças es este que se sigue.

En el nombre de Dios Todo-Poderoso, etc. etc. Nos el prior e consules de la uniuersidad de los mercaderes desta muy noble e mas leal ciudad de Burgos, cabeça de Castilla, camara de la reina nuestra señora, estando como estamos ayuntados en la casa de nuestro ayuntamiento que es en la calle de la Llana de la dicha ciudad, donde nos solemos e acostunbramos juntar para hazer e ordenar las cosas tocantes a los mercaderes de la dicha universidad, a catorce dias del mes de nobienbre, año del nascimiento de nuestro Señor Jesuchrispto de mil e quinientos e onze años, especialmente estando presentes — Dezimos que por quanto nosotros todos los mercaderes de la dicha uniuersidad hemos seido informados e plenariamente certificados, segun que por espiriencia a pareszido e pareszede cada dia, la mucha diminucion e fasta que de pocos años a esta parte a avido e hay en los lugares e puertos

que, tant à l'égard de ce que dessus que de la forme dans laquelle à l'avenir devroient s'opérer les chargemens de marchandises expédiées du royaume, soit pour le Levant, soit pour l'Occident ou autres points, vous aviez fait et dressé entre vous certaines ordonnances qui vous paroissoient à la fois justes et utiles;

Comme par tous ces motifs, et pour leur plus exact accomplissement, vous nous avez supplié de daigner faire sanctionner et approuver le contenu desdites ordonnances; ayant soumis le tout à l'examen des membres de notre conseil, et pris à cet égard les conseils du roi mon seigneur et père, j'ai jugé convenable de me conformer à leur avis et de sanctionner les susdites ordonnances, dont la teneur est littéralement comme il suit (1) :

Au nom de Dieu Tout-Puissant, etc. etc. Sachent tous présens et à venir que nous, les prieur et consuls de la corporation des marchands de la T. N. et T. L. ville de Burgos, nous trouvant réunis cejourd'hui quatorzième jour du mois de novembre de l'an du Seigneur 1511, en la salle ordinaire des assemblées de la corporation, en présence de N. N. (suivent les noms des prieur et consuls) :

Disons qu'ayant tous, comme membres de la corporation, appris par l'expérience journalière la grande diminution de gros navires et carraques qui se fait remarquer depuis quelques années dans les ports de cette côte, où anciennement on en trouvoit un si grand nombre; et le roi Ferdinand, T. F. et C. et T. P. seigneur, régent et administrateur, au nom de la reine, de ces royaumes et seigneu-

(1) Capmany n'a fait imprimer qu'une partie de cet exposé très-verbeux qui précède l'ordonnance de la reine.

de la costa de la [mar] de estos reinos e señorios, en los quales antes solian aver mucha abundancia de naos gruesas e algunas carracas; e tambien, por que el muy alto e catolico e muy poderoso señor el rey don Fernando nuestro señor, gobernador e administrador destos reynos e señorios por la dicha reina nuestra señora, informado de lo susodicho, e como a causa de la falta e diminuçion de los dichos nabios se siguen e pueden siguir muchos dapños e inconbenientes a los subditos e naturales de estos reinos, e señaladamente a los mercaderes e tratantes dellos; e porque esto se probeyese e remediase, nos enbio a mandar enbiasemos ante su Alteza personas que estubiesen informados de todo lo susodicho, para que juntamente con otras personas, que por su Alteza fueron mandadas llamar de otras ciudades e villas destos reinos, e del condado e señorio de Vizcaya e de la probincia de Guipuzcoa, platicasen la forma que se podria tener, para que de aqui adelante en los dichos logares e puertos de la mar que se fizieren carracas e naos gruesas, como en otros tienpos las solia aber; e cunpliendo lo susodicho, enbiamos ciertas personas a la ciudad de Seuilla, donde a la sazon su Alteza estaba, e por el dicho catolico rey nuestro señor fue mandado al licenciado Garzia Ybañes de Muxica, del consejo de sus Altezas que juntamente con ellos e con las personas que por las otras ciudades e villas e probincias fueren enbiadas para entender en lo susodicho : e por ellos bisto e platicado, por quanto la principal causa, que hallaron por donde a abido e ay la dicha diminucion de las dichas naos e carracas, es la mucha paz e concordia e confederacion que, por la gracia de Dios nuestro señor, a abido de muchos tienpos a esta parte entre estos reinos e los reinos comarcanos dellos; e por que algunos mercaderes, que solian andar junto con los mercaderos desta nuestra universidad en las cargazones e

ries, en ayant été informé et ayant reconnu les graves préjudices que ce manque et diminution de navires peuvent causer et causent à tous les marchands et trafiquans du royaume, ordonna que, dans le but de remédier à un tel état de choses, nous envoyassions auprès de S. A. quelques personnes instruites de tout ce que dessus, afin que, conjointement avec celles que S. A. auroit convoquées d'autres cités et villes du royaume, du comté-seigneurie de Biscaye et de la province de Guipuscoa, elles examinassent les mesures à prendre pour qu'à l'avenir on construisît dans lesdits ports et sur cette côte, comme anciennement, de gros navires et des carraques.

Conformément à ces ordres, les personnes dont il s'agit ayant été envoyées à Séville, où résidoit alors S. A., le roi notre seigneur prescrivit à son conseiller le licencié Garcia Ibañès de Muxica de s'entendre avec ces personnes et avec celles qui avoient été envoyées par les autres cités, villes et provinces, aux fins que dessus.

Après mûr examen, elles ont reconnu que la diminution susmentionnée des navires et carraques avoit pour cause principale la paix, la concorde et la bonne harmonie qui grâce à Dieu ont régné depuis si longtemps entre ce royaume et les pays qui l'entourent;

Et attendu que certains marchands, qui avoient l'habitude de s'unir à ceux de notre corporation pour les affrétemens et pour les

afletamientos que haziamos de nuestras mercaderias, se an desmandado a cargar sus mercaderias en nabios pequeños; e su Alteza ynformado de todo lo susodicho, e acatando, si esto no se probeyese e remediase, se podria seguir mucho ynconbeniente a los mercaderes e tratantes de sus reinos, especialmente, si lo que dios no quiera, se lebantase alguna alteracion e guerra entre estos reinos et otros reinos comarcanos a ellos, como ya otras vezes a acaescido, por una carta de la dicha reina nuestra señora nos embio a mandar que diesemos orden, como de aqui adelante se hiziesen naos grandes, e que no pasase mas la deshorden que fasta aqui a avido en el hazer de las dichas cargazones; e cargasemos nuestras mercaderias en nabios grandes, por que fuesen mas seguras e no se perdiesen mas haziendas e de los otros mercaderes e tratantes a falta de lo susodicho; e que esto se guardase, asi en las mercaderias que fuesen a Lebante, como en las que fuesen a Poniente, e por nos bisto e platicado todo lo susodicho, e habiendo sobrello abido nuestro consejo e deliberacion, conpliendo lo que por sus altezas nos fue mandado, e por hevitar los dichos ynconbenientes, hazemos e ordenamos las hordenanças de que de yuso se haran mençion, su thenor de las quales es este que se sigue:

Primeramente hordenamos que todas las mercaderias e sacas de lanas que se cargaren por qualesquier mercaderes o por otras qualesquier personas, ansi naturales e vezinos destos reinos, como de fuera dellos, desde primero dia del mes de henero del año que vendra de mill quinientos e doce años en adelante, en los puertos de la mar destos reinos e señorios de su Alteza, que son desde la villa de Fuente-Rabia fasta la ciudad de la Coruña, e en cada uno dellos para llebar las dichas lanas e mercaderias al condado de Flandes o al reyno de Yngalatierra, sean obligados a

cargaisons que nous composons avec nos marchandises, ont refusé de charger les leurs dans de petits navires;

Informée de tout ce que dessus, et reconnoissant que si on n'y portoit remède, il pourroit en résulter de graves préjudices pour les marchands et trafiquans de son royaume, surtout si, ce qu'à Dieu ne plaise, il survenoit quelques différends avec les royaumes voisins, ainsi que cela est déjà arrivé quelquefois, S. A. nous a prescrit, par une lettre de la reine notre souveraine, de donner des ordres pour qu'à l'avenir on construisît de grands vaisseaux, et on mît un terme aux désordres qui se sont introduits jusqu'à ce jour relativement à la formation des cargaisons et à l'embarquement de nos marchandises dans de grands bâtimens, de manière à augmenter leur sécurité et à diminuer les pertes de marchandises résultant de l'inobservation de ce que dessus, tant pour ce qui est expédié au Levant que pour ce qui est destiné au Ponent; ayant vu et examiné le tout, tenu conseil, délibéré et exécuté ce que S. A. nous avoit ordonné pour remédier aux inconvéniens susrelatés, nous faisons et sanctionnons les ordonnances dont la teneur littérale est comme il suit:

Primo. Nous ordonnons que toutes les marchandises et balles de laines chargées par quelque marchand ou par quelque autre personne que ce soit, tant natif et habitant du royaume que du dehors, à partir du premier janvier de l'année prochaine 1512, dans un des ports de ces royaumes et seigneuries, situés sur la mer qui s'étend de la ville de Fontarabie à celle de la Corogne, pour lesdites balles de laines et autres marchandises être transportées dans le comté de Flandre ou dans le royaume d'Angleterre, devront être et seront chargées la moitié desdites balles de laine et autres marchandises dans des navires jaugeant deux cents tonneaux ou plus, s'il s'en trouve, les capitaines de ces navires

carguar e carguen la meitad de las dichas sacas de lanas de las otras mercaderias, que ansi llebaren, en naos que sean de porte de doscientos toneles e dende arriba, pudiendo ser avidos, e queriendo llebar los maestres de las dichas naos las dichas mercaderias por el precio que justo fuere: e que la otra meitad de las dichas mercaderias e lanas se carguen en las naos, que paresciere al prior e consules de esta uniuersidad, aunque sean de menos porte de los dichos doszientos toneles, so pena de dos doblas de oro por cada saca de lana; e al respeto de otras qualesquier mercaderias que contra lo susodicho se cargaren, de las quales sea la quarta parte para la mi camara, e la otra quarta parte para el acusador que lo acusare, e la otra quarta parte para el espital de Sant Juan desta dicha ciudad, e la otra quarta parte para los gastos de la dicha uniuersidad.

Otrosi hordenamos que por que lo susodicho se pueda mejor hazer e aya complido efeto, e por que las naos grandes se puedan mejor e mas presto alzar e cargar, e no aya ni pueda aber fraude ni yncubierta en la dicha cargazon de las dichas mercaderias, se agan e carguen en el puerto o puertos que al prior e consules de la dicha uniuersidad paresciere; e que otras naos algunas contra su boluntad no puedan tomar ni tomen la dicha cargazon de las dichas sacas e mercaderias, salbo las naos que por el dicho prior e consules fueren afletadas, por que esta es la boluntaz de su Alteza, por que las dichas mercaderias e lanas bayan mejor e mas seguramente; lo qual se aga e cunpla ansi so la dicha pena, la qual se reparta en la forma susodicha.

Otrosi hordenamos que las dichas lanas e mercaderias que del dicho dia en adelante se cargaren por qualesquier mercaderos e otras personas, ansi naturales destos dichos reinos, como de fuera dellos, para las llebar a la parte de Lebante, e ora las

ayant faculté d'exiger pour le transport un fret équitable.

L'autre moitié desdites marchandises et laines devra être chargée, au gré des prieur et consuls de la corporation, dans des navires d'un tonnage inférieur, sous peine de deux doublons d'or par chaque balle de laine; et quant à toute autre espèce de marchandises chargées contrairement au vœu de la prescription ci-dessus, un quart en sera attribué au fisc, le second quart au dénonciateur du fait, le troisième quart à l'hôpital Saint-Jean de Burgos, et le dernier quart à la caisse de la corporation.

Afin que ce que dessus puisse plus facilement s'exécuter et sortir son effet; pour que les gros navires puissent être réunis et chargés avec plus de facilité; afin de prévenir toute fraude ou abus dans le chargement de ces marchandises, nous ordonnons aussi que l'embarquement s'en fasse dans les ports déterminés par les prieur et consuls; qu'excepté les bâtimens affrétés expressément par ceux-ci, aucun autre navire ne pourra être obligé de recevoir le chargement de ces laines ou marchandises; car la volonté de S. A. est qu'il en soit ainsi, afin que ces expéditions se fassent avec plus de commodité et de sécurité; le tout devant s'exécuter sous les peines établies plus haut, et à répartir comme il a été dit.

Item. Ordonnons que lesdites laines et marchandises embarquées postérieurement au jour susmentionné, par un marchand ou une personne quelconque, pour être transportées du côté du Levant, soit que l'embarquement s'opère dans un des ports déterminés ci-dessus, soit qu'il ait lieu dans un des ports

carguen en los dichos puertos de suso declarados, o en los otros puertos e abras de las otras ciudades, e villas e logares de los reinos e señorios de su Alteza, sean obligados a las cargar e carguen en naos que sean de porte de dozientos toneles e dende arriba, pudiendo las aber e queriendo yr en los dichos viajes los maestres e patrones dellas por precios conbenibles : e abiendo las dichas naos prefieran en la dicha cargazon a otras qualesquier naos que fueren de menos porte; lo qual fagan e cunplan ansi so la dicha pena, la qual se reparta en la forma susodicha.

Otrosi; por quanto algunos mercaderes vezinos de las dichas ciudades de Segobia e Logroño, e Najera, e de las villas de Valladolid, e Medina de Rioseco, et Castro-Xeriz e Palençuela, que son de nuestra universidad, et otros algunos mercaderos vezinos de esta dicha ciudad de Burgos, a causa de las deshorden que fasta aqui a abido en la cargazon de las dichas mercaderias, se podrian desmandar e querer cargar sus lanas e mercaderias, contra lo en estas hordenanças contenido, en algunos nabios a su boluntad, como hasta aqui lo han hecho; e por que la boluntad de su Alteza es que desde el dicho dia primero de henero en adelante todas las dichas lanas e mercaderias de los mercaderes vecinos de todas las dichas ciudades e villas suso nombradas, se carguen en las naos que fueren afletadas por el prior e consules de esta nuestra uniuersidad, e non en otros algunos. — Por ende hordenamos que del dicho dia en adelante los dichos mercaderes ni alguno dellos no sean osados de cargar ni carguen ningunas sacas de lana ni otras mercaderias algunas salbo en las naos que fuesen afletadas por el prior e consules de la dicha universidad so pena de dos doblas de oro por cada saca o fardel o caxa que de otra manera cargaren; la qual dicha pena se reparta en la forma susodicha.

ou havres des autres cités, villes ou lieux des royaumes et seigneuries de S. A., devront être et seront chargées dans des navires de deux cents tonneaux, ou d'un plus fort tonnage s'il s'en trouve, et si les capitaines de ces derniers consentent à entreprendre le voyage pour des prix équitables.

Lorsqu'on trouvera des navires de cette espèce, on les préférera pour le chargement à d'autres d'un moindre port : le tout sous les peines établies plus haut, et à répartir comme il a été dit.

Attendu en outre que quelques marchands résidant dans les cités de Ségovie, de Logroño et de Najera, dans les villes de Valladolid, Medina de Rio-Seco, Castro Xeriz et Palenzuela, qui dépendent de notre corporation, ainsi que quelques-uns des marchands établis dans Burgos même, pourroient, par suite des désordres survenus jusqu'à ce jour dans le chargement de ces marchandises, vouloir s'y opposer, et charger leurs laines ou marchandises, contrairement aux présentes ordonnances, dans des navires à leur convenance, ainsi qu'ils ont l'habitude de le faire;

Attendu que la volonté de S. A. est que dorénavant, à partir du premier jour du mois de janvier dont il est parlé plus haut, toutes les marchandises ou laines des marchands établis dans l'une des villes ou cités dénommées ci-dessus soient embarquées sur les navires affrétés par les prieur et consuls, et non sur aucun autre :

Nous défendons à tous et à chacun des marchands dont il s'agit de charger, à partir du susdit jour, le moindre ballot de laines ou autres marchandises à bord de tous navires autres que ceux affrétés par les prieur et consuls de la corporation, sous peine d'une amende de deux doublons d'or par chaque balle, fardelle ou caisse embarquée différemment, cette amende devant être répartie dans la forme établie plus haut.

Otrosi; hordenamos que las cargazones que se fizieren para Bretaña e Francia se hagan a dispusicion de los dichos prior e consules, como fasta aqui se ha fecho e faze so la dicha pena, la qual se reparta en la forma suso dicha.

Ordonnons aussi que les chargemens à destination de la Bretagne et de la France continuent, comme jusqu'à ce jour, de s'effectuer au gré des prieur et consuls, sous les peines établies plus haut, et à répartir comme il a été dit.

ADDITIONS A LA PRAGMATIQUE DU 31 JANVIER 1512 FAITES EN 1538 (1).

I. Otrosi; hordenamos que todas las bezes que prior e consules hizieren afletamientos generales e particulares para Flandes, Roan, Bretaña, para nabegar a las dichas estaplas o a qualquier dellas en qualesquier tienpos, las sacas de lanas e otras mercaderias de las personas de la contratacion desta vniuersidad, agora sea en flota o dibididamente, que no den ni otorguen los tales afletamientos por ninguna causa ni fabor, sino fuere a los dueños e maestres de las naos o carabelas que afletare, por que les platiquen las condiciones de los afletamientos y les encarguen el buen tratamiento de las mercaderias e las aberias de la vniuersidad, e los conozcan para saber qual sirve bien para que sean grado gratificado, e por el contrario. E ansi mismo, los señores prior e consules, puesto caso que esta a su libre querer e dispusicion afletar las naos que quisieren, que siempre miren el bien general e tomen e afleten las mejores e mas suficientes naos que pudieren aber, no habiendo respeto a ruego de cargadores ni de otras personas ni a otra causa ni ynteres; e por especial condicion se les ponga a los dueños e maestres en las cartas de afletamientos, que pagaran al que fuere bolsero por esta vniuersidad en Flandes o en las

I. Ordonnons aussi que toutes les fois que les prieur et consuls feront des affrétemens particuliers ou généraux pour la Flandre, Rouen, la Bretagne, afin de transporter dans l'une de ces échelles, quelle qu'elle soit, les balles de laines ou autres marchandises quelconques des membres du commerce de notre corporation, soit séparément, soit par convoi, ils ne puissent donner et accorder ces transports, sous quelque prétexte ou faveur que ce soit, à d'autres qu'aux propriétaires ou capitaines des navires affrétés, de manière qu'ils puissent régler les conditions de l'affrétement, leur recommander les plus grands soins à l'égard des biens et marchandises de la corporation, et les connoître enfin personnellement pour savoir qui se comporte bien et qui mérite ou non des récompenses.

Et de même, du moment où il est laissé à la libre disposition et volonté des prieur et consuls d'affréter les navires qui leur conviendront, ceux-ci devront toujours avoir en vue le bien général, choisir et affréter les meilleurs navires et les plus convenables qu'ils pourront se procurer, n'ayant aucun égard aux instances des chargeurs ou autres personnes; imposant aussi pour conditions aux propriétaires et capitaines, dans les chartes-parties, de payer au caissier de la corporation, en Flandre ou dans les autres échelles pour lesquelles ils auroient été affrétés, toutes les sommes revenant à la corporation ou à l'hôpital Saint-Jean, aux termes de la charte-

(1) Les dispositions qui suivent sont des additions faites à la pragmatique de 1512, qu'on trouve à la suite de cette loi dans la grande ordonnance de 1538. Capmany s'est trompé en publiant quelques articles de ces additions comme faisant partie de la pragmatique de 1512 (1511 selon cet auteur). Je leur ai donné un numéro particulier, pour faciliter la lecture et les renvois; mais je répète que la compilation de 1538 n'en porte point.

otras estaplas para donde fueren afletados, todas las aberias desta vniuersidad e del espital de Sant Juan enteramente, conforme a sus cartas de afletamientos: e porque los dueños e maestres, sin perjuicio suyo se obliguen a esto, e no tengan ocasion de se escusar de lo complir, que por las cartas de afletamientos les den facultad para que a las personas de quien tubieren recelo que no les pagaran llanamente las aberias en Flandes, les puedan retener en sus naos, sin por ello caer en pena alguna, las sacas de lanas o otras mercaderias que para ellos llebaren de las tales personas, fasta tanto que a ellos o al dicho bolsero de la vniuersidad les paguen las dichas aberias o les den fianzas a su contentamiento dello, ecebto si se les mandaren dar y entregar los señores consules de la nacion de España, que en tal caso sean obligados a los obedescer; porque es de creer que los dichos señores proberan como las dichas aberias sean pagadas, e de todo lo susodicho; y de que daran y entregaran las sacas e otras mercaderias que en sus naos fuesen cargadas, a las personas a quien fueren consignadas, e guardaran todas las condiciones de los afletamientos, solas penas dellos, den fianzas legas, llanas e abonadas en esta ciudad de Burgos a contentamiento de prior e consules. No puedan acebtar ni otorgar ningund afletamiento, sopena de cinco mill maravedis para las costas de la dicha vniuersidad por cada afletamiento: entiendese que la dicha pena paguen por rata los que dellos fueren en hacer e otorgar en contrario de lo susodicho los tales afletamiento e afletamientos; e ansi lo ordenamos.

II. Otrosi; hordenamos que despues que el prior e consules ubieren hecho e concluido su afletamiento, que a tienpo que les paresciere, segund el estado e dizpusicion de los tienpos, enbien a los puertos las

partie; et afin que cette obligation ne porte aucun préjudice aux propriétaires, et que les capitaines n'aient d'un autre côté aucun prétexte pour s'y soustraire, les prieur et consuls les autoriseront par la charte-partie à retenir à bord de leurs navires, sans pour cela encourir aucune pénalité, les balles de laines ou autres marchandises des personnes dont ils craindroient de ne pas recevoir exactement le remboursement des droits payés pour leur compte en Flandre; le tout jusqu'à ce que ces personnes l'aient payé, soit à eux-mêmes, soit au caissier de la corporation, ou bien leur aient donné une caution satisfaisante; à moins toutefois que les consuls de la nation espagnole ne leur ordonnent d'en faire la délivrance, cas dans lequel ils seroient obligés d'obéir; parce qu'on doit croire que ces consuls pourvoiront au mode de payement ainsi qu'à l'accomplissement de tout ce que dessus.

Les patrons donneront caution légale, courante et consignée dans la ville de Burgos, à la satisfaction des prieur et consuls de fournir et délivrer les balles et autres marchandises chargées dans leurs navires et de remplir toutes les conditions contenues dans les chartes-parties, faute de quoi ils encourront les amendes qui auront été stipulées par ces actes. Ils ne pourront aussi accepter ou conclure [de leur chef] aucun affrétement, sous peine d'une amende de cinq mille maravédis au profit de la corporation pour chaque contrat; ladite amende devant être payée au prorata par ceux qui fournissent la cargaison et par ceux qui la prennent à leur bord contrairement aux dispositions précédentes; telle est notre volonté (1).

II. Ordonnons aussi qu'après la conclusion des affrétemens, à l'époque et suivant les circonstances laissées à leur appréciation, les prieur et consuls enverront dans les ports une ou plusieurs personnes à titre de commissaires pour l'équipement et l'expédition desdits

(1) A la suite de ce que dessus est un long article sur la faculté laissée aux prieur et consuls de prélever quelques sommes sur ces recettes pour secourir des matelots pauvres, naufragés ou volés par les ennemis.

persona o personas, que a ellos paresciere, por sus comisarios, para el despacho e abiamiento de las dichas flotas, con salario o salarios que les paresciere, segund la calidad de las personas e necesidad de los tiempos, a los quales les den la memoria e ynstrucion de lo que hubieren de azer, e poder en forma general o limitado, como les paresciere, para que bisiten las naos, e mercaderias y gente e marineros, e les agan hazer alarde con las juras e diligencias necesarias, para que no haya fraude en el llebar de la gente, artilleria, e armazon, que fueren obligados conforme a las cartas de afletamientos, e para ber y esaminar si estubieren las naos suficientes para su nabegaçion, e que non lleben sacas, ni otras mercaderias demasiadas, ni mal-tratadas ni en logares bedados, e para que guarden todas las condiciones que fueren obligados a complir; e besiten los patrones de saborne, para que bean de la manera que los escribanos de las naos tubieren escrito las mercaderias rescibidas, cada vno en su nao rescibiendo dellos juramento, sobre ubiere otra alguna carga demas de aquella que mostraren, e para todo lo que mas fuere necesario tocante e anexo al buen despacho de la flota; los quales, e echas todas las diligençias necesarias, cuenten sus aberias segund costunbre, asi gruesa como comun, segun la armazon e costas en tienpo de guerra o de paz, se obiere echo sobre la dicha cargazon, con tanto las costas e salarios de las tales personas, e todas las otras costas necesarias que hizieren hasta la espidicion de la tal flota: e ansi echa la cuenta, todo lo que montare se cuente y heche en aberias sobre toda la cargazon que llebaren las dichas naos, segund cupiere a cada una; e los dichos comisarios despachadores, todo lo que ansi montare lo tomen a canbio, con el menor dapño que pudieren, sobre los consules de Flandes, haziendoles relacion por sus zedulas e cartas de abiso, que es aquella cantidad

convois; ils attribueront à ces personnes des salaires appropriés à leur rang ainsi qu'aux besoins du moment; ils leur remettront les mémoires et instructions convenables, ainsi que les pleins pouvoirs généraux ou spéciaux qu'ils jugeroient utiles, pour visiter les navires, les équipages, les matelots et les marchandises, faire les démarches et prendre les précautions nécessaires afin qu'il ne se commette aucune fraude dans l'embarquement des munitions et de l'artillerie stipulés par la charte-partie, inspecter les navires pour s'assurer qu'ils sont en état d'entreprendre leur navigation, qu'ils ne sont pas trop chargés, que les laines ou autres marchandises de leur cargaison ne sont ni mal arrimées ni placées dans des lieux défendus, enfin s'assurer que l'on a exactement rempli toutes les conditions stipulées.

Les commissaires inspecteront aussi les livres de bord, pour voir comment les écrivains des navires ont inscrit les marchandises reçues à bord de chacun d'eux, leur faisant déclarer sous serment s'ils ont chargé autre chose que ce qu'ils auront indiqué; ils porteront enfin leurs soins et leur attention sur tout ce qui aura rapport à la bonne expédition du convoi.

Après avoir terminé toutes ces démarches, ils dresseront, dans la forme habituelle, le compte des avaries, tant grosses que communes, suivant l'armement, ainsi que celui des dépenses faites en temps de guerre ou de paix pour ladite cargaison, y compris les frais, salaires, et toutes autres dépenses faites jusqu'au moment de l'expédition du convoi.

Le compte ayant été dressé de cette manière, les susdits commissaires en calculeront le montant, pour le répartir, à titre d'avaries, sur toute la cargaison embarquée à bord desdits navires, chacun pour sa part et portion; puis ils le négocieront en traites, au change le plus avantageux possible, sur les consuls en Flandre, à qui ils feront connoître par cédules ou lettres d'avis que cette somme en change représente celle qu'ont exigée les frais d'expédition du convoi; qu'ils ont à payer les traites et à recouvrer sur le convoi

cambiada, lo que fue menester para las costas e despacho de la dicha flota, para que paguen sus letras e cobren de la dicha flota e cargazon della las aberias que les cupiere, segund fueren declaradas e repartidas por los dichos despachadores, como es vso e costunbre, de mas e allende de la aberia hordinaria de la dicha vniuersidad e hespital de Sant Juan, porque esta a de ser cosa aparte, y en ningund tienpo se ha de entender que ba inclusa ni yncorporada en las dichas aberias gruesas o comunes generales; e ansi lo hordenamos para agora e para todas las otras flotas que de aqui adelante se hizieren, e plega a Dios nuestro señor las llebar sienpre en buen saluamiento para su seruicio.

III. Otrosi; hordenamos que si por caso al tienpo del despachar la flota o flotas para Flandes, por los dichos comisarios despachadores, enbiados por los dichos prior e consules, fuere necesario por mas fortalescer las naos, asi de gente, sobresalientes, como de polbora para la artilleria, como de probisiones, por recelo de armados contrarios nuestros, o otra qualquier cosa que pueda acaescer, que paresca aberia gruesa o general, que en lo tal con poder e facultad, ayuntados los dichos comisarios con los maestres e mercaderos, si algunos ubiere de los cargadores a la sazon en los puertos donde las dichas naos se cargaren, con los huezpedes de la dicha vniuersidad, se aga la dicha aberia gruesa e general, e contribuyan todos los cargadores quantos obieren cargado qualquier mercaderia, de qualquier suerte que sea; tasando e moderando el balor de cada cosa asi las que parescieren escritas en el padron de saiborne por el escribano de cada nao, como si por caso el maestre o contramaestre o escribano o otro qualquier de la nao obiese secretamente rescibido e cargado en la dicha nao de qualquier mercaderia que sea, o si el dicho maestre, o su compañia, todos o qualquier

et sa cargaison le montant des droits qui leur reviendroient, aux termes de la déclaration et répartition faite par les expéditeurs, selon les us et coutumes, et indépendamment des droits ordinaires de la corporation et de l'hôpital Saint-Jean, lesquels doivent toujours être distincts, et n'être jamais censés compris dans les avaries grosses ou communes et générales.

Telle est actuellement notre volonté à l'égard de tous les convois qui viendroient à être armés à l'avenir, et dont Dieu notre Seigneur veuille constamment assurer la sécurité.

III. Ordonnons aussi que dans le cas où, au moment d'expédier les convois en Flandre, il seroit nécessaire de renforcer les navires en hommes d'équipage ou de garnison, en munitions ou provisions, par crainte des armemens ennemis, ou dans toute autre circonstance pouvant donner lieu à des avaries grosses ou générales, les susdits commissaires expéditeurs aient pouvoir et faculté, conjointement avec les capitaines et marchands (si quelques-uns des chargeurs se trouvoient alors sur le lieu de l'expédition), pour établir ces avaries grosses, et y faire contribuer tout chargeur qui auroit pris part à la cargaison pour une marchandise d'une espèce quelconque.

Ils auront en conséquence le droit de taxer et d'évaluer chaque chose, soit qu'elle ait été inscrite sur le registre de bord par l'écrivain du navire, soit enfin que le capitaine, le contre-maître, l'écrivain, ou toute autre personne du bord, l'ait reçue et embarquée clandestinement, d'une manière quelconque, sans la porter sur le registre : ils feront la même chose pour le navire, estimant sa valeur ou son fret suivant l'usage consacré à l'égard des avaries, tout devant être taxé

dellos obiesen cargado alguna mercaderia sin la aver escrito en el padron de saiborne, de qualquier manera que sea puesta dentro de la nao; e ansi mismo la dicha nao estimando su balor o el flete, como es costumbre de heredar todos en las tales aberias, sea tasado todo e contado, e echa vna copia de todo lo susodicho, para que sueldo a libra y erede cada cosa e parte dello en la dicha aberia general : e el maestre sea obligado de no dar las dichas mercaderias sin ser seguro de ser pagado de cada calidad de mercaderia e la cantidad que le copiere a cada cosa, demas de las aberias hordinarias de la vniuersidad e del espital de Sant Juan; de manera que todo contribuya en la dicha aberia, pues es en probecho e beneficio de todos, e no se dexe de pagar cosa alguna, en manera que en todo aya justificacion e ygualdad : y el maestre e maestres sean obligados de conplir e pagar por el todo, e ansi se obliguen de lo complir e pagar llanamente ellos e sus fiadores; e a lo mesmo sean obligados los maestres por las cargazones de ropa de los retornos de Flandes para otras partes d'España; que ansi mesmo las dichas aberias generales gruesas, gastadas, o destribuidas e hordenadas para el prouecho e guarda de las naos e haziendas, que sea general, e todos paguen sueldo por libra cada vno como le biniere pues se haze para conserbar el bien general de todos los cargadores de las naos maestres e marineros e compaña.

IV. Otrosi; hordenamos que el que tubiere en Flandes cargo de bolsero, para la cobranza de las aberias desta vniuersidad, e por consiguiente, el que tubiere cargo de cojer el aberia, que en limosna da esta vniuersidad voluntariamente al espital de Sant Juan de esta ciudad, para ayuda de sustentacion de los pobres, del que el vno y el otro sean obligados, cada vno por lo que le tocare, de tener libro, cuenta e razon, de muy por estenso de todas las abe-

et compté de manière que, d'après la copie qui en sera faite, chaque chose entre pour sou et pour livre dans la répartition de ladite avarie.

Le capitaine sera tenu de ne délivrer les marchandises qu'après avoir acquis l'assurance, qu'outre les droits ordinaires de la corporation et ceux de l'hôpital Saint-Jean, les sommes affectant ainsi chacune de ces marchandises seront exactement payées; car il est dans l'intérêt de tous que chaque chose contribue à l'avarie, qu'aucune n'échappe au payement, enfin qu'en tout il y ait justice et égalité parfaites.

Chaque capitaine sera tenu de répondre et de payer pour le tout, et cela par engagement formel qui sera commun à ses cautions. Ils devront d'ailleurs agir de même pour les cargaisons rapportées de Flandre pour certaines parties d'Espagne, de telle sorte que lesdites avaries générales ou grosses qui auroient été réparties et distribuées dans l'intérêt commun des armateurs, chargeurs, capitaines, matelots et autres, soient généralisées et acquittées par tous, chacun au sou la livre, selon ce qui lui compétera.

IV. Ordonnons aussi que celui qui remplira en Flandre l'office de caissier pour le recouvrement des droits de la corporation, ainsi que la personne chargée de la perception des sommes que la corporation attribue à titre d'aumône à l'hôpital Saint-Jean pour l'entretien des pauvres, seront obligés, chacun en ce qui le concerne, d'avoir un registre sur lequel ils inscriront dans le plus grand détail tous les droits qu'ils auront recouvrés, ainsi que les sommes prélevées par chaque balle de laine dans la ville de Burgos, à Logroño, Castro, Nagera,

rias que cobro de cada vno, e la cantidad que cobra por saca de los desta ciudad de Burgos, e de los de Logroño, Castro, Najera, Nabarrete, Palençuela, Valladolid, Medina de Rioseco, e de los que tratan en el Andaluzia, e de los otros aliados e consortes de la dicha vniuersidad, para que se vea si cunplen lo que son obligados, conforme a los asientos, capitulaziones con ellos fechas e asentadas, para que si algunos faltaren de cunplir lo que son obligados, se procure con tienpo el remedio. Por que, a causa de no haber ynbiado algunos bolseros las cuentas con estas particularidades, ha rescibido dapño la dicha vniuersidad, e cada uno, en fin de su año, enbie su cuenta a esta ciudad de Burgos a prior e consules, y al bolsero que tubiere cargo de las aberias de la dicha vniuersidad, e juntamente con la dicha cuenta les remita el dinero que tubiere cobrado, para que el prior e consules besiten e refieran la dicha cuenta con sus afletamientos, para ber e birifican si estubiere buena e berdadera, e si hubiere algun yherro abisen dello, para que se desaga, sopena de cinco libras de gruesos para la dicha vniuersidad: e al cunplimiento desto, se entendia ser e quedar obligado el que fuere nonbrado por bolsero de la dicha vniuersidad, cada vno en su tiempo, pues el nombra e pone de su mano al que ha de ser tal bolsero e cobrador de las dichas aberias por el en Flandes.

Otrosi; hordenamos que por consiguiente, el que tubiere cargo de la cobrança de las aberias e limosna del dicho espital de Sant Juan, ansi mismo ymbie la quenta e pago de lo que ubiere cobrado en el dicho su año, a prior e consules, para que se bea e sepa si acuden al dicho espital con toda la dicha limosna, y ellos se la den de su mano, quanto fuere su boluntad, sopena de otras dos libras de gruesos: e que a lo suso dicho sea obligado el bolsero que aca fuere nonbradó por la di-

Navarette, Palenzuela, Valladolid, Medina de Rio-Seco, comme aussi des sommes prélevées au même temps sur les marchands qui trafiquent en Andalousie, ou sur tous autres alliés et associés de la corporation, afin que l'on puisse en tout temps reconnoître s'ils observent ce à quoi ils sont tenus aux termes des stipulations écrites, passées avec eux, et que, dans le cas d'inobservation, on puisse y remédier en temps opportun.

La négligence mise par certains caissiers à envoyer leurs comptes ainsi spécifiés ayant entraîné des préjudices pour la corporation, chacun d'eux sera tenu d'envoyer à la fin de l'année ses comptes à Burgos, aux prieur et consuls, ainsi qu'au caissier en exercice de la corporation, et de leur remettre en même temps l'argent qu'il auroit recouvré, afin que les prieur et consuls puissent contrôler ladite comptabilité, et s'assurer, en la comparant avec les affrétemens, si elle est exacte et sincère, ou si elle présente quelque erreur, qui devra être immédiatement redressée, sous peine de cinq livres d'amende au profit de la corporation.

Toute personne appelée à être caissier de la corporation reste et demeure responsable, pendant la durée de ses fonctions, de l'inobservation de ce qui précède; car c'est elle seule qui choisit, nomme et établit la personne qui doit la représenter en Flandre à titre de caissier et de percepteur des droits dont il s'agit.

Par les mêmes motifs, nous ordonnons que la personne préposée au recouvrement des droits d'avaries et aumônes de l'hôpital Saint-Jean sera également tenue d'envoyer aux prieur et consuls le compte en recettes et dépenses des sommes qu'elle aura recouvrées durant le cours de son année, afin que l'on sache et reconnoisse si l'hôpital a reçu tout ce qui lui est destiné par une cédule signée des consuls; le tout sous peine d'amende.

L'exacte observation de ce qui précède n'est pas seulement imposée au caissier nommé

cha vniuersidad, e a lo mesmo sean obligados todas las personas que en las otras estaplas tobieren cargo de la cobrança de las dichas aberias, e que al bolsero de aca le sea dado de salario en cada vn año tres mil maravedis.

V. Otrosi; por quanto las pelleterias, grana, seda, cera, fierros, azeros e otras mercaderias desta calidad, donde no ynterbengan sacas de lana, muchas dellas, si se dilatase de flota a flota su nabegacion, rescibirian sus dueños mucho dapño en ello, e porque se debe aver consideracion a todo :

Por ende hordenamos que para las semejantes mercaderias, con que como ariba es dicho no ynterbengan ni se entienda para sacas de lanas, pero que para todas otras qualesquier mercaderias generalmente, tengan qualesquier personas de la dicha universidad e sus consortes, libertad para las poder cargar para Flandes, Roan, Francia, Bretaña, Rohela, Ingalatierra, Verberia e para otras qualesquier partes, estaplas e puertos que fuere su boluntad, libremente cada e quando y en qualquier tienpo que quisieren, y en las naos, nabios e carabelas que se les ofrescieren, e las pudieren e debieren cargar e nabegar conforme a las leis destos reinos, sin demandar afletamiento ni diligencia para ello a los dichos prior e consules, e sin para ello yncurrir ni caer en pena alguna; con tal aditamento, que siempre sean obligados de pagar e paguen las aberias de la vniuersidad e del espital de Sant Juan al bolsero de la dicha vniuersidad en la estapla donde fueren descargadas; e si alli no las pagaren, sean obligados de las pagar e paguen dobles en esta ciudad de Burgos a los dichos prior e consules o a su bolsero : e por quanto ay muchas e dibersas calidades de mercaderias, aun demas de las contenidas e declaradas en el dicho arancel, e no se puede declarar quanto deben pagar de aberias de cada cosa, porque unas deben

à Burgos par la corporation, et dont le salaire est fixé à trois mille maravédis par an, mais encore à toutes les personnes chargées dans les autres échelles du recouvrement de ces droits.

V. Attendu que si l'on retardoit d'un convoi à un autre l'embarquement des pelleteries, des grains, de la soie, de la cire, du fer, de l'acier, et d'autres marchandises de la même espèce, qui n'ont aucun rapport avec la laine, les propriétaires en ressentiroient de grands préjudices; attendu qu'il convient de prendre le tout en sérieuse considération :

Nous ordonnons que pour les marchandises susrelatées, qui n'ont aucun rapport avec la laine, de même que, en général, pour toute autre espèce de marchandises quelconques, chaque membre de la corporation et ses consorts auront pleine et entière liberté de les charger pour la Flandre, Rouen, la France, la Bretagne, l'Angleterre, la Barbarie, et tous autres points, ports ou échelles à sa convenance, et cela librement, en tout temps, à bord de tout bâtiment, navire ou caravelle qu'il rencontreroit, et qu'autoriseroient à cet effet les lois du royaume, sans être tenu de recourir, pour l'affrétement ou autres démarches, à l'intermédiaire des prieur et consuls, comme aussi sans encourir aucune peine et amende; mais sous la condition toutefois de payer les droits de la corporation et ceux de l'hôpital Saint-Jean, entre les mains du caissier de la corporation établi dans l'échelle où s'effectue le déchargement : s'il ne les acquitte pas dans ce lieu, il sera tenu d'en payer et en payera le double à Burgos entre les mains des prieur et consuls ou de leur caissier.

Et attendu qu'outre les marchandises dénommées au tarif, il y en a encore une infinité d'autres de différentes espèces, et qu'il n'est pas possible de déclarer ce que chaque chose doit payer pour lesdits droits, les unes étant taxées au quintal, les autres à la livre, d'autres à la charge, d'autres enfin au cent,

ser tasadas por quintales, e otras por libras, e otras por cargas, e otras por quento de centales, pero en quanto a este paso lo que non paresciere estar declarado en el sobre dicho aranzel, se remita a los consules de las estaplas, donde fueron las tales mercaderias o a otras personas neutras, que lo tasen e moderen al respeto de las sacas e de las otras mercaderias latinas de que esta echa declaraçion, lo que deben pagar conforme al dicho aranzel: e no pagando los cargadores en las estaplas como dicho es, que lo paguen en la dicha ciudad de Burgos a la determinacion e tasacion de los dichos prior e consules, de manera que todas las mercaderias, cargadas en los puertos de estos reinos e fuera dellos, pertenescientes a las personas de la dicha vniuersidad, paguen las aberias della e del dicho espital de Sant Juan enteramente, porque las mercaderias que las personas de la dicha universidad enbian defuera destos reynos a ellos, en la entrada de los retornos gozen de todas las libertades e beneficios de la dicha vniuersidad, asi en los diezmos, aduanas, portazgos, conciertos de las ferias e otras cosas hordinarias y estrahordinarias, de que se les sigue mucho probecho.

VI. Por espiriencia se ha bisto muy cotidianamente el mucho daño, que esta vniuersidad ha rescibido en no se proseguir la antigua e a todos muy probechosa costunbre, que en ella solian tener cerca del probeimiento de los despachos de las flotas de las naos de las lanas, que cada año se despachan de las personas de la dicha vniuersidad e sus aliados e consortes: porque como desto prior e consules solian hazer mucho caudal, por ser cosa de mucha ynportançia, nonbraban y helegian para ello personas que fuesen grandes cargadores, sabios e de mucha autoridad, porque los tales como personas de buen zelo e por su honrra e miramiento, que en ello se tenia e por lo mucho que les ynpor-

nous voulons à cet égard que pour ce qui n'aura pas été déterminé par le tarif, on s'en rapporte aux consuls de l'échelle dans laquelle se trouveront les marchandises, afin qu'ils les taxent, et qu'ils évaluent, par comparaison avec les balles de laines ou autres marchandises latines dont il a déjà été fait mention, ce qu'elles ont à payer suivant le tarif.

Si les chargeurs n'acquittoient pas ces droits dans les échelles, ils les payeront dans la ville de Burgos, d'après la taxation et fixation des prieur et consuls, de telle sorte que toutes les marchandises appartenant à des membres de la corporation, qui seront embarquées, soit dans les ports du royaume, soit à l'étranger, acquittent sans distinction les droits d'avaries de la corporation et ceux de l'hôpital Saint-Jean; moyennant quoi les marchandises que les membres de la corporation enverront de l'étranger dans le royaume auront l'avantage, à l'arrivée des convois de retour, de jouir de toutes les exemptions et franchises de la corporation, tant pour les dîmes que pour les péages, bénéfices de foires, et autres privilèges ordinaires ou extraordinaires.

VI. L'expérience démontre journellement le grave préjudice que la corporation éprouve par suite de l'abandon de l'antique et très-utile coutume consacrée à l'égard de l'armement des convois de navires à laines qui s'expédioient annuellement par les membres de la corporation, leurs associés et consorts:

En effet, comme les prieur et consuls en retiroient d'ordinaire beaucoup d'argent, à raison de la grande importance de ces sortes d'affaires, ils nommoient et choisissoient pour les surveiller des personnes intéressées dans les chargemens, à la fois prudentes et très-considérées, parce que ces personnes, inspirées par leur zèle, par leurs sentimens honorables et aussi par l'intérêt personnel qu'elles avoient, consacroient toute leur attention et

taba por su particular con todas fuerças e cuydado bisitaban las naos de las flotas, si estaban sufiçientes ebasteçidas de armazon, e gente, e todo lo neçesario, e que en la cargazon hubiese ygualdad, para que todos los de la vniuersidad gozasen de la cargazon, e sus haziendas fuesen bien tratadas en las naos e fuera dellas, e que no fuesen cargadas en partes bedadas subjetas a peligros de goteras, e echazones e otros ynconbenientes, e que fuesen maestros e pilotos sufiçientes, procurando la brebedad de la partida de las flotas e todo lo demas que conbenia al bien general por los medios mas propincos a ellos posibles para el dicho hefeto, de que por no se aber echo ansi de algunos tienpos aca, se a conosçido el mucho fruto e benefiçio que desto se siguia, porque ynbiando al dicho despacho personas pribadas, e que ninguna cosa les ba en el bueno o contrario subçeso, tobiendo mas respeto a tenporizar por que corra su salario que no al bien general, sean resçibido por culpa e defeto de las tales personas muchos e notables dapños, e aun muchas bezes an concurrido en algunas de las tales personas sobornos e otros ojetos, e por que es cosa muy neçesaria el remedio desto, e que muchas bezes se a platicado sobrello en ayuntamientos generales, quexandose muchos de los agrabios e dapños que a la causa habian resçibido :

Hordenamos que de aqui adelante, el prior e consules de cada un año, todos tres juntamente de vna conformidad, tengan poder e facultad de nonbrar e nonbren para el despacho de cada flota e flotas, que en su tienpo se hiçieren para Flandes, vna o mas personas quales quisieren e les paresçiere de la dicha vniuersidad, que sean cargadores, e personas de autoridad, e sadores e aspertas para tales casos e negoçios, con el salario o salarios que a los dichos prior e consules paresçiere; e remober aquellos, e poner e nonbrar otros en

tous leurs soins à l'inspection des navires de la flotte, et ne négligeoient rien pour reconnoître s'ils étoient suffisamment munis d'artillerie, de matelots et autres choses nécessaires; s'il y avoit égalité complète dans la cargaison; si tous les membres de la corporation en avoient profité; si dans les navires ou dehors les marchandises avoient été bien soignées, embarquées dans des parties du navire prohibées ou plus exposées aux voies d'eau, jets à la mer ou autres dangers; si les capitaines et timoniers avoient la capacité suffisante; enfin, si l'on avoit pris les mesures nécessaires pour assurer la prompte sortie des convois et veiller aux intérêts de tous.

Et attendu que depuis quelque temps, faute d'en avoir agi ainsi, on a pu reconnoître tous les désavantages qui en sont résultés, car les personnes envoyées pour surveiller ces expéditions étant de simples particuliers, sans intérêt à la bonne ou mauvaise réussite, et trouvant au contraire plus de profit à laisser les choses traîner en longueur, pour prolonger la durée de leurs salaires, qu'à veiller au bien général, ce qui a occasionné les plus graves préjudices, alors même que, comme cela est arrivé assez fréquemment, les personnes de cette catégorie ne se livroient pas à de véritables fraudes; attendu l'urgence de porter remède à cet état de choses, qui a souvent fait l'objet de réclamations dans les assemblées générales :

Nous ordonnons qu'à l'avenir les prieur et consuls, tous trois et à l'unanimité, aient le pouvoir de nommer et nomment à leur gré, pour l'expédition du ou des convois qui seront envoyés en Flandre durant l'année de leur exercice, une ou plusieurs personnes choisies parmi les membres de la corporation, soit comme chargeurs, soit comme personnes notables, prudentes et au courant des affaires de ce genre, lesquelles seront gratifiées du salaire déterminé par les prieur et consuls, qui pourront aussi, selon leur convenance, les destituer, en mettre et nommer d'autres en leur lieu et place, les revêtir de tous pleins pouvoirs généraux ou limités jugés les plus conformes aux intérêts

su logar o de qualquier dellos con poder general o limitado como les paresçiere ser mas conbeniente a la dicha vniuersidad, porque probeyendose desta manera, Dios mediante, las flotas seran despachadas con mucho benefiçio e contentamiento de todos los de la dicha vniuersidad, e con la breuedad posible, e con muchas menos costas e otros benefiçios, que se siguirian ansi en yr bien acondicionadas las sacas e otras mercaderias, como en el contar de las aberias e harmazones, e otras muchas cosas a todos manifiestas, de que por se aver echo al contrario asta aqui se an resçibido muchos dapños, como ariba es dicho, e que las tales persona o personas que ansi fueren nonbradas sean obligadas de lo açebtar e acepten luego, e a lo poner en obra e guardar la ynstruçion que por los dichos prior e consules fuere dada para el dicho despacho, sopena que el que reusare o apelare del tal nonbramiento, yncurra e caya en pena de çien ducados de oro, la meitad para la camara e fisco de sus magestades, e la otra meitad para las costas de la dicha vniuersidad a cada vna de las personas que lo contrario hiziere, e que no ostante que pague la dicha pena, que todabia sea obligado de yr e baya al dicho despacho, por que esto es en bien general de todos e mayor de la persona nonbrada, que ba a entender en la manifiçiaçion de su particular hazienda. — Pero declaramos que por que los tales trabajos se repartan entre todas las personas de la dicha vniuersidad que fueren cargadores, pues, a Dios graçias ay, muchos e muy sufiçientes en quien quepa el dicho cargo, que las personas que fueren nonbradas para el despacho de las flotas de vn año, que no puedan ser nonbrados por seis años primeros siguientes, porque desta manera esta hordenança sera mas durable e permanente, por aver, como a Dios graçias ay, como ariba es dicho, muchas personas en quien se pueda repartir el dicho trabajo e cargo.

de la corporation; car de cette manière, s'il plaît à Dieu, les convois seront expédiés pour le plus grand bien et à la satisfaction de tous les membres de la corporation, avec toute la célérité possible, à bien moins de frais et avec une foule d'autres avantages, tant en assurant le conditionnement des balles de laines ou autres marchandises, qu'en facilitant le règlement des droits d'avaries, frais d'armement, et autres choses évidentes pour tous, qui, pour avoir été négligées jusqu'à ce jour, ont occasionné les préjudices relatés plus haut.

Les personnes ainsi choisies seront tenues d'accepter ces fonctions, de les exercer sans retard, en se conformant aux instructions qui leur seront remises à cet effet par les prieur et consuls, sous peine pour chacune de celles qui déclineroient ou refuseroient la nomination d'encourir une amende de cent ducats d'or, dont moitié pour la chambre du fisc de leurs majestés, l'autre moitié au profit de la corporation, et d'être tenue en outre de se rendre dans les lieux de l'expédition pour surveiller cette dernière; car c'est dans l'intérêt de tous, et plus particulièrement dans celui de la personne appelée à diriger la manipulation de ses propres biens.

Mais nous déclarons que, pour mieux répartir cette charge entre tous les membres de la corporation, car, grâce à Dieu, il y en a un assez grand nombre offrant les qualités requises, les personnes qui auront été chargées pendant une année du soin d'expédier les convois ne pourront en être chargées de nouveau qu'après un laps de six années : cette disposition en deviendra d'autant plus stable et plus durable que, comme il a été dit ci-dessus, il y a un plus grand nombre de personnes capables entre lesquelles ce travail et cette charge peuvent être répartis.

RÈGLEMENT SUR LA POLICE DE LA CONTRACTACION DE BURGOS DE 1538 (1).

I. Como ariba por las dichas hordenanças esta dicha vniuersidad, asi para el vso y exerçiçio de su jurisdiçion, como para los otros casos e cosas neçesarias para la buena administraçion de la republica della, tiene por costunbre nonbrar y eligir a boluntad, como al presente tienen nonbrados y eligidos dos secretarios, que sean escribanos del numero de la dicha çiudad, para sus heleçiones, e ayuntamientos, e audiençias, e afletamientos de sus naos e poliças de las obligaçiones de seguridades, e otros casos e cosas anexas e conçernientes a la dicha vniuersidad, e maestro de correo e correos, solizitador fiscal e porteros, a los quales se les da de la dicha vniuersidad salario conpetente, segund la calidad de su cargo e ofizio, porque su falta e negligençia redundaria en perjuiçio del bien general e particulares de ella, e porque es razon que en todo aya horden, e que a las tales personas que con la fidilida e residençia debida, vsaren y exerçieren sus cargos e oficios, les sea agradesçido e remunerado, e que por consiguiente sean punidos los que hizieren al contrario; e por que solamente el prior e consules son las personas, que an de ber e ynquirir, como cada vno sirue e haze su deber en lo que toca a su cargo, e a ellos an de obedesçer en las cosas justas tocantes a la dicha vniuersidad, como juezes e personas administradoras della, e a ellos compete, por la autoridad de su cargo, la puniçion :

Por ende hordenamos de aqui adelante, por tanto tiempo quanto fuere la boluntad de la dicha vniuersidad, el prior e consules que oy son, e los que fueren de aqui adelante para sienpre jamas, cada vno en el

I. Attendu, comme il a été établi plus haut, que la corporation, tant pour l'exercice de sa juridiction que pour la bonne administration des intérêts généraux de la communauté, est jusqu'à ce jour dans l'usage de nommer et de choisir deux secrétaires, pris parmi les notaires en titre de la ville de Burgos, et appelés à intervenir dans les élections, assemblées publiques et audiences, dans les contrats d'affrétemens des navires, obligations et polices d'assurances, ou autres affaires intéressant la corporation; de même aussi qu'elle a nommé et choisi un maître de poste, un procureur fiscal et des concierges, lesquels recevoient des salaires de la corporation, chacun en raison du caractère de ses fonctions ou de sa place;

Attendu que les fautes ou négligences de ces personnes tourneroient au préjudice des intérêts généraux et particuliers de la corporation; attendu qu'il est raisonnable que tout se fasse avec ordre, et que de même que celles de ces personnes qui remplissent les devoirs de leur charge avec zèle et fidélité en sont récompensées, de même il convient de punir celles qui n'agiroient pas ainsi;

Et attendu que c'est surtout aux prieur et consuls qu'il appartient de s'enquérir de la manière dont chacun sert et accomplit les devoirs de sa charge, et que c'est à eux, comme juges et administrateurs de la corporation, que chacun doit obéir dans les choses justes qui intéressent la communauté; attendu enfin que c'est aux prieur et consuls qu'appartient, d'après les pouvoirs de leur charge, le droit de punition :

D'après tous ces motifs, nous voulons que dorénavant, aussi longtemps que cela sera conforme au vœu de la corporation, les prieur et consuls actuels ou à venir puissent, chacun pendant toute la durée de leurs fonctions, et lorsqu'ils se trouveront tous d'ac-

(1) A la suite des dispositions additionnelles à la pragmatique du 31 janvier 1512 insérées dans l'ordonnance de 1538 qu'on a vues précédemment, on lit quelques règles sur la police intérieure de la corporation, que j'ai cru convenable de recueillir, quoique Capmany ne les ait pas admises dans sa collection.

tienpo de su año, siendo todos tres juntamente de vna conformidad e paresçeres, allando culpados a qualquiera de los sobre dichos ofiziales de la dicha vniuersidad, que conforme a su cargo le puedan penar pecunialmente, e banir e pribar del dicho ofizio e vniuersidad por tiempo limitado e perpetuo, a bista e dispusiçion de los dichos prior e consules, segund la calidad de su culpa; e por consiguiente les quede facultad a los dichos prior e consules, que lo tal hizieren en su tiempo, e despues al prior e consules que en qualquier tiempo fueren de la dicha vniuersidad, cada vnos en sus tiempos, para los poder tornar a resçibir e admitir en el dicho su cargo e ofizio, si bieren que en los tales ay emienda e se subjetan a correçion, porque desta manera la dicha vniuersidad tenemos por cierto sera mejor serbida, y el prior e consules podran, mas copiosamente e con menos trabajo, usar y exerçer su ofiçio e cargo mas a provecho de la dicha vniuersidad.

II. Otrosi; hordenamos que el mesmo poder tengan los dichos prior e consules, para que todas las bezes que les paresçiere ser neçesario, asi para enbiar a la corte sobre casos e negoçios, que muchas vezes se ofresçen a esta vniuersidad, que tocan al seruiçio de sus magestades e al bien de la dicha vniuersidad como para otras partes, donde se requiere para satisfacion e honrra de la vniuersidad e bien de los negoçios, enbiar personas que los entiendan e satisfagan a todo e tengan la autoridad debida para semejantes casos, para que puedan nonbrar e nonbren vna o dos personas o mas, quales de la dicha vniuersidad que les parescieren ser abiles e sufiçientes para ello, e remoberlos vnos, e poner otros, segund e como lo requiere la calidad e subçeso de los negoçios, e ocurrieren tocantes al bien general de la dicha vniuersidad, con el tienpo e con los salarios que les paresciere; que las tales

cord et d'un même avis sur la culpabilité de l'un des susdits agens de la corporation, leur imposer des peines pécuniaires, les destituer et les priver de leurs charges ou du bénéfice de la corporation, soit pour un temps limité, soit à perpétuité, selon qu'ils le jugeront convenable, d'après la gravité de la faute.

Voulons en conséquence que ces mêmes prieur et consuls, comme ceux qui leur succéderont, à quelque époque que ce soit, aient toute faculté de replacer ces agens et de leur rendre l'exercice de leurs fonctions, s'ils reconnoissent qu'ils se sont amendés et corrigés; car nous avons la certitude que de cette manière la corporation sera mieux servie, et que les prieur et consuls pourront plus librement, avec moins de peine, exercer toute la plénitude de leur charge, dans l'intérêt de tous.

II. De même aussi, toutes les fois que les prieur et consuls jugeront utile d'envoyer des délégués à la cour, pour certaines affaires ou circonstances particulières qui surviennent fréquemment à la corporation et intéressent le service de leurs majestés ou celui de la communauté; comme lorsque la convenance et la considération de la corporation ou la surveillance de ses intérêts exigeront l'envoi sur d'autres points de personnes entendues en la matière et revêtues des pouvoirs nécessaires, nous voulons qu'ils aient pleine faculté de choisir parmi les membres de la corporation une, deux ou un plus grand nombre de personnes leur paroissant réunir pour ces divers objets les qualités désirables, de révoquer les unes, de les remplacer par d'autres, se guidant en tout d'après la nature et la meilleure réussite de l'affaire dans laquelle se trouveroient impliqués les intérêts généraux de la corporation, fixant à leur gré la durée des fonctions et leur salaire : ces personnes étant d'ailleurs tenues de leur obéir, d'accepter la nomination, de se rendre dans le temps prescrit dans les lieux qui leur seroient désignés pour l'objet spécial dont il s'a-

persoñas sean obligados a los obedesçer, e açebtar, e yr, e bayan segun e en el tiempo que les fuere mandado a los tales negoçios, e cumplan e guarden la ynstruçion e memoria que por los dichos prior e consules les fuere dada tocantes al bien general de la dicha vniuersidad, sopena que la persona o personas que ansi fueren nombradas e no lo quisiere acebtar e poner en obra yncurran e cayan cada vno dellos en pena de cada veinte mill maravedis, la meitad para la camara e fisco de sus magestades, e la otra meitad para las costas de la dicha vniuersidad; e que no ostante que paguen la dicha pena, que todabia sean obligados de acebtar el dicho nombramiento, porque seguirse esta horden sera mucho en benefiçio general de la dicha vniuersidad, e por se haber echo en algunos negoçios al contrario asta aqui, la dicha vniuersidad ba seido perjudicada, e para hemienda de lo de adelante hordenamos que se aga e cunpla ansi.

III. Otrosi; porque es cosa justa e razonable, que pues el prior e consules se ocupan lo mas del tienpo de su año de su cargo e ofizio en las cosas generales de la vniuersidad, a todos los della muy neçesarias, que en todas las cosas justas sean por las personas della obedesçidos, e segun la mucha diversidad e calidad de negoçios que a ellos ocurren sienpre, a las bezes para se ynformar, e otras para tomar pareszeres sobre los casos que se ofrescen, tienen de buena costunbre de llamar a la casa del consulado, donde tienen en sus ordinarios ayuntamientos e audiençia, tales personas quales paresçe que conbienen para les conferir e comunicar los negoçios que se ofresçen, e pedir sus paresçeres e ynformaçiones, de que sienpre se saca mucho fruto : e algunas bezes se a bisto que algunas de las tales personas ansi llamadas, descomedidamente, no mirando, ni tobiendo la antencion ni respeto debido, no quieren tomar la pena

git, en se conformant strictement aux notes et instructions qu'ils recevront à cet effet des prieur et consuls dans l'intérêt général de la corporation, sous peine, pour chacune des personnes ainsi nommées, et qui refuseroit d'accepter ou de se mettre à l'œuvre, d'une amende de vingt mille maravédis, dont moitié pour la chambre fiscale de leurs majestés et l'autre moitié au profit de la corporation, sans être dispensée par le payement de l'amende d'accepter la nomination; car cette injonction est toute dans l'intérêt général de la corporation, puisqu'il est reconnu que pour avoir agi différemment jusqu'à ce jour, la communauté en a ressenti de graves préjudices, et c'est pour en prévenir le retour que nous ordonnons de suivre et observer ce que dessus.

III. *Item.* Attendu que du moment où les prieur et consuls consacrent la plus grande partie de l'année à l'exercice de leur charge et office pour les affaires générales de la corporation, dans lesquelles chacun de ses membres a un égal intérêt, il est juste et raisonnable que tout membre de la corporation leur obéisse dans les choses équitables; attendu que, suivant le grand nombre d'affaires de tout genre qui leur surviennent, ils ont la louable habitude, tantôt pour prendre des renseignemens, tantôt pour connoître les opinions particulières sur les cas qui se présentent, de convoquer dans la maison consulaire, où ils tiennent leurs assemblées et audiences, les personnes qui leur paroissent les plus capables de fournir des renseignemens ou de donner un avis sur les affaires qui leur sont communiquées, d'où résultent pour tous de nombreux avantages;

Mais attendu qu'il arrive quelquefois que certaines personnes ainsi appelées au consulat, se comportant avec grossièreté et méprisant toutes les convenances, refusent de se rendre à ces appels pour donner leur avis ou des informations; comme un te

de yr a sus llamamientos, e a dezir sus paresçeres e ynformar, e porque esto es en desacato de la autoridad de los dichos prior e consules, e del dicho su cargo e ofiçio, y en perjuiçio de la dicha vniuersidad e aun de los mesmos tales ynobedientes, e por hebitar que de aqui adelante no se aga ansi;

Hordenamos que de aqui adelante, todas las vezes que el prior e consules enbiaren a llamar con su portero a qualesquier persona o personas de la dicha vniuersidad, para los casos e cosas susodichas, o para otras qualesquier tocantes a su cargo e ofiçio que luego yncontenenti, no tubiendo justo inpedimento, parescan e bengan ante ellos a la casa del consulado personalmente; para que aya hefeto lo que ariba deçimos sopena de mill maravedis a cada vna de las personas de la dicha vniuersidad, que lo contrario hiziere, la meitad para la camara e fiscos de sus magestades, e la otra meitad para las costas de la dicha vniuersitad e si fueren rebeldes, les pongan e lleben mayores penas, para la execuçion de los quales baste la fee e juramento del dicho portero, como los llamo de parte de los dichos prior e consules; e asi lo hordenamos.

IV. Otrosi; porque es razon que los secretarios de la dicha vniuersidad, que como personas que mas hordinariamente es neçesario residan en el dicho su ofiçio e cargo, e tienen mayor trabajo, que tanbien se tenga consideraçion a que tengan alguna recreaçion de algun tienpo limitado, en que se puedan yr a donde les pluguiere;

Por ende hordenamos que cada vno de los dos secretarios que hoy son de la dicha vniuersidad, e los que fueren de aqui adelante, tengan e les asignamos vn mes de recreaçion a cada vno, en cada vn año, qual cada vno dellos quisiere tomar e helegir, con tal aditamento, que no puedan tomar el dicho mes de recreaçion en un mesmo tienpo, sino que el mes que el vno

mépris de l'autorité des prieur et consuls et de la charge qu'ils remplissent est aussi préjudiciable à la corporation qu'à ceux même qui s'en rendent coupables;

Afin d'empêcher qu'il en soit ainsi à l'avenir, nous ordonnons que toutes les fois que les prieur et consuls feront appeler par leur concierge un membre quelconque de la corporation, pour une affaire ou circonstance, quelle qu'elle soit, concernant leur charge ou office, celui-ci, à moins d'avoir un juste motif d'empêchement, comparoisse et se rende incontinent devant eux, afin de satisfaire à ce que nous avons dit ci-dessus, sous peine, pour chaque contrevenant, d'une amende de mille maravédis, dont une moitié pour la chambre fiscale de leurs majestés et l'autre au profit de la corporation : en cas de résistance, on leur imposera des peines plus fortes, pour l'application desquelles il suffira que le concierge atteste, sous serment, qu'il les a appelés et convoqués de la part des prieur et consuls. Nous l'ordonnons ainsi.

IV. *Item.* Attendu qu'il est raisonnable que les secrétaires de la corporation, qui en cette qualité sont ordinairement les personnes les plus occupées et celles qui sont tenues à une plus grande assiduité dans leur place, aient certains loisirs limités pour se rendre où bon leur semble;

Par ces motifs, nous ordonnons que chacun des deux secrétaires de la corporation actuellement en exercice, ou leurs successeurs à venir, pourra tous les ans prendre à son gré un mois de vacances, mais sous la réserve qu'ils ne pourront choisir la même époque pour leurs vacances, et que le mois adopté par l'un ne pourra être choisi par l'autre, parce que nous voulons qu'à l'époque dont il s'agit l'un des deux réside toujours en ville, dans la maison du consulat, et que nous

tomare, no le pueda helegir el otro, porque sienpre queremos que el vno este residente en esta ciudad y en la casa del consulado, en los tienpos arriba dichos, porque en quanto a esto crehemos aya entrellos toda buena horden e conformidad, para que los negoçios de la vniuersidad, tocantes a su cargo, no queden yndefensos, e que no ostante que el vno falte, que el otro que quedare, a cuyo cargo fuere al residençia, asista con prior e consules todo el tienpo que fuere neçesario, en los casos e cosas tocantes e anejas a su cargo e ofiçio, sopena que por cada dia que faltare, sin liçençia de prior e consules, o justo ynpedimiento, el que asi quedare ocupado por ausençia del otro, pague doscientos maravedis de pena para limosnas, que se distribuyan a disposiçion de prior e consules, e ansi lo declaramos e hordenamos.

admettons qu'à cet égard ils se trouveront d'accord pour que les affaires de la corporation qui relèvent de leur charge ne restent pas abandonnées par le départ de l'un d'eux, et que celui qui restera en résidence assiste les prieur et consuls pendant tout le temps nécessaire, et dans toutes les affaires concernant son office, sous peine, pour le secrétaire remplaçant qui viendroit à s'absenter sans autorisation des prieur et consuls, ou sans avoir d'empêchement légitime, de payer pour chaque jour d'absence une amende de deux cents maravédis, à distribuer en aumônes au gré des prieur et consuls; et c'est là ce que nous déclarons et ordonnons.

ORDONNANCE SUR LES ASSURANCES DE 1538 (1).

Otrosi; por nos bistas e bien bisitadas la poliça e hordenanças que asta aqui abia en la dicha vniuersidad, sobre los casos e cosas tocantes a los seguros, conforme a la qual poliça e condiçiones de las dichas hordenanças, se obligaban los aseguradores ante los escribanos de la dicha vniuersidad, e por ser cosa tan ynportante, despues de nos aver juntado para platicar sobre el caso muchas e dibersas vezes en la casa del consulado, e abido nuestro consejo con personas antiguas de la dicha vniuersidad, sabias, e aspertas e de mucha esperiençia en el trato de la mercaderia, y en las cosas de risgos, e viajes y nabegaçiones; e sobre todo muy pensado, e ponderado respeto a los tienpos, e tobiendo el zelo debido al seruicio de Dios e de sus magestades, e al bien general de la dicha vniuersidad e

Ayant vu et bien examiné la police et les ordonnances en vigueur jusqu'à ce jour dans la corporation, relativement aux assurances, d'après lesquelles les assureurs souscrivoient leur engagement par-devant les notaires de la corporation, mesure fort essentielle; et après nous être réunis un grand nombre de fois dans la maison du consulat pour discuter sur cette matière; après avoir également conféré avec les membres les plus anciens de la corporation, ainsi qu'avec les personnes les plus expertes et les plus entendues dans le trafic des marchandises et dans les affaires de risques de voyages et de navigation;

Ayant mûrement pesé et examiné l'influence des temps; prenant enfin en considération le service de Dieu, celui de LL. MM., et le bien général de la corporation, afin que, tant entre les membres de la corpora-

(1) J'ai donné à cette série de chapitres, contenus dans la grande ordonnance de 1538 sous la rubrique *Para los seguros,* des numéros qui n'existent point dans le manuscrit.

para que ansi entre las personas della como entre los contrayentes con ellos, no menos con los estranjeros que con los naturales, aya toda igualdad e justificaçion : a todo nuestro saber y entender, hazemos e hordenamos la poliça e hordenanças, que de aqui adelante se tengan e guarden entre los mercaderes de la dicha vniuersidad, e las condiçiones, penas e postures con que se agan e frequenten las obligaçiones sobre las seguridades, risgos que de aqui adelante se hizieren entre los mercaderes de la dicha vniuersidad, e de otras partes, naturales e estrangeros, que entre los mercaderes della e otras qualesquier personas, que a la prematica e juizio de prior e consules se sometieren, se binieren, o enbiaren a asegurar sobre qualquier genero e calidad de mercaderias, en qualesquier nao o naos, carracas, nabios e carabelas e otro qualesquier genero de fustas, e para qualesquier biages, estaplas e puertos de qualesquier partes e logares que fueren, e por donde se determine por el prior e consules de la dicha vniuersidad, todos los pleitos e difrençias, que sobre los dichos risgos se ofrescieren e mobieren de aqui adelante, en qualquier tienpo, como condiçiones e patos echas entre partes, por ser casos e cosas de la mar, tan distintas e apartadas de otras cosas, que a la causa se requiere condiciones, declaraciones anexas o pertenesçientes a semejantes casos : las quales dicha poliça, e hordenanças, e condiciones hazemos et ordenamos en la forma e manera siguiente : començando primeramente la dicha poliça, la qual es esta de yuso contenida.

tion qu'entre les nationaux ou étrangers qui contractent avec eux, il y ait égalité et justice parfaites, d'après notre savoir et entendement nous avons fait et sanctionné les règlemens et ordonnances qui devront être observés à l'avenir parmi les marchands de la corporation, et qui ont pour objet de déterminer les conditions, formalités et pénalités auxquelles seront soumis à l'avenir les contrats sur les assurances et risques de mer que les susdits marchands viendroient à passer, soit entre eux, soit avec des habitans du royaume ou des étrangers, soit avec toute autre personne qui, se soumettant à l'autorité et à la juridiction des prieur et consuls, viendroient eux-mêmes ou enverroient faire assurer des marchandises d'une espèce ou d'une qualité quelconque, et quel que soit aussi le navire, la carraque, le bâtiment, la caravelle ou la fuste dans laquelle elles seroient transportées, les échelles, ports ou lieux pour lesquels elles seroient expédiées; ces mêmes ordonnances déterminant enfin comment les prieur et consuls ont à juger les procès et tous différends qui surviendroient à l'avenir, en quelque temps et par quelques stipulations et contrats que ce puisse être; car tout ce qui concerne les affaires maritimes étant entièrement distinct et différent des affaires ordinaires, cela exige des conditions et des déclarations appropriées à la circonstance.

Les susdits règlement et ordonnances sont dressés par nous de la manière et dans la forme suivantes, en commençant d'abord par la police dont la teneur suit :

FORMULE DE POLICE (1).

« *In Dei nomine, amen.* Conosçida cosa sea a todos los que la presente poliça de seguridad bieren, como nos las personas yuso contenidas que aqui bajo firmamos,

« Au nom de Dieu, ainsi soit-il. Que tous ceux qui verront la présente police d'assurance sachent que nous les soussignés reconnoissons assurer à vous, Jacques de Salamanca

(1) Capmany n'a pas publié cette formule, peut-être parce que depuis 1538 elle a été changée; mais, d'après mon plan, cette considération ne sauroit être une raison pour moi de l'omettre.



nuestros nonbres conosçemos, que aseguramos a bos Diego de Salamança e Gregorio de Polanco, por bos e vuestra conpañia, la suma e cantidad de ducados de vos, e de vuestra compañia e consortes, e de qualesquier de bos o della, seguiendo de la vuestrà calidad e condiçion, por la qual dicha cantidad que ansi tomamos e corremos, cada uno por la parte que le atañe, obligamos a nos mismo e a todos nuestros bienes muebles e raizes avidos e por aber, por dar e pagar a bos los susodichos, o a qualquier de bos, o al que esta poliça por bos mostrare con buestro poder, desde hoy de la fecha della fasta ocho meses primeros siguientes, sopena del doblo, si lo que Dios no quiera, otro que bien subçediere de las mercaderias yuso contenidas, las quantias de ducados yuso escriptos, el qual dicho risgo corremos sobre çierta cantidad de cargas de sacas de lana perteneçientes a bos, o a qualesquier de bos, e a buestra compañia e consortes, que eredan e partiçipan en las sobre dichas mercaderias en el puerto de la çiudad de Caliz, dentro de una nao, que Dios salve e guarde de mal, nonbrada tal, de que es maestre fulano, o otro qualquier maestre, por causa de abiar la dicha nao e la llebar, plaziendo a Nuestro Señor, en salbamiento al puerto de la çiudad de Liorna a su derecha descarga deste primero viaje, que agora con la buenaventura a de azer, no mudando otro viaje alguno, e con tanto que pueda la dicha nao tocar en qualquier puerto o puertos, que el dicho maestre quisiere e por bien tobiere, cargando o descargando a todo su plazer e boluntad, no mudando el dicho viaje. El qual dicho risgo tomamos e corremos de mar, e de biento, e de fuego, e de otras qualesquier represarias, e detenimiento de rey, o señor, o señores e de comunidades, e de otra qualquier persona o personas de qualquier estado o condiçion que sean, o ser puedan o ayan

et Grégoire de Polanco, pour vous et votre compagnie, la somme et quantité de... ducats, appartenant à l'un de vous, à votre compagnie, à vos ayans droit ou à toute autre personne agissant en vos noms et qualités, pour payement de laquelle somme de... que nous prenons et couvrons chacun pour la part et portion qu'il souscrit, nous engageons nos biens meubles et immeubles présens ou à venir, promettant, sous peine du double, de vous la rembourser à vous les susnommés, ou à la personne qui, munie de vos pouvoirs, représenteroit cette police en votre nom dans les huit mois à compter d'aujourd'hui, date de la présente, dans le cas où, ce qu'à Dieu ne plaise, il arriveroit malheur aux marchandises dont la valeur en ducats et l'espèce sont relatées ci-après.

« Le risque dont il s'agit est couru par nous sur *telle* quantité de balles de laine, appartenant à vous, à votre compagnie, ou, etc. etc. co-intéressés, résidant à Cadix, embarquées dans le navire nommé *tel*, capitaine *tel*, à son défaut par *tel*, lequel est envoyé et se rend en droiture, sous la protection de Dieu, dans le port de Livourne, pour y décharger directement; le présent voyage, entrepris à la bonne aventure, devant s'accomplir ainsi sans rupture, bien que le navire puisse toucher dans tel port qu'il plaira au capitaine, à l'effet d'y charger ou décharger librement, mais sans avoir pour cela la faculté de changer la destination.

« Nous prenons et courons les risques de mer, de tempête, d'incendie et tous autres, de représailles et arrêts de rois, seigneurs, corporations, et toutes autres personnes, quels que soient leur rang et condition, qu'ils soient, puissent être ou aient été, amis ou ennemis, comme de tout autre péril ou fortune, de quelque manière qu'ils puissent

seido, de amigos y de henemigos, o de otro qualquier peligro, o fortuna de qualquier manera o condiçion que pueda benir o acontesçer, o aya benido o acontescido, e a todo lo corremos e aseguramos, que tomamos sobre nos, e que de la manera sobre dicha corremos el dicho risgo, eçebto de barata de patron, desde el dia e hora que la dicha nao primeramente partio o partiere, fizo bela, o la yziere del dicho puerto de la dicha ciudad de Caliz para ir e azer el biaje sobre dicho fasta tanto que la dicha nao, plaçiendo a Nuestro Señor, llegue en salbamiento al dicho puerto de la dicha ciudad de Liorna, fasta su derecha descarga : e despues alli estando las anclas della fixas en la mar veinte e quatro oras naturales aquellas pasadas la presente poliça sea casa, e bana, o de ninguna fuerça e balor, e por ella no bos seamos obligados a pagar, ni cunplir cosa alguna; pero, si lo que Dios no quisiera, avn caso acaesciese de la dicha nao, que estubiese en peligro del para perder la dicha nao e mercaderias en ella cargadas, o qualquier parte dellas, y fuese neçesario para benefiçio e salbaçion e reparo dellas, poner la mano en ellas, en tal caso damos liçencia e facultad a vos los susodichos, o a qualquier de bos, e a buestro fator, en buestro nonbre, para que sin lo consultar con nos otros, ni nos requerir sobrello, podades e puedan poner la mano en las dichas mercaderias, e haçer dellas y en ellas, como de cosa buestra propia, fasta las aber salvado e recobrado, con tanto que despues no podais disponer dellas, sin consentimiento de la mayor parte de nos los aseguradores, por la parte que nos tocare : e las costas que sobrello se hizieren, que seamos obligados e nos obligamos a pagar la parte dellas que nos cupiere a pagar, aunque no se cobren las dichas mercaderias : e otrosi, queremos e nos obligamos que acaesçiendo el tal caso e sabido por certificacion de como la dicha

survenir ou soient arrivés ; tous lesquels risques et dangers sont courus, assurés et couverts par nous dans la forme susmentionnée, à l'exception toutefois de la baraterie de patron, à partir du jour ou de l'heure du départ et de la mise à la voile du navire du port de Cadix, pour faire et entreprendre le voyage susdit, jusqu'au moment où, avec la grâce de Dieu, le même navire arrivera sain et sauf dans le susdit port de Livourne pour sa décharge.

« Vingt-quatre heures après le jet des ancres à la mer, la présente police sera rompue, inutile, de nulle force et valeur, sans que par elle nous puissions être plus longtemps obligés et tenus en rien envers vous.

« Mais si, ce qu'à Dieu ne plaise, le susdit navire venoit à se trouver en danger de perte pour son corps, ou pour tout ou partie des marchandises chargées à son bord, et qu'il devînt nécessaire pour leur conservation et salut d'y mettre la main, dans ce cas, nous donnons pouvoirs et faculté, à vous les susnommés ou à vos facteurs en votre nom, à l'effet, sans avoir à vous en entendre avec nous ni nous requérir, que vous puissiez ou qu'ils puissent mettre la main sur les marchandises dont il s'agit, et en agir à leur égard comme de choses vous appartenant en propre, jusqu'à ce que vous ayez pourvu à leur salut et recouvrement; mais sous la réserve qu'ensuite vous ne pourrez plus en disposer sans le consentement de la majorité des assureurs soussignés, pour la portion qui intéresse chacun de nous.

« Quant aux dépenses occasionnées par l'effet de ces mesures, nous serons obligés et nous nous obligeons à en payer notre part afférente, alors même que les marchandises ne seroient pas recouvrées. Nous voulons aussi et promettons, lorsque la circonstance prévue se sera réalisée, et qu'un procès-verbal aura fait connoître comment le navire,

nao e mercaderias en ella cargadas, o qualquier parte dellas, obieron el tal peligro e daño, que seamos obligados e nos obligamos a pagar la parte, que dello nos cupiere a pagar, pasado el termino de los dichos ocho meses de desenbolsar, e pagar luego llanamente todos los ducados que asi aseguramos, o la parte que dello nos cupiere a pagar, luego que fueremos pedidos a buestro simple pedimento, sin poner en ello exçeçion, ni ynterbalo, ni escusa alguna, puesto que vbiese logar, bien ansi, como si por sentençia de juez conpetente, a ello obiesemos seido condenados a nuestro pedimiento, e la tal sentençia obiese seido por nos consentida e pasada en cosa juzgada: dandonos vos los susodichos francas, ellanas e abonadas a bista de los señores prior e consules de la vniuersidad de los mercaderes desta çiudad de Burgos, a cuyo juiçio, e juzgado e a sus hordenanças nos los dichos aseguradores e cargadores nos sometemos, las quales nos son manifiestas, e las supimos y entendimos, e, si necesario es, las abemos aqui por ynsertas y espaçificadas, renunçiando, como renunciamos, nuestro propio fuero e juridiçion e domiçilio que la ley *Si convenerit*. Pero entiendase, que bos los sobre dichos cargadores, en todo tiempo, seais obligados de correr e corrais en la dicha nao el diezmo enteramente de todo lo que en ella cargaredes, so la pena de las hordenanças que sobresto hablan; pero que esta aberiguaçion no bos pare perjuiçio alguno a bos los dichos cargadores, para que nos los dichos aseguradores dejemos de desenbolsar y desenbolsemos enteramente, ante todas cosas, todos los ducados que ansi aseguramos, sin ser hoidos, segund dicho es. En firmeza de lo qual lo firmamos de nuestros nonbres, de como azemos e otorgamos la seguridad sobre dicha en testimonio de berdad en el dia, e mes e año que cada vno lo firma al pie desta poliça de su mano. »

et tout ou partie des marchandises chargées à bord, se sont perdus ou ont été endommagés, de nous considérer comme obligés et de nous obliger à rembourser la portion que nous en avons à payer, et, à l'expiration des huit mois susmentionnés, à acquitter sur-le-champ et de bonne foi la totalité ou la portion des sommes que nous assurons; le tout sur la première et simple demande qui nous en sera faite par vous, sans opposer ni exceptions, ni retards, ni excuses, en supposant qu'il y eût lieu d'en alléguer; exactement comme si nous y avions été condamnés par juges compétens, et sentence rendue à votre demande, ratifiée par nous et passée en force de chose jugée.

« Vous, de votre côté, ayant à nous payer les sommes stipulées plus haut, franches, libres, et souscrites en présence de MM. les prieur et consuls de la corporation des marchands de la ville de Burgos, aux tribunal, jugemens et ordonnances desquels nous assureurs et chargeurs susdits déclarons nous soumettre, ayant parfaite science et connoissance de leurs ordonnances, qu'en tant que de besoin nous considérons comme reproduites et spécifiées ici; renonçant d'avance à tous priviléges personnels, de juridiction ou domicile, prévus par la loi *Si convenerit*.

« Mais il est entendu que vous, susdits chargeurs, serez en tous temps tenus de couvrir et couvrirez vous-mêmes dans le susdit navire le dixième net de tout ce que vous y aurez chargé, sous les peines établies par les ordonnances relatives à cet objet; mais sans que cette vérification doive porter à vous chargeurs le moindre préjudice, ni nous dispenser, nous assureurs, d'acquitter, immédiatement et avant toutes choses, comme il a été dit plus haut, la totalité des sommes que nous assurons.

« En foi de quoi nous signons de nos noms, ainsi que nous le faisons, la présente assurance, en foi et témoignage de vérité, les jour, mois et an, etc. etc. »

LAS HORDENANÇAS.

I. Primeramente; por quanto es muy vtil e neçesario, para que las cosas de los seguros tengan la horden debida, por que seria y es razon que los aseguradores supiesen sobre que genero de mercaderias han de correr el risgo, porque las mercaderias son muy difrentes que algunas mercaderias podrian tener tal estado e calidad, que el seguro que sobrellas se hiciese, tubiese mas preçio que sobre otras: e tanbien abida consideraçion, a que en algunos casos las negoçiaçiones e trato de la mercaderia requieren secreto, porque vnos mercaderes a otros se podrian azer dapño en sus abisos e cargazones, y excluyendo a algunos ynconbenientes, e siguiendo el menor dapño para cargadores e seguradores:

Hordenamos e mandamos que en todas las poliças de seguridad, que de aqui adelante se hizieren, para qualesquier partes e viajes, que si el tal cargador o cargadores yzieren los dichos seguros, fuere sobre cargazon de vinos, de cualquier calidad que sean, o bastardos, o romanias, o pasa, o oygo, o açucares, o melaças, o sal, o arenques, o trigos, o sacas de lana, que las semejantes especies de mercaderias los dichos cargadores o las personas, que por ellos se yzieren los dichos seguros, sean obligados a lo dezir e espaçificar e declarar, e sponga e declare en la poliça que de tal risgo se yziere: por que sobre semejantes mercaderias, es razon que los aseguradores sepan e les conste, que corren el rrisgo sobre ellas, e porque, pues el rrisgo sobre semejantes mercaderias trae mayores ynconbenientes, como por esperienzia emos bisto, que sean dello sabidores, e no pretendan ynorançia, e tengan en el preçio la consideraçion que les conbenga, e lo mesmo los cargadores, porque aya e ynterbenga entre las partes ygual-

ORDONNANCES.

I. Premièrement; attendu que pour que les affaires d'assurances puissent être faites régulièrement, il est d'une utilité indispensable que les assureurs sachent quelle est l'espèce de marchandises dont ils couvrent les risques, puisque ces marchandises sont de natures fort diverses, qu'il peut y en avoir dont l'état et la qualité soient tels, que leur assurance ait un prix plus élevé que d'autres;

Considérant également que, dans certains cas, la négociation et le trafic des marchandises réclament le secret, puisque les marchands pourroient se faire tort les uns aux autres dans leurs expéditions; voulant faire cesser quelques-uns de ces inconvéniens, et ayant en vue le plus grand avantage des chargeurs et assureurs :

Nous mandons et ordonnons que dans toutes les polices d'assurance qui seront rédigées à l'avenir, quel que soit le voyage en vue duquel les chargeurs stipuleroient l'assurance, si la cargaison se compose de vins en futailles bâtardes ou romaines, de raisins secs, d'huile, de sucre, de mélasse, sel, oranges, blé, balles de laine, les chargeurs ou les personnes qui stipuleroient l'assurance en leur nom seront obligés de le déclarer, dire et spécifier dans la police qui en sera dressée.

Car, pour cette espèce de marchandises, il est raisonnable que les assureurs soient avertis et sachent la nature du risque qu'ils courent, le risque sur des marchandises de ce genre entraînant, comme l'expérience le démontre, de plus graves dangers, qu'ils doivent connoître d'avance, afin de n'en pouvoir prétexter ignorance, et d'être en mesure de demander une prime dans telle proportion qui leur conviendroit avec les chargeurs, et qu'ainsi il y ait entre toutes les parties une égalité parfaite.

dad : e que qualquier persona o personas que sobre semejantes mercaderias o qualquier dellas se yzieren asegurar, sin lo manifestar e declarar en la poliça, que por el mesmo echo, si el tal rrisgo se perdiere, que los aseguradores no sean obligados a le pagar, ni paguen mas de las dos terçeras partes de la cantidad que aseguraren, en lo que cupiere, siendole rebatido primero el diezmo de lo que cargare : e que ansi se cunpla, guarde e execute de aqui adelante, e lo mesmo se guarde en qualquier aberia que obiere en los tales risgos, todas las calidades de mercaderias sobre que lo puedan haçer, e que sobre qualesquier otras mercaderias, permitimos, que sin nonbrarlas, se puedan asegurar sin que por ello les pongan contradiçion alguna.

Toute personne qui passeroit une assurance sur de semblables marchandises, sans le manifester et le déclarer dans la police faite à ce sujet, sera, dans le cas où le risque surviendroit, sans droit pour obliger les assureurs à lui payer plus des deux tiers de la somme assurée, dont on déduira, tout d'abord, le dixième de la cargaison embarquée par elle (1).

Ce qui vient d'être dit sera gardé, observé et exécuté à l'avenir en l'appliquant à toute espèce d'avaries qui surviendroient à la classe de marchandises mentionnées plus haut comme pouvant être l'objet de ces risques ; mais nous permettons que toutes autres sortes de marchandises puissent être librement assurées sans désignation expresse dans la police.

II. Otrosi ; que por quanto nos paresçe cosa justa, para que esta negoçiaçion de los seguros se conserbe, que los cargadores por muchas causas buenas e liçitas, e para remedio e preserbaçion de muchos yncombenientes, es razon que a los cargadores les quede alguna parte del cuidado de las mercaderias, sobre que aseguraren, y no puedan descuidar con se asegurar del balor de toda la cargazon, porque si a esto se diese logar, no ponian tanta deligençia en ynquirir e saber la bondad de las naos, en que cargaban, e por consiguiente en cargar a tiempo e sazon que las naos no estobiesen sobre cargadas, de que se suelen seguir hechazones, e de la bondad y esperiençia del maestre, o piloto, e gente e armazon de la nao : e porque ansi mesmo, quando estobiesen del todo asegurados, podria acaesçer, que mobidos por codiçia biendo que no abenturaban a perder nada del prençipal por la brebedad del despa-

II. *Item.* Attendu que, pour la consolidation des opérations d'assurance, par une foule de motifs très-puissans, et aussi pour remédier à de grands préjudices, il nous paroît juste et raisonnable que les chargeurs soient tenus de consacrer une partie de leurs soins aux marchandises qu'ils font assurer, et ne puissent négliger de veiller à la conservation de toute la cargaison ; attendu que, s'il en étoit autrement, ils mettroient moins de scrupules à examiner la qualité des navires à bord desquels ils placent leurs cargaisons, et par conséquent veilleroient moins à ce que les chargemens se fissent en temps utile, à ce que les navires ne fussent pas surchargés (ce qui entraîne souvent plus tard des jets à la mer), et à ce que les capitaines, maîtres, équipages garnison du navire eussent l'expérience et les qualités requises :

Attendu que, s'ils étoient assurés pour la totalité, il pourroit se faire que, mus par la cupidité et sachant qu'ils ne sont exposés à aucune perte sur le principal en précipitant l'expédition de leurs marchandises, ils en vinssent à presser ou à corrompre les ca-

(1) Les ordonnances de Barcelone étoient beaucoup moins complètes à cet égard que celle de Burgos. Le chapitre IX de celle de 1494 se bornoit à exiger une énonciation des choses assurées, mais sans rien exiger de spécial relativement aux choses susceptibles par leur nature d'éprouver un dommage plus grand que d'autres.

cho de sus mercaderias, podrian dar priesa o dadibas al maestre o dueño de la nao, para que partiese e seguiese el biaje con tiempos reçios e tempestades del mayor ynbierno, o peligros de henemigos, o corsarios, pospongendo dapño ageno por el ynterese propio, e por consiguiente, si fuesen tomadas o robadas no procurarian la recobraçion con la diligençia que si les tocase; para remedio de lo qual,

pitaines et propriétaires des navires pour qu'ils se missent en mer et entreprissent leurs voyages par de mauvais temps ou des tempêtes, l'hiver, ou malgré le danger des ennemis, corsaires et autres, en méprisant pour leur intérêt propre les dangers d'autrui; attendu qu'en cas de vol ou de capture ils ne mettroient plus autant d'empressement à les faire recouvrer que si cela les touchoit de près : afin de remédier à tout ce que dessus,

Hordenamos e mandamos que de aqui adelante qualesquier mercaderes e otras qualesquier personas, de qualesquier partes e naçion que sean, que se hizieren asegurar entre los mercaderes de la vniuersidad de esta dicha çiudad de Burgos, de qualquier cantidad, e sobre qualesquier mercaderias declaradas, o no declaradas, sean de obligados de en la misma carraca, nao, o carabela, o nabio, o otro qualquier genero de fusta, charrua, o batel de qualquier calidad que sean, en que se aseguraren, de correr e corran el tal cargador o cargadores el diezmo del coste verdadero de la mercaderia, e coste del seguro de la tal cargazon, por que tenga cuidado, de en quanto en si fuere, de hebitar los yncombenientes ya dichos, e concurra con los seguradores en el buen deseo del salbamiento de la dicha nao, y en lo rogar e suplicar a Nuestro Señor Dios, e en los otros remedios neçesarios: y que por ninguna bia, ni manera, ni en ninguna parte, ni en confiança no se puedan asegurar del dicho diezmo; o que si al contrario, hiçieren el dicho cargador, e cargadores, e otro por ellos e la tal nao, o naos, o carracas, carabelas, o nabios, bateles e otro qualquier genero de fustas, en que el tal seguro o seguros fuere fecho, o se hiziere, se perdiere, e otro que bien subçediere, que el tal segurador o seguradores no sean obligados a pagar el dicho diezmo, el qual se rebata a los postreros seguradores desta çiudad, como es costumbre: e sobrello el cargador o cargadores sean obligados de

Nous mandons et ordonnons qu'à l'avenir tout marchand ou toute personne quelconque, à quelque contrée ou nation qu'il appartienne, qui viendroit à se faire assurer dans la corporation des marchands de la ville de Burgos, pour des sommes et sur des marchandises quelconques déclarées ou non, sera obligé, en sa qualité de chargeur, de courir lui-même dans les carraques, bâtimens, navires, caravelles, fustes, ou autre embarcation de quelque espèce que ce soit, qu'il aura fait assurer, un risque du dixième de la valeur véritable de la marchandise et du coût d'assurance de la cargaison.

Cela est prescrit afin que, par tous les moyens en son pouvoir, l'assuré ait soin de prévenir les inconvéniens susmentionnés, et soit d'accord avec les assureurs dans leurs vœux pour le salut du navire, comme dans les suppliques et prières qu'ils adresseront à Dieu, ainsi que dans l'emploi de tous les moyens nécessaires. Ils ne pourront par aucune voie détournée, d'aucune manière ni en aucun lieu, faire assurer le dixième susdit. Si cette disposition étoit violée par les chargeurs, ou par une autre personne en leur nom, et que les navires, carraques, caravelles, bâtimens, bateaux, ou toute autre espèce de fustes, pour lesquels l'assurance auroit été faite, vinssent à se perdre ou à éprouver un accident quelconque, l'assureur ne sera pas tenu de rembourser ce dixième, qui sera au contraire, suivant la coutume, déduit au profit des derniers assureurs de notre ville.

Pour l'exécution de ce que dessus, tout chargeur sera tenu de prêter les sermens qui

hazer qualesquier juramento o juramentos que le fuere mandado por los señores prior e consules, para saber berdad, de mas e alliende que los seguradores puedan hazer, para berificaçion de la berdad, qualesquier probanças que bieren que les cumpla : e que si paresçiere e se aberiguare que los dichos cargadores se obiesen asegurado sobre el dicho diezmo, que por el mismo caso, demas e alliende de lo susodicho, yncurran e cayan en pena, e por pena de diez por ciento de todo el balor de las mercaderias que obieren cargado en la tal carraca, nao, o naos, carabelas, charruas, bateles, e otro qualquier genero de fustas, en que asi se obieren asegurado; la qual dicha pena sea enteramente para los seguradores desta vniuersidad, que en la tal nao, o naos, o otras fustas tobieren el dicho seguro, lo qual se reparta entre ellos sueldo a libra, respeto a lo que cada uno corria. Pero declaramos que si por caso, yendo los cargadores contra esta hordenança, se asegurasen sobre el dicho diezmo en esta çiudad o fuera della, en qualesquier partes que sean, que se entienda, que en todo el dicho diezmo enteramente sean avidos e tenidos sienpre por postreros seguradores, los que fueren seguradores en los tales risgo o risgos, los mercaderes desta dicha çiudad de Burgos, o qualesquier personas que en la poliça desta vniuersidad estubieren firmados, caso que sean postreros seguradores los de otras qualesquier partes defuera della. Pero, en quanto a las nuebe partes de la cargazon e diezmo del seguro el postrero asegurador sea abido por postrero, agora sea el tal segurador o seguradores desta ciudad, o de fuera della, e ansi lo declaramos e hordenamos.

lui seroient déférés par les prieur et consuls pour établir la vérité mieux que les assureurs ne pourroient le faire; comme aussi de fournir toutes les preuves qui pourroient être exigées.

Dans le cas où il seroit reconnu que les chargeurs se sont fait assurer pour le susdit dixième, ils encourront, outre les peines susrelatées, une amende de dix pour cent de la valeur totale des marchandises chargées par eux à bord des caravelles, bâtimens, barques ou navires qu'ils auroient fait assurer, laquelle amende sera en entier au profit des assureurs de la corporation qui auront couvert le risque, et sera répartie entre eux au sou pour livre, suivant la portion couverte par chacun d'eux (1).

De plus, nous déclarons que, dans le cas ou les chargeurs, violant la présente ordonnance, se feroient assurer pour le dixième au sein même de la ville de Burgos, ou hors de ses murs en quelque lieu que ce soit, il est entendu que, pour l'intégrité de ce dixième, on tiendra et considérera toujours comme derniers assureurs, parmi ceux qui auroient couvert les risques, les marchands de la ville de Burgos ou toute autre personne qui auroient signé la police de la corporation, quand bien même ce seroient des personnes domiciliées hors de la ville qui auroient réellement signé les dernières.

Toutefois, en ce qui concerne les neuf dixièmes de la cargaison et le dixième de l'assurance, le dernier assureur sera considéré réellement comme tel, soit qu'il appartienne à la ville, soit qu'il ait son domicile hors de ses murs. Nous le décrétons et ordonnons ainsi.

III. Otrosi; por quanto en algunos de los seguros que asta aqui se han echo de

III. *Item.* Attendu que, dans les assurances qui se sont faites jusqu'à ce jour des

(1) Les chapitres I, II et VI de l'ordonnance de Barcelone de 1494 exigeoient que les nationaux courussent un risque du huitième et les étrangers du quart.

las Yndias a estos reinos, algunas bezes se presume que podria auer algun fraude, y es la causa que muchas bezes despues de ser llegadas las naos en España a cabo de tres o quatro meses e mas tienpo, quando los seguradores piensan aver ganado en ellas el seguro, e an padesçido el cuidado, les dizen e notifican que no corrieron ni cabe el tal seguro, la berdad de lo qual no se puede verificar, o seria dificultoso saberla, porque hordinariamente para mostrar como no cabe, es la hordan que suelen tener, mostrar fee del escribano de la casa de la contrataçion de Seuilla, en que, dize, da fee que el tal cargador no truxo en las tales nao o naos llegadas ninguna cargazon, e en esto podria aver vna clara cautela : porque muchas bezes bienen de las Yndias cargazones de oro, perlas e otras mercaderias sin rexistrar, porque hemos bisto por espiriençia, hazerse en esta vniuersidad seguros en ella con espresa condiçion, que los seguradores corran el tal seguro sobre registrado o no registrado, e en lo tal esta a boluntad e querer del cargador, si quisieren confesar que lo corrieron o no, por que lo que no biene registrado, no se puede probar : porque como lo tal, segun hemos nueuamente sabido, esta prohibido e bedado por sus magestades, so grandes penas, procuran grand secreto, e asi es forçado pasar por lo que el cargador dixere, por ende, por lo que cunple al seruiçio de sus magestades, e por hebitar toda ocasion de engaño,

Hordenamos e mandamos que de aqui adelante entre los mercaderes desta vniuersidad, ante los escriuanos della, ni en otra manera, no se pueda hazer, ni aga ningund seguro de las Yndias a España sobre oro, ni perlas, ni sobre otras mercaderias algunas, que no bengan registrado en el registro de su magestad, como en general es costumbre, e que si se hiziere, que no balga el tal seguro, e sea en si ninguno, e que aunque el segurador renunçie esta hor-

Indes aux ports du royaume, on croit qu'il est quelquefois intervenu des fraudes, en ce que souvent après l'arrivée des navires en Espagne, au bout de trois ou quatre mois et davantage, lorsque les assureurs croient déjà avoir gagné la prime, on vient leur dire et notifier que l'assurance n'a ni couru ni été couverte, fait dont la réalité ne peut être vérifiée ou ne sauroit l'être qu'avec beaucoup de difficultés; car d'ordinaire, pour démontrer que l'assurance n'a pas été couverte, ils ont l'habitude de recourir au témoignage du notaire de la contractacion de Séville, lequel déclare certifier que ledit chargeur n'a apporté dans les navires arrivés aucune cargaison quelconque; et en cela on pourroit commettre de graves fraudes;

Attendu que souvent il vient des Indes des cargaisons d'or, de perles, et autres marchandises qui ne sont pas enregistrées; attendu que l'expérience nous a démontré qu'au sein de la corporation on souscrit quelquefois des assurances sous la condition expresse que les assureurs courront le risque, soit que les objets aient été ou n'aient pas été enregistrés, et que, dans ce cas, il dépend du libre arbitre du chargeur d'avouer que les chargeurs ont ou n'ont pas couru de risques, puisqu'il est impossible de prouver l'existence de ce qui n'a pas été enregistré; attendu que, d'après ce que nous venons d'apprendre, cette clause a été défendue et prohibée par leurs majestés, sous peine de fortes amendes, parce que le secret qui la couvre oblige à en passer par ce que dit le chargeur : par ces motifs, dans l'intérêt du service de leurs majestés, et pour prévenir tout prétexte de fraude,

Nous mandons et ordonnons qu'à l'avenir les marchands de la corporation ne pourront, ni par-devant notaire, ni d'une autre manière quelconque, passer des assurances, des Indes aux ports du royaume, pour de l'or, des perles, ou autres marchandises qui ne seroient pas inscrites sur le registre royal, conformément à l'usage général; que si cette ordonnance étoit violée, l'assurance sera nulle et sans valeur; qu'alors même que l'assureur déclareroit renoncer au bénéfice de cette disposition, cela ne pourra lui être opposé ni lui faire courir le risque, si ce n'est pour l'or et les autres

denança, no le perjudique, ni se entienda que lo corre, salbo sobre oro e otras mercaderias que binieren registradas, e si de otra manera se hiziere, e se perdiere la tal nao o naos, o en ellas vbiese alguna aberia, o daño, que los tales segurador o seguradores no paguen cosa alguna a los dichos cargadores, ni a otra persona de la tal perdida, ni aberia, ni otro daño. Asi lo hordenamos y bedamos lo suso dicho : ansi mismo, que ninguno de los mercaderes que oy son o de aqui adelante fueren de la dicha vniuersidad, ni otro por ellos, en poliça, ni fuera della, ni en confiança, ni en otra manera tome los tales seguros sobre cosa no rexistrada, so pena que si al contrario hizieren; por que podria acaesçer que algund estranjero no estando aduertido desta hordenança, en las ferias o por comision enbiasen a hazer semejantes seguros sobre cosa no rexistrada, que el mercader que tomare el tal seguro, o lo admitiere, abiendolo tomado su criado o fator en esta ciudad e en las dichas ferias, por el mesmo caso yncurra en pena de bolber e pagar al cargador el preçio que obiere resçibido, o que se le avia de pagar por el tal seguro, con el doblo e mas otros diez ducados de oro, para las costas e limosnas de la dicha vniuersidad, por cada vez que el tal seguro o seguros tomare, y en otra tanta pena de diez ducados caya el escribano o escribanos de la dicha vniuersidad ante quien pasaren semejantes seguros.

marchandises enregistrées; que si l'on agissoit différemment, et si le navire venoit à se perdre ou à éprouver des avaries ou un dommage quelconque, l'assureur ou les assureurs ne seront tenus à aucun remboursement, soit envers les chargeurs, soit envers toute autre personne intéressée dans la perte, l'avarie ou le dommage (1).

Par les mêmes considérations, nous décrétons et défendons aussi à tout marchand appartenant actuellement ou qui viendroit à appartenir par la suite à la corporation, et à toute personne en leur nom, de souscrire, avec ou sans police, verbalement, ou de toute autre manière, de semblables assurances sur des objets non enregistrés, même dans le cas où il s'agiroit d'un étranger quelconque, ignorant cette injonction, qui feroit lui-même dans les foires ou qui donneroit commission de faire cette sorte d'assurance; sous peine pour les marchands qui y contreviendroient directement ou qui accepteroient l'assurance prise par leurs commis ou facteurs, en ville ou dans les foires, d'être tenus de rembourser et restituer au chargeur la prime et une double prime en sus de celle qu'il auroit reçue ou qu'on devoit lui payer pour l'assurance, et en outre dix ducats d'or pour les dépenses et aumônes de la corporation, une amende de la même somme de dix ducats devant aussi retomber sur le notaire de la corporation devant qui la police auroit été passée.

IV. Otrosi; por muchas causas vtiles e probechosas a la dicha vniuersidad, que nos ha mostrado la esperiençia,

Hordenamos y mandamos que de aqui adelante por tanto tienpo quanto fuere la voluntad de los señores prior e consules, o de la mayor parte de los mercaderes de la dicha vniuersidad que oy son, o fueren de aqui adelante, no se haga entre los mer-

IV. Afin d'atteindre encore d'autres résultats que l'expérience nous a montré être utiles et avantageux à la corporation, nous mandons et ordonnons que dorénavant, et aussi longtemps que telle sera la volonté de MM. les prieur et consuls, et de la majorité des marchands qui composent actuellement la corporation ou qui en feront ultérieurement partie, lesdits marchands ne puissent, ni entre eux ni par-devant aucun des notaires de la corporation, faire, ni par police sous caution, ni

(1) On ne trouve point de dispositions semblables dans les ordonnances de Barcelone.

caderes della, ni ante ninguno de los escribanos que oy son o fueren della, ningun seguro en poliça, ni fuera della, ni en confiança, ni en otra manera seguro alguno sobre pletes, ni sobre aparejos de ninguna carraca, ni nao, ni carabela ni otra fusta alguna por biaje, ni por tienpo, ni en otra manera, porque como arriba dezimos, por larga esperiençia hemos bisto que de tomar e permitir los tales risgos esta vniuersidad a seido muy danificada : por que muchas vezes se ha hallado, que con siniestras certificaçiones e probanças algunos que se han echo asegurar, quando son perdidas las naos, cobraban de los seguradores fletes, que en la berdad no los llebaban, puesto que fueran en salbo, e ansi hazian pagar lo bazio por lleno : e por consiguiente quando esto cesaba e yban en salbo casi muy hordinario echaban cables e otros aparejos viejos a la mar con pequeña ocasion, e los tasaban e cobraban como nuebos, e asi renobaban sus aparejos de biejos en nuebos. E es bien hebitar el dapño de la vniuersidad e de las conciençias, de los que tal podrian hazer, e si alguno tomare el tal seguro que sea obligado de bolber al cargador con el precio el doblo, e mas yncurra en pena de dos mill maravedis, para las costas e limosnas de la dicha vniuersidad, y en otra tanta pena de otros dos mill maravedis aplicados en misma forma yncurra el escribano de la vniuersidad, que lo tal hiziere. Pero bien permitimos que sobre el casco solamente de qualquier nao o naos que puedan tomar qualquier de la vniuersidad el risgo que quisiere e de quien le pluguiere libremente, sin pena alguna, con tanto que sea por biaje o biajes, e no por tiempo, e que el escribano o escribanos puedan asentar la poliça que las partes sobrello quisieren otorgar sin pena alguna.

de toute autre manière, aucune assurance sur le fret ou les apparaux d'une carraque, d'un navire, d'une caravelle ou flûte quelconque, soit pour le voyage, soit pour un temps déterminé ou de toute autre manière; car, comme nous l'avons dit plus haut, une longue expérience nous a fait voir qu'en prenant ou permettant de semblables risques, la corporation a éprouvé des préjudices considérables.

En effet, il est arrivé très-souvent qu'à l'aide de fausses preuves ou de faux certificats, quelques personnes, qui se sont fait assurer lorsque les navires étoient déjà perdus, ont recouvré sur les assureurs des frets qu'en réalité ils n'auroient pas gagnés s'ils avoient été sauvés, faisant payer le vide pour le plein; et par suite, lorsque cela n'avoit pas lieu et que les navires se sauvoient, ils jetoient le plus souvent à la mer, à la moindre occasion, des câbles et autres vieux apparaux, les taxoient, et s'en faisoient ensuite rembourser la valeur comme s'ils avoient été neufs, remplaçant ainsi leurs vieux apparaux par des neufs.

Afin de prévenir les dommages qui en résultent pour la corporation et pour la conscience de ceux qui commettent de semblables fraudes, nous ordonnons que quiconque prendra à son compte une telle assurance sera obligé de rendre au chargeur la prime, augmentée du double, et encourra en outre une amende de deux mille maravédis, applicable aux dépenses et aumônes de la corporation, pareille amende de deux mille maravédis, distribuée de la même manière, devant également être imposée au notaire de la corporation qui y auroit coopéré (1). Mais nous permettons à tout membre de la corporation de prendre librement, sans pénalité aucune, sur la simple coque d'un navire quelconque et des mains de qui bon lui semblera, le risque qu'il voudra, pourvu que ce soit pour un ou plusieurs voyages, et non pour un laps de temps limité, autorisant aussi le notaire à dresser les polices que les parties voudroient passer à cet égard.

V. Otrosi; porque aya horden en el

V. *Item*. Afin que l'ordre règne à l'époque

(1) Les ordonnances de Barcelone n'avoient point prévu ces cas, ni pris de mesures analogues.

tiempo hordinario, en que se hayan de pagar e paguen el preçio que los seguradores obieren de haber por el risgo o risgos que corrieren, porque los plazos sean yguales e vniuersales a todos los mercaderes desta vniuersidad e fuera della, e el cargador sepa el tiempo limitado que a de pagar, e el segurador e los seguradores de cobrar, e como cosa que esta limitada en esto no se platique,

Hordenamos e mandamos que de aqui adelante entre los mercaderes de la dicha vniuersidad se tenga e guarde çerca de lo susodicho la horden siguiente : que los seguros que se hizieren desde primero de otubre fasta fin de abril ayan de pagar e paguen los cargadores a los seguradores todo el preçio que los debieren de los tales seguros, luego en la primera feria de mayo siguiente en la villa de Medina del Campo, donde se ace al tienpo de los pagamentos della en banco, e los seguros que se yzieren desde primero dia del mes de mayo, fasta fin del mes de setiembre, se paguen en la feria de otubre luego siguiente, ansi mesmo en el canbio al tiempo de los pagamentos della, e asi por esta horden en cada vn año subcesivamente : e mandamos que el escribano o escribanos de la dicha vniuersidad que hoy son e fueren de aqui adelante, ante quien se han de otorgar e pasar todas las poliças de seguridad, que se hizieren entre los mercaderes de la dicha vniuersidad, que pongan en las sotra escriptas de todas las poliças, como sean de pagar el preçio de los tales seguros, a los plazos e terminos suso contenidos. E mandamos que los cargadores sean obligados de pagar a los dichos seguradores a los dichos plazos e terminos, e que no los puedan mudar, ni prorogar, ni alargar a mas largos tiempos, ni plazos, ni peruertir, ni desaprobar esta horden en poliça, ni por palabra, ni cedula, ni confiança, ni en otra manera, sopena que cada una de las partes contrayentes, asi los cargadores,

à laquelle on a l'habitude de payer la prime que les assureurs doivent recevoir pour le risque ou les risques qu'ils auroient couverts; afin que les termes d'échéance soient égaux et uniformes pour tous les marchands appartenant ou non à la corporation; que le chargeur sache dans quels termes il doit payer, et l'assureur ou les assureurs quand ils doivent recouvrer; enfin, pour empêcher la violation des restrictions ci-après déterminées :

Nous mandons et ordonnons qu'à l'avenir, entre les marchands de la corporation, on observera à l'égard de tout ce que dessus les règles suivantes; savoir : le montant des primes dues pour les assurances qui se feront du 1er octobre à la fin d'avril devra être payé aux assureurs par les chargeurs lors de la première foire de mai, qui se tient dans la ville de Médina, et cela en même temps que s'exécutent tous les autres payemens de banque de cette foire; les assurances souscrites du 1er mai à la fin du mois de septembre se payeront durant la foire d'octobre, comme les changes, au moment où l'on effectue tous les autres payemens, et ainsi de suite, dans le même ordre, chaque année successivement.

Mandons que le notaire ou les notaires de la corporation, actuellement en exercice ou qui viendroient à l'être, devant lesquels seront portées toutes les polices d'assurances à intervenir entre marchands de la corporation, inscrivent dans le texte de ces polices comment la prime desdites assurances devra être payée aux termes et époques indiqués ci-dessus.

Mandons que les chargeurs soient obligés de payer les assureurs dans les termes fixés, sans pouvoir les changer, proroger ou allonger, ni altérer ou modifier la présente injonction quant aux polices, soit verbales, soit par écrit, à l'amiable ou autrement, sous peine pour chacune des parties contractantes, tant chargeur qu'assureur, d'encourir une amende de cinq mille maravédis, dont deux tiers au profit de la corporation, et un tiers pour le procureur fiscal qui dénonce-

como los seguradores que lo contrario hizieren, yncurran e cayan en pena de cada cinco mill maravedis, los dos tercios para las costas de la dicha vniuersidad, y el un terçio para el fiscal de la dicha vniuersidad que lo denunçiare, e litigare, e aberiguare con ellos haber yncurrido en la dicha pena, porque ansi conbiene por muchos buenos respetos, por que no ostante que ansi es la antigua costumbre, algunos an tentado de la ronper, e para remedio de la sostener e amparar hordenamos e mandamos lo susodicho.

roit le fait et poursuivroit l'application de la peine encourue; car ainsi l'exigent de nombreuses considérations, puisque nonobstant l'antique coutume qui subsiste à cet égard, plusieurs personnes ont cherché à la violer; et dès lors, pour y remédier, nous avons dû mander et ordonner ce que dessus (1).

VI. Otrosi; por quanto una de las principales cosas que sostienen este comerçio e negoçiaçion de los seguros es la mucha llaneza que hasta aqui se a tenido e tiene en el desenbolsar, sin ser los seguradores oydos, ni dar logar a que antes del desenbolsar, aya ni pueda aber exeçion, pleito, ni demanda, ni apelaçion alguna, e pues que los seguradores son conpelidos con todo rigor al dicho desenbolsar el todo, cosa justa e razonable es, que tengan el mismo prebillejo contra los cargadores, para ser pagados de lo que se les debiere, del preçio de los seguros que corresponde, porque algunas bezes hemos bisto que en esta vniuersidad algunos han tentado, puesto que no les ha balido, de retener a los seguradores, lo que ansi les deben por seguros tomados, dixendo que los tales seguradores les deben aberias proçedidas de los mismos seguros, e otros, que los tales seguradores les deben dineros de quentas, que con ellos tienen, e ansi otras semejantes escusas, e por las hebitar,

VI. D'un autre côté, comme l'une des principales causes qui contribuent à soutenir notre commerce et nos opérations d'assurances est la bonne foi avec laquelle jusqu'à présent on a opéré et on opère encore les remboursemens, sans entendre au préalable les assureurs et sans jamais recourir à aucune exception, procès, demande ni appel quelconque; et comme du moment où les assureurs sont rigoureusement tenus à ce remboursement intégral, il est juste et raisonnable qu'ils aient le même privilége contre les chargeurs pour être payés de ce qui leur est dû à titre de prime des assurances, car nous avons vu dans cette corporation des personnes essayer, bien qu'en vain, de retenir aux assureurs ce qu'ils leur devoient pour prix de leurs assurances souscrites, et cela sous le prétexte que ceux-ci leur doivent des créances provenant de ces mêmes contrats, d'autres fois, que les assureurs leur doivent de l'argent en compte courant; voulant y remédier et prévenir toutes autres défaites du même genre:

Hordenamos e mandamos que de aqui adelante ningun cargador pueda por las semejantes cosas e causas, ni por otras algunas retener a los seguradores maravedis algunos, que les deban por razon de segu-

Nous mandons et ordonnons que dorénavant aucun chargeur ne pourra, pour les motifs et dans les circonstances indiqués plus haut, ni pour toute autre cause, retenir aux assureurs un seul maravédis sur ce qu'ils leur devroient pour les assurances par eux sous-

(1) Les ordonnances de Barcelone, et notamment le chapitre XV de celle de 1484, déclarant nulle toute assurance dont la prime n'a pas été payée comptant, ne contenoient rien d'analogue à la présente disposition.

ros tomados, sino que luego, ypso fato, sin detenemiento alguno benidos los plazos cada cargador desenbolse e pague llanamente a su segurador: y el cargador que pusiese exeçion contra ello, que los señores prior e consules les manden executar en sus personas e bienes por ello, e que se haga pago a los seguradores de prinçipal e costas, e demas el tal cargador yncurra en pena de mill maravedis para las costas de la dicha vniuersidad, e que el cargador no pueda apelar, sin ser oydo, e si apelare, que no le balga, ni los juezes superiores admitan su apelaçion, es in embargo se cumpla lo susodicho.— Pero si, lo que a Dios no plega, algund segurador hiziese mudança publiça en su estado e credito y el seguro estubiese por correr en tal caso el cargador, sin pena alguna, pueda retenir el preçio del tal seguro, asta que se de las fianças que los señores prior e consules mandaren, o asta que los señores prior e consules les sea mandado que pague, en tal caso sea obligado de pagar mandando los dichos señores prior e consules, porque es de creer que sus mercedes no lo condenaran sino con la causa justa.

crites; que tout chargeur devra au contraire, au moment même de l'échéance, sans retard aucun, rembourser et payer franchement son assureur. Si les chargeurs y vouloient opposer quelque exception, les prieur et consuls feront exécuter, contre leurs personnes et leurs biens, le payement aux assureurs du principal et des dépens, et imposeront en outre aux chargeurs une amende de mille maravédis au profit de la corporation, sans qu'ils puissent réclamer ni interjeter appel, lequel, s'il avoit lieu, devra être repoussé par les juges supérieurs, et tout ce que dessus sortir son effet.

Mais si, ce qu'à Dieu ne plaise, l'assureur venoit à éprouver un changement notable dans sa position ou dans son crédit, et que l'assurance dût continuer de courir, dans ce cas, le chargeur pourra librement retenir le prix de l'assurance jusqu'à ce qu'on lui ait donné les sûretés déterminées par les prieur et consuls, ou jusqu'à ce que les mêmes prieur et consuls lui aient ordonné de payer, chose à laquelle alors il ne pourra se refuser; car on doit croire que lesdits prieur et consuls ne l'y condamneront pas sans de justes motifs (1).

VII. Otrosi; por quanto muchas beçes suele acontesçer, que los cargadores que estan asegurados, despues de ser llegada la nao o naos en salbedad, e otras bezes antes hazer notificar a los seguradores que no corrieron cosa alguna de los tales risgos, porque de sus cargazones estaban primero e antes que con ellos asegurados en otras partes, e otras bezes dizen, que non caben en todo el seguro, porque no vbo tanta cargazon que cupiese lo asegurado, e porque desto podrian subçeder algunos ynconbenientes en fraude de los seguradores e por hebitar aquellos,

VII. Comme il arrive souvent que les chargeurs qui se sont fait assurer, tantôt lorsque les navires sont déjà arrivés sains et saufs, tantôt avant de faire notifier aux assureurs qu'ils ne sont entrés pour rien dans les risques, au moyen de ce que leurs cargaisons avoient été assurées antérieurement et ailleurs, prétendent ne plus devoir la totalité de l'assurance, parce que la masse de la cargaison ne couvre pas la valeur assurée; et comme de tout cela peuvent résulter, au préjudice des assureurs, des inconvéniens qu'il importe de prévenir,

Hordenamos e mandamos que de aqui adelante todos los mercaderes de la dicha

Nous mandons et ordonnons qu'à l'avenir les marchands de la corporation, et tous

(1) La note précédente explique suffisamment pourquoi une disposition semblable ne se trouve point dans les assurances de Barcelone.

vniuersidad e de otras qualesquier partes que sean, que hizieren qualesquier poliças de seguridad entre los mercaderes della, para qualesquier partes e biajes que en el tiempo, en que deban de hazer notificar los seguradores, como no caben, ni corrieron, ni corren el tal seguro, se tenga la horden e forma siguiente: — que los mercaderes e otras personas qualesquier que se asegurren, que cargaren en qualquier puerto o puertos de la costa de Bizcaya, e Guipuzcoa, o Laredo, o Santander, o Castro, e otros puertos aderentes e çercanos de aquella costa, sean obligados de hazer notificar a los dichos seguradores, desde el dia que firmaren la poliça, fasta dos meses primeros siguientes, de como no caben, ni corren el tal seguro o seguros, y dandoles la razon porque, e mostrandoles la cargazon que tobieren en la tal nao o naos, con juramento que es berdadera, para que se bea, como rebatido el diezmo que el cargador es obligado a correr, no cabe el tal segurador o seguradores, e de lo que ansi no cupiere e le hechare fuera, le pague luego el medio por ciento, e sino se le pagare e le diere luego al escribano o escribanos de la vniuersidad, para que selo de e pague a los seguradores, que la tal notificaçión sea ninguna. Pero bien permitimos que el tal cargador cumplo con hazer la diligençia susodicha ante qualquiera escribano de la vniuersidad, para que lo notifique a los seguradores, porque haziendo ante el dicho escribano o escribanos la dicha obligaçion en el dicho tiempo, si el escribano fuere remiso en lo notificar a los dichos seguradores, e les dar su medio por ciento, la tal culpa se ha de ynputar al tal escribano o escribanos e no al cargador.

A los que cargaren en el Andaluzia o en Portugal sean obligados de hazer para con los seguradores otra semejante diligençia que la de arriba dentro de tres meses primeros siguientes, contado el dia que firmaren la poliça.

autres de quelque lieu que ce soit, qui passeroient des polices d'assurances pour des voyages et des objets quelconques, devront, quant aux termes de la notification aux assureurs de leur volonté de ne pas couvrir ni laisser courir les risques, observer les dispositions suivantes :

Tous marchands ou autres personnes quelconques qui se feront assurer pour ce qu'ils chargeront dans un port quelconque des côtes de la Biscaye et du Guipuscoa, à Laredo, Santander, Castro, ou dans d'autres ports adjacens et circonvoisins, seront tenus de faire notifier aux assureurs, dans les deux mois à partir du jour de la signature de la police, s'ils n'entendent pas couvrir et courir lesdits risques, en en expliquant les motifs et faisant connoître, sous la foi d'un serment, la cargaison qu'ils ont réellement à bord du navire, afin que l'on voie comment, après déduction faite du dixième dont le chargeur est tenu de courir lui-même le risque, les assureurs ne peuvent plus y prendre aucune part; sur la portion excédante, et pour laquelle il prétendroit les repousser, le chargeur payera de suite le demi pour cent; et s'il ne l'acquittoit ou ne le remettoit sur-le-champ à l'un des notaires de la corporation, pour être donné et payé par celui-ci aux assureurs, la notification sera nulle.

Nous permettons toutefois que le chargeur remplisse ces formalités par-devant un notaire quelconque de la corporation, qu'il chargera de faire la notification aux assureurs; car, s'il remplit l'obligation dont il s'agit par-devant l'un de ces notaires en temps opportun, et que ce notaire apporte du retard à faire la notification aux assureurs et à payer à ceux-ci leur demi pour cent, la faute n'en doit être imputée qu'au notaire et non au chargeur.

Ceux qui chargent en Andalousie ou en Portugal seront obligés d'en agir à l'égard des assureurs comme il est dit ci-dessus, dans les trois mois à compter du jour de la signature de la police.

E los que cargaren en Roan, o Françia, o Bretaña, sean obligados de hazer, para con los seguradores, otra semejante diligençia como las susodichas, dentro de quatro meses primeros siguientes, contando el dia que firmaren la poliça.

Los que cargaren en Flandes, o Yngalatierra, o Florençia, o Ytalia sean obligados de hazer, para con los seguradores, otra semejante diligençia como las susodichas, dentro de cinco meses primeros siguientes, contado el dia que firmaren la poliça o poliças.

E los que cargaren en qualquier parte de las Yndias sean obligados de hazer, para con los seguradores, otra semejante diligençia dentro de dos meses, los quales se entienda que corren del dia, que las dichas naos fueren benidas en España a Seuilla, porque por ser la distançia tan remota, con dificultad lo podrian saber los cargadores asta ser benidas las naos, es razon que a todo inconbeniente se aya consideracion.

Los que cargaren en las yslas del Amadera, o de Canaria, dentro de seis meses del dia que la poliça se firmare.

En adelante e que los cargadores que no hizieren las sobre dichas diligencias, e guardare e compliere lo susodicho, cada vno por lo que le tocare e atañere, que los dichos terminos pasados, ypso fato, sean obligados de pagar a los seguradores todo el preçio que les debieren por razon del seguro o seguros que dellos obieren tomado, sin descuento alguno, bien e ansi como si cupieran e hobieran corrido el dicho risgo, o de estar a su amor de los dichos seguradores; e que el escribano o escribanos de la dicha vniuersidad ante quien los tales autos se hizieren, no ostante que lo asiente en las espaldas de la poliça o de las poliças del cargador, sea obligado de tener de consuno vn rexistro a parte, donde asiente las tales notificaçiones que sobre lo susodicho se hizieren, sopena de quinientos

Ceux qui chargeront à Rouen, en France ou dans la Bretagne, feront les mêmes notifications aux assureurs dans les quatre mois à compter du jour de la signature de la police.

Ceux qui chargeront en Flandre, en Angleterre, à Florence ou en Italie, feront la notification dans les cinq mois à compter du jour de la signature de la police.

Ceux qui chargeront dans un point quelconque des Indes seront obligés de faire la notification susmentionnée dans l'espace de deux mois à compter du jour de l'arrivée des navires à Séville; car la distance étant si grande qu'il seroit difficile que les chargeurs fussent instruits avant l'arrivée des navires, il est raisonnable d'avoir égard à ces considérations.

Ceux qui chargeront dans les îles de Madère et des Canaries, dans les six mois à partir du jour de la signature de la police.

Dorénavant tous chargeurs qui ne feront pas les démarches susmentionnées, n'observeront et n'accompliront pas tout ce que dessus, chacun en ce qui le touche et concerne, seront *ipso facto*, et dès l'expiration des termes, tenus de payer aux assureurs la totalité de la prime qu'ils leur devroient, à raison de l'assurance par eux souscrite, sans déduction aucune, exactement comme s'ils avoient couvert et couru ledit risque, ou bien ils devront s'en rapporter à l'équité des assureurs.

Tout notaire de la corporation devant qui seront passés ces sortes d'actes devra, nonseulement le relater au dos de la police ou des polices du chargeur, mais encore se munir d'un registre spécial sur lequel il inscrira toutes les notifications qui se feroient aux fins que dessus; le tout sous peine de cinq cents maravédis d'amende, au profit de la corporation; car si l'on n'agissoit pas ainsi,

maravedis para la dicha vniuersidad, porque a non lo açer ansi podria aver ynconbeniente de que la poliça, donde los tales autos se asentasen, se perdiesen, e como el rexistro della queda bibo e tiene tanta fuerça e autoridad como la misma poliça, podria subçeder que el cargador finxiese ser perdida la poliça, si quixiese ynorar que no padesciesen los dichos autos, e aprobecharse contra los seguradores del dicho rexistro original.

VIII. Pero declaramos que por quanto muchas bezes en una nao se suelen hazer seguros en biajes largos de yda e buelta, a la yda sobre mercaderias cargadas en el puerto donde comiença el tal seguro, e a la benida sobre mercaderias que se an de cargar de buelta en el puerto donde se fenesçe el viaje de la yda, como suelen alumbres en Ciuita vieja, e otras mercaderias en otras partes e puertos, e porque podria muy façilmente acaescer que la tal nao no resçibiese la carga, por no se la dar o por otras causas, lo qual acaesçiendo, no corra nada el segurador a la buelta, y esto no lo puede saber el cargador, por la grand distançia del camino, con la breuedad que podria saber de otras estaplas hordinarias, en su caso,

Hordenamos que el tiempo para que el cargador pueda notificar al segurador que no cabe el risgo de buelta, le corra el cargador e se le cuente desde el dia que la nao obiere fenescido el primero biaje de la yda e llegada al puerto de su derecha descarga en adelante, o que si alguno se hiziere asegurar de tal parte, a tal parte, y en el camino en algund puerto, antes de aber llegado a donde es su derecha descarga, por benefiçio del cargador descargar las tales mercaderias o parte dellas, que los seguradores ayan ganado todo el preçio que les fuere prometido, como si la tal nao

il y auroit à craindre que la police ne vînt à se perdre, tandis que s'il en subsiste une copie enregistrée, ayant la même force et valeur que la police, cette perte n'aura pas plus d'effet que si le chargeur, pour se prévaloir contre les assureurs du registre original mentionné plus loin, simuloit la perte de la police et faisoit semblant d'ignorer que les actes mêmes ne périssent pas (1).

VIII. Comme il arrive fréquemment que l'on assure sur un même navire, pour de longs voyages d'aller et de retour, des marchandises chargées dans le port où commence l'assurance, et au retour, des marchandises qui doivent être chargées dans le port où s'est terminé le voyage d'aller, par exemple pour les aluns à Civita-Vecchia, et autres marchandises dans d'autres ports ; et comme il pourroit fort bien se faire que le navire ne reçût pas le chargement, soit que la marchandise ne fût pas livrée, ou pour toute autre cause, et qu'alors l'assureur ne court aucun risque de retour, chose qu'à raison de la longueur des distances le chargeur ne peut savoir aussi promptement que s'il s'agissoit des autres échelles ordinaires :

Nous ordonnons que le terme dans lequel le chargeur devra notifier à l'assureur que le risque de retour n'existe pas courra à partir du jour où le navire aura achevé son voyage d'aller et sera arrivé au port de décharge.

Dans le cas où une personne se feroit assurer de *tel* point à *tel* autre, si en route, dans un port quelconque autre que celui de la destination, on déchargeoit, pour le compte du chargeur, tout ou partie des marchandises, la totalité de la prime promise sera gagnée par les assureurs de la même manière que si le navire étoit arrivé avec ces mêmes marchandises au port de sa véritable destina-

(1) Ces cas ni celui du chapitre suivant n'avoient été prévus par les ordonnances de Barcelone.

llegase con ellas a su derecha descarga, no seyendo por fuerça de rey, o de señor, e naufragio de mar, o por otro justo impedimento, de manera que conste que no fue por boluntad del tal cargador.

tion, pourvu toutefois que cela n'ait pas lieu par autorité d'un roi ou de quelque seigneur, par naufrage ou par tout autre obstacle supérieur à la volonté du chargeur.

IX. Asi, por lo que hemos entendido de personas honrradas de autoridad desta vniuersidad, como por lo que e nosotros hemos bisto, tenemos por mucho ynconbeniente, e avn en parte paresçe alguna circunstançia de menos preçio de la reputaçion de esta manera de negoçiaçion de tomar seguros, se debe tener abido respeto, a que ynterbiene en ello calidad e mucha cantidad, e seyendo, como es cosa tan neçesaria, para el entretenimiento del trato de la mercaderia, que toman e firman en las poliças de seguridad algunos mançebos menores de hedad, e algunos criados de personas desta vniuersidad que toman por sus amos, e parientes e por si mucha copia de seguros, de lo que, si Dios no quiera, subcediese alguna fortuna copiosa, como algunas bezes se a visto, los cargadores habiendo pagado su seguro y estando descuidados con buena fee se podrian hallar burlados o tan mal asegurados que no pudiesen, ni tobiesen de que cobrar por muchas razones, que demas de çesar el complimiento de la hedad, podran ynterbenir; e algunas bezes hemos sentido que como al tiempo que los seguros se hazen e frequentan, biendo algunas personas principales e de autoridad desta vniuersidad, los tales mançebos o criados con demasiado atrebimiento e desacato, con codiçia, o por se mostrar solicitos e complazer a sus amos, ocupan la frequentaçion e logares del comercio donde se hazen los tales seguros, e quieren firmar los primeros, e lo que quieren no guardando la cortesia e moderacion debida, e por hebitar lo vno e lo otro,

IX. Tant d'après le rapport de personnes honorables et marquantes de la corporation, que d'après ce que nous avons vu nous-mêmes, nous devons considérer comme très-préjudiciable et même comme pouvant porter atteinte à la considération qui doit entourer les opérations d'assurance, que la qualité des personnes ne concorde pas avec l'importance des sommes; et attendu qu'il n'est pas indifférent à la conservation du trafic des marchandises de voir prendre et signer des polices d'assurance par des jeunes gens mineurs, et par les domestiques de membres de la corporation qui prennent pour compte de leurs maîtres, de leurs parens ou pour eux-mêmes, de fortes parties d'assurances; car alors même que, ce qu'à Dieu ne plaise, il n'en résulteroit pas des fortunes mal acquises, ainsi que cela s'est vu quelquefois, il pourroit se faire que les chargeurs, après avoir payé le montant des assurances et se reposant de bonne foi sur cela, se trouvassent frustrés plus tard, ou si mal assurés qu'ils ne pussent ni ne sussent contre qui poursuivre le recouvrement, et cela par beaucoup de motifs indépendans du défaut d'âge :

Nous avons aussi quelquefois eu à regretter qu'au moment où certaines personnes principales et marquantes de la corporation se livrent aux opérations d'assurances, les susdits jeunes gens et serviteurs poussent la hardiesse et l'effronterie, tantôt par avidité, tantôt pour complaire à leurs chefs, jusqu'à occuper les lieux adoptés par le commerce pour la négociation de ces sortes d'affaires, prétendant signer les premiers ce que bon leur semble, au mépris de toute modération et convenance; et afin de prévenir l'un et l'autre inconvénient,

Hordenamos e mandamos que de aqui adelante ninguna persona que no sea prin-

Nous mandons et ordonnons qu'à l'avenir aucune personne qui ne seroit ni marchand,

çipal, o compañero de compañia, o mercadero de la dicha vniuersidad, no firme ningund risgo, ni ninguno de la vniuersidad no consienta que firme en su poliça, ni los escribanos desta vniuersidad le consientan firmar, sopena que el cargador que lo consintiere yncurra e caya en pena de mill maravedis para las costas de la dicha vniuersidad, y el escribano que lo asentare, o consintiere asentar otro tanto, e que la persona que firmare qualquier risgo, si fuere por compañia, diga el firmador, yo fulano lo firmo por la compañia; pero qualquier persona que sea como dicho es prinçipal, o compañero, o particulares en quien no ynterbengan las calidades susodichas, que puedan libremente firmar lo que fuere su voluntad, e de los cargadores por si e por otros, y en quanto a esto asi lo hordenamos e mandamos.

ni chef, ni associé d'une maison de commerce de la corporation, ne pourra souscrire aucun risque de mer; tout membre ou notaire de la corporation devra l'empêcher de signer les polices, sous peine pour le chargeur qui y consentiroit d'une amende de mille maravédis au profit de la corporation, et pour le notaire qui l'admettroit, d'une amende de pareille somme; la personne qui souscrira un risque pour compte d'une société devra dire en signant, moi, *un tel*, je souscris pour la société; du reste, tout chef et associé de maison, ou simple particulier, qui ne se trouveroit pas dans les exceptions ci-dessus, pourra librement signer ce qui lui conviendra à lui et aux chargeurs, pour eux-mêmes ou pour d'autres (1).

E asi mismo; que ningund escribano de la dicha vniuersidad no firme ningund seguro por si, o por otro, ni otro por ellos si para ello no tobieren liçençia de los señores prior e consules so la dicha pena, sino fuere en tienpo de pestilençia, lo qual Dios nuestro Señor no permita.

Item. Aucun notaire de la corporation ne pourra souscrire d'assurance pour son propre compte, pour celui d'autrui ou par personnes interposées, à moins que les prieur et consuls ne lui en aient donné pouvoir, le tout sous les peines susdites, et à moins que ce ne soit en temps de peste, dont Dieu notre Sauveur veuille nous préserver (2).

X. Otrosi; por quanto es razon, que los que toman risgos en esta vniuersidad, cada vno sepa que mercaderias corre el tal risgo, e nadie pueda rescibir ningun engaño en el tomar de ellos, e por quistar pleitos, e debates e difrençias, que por no declarar lo susodicho, podrian subçeder de aqui adelante,

X. *Item.* Attendu qu'il est raisonnable que quiconque dans cette corporation souscrit des risques sache sur quelles marchandises portent ces risques, et que personne, à raison de ce fait, ne puisse éprouver de préjudice; enfin, pour prévenir tous procès, débats et différends qui pourroient naître à l'avenir, faute de préciser ce dont il a été parlé plus haut,

Hordenamos e mandamos que de oy dia en adelante, en tiempo de paz o guerra, cada e quando que algunas personas de esta vniuersidad e fuera della se quisieren hazer asegurar en qualesquier naos o nabios, para qualesquier partes e viajes, sean obligados de dezir, e se ponga en la poliça a la persona o personas a quien pertenes-

Nous mandons et ordonnons que dorénavant, à partir d'aujourd'hui, en temps de paix ou de guerre, toutes les fois qu'une personne, membre ou non de la corporation, voudra faire assurer sur un navire quelconque, pour quelque point et voyage que ce soit, elle sera obligée de faire insérer dans la police et de déclarer le nom de la personne ou des personnes à qui appartiennent les biens, et la

(1) Il n'existe point de disposition de ce genre dans les ordonnances de Barcelone.
(2) Voir le chapitre xx de l'ordonnance de Barcelone de 1435.

çen los tales bienes, declarando la calidad de las mercaderias, si fuere neçesario, para satisfaçer a la hordenança que sobrello abla: e diga e declare en la tal poliça, si son suyas, o de su compañia, e si fueren tambien de otras diversas personas de fuera de su compañia, dixendo en la poliça que son tambien de otros sus consortes, los tales consortes se entiendan todos ser de la misma nacion del tal cargador que se asegura, a aquellos que heredan e participan en qualquier manera en las tales mercaderias y en qualquier parte dellas, e para en la tal cargazon e seguro ser exibidos por compañeros, e que con esto cumpla por estonces, sin nombrar ni particularizar las personas. Pero si los tales consortes fueren personas de otra nacion o calidad, que en el tal caso sean obligados a declarar e declaren las tales persona o personas que ereda en las tales mercaderia, e por que es razon, que el que toma el risgo, sepa a quien pertenesçen los bienes, e no pueda rescibir engaño, e aya a todo el respeto y consideracion que bieren que les combenga, y que haziendo la dicha declaraçion satisfaga como si fuese de la misma naçion. Por que facilmente puede subçeder que en tiempo de guerra o de paz, que la tal persona que quisieren hazerse segurar, les fuese algund ynconbeniente de hazer la dicha declaraçion en la poliça, o en el libro, de nombrar las personas asi extrahordinarias e de peligro, a quien pertenesçen las tales mercaderias, que el que tubiere el tal rezelo, si no quisiere, no sea obligado a ponerlo en la poliça, pero que sea obligado de dezir, de que nacion es, al escribano o escribanos desta vniuersidad, ante quien los tales risgos se hizieren, para que lo asienten en un libro, que para ello tenga a parte, y se ponga la cantidad que se asegura en tal nao, e de tal parte a tal parte pertenesçen los dichos bienes a las

qualité des marchandises, lorsque cela est prescrit par l'ordonnance spéciale qui en parle (1).

Elle sera tenue de dire et déclarer dans la police si elles sont sa propriété ou celle de son association ; et dans le cas où elles appartiendroient en même temps à d'autres personnes ne faisant pas partie de sa compagnie, elle devra dire en termes exprès quels sont les autres copropriétaires, en tant que ces derniers seroient tous de la même nationalité que le chargeur qui se fait assurer; semblable déclaration devra être faite pour toutes personnes ayant un intérêt quelconque dans tout ou partie desdites marchandises, de manière à être à la fois associées dans la cargaison et dans l'assurance, sans qu'il soit alors nécessaire de nombrer et désigner autrement lesdites personnes. Mais lorsque lesdits co-intéressés appartiendront à d'autres nations ou seront d'autre qualité, les assurés seront obligés de déclarer et déclareront nominativement les personnes intéressées dans les marchandises : car il est raisonnable que celui qui prend le risque sache quels sont les propriétaires, qu'il ne soit pas exposé à éprouver des préjudices, et que tout se fasse avec les égards et la considération dus à ses intérêts; mais cette déclaration une fois faite, le payement s'effectuera comme si la personne appartenoit à la même nation.

Comme en temps de guerre ou de paix il pourroit très-bien arriver que la personne qui voudroit se faire assurer redoutât quelque préjudice en faisant dans la police même la susdite déclaration, et en désignant sur les registres le nom des co-intéressés, ou qu'il y eût quelque danger à craindre pour celui à qui les marchandises appartiennent; toute personne qui éprouveroit de semblables craintes pourra, s'il lui plaît, ne pas le faire porter sur la police; mais elle sera tenue de déclarer la nationalité aux écrivains de la corporation devant lesquels les risques seront souscrits, afin que ceux-ci puissent l'inscrire sur un livre spécial qu'ils tiendront à cet effet, et sur lequel on désignera la quantité assurée sur *tel* navire, de *tel* point à *tel* autre, lesdites marchandises appartenant à *telles* personnes, sans les désigner par leurs véritables noms, les personnes qui ont à

(1) On se réfère sans doute au chapitre 1er ci-dessus, qui est à la page 135.

tales personas, sin nombrarlas por propio nombre, e las que an de declarar, de que naçion fueren, se entiende las personas que no fueren de la misma naçion e calidad que fuere el que se asegurare, para que sea bisto que los que tomaren el tal risgo, lo corre sobre las mercaderias de las tales personas : que ansi declararen ante los dichos escribanos o qualquier dellos puesto que no se nonbre en la poliça; e que el risgo que de otra manera se hiziere, el que le tomare, e se perdiere e otro que bien subcediere, no sean obligados el segurador o seguradores de les pagar mas de aquello, que pertenesçiere a los que dicho es: a los quales dichos escribanos encomendamos, que tengan espeçial cuidado de manifestar de palabra a los que firmaren los dichos seguros, en que ynterbinieren los dichos peligros, de que naçion e calidad son las personas a quien pertenesçen las tales mercaderias, para que vean si les esta bien tomarlo o no, pero si el tal escribano o escribanos fueren remisos, o tubieren descuido en les dar el dicho aviso de palabra, que no se impute culpa alguna al cargador o cargadores que se hubieren echo asegurar: lo qual hordenamos e mandamos que se aga ansi, sin perjuiçio de la hordenança de desembolsar, e aquella quedando en su fuerça e bigor.

déclarer leur nationalité, c'est-à-dire celles qui n'appartiennent pas à la nation et ne sont pas de la catégorie de celle qui se fait assurer, afin que ceux qui souscrivent le risque sachent qu'ils le couvrent sur les marchandises de personnes qui, n'étant pas nommées dans la police, ont fait la déclaration exigée par-devant les susdits notaires.

Sur tout risque souscrit d'une manière différente, les assureurs ne sont tenus de rembourser à celui qui l'aura pris, en cas de perte ou de toute autre circonstance, que la portion appartenant à ceux dont il a été parlé.

Recommandons très-expressément aux notaires d'avoir soin de faire connoître de vive voix à ceux qui souscrivent les assurances à l'occasion desquelles auroient lieu les appréhensions dont il s'agit, quelle est la nationalité et la qualité des propriétaires des marchandises, afin qu'ils voient s'il leur convient ou non de prendre le risque; mais si lesdits notaires mettoient de l'indolence ou de la négligence à donner cet avis oral, on ne pourra en imputer le tort aux chargeurs qui se seront fait assurer (1).

Nous mandons et ordonnons qu'on en agisse ainsi, sans préjudice de l'ordonnance sur les payemens, laquelle reste dans toute sa force et vigueur (2).

XI. Otrosi; por quanto en esta vniuersidad no allamos que vbiese hordenança que disponga cerca, de como, e dentro de que tienpo e quando los cargadores sean obligados a hazer dexaçion de las mercaderias que se pierden; e despues se salban todas e parte dellas, sinoque esta tal dexaçion asta aqui se a echo de la manera, e como e quando los cargadores quieren, que ha seido en gran dapño e perjuiçio de los aseguradores, por que hay muchas mercaderias que por no hazer luego la

XI. *Item.* Attendu que nous ne voyons pas que, dans cette corporation, il y ait d'ordonnance pour déterminer comment et dans quels termes les chargeurs sont obligés de faire abandon des marchandises qui se perdent et sont sauvées ensuite en tout ou en partie, puisque jusqu'à présent cet abandon s'est fait de la manière et dans les termes qu'il a plu à la volonté des chargeurs, d'où sont résultées de graves pertes et préjudices pour les assureurs : car il y a beaucoup de marchandises qui, si l'abandon n'en est fait au moment même de leur avarie, et si l'on tarde à en prendre soin ou à les vendre, s'égarent et

(1) Les ordonnances de Barcelone contenoient des principes analogues, mais moins développés.
(2) C'est sans doute au chapitre v, pages 146 et 147, et XIII, page 164.

dexacion, en abiendo resçibido el dapño estando algund tienpo sin lo remediar e bender, se estragan e pierden, que a donde baldria dineros, si luego se remediase e bendiese, biene a no baler nada, porque los cargadores han aguardado e aguardan haber si la tal mercaderia sera buena para ellos, asta ber como se podra bender, e si halla salida della a su probecho, la toman para si, e si daño la dexan a los seguradores, quando esta perdida e dañada, e por hebitar este ynconbeniente tan grande, e que de aqui adelante los seguradores no resçiban mas este daño,

Hordenamos e mandamos que de aqui adelante todos e qualesquiera cargadores tengan termino, dentro del qual sean obligados a hazer la dejaçion, asi las personas de esta çiudad e vniuersidad, como fuera della, que se hizieren asegurar por ante los secretarios desta vniuersidad, y en qualquier de los tales risgos vbiere naufragio, y el tal cargador e cargadores quisieren hazer la dejaçion de las tales mercaderias que vbieren cargado, sean obligados a hazer dentro de los tiempos siguientes : — e las naos que fueren a descargar al condado de Flandes, o al reino de Ingalatierra, dentro de cinco meses primeros siguientes, que se cuenten del dia que la tal nao o naos obiere fecho el dicho naufragio en adelante : — e las naos que fueren a descargar al reino de Françia, dentro de quatro meses, contando, como dicho es, del dia que la tal nao hubiese hecho el dicho naufragio en adelante — en la nao o naos que fueren a descargar al reino de Portugal, e Galiçia, e Andaluzia, dentro de tres meses, contando, como dicho es, del dia que la tal nao o naos hubieren echo el dicho naufragio en adelante — e las naos que binieren a descargar a la costa de Vizcaya e Guipuzcoa, dentro de dos meses, contando, como dichoes, del dia que la tal nao o naos ubieren hecho el dicho naufragio en adelante — e las naos que fueren a

se perdent ; de même qu'il peut arriver que la valeur qu'elles auroient eue sur les lieux, si elles y avoient été immédiatement soignées et vendues, disparoisse parce que les chargeurs ont attendu et attendent pour voir s'il leur convient de garder les marchandises jusqu'à ce qu'ils aient reconnu comment elles pourront se vendre, les gardant pour eux s'ils lui trouvent des débouchés avantageux, et les abandonnant au contraire aux assureurs s'ils ne doivent y trouver que des pertes ou des préjudices; voulant faire cesser ces inconvéniens et empêcher à l'avenir les dommages qui en résultent pour les assureurs :

Nous mandons et ordonnons que dorénavant tout chargeur appartenant ou non à cette ville ou corporation, qui se fera assurer pardevant l'un des notaires de la corporation, aura terme précis pour faire abandon, et que si, dans un cas quelconque de naufrage, le ou lesdits chargeurs veulent abandonner les marchandises embarquées par eux, ils seront tenus de le faire dans les délais suivans :

Pour les navires allant décharger dans le comté de Flandre et en Angleterre, dans les cinq mois à compter du jour où le navire aura fait naufrage ;

Pour les navires allant décharger en France, dans les quatre mois à partir du même jour ;

Pour les navires allant décharger en Portugal, en Italie et en Andalousie, dans les trois mois comptés comme ci-dessus ;

Pour les navires venant décharger sur les côtes de Biscaye et de Guipuscoa, dans les deux mois ;

Pour les navires allant décharger à Li-

descargar a Liorna e Biorejo e Genoba dentro de cinco meses, contando, como dicho es, del dia que la tal nao o naos obieren echo naufragio en adelante.

En estos dichos terminos e dentro dellos la qual dicha dexaçion se a de hazer ante qualquiera de los secretarios desta vniuersidad que agora son o sean de aqui adelante, e el tal cargador o cargadores que dentro destos dichos terminos que dichos son no yzieren la dicha dejaçion que pasados no la puedan hazer, e si la hizieren que no balga, e los aseguradores que obieren tomado el tal risgo no sean obligados a desembolsar ni pagar al tal cargador dapño ninguno que las tales mercaderias hayan resçibido a agora sea poco o mucho, eçebto las costas que en la salbaçion e recobraçion de las tales mercaderias se obieren hecho a cada vno lo que le cupiere, sueldo a libra respeto a lo que cada vno vbiere tomado de risgo, repartiendose al coste de la tal mercaderia, rebatido el diezmo que el cargador es obligado a correr : todo lo qual hordenamos e mandamos que se guarde e cunpla cerca de las dichas dexaçiones segun e de la manera que de suso en esta hordenança esta declarado e so la pena della.

XII. Otrosi; por quanto muchas vezes suele acaesçer quando algunos mercaderes e otras personas se hacen asegurar para algunas partes, que las naos o carabelas en que ban cargadas las mercaderias sobre que se hazen asegurar con fortuna, o forçados de corsarios, o por temor de henemigos, mayormente en tiempo de guerra, e otras bezes por las naos tener algun defecto para poder seguir su biaje, entran en algunos puertos por se reparar y hebitar los tales peligros e descargan las mercaderias : e si los cargadores o sus fiadores o los maestres de las tales naos no tubiesen

vourne, Viorejo et Gênes, dans les cinq mois, comptés comme il a été dit plus haut, à partir du jour du naufrage.

C'est dans ces différens termes, et par-devant l'un des secrétaires de la corporation, que le susdit abandon devra être fait, et tout chargeur qui auroit laissé écouler ce temps sans exercer son droit ne pourra plus en user; l'abandon qu'il feroit sera nul, et les assureurs qui auront couvert le risque ne seront tenus à aucun payement ou remboursement envers ledit chargeur pour les avaries quelconques, majeures ou mineures, que les marchandises auroient éprouvées, excepté toutefois les dépenses faites pour sauver et récupérer les marchandises, au sou pour livre, en proportion du risque qu'il aura souscrit, et en déduisant sur la valeur des marchandises le dixième que le chargeur est obligé de couvrir lui-même.

Nous mandons et ordonnons qu'en ce qui concerne les abandons on observe exactement, sous les peines susrelatées, tout ce que prescrit la présente ordonnance (1).

XII. *Item.* Il arrive souvent, lorsque des marchands ou autres personnes se font assurer pour certaines contrées, que les navires ou caravelles à bord desquels ont été chargées les marchandises assurées, tantôt pour leur salut, tantôt forcés par des corsaires, tantôt par la crainte des ennemis, notamment en temps de guerre, tantôt par quelque vice propre qui les empêche de continuer le voyage, relâchent dans quelques ports pour se réparer, éviter ces dangers et décharger les marchandises :

Attendu que si les chargeurs, leurs représentans ou les maîtres des navires, n'avoient

(1) Le délaissement en cas de naufrage, dont on trouve ici la théorie expliquée presque de la manière qui est encore en vigueur, n'avoit point été expressément autorisé par les ordonnances de Barcelone.

facultad de, si les paresciere que conbenia, poderlas cargar en otras naos o carabelas, nabios o fustas, seria dar causa a que se perdiesen, o furtasen, o robasen, lo qual redundaria en mucho dapño de los seguradores y en parte de los cargadores, e por hebitar los ynconbenientes que de no tener la dicha facultad se podrian seguir,

Hordenamos e mandamos que de aqui adelante los cargadores, o sus fiadores e otras qualesquier persona o personas que en su nombre llebaren cargo o encomienda de las tales mercaderias, o el dueño, o maestre de la nao o naos en que fueren cargadas, tengan poder e facultad para que acaesciendo el tal caso o otros desta calidad, pueda tornar a cargar las tales mercaderias en qualquier nao o naos, nabios o carabelas, o otras fustas que quisiere, e por bien tobiere, sin que sean obligados a lo manifestar, ni hazer saber a los seguradores; e en todo puedan los dichos cargadores e sus fatores o personas en cuyo cargo o encomienda fueren las dichas mercaderias, o los dueños e maestres de las dichas naos en su nombre, poner la mano en las dichas mercaderias e tornarlo a cargar, segund dicho es, e seguir, e dar fin a su biaje, e hazer de ellas y en ellas para la salbaçion, e recobracion e guarda e abiamiento de las dichas mercaderias como de cosa suya propia : e que las costas que para los remedios susodichos se hizieren, y en la descarga, e carga e derechos que por bentura pagasen, o qualquier demasiado flete que el primero para el hefeto susodicho, todo lo tal sean obligados de pagar e lo pague los seguradores a los cargadores, cada vno por lo que heredare en las tales mercaderias, porque esto es mucha vtilidad e probecho de los seguradores, e que todabia que los seguradores sean obligados de correr e corran el risgo en qualquier nao o naos, nabios o carabelas o otras fustas en que se cargaren las tales mercaderias por la parte que les perte-

pas la faculté, selon qu'ils le jugeroient convenable, d'opérer le transbordement sur d'autres navires, caravelles ou fustes, ce seroit faire naître des causes de perte, de soustraction ou de vol, au grave préjudice des assureurs, et en partie aussi des chargeurs; voulant prévenir les inconvéniens qui pourroient résulter du défaut d'autorisation à cet égard :

Nous mandons et ordonnons que dorénavant les chargeurs, leurs représentans, ou toutes autres personnes qui seroient chargées en leur nom de prendre soin desdites marchandises, de même que le propriétaire ou le patron du navire dans lequel elles auroient été chargées, auront, dans les cas susmentionnés ou tous autres du même genre, pouvoir et faculté de recharger ces marchandises sur tout navire, bâtiment, caravelle ou fuste qui leur plaira ou conviendra, sans être tenus de le déclarer : voulons enfin que les chargeurs, leurs facteurs, ou toutes autres personnes chargées du soin de ces marchandises, comme aussi en leur nom les propriétaires ou patrons des susdits bâtimens, puissent mettre la main sur les marchandises, les charger comme il a été dit, continuer et terminer leur expédition, en un mot, en disposer pour leur salut, recouvrement, garde et conservation, comme d'un bien propre.

Tous les frais qu'occasionneroient ces opérations, ainsi que les dépenses de déchargement et réembarquement, les droits payés à cette occasion, et les faux frais ou surcroît de déboursés aux fins que dessus, devront être remboursés aux chargeurs par les assureurs, à chacun d'eux selon sa part dans la propriété des marchandises, attendu que cela est dans l'intérêt et pour l'avantage des assureurs; et de plus chaque assureur, pour sa part et portion, sera obligé de couvrir, jusqu'au port où devoit s'opérer le déchargement, les risques pour tout navire, bâtiment, caravelle ou autre fuste dans lesquels auroient été réembarquées les susdites marchandises, soit de la même manière qu'il étoit tenu de le couvrir pour le navire désigné lors de la signature de la police, soit de la

nesçiere fasta el puerto o puertos donde abia de ser su derecha descarga, bien e ansi como heran obligados a lo correr en la nao, o naos, en la que en la primera instançia firmaron el risgo, bien ansi como si aquellas siguieran su biaje e çesaran los ynconbenientes susodichos, por que las tales nao o naos, carabelas o fustas en que nuevamente se cargaren, por las causas susodichas, o por otro ynconbeniente o causa que se ofresçiere, entran en lugar de tal nao o naos, fustas o carabelas que primero fueren cargadas.

même manière que si le navire avoit continué son voyage et qu'il ne fût survenu aucun accident; car les navires, bâtimens ou caravelles sur lesquels se sera opéré le transbordement pour les causes susrelatées, ou par tout accident ou motif que ce puisse être, prennent les lieu et place de ceux à bord desquels avoit été fait le premier embarquement (1).

XIII. Otrosi hordenamos e declaramos que si algun nabio o nabios, o otra qualquier fusta se tomare o perdiere dando bote a tierra, o de otra qualquier manera, cargada de lanas, o de otras mercaderias de qualquier calidad que sean, que si en la mar se perdieren algunas sacas o mercaderias, que el segurador sea obligado a lo pagar. Pero que si todas, o la mayor parte, o la menor se mojaren, e el cargador las quisiere para si, que el segurador le sea obligado de pagar todo lo que costare pescare lonjas, e prados, e guardas e todas las cosas, fasta las poner adereçadas acondiçionadas, e otras costas que en recobraçion e salbaçion de las tales mercaderias hizieren : e si alli vbiere mas costas e descargas, o otras costas mas que el cargador pagara, si fuera en salbo, o no se perdiera, que lo tal pague el segurador; pero si por este labar, omojadas dichas sacas o mercaderias balieren menos, o descayeren, o mermaren, que a esto no sea obligado el segurador; e esto como se diçe de sacas, se entienda de qualquier otra mercaderia de qualquier calidad que sea : e tambien se entienda, que si el cargador quisiere dejar la mercaderia o mercaderias a los seguradores de la tal nao perdida, o tomada, que se la pueda dexar, haziendo la dexaçion

XIII. *Item.* Nous ordonnons et déclarons que toutes les fois qu'un bâtiment, quel qu'il soit, sera pris, fera côte, ou perdra en mer de toute autre manière quelques-uns des ballots de laines ou autres espèces de marchandises chargées à bord, les assureurs seront tenus de le rembourser.

Lorsque la totalité ou des portions plus ou moins fortes de marchandises auront été mouillées, et que le chargeur voudra les garder, l'assureur sera obligé de rembourser toutes les dépenses de repêchage, magasinage, aérage, gardiennage, et autres frais nécessaires pour les remettre en bon état et bien conditionnées, et en général tous déboursés faits pour le salut et le recouvrement des susdites marchandises. S'il y avoit plus de dépenses pour décharge ou autres frais que le chargeur n'en auroit eu à payer si la marchandise ne s'étoit pas perdue et étoit arrivée saine et sauve, l'assureur devra le rembourser; mais si, malgré ces opérations, les balles de laines ou autres marchandises avariées valoient moins ou diminuoient, soit de volume, soit de nombre, l'assureur ne sera pas tenu de le payer. Ce qui est dit de balles de laines s'applique à toute autre espèce de marchandise.

Il est également entendu que si le chargeur vouloit abandonner les marchandises aux assureurs du navire perdu ou capturé, il en aura la faculté, en faisant l'abandon dans les délais fixés par les présentes ordonnances, chacun des assureurs devant, dans ce cas,

(1) Ces règles, qu'on observe toujours, ne se trouvent point dans les ordonnances de Barcelone.

en tiempo, conforme a estas hordenanças, e que los dichos seguradores le paguen todo el seguro que del obieren tomado, por la parte que les pertenesçiere, pero que si el dicho cargador quisiere tomar las sacas secas, o otras mercaderias, que las pueda tomar e dar a los seguradores las mojadas, o dañadas, o que ellos le sean obligados a pagar el coste que le costaren, con mas todas las costas que sobrello obieren fecho e pagado, asi de adereço como de la recobraçion, como de otra qualquier manera; e asi lo hordenamos e mandamos.

lui rembourser la portion de risque qu'il auroit couverte; mais le chargeur pourra aussi, à son gré, garder les balles de laines ou autres marchandises non avariées, et abandonner celles qui auroient été mouillées aux assureurs, qui devront alors en payer la valeur, plus tous les frais quelconques de réparations, recouvrement, ou autres auxquels elles auroient donné lieu. Nous l'ordonnons et mandons ainsi (1).

XIV. Otrosi; hordenamos e declaramos que qualesquier mercaderias que se cargaren en qualesquier nao, o naos, o fustas en qualquier puerto o puertos desde Lisboa asta Bayona de Françia, e de la dicha Bayona asta Burdeos e Rochela, e desde Rochela fasta toda la costa de Bretaña, de Ugente a esta parte que bayan a Flandes, que qualquier hechazon, o robo, o tompa de lanas, o otras qualesquier mercaderias que se yzieren, de Ugente a esta parte, se hayan de contar las tales aberias por el coste que vbieren costado cargado, e que las mercaderias, a que se repartiere la dicha aberia sequente al dicho coste, e lo que se perdiere de Hujente adelante, sequente al balor que baliere, lo que de la tal nao o naos se salbare; e ansi lo ordenamos e mandamos.

XIV. *Item.* Ordonnons et déclarons que, dans les cas de jet à la mer, vol ou capture de laines, ou toutes autres marchandises chargées pour la Flandre à bord d'un bâtiment quelconque, dans un des ports qni s'étendent depuis Lisbonne jusqu'à Bayonne en France, ou de Bayonne jusqu'à Bordeaux et La Rochelle, ou encore depuis La Rochelle jusqu'à la côte de Bretagne en deçà d'Ouessant, on calculera lesdites avaries suivant le prix de revient des marchandises rendues à bord, et on les répartira à ce taux sur les marchandises qui auront à les supporter (2).

Tout ce qui viendra à se perdre au delà d'Ouessant sera estimé au même taux que les marchandises sauvées. Nous l'ordonnons et mandons ainsi.

XV. Otrosi; hordenamos e declaramos que en todas las otras nabegaçiones, asi de Lebante, como de Poniente que lo que se perdiere antes de la meitad del camino donde la tal nao fuere, que secuente al coste que costo fasta cargado : e lo que se perdiere pasada la meitad del camino, a

XV. *Item.* Ordonnons et déclarons que pour toutes autres navigations, tant du Levant que du Ponent, les marchandises perdues avant la moitié de la route que le navire avoit à parcourir seront estimées au prix de revient rendues à bord.

Tout ce qui seroit perdu au delà de la moitié du parcours de la route devra être

(1) On ne trouve point de dispositions semblables dans les ordonnances de Barcelone.

(2) On ne trouve dans les ordonnances de Barcelone aucune règle sur l'estimation et la répartition des dommages appelés avaries.

donde fuere su derecha descarga, sequente a lo que baliere lo que se salbo; e ansi lo hordenamos e mandamos.

évalué au taux des marchandises sauvées (1). Nous l'ordonnons et mandons ainsi.

XVI. Otrosi hordenamos e declaramos que si alguna nao, o naos, o nabios, o otra qualquier fusta que fuere a Flandes, o a otra qualquier parte, e llebare sacas, o otras mercaderias de qualquier calidad que sean, e no diere bote a tierra, ni se anegare, ni perdiere, ni otra nao la embistiere, o ronpiere, aunque a la tal nao, o naos, o nabios, o fustas les entre agua por encima de la cubierta con fortuna de la mar, o sin ella, e aunque se dapñe mercaderia, o se moje toda, o parte, que el segurador no sea obligado de pagar dapño alguno por raçon de lo susodicho; e ansi lo hordenamos e mandamos.

XVI. *Item.* Nous ordonnons et déclarons que toutes les fois qu'un navire ou bâtiment quelconque se rendant en Flandre ou ailleurs, chargé de laines ou de toutes autres espèces de marchandises, n'aura pas échoué, fait côte, ne se sera pas perdu ou n'aura pas été abordé ou endommagé par un autre navire, mais aura seulement, par fortune de mer ou autrement, reçu de l'eau par-dessus le pont, l'assureur ne sera tenu à aucun dédommagement, alors même que, pour les causes ci-dessus, les marchandises auroient été endommagées totalement ou partiellement mouillées. Nous l'ordonnons et maintenons ainsi.

XVII. Otrosi; por quanto sabemos que por causas muy hebidentes que para ello se hallaron, esta bedado e defendido por los señores prior e consules que entre ningund mercader de la vniuersidad no se tomasen, ni yziesen ningund seguro en qualquier nao o naos, sino sin obrar los nombres de las naos, porque cada vno supiese en que nao o naos corria el risgo: porque de haber permitido e dado logar lo contrario, abia resçibido mucho dapño esta vniuersidad, porque el cargador, puesto que la tal nao o naos en que cargasen, biniesen en salbo, sino quieren deçirlo a los seguradores, los tales, como avnque biesen benir la nao no sabrian si por ventura hera aquella donde corria el risgo, podian debajo de nombre de un risgo correr muchos, e quando alguna nao se perdiese, estaba a heleçion e conçiençia del cargador, si quisiese deçir que en aquella tal perdida hera donde corria el risgo : e avn alguna bez se hallo, que se yntento por çiertos extrangeros, con poco temor

XVII. *Item.* Attendu qu'il est à notre connoissance que des considérations puissantes ont porté les prieur et consuls à défendre à tout marchand de la corporation de prendre ni souscrire aucune assurance, à moins d'une désignation expresse du nom des navires, de manière que toute personne sache quel est le navire dont elle court les risques;

Attendu les graves préjudices qu'a éprouvés la corporation de la tolérance montrée pour l'usage contraire; car, par exemple, lorsque le chargeur ne vouloit pas déclarer que le navire dans lequel il avoit chargé étoit revenu sain et sauf, les assureurs, alors même qu'ils voyoient revenir le navire, ne pouvant pas savoir si par hasard c'étoit là le bâtiment dont ils avoient couvert le risque, se trouvoient exposés à courir plusieurs risques sous le nom d'un seul; de sorte que, quand un navire venoit à se perdre, la volonté ou la conscience du chargeur servoient seules à déterminer si cette perte avoit ou non couvert le risque. Il est même arrivé quelquefois que de semblables fraudes ont été tentées au mépris des lois par des étrangers, et enfin cet état de choses a aussi eu pour effet de faire

(1) C'étoit l'ancien usage dans les Pas-Bays, ainsi qu'on l'a vu t. Ier, pag. 417. Il n'est pas étonnant qu'il ait été transporté en Espagne sous Charles-Quint.

de Dios, semejante fraude, e tambien avia otro ynconbeniente, que podrian tener e correr en las tales nao o naos doblado risgo de lo que pensaban ni quisiera, por ende por remedio de lo susodicho,

Hordenamos e mandamos que de aqui adelante ningund mercader de la dicha vniuersidad no pueda tomar risgo alguno en nao, que no fuere nombrada el nonbre propio della, o del maestre, sopena de diez ducados para la dicha vniuersidad por cada bez que el tal risgo tomare en la poliça, o en confiança, o en otra qualquier manera, e demas que buelba el preçio que resçibiere, o abia de haber por razon del, con el doblo al cargador, e que el tal seguro no balga, e si se perdiere, que el segurador no le pague mas de la pena susodicha, ni el cargador lo pueda pedir en juizio, ni fuera del, pero que pueda cobrar el preçio que pago, o abia de pagar con el doblo : para si mismo sola qual dicha pena mandamos que ningund escribano de la dicha vniuersidad haga semejantes seguros, antes si fuere sabidor dello, lo aga ber a los señores prior e consules, para que castiguen e penen a los contrayentes, porque asi conviene al bien general. — E otrosi declaramos e hordenamos que cada e quando que alguna o algunas personas se aseguren en qualquier nao o naos, nabio o nabios, agora sean pequeños o grandes, sin dabia, o con ella, o con tillado, o sin el, o fusta, o barca, o charrua, o bajel, o de otra qualquier calidad o suerte que sea, que pusiendo el nombre en la poliça, e si se perdiere todo, o parte, sea obligado el segurador de pagar al cargador toda la cantidad que del obiere tomado de risgo, aunque en la poliça no bayan espaçificadas las calidades de la tal nao o nabios, o carabeles, o otras fustas, o charruas, o baxeles, o de otra qualquier suerte, e non les aprobeche exeçion alguna, que contra ello

courir et couvrir aux assureurs sur certains navires des risques doubles de ceux qu'ils pensoient ou vouloient courir; par ces motifs, et pour remédier à ces inconvéniens :

Nous mandons et ordonnons qu'à l'avenir il sera défendu à tout marchand de la corporation de prendre aucun risque sur un navire dont le nom propre, ou celui de son patron, ne seroit pas désigné dans la police d'une manière confidentielle ou autrement (1); et cela sous peine, pour chaque contravention, de payer une amende de dix ducats au profit de la corporation, et de restituer le double de la prime qu'il auroit reçue ou devoit recevoir; voulons de plus que l'assurance ne soit pas valable, et qu'en cas de perte l'assureur n'ait pas à payer plus que le montant de la peine susrelatée, et que le chargeur, sans droit pour réclamer davantage en jugement ou hors jugement, puisse seulement recouvrer la prime payée ou à payer augmentée du double; défendons enfin, sous les mêmes peines, à tout notaire de la corporation de laisser souscrire de semblables assurances, leur devoir lorsqu'ils en auroient connoissance étant au contraire de les dénoncer aux prieur et consuls, afin que ceux-ci puissent, dans l'intérêt général, faire punir les contrevenans.

Déclarons et ordonnons aussi que toutes les fois qu'une ou plusieurs personnes se feront assurer à bord d'un navire ou bâtiment quelconque, grand ou petit, avec ou sans hune, ponté ou non ponté, soit flûte, barque, bateau ou tous autres, et qu'ils en auront désigné les noms dans la police, l'assureur, en cas de perte totale ou partielle, sera obligé de payer au chargeur le montant du risque qu'il auroit couvert, bien que dans la police on n'ait point spécifié les qualités desdits navires, caravelles, flûtes, bateaux, barques, etc. sans qu'ils puissent profiter d'aucune des exceptions qu'ils voudroient pro poser ou alléguer.

Au contraire, ils seront obligés de faire

(1) Voir le chapitre II de l'ordonnance de Barcelone de 1484, et la note 1 de la page 527 du tome V ci-dessus.

pospongan, o aleguen, que sin enbargo della desenbolsen e paguen llanamente; e ansi lo hordenamos e mandamos.

XVIII. Otrosi; por quanto es costumbre antigua en esta vniuersidad, de que benida nueba de ser perdida, o tomada alguna nao, que los seguradores, seyendo requeridos por el cargador e cargadores, hayan de desembolsar llanamente ante todas cosas, sin ser oidos los dichos seguradores, dando fianças los dichos cargadores destar a justiçia con los seguradores ante los señores prior e consules: e porque algunas bezes, de pocos dias aca, algunos seguradores han tentado de poner algunas escusaçiones en el desenbolsar, por alargar la paga, o por otros respetos, puesto que no les balio, e si a lo tal se diese logar, los pleitos son de tal calidad, que a los que procurasen dilaçion, la podrian muchas bezes sostener por fabor, o por otros medios liçitos e inliçitos: e los cargadores e estranjeros en estar despojados por mucha justiçia que tubiesen, resçibirian muchos dapños e costas, e seria dar causa a muchos pleitos, lo que esta calidad de negoçiaçion de los seguros no requiere, antes mucha llaneza asta el desembolsar, pues el desenbolsar con las fianças no les para perjuiçio a la propiedad, y en todas las estaplas, asi como en Ytalia, Flandes, Françia, Ingalatierra, Portugal, Seuilla donde hay estapla e congregaçion de mercaderes, y se exerçe muy hordinariamente esta negoçiaçion de los seguros, se tiene e guarda con mucha firmeza esta horden de desembolsar, e pues esta vniuersidad no es de menos calidad, antes de muy mayor e siempre se a acostumbrado e hace en ella; asi la qual costumbre es digna de loar, e aprobar e de poner todos los remedios e fuerças, por que asi se conserbe e perpetue a todo leal poder desta vniuersidad, porque la reputaçion e fama de la llaneza e credito della, que, a Dios graçias tiene, no se nos cabe,

couramment les payement et remboursement. Nous le mandons et ordonnons ainsi.

XVIII. *Item*. Attendu que les antiques usages de la corporation veulent que lorsque l'on reçoit la nouvelle de la perte ou de la prise d'un navire quelconque, les assureurs soient requis par les chargeurs de rembourser couramment et de suite, avant tout appel de leur part et sous caution fournie par les chargeurs d'ester en jugement avec les assureurs pardevant les prieur et consuls;

Attendu que tout récemment quelques assureurs ont cherché à opposer certaines exceptions pour retarder le payement, ou par d'autres motifs; attendu que céla ne leur a pas servi, et que si on y donnoit lieu, les procès seroient de telle nature que ceux qui auroient intérêt au retard pourroient souvent le prolonger par la faveur ou par d'autres moyens licites ou illicites:

Attendu que les chargeurs et étrangers ainsi dépouillés, malgré la force de leurs droits, en éprouveroient des pertes et des dommages considérables; attendu que ce seroit donner naissance à une foule de procès dans les matières d'assurances, qui exigent au contraire la plus grande bonne foi jusqu'au moment du payement; attendu que le payement sous caution ne préjudicie en rien à la propriété, et que dans toutes les échelles, comme en Italie, en Flandre, en France, en Angleterre, en Portugal et à Séville, où il existe des comptoirs ou associations de marchands, et où se traitent le plus ordinairement les opérations d'assurance, on garde et observe avec le plus grand soin ce même mode de payement; attendu que la corporation de Burgos, qui loin d'avoir moins d'importance, en a au contraire davantage, a de tout temps suivi la même coutume:

Attendu que cet usage mérite d'être loué et approuvé; qu'il convient de prendre les dispositions nécessaires pour qu'il se conserve dans toute sa force et vigueur, afin que la puissance et la réputation de bonne foi de la corporation, comme le crédit dont elle jouit, grâce à Dieu, ne puissent déchoir; afin aussi de conserver et accroître les négo-

e porque esta negoçiaçion de los seguros se conserbe acresçiente, para el qual hefeto por la presente,

Hordenamos e mandamos que de aqui adelante todos e qualesquier mercaderes de la dicha vniuersidad e otras qualesquier personas, que de los mercaderes della, o de otras personas de qualesquier partes de fuera della, ansi estranjeros como naturales, de qualquier nacion o condiçion que sean, tomaren e corrieren por ante el escribano o escribanos que hoy son o fueren desta vniuersidad, qualquier suma o cantidad de ducados e quantia de maravedis de risgo en qualesquier carraca, o nao, o naos, nabios, o carabelas, o charruas, o baxeles, o otras fustas qualesquier de qualquier calidad que sea, que obieren seido nombradas en las poliças para qualesquier partes e puertos, biajes e nabegaçiones, distançias que sean : que trayendo e mostrando el cargador o cargadores qualquier probança o certificaçion, aunque sea hecha sin parte simplemente, de como la tal carraca, nao, o naos, nabios, o carabelas, o charruas, o baxeles, o otras fustas en que son o fueren fechas las tales poliça o poliças de seguridades por ante los dichos escribano o escribanos, segund dicho es, o fueren perdidas, o tomadas, o seyendo la nueba publica e notoria, o habiendo causado de ser perdidas e no obiese nueba dentro de vn año de ser padesçidas : que en tal caso, los que son o fueren seguradores e cada vno dellos, sean obligados siendo requeridos por los dichos cargador e cargadores, de quien corrieren o corrieron los tales risgo o risgos, e a su simple pedimiento, o de quien su poder obiere sin libelo, ni figura de juiçio de desenbolsar e pagar llanamente e sin dilaçion alguna al tal cargador o cargadores todos los ducados enteramente, o suma de maravedis, o su balor que obieren corrido o corrieren de risgo, segund dicho es : todo enteramente cada vno lo que tomo e corrio, segund paresçiere por

ciations d'assurances : à cet effet et par les présentes :

Nous ordonnons et mandons qu'à l'avenir, lorsqu'un marchand de la corporation, ou autre personne, aura souscrit par-devant notaire, en faveur d'un marchand ou de toute autre personne, nationale ou étrangère, un risque pour une somme quelconque de ducats ou de maravédis à bord de quelque carraque, navire, bâtiment, caravelle, barque ou bateau que ce puisse être, et qu'il l'aura désigné nommément dans la police pour des contrées, ports, voyages, navigations ou distances quelconques;

Et lorsque le même marchand, comme chargeur, représentera un certificat quelconque, attestant simplement, sans détails, que la carraque, le navire ou autre bâtiment pour lequel l'assurance avoit été faite dans la forme solennelle prescrite, s'est perdu ou a été capturé; soit encore lorsque la nouvelle en sera publique ou notoire, ou que l'absence de tout avis pendant une année autorisera à présumer la perte; dans tous ces cas, chacun des assureurs, à la première requête du ou des chargeurs dont il aura pris le risque, ou, à leur défaut, sur la simple demande des fondés de pouvoirs, sans écrits ni formes judiciaires, sera tenu d'acquitter et payer sur-le-champ, et sans retard aucun, aux chargeurs, la somme entière de ducats, de maravédis, ou la valeur par lui assurée.

Ce payement sera fait sans fraction, de tout le montant du risque souscrit dans la

la poliça o poliças de seguridad, que sobre ello ante los dichos escribanos desta vniuersidad o qualquier dellos hubieren otorgado e firmado, o por su rexistro del dia que paresçiere que firmaran : el tal risgo los tales seguradores, o otro por ellos de su compañia, o que su facultad, o consentimiento tubiesen para ello, fasta ocho meses primeros siguientes, sin que contra ello, ni para el desembolsar, puedan poner escusa, ni exeçion, ni dezir, ni alegar cosa alguna, puesto que obiese logar, e por muy razonable, e lejitima e suficiente que fuese : e los señores prior e consules que oy son, e los que de aqui adelante en qualquier tiempo fueren de la dicha vniuersidad, como juezes que son para ello por sus ces. e cat. magestades, condenen a los tales seguradores al simple pedimiento de los cargadores, sin oir a los dichos seguradores, ni sin les reçibir respuesta ni exeçion alguna, puesto que logar obiese, segund dicho es, a que luego e seyendo pasados los dichos ocho meses, desembolsen e paguen a los dichos cargadores enteramente todo el seguro que dellos obieren tomado, con tal aditamento e condiçion que los dichos cargadores den primeramente fianças, legas, llanas e abonadas a los dichos seguradores, a bista e disposiçion de los dichos señores prior e consules, que los tales cargadores estaran a justiçia e a todo lo que les quisieren demandar, sobre razon del dicho seguro, ante los dichos señores prior e consules, e sujeto a su juiçio e hordenanças, e que si por ellos fuere sentenciado, o declarado el tal seguro o seguros, o qualquier parte dellos, no fueren bien e justamente llebados, que lo que ansi paresçiere injustamente llebado, que bolberan e restituiran a los tales seguradores, con mas veinte por ciento ençima para los dichos seguradores en pena e por pena de los tales cargador o cargadores que padesçiere aber llebado, lo que no se les debia : lo qual hayan de pagar

police d'assurance passée, signée ou enregistrée à cet effet par l'un des notaires de la corporation.

Cette obligation pèsera sur les assureurs pendant huit mois à partir du jour de la signature de la police, sans que, réunis isolément ou par représentant et fondé de pouvoirs, ils puissent opposer contre le payement la moindre excuse, exemption ou allégation, quelles qu'en puissent être la force, la raison et la légitimité.

Les prieur et consuls actuels ou futurs de la corporation, en leur qualité de juges, au nom de LL. MM. II. et CC., condamneront lesdits assureurs sur la simple demande des chargeurs, sans réplique, excuse ni contradiction aucune, comme il a été dit plus haut, à payer aux chargeurs, aussitôt après l'expiration de huit mois, la totalité de l'assurance souscrite en leur faveur, sous la réserve et condition toutefois que les chargeurs fourniront au préable bonne et solide caution, au gré des prieur et consuls, d'ester en justice, de suivre toute demande que les assureurs voudroient leur adresser à raison du risque souscrit par-devant les prieur et consuls de se soumettre à leurs jugements et ordonnances, et dans le cas où il seroit jugé et déclaré que l'assurance, soit en totalité, soit en partie, n'est pas bien et dûment acquise, restituer aux assureurs ce qui aura été reconnu injustement payé; plus, à titre d'amende, vingt pour cent en sus, à payer au profit des assureurs par celui ou ceux des chargeurs qui aura reçu ce qui ne lui étoit pas dû.

Ce payement s'effectuera dans la forme

e paguen luego, segund e como sentençiaren e mandaren los dichos señores prior e consules, sin ser oidos, ni poder apelar, e si apelaren, que no les balga, e sin embargo desenbolsen e paguen ante todas cosas, quedandoles recurso a poder seguir justiçia sobre la propiedad, conforme a la prematica; e que de la tal sentençia o sentençias, que con los aditamientos sobre dichos, que asi dieren e pronunçiaren los dichos señores prior e consules, sobre el dicho primer desenbolsar, que no aya logar a apelaçion, ni suplicaçion, ni otro remedio, ni recurso alguno, e que se llebe por sus merçedes a pura y debida execuçion y hefeto, asta tanto que los dichos cargadores sean enteramente pagados, bien e ansi como si en contradictorio juiçio oviera seido contra los dichos seguradores dado e pronunçiado por sentençia definitiba de juez competente, e aquella vbiera seido por ellos consentida e pasada en cosa juzgada : e que lo mismo se guarde, e cumpla e execute contra los cargadores en fauor de los seguradores, si padesçiere, e les fuere algo mal lebado fasta que les sea pagado e restituido el principal y pena, segund dicho es; e ansi lo hordenamos e mandamos.

que prescriront les prieur et consuls, sans contradiction ni appel de la part des parties, qui devront avant toutes choses acquitter ce qui sera dû, sauf à intenter ensuite une action judiciaire sur la propriété, conformément à la pragmatique.

La sentence que rendront aux fins que dessus les prieur et consuls, pour le premier payement de la part des assureurs, ne pourra donner lieu à appel, supplique ou autre recours quelconque, mais devra au contraire être mise à exécution, et sortir son plein et entier effet, jusqu'à ce que les chargeurs aient été entièrement payés, et cela de la même manière que si, sur instance contradictoire, les assureurs avoient été condamnés par juge compétent et par sentence consentie par eux et passée en force de chose jugée.

Nous voulons que la même règle s'observe et s'exécute en faveur des assureurs contre les chargeurs qui les léseroient ou leur prendroient ce qui ne seroit pas dû, et cela jusqu'à parfait payement et restitution du principal et de l'amende établie plus haut (1). Nous l'ordonnons et mandons ainsi.

XIX. Otrosi; por quanto la costumbre, que de algunos años a esta parte en esta vniuersidad se tiene para comprar las aberias, es que se nombre un segurador e otra persona con el, e puesto caso que los tales dan su paresçer, no por eso los señores prior e consules lo dexan de tomar a reber, e besitar y emendar lo que les paresçiere, antes que lo sentençien, pero no ostante lo susodicho nos pareçe, porque podria subceder que el tal segurador por su interese, contase la tal aberia, e dapño e perjuiçio del cargador, porque como el tal contador que se junta con el segurador no

XIX. *Item.* Attendu que l'usage suivi depuis quelques années au sein de la corporation, à l'égard du mode d'apprécier les avaries, est que l'on nomme un assureur, auquel s'adjoint une autre personne; attendu que bien que ceux-ci donnent leur avis, les prieur et consuls ne se dispensent pas pour cela de le reviser et de le modifier avant le prononcé de la sentence, suivant ce qui leur paroît convenable; attendu que malgré cela il nous semble qu'il pourroit arriver que l'assureur, par intérêt personnel, fît lui-même le compte des avaries, du dommage et des préjudices du chargeur, puisqu'il n'y a pas nécessité que la personne adjointe à l'assureur ait la qualité de chargeur, et que dès lors celle-ci pourroit ne pas régler avec le même soin ce qui con-

(1) On peut comparer le chapitre XIX de l'ordonnance de Barcelone de 1484.

dan logar que sea cargador, podria ser que no mirase tan enteramente por lo que toca a los cargadores, e tambien muchas bezes el tal segurador es contador, porque como ha de pagar la tal aberia, no agaña de dar fin al negoçio sino con dificultad e muchos ruegos; por ende cerca de lo susodicho,

Hordenamos e mandamos que de aqui adelante todas las bezes que ante los señores prior e consules pidieren cargadores aseguradores qualesquiera aberia gruesa o comun, que porque en el nombramiento de los contadores aya ygualdad y en el contar brebedad, que los señores prior e consules nombren entre las dichas partes dos contadores personas de la dicha vniuersidad, que sean habiles e sufiçientes, segund la calidad del caso que se ofresçiere, con tanto que sea el vno vno de los seguradores qual a los señores prior e consules pluguiere escojer, y el otro sea qualquier persona que quisiere el cargador, porque en esto aya ygualdad y que los tales quenten las tales aberias, como es costumbre, y la tal quenta presenten ante los señores prior e consules, e sus merçedes lo besiten e rebean como tienen de buena costumbre, e determinen e sentençien lo que hallaren por justiçia: e que los tales contadores sean obligados de acebtar el dicho nombramiento, e contar las tales aberias dentro del termino que los señores juezes le fuere asignado, sopena de dos mill maravedis a cada vno dellos para las costas de la dicha vniuersidad, demas de las otras penas que por los dichos señores prior e consules les fueren puestas, los quales, si fueren ynobedientes, executen en sus bienes, porque como esto de aberias subçede comunmente muchas beçes; conbiene que todos ayuden e se reparta el trabajo; e mandamos que ninguno ni alguno de las partes, cargadores ni seguradores, puedan recusar a los tales contadores que fueren nombrados, so la dicha

cerne les chargeurs ; attendu enfin que l'assureur règle souvent lui-même les comptes, et qu'ayant à payer l'avarie il ne se presse pas de conclure l'affaire, mais qu'au contraire il résiste aux prières et oppose des difficultés ; par ces motifs, et à l'égard de tout ce que dessus :

Mandons et ordonnons qu'à l'avenir, et toutes les fois que les chargeurs réclameront contre les assureurs, par-devant les prieur et consuls, des avaries grosses ou communes, il y ait égalité quant à la nomination des personnes chargées de les régler, et que le tout s'exécute dans le moindre délai possible ; que les prieur et consuls choisissent parmi les parties deux personnes, membres de la corporation, ayant les capacités requises pour la circonstance qui se présentera, pourvu toutefois que, pour établir une parfaite égalité, l'une d'elles ayant la qualité d'assureur soit en tout à la convenance des prieur et consuls, et que l'autre soit une personne quelconque du gré des chargeurs : ces deux personnes régleront les avaries ainsi qu'il est d'usage, et en présenteront le compte aux prieur et consuls, qui l'examineront et reviseront comme ils sont dans l'habitude de le faire, et détermineront et décideront ensuite ce qui leur paroîtra juste.

Lesdites personnes seront tenues d'accepter leur nomination, et de régler les avaries dans le délai qui leur sera assigné par les juges, sous peine de deux mille maravédis d'amende pour chacune d'elles au profit de la corporation; et cela indépendamment des autres peines qui leur seroient imposées par les prieur et consuls, et dont l'exécution, en cas de désobéissance, sera poursuivie sur leurs biens ; car, comme ce qui concerne les avaries arrive journellement, il importe que tout le monde contribue à ce travail et s'en répartisse le fardeau.

Mandons aussi qu'aucune des parties, soit chargeur ou assureur, ne pourra récuser les commissaires ainsi nommés ; mais que les prieur et consuls seuls, si telles étoient leur

pena, e que no les balga; pero que los señores prior e consules de su ofiçio, si quisieren e les paresçiere a la calidad del negoçio, los puedan remober e por consiguiente los seguradores no puedan apelar de la sentençia e condenaçion de las tales aberias, ni de ser oydos, puesto que aya logar, sin que primeramente ante todas cosas desembolsen e paguen la tal aberia. Ni tampoco los cargadores so la dicha pena, e si apelaren, que no les balga quanto a lo desembolsar, e los señores prior e consules lleben a pura y debida execuçion y hefeto la tal sentençia, sin embargo de la tal apelaçion, pero que despues desdesembolsado les quede su recurso para poder seguir su justiçia sobre la propiedad e otras cosas, si bieren que les cumple, e asi lo hordenamos e mandamos.

opinion et volonté, aient, suivant la nature de l'affaire, la faculté de les révoquer; en conséquence les assureurs ne pourront interjeter appel de la sentence et condamnation prononcées à l'égard de ces avaries, ni même, s'il y avoit lieu, faire valoir leurs raisons, sans avoir préalablement et avant toutes choses acquitté et payé le montant de l'avarie.

Les chargeurs ne pourront non plus, et sous les mêmes peines, appeler de la sentence de payement; les prieur et consuls devront au contraire, nonobstant l'appel, poursuivre l'exécution pure et simple de leur jugement et lui faire sortir tous ses effets, chaque partie conservant après payement son libre recours pour suivre judiciairement l'action réelle ou toute autre qui pourroit lui convenir (1). Nous l'ordonnons et mandons ainsi.

XX. Otrosi; por causas justas que a ello nos mueven, que son servicio a Dios nuestro Señor, e vtiles e probechosas al bien general de los mercaderes de la dicha vniuersidad e de fuera della, que hazen seguros e los toman, que pues por muy poca cantidad que el segurador rescibe, suelen pagar mucha cantidad y executados con rigor, que tambien los cargadores tengan cuidado de en cierto tiempo limitado demostrar razon sufiçiente, para que conste como rescibieron, e tienen e posen justa e licitamente la cantidad que les fue pagada e desenbolsada por los seguradores, porque se ha visto por esperiençia que despues de desembolsado por ser los seguradores muchos e estar devididos, e no se juntar, ni acordar e nenguno en particular, por no tomar pena, ni hazer costas en espeçial, quando los cargadores son extrangeros e de partes remotas, no curvan de pedir la dicha quenta e razon a los cargadores : e ansi se han quedado por berificar muchas cosas, que por remision se

XX. *Item.* Mû par diverses considérations puissantes, non moins conformes au service de Dieu notre Seigneur qu'utiles et avantageuses pour le bien général des marchands de la corporation ou du dehors qui font les assurances ou les souscrivent; attendu que pour des primes très-insignifiantes que l'assureur reçoit, il paye souvent des sommes considérables; attendu que si les chargeurs peuvent se faire payer avec rigueur, il convient qu'ils veillent aussi à se mettre en mesure, dans un délai donné, de prouver d'une manière satisfaisante comment ils ont reçu et qu'ils possèdent licitement et à juste titre la somme qui leur a été soldée et payée par les assureurs; car l'expérience démontre qu'on a vu souvent qu'après le payement les assureurs, se trouvant être nombreux et divisés sans pouvoir se réunir ni se mettre d'accord, parce qu'aucun d'eux ne vouloit en prendre la peine ou faire des frais, notamment lorsque les chargeurs sont étrangers et établis dans des contrées lointaines, ils ne se pressoient pas de demander le compte courant aux chargeurs; d'où il résulte qu'il est resté à vérifier plusieurs choses qui, pour avoir été négligées, ont amené la perte de sommes considérables de deniers : afin d'empêcher que de semblables préjudices ne se reproduisent à

(1) Il n'y a pas de règles sur ce point dans les ordonnances de Barcelone; mais certainement on y suivoit quelques usages analogues.

han perdido muchas quantias de maravedis, e para hebitar que no resçiban los tales dapños de aqui adelante, e que los cargadores no confien en tal descuido e cada uno haga su deber,

Hordenamos e mandamos que de aqui adelante sea bisto e habido por hordenança, que al segurador o seguradores que desenbolsaren qualesquier seguro o seguros de qualquier nao o naos perdidas, o tomadas, o no paresçidas, o por acaescimiento de otro qualquier ynconbeniente, por donde a la poliça conforme e a hordenança desta vniuersidad desenbolsaren, que desembolsando el segurador o seguradores en feria de mayo, que el cargador o cargadores que rescibiesen el tal seguro o seguros sean obligados, sin que los requieran, ni aperçiban de fasta en toda la feria de otubre adelante primero siguiente, de traer y entregar a los seguradores, o al escribano o escribanos que hoy son o fueren de la dicha vniuersidad de la cuenta e razon, de como cabe, e fue bien e justamente llebado el tal seguro que resçibieron, lo que ha de mostrar la cargazon, e quenta e coste de la mercaderia jurada el conosçimiento del maestro, o ynformazion bastante de como cargo e llego el biaje con las tales mercaderias en la tal nao o naos, en que se aseguro a bista e satisfaçion de los señores prior e consules mostrar libros e otras qualesquier escripturas que les paresçiere. — Otrosi; ynformacion de como la tal nao fue tomada, o perdida, o no paresçida. — Otrosi; si esta segurado sobre la misma mercaderia en la dicha nao, en otras partes, o sobre el diezmo publico o secreto, en confiança, o con juramento que lo que asi dijere o declarare e presentare çerca de lo susodicho, es asi la berdad. — Otrosi; que desembolsando en feria de otubre, que de y entregue la dicha quenta, e razon, e recobro e con juramento segun e de la manera que de suso es dicho, fasta en fin de la feria de mayo

l'avenir, que les chargeurs ne se reposent pas sur de semblables négligences et que chacun fasse son devoir,

Nous ordonnons et mandons qu'à l'avenir on tienne pour règle et ordonnance que quand l'assureur, suivant les usages de la corporation et d'après les termes de la police, aura payé pendant la foire de mai une assurance quelconque sur un navire ou bâtiment perdu, capturé, n'ayant pas reparu, ou par suite de tout autre accident, le chargeur qui aura perçu le montant de l'assurance sera tenu, sans qu'il y ait lieu de l'en requérir, de livrer et de remettre, pendant le cours de la plus prochaine foire d'octobre, aux assureurs ou à l'un des notaires de la corporation, un bordereau détaillé justifiant l'assurance et prouvant que ce qu'il a reçu à ce titre a été bien et justement acquitté; ces justifications se feront à l'aide du relevé de la cargaison, des comptes et factures de marchandises, du connoissement des capitaines ou de rapports satisfaisans sur la manière dont se sont opérés l'embarquement et le transport des marchandises à bord du navire assuré, au su et au gré des prieur et consuls, qui pourront en outre prescrire la présentation de tous livres ou écrits qu'ils jugeroient utiles.

Voulons aussi qu'il soit dressé rapport de la capture, la perte ou la disparition du navire; de plus, qu'il soit établi si l'assurance sur les marchandises à bord du même navire a été faite en plusieurs lieux, sur commune renommée, en secret ou confidentiellement; le tout sous le serment que ce qui est ainsi dit, déclaré et présenté à l'égard de ce que dessus, est conforme à la vérité.

Voulons encore que lorsque le payement aura été fait pendant la foire d'octobre, la remise des comptes et pièces justificatives, ainsi que la déclaration sous serment, comme il vient d'être dit, se fassent avant l'expiration de la plus prochaine foire de mai, et ainsi de

luego primera siguiente, e asi suçesibamente por esta horden, que no lo cumpliendo asi en el dicho termino e tienpo, que aquel pasado, ipso fato, sin otra sentençia, ni declaraçion alguna, e sin ser oidos los dichos cargadores, que ansi obieren resçibido e cobrado el tal seguro o seguros, y el fiador o fiadores que obieren dado, e cada uno e qualquier dellos de man comun, e por el todo, queden e sean obligados, avnque no se espacifique en la fiança que otorgaren, de bolber e restituir a los seguradores, o a quien su poder obiere todo el dinero que dellos obiere resçibido del tal seguro o seguros de lo qual no puedan apelar, hasta aver desembolsado o restituido a los seguradores. E si apelaren, que no les balga; e sin enbargo de la tal apelacion, los señores prior e consules manden ejecutar e llebar a puro e debido efeto la sentençia que sobrello dieren e pronunciaren, con tanto que despues de desembolsado les quede al cargador o cargadores quanto a la propiedad su derecho a salbo, para que a cada y quando que truxeren e presentaren la dicha quenta e razon, e recaudos con juramento, segund arriba es dicho, dentro de vn año y medio, despues de haber tornado el dinero que obiere enbolsado, que los dichos seguradores les tornen e paguen luego todo su dinero enteramente, o lo que dello padesçiere pertenesçerles; e pasado el dicho termino no pueda tornar a pedir, ni tener ningun derecho, ni recurso : lo qual mandamos que cumplan los cargadores, con tanto que los seguradores cada vno por lo que le tocare, porque el estado y crédito de los onbres se muda, quando Dios place, les de fianças legas llanas e abonadas a bista e dispusiçion de los dichos señores prior e consules, que trayendo la dicha quenta, e razon e recaudos susodichos con juramento, etc. les bolveran e restituiran su dinero, o la parte que dello fuere declarado o aberiguado perte-

suite dans le même ordre. Si les chargeurs qui auroient touché le montant de l'assurance ou les cautions qu'ils auroient fournies ne remplissoient pas cette obligation dans le susdit terme et aux susdites époques, ils seront tous, *ipso facto*, sans jugement ni déclaration aucune, obligés chacun solidairement, alors même que cela n'auroit pas été stipulé dans le cautionnement, de rendre et restituer aux assureurs ou à leurs fondés de pouvoirs, la totalité des sommes qu'ils en auroient reçues à ce titre, sans qu'ils puissent en appeler, jusqu'à parfait payement et restitution, aux assureurs.

L'appel qu'ils interjetteroient sera sans valeur, et ne pourra empêcher les prieur et consuls de faire exécuter et rendre effective purement et simplement la sentence prononcée par eux, sous cette réserve qu'après le payement effectué, les chargeurs conserveront sain et sauf, quant à l'action réelle, le droit de produire et présenter, dans le délai de dix-huit mois, les comptes et pièces justificatives énumérés plus haut, et de se faire rendre et payer sur-le-champ par les assureurs la totalité de leur argent ou ce qui seroit reconnu leur appartenir; mais, passé ledit délai, les chargeurs ne pourront intenter de nouvelles demandes, ni conserver aucun droit ou recours quelconque.

Nous mandons que les chargeurs observent cette règle, pourvu que les assureurs, chacun pour ce qui le touche (car la position et le crédit des hommes changent quand il plaît à Dieu) leur donnent caution bonne et solvable, souscrite au vu et au su des prieur et consuls, de rendre et restituer dès que les comptes, pièces, justifications, etc. etc. auront été fournis, les sommes qui seroient

nesçerles : e asi hordenamos e mandamos que de aqui adelante se guarde e cumpla lo suso dicho, segund e al thenor que en esta hordenança se contiene.

XXI. Otrosi; por quanto de algunos dias a esta parte a acaesçido en esta vniuersidad, que algunos cargadores an benido a pedir e cobrar de sus seguradores aberias de seguros, que se abian echo e contraido de seis años a esta parte, y traen para la tal cobranza retulos e çertificaçiones echas fuera destos reinos, e sin parte ni autoridad por la calidad della, como por ser de cosa tan bieja, e de tanto tienpo, paresçe que dan causa a mucha sospecha, en espeçial por aber dilatado tanto la cobrança sin aber advertido ni notificado a los seguradores, lo qual trahe consigo muchos ynconbenientes, porque acaesçe ser muertos en tanto tienpo algunos de los seguradores, que si en su vida y en tiempo que dicen que subcedio el dapño de la tal aberia, se lo pidieran, o hizieran saber a los tales seguradores, procuraran de saber la berdad de lo que en la tal nao o naos de que heran perdidas abra pasado, para hebitar que no fuesen fraudados, o por ventura dieran tan suficientes raçones que no fueran obligados a la pagar a los cargadores, con temor de esto dexaran de lo pedir, de los quales remedios sus herederos no se pueden aprobechar por olbido, o por caresçer de lo que entonces se pudiera saber : e tambien como hay algunos mercaderes desta vniuersidad, que toman seguros por comisiones de muchas personas estranjeras, que residen en Flandes, Ytalia y otras partes, por les complaçer, porque los tales hazen alla sus negoçios, a los quales es costumbre que en fin de cada año les enbien las quentas e razon de los seguros que les han tomado, y del interese o dapño que en ellos a havido, e si ay interese, le sacude con ello e cierra sus quentas con ellos; y

déclarées et reconnues leur appartenir. Nous ordonnons et mandons qu'à l'avenir on garde et observe littéralement tout ce qui est contenu dans la présente ordonnance (1).

XXI. *Item.* Attendu qu'au sein de la corporation il est arrivé tout récemment que certains chargeurs ont réclamé des assureurs et reçu d'eux des indemnités pour assurances souscrites et effectuées depuis six ans, pour le recouvrement desquelles ils produisoient des pièces et des certificats dressés hors du royaume, mais sans force ni valeur en semblable matière; attendu aussi que lorsqu'on se réfère à des choses de date si ancienne, il peut s'élever de graves soupçons contre la légitimité de réclamations faites si tardivement, sans qu'il ait été donné aucun avertissement ni fait de notification aux assureurs; attendu qu'il en résulte de graves inconvéniens, car il peut arriver que, pendant tout ce laps de temps, la mort ait frappé quelques-uns des assureurs, qui, s'ils avoient vécu, et si les notifications et réclamations leur avoient été faites à l'époque où l'on prétend qu'a eu lieu le dommage, auroient pu faire vérifier ce que contenoit le bâtiment perdu, afin de ne pas être fraudés; qui auroient pu aussi, dans le même cas, prouver d'une manière satisfaisante qu'ils n'étoient pas obligés de payer les chargeurs, et que, par cette raison, ceux-ci se seroient peut-être abstenus de réclamer; attendu que les héritiers des assureurs sont dans l'impossibilité d'opposer ces exceptions, soit par oubli, soit faute de posséder les renseignemens qui auroient pu être réunis en d'autres temps;

Attendu qu'il y a aussi quelques marchands de la corporation qui prennent par commission des assurances de diverses personnes étrangères résidant en Flandre, en Italie ou autres contrées, et cela pour leur être agréables, parce que ces personnes, dans le pays où elles résident, se chargent de leurs affaires; attendu que l'usage est d'envoyer à ces personnes, à la fin de chaque année, le bordereau des assurances souscrites pour elles, ainsi que celui des dommages ou pertes auxquels elles ont donné lieu, avec déduction des intérêts servant à solder les comptes;

(1) On ne trouve point de règles sur ce point dans les ordonnances de Barcelone.

estando ynoçentes de que haya aberias de risgos que se ayan tomado a cabo de quatro o cinco años, e despues como el cargador solamente biene a pedir al que le firmo el seguro, porque aquel es obligado a le pagar e desenbolsar luego ante todas cosas, conforme a las hordenanças desta vniuersidad, e despues el tal segurador a de tornar a recoger de sus comisarios para se restaurar, que es todo dapño e grand confusion : e no es tanto dar las cosas siempre en vn estado, para asi lo poder cobrar, e avn a los tales extrangeros se les hace grabe ynobedad, todo lo qual cesaria si los cargadores obieran pedido en tienpo debido sus aberias, e para hebitar que de aqui adelante no haya mas semejantes ynconbenientes,

Hordenamos e mandamos que todos e qualesquier cargador o cargadores e otras qualesquier personas, que de aqui adelante en qualquier tienpo se hizieren asegurar entre los mercaderes de la dicha vniuersidad, sobre qualesquier mercaderias de qualquier suerte e calidad que sea, para qualesquier partes e biajes, que si en los tales risgo o risgos obiere alguna aberia gruesa o comun, que el tal cargador o cargadores, o quien su derecho tubiere, sean obligados de pedir y demandar a los tales seguradores las tales aberias, dentro de año y medio primero siguiente, contandose por cada con segurador, desde el dia que paresçiere que firmo la poliça : e si para lo pedir entonces, el tal cargador no tubiere las certificaçiones e otros recaudos neçesarios, que a lo menos sea obligado de notificar a los seguradores, o a la mayor parte dellos, por ante qualquier de los escribanos de la dicha vniuersidad, como les hazen saber, que ay las tales aberias, e que protestan de se las pedir e cobrar, quando tubieren las escripturas e recaudos neçesarios para la pedir e cobrar. Y por el segurador e seguradores que estubiesen ausentes de esta ciudad, cumpla

Attendu qu'elles peuvent ignorer s'il est survenu des avaries pour des risques souscrits depuis quatre ou cinq ans; attendu que si ensuite le chargeur seul vient à réclamer contre celui qui lui a passé la police, et qui est tenu, d'après les ordonnances de la corporation, de lui faire le payement immédiat du montant de l'assurance, l'assureur de son côté est mis dans la nécessité de recourir de nouveau à ses commissionnaires pour arriver aux restitutions, d'où résultent de graves dommages et une confusion non moins grande; attendu enfin qu'il ne suffit pas de réunir les choses en un seul état pour pouvoir en opérer le recouvrement, et que les étrangers mêmes en souffrent considérablement, ce qui n'arriveroit pas si les chargeurs avoient réclamé leurs avaries en temps utile; afin d'empêcher à l'avenir le retour de semblables inconvéniens:

Nous ordonnons et mandons qu'à l'avenir, et à quelque époque que ce soit, tout chargeur qui se fera assurer parmi les marchands de la corporation pour des marchandises quelconques, et sans égard au voyage ou à la contrée, en stipulant dans les risques une avarie grosse ou commune, sera tenu, lui ou ses ayants droit, de réclamer le montant des avaries contre les assureurs dans le délai de dix-huit mois, à compter pour chaque assureur du jour où il aura signé la police.

Dans le cas où pendant ce délai le chargeur ne pourroit pas se procurer les certificats ou autres pièces justificatives, il sera tout au moins obligé de notifier aux assureurs ou à la majorité d'entre eux, par l'intermédiaire de l'un des notaires de la corporation, que les avaries existent, et qu'il proteste de les leur réclamer, lorsqu'il aura réuni les pièces et justifications requises.

A l'égard des assureurs qui se trouveroient absens de la ville, la susdite protes-

de hazer la dicha protestaçion ante vno de los dichos escribanos, o en presencia de los señores prior e consules. Pero porque en los seguros que ban de aca a las Yndias, estos tales podria acaesçer no se saber tan breve, que los tales tengan otro medio año de mas termino, e que el cargador o cargadores que no pidiere o hiziere la dicha protestaçion e diligençia en los dichos terminos, que aquellos pasados no puedan pedir, ni demandar, ni cobrar las tales aberias a los dichos seguradores, ni a sus bienes en tienpo alguno del mundo, mas que si no las obiera e las dichas naos fueran en salbo, ni sobrello sean oydos ni admitidos en juizio, ni fuera del ante los señores prior e consules, ni otras justizias, ni sus merçedes de los señores prior e consules, ni otras justiçias proçedan por tal razon contra los seguradores : e ansi lo hordenamos e mandamos.

XXII. Otrosi; que quando acaesçiere que en tienpo de paz o guerra fuere tomada alguna nao de henemigos o cosarios, o de amigos, que si las mercaderias de la tal nao o naos fueren rescatadas por parte de los cargadores o aseguradores, que el tal rescate e todas las costas que se hizieren, se cuenten al balor que balieren en el lugar que se rescataren, repartiendose las dichas costas a las mercaderias, e naos e fletes de las que se rescataren.

XXIII. Otrosi; dijeron que por quanto muchas bezes a acaesçido e podria acaesçer que algunas naos de las que cargan e cargaren en la canal de Vilbao, y en Bizcaya, e Guipuzcoa, y en Santander, e Laredo, y en Deba, y en el Pasage, y en San Sebastian tienen neçesidad de yr de vnos puertos a otros, asi a tomar compañia para sus biajes, como a tomar cumplimiento de su carga, como a otras cosas que les puede subçeder, sin que los cargadores supiesen

tation devra être faite par devant l'un des notaires de la corporation ou en présence des prieur et consuls. Mais comme pour les assurances sur des navires allant aux Indes il pourroit se faire que ces données ne pussent être réunies en si peu de temps, le délai sera augmenté de six mois. Tout chargeur qui laisseroit passer les termes établis plus haut sans faire des protestations ou des diligences perdra pour toujours le droit de réclamer, demander ou recouvrer le montant de ces avaries contre la personne ou les biens des assureurs, devant en cela être traité de la même manière que si le risque n'eût pas été couvert ou que le navire fût arrivé à bon port; de plus il ne pourra, ni en jugement ni hors jugement, par devant les prieur et consuls ou autres, intenter à ce titre d'action, poursuite ou réclamation quelconque contre les assureurs (1). Nous l'ordonnons et mandons ainsi.

XXII. Voulons aussi que lorsqu'en temps de guerre ou de paix un navire quelconque aura été capturé par des ennemis, des corsaires ou des amis, et que les marchandises embarquées à bord de ce navire auront été reprises par les soins des chargeurs ou par ceux des assureurs, cette recousse et les frais qu'elle aura occasionnés soient estimés aux taux du lieu où s'est opérée la recousse, le montant des frais devant être réparti sur les marchandises, le navire et le fret récupérés.

XXIII. *Item*. Comme on a dit aussi qu'il étoit arrivé souvent et pouvoit encore se faire que plusieurs des navires qui chargent dans le canal de Bilbao en Biscaye, dans le Guipuscoa, à Santander, à Laredo, à Deva, au Passage et à Saint-Sébastien, fussent obligés d'aller de port en port, soit pour chercher à voyager de conserve avec d'autres navires, soit pour prendre le complément de leur charge, soit pour causes fortuites, et cela sans que les chargeurs sachent que les navires ont fait escale; attendu que, dans ces trajets d'un port à un autre, il peut se faire que les na-

(1) Les ordonnances de Barcelone ne contenoient pas de règles sur cette matière importante des prescriptions.

que las tales naos han de hazer las dichas escalas, e podria ser que en este yr de vnos puertos a otros a las tales naos que lo hiziesen les sobrebiniese alguno ynconbeniente de perderse, lo que Dios no quiera, o azer alguna hechazon e aberia, e los que hubiesen tomado risgo en las semejantes naos podrian dezir que no debian el tal risgo, ni heran obligados a pagar ningun dapño, que las tales naos por yr de unos puertos a otros rescibiesen, por no se aver espacificado e declarado en la poliça o poliças del tal risgo o risgos las dichas escalas, e aver ydo a los dichos puertos de los otros, e los cargadores pensando estar asegurados, no lo estubiesen, e podrian rescibir muy grande perjuicio e perdida, e los aseguradores podrian poner muchos achaques e argumentos razonables e no razonables, e sobrello podria aver muchos pleitos e diferençias entre cargadores e seguradores, e que asi por hebitar lo vno como lo otro,

Hordenaban e hordenaron, e mandaban e mandaron, que de aqui adelante por tanto tienpo quanto fuere la boluntad de la vniuersidad desta dicha çiudad e del prior e consules della, que oy son e seran de aqui adelante, sea bisto e se entiende, que qualesquier nao o naos, o carabelas de qualquier condiçion que sean, asi afretadas por prior e consules, como por personas particulares desta vniuersidad, o de fuerá della, que estubieren afletadas para Flandes, o Londres, Ahenantes o para qualquier otra parte, que hubieren de cargar en los puertos susodichos, se quisieren asi a tomar cumplimiento de su carga, como a buscar e tomar compañia, como a otra qualquier cosa que quisieren, puedan yr desde la canal a Vilbao e Portogalete, a los puertos de Castro, e puerto de Laredo y Santander; e de Santander, a Laredo e Puerto e Castro; e desde el Pasaje e de San Sebastian a Deba, e desde Deba a San Sebastian e al Pasaje, sin que los ta-

vires dont il s'agit soient exposés à quelques accidens, fassent naufrage (ce qu'à Dieu ne plaise), éprouvent des avaries ou soient obligés à faire des jets à la mer, et qu'alors ceux qui auroient couvert des risques sur ces navires pourroient dire qu'ils ne sont pas responsables de ces accidens, ou ne sont pas obligés de payer les dommages éprouvés par les navires durant ces divers trajets, et cela parce que les risques dont il s'agit, les escales ou l'entrée dans tels ou tels ports, n'avoient pas été spécifiés et déclarés dans les polices;

Attendu qu'il pourroit résulter de là que les chargeurs croyant être assurés, ne le seroient pas, et pourroient en éprouver de graves préjudices et pertes; attendu enfin que les assureurs pourroient opposer une foule d'objections et d'argumens fondés, d'où pourroient naître entre les chargeurs et assureurs des procès et des différends en grand nombre: voulant prévenir les uns et les autres,

Il a été ordonné et mandé, comme il est ordonné et mandé, qu'à l'avenir et aussi longtemps que telle sera la volonté de la corporation de Burgos, et des prieur et consuls présens ou futurs, il soit convenu et entendu que tout navire ou bâtiment de mer quelconque affrété, soit par les prieur et consuls, soit par des particuliers membres de la corporation ou du dehors, pour aller en Flandre, à Londres, à Nantes ou sur tout autre point, pourra, soit pour y charger, soit pour rejoindre des navires de conserve, soit pour prendre le complément de sa cargaison, ou pour toute autre cause, se rendre du canal de Bilbao et Portugalette dans les ports de Castro, de Laredo et de Santander;

De ce dernier port dans ceux de Laredo, du Passage et de Castro; du Passage et de Saint-Sébastien à Déba; enfin de ce port dans ceux du Passage et de Saint-Sébastien,

les cargadores sean obligados a lo espacificar, ni poner, ni declarar en las poliças de los tales risgos, ni los aseguradores puedan dezir, ni digan que las tales naos mudan biaje : e los seguradores que tomaren los tales risgos sean obligados a correrlos e a pagar qualquier aberia o perdida que en ellas vbiere, aunque las tales dichas naos hayan las dichas escalas e bayan de los dichos puertos, que dichos son, de vnos a otros, sin que los dichos aseguradores no puedan contradezir, ni poner ningund embaraço en ello, e que asi lo declaraban e declararon, e hordenaban e hordenaron por hordenança, e que se guarde e compla de aqui adelante, entendiendose que las naos que cargaren en la canal de Vilbao e Portogalete pueden yr a Castro, e Laredo, e Puerto, e Santander, e las que cargaren en Santander puedan benir a Laredo, e a Puerto e a Castro, como dicho es; e las naos que cargaren en el Pasaje e San Sebastian puedan benir a Deba e a los otros puertos que hay entre San Sebastian e Deba, e las naos que cargaren en Deba y en los otros puertos que ay desde la Deba al Pasaje, puedan yr asta el Pasaje, e que no se entienda que las naos que cargaren en los dichos puertos de Guipuzcoa, que puedan yr a los dichos puertos aqui nombrados desde la canal de Bilbao a Santander, ni los que cargaren en Santander, Laredo, e Puerto, e Castro e Vilbao, no puedan yr a los dichos puertos de Guipuzcoa, aqui nombrados, ni a otros sino como aqui se declara.

sans que les chargeurs soient obligés de le spécifier, relater et déclarer dans la police, et sans que les assureurs puissent non plus objecter que les navires ont changé le voyage.

Tout assureur ayant couvert de semblables risques sera obligé de les courir, et de payer les avaries ou dommages qui seroient survenus, alors même que les navires qui ont fait les susdites escales seroient allés de l'un des ports dont il s'agit à l'autre, aucune contradiction, obstacle ni opposition ne devant être admis de la part des assureurs. Voilà ce qui a été déclaré et prescrit par ordonnance pour être gardé et observé à l'avenir, en convenant que les navires qui chargeront dans le canal de Bilbao et à Portugalette pourront se rendre à Castro, à Laredo et à Santander; que ceux qui chargeront à Santander pourront venir à Laredo et à Castro; que les navires qui chargeront au Passage et à Saint-Sébastien pourront venir à Déba ou autres ports situés entre Saint-Sébastien et Déba; que les navires qui chargeront à Déba ou dans les autres ports situés entre la rivière de Déba et le Passage pourront aller jusqu'au Passage, sans qu'on puisse en conclure que les navires qui chargeront dans les susdits ports de Guipuscoa puissent se rendre dans les ports relatés plus haut, et situés entre le canal de Bilbao et Santander, ou que ceux qui chargeront à Santander, à Laredo, Castro et Bilbao, puissent se rendre dans les ports du Guipuscoa nommés plus haut, ni dans d'autres, à moins que ce ne soit de la manière établie ici.

XXIV. Otrosi; porque como es notorio asta agora los seguradores no corrian risgo alguno, salbo desde el dia e hora que la nao e naos en que lo tomaban hazian bela, hasta que vbiesen llegado a su derecha descarga e veinte e quatro horas naturales despues de echado anclas, de manera que todo el tienpo que las mercaderias estaban cargadas en el puerto, fasta que haçia bela para

XXIV. *Item.* Comme il est notoire que jusqu'à présent les assureurs ne couroient le risque qu'à partir du jour et de l'heure où le navire assuré mettoit à la voile, jusqu'au moment de son arrivée en droiture au point de décharge et vingt-quatre heures après avoir jeté l'ancre, de sorte que pendant tout le temps que les marchandises étoient chargées dans le port, jusqu'au moment de la mise sous voiles du navire pour commencer le voyage, elles restoient aux risques du char-

hazer el biaje, estaban a risgo del cargador, e por consiguiente todo el tienpo que despues de pasadas las dichas beinte e quatro horas estaban por descargar, que hera muy grande ventura; porque muchas bezes se ha bisto, estando el cargador asegurado, perderse la nao en el puerto e otras bezes tomarlas henemigos e cosarios, e otras quemarse todo antes de hazer bela, e por los tales casos e acaesçimientos ninguna cosa pagaban al cargador, si la nao no avia fecho bela, antes allende del dapño de perder su cargazon perdia mas el preçio que habia dado a los seguradores, sino se lo notificaba en çierto tiempo ynstituido e hordenado, e porque esto es cosa grabe, e porque los mismos peligros e ynconbenientes podrian subçesder despues de llegada;

Hordenamos e mandamos que de aqui adelante en todos los seguros que se hizieren entre los mercaderes de la dicha vniuersidad ante qualquier de los escribanos della, que oy son e fueren de aqui adelante, sea bisto e declarado que todos los seguradores corren el tal risgo e bentura desde el dia e hora que las mercaderias, de qualquier genero e calidad que sean, fueren cargadas en la tal nao o naos en que se hiziere el tal seguro, fasta tanto que la tal nao o naos ayan conplido o consumado su biaje o biajes e despues fasta tanto que las dichas mercaderias fueren descargadas de la tal nao o naos del borne afuera; e que este paso se declare en sustançia en las poliças que de aqui adelante se hizieren, e lo que hera contra este paso en la poliça asta oy ordenada, lo rebocamos, e lo demas lohamos e aprobamos e quedando en su fuerça e bigor, e ansi lo hordenamos.

geur, comme aussi, passé le terme de vingt-quatre heures, tout le temps nécessaire au déchargement, ce qui présentoit de fortes chances;

Attendu qu'il est arrivé souvent que le chargeur, après s'être fait assurer, a vu le navire, soit se perdre dans le port, soit encore être capturé par des ennemis, des corsaires, soit enfin être incendié avant d'avoir pu mettre sous voiles, cas et circonstances dans lesquels les assureurs ne remboursoient le chargeur qu'autant que le navire avoit mis en mer, d'où il résultoit que le chargeur éprouvoit le dommage, et perdoit de plus la prime payée aux assureurs, s'il ne leur faisoit pas les notifications dans un certain temps établi par l'ordonnance; attendu que c'est chose grave, et que les mêmes dangers ou inconvéniens pourroient survenir après l'arrivée du navire,

Nous ordonnons et mandons qu'à l'avenir, dans tous les cas d'assurances passées entre marchands de la corporation, par devant l'un de ses notaires, il soit entendu et déclaré que tout assureur courra le risque et l'aventure à partir du jour et de l'heure où les marchandises, de quelque espèce et qualité que ce puisse être, auront été chargées à bord du navire assuré, jusqu'au moment où celui-ci aura accompli et terminé son voyage, puis ensuite jusqu'à ce que lesdites marchandises aient été enlevées du bord et débarquées du navire; cette clause devra à l'avenir être insérée en termes exprès dans la police.

Tout ce qui dans les polices en vigueur jusqu'à ce jour seroit contraire à cette disposition, nous le révoquons; louant, approuvant et maintenant tout le reste dans sa pleine force et vigueur (1). Nous l'ordonnons ainsi.

XXV. Otrosi; porque es bien general por hebitar pleitos, dar declaraçion a las

XXV. *Item.* Attendu que le bien général veut que, pour prévenir les procès, on ex-

(1) Il n'existe point dans les ordonnances de Barcelone de disposition sur cette importante question du commencement des risques à la charge de l'assureur.

cosas que comun e fazilmente suelen subçesder, quando a Dios plaze,

Hordenamos e mandamos que todas las bezes que acaesçiere que alguna nao o naos, o carraca, o carabela o otro qualquier genero de fusta en que se hiziere de aqui adelante seguros, despues de haber començado a tomar la carga, e antes de la aber acabado de resçibir, acaesçiere que se perdiese en el puerto, e fuese tomada e quemada, o otro caso fortuito, lo que Dios no quiera, y el tal cargador, al tienpo que el tal caso subçediere, estubiere asegurado en la tal nao o naos demas cantidad que montase su cargazon, rebatido el diezmo de las mercaderias que tubiese cargadas, hasta la hora de que los tales peligros o otros semejantes subçediesen, que en tal caso hordenamos; e declaramos que todo lo que montare la tal cargazon que paresçiere, que estaba cargada en la tal nao o naos en que subçedio e ynterbino el tal caso o casos fortuitos, se entienda e se declara que lo corren todos los seguradores por yguales partes, al respeto de lo que cada vno obiere asegurado, e ansi mismo el cargador por el diezmo sobre que no se podia asegurar, e que al respeto gozen los seguradores del preçio del seguro, e la horden que se a de tener en las mercaderias, que estubieren por descargar de qualquier nao o naos que vbieren echo su biaje, subçediendo qualesquier caso o casos fortuitos, antes que acaben de ser descargadas, hase de repartir el tal dapño a todos los seguradores de la tal nao o naos, a cada vno por la que vbiere segurado, e al cargador o cargadores por lo que corria con que no pueda correr el tal cargador o cargadores por lo que corria, con que no pueda correr el tal cargador o cargadores menos del diezmo, como es obligado.

XXVI. Otrosi; hordenamos que para la claridad e berificaçion de lo que se hubiere cargado o descargado en los casos

plique les choses qui arrivent le plus communément quand il plaît à Dieu :

Nous ordonnons et mandons qu'à l'avenir, toutes les fois qu'un navire ou bâtiment de mer quelconque pour lequel il auroit été fait des assurances viendra à faire naufrage dans le port, sera capturé, incendié ou éprouvera tout autre accident fortuit (ce que Dieu veuille empêcher), après avoir commencé son chargement, mais avant de l'avoir achevé, et lorsque le chargeur, au moment où cela arrivera, se sera fait assurer sur ce navire ou bâtiment pour une somme supérieure à la valeur de la cargaison, déduction faite du dixième des marchandises déjà embarquées lors de la réalisation du danger ou de l'accident; dans ce cas, nous ordonnons et déclarons que toute la portion de la cargaison qui sera reconnue avoir déjà été embarquée au moment où sont survenus ces accidens fortuits, courra pour compte de tous les assureurs, par portions égales, et chacun à raison de ce qu'il avoit assuré : il en sera de même pour le chargeur à l'égard du dixième qu'il ne lui étoit pas possible de faire assurer, comme pour les assureurs qui jouiront proportionnellement du montant de la prime.

Lorsque ces mêmes accidens fortuits seront arrivés pour des marchandises non encore débarquées et placées à bord de navires ou bâtimens de mer ayant achevé leur voyage, mais se trouvant en cours de débarquement, le dommage en sera réparti entre tous les assureurs du navire, à chacun pour la part par lui souscrite, et sur le chargeur pour la portion laissée à sa charge, et qui ne peut être au-dessous du dixième qu'il est obligé de couvrir.

XXVI. Ordonnons de plus que pour l'examen et la vérification de ce qui, dans les cas ci-dessus rapportés, se trouvoit déjà chargé

susodichos, los cargadores sean obligados a traer çertificaçiones bastantes, por donde conste e parezca la realidad de la berdad, e porque no aya pleitos ni diferençias sobre si las tales çertificaçion o certificaçiones fueren bastantes o no, porque la buena llaneza desta negoçiaçion no requiere puntos ni solemnidades de derecho,

Hordenamos e mandamos que lo tal este y sea a bista e determinaçion de los señores prior e consules que a la sazon fueren, e que de lo que asi los dichos señores prior e consules determinaren, mandaren, o declararen o sentençiaren sobre y en razon de si las dichas certificaçiones son bastantes o no, que ninguna de las partes pueda apelar, ni sea oido sobrello sopena de diez mill maravedis para las costas de la dicha vniuersidad, e puesto que pague la pena, que tampoco pueda apelar e todabia balga la sentençia, mandamiento o declaraçion sinple, e sobrello hizieren los dichos señores prior e consules, sin que sobrello pueda aver, ni aya otro remedio, ni recurso alguno, ni pueda salir, ni salga en manera alguna de sus manos, la qual dicha hordenança se confirma con tal aditamento e declaracion que si la parte apelare, que se ejecute lo mandado por prior e consules, y hejecutado, pueda seguir su apelaçion conforme a la prematica.

ou déchargé, les chargeurs soient tenus de produire des certificats suffisamment précis pour établir les choses dans leur vrai jour, et empêcher tout procès ou différend sur le caractère de ces justifications; car ces sortes d'affaires, pour être expédiées couramment et avec la bonne foi qu'elles réclament, ne doivent donner lieu à aucune discussion de droit.

Nous ordonnons et mandons que tout ce que dessus soit et reste à déterminer ou à appliquer par les prieur et consuls; que tout ce que ceux-ci détermineront, ordonneront, déclareront et jugeront à l'égard du caractère de suffisance ou d'insuffisance des certificats et justifications, ne pourra, sous peine de dix mille maravédis d'amende au profit de la corporation, donner lieu à récrimination ni appel de la part d'aucune des deux parties; que même après payement de l'amende il ne pourra être interjeté d'appel, la sentence, le mandement ou la déclaration rendue par les prieur et consuls devant s'exécuter et s'accomplir dans leur forme et teneur, sans recours possible, sous cette réserve et déclaration que, si l'une des parties vouloit en appeler, on exécutera ce que les prieur et consuls auront mandé, en laissant à l'intéressé, après l'exécution, le droit de poursuivre son appel dans la forme établie par la pragmatique.

XXVII. Otrosi; no embargante que por las hordenanças hasta hoy hechas esta declarado dentro deque tienpo, segund la distançia de los viajes, debe azer notificar el cargador al segurador, que no cabe el risgo e darles su medio por ciento, e si dentro de los tales tiempos no lo notificare, que pague todo el preçio al segurador o este a su amor, aora hordenamos que si acaesçiere que el cargador o cargadores despues de haber cargado sus mercaderias en qualquier nao o naos donde estubieren asegurados, quisieren por su

XXVII. *Item.* Bien que les ordonnances établies jusqu'à ce jour aient fixé le délai dans lequel le chargeur est tenu de notifier aux assureurs que le risque ne courra pas, et de leur donner le demi pour cent, ou si le chargeur néglige de faire cette notification dans le temps voulu, l'obligation pour celui-ci de payer à l'assureur la totalité de la prime ou de s'en remettre à son bon vouloir :

Nous ordonnons à présent que, s'il arrivoit que les chargeurs, après avoir chargé leurs marchandises à bord d'un navire quelconque qu'ils auroient fait assurer, voulussent faire débarquer ces mêmes marchandises, ils en auront la faculté, et, dans ce cas, ils devront

boluntad descargar las tales mercaderias, que lo pueda hacer, e que en semejante caso pague vno por ciento a los seguradores, que con les pagar el dicho vno por ciento, no sea obligado a les pagar otra cosa ninguna del preçio del seguro, puesto que lo descargue, e se lo aga notificar fuera de los tiempos e plazos que ansi estan hordenados e instituidos, y en este caso ansi lo hordenamos e mandamos; quedando para en las otras cosas en su fuerça e vigor la dicha hordenança, pero esto se entienda, no abiendo hecho bela la tal nao o naos.

payer un pour cent aux assureurs; moyennant le payement de cette somme de un pour cent, ils n'auront plus rien à payer aux assureurs sur le montant de la prime d'assurance, pourvu qu'tls aient opéré le débarquement et l'aient notifié dans les termes et délais établis.

Nous l'ordonnons et mandons ainsi pour les raisons relatées plus haut, et lorsque bien entendu le navire n'aura pas encore mis sous voiles, laissant pour les autres cas dans toute sa force et vigueur l'ordonnance susdite.

XXVIII. Otrosi; hordenamos e declaramos que de aqui adelante despues que qualquier nao o naos hubieren fecho bela, para el seguimento de su biage e biajes del puerto o puertos donde obieren cargado, y el cargador por su boluntad descargare las mercaderias sobre que estobiere asegurado, que en tal caso, pague a los seguradores la meitad del preçio del seguro que con ellos conbino, haziendose la dicha descarga hasta la meitad del biaje, o biajes, con tanto que puesto que el preçio del seguro fuese menos de dos por ciento, que no pague por la dicha meitad menos de uno por ciento, e si fuere a mayor preçio, que les pague su mitad del tal preçio enteramente, e si el cargador hiziere la tal descarga mas adelante de la meitad del viaje, que en tal caso, que pague a los seguradores todo el preçio del dicho risgo enteramente, como si hubiese fecho e perfeçionado todo el dicho viaje, o biajes, salbo, si declarase las escalas, o los preçios de cada escala en la poliça, que en tal caso se a de guardar la tal declaraçion de la poliça pues es visto el cargador haçerlo por su benefiçio.

XXVIII. Ordonnons et déclarons aussi qu'à l'avenir, toutes les fois qu'après la sortie du navire du port dans lequel il a pris son chargement et son départ pour le lieu de sa destination, le chargeur voudra faire décharger les marchandises pour lesquelles il se seroit fait assurer, il en aura la faculté, et dans ce cas, si le déchargement s'opère à la moitié de la route, il payera aux assureurs la moitié du prix d'assurance dont il étoit convenu, pourvu que, si le prix de l'assurance n'étoit pas au-dessous de deux pour cent, le chargeur ne paye pas pour la moitié dont il s'agit moins de un pour cent, et que dans le cas où la prime seroit plus forte, il en paye exacte ment la moitié.

Voulons au contraire que lorsque le déchargement aura lieu à plus de la moitié du voyage, le chargeur paye aux assureurs la totalité de la prime souscrite pour ce risque, de la même manière que si le voyage eût été accompli et parfait, à moins toutefois que les escales et la prime pour chacune d'elles n'aient été déclarées dans la police; car alors, comme le chargeur a agi dans son propre intérêt, on devra s'en tenir aux déclarations de la police.

XXIX. Otrosi; porque nos pareçe cosa justa, que porque los cargadores esten mejor asegurados e mas que lo estaban

XXIX. *Item.* Comme il nous paroît juste et convenable que les chargeurs soient mieux et plus solidement assurés qu'ils ne l'ont été jus-

asta aqui, hordenamos e declaramos que todo el dapño que qualesquier mercaderias aseguradas resçibieren en la mar, con fortuna o tormenta de mar notoria, que los seguradores sean obligados de pagar a los cargadores todo el dapño que les sobreviniere ese le siguiere en la mar a sus mercaderias por razon de la dicha tormenta, salbo que escluimos que no se entienda en las mercaderias siguientes : como son sacas de lana, e sal, e bino, e cosa de pescado, e trigo centeno, e cebada, e frutas, porque estas semejantes mercaderias las eçebtamos y escluimos por buen respeto, asi porque muchas bezes se dañan antes de ser cargadas y despues en la mar sin tormenta de mar, por estar mucho tiempo cargado la mar o por otros muchos ynconbenientes se dañan, e por hebitar pleitos e otros ynconbenientes de las conçiençias que podrian subçeder, las escluimos, segun dicho es : e todas otras qualesquier mercaderias generalmente fuera de las susodichas gozen de la dicha condiçion, para que los seguradores lo paguen, como dicho es, a los cargadores qualquier dapño que a otras qualesquier mercaderias le subcediere, la mar con fortuna e tormenta de mar notoria, como ya dicho es : y que la declaraçion de si fuere suficiente, o no, la çertificaçion e ynformaçion que los cargadores dieren, para en probança de como el tal dapño sobrebino con tormenta e fortuna de mar notoria, sea vista e declaraçion de los señores prior e consules que a la sazon fueren, y que de la tal declaraçion e aprobaçion que los tales dichos señores prior e consules dieren del dicho testimonio e probança, que la tal declaraçion o declaraçiones que los dichos señores prior e consules yzieren cerca del dicho testimonio, balga sin contradiçion ninguna ni tener otro recurso.

qu'à ce jour, nous ordonnons et déclarons que toutes les fois que les marchandises assurées recevront un dommage quelconque en mer, par fortune ou tourmente maritime notoire, les assureurs seront obligés de payer aux chargeurs le montant du dommage qu'ils auront éprouvé et qui arriveroit à leurs marchandises par suite de ladite tourmente, sauf toutefois pour les marchandises ci-après dénommées, que nous déclarons exclues :

A savoir : la laine, le sel, le vin, les poissons, le froment, le seigle, l'orge et les fruits.

Toutes ces denrées et marchandises sont exclues et exceptées par raison de convenance, soit parce qu'elles s'avarient souvent avant d'être embarquées, ou plus tard en mer, sans tempête, par le seul effet d'un long séjour à bord du navire ou d'autres causes, soit aussi pour prévenir tous procès et différends.

Sauf les marchandises ainsi exclues, toutes autres généralement quelconques jouiront de l'avantage que les dommages qui leur surviendroient en mer, par fortune ou tempête, seront payés par les assureurs aux chargeurs, ainsi qu'il a déjà été établi.

La déclaration sur la suffisance ou l'insuffisance des certificats et pièces fournis par les chargeurs pour prouver comment, par fortune de mer ou tempête, le dommage leur a été causé, sera donnée et délivrée par les prieur et consuls en exercice : cette déclaration ou approbation sortira son plein et entier effet, sans pouvoir prêter à contradiction, appel ou recours quelconque.

Otrosi; declaramos e hordenamos que todas las bezes que los cargadores, por razon de los dapños que resçibieren con la

Déclarons et ordonnons aussi que toutes les fois que les chargeurs, par suite des dommages qu'auroient éprouvés, par fortune de

dicha fortuna e tormenta de mar notoria en las mercaderias que tubieren aseguradas, que no fuesen de las susodichas escluidas y eçetadas, como son lanas, binos, cosas de pescados, pan, fruta, quisieren hazer dexaçion en los seguradores de las tales mercaderias dapnificadas e no eçetadas, que puedan hazer la dicha dexacion, por la parte que a los dichos seguradores tocare, con tal aditamento e condiçion que aga la dexaçion de todas las mercaderias que la tal nao o naos llebare cargadas, que no sean de las eçebtadas, e que no pueda hazer dexaçion de la parte que quisiere sino de todo enteramente, e no de otra manera; e asi lo declaramos e hordenamos, declarando, como declaramos, que si el tal cargador cargare de dibersos generos de mercaderias, y algunas destas suertes se dapñare e otras no, que puedan dexar la tal mercaderia que asi se dapñare, dexandola toda e guardando los otros generos de mercaderias que no se dapñaren, que fuere su boluntad.

mer ou tempête notoire, les marchandises qu'ils auroient fait assurer et qui n'appartiendroient pas à la classe des articles exclus, tels que les laines, les vins, les poissons, les céréales et les fruits, voudroient faire abandon aux assureurs des marchandises ainsi avariées, ils pourront le faire pour la portion qui concerne les assureurs, sous la condition qu'ils fassent abandon de toutes les marchandises non exclues qui étoient embarquées à bord du navire dont il s'agit, et non un abandon partiel de celles dont ils ne voudroient pas; car nous ordonnons qu'ils pourront faire abandon pour la totalité, mais non autrement (1).

Déclarant toutefois ici que, dans le cas où le chargeur auroit embarqué des marchandises d'espèces différentes, et où quelques-unes seulement auroient été avariées, il pourra faire abandon de la totalité des espèces avariées, et garder pour lui, à sa volonté, les autres espèces de marchandises non avariées.

XXX. Otrosí; por quanto las lanas por el capitulo antes deste son de las mercaderias eçebtadas, y porque las dichas lanas no son tan peligrosas, ni sujetas a los dapños que las otras mercaderias eçeptadas que son de comer, que muchas bezes se dapñan de si mesmas, y en las lanas no puede ynterbenir semejante dapño, sino fuese por fortuna notoria, y porque es justo e razonable que las lanas que por fortuna de mar notoria resçibieren dapño, y porque el cargador de ellas no resçiba tan grand perdida;

Hordenamos e mandamos que todas las bezes que por la dicha notoria tormenta de mar las dichas lanas resçibieren dapño, que el cargador tenga poder e facultad de poder hazer dexaçion en los seguradores de todas las lanas que asi obieren cargado

XXX. *Item*. Comme par le chapitre précédent les laines sont rangées dans la classe des marchandises exclues, et que les laines ne sont pas autant exposées, ni aussi susceptibles d'être avariées que les autres articles exceptés qui appartiennent aux denrées alimentaires et s'avarient d'elles-mêmes; attendu que les laines ne peuvent éprouver de dommage que par fortune de mer, qu'il est juste et raisonnable d'empêcher que le chargeur n'en encoure la perte :

Nous ordonnons et mandons que toutes les fois que, par suite de tempête notoire, des laines éprouveront des avaries, le chargeur aura pouvoir et faculté de faire abandon aux assureurs, pour la portion qui les concerne, de la totalité des laines embarquées à bord dudit navire, pourvu que l'abandon soit en-

(1) On voit ici les premières traces de la théorie actuelle, d'après laquelle l'abandon ou délaissement doit être total; mais le paragraphe suivant prouve qu'elle n'est pas complète.

en la tal nao por la parte que à los seguradores pertenesçiere, con que sea la dexaçion enteramente de todas las lanas y no de parte, porque esto es cosa justa e razonable, por no dar logar a que un cargador se pierda : y esta hordenança se entienda, no abiendo naufragio, porque abiendolo, se ha de pasar e juzgar por las hordenanças susoechas, las quales, quanto al dicho naufragio, se queden en su fuerça e bigor.

tier, complet et non partiel; car cela est juste, raisonnable, et empêchera qu'aucun chargeur ne puisse éprouver de perte.

Cette règle doit s'entendre des cas dans lesquels il n'y a pas naufrage, car s'il y en avoit un, on devroit suivre et observer les ordonnances établies plus haut, et qui restent dans toute leur force et vigueur pour les cas de naufrage.

XXXI. Otrosi; por quanto sabemos que algunas bezes los seguradores no pagan a los cargadores algunas cosas de aberia gruesa, que piden espeçialmente, si quentan alguna dadiva cresçida, que dizen aver pagado por salbaçion o recobraçion de algunas mercaderias de nao perdidas, o tomadas, o por socorrer la misma nao, y hebitar peligros del todo, o por otro alivio e benefiçio, porque la nao o naos no sean ynpedidas, o salarios crescidos que suelen dar a personas de calidad para semejantes recaudos, probeyendolo e haziendolo todo con buena fee e certeza, que les ha de ser pagado, como lo haran por si mismos, quando no estubiesen asegurados, que es no menos benefiçio de los seguradores, que de los cargadores, no ostante lo qual, no se lo pagan, ni admiten, dixendo que no es costunbre, o otras escusas o exeçiones : y porque en çesar lo susodicho, se abenturaria el todo ligeramente, podria subçeder, que sabiendo los cargadores, que por poner las dichas diligençias e hazer los dichos gastos, ni se lo habian de agradesçer, ni pagar, que facilmente dexasen perder y peresçer las mercaderias que tubiesen aseguradas, de que redundaria mucho dapño de los seguradores; e por no dar causa a semejantes ynconbenientes y dapños, e que los que a esta vniuersidad binieren a asegurarse, se quejen de la nobedad no vsada en otras estaplas, porque nos paresçe cosa justa,

XXXI. *Item.* Comme il est à notre connoissance que souvent les assureurs ne payent pas aux chargeurs certaines portions d'avaries grosses que ceux-ci leur réclament, notamment lorsqu'ils font entrer en compte certaines gratifications payées, soit pour sauvetage ou recouvrement de certaines marchandises du navire perdues ou prises, soit pour secourir le même navire, éviter des dangers plus grands, ou par toute autre considération pour faciliter le voyage, soit pour des gages et salaires à des personnes notables chargées de semblables opérations, sous la condition de pourvoir à tout et d'agir avec bonne foi, et d'en être payés, ainsi qu'ils l'auroient fait eux-mêmes s'ils n'avoient pas été assurés; attendu que bien que cela soit autant dans l'intérêt des assureurs que dans celui des chargeurs, les premiers refusent de l'admettre et de le payer, en prétendant que ce n'est pas l'usage, ou alléguant d'autres excuses et exceptions;

Attendu qu'en n'agissant plus comme il vient d'être dit, tout seroit livré au hasard, et qu'il pourroit en résulter que les chargeurs, sachant que toutes les démarches et sacrifices qu'ils feroient ne leur vaudroient ni remercîmens ni remboursement, laissassent perdre et périr les marchandises qu'ils avoient fait assurer, ce qui entraîneroit de graves préjudices pour les assureurs :

Afin de prévenir tout inconvénient de ce genre et d'empêcher que ceux qui se rendroient assureurs au sein de la corporation ne se plaignent de changemens inusités dans d'autres comptoirs; attendu qu'il nous semble de toute justice que ce que les chargeurs

que lo que los cargadores pagan por buen respeto, no menos de los seguradores que suyo le sea pagado.

payent par raison de convenance et dans l'intérêt des assureurs autant que dans le leur propre leur soit remboursé :

Hordenamos e declaramos que de aqui adelante todas las bezes que los cargadores pidieren a los seguradores qualesquier aberias gruesas de cosas semejantes de las susodichas, o de otras de su calidad, que podrian acaesçer, que trayendo por certificaçion lo susodicho, los dichos seguradores sean obligados a pasar por la tal declaraçion del dicho testimonio o cerficaçion, e porque nuestra yntençion es que no aya pleitos, ni diferençias, pero bien permitimos, por hebitar fraudes, que si los señores prior e consules quisieren de su oficio y no de otra manera aver alguna ynformaçion, para hefeto de se sanear e çertificar mas por entero de la berdad del dicho testimonio, tubiendo alguna dubda del, o si la çertificaçion, o rotulos fueren çiertos o no, que lo puedan hazer, con que no den mas dilaçion al negoçio de lo neçesario, porque mejor e mas sin perjuiçio e resulutos puedan sentençiar, o mandar, o declarar sobre todo lo que les paresçiere ser justicia.

Nous ordonnons et déclarons que dorénavant, toutes les fois que les chargeurs réclameront des assureurs, à titre d'avaries grosses, des dépenses de la nature de celles qui ont été indiquées plus haut ou du même genre, et justifiées par des certificats semblables, les assureurs seront tenus de se soumettre à la déclaration des prieur et consuls ou à leur certificat : car notre vœu est d'empêcher tout procès ou différend.

Nous voulons toutefois que si, pour prévenir les fraudes, les prieur et consuls jugent convenable de prendre quelques renseignemens pour mieux s'assurer de la vérité, dissiper leurs doutes ou reconnoître la sincérité et l'authenticité des pièces, ils puissent le faire d'office, mais non autrement, et pourvu aussi que cela n'entraîne pas pour les affaires de plus longs retards que ceux dont ils ont besoin pour résoudre, sentencier, mander ou déclarer sur ce qui leur paroît être juste.

XXXII. Otrosi; hordenamos e declaramos que de aqui adelante todas e qualesquier personas, ansi desta vniuersidad, como de fuera della, puedan hazer e hagan libremente con liçençia del prior e consules, o de qualquier dellos por ante qualquier de los escribanos desta vniuersidad, e no de otra manera, qualesquier risgos en qualquier nao o naos, sobre qualesquier mercaderias que binieren de todas las Yndias, e islas de los Açores, e Madera, e Canaria, et Sanctome e de otras yslas; que a prior e consules paresçiere dar licençia para ello, puesto que nombre la tal nao o naos, e con que la tal persona o personas que lo hizieren, juren al tiempo que se les diere la licenzia, que luego que fueren sabidores del nombre de la tal nao

XXXII. Ordonnons et déclarons aussi qu'à l'avenir toute personne appartenant ou non à la corporation pourra librement, avec la permission des prieur et consuls ou de l'un d'eux, passer par devant tout notaire de la corporation, et non autrement, un risque quelconque à bord de tout navire, pour des marchandises quelles qu'elles soient, venant des Indes, des Açores, des îles Canaries, de Madère, San-Thomé ou autres.

Lesdites personnes, au moment où elles recevront la permission dont il s'agit, devront promettre sous serment que, dès qu'elles connoîtront le nom du navire à bord duquel elles se sont fait assurer, elles l'indiqueront et le diront au notaire de la corporation, afin que celui-ci l'inscrive sur son registre, et que

o naos, en que se hizieren asegurar, lo manifestaran e diran al escribano de la vniuersidad, para que lo asiente en su rexistro, e los seguradores, si quieren, pueden ser sabidores dello, e si lo ynquirieren para qualquier hefeto : y mandamos, tubiendo respeto al bien general que es yntervenir a los aditamentos susodichos, ninguno de la dicha vniuersidad pueda haçer los tales seguros en qualquier nao o naos, sopena que el seguro o seguros semejantes, que de otra manera e sin ynterbenir las solemnidades susodichas, se hizieren, sea en si ninguno, e que el prior e consules no conozcan de la demanda o pleito que sobre ello subçediere, porque ansi conbiene al serviçio de Dios nuestro señor, e de sus magestades e al bien general de la vniuersidad por no dar lugar a algunas cautelas que aziendose de otra manera podrian subçeder, con tanto que si los señores prior e consules, o los dos dellos, o el vno con vno de dichos señores pasados no quisieren dar la dicha liçençia, que no se pueda hazer el tal risgo, so la dicha pena; e que el juramento, e solenidad e liçençia se asiente en la poliça, o en el registro de los escribanos, e que no se pueda hazer el dicho seguro, sin que se asiente la liçençia por el escribano, sopena que el escribano que al contrario hiziere yncurra e caya en pena de diez ducados por cada bez, aplicados para limosnas e dispusiçion de prior e consules.

les assureurs, s'ils le vouloient ou en avoient besoin pour un motif quelconque, puissent le vérifier eux-mêmes (1).

Et attendu qu'il est de l'intérêt de tous d'observer les règles ci-dessus établies, nous mandons qu'aucun membre de la corporation ne pourra passer d'assurance maritime sans observer ces formes de solennités; les assurances pour lesquelles elles n'auroient pas été observées devant être absolument nulles et sans effet; les prieur et consuls ne devant non plus connoître des demandes, réclamations ou procès auxquels elles donneroient lieu : car cela convient au service de Dieu notre seigneur et à celui de LL. MM., comme au bien général de la corporation, puisqu'on prévient ainsi les fraudes qui pourroient survenir en agissant différemment.

En outre, nous voulons que si les prieur et consuls, deux d'entre eux ou un seul avec son adjoint, ne vouloient pas accorder la susdite permission, il ne pourra, sous les mêmes peines, être souscrit de risque; que la formalité du serment et la concession de la permission devront être relatées dans la police ou inscrites sur les registres des notaires; qu'il ne pourra être souscrit de risque qu'autant que le notaire en dressera la police, sous peine, pour le notaire qui y contreviendroit, d'une amende de dix ducats pour chaque contravention, laquelle amende sera distribuée en aumônes, suivant le libre arbitre des prieur et consuls.

XXXIII. Otrosi; por quanto prior e consules de la vniuersidad de los mercaderes desta dicha çiudad, que al presente son y lo mismo los pasados, siempre han tenido yntencion y puesto en obra, para mejor usar y exerçer esta negoçiaçion e comerçio de los seguros, de por birtud de la prematica que de sus magestades para ello tenemos hazer hordenanças, e poliças

XXXIII. *Item.* Attendu que les prieur et consuls de la corporation des marchands de la ville de Burgos actuellement en exercice, de même que leurs prédécesseurs, ont toujours été dans l'usage, pour améliorer et faciliter les opérations d'assurances, de se prévaloir des pouvoirs qui découlent de la pragmatique concédée par LL MM., en dressant des ordonnances, polices, statuts ou règlemens, et en établissant les règles, clauses et conditions qui, dans leur loyal savoir et intelligence,

(1) Cette disposition, qui déroge par exception au chapitre XVII ci-dessus, paroît avoir été aussi indiquée dans le chapitre II de l'ordonnance de Barcelone de 1484.

y estatutos, y poner las condiçiones mas propincas a todo su leal sauer y entender, al seruiçio de Dios nuestro señor, e de sus magestades, e del bien general de la vniuersidad e de los de fuera della, que a esta çiudad ocurren ha hazer asegurar sus haziendas, para que aya vna ygualdad con todos en la dicha negoçiaçion e condiçiones, no menos para con los extranjeros, que bienen debaxo desta certeza e buena fee a hazer sus seguros, que para los naturales, porque ninguno sea fraudado, y hebitar, y escluyr todo engaño e falaçia, de lo qual se ha, a Dios graçias, seguido mucho probecho e autoridad desta vniuersidad : e agora, asi porque se consigna el dicho hefeto de ygualdad, por hebitar que algunos con demasiada codiçia no agan secretamente entre si los dichos seguros en confiança, e con otras condiçiones extraordinarias, y a las bezes ynliçitas y escandalosas, fuera de las generales echas e ynstituidas para todos, de que podrian nasçer pleitos e perjuiçios a la llaneza e reputaçion de la vniuersidad;

Hordenamos e mandamos que de aqui adelante ningund mercader de la dicha vniuersidad pueda hazer ni aga ninguna obligacion de poliça de seguridad, ni de çedula, ni otro conçierto sobre seguridad por escripto, ni por palabra, sino fuere conforme a la poliça e hordenanças desta vniuersidad e debaxo de las condiçiones generales della. E otrosi; porque las hordenanças generales, e la poliça e razon de los estatutos hechos e instituidos por esta vniuersidad, por donde se han de hazer los seguros, sean mejor guardados e haya siempre congregaçion en la llana e casa del consulado, que es autoridad de la republica de la dicha çiudad e de la juridiçion de la vniuersidad; y aquellos esten en poder delos escribanos desta vniuersidad, para que den abiso de todo

paroissoient les plus favorables et les plus convenables au service de Dieu, à celui de LL. MM., ainsi qu'au bien général des membres de la corporation ou des personnes du dehors qui viennent en cette ville pour y faire assurer leurs propriétés; afin qu'il y ait égalité parfaite pour tous dans les modes et formes d'opérer, soit quant aux étrangers qui viennent faire faire leurs assurances par la confiance qu'ils ont dans la garantie des règlemens, soit quant aux nationaux, pour les préserver de tout dol, fraude ou préjudice, et maintenir les avantages de toute sorte que la corporation en a recueillis :

Afin aussi d'atteindre plus sûrement ce but d'égalité, et d'empêcher que quelques personnes, poussées par leur cupidité, n'opèrent entre elles lesdites assurances, soit sous forme confidentielle, soit sous des conditions à la fois extraordinaires, illicites et scandaleuses, différentes des règles générales établies pour tous, ce qui pourroit faire naître des procès et des atteintes graves aux intérêts et à la renommée de la corporation :

Nous ordonnons et mandons qu'à l'avenir aucun marchand de la corporation ne pourra faire ni souscrire aucune obligation de police, de cédule ou autre acte pour des assurances, soit par écrit, soit verbalement, à moins que ce ne soit conformément aux ordonnances de la corporation, en suivant ses règlemens généraux (1)

Et afin que les ordonnances générales, règlemens et statuts faits et établis pour la corporation au sujet des opérations d'assurance, soient mieux gardés, il y aura toujours réunion dans les salles de la maison du consulat, qui est revêtu de l'autorité publique dans la ville, et qui exerce la juridiction de la corporation; nous voulons de plus que tous ces documens soient entre les mains des notaires de la corporation, qui donneront ainsi à chacune des personnes qui viendroient se faire assurer les avis nécessaires afin qu'elles ne puissent prétendre ignorance ni éprouver

(1) Le chapitre XI de l'ordonnance de Barcelone de 1484 contenoit une déclaration analogue.

a todas las personas que se binieren a asegurar, por que no pretendan yñorançia, ni sean perjudicados en cosas tan ynportantes, en que a las bezes se les ba toda su hazienda; que ningunos de la dicha vniuersidad pueden hazer ni agan ninguna poliça, ni çedula por escripto, ni palabra, sino fuere ante qualquier de los escribanos de la vniuersidad, que hoy son o fueren, para que tengan registro e razon de todo, e se sepa los que no guardan las dichas hordenanças e perbierten la buena horden e conçierto della a todos tan honrosa e probechosa, para que sean penados y escluidos, sopena que el que lo contrario hiçiere, yncurra e caya en pena el cargador de diez mill maravedis por cada bez, y al segurador que tomare el seguro en pena de diez ducados por cada bez, e que estas penas sean la meitad para las costas de la dicha vniuersidad, e la otra meitad para limosnas para los pobres del espital de Sant Jan. E sobrello los señores prior e consules puedan hazer y hagan entre los mercaderes de la dicha vniuersidad pesquisa, para punir los culpados, e mas e allende no gozen de las hordenanças desta vniuersidad hechas en favor de los cargadores, ni les aprobechen, ni el prior e consules conoscan de tales demandas de pleitos, ni aberias que sobre ellas vbiere, sopena de otros diez mill maravedis por cada bez, aplicados en la misma forma, por que esto es cosa muy neçesaria para conserbaçion de las dichas hordenanças en que sus magestades seran serbidos.

XXXIV. Otrosi; por atajar dubdas e pleitos hordenamos que cada e quando que de aqui adelante acaesçiere, lo que Dios no quiera, haber alguna perdida, o dapño en el todo, o en parte, o aberias gruesas, o comunes, o dejaçiones dependientes de seguros que se obieren fecho entre las personas de esta vniuersidad e fuera della en qualquier nao o naos de las partes, o puer-

de préjudices dans des affaires souvent importantes au point d'embrasser toute leur fortune;

Mandons aussi qu'aucun membre de la corporation ne pourra faire ni passer aucune police, cédule, par écrit ou verbalement, à moins que ce ne soit par-devant l'un des notaires de la corporation, de manière que celui-ci tienne note et registre du tout, et que, sachant quelles sont les personnes qui n'observent pas les ordonnances et troublent la bonne harmonie et l'heureux concert, si honorables et avantageux pour tous, on puisse les faire punir et les exclure de la corporation; le tout sous peine, à chaque contravention, d'une amende de dix mille maravédis pour le chargeur et de dix ducats pour l'assureur qui aura pris le risque : ces amendes seront par moitié au profit de la corporation et par moitié pour aumônes à distribuer aux pauvres de l'hôpital Saint-Jean.

Les prieur et consuls auront enfin pouvoir de faire et devront faire parmi les marchands de la corporation telles investigations que de raison pour punir les coupables, qui, outre qu'ils perdront le bénéfice des ordonnances rendues en faveur des chargeurs, ne seront pas admis à faire décider par les prieur et consuls leurs demandes sur différends ou avaries qui leur surviendroient, sous peine d'une amende de dix mille maravédis à appliquer de la même manière.

XXXIV. *Item.* Pour aller au-devant de tous doutes ou procès, lorsqu'à l'avenir il surviendra (ce qu'à Dieu ne plaise) quelque perte ou dommage partiel ou total, des avaries grosses ou communes, des abandons pour des choses assurées entre des membres de la corporation ou des personnes du dehors, le tout à bord de navires pour des ports, voyages et navigations qui se peuvent et doivent faire, avec la permission et licence des prieur et

tos, e biajes e nabegaçiones que se pueden e deben hazer con liçençia de prior e consules, conforme a la hordenança suso encorporadas que sobrello habla, que en la tal perdida del todo y en qualquier dapño e aberias, dexaçiones e costas, que subçediere e sobrebiniere en los tales seguros, en qualquier manera en que los seguradores fueren obligados a pagar e contribuir conforme a las hordenanças generales de esta vniuersidad; que todos los seguradores que en la tal poliça o poliças estubieren firmados del primero al postrero, sean e finquen obligados a pagar e paguen sueldo a libra la tal perdida o dapño, segun dicho es, cada vno respeto a la cantidad que corria, sin aber respeto a primero, ni postrero, sino en tal manera, como si el seguro de todos y cada vno de los seguradores estobieran firmados en una partida en vn mesmo dia e hora; lo qual hordenamos e mandamos que ansi se guarde e compla de aqui adelante, sin embargo de qualquier costumbre que en contrario haya avido, la qual costumbre, por ser como es injusta e no razonable, como la esperiençia en semejantes casos nos lo ha mostrado, la rebocamos e damos por ninguna, y esta hordenança sea firme e baledera, e ansi lo hordenamos.

consuls, conformément à l'ordonnance rapportée plus haut et y relative; et lorsque, par suite des pertes, avaries, dommages, frais ou abandons survenus comme il vient d'être dit, les assureurs se trouveront, en vertu des ordonnances générales de la corporation, obligés de payer ou de venir à contribuer; nous ordonnons que tous les assureurs qui auront signé la police, depuis le premier jusqu'au dernier, seront obligés de payer lesdites pertes ou dommages, ainsi que cela est établi, au sou la livre, chacun suivant la somme par lui souscrite, sans avoir aucun égard à l'ordre d'antériorité, mais en considérant au contraire l'assurance de tous et de chacun d'eux comme si elle avoit été souscrite simultanément, les mêmes jour et heure.

Mandons et ordonnons que ce qui précède soit gardé et observé à l'avenir, nonobstant tout usage contraire qui pourroit exister à cet égard, usage que l'expérience nous fait envisager comme injuste, contraire à la raison, et qu'à ce titre nous entendons révoquer et annuler, voulant que la présente ordonnance reste ferme et soit seule en vigueur.

XXXV. Otrosi; hordenamos que todos los mercaderes de la dicha vniuersidad y todas otras qualesquier personas de qualesquier partes de fuera della, que se hizieren asegurar entre los mercaderes della, de qualesquier partes e puertos e yslas de fuera destos reinos, eçebto de las Yndias e de Lisboa, sobre qualesquier mercaderias de qualquier calidad que sean, para qualesquier biajes, en qualesquier carracas, nao o naos, carabelas, o otras qualesquier fustas, de qualquier suerte e calidad que sean, agora sean de los seguros que se hi-

XXXV. Ordonnons encore que tout marchand de la corporation ou autre personne quelconque qui se fera assurer parmi les membres de la corporation, d'un point, port ou île sis hors du royaume, excepté des Indes ou de Lisbonne, pour des marchandises quelle qu'en soit l'espèce, quelles que soient la destination et la qualité du navire à bord duquel elles seroient chargées, soit que l'assurance appartienne à la classe de celles pour lesquelles le nom du navire est désigné dans la police, ou à celles qui, avec permission des prieur et consuls, peuvent être faites sans désignation, ainsi qu'il est dit dans l'ordonnance y relative et dans celle qui sera

(1) On trouve le même principe dans le chapitre XVI de l'ordonnance de Barcelone de 1484.

zieren nombrandolas en las poliças, como de los seguros que se hizieren con liçençia de prior e consules en qualquier nao o naos sin las nombrar, conforme a la hordenança que sobrello habla, e la que de yuso sera contenida, tenga facultad por todo el tiempo que durare la guerra, de poder dezir e hazer notificar a las personas, con quien se aseguren, como no cabe el tal seguro o seguros la meitad del tiempo mas e alliende del termino, que por las hordenanças susodichas les esta asignado e declarado : es a saber, que como los que hasta aqui cargaban en Florençia, Ytalia, Flandes, Yngalatierra heran obligados de manifestar e hazer notificar, como no cabia el tal seguro o seguros dentro de cinco meses, contando el dia que firmasen la poliça, que de aqui adelante tengan de termino, durante el tiempo de la guerra, siete meses y medio, contando el dia que firmaren la poliça o poliças, y por consiguiente como los que cargaban en Rohan, Françia, o Bretaña tenian de termino quatro meses, contando el dia que firmaren la poliça, que de aqui adelante, durante el tiempo de la dicha guerra, tengan para lo notificar seis meses : e ansi se entienda en todos los otros seguros que se hizieren de los de fuera destos reinos, eçebto de Yndias e de Lisboa, como arriba se declara, que tenga por la misma horden cada uno la meitad mas del termino que hasta aqui, para lo notificar; e que manifestandolo e notificandolo a los seguradores, y dandoles su medio por ciento, o al escriuano de la vniuersidad para que se lo notifique, y el dicho medio por ciento dentro de los dichos terminos e haçiendo las otras cosas que la hordenança manda, cumpla e satisfaga : e declaramos e hordenamos que hayan cumplido e satisfecho para con los seguradores por todo el tiempo de la dicha guerra, bien e ansi como si lo dixesen, declarasen, e notificasen e cumpliesen; lo que son obligados dentro

ci-après insérée, aura, en temps de guerre, pour dire et faire notifier aux personnes par qui il se sera fait assurer, qu'il n'y a pas lieu à risques, la moitié du temps en sus des délais établis par les ordonnances susmentionnées.

En conséquence, comme ceux qui faisoient des chargemens à Florence, en Italie, en Flandre et en Angleterre, étoient jusqu'à présent obligés de notifier et déclarer aux assureurs, dans les cinq mois à partir du jour de la signature de la police, que les risques n'avoient pas couru, ils auront à l'avenir, en temps de guerre, sept mois et demi à partir de la même date : ceux par conséquent qui, en chargeant à Rouen, en France ou en Bretagne, n'avoient que quatre mois de terme à compter du jour de la signature de la police, auront à l'avenir six mois pour faire leur notification.

C'est ainsi qu'on l'entendra dorénavant pour toutes les assurances qui s'opéreront hors du royaume, sauf dans les Indes ou à Lisbonne, en augmentant de moitié la longueur des délais actuels de notification.

Lorsque les notifications et déclarations auront été faites comme il vient d'être dit, et dans les délais prescrits, soit aux assureurs eux-mêmes, en leur payant le demi pour cent, soit par l'intermédiaire des notaires de la corporation chargés alors de faire les significations et de payer le demi pour cent; lorsqu'on aura suivi et observé de plus les autres dispositions de l'ordonnance, nous déclarons que les chargeurs seront parfaitement en règle vis-à-vis des assureurs pour toute la durée de la guerre, et cela de la même manière que s'ils avoient fait les notifications et déclarations auxquelles ils sont tenus dans les délais établis par l'ordonnance susrelatée, ordonnance

de los terminos e tiempos que por las hordenanças susodichas heran obligados, suspendiendo, como suspendemos, durante la guerra la susodicha hordenança que sobre este caso habla, quedando en su fuerza e vigor para despues, que Dios fuere serbido, que se pregone la paz en estos reinos : e ansi lo declaramos e hordenamos.

que nous entendons suspendre, comme nous la suspendons en ce point, pour recouvrer toute sa pleine force et vigueur lorsqu'il plaira à Dieu de rendre la paix au royaume : nous déclarons et ordonnons ainsi.

XXXVI. Otrosi; por quanto por algunas personas de la dicha vniuersidad que tienen contratacion en los sobre dichos puertos de Ceuta, Tanger, e Harzilla e otros puertos de la Berberia, donde no podrian ser sabidores en tiempo hordinario e determinado, en las naos que cargaban sus mercaderias, por ser partes remotas y estraordinarias, mayormente en tiempo de guerra, a cuya causa pedian que se permitiese para con ellos, que pudiesen asegurarse en qualquier nao o naos, sin las nombrar con liçençia de prior e consules, segund e como e con los aditamentos que por la hordenança que sobrello habla, se haze mençion de qualesquier partes e puertos de las Yndias, e yslas de los Açores, e Mader, e Sanctome, e Canaria e otras yslas que al prior e consules paresçiere : e bisto lo que paso en el dicho ayuntamiento, e la hordenança de la vniuersidad que sobre ello habla,

Hordenamos que de oy dicho dia en adelante, por tanto tiempo quanto durare la guerra entre el emperador nuestro señor y el rey de Françia, e fasta tanto que Dios sea serbido que sea la paz en estos reinos, todos los mercaderes de la dicha vniuersidad de sus compañias que cargaren ellos, o otro por ellos qualesquier mercaderias, de qualquier calidad que sean, en los dichos puertos de Çeuta, Tanger, e Harzilla, y en cada vno, y en qualquier dellos e en otros qualesquier puerto o puertos de Berberia, tengan poder e facultad de con la dicha liçençia del prior y consules e ynterbiniendo el juramento e sole-

XXXVI. *Item.* Attendu que quelques membres de la corporation qui ont des comptoirs dans les ports de Ceuta, Tanger, Harzille et autres ports de la Barbarie, ont représenté qu'à raison de l'éloignement de ces contrées ils ne pourroient recevoir en temps opportun les avertissemens relatifs au navire à bord duquel ils chargeoient, notamment pendant la guerre, demandant en conséquence qu'il leur soit permis de se faire assurer à bord de tout navire ou bâtiment de mer quelconque, sans être obligés de les désigner, avec l'autorisation des prieur et consuls, suivant les règles et formalités tracées par l'ordonnance y relative, laquelle mentionne tout port ou point quelconque des Indes, des Açores, de Madère, de Saint-Thomas, des Canaries et autres îles ;

Vu les discussions de l'assemblée tenue dans ce but et l'ordonnance de la corporation y relative :

Nous ordonnons qu'à l'avenir, à partir d'aujourd'hui, et pendant tout le temps que durera la guerre entre l'empereur notre seigneur et le roi de France, et jusqu'à ce qu'il plaise à Dieu de rétablir la paix, tous les membres de la corporation établis dans lesdits comptoirs qui chargeront, soit par eux-mêmes, soit par représentans, des marchandises d'une espèce quelconque, dans les ports de Ceuta, Tanger et Harzille, ou tout autre point de Barbarie, auront, avec la permission des prieur et consuls, et sous la garantie des sermens et autres formalités prescrites par l'ordonnance susdite, pouvoir et faculté de faire librement assurer leurs marchandises à bord de tous navires ou bâtimens de mer quelconques, grands ou petits, sans être obligés

nidad, que en la dicha hordenança se contiene, puedan hazer e hagan libremente asegurar sus mercaderias con qualesquier mercaderes de la dicha vniuersidad en qualesquier nao o naos, carabelas, e otras fustas mayores e menores, de qualquier calidad que sean, sin las nombrar ni señalar al tiempo que hizieren los tales seguro o seguros, con qualesquier persona o personas de la dicha vniuersidad que se quisieren asegurar de qualesquier partes e puertos de las Yndias, e puertos, e yslas de los Açores, e Madera, e Santome e de otras yslas semejantes: y si, lo que Dios no quiera, alguna perdida, o mal, o dapño obiere en los tales seguros, que los seguradores sean obligados a le pagar e pague sueldo a libra, respeto a la cantidad que cada vno tubiere asegurado, sin aver primero, ni postrero, segund esta declarado por la hordenança antes desta y esta presente hordenança que agora ansi hazian ynstituyan, dixeron que se entendiese y entienda que dure por todo el tiempo que durare la dicha presente guerra, e fasta tanto que en estos reynos sea, Dios mediante, la paz segund dicho es, e no mas ni allende; y ansi dixeron que lo declaraban e hordenaban, e declararon e hordenaron.—Otrosi; declaramos que asi para agora como todos tienpos que Dios permitiere que haya guerra, como dicho es, balga e quede siempre en tales tienpos de guerra en su fuerça e bigor esta hordenança.

de les nommer ni désigner au moment de la souscription de l'assurance; enfin de passer ces assurances avec tout membre de la corporation, pour tout point ou port des Indes, et des îles Açores, Madère, Santomé, etc.

Dans le cas où, ce qu'à Dieu ne plaise, il surviendroit pour ces assurances quelque perte ou dommage, les assureurs seront obligés de les payer au sou la livre de ce que chacun a assuré, sans égard à l'ordre de priorité, ainsi qu'il est déclaré par l'ordonnance antérieure et par la présente, dont il est convenu et entendu que la durée se prolongera pendant tout le temps de la guerre, jusqu'au rétablissement de la paix, ainsi qu'il a déjà été dit, et non au delà.

Déclarons enfin que, tant actuellement qu'à l'avenir, toutes les fois et aussi longtemps qu'il plaira à Dieu de permettre qu'il y ait guerre, la présente ordonnance restera en pleine force et vigueur.

XXXVII. Otrosi; por quantó paresçe que esta hordenado que qualesquier nao o naos, o carabelas de qualquier calidad que sean, asi afletadas por el prior e consules, como por personas particulares desta vniuersidad, o de fuera della para Flandes, o Londres, o Henantes, o para otra qualquier otra parte que vbieren de cargar, como buscar o tomar compañia, como a otra qualquier cosa que quisieren, puedan

XXXVII. *Item.* Attendu qu'il est établi que tout navire ou bâtiment de mer quelconque, affrété par les prieur et consuls, ou par un membre de la corporation ou par une personne du dehors, pour les Flandres, Londres, Nantes ou autre point, qui aura besoin de faire escale, soit pour prendre charge, chercher des navires de conserve ou pour toute autre cause, pourra se rendre du canal de Bilbao et Portugalette dans les ports de Castro, Laredo et Santander; de ce dernier port dans ceux de Laredo et Castro; du Passage et de

yr desde la canal de Vilbao e Portogalete a los puertos de Castro, y Puerto, y a Laredo y Santander, y de Santander a Laredo, y Puerto, y Castro, y desde el Pasaje e Sant Sebastian a Deba, y desde Deba a Sant Sebastian y al Pasaje, sin que los tales cargadores sean obligados a lo espaçificar, ni poner, ni declarar en las poliças de los tales risgos, ni los seguradores puedan dezir ni digan que las tales naos mudan biaje; e los seguradores que tomaren los tales risgos sean obligados a correr e pagar qualquier aberia o perdidas que en ellas obiere, aunque las tales dichas naos hagan las dichas escalas, e bayan de los dichos puertos, que dichos son, de vnos a otros, sin que los dichos aseguradores puedan contradezir, ni poner ningund embaraço en ello; lo qual se entiende en todo tiempo de guerra con estos reynos.

Que atento lo suso dicho, que ellos añadiendo lo que mas les paresze, hordenaban e hordenaron que demas e allende de todo lo susodicho, contenido en la dicha hordenança, que de oy dia en adelante por tanto tienpo quanto durare la presente guerra entre el emperador nuestro señor y el rey de Françia, en todos tienpos que la obiere, que fasta tanto que Dios sea serbido que aya paz en estos reynos; todas e qualesquier naos, e carabelas, e nabios e otras fustas, de qualquier calidad o condicion que sean, asi afletadas por prior e consules como por personas particulares desta vniuersidad, o defuera della, que son o fueren afletadas para Flandes, o Londres, o para Lebante, o Libosna, o otros qualesquier puertos de Portugal, o de Galizia, o del Andaluzia obieren de cargar, o cargaren, o binieren a los dichos puertos de la canal de Bilbao, Portogalete y otros qualesquier puerto o puertos de Biscaya, Laredo o Santander, Castro de Vrdiales e de las cinco villas de la costa, y en Deba, y en el Pasaje, Sant Sebastian o en otro

Saint-Sébastien, à Deva, et de ce point à Saint-Sébastien et au Passage, le tout sans que les chargeurs soient obligés de le spécifier ni déclarer, ou faire inscrire sur la police, et sans que les assureurs puissent dire ni objecter que les navires ont rompu leur voyage;

Attendu que les assureurs sont obligés de payer et rembourser tous dommages ou avaries survenus pour des risques de ce genre, alors même que les navires auroient fait les susdites escales, et seroient entrés successivement de l'un de ces ports dans l'autre, sans que lesdits assureurs puissent opposer de contradictions ou objections : ce qui s'entend en temps de guerre.

Ayant pris en considération ce que dessus, et amplifié ce qui a paru en avoir principalement besoin, indépendamment de ce qui est établi dans l'ordonnance ci-dessus, nous avons ordonné ce qui suit, pour être exécuté tout le temps que durera la guerre actuelle entre l'empereur notre seigneur et le roi de France, et jusqu'à ce qu'il plaise à Dieu de rétablir la paix pour ce royaume.

Tout navire ou bâtiment de mer quelconque, qu'il ait été affrété par les prieur et consuls, par un membre de la corporation ou par une personne du dehors, pour la Flandre, Londres, le Levant, Lisbonne, ou tout autre port de Portugal, de Galice et d'Andalousie, et qui viendroient charger dans les susdits ports du canal de Bilbao, Portugalette ou autres ports de la Biscaye, à Laredo, Santander, Castro-Urdiales, à Deva, au Passage, à Saint-Sébastien ou tout autre port de la province de Guipuscoa, pourront librement, au gré et par la volonté propre du ou des chargeurs, sans qu'il y ait lieu de le notifier aux assureurs et sans que ceux-ci puissent rien objecter, ni alléguer un changement de route, aller et venir de l'un des ports susnommés dans l'autre, soit pour chercher des navires

qualquier puerto o puertos de la provinçia de Guipuscoa, puedan libremente, con solo el consentimiento e propia autoridad de qualquier cargador o cargadores sin lo hazer saber a los seguradores e que sin por ello se pueda dezir ni ynputar aber mudado viaje, ir e benir del vn puerto o puertos a los otros e de los otros a los otros, asi a tomar compañia de otras nao o naos, o azabras o otros nabios, o acompañamiento de mar para poder con mas seguridad seguir sus biajes como a tomar el complimiento de su carga : es a saber que puedan yr a tomar compañia o carga desde la canal de Bilbao e Portogalete, e otro qualquier puerto o puertos de Biscaya, a Laredo, Santander, Castro e otro qualquier puerto o puertos de la provinçia de Guipuzcoa, y a estar en ellos todo el tienpo que fuere su boluntad aguardar la tal compañia e conserba o recibiendo su carga : e los que cargaren e estubieren en Laredo, Santander, Castro e otros qualesquier puerto o puertos de las cinco billas de la costa puedan, para el mesmo hefeto, yr e benir de los vnos puertos a los otros, y a Bilbao, e Portogalete, y al Pasage, Deba e Sant Sebastian, e a otro qualquier puerto o puertos de la dicha provinçia de Guipuzcoa o Bizcaya todas las bezes que para tomar la dicha compañia e conserba e carga quisieren : e los que cargaren o estobieren en los dichos puertos del Pasaje, Deba e Sant Sebastian, o en otro qualesquier puerto o puertos de la dicha provinçia de Guipuzcoa, puedan yr a los dichos puertos de Laredo, Santander, Castro e otros qualesquier puertos de las dichas cinco billas de la costa e a la canal de Portogalete e Bilbao e a otros qualesquier puerto o puertos de la provinçia de Guipuzcoa, e bolber de vnos a otros, y estar en ellos y en cada uno dellos todo el tienpo que quisieren, para el dicho hefeto de tomar la dicha compañia o carga, e que por lo susodicho

de conserve et pour voyager avec une plus parfaite sécurité, soit pour prendre un complément de charge, le tout comme suit :

Savoir, qu'ils pourront, pour aller prendre conserve ou pour compléter leur chargement, se rendre du canal de Bilbao et Portugalette, ou autres points de Biscaye, dans les ports de Laredo, Santander, Castro, ou autres ports de la province de Guipuscoa, avec faculté de rester dans chacun d'eux tout le temps qu'il leur plaira, d'y attendre les convois, conserve ou complément de charge.

Et ces navires, qui chargeront ou séjourneront dans les ports de Laredo, Santander, Castro, ou autres des cinq villes de la côte, pourront, dans le même but, aller et venir de l'un des ports à l'autre, à Bilbao, Portugalette, au Passage, à Deva, Saint-Sébastien, ou autres ports de la susdite province de Guipuscoa et Biscaye.

De même les navires qui chargeront ou séjourneront au Passage, à Deva, à Saint-Sébastien, ou autres ports du Guipuscoa, pourront se rendre dans les ports de Laredo, Santander, Castro, ou autres ports des cinq villes de la côte, comme aussi dans le canal de Bilbao, Portugalette, ou autres points de la province de Guipuscoa, et revenir de l'un à l'autre, y séjourner tant qu'il leur plaira, dans la vue indiquée ci-dessus d'y prendre chargement, sans que pour ces allées et venues, ou à leur occasion, et quelque fréquentes et répétées qu'elles puissent être, les assureurs soient en droit de dire et objecter, lorsqu'il surviendra ce qu'il n'auroit pas plu à Dieu d'empêcher (*la guerre*), qu'il y a eu change-

de las dichas ydas e benidas y estadas, ni por razon de cosa alguna dello, aunque lo agan vna e muchas bezes, no sea bisto ni se pueda dezir ni alegar por parte de los seguradores, puesto que lo que Dios no quiera otro que bien subçediere, que vbo mudamiento de biaje ni barateria de patron ni otra achaque ni calunia alguna, e si lo dixeren e alegaren, que no les balga ni sean sobrello oydos en juizio ni fuera del antes; sin embargo de las tales execiones e otras semejantes los seguradores paguen a los cargadores o personas que se obieren echo a asegurar la tal perdida o averias o otro dapño que biniere o sobrebiniere bien e tan conplidamente como si las tales nao o naos, nabios e carabelas, e otras fustas en que estubieren echos los dichos seguros, les acaesciere la tal perdida o aberias e otros dapños y en el puerto o puertos donde se hizieren los tales seguros en seguimiento de su derecho biaje, e no se obieren echo ni ynterbenido las tales escales e ydas e benidas y estadas de unos puertos a otros e de los otros a los otros que de suso ban declarados ni alguna dellas : e asi dijeron que lo hordenaban, e mandaron e hordenaron para que tenga fuerza e bigor todo el tienpo que durare la dicha presente guerra e fasta tanto que sea la paz en estos reinos, segund dicho es; declarando, como dixeron que declaraban, que en todo lo demas quedase en su fuerça e bigor para en tienpo de paz la otra hordenanza suso declarada.

ment de route, baraterie de patron, lésion ou malice quelconque.

Si cependant ils venoient à le dire et objecter, cela ne leur profitera pas; ils ne pourront à ce titre intenter d'action judiciaire ou extrajudiciaire, et, nonobstant toutes exceptions de ce genre ou autres semblables, ils seront tenus de payer aux chargeurs ou personnes qui se seroient fait assurer, toute perte, avarie ou dommage survenu ou qui surviendroit, le tout de la même manière que si lesdits navires ou bâtimens quelconques, pour lesquels auroient été passées les assurances, eussent éprouvé ces pertes, avaries ou dommages dans le port où ils auroient été assurés, en poursuivant leur route directe, sans qu'il soit intervenu aucune des escales, allées et venues d'un port à un autre dont il a été question.

Et il a été dit qu'on l'ordonnoit et mandoit ainsi pour être observé et en vigueur pendant toute la durée de la guerre actuelle, jusqu'au rétablissement de la paix, comme il a déjà été établi plus haut; de même qu'il a été proclamé aussi qu'à l'égard de tous autres points, et pour les temps de paix, la première ordonnance relatée ci-dessus demeureroit en pleine force et vigueur (1).

(1) Suivent les formules ordinaires de ratifications au nom de la corporation, et finalement la sanction et promulgation du roi, délivrée à Valladolid, sous la date du 18 septembre 1538.

EXTRAIT DE L'ORDONNANCE DE LA *CONTRATACION* DE BILBAO DE 1560 (1).

CAPITVLO XXIII.

En razon de polizas de seguros sobre navios y mercaderias.

Otrosi : Por quanto fasta aqui ha avido mucha variedad en la forma en que se hazian las polizas de los seguros que se hazian en esta dicha villa, porque cada vno de los escrivanos, en cuya presencia passauan, tenian su forma, y estilo de hazer las dichas polizas, de lo qual se han seguido algunos inconvenientes, y pleitos; e por ebitar para adelante lo susodicho, e que todas las polizas llevassen vna forma e sustencia : dixeron que ordenavan, y ordenaron dos polizas; la vna, para como se avian de hazer las polizas que se han de hazer sobre naos; y lo otra, se avia de hazer sobre mercaderes, las quales van puestas en estas ordenanças, para que de aqui adelante todos los escrivanos, y otras personas que hizieren

CHAPITRE XXIII.

Des polices d'assurances sur navires et marchandises.

Item. Attendu que jusqu'ici il y a eu une grande variété dans la forme en laquelle sont faites les polices d'assurances dans cette ville, parce que les notaires en présence de qui elles étoient passées avoient chacun leur forme et leur style particuliers pour la rédaction de ces polices, d'où il est résulté quelques inconvéniens et des procès; pour éviter dorénavant ces inconvéniens, et pour que toutes les polices aient une même forme et substance, ils ont dit (2) qu'ils prescrivoient et ont prescrit la rédaction de deux polices: l'une pour les assurances qui seront faites sur les navires, l'autre pour celles qui seront faites sur les marchandises; lesquelles polices seront insérées dans les présentes ordonnances, afin que désormais tous les notaires et autres personnes qui dresseront des polices s'y conforment pour la substance et pour le style, sans rien ajouter ni retrancher à la forme, aux liens d'obligations et aux conditions écrites dans ces modèles; que s'ils y

(1) J'ai publié, page 103, le texte de la cédule royale du 21 juillet 1494, qui concédoit aux commerçans de Burgos l'institution d'un consulat semblable à ceux de Valence et de Barcelone. La ville de Bilbao, ainsi qu'on l'a vu page 9, ne tarda point à obtenir le même avantage : il lui fut accordé par une cédule du 22 juin 1511, qu'on trouve dans un grand nombre de recueils. Je ne vois aucune utilité à la transcrire. Cette concession, copie de celle qui avoit été faite à Burgos, autorisoit les prieur et consuls de Bilbao à rédiger des règlemens sur leur juridiction, et sur les objets les plus importans de la législation commerciale; c'est ce qui a eu lieu par une ordonnance revêtue de l'approbation royale le 15 décembre 1560, ainsi que l'atteste le § 1er du chapitre XXII de la révision faite en 1737. Cette ordonnance de 1560, qui constate très-évidemment un très-ancien usage des assurances à Bilbao, consiste en soixante et quatorze chapitres, dont les vingt-deux premiers concernent l'organisation du consulat, et le LXXIe, jusques et compris le LXXIVe, sont relatifs à la forme de procéder. Je ne crois pas qu'il soit utile de recueillir ces chapitres, beaucoup moins développés que le règlement de Valence, dont on trouve le texte t. V, p. 374. Les chapitres XXIII à LXX sont relatifs au droit maritime, et notamment aux assurances. Le texte dont je me sers est une édition faite à Bilbao en 1669, la seule qu'il m'ait été possible de me procurer, Capmany ne l'ayant pas recueillie. J'en ai respecté l'orthographe, assez irrégulière, et j'ai fait seulement quelques rares corrections commandées par le sens. Dans cet imprimé on a omis le préambule et l'exposé, qui très-probablement précédoient le texte dans l'original, ainsi que les formules d'approbation qui devoient le suivre. Ces pièces n'offriroient aucun intérêt; le plus nécessaire étoit de connoître la date de l'approbation royale; heureusement elle est indiquée par l'ordonnance de révision de 1737. M. Pellat, mon ancien confrère à la faculté de droit, a eu l'obligeance d'en faire la traduction : les notes seules m'appartiennent.

(2) Le chapitre 1er de l'édition de 1669 dont je fais usage ne porte aussi que le mot *dixeron*, qui se rapporte évidemment à l'assemblée de la Contractacion ou aux commissaires chargés de rédiger le travail soumis à l'approbation royale.



seguros, hagan las polizas de la sustancia, y estilo dellas, sin añadir, ni menguar en la forma de los vinculos, y obligacion, y condiciones de lo que en ellas se dize; y que si otras fuerças, y condiciones pusieren que no valgan; y por consiguiente, si por inaduertencia, ó por la brevedad de la escritura no se pusieren todas las fuerças que se contienen en las dichas polizas, mas que digan que lo corren conforme á las polizas de las ordenanças deste juzgado, que en tal, ó tales polizas se tengan por puestas todas las condiciones de estas dichas polizas, las quales sean las que se siguen.

insèrent d'autres clauses et conditions, elles ne soient pas valables; que, par conséquent, si, par inadvertance ou pour abréger la rédaction, on ne met pas toutes les clauses contenues dans ces polices, mais qu'on dise qu'on les passe conformément aux polices des ordonnances de cette juridiction, ces clauses seront tenues comme insérées dans leursdites polices, et les contractans seront obligés à toutes les conditions des polices modèles, lesquelles sont conçues ainsi qu'il suit (1) :

Capitulo XXIV.

La forma de como se han de hazèr las polizas de seguros sobre mercaderias.

« En el nombre de Dios, amen. Sepan quantos esta carta de poliza de seguridad vieren, como nos los mercaderes seguradores, yuso contenidos, vezinos que somos desta noble villa de Bilbao, que de yuso al pie desta poliza, firmamos nuestros nombres con nuestras proprias manos e letras : somos contentos de assegurar, y asseguramos (despues de Dios nuestro Señor) á vos fulano, vezino de tal parte, las sumas, y cantidades de ducados, de oro, y de peso de yuso declarados : el qual dicho riesgo tomamos, y corremos, y vos asseguramos, dende tal parte fasta tal parte, sobre mercaderias de tal calidad, que han sido, ó fueren cargados en la nao, nombrada la tal, de la qual es maestre fulano, vezino de tal lugar, ó otro que vaya por maestre en la dicha nao, este presente viage, pertenecientes las dichas mercaderias á vos el dicho fulano, e á quien pertenecer pueda, e deba, siendo de vuestra calidad y condicion : el qual dicho riesgo vos tomamos, y assegura-

Chapitre XXIV.

Forme dans laquelle doivent être faites les polices d'assurances sur les marchandises.

« Au nom de Dieu, *amen*. Que tous ceux qui verront cette charte de police d'assurance sachent que nous, marchands assureurs ci-après désignés, habitans de cette noble ville de Bilbao, qui, au bas de cette police, signons nos noms de notre propre main et écriture, consentons à assurer et assurons, après Dieu notre Seigneur, à vous, *un tel*, domicilié en *tel* lieu, les sommes et quantités de ducats d'or et de poids ci-dessous déclarées, lequel risque nous prenons et courons et vous assurons, de *tel* lieu jusqu'à *tel* lieu, sur des marchandises de *telle* qualité, qui ont été ou seront chargées sur le navire nommé *un tel*, dont le capitaine est *un tel*, habitant de *tel* lieu ou tout autre, qui ira, comme capitaine, sur ledit navire, pour le présent voyage; lesdites marchandises appartenant à vous, *un tel*, et à qui elles pourront et devront appartenir, de votre qualité et condition ;

« Lequel risque nous vous prenons et assurons pour le juste prix et salaire de cette as-

(1) On a vu page 90 la rédaction de modèles de polices pour Séville, et page 136 pour Burgos.

mos por el justo precio y salario deste seguro entre nosotros concertado, e igualado, que conocemos aver tomado, y recibido en dineros contados de vos el dicho fulano, bien, e realmente, de que nos damos por contentos, y pagados á toda nuestra voluntad, y el dicho riesgo tomamos, y corremos, dende el dia y hora que las dichas mercaderias fueron ó fueren cargadas dende tierra en barcos para las llevar á la dicha nao, y son y fueren cargadas en ellas, ó hizo vela, ó hiziere con las dichas mercaderias este presente viage, y hasta tanto que con todas, e qualesquier escala, ó escalas, y estadas que hiziere en seguimiento del dicho su viage, assi atrás como adelante, ú de vna parte á otra, en qualesquier puerto, ó puertos, abras, y conchas, y playas de todas, e qualesquier partes, y lugares, assi forçosas, como voluntariosas, sea arribada, y llegada en el dicho puerto de tal, en su derecha descarga, ó sean descargadas las dichas mercaderias de la dicha nao en barcos y llevadas en el dicho lugar, y entregadas á quien van consignadas en tierra en buen salbamiento; y el dicho riesgo tomamos, e corremos de mar, amigos, y enemigos, fuego, y viento, y tierra, y de mareas, y contramareas, y represarias, ú detenimiento de rey, ó señor, ó comunidad, ú de otro qualquier caso fortuito, pensado, que mediante el dicho viage, á las dichas mercaderias, ó parte dellas aconteciere, por qualquier caso que sea, excepto de varateria de patron, ú de mudamiento de otro viage. E si (lo que Dios no quiera), mediante el dicho viage de las dichas mercaderias, ú de otra parte dellas, alguna perdida huviere, por esta poliza prometemos, e nos obligamos de dar á vos el dicho fulano, ó á quien vuestro poder huviere todas las cantidades de ducados de oro, y de peso que cada vno de nos tuviere firmado en esta poliza ó la parte que nos cupiere á

surance, entre nous concerté et réglé, que nous reconnoissons avoir touché en deniers comptés par vous, *un tel,* bien et réellement, dont nous nous déclarons satisfaits et payés à notre contentement; et nous prenons et courons ledit risque depuis le jour et l'heure où lesdites marchandises ont été ou seront chargées de terre sur des barques pour les porter audit navire, et sont ou seront chargées sur icelui, ou qu'il aura fait ou fera voile avec lesdites marchandises pour le présent voyage, et jusqu'à ce que, avec toutes les échelles et relâches qu'il fera ensuite dudit voyage, en arrière comme en avant, à droite ou à gauche, en quelques ports, havres, bassins, plages de tous pays, tant forcés que volontaires, il soit arrivé et entré dans le port de *tel* lieu désigné pour sa décharge, ou que lesdites marchandises soient mises hors dudit navire sur des barques, portées dans ledit lieu et délivrées à celui à qui elles sont consignées, à terre, en bon état; et nous prenons et courons ledit risque de mer, d'amis et d'ennemis, feu et vent, échouement, marées et contre-marées, représailles ou arrêts de roi, seigneur ou communauté, ou de tout autre cas fortuit, prévu ou non prévu, qui arrivera, pendant le voyage, auxdites marchandises ou à partie d'icelles, par quelque accident que ce soit, excepté celui de baraterie de patron ou de changement de voyage.

«Et si (ce qu'à Dieu ne plaise), durant ledit voyage, lesdites marchandises, en tout ou en partie, viennent à se perdre, nous promettons et prenons l'engagement de payer à vous, *un tel,* ou à votre fondé de pouvoir, toutes les quantités de ducats d'or et de poids que chacun de nous aura souscrites dans cette police, ou la partie qu'il nous appartiendra de payer du dommage que recevront lesdites marchandises, du jour et de l'heure que ladite

pagar del tal daño que recibieren las dichas mercaderias, del dia e hora que la dicha perdida, ó daño nos fuere notificado á todos nosotros, ó á la mayor parte, ó á los que pudieremos ser avidos, dentro de quatro meses primeros siguientes, llanamente, sin pleito, ni debate alguno, e sin que seamos oidos, sino que ante todas cosas hayamos de desembolsar las dichas cantidades que tuvieremos firmados, ó la parte que tuvieremos firmado que nos cupiere de el dicho daño, en vos el dicho fulano, ó en vuestra voz, con que ante todas cosas nos deis fianças, legas, llanas, y abonadas, mercaderes, vezinos desta dicha villa de Bilbao, conforme á las ordenanças del juzgado de la vniversidad de los mercaderes, y capitanes de naos desta dicha villa, para que estareis á derecho, y pagareis lo juzgado por los dichos fiel e consules de la dicha vniversidad, á cuyo juzgado, y ordenanças, nos sometemos: y otrosi, dezimos que somos contentos, si, mediante el dicho viage, la dicha nao se perdiere, ó huviere algun daño en las dichas mercaderias, y fuere necessario de poner mano en la salbacion de las dichas mercaderias, ó beneficiarlas, que damos poder á vos el dicho fulano, assegurado, ó á vuestra voz, ó á vuestros factores, ó al maestre, y mandadores de la dicha nao, para que puedan poner mano en la salbacion de las dichas mercaderias, y beneficiarlas, sin que seais obligados á nos notificar, ni tomar nuestro poder para ello, y las costas que en la dicha salbacion, y beneficio de las dichas mercaderias se hizieren, prometemos, e nos obligamos de los dar, e pagar allende del principal, aunque no se salbe ninguna cosa; y el dicho riesgo tomamos, y corremos, y os assegu-

perte ou ledit dommage nous aura été notifié à tous ou à la majeure partie d'entre nous, ou à ceux d'entre nous qu'on pourra trouver dans les quatre mois qui suivront immédiatement, purement et simplement, sans procès ni débat, et sans que nous produisions aucune défense, reconnoissant qu'avant toutes choses nous devrons débourser lesdites quantités que nous aurons souscrites, ou la partie que nous aurons souscrite et qui nous concernera dans ladite perte, à vous, *un tel*, ou à votre porteur de pouvoir, à condition qu'avant toutes choses vous nous donniez caution laïque, roturière et suffisante (1), en la personne de marchands habitant ladite ville de Bilbao, conformément aux ordonnances du tribunal de la communauté des marchands et capitaines de navire de ladite ville, à l'effet de quoi vous comparoîtrez en justice et payerez ce qui aura été jugé par lesdits prieur (2) et consuls de ladite communauté, au tribunal et aux ordonnances de laquelle nous nous soumettons;

« Et en outre nous disons que, dans le cas où durant ce voyage le navire se perdroit ou éprouveroit quelque dommage dans lesdites marchandises, et où il seroit nécessaire de procéder à leur sauvetage ou de les céder à perte, nous consentons à donner pouvoir à vous, *un tel*, assuré, ou à votre fondé de procuration, ou à vos facteurs, ou aux capitaine ou préposés dudit navire, pour qu'ils puissent procéder au sauvetage desdites marchandises et les vendre à perte, sans qu'il y ait obligation de nous faire des notifications ni de prendre notre autorisation pour cela; et les frais qui seront faits pour le sauvetage ou la vente desdites marchandises, nous promettons et nous nous obligeons de les donner et payer en sus du principal, encore bien que rien ne fût sauvé; et nous prenons, courons et vous assurons ledit risque, comme il vient d'être dit, conformément aux ordonnances du tribunal de ladite communauté; et pour observer, accomplir et payer tout ce

(1) Les nobles et les ecclésiastiques ayant des priviléges de juridiction qui auroient fait obstacle à ce qu'on pût agir contre eux commercialement, l'usage s'introduisit de ne pas les admettre à être cautions pour des commerçans.

(2) M. Pellat a cru pouvoir sans inconvéniens traduire ainsi le mot *fiel*, qui littéralement signifie *loyal*. Les rédactions postérieures de l'ordonnance de Bilbao portent les mots *prior y consules*.

ramos, como dicho es, conforme á las ordenanças del juzgado desta dicha universidad, e para todo lo susodicho, asi goardar, e cumplir y pagar, obligamos nuestras personas, y á todos nuestros bienes, muebles, e raizes, avidos, y por aver, cada vno de nos, por lo que le toca, y atañe. Y no goardando, y cumpliendo, e pagando, assi como dicho es de suso, por esta carta, rogamos, e pedimos, e damos todo nuestro poder cumplido, á todos e qualesquier justicias de sus magestades destos sus reynos, e señorios, en especial á los dichos señores fiel y consules de la dicha universidad desta villa, para que conforme á las dichas ordenanças, y estatutos de su juzgado, seamos juzgados, y sentenciados; á la jurisdiccion de los quales, y de cada vno de ellos, nos sometemos con las dichas nuestras personas, e bienes, renunciando como renunciamos nuestro proprio fuero, jurisdiccion, e domicilio, e la ley *Si convenerit, de jurisdictione,* para que por todos los remedios, e rigores del derecho, nos constringan, y apremien á goardar, e cumplir, y pagar todo lo susodicho; que fue fecho, etc. »

qui est dit ci-dessus, nous obligeons nos personnes et tous nos biens meubles et immeubles, présens et futurs, chacun de nous en ce qui le touche et le concerne.

« Et à défaut par nous d'observer, d'accomplir et de payer comme il est dit ci-dessus, nous faisons invitation, demandons et donnons pouvoir, par la présente, à tous les juges, quels qu'ils soient, de LL. MM., dans leurs présens royaumes ou seigneuries, spécialement auxdits seigneurs les prieur et consuls de ladite communauté de cette ville, afin que, conformément auxdites ordonnances et statuts de leur tribunal, nous soyons jugés et condamnés, nous soumettant à leur juridiction avec nosdites personnes et biens, renonçant, comme nous le faisons, à notre propre juridiction de domicile et à la loi *Si convenerit, de jurisdictione* (Dig. lib. II, tit. I, § 18), afin que par tous les moyens et toutes les rigueurs du droit ils nous contraignent et forcent à observer, accomplir et payer tout ce qui est dit ci-dessus. Fait, etc. »

CAPITVLO XXV.

La forma en que se han de hazer las polizas de seguros sobre navios.

« En el nombre de Dios, amen. Sepan quantos esta carta de poliza de seguridad vieren como nos los mercaderes seguradores de yuso contenidos, vezinos que somos desta noble villa de Bilbao, que al pie de esta poliza firmamos nuestros nombres con nuestras propias manos y letras, somos contentos de assegurar, e asseguramos (despues de Dios nuestro Señor) à vos fulano, vezino de tal lugar, las sumas, y cantidades de ducados de oro e de peso de yuso declarados : el qual dicho riesgo tomamos, e corremos, e os assegura-

CHAPITRE XXV.

Forme dans laquelle doivent être faites les polices d'assurance sur les navires.

« Au nom de Dieu, *amen*. Que tous ceux qui verront cette charte de police d'assurance sachent que nous, les marchands assureurs ci-dessous désignés, habitans de la noble ville de Bilbao, qui signons nos noms de notre propre main et écriture, au bas de la présente, nous consentons à assurer et nous assurons (après Dieu notre Seigneur) à vous, *un tel*, domicilié en *tel* lieu, les sommes et quantités de ducats d'or et de poids déclarées ci-dessous :

« Lequel dit risque nous prenons, courons et vous assurons, de *tel* lieu à *tel* lieu, sur

mos, dende tal parte hasta tal parte, sobre la vuestra nao nombrada tal (que Nuestro Señor la salbe, e goarde de mal) y sobre sus aparejos, artilleria, e municion, y fletes, de la qual dicha nao sois maestre, vos el dicho fulano, ó otro qualquier que vaya por maestre, este presente viage, perteneciente la dicha nao, e aparejos, e artilleria, e municion, y fletes, á vos el dicho fulano, ó á quien pertenecer puedan, y deban, siendo de vuestra calidad, e condicion, e valor; la qual dicha nao con sus aparejos, artilleria, e municion e fletes aprecitis, y estimais, para con nosotros los dichos asseguradores en este presente seguro en tantos ducados de oro y de peso, que es la justa estimacion, e precio que vale la dicha nao con sus aparejos, artilleria, e municion, y fletes que lleva el dicho viage: el qual dicho riesgo tomamos, y corremos, e asseguramos por el justo precio, e salario deste seguro, entre nos concertado e igualado, que conocemos aver tomado, e recibido en dineros contados de vos el dicho fulano, bien, e realmente, de que nos damos por contentos, y pagados á toda nuestra voluntad; y el dicho riesgo tomamos, y corremos, dende el dia, y hora, e punto que la dicha nao partió ó partiere, hizo vela ó hiziere, este presente viage, del dicho puerto, de tal, hasta tanto que con todas, e qualesquier escala, ó escalas, y estadas que hiziere en seguimiento del dicho su viage, assi atrás como adelante, ú de vna parte á otra, en qualesquier puerto, ó puertos, y abras, y conchas, y playas de todas, e qualesquier partes, y lugares, assi forçosas como voluntariosas, sea arriba y llegada en el dicho puerto de tal, donde es su derecha descarga, e alli echare primera ancora, e hasta tanto que sean passadas veinte e quatro horas naturales: y el dicho riesgo tomamos y corremos este dicho presente viage, de mar, e de amigos y enemigos, fuego, e viento, y tierra, y de mareas,

votre navire nommé *tel* (que Notre-Seigneur le sauve et garde d'accidens), et sur ses apparaux, artillerie, munitions et fret, duquel navire vous êtes capitaine, vous, *un tel,* ou tout autre qui sera employé en cette qualité, pendant le présent voyage, ledit navire et lesdits apparaux, artillerie, munitions et fret appartenant à vous, ledit *un tel,* ou à la personne quelconque de votre qualité et condition à qui ils pourront et devront appartenir; la valeur duquel dit navire avec ses apparaux, artillerie, munitions et fret, vous appréciez et estimez envers nous lesdits assureurs, dans la présente assurance, à *tant* de ducats d'or et de poids, ce qui est la juste estimation et le juste prix que vaut ledit navire avec ses apparaux, artillerie, munitions et fret que comporte le présent voyage;

« Lequel dit risque nous prenons, courons et assurons pour le juste prix et prime de cette assurance, convenu et réglé entre nous, que nous reconnoissons avoir touché et reçu en deniers comptés par vous, ledit *un tel,* et réellement, duquel nous nous tenons pour satisfaits et payés à notre contentement.

« Et nous prenons et courons ledit risque depuis le jour, l'heure et le moment où ledit navire est parti ou partira, a fait ou fera voile, pour le présent voyage, dudit port de *tel* lieu, jusqu'à ce que, après toutes les échelles et staries quelconques qu'il fera ensuite dudit voyage, en arrière comme en avant, à droite ou à gauche, en quelques port ou ports, havres, bassins, plages de tous pays et lieux quelconques, forcées comme volontaires, il soit arrivé et entré dans ledit port de *tel* lieu, qui est celui de sa décharge directe, et ait jeté l'ancre, jusqu'à ce qu'il se soit écoulé vingt-quatre heures naturelles; et nous prenons et courons ledit risque, dans le présent voyage, pour toutes fortunes de mer, d'amis et ennemis, de feu, de vent, d'échouemens, de marques et contre-marques, représailles, arrêts de prince, seigneur ou communauté, et de tous autres cas fortuits, prévus ou non prévus, qui, durant le présent voyage, arriveront audit navire et à ses apparaux, artillerie, munitions et fret, par quelque accident que ce soit, excepté celui de la baraterie de

y contramareas, y represarias, y detenimiento de rey, ó señor, ó comunidad, y de todo otro qualquier caso fortuito, pensado, ó no pensado, que, mediante el dicho viage, á la dicha nao, e aparejos, artilleria, e municion, e flete, e aparejos dello, aconteciere por qualquier caso que sea, ecepto de varateria de patron, e mudamiento de viage : e si (lo que Dios no quiera), mediante el dicho viage de la dicha nao, e aparejos, e municion, y flete, algo de riesgo, ó perdida aconteciere por esta poliza, prometemos, e nos obligamos de dar, y pagar á vos el dicho fulano, ó á quien vuestro poder para ello huviere, todas las cantidades de ducados de oro y de peso, que cada vno de nos tuuiere firmados en esta dicha poliza, ó la parte que nos cupiere á pagar del tal daño que recibiere la dicha nao, e aparejos, artilleria, e municion, e flete, ó parte dello del dia y hora que la dicha perdida, ó daño nos fuere notificado á todos nosotros, ó la mayor parte, ó á los que pudieremos ser avidos dentro de quatro meses primeros siguientes, llanamente, e sin pleyto, ni debate alguno, e sin que seamos oidos, sino que ante todas cosas hayamos de desembolsar las dichas cantidades que tuvieremos firmados, ó la parte que nos cupiere del dicho daño en vos el dicho fulano, ó en vuestra voz, con que ante todas cosas nos deis fianças, legas, llanas, y abonadas, mercaderes, vezinos desta dicha villa de Bilbao, conforme á las ordenanças del juzgado de la vniversidad, de los mercaderes, y capitanes de naos desta dicha villa, para que estareis á derecho, y pagareis lo juzgado por los fiel e consules de la dicha vniversidad, á cuyo juzgado, e ordenanças nos sometemos : otrosi dezimos que somos contentos que si, mediante el dicho viage, de la dicha nao, aparejos, artilleria, y municion, y fletes, alguna perdida, ó daño se recreciere, ú de parte dellos, e fuere neces-

patron et celui de changement de voyage. Et si (ce qu'à Dieu ne plaise), durant ledit voyage, il arrive quelque perte ou sinistre audit navire et à ses apparaux, artillerie, munitions et fret, nous promettons et nous nous obligeons, par cette police, à donner et payer à vous, *un tel,* ou à votre fondé de pouvoir, toutes les quantités de ducats d'or et de poids que chacun de nous aura souscrites dans ladite police, ou la partie qui le concernera dans le dommage qu'éprouvera ledit navire ou ses apparaux, artillerie, munitions et fret, ou partie d'iceux, à compter du jour et de l'heure que ladite perte ou avarie nous aura été notifiée à nous tous ou à la majeure partie d'entre nous, ou à ceux d'entre nous qui pourront être trouvés, dans les quatre mois qui suivront immédiatement, amiablement et sans aucun procès ni débat, et sans que nous soyons ouïs ; car avant toutes défenses ou exceptions nous devrons débourser lesdites quantités que nous aurons souscrites, ou la partie à nous afférente dans ledit dommage à vous, ledit *un tel,* ou à votre ordre, à condition qu'avant tout vous nous donnerez caution laïque, roturière et solvable, en la personne de marchands, habitans de ladite ville de Bilbao, conformément aux ordonnances du tribunal de la communauté des marchands et capitaines de navires de ladite ville, à l'effet de quoi vous comparoîtrez en justice et payerez ce qui sera jugé par les prieur et consuls de ladite communauté, au tribunal et aux ordonnances de laquelle nous nous soumettons.

«En outre nous déclarons que si, durant le voyage, il survient quelque perte ou avarie audit navire ou à ses apparaux, artillerie, munitions et fret, ou à partie d'iceux, et qu'il soit nécessaire de procéder à leur sauvetage, nous donnons pouvoir à vous,

sario de poner mano en la salbacion dellos, que damos poder á vos el dicho fulano, assegurado, ó á vuestra voz, ó al maestre, y mandadores de la dicha nao, para que puedan poner mano en la salbacion, y beneficio dellos, sin que seais obligado á nos notificar, ni tomar nuestro poder, para ello, y las costas que en la dicha salbacion, y beneficiar se hizieren : prometemos, y nos obligamos, de los dar, y pagar, allende del principal, aunque no se salbe ninguna cosa el dicho riesgo : tomamos y corremos, y os asseguramos, como dicho es, conforme á las ordenanças del juzgado desta vniversidad, y para todo lo susodicho assi, tener, e cumplir, e guardar, y pagar, obligamos nuestras personas, e á todos nuestros bienes, muebles, e rayzes, avidos, y por aver, cada vnod e nos, y por lo que les toca y atañe; y no guardando, e cumpliendo, y pagando assi, como dicho es de suso, por esta carta rogamos, y pedimos, y damos todo nuestro poder cumplido á todas, e qualesquier justicias de sus magestades, destos sus reynos e señorios, en especial á los dichos señores, juezes, fiel e consules de la dicha vniversidad desta dicha villa, para que conforme á las dichas ordenanças, y estatutos de su juzgado, seamos juzgados y sentenciados, á la jurisdiccion de los quales, e de cada vno dellos, nos sometemos con las dichas nuestras personas, e bienes, e renunciando, como renunciamos nuestro proprio fuero, jurisdiccion y domicilio, y la ley *Si convenerit, de jurisdictione,* para que por todos los remedios e rigores del derecho nos constringan, e apremien á goardar, e cumplir, y pagar todo lo susodicho; que fue fecho en la dicha villa de Bilbao. »

ledit *un tel*, assuré, ou à votre fondé de procuration, ou aux capitaine ou préposés dudit navire, pour qu'ils puissent procéder au sauvetage ou à la vente à perte, sans que vous soyez obligé de nous faire une notification ou de prendre notre permission à cet effet, et nous promettons et nous obligeons de rembourser les frais qui seront faits pour ledit sauvetage ou ladite vente, en sus du principal, alors même qu'aucune chose ne seroit sauvée.

« Nous prenons, courons et vous assurons lesdits risques, comme il a été dit, conformément aux ordonnances du tribunal de cette communauté; et, afin d'observer, d'accomplir, garder et payer ainsi tout ce qui est dit ci-dessus, nous obligeons nos personnes et tous nos biens, meubles et immeubles, présens et futurs, chacun de nous pour ce qui le touche et le concerne; et, à défaut par nous de l'observer, de l'accomplir et de le payer, ainsi qu'il est dit ci-dessus, nous prions, demandons et donnons plein pouvoir, par la présente, à toutes les justices de leurs majestés dans ces royaumes et seigneuries, spécialement auxdits seigneurs juges, prieur et consuls de ladite communauté de ladite ville, pour que nous soyons jugés et condamnés conformément auxdites ordonnances et statuts de ce tribunal; à la juridiction desquels et de chacun desquels nous nous soumettons en nos personnes et nos biens, renonçant, comme nous le faisons, à notre propre for, juridiction et domicile, et à la loi *Si convenerit, de jurisdictione*, afin qu'ils nous contraignent et forcent, par tous les moyens et toutes les rigueurs du droit, à garder, accomplir et payer tout ce qui a été indiqué ci-dessus. Fait en ladite ville de Bilbao. »

CAPITVLO XXVI.

Que el que assegurare, haya de correr veinte y cinco por ciento de riesgo, y que esto menos pague el assegurador, aunque assegure en todo.

Otrosi : Dixeron, que por quanto á causa, que algunos assegurados, sus naos, y fletes, ó mercaderias quando avian de ir á algunos viages, y cargar las tales mercaderias en algunas naos, ó nabios, á causa que corrian riesgo alguno, no ponian tanta diligencia, ni tenian tanto cuidado en guardar y salbar las tales naos, y fletes, y mercaderias, ni en las aviar, y navegar tan suficientemente como debian, con dezir que, aunque se perdiessen, los tales asseguradores les pagarian enteramente su caudal, y por esto acaecia que muchas naos, y mercaderias que no se avian de perder, se perdian, y otras los llebavan los enemigos, y cosarios, en tiempo de guerra, y se dava occasion á que los enemigos mas facilmente tomassen las naos, y mercaderias de sus subditos de sus magestades, y se aprobechavan, y se enriquecian : todo lo qual cesaria, si los tales assegurados corriessen á alguna parte del riesgo, por mucho que assegurassen lo restante : y por tanto, porque lo han de costumbre antigua, ordenavan, y ordenaron, que qualquier persona, ó personas, de qualquiera calidad que sean, que quisieren assegurar en esta villa, en qualquiera manera que fuesse, assi sobre naos, e navios, y caravelas, y otras fustas, e sus fletes, y aparejos de ella, como sobre qualesquier mercaderias de qualquier calidad, e cantidad, sobre que hiziere, el dicho seguro haya de correr el que assegurare veinte y cinco por ciento de riesgo sobre las dichas naos, y fustas, y flete, y aparejos de ellas, ú de las

CHAPITRE XXVI.

Que l'assuré doit courir vingt-cinq pour cent de risque, et que l'assureur doit payer cela de moins, quoiqu'il assure le tout.

Item. Ils ont dit que, attendu que quelques-uns ayant fait assurer leurs navires et fret ou leurs marchandises, quand ils avoient à entreprendre quelque voyage et à charger leurs marchandises sur quelques navires ou vaisseaux, parce qu'ils ne couroient plus aucun risque, ne mettoient plus tant de diligence et ne prenoient plus tant de soin à garder et sauver ces navires, frets et marchandises, ni à les disposer et à les conduire avec les précautions convenables, disant que, quoique ces objets vinssent à se perdre, les assureurs leur payeroient leur capital en entier; et attendu que par là il arrivoit que beaucoup de navires et de marchandises qui n'auroient pas dû se perdre se perdoient, et que d'autres étoient pris par les ennemis et les corsaires en temps de guerre, et que les ennemis avoient ainsi occasion de prendre plus facilement les navires et les marchandises des sujets de leurs majestés, d'en profiter et de s'en enrichir, inconvéniens qui cesseroient tous, si ces assurés couroient une partie du risque, quoiqu'ils fussent assurés pour le restant;

En conséquence, suivant l'ancienne coutume, ils ont ordonné et ordonnent que dans toutes les assurances que des personnes, de quelque qualité qu'elles soient, voudront faire dans cette ville, d'une manière quelconque, tant sur des navires, vaisseaux, caravelles et autres bâtimens et leurs frets et apparaux, que sur toutes marchandises de quelque qualité et quantité que ce soit, l'assuré devra courir vingt-cinq pour cent du risque (1) sur lesdits navires et bâtimens, leurs frets et apparaux, et vingt pour cent sur les marchandises ou plus de vingt pour cent, selon la volonté de l'assuré ou de l'assureur; et qu'ainsi quiconque voudra assurer un navire, vaisseau ou bâtiment, devra courir lesdits vingt-cinq pour cent de risque, et que le proprié-

(1) Le chapitre 11 de l'ordonnance de Burgos de 1538 n'exigeoit qu'un dixième; voir en outre la note de la page 143.

tales mercaderias que assegurare á veinte por ciento, ú dende arriba de los dichos veinte por ciento, lo que la voluntad del dicho assegurado, ó assegurados fuere : y assi bien la dicha tal nao, ó navios, ó fustas, qualquier sobre que quisiere assegurar, haya de correr los dichos veinte y cinco por ciento : y que el tal dueño al tiempo que se assegura de la tal nao, ó fusta, ó sus fletes, haya de apreciar la dicha tal nao, carabela, ó fusta, y fletes, y aparejos della, sobre que se assegura, y á consentimiento del dicho tal assegurado, y asseguradores, se haga el dicho apreciamiento, y la tal iguala se declare en la tal poliza de seguro, e aquello valga, y sea firme, de manera que siempre corra de riesgo el tal assegurado los veinte e cinco por ciento, como dicho es, del costo, ú del apreciamiento, que assi se hiziere entre partes; e que los que asseguraren sobre las tales mercaderias, se entienda, y se declara, que los dichos veinte por ciento, hayan de correr sobre toda la cargazon que tuvieren cargado en vna nao, ó fusta; de manera que se estienda, que si en vna nao vno que se quisiere assegurar cargare dos mil ducados de mercaderia, sea obligado de correr quatro cientos ducados del costo principal; e que aunque fuera de esta vniversidad el tal segurado huviesse segurado la mitad, ó qualquier parte de la tal cargazon que se entienda, que para con los asseguradores desta villa, e su vniversidad, sea obligado de correr los dichos veinte por ciento, como está dicho, de toda la cargazon que en vna nao, ó fusta huviere cargado enteramente, aunque en esta vniversidad no se quisiesse segurar, sino vna parte dello : e si por caso de ventura el dicho tal segurado no corriere los dichos veinte por ciento de riesgo, como está dicha, e algo acaeciere de riesgo, ó perdida, ó daño en todo lo assegurado, ó parte dello, en tal caso los tales asseguradores de la tal poliza, assi

taire, au temps de l'assurance dudit navire ou bâtiment et de son fret, devra estimer ledit navire, caravelle ou bâtiment, et son fret et ses apparaux, sur lesquels porte l'assurance; que ladite estimation se fera du consentement de l'assuré et des assureurs, et que le montant en sera déclaré dans la police d'assurance, et que cela sera ferme et valable, de manière que l'assuré coure toujours le risque à raison de vingt-cinq pour cent, comme il a été dit, du prix ou de l'estimation qui aura été faite entre les parties.

Et quant à ceux qui feront des assurances sur des marchandises, qu'il soit entendu et déclaré que lesdits vingt pour cent doivent porter sur toute la cargaison qu'ils auront chargée sur un navire ou bâtiment, de manière que si quelqu'un qui veut se faire assurer a chargé sur un navire deux mille ducats de marchandises, il sera obligé de courir le risque de quatre cents ducats du prix principal; et que, quoique cet assuré ait fait assurer hors de cette communauté la moitié ou toute autre partie de la cargaison, il soit entendu qu'envers les assureurs de cette ville et de sa communauté, il est obligé à courir lesdits vingt pour cent de la cargaison tout entière qu'il aura mise sur le navire ou le bâtiment, quoiqu'il n'ait voulu en faire assurer qu'une partie dans notre communauté; et que si, par hasard, ledit assuré ne court pas lesdits vingt pour cent de risque, comme il est dit, et qu'il arrive quelque sinistre, perte ou avarie sur tous les objets assurés ou partie d'iceux, dans ce cas lesdits assureurs de cette police, les premiers comme les derniers, pourront lui rabattre sur ce qui se perdra ainsi, lesdits vingt pour cent, et que tous les assureurs de cette police seront libres et quittes jusqu'à concurrence de ladite quantité; et qu'en outre, à cause de la fraude qu'aura commise ledit assuré pour n'avoir pas couru lesdits vingt pour cent de

los primeros, como los postreros, le puedan rebatir, de lo que assi se perdiere, los dichos veinte por ciento, y sean libres, e quitos, hasta la dicha cantidad, todos los asseguradores de la tal poliza : y assimismo, por el engaño que cometio el dicho tal assegurado por no aver corrido los dichos veinte por ciento, pague de pena el tal assegurado otros veinte por ciento; y que la mitad de las dichas penas sea para la dicha vniversidad, y la otra mitad, para los pobres, y para adrezar la ribera, e canal; e que en esta causa, sean juezes los fiel e consules, hasta la execucion dello, goardando la forma de la prematica, y provision real de el juzgado; e que lo contenido en este capitulo valga, y se goarde en todo, y por todo, sin embargo de qualquiera renunciacion que se haga en qualquier poliza, y que no valga la tal renunciacion que por qualesquier palabras y clausulas se haga.

risque, il payera une peine de vingt pour cent en sus, et que la moitié de cette peine sera pour ladite communauté et l'autre moitié pour les pauvres et pour les réparations du rivage et du canal; et que le prieur et les consuls seront juges en cette cause, jusqu'à l'exécution, en observant la forme de la pragmatique et de l'ordonnance royale de ce tribunal :

Et le contenu de ce chapitre vaudra et sera observé en tout et pour tout, nonobstant toute renonciation qui serait faite dans la police; une pareille renonciation ne sera pas valable, en quelques termes et par quelque clause qu'elle soit faite.

Capitvlo XXVII.

Como se ha de entender quando se hazen doblados seguros sobre vnos mismos navios, ó mercaderias.

Otrosi : Dixeron, que por quanto muchas vezes acaece, que sobre vna misma nao, y mercaderias se hazen doblados seguros, assi en esta villa, como en otras partes, sin que en ello intervenga dolo, ni fraude alguno, mas de quanto interviene ignorancia, porque los vnos seguros hazen los dueños de las naos e mercaderias, y los otros hazen sus maestres postizos, y factores de las mercaderias, y muchas vezes los hazen vnos factores de vna nao en vn lugar, y otros factores en otros, sin que sepan los vnos de los otros; de lo qual se suelen seguir, e recrecer muchos pleytos, e diferencias, e questiones, las quales por ebitar, y escusar, dixeron, que avian de vso, y costumbre, y

Chapitre XXVII.

Comment on doit s'arranger quand il y a double assurance sur le même navire ou sur les mêmes marchandises.

Item. Ils ont dit qu'attendu qu'il arrive souvent qu'il se fait de doubles assurances sur un même navire ou sur les mêmes marchandises, tant en cette ville que dans d'autres lieux, sans qu'il y intervienne de dol ni de fraude, mais par ignorance, parce qu'une assurance est faite par les propriétaires des navires ou marchandises, et les autres par les capitaines préposés et les facteurs de marchandises, et souvent par des facteurs de marchandises dans un lieu et par d'autres facteurs dans un autre lieu, sans que les uns aient eu connoissance de ce que font les autres, ce qui entraîne et fait naître beaucoup de procès, de différends et de contestations : pour les éviter et les prévenir, ils ont dit qu'ils avoient pour usage et coutume, qu'ils ordonnoient et ont ordonné que toutes les fois que semblable chose arrivera, et qu'il se fera de doubles assurances, celles de cette

ordenavan, y ordenaron, que cada e quando que lo semejante acaeciere, y doblados seguros se hizieren, siendo postreros los desta villa, los tales segurados sean obligados de notificar, y hazer saber á los asseguradores desta villa, antes de acabar el tal viage dentro de tres meses primeros siguientes, como ellos, y sus maestres postizos, ó factores tienen hecho los primeros seguros en otra parte : e de solo notificar, y certificar, e assi haziendole saber, e notificando, y certificando, trayendo certificacion bastante sobre ello, los tales asseguradores, pues son libres de el tal seguro postrero que hizieron, sean obligados de bolver al assegurado el precio, y cantidad que recibieron por el seguro, tomando medio por ciento por el firmar, y borren, y tiesten sus firmas; e que si dentro de el termino de los dichos tres meses no lo certificaren, y denunciaren, de alli adelante los tales segurados, y postreros asseguradores, no sean obligados á bolver, ni restituir cosa alguna del dicho precio, e queden libres del seguro, y poliza que otorgaron, con que siempre se entienda, que los tales assegurados han de correr los veinte, e veinte e cinco por ciento de riesgo, como en los capitulos de suso está declarado : e que si en esta villa huviere muchos asseguradores, e cupiere el vltimo seguro en los vnos, y no en los otros, la diligencia, y lo demás en el capitulo contenido se haga e guarde, para con los postreros asseguradores, que postrera, e vltimamente huuieren firmado en la poliza do seguro.

ville étant les dernières, lesdits assurés seront obligés de notifier et faire savoir aux assureurs de cette ville, avant d'achever le voyage, dans les trois mois qui suivront immédiatement, qu'eux, ou les capitaines préposés par eux ou leurs facteurs, ont fait les premières assurances en un autre lieu, et seulement de le notifier et certifier; et moyennant ces dénonciations, notifications et certificats, une attestation suffisante à cet égard étant donnée, lesdits assureurs, attendu qu'ils sont libérés de l'assurance qu'ils ont ainsi faite postérieurement, seront obligés de rembourser à l'assuré la prime ou somme qu'ils ont reçue pour l'assurance, en retenant demi pour cent pour la signature, et ils effaceront et bifferont leur signature :

Et si, dans ledit terme de trois mois, les assurés ne font pas lesdites attestations et dénonciations, les derniers assureurs ne seront obligés de rembourser ni de restituer aucune partie de ladite prime et resteront libérés de l'assurance et de la police qu'ils ont passée; de manière qu'il soit toujours entendu que les assurés doivent courir vingt ou vingt-cinq pour cent de risque, comme il est déclaré dans le chapitre précédent, et que s'il y a plusieurs assureurs dans cette ville, et que les uns et non les autres aient passé la dernière assurance, les diligences et les autres règles prescrites par ce chapitre seront observées à l'égard des derniers assureurs, qui auront signé en dernier lieu la police d'assurance (1).

Capitvlo XXVIII.

Sobre lo mismo tocante á seguros.

Otrosi : Por quanto algunas vezes se ha visto por experiencia, acaece, y puede

Chapitre XXVIII.

Sur le même sujet, touchant les assurances.

Item. Attendu que quelquefois il s'est vu par expérience qu'il arrive et peut arriver

(1) Le fond de cette disposition est semblable au chapitre VII de l'ordonnance de Burgos de 1538; mais celle-ci est plus obscure.

acaecer, que haziendose los dichos seguros doblados sobre vna misma nao, ó mercaderias, sin hazer la diligencia, y certificacion, que en el capitulo antes de esta se haze mencion, malicioso e cautelosamente, los dueños, e señores de las tales naos y mercaderias, sobre que hazen el tal seguro, y sus factores, y maestres postizos, cobran e recaudan las cantidades asseguradas dos vezes, y mas de que los asseguradores reciben mucho agravio e daño : y porque en hazerse lo susodicho se comete delito, e crimen, ordenaron, e mandaron, que cada y quando que lo suso dicho acacciere, el dueño, e señor de la tal nao, y mercaderias, ó factor, ó maestre postizo que cobrare á sabiendas dos vezes las cantidades asseguradas allende de las otras penas en derecho establecidas, sea obligado de bolver, y restituir las tales cantidades de los postreros e vltimos asseguradores, con mas otra tanta cantidad, la mitad de lo qual sea para los dichos asseguradores; y la otra mitad se reparta en dos partes; y la vna sea para los gastos desta vniversidad; y la otra, para los juezes que lo sentenciaren y executaren.

que lesdites assurances doubles se faisant sur un même navire ou sur les mêmes marchandises, sans les diligences et notifications mentionnées dans le chapitre précédent, les propriétaires des navires et marchandises ainsi assurés, leurs facteurs et capitaines, touchent et recouvrent malicieusement et frauduleusement deux fois et plus les sommes assurées, d'où les assureurs éprouvent beaucoup de tort et de dommage; et attendu qu'en agissant ainsi on commet un délit ou crime, ils ont ordonné et prescrit que toutes les fois que ce qui a été dit arrivera, le propriétaire du navire ou des marchandises, ou le facteur ou le capitaine préposé, qui sciemment touchera deux fois les sommes assurées, outre les autres peines établies dans le droit, sera obligé de rembourser et restituer les sommes reçues des derniers assureurs, et encore une fois autant en sus; la moitié desquelles sommes sera pour lesdits assureurs et l'autre moitié se divisera en deux parts, dont l'une sera pour les dépenses de cette communauté et l'autre pour les juges qui condamneront et feront exécuter la sentence (1).

CAPITVLO XXIX.

Sobre lo mismo tocante á seguros.

Otrosi : Por quanto acaece muchas vezes de hazer seguros por tiempos limitados sobre naos, y fletes, e aparejos, y porque suelen aver diferencias, y debates entre tal maestre, ó dueño de tal nao, ó naos que se asseguravan, y entre los asseguradores, diziendo los asseguradores, que durante el dicho tiempo avian fecho algunos viage ó viages, e avian ganado en ellos algunos fletes, e que los tales fletes avian de traer á manta, para con

CHAPITRE XXIX.

Sur le même sujet, touchant les assurances.

Item. Attendu qu'il arrive souvent qu'on fait des assurances pour des temps limités sur des navires, leurs frets et apparaux, et qu'il survient habituellement des différends entre les capitaines ou propriétaires des navires assurés et les assureurs, ceux-ci disant que, durant ledit temps, il avoit été fait un ou plusieurs voyages, et qu'il avait été gagné quelques frets, et que ces frets devoient être rapportés aux assureurs, s'il arrivoit quelque chose audit navire durant le temps qu'ils couroient le risque; et ledit assuré disant qu'il n'étoit obligé à rien de cela, parce que

(1) Ce chapitre, qui a pour objet de garantir par une sanction pénale les dispositions du précédent, n'a pas son analogue dans l'ordonnance de Burgos de 1538; mais très-probablement on suivoit le même usage dans cette ville.



los dichos asseguradores, si algo acaecia, de la dicha nao, durante el dicho tiempo que corria el riesgo: y el dicho assegurado dezia, que no era obligado á cosa alguna dello, por que á él siempre eran obligados de correr el riesgo que assi tomavan, durante todo el tiempo que le asseguravan: y para esto visto lo vno, y lo otro, y conformandose con la costumbre antigua: dixeron, que ordenavan y mandavan, y ordenaron y mandaron, que el dicho maestre, ó maestres, ó dueños de las tales naos, que assi se asseguran, no sean obligados á traer á manta para con los asseguradores, cosa alguna de lo que assi ganare la tal nao, durante el dicho tiempo, salbo el flete que se salbase del viage, e que la tal nao se perdiese; e que el flete que assi se salbase en el dicho vltimo viage, sean obligados de traer á manta e cuenta el maestre, ó dueño del daño, para con los tales seguradores, con lo que demas que se salbara, assi de lanas, como de los aparejos en otra cosa alguna.

les assureurs lui répondoient toujours des risques dont ils s'étoient chargés durant tout le temps de l'assurance:

Et pour cela, ayant pesé les raisons de part et d'autre, et se conformant à la coutume ancienne, ils ont dit qu'ils ordonnoient, mandoient, avoient ordonné et mandé que lesdits capitaines ou propriétaires des navires assurés ainsi ne seront obligés de rapporter aux assureurs rien de ce que le navire gagnera ainsi durant ledit temps, sauf le fret qui sera sauvé du voyage où le navire se perdra; et que, quant au fret qui sera ainsi sauvé dans ledit dernier voyage, ledit capitaine ou propriétaire sera obligé d'en tenir compte aux assureurs, ainsi que des autres objets qui seront sauvés, soit laines, soit apparaux ou autres choses (1).

Capitvlo XXX.

Sobre lo mismo tocante á seguros.

Otrosi: Dixeron, que han por vso, e costumbre antigua, y ordenaron, y mandaron, que qualquiera poliza, ó albala, ó conocimiento que se hiziere en razon de assegurar naos, ó mercaderias, ó otras cosas, de qualquiera manera que sean, aora se haga ante escrivano, ó sin él, por cedula, ó conocimiento, y por testigos, quando no huviese cedula, ni albala, ni conocimiento, aora se haga en nombre proprio del mismo que se assegura, ó aora se haga en nombre de otro alguno que le pertenezca, con que se entienda ser natural destos reynos, e señorios de sus

Chapitre XXX.

Sur le même sujet, touchant les assurances.

Item. Ils ont dit qu'ils ont pour usage et coutume antiques, et qu'ils ont mandé et ordonné que toutes les fois qu'une police, charte ou connoissement seront faits afin d'assurer les navires, ou les marchandises, ou d'autres choses, de quelque manière que l'assurance soit faite, soit qu'elle se passe devant un notaire ou sans lui, par cédule ou connoissement, ou par témoins, quand il n'y aura pas de cédule ou acte, soit qu'elle se fasse au nom de celui qui se fait assurer, ou qu'elle se fasse au nom de qui il appartiendra, pourvu qu'il soit entendu que ce doit être un habitant de ces royaumes ou seigneuries de LL. MM., en pareil cas le chargement de ces marchandises et autre chose assurée étant fait sur navire, vaisseau ou autre bâtiment, l'assurance

(1) Les assurés ne doivent délaisser que le fret des marchandises à bord au moment du sinistre et non le fret de celles qui ont été débarquées au cours du voyage; mais, d'après le chapitre XL, on peut faire a surer la moitié du fret.



magestades; e que en tal caso, siendo fecha la cargazon de las tales mercaderias, y otras cosas asseguradas, en naos, ó navios, ó en otra qualquier fusta, sea valedero y firme el seguro, montando la tal cargazon la cantidad, y valor que se assegura, con mas los veinte e cinco, e veinte por ciento, de como de suso esta declarado; y el tal seguro lleve aparejada, e debida execucion, en todo, y por todo, como si fuesse passado por ante el escribano publico, y por instrumento goarentigio : con que se entienda que sea ante escrivano, ó por via de conocimiento, ó promesa : y el tal seguro sea firme, sometiendose á las ordenanças e juzgado desta vniversidad; e si assi no se hiziere, no valga el dicho seguro.

sera ferme et valable, pourvu que la cargaison se monte à la somme et valeur assurée, avec les vingt-cinq ou vingt pour cent en sus, comme il a été indiqué ci-dessus; et que cette assurance emportera exécution parée et due, en tout et pour tout, comme si elle étoit passée devant un notaire public et par acte authentique, de sorte qu'elle sera considérée comme faite devant notaire ou par voie de connoissement ou promesse, et ladite assurance sera valable, en se soumettant aux ordonnances et à la juridiction de cette communauté; et si l'assurance n'est pas faite ainsi, elle ne vaudra pas (1).

CAPITVLO XXXI.

Sobre lo mismo, tocante á seguros.

Otrosi : Por quanto algunas vezes se hazen, y caecen de hazer seguros sobre naos y mercadeiras despues de ser perdidas, ó aver avido algun daño ó robo, sobre la tal cosa que se assegura, y suele aver diferencias sobre ello, diziendo los asseguradores no ser obligados á pagar; y los asseguradores diziendo que les son debidos : porque caso que la nao, ó mercaderias fuessen perdidas, él no sabia de tal perdida. E visto lo vno, y lo otro, conformandose con lo que es de costumbre, acostumbrado, e vsado, y goardado, assi en esta villa, como en la ciudad de Barcelona, y en Valencia, y en Flandes, y en Inglaterra, sobre semejantes seguros : dixeron que ordenavan y mandavan, y ordenaron, y mandaron, que si por caso de ventura la tal nao, ó naos, ó mercade-

CHAPITRE XXXI.

Sur le même sujet, touchant les assurances.

Item. Attendu que quelquefois il arrive que des assurances sont faites sur des navires et des marchandises après que la chose assurée est perdue ou a éprouvé quelque dommage ou pillage, et qu'il y a souvent des contestations à ce sujet, les assureurs disant qu'ils ne sont point obligés à payer, et les assurés disant que le payement leur est dû, parce que, bien que le navire ou les marchandises fussent perdus, ils ne connoissoient pas cette perte.

Après avoir pesé les raisons de part et d'autre, se conformant à ce qui est accoutumé, pratiqué et observé tant dans cette ville que dans la cité de Barcelone, et à Valence, et en Flandre, et en Angleterre, sur de semblables assurances (2), ils ont dit qu'ils mandoient et ordonnoient, et ont mandé et ordonné que si, par aventure, ledit navire ou lesdits navires ou marchandises étoient assurés après s'être perdus, dans le cas où la perte seroit arrivée sur la côte ou en terre

(1) On voit par ce chapitre qu'on étoit beaucoup moins rigoureux à Bilbao que dans les autres villes maritimes de l'Espagne sur le mode de preuves des assurances et la nécessité d'une rédaction écrite.

(2) Il paroît assez singulier qu'on ne parle pas des usages de Burgos, rédigés en 1538, et de Séville, rédigés en 1556. Probablement notre ordonnance de 1560 n'est que la révision d'une antérieure, qui peut-être avoit précédé celles de Burgos et de Séville. C'est ce que font entendre les mots *usages et coutumes antiques* qu'on lit dans plusieurs chapitres.

rias se asegurasen despues de perdidas, y se huviessen perdido en costa, ó en tierra firme, de donde por tierra sin passar mar, pudiesse venir la nueva á esta villa de Bilbao, donde el tal seguro se hizo, que en tal caso, contando legua por ora, si se pudiesse saber de la tal perdida, el tal seguro fuesse, y es, y sea, avido, por ninguno e de ningun valor, y efecto; e que la dicha hora por legua se entienda, entre dia, y noche, y no sean obligados los seguradores de pagar lo que assi se assegurassen, salbo que buelvan lo que assi huvieren recibido por el seguro, y por el riesgo, y no otra cosa alguna : e assimismo, si por ventura se huviesse perdido la tal nao, ó naos, y mercaderias, ó otras cosas asseguradas en isla, ó en golfo, ó en mar larga, ó en parte de donde por mar pudiesse venir la nueva de la dicha perdida, que en tal caso sea considerado el tiempo de legua por hora; assimismo, contando el camino, y las leguas que pueden ser del lugar, donde se hiziese el dicho seguro, á donde se perdió la tal nao, ó mercaderias, y que esto sea á examen de los fiel y consules que al tiempo fueren; y sabido si podian venir en el tiempo suso dicho la tal nueva, el dicho seguro sea ninguno : e si por ventura no se pudiesse saber, ni averiguar la tal perdida de la tal nao, ó naos, ó mercaderias, en que dia, y tiempo se perdieron por los dichos asseguradores para el tiempo de la paga del seguro, que en tal caso el seguro sea bueno, y valioso, para en quanto al desembolsar, y pagar al dicho assegurado ante todas cosas, dando fianças llanas, y abonadas, como dicho es de suso, para que si otra cosa pareciesse en contrario, ó se supiere que el tal assegurado sabia la perdida de la tal nao, ó naos, ó mercaderias, sobre que se hizo el seguro, y lo pudiera saber al tiempo que hizo el seguro, en qualquier destos casos, el fiador que diere el dicho assegurado, cada vno por el

ferme, dans un lieu d'où la nouvelle peut, par terre et sans passer la mer, arriver à cette ville de Bilbao où aura été faite l'assurance; que dans ce cas, si, en comptant une lieue par heure, on peut avoir connoissance de ladite perte, ladite assurance sera tenue pour nulle, et de nulle valeur et effet, et que ladite heure par lieue s'entendra de jour et de nuit, et que les assureurs ne seront pas obligés à payer ce qui aura été ainsi assuré, sauf qu'ils auront à rembourser ce qu'ils auront reçu pour l'assurance et le risque, et rien de plus.

Et pareillement si, par hasard, ledit ou lesdits navires ou marchandises, ou tous autres objets assurés, s'étoient perdus dans une île, un golfe, ou en pleine mer, ou en un lieu d'où la nouvelle de ladite perte pût venir par mer, qu'en pareil cas, on tiendra compte aussi du temps à raison d'une lieue par heure, en comptant le trajet et les lieues qu'il peut y avoir du lieu où s'est faite ladite assurance, jusqu'à celui où s'est perdu le navire ou les marchandises, et que cela sera laissé à l'examen du prieur et des consuls qui seront alors en exercice; et que, s'il est reconnu que ladite nouvelle pouvoit arriver dans le temps susdit, l'assurance sera nulle;

Et si, par aventure, on ne peut vérifier la perte dudit ou desdits navires ou marchandises, et savoir en quel jour et à quel moment ils se sont perdus, en pareil cas l'assurance sera bonne et valable, quant à l'obligation de payer audit assuré, avant tout, le montant de la somme assurée, à la charge par lui de donner caution suffisante, comme il a été dit ci-dessus, afin que, si le contraire apparoissoit, ou qu'on apprît que l'assuré savoit la perte dudit ou desdits navires ou marchandises sur lesquels a été faite l'assurance, ou pouvoit la savoir au temps où se faisoit l'assurance, dans l'un et l'autre de ces cas, la caution donnée par l'assuré ou l'assuré lui-même, chacun pour le tout, soit obligé de rembourser ce qu'il a reçu auxdits assureurs, avec vingt pour cent en sus, comme il est déclaré plus haut; et il payera en outre, pour peine du dol ou de la fraude qu'il a commis, cent

todo, sean obligados de bolver lo que assi se les pagó á los dichos asseguradores, con los veinte por ciento de mas, como esta declarado, y además que pague de pena por el engaño, ó fraude que hizo, y cometió, cien ducados de oro y de peso, que sea la tercia parte para los seguradores; y la otra tercia parte, para la parte que acusare; y la ot a tercia parte, para los gastos de la dicha vniversidad.

ducats d'or et de poids, dont le tiers sera pour les assureurs, le tiers pour l'accusateur et le dernier tiers pour les dépenses de ladite communauté (1).

Capitvlo XXXII.

Sobre lo mismo, tocante á seguros.

Otrosi : Por quanto acaece muchas vezes, que se hazen seguros sobre naos, y mercaderias, y fletes por tiempos limitados; y las tales mercaderias, e naos se perdiessen, e anegan, y no se sabe, ni pueden saber, si se perdieron y anegaron dentro del termino limitado en que se hizo el seguro, de donde se seguia que los asseguradores que avian perdido sus haziendas, recibian agravio e daño; y para el remedio dello : dixeron, que conformandose con el vso y costumbre, que á cerca desto ha avido, e ay, assi en esta costa de la mar, y en otras costas en esta razon, ordenavan, y ordenaron, y mandaron, que cada e quando se hiziere tal seguro, si dentro de año e dia no se supiere certificadamente de la tal nao, y mercaderias asseguradas, si son salbadas, ó perdidas, se hayan de juzgar, e juzguen por perdidas, para que los asseguradores sean obligados de desembolsar las dos tercias partes de las cantidades asseguradas, y acudir con ellas á los assegurados, dando, y prestando las dichas fianças, de que en los capitulos de suso se haze mencion, para que sabiendose que las tales naos, y mercaderias son en salbo, buelvan, y restituyan lo que reciben á los asseguradores, con mas los dichos

Chapitre XXXII.

Sur le même sujet, touchant les assurances.

Item. Attendu qu'il arrive souvent qu'on fait des assurances sur des navires et des marchandises et des frets pour des temps limités, et que lesdits navires et marchandises se perdent sans qu'on sache et puisse savoir s'ils se sont perdus dans le terme fixé par l'assurance; d'où il résulte que les assurés qui ont perdu leurs effets éprouvent un dommage et un tort :

Pour y remédier, ils ont dit que, se conformant à l'usage et à la coutume qui a existé et qui existe à ce sujet, soit sur cette côte, soit sur d'autres, ils mandoient et ordonnoient, ils ont mandé et ordonné : que toutes les fois qu'il aura été fait une pareille assurance, si, avant l'expiration de l'an et jour, on n'a pas des nouvelles certaines du navire ou des marchandises assurées, sur le point de savoir si elles sont sauvées ou perdues, on devra les juger perdues, de manière que les assureurs seront obligés de débourser les deux tiers des sommes assurées et d'en aider les assurés, à la charge par ceux-ci de donner les cautions mentionnées dans les chapitres précédens, afin que, si l'on vient à apprendre que lesdits navires ou marchandises sont saufs, ils remboursent et restituent aux assureurs ce qu'ils ont reçu d'eux, avec les vingt pour cent en sus.

(1) Ce chapitre déclare des principes du droit commun pour les cas d'assurances faites sur des choses péries au moment du contrat.

veinte por ciento; y que de la misma manera, quando los seguros se hazen por viages, se tengan las tales naos, y mercaderias por perdidas, sino se sabe dellas dentro del dicho año e dia, para que los asseguradores desembolsen, passado el dicho año e dia, las dichas dos tercias partes; e que passado otro año, que sean dos años cumplidos, no se sabiendo dentro de los dichos dos años de las tales naos, y mercaderias, hayan assi bien de desembolsar la otra tercia parte, á cumplimiento de la entera paga, todavia dando la dicha fiança, para, si otra cosa en contrario pareciere, como está dicho de suso, de bolver.

Et de la même manière, quand les assurances sont faites pour un voyage, lesdits navires et marchandises seront tenus pour perdus, si l'on n'a pas de leurs nouvelles dans l'an et jour, en sorte que les assureurs, passé ledit an et jour, débourseront lesdits deux tiers, et que, passé une autre année, ce qui fera deux ans accomplis, si l'on n'apprend rien durant ces deux ans touchant lesdits navires et marchandises, ils devront encore débourser l'autre tiers pour parfaire l'entier payement, moyennant toutefois ladite caution pour garantir le remboursement si le contraire apparoissoit, comme il a été dit ci-dessus (1).

Capitvlo XXXIII.

Sobre lo mismo, tocante á seguros, desde las Indias, para estas partes.

Otrosi : Ordenaron y mandaron, que quando quiera, que alguno se quiere assegurar desde las Indias para estas partes, sobre oro, y plata, ó otras qualesquier mercaderias, y las tales mercaderias, ó oro, ó plata no viniere registrado en el registro de sus magestades, como en general es costumbre, que el tal seguro no valga, e sea en si ninguno; e aunque el segurador renuncie á esta ordenança, no le perjudique, ni se entienda que lo corren, salbo, como dicho es, sobre oro, ó plata, ó otras mercaderias que vinieren registradas; e si de otra manera se hiziere, y se perdiere la tal nao, ó naos, ó en ellas huviesse alguna averia gruesa, ó daño, que los tales asseguradores, no paguen cosa alguna de la tal perdida, ni averia, ni otro daño.

Chapitre XXXIII.

Sur le même sujet, touchant les assurances faites pour un voyage des Indes à ces parages.

Item. Ils ont ordonné et mandé que, quand quelqu'un voudra se faire assurer pour un voyage à venir des Indes dans ces parages, sur de l'or, de l'argent, ou d'autres marchandises quelconques, et que ces marchandises, or ou argent, n'auront pas été enregistrées sur le registre de LL. MM., comme il est d'usage en général, l'assurance ne sera pas valable et sera nulle en soi; et quoique l'assureur renonce à cette ordonnance, sa renonciation ne lui préjudiciera pas, et il sera entendu qu'il ne courra le risque que de l'or, de l'argent, ou des autres marchandises qui auront été enregistrées; si l'on agit d'une autre manière, et que le navire ou les navires se perdent, ou éprouvent une avarie grosse ou autre dommage, lesdits assureurs ne payeront rien pour cette perte, avarie ou autre dommage (2).

(1) Ce chapitre offre comme le précédent des règles conformes à celles des autres villes maritimes.

(2) Ce chapitre est entièrement conforme au chapitre III de l'ordonnance de Burgos de 1538, et au chapitre XLIII de celle de Séville de 1556. Il est très-probable qu'une loi générale pour le commerce de l'Amérique, appelée alors *Indes occidentales,* étoit la base de ces dispositions.

CAPITVLO XXXIV.

Sobre lo mismo, tocante á seguros.

Otrosi : Dixeron, que por quanto ha avido algunas diferencias, y debates sobre que muchas vezes los asseguradores se obligan, y firman en las polizas, sin recibir el salario del seguro, que corren á confiança de que se les pagará dentro de vn dia, ú dos; y despues aunque lo piden, no lo cobran, y acaece algunas vezes antes de cobrar el dicho salario perderse la tal cosa assegurada, y se ponian en dezir, que pues no auian recibido salario, no eran obligados de pagar la tal cosa perdida; y por evitar, y declarar lo susodicho : ordenavan, y ordenaron, que de aqui adelante cada e quando que algunos seguradores firmase en las tales polizas, y pareciesse claramente no aver recibido el tal salario, aunque en la tal poliza, como es de costumbre, se dè por contento, si dentro de veinte dias primeros siguientes de la fecha de la tal firma, no pagare el tal assegurado al dicho tal assegurador, el salario que assi huviere de aver, por la cantidad que assi huviere firmado, y requiriendole ante escrivano que le pague el dicho salario y no lo quisiere pagar; dende en adelante passados los dichos veinte dias, los tales seguradores sean libres del tal seguro, e aunque se pierdan en todo, ó en parte, no sean obligados á pagar cosa alguna, y sean libres de el tal riesgo, como si no estuviessen obligados, ni firmados, si por condicion no passasse entre el assegurado, y el assegurador, de que le pagará dentro de tanto tiempo, que en tal caso valga el seguro.

CHAPITRE XXXIV.

Sur le même sujet, touchant les assurances.

Item. Ils ont dit que, comme il y avoit eu quelques différends et débats sur ce que souvent les assureurs s'obligent et signent les polices sans recevoir le prix de l'assurance qu'ils contractent, dans la confiance qu'on le payera dans un jour ou deux, et qu'ensuite, bien qu'ils le demandent, ils ne le touchent pas, et qu'il arrive quelquefois qu'avant qu'ils aient touché ce prix, la chose assurée se perd, et qu'alors ils prétendent que, n'ayant pas reçu le prix de leur assurance, ils ne sont pas obligés de payer la chose perdue :

Pour éviter et prévenir l'inconvénient qui vient d'être signalé, ils ordonnent et ont ordonné que dorénavant, toutes les fois qu'un assureur aura signé de semblables polices, et qu'il paroîtra clairement qu'il n'a pas reçu le prix, quoique dans cette police, comme c'est l'usage, il se déclare satisfait, si dans les premiers vingt jours suivans après la signature l'assuré ne paye pas audit assureur le prix qui lui revient à raison de la somme souscrite par ce dernier, et si, sur la réquisition qui lui sera faite devant notaire de payer ledit prix, il ne veut pas le payer, dorénavant, les vingt jours passés, les assureurs seront libérés de l'assurance, et, quoique les objets assurés se perdent en tout ou en partie, ils ne seront obligés de rien payer, et seront déchargés des risques comme s'ils ne se fussent pas obligés et n'eussent pas signé, à moins qu'il ne soit convenu entre l'assuré et l'assureur que le premier payera dans tel temps, auquel cas l'assurance sera valable (1).

CAPITVLO XXXV.

Sobre lo mismo, tocante á seguros.

Otrosi : Por quanto acontece en algu-

CHAPITRE XXXV.

Sur le même sujet, touchant les assurances.

Item. Attendu qu'il arrive quelquefois que

(1) On a vu dans les ordonnances de Barcelone, t. V, page 525, et dans celles de Séville et de Burgos ci-dessus, qu'on y exigeoit pour condition de validité de l'assurance le payement de la prime.

nas vezes, se asseguran algunos en esta villa de Bilbao, sobre naos, ó sobre mercaderias en vn viage, y la tal nao en el dicho viage tiene algunas escalas para tomar carga, ó para echar en algunos puertos, ó lugares que estan en el camino de entre de donde se haze el seguro, hasta el fin del viage : y los tales que se asseguran en el dicho viage sobre las tales naos, ó mercaderias por hazer mas varatos sus seguros, ó por otros respectos, no declaran á los asseguradores, las tales escalas que ha de hazer la dicha nao de camino en el dicho viage, tomando, ó echando carga, con tener, que debajo de la clausula que se pone en las polizas, que la tal nao en el tal viage, pueda hazer qualesquier escalas forçosas, ó voluntarias, tomando carga, y echando carga, y con esta clausula piensan no ser obligados de nombrar las escalas : y porque sobre semejantes seguros aviendo algun naufragio, ha avido pleytos, y debates; y por evitar, e de aqui adelante esté la cosa mas clara, e porque no haya fraude, y el assegurado sepa á que se obliga : dixeron que ordenavan, e ordenaron, que de aqui adelante, todo aquel ó aquellos que se quisieren assegurar en esta villa de Bilbao, sobre algunas naos, ó mercaderias en algun viage, y la tal nao tuviere alguna escala por tomar carga, ó echar carga de camino en el dicho viage, por afletamento, ó por conocimiento, que la tal persona que se quisiere assegurar, sea obligado de manifestar, y poner en la poliza de seguro la escala, ó escalas que la dicha nao huviere de hazer en el dicho viage, por afletamientos, ó conocimientos; e que si no declara en la tal poliza las tales escalas que tuviere, y aconteciere en el dicho viage á la tal nao algun naufragio, perdida, ó robo, no le sean obligados los asseguradores á pagar ninguna cosa de lo que assi se le tuuiere assegurado; y esto se entiende, haziendose el

quelques personnes font assurer dans cette ville de Bilbao des navires ou des marchandises pour un voyage, et que le navire pendant ledit voyage fait quelques échelles pour charger ou décharger dans des ports ou rades qui sont sur la route du lieu où se fait l'assurance, jusqu'au terme du voyage; et que ceux qui font assurer pour ledit voyage lesdits navires ou marchandises, pour faire leurs assurances à meilleur marché ou pour d'autres motifs, ne déclarent pas aux assureurs les échelles que doit faire le navire pendant le voyage pour charger ou décharger, pensant qu'avec la clause ordinairement insérée dans les polices, que tel navire, dans tel voyage, pourra faire toutes échelles forcées ou volontaires pour charger et décharger, pensant, disons-nous, qu'au moyen de cette clause ils ne sont pas obligés de nommer les échelles :

Et attendu que, sur de semblables assurances, quelque naufrage étant survenu, il s'est élevé des procès et des discussions, pour les éviter, et pour que dorénavant la chose soit plus claire, et afin qu'il n'y ait pas de fraude et que l'assureur sache à quoi il s'oblige, ils ont dit qu'ils ordonnoient et ont ordonné que dorénavant tous ceux qui voudroient faire assurer dans cette ville de Bilbao quelques navires ou marchandises pour un voyage, si le navire avoit à faire quelque échelle pour charger et décharger pendant le cours de ce voyage, en vertu d'affrétement ou de connoissement, la personne qui voudra se faire assurer sera obligée de déclarer et de mettre dans la police d'assurance l'échelle ou les échelles que ledit navire aura à faire dans ledit voyage, en vertu d'affrétemens ou de connoissemens.

Et si elle ne déclare pas ces échelles dans la police, et qu'il survienne audit navire quelque naufrage, perte ou pillage pendant ledit voyage, les assureurs ne seront obligés de lui payer rien de ce qui aura été ainsi assuré; et cela s'entend du cas où l'assurance est faite de cette ville, ou de cette côte de

seguro, dende esta dicha villa, ó dende esta costa de Vizcaya, y la Provincia, y las Quatro Villas para otra parte, á donde el que se assegura sabe las escalas que lleva la dicha nao: empero quando los seguros se hazen dende otras partes para otras, y los tales que se asseguran no saben de las dichas escalas, que en tal caso valga el dicho seguro, y para ello se entienda la clausala de las polizas que puedan hazer todas e qualesquier escalas, como se pone en las polizas.

Biscaye, ou de la province, ou des quatre villes, à un autre pays jusques auquel l'assuré sait les échelles que le navire aura à faire; mais quand les assurances sont faites d'autres contrées à d'autres contrées, et que ceux qui se font assurer ne savent pas les échelles qu'il y a à faire, en ce cas l'assurance vaudra, et c'est à ce cas que s'appliquera la clause ordinaire des polices, que le navire pourra faire toutes échelles quelconques (1).

CAPITVLO XXXVI.

Sobre lo mismo, tocante á seguros.

Otrosi : Por quanto algunas vezes se hazen en esta villa algunos seguros sobre naos, y mercaderias en algun viage, y acontece, que antes que los asseguradores hayan firmado el riesgo, son cargados los tales navios en los puertos, para donde se hizieron los tales seguros, y era su viage; y los tales assegurados suelen pedir los salarios que dieron, diziendo, que antes de hazer los seguros, avian fecho el viage los tales navios, y los asseguradores se defienden, diziendo, no ser obligados á bolver nada, y sobre ello suele aver contienda; y por ebitar, e atajarlo para adelante : dixeron que ordenavan, e ordenaron, que quando aconteciere lo tal, que la nao, y mercaderias que se assegurare en esta dicha villa, haya llegado en el puerto para donde estaua assegurado, antes que sean fechos los seguros, que si el tal seguro estuviere fecho sobre el casco del navio, fletes, e aparejos, despues de llegado, y passado las veinte y quatro horas naturales, se huviere fecho el dicho seguro, que en tal caso los tales asseguradores sean obligados á bolver el salario que recibieron, quito el medio de la firma, pues no corrieron riesgo nin-

CHAPITRE XXXVI.

Sur le même sujet, touchant les assurances.

Item. Attendu que quelquefois on fait dans cette ville des assurances sur des navires et des marchandises pour un voyage, et qu'il arrive qu'avant que les assureurs aient signé leur soumission aux risques, lesdits navires sont arrivés dans les ports pour lesquels les assurances étoient faites, et qui étoient le terme du voyage; et qu'alors les assurés ont coutume de redemander les primes qu'ils ont données, disant que les navires avoient achevé le voyage avant que les assurances fussent passées, et que les assureurs se défendent en disant qu'ils ne sont obligés à rien rendre, ce qui ordinairement engendre des contestations : pour les éviter et les arrêter à l'avenir, ils ont dit qu'ils ordonnoient et ont ordonné que, quand le navire et les marchandises assurés dans cette ville seront déjà parvenus dans le port pour lequel ils étoient assurés, avant que les assurances soient passées, si ladite assurance est faite sur le corps du navire, fret et apparaux, et est passée après l'arrivée et après vingt-quatre heures naturelles écoulées en outre, en pareil cas les assureurs seront obligés de rendre la prime qu'ils ont reçue, sauf demi pour cent pour la signature, puisqu'ils n'ont couru aucun risque.

(1) Il n'y a point de dispositions semblables dans les ordonnances de Burgos et de Séville.

guno; empero si el dicho seguro fue fecho antes que passen las veinte y quatro horas naturales, despues de llegada la dicha nao, en tal caso el seguro sea valido, y no sean obligados á bolver ninguna cosa, pues corrieron riesgo, hasta passar las veinte y quatro horas; y por el consiguiente en los seguros que se hazen sobre mercaderias, pues se hazen de tierra á tierra: dezimos, que si las dichas mercaderias llegaren en el puerto á donde van dirigidas, y fueren descargadas del navio, y llevadas al lugar donde van consignadas, antes que se haga el tal seguro, que en tal caso los tales asseguradores, sean obligados á bolver el salariò que recibieron, quito el medio por ciento, pues no corrieron riesgo: empero, si aunque el navio sea llegado en el tal puerto, y los tales seguros se han hecho antes que las tales mercaderias sean descargadas en tierra, y entregadas á quien van consignadas, en tal caso: dezimos que los dichos asseguradores no sean obligados á bolver cosa del salario que recibieron, pues parece lo corrian hasta ser descargadas las tales mercaderias, y entregadas en tierra, á quien van consignadas.

Mais si ladite assurance est faite avant que les vingt-quatre heures naturelles se soient écoulées depuis l'arrivée du navire, en pareil cas l'assurance sera valable, et ils ne seront obligés à rien rembourser, puisqu'ils ont couru le risque jusqu'à l'expiration desdites vingt-quatre heures; et, par conséquent, dans les assurances qui ont lieu sur les marchandises, puisqu'on les fait de terre à terre; nous disons que, si lesdites marchandises arrivent dans le port pour lequel elles sont chargées, et sont déchargées du navire et portées au lieu de leur destination et remises à terre entre les mains de ceux à qui elles sont consignées, avant que l'assurance soit faite, en pareil cas les assureurs seront obligés de restituer la prime qu'ils ont reçue, sauf le demi pour cent, puisqu'ils n'ont pas couru de risque.

Mais si, quoique le navire soit arrivé au port, les assurances ont été faites avant que les marchandises soient déchargées à terre et délivrées à ceux à qui elles sont consignées, en ce cas nous disons que lesdits assureurs ne seront obligés à rien rembourser de la prime qu'ils ont reçue, puisqu'ils couroient le risque jusqu'à ce que les marchandises fussent déchargées et remises à terre entre les mains de ceux à qui elles sont consignées (1).

Capitvlo XXXVII.

Sobre lo mismo, tocante á seguros.

Otrosi: Ordenaron, y declararon, que qualquier persona que segurare, ó se quisiere assegurar en esta dicha villa de Bilbao, y con los mercaderes de ella, que en la poliza de el seguro, que assi se hiziere, si quisiere, pueda apreciar las mercaderias, ó bienes, que assi hiziere assegurar, ó qualquier nao, ó naos, ó carabelas, ó otras qualesquier cosas, acordandose, y siendo conformes los tales seguradores con el dicho assegurado; y que aquello valga, y sea firme, y valioso, y con las

Chapitre XXXVII.

Sur le même sujet, touchant les assurances.

Item. Ils ont ordonné et déclaré que, quelque personne qui se fasse ou veuille se faire assurer dans la présente ville de Bilbao, et par les marchands qui l'habitent, elle pourra, si elle le veut, estimer, dans la police qui sera passée, les marchandises ou effets qu'elle fera assurer, ou les navires, caravelles ou autres choses quelconques, si les assureurs y consentent et sont d'accord avec ledit assuré, et que cette convention sera ferme et valable, avec les conditions insérées dans la police, les parties se soumettant toujours aux ordonnances et chapitres ci-dessus, et à la juridiction du tribunal de cette communauté,

(1) Les ordonnances des autres villes d'Espagne que j'ai déjà publiées n'ont point prévu ce cas; je crois cependant qu'on y suivoit la même règle.

condiciones que en la tal poliza se declararen, sometiendose siempre á las ordenanças, e capitulos susodichos, e al juzgado de esta vniversidad, con que la tal tasacion no sea mas del coste con costas.

pourvu que cette estimation n'excède pas le prix réel augmenté des frais.(1).

CAPITVLO XXXVIII.

Sobre lo mismo, tocante á seguros.

Otrosi: Ordenaron y mandaron, que quando algunas personas huvieren assegurado sus mercaderias antes de cargar en las tales naos nombradas en la tal poliza que hizieren, y despues contece por casos que suceden, de no lo cargar; y despues passado mucho tiempo, e algunas vezes despues de llegadas las tales nao, ó naos en el lugar donde iban destinadas, suelen los tales assegurados pedir á los asseguradores, que les buelvan el salario que les huvo dado por el tal riesgo: diziendo, que no huvieron cargado las tales mercaderias en la dicha tal nao, sobre lo qual ha avido en esta vniversidad pleytos, y debates sobre ello: los quales por ebitarlos de aqui adelante se declara, que quando quiera que assi acaeciere que el tal assegurado no huviesse cargado las tales mercaderias asseguradas, sea obligado de notificar, y hazer saber ante escrivano á los asseguradores, ó á la mayor parte dellos, de como no corren el tal seguro, por quanto no lo huvo cargado; lo qual se sea obligado de hazer la dicha notificacion, dentro de tres meses, que corran de la fecha de la poliza; e haziendolo assi, los seguradores sean obligados de bolver el tal salario, que assi huvieren recibido, rebatido el medio por ciento: e que si dentro de los dichos tres meses no hiziere la dicha notificacion, el tal assegurado pierda el salario que assi huvo dado; y que los dichos asseguradores no sean obligados de bolver cosa alguna

CHAPITRE XXXVIII.

Sur le même sujet, touchant les assurances.

Item. Ils ont ordonné et mandé, attendu que quelques personnes ayant fait assurer leurs marchandises avant de charger sur les navires dénommés dans la police, il leur arrive ensuite par divers accidens de ne pas effectuer le chargement, et qu'après qu'il s'est écoulé beaucoup de temps et quelquefois après que ledit navire ou lesdits navires sont arrivés au lieu de leur destination, les assurés demandent aux assureurs le remboursement de la prime qu'ils leur ont donnée pour le risque, disant qu'ils n'ont pas chargé les marchandises sur ledit navire, pour quoi il s'est élevé dans cette communauté des procès et des contestations :

Afin d'en éviter de semblables à l'avenir, il est déclaré que toutes les fois qu'il arrivera ainsi que l'assuré n'aura pas chargé les marchandises assurées, il sera obligé de notifier et de faire savoir devant notaire aux assureurs, ou à la majeure partie d'entre eux, qu'il ne donne pas suite à ladite assurance, parce qu'il n'a pas chargé; que ladite notification devra être faite dans les trois mois à compter de la signature de la police; et que, moyennant ce, les assureurs seront obligés de rendre la prime par eux reçue, déduction faite de demi pour cent :

S'il ne fait pas cette notification dans les trois mois, l'assuré perdra le prix qu'il aura donné, et les assureurs ne seront obligés de rien rendre de ce qu'ils ont reçu; et ces trois mois s'entendront pour le cas où la marchandise n'est pas chargée; mais, dans le cas

(1) On trouve des dispositions semblables dans le chapitre XXXV de l'ordonnance de Séville de 1556.

de lo que assi recibieron; y estos tres meses se entiendan, quando no se carga la mercaderia, pero en seguros doblados se entienda, que si los seguros estuvieren fechos fuera de el reyno, tengan de termino los dichos tres meses : y si los seguros estuvieren fechos en Sevilla, ó en Lisbona, dentro de dos meses; e si en Burgos, ó en San Sebastian, ó de Medina para acá dentro de vn mes.

d'assurances doubles, il est entendu que, si les assurances sont faites hors du royaume, le terme sera de trois mois, et que si elles sont faites à Séville ou à Lisbonne, il sera de deux mois, et que si c'est à Burgos, ou à Saint-Sébastien, ou à Medina pour Bilbao, le terme sera d'un mois (1).

Capitulo XXXIX.

Que ningun mercader, ni escrivano haga polizas de seguro, sino es en la forma que va puesta en estas ordenanças, capitulo XXIV y XXV.

Otrosi : Ordenaron y mandaron, que ningun mercader ó escrivano desta vniversidad, pueda hazer, ni haga ninguna poliza de seguridad, ni cedula, ni otro concierto sobre cosas de seguros por escrito, ni por palabra, salbo conforme á la poliza, e ordenanças desta vniuersidad, y debajo de las condiciones generales destas ordenanças : e otrosi, que qualquier escriuano ante quien se hizieren las tales polizas sean obligados de tener en su poder vn traslado destas ordenanças, para que dén aviso de estas ordenanças, y de todo lo contenido en ellas, á las personas que quisieren assegurar en esta vniversidad, porque no pretendan ignorancia, ni sean perjudicados en cosa tan importante, que á las vezes les va toda su hazienda; y que los tales escrivanos ante quien se hizieren las tales polizas de seguridad, que oy son, ó fueren, tengan registros, y razon de todo, y libro á parte, y señaladas las hojas, y pongan en las polizas que dieren signada, en que hojas de tal libro queda el registro de la poliza; lo qual hagan, e cumplan los dichos escri-

Chapitre XXXIX.

Qu'aucun marchand ni notaire ne fasse des polices d'assurance que dans la forme prescrite dans ces ordonnances, chapitres XXIV et XXV.

Item. Ils ont ordonné et mandé qu'aucun marchand ou notaire de cette communauté ne pourra faire ni ne fera aucune police d'assurance, ni cédule, ni autre convention sur des matières d'assurances, par écrit ni verbalement, sans se conformer à la police et aux ordonnances de cette communauté et sous les conditions générales de ces ordonnances.

Pareillement tout notaire devant lequel seront faites de pareilles polices sera obligé de garder par devers lui une copie de ces ordonnances, pour en faire connoître tout le contenu aux personnes qui voudront passer des assurances dans cette communauté, afin qu'elles n'en prétendent cause d'ignorance, et qu'elles n'éprouvent pas de préjudice en une chose si importante, qui quelquefois compromet toute leur fortune :

Et lesdits notaires devant lesquels se feront de telles polices d'assurance, tant ceux qui exercent actuellement que ceux qui exerceront plus tard, tiendront registre et raison de tout, dans un livre à part dont les feuillets seront cotés, et ils mettront dans les polices, qu'ils délivreront signées, l'indication du feuillet de ce livre où se trouve l'enregistrement de la police; ce que lesdits notaires devront faire et accomplir sous peine de dix ducats

(1) Les dispositions de ce chapitre sont parfaitement conformes à celles du chapitre XXXVIII de l'ordonnance de Burgos de 1538, et aux chapitres VII et suivans de celle de Séville de 1556.

vanos, so pena de diez ducados por cada poliza, para cosas desta vniversidad.

Capitvlo XL.

Sobre lo mismo, tocante á seguros.

Otrosi : por quanto algunas vezes acaece, que algunos maestres e dueños de naos toman, y sacan prestados sobre sus naos tanto, y mas de lo que valen las dichas naos, assi en cambios, como en los seguros que hazen sobre las tales naos, e navios, y carabelas, y fustas, y sus aparejos, de que se siguen muchos males, e incovenientes, y á sabiendas, y maliciosamente se pierden e anegan muchas naos, tomando formas para se salbar la gente, y se hazen, y cometen otros muchos fraudes, e por escusar, y atajar aquellos : dixeron, que ordenavan, y ordenaron, e mandaron, que si algun maestre ó dueño de alguna nao, ó navios, ó caravela, ó otra fusta qualquier que sea, ouiere tomado, ó sacado, y tomare, y sacare en canvio, ó tuviere assegurado, ó assegurare todo lo que la tal nao, navio, ó caravela, ó otra qualquier fusta, y la mitad de los fletes valian en el tiempo que se assegura, sin sacar los veinte e cinco por cientò, mas de lo que valen, y passare riesgo, y se perdiere, e anegare en todo, ó en parte, los asseguradores no sean obligados de pagar mas de quanto valia la tal nao, ó naos, con la mitad del flete, asi como podia valer al tiempo que se asseguró, probando por probança bastante, y descontando de todo ello los veinte e cinco por ciento, que el tal maestre ó dueño assegurado debia correr de riesgo; e que estos veinte e cinco por ciento se hayan de repartir para todos los asseguradores de la tal poliza, sin mirar vltimos ni primeros : y

pour chaque police, applicables aux affaires de cette communauté (1).

Chapitre XL.

Sur le même sujet, touchant les assurances.

Item. Attendu que quelquefois il arrive que certains maîtres ou propriétaires de navires prennent sur leurs navires autant et plus que ne valent lesdits navires, tant en prêts à la grosse aventure qu'en assurances qu'ils font faire sur lesdits navires, vaisseaux, caravelles et bâtimens et leurs agrès, d'où résultent beaucoup de maux et inconvéniens, parce qu'il y en a qui font sombrer les navires exprès et malicieusement, en prenant des précautions pour sauver les personnes, et qu'il se fait et se commet beaucoup d'autres fraudes; pour les prévenir et les empêcher, ils ont dit qu'ils ordonnoient et ont ordonné et mandé que, si quelque maître ou propriétaire de navire, ou vaisseau, ou caravelle, ou autre bâtiment quelconque, a pris ou emprunté, prend ou emprunte à la grosse, a assuré ou assure tout ce que ledit navire, vaisseau, caravelle ou autre bâtiment quelconque, et la moitié du fret valent, au temps de l'assurance, sans en déduire les vingt-cinq pour cent de cette valeur, et que ledit navire se perde et périsse en tout ou en partie, les assureurs ne seront pas obligés de payer plus que le montant dudit navire et la moitié du fret, suivant la valeur qu'il pouvoit avoir au temps où il a été assuré, constatée par preuve suffisante, et déduction faite des vingt-cinq pour cent que ledit maître ou propriétaire devoit courir de risque, et que ces vingt-cinq pour cent seront répartis entre tous les assureurs de ladite police, sans distinguer entre les premiers et les derniers.

En outre, ledit maître ou propriétaire du

(1) Ce chapitre est conforme aux chapitres I de l'ordonnance de Burgos de 1838, et LVIII, LIX, LX de celle de Séville de 1556.

además el tal maestre ó dueño de la tal nao, ó otro qualquier fusta, pague otros veinte e cinco por ciento para todos los tales asseguradores : e si el dicho tal maestre e dueño nombrare, y apreciare la tal nao en la poliza del tal seguro, el valor que estima, e aprecia, valga, y lo pueda hazer, descontando toda via los dichos veinte e cinco por ciento, que assi es obligado de correr de riesgo : pero si por ventura acaeciere que el dueño de la tal nao assegurasse en esta villa, e assi bien maestre postizo huviesse segurado en otra parte, sin saber el vno del otro, ó por no estar avisado, que en tal caso siempre valga el seguro primero, y despues el segundo, fasta la cantidad de lo que vale la tal nao, ó fuere apreciada, conforme á la poliza, con la mitad de los fletes, rebatiendo siempre los veinte e cinco por ciento, que ha de correr el assegurado; e que lo contenido en este capitulo que habla de maestre ó dueño de nao, y maestre postizo, se entienda, e haya lugar en los mercaderes, y factores que cargan mercaderias.

navire ou autre bâtiment payera encore une fois vingt-cinq pour cent à tous les assureurs; et si ledit maître ou propriétaire déclare et insère dans la police d'assurance la valeur à laquelle il estime et apprécie ledit navire, cette clause sera valable et il la pourra faire, en déduisant toutefois lesdits vingt-cinq pour cent qu'il est obligé de courir de risque.

Mais si par hasard le maître du navire le faisoit assurer dans cette ville, et que le capitaine l'eût fait assurer dans un autre pays, l'un à l'insu de l'autre ou n'ayant pas reçu d'avis, en pareil cas la première assurance sera toujours valable, puis la seconde, jusqu'à concurrence de la quantité que vaut ledit navire ou qu'il aura été estimé conformément à la police, en y ajoutant la moitié du fret; et en déduisant toujours les vingt-cinq pour cent que l'assureur doit supporter; et les dispositions de ce chapitre qui parlent du maître ou propriétaire du navire et du capitaine s'entendront aussi des marchands et facteurs qui chargent des marchandises, et leur seront appliquées.

Capitvlo XLI.

Sobre lo mismo, tocante á seguros.

Otrosi : Por escusar, y ebitar los dichos fraudes y engaños : ordenaron y mandaron, que cada e quando el tal dueño ó maestre assegurare el precio de la nao, y mitad del flete enteramente, aunque sea corriendo el riesgo de veinte e cinco por ciento, si antes, ó despues huviere tomado, ó tomare dineros á cambio sobre la tal nao, e aparejos, y flete á riesgo dellos, que por el mesmo caso no valga seguro en favor del assegurado, ni los asseguradores sean obligados á pagar cosa alguna, y lo mismo haya lugar en las mercaderias que se cargan : empero quando los seguros estuvieren fechos sobre la nao,

Chapitre XLI.

Sur le même sujet, touchant les assurances.

Item. Pour éviter et prévenir lesdites fraudes et tromperies, ils ont ordonné et mandé que quand le maître ou propriétaire aura fait assurer en totalité la valeur du navire et la moitié du fret, quoiqu'il coure le risque de vingt-cinq pour cent, si auparavant ou depuis il a pris ou prend de l'argent à la grosse sur ledit navire, apparaux et fret, dans ce cas l'assurance ne vaudra pas en faveur de l'assuré, et les assureurs ne seront obligés à rien payer; la même chose aura lieu pour les marchandises qui seront chargées.

Mais cependant lorsque, après des assurances faites sur le navire, ledit maître se



y el dicho maestre despues de fecho los seguros, ofreciendole necessidad para aviar la dicha nao, si tomare alguna cosa a cambio teniendo assegurado lo que vale la dicha nao, y medio flete, como dicho es, que aconteciendo algun naufragio, que del dicho seguro le sea descontado, lo que assi tomó á cambio; y que esto tal se escalfe á todos los asseguradores de la poliza, sin mirar posterioridad: empero, si maliciosamente sin necessidad pareciere que haya tomado los dichos dineros á cambio, en tal caso no valga el tal seguro, como dicho es, pues se colige de la dicha malicia que tenia intencion de perder la dicha nao en el dicho viage.

trouvant dans la nécessité de fournir d'appareaux son navire, emprunte quelque somme à la grosse, ayant déjà assuré tout ce qu'il vaut et la moitié du fret, comme il a été dit, s'il arrive quelque naufrage, on déduira du montant de l'assurance la somme qu'il a empruntée à la grosse, en l'imputant sur tous les assureurs de la police, sans distinction de premiers ni derniers; néanmoins, s'il paroît qu'il a emprunté ladite somme malicieusement et sans nécessité, alors l'assurance ne sera pas valable, ainsi qu'il a été dit, puisqu'on induit de cette mauvaise foi qu'il avoit intention de perdre le navire pendant ledit voyage (1).

Capitvlo XLII.

Sobre lo mismo, tocante á seguros.

Otrosi: Dixeron, que por quanto despues de assegurados, nao, ó navios, ó mercaderias para qualesquier partes, assi por viages, como por tiempo, acaece que el tal assegurado, assi de nao, ó navios, ú de mercaderias, por venir ocasion de assi vender la tal nao, ó navios, ó mercaderias, antes que sirvan el viage que estava destinado, e assegurado, ó antes de cumplir el tiempo del dicho seguro, suelen venderse las naos, e navios, ó mercaderias, por los tales dueños assegurados, sea por su mejor, y por lo que les parece, al tiempo en que se hallan, y despues acaece, que los tales segurados vienen á pedir á los tales asseguradores el tal salario que huvieron pagado de los dichos seguros, ó á lo menos descontando lo corrido, hasta dónde la tal venta se hizo; y por ebitar pleytos, y diferencias, que en razon de lo suso dicho podrian acaecer, e suceder: ordenaron y mandaron,

Chapitre XLII.

Sur le même sujet, touchant les assurances.

Item. Ils ont dit que, attendu qu'après avoir fait assurer des navires, vaisseaux ou marchandises pour certains pays, soit pour un voyage, soit pour un temps déterminé, l'occasion se présentant de les vendre avant d'avoir fait le voyage pour lequel ces objets étoient destinés et assurés, ou avant d'avoir accompli le temps de ladite assurance, les maîtres assurés vendent lesdits navires, vaisseaux ou marchandises, soit pour leur plus grand avantage, soit d'après ce que les circonstances leur paroissent exiger, et qu'ensuite il arrive que lesdits assurés viennent redemander aux assureurs la prime qu'ils leur ont payée pour ladite assurance, ou du moins la somme qui reste, déduction faite du temps qui a couru jusqu'à la vente; pour éviter les procès et différends qui pourroient s'élever à raison de ce qui vient d'être dit:

Ils ont ordonné et mandé que quand un

(1) La distinction établie dans ce chapitre est remarquable. L'emprunt à la grosse fait de bonne foi, depuis l'assurance, pour les besoins du navire, est une dette des assureurs, puisqu'il a servi à conserver le navire dont ils répondoient.



que qualquier assegurado, sea de naos, ó mercaderias, que assi vendiere la cosa assegurada, antes de servir el viage por su probecho, e sin hazer saber á los tales seguradores, en tal caso los dichos seguradores no sean obligados de bolver el salario del tal riesgo que huviere recibido; y entiendese lo susodicho, si los tales seguradores corrieron algun riesgo sobre la tal nao, y mercaderias asseguradas : empero, si antes de començar el dicho riesgo se vendiere la tal cosa assegurada, sean obligados de bolver el salario que recibieron, quito el medio por ciento.

assuré, soit sur navires, soit sur marchandises, vendra ainsi, avant d'exécuter le voyage la chose assurée, pour son profit et sans le faire savoir aux assureurs, ceux-ci, dans ce cas, ne seront pas obligés de rendre la prime qu'ils auront reçue; cela s'entend du cas où les assureurs auront couru quelque risque sur lesdits navires et marchandises assurés; mais si la chose assurée étoit vendue avant que les risques eussent commencé, ils seront obligés de rembourser la prime qu'ils auront reçue, sauf demi pour cent (1).

CAPITVLO XLIII.

Sobre lo mismo, tocante á seguros.

Otrosi: Dixeron, que por ebitar algunas diferencias, y pleytos que ha auido sobre los que hazen seguros en esta villa, y su vniversidad, y se asseguran sobre naos, y mercaderias, ó dineros que prestaron á maestres, e persona que son subditos de reynos estraños; y acontece, que antes de acabar el viage del tal seguro sucede guerra entre los subditos de su magestad, y los tales dueños de naos, y mercaderias se van á sus tierras, sin venir á donde eran obligados, e algunas vezes en tiempo de paz, dexando de cumplir lo que son obligados con los tales cargadores, e asseguradores, de quienes huvieren recibido las dichas nao, ó navios, ó mercaderias, ó dinero; e aunque vengan en salbamiento, no cumplen; y los tales assegurados, han pedido á los tales asseguradores : diziendo, que los tales subditos de reynos estraños, no les cumplen, ni pagan lo que con ellos pusieron, diziendo, que ha sucedido guerra, e que á la causa se han ido á reynos estraños; y por ebitar las dichas diferencias, e plei-

CHAPITRE XLIII.

Sur le même sujet, touchant les assurances.

Item. Ils ont dit que pour éviter quelques différends et procès qui se sont élevés relativement à des assurances qui sont faites dans cette ville et sa communauté, sur des navires, marchandises ou sommes d'argent prêtées à des propriétaires et autres personnes sujets de royaumes étrangers, attendu qu'il arrive qu'avant l'achèvement du voyage pour lequel l'assurance est faite, une guerre éclate entre les sujets de sa majesté et le pays de ces étrangers, et que lesdits propriétaires de navires et marchandises s'en vont dans leur pays, sans venir aux lieux où ils étoient tenus de se rendre, et cela quelquefois même en temps de paix, négligeant d'accomplir leurs obligations envers lesdits chargeurs et assureurs, de qui ils avoient reçu lesdits navires, marchandises ou deniers, et que, bien qu'ils arrivent à bon port, ils ne remplissent pas leurs obligations; et que lesdits assurés attaquent alors lesdits assureurs, disant que lesdits sujets de royaumes étrangers n'exécutant pas et ne payant pas ce qu'ils devoient, parce qu'il est survenu une guerre, par cette raison ils sont allés dans des royaumes étrangers; pour éviter ces différends et procès, ils ont dit qu'ils déclaroient et ont déclaré que toutes les fois qu'un sujet de sa majesté voudra faire assurer un navire ou des marchandises, ou qu'un prêt sera fait à des personnes

(1) La solution contenue dans ce chapitre et dans beaucoup d'autres prouve qu'on étoit encore peu fixé sur les vrais principes. Du reste, cette solution est exacte; elle est conforme au véritable caractère du contrat aléatoire : dès qu'une fois le risque a commencé d'être couru, la prime est acquise à l'assuré.

tos : dixeron, que declaravan, e declararon, que quando quiera que el tal assegurado, subdito de su magestad, quisiere assegurar alguna nao, ó mercaderias, ó prestido que hiziere á personas que no sean naturales destos reynos; y las tales naos, y mercaderias, y prestido no pareciere averse perdido por tormenta, ó averse robado, de amigos, ó enemigos, que en tal caso los asseguradores sean libres, y no sean obligados de pagar cosa alguna.

qui ne seroient pas habitans de ces royaumes, et que lesdits navires, marchandises ou argent prêté ne paroîtront pas s'être perdus par tempêtes, ou avoir été dérobés par amis ou ennemis, en pareil cas les assureurs seront libres et ne seront obligés à aucun payement.

Capitulo XLIV.

Sobre lo mismo, tocante á seguros.

Otrosi : Por quanto por experiencia se ha visto, que en tiempo de guerra, e aun en tiempo de paz algunos navios, ó fustas, sin topar con enemigos, ni cosarios, con dezir que se estan assegurados, ó por ser los maestres, y marineros, que van en ellos, personas que no les va interese, por perder las tales naos, y contra el placato de su magestad, e cedulas que estan dadas por su alteza, los dichos tales navios, viendo de lejos algun otro navio, sin encontrarse con ellos, ni sin ninguna resistencia que hagan, ni sin conocer, si son amigos, ó enemigos, sacan el batel, ó desamparan la tal nao ó fusta, y la gente se sale en el dicho batel, como por experiencia se ha visto aver assi largado, y desamparado algunos navios, y despues han venido á caer en poder de amigos, como cada dia se ha visto passar lo susodicho, sobre lo qual ha avido, e ay muchos pleitos, e diferencias; y por ebitar lo susodicho : ordenavan, y ordenaron, y mandaron, que de aqui adelante ninguno que assi se assegurare sobre alguna nao, ó navios en esta universidad, que sea natural, ó estrangero, si la dicha tal nao, ó navio largaren sin ser tomados realmente, navio, y gente; en tal caso el tal seguro, e riesgo de las tales naos, ó

Chapitre XLIV.

Sur le même sujet, touchant les assurances.

Item. Attendu que l'expérience a fait voir qu'en temps de guerre, et même en temps de paix, quelques navires ou bâtimens, sans rencontrer des ennemis ou des corsaires, par la raison qu'ils étoient assurés ou que les capitaines et matelots qui les montoient étoient des personnes qui n'y avoient aucun intérêt, désobéissant au décret de sa majesté et aux cédules délivrées par son altesse, les gens de l'équipage apercevant de loin quelque autre bâtiment, sans en être abordés et sans faire aucune résistance, et même sans savoir s'il est ami ou ennemi, mettent la chaloupe en mer et abandonnent ledit navire ou bâtiment, en se sauvant dans ladite chaloupe; comme on a ainsi vu par expérience des navires abandonnés et désemparés, et tombant ensuite au pouvoir d'amis, et qu'on voit arriver cela chaque jour, sur quoi il y a eu et il y a beaucoup de procès et de différends :

Pour les éviter, ils ordonnent, ont ordonné et mandé que dorénavant, toutes les fois que quelqu'un, naturel ou étranger, fera assurer un navire ou bâtiment dans cette communauté, si ledit navire ou bâtiment est abandonné sans être pris réellement, navire et équipage, en cas pareil l'assurance faite sur ledit navire ou bâtiment ainsi délaissé et abandonné sera nulle en soi et de nulle

navios que assi largaren, y desempararen, sea en si ninguna, e de ningun valor, y efecto; e que los asseguradores de la tal poliza no sean obligados á pagar cosa alguna : todo lo qual se entiende del estrecho de Gibraltar para acá, y entiendase para con los dueños de las tales naos, ó navios, ó fustas, y no para con las mercaderias.

valeur et effet, et que les assureurs de cette police ne seront obligés à rien payer : tout cela s'entendra depuis le détroit de Gibraltar jusqu'ici, et s'entendra à l'égard des maîtres des navires, bâtimens ou fustes, et non à l'égard des propriétaires des marchandises.

Capitvlo XLV.

Sobre lo mismo, tocante á seguros.

Otrosi : Dixeron, que ordenavan, y ordenaron, por evitar pleytos que ha auido, y suelen suceder, que á un dueño de nao que assi assegura, acaece vender las tales naos, asseguradas á otras personas renunciandoles el derecho del tal seguro; y despues los seguradores se reclamavan, y dezian, que no quieran correr sobre las tales naos, por averse enagenado á poder de otros, porque muchas vezes se toman los tales seguros por aficion, que los tales seguradores tienen, á vnos mas que á otros; assi á los dueños de las tales naos; e por evitar lo suso dicho : ordenavan e ordenaron, que quando quiera que algun dueño de nao assegurado quisiere vender la tal cosa assegurada, sea obligado de notificar á todos los seguradores, ó á la mayor parte dellos, de como han vendido la tal cosa assegurada, para ver si quieren correr, lo retifiquen, ó en defecto borren su firma, tomando medio por ciento del salario que huviere corrido, y la venta, y renunciacion, que sin la tal notificacion se hiziere, sea en si ninguno : e si algo de perdida, ó daño aconteciere de la tal nao sin hazer la dicha diligencia, los tales asseguradores no sean obligados á pagarle cosa ninguna, aunque en las tales poliza ó polizas diga, y declare, perteneciente á quien pertenecer pueda y deba, ni siendo maestre fulano, ó otro qualquiera que fuere, y lo mismo se entienda

Chapitre XLV.

Sur le même sujet, touchant les assurances.

Item. Ils ont dit qu'ils ordonnoient et ont ordonné, pour éviter les procès qui ont eu et ont encore lieu habituellement, attendu qu'il arrive souvent à un propriétaire qui a fait assurer son navire de vendre ce navire ainsi assuré à d'autres personnes, en leur cédant le droit résultant de cette assurance, et qu'ensuite les assureurs réclament et disent qu'ils ne veulent plus courir les risques sur ce navire, parce qu'il a été aliéné; vu que souvent les assurances se font par suite de l'affection que les assureurs ont pour une personne de préférence à une autre ; par exemple en faveur de *tel* propriétaire de navire :

Pour éviter ces discussions, ils ordonnent et ont ordonné que, quand un propriétaire de navire assuré voudra vendre la chose assurée, il sera obligé de notifier à tous les assureurs ou à la majeure partie d'entre eux la vente qu'il a faite de ladite chose assurée, afin que s'ils veulent courir le risque ils ratifient, et, dans le cas contraire, ils biffent leur signature, en prenant demi pour cent du prix qui aura couru; et que la vente et cession qui se fera sans cette notification sera nulle en soi.

Et s'il arrive quelque perte ou dommage à ce navire, sans que lesdites diligences aient été faites, les assureurs ne seront obligés de rien payer, quoiqu'il soit dit et déclaré dans la police : *Le navire appartenant à qui il pourra et devra appartenir,* ou *le navire étant à un tel ou à tout autre.*

Ces dispositions seront aussi applicables

esto para todos los seguros que se hizieren por tiempo.

à toutes les assurances qui se feront pour un temps limité.

Capitvlo XLVI.

Que no se assegure de barateria de patron.

Item: Ordenaron y mandaron, que segun vso, y costumbre antigua desta vniversidad, que de aqui adelante en esta vniversidad no se assegure de varateria de patron, la qual varateria se entienda quando el maestre de la nao se alça con la tal nao y mercaderias, ó lo pierde maliciosamente, ó si vende las mercaderias ocultamente, y se alça con ello, y todo otro fraude ó engaño, que el dicho maestre hiziere en daño de los cargadores y asseguradores; y en tal caso, el tal seguro que se haya fecho, no valga.

Chapitre XLVI.

Qu'on ne doit pas assurer la baraterie de patron.

Item. Ils ont ordonné et mandé que, selon les anciens us et coutumes de cette communauté, on n'y assurera pas dorénavant la baraterie de patron, laquelle baraterie doit s'entendre du cas où le maître du navire disparoît avec le navire et les marchandises, ou les perd malicieusement, ou vend les marchandises secrètement et s'en approprie le produit, et de toute autre fraude ou dol que ledit maître commettroit au préjudice des chargeurs et assureurs; et, en cas pareil, l'assurance faite ainsi ne vaudra pas (1).

Capitvlo XLVII.

Lo que deben hazer los maestres de los navios, hallandose en necessidad de dinero, para comprar vituallas, ó aparejos.

Otrosi: Ordenaron y declararon, que por quanto algunas vezes acaece, que yendo alguna nao ó naos en seguimiento de su viage, assi para las partes de Flandes, e Inglaterra, y Francia, e Irlanda, y otras partes, acaece que con dilacion del tal viage y viages, tienen necessidad los tales maestres, para vituallar, y aparejar las dichas naos; y por quanto no tienen possibilidad, ni dineros, ni hallan de quien aver por interese, ni sin ella; y por lo que cumple al aviamiento de las tales naos, y mercaderias que van en ellas, los tales maestres suelen vender las tales mercaderias, que les parezca ser menos perjudiciales para el cumplimiento de lo que assi sucede, y ha menester para las dichas naos, e al aviamiento de ellas; y

Chapitre XLVII.

Ce que doivent faire les maîtres des navires, quand ils ont besoin d'argent pour acheter des victuailles ou des agrès.

Item. Ils ont ordonné et déclaré, attendu que quelquefois il arrive que pendant le cours du voyage de navires chargés pour la Flandre, l'Angleterre, la France, l'Irlande ou quelque autre pays, la prolongation du voyage met les capitaines dans la nécessité de ravitailler et d'appareiller le navire, et que, n'en ayant pas les moyens et ne trouvant personne qui veuille leur prêter l'argent dont ils ont besoin, avec ou sans intérêt, ces capitaines, pour pourvoir au salut du navire et des marchandises qui y sont chargées, ont coutume de vendre les marchandises dont la vente leur paroît le moins préjudiciable:

Et comme il s'est élevé et qu'il s'élève quel-

(1) Presque toutes les ordonnances du XVIe siècle n'admettoient pas l'assurance de la baraterie de patron; c'est plus tard qu'on a toléré cette faculté.

por quanto algunas vezes acaecido, y acaece aver pleyto, e diferencias entre los tales maestres, y mercaderes, cargadores, por quanto el tal maestre, ó maestres pusieron mano en hazienda agena; y por evitar lo susodicho : ordenaron y mandaron, que de oí en adelante los tales maestres de naos, ó navios que les acaeciere lo susodicho, y vinieren en necessidad de vituallas, e aparejos, sean obligados el tal maestre, ó maestres, en el lugar donde se hallare de hazer las diligencias necessarias ante la justicia, pudiendose auer, por si pudiera aver dineros en cambio, ó en otra manera para vituallar, e aparejar la dicha nao, ó naos, ó navios; y en defecto, que el tal maestre, ó maestres no hallaren recaudo para lo que dicho es, en tal caso el maestre, ó maestres, puedan vender aquello que fuere menester de presente para el tal aviamiento de las mercaderias, que menos perjudiciales sean, vendiendolas con autoridad de justicia, pudiendo aver; y el tal dicho maestre, ó maestres, sean obligados de pagar al dueño, cargador, ó á su factor, todo lo que assi valieren las dichas mercaderias, que assi fueren vendidas en el lugar, ó lugares, á donde van destinadas : y en caso que alguna perdida, ó quiebra en el precio de la tal mercaderia, que los dichos maestres vendiessen, huviesse el tal cargador ó dueño, se haya de contribuir por aueria gruessa á todas las mercaderias, e que en la tal nao, ó naos, fuesse entrando el dicho maestre en la dicha averia gruessa, la nao, ó el flete á su escoge, de manera que el dueño de la tal mercaderia vendida no reciba daño ó perdida; y esto se entienda tan solamente para el caso que se ofreciere de caso fortuito en el tal viage, que haya necessidad de probeer el aviamiento de la dicha nao, e mercaderias, e no para cosas de vituallas; porque lo de la vitualla es á cargo del dicho maestre.

quefois des procès et différends entre les capitaines et les marchands ou chargeurs, parce que les capitaines ont ainsi mis la main sur la chose d'autrui; pour éviter ces inconvéniens, ils ont ordonné et mandé que dorénavant les capitaines de navire à qui il arrivera semblable accident, et qui auront besoin de victuailles et d'agrès, seront obligés de faire, dans le lieu où ils se trouveront, les diligences nécessaires devant la justice, si faire se peut, afin de se procurer de l'argent à la grosse ou d'une autre manière pour ravitailler et appareiller le navire ou vaisseau; et qu'à défaut de ce, si lesdits capitaines ne trouvent pas de ressources de ce côté, ils pourront vendre ce qui sera actuellement nécessaire pour cet effet parmi les marchandises dont la vente sera le moins préjudiciable, en les vendant sous l'autorité de la justice, si faire se peut.

Lesdits capitaines seront obligés de payer au propriétaire ou chargeur, ou à son facteur, tout ce que vaudront lesdites marchandises ainsi vendues dans le lieu ou les lieux de leur destination; et dans le cas où ledit chargeur ou propriétaire éprouveroit quelque perte ou banqueroute pour le prix de ladite marchandise vendue par le capitaine, il y aura lieu, comme pour une avarie grosse, à faire contribuer toutes les marchandises chargées sur ledit ou lesdits navires, ledit capitaine faisant entrer dans cette contribution la valeur du navire ou le fret, à son choix, de manière que le propriétaire de la marchandise vendue n'éprouve pas de dommage ou de perte; et ce droit d'établir une contribution ne doit être entendu que pour le seul cas où un accident fortuit, arrivé pendant le voyage, mettroit dans la nécessité de pourvoir à l'appareillement du navire et des marchandises, et non du cas où il s'agiroit de victuailles, parce que ce qui concerne les victuailles est à la charge du capitaine ou du maître du navire.

CAPITVLO XLVIII.

Tocante á seguros.

Otrosi: Dixeron, que han por costumbre antigua, e ordenavan, e ordenaron, que si en las cargaçones que se hazen, assi en vinos, como en azeytes, y otras semejantes mercaderias y cargaçones, en que suele aver corrizon, huviere alguna corrizon ó daño por la arrumazon, ó por falta de la fusta e cellos, ó de otro dolo ó culpa, assi en los vinos, e azeytes, como en otras semejantes mercaderias, los asseguradores no sean obligados de pagar cosa alguna de la tal corricion, y falta de la arrumazon, e daño que por falta de lo susodicho se huviere fecho, ó acaecido por caso fortuito, ca entonces en tal daño sean obligados de pagar los tales asseguradores al assegurado.

CHAPITRE XLVIII.

Touchant les assurances.

Item. Ils ont dit qu'ils reconnoissent comme un usage ancien, et qu'ils ordonnoient et ont ordonné que si, dans les chargemens qui se font, tant en vins qu'en huiles, et autres marchandises semblables sujettes à coulage, il arrive quelque coulage ou quelque dégât par négligence dans l'arrimage ou par mauvaise disposition du bâtiment ou des futailles, ou par toute autre espèce de dol ou de faute, tant pour les vins et huiles que pour les autres marchandises semblables, les assureurs ne seront obligés de rien payer pour ce coulage ou ce défaut dans l'arrimage, ou pour dommage occasionné par quelque faute ci-dessus désignée. Il en sera autrement si le dommage est arrivé par cas fortuit; car alors les assureurs seront obligés de le payer à l'assuré.

CAPITVLO XLIX.

Sobre lo mismo, tocante á seguros.

Otrosi: Ordenaron e declararon, que alguna nao, ó naos, ó navios de qualquier porte, llevare sacas de lanas, ó otras qualesquier mercaderias de qualquier calidad que sean, e no diere vota tierra, ni se anegare, ni se perdiere, ni otra nao no la embistiere, y rompiere, aunque se dañe la tal mercaderia, ó se moge toda, ó parte, que el assegurador no sea obligado de pagar daño alguno por razon de lo susodicho, y assi lo ordenaron e mandaron.

CHAPITRE XLIX.

Sur le même sujet, touchant les assurances.

Item. Ils ont ordonné et déclaré que si des navires ou bâtimens, partant de quelque port que ce soit, chargés de sacs de laines ou d'autres marchandises de quelque qualité que ce soit, n'échouent point contre terre, ne sont pas submergés par la mer, ne se perdent point, ne sont pas touchés par l'abordage d'autres navires qui les brisent, et si cependant, hors ces cas, la marchandise est endommagée (1) et le chargement mouillé en tout ou en partie, l'assureur ne répondra pas de cet événement; c'est ainsi que nous le mandons et ordonnons.

(1) Quoique j'aie imprimé littéralement le texte espagnol d'après l'édition de 1669, la seule qui fût à ma disposition, ne l'ayant pas trouvé dans la collection de Capmany, j'ai cru que le mot *no* entre *aunque* et *se* étoit une faute, et je l'ai supprimé. J'ai en conséquence cherché à traduire ce chapitre en lui donnant un sens analogue à l'esprit de l'ordonnance. M. Pellat, qui a eu la bonté de faire la traduction des autres chapitres et qui avoit laissé celui-ci en blanc croyant le texte altéré ou incomplet, a approuvé la traduction que je lui ai communiquée. Le chapitre LXI de l'ordonnance de Saint-Sébastien, ci-après, justifie ma correction.

Capitvlo L.

Sobre lo mismo, tocante á seguros.

Otrosi : Dixeron, que han por costumbre antigua, e ordenavan, y ordenaron, que assegurando algunas mercaderias, assi como fruta, e vino, y azeros, e lanas, y paños, y otras qualesquier mercaderias de qualquier calidad que sean, que se podrian dañar por largo tiempo, acaeciesse que estuviessen cargadas en las naos, navios, y otras fustas despues de assegurados, y por ello por larga estada de las dichas naos, ó en otra qualquier manera se dañassen, y estragassen, que en tal caso los asseguradores no sean obligados á pagar cosa alguna del daño que á las tales mercaderias asseguradas viniessen, e sucediessen en la manera susodicha, ecepto, si el tal daño viniesse á las dichas mercaderias por algun caso fortuito, y no por la estada de largo tiempo, ca acaeciendo en las tales mercaderias, el daño, ó perdida, ó menoscabo por caso fortuito, sean obligados los asseguradores, á pagar el tal daño; e que si alguna hechazon se hiziere en fruta de naranja, ó limon, los asseguradores no sean obligados á lo pagar por ser mercaderia que cada dia se daña e podrece.

Chapitre L.

Sur le même sujet, touchant les assurances.

Item. Ils ont dit qu'ils avoient pour usage ancien, et qu'ils ordonnoient et ont ordonné que, en cas d'assurance de marchandises telles que fruits, vins, aciers, laines, draps, et autres objets de quelque qualité que ce soit, susceptibles de se gâter par le temps, s'il arrivoit qu'après avoir été assurées elles restassent chargées sur les navires, vaisseaux et autres bâtimens, et que par une longue starie desdits navires ou de quelque autre manière, elles vinssent à se gâter ou à se détériorer, en pareil cas les assureurs ne seront obligés à rien payer du dommage arrivé à ces marchandises de la manière susdite, à moins que ce dommage ne survienne par quelque cas fortuit et non par suite d'une longue starie. Quant au dommage, à la perte ou à la détérioration survenus par cas fortuits, les assureurs seront obligés de le payer; mais, s'il survient quelque perte d'oranges ou de limons, les assureurs ne seront pas obligés de les payer, attendu que ce sont des marchandises qui se gâtent et se pourrissent tous les jours (1).

Capitvlo LI.

Que los asseguradores paguen dentro de quatro meses, contados desde el dia en que se les hizieren notorio la perdida.

Otrosi: Dixeron, que tenian por ordenança, e costumbre, ordenavan, y ordenaron, que fecho el tal seguro, ó seguros en la forma en estas ordenanças contenida; y porque assi convenia á la governacion de los dichos seguros, y la mucha

Chapitre LI.

Que les assureurs payent dans les quatre mois à compter du jour où la perte leur a été signifiée.

Item. Ils ont dit qu'ils avoient pour ordonnance et coutume, qu'ils ordonnoient et avoient ordonné que, les assurances étant faites dans la forme prescrite par les présentes, attendu que cela étoit conforme à la bonne exécution de ces sortes de conventions, et à la grande loyauté qui a régné et règne

(1) Le chapitre 1er de l'ordonnance de Burgos de 1538 avoit aussi prévu le cas d'assurance de choses de cette espèce.

llaneza que hasta aqui se ha tenido, y se tiene en el desembolzar, que de aqui adelante los dichos tales asseguradores sean obligados de pagar al tal assegurado, e á qualquiera que assi assegurare, la cantidad ó cantidades asseguradas, cada vno su rata, segun tuviere firmado en la tal poliza, desembolsen, y paguen, y sean obligados de pagar, y desembolsar ante todas cosas, sin que para ello sean oidos del dia que las tales assegurados, ó quien su poder huviere, este notificado á los dichos asseguradores, ó á la mayor parte dellos, el naufragio, e perdida de la tal cosa assegurada, dentro de quatro meses primeros siguientes, sin mas alçada, ni apelacion alguna, ni otro remedio, ni defension; y no embargante qualquiera litispendencia, litigio, e pleito, e diferencia que nazca, durante los dichos quatro meses despues de la dicha notificacion : e que lo contenido en este capitulo se entienda, e haya lugar, mostrandose ante todas cosas, por parte del assegurado, ó assegurados, certificacion del naufragio, ó perdida, ó daño, que por caso fortituito acaeciere en las tales cosas asseguradas, sean navios, fustas, y sus fletes, e aparejos, y mercaderias, ó parte dellas, durante el tal viage que se asseguraron, e assi bien mostrando el precio de el coste con costas, hasta ser cargado : y con tal, que assimismo den fianças, llanas, e abonadas á los dichos asseguradores, que sean mercader, ó mercaderes, llanos, y abonados, vezinos desta dicha villa de Bilbao, para que si por los dichos fiel e consules fueren condenados en lo que assi huvieron recibido, ó en parte dello, bolveran á los dichos tales asseguradores, con mas veinte por ciento; e aunque no se especifique en la fiança que otorgaron, de bolver, e restituir á los asseguradores, ó á quien su poder huviere, e que de ello no puedan apelar; e si apelaren, no les valga; y que el tal

jusqu'ici dans cette ville pour le payement, lesdits assureurs seront dorénavant obligés de payer à l'assuré et à quiconque se sera fait assurer ainsi, la somme ou les sommes assurées, chacun pour ce qui le concerne, selon qu'il aura signé dans la police; qu'ils débourseront et payeront, et seront obligés de payer et débourser avant toutes choses, sans être ouïs sur cela, dans les quatre mois, à compter du jour que lesdits assurés ou leurs fondés de pouvoir auront notifié auxdits assureurs ou à la majeure partie d'entre eux le naufrage ou la perte de la chose assurée, sans appel, recours, ni autre remède ou défense, et nonobstant toute litispendance, litige, procès ou différend qui naîtroit durant les quatre mois après ladite notification.

Et le contenu en ce chapitre s'entendra et aura lieu moyennant qu'il soit produit, de la part de l'assuré ou des assurés, certificat du naufrage, ou de la perte, ou du dommage arrivé par cas fortuit aux choses assurées, soit navires, fustes et leurs fret et apparaux, soit marchandises ou partie d'icelles, durant le voyage pour lequel l'assurance a été faite, et qu'il soit également fourni preuve du prix coûtant et des frais faits jusqu'au chargement, et à condition aussi que les assurés donneront auxdits assureurs cautions non privilégiées et solvables en la personne de marchands roturiers, solvables, habitans de cette ville de Bilbao, afin que, s'ils sont condamnés par lesdits prieur et consuls à rendre ce qu'ils auront ainsi reçu, en tout ou en partie, ils le remboursent auxdits assureurs avec vingt pour cent en sus, et cela quand même il n'auroit pas été spécifié dans le cautionnement qu'on rembourseroit aux assureurs ou à leurs fondés de pouvoir; et qu'ils ne pourront appeler de cette décision :

Et s'ils appellent, l'appel ne sera pas valable, et ladite caution sera engagée comme

fiador quede por principal pagador, e que no aya necessidad de hazer diligencia alguna contra el principal assegurado; y que los autos que con el tal fiador se hizieren, como si con el tal principal assegurado se hiziessen.

principal débiteur, et il ne sera nécessaire de faire aucune diligence contre l'assuré, et les actes contre ladite caution seront considérés comme faits contre l'assuré principal (1).

Capitulo LII.

Sobre lo mismo, tocante á seguros.

Otrosi: Dixeron, que pues por el capitulo de suso se provee, y manda, que los segurados sean pagados de las cantidades que asseguraren, sin dilacion alguna, luego que mostraren por informacion sumaria el naufragio, ó perdida, ó daño, acaecido en las naos, ó mercaderias asseguradas; e que á las tales informaciones sumarias, para efecto de desenbolsar, se de entera fee y credito, lo qual es contra la disposicion de derecho, y leyes del reyno, e podria ser, que lo contenido en este capitulo diesse ocasion á que algunos, movidos con codicia, ú de otra manera hiziessen, ó traxessen algunas informaciones falsas, y no verdaderas, donde los asseguradores reciben mucho agravio, e daño; y para el remedio dello, y por el refrenar la dicha codicia, y por quitar la dicha ocasion: ordenavan, y ordenaron, que qualquier, ó qualesquier personas que hizieren, y trageren las tales informaciones, y pesquisas, y testimonios falsos, y no verdaderos, en todo, ó en parte, allende de las penas en derecho establecidas, contra semejantes falsarios, tornen, y restituyan á los dichos asseguradores, todo lo que por razon de los tales seguradores huvieren recibido, y cobrado, con mas treinta por ciento; los quales dichos treinta por ciento se repartan, la mitad para los dichos asseguradores, y de la otra mitad la tercia parte, para las necessidades, y costas de la dicha vniversidad; y la otra tercia parte,

Chapitre LII.

Sur le même sujet, touchant les assurances.

Item. Ils ont ordonné qu'attendu qu'il est pourvu et ordonné par le chapitre précédent, que les assurés seront payés des valeurs qui leur ont été assurées, sans aucun délai, dès qu'ils justifieront par une information sommaire du naufrage, perte ou dommage survenu aux navires ou aux marchandises assurées, et qu'on accordera pleinement foi et confiance à ces informations sommaires, à l'effet du payement, ce qui est contre la disposition du droit et des lois du royaume; et comme il pourroit arriver que le contenu de ce chapitre donnât occasion à ce que quelques personnes, mues par la cupidité ou par quelque autre motif, fissent ou produisissent des informations fausses, ce qui causeroit aux assureurs un grand tort et préjudice:

Pour y remédier, et pour réprimer ladite cupidité et en prévenir l'occasion, ils ordonnent et ont ordonné que toutes personnes qui feroient et produiroient de semblables informations, enquêtes et témoignages faux et non véridiques, en tout ou en partie, outre les peines établies par le droit contre de semblables faussaires, rembourseront et restitueront auxdits assureurs tout ce qu'ils auront touché et reçu d'eux, avec trente pour cent en sus.

Lesdits trente pour cent seront répartis ainsi qu'il suit: la moitié pour lesdits assureurs, et sur l'autre moitié un tiers pour les besoins et dépenses de cette communauté; le second tiers pour les pauvres de l'hôpital de cette ville, et le dernier tiers pour les

(1) On peut comparer le chapitre XVIII de l'ordonnance de Burgos de 1538.

para los pobres del dicho hospital desta villa; y la otra tercia parte, para los juezes que lo sentenciaren, y executaren.

CAPITVLO LIII.

Sobre lo mismo, tocante á seguros.

Otrosi : Por quanto acontece, que muchas vezes despues que los asseguradores han pagado, y desembolsado algun riesgo, que tenian assegurado sobre algunas mercaderias e naos en algun viage; y despues de assi desembolsado tornan á poner la demanda al tal assegurado, ó á su fiador de las tales cantidades que tienen desembolsados, con mas las penas de la ordenança, por auer avido algun fraude, ó engaño, ó otro defecto en el dicho seguro, e daño que aconteció : e porque aviendo sentencia ante los fiel y consules en favor de los dichos asseguradores, para que les buelvan lo que avian assi desembolsado, con las dichas penas, y de la tal sentencia suelen apelar los dichos assegurados ante el corregidor y colegas, y el pleito vá por via ordinaria : de manera, que los dichos asseguradores no puedan alcançar á recobrar lo que assi huvieren mal pagado, sino por distancia de todas sentencias, en lo qual reciben notorio agravio, pues ellos fueron compelidos al desembolso, sin ser oídos : y por evitar lo susodicho, y porque aya igualdad, e vna misma lei contra los dichos asseguradores, y contra los assegurados, que contra justicia cobran algunos seguros : dixeron, que ordenavan, e ordenaron, que de aqui adelante quando aconteciere que semejante pleito se trate entre los asseguradores y el assegurado, ó su fiador, de algunos seguros que ayan mal pagado : dezimos, que la sentencia que dieren fiel y consules en el dicho pleyto, condenando al dicho assegurado, ó assegurados, ó sus fiadores á que

juges qui prononceront la sentence et la feront exécuter (1).

CHAPITRE LIII.

Sur le même sujet, touchant les assurances.

Item. Attendu qu'il arrive que souvent, après que les assureurs ont payé et déboursé le montant de quelque risque qu'ils avoient assuré sur des marchandises et navires pendant un voyage, ils viennent à demander à l'assuré ou à sa caution le remboursement des sommes qu'ils ont payées, et en outre les peines portées par les ordonnances, à cause de quelque fraude, tromperie ou autre défaut qu'il y a eu dans ladite assurance; et attendu qu'une sentence ayant été rendue par le prieur et les consuls en faveur desdits assureurs pour le remboursement de ce qu'ils ont payé et desdites peines, les assurés appellent de cette sentence devant le corrégidor et ses collègues, et que le procès par la voie ordinaire se prolonge de telle manière que lesdits assureurs ne peuvent parvenir à recouvrer ce qu'ils ont indûment payé, qu'après un long intervalle, en quoi ils éprouvent un tort notoire, puisqu'ils ont été contraints à payer sans être ouïs :

Pour éviter l'inconvénient susdit, et pour qu'il y ait égalité et même loi envers les assureurs et envers les assurés qui touchent injustement le montant de l'assurance, ils ont dit qu'ils ordonnoient et ont ordonné que dorénavant, quand il s'élèvera un semblable procès entre les assureurs et l'assuré, ou sa caution, sur des assurances payées à tort, la sentence que rendront le prieur et les consuls dans ledit procès, en condamnant lesdits assurés ou leurs cautions au remboursement de ce qu'ils auront ainsi reçu desdits assureurs, avec ladite peine de l'ordonnance, ou de partie de cette somme, sera exécutée contre ledit assuré ou sa caution avec la même rigueur

(1) On trouve des dispositions tout à fait semblables dans les ordonnances de Barcelonne, de Burgos de 1538, et de Séville.

buelvan, e paguen lo que assi huvieron cobrado de los dichos asseguradores, con la dicha pena de la ordenança, ó por la cantidad que fueren condenados, que la tal sentencia sea executada en el dicho assegurado, ó su fiador, con tanto rigor, como fueron executados los dichos asseguradores al dicho desembolso; y que en el tanto, que haga la dicha paga realmente, no le sea admitida ninguna apelacion para ante el corregidor, y colegas, aunque el corregidor de su mandamiento, inivitorio, y rebocatorio del mandamiento de los dichos fiel y consules, para el dicho desembolso, que no sea valido, hasta en tanto que la dicha sentencia de los dichos fiel y consules sea executada, y sean pagados los dichos asseguradores; e despues de assi ser pagados los dichos asseguradores, sean admitidos en su apelacion los dichos assegurados, ó sus fiadores por via ordinaria.

suivant laquelle lesdits assureurs auront été forcés audit payement; et qu'en attendant qu'on ait effectué ce payement en totalité, il ne sera admis aucun appel devant le corrégidor et ses collègues, quoique le corrégidor donne son mandement inhibitoire et révocatoire du mandement du prieur et des consuls relatif audit remboursement; que ce mandement ne sera pas valable jusqu'à ce que ladite sentence du prieur et des consuls soit exécutée, et que lesdits assureurs soient payés; et après qu'ils auront été ainsi payés, lesdits assurés ou leurs cautions seront reçus dans leur appel par la voie ordinaire.

CAPITVLO LIV.

Sobre lo mismo, tocante á seguros.

Otrosi: Porque podrian nacer algunas diferencias, e pleitos sobre la fee, e autoridad que deben tener, y se les ha de dar á las certificaciones de los naufragios, y perdida, e cargaçon, de que en el capitulo antes deste se haze mencion: ordenaron y mandaron, que constando de la cargazon por el libro de saborne, y por conocimiento del maestre de la tal nao, ó por testigos de vista: y assimismo del precio, y valor de las mercaderias, e naos, e otras cosas asseguradas, e constando del dicho naufragio, y perdida, y caso fortituito acaecido con dos testigos de vista, á esto tal se tenga por plenaria certificacion, y para el fin, y efecto de aver de desembolsar los asseguradores con la dicha fiança que en el dicho capitulo se haze mencion, e que los tales testigos de informacion hagan fee, aunque no sean tomados, ni

CHAPITRE LIV.

Sur le même sujet, touchant les assurances.

Item. Comme il pourroit naître quelques différends et procès sur la foi et autorité qui doit être accordée aux certificats de naufrages, pertes et chargement, dont il est fait mention dans un chapitre précédent, ils ont ordonné et mandé que la cargaison étant constatée par le livre de bord et par le connoissement du capitaine du navire, ou par des témoins *de visu,* et de même le prix et valeur des marchandises, navires et autres choses assurées, et le naufrage, perte ou cas fortuit survenu étant constaté par deux témoins ordinaires, on s'en tiendra à cela comme pleine justification, à l'effet d'obliger les assureurs à payer, moyennant la caution mentionnée dans ledit chapitre, et que lesdits témoins d'information feront foi, quoiqu'ils ne soient pas pris et reçus sur citation de partie, et qu'on ne procède pas en forme de procès, pourvu qu'ils soient pris et reçus dans le lieu où arrive le cas fortuit, naufrage ou perte, ou dans le lieu le plus voisin; étant bien entendu toutefois que si cette information faite par l'assuré a lieu d'ici à Saint-

recibidos, con citacion de parte, ni procediendo contestacion de lid, quando quier que se toman, y reciben en el lugar donde acaece el caso fortituito, e naufragio, ó perdida, ó en el lugar mas cercano : con que se entienda, que la tal informacion que el assegurado hiziere, si se huviere de hazer, dende aqui á San Sebastian, ó hasta San Vicente de la Barquera, sean obligados á citar los seguradores, ó las partes, e sin ello no valga la tal informacion : e con que venga la informacion signada de escrivano publico, e de juez que la reciba, e con que el maestre de la tal nao sea citado, e llamado, para ver jurar, e conocer los tales testigos, ó en defecto, otro oficial de la nao; pero esta tal informacion no haga fee para mas de desembolsar, sino fueren retificados los testigos en juyzio plenario, e que el maestre de la nao sea citado, como dicho es, quando se pierden, ó dañan las mercaderias, no se hallando el dueño dellas, ó el factor presente; e hallandose presentes, sean citados, e llamados ellos, y no el maestre, ó quando se pierde, ó daña nao, ó aparejos, sea citado, e llamado el contra maestre, e piloto, si presentes se hallaren.

Sébastien, ou à Saint-Vincent de la Barquera, l'assuré sera obligé de citer les assureurs ou les parties pour être présens à l'information, laquelle, sans cela, ne sera pas valable:

L'information sera signée par le notaire public ou par le juge qui la recevra, et le capitaine, ou, à son défaut, un autre officier du navire, sera cité et appelé pour voir jurer et reconnoître les témoins : mais cette information ne fera foi que pour le payement, à moins que les témoins ne soient approuvés en justice plénière, et que le capitaine du navire n'ait été cité, comme il a été dit, en cas de perte ou de détérioration des marchandises, quand le propriétaire de ces marchandises ou son facteur ne se trouvera pas présent; mais ceux-ci, s'ils sont présens, seront eux-mêmes cités et appelés, et non le capitaine; et en cas de perte ou de détérioration du navire ou de ses apparaux, le contre-maître et le pilote seront cités et appelés, s'ils se trouvent présens.

CAPITVLO LV.

Sobre lo mismo, tocante á seguros.

Otrosi : Por quanto muchas vezes acaece que en esta villa, e su vniversidad, se asseguran algunas personas de mercaderias, ó otras cosas que les cargan sus factores, y encomenderos, ó por comisiones, ó en otra qualquier manera, y no saben en que naos se han de cargar las tales mercaderias, y se asseguran, sin nombrar los tales navios, diziendo la poliza en qualesquier naos, e nauios, donde las tales mercaderias se cargaren : e acaece muchas vezes cargar las tales mercaderias en dos ó tres naos ó navios, e acontece venir vna ú

CHAPITRE LV.

Sur le même sujet, touchant les assurances.

Item. Attendu qu'il arrive souvent que, dans cette ville et dans sa communauté, quelques personnes font assurer des marchandises ou autres choses, qui sont chargées par leurs facteurs et commis, ou par commission, ou de quelque autre manière, sans qu'elles sachent sur quels navires ces marchandises doivent être chargées, et qu'elles se font assurer ainsi sans nommer les navires, la police contenant cette énonciation, *en quelques navires et bâtimens que lesdites marchandises soient chargées;* et attendu qu'il arrive souvent que ces marchandises sont chargées sur deux ou trois navires ou bâtimens, et qu'un ou deux d'entre eux arrivent à bon port et

dos dellas en salbo, y perderse otra, y despues los tales assegurados pedian á los asseguradores la perdida, tan solamente de la que se huvo perdido, sobre lo qual ha auido pleitos, e diferencias; y por evitar los de aqui adelante el dolo, y fraude que podria suceder, assi por parte de los tales cargadores, como por los asseguradores; se declara y ordenaron, y mandaron, que de aqui adelante, qualquier seguro que se hiziere, de la manera contenida en este capitulo; que se entienda, que el seguro corrian los tales asseguradores en la primera nao, ó navio, ó navios que el tal cargador assegurado, ó su voz huvieren cargado las dichas mercaderias, hasta la cantidad y montança de lo que en la poliza se assegurare, entrando el tal cargador assegurado con los veinte por ciento, que es obligado de correr, conforme á estas ordenanças; e que si la tal, ó tales naos, ó navios, que assi de primero se huvieren cargado, hasta la susodicha cantidad, vinieren en salbo, en tal caso los tales seguradores sean libres del tal seguro, viniendo, como esta dicho, hasta la dicha cantidad, que assi huvieren assegurado; y lo mismo, por mas justificacion de ambas partes, se declara, que si por ventura, lo que assi primero se cargare, hasta la susodicha cantidad huviesse algun caso fortituito, ó perdida, en tal caso los dichos asseguradores sean obligados de pagar al assegurado el daño que assi recibiere en la dicha cargaçon, assi como les cupiere.

qu'un autre se perd, et qu'ensuite ces assurés demandent aux assureurs le payement de celui qui s'est perdu, sur quoi il y a eu des procès et différends :

Pour les éviter dorénavant, et prévenir le dol et la fraude, tant de la part des chargeurs que de celle des assureurs, il est déclaré, et ils ont ordonné et mandé, que désormais, toutes les fois qu'il se fera une assurance de la manière indiquée en ce chapitre, il sera entendu que les assureurs courent les risques du premier ou des premiers navires ou bâtimens sur lesquels le chargeur assuré ou son mandataire aura chargé lesdites marchandises, jusqu'à concurrence de la quantité et du montant de l'assurance portée dans la police, ledit chargeur assuré supportant les vingt pour cent qu'il est tenu de courir dans le risque, conformément à ces ordonnances; et si ledit ou lesdits navires ou bâtimens qui auront été le premier ou les premiers chargés jusqu'à ladite quantité, arrivent à bon port, lesdits assureurs seront libres de l'assurance.

Et pour plus ample justification des deux parties, il est encore déclaré que si ce qui est ainsi chargé en premier lieu, jusqu'à concurrence de ladite quantité, éprouvoit quelque cas fortuit ou perte, lesdits assureurs seront alors obligés de payer, pour la part qui les concerne, à l'assuré, le dommage qu'il aura ainsi reçu dans ladite cargaison.

CAPITVLO LVI.

Sobre lo mismo, tocante á seguros.

Otrosi : Dixeron, que por quanto en esta villa suele aver algunas diferencias, e debates en razon de seguros fechos sobre mercaderias : diziendo, el que se assegura, que si por ventura algun daño, ó perdida, ó menoscavo recibian las tales

CHAPITRE LVI.

Sur le même sujet, touchant les assurances.

Item. Ils ont dit qu'attendu qu'il s'élève habituellement dans cette ville des différends et des débats à raison d'assurances faites sur des marchandises, l'assuré disant que si, par hasard, les marchandises assurées éprouvoient par cas fortuit quelque dommage, perte ou détérioration, avant d'arriver au

mercaderias, sobre que se asseguravan, antes de llegar á su derecha descarga por caso fortituito, eran obligados los asseguradores á pagar al tal assegurado lo que valian las tales mercaderias, en el lugar donde iban destinadas; y para esto dezian, y se defendian los asseguradores: diziendo, que si las mercaderias salbadas valian tanto quanto costavan en donde se cargavan, y valiendo el dicho coste donde llegavan, no eran obligados á pagar cosa alguna, porque no debian mas del dicho coste, y sobre esto avia, y solia aver diferencias, y debates entre seguradores, y el segurado, porque el assegurado pedia, e demandava que le pagassen lo que valia en el lugar donde el lleuava las tales mercaderias, porque assi las avia de vender, si las llevara sin daño: e para evitar, y quitar estas dudas, e diferençias, visto lo vno, y lo otro, y la costumbre antigüa: ordenaron y mandaron, que los asseguradores que assi se asseguravan sobre las tales mercaderias, fuessen obligados de pagar, y paguen al tal assegurado, el daño, y perdida que assi recibiere en las tales mercaderias, siendo por caso fortuituo, aviendo respeto á como valian, y costaron las dichas mercaderias cargadas en el lugar donde se cargaron, e que la moderacion desto quede para sentenciar, y averiguar en manos de los fiel e consules, que al tiempo fueren de la dicha vniversidad; y que la derecha descarga se entienda ser á donde fuere destinado por la carta de afletamiento que ay, e huviere.

lieu de leur décharge directe, les assureurs étoient obligés de lui payer ce que ces marchandises valoient dans le lieu de leur destination; et les assureurs répondant à cela, en se défendant, que si les marchandises sauvées valoient autant qu'elles coûtoient au lieu de chargement, et valoient encore le montant dudit coût au lieu d'arrivée, ils n'étoient obligés à rien payer, parce qu'ils ne devoient pas plus que ledit coût; et sur cela il avoit coutume de s'élever des différends et débats entre les assureurs et l'assuré, parce que l'assuré réclamoit et demandoit que les assureurs lui payassent ce que les marchandises valoient au lieu de la destination, attendu qu'il les auroit vendues à ce prix si elles y fussent arrivées sans détérioration:

Pour éviter et écarter ces doutes et différends, vu les raisons de part et d'autre, et la coutume ancienne, ils ont ordonné et mandé que les assureurs qui auront ainsi assuré des marchandises de cette sorte seront obligés de payer et payeront audit assuré le dommage et la perte qu'il éprouvera dans lesdites marchandises par suite d'un cas fortuit, ayant égard à ce que lesdites marchandises valoient et ont coûté dans le lieu où elles ont été chargées, et que la détermination de ce point sera abandonnée au jugement et à la vérification du prieur et des consuls alors en fonctions dans cette communauté; et que la décharge directe s'entendra du lieu de la destination fixé par la charte d'affrétement qui aura été dressée.

CAPITVLO LVII.

Sobre lo mismo, tocante á seguros.

Otrosi: Declararon e ordenaron, que todas las vezes que los segurados por razon de los daños que recibieron con la dicha fortuna, y tormenta de mar, notoria en las tales mercaderias que tuuieren asseguradas de las susodichas, excluidas,

CHAPITRE LVII.

Sur le même sujet, touchant les assurances

Item. Ils ont déclaré et ordonné que toutes les fois que les assurés, à raison des dommages qu'ils auront éprouvés par les fortunes et tourmentes de mer notoires, sur les marchandises qu'ils auront fait assurer, à l'exclusion de celles qui sont exceptées, comme les vins, les poissons, le pain et les fruits, vou-

y acetadas, como son la nao, vinos, y cosas de pescado, pan, y fruta, quisieren hazer dexacion en los seguradores, de las tales mercaderias damnificadas, e no eceptadas, que puedan hazer la dicha dexacion, por la parte que á los dichos seguradores tocare, con tal aditamento e condicion, que haga la dicha dexacion de todas las mercaderias, que en la tal nao, ó naos llevaren cargadas, que no sean de las aceptadas, et que no puedan hazer dexacion de la parte que quisieren, sino de todo enteramente, e no de otra manera, y assi lo declararon, y ordenaron, y declarando, como declararon, que si el tal cargador, ó segurado cargare de diferente genero de mercaderias, y algunas destas suertes se dañaren, y otras no se dañaren, que puedan dexar la tal mercaderia, que asi se dañare, dexando la toda, y goardando los otros generos de mercaderias, que no se dañare, que fuere su voluntad.

dront faire aux assureurs le délaissement de ces marchandises endommagées et exceptées, ils pourront faire ledit délaissement pour la part qui concernera lesdits assureurs, avec cette addition et condition qu'ils effectueront ledit délaissement pour toutes les marchandises qui se trouveront chargées dans ledit ou lesdits navires, et qui ne seront pas du nombre des marchandises exceptées; et qu'ils ne pourront pas faire le délaissement de la partie qu'ils voudront, mais qu'ils devront le faire du tout absolument, et non d'autre manière : et ils l'ont ainsi déclaré et ordonné, en déclarant en outre, comme ils l'ont fait, que si ledit chargeur ou assuré charge différents genres de marchandises, et que quelques-unes de ces marchandises viennent à être détériorées et d'autres non, il pourra délaisser ladite marchandise ainsi endommagée, en la délaissant tout entière, et en gardant les autres espèces de marchandises qui n'ont pas été endommagées, si telle est sa volonté.

Capitvlo LVIII.

Sobre lo mismo, tocante á seguros.

Otrosi : Ordenaron y mandaron, que de aqui adelante todos, e qualesquier asseguradores, assi de naos, como de mercaderias, tengan termino, dentro de el qual sean obligados de hazer la dexacion, assi las personas desta vniversidad, como de fuera della que se hizieren assegurar, por ante los escriuanos desta vniversidad, y en qualquier de los tales riesgos huviere naufragio, y el tal cargador, ó cargadores, ó dueños de naos, ó navios quisieren hazer la dicha dexacion de las tales mercaderias, ó naos, ó fustas que huvieren segurado, sean obligados á la hazer dentro de los terminos siguientes: la nao que fueren á descargar al condado de Flandes, ó al reino de Inglaterra, dentro de cinco meses primeros siguientes, que se cuentan de el dia que la tal nao, ó naos, ó fustas huvieren fecho el dicho naufragio,

Chapitre LVIII.

Sur le même sujet, touchant les assurances.

Item. Ils ont ordonné et mandé que dorénavant tous assureurs, tant de navires que de marchandises, auront un terme dans lequel les personnes, soit appartenant à cette communauté, soit étrangères, qui se seront fait assurer devant les notaires de cette communauté, seront obligées de leur faire le délaissement; et si dans quelqu'une de ces assurances il arrive un naufrage, et que le chargeur ou les chargeurs, ou les propriétaires des navires ou bâtimens, veuillent faire le délaissement desdites marchandises, ou navires ou bâtimens qu'ils ont fait assurer, ils seront obligés de le faire dans les termes suivans :

Pour les navires qui devront décharger dans le comté de Flandre ou dans le royaume d'Angleterre, dans les cinq premiers mois suivans, à compter du jour où le navire, ou les navires et les bâtimens, auront fait ledit naufrage, tant en ce qui touche les marchandises, qu'en ce qui touche ledit navire ou



assi en lo tocante á las mercaderias, como á las dichas nao, ó navios en adelante; y las naos que fueren á descargar al reyno de Francia dentro de quatro meses contando, como dicho es, del dia que la tal nao huviere fecho el dicho naufragio en adelante; e la nao, e naos que fueren á descargar al reyno de Portugal, e Galiçia, e Andaluzia, dentro de tres meses contando, como dicho es, del dia que la tal nao, ó naos huvieren fecho el dicho naufragio en adelante, y las naos que vinieren á descargar á esta costa de Vizcaya e Guipuzcoa dentro de vn mes contando, como dicho es, del dia que la tal nao, ó naos, ó navios huvieren fecho el dicho naufragio en adelante, y las naos que fueren á descargar, á Liorna, e Viçarejo, e Genova, ó á otros qualesquier puertos de Levante, ó Berberia, como son, Oron, ó Bugia, y la Goleta, dentro de cinco meses contando, como dicho es, desde el dia que la tal nao, ó naos huvieren fecho el dicho naufragio en adelante : en estos dichos terminos, e dentro dellos, la qual dicha dexacion se ha de hazer ante qualquier escrivano, de los desta vniversidad, ú del numero de esta villa, que aora son, ó serán de aqui adelante, con que el tal escrivano notifique á los dichos asseguradóres, ó á la mayor parte dellos; y el tal cargador, e cargadores, e dueños de las tales naos, e navios que dentro destos dichos terminos, que dichos son, no hizieren la dicha dexacion, que passados los dichos terminos, no la puedan hazer; e si la hizieren, que no valga; y los asseguradores que la huvieren tomado el tal riesgo no sean obligados á desembolsar, ni pagar al tal cargador, ó dueños de daños por via de desembolso, salbo por via de sano, lo que las tales mercaderias, e naos, e navios, ayan recibido, aora sea poco, ó mucho, y las costas que en la salbacion, y recobracion de las tales mercaderias, e naos, e navios, se huviere fecho

lesdits bâtimens; pour les navires qui devront décharger dans le royaume de France, dans les quatre mois comptés, comme il a été dit, du jour où le navire aura fait naufrage;

Pour les navires qui devront décharger dans les royaumes de Portugal, de Galice et d'Andalousie, dans les trois mois, à compter, comme il a été dit, du jour que lesdits navires auront fait naufrage; pour les navires qui viendront décharger sur cette côte de Biscaye et de Guipuscoa, dans un mois, à compter, comme il a été dit, du jour du naufrage; pour les navires qui auront à décharger à Livourne, à Viçarego et à Gênes, ou dans tous ports du Levant ou de Barbarie, tels qu'Oran, Bougie et la Goulette, dans les cinq mois, à compter, comme il a été dit, du jour du naufrage.

Dans ces délais et avant leur expiration, ledit délaissement doit être fait devant l'un des notaires de cette communauté ou de cette ville, qui sont actuellement ou qui seront alors en fonctions, à l'effet que ce notaire le notifie auxdits assureurs ou à la majorité d'entre eux; et ledit chargeur, ou lesdits chargeurs et propriétaires de navires ou bâtimens qui ne feront pas, dans les termes susdits, ledit délaissement, ne le pourront faire passé ces termes; et s'ils le font, il ne vaudra pas, et les assureurs qui auront pris sur eux ce risque ne seront pas obligés de débourser et payer auxdits chargeurs ou propriétaires des objets endommagés, par voie de remboursement, mais seulement par voie d'avarie, le dommage que lesdites marchandises, navires ou bâtimens auront éprouvé, qu'il soit foible ou considérable, et les frais faits pour le sauvetage et le recouvrement desdits marchandises, navires et bâtimens, chacun pour ce qui le concernera, au marc le franc, eu égard à ce que chacun aura pris à sa charge dans le risque, la répartition étant faite d'après le coût des marchandises, navires ou bâtimens, sous déduction du dixième, que le chargeur ou le propriétaire du navire doit

á cada vno que les cupiere sueldo á libra, avido respecto á lo que cada vno huviere tomado de riesgo, repartido al coste de las mercaderias, e naos, e navios, rebatido el diezmo, que el cargador, ó dueños de naos, es obligado á correr; e que en caso que en las dichas dexaciones quieran hazer, segun, e de la manera que en este capitulo se contiene, assi de las dichas naos, como de las mercaderias, se entienda, que no se pueda hazer la dicha dexacion en parte, sino de todo en todo, assi lo bueno, como lo malo; e sino lo quisieren hazer assi, el daño, y la costa que se hiziere, en el beneficio dello, se le pague sueldo á libra, como en este capitulo esta declarado.

supporter; et en cas qu'ils veuillent faire ledit délaissement de la manière indiquée dans le présent chapitre, tant desdits navires que des marchandises, il sera entendu que ledit délaissement ne peut être fait en partie, mais seulement en totalité, du bon comme du mauvais; et que, s'ils ne le veulent faire, on leur payera au sou la livre le dommage éprouvé et les frais faits pour le sauvetage, comme il est déclaré dans ce chapitre.

Capitulo LIX.

Sobre lo mismo, tocante á seguros.

Otrosi: Dixeron, que por quanto acaece muchas veces, que algunos maestres, ó dueños de naos, teniendo assegurados sus naos e fletes, e aparejos, ó parte dellos, de ida, y estada, y venida, assi siguiendo el tal viage; y despues de aver llegado en el lugar donde iba destinado, y descargadas las mercaderias que llevava, e sin fortuna de caso fortituito, por estar innavegable, ó algunas vezes por no hallar carga de retorno, para su aprobechamiento, y para pagar las costas de la gente; acaece, que los tales dueños ó maestres dexan las tales naos, ó navios en los tales lugares, y puertos, y despues vienen á pedir á los asseguradores, diziendo, que les pague lo que valia el tal casco, pues lo dexaron por perdido; y porque esto es en gran perjuyzio de los seguradores: dixeron, que ordenavan, e ordenaron, que quando quiera que la tal nao, ó navios en el tal viage, ó viages estuviesen segurados, de ida, estada, y buelta, como está dicho; y en el tal viage este daño les sucediesse algun caso fortituito, assi de mar,

Chapitre LIX.

Sur le même sujet, touchant les assurances.

Item. Ils ont dit qu'attendu qu'il arrive souvent que quelques capitaines ou propriétaires de navires, ayant fait assurer leurs navires, et leurs frets et apparaux, ou partie d'iceux, pour tel voyage, aller, séjour et retour, après être allés au lieu de leur destination et avoir déchargé les marchandises sans fortune de mer ou cas fortuit, parce que le navire n'est plus navigable, ou quelquefois parce qu'ils ne trouvent pas de chargement de retour, pour en tirer profit et pour payer les dépenses de l'équipage, laissent lesdits navires ou bâtimens dans lesdits lieux et ports, et qu'ensuite ils viennent demander aux assureurs le payement de ce que valoit la carcasse dudit bâtiment, attendu qu'ils l'ont abandonnée comme perdue:

Et comme cela tourne au grand préjudice des assureurs, ils ont dit qu'ils ordonnoient et ont ordonné que, quand un navire sera assuré pendant un voyage pour aller, séjour et retour, comme il a été dit, si dans un tel voyage il lui survient un dommage par quelque cas fortuit, comme fortune de mer, de vent, de feu, ou embargo de roi ou puissance, quoique les-

como de viento, y fuego, ó embargo de rey, ó señor, que aunque los tales maestres ó dueños dexassen los tales navio, ó navios, ó naos, los dexen por innavegables, que en tal caso el segurador no sea obligado á cosa alguna, ó á lo menos, que si el tal assegurado quisiere pedir la tal dexacion de casco que hiziere que sea obligado de traer á manta, para con los asseguradores, todo lo que huviere ganado en el tal viage, y mas lo que huvieren valido los aparejos y el casco de la tal nao, ó navio, ó al menos sea obligado de dar cuenta, e razon dellas, y para traer á manta, se aprecie lo que valia la tal nao en el lugar donde se cargó con las costas que hizo para el aviamiento della, corriendo toda via los veinte e cinco por ciento.

dits capitaines ou propriétaires abandonnent lesdits navires ou bâtimens comme innavigables, en cas pareil l'assureur ne sera obligé à rien, ou au moins si l'assuré veut demander d'être indemnisé de l'abandon qu'il a fait, il sera obligé de rapporter aux assureurs tout ce qu'il aura gagné durant le voyage, et de plus ce qu'auront valu les apparaux et la carcasse dudit navire ou bâtiment, ou au moins il sera tenu d'en rendre compte et raison; et sous ce rapport, on appréciera ce que valoit le navire au lieu où il a été chargé, avec les frais qui ont été faits pour le gréer, l'assuré courant toutefois le risque des vingt-cinq pour cent.

CAPITVLO LX.

Sobre lo mismo, tocante á seguros.

Otrosi: Dixeron, que por quanto algunas vezes acontecia assegurarse algunos sobre naos, ó navios, sobre vn viage, y los maestres de los tales navios aconteciendoles algunas vezes algun descalabro en el camino, como de romperseles los mastes, ó rozarles algunos aparejos, entrando en algunos puertos, tocaren algunas bajas, y otros semejantes descalabros, donde no es la perdida por entero del casco de la dicha nao; y porque los tales assegurados tienen assegurado sobre los tales navios toda la cantidad que los tales navios valen, ó algunas vezes mas, ó los navios son viejos, ó pequeños, ó por otros respetos no quieren despues de aver avido el tal descalabro adrezar sus navios, sino que antes hazen dexacion dellos á los asseguradores, en lo qual reciben mucho agravio los dichos seguradores, y se cometen muchos fraudes, y engaños de parte de los dichos assegurados, contra los dichos asseguradores; e por ebitar

CHAPITRE LX.

Sur le même sujet, touchant les assurances.

Item. Ils ont dit qu'attendu que quelquefois des navires ou bâtimens ayant été assurés pour un voyage, il leur arrivoit en route quelque accident, comme la rupture des mâts, le bris de quelques agrès ou l'accident de toucher sur un bas-fond en entrant dans un port, ou tout autre événement qui n'entraîne pas la perte totale de la carcasse du navire, et que, comme lesdits navires se trouvent assurés pour toute leur valeur et quelquefois pour davantage, ou comme ces bâtimens sont vieux ou petits, les assurés, par ces raisons ou par d'autres, ne veulent pas, après ces accidens, faire radouber leurs bâtimens, mais qu'ils préfèrent en faire le délaissement aux assureurs, en quoi ceux-ci éprouvent un grand préjudice, et en quoi il se commet beaucoup de fraudes et de tromperies de la part desdits assurés envers lesdits assureurs:

Pour éviter les inconvéniens susdits, ils

lo susodicho : dixeron, que ordenavan, y ordenaron, que de aqui adelante ninguno que assegurare en esta villa de Bilbao sobre alguna nao, ó navio por algun viage en la tal nao, ó navio, recibiere, ó huviere en el dicho viage algun descalabro, como dicho es, no siendo perdida del todo el casco, que en tal caso no pueda hazer dexacion de la dicha nao á los asseguradores; e si lo hiziere, no le sea valida, sino que sea obligada á drezarlo, y remediarlo; y las costas que en ello hiziere, y los aparejos que comprare, y gastare en remediarlo, que aquello tal, le sean obligados á pagarle los dichos asseguradores, la rata que le cupiere, e no otra cosa, por via de dexacion.

ont dit qu'ils ordonnoient et ont ordonné que dorénavant, quiconque ayant fait assurer, dans cette ville de Bilbao, quelque navire ou bâtiment pour un voyage, éprouvera pendant ce voyage quelque accident, comme il est dit, n'entraînant pas la perte totale du navire, cet assuré ne pourra pas faire le délaissement du navire aux assureurs, et que, s'il le fait, ce délaissement ne sera pas valable; mais qu'il sera obligé de radouber le navire et de remédier à l'accident, et que les frais qu'il fera pour cela, et les agrès qu'il achètera et consommera en y portant remède, devront lui être remboursés par lesdits assureurs, au prorata de ce qui les concerne, et non autre chose, par voie de délaissement.

CAPITVLO LXI.

Sobre lo mismo, tocante á seguros.

Otrosi : Dixeron, que solia acontecer, que algunas naos, ó navios, ó mercaderias que estavan asseguradas en esta villa en algunos viages, y en seguimiento del dicho viage solia aver algunas vezes perdidas, ó robos, ó otro caso fortituito, donde no se perdian todos por entero, sino que algunas vezes se salba alguna parte, ú de los aparejos de la nao, ó artilleria, e municion, ó parte de las mercaderias, pescandolos de la mar, ú de otra manera; y los dichos assegurados, ó el maestre, ó otra persona en su nombre, conforme á la facultad que tenian por la poliza de seguro, solian poner la mano en la salbacion, de lo que assi se salba de las tales naos, ó mercaderias, y las solian poner en cobro, ó en deposito donde se auian salbado, y con el tal testimonio venian á esta villa de Bilbao, y hazian dexaciones á los aseguradores; y passado el termino del plazo de la poliza, cobravan por entero todo lo que tenian assi assegurado, y los dichos asseguradores por ser mas la costa que el principal

CHAPITRE LXI.

Sur le même sujet, touchant les assurances.

Item. Ils ont dit qu'il arrivoit fréquemment que quelques navires, bâtimens ou marchandises, assurés en cette ville pour un voyage, éprouvoient pendant le cours de ce voyage des dommages, pillages ou autres cas fortuits, qui n'en occasionnoient pas la perte entière, mais qu'on sauvoit une partie, soit des apparaux du navire, soit de l'artillerie et des munitions, soit des marchandises, qu'on repêchoit dans la mer ou que l'on sauvoit de quelque autre manière; et que lesdits assurés, ou le capitaine, ou une autre personne en leur nom, conformément à la faculté qui leur étoit accordée dans la police d'assurance, procédoient au sauvetage de ce qu'ils pouvoient ainsi conserver desdits navires ou marchandises, et mettoient ces objets en sûreté ou en dépôt dans le lieu où ils avoient été sauvés, venoient dans notre ville de Bilbao avec une attestation de ce fait, et faisoient le délaissement aux assureurs :

Le terme fixé dans la police étant ainsi expiré, ils recevoient en entier le montant de l'assurance, et lesdits assureurs, attendu que les frais qu'ils auroient faits pour envoyer quelqu'un recouvrer lesdites choses sauvées auroient surpassé le principal, les laissoient

en embiar persona á dar cobro á las dichas cosas salbadas, muchas vezes los solian dexar perder; e quando embiavan persona á ello, solia ir todo lo salbado en costas; y por poner remedio en el tal daño que los asseguradores recibian en las tales dexaciones, dixeron que para adelante ordenavan, e ordenaron, que quando quiera que semejante daño, ó perdida aconteciere, y salbandose algunas mercaderias, ó otras cosas, e aparejos dal tal navio, ó nao que estuviere assi assegurado, que aunque haga dexacion el tal assegurado de lo tal salbado, sea obligado de lo recibir para en cuenta de lo que tiene assegurado las tales mercaderias, ó aparejos de la tal nao, ó otras cosas que se salbaren de el dicho naufragio, ó perdida, ó robo, y con que en el tal lugar donde se salbaren, se vendan las tales cosas salbadas por autoridad de justicia, e por inventario, á la candela á quien mas diere por ello, de que las dichas ventas traiga por testimonio con autoridad de juez, con que el tal assegurado no compre del tal salbado en la dicha almoneda, por si mismo, ni por otra interposita persona para si, so pena que si lo hiziere, no se le pague daño ninguno; e que lo que assi valiere lo tal salbado, quito costas de salbarse, reparta á toda la cargaçon ó montança de la tal nao assegurada; e que el daño que huviere para el principal coste, que aquello lo que les cupiere, le sean obligados á pagar los tales asseguradores.

souvent perdre, ou quand ils y envoyoient quelqu'un, tout ce qui étoit sauvé se consommoit souvent en frais :

Afin d'apporter remède au préjudice que les assureurs éprouvent par de pareils délaissemens, ils ont dit qu'à l'avenir ils ordonnoient et ont ordonné que toutes les fois qu'un semblable dommage ou perte arrivera, et qu'on sauvera quelques marchandises ou autres choses, et apparaux du navire ou bâtiment ainsi assuré, quoique l'assuré fasse le délaissement de ce qui est sauvé, il sera obligé de le recevoir à compte de la somme qu'il a fait assurer sur lesdites marchandises ou lesdits agrès des navires, ou autres choses sauvées dudit naufrage, ou perte, ou pillage; qu'en conséquence lesdites choses sauvées seront vendues sur les lieux où elles auront été sauvées, par autorité de justice et sur inventaire, à l'extinction des feux, au plus fort enchérisseur, desquelles ventes l'assuré rapportera attestation sous l'autorité du juge, avec défense audit assuré d'acheter auxdites enchères les objets sauvés, ni par lui-même, ni par personne interposée, sous peine, s'il le fait, de ne recevoir le payement d'aucun dommage; et que la valeur des objets sauvés, les frais de sauvetage déduits, sera répartie sur toute la cargaison ou le montant du navire assuré, et que le dommage qu'il éprouvera sur le coût principal devra lui être payé par lesdits assureurs, chacun pour ce qui le concerne.

Capitvlo LXII.

Sobre lo mismo, tocante á seguros.

Otrosi : Ordenaron e declararon, que si algun navio, ó navios, ó otras qualesquier fustas se tornaren, ó perdieren dando bota tierra, ú de otra qualquier manera, cargadas de lanas, ú de otras mercaderias de qualquier calidad, que en

Chapitre LXII.

Sur le même sujet, touchant les assurances.

Item. Ils ont ordonné et déclaré que si quelque navire, bâtiment ou autres fustes viennent à sombrer ou à se perdre en touchant terre, ou de quelque autre manière, étant chargés de laines, ou d'autres marchandises de quelque qualité que ce soit, et que quelques sacs ou marchandises se perdent

la mar se perdieren algunas sacas, ó mercaderias, que el assegurador sea obligado á lo pagar; pero si todas, ó la mayor parte, ó la mejor se mojaren, y el cargador assegurado las quisiere para si, que el assegurador le sea obligado de pagar todo lo que costaren, pescar de la mar, y labar, y estivar, y sacar, y lonjas, e prado, e goardas, fasta las poner alojadas, adrezadas, e acondicionadas, y otras costas que en recobracion, y salbacion de las tales mercaderias se hizieren; y si allí huviere mas costas, y descargas y otras mas que el cargador pagará si fueran en salbo, y no se perdiera, que lo tal pague el assegurador : pero si por este labar, y mojar las dichas sacas, ó mercaderias valieren menos, ú descayeren, ó mermaren, que á esto no sea obligado el segurador; y esto, como se dize de sacas, se entienda de otras qualesquier mercaderias, de qualquier calidad que sean; y tambien se entienda, que si el cargador quisiere dexar la mercaderia, ó mercaderias á los asseguradores de la tal nao, perdida, y tomada, que se la pueda dexar, haziendo la dexacion en tiempo, conforme á las ordenanças; e que los dichos asseguradores lo paguen todo el seguro que del huvieren tomado, por la parte que les perteneciere; pero que si el dicho cargador quisiere tomar las sacas secas, y otras mercaderias, que no las puedan tomar, e dar á los asseguradores las mojadas, ó dañadas, e que ellos sean obligados á pagar el coste que les costaron, con mas todas las costas que sobre ello huvieren fecho, e pagado, assi de adrezo, como de la cobracion, como de otra qualquier manera, e assi lo ordenaron y mandaron.

dans la mer, l'assureur sera obligé de les payer; mais que si toutes ces marchandises, ou bien la majeure ou la meilleure partie, se mouillent, et que le chargeur assuré les veuille garder pour lui, l'assureur sera obligé de lui payer tout ce qu'il lui en coûtera pour les repêcher dans la mer, les laver, les estiver, les étendre, les emmagasiner, les mettre sur le pré, les garder, jusqu'à ce qu'elles soient apprêtées, arrangées et bien conditionnées, et toutes autres dépenses qui auront été faites pour le sauvetage et le recouvrement de ces marchandises; et en cas qu'il y ait d'autres frais, tels que ceux de décharge, payés par le chargeur, si ces marchandises sont sauvées et ne se perdent pas, l'assureur les payera aussi; mais si, pour avoir été ainsi lavées et mouillées, lesdites laines ou marchandises valent moins, éprouvent du déchet ou des détériorations, l'assureur ne sera pas obligé de payer cette dépréciation; et ce qui est dit des sacs de laines s'entendra de toutes autres marchandises, de quelque qualité que ce soit; et il sera aussi entendu que si le chargeur veut délaisser la marchandise ou les marchandises aux assureurs dudit navire perdu ou pris, il les pourra délaisser, en faisant le délaissement à temps, conformément aux ordonnances, et que lesdits assureurs lui payeront toute l'assurance pour la part qui leur compètera.

Mais si ledit chargeur vouloit prendre les ballots secs et autres marchandises, il ne pourra pas les prendre, et laisser aux assureurs les ballots mouillés ou endommagés; et les assureurs seront obligés de payer le prix que ces marchandises auront coûté, avec tous les frais faits et payés à leur occasion, tant pour l'apprêt que pour le sauvetage, ou de toute autre manière; et ainsi ils l'ont ordonné et mandé.

Capitvlo LXIII.

Sobre lo mismo, tocante á seguros.

Otrosi: Porque el bien general es bien, e por ebitar pleytos, y por dar declaracion

Chapitre LXIII.

Sur le même sujet, touchant les assurances.

Item. Attendu que le bien général est d'éviter les procès, et de donner une décision sur

á las cosas que comunmente, y facilmente se suelen suceder : ordenaron y mandaron, que todas las vezes que acaeciere, que alguna nao, ó naos, ó caravelas, ó otra qualquier fusta en que se hizieren de aqui adelante seguros, despues de aver començado á tomar la carga, e antes de la aver acabado de recibir, acaeciere que se perdiere en el puerto, ó fuesse tomado ó quemado, ó otro qualquier caso fortituito (lo que Dios no quiera) y el assegurado al tiempo que el tal caso acaeciese, y estuviesse assegurado en la tal nao la mas cantidad que montasse su cargazon rebatiendo de veinte por ciento de las tales mercaderias que estuviessen cargadas, hasta la ora, que en tal caso ordenaron, y declararon, que todo lo que montare la tal cargazon que estava cargada en la tal nao el tiempo que sucedió en tal caso fortituito, se entienda, que lo corren todos los asseguradores por iguales partes, al respecto de lo que cada vno huviere firmados e assimismo el assegurado por el veinte por ciento, que no podia assegurar, e que al respecto gozen los asseguradores del precio del seguro; y la órden que se ha de tener en las mercaderias que estuvieren por descargar de qualquier nao, ó naos que huvieren fecho su viage, sucediendo qualquier caso fortituito, antes que acaben de ser descargadas, ha se de repartir el tal daño á todos los seguradores de la tal nao, cada vno por lo que huviere assegurado; y al assegurado, y cargadores por lo que corrió, con que no pueda correr el tal cargador, ó assegurado menos de veinte y cinco por ciento, como es obligado.

les choses qui arrivent communément et facilement, ils ont ordonné et mandé que toutes les fois qu'il arrivera que quelque navire, ou caravelle, ou autre bâtiment quelconque, sur lequel il aura été fait des assurances, après avoir commencé à prendre charge et avant d'avoir achevé son chargement, se perde dans le port, ou soit pris, ou brûlé, ou éprouve quelque autre cas fortuit (ce qu'à Dieu ne plaise), et que le chargeur, au moment où ce malheur arrivera, ait fait assurer toute la valeur à laquelle pourra monter sa cargaison, en déduisant vingt pour cent, ils ont ordonné et déclaré que les risques de la cargaison qui se trouvera déjà sur le navire au moment où est arrivé ledit cas fortuit seront supportés par tous les assureurs par égales parts, eu égard à ce que chacun d'eux aura signé, et aussi par l'assuré pour les vingt pour cent qu'il ne pouvoit faire assurer, et que les assureurs jouiront de la prime de l'assurance dans la même proportion.

Quant aux marchandises à décharger d'un navire qui aura terminé son voyage, s'il arrive quelque cas fortuit avant qu'on ait achevé de les décharger, le dommage se répartira sur tous les assureurs, chacun pour la part qu'il aura assurée, et sur l'assuré ou le chargeur pour le risque qu'il doit supporter, pourvu que ledit chargeur ou assuré ne supporte pas moins de vingt-cinq pour cent (1), comme il y est obligé.

Capitvlo LXIV.

Sobre lo mismo, tocante á seguros, y la averia gruessa.

Otrosi : Por quanto acaece muchas

Chapitre LXIV.

Sur le même sujet, touchant les assurances et sur les avaries grosses.

Item. Attendu qu'il s'élève beaucoup de

(1) Erreur : c'est vingt pour cent pour les marchandises, comme il est dit au chapitre XXVI, page 203.

31.

diferencias, y debates, sobre los seguros que se hazen, sobre los aparejos, e jarcia, y batel de las naos, nauios, y caravelas, y otras fustas, quando se pierden, ó dañan por rozaduras, ó rompiduras, porque los assegurados, piden que se les paguen algunas rozaduras de cables rompidos e rozados, e rompimiento de algunos aparejos de las tales naos, e navios, y caravelas; y por ventura por ser viejos, ó podridos de primero, ó por culpa de los mandadores se hazia al daño, ó por ventura los maestres que assi asseguravan, pedian fraudulosamente por las dichas razones e causas, e por euitar los dichos debates, e diferencias: y porque cada vno supiesse lo que en esto avia de passar, dixeron, que tenian por costumbre antigua, e ordenavan, e ordenaron, que de aqui adelante no fuessen obligados los dichos asseguradores, lo que assi asseguraren de pagar ninguna rozadura, que los cables recibiessen, ni quebradura, ni rompimiento de aparejos, salbo, sino fuesse tal, que se contasse en averia gruessa, donde á las mercaderias que en la tal nao llevasse, se contassen e assimismo á la nao, y al flete; e que esto contando en averia gruessa, y trayendolo por rotulo, ó por testimonio, como se avia contado con las mercaderias que llevava en este caso, lo que á la nao, ó al flete se le cargase del tal daño, fuesse repartido á los asseguradores, y á la dicha nao, sueldo á libra; y esto tal sean obligados de pagar los asseguradores al assegurado; e si por caso de ventura la tal nao no tuviese mercaderias ningunas dentro, e hiziesen alguna averia gruesa, assi de cortado, ó echado, ó largado de la dicha nao, de qualquier cosa que sea, esto tal sean obligados de pagar los dichos aseguradores al dicho asegurado, apreciando el tal daño, ó echazon, ó cortando, ó largando lo que valian, haziendo averia gruesa de todo; e si por ventura algunos aparejos, ó velas,

différends et de débats touchant les assurances qui se font sur les apparaux, agrès et chaloupes des navires, bâtimens, caravelles et autres bâtimens, quand ils sont perdus ou endommagés par frottement ou bris, parce que les assurés demandent qu'on leur paye la valeur de câbles rompus ou rongés, et d'autres apparaux brisés, et que le dommage arrive souvent parce que ces agrès sont vieux et pourris d'avance, ou par la faute de l'équipage, et qu'ainsi les capitaines assurés forment une demande frauduleuse:

Par ces raisons et motifs, pour éviter lesdits débats et différends, et pour que chacun sache ce qui doit avoir lieu à cet égard, ils ont dit qu'ils avoient pour antique usage, qu'ils ordonnoient et ont ordonné que dorénavant les assureurs ne seront obligés de payer aucune érosion ou rupture de câbles, ni bris ou fracture d'apparaux, à moins que l'accident ne soit tel qu'il doive être compté comme avarie grosse, de manière à être réparti par contribution sur les marchandises chargées dans le navire, et sur le navire lui-même et le fret; et que, comptant alors ce dommage comme avarie grosse, et prouvant par titre ou par témoins comment on l'a fait supporter aux marchandises chargées, la part que le navire et le fret devront supporter dans ce dommage sera répartie sur les assureurs et sur le navire au sou la livre, et les assureurs seront obligés de payer leur part à l'assuré;

Et que si, par hasard, ledit navire ne contenoit pas de marchandises, et qu'il éprouvât une avarie grosse, quelque partie dudit navire ayant été coupée, jetée ou abandonnée, lesdits assureurs seront obligés de la payer audit assuré, en estimant le montant du dommage, ou de ce qui a été ainsi jeté, coupé ou abandonné, et considérant le tout comme avarie grosse.

Si, par hasard, quelques agrès, voiles,

ó mastes, ó vergas, ó el casco de la nao recibiese algun daño, assi de romper, como de quebrar, como del daño que recibiese el cuerpo de la nao en dar en vna raza, ó entrando en puerto, ó saliendo, ú diese en playa, y saliesse otra vez la dicha tal nao, sin se perder, saluo auiendo algun daño, y detrimento en el cuerpo de la dicha nao, y en los aparejos, y vergas, como en otra manera, sin tener carga, como dicho esta, dentro de la tal nao : lo qual, siendo por caso fortituito, y con temporal, y no podiendo hazer otra cosa : dixeron, que declaravan, e declararon, y ordenavan, e ordenaron, que el tal daño se debia, y debe de moderar, y pagar por los dichos asseguradores al assegurado, probando bastantemente con testigos, y haziendo la probança ante juez. Si á los fiel e consules de esta dicha vniversidad pareciere de quitar alguna parte del tal apreciamiento, y valor del tal daño, lo puedan hazer, y apreciandolo juntamente, como les pareciere, puedan mandar, y manden, que sea metido el tal daño en averia gruesa, para repartir á la tal nao, y sus aparejos, que assi aseguraren, sueldo á libra, para con los asseguradores; y sobre todo sea examen de los fiel e consules, que á la sazon fueren, para juzgar y mandar lo que assi los dichos asseguradores han de pagar, y se ha de poner por averia gruesa.

mâts, vergues, ou la coque même du navire éprouvoit quelque dommage par bris ou rupture, ou parce que le corps du navire auroit donné contre un écueil à l'entrée ou à la sortie d'un port, ou contre la plage, et que ledit navire en revînt sans se perdre, mais ayant souffert quelque dommage et détérioration dans sa quille, ou dans ses agrès, mâts et vergues, ou de quelque autre manière, ledit navire n'ayant aucun chargement, comme il a été dit, et cela par cas fortuit, par tempête, et ne pouvant pas faire autrement : ils ont dit qu'ils déclaroient et ont déclaré, ordonnoient et ont ordonné que le payement de ce dommage devoit être modéré en faveur desdits assureurs, preuve suffisante étant fournie par témoins, après enquête faite devant le juge.

Si le prieur et les consuls de cette communauté jugent à propos de diminuer quelque chose sur l'estimation de ce dommage, ils le pourront faire; et en l'appréciant justement, comme il leur paroîtra convenable, ils pourront ordonner et ordonneront que ce dommage sera porté comme avarie grosse, pour être réparti sur lesdits navires et les apparaux ainsi assurés, au sou la livre, envers les assureurs; que tout cela sera livré à l'examen du prieur et des consuls qui seront alors en fonctions, pour juger et ordonner ce qui doit être payé par lesdits assureurs, et compté comme avarie grosse.

CAPITVLO LXV.

Tocante á seguros.

Otrosi : Por quanto parece que es cosa justa, para que los cargadores, assegurados estén mejor segurados, y mas que lo estavan hasta aqui : ordenaron e declararon, que todo el daño, que qualesquier mercaderias recibieren en la mar con fortuna ó tormenta de mar notoria, que los asseguradores sean obligados de pagar á los assegurados todo el daño que se les

CHAPITRE LXV.

Sur le même sujet, touchant les assurances.

Item. Attendu qu'il paroît juste que les chargeurs soient plus et mieux assurés qu'ils ne l'étoient jusqu'ici, ils ont ordonné et déclaré que quand des marchandises quelconques auront été endommagées sur mer, par tourmente ou fortune de mer notoire, les assureurs seront obligés de payer aux assurés tout le dommage qu'ils auront éprouvé sur mer, dans leurs marchandises, par l'effet de ladite tourmente, sauf que nous excluons les marchandises suivantes, telles que sacs

sobreviniere, y se les siguiere en la mar á sus mercaderias, por razon de la dicha tormenta, salbo que escluimos, que no se entiendan las mercaderias siguientes, como son, sacas de lana, sal, vino, naranja, y cosas de pescado, e sardina, e trigo, y centeno, y cebada, e frutas, e toda legumbre, porque estas semejantes mercaderias las ecetamos, y excluimos por buen respecto, assi porque muchas vezes se dañan antes de ser cargadas, y despues en la mar sin tormenta de mar, por estar mucho tiempo cargadas, y por otros muchos inconvenientes se dañan; e por ebitar pleitos, e otros inconvenientes de las circunstancias que podian suceder, las excluimos, segun dicho es, y todas otras qualesquier mercaderias, generalmente, fuera de las susodichas, gozen de la dicha condicion, para que los seguradores lo paguen, como dicho es, qualquier daño que les sucediere en la mar con fortuna, y tormenta de mar notoria, como ya es dicho, e que la declaracion de que si fuere suficiente, ó no la certificacion, ó informaciones, que los dichos segurados dieren para su probança, de como el tal daño sobrevino con tormenta, ó fortuna de mar notoria, sea á examen de los dichos fiel e consules, que á la sazon fueren, e que la tal declaracion, y aprobacion que los dichos fiel e consules hizieren, valga, sin contradicion, ni otro recurso ninguno.

de laines, sel, vin, oranges, poissons, sardines, froment, seigle, orge, fruits, et toute espèce de légumes, exceptant et excluant ces marchandises pour de bonnes raisons, par exemple, parce que souvent elles se gâtent avant d'être chargées, et qu'ensuite en mer, sans aucune tourmente, elles se gâtent aussi par cela seul qu'elles restent longtemps chargées, et par beaucoup d'autres causes :

Pour éviter les procès et autres inconvéniens qui pouvoient se présenter, nous les excluons comme il a été dit, et nous voulons que toutes les marchandises généralement quelconques, hors les susdites, jouissent de ladite condition, savoir, que les assureurs payent, comme il a été dit, tout dommage qui leur surviendra en mer, par tourmente et fortune de mer notoire; et que la déclaration de la suffisance ou l'insuffisance des certificats ou informations que lesdits assurés rapporteront pour prouver comment le dommage est arrivé, par tourmente ou fortune de mer notoire, sera abandonnée à l'examen desdits prieur et consuls qui seront alors en fonctions, et que la déclaration et approbation que donneront lesdits prieur et consuls vaudra, sans contradictions et sans recours.

CAPITVLO LXVI.

Sobre lo mismo, tocante á seguros.

Otrosi : Ordenaron y mandaron, que quando acaeciere, que en tiempo de paz ó guerra, fuere tomada alguna nao de cosarios, ó de amigos, que assi las mercaderias de la tal nao, ó naos fueren rescatadas por parte de los cargadores, assegurados, ú de alguno de los assegurados, que el tal rescate, y todas las costas que se hizie-

CHAPITRE LXVI.

Sur le même sujet, touchant les assurances.

Item. Ils ont ordonné et mandé que quand il adviendra qu'en temps de paix ou de guerre un navire soit pris par des corsaires ou par des amis, et que les marchandises chargées sur ce navire soient rachetées de la part des chargeurs assurés ou de quelqu'un des assurés, le rachat et toutes les dépenses qui se seront faites seront comptés pour la valeur que les choses rachetées avoient au lieu du

ren, se cuenten al valor que valieren en el lugar que se rescataren, repartieren, repartiendo las dichas costas á las mercaderias, en nao, e flete, de los que se rescataren.

rachat; après quoi les dépenses seront réparties sur les marchandises, le navire et le fret de ceux qui se sont rachetés.

CAPITVLO LXVII.

Tocante á auerias.

Otrosi: Ordenaron y mandaron, que todas las vezes que ante los señores fiel e consules, averia gruessa, pidieren algunos cargadores, ó dueños de naos, assegurados á los asseguradores, y los fiel e consules quisieren nombrar contadores, que porque en nombramiento de los contadores aya igualdad, y en contar brevedad, que los dichos fiel e consules nombren entre las tales partes, dos contadores, personas desta vniversidad, e que sea el vno de los asseguradores, qual á los dichos señores fiel e consules pluguiere escoger, y el otro sea qualquier persona que quisiere el tal assegurado, porque en esto aya igualdad; e que los tales dén sus pareceres, como es costumbre; e que la tal cuenta presenten ante los dichos fiel e consules, y sus mercedes lo visiten, y lo vean, como tienen de costumbren, que determinen, e sentencien lo que hallaren por iusticia; e que los tales contadores sean obligados de acetar el nombramiento, e dar sus pareceres dentro del termino, que por los dichos fiel e consules les fuere signado, so pena de cada dos mil maravedis para ayuda de costa de esta vniversidad: las quales, si fueren inovedientes, executen en sus bienes; porque como esto de las tales diferencias sucede comunmente muchas vezes, conviene que todos ayuden, y se reparta el trabajo: y ordenaron y mandaron, que ninguna, ni alguna de las partes, assi el assegurado, como los asseguradores, no puedan recusar á los tales contadores, que assi fueren nombrados, so la dicha

CHAPITRE LXVII.

Touchant les avaries.

Item. Ils ont ordonné et mandé que toutes les fois que des chargeurs ou propriétaires de navires assurés demanderont aux assureurs une avarie grosse devant MM. les prieur et consuls, et que ceux-ci voudront nommer des calculateurs ou répartiteurs, pour qu'il y ait égalité dans la nomination de ces répartiteurs et brièveté dans le calcul de la répartition, le prieur et les consuls nommeront entre les parties deux répartiteurs membres de cette communauté, et que l'un sera pris parmi les assureurs, celui qu'il plaira auxdits prieur et consuls de choisir, et l'autre sera telle personne que voudra ledit assuré, afin qu'il y ait égalité en cela.

Ces calculateurs donneront leurs avis comme il est d'usage, et présenteront le compte devant le prieur et les consuls, et ceux-ci le verront et le vérifieront suivant la coutume, et détermineront et prononceront suivant ce qui leur paroîtra juste.

Lesdits répartiteurs seront obligés d'accepter leur nomination, et de donner leurs avis dans le terme qui leur sera fixé par le prieur et les consuls, sous peine de deux mille maravédis chacun, pour subvenir aux dépenses de cette communauté, et s'ils sont désobéissans, ils seront exécutés sur leurs biens, parce que, comme ces différends arrivent fréquemment, il convient que tous s'aident, et que le travail soit réparti.

Ils ont ordonné et mandé qu'aucune des parties, ni l'assuré, ni l'assureur, ne pourra récuser lesdits répartiteurs ainsi nommés, sous ladite peine, et que leur récusation ne sera pas valable, lesdits prieur et consuls étant maîtres de les écarter d'office s'ils le

pena, y que no les valga; porque los dichos fiel y consules de su oficio, si quisieren, y les pareciere que conviene á la calidad del negocio, lo puedan remover; y que por consiguiente las partes no puedan apelar de la sentencia y condenacion de las tales diferencias, ni ser oídos, puesto que aya lugar, sin que primeramente ante todas cosas desembolsen, y paguen la tal averia; e si apelaren, que no les valga, quanto al desembolsar; y los dichos fiel y consules lleven a pura e devida execucion con efecto la sentencia, sin embargo de la tal apelacion, pero que despues de desembolsado les quede su recurso para poder seguir su justicia, sobre la propiedad, y otras cosas que vieren que les cumple, e assi lo ordenaron y mandaron.

veulent et le trouvent convenable à la nature de l'affaire; en conséquence, les parties ne pourront appeler de la sentence et condamnation portée sur ces différends, ni être ouïs, quoiqu'il y ait lieu de le faire, sans que, premièrement et avant toute chose, ils déboursent et payent ladite avarie; et s'ils appellent, cela n'empêchera pas qu'ils ne doivent payer, et lesdits prieur et consuls mettront purement et dûment la sentence à exécution et avec effet, nonobstant un semblable appel; mais, après le payement, il restera aux condamnés leur recours pour suivre leur juste prétention sur la propriété et autres choses qu'ils croiront leur appartenir; et ainsi ils l'ont ordonné et mandé.

CAPITVLO LXVIII.

Sobre lo mismo, tocante auerias.

Otrosi: Dixeron, que por quanto ha avido algunos pleytos, y diferencias, e devates sobre y en razon, que quando vna averia gruesa se haze á alguna nao en salbacion de la gente, e nao, y mercaderias, y al tiempo de contar, y repartir el tal daño, aia costumbre, que el maestre tiene libertad de meter para contribuir en la tal averia, el flete, ó la nao; y despues aquello que cave al tal flete, pide el tal maestre á los aseguradores en quien seguró los dichos tales fletes, y los tales seguradores se defienden, diziendo, que aunque para las mercadurias los tales maestres tienen la dicha libertad, que para con ellos es obligado de traer á manta la dicha nao, y flete, y aparejos, y artilleria que dentro avia á la sazon que la tal echazon se hizo: por ebitar, y ataxar los dichos pleitos, y debates, ordenavan y ordenaron, que de aqui adelante aunque los tales dueños de las tales naos no estuvieren seguradas, salbo solo sobre fletes,

CHAPITRE LXVIII.

Sur le même sujet, touchant les avaries.

Item. Ils ont dit qu'attendu qu'il y a eu des procès, différends et débats à raison de ce que, quand une avarie grosse est causée à un navire pour le salut des gens, du bâtiment et des marchandises, au moment de compter et de répartir ledit dommage, il est d'usage que le maître ait la liberté de faire entrer dans la contributiun à cette avarie le fret ou le navire, et qu'ensuite le maître demande la portion afférente au fret aux assureurs qui ont assuré ledit fret, et que ceux-ci se défendent en disant que, quoique lesdits maîtres aient cette liberté à l'égard des marchandises, ils sont obligés vis-à-vis d'eux à mettre en compte le navire, le fret, les apparaux et l'artillerie qui s'y trouvoient au moment du jet:

Pour éviter et prévenir lesdits procès et débats, ils ordonnent et ont ordonné que dorénavant, quoique les propriétaires desdits navires n'aient fait assurer que le fret et le corps du navire séparément et divisément sur chacun de ces objets, en cas d'avarie grosse

y sobre casco cada cosa por si, que en caso que sucediere la dicha tal averia gruesa para con el tal assegurador, se aya de apreciar, ó traer á manta la tal nao, flete, y aparejos, y artilleria, para con los tales asseguradores de la dicha poliza.

il faudra, vis-à-vis de l'assureur, estimer ou faire entrer en ligne de compte le navire, le fret, les apparaux et l'artillerie, proportionnellement à ce que chacun des assureurs qui ont signé la police aura promis.

CAPITVLO LXIX.

Sobre lo mismo, tocante á seguros, y á la averia gruessa.

Otrosi : dixeron, que por experiencia avian visto aver muchos pleitos, y diferencias, sobre que algunos asegurados con malicia han pedido á los asseguradores averias gruesas, e perdidas e naufragios, al cabo de cinco ó seis años, con intencion; que los tales asegurados no podian por discurso de tiempo probar lo contrario de lo que se les pide, sobre que ha auido, e ay pleitos, e diferencias, y traen para la tal probança retulos, y certificaciones, fechas fuera destos reynos, e sin parte, ni autoridad; e assi por la cantidad dellas, como por respecto de ser cosa tan vieja, y de tanto tiempo, parece que dán causa á muchas sospechas : por tanto ordenaron, y mandaron, que todos, e qualesquier cargador, ó cargadores, ó otras qualesquier personas que de aqui adelante se hizieren assegurar entre los mercaderes de la dicha vniversidad, sobre qualesquier mercaderias de la dicha vniversidad, de qualquier suerte y calidad que sean, para qualesquier partes, e viages; que si en los tales riesgo, e riesgos huviere alguna averia gruessa, ó perdida, que el tal cargador, ó cargadores assegurados, ó quien su derecho tuviere, sean obligados de pedir, e demandar á los tales asseguradores las tales averias, ó perdidas dentro de vn año primero siguiente, contandose desde el dia que pareciere el tal naufragio; e si para lo pedir entonces el tal cargador assegurado no tuviere la certifi-

CHAPITRE LXIX.

Sur le même sujet, touchant les assurances et les avaries grosses.

Item Ils ont dit qu'on avoit vu, par expérience, s'élever beaucoup de procès et de différends à raison de ce que quelques assurés, par malice, ont formé des demandes contre les assureurs pour des avaries grosses, des pertes et des naufrages, au bout de cinq ou six ans, dans l'espérance que les assureurs ne pourroient plus, à cause du temps écoulé, prouver le contraire, sur quoi il y a eu et il y a des procès et différends; ces assurés produisent leurs preuves des titres et des certificats faits hors de ces royaumes, non contradictoirement et sans autorité; et tant par leur montant que par ce que c'est chose qui remonte à un temps si éloigné, ces avaries et pertes donnent lieu à beaucoup de soupçons.

Par ces raisons, ils ont ordonné et mandé que, quand des chargeurs et autres personnes quelconques se feront assurer désormais par des marchands de cette communauté sur des marchandises, de quelque sorte et qualité qu'elles soient, pour un pays ou pour un voyage quelconque, s'il arrive pendant la durée des risques quelque avarie grosse ou quelque perte, lesdits chargeurs ou ceux qui seront à leurs droits seront obligés de former leur demande contre les assureurs, pour lesdites avaries ou pertes, dans la première année qui suivra, à partir du jour du naufrage.

Si, pour former alors sa demande, ledit chargeur assuré n'a pas le certificat ou au-

cacion, ó otro recaudo necessario, que á lo menos sea obligado de notificar á los asseguradores, ó á la mayor parte de ellos, por ante qualquier escrivano de la dicha villa, como les haze saber que ay tal perdida, ó tales averias, y que protestan de las pedir, e cobrar, quando tuvieren las escrituras, e recaudos nècessarios para los pedir, e cobrar, y por el segurador, y seguradores que estuvieren ausentes desta villa, cumplan de hazer la dicha protestacion ante vn escrivano á los señores, fiel, e consules; pero que en los seguros que van de acá á las Indias, estos tales, podria acaecer, no se saber tan brevemente, que los tales tengan otro año de mas termino, y que el cargador, y cargadores que no pidieren, e hizieren la dicha protestacion, e diligencia en los dichos terminos, que aquellos passados, no puedan pedir, ni demandar, ni cobrar las tales averias, y perdida de los dichos seguradores, ni de su bienes en tiempo alguno, mas que si las dichas naos, e mercaderias fueren en salbo, ni sobre ello, sean admitidos, ni oídos en juyzio, ni fuera del ante los dichos fiel y consules ni otras justicias, ni puedan procedèr por tal razon contra los dichos asseguradores.

tres papiers nécessaires, il sera au moins obligé de notifier aux assureurs ou à la majeure partie d'entre eux, devant un notaire de ladite ville, qu'il leur fait savoir qu'il y a telle perte ou telles avaries, et qu'il proteste de les demander et d'en poursuivre le recouvrement quand il aura les certificats et documens nécessaires; et à l'égard de l'assureur ou des assureurs qui seroient absens de cette ville, ladite protestation sera faite devant un notaire à MM. les prieur et consuls; mais, quant aux assurances qui se font pour les voyages d'ici aux Indes, comme il pourroit arriver qu'on ne connût pas aussi promptement les sinistres survenus, on aura en outre une autre année de délai.

Les chargeurs qui ne formeront pas leur demande, et qui ne feront pas lesdites protestations et diligences dans ces délais, ne pourront demander le montant desdites avaries et pertes auxdits assureurs, ni les poursuivre sur leurs biens, en aucun temps, pas plus que si lesdits navires et marchandises étoient arrivés à bon port; et ils ne seront pas reçus ni ouïs à ce sujet en justice ou extrajudiciairement devant lesdits prieur et consuls, ni autres juges, et ils ne pourront procéder, pour cela, contre lesdits assureurs.

CAPITVLO LXX.

Sobre averia gruessa, y ordinaria.

Otrosi : por quanto muchas vezes acaece, que á esta dicha villa, y canal della vienen naos de Flandes, e Inglaterra, ó Bretaña, ú de otras partes, y entre ellas, suele aver algunas que traen poca ropa, y suelen aver diferencias en el contar de las averias : diziendo el maestre que caso que traía algunos fardeles, e hiziere alguna averia comun, son obligados de pagar las mercaderias, e no la nao, que son como pinazas, ó leman, ó sebo, y mangas, y semejantes cosas,

CHAPITRE LXX.

Sur l'avarie grosse et l'avarie ordinaire.

Item. Attendu qu'il arrive souvent dans cette ville et dans son canal des navires de Flandre, d'Angleterre, ou de Bretagne ou d'autres pays, et que parmi ces navires il y en a qui portent un foible chargement, et qu'il s'élève alors souvent des difficultés dans le calcul des avaries, le capitaine disant qu'ayant chargé quelques ballots, et une avarie commune étant arrivée, elle doit être payée, non par le navire, mais par les marchandises et autres semblables choses qu'on a coutume de comprendre dans les avaries communes; et les chargeurs se défendant en disant que, puisqu'il n'y a qu'un foible chargement et

que en averia comunes se suelen contar, y los cargadores se defienden, e dizen, que pues trae poca ropa, y la averia comun es en cantidad mas de lo que seria razon, que en tal caso la tal nao donde viene la tal mercaderia, assi seria obligado de meter en aquella averia, como si fuesse averia gruessa, pues tambien se haze en beneficiar de la dicha nao, como de las mercaderias que dentro vienen: y para esto visto los debates, e diferencias, que suelen aver algunas vezes: dixeron, que ordenavan, e ordenaron, que la nao que no tragere veinte e cinco fardeles, se aya de meter en averia, y contribuir con las dichas mercaderias á examen, y parecer de los fiel y consules de esta vniversidad, y lo que ellos hizíeren valga; e que si trageren veinte e cinco fardeles, y dende arriba, que en tal caso la nao no sea obligada de pagar cosa alguna por la tal averia comun, sino las mercaderias; pero, que aviendo averia gruesa, contribuyan, la nao, y mercaderias juntamente, conforme á lo que es vsado, y acostumbrado; entiendase, que quando ay averia gruesa, que el maestre sea obligado de meter en la dicha averia gruesa con la montança de las mercaderias que avia en la dicha nao el valor que vale la dicha su nao; pero que si la dicha nao viniere con parte de la carga, y los fletes que trae no montaren tanto quanto fueran, si viniera cargada, que en el tal caso sea examen de los dichos fiel y consules, y de tasarle el valor de la dicha nao para la dicha averia, y por los fletes lo que podrian valer si viniera cargada honestamente; y que con este presupuesto, de que los fletes han de tomar tanto, como si viniera cargada, sea á

que l'avarie commune est d'une quantité plus forte que de raison, en pareil cas il faudroit faire contribuer à cette avarie, comme si elle étoit avarie grosse (1), le navire même qui porte la marchandise, puisque cette avarie a eu lieu également pour l'avantage dudit navire aussi bien que pour celui des marchandises qui y sont chargées :

Pour cela, vu les débats et différends qui s'élèvent quelquefois, ils ont dit qu'ils ordonnoient et ont ordonné que le navire qui ne porteroit pas vingt-cinq ballots devra entrer dans l'avarie et contribuer avec les marchandises, d'après l'examen et l'avis des prieur et consuls de cette communauté, et que ce qu'ils feront à cet égard sera valable; et que si le navire porte vingt-cinq ballots, ou davantage, en pareil cas, le navire ne devra rien payer de ladite avarie commune, mais les marchandises seules y contribueront; mais que, quand il y aura avarie grosse, le navire et les marchandises y contribueront conjointement, conformément à ce qui est usité et accoutumé.

Il sera entendu que, quand il y aura avarie grosse, le capitaine sera obligé de faire entrer dans la contribution, avec le montant des marchandises qu'il y avoit dans ledit navire, la valeur du navire lui-même; mais que, si ledit navire est arrivé avec une partie de son chargement seulement, et que le fret ne s'élève pas à la somme à laquelle il seroit monté si le chargement avoit été complet, ce sera alors auxdits prieur et consuls à examiner et à taxer, pour ladite avarie, la valeur du navire, et le fret à la somme qu'il pourroit valoir si le navire étoit suffisamment chargé.

Par le même motif, le fret devra être porté au montant qu'il atteindroit si le chargement étoit complet : le capitaine aura le choix, au-

(1) Il est évident que dans ce passage le terme d'*avarie commune* n'est pas synonyme d'*avarie grosse*, comme il l'est chez nous depuis l'ordonnance de 1681. L'avarie *commune* dont il s'agit ici consistoit, suivant Quintin Weyssen, dans les frais de pilotage, lamanage, droits de bassin et certains autres de ce genre, qui étoient supportés par le navire et quelquefois par certaines marchandises, mais sans contribution générale.

32.

escoge del dicho maestre, e aviendo la tal averia gruesa de poner la valor de la nao, ó los fletes en ella.

dit cas d'avarie grosse, d'y faire contribuer la valeur du navire ou le fret.

CAPITVLO LXXI.

Que estando los pleitos conclusos, se haga relacion de ellos en el tribunal.

Otrosi : porque los pleitos de los seguros sean brevemente sentenciados, e mejor mirados : ordenaron y mandaron, que los escrivanos, ante quien passaren los tales pleitos, sean obligados relatar ante los fiel y consules, despues que los tales pleitos estuvieren conclusos, y los lean en el auditorio del iuzgado desta vniversidad; y que para su trabajo del relatar, se les pague vn maravedi de cada oja, ademas de los derechos procesales, so pena que el escrivano que no lo quisiere hazer, pague de pena cada vez mil maravedis para los pobres de el hospital de los San Ioanes desta villa.

CHAPITRE LXXI.

Que les procès étant terminés, il en soit fait rapport au tribunal.

Item. Pour que les procès d'assurances soient promptement jugés et mieux surveillés, ils ont ordonné et mandé que les notaires devant lesquels seront passées les procédures seront obligés de les rapporter devant le prieur et les consuls, après qu'elles seront terminées, et qu'ils les liront dans l'auditoire du tribunal de cette communauté; et que, pour leur travail relativement à ce rapport, il leur sera payé un maravédis par chaque feuille, outre les droits de procédure, sous peine pour le notaire qui ne voudroit pas faire ce rapport, de payer chaque fois mille maravédis pour les pauvres de l'hôpital de Saint-Jean en cette ville (1).

(1) Les chapitres LXXII, LXXIII, LXXIV et LXXV n'ont aucun rapport avec les matières traitées dans les précédens. Le chapitre LXXII a pour objet d'interdire les écritures par les avocats; le chapitre LXXIII contient quelques formes de procédure; le LXXIV concerne la foi due aux lettres de change et autres effets de crédit; le LXXV détermine quelques règles sur les appels. Je n'ai pas cru qu'il fût utile de les transcrire et de les traduire; il m'a paru suffisant d'en indiquer l'objet.

EXTRAIT DE L'ORDONNANCE DE LA CONTRACTACION DE SAINT-SÉBASTIEN DU 19 SEPTEMBRE 1682 (1).

CAP. XXXV.

La forma en que se han de hazer las polizas de seguros, sobre navios y mercaderias.

Otrosi, por quanto conviene, que las polizas de seguros, assi sobre navios, como sobre mercaderias, se hagan, y formen de un estilo, para que aya toda claridad, dixeron que ordenavan, y ordenaron dos polizas, la una de la forma en que se han de hazer sobre seguros de navios, y la otra, sobre las mercaderias; las quales irán puestas en estas ordenanzas: y que todos los escrivanos de esta ciudad, y otras personas que hizieren seguros, ayan de formar sus polizas segun la sustancia y estilo de las que se pondrán, sin añadir, ni quitar en la forma de los vinculos, obligación, y condiciones de lo que en ellas se expressa; y que si otras fuerzas pusieren no valgan, como al contrario, si por inadvertencia, ó brevedad de la escritura no se expresaren todas las fuerzas, que contienen dichas polizas, en tal caso se tengan, y ayan por puestas todas las condiciones de dichas polizas, que son las siguientes.

CHAPITRE XXXV (2).

De la forme dans laquelle devront être faites les polices d'assurances sur les navires et les marchandises.

De plus, comme il est convenable que les polices d'assurances sur les navires et les marchandises soient faites et rédigées d'une manière uniforme afin d'obtenir plus de clarté, ils arrêtent qu'il y aura deux polices : l'une pour régler la manière dont on devra faire les assurances sur les navires, et l'autre pour les marchandises, lesquelles seront insérées dans les présentes ordonnances; et tous les notaires de cette ville ou autres personnes qui passeront des assurances devront rédiger leurs polices selon la substance et le style desdites formules, sans y ajouter ni s'écarter des clauses, des obligations et des conditions qui y sont établies, et rien de ce qu'on y ajoutera ne vaudra : au contraire, si, par inadvertance ou par brièveté de l'écriture, on n'exprimait pas tout ce que contiennent cesdites polices, dans ce cas on devra considérer toutes les clauses qu'elles renferment comme y étant sous-entendues.

(1) Une copie du texte espagnol de cette ordonnance m'a été envoyée par M. le baron Vigent, consul de France à Saint-Sébastien, qui a eu l'obligeance de joindre à son envoi un essai de traduction littérale dont je me suis servi pour rédiger celle que je publie. Depuis cet envoi, j'ai découvert à la Bibliothèque royale un exemplaire du texte espagnol, imprimé en 1714. Je suis surpris que Capmany, savant espagnol, n'ait point recueilli ce document, qui consiste en quatre-vingt-quatre chapitres, précédés d'un long et fastidieux préambule, dont l'objet est d'exposer l'importance du commerce maritime pour l'état en général, et les avantages que les établissemens de consulats procurent à ce commerce. On y étale avec non moins de prolixité les raisons qui doivent porter à établir un consulat à Saint-Sébastien. Le seul fait historique constaté, c'est que, par décision du 13 mars 1682, le roi en a fait la concession à la corporation des commerçans de cette ville, en lui demandant de faire parvenir à son conseil un projet d'organisation. Ce projet fut rédigé le 12 avril suivant, et revêtu de l'approbation royale le 19 septembre. Les trente-quatre premiers chapitres et le dernier concernent la procédure et sont étrangers au commerce maritime; j'ai cru ne pas devoir les recueillir. Notre ordonnance reproduit, presque dans le même ordre, sans cependant en être une copie littérale, celle de Bilbao de 1560. Je n'ai fait de notes que pour indiquer la corrélation.

(2) Ce chapitre reproduit le XXIIIe de l'ordonnance de Bilbao.

Cap. XXXVI.

Forma de polizas de seguro sobre mercaderias.

En el nombre de Dios, amen. Sepan quantos esta carta y poliza de seguridad vieren como nos los mercaderes asseguradores iuso contenidos, vezinos, y havitantes, que somos de esta noble y leal ciudad de San Sebastian, y al pié de esta poliza firmamos nuestros nombres con propias manos : somos contentos de assegurar, y asseguramos despues de Dios nuestro Señor, á vos N . . . vezino de tal parte, las sumas, y cantidades de ducados de plata, ó vellon, ó reales; el qual dicho riesgo tomamos, y corremos, y os asseguramos, desde tal parte..... hasta tal parte..... sobre mercaderias de tal calidad..... que han sido ó fueren cargados en el navio nombrado N... del qual es maestre N... vezino de tal lugar..... ó otro que baya por maestre de dicho navio en este presente viaje : y las dichas mercaderias pertenecientes á vos el dicho N... ó á quien pertenecer pueden, y devan siendo de vuestra calidad, y condicion; el qual dicho riesgo tomamos, y asseguramos por el justo precio, y salario de este seguro en que nos hemos concertado, y ajustado, y conocemos aver recivido de dineros en contado de vos el dicho N... bien, y realmente, de que nos damos por contentos, y satisfechos á nuestra voluntad, y el dicho riesgo tomamos, y corremos desde el dia, y hora, que las dichas mercaderias se cargaren, ó fueren cargadas, desde tierra en barcos para llevarlas al dicho navio, ó son y fueren cargadas en él, ó hizo vela, ó hiciere con las dichas mercaderias este presente viaje, y hasta tanto, que con todas, y qualquier escala, ó escalas, y estadas que

Chapitre XXXVI (1)

Forme de polices d'assurances sur les marchandises.

Au nom de Dieu, *amen*. Que tous ceux qui verront cette lettre et police d'assurance sachent que nous, les marchands assureurs soussignés, domiciliés et habitant dans cette noble et loyale ville de Saint-Sébastien, qui signons au bas de cette police nos noms de notre main propre, voulons assurer et assurons, après Dieu notre Seigneur, à vous, N... habitant à tel... les sommes et quantités de ducats d'argent, de billon ou réaux; lequel risque prenons et encourons, et nous vous assurons depuis tel lieu.... jusqu'à tel lieu.... sur marchandises de telle qualité... qui ont été ou seront chargées dans le navire nommé N... dont est capitaine N... habitant de tel lieu.... ou autre qui remplacera le capitaine dans ledit navire pour le présent voyage; lesdites marchandises appartenant à vous, dit N.... ou à qui elles peuvent appartenir, pourvu que la personne soit de votre qualité et condition;

Lequel dit risque nous prenons et assurons pour le juste prix et prime de cette assurance, dont nous sommes tombés d'accord, et que nous reconnoissons avoir reçu en argent comptant de vous N... bien et réellement de quoi nous nous tenons pour contens et satisfaits à notre volonté.

Nous prenons et courons ledit risque depuis le jour et l'heure que lesdites marchandises seront ou auront été chargées dans des barques pour les porter audit navire, ou qu'elles seront ou auront été chargées dans le navire, ou du moment qu'il mettra à la voile, ou qu'il fera avec lesdites marchandises le présent voyage, jusqu'à ce que, quel que soit le séjour qu'il feroit en suivant son voyage, soit en arrière, soit en avant, dans des ports, havres, bassins et plages ou au-

(1) Ce chapitre répond au XXIVe de l'ordonnance de Bilbao.

hiziere en seguimiento del dicho su viaje, assi atrás, como adelante, ú de una parte á otra en qualquiera puerto, ó puertos, habras, conchas, y playas de todas, y qualesquier partes, y lugares, assi forzosas, como voluntarias sea arrivada, y llegada en el dicho puerto de tal..... en su derecha descarga, ó sean descargadas las dichas del dicho navio en barcos, y llevadas al dicho lugar, y entregadas á quien van consignadas en tierra en buen salvamento, y el dicho riesgo tomamos, y corremos de mar, amigos, enemigos, fuego, y viento, y tierra, y de mareas, y contramares, y represalias, ó detenimiento de rey, ó señor, ó comunidad, ú de otro caso fortuito, pensado, ó no pensado, que mediante el dicho viage á las dichas mercaderias, ó parte de ellas aconteciere por qualquiera caso que sea, excepto de barateria, y alzamiento de patron, ú de mudamiento de otro viage, y si (lo que Dios no quiera) durante el dicho viage huviere de las dichas mercaderias, ú de parte de ellas alguna perdida, prometemos por esta poliza, y nos obligamos de dar á vos el dicho N... ó á quien vuestro poder tuviere, todas las cantidades de ducados de plata, y vellon, y reales que cada uno de nos huviere firmado en esta poliza, ó la parte que nos tocare pagar del daño que recivieren las dichas mercaderias, desde el dia, y hora, que la dicha perdida, ó daño nos fuere notificado á todos, ó la mayor parte, ó á los que pudieremos ser avidós, dentro de quatro meses primeros siguientes, llanamente, sin pleyto, ni devate alguno, y sin que seamos oydos, sino que ante todas cosas ayamos de desembolsar las dichas cantidades, que tuvieremos firmados, ó la parte que huviessemos firmado, y nos cupiere del dicho daño en vos el dicho N... y en vuestra voz, con que ante todas cosas nos deis fianzas legas, llanas, y abonadas, mercaderes, vezinos de esta dicha

tres ports, soit forcé, soit volontaire ou de relâche, il arrive dans ledit port..... où il doit décharger, ou que les marchandises soient déchargées du navire dans des barques, portées audit lieu et remises à leur consignataire à terre en bon état; et nous prenons et courons lesdits risques de mer, amis, ennemis, feu, vent, terre, marées, contre-marées, représailles ou détention de roi, ou seigneur, ou communauté, ou de tout autre cas fortuit, prévu ou non prévu, qui peut arriver pendant le voyage auxdites marchandises ou à partie d'icelles, et pour quelque cas que ce soit, excepté le cas de baraterie ou révolte du patron, ou changement de voyage.

Si, ce qu'à Dieu ne plaise, pendant ledit voyage il y avoit des marchandises ou des parties de marchandises perdues, nous promettons par cette police et nous nous obligeons de donner à vous, N... ou à celui qui aura vos pouvoirs, les quantités de ducats d'argent, billon ou réaux que chacun de nous aura souscrites dans cette police, ou la part que nous devrons payer pour le dommage éprouvé par lesdites marchandises depuis le jour et l'heure que ladite perte ou dommage nous seroit notifié à tous ou à la plus grande partie, ou à ceux qui pourront être avertis durant les quatre premiers mois suivans, sans aucun détour, procès ni débat, et sans que nous soyons entendus.

Mais, avant toutes choses, nous devrons rembourser les quantités ou la portion que nous aurions assurée ou qui nous concerneroit dans ledit dommage, à vous, N... et à votre demande, après que vous nous aurez donné caution laïque, roturière et suffisante de marchands accrédités et habitans de cette ville, suivant les ordonnances du consulat; que vous esterez en droit, et

ciudad, conforme á las ordenanzas del consulado de ella; de que estareis á derecho, y pagareis lo juzgado por el prior, y consules de ella, á cuyo juzgado, y ordenanzas nos sometemos. Otrosi, dezimos que somos contentos, si durante el dicho viage se perdiere el dicho navio, ó huviere algun daño en las dichas mercaderias, y fuere necessario poner mano en salvar, ó beneficiarlas, de que vos el dicho N... á quien damos poder, ó vuestra voz, ó factores, ó el maestre, y mandadores del dicho navio, puedan poner mano en el salvamento de las dichas mercaderias, y beneficiarlas, sin que seais obligados á notificarnos, ni tomar nuestro poder para ello; y las costas que se hizieren en salvar, y beneficiar las dichas mercaderias, nos obligamos á pagar fuera del principal, aunque no se salve cosa alguna: y el dicho riesgo tomamos, corremos, y os asseguramos, como dicho es, conforme á las ordenanzas del consulado de esta dicha ciudad; y para guardar, y cumplir todo lo susodicho, obligamos nuestras personas, bienes muebles, y rayzes, derechos, y acciones, avidos, y por aver, cada uno por lo que nos toca respectivamente; y cumpliendo, como dicho es, damos todo nuestro poder cumplido á todos los juezes, y justicias de su magestad, y en especial á los dichos prior y consules de esta dicha ciudad, para que conforme á sus ordenanzas y estatutos seamos juzgados, y nos compelan; y nos sometemos á la jurisdicion de ellos, y de cada uno de ellos, con las dichas nuestras personas, y bienes, renunciando, como renunciamos nuestro proprio fuero, jurisdicion, y domicilio, la ley *Si combenerit, De iurisdictione omnium iudicum,* para que por todos los remedios y rigores del derecho nos apremien á guardar, cumplir, y pagar todo lo susodicho. Fecho, etc.

que vous payerez ce qui sera jugé par le prieur et les consuls, à la décision desquels nous nous soumettons.

De plus, si, pendant le voyage, le navire se perdoit, ou s'il survenoit quelque dommage aux marchandises, et qu'il fût nécessaire de mettre la main à l'œuvre pour les sauver ou les vendre, nous déclarons consentir que vous, N... à qui nous donnons pouvoir, ou vos mandataires ou capitaine et commandant dudit navire, puissiez procéder au sauvetage ou à la vente desdites marchandises sans que vous soyez obligés de nous le notifier et de prendre notre autorisation pour cela; et les frais qui seroient faits pour sauver et vendre lesdites marchandises, nous nous obligeons à les payer en outre du principal, quand même on ne sauveroit rien; et ledit risque nous le prenons, courons et vous assurons comme il est dit, conformément aux ordonnances du consulat de cette ville.

Et pour garder et accomplir tout ce qui est dit ci-dessus, nous obligeons nos personnes, biens, meubles et immeubles, droits et actions, présens et à venir, chacun pour ce qui nous regarde et concerne, comme il est dit; nous donnons plein pouvoir à tous les juges et justices de sa majesté, et spécialement auxdits prieur et consul de cette ville, pour que, conformément aux ordonnances et statuts, nous soyons jugés et contraints, et nous nous soumettons à leur juridiction avec nos personnes et biens, renonçant comme nous renonçons volontairement à notre propre droit et domicile, et à la loi *Si convenerit, De jurisdictione* (1), de manière que, par tous les moyens et rigueurs du droit, ils puissent nous forcer à accomplir et payer tout ce qui est dit ci-dessus. Fait, etc.

(1) Cette renonciation est contenue aussi dans la formule de Burgos, ci-dessus, page 139, et dans celles de Bilbao, pages 199 et 202.

Cap. XXXVII.

Forma de las polizas de seguros, que se han de hazer sobre navios.

En el nombre de Dios, amen. Sepan quantos esta carta y poliza de seguridad vieren, como nos, los mercaderes asseguradores iuso contenidos, vezinos que somos de esta noble y leal ciudad de San Sebastian, y al pié de esta poliza firmamos nuestros nombres de nuestra mano, y letra, somos contentos de assegurar, y asseguramos (despues de Dios nuestro Señor) á vos N... vezino de tal parte, las sumas, y cantidades de ducados, y reales de plata, y de vellon; el qual dicho riesgo tomamos, y corremos, y os asseguramos, desde tal parte..... hasta tal parte..... sobre vuestro navio nombrado N... (que nuestro Señor salve, y guarde de mal) sobre sus aparejos, artilleria, municiones, y fletes, del qual dicho navio sois maestre vos el dicho N.... ó otro qualquiera que vaya por maestre este presente viage, perteneciente el dicho navio, aparejos, artilleria, municion, y fletes á vos el dicho N..... ó á quien pertenecer puedan y devan, siendo de vuestra calidad y condicion; y el valor del dicho navio, con sus aparejos, artilleria, municiones, y fletes apreciais, y estimais para con nosotros los dichos asseguradores en este presente seguro, en tantos ducados, ó reales de plata, y oro, que es la justa estimacion, y precio del dicho navio, con sus aparejos, artilleria, municiones, y fletes que lleva el dicho viage; el qual dicho riesgo tomamos, corremos, y aseguramos por el justo precio, y salario de este seguro entre nosotros concertado, que conocemos aver recibido en dineros contados de vos el dicho N..... realmente, de que nos damos por contentos, y pagados á

Chapitre XXXVII (1).

Forme des polices d'assurances à faire sur les navires.

Au nom de Dieu, *amen.* Que tous ceux qui verront cette lettre et police d'assurance sachent que nous, marchands assureurs réunis, qui sommes habitans de la noble et loyale ville de Saint-Sébastien, et qui, au bas de cette police, signons nos noms de notre main et écriture, sommes convenus d'assurer et assurons, après Dieu, Notre-Seigneur, à vous, N... demeurant à... les sommes et quantités de ducats et réaux d'argent et de billon; lequel risque nous prenons et courons, et vous assurons depuis *tel lieu*..... jusqu'à *tel lieu*..... sur votre navire, nommé N... (que Notre-Seigneur protége et garde), sur ses agrès, artillerie, munitions et fret, duquel navire vous, N... êtes capitaine, ou quel que soit celui qui ira pour capitaine pendant ce voyage; ledit navire et ses agrès, artillerie, munitions et fret appartenant à vous, N... ou à qui que ce soit qu'il puisse appartenir, de votre qualité et condition; et la valeur dudit navire avec ses agrès, artillerie, munitions et fret, vous l'appréciez et estimez de concert avec nous, dits assureurs dans la présente assurance, à *tant* de ducats ou de réaux d'argent et or, qui est la juste estimation et prix dudit navire avec les agrès, artillerie, munitions, et les frets qu'il gagnera dans ce voyage:

Lequel dit risque nous prenons, courons et assurons pour le juste prix et prime de cette assurance entre nous arrêté, que nous reconnoissons avoir reçu réellement en argent comptant, de vous, N... dont nous sommes contens et payés suivant notre désir; et ledit risque nous le prenons et courons depuis le jour et l'heure que ledit navire est parti ou

(1) Ce chapitre reproduit le xxv[e] de l'ordonnance de Bilbao.

nuestra voluntad; y el dicho riesgo tomamos, y corremos desde el dia y hora que el dicho navio partió, ó partiere, hizo bela, ó hiziere este presente viage, desde tal puerto... hasta tanto... que con todas escala, ó escalas, y estadas que hiziere en seguimiento del dicho viage, assi atrás, como adelante, ú de una parte á otra en qualquiera puerto, ó puertos, habras, conchas, y playas de todas y qualesquiera partes, y lugares, assi forzosas y voluntarias, y llegado en el dicho puerto de tal... donde es su derecha descarga, y alli echare primera ancora, y hasta tanto que sean passadas veinte y quatro horas naturales; y el dicho riesgo tomamos, y corremos en este presente viage, de mar, de amigos, de enemigos, fuego, viento, y tierra, y de mareas, y contra mareas, represallias, y detenimiento de rey, ó señor, ó comunidad, y de otro qualquier caso fortuito, pensado ó no pensado, que durante el dicho viage aconteciere al dicho navio, aparejos, artilleria, municiones y fletes, por qualquier caso que sea, excepto de barateria, ó alzamiento de patron y mudamiento de viage; y si (lo que Dios no quiera) durante el dicho viage aconteciere al dicho navio, artilleria, municiones, y fletes algun riesgo ó perdida, prometemos por esta poliza, y nos obligamos de dar, y pagar á vos el dicho N... ó á quien vuestro poder tuviere, todas las cantidades de ducados, ó reales de plata, ó vellon, que cada uno de nos huviere firmado en esta poliza, ó la parte que nos cupiere pagar del tal daño que recibiere el dicho navio, aparejos, artilleria, municiones, y fletes, ó parte de ello, dentro de quatro meses primeros siguientes, desde el dia que la dicha perdida ó daño nos fuere notificado á todos, ó á la mayor parte, ó á los que pudieremos ser avidos llanamente, y sin pleyto, y sin que seamos oidos hasta que aiamos pagado las dichas cantidades que tuviere-

partira, a fait ou fera ce présent voyage, depuis tel point... jusqu'à.... quelle que soit l'échelle ou station qu'il feroit en suivant son voyage, soit en avant, soit en arrière, ou d'un port ou d'autre, en quelques ports, havres, bassins et plages, ou autre lieu, soit forcé, soit volontaire, et jusqu'à ce que, arrivé dans ledit port de... où il doit décharger, il y jette une première ancre, et que soient passées vingt-quatre heures naturelles; et nous prenons et courons, dans le présent voyage, les risques de la mer, des amis et ennemis, du feu, du vent, de la terre et des marées et contre-marées, représailles et détention de roi ou seigneur, ou communauté, ou de tout autre cas fortuit, prévu où non, qui durant ledit voyage surviendroit auxdits navire, agrès, artillerie, munitions et frets, pour quelque cas que ce soit, excepté celui de baraterie ou révolte du patron et changement de voyage :

Et si (ce qu'à Dieu ne plaise) il arrivoit, durant le voyage, aux navire, artillerie, munitions et fret, quelque risque ou perte, nous promettons par cette police et nous nous obligeons de donner et payer à vous, N..... ou à celui qui aura votre pouvoir, toutes les quantités de ducats ou réaux d'argent ou billon que chacun de nous vous aura assurées dans cette police, ou la part que nous aurons à payer de tel dommage qu'éprouveroient le navire, ses agrès, artillerie, munitions et frets ou partie d'eux, dans le délai des quatre premiers mois suivans, depuis le jour que ladite perte ou dommage nous sera notifié à tous, ou à la majeure partie, ou à ceux qui pourroient être avisés, franchement, sans procès, et sans que nous soyons entendus, jusqu'à ce que nous ayons payé lesdites quantités que nous aurions souscrites ou la partie qui nous concerneroit dans ledit dommage, à vous, N..... et à votre demande, après que vous nous aurez donné pour caution suffisante, laïque et roturière, de marchands accrédités et domiciliés dans cette

mos firmadas, ó la parte que nos cupiere del dicho daño en vos el dicho N... ó en vuestra voz; con que ante todas cosas nos deis fianzas legas, llanas, y abonadas, mercaderes vezinos de esta ciudad, conforme á las ordenanzas del consulado de ella, de que estareis á derecho, y pagareis lo juzgado por el prior, y consules, á cuyo juzgado y ordenanzas nos sometemos.

ville, conformément aux ordonnances du consulat, que vous esterez en droit et payerez ce qui sera jugé par le prieur et les consuls, aux jugement et ordonnances desquels nous nous soumettons.

Otrosi, dezimos, que somos contentos, que si durante el dicho viage al dicho navio, aparejos, artilleria, municiones, y fletes acaeciere alguna perdida, ó daño, y fuere necessario poner mano en el salvamento de ellos, de dar, como damos, poder á vos el dicho N... assegurado, ó á vuestra voz, ó al maestre, y mandadores del dicho navio, para que puedan poner mano en el salvamento, y beneficio de ellos, sin que seais obligado á notificarnos, ni tomar nuestro poder para ello: y las costas que en el beneficio, y salvamento se hizieren, nos obligamos á dar, y pagar á demas, y fuera del principal, aunque no se salve cosa alguna del dicho riesgo, tomamos, corremos, y os aseguramos, como dicho es, conforme á las ordenanzas del consulado de esta dicha ciudad:

De plus : nous disons que si, pendant le voyage, il survenoit aux navire, agrès, artillerie, munitions et frets, quelque perte ou dommage, et qu'il fût nécessaire de mettre la main à l'œuvre pour leur sauvetage, nous trouvons bien et nous en donnons le pouvoir, que vous, N..... assuré, ou en votre nom le capitaine et commandant dudit navire, puissent travailler au sauvetage et conservation de ces objets, sans qu'ils soient obligés de nous le notifier ni de prendre notre pouvoir pour cela; et les frais qui seroient faits pour lesdits sauvetage et conservation, nous nous obligeons à les rembourser et à les payer en outre et en dehors du principal, quand même on ne sauverait rien; et ledit risque nous le prenons et courons, et vous l'assurons comme il est dit conformément aux ordonnances du consulat de cette ville;

y para todo lo suso dicho, assi cumplir, guardar, y pagar, obligamos nuestras personas, y bienes muebles, y rayzes, derechos, y acciones, avidos, y por aver, cada uno por lo que nos toca, y no guardando, y cumpliendo assi, como dicho es, por esta carta damos todo nuestro poder cumplido á todas, y qualesquier justicias de su magestad, y especialmente á la de los dichos prior, y consules de esta ciudad, á quienes nos sometemos, para que conforme á las ordenanzas, y estatutos de su juzgado, nos compelan, y apremien á ello; á la jurisdicion de los quales, y de cada uno de ellos nos sometemos con nuestras personas y bienes, y renunciamos nuestro propio fuero, jurisdicion, y domicilio, y la ley *Si combenerit, De*

Et pour tout ce qui est dit ci-dessus, ainsi que pour accomplir, garder et payer, nous obligeons nos personnes et nos biens meubles et immeubles, droits et actions présens et à venir, chacun pour ce qui nous concerne; et si nous n'accomplissons pas ce qui est compris dans cette lettre, nous donnons pleins pouvoirs à toutes les juridictions de sa majesté, et spécialement à celle des prieur et consuls de cette ville, à laquelle nous nous soumettons pour que, conformément aux ordonnances et statuts de leur tribunal, ils nous forcent et contraignent; auxquelles juridictions nous soumettons nos personnes et nos biens, renonçant à notre propre droit, juridiction et domicile, et à la loi *Si convenerit, De jurisdictione*, pour qu'avec toute la

iurisdicione, para que por todo rigor de derecho nos compelan á guardar y pagar todo lo suso dicho.

Fecho, etc.

rigueur du droit ils nous forcent à garder et payer tout ce qui est dit ci-dessus.

Fait, etc.

CAP. XXXVIII.

Que ningun escrivano, ni mercader haga polizas de seguros, sino en la forma expresada en estas ordenanzas.

Otrosi, por quanto conviene, que los contratos de seguros sean de una conformidad, dixeron, que acordavan, y acordaron, que ningun escrivano, ni mercader de esta dicha ciudad pueda hazer, ni haga poliza de seguridad ó otros conciertos sobre cosas de seguros por escrito ú de palabra, sino es en la forma que va expresado por estas ordenanzas, y con las condiciones generales, y fuerzas asentadas de suso; y qualquier escrivano, ante quien se hizieren las tales polizas, ayan de ser obligados á tener en su poder un traslado de estas ordenanzas para dar noticia de ellas, y su contexto á las personas que quisieren asegurar en esta ciudad, para que ninguno pretenda ignorancia, ni resulte perjuicio; y que los dichos escrivanos ayan de tener registros, y razon en que se pongan las polizas originales de que dieron traslados signados.

CHAPITRE XXXVIII (1).

Qu'aucun écrivain ni marchand ne fasse des polices d'assurances si ce n'est en la forme exprimée dans ces ordonnances.

De plus : Comme il convient que les contrats d'assurances soient faits d'une manière uniforme, ils arrêtent qu'aucun notaire ni marchand de cette ville ne pourra faire ni ne fera les polices d'assurances, ou autres conventions sur des cas d'assurances, par écrit ou verbalement, si ce n'est dans la forme exprimée par ces ordonnances, et avec les clauses générales et essentielles dont il est parlé ; et les notaires devant qui seront passées ces polices seront obligés d'avoir en leur pouvoir un exemplaire desdites ordonnances, pour donner connoissance de leur contenu aux personnes qui voudroient faire des conventions d'assurances dans cette ville, afin que personne n'en prétende cause d'ignorance, et qu'il n'en résulte aucun préjudice ; et lesdits notaires devront avoir des registres, dans lesquels ils inscriront les polices originales, dont ils donneront des copies signées.

CAP. XXXIX.

Que el que se assegurare corra de riesgo veinte y cinco por ciento, y que el assegurador pague menos esto, aunque aya assegurado en todo.

Otrosi, por quanto puede suceder que assegurando algunas personas sus navios, fletes, ó mercaderias al tiempo, que huvieren de hazer viages, ó cargar las dichas mercaderias en algun navio ó navios, no pongan la diligencia, y cuidado necessa-

CHAPITRE XXXIX (2).

Que l'assuré coure le risque de vingt-cinq pour cent, et que l'assureur paye cela en moins, quoiqu'il ait assuré pour le tout.

De plus : Comme il peut arriver que quelques personnes qui ont fait assurer leur navire, fret ou marchandises, au moment où le navire devroit partir et où les marchandises seroient chargées dans quelques navires, ne mettent pas la diligence et le soin nécessaires pour garder et sauver lesdits navires

(1) Ce chapitre reproduit le XXXIX[e] de l'ordonnance de Bilbao.
(2) Ce chapitre reproduit le XXVI[e] de l'ordonnance de Bilbao.

rio, en guardar, y salvar los tales navios, fletes, ni mercaderias, ni en aviarlas, y navegarlas, como se deve, con pretexto, de que despues de assegurados, no corren riesgo, y aunque se pierdan, les pagarán los asseguradores su caudal enteramente, de lo qual puede resultar, que muchos navios, y mercaderias se pierdan, por falta de cuidado, ó que los lleven cossarios en tiempo de guerra, dandose ocasion á que los enemigos con mas facilidad, y sin defensa apresen los dichos navios y mercaderias, y se enriquescan con el caudal de los subditos de su magestad: todo lo qual cessará, si los tales assegurados corren en lo assegurado algun riesgo: por tanto dixeron, que acordavan, y acordaron, que qualquiera persona ó personas que quisieren assegurar en esta ciudad algun navio ó navios, y otro genero de embarcaciones, sus fletes, y aparejos, ó la parte que tuviere en ellos enteramente, aya de correr el que assi assegurare, riesgo de veinte y cinco por ciento sobre los dichos navios, fletes, y aparejos, y que el dueño de tal navio, navios ó embarcaciones al tiempo que assegurare sobre ellos, aya de apreciar el dicho navio, embarcaciones, aparejos, y fletes, y la relacion del aprecio, y estimacion se declare en la poliza de seguro, para que valga, y sea firme, de forma, que siempre corra el assegurado riesgo de veinte y cinco por ciento á lo menos, como dicho es del coste ó apreciamiento que se hiziere entre partes: y en lo que toca á las mercaderias que se asseguraren, se guarde el convenio que se hiziere entre las partes, de manera que el que tuviere en algun navio ó navios, ó otras embarcaciones algunas, mercaderias declarando todo el valor, que en cada uno huviere embarcado, quisiesse el assegurador hazer poliza ó escritura de seguro, sobre las cantidades, assi declaradas, se observe, y guarde este convenio, y corra el seguro, sin que el assegurado

frets ou marchandises, ni à les expédier et à les faire naviguer comme cela devroit être, vu qu'étant assurés ils ne courent aucun risque, et que, si ces navires, frets ou marchandises se perdent, les assureurs payeront entièrement le capital; d'où il peut résulter que beaucoup de navires et marchandises se perdroient faute de soin, ou qu'ils seroient pris par des corsaires en temps de guerre, ce qui peut donner occasion à ce que les ennemis prennent lesdits navires et marchandises avec plus de facilité et sans défense, et s'enrichissent avec les biens des sujets de sa majesté, lequel abus cessera si les assurés courent quelque risque sur ce qu'ils ont fait assurer :

Ils arrêtent que toutes personnes qui voudroient faire assurer dans cette ville quelques navires et autres espèces d'embarcations, leurs frets ou agrès, ou la part entière qu'elles auroient dans quelqu'un de ces objets, devront courir le risque de vingt-cinq pour cent sur lesdits navires, frets et agrès; les propriétaires de ces navires ou embarcations, au moment qu'ils les assureront, devront estimer lesdits navires, embarcations, agrès et frets, et le résultat de l'estimation sera déclaré dans la police d'assurance pour qu'elle vaille et soit stable, de manière que l'assuré coure toujours, ainsi qu'il est dit, d'après le prix ou appréciation qui aura été fait entre les parties, un risque de vingt-cinq pour cent au moins du montant de la valeur.

Et pour les marchandises qui seront assurées, on se conformera au traité fait entre les parties, de manière que celui qui auroit dans quelques navires ou autres embarcations quelques marchandises, en déclarant toute la valeur qu'il y auroit embarquée dans chacun, si l'assureur vouloit faire une police ou écriture d'assurance sur les quantités ainsi déclarées, on observe et garde ce traité sans que l'assuré coure aucun risque, s'il a déclaré comme il est dit toute la quantité et valeur des marchandises qu'il auroit dans tel navire ou navires, et que cette forme d'assu-

tenga riesgo alguno, expresando como va dicho, el asegurado toda la cantidad, y valor de mercaderias que tuviere en tal navio ó navios; y que esta forma de seguros se guarde, y execute en todo, y por todo, sin embargo de qualesquiera renunciaciones que se pongan en las polizas, las quales no valgan.

rance soit gardée et exécutée en tout et pour tout, sans avoir égard aux renonciations qui seroient faites dans les polices, lesquelles ne seront d'aucune valeur.

Cap. XL.

La forma, que se ha de tener quando se hizieren doblados seguros sobre unos mismos navios ó mercaderias.

Otrosi, atento á que puede suceder, que sobre un navio, ó mercaderias se hagan doblados seguros, assi en esta dicha ciudad, como en otras partes, sin que en ello intervenga dolo, ni fraude, sino ignorancia; porque unos seguros se pueden hazer por los dueños de los navios, ó mercaderias, y los otros por los maestres postizos, ó factores de ellos: y muchas vezes por unos factores de un navio en un lugar, y otros en otros lugares, sin sabiduria los unos de los otros, de que pueden resultar pleytos y diferencias: y para evitar, y escusarlos, dixeron, que acordavan, y acordaron, que todas las vezes, que sobre un mismo navio, ó mercaderias, se hizieren doblados seguros, siendo postreros los de està ciudad, los tales asseguradores, sean obligados de notificar, y hazer saber á los asseguradores de esta dicha ciudad, antes de acabar el tal viage, de como ello es, y que sus maestres postizos, ó factores tienen hechos los primeros seguros en otra parte: y con esta diligencia, y notificacion trayendo los assegurados certificacion vastante dentro de seis meses de termino, en este caso los asseguradores postreros, puesto son libres del seguro que hizieron, sean obligados de bolver á los assegurados el premio, que recibieron

Chapitre XL (1).

Des règles qu'on doit suivre quand des doubles assurances auront été consenties sur les mêmes navires ou les mêmes marchandises.

De plus: attendu qu'il peut arriver qu'on fasse une double assurance sur un navire ou des marchandises, soit dans cette ville, soit autre part, sans qu'il y ait dol ni fraude, mais seulement ignorance, parce que quelques-unes des assurances peuvent être obtenues par les propriétaires des navires ou marchandises, et les autres par leurs capitaines ou commissionnaires, et souvent par quelques-uns des facteurs d'un navire, dans un lieu et quelques autres dans d'autres lieux, sans avis les uns des autres, et que par ces motifs il peut y avoir discussion et procès:

Afin de les éviter, ils arrêtent que toutes les fois que, sur un même navire ou sur des marchandises, il aura été fait une double assurance, celles de cette ville étant postérieures, les assurés seront obligés de notifier et faire savoir aux assureurs de cette ville, avant la fin du voyage, comment leurs capitaines ou commissionnaires ont fait les précédentes assurances autre part;

Et outre cette diligence et notification, les assurés devront présenter une attestation suffisante dans le délai de six mois: dans ce cas, les derniers assureurs seront dégagés de l'assurance qu'ils ont faite, et devront remettre aux assurés la prime qu'ils auroient reçue pour l'assurance, en prenant un demi pour cent, et effacer et barrer leurs signa-

1) Ce chapitre reproduit le XXVII[e] de l'ordonnance de Bilbao.

por el seguro, tomando medio por ciento, y borren, y testen sus firmas; y que si dentro del dicho termino no trageren las dichas certificaciones, y las hizieren notorias, de alli adelante, los dichos asseguradores, no sean obligados á restituir cosa alguna del precio que assi recibieron, y queden libres del seguro, y poliza que otorgaron.

Cap. XLI.

Sobre lo mismo, tocante á seguros.

Otrosi, por quanto puede suceder, que haziendose los dichos seguros doblados sobre un mismo navio, ó mercaderias se perdiessen aquellas, ó los navios, y los assegurados, ó sus factores, y maestres, sin hazer la diligencia, ni traer la certificacion, que en el capitulo antecedente se refiere, maliciosa y cautelosamente cobren las cantidades asseguradas dos vezes, de que á los asseguradores ha de resultar mucho agravio, y daño, y porque en executarse lo suso dicho se cometeria grave delito, dixeron que acordavan, y acordaron, que cada, y quando, que lo suso dicho acaeciere, el dueño, ó dueños de tel navio, ó mercaderias, factores, ó maestres que cobraren dos vezes las cantidades asseguradas, sabiendolo, sean obligados de volver, y restituyr las dichas cantidades á los postreros y ultimos asseguradores, con mas otra tanta cantidad, que han de tener de pena, fuera de las de por derecho dispuestas, y la mitad sea para los asseguradores ultimos, y la otra mitad se divida en dos partes, la una, para los gastos del consulado de esta ciudad, y la otra, para el prior, y consules que sentenciaren la causa.

tures. Si durant ledit délai les assurés n'apportent pas les certificats susdits, et ne les font pas connoître à tous lesdits assureurs, ceux-ci ne seront obligés à aucune restitution de la prime qu'ils auroient reçue, et demeureront dégagés de l'assurance et de la police qu'ils auroient passée.

Chapitre XLI (1).

Sur le même objet des assurances.

De plus : Comme il peut arriver que les navires ou marchandises sur lesquels auroient été faites de doubles assurances se perdent, sans que les assurés ou leurs capitaines, ou commissionnaires, fassent les diligences et apportent le certificat dont il est question au chapitre précédent, et reçoivent deux fois, frauduleusement, le prix des valeurs assurées, ce qui peut causer un grand dommage aux assureurs et seroit un grave délit :

Ils arrêtent que chaque fois que, ainsi qu'il vient d'être dit, les propriétaires desdits navires ou marchandises, les facteurs ou les capitaines recevront deux fois le prix des valeurs assurées avec connoissance, ils seront obligés de remettre et restituer lesdites sommes aux derniers assureurs, avec une autre somme égale, qui servira de peine, en outre de celles que prononce le droit; la moitié sera pour les derniers assureurs, et l'autre moitié se divisera en deux parts, une pour les frais du consulat de cette ville, et l'autre pour le prieur et les consuls qui jugeront l'affaire.

(1) Ce chapitre reproduit le XXVIII[e] de l'ordonnance de Bilbao.

Cap. XLII.

Sobre lo mismo, tocante á seguros.

Otrosi, porque puede suceder muchas vezes, que se hagan seguros por tiempo limitado sobre alguno ó algunos navios, sus fletes, y aparejos, y llegandose á perder los dichos navios durante el tiempo de los seguros, pudieran moverse algunas diferencias entre los dueños, á maestres de dichos navios, y asseguradores, por razon de dezir los asseguradores, que durante el dicho tiempo, y antecedentemente á la perdida, avian hecho alguno, ó algunos viages los dichos navios, y que en ellos avian ganado algunos fletes, los quales se devian traer á manta, para que lo que aquellos importassen, deviessen pagar de menos los asseguradores, y los dichos dueños, ó maestres asseguradores podian defenderse, con dezir, que no era de su obligacion el traer á manta los fletes de dichos viages; porque estos eran vencidos, y ganados durante el tiempo del seguro, y para dar providencia á semejantes diferencias : Dixeron, que acordavan, y acordaron, que los dueños, y maestres de navios assegurados en la forma expresada en este capitulo, no tengan obligacion de traer á manta con los asseguradores el montamiento de dichos fletes, ni parte alguna de ellos, salvo el flete que se salvare del viage en que el navio se perdiere; el qual dicho flete se ha de traer á manta, para con los aseguradores, y tambien el valor de los aparejos, ó otra cosa que se salvare del dicho navio.

Chapitre XLII (1).

Sur le même objet des assurances.

De plus : Comme il peut arriver qu'il se fasse souvent des assurances pour un temps déterminé sur quelques navires, leurs frets et agrès, et que ces navires se perdent durant le temps des assurances, il pourroit survenir quelque discussion entre les propriétaires ou capitaines desdits navires et les assureurs, en raison de ce que ces assureurs pourroient dire que, pendant ce temps et avant la perte, les navires avoient fait un ou plusieurs voyages, et qu'ils avoient gagné quelques frets qui devoient entrer en compte pour que les assureurs aient le droit d'en déduire le montant; et lesdits propriétaires ou capitaines assurés pourroient se défendre en disant qu'ils ne sont pas obligés de tenir compte du fret desdits voyages, parce qu'il avoit été gagné durant le temps de l'assurance :

Et afin de parer à de semblables discussions, ils arrêtent que les propriétaires et capitaines de navires, assurés de la manière dont il est parlé dans ce chapitre, ne devront pas être tenus de faire compte aux assureurs du montant desdits frets ni d'aucune portion, sauf le fret sauvé du voyage dans lequel le navire se perdroit; duquel fret il devra être fait compte aux assureurs, ainsi que de la valeur des agrès ou autres choses qui seront sauvés du navire.

Cap. XLIII.

Sobre lo mismo, tocante á seguros.

Otrosi, en conformidad del uso, y costumbre que ay en el comercio, y navega-

Chapitre XLIII (2).

Sur le même objet des assurances.

De plus : En conformité de l'usage et coutume suivis dans le commerce et la naviga-

(1) Ce chapitre reproduit le XXIXe de l'ordonnance de Bilbao.
(2) Ce chapitre reproduit le XXXe de l'ordonnance de Bilbao.

cion de formarse cedulas, ó polizas de seguros, unas vezes con intervencion de escrivano, y otras sin él : Dixeron, que acordavan, y acordaron en continuacion de la misma costumbre, que puedan formarse las dichas polizas, ó cedulas de seguros ante escrivano, ó sin él, como mejor pareciere á las partes, y que á las polizas que se formaren sin intervencion de escrivano, se de entera fee, y credito, como si huviera sido formada ante escrivano, y que tenga aparejada execucion, como si fuera instrumento publico de la misma manera, que queda dicho de las letras de cambio : lo qual sea, y se entienda, estando formada la poliza, conforme á las que en estas ordenanzas quedan prevenidas.

tion, de faire des lettres ou polices d'assurances, quelquefois avec l'intervention d'un notaire et d'autres fois sans y recourir, ils arrêtent qu'en continuation de la même coutume on pourra faire les polices ou lettres d'assurances devant un notaire ou sans intervention de notaire, à la volonté des parties; et on accordera aux polices faites sans intervention de notaire la même foi que si elles avoient été faites devant un notaire; elles recevront la même exécution que si on avoit rédigé des actes publics de la même manière qu'il est dit pour les lettres de change; bien entendu que la police soit rédigée conformément à ce qui est prescrit par les ordonnances.

Cap. XLIV.

Sobre lo mismo, tocante á seguros.

Otrosi, por quanto verosimilmente puede suceder muchas vezes el que los seguros sobre algunos navios, ó mercaderias se hagan, despues de averse perdido, ó padecido algun daño, ó robo los dichos navios, ó mercaderias, y pudieran nacer muchas diferencias, sobre pretender los assegurados no dever pagar cosa alguna presuponiendo noticia de la perdida, ó daño en los assegurados al tiempo de hazerse el seguro, y los asseguradores querer, que se les deve pagar la cantidad del seguro por dezir, que al tiempo que se hizo el dicho seguro, no savian, ni tenian noticia alguna de la referida perdida, ó daño : con que podria dudarse para la determinacion de estas causas, y para que quede con la prevencion que conviene : Dixeron, que acordavan, y acordaron, que siempre que sucediere el hazerse semejantes seguros despues de la dicha perdida, daño, ó robo, y se movieren las

Chapitre XLIV (1).

Sur le même objet des assurances.

De plus : Comme il peut arriver souvent que les assurances sur navires ou marchandises se fassent après la perte ou le vol desdits navires et marchandises, ou après qu'ils ont éprouvé quelques dommages, ce qui pourroit faire naître des difficultés, les assureurs prétendant ne devoir payer aucune chose, en présumant que les assurés, au moment de faire l'assurance, avoient connoissance de la perte ou du dommage, et les assurés voulant être payés de la somme assurée, en disant qu'au moment où l'assurance a été faite ils n'avoient aucune connoissance de la perte ou du dommage dont il est parlé;

Comme il pourroit y avoir doute pour juger ces questions, afin de prévoir ce qui convient, ils arrêtent que toutes les fois qu'il sera fait de semblables assurances après la perte, dommage ou vol, et que les difficultés dont il est question dans ce chapitre surviendroient, les prieur et consuls devront faire attention au lieu et au point où sera arrivée

(1) Ce chapitre reproduit le xxxi[e] de l'ordonnance de Bilbao.

dichas diferencias que en este capitulo se refieren, tengan, y aian de tener el prior y consules atencion á la parte y puesto, donde huviere sucedido la dicha perdida, ó daño, sea en alguna costa, ó en isla, ó en mar alta, y contando legua por hora, á arbitrio y juizio prudencial de los dichos prior y consules para hazer juizio de si pudieron verosimilmente tener, ó no tener noticia de la dicha perdida, ó daño los assegurados al tiempo de la formacion del seguro, se ayan de determinar estas causas : y en caso que la determinacion y sentencia huviere de ser contra los asseguradores, sea con la prevencion, de que los assegurados ayan de dar fianza segura, y llana de que en caso de que se aberiguare, que los assegurados sabian la perdida, ó daño al tiempo de hazerse el seguro, restituiran, y bolveran la cantidad, que se les huviesse pagado á los dichos asseguradores : y que á demas pagaran de pena por el engaño, ó fraude que se cometio, doscientos ducados, que sea la tercia parte para los asseguradores, y la otra tercia parte para el acusador, y la otra para aiuda de los gastos del consulado.

ladite perte ou ledit dommage, si c'est en quelque côte, ou île, ou en pleine mer, et les prieur et consuls comptant une lieue par heure, selon leur prudence, afin de connoître si véritablement les assurés pouvoient avoir ou non connoissance de la perte ou du dommage au moment de l'assurance :

Et dans le cas où leur décision et sentence seroient contre les assureurs, ils prendront la précaution d'ordonner que les assurés donneront une caution sûre et entière, qu'au cas où il seroit reconnu que les assurés savoient la perte ou dommage au moment de faire l'assurance, ils restitueront auxdits assureurs la somme que ceux-ci leur ont payée, et de plus, qu'ils payeront, pour peine de la tromperie ou de la fraude commise par eux, deux cents ducats, dont le tiers sera pour les assureurs, un autre pour l'accusateur, et l'autre pour aider aux dépenses du consulat.

Cap. XLV.

Sobre lo mismo, tocante á seguros.

Otrosi, porque tambien puede suceder muchas vezes, que se hagan seguros sobre navios, y fletes, ó mercaderias por tiempos limitados : y llegandose á perder, ó anegar los dichos navios, y mercaderias, no se pudiesse saber si se perdieron dentro del termino limitado, para que se hizo el seguro, ó despues de él, de lo qual se podrian seguir muchas contiendas, y diferencias, para cuyo remedio : Dixeron, que acordavan, y acordaron, que siempre que lo referido sucediere, si dentro de año y dia, no huviere noticia cierta de

Chapitre XLV (1).

Sur le même objet des assurances.

De plus : Comme il peut aussi arriver souvent qu'il se fasse des assurances sur navires, frets et marchandises pour un temps limité, et que ces objets se perdent ou soient submergés sans qu'on puisse savoir s'ils se sont perdus durant le temps limité pour lequel a été faite l'assurance ou depuis, ce qui pourroit causer beaucoup de disputes et de discussions, et afin d'y porter remède, ils arrêtent que toutes les fois que ce dont il est parlé arrivera, si, durant un an et jour, il n'y avoit pas de nouvelle certaine si lesdits navires ou marchandises assurés se sont perdus ou non, ils devront être considérés comme perdus ou submergés, en sorte que

(1) Ce chapitre reproduit le XXXIIe de l'ordonnance de Bilbao.

los dichos navios, ó mercaderias que se asseguraren, si se han perdido, ó no, se hayan de juzgar, y se juzguen por perdidos, y anegados, para que los asseguradores tengan obligacion de desembolsar y pagar las dos tercias partes de las cantidades del seguro á los assegurados : dandose por estos fianza segura, de que sabiendose que los dichos navios, y mercaderias estan en salvo, y no se perdieron, ó se perdieron despues del termino señalado en el seguro : bolveran, y restituiran las dichas cantidades que recibieron á los asseguradores : y passado otro año con el qual seran dos años cumplidos, y un dia, no huviere noticia alguna de los dichos navios, y mercaderias, tengan assibien obligacion los asseguradores de desembolsar, y pagar la otra tercia parte para el entero pago á los assegurados, dandose ó repetiendose por estos la misma fianza. Y lo mismo que queda acordado en este capitulo para los seguros que se hazen por tiempo limitado, se entienda tambien para los que se hizieren por viages.

les assureurs seront tenus de débourser et payer aux assurés les deux tiers de la somme assurée.

Ceux-ci, de leur côté, donneront caution suffisante de restituer l'argent qu'ils auront reçu des assureurs, si l'on apprend que les navires ou marchandises sont en sûreté et ne se sont pas perdus, ou s'ils se sont perdus postérieurement au terme fixé pour la durée de l'assurance. Un an après, c'est-à-dire lorsque deux ans et un jour se seront passés, et que l'on n'aura reçu aucune nouvelle des bâtimens ou marchandises, les assureurs seront tenus de payer également l'autre tiers, de sorte que le payement intégral de l'assurance sera effectué au moyen de la même caution.

Les dispositions de ce chapitre, relatives aux assurances pour un temps déterminé, seront également applicables aux assurances pour un ou plusieurs voyages.

Cap. XLVI.

Sobre lo mismo, tocante á seguros.

Otrosi : Dixeron, que acordavan, y acordaron, que siempre que alguno se quisiere assegurar desde los reynos de Indias para estas partes sobre oro, y plata, ó otros qualesquier generos de mercaderias, si estas, ó el oro, ó plata, no vinieren con registro legitimo, que el seguro no valga, ni sea valido : y aunque el assegurador renuncie esta ordenanza, no le perjudique, ni se entienda, que corre riesgo alguno ; y lo mismo que se previene para los generos de Indias, se entienda para todos los demas seguros que se hizieren para qualesquier partes, no llevando el registro, ó despachos, que necessitaren los navios, y mer-

Chapitre XLVI (1).

Sur le même objet des assurances.

De plus : Ils arrêtent que toutes les fois que quelqu'un voudra se faire assurer, des royaumes des Indes pour nos contrées, sur de l'or, de l'argent ou quelque autre genre de marchandises, si l'or et l'argent n'ont pas été régulièrement enregistrés, l'assurance ne sera pas valide, et quoique l'assureur renonce à cette ordonnance, cette renonciation ne lui fera aucun préjudice et il ne courra aucun risque ;

Et ce qui est établi pour les provenances des Indes devra s'entendre pour toutes les autres assurances qui se feront pour n'importe quel pays, si les navires et marchandises ne portent pas les enregistremens et expéditions requis pour leur trafic et navigation ; de ma-

(1) Ce chapitre reproduit le XXXIII° de l'ordonnance de Bilbao.

caderias para su trafico, y navegacion, de forma, que por semejantes seguros estaran totalmente libres los asseguradores.

nière qu'à l'égard de semblables assurances les assureurs seront totalement libres.

Cap. XLVII.

Sobre lo mismo, tocante á seguros.

Otrosi, por quanto puede suceder que algunos asseguradores firmen cedulas, ó polizas de seguro en confianza, y sin aver recivido la cantidad que deven aver por el seguro, y despues perdiendose el navio, ó mercaderias que se asseguraron llegasen á intentar que no devia valer el seguro por no aver recivido la dicha cantidad; para evitar dudas, y pleytos, dixeron, que acordavan, y acordaron, que el premio del seguro se pague de contado, y si el asegurador llegare á firmar poliza de seguro sin aver cobrado el dicho premio, ó contentandose por pacto hecho con el assegurado, que valga el seguro; y que el asegurador no introduzga pretension con el pretexto de dezir, que no recibio el dicho premio, ni sea oido.

Chapitre XLVII (1).

Sur le même objet des assurances.

De plus : Comme il peut arriver que quelques-uns des assureurs signent des lettres ou polices d'assurance en confiance, et sans avoir reçu la prime qui leur revient pour l'assurance, et qu'ensuite, le navire ou les marchandises assurés venant à se perdre, ils intentent un procès, sous prétexte que l'assurance ne vaut rien à cause qu'ils n'ont pas reçu ladite prime : afin d'éviter les doutes et procès, ils arrêtent que la prime de l'assurance devra être payée comptant; et si l'assureur vient à signer une police d'assurance sans avoir reçu cette prime, ou s'il se contente de la promesse faite par l'assuré, l'assurance n'en sera pas moins valable; l'assureur ne pourra élever aucune prétention fondée sur le prétexte qu'il n'a pas reçu ladite prime, et il ne sera pas écouté dans cette exception.

Cap. XLVIII.

Sobre lo mismo, tocante á seguros.

Otrosi, por quanto puede acontecer, que algunos dueños de navios, ó mercaderias se quisiessen assegurar en un viage, y el tal navio teniendo obligacion, ó necessidad de hazer algunas escalas en el mismo viage para tomar, ó dexar carga en algunos puertos antes de llegar al fin del viage, los assegurados con el pretexto de hazer mas varatos sus seguros, ó por otros respectos dexassen de declarar á los aseguradores la obligacion, ó necessidad de hazer las dichas escalas, haziendo juicio de que en la clausula general de las polizas de seguros, que habla de escalas, se comprehendian y incluian estas que

Chapitre XLVIII (2).

Sur le même objet des assurances.

De plus : Comme il peut arriver que quelques propriétaires de navires ou marchandises voulussent se faire assurer pour un voyage, et que le navire eût obligation ou nécessité de faire quelques relâches dans le cours dudit voyage pour prendre ou laisser charge dans quelques ports avant d'arriver à sa destination; que cependant les assurés, sous prétexte de faire l'assurance à plus bas prix, ou pour d'autres motifs, ne déclareroient pas aux assureurs l'obligation ou la nécessité de faire lesdites échelles, pensant que dans la disposition générale des polices d'assurance où il est parlé des échelles, celles dont il est question dans ce chapitre étoient comprises; et comme il pourroit en résulter quelque différend, afin d'y remédier, ils arrêtent que toutes les fois qu'il sera fait une assurance

(1) Ce chapitre reproduit le xxxiv[e] de l'ordonnance de Bilbao.
(2) Ce chapitre reproduit le xxxv[e] de l'ordonnance de Bilbao.

se refieren en este capitulo, lo qual pudiera ocasionar algunas diferencias, y por ocurrir al remedio, dixeron, que acordavan, y acordaron, que siempre que se hizieren seguros para algun viage sobre algunos navios, ó mercaderias embarcadas en algunos navios, que tengan obligacion, ó necessidad de hazer algunas escalas, para tomar, ó dexar carga, ó para otro efecto antes de llegar al fin del dicho viage, si los assegurados supieren esta obligacion, ó necessidad, sean obligados de manifestar á los asseguradores, y poner en la poliza de seguros, la escala, ó escalas que los dichos navio, ó navios huvieren de hazer en aquel viage, y si no declararen, y manifestaren assi, para que los aseguradores sepan á lo que se obligan, llegandose á perder, ó padecer naufragio los dichos navio, ó navios en el referido viage, no tengan obligacion los asseguradores á pagar cosa alguna de lo que assi huvieren asegurado, lo qual sea, y se entienda como queda dicho, en caso de tener los assegurados noticia de las escalas que avia de aver, y no llegarlas á manifestar á los asseguradores; mas si los asseguradores no supieren, ni tuvieren noticia de dichas escalas, que en tal caso valga el seguro; pues para este efecto ha de servir la clausula de las polizas, que habla de escalas.

pour quelque voyage sur des navires, ou marchandises embarquées dans des navires qui auront l'obligation ou la nécessité de faire des échelles pour prendre ou laisser charge, ou pour tout autre effet, avant d'arriver à leur destination, si les assurés ont connoissance de ces circonstances, ils seront obligés de le déclarer aux assureurs, et d'énoncer dans la police d'assurance les relâches que lesdits navires devront faire dans leur voyage; et si, ne les ayant pas déclarées ainsi, pour que les assureurs sachent à quoi ils s'obligent, les navires viennent à se perdre ou à éprouver un naufrage dans ledit voyage, les assureurs ne seront tenus de payer aucune chose de ce qu'ils auroient assuré :

Bien entendu que ce sera dans le cas où lesdits assurés auroient connoissance des échelles que le navire devoit faire et qu'ils ne le déclareroient pas aux assureurs; mais si les assurés n'avoient aucune connoissance desdites échelles, dans ce cas l'assurance sera valable, et alors, pour cet effet, devra être appliquée la clause des polices, qui parle d'échelles.

Cap. XLIX.

Sobre lo mismo, tocante á seguros.

Otrosi, por quanto puede suceder, que algunas vezes se hagan los seguros sobre algunos navios, ó mercaderias para algun viage, y que antes que los asseguradores ayan tomado el riesgo, y firmado las polizas de seguros, esté complido el viage, y descargados los navios, y entregadas las mercaderias, con lo qual pudieran tener los asseguradores, y assegurados algunas con-

Chapitre XLIX (1).

Sur le même objet des assurances.

De plus : Comme il peut arriver que quelquefois on fasse des assurances sur des navires ou marchandises pour quelque voyage, et qu'avant que les assurés aient pris le risque et signé les polices d'assurances le voyage soit accompli, les navires déchargés et les marchandises remises, ce qui pourroit causer quelque discussion entre les assureurs et les assurés, afin de les éviter et d'y mettre fin ils décident que quand de semblables assurances seront faites après l'arrivée des na-

(1) Ce chapitre reproduit le xxxvi[e] de l'ordonnance de Bilbao.

tiendas, y diferencias, y por evitarlas, y atajarlas: Dixeron, que acordavan, y acordaron, que quando sucediere hazerse semejantes seguros, despues de aver llegado el navio, ó navios el puerto para donde era su viage, si el seguro fuere sobre el navio, y despues de su llegada al puerto, y echado las ancoras ó amarras, huvieren passado veinte y quatro horas naturales, en las quales dura todavia el riesgo, conforme al uso, y costumbre regular de la navegacion, se hiziere la poliza de seguro, que no valga, y que el assegurador buelva, y restituya el premio del seguro, menos el medio por ciento de la firma, pues no corrió riesgo alguno: mas si la poliza del seguro se huviere firmado antes de passar las dichas veinte y quatro horas naturales, que el assegurador, no tenga obligacion de restituir cosa alguna al assegurado, pues corrió riesgo hasta que passase el termino de dichas veinte y quatro horas; y por el consiguiente en quanto toca á los seguros de las mercadurias: Dixeron, que los asseguradores ayan de restituir, y bolver el premio del seguro, menos el medio por ciento de la firma, si no huviessen corrido riesgo alguno, conforme al contenimiento de la poliza, mas si huviessen corrido algun riesgo, conforme á la dicha poliza, que tampoco ayan de tener obligacion los asseguradores de bolver cosa alguna á los asegurados.

vires au port de destination, si l'assurance étoit sur le navire et qu'elle soit faite après son arrivée au port, et qu'après qu'il a jeté les ancres ou amarres, il se soit passé vingt-quatre heures naturelles, pendant lesquelles dure encore le risque, conformément à l'usage et à la coutume régulière de la navigation, cette assurance ne sera pas valable; l'assureur sera tenu de restituer la prime d'assurance, moins le demi pour cent de la signature, puisqu'il ne couroit aucun risque.

Mais si la police d'assurance avoit été signée avant le délai des vingt-quatre heures naturelles, l'assureur ne sera tenu à aucune restitution envers l'assuré, puisque le risque couroit jusqu'à ce que le terme desdites vingt-quatre heures fût passé.

Il en sera de même pour les assurances des marchandises: les assureurs devront restituer la prime de l'assurance, moins le demi pour cent de la signature, s'ils n'ont couru aucun risque, conformément au contenu de la police; mais s'ils ont couru quelque risque, conformément à ladite police, ils ne sont tenus de faire aucune restitution aux assurés.

Cap. L.

Sobre lo mismo, tocante á seguros.

Otrosi: Dixeron, que acordavan, y acordaron, que qualquiera persona, que assegurare, ó se quisiere assegurar sobre qualesquier navios, y embarcaciones, ó qualesquier generos de mercaderias, que en la poliza de seguro, que se hiziere, si quieren, puedan apreciar los dichos na-

Chapitre L (1).

Sur le même objet des assurances.

De plus: Ils arrêtent que les personnes qui assureroient ou voudroient se faire assurer sur quelques navires ou embarcations, ou sur quelques espèces de marchandises, pourront, si elles le veulent, estimer dans la police d'assurance lesdits navires, embarcations ou diverses marchandises qu'ils feront assurer ou qu'ils assureront par un commun accord des

(1) Ce chapitre reproduit le xxxvii[e] de l'ordonnance de Bilbao.

vios, y embarcaciones, ó generos de mercaderias, que assi hizieren assegurar, ó asseguraren conformandose en este aprecio, y estimacion los asseguradores con los assegurados, y que aquello valga, y sea firme con las condiciones, que en la poliza se declaren, sometiendose siempre estas ordenanzas, y capitulos del consulado, con que el tal aprecio, y tasacion, no exceda del coste con costas.

assureurs et des assurés sur le prix de l'estimation ou appréciation, et que cette clause vaudra et sera stable, eu égard aux dispositions contenues dans la police, et en se soumettant toujours aux présentes ordonnances et chapitres du consulat; bien entendu que cette estimation et taxation ne dépasse pas le prix véritable, augmenté des frais.

CAP. LI.

Sobre lo mismo, tocante á seguros.

Otrosi, por quanto puede suceder muchas vezes el que se hagan, y firmen polizas de seguros, sobre algun navio que está para hazer viage, ó algunas mercaderias, que se han de embarcar en algun navio que está de partida; y que acontezca, el tal navio no haga el dicho viage, ó las mercaderias se dexen de embarcar, ni cargar en los navios; y despues de tiempo, llegados los navios á los lugares donde ivan destinados, los assegurados pidiessen á los asseguradores, que les restituyan el premio del seguro, diciendo que no cargaron, ni remitieron las mercaderias asseguradas en dicho navio, ó navios, ó que estos navegaron; y para que haya providencia en esto, dixeron; que acordavan, y acordaron, que quando acaeciesse que el assegurado, ó assegurados no cargaron, ni embarcaron en los tales navios las mercaderias asseguradas, ni navegaren los tales navios, tengan los dichos assegurados obligacion de dar noticia á los asseguradores, antes que salgan del puerto el navio, ó navios en que se avian de cargar dichas mercaderias, y de que las haziendas, y mercaderias asseguradas no se embarcaron; y en caso que los asseguradores no sean de esta ciudad, se de quenta de ello al consulado de ella, para que conste;

CHAPITRE LI (1).

Sur le même objet des assurances.

Comme il peut arriver souvent que l'on fasse des polices d'assurance sur quelque navire qui seroit au moment de faire voyage ou sur quelques marchandises que l'on doit embarquer dans un navire près de son départ, et qu'ensuite ce navire ne fasse pas le voyage, ou que ces marchandises ne soient pas embarquées, et qu'après un certain temps, les navires étant arrivés aux lieux de leurs destinations, les assurés demandassent aux assureurs la restitution de la prime d'assurance, en disant qu'ils n'ont pas chargé les marchandises assurées dans lesdits navires qui ont fait la navigation :

Afin de prévoir les contestations en ce cas, ils disent que, quand il arrivera que l'assuré ou les assurés n'auront pas chargé ou embarqué leurs marchandises dans le navire, ou que le navire ne fera pas le voyage annoncé, les assurés seront tenus, avant que les navires dans lesquels ils devoient charger leurs marchandises sortent du port, de faire connoître aux assureurs que leurs biens et marchandises assurés n'ont pas été embarquées; et dans le cas où les assureurs ne seroient pas dans cette ville, la déclaration en sera faite au consulat :

(1) Ce chapitre reproduit le XXXVIII[e] de l'ordonnance de Bilbao.

y en este caso podran los asegurados pedir el premio que dieron á los aseguradores, por el seguro de las tales mercaderias, y estos estaran obligados á bolverlo, reteniendo el medio por ciento de las firmas; pero si los tales asegurados no dieren á los aseguradores la tal noticia, ni en ausencia de ellos en el consulado, como va dicho, no puedan en este caso los tales assegurados (despues de aver salido los navios en que avian de ir las mercaderias aseguradas) pedir el premio de dichos seguros, con el pretexto de que no se embarcaron, ni sean oydos sobre ello.

Et, dans ce cas, les assurés pourront demander la restitution de la prime qu'ils ont payée aux assureurs pour ces marchandises, laquelle prime ceux-ci seront obligés de restituer en retenant le demi pour cent des signatures; mais si les assurés ne donnent pas cette connoissance aux assureurs, ou, en leur absence, au consulat, ainsi qu'il est dit, les assurés, dans ce cas, ne pourront (après la sortie des navires sur lesquels devoient être chargées les marchandises assurées) répéter la prime desdites assurances, sous prétexte que ces marchandises n'ont pas été embarquées; et ils ne seront point écoutés dans cette prétention.

Cap. LII.

Sobre lo mismo, tocante á seguros.

Otrosi, porque puede acontecer, que los dueños de navios, ó maestres tomen sobre sus navios mas cantidad de lo que valen aquellos, assi en cambio, como en seguros, de que pueden seguirse graves inconvenientes, y perderse maliciosamente, y cometerse por los dueños y maestres muchos fraudes anegando los navios, y tomando forma para salvar la gente, y por atajar estos: Dixeron, que ordenavan, y ordenaron, que si algun dueño ó maestre de navio ó barco, de qualquiera calidad que sea, tomare en cambio, ó assegurare todo lo que el tal navio valiere, y la mitad de fletes en el tiempo que hizo el seguro, sin sacar los veinte y cinco por ciento, que ha de correr de riesgo, y se perdiere el tal navio en todo, ó en parte: en este caso los assegurados no sean obligados de pagar mas de quanto valia el tal navio, ó navios con la mitad del flete al tiempo, que se asseguró, y se verificare por probanza regular, y de todo el dicho valor, se ayan de descontar los veinte y cinco por ciento, que el tal dueño ó maestre assegurado avia de correr de riesgo, segun

Chapitre LII (1).

Sur le même objet des assurances.

De plus : Comme il peut arriver que les propriétaires de navires ou capitaines prennent sur leurs navires de plus grandes sommes que ce qu'ils valent, soit en change, soit en assurances, d'où il peut résulter de graves inconvéniens, ces propriétaires ou capitaines pouvant perdre leurs navires malicieusement et commettre plusieurs fraudes, telles que de faire submerger les navires, en se bornant à sauver l'équipage :

Afin de prévenir ces désordres, ils ordonnent que si quelque propriétaire ou capitaine de navire ou barque, de quelque qualité qu'elle soit, prend en change ou fait assurer la totalité de ce que vaudront le navire et la moitié du fret au temps de l'assurance, sans déduire les vingt-cinq pour cent dont il doit courir le risque; si ensuite ce navire se perd en tout ou partie, dans ce cas les assureurs ne seront obligés de payer que ce que valoient le navire ou les navires au moment de l'assuranee, avec la moitié du fret, en ayant soin de le faire établir d'une manière régulière :

Et sur cette évaluation totale on déduira les vingt-cinq pour cent dont le propriétaire ou les capitaines assurés doivent courir le risque selon les présentes ordonnances, et les

(1) Ce chapitre reproduit le XLe de l'ordonnance de Bilbao.

estas ordenanzas : y que los dichos veinte y cinco por ciento, que se han de sacar, sean para la cuenta de todos los asseguradores de la poliza, respectivamente sin atender mas á los primeros, ó á los ultimos : y á demas de esto el dueño ó maestre de navio, ó navios, que hiziere lo referido, aya de pagar otros veinte y cinco por ciento de pena á todos los asseguradores, en la misma conformidad, tomandose en cambio, ó en seguros mas de lo que vale, como se ha dicho; pero si el dueño ó maestre apreciare antes de assegurar el tal navio ó navios, será valido el seguro, y le podrá hazer corriendo de riesgo los veinte y cinco por ciento, á que es obligado por estas ordenanzas; y si sucediere, que el dueño del tal navio assegurase en esta ciudad, y el maestre en otra parte, sin saver el uno del otro, valdrá el seguro que primero se hiziere, y tambien el seguro hasta lo restante en que fuere apreciado el dicho navio en la poliza, con la mitad de fletes, sacandose siempre los dichos veinte y cinco por ciento : y esto mismo se ha de entender con los mercaderes, y factores que cargaren los navios.

Cap. LIII.

Sobre lo mismo, tocante á seguros.

Otrosi : Dixeron, que acordavan, y acordaron, que si el tal dueño ó maestre assegurare, como dicho es, todo el precio del navio, y mitad del flete, corriendo el riesgo de los veinte y cinco por ciento, si antes, ó despues del seguro tomaren á cambio, ó riesgo alguna cantidad sobre el dicho navio, ó navios, por el mismo hecho, no valga el seguro en favor del assegurado, ni los asseguradores sean obligados á pagar cosa alguna, en caso de perderse el tal navio, ó navios, y lo mismo se entienda en las mercaderias que se cargaren;

dits vingt-cinq pour cent qu'on devra déduire tourneront au profit de tous les assureurs de la police respectivement, sans avoir plus d'égard aux premiers qu'aux derniers.

En outre de cela, le propriétaire ou capitaine de navire qui feroit ce qui vient d'être dit devra payer encore vingt-cinq pour cent d'amende à tous les assureurs, pour avoir pris en change ou en assurance plus que la valeur de ce navire, ainsi qu'il a été dit.

Mais si le propriétaire ou capitaine estimoit le navire avant de le faire assurer, l'assurance sera valable et pourra être faite, à la charge qu'il courra le risque de vingt-cinq pour cent, à quoi il est obligé par les présentes ordonnances; et s'il arrivoit que le propriétaire de ce navire le fît assurer dans cette ville, et le capitaine en un autre lieu à l'insu l'un de l'autre, la première assurance qui sera faite vaudra, et ensuite la suivante, jusqu'à concurrence de la valeur d'estimation dudit navire dans la police avec la moitié du fret, en déduisant toujours lesdits vingt-cinq pour cent.

On devra faire la même chose pour les marchands ou facteurs qui chargeront dans des navires.

Chapitre LIII (1).

Sur le même objet des assurances.

De plus : Ils arrêtent que si le propriétaire ou capitaine faisoit assurer, ainsi qu'il est dit, toute la valeur du navire et de la moitié du fret, en courant le risque des vingt-cinq pour cent, et si, avant ou après l'assurance, il prenoit en change ou risque quelque somme sur ledit navire, par ce fait l'assurance ne vaudra pas en faveur de l'assuré, et les assureurs ne seront obligés de rien payer dans le cas où le navire viendroit à se perdre; il en sera de même pour les marchandises qui seroient chargées.

(1) Ce chapitre reproduit le XLI[e] de l'ordonnance de Bilbao.

empero si despues de hecho los seguros sobre navio ó navios, el maestre por ofrecersele necessidad para aviar, los tomare en cambio alguna cantidad, y sucediere naufragio ó perdida, valdrá el seguro, descontandose lo que assi huviere tomado á cambio el tal maestre para todos los asseguradores de la poliza rata por cantidad; pero si maliciosamente, y sin necessidad pareciere aver tomado el maestre dineros á cambio, en este caso, no valga el seguro, pues se colige la malicia del maestre, que tomó con intencion de perder la nao en aquel viage.

Mais si, après avoir fait l'assurance sur le navire, la nécessité de le réparer forçoit le capitaine à prendre à change quelques sommes, et s'il survenoit un naufrage, une perte, l'assurance vaudra, en répartissant ce que le capitaine auroit ainsi pris à change sur tous les assureurs de la police, à proportion de leur intérêt; mais s'il paroissoit que, malicieusement et sans nécessité, le capitaine a pris de l'argent à change, dans ce cas l'assurance ne vaudra pas, puisque la fraude du capitaine suppose en lui l'intention de perdre le navire dans ce voyage.

Cap. LIV.

Sobre lo mismo, tocante á seguros.

Otrosi, por quanto puede suceder, que despues de assegurados algunos navios, ó mercaderias, assi por viages, como por tiempos, los assegurados vendiesen el navio, ó mercaderias antes de hazer los viages destinados, ó cumplirse el tiempo del seguro por su conveniencia, ó por otra causa : y despues pidiesen á los asseguradores el salario de los seguros, ó parte, descontandose el riesgo que corrieron hasta el puesto, y tiempo en que hizieron la tal venta, ó ventas : Dixeron, que acordavan, y acordaron, que qualquier assegurado de navios, ó mercaderias que vendiere la cosa assegurada antes de cumplir el viage, ó al tiempo del risgo, sin hazer notorio á los asseguradores las tales ventas, en este caso los asseguradores no sean obligados á restituir el premio que recibieron del seguro, lo qual se entienda si corrieron algun riesgo; pero si antes de comenzar el riesgo se vendieren los navios, ó mercaderias asseguradas, seran obligados los asseguradores á restituir el premio del riesgo, reteniendo el medio por ciento, como está dicho.

Chapitre LIV (1).

Sur le même objet des assurances.

De plus : Comme il peut arriver qu'après avoir assuré quelques navires ou marchandises, soit pour un voyage, soit pour un temps déterminé, les assurés vendent ledit navire ou lesdites marchandises avant de faire les voyages projetés et avant l'expiration du terme de l'assurance, soit pour leur convenance, soit pour autre cause, et qu'après ils répètent contre les assureurs la prime des assurances ou une partie de cette prime en proportion du risque qu'ils ont couru, jusqu'au lieu et temps où ladite vente a été faite :

Ils arrêtent que si l'assuré d'un navire ou de marchandises vend la chose assurée avant l'accomplissement du voyage ou l'expiration du temps ou du risque, sans donner connoissance de ces ventes aux assureurs, dans ce cas ceux-ci ne seront pas obligés de restituer la prime qu'ils auront reçue, bien entendu s'ils ont couru quelque risque; mais si, avant de commencer le risque, le navire ou les marchandises assurées étoient vendus, les assureurs seront obligés de restituer la prime en retenant demi pour cent comme il est dit.

(1) Ce chapitre reproduit le XLIIe de l'ordonnance de Bilbao.

CAP. LV.

Sobre lo mismo, tocante á seguros.

Otrosi, porque puede suceder, que algunos vezinos de esta ciudad hagan seguros sobre navios, y mercaderias, ó dineros, que prestaron á maestres, y personas de reynos estraños, y que antes de acabarse el viage del seguro acaezca aver guerra entre los subditos de su magestad, y los tales dueños de navios, y mercaderias, y maestres, los quales por esta causa fueren á sus tierras sin venir á donde eran obligados, y algunas vezes aun en tiempo de paz hagan lo mismo, en cuyos casos los asseguradores pidan á los assegurados las cantidades asseguradas, diziendo que los tales subditos de reynos estraños, no los cumplen, ni pagan las cantidades que les prestaron, y que no han buelto de sus viages, por dezir ha sucedido guerra, antes bien han ido á reynos estraños : Dixeron, que acordavan, y acordaron, que sucediendo, y no constando averse perdido los tales navios por tormenta, ó robo de amigos ó enemigos, los asseguradores no sean obligados á pagar cosa alguna de los tales seguros por ser varateria, ó alzamiento del tal maestre, ó maestres.

CHAPITRE LV (1).

Sur le même objet des assurances.

De plus : Comme il peut arriver que quelques habitans de cette ville aient fait des assurances ou prêté de l'argent sur des navires et marchandises, aux capitaines et personnes de royaumes étrangers, et qu'avant l'achèvement du voyage il survienne une guerre entre sa majesté et les souverains des propriétaires des navires et marchandises, de manière que les capitaines retournent dans leur pays sans se rendre à la destination annoncée (quelquefois même, et en temps de paix, ils pourroient faire la même chose), et que, dans ces cas, les assurés demandent aux assureurs le montant de l'assurance, en disant que les sujets des royaumes étrangers ne tiennent pas leur parole, qu'ils ne payent pas les sommes qu'ils leur ont prêtées, et qu'ils ne sont pas revenus de leurs voyages, sous prétexte que, la guerre étant survenue, ils sont allés en royaume étranger :

Ils arrêtent que, ces choses arrivant, s'il n'est pas constaté que les navires ont été perdus par tempête ou vol d'amis ou ennemis, les assureurs ne seront obligés à aucun payement pour ces assurances, comme étant baraterie ou révolte du capitaine.

CAP. LVI.

Sobre lo mismo, tocante á seguros.

Otrosi, porque puede acaecer, que en tiempo de paz, ó en guerra assegurandose algunos navios, y mercaderias, y navegandose á donde son destinados, el maestre y marineros que van embarcados con dezir, que estan assegurados, ó que no les va á ellos interes alguno, sin toparse con enemigos, ni cosarios viendo de lexos otro algun navio sin conocerle si es amigo ó enemigo, ni hazer resistencia, desamparan

CHAPITRE LVI (2).

Sur le même objet des assurances.

De plus : Comme il peut arriver qu'en temps de paix ou de guerre on assure quelques navires ou marchandises, et qu'en naviguant pour le lieu de destination les capitaines ou les marins qui y sont embarqués, se fiant sur ce qu'ils sont assurés et qu'il n'y a pour eux aucun intérêt à s'attaquer aux ennemis ou corsaires, dès qu'ils aperçoivent de loin quelque navire, sans le connoître ni s'informer s'il est ami ou ennemi, ni sans faire résistance, abandonnent le navire et se sauvent en prenant le canot, ainsi que cela

(1) Ce chapitre reproduit le XLIIIe de l'ordonnance de Bilbao.
(2) Ce chapitre reproduit le XLIVe de l'ordonnance de Bilbao.

el tal navio, y salvan de él, sacando el vatel, como se ha visto, y despues viniere á caer el tal navio en poder de amigos, y los assegurados pidan las cantidades asseguradas á los asseguradores: Dixeron, que ordenavan, y ordenaron, que todas las vezes, que se hizieren tales seguros, y sucediere el desamparar el maestre, y demas gente el navio, ó navios en que assi navegaren, sin ser tomados realmente, en este caso el tal seguro, y riesgo de navios, que assi se alargaren y desampararen, sea de ningun efecto, y los asseguradores no sean obligados á pagar cosa alguna, lo qual se entienda para con los seguros de navios, y sus dueños tan solamente, y no para en quanto á las mercaderias, que en ellos se navegaren, porque los asseguradores de ellas estaran obligados á pagar las cantidades, que se asseguraron.

s'est déjà vu, et qu'après que le navire est ainsi tombé dans des mains amies, les assurés demandent les quantités assurées :

Ils arrêtent que toutes les fois qu'il sera fait de telles assurances et qu'il arriveroit que le capitaine et l'équipage abandonneront le navire dans lequel ils naviguoient sans être réellement pris, dans ce cas l'assurance et le risque de navires qui seroient ainsi lâchés et abandonnés n'auront aucun effet, et les assureurs ne seront obligés à aucun payement.

Cela s'entend pour les assurances de navires et leurs propriétaires seulement, et non pour les marchandises qu'ils portent, parce que ceux qui les ont assurées seront tenus de payer les quantités qu'ils ont garanties.

Cap. LVII.

Sobre lo mismo, tocante á seguros.

Otrosi, porque puede suceder, que los dueños de navio, ó navios, ó mercaderias, despues de averlos asegurado vendan aquellos á otras personas, y despues los aseguradores reclamen, diziendo, no quieren correr riesgo sobre tales navios por averse enagenado : Dixeron, que ordenavan, y ordenaron, que todas las vezes que algun dueño de navio, ó mercaderia assegurada vendiesse, ó tratare de venderla : sea obligado de notificar á los aseguradores, ó la mayor parte de ellos, la tal venta que trataren de hazer, para ver si dichos asseguradores quieren correr, y ratifiquen los seguros, ó borren sus firmas, tomando el dicho medio por ciento, y la venta, ó enagenacion, que de otra manera se hiziere, sea en si ninguna en quanto tocare á los asseguradores, los quales no estaran obligados á pagar cosa alguna de los

Chapitre LVII (1).

Sur le même objet des assurances.

De plus : Comme il peut arriver que les propriétaires de navires ou marchandises, après les avoir assurés, les vendent à d'autres personnes, et qu'après, les assureurs réclament en disant qu'ils ne veulent courir aucun risque sur ces navires, puisqu'ils ont été aliénés :

Ils déclarent que toutes les fois que quelque propriétaire de navire ou marchandises assurés les vendra ou sera en marché de les vendre, il sera obligé de notifier aux assureurs, ou à la majeure partie d'entre eux, la vente qu'il se propose de faire, pour voir si lesdits assureurs veulent maintenir et ratifier l'assurance ou biffer leurs signatures, en prenant ledit demi pour cent; et la vente ou l'aliénation qui se feroit d'une autre manière sera nulle de plein droit, en ce qui concernera les assureurs, lesquels ne seront obligés de rien payer de l'assurance, lors même que les choses se perdroient en tout ou en partie, et quoique dans les polices soit écrite la clause *appartenant*

(1) Ce chapitre reproduit le XLVe de l'ordonnance de Bilbao.

seguros, aunque se perdian en todo, ó en parte las cosas aseguradas, y aunque en la poliza, ó polizas se aya declarado la clausula, *perteneciente, ó á quien pertenecer puede, y deva*, y la otra, *siendo maestre N... ó otro qualquiera, que fuere*, y lo mismo se entienda en todos los seguros que se hizieren por tiempo.

ou à qui elles puissent et doivent appartenir, ou celle-ci, *étant capitaine N... ou quelque autre que ce soit;* et la même chose s'observera dans toutes les assurances qui se feront pour un temps limité.

Cap. LVIII.

Que no se assegure de barateria, ó alzamiento de patron.

Otrosi : Dixeron, que ordenavan, y ordenaron, que ninguna persona desta ciudad, y su consulado pueda assegurar de barateria, ó alzamiento de patron, lo qual se entienda, quando el maestre se alza con el navio, ó mercaderias, ó las pierde maliciosamente, ó vende ocultamente, todo ó parte, y se alza con ello, y qualquiera otra fraude, ó engaño, que el tal maestre hiziere en daño de los cargadores y asseguradores, en cuyos casos, no valgan el seguro que hiziere.

Chapitre LVIII (1).

Qu'on ne doit pas assurer la baraterie ou la fuite de patron.

De plus : Ils ordonnent qu'aucune personne de cette ville et de son consulat ne pourra assurer contre la baraterie ou la fuite de patron, ce qui s'entend quand le capitaine s'en va avec le navire ou les marchandises, les perd malicieusement ou vend secrètement tout ou partie et s'en va, ou de toute autre fraude ou dol que le capitaine feroit au détriment des chargeurs et assureurs; une assurance faite dans ces cas n'aura aucun effet.

Cap. LIX.

Lo que han de hazer los maestres de navios hallandose en necessidad de dinero para comprar vituallas, ó aparejos.

Otrosi, porque puede acaecer, que navegando algun navio, ó navios en sus viages por causa de la dilacion de ellos, tuviessen los maestres necessidad de vituallar, y aparejar los dichos navios, y se hallasen sin dineros, ni quien les diesse aquellos á interes, ni en otra forma, y por lo que conviene el aviamiento, suelen los dichos maestres vender las mercaderias, que les parezca menos perjudiciales para vituallarse, de que pueden resultar entre ellos, y los mercaderes cargadores,

Chapitre LIX (2).

Ce que doivent faire les capitaines de navires s'ils se trouvent avoir besoin d'argent pour acheter des vivres ou agrès.

Comme il peut arriver qu'un navire étant en cours de navigation, en raison de la longueur du voyage, le capitaine soit obligé de se procurer des vivres et des agrès, et qu'il ne trouvât ni argent ni personne qui voulût lui en donner à intérêt ou autrement, et qu'alors, pour pouvoir continuer leur route, lesdits capitaines ont l'habitude de vendre les marchandises qui leur paroissent le moins importantes pour parer à ces nécessités, et que cela peut causer entre eux et les marchands chargeurs quelques discussions, sous prétexte qu'ils auroient vendu la propriété d'autrui; afin de les éviter, ils arrêtent que lorsqu'il

(1) Ce chapitre reproduit le XLVIe de l'ordonnance de Bilbao.
(2) Ce chapitre reproduit le XLVIIe de l'ordonnance de Bilbao.

diferencias sobre dezir, que vendieron hazienda agena, y para evitar aquellas: Dixeron, que ordenavan, y ordenaron, que sucediendo lo referido, y hallandose los maestres con necessidad de vituallas, y aparejos, tengan obligacion en el puerto donde estuvieren, de hazer las diligencias devidas ante la justicia si pueden hallar dineros á cambio, ó en otra forma para vituallar, y aparejar sus navios: y en caso que no los puedan hallar, tengan facultad de vender para lo que de presente huvieren menester de las mercaderias que llevan, las que de menos perjuyzio sean, y la tal venta hagan con autoridad de la justicia, si la huviere; y sean obligados de pagar al dueño cargador, ó factor de las mercaderias, que assi vendieren todo el valor que tuvieren en el lugar, ó lugares á donde ivan destinadas, y en caso que alguna perdida huviere en el precio de las tales mercaderias en la venta del valor referido, se aya de contribuir este menoscabo por aberia gruessa á todas las mercaderias, que llevare el tal navio, ó navios, entrando tambien el dicho navio ó el flete, á eleccion del dicho maestre, ó maestres, de manera que el dueño de las tales mercaderias no padezca daño: todo lo qual se entienda tan solamente para casos fortuitos, que se ofrecieren en tales viages, en que huviere necessidad, como va dicho, para el aviamiento del navio, navios, y mercaderias, y no para cosas de vituallas; porque estas son á cargo del maestre, ó maestres.

arrivera ce qui a été dit, et que les capitaines se trouveront avoir besoin de vivres et agrès, ils devront faire dans le port où ils seront les diligences nécessaires devant la justice pour trouver de l'argent à change ou de toute autre manière, à l'effet d'approvisionner et gréer leurs navires; et dans le cas où ils ne pourroient pas en trouver, ils auront la faculté de vendre des marchandises pour se procurer ce dont ils auront besoin, en prenant celles qui peuvent causer le moins de préjudice : la vente devra être faite avec autorisation de la justice, s'il y a possibilité.

Ils seront obligés de payer au propriétaire, chargeur ou facteur des marchandises qu'ils vendroient ainsi, toute la valeur qu'elles auroient dans le lieu de leur destination; et dans le cas où il y auroit quelque perte dans le prix de ces marchandises par suite de la vente précitée, toutes les marchandises et le fret du navire devront supporter cette perte comme étant une avarie grosse, de manière que le propriétaire de ces marchandises n'éprouve aucun dommage :

Tout cela s'entend pour les cas fortuits qui peuvent se présenter dans ces voyages, comme il est dit pour la conservation du navire ou des marchandises, et non pour les vivres, parce que ce dernier objet est à la charge du capitaine.

Cap. LX.

Sobre lo mismo, tocante á seguros.

Otrosi: Dixeron, que acordavan, y acordaron, que si en las cargazones, que se hizieren de vino, azeyte, y otras semejantes mercaderias, en que suele aver

Chapitre LX (1).

Sur le même objet des assurances.

De plus : Ils arrêtent que si, dans les chargements qui se feront, de vin, huile ou autres semblables marchandises, auxquelles il arrive quelque dommage par faute de bon arrimage

(1) Ce chapitre reproduit le XLVIII[e] de l'ordonnance de Bilbao.

daño, por falta de buena arrimazon, ú de la fusta, cellos, ó por causa de otro dolo, ó culpa del maestre, y gente, ó vasijas; en tales casos no sean obligados los aseguradores de pagar cosa alguna del daño que assi resultare, ó huviere acaecido.

ou de placement des barriques, ou par l'effet d'autre fraude ou faute du capitaine ou de l'équipage, dans ce cas les assureurs ne seront pas obligés de payer le dommage qui en résulteroit ou qui seroit survenu par ces causes.

Cap. LXI.

Sobre lo mismo, tocante á seguros.

Otrosi : Dixeron, que acordavan, y acordaron, que si algun navio, ó navios de qualquier porte, llevando sacas de lana, ó otras mercaderias de qualquier calidad que sean, no dieren botatierra, ni se anegaren, ni perdieren, ni otros navios los envistieren, ó rompieren, aunque se dañen las tales mercaderias, ó se mojen todas, ó parte; que el assegurador no sea obligado de pagar daño alguno, por razon de lo suso dicho.

Chapitre LXI (1).

Sur le même objet des assurances.

De plus : Ils arrêtent que si quelque navire, quel que soit son tonnage, portoit des sacs de laine ou autres marchandises, de quelque qualité qu'elles soient, il arrivoit que, sans que le navire donne contre terre, se submerge, se perde, soit choqué par d'autres navires et se brise, les marchandises s'endommagent ou se mouillent en tout ou partie, l'assureur ne sera pas obligé de payer le dommage provenu de cette cause.

Cap. LXII.

Sobre lo mismo, tocante á seguros.

Otrosi, por quanto puede suceder, que assegurandose algunas mercaderias, como son, fruta, vino, azero, lanas, paños, y otros qualesquiera generos, que puedan dañarse con la dilacion de largo tiempo estando cargados, ó embarcados en alguno ó algunos navios, y pudieran moverse diferencias entre los asseguradores, y assegurados, despues de sucedido el caso del daño por la causa referida; y para evitarlas, y atajarlas : Dixeron, que acordavan, y acordaron, que siempre que los seguros se hizieren sobre qualesquier generos, que de su naturaleza se puedan corromper, y dañar con la dilacion de largo tiempo, no tengan los aseguradores obligacion de pagar cosa alguna á los asegurados; con calidad de que conste, y se averigue, que los dichos generos sobre que se hizo el

Chapitre LXII (2).

Sur le même objet des assurances.

De plus : Comme il peut arriver que l'on assure quelques marchandises, telles que des fruits, du vin, de l'acier, des laines, des draps et autres espèces, qui peuvent s'endommager, eu égard au long temps qu'ils sont embarqués dans les navires; comme il peut y avoir des contestations entre les assureurs et les assurés lorsque des dommages surviennent par l'effet de la cause précitée :

Afin de les éviter et arrêter, ils ordonnent que toutes les fois qu'il sera fait des assurances sur quelque marchandise qui, de sa nature, est susceptible de se corrompre et de s'endommager par le retard et le long espace de temps, les assureurs ne seront obligés de rien payer aux assurés, en supposant qu'il soit établi et reconnu que les marchandises sur lesquelles portoit l'assurance ont été chargées et embarquées un assez long temps pour s'endommager, se corrompre et se perdre, à moins que les assureurs ne recon-

(1) Ce chapitre reproduit le XLIXe de l'ordonnance de Bilbao.
(2) Ce chapitre reproduit le L^e de l'ordonnance de Bilbao.

seguro estuvieron cargados, y embarcados tanto tiempo, quanto fuesse suficiente, y bastante para poderse corromper, y dañar, lo qual sea, y se entienda, no averiguando los asseguradores, que el daño sucedio por caso fortuito, y no por la estada de largo tiempo; porque si esto se averiguase por los assegurados, deberan pagarles la cantidad del seguro los asseguradores.

noissent que le dommage est survenu par cas fortuit et non par la longueur du temps, parce que si cela est prouvé par les assurés, les assureurs devront payer le montant de l'assurance.

Cap. LXIII.

Que los asseguradores paguen la cantidad del seguro dentro de quatro meses, contados desde el dia en que se les hiziere notoria la perdida.

Otrosi, por quanto despues de averse perdido, ó anegado los navios, ó generos sobre que hizieren los seguros, ha de suceder el caso, de que lo assegurados pidan á los aseguradores satisfacion de la cantidad del seguro, y podian nacer contiendas, y diferencias sobre el termino, y forma en que se devia dar esta satisfacion, y para que estos casos queden con la providencia, y claridad conveniente á la buena governacion del comercio: Dixeron, que acordavan, y acordaron, que despues de aver sucedido el perderse, ó anegarse los navios, ó generos sobre que se hizieren los seguros, tengan obligacion los aseguradores de satisfacer, y pagar á los asegurados la cantidad de los seguros, conforme al precio del coste con costas, que se huviere expresado en las polizas de seguros dentro de quatro meses corrientes, desde el dia en que los asegurados huvieren hecho notificar y saber á los aseguradores la perdida, daño, ó averse anegado los navios, ó generos sobre que se hizo el seguro con certificacion, ó instrumento bastante de aver sucedido el naufragio, perdida, ó daño, por caso fortuito, y contenido en la poliza del seguro, lo qual sea, y se en-

Chapitre LXIII (1).

Que les assureurs payent le montant de l'assurance dans l'espace de quatre mois, comptés depuis le jour où on leur aura signifié la perte.

De plus : Comme après que les navires ou marchandises sur lesquels étoient les assurances se sont perdus ou ont été submergés, les assurés ont droit de demander aux assureurs payement du montant de l'assurance; et comme il peut naître des difficultés et contestations sur le terme et la forme de ce payement, afin que ces cas soient prévus avec la clarté convenable à la bonne administration du commerce :

Ils arrêtent qu'après que les navires ou les marchandises sur lesquels portoit l'assurance se seront perdus ou auront été submergés, les assureurs seront obligés de payer aux assurés le montant de l'assurance, conformément à l'appréciation établie dans la police d'assurance, dans quatre mois, courant depuis le jour où les assurés auront fait signifier et savoir aux assureurs la perte ou le dommage, ou que les navires ou marchandises sur lesquels étoit l'assurance ont été submergés, avec une attestation ou écrit suffisant que le naufrage, la perte ou dommage, est survenu par cas fortuit, et étoit prévu dans la police d'assurance.

Bien entendu que les assurés donnent pour

(1) Ce chapitre reproduit le LIe de l'ordonnance de Bilbao.

tienda dandose por los asegurados fianza llana, y abonada, que sea hombre del comercio, y sugeto al juzgado de este consulado, de que volveran, y restituiran á los aseguradores la cantidad, ó cantidades que huvieren percibido, con mas veinte por ciento, en caso que fueren condenados en justicia por el prior, y consules, y juezes de este consulado á hazer la dicha restitucion, y cumplidos los dichos quatro meses despues de notificada la perdida, ó daño en la forma referida, no sean oydos los asseguradores en justicia, con el presupuesto de dezir, que durante los dichos quatro meses avian introducido pleyto, que estava pendiente sobre la misma causa, ni con otro pretexto alguno, sin que primero paguen, y desembolsen á los assegurados las cantidades, que devieren pagar conforme á las dichas polizas; y en caso que los assegurados, y sus fiadores fueren condenados á volver, y restituir las dichas cantidades, que no sea necessario el hazer excursion, y diligencia en el principal, sino que derechamente se pueda proceder contra el principal ó fiador; y que los autos hechos con el uno de ellos paren perjuicio al otro, como si con él se huviessen formado.

caution laïque et roturière un commerçant de la juridiction du consulat, qu'ils restitueront aux assureurs la somme qu'ils auroient reçue, et vingt pour cent en plus dans le cas où ils seroient condamnés en justice, par le prieur et les consuls et juges de ce consulat, à faire ladite restitution; et les quatre mois accomplis après la notification de la perte ou dommage dans la forme prescrite, les assureurs ne seront pas admis en justice à alléguer que, durant les quatre mois, ils avoient commencé un procès qui étoit pendant sur la même cause, ni pour aucun autre prétexte, sans premièrement payer et délivrer aux assurés les sommes qu'ils doivent conformément auxdites polices :

Et dans le cas où les assurés et leurs cautions seroient condamnés à remettre et restituer lesdites sommes, il ne sera pas nécessaire de faire des recherches et diligences contre le principal obligé seulement, mais on pourra procéder directement contre lui et sa caution, et les actes faits contre l'un d'eux vaudront contre l'autre, de même que s'ils avoient été dirigés directement contre lui.

Cap. LXIV.

Sobre lo mismo, tocante á seguros.

Otrosi, por quanto para la verificacion, y prueba del naufragio, daño, ó perdida de los navios y generos asegurados, conforme á lo contenido en el capitulo antecedente, podian los assegurados valerse de informaciones sumarias, á las quales se ha de dar entera fee y credito, para en quanto á lo dispuesto en el dicho capitulo antecedente; y puede suceder por malicia humana, y codicia de algunos hombres, él que los assegurados en alguna, ó algunas ocasiones semejantes se

Chapitre LXIV (1).

Sur le même objet des assurances.

De plus : Comme pour la vérification et la preuve du naufrage, dommage ou perte des navires ou marchandises assurés, conformément à ce qui est contenu dans le chapitre précédent, les assurés peuvent se prévaloir d'informations sommaires auxquelles on doit accorder foi et confiance;

Mais comme, par suite de ce qui a été dit dans ledit chapitre, il pourroit arriver, par la malice humaine et l'envie de quelques hommes, que les assurés, en quelques occa-

(1) Ce chapitre reproduit le LII° de l'ordonnance de Bilbao.

valiesen de informaciones falsas, ó testimonios, ó instrumentos supuestos, á cuyo remedio es preciso ocurrir, y reprimir semejante malicia, ó codicia; para lo qual, dixeron, que acordavan, y acordaron, que siempre que los assegurados en semejantes casos se valieren de informaciones sumarias, ó certificaciones, testimonios, ó otros instrumentos falsos, luego que lo referido se averigue, los assegurados, y sus fiadores buelvan, y restituian á los asseguradores las cantidades que percibieron, con mas cinquenta por ciento, que se ha de repartir, la tercia parte para los asseguradores, la otra tercia parte, para los gastos del consulado; y la otra, y ultima tercia parte de los dichos cinquenta por ciento, sea para el prior, y consules que sentenciaren.

sions semblables, se servissent d'informations fausses, de témoins ou instrumens suspects, à quoi il convient de porter remède en réprimant semblables malices : ils ont dit qu'ils arrêtoient que toutes les fois que les assurés, en semblable cas, se serviront d'informations sommaires, certificats, témoignages ou autres actes faux, aussitôt que cela sera reconnu, ces assurés et leurs cautions devront payer aux assureurs les sommes qu'ils en auroient reçues, avec cinquante pour cent en sus, qui devront être répartis, un tiers aux assureurs, l'autre pour les frais du consulat, et le troisième et dernier tiers, pour le prieur et les consuls qui jugeront.

Cap. LXV.

Sobre lo mismo, tocante á seguros.

Otrosi, por quanto puede suceder, que los asseguradores despues de averseles notificado la perdida, ó daño de los seguros, de los generos, ó navios llegasen á desembolsar, y pagar las cantidades que devian, segun las polizas del seguro en la conformidad que se previene en los capitulos antecedentes; y considerando que se hallavan con razon, y derecho para el efecto, intentassen judicialmente, que los assegurados, y sus fiadores devian bolverles las cantidades, que desembolsaron, expresando para lo referido las razones, y fundamentos, que les assisten : y reconociendo el prior, y consules, que era justo el intento de los asseguradores, llegasen á condenar á los assegurados, y sus fiadores, á que bolviessen, y restituyessen las cantidades, que percibieron conforme á lo contenido en los dichos capitulos antecedentes; y de esta sentencia podian

Chapitre LXV (1).

Sur le même objet des assurances.

De plus : Comme il peut arriver que les assureurs, après avoir reçu la notification de la perte ou du dommage arrivé aux navires ou marchandises assurés, et ensuite avoir déboursé et payé les sommes déterminées par les polices d'assurances, conformément à ce qui est établi dans les chapitres précédens, aient raison et droit d'intenter judiciairement contre les assurés et leurs cautions une demande en restitution des sommes déboursées, en invoquant les motifs qui les protégent; si le prieur et les consuls reconnoissent que la demande de ces assureurs est juste, ils pourront condamner les assurés et leurs cautions à rendre et restituer les sommes qu'ils auroient reçues, conformément à ce qui est contenu dans les chapitres précédens :

Comme les assurés et leurs cautions pour-

(1) Ce chapitre reproduit le LIIIe de l'ordonnance de Bilbao.

los assegurados, y sus fiadores apelar: y con esta apelacion dilatar la restitucion, y para que aya igualdad entre los assegurados y asseguradores : Dixeron, que acordavan, y acordaron, que siempre que el prior, y consules sentenciaren semejantes causas, condenando á los assegurados, y sus fiadores á la restitucion de dichas cantidades, en la forma dicha se execute, y sea executiva la dicha sentencia, sin embargo de qualquiera apelacion dandose por los asseguradores fianza de la misma suerte que la dieron los assegurados, y que no sean oydos estos hasta que cumplan con la restitucion de dichas cantidades, cumpliendo con el tenor de la sentencia, aunque consigan qualquiera despacho del juez de alzadas para lo contrario, y que despues de assi restituidas y pagadas las dichas cantidades, sean oydos en sus apelaciones : si las quisieren intentar, y proseguir.

roient appeler de cette condamnation, et par le moyen de cet appel retarder la restitution; afin qu'il y ait égalité entre les assurés et les assureurs : ils arrêtent que toutes les fois que les prieur et consuls, jugeant dans de semblables causes, auront condamné les assurés et leurs cautions à la restitution desdites sommes, la sentence sera exécutoire nonobstant l'appellation, en donnant par les assureurs caution de la même manière que les assurés l'avoient fait, et ceux-ci ne seront pas entendus jusqu'à ce qu'ils aient fait la restitution desdites sommes, accomplissant ainsi la teneur de la sentence, le tout sans égard aux défenses que prononceroit le juge d'appel; et après avoir ainsi restitué et payé lesdites sommes, ils seront entendus dans leur appellation, s'ils veulent l'intenter ou la poursuivre.

Cap. LXVI.

Sobre lo mismo, tocante á seguros.

Otrosi, porque podran nacer algunos pleytos sobre la fee y credito que sea y deve dar á las certificaciones de naufragios, y perdida de que va hecha mencion : Dixeron, que acordavan, y acordaron, que constando de la cargazon del navio por su libro de sobordo, y conocimentos del maestre, ó por testigos de vista, y assi mismo del valor de las mercaderias, y navios assegurados : y constando del dicho naufragio, y perdida acaecida de caso fortuito con dos testigos de vista, se dé por vastante, y plena probanza para en su virtud aver de desembolsar los asseguradores las cantidades que aseguraron con la fianza, de que va hecha mencion, y que los tales testigos hagan fee, aunque no se ayan recibido con citacion de parte, ni

Chapitre LXVI (1).

Sur le même objet des assurances.

De plus : Comme il peut naître quelque procès sur la foi et la confiance qu'on devra accorder aux attestations de naufrages et pertes dont il est fait mention ci-dessus : ils disent qu'ils arrêtent qu'en constatant par le manifeste du navire, par son livre de bord et par connoissemens du capitaine, ou par témoin *de visu*, soit la valeur des marchandises, soit celle du navire assuré, et en établissant par deux témoins *de visu* que ledit naufrage a eu lieu par cas fortuit, ces preuves seront suffisantes pour qu'en vertu de cela les assureurs doivent payer les sommes qu'ils avoient assurées, mais à charge de donner la caution dont il est fait mention ci-dessus :

Et lesdits témoins feront foi, quoiqu'ils n'aient pas reçu de citation ni été interrogés, s'ils étoient dans le lieu où est arrivé le cas

(1) Ce chapitre reproduit le LIV[e] de l'ordonnance de Bilbao.

contextada la demanda, sino en qualquier tiempo, siendo en el lugar donde acaeció el caso fortuito del naufragio, ó perdida, ó en el mas cercano, con que se entienda, que en caso que las tales informaciones se huvieren de hazer en el distrito de esta ciudad, á Bilbao, y á Santander, sea citando á los asseguradores, ó partes legitimas, y de otra manera no valga la tal informacion; y con que venga aquella signada de escrivano publico, y firmada del juez que la recibiere, y que el maestre del tal navio sea citado para ver jurar, y conocer dichos testigos, y en su ausencia otro oficial del navio : y caso que el dueño, ó factor de las dichas mercaderias se hallaren presentes, sean citados ellos, y si el navio se huviere perdido, ó dañado, ó sus aparejos, la citacion se aya de hazer al contra-maestre y piloto.

fortuit de naufrage et de perte, ou dans le lieu le plus voisin : bien entendu que dans le cas où ces informations devront se faire dans le district de cette ville, à Bilbao et à Santander, cela ait lieu en citant les assureurs, car, d'une autre manière, l'information ne sera pas valable.

Cette information sera faite devant un notaire public, et signée par le juge qui l'aura faite, et le capitaine du navire sera cité pour voir affirmer et reconnoître les témoins, ou, en son absence, un officier du navire ; et dans le cas où le propriétaire ou facteur des marchandises se trouveroit présent, il sera cité aussi ; et si le navire s'étoit perdu ou avoit été endommagé dans ses agrès, la citation devra être faite au contre-maître et au pilote.

Cap. LXVII.

Sobre lo mismo, tocante á seguros.

Otrosi, porque puede acontecer, que algunas personas asseguren las mercaderias que les cargaron sus factores, ó encomenderos por commission, ó en otra manera, y no saviendo en que navio, ó navios se han de cargar, ó se cargaron, forman las polizas, sin nombrar dichos navios, diziendo en qualesquier navio, ó navios donde las tales mercaderias se cargaren, ó huvieren cargado, y puede suceder el cargarse dichas mercaderias en dos, ó tres, ó mas navios, y venir uno, ú dos de ellos en salvo, y perderse los demas, y que lleguen á pedir los assegurados la cantidad que se perdió en el ultimo, ó ultimos navios tan solamente; y por evitar los pleitos que de esto pueden resultar, y el dolo del proceder assi por parte de los assegurados, como asseguradores : Dixeron, que acordavan, y acor-

Chapitre LXVII (1).

Sur le même objet des assurances.

De plus : Comme il peut arriver que quelques personnes assurent des marchandises que leurs facteurs ou commissionnaires auroient chargées, ou de toute autre manière, sans savoir en quel navire on les a chargées ou dû charger, ils ont stipulé des polices sans indiquer des navires, et en se bornant à dire *en quelque navire ou navires où les marchandises doivent être ou aient été chargées;* il peut arriver que lesdites marchandises soient chargées en deux ou trois navires ou plus, et que l'un d'eux arrive à bon port tandis que les autres se perdent, et que les assurés demandent la quantité qui s'est perdue dans le dernier ou les derniers navires seulement; et afin d'éviter les procès qui peuvent s'élever dans ce cas, et la fraude qui pourroit être commise, soit de la part des assureurs, soit de la part des assurés :

Ils disent qu'ils arrêtoient que dans l'assu-

(1) Ce chapitre reproduit le LVe de l'ordonnance de Bilbao.

daron, que en el seguro, ó seguros que en esta forma se hizieren, los asseguradores corran riesgo en el primero, ó primeros navios en que los assegurados, ó su voz cargaren las dichas mercaderias hasta la cantidad, y montamiento de lo que en la poliza asseguraron, y que si en los tales navios primero, ó primeros que llegaren en salvamento, huvieren los assegurados, ó su voz cargado hasta la cantidad que contuvieren las dichas polizas, ó poliza, en tal caso los asseguradores sean libres, aunque despues se alegue, que los otros navios se perdieron, como al contrario, si el primero, ó primeros navios en que se huvieren cargado las cantidades concurrentes á las contenidas en dicha poliza, ó polizas, y sucediese perdida, ó daño por caso fortuito, entonces los asseguradores seran obligados de pagar á los assegurados el daño, ó perdida que assi resultare en la dicha cargazon, segun cupiere á cada uno, sin que puedan dezir que el tercero y demas navios posteriores se perdieron.

rance ou les assurances qui seront faites dans cette forme, les assureurs courront le risque sur le premier ou les premiers navires dans lesquels les assurés ou leurs commis auront chargé lesdites marchandises, jusqu'à la quantité et au montant de ce qu'ils auront assuré dans la police; et si, dans ces premiers navires qui arriveroient à bon port, les assurés ou leurs commis avoient chargé la quantité indiquée dans lesdites polices, dans ce cas les assureurs seront libérés, encore bien qu'on allègue que les autres navires se sont perdus; et à l'inverse, si le premier ou les premiers navires dans lesquels ils auroient chargé les quantités égales au contenu desdites polices venoient à se perdre ou à éprouver quelque dommage par cas fortuit, alors les assureurs seront obligés de payer aux assurés la réparation de la perte éprouvée par ladite cargaison, chacun en droit soi, sans qu'ils puissent dire que le troisième et les autres navires postérieurs se sont également perdus.

CAP. LXVIII.

Sobre lo mismo, tocante á seguros.

Otrosi, por quanto puede suceder, que haziendose los seguros sobre mercaderias que se embarcan, él que estas perdiendose ó dañandose durante el viage, pretendan los assegurados él que se les deve pagar el daño, ó perdida, que padecieron dichas mercaderias, conforme al precio, que podian tener aquellas en el lugar á donde ivan consignadas: y los assegurados intentasen el que cumplian con pagar el daño, ó perdida de las tales mercaderias, segun y como valian en el lugar donde se cargaron, y no mas, y dando providencia á esto : Dixeron, que acordavan, y acordaron, que siempre que sucediere

CHAPITRE LXVIII (1).

Sur le même objet des assurances.

Comme il peut arriver qu'il se fasse des assurances sur des marchandises que l'on embarque, et que celles-ci venant à se perdre ou à s'endommager pendant le voyage, les assurés prétendent qu'on leur doit payer le dommage ou la perte desdites marchandises, conformément au prix qu'elles pourroient avoir dans le lieu de leur destination, et que les assureurs voulussent seulement payer le dommage ou la perte de ces marchandises d'après la valeur du lieu où elles ont été chargées, sans plus :

A ce sujet, ils arrêtent que toutes les fois qu'il y aura contestation sur ce qui a été dit,

(1) Ce chapitre reproduit le LVIe de l'ordonnance de Bilbao.

diferencia sobre lo referido, los asseguradores cumplan con pagar á los assegurados el daño, ó perdida que las tales mercaderias asseguradas huvieren recivido por caso fortuito, al respecto del valor que tenian, y costaron las dichas mercaderias en el lugar donde se cargaron, moderandose á lo justo por el prior, y consules que al tiempo fueren en esta ciudad.

les assureurs devront payer aux assurés le dommage ou la perte que les marchandises assurées auroient éprouvés par cas fortuit, eu égard à la valeur qu'elles avoient dans le lieu où elles ont été chargées, et le prieur et les consuls qui existeront dans ce temps devront fixer ce prix équitablement.

CAP. LXIX.

Sobre lo mismo, tocante á seguros.

Otrosi, porque puede acaecer, que los assegurados por razon de los daños que recivieron sus navios, vino, pescado, fruta, y otras cosas que hizieron assegurar, intenten, que quieren dexar algunas mercaderias á los asseguradores, y retener, y aceptar otras para si, de las que assi se damnificaron, sobre lo qual se originarian diferencias, y para evitarlas, dixeron, que acordavan, y acordaron, que en este caso los assegurados puedan hazer, si quisieren, dexacion de las mercaderias assi dañadas á los aseguradores en lo que á estos tocare, segun la poliza del seguro, con calidad, que esta dexacion se ha de entender de todas las mercaderias que en tal navio ó navios fueren cargadas, y aseguradas; y que no la puedan hazer de parte de ellas, sino de todas enteramente á dichos asseguradores; pero si en tal navio ó navios se huvieren assegurado diferentes generos de mercaderias, y algunas de ellas se hallaren dañadas, y el otro genero sin daño alguno, podran los asegurados retener, y guardar para si á su voluntad el genero que no se huviere dañado, y hazer dexacion del daño á dichos asseguradores.

CHAPITRE LXIX (1).

Sur le même objet des assurances.

Comme il peut arriver que les assurés, en raison des dommages qu'éprouveroient les navires, vins, poisson, fruits et autres denrées qu'ils auroient fait assurer, aient le dessein de vouloir laisser quelqu'une de ces marchandises aux assureurs, et d'en retenir et garder d'autres parmi celles qui auroient été endommagées, par suite de quoi il pourroit survenir des discussions; afin de les éviter, ils ont dit qu'ils accordoient que dans ce cas les assurés pussent faire, s'ils le vouloient, le délaissement des marchandises ainsi endommagées aux assurés, en ce qui les concerneroit, selon la police d'assurance : bien entendu que le délaissement devra être fait de toutes les marchandises qui auroient été chargées dans un même navire et assurées, et qu'ils en devront faire le délaissement aux assureurs en entier et non en partie.

Cependant si, dans le navire, il y avoit d'assurées différentes espèces de marchandises, et que quelques-unes d'elles se trouvassent avariées et d'autres sans dommage, les assurés pourront retenir et garder pour eux, à leur volonté, les marchandises qui ne se seroient pas avariées, et faire aux assureurs le délaissement des marchandises endommagées.

(1) Ce chapitre reproduit le LVII[e] de l'ordonnance de Bilbao.

Cap. LXX.

Sobre lo mismo, tocante á seguros.

Otrosi, porque puede suceder diferencia sobre el termino dentro del qual se puede hazer la dexacion de la mercaderia, y del genero, ó generos de mercaderia en los casos de que se haze mencion en el capitulo antecedente, para que aya toda claridad: Dixeron, que acordavan, y acordaron, que todos, y qualesquier assegurados, assi de navios, como de mercaderias desta ciudad, y fuera de ella, sucediendo naufragios, ó daño en dichas mercaderias, tengan termino, dentro del qual ayan de hazer la dicha dexacion ante escrivano, ó escrivanos de esta ciudad, de mercaderias, ó navios: Acordavan, y acordaron deverse hazer la dicha dexacion en los terminos siguientes. Sucediendo el naufragio, ó daño de navio que fuere á descargarse en Flandes, ó Inglaterra, dentro de quatro meses, que se han de contar desde el dia que el tal navio, ó navios huvieren padecido naufragio ó perdida, assi en lo tocante á ellos, como á las mercaderias que llevan: de los navios que fueren á descargarse al reyno de Francia dentro de tres meses en la misma forma; del navio que fuere al reyno de Portugal, Galicia, ó Andalucia dentro de otros tres meses en la misma forma; y los navios que vinieren á la costa desta provincia y Vizcaya, dentro de un mes como va dicho; y las naos que fueren á Genova, Liorna, y otros puertos de Levante, dentro de otros quatro meses contados, como dicho es, desde el dia que padecieron daño, ó naufragio: y hecha la dexacion ante escrivano numeral desta ciudad, se aya de notificar á todos los aseguradores, ó á la mayor parte, y que el cargador, y dueños de navios ó mercaderias asseguradas, que dentro de dichos

Chapitre LXX (1).

Sur le même objet des assurances.

De plus : Comme il peut y avoir des contestations sur le délai durant lequel on pourra faire le délaissement de la marchandise ou des denrées marchandes dans les cas prévus au chapitre précédent, afin qu'il n'y ait point d'incertitude :

Ils arrêtent que tous les assurés, soit de navires, soit de marchandises de cette ville ou du dehors, aux marchandises desquels il arrivera un naufrage ou des avaries, auront un terme pendant lequel ils devront faire, devant un notaire de cette ville, le délaissement des marchandises ou navires assurés; ils déclarent que ledit délaissement devra être fait dans les délais suivans.

S'il arrive naufrage ou dommage à un navire qui iroit décharger en Flandre ou en Angleterre, durant quatre mois, qui doivent compter du jour où le navire auroit éprouvé le naufrage ou la perte, tant pour le navire que pour les marchandises y contenues; pour ceux qui iront décharger au royaume de France, pendant trois mois, dans la même forme; pour ceux qui iroient au royaume de Portugal, en Galice ou Andalousie, trois mois, toujours dans la même forme; pour les navires qui iroient de la côte de cette province et de la Biscaye, durant un mois, comme il est dit; et pour les navires qui iroient à Gênes, Livourne et autres ports de l'est, pendant quatre mois, comptés comme il est dit depuis le jour qu'ils auroient éprouvé la perte ou le naufrage :

Et le délaissement fait devant le notaire de cette ville devra être notifié à tous les assureurs ou à la majeure partie; et le chargeur ou les propriétaires de navires ou de marchandises assurés qui, durant lesdits délais, ne feroient pas le délaissement, ne pourront plus, ce terme passé, être entendus ni

(1) Ce chapitre reproduit le LVIII[e] de l'ordonnance de Bilbao.

terminos no hizieren la dicha dexacion, passados aquellos, no sean oydos, ni valga qualquiera que quisieren hazer, y los asseguradores no sean obligados á pagar al tal cargador ó dueños el daño, que las mercaderias asseguradas huvieren recivido, ora sea poco ó mucho, y solo estaran obligados dichos aseguradores á pagar las costas, que en el salvamento, y recobracion de los tales navios, ó mercaderias dañadas, se huvieren fecho rata por cantidad, conforme al riesgo que huvieren tomado, rebatiendose el diezmo, que los cargadores, ó dueños de navios han de ser obligados á correr, y en caso que los assegurados quieran hazer la dexacion, como dicho es, no la han de poder hazer en parte, sino de todo.

faire un délaissement valable; et les assureurs ne seront pas obligés à payer au chargeur ou aux propriétaires le dommage que les marchandises assurées auroient reçu, que ce soit peu ou beaucoup; ils seront seulement obligés de payer les frais qui auroient été faits pour le sauvetage et le recouvrement des marchandises des navires avariés, jusqu'à concurrence de la quantité conforme au risque qu'ils auroient pris, en diminuant le dixième que les chargeurs ou maîtres de navires sont obligés de supporter; et dans le cas où les assureurs voudroient faire le délaissement comme il est dit, ils devront le faire en entier et non en partie.

Cap. LXXI.

Sobre lo mismo, tocante á seguros.

Otrosi, porque puede acaecer, que teniendo los dueños ó maestres asegurados sus navios, aparejos, y fletes, ó parte de ellos, de ida, estada, y buelta, y despues de aver llegado, y descargado las mercaderias, que llevasen en el lugar donde ivan destinadas, sin daño, ni naufragio, los dichos maestres ó dueños dexen el navio, ó navios en los tales lugares, ya por estar innavegables, ó por no hallar carga de retorno para pagar á la gente, y aprovecharse, y pidan á los aseguradores el pago de lo que el casco de tales navios valian, pues los dexaron por perdidos; y porque de esto puede resultar perjuyzio á los asseguradores, dixeron, que acordavan, y acordaron, que sucediendo lo referido, el assegurador, ó asseguradores, no sean obligados á cosa alguna, ó á lo menos, que si el assegurado quisiere hazer en los terminos señalados la dexacion del casco, sea obligado de traer á manta para con

Chapitre LXXI (1).

Sur le même objet des assurances.

De plus : Comme il peut arriver que les propriétaires ou capitaines ayant fait assurer leurs navires, agrès et fret, en tout ou partie, pour l'aller, la station et le retour, et après être arrivés et avoir déchargé les marchandises qu'ils portoient au lieu de leur destination, sans avarie ni naufrage, lesdits capitaines ou propriétaires laissent les navires dans ce lieu, soit parce qu'ils seroient incapables de naviguer, soit qu'ils ne trouvent pas un chargement en retour pour payer l'équipage, puis ils réclament contre les assureurs le payement de ce que les coques de ces navires valoient, par le motif qu'ils les ont laissées comme perdues; comme cela peut causer de grands préjudices aux assureurs, ils ont arrêté que toutes les fois qu'il arrivera ce qui vient d'être dit, les assureurs ne seront obligés à aucune chose.

Si l'assuré vouloit faire le délaissement de la coque dans les termes désignés, il sera obligé d'apporter à la soulte avec les assureurs

(1) Ce chapitre reproduit le LIXe de l'ordonnance de Bilbao.

los assegurados todo lo que huviere ganado el navio en el tal viage, y mas el valor de los aparejos, y casco del tal navio, ó navios, y sea obligado á dar quenta, y razon de ellos, y se aprecie lo que valia el tal navio en el lugar donde se cargó, con las costas, que hizo para su aviamiento, corriendo, como de suso va dicho, los veinte y cinco por ciento de riesgo dichos asseguradores.

tout ce qu'auroit gagné le navire dans le voyage, et de plus la valeur des agrès et de la coque, et il sera tenu de rendre compte de tout cela; on appréciera ce que valoit le navire dans le lieu de son chargement, avec les frais qu'il auroit faits pour ses préparatifs, et l'assuré devra courir, comme il est dit ci-dessus, les vingt-cinq pour cent de risque.

CAP. LXXII.

Sobre lo mismo, tocante á seguros.

Otrosi, respecto de que tambien puede acontecer, que assegurando algunos su navio, ó navios por un viage, y aconteciendo á estos en la navegacion algun descalabro, como es romperseles los mastes, ó rozarse algunos aparejos, entrando en puertos tocar en algunas vajas, y otras semejantes descalabros, en que no resulta perdida total del navio: y por tener assegurado todo el valor del navio, y algunas vezes mas, y por ser viejo aquel, ó pequeño, ó por otros respectos, no quieran los asegurados adrezar el descalabro del dicho navio, ó navios, antes bien traten de hazer dexacion de ellos, de que á los asseguradores puede seguirse grave daño, y cometerse muchos fraudes por los assegurados, y sus maestres: Dixeron, que acordavan, y acordaron, que sucediendo el navio, ó navios assegurados algun descalabro de la cantidad suso dicha, y no siendo perdida de todo el casco, los assegurados no puedan hazer dexacion del navio, ó navios, ni sea valida qualquiera que hizieren, antes bien sean obligados á adrezar, y remediar dicho navio ó navios assegurados, y los asseguradores rata por cantidad sean obligados á pagar las costas que hizieren en el adrezo del dicho navio, ó navios, y sus aparejos.

CHAPITRE LXXII (1).

Sur le même objet des assurances.

De plus : En raison de ce qu'il peut aussi arriver que quelqu'un ayant fait assurer son navire pour un voyage, il survienne durant la navigation quelque avarie à ce navire, soit de rompre ses mâts, couper quelques agrès, toucher en entrant dans un port, ou autre semblable accident, desquels il ne résulte pas perte entière, et que le navire se trouvant assuré pour toute sa valeur et même plus, ou étant vieux ou petit, ou par toute autre cause, les assurés ne voudroient pas le réparer, mais au contraire en faire le délaissement aux assureurs qui peuvent en éprouver un dommage; et comme les propriétaires ou capitaines pourroient, à cette occasion, commettre beaucoup de fraudes :

Ils arrêtent que dans le cas où il arriveroit à un navire assuré des avaries de l'espèce qui vient d'être indiquée, s'il n'y a pas perte totale de la coque, les assurés ne pourront pas faire le délaissement du navire, et celui qu'ils feroient ne sera pas valable; mais ils seront obligés, avant tout, de réparer et de remettre en état le navire assuré, et les assureurs, chacun en droit soi, seront obligés de payer les frais qui auroient été faits pour la réparation du navire et de ses agrès.

(1) Ce chapitre reproduit le LXe de l'ordonnance de Bilbao.

Cap. LXXIII.

Sobre lo mismo, tocante á seguros.

Otrosi, por quanto puede suceder, que estando algun navio, ó navios, ó mercaderias asseguradas en esta ciudad, se perdiessen en su viage, ó fuessen rovados en todo, ó en parte, y se salvase alguna porcion de aparejos, artilleria, municiones, ó parte de mercaderias por el assegurado, ó su maestre, segun la facultad de la poliza, para poner mano en el salvamento, y que los tales assegurados, y maestre dexen en deposito, y cobro lo assi salvado en el lugar donde aconteció el daño, tomando testimonio, y viniendo á esta ciudad, hagan dexacion, en la forma suso dicha, y pidan por entero, segun la poliza, passado su plazo á los aseguradores, los quales por reconocer tendran mas costas en dar cobro á las cosas salvadas, las dexen perder sin embiar persona á su beneficio, de que les puede resultar perjuyzio : Dixeron, que acordavan, y acordaron, que siempre que semejante naufragio ó daño suceda, salvandose alguna cosa en la forma suso dicha, el assegurado, ó assegurados sean obligados de recibir en cuenta de lo que tienen assegurado las tales mercaderias, aparejos, ú demas cosas, que se salvaren del dicho naufragio, perdida, ó robo, y su valor : y que se vendan aquellas en el lugar donde se dexaron, en publica almoneda, por inventario y autoridad de justicia, y tengan obligacion de traer testimonio con autoridad de juez; y en la dicha venta los assegurados por si, ni por interposita persona, no compren para si cosa alguna, pena de que si lo hizieren, no se les pague cosa alguna de daño; y el valor de lo que assi se salvare sacadas las costas se reparta á toda la cargazon, y montamiento de lo assegurado; y que el daño

Chapitre LXXIII (1).

Sur le même objet des assurances.

De plus : Comme il peut arriver que des navires ou des marchandises se perdent dans leur voyage ou soient volés en tout ou en partie, et que l'assuré ou son capitaine sauve une portion des agrès, artillerie, munitions, ou des marchandises, suivant la faculté que la police lui accorde de procéder au sauvetage; que l'assuré et le capitaine laissent en dépôt ce qu'ils auroient ainsi sauvé dans le lieu où est arrivé le sinistre, en prenant des témoins; qu'ils viennent ensuite en cette ville faire le délaissement dans la forme susdite, et demander, en vertu de la police, le montant entier aux assureurs; et que ceux-ci ayant à faire, pour conserver les choses sauvées, plus de frais qu'elles ne valent, les laissent perdre sans envoyer personne pour en tirer parti :

Et comme il peut en résulter un préjudice, ils arrêtent que toutes les fois qu'un semblable naufrage ou dommage arrivera, si l'on sauve quelque chose dans la forme susdite, les assurés seront obligés de prendre en compte de ce qu'ils auront fait assurer lesdits marchandises, agrès ou autres choses sauvés desdits naufrage, perte ou vol, et leur valeur.

Toutes ces choses devront être vendues publiquement, dans le lieu où elles seront, après inventaire, et par autorité de justice; et les assurés devront en montrer la preuve écrite, visée par un juge : et dans cette vente il est défendu aux assurés d'acheter ou de faire acheter rien pour eux directement ou par personnes interposées; et s'ils achètent quelques objets, la peine de cette contravention sera qu'on ne leur payera aucune chose du dommage; la valeur de ce qui sera sauvé ainsi, déduction faite des frais, sera répartie sur toute la cargaison et le montant de ce qui seroit assuré; et les assureurs seront

(1) Ce chapitre reproduit le LXIe de l'ordonnance de Bilbao.

que huviere en el principal coste de lo assegurado, sean obligados los dichos asseguradores.

obligés de payer le dommage éprouvé, d'après le prix principal assuré.

CAP. LXXIV.

Sobre lo mismo, tocante á seguros.

Otrosi : Dixeron, que acordavan, y acordaron, que si algun navio, ó navios se perdieren dando votatierra, ú de otra qualquier manera cargados de lanas, ú de otras mercaderias aseguradas, que el assegurador sea obligado á pagarlas; pero si todas, ó la mejor, ó mayor parte se mojaren, y el cargador assegurado las quisiere para si, sea obligado el asegurador á pagar la costa, que se hiziere en coger de la mar las tales lanas, labarlas, secar, y estivarlas, y las lonjas, y guardias de prados, hasta ponerlas bien acondicionadas, y demas costas que se hizieren en su recobro; pero si por este beneficio de labar, y mojar las dichas sacas, ó mercaderias mermaren, ó valieren menos que antes, este menoscabo, no sea obligado á pagar el assegurador, y se entienda esto en qualquier genero de mercaderias; y si el cargador, ó assegurado quisiere hazer dexacion de ellas, lo pueda en termino competente segun estas ordenanzas, y los asseguradores en este caso paguen todo lo assegurado; y si el cargador, ó assegurado pretendiere retener las sacas de lana, y otras mercaderias secas, y dexar á los aseguradores las mojadas, no lo pueda hazer, antes bien ha de dexarlas todas, ó retenerlas; en cuyo caso los asseguradores pagaran el gasto del aderezo, y recobracion, como va dicho.

CHAPITRE LXXIV (1).

Sur le même objet des assurances.

De plus : Ils ont arrêté que si un navire se perdoit en donnant contre la terre ou de toute autre manière, et qu'il fût chargé de laine ou d'autres marchandises assurées, l'assureur sera tenu de les payer; mais si toutes, ou la majeure partie, se mouilloient, et si le chargeur ou l'assuré les vouloit garder, l'assureur sera obligé de payer les frais nécessaires pour retirer lesdites laines de la mer, les laver, les sécher, les serrer, les loyers de magasins et salaires des gardes des serres jusqu'à ce qu'elles soient rendues bien conditionnées, ainsi que les autres frais faits pour le sauvetage; mais si en raison du lavage et du mouillage desdits sacs de marchandises elles diminuoient et valoient moins qu'avant, l'assureur ne sera pas obligé de payer cette diminution, quelle que soit l'espèce de marchandises :

Et si le chargeur ou l'assuré vouloit faire le délaissement, il le pourra dans les termes compétens, réglés par les présentes ordonnances; et les assureurs, dans ce cas, devront payer tout ce qui sera assuré. Si l'assuré prétendoit retenir les sacs de laine et autres marchandises sèches, et laisser aux assureurs les mouillées, il ne pourra le faire; mais il devra les laisser toutes ou les retenir toutes, dans lequel cas les assureurs payeront les frais de l'arrangement et du sauvetage ainsi qu'il est dit.

CAP. LXXV.

Sobre lo mismo, tocante á seguros.

Otrosi, porque puede acontecer, que

CHAPITRE LXXV (2).

Sur le même objet des assurances.

De plus : Comme il peut arriver qu'après

(1) Ce chapitre reproduit le LXII[e] de l'ordonnance de Bilbao.
(2) Ce chapitre reproduit le LXIII[e] de l'ordonnance de Bilbao.

despues de aver hecho seguros sobre navios, estando aquellos recibiendo carga en el puerto, y antes de embarcarse todas las mercaderias asseguradas, ó despues de aver hecho sus viages, y estando en los puertos destinados haziendo descarga, y despues de aver descargado, y entregado parte de dichas mercaderias asseguradas, se perdiessen los dichos navios en los puertos por incendio, ó por otro caso fortuito, y los asseguradores pidiessen todo lo assegurado, y resultasen diferencias sobre ello; deseando dar providencia á esto, dixeron, que acordavan, y acordaron, que siempre que sucediese lo referido despues de hecho las polizas de los seguros, el assegurador, ó asseguradores esten tan solamente obligados á pagar lo que montare la mercaderia assegurada que en el tal navio, ó navios se huvieren embarcado antes que sucediese el tal incendio ó caso fortuito, rata por cantidad, y no el valor de las mercaderias, que se dexaron de embarcar antes del dicho caso, ni llegado al puerto donde eran destinados dichos navios, y descargandose en él, y entregandose algunas mercaderias, no tendran obligacion dichos asseguradores de pagar el valor de lo que assi se descargó, y entregó, sino de lo asegurado que se perdió antes de descargarse por dicho caso fortuito, repartiendo sueldo por libra entre los asseguradores, segun la obligacion de sus polizas.

avoir fait l'assurance sur navires qui seroient à recevoir charge dans le port, avant d'embarquer toutes les marchandises assurées ou après que le voyage étant terminé on se trouve dans le port de destination ou déchargement, et qu'après avoir déchargé et remis une portion des marchandises assurées, ces marchandises viennent à se perdre pour cause d'incendie ou par cas fortuit, et que les assurés demandassent tout ce qui seroit assuré, et qu'il résultât quelques contestations sur cela :

Afin d'y remédier, ils ont dit que toutes les fois qu'il arriveroit ce dont il a été parlé, après avoir fait les polices d'assurance, l'assureur ou les assureurs seront seulement obligés de payer le montant de la marchandise assurée qui auroit été embarquée avant que cet incendie ou cas fortuit arrivât, et non la valeur des marchandises qui n'auroient pas été embarquées avant ledit événement, et une fois les navires arrivés au port de leur destination ayant déchargé et remis quelques marchandises, les assureurs ne seront pas obligés de payer la valeur de ce qui auroit été déchargé et remis, mais bien de ce qui se perdroit par cas fortuit avant le déchargement, en faisant la répartition en proportion entre les assureurs, selon l'obligation de leurs polices.

Cap. LXXVI.

Sobre lo mismo, tocante á seguros, y la aberia gruesa.

Otrosi, porque puede suceder, que haziendose seguros sobre aparejos, ó jarcia, bateles de navio, ó navios se perdiesen ó dañasen aquellos rozandose, ó rompiendose por ser viejos, ó podridos, ó por culpa de los mercadores, ó por malicia

Chapitre LXXVI (1).

Sur le même objet des assurances et les avaries grosses.

De plus : Comme il peut arriver qu'après avoir fait quelques assurances sur des agrès, bateaux de navire, ou navires, ces mêmes objets se perdent ou s'endommagent en recevant une atteinte quelconque, s'entr'ouvrant en raison de la vétusté ou de la pourriture du bois, soit par la faute du commandant,

(1) Ce chapitre reproduit le LXIV[e] de l'ordonnance de Bilbao.

de los maestres, que se asseguran, y piden despues á los aseguradores les paguen el daño recibido por dichas causas, sobre que puede aver diferencias : Dixeron, que acordavan, y acordaron, que sucediendo el daño dicho por las causas expresadas, no tengan los asseguradores obligacion de pagar ningun daño de rozadura, ni rompimiento de aparejos de semejante caso, sino que se cuente en aberia gruesa : y haziendose la reparticion del daño entre mercaderias, navios, y fletes de la cantidad del daño, de que ha de constar por testimonio, paguen los asseguradores, repartiendo rata por cantidad entre ellos, y el navio. y si sucediere aberia gruesa en el tal navio, no teniendo dentro algunas mercaderias asi de cortado, echado, alargado, ú de otra qualquier cosa, sean obligados los aseguradores á pagar el daño, apreciando lo que importó lo echado, cortado ó alargado, haziendo de todo aberia gruesa : Y en caso que algunos aparejos, velas, mastiles, ó casco del tal navio, ó navios recibiessen daño de romperse, ó dando el cuerpo del navio en alguna roca, ó peña al entrar, ó salir del puerto, y saliesen despues sin perderse, y solo con algun daño en el casco, y en los aparejos, y vergas, ó en otra manera sin tener carga alguna, como dicho es, y sucediendo lo referido de caso fortuito, se declara, que el tal daño se aya de pagar por los asseguradores, haziendo probanza regular, y liquida por los assegurados ante el prior y consules de esta ciudad, que podrán, y tendran facultad de moderar segun les pareciere el tal daño incluiendo en averia gruesa para repartirse al tal navio, y sus aparejos assegurados sueldo por libra, para con los dichos asseguradores, y podran en esta consideracion, asentado el dicho daño por averia gruessa regular, y moderar dichos prior y consules, la cantidad que toca pagar á los asseguradores.

soit par la mauvaise foi des propriétaires assurés, qui demandent ensuite aux assureurs le payement du dommage occasionné par les causes précitées, et qu'ainsi il peut exister des difficultés : il a été convenu que, dans le cas de dommage dans les cas susdits, les assureurs ne pourront pas être obligés de payer la moindre indemnité pour cause de navire entr'ouvert ou de rupture d'agrès, toujours dans le cas précité, et que cet accident rentrera dans la catégorie des grosses avaries; puis après avoir fait la répartition du dommage entre les marchandises, les navires et les frets jusqu'à la quantité évaluée du dommage, ce qui doit être constaté par témoignages, les assureurs payeront suivant une répartition au *prorata* entre eux et le navire; s'il arrivoit une grosse avarie audit navire, celui-ci n'ayant à bord aucunes marchandises, comme rupture, brisure ou perte de câbles, enfin quoi que ce soit, les assureurs seront tenus de payer le dommage évalué pour les divers cas ci-dessus, en considérant le tout comme grosse avarie.

Et dans le cas où quelques agrès, voiles, mât ou coque dudit navire ou autres viendroient à se rompre, le navire touchant sur quelque rocher ou écueil à l'entrée ou à la sortie du port, et dans le cas où ils seroient assez heureux pour ne pas se perdre, mais seulement pour éprouver un dommage dans la coque, les agrès ou les vergues, ou de quelque autre manière, par cas fortuit (toujours sans que le navire eût la moindre charge, comme nous l'avons dit plus haut), il est déclaré que les assureurs auront à payer ledit dommage, après vérification régulière et justifiée par les assurés, devant les prieur et consuls de cette ville, qui pourront et auront la faculté de modérer, suivant leur manière, l'évaluation du dommage, le placeront dans le cas de grosse avarie pour que la répartition soit faite entre lesdits assureurs, et le navire et agrès assurés, au marc le franc; quant au fait de grosse avarie établi pour ledit dommage, lesdits prieur et consuls pourront fixer ou modérer la somme qu'auront à payer les assureurs.

Cap. LXXVII.

Tocante á seguros.

Otrosi, porque conviene que los dueños assegurados tengan siempre en sus contratos la seguridad necessaria, y aya claridad vastante para entre ellos y los asseguradores : Dixeron, que acordavan, y acordaron, que todo el daño, que las mercaderias recibieren en la mar con tormenta, ó caso fortuito, sean obligados los asseguradores de pagar el dicho daño, acaecido á dichas mercaderias, salvo si fueren sacas de lana, sal, vino, naranja, pescado, ó sardina, trigo, zenteno, cebada, frutas, y todo genero de legumbre, las quales mercaderias se excluyen, y exceptuan, respecto de que muchas vezes se dañan antes de ser cargadas, y tambien en la mar sin tormenta alguna, por estar mucho tiempo en el navio, ó navios, y se pierden por otras muchas causas : y sucediendo el daño por estas causas en dichos generos exceptuados, no tendran los asseguradores obligacion de pagar cosa alguna, y solo han de gozar el beneficio del daño en los seguros qualesquier mercaderias generalmente, fuera las suso dichas, para que los asseguradores paguen qualquier daño, que acaeciere, por tormenta, ó caso fortuito · y sucediendo diferencia en razon de la perdida, ó daño de dichos generos exceptuados, pretendiendo los assegurados aver sido causada la perdida, por tormenta ó caso fortuito, sin que interviniesse otra causa, ni razon de las suso dichas, entonces constando por probanza regular, que los assegurados han de dar ante el prior y consules de esta ciudad, ó en el lugar, ó puerto donde acaeciere, que el dicho daño en las mercaderias exceptuadas sucedió, por tormenta, ó caso

Chapitre LXXVII (1).

Relatif aux assurances.

En outre : Comme il convient que les propriétaires assurés aient toujours dans leurs contrats la sécurité nécessaire, et que la clarté des faits puisse être établie suffisamment entre eux et les assureurs, il a été convenu que les assureurs seroient tenus de payer tout le dommage qui pourroit survenir aux marchandises en mer, par l'effet de la tempête ou autre cas fortuit, à l'exception de sacs de laine, de sel, de vin, d'oranges, de poisson, sardines, froment, seigle, orge, fruits, et toute espèce de légumes, lesquelles marchandises sont exclues et exceptées, en raison de ce qu'elles peuvent souvent être endommagées avant d'être chargées, ou même sur la mer sans aucune tempête, uniquement parce qu'elles resteroient longtemps dans les navires, en un mot parce qu'elles sont sujettes à se détériorer pour mille raisons;

Qu'ainsi, ce dommage arrivant aux marchandises précitées, les assureurs n'auront pas à payer la moindre chose, et que ce ne peut être que dans le cas de détérioration de toutes marchandises, moins celles précitées, que les assurés pourront jouir du bénéfice de l'indemnité, et pourront obliger les assureurs à payer seulement celui qui arriveroit pour cause de tempête ou autre cas fortuit; et s'il survenoit un différend en raison de la perte ou dommage desdites marchandises exceptées, et que les assurés prétendissent que la tempête ou autre cas fortuit, sans autre motif ni raison, ont occasionné le dommage, et qu'ils en fournissent la preuve judiciaire devant les prieur et les consuls de cette ville, ou autre lieu et port où ils seroient arrivés :

Alors, bien entendu, le cas de tempête ou cas fortuit dûment constaté, le dommage

(1) Ce chapitre reproduit le LXVe de l'ordonnance de Bilbao.

fortuito, seran los asseguradores obligados á pagar el dicho daño.

CAP. LXXVIII.

Sobre lo mismo, tocante á seguros.

Otrosi : Dixeron, que acordavan, y acordaron, que quando acaeciere en tiempo de paz, ó en guerra, que algun navio fuese tomado por cosarios, ú de amigos, y las mercaderias se rescatasen por los dueños assegurados, las costas, que se hizieren en tal rescate se repartan á las mercaderias, que se rescataren, navio, y flete, conforme á la costumbre de la navegacion, y la rata que se repartiere á las mercaderias asseguradas, tengan obligacion de pagar los asseguradores, y lo mismo se entienda siendo el navio assegurado, para con sus asseguradores.

CAP. LXXIX.

Sobre lo tocante á aberias.

Otrosi, por quando puede suceder muchas, y muy repetidas vezes, que algunos cargadores, ó dueños de qualquier genero de navios assegurados, pidan á los asseguradores aberia gruessa ante el prior, y consules; y que los dichos prior y consules lleguen á considerar, que deven nombrar contadores para la formacion desta aberia gruessa, para poder determinar la causa con mas acierto, y justificacion, con vista del parecer de los contadores, y para que aya en todo igualdad entre las partes : Dixeron, que acordavan, y acordaron, que siempre que sucediere pedir semejante aberia gruessa, puedan los dichos prior y consules nombrar dos contadores, de los quales el uno ha de ser el que fuere propuesto, ó escogido por el assegurado, ó assegurados, y el otro, el que fuere eligido en nombre del assegura-

éprouvé par lesdites marchandises exceptées seroit à la charge des assureurs.

CHAPITRE LXXVIII (1).

Sur le même objet des assurances.

En outre : Il a été convenu que si en temps de paix ou de guerre un navire venoit à être pris par des corsaires ou par des amis, et que les assurés ayant racheté les marchandises, les frais résultant du rachat seroient répartis entre les marchandises rachetées, le navire et le nolis, conformément aux coutumes de la navigation; dans ce cas, les assureurs seront tenus de payer le prorata de la répartition des marchandises assurées; enfin la même marche sera suivie, dans le cas d'assurance du navire, par rapport aux assurés.

CHAPITRE LXXIX (2).

Relatif aux avaries.

En outre : Comme bien souvent plusieurs chargeurs ou propriétaires, quel que soit le genre de marchandises, sur navires assurés, réclament des assureurs le payement des grosses avaries devant le prieur et les consuls, et que lesdits prieur ou consuls se croient obligés de nommer des experts pour le règlement de cette avarie pour pouvoir, avec l'avis des experts et dans le but d'une égalité entière entre les parties, juger plus sainement la question, il a été convenu que, dans le cas de demande de grosses avaries, lesdits prieur et consuls pourront nommer deux experts, dont l'un doit être proposé ou choisi par l'assuré ou les assurés, et l'autre au nom de l'assureur et des assureurs par lesdits prieur et consuls; que ces deux experts devront être intelligens, connus pour craindre la justice divine et faisant partie des individus compris dans ce consulat, lesquels accepteront et prêteront serment après leur nomination, sous peine de deux mille maravédis chacun en cas de contravention, ce qui deviendra un aide pour cet établissement : ils

(1) Ce chapitre reproduit le LXVI[e] de l'ordonnance de Bilbao.
(2) Ce chapitre reproduit le LXVII[e] de l'ordonnance de Bilbao.

dor, ó asseguradores, por los dichos prior y consules, que sean hombres inteligentes, temerosos de Dios, y de los comprehensos en este consulado, los quales acepten, y juren este nombramiento, pena de dos mil maravedis á cada uno que contraviniere, para ayuda de los gastos de esta casa; y que dentro del termino que se les señalare por los dichos prior y consules, formen la quenta de la dicha aberia gruesa, segun su sentir, y que assi formada presenten luego ante los dichos prior y consules; los quales han de veer, y reconocer, y con su vista, y reconocimiento den su sentencia conforme á lo que les pareciere ser mas de justicia, y razon; y que esta sentencia sea executiva, de forma que su execucion no pueda suspenderse con pretexto de apelacion, ni otro alguno; y si el assegurador, ó aseguradores fueren condenados en esta sentencia á pagar alguna cantidad, la ayan de pagar, y desembolsar luego, sin que puedan ser oydos en manera alguna sin hazer este desembolso, y hecho el desembolso, si los aseguradores quisieren apelar, que lo puedan hazer, en conformidad de estas ordenanzas; y que para este efecto el asegurado dé fianza llana, y abonada de restituyr en caso de ser condenado en apelacion.

dresseront le compte de ladite grosse avarie selon leur manière de penser, dans l'espace de temps déterminé par lesdits prieur et consuls, auxquels le compte ainsi établi sera présenté : ces derniers verront et reconnoîtront, selon leur manière d'envisager, ce qu'il y a à faire, puis rendront la sentence qui leur paroîtra conforme à la justice et à la raison : cette sentence sera exécutoire sans suspension, sous quelque prétexte que ce soit d'appel ou autre formalité.

Si l'assureur ou les assureurs étoient condamnés par ce jugement à payer une somme quelconque, elle devra être payée et déboursée sur-le-champ; ils ne pourront être entendus d'aucune manière qu'après déboursement opéré; s'ils désirent faire appel, ils peuvent le faire en conformité de ces ordonnances, et à cet effet l'assuré sera tenu de fournir pleine et entière caution d'opérer restitution en cas de condamnation en appel.

Cap. LXXX.

Sobre lo tocante tambien á aberias.

Otrosi, por quanto tambien puede suceder, que formandose, ó haziendose una averia gruesa, al tiempo de hazer el repartimiento del daño, dixese el maestre ó dueño del navio, que por costumbre tenia libertad de entrar en la contribucion del daño con solos los fletes, ó con solo el navio á su eleccion, y que despues de formado de esta suerte el repartimiento, intentase el dueño, ó maestre contra el

Chapitre LXXX (1).

Également relatif aux avaries.

En outre : Comme il peut arriver que dans le cas où il surviendroit une grosse avarie, et en faisant la répartition du dommage, le capitaine ou propriétaire du navire prétendît que, d'après la coutume, il lui étoit permis d'entrer dans la contribution, soit seulement pour le fret, soit seulement pour le navire, à son choix, et qu'ensuite, la répartition faite de cette manière, le maître ou propriétaire intentât à l'assureur un procès à l'effet d'être satisfait et d'être payé par lui de la somme répartie en compte de l'avarie sur le fret ou

(1) Ce chapitre reproduit le LXVIII[e] de l'ordonnance de Bilbao.

asegurador el que le satisfaciese, y pagase la cantidad que se repartió en la quenta de la aberia á los fletes, ó al navio que el maestre huviesse eligido para entrar en esta quenta, y el asegurador podia defenderse con dezir, que aunque el dueño ó maestre del navio tenia libertad, y facultad de hazer eleccion del navio, ú de los fletes para entrar al repartimiento del daño con las mercaderias, no tenia, ni devia tener la misma livertad, y eleccion para con los asseguradores, sino que devia apreciarse, y traer á manta la estimacion, assi de los fletes, como del navio, su artilleria, jarcia, y demas peltrechos: y para evitar toda duda en esta materia, dixeron, que acordavan, y acordaron, que el dueño ó maestre aya de traer, y traiga á manta para con los asseguradores el precio, y estimacion del navio, su artilleria, jarcia, y demas peltrechos, y tambien lo que huvieren importado los fletes; aunque aya costumbre de que el dueño ó maestre del navio pueda entrar en la quenta, y repartimiento de la aberia gruesa con solo el navio, ó con solos los fletes á su eleccion, porque esta livertad, y facultad de elegir en caso de costumbre solo, se ha de entender para entrar en el repartimiento con las mercaderias, y no para con el assegurador.

le navire, d'après le choix du maître, et que l'assureur pût se défendre en se fondant sur ce que le capitaine ou propriétaire du navire avoit la liberté de choisir entre le navire ou le fret pour entrer dans la répartition du dommage avec les marchandises; qu'il n'avoit ni ne pouvoit avoir la même liberté ni le même droit de choix à l'égard des assureurs, et qu'au contraire l'estimation devoit être établie et réglée également entre le fret, le navire, son artillerie, agrès et autres armemens:

Pour éviter toute espèce de doute en pareille matière, il a été convenu que le propriétaire ou capitaine seroit obligé d'établir exactement, de concert avec les assureurs, le prix et estimation du navire, de son artillerie, de ses agrès et autres armemens, et des divers frets, encore bien que l'usage permette au propriétaire ou capitaine du navire de faire entrer en compte de répartition de la grosse avarie, à son choix, le navire seulement, ou les frets uniquement, parce que cette liberté et cette faculté de choisir doivent, d'après l'usage, être entendues spécialement pour l'entrée en répartition avec les marchandises et non avec l'assureur.

Cap. LXXXI.

Sobre lo tocante á seguros, y aberia gruesa.

Otrosi, por quanto tambien pueden suceder muchos pleytos y diferencias sobre que los dueños de algunos navios, ó generos que fuessen assegurados llegasen á intentar despues de algunos años el que los asseguradores les pagasen algunos daños, y aberia gruesa, que dixessen aver sucedido en el viage, ó viages, para que se huviessen hecho los seguros, y para este efecto

Chapitre LXXXI (1).

Relatif aux assurances et grosses avaries.

De plus: Comme il pourroit encore s'élever un grand nombre de contestations et de procès, parce que les propriétaires de quelques navires ou marchandises assurés pourroient, au bout de quelques années, agir contre les assureurs à l'effet d'être payés de dommages et d'avaries grosses qu'ils prétendroient être survenus dans un ou plusieurs voyages pour lesquels ils s'étoient fait assurer; et qu'à l'appui de ces demandes ils présentassent quelques certificats ou pièces

(1) Ce chapitre reproduit le LXIXe de l'ordonnance de Bilbao.

presentasen algunas certificaciones, ó instrumentos formados fuera de estos reynos, en lo qual podria aver mucha ocasion de fraude, y malicia; á cuyo remedio se deve ocurrir, y en esta atencion; Dixeron, que acordavan, y acordaron, que el dueño de qualquiera navio, ó mercaderias que se hiciere assegurar, y por aver avido naufragio ó daños entrare en la contribucion de la aberia gruesa, tengan obligacion de notificar, y hazer saber á sus asseguradores el dicho naufragio ó daño, ó repartimiento de aberia dentro de un año corriente desde el tiempo en que sucediere el dicho daño ó repartimiento, con certificacion ó informacion de ellos, si la tuviere, y si no tuviere certificacion, ni informacion, ni otro instrumento por donde constase el referido daño ó repartimiento, mas que alguna noticia por otro medio; que á lo menos tenga obligacion de notificar, y hazer saber con escrivano, dentro del dicho termino de un año el haver havido el daño ó repartimiento referido á los asseguradores, si se hallaren en esta ciudad, ó su jurisdicion: y si estuvieren ausentes, que se haga esta notificacion al prior, y consules en el consulado, como se previene para caso semejante en el cap. LI de estas ordenanzas; y si el naufragio, daño, ó repartimiento sucediere en los seguros, que fueren de aqui para las Indias respecto de ser corto el termino de un año para semejantes viages de Indias, se entienda para ellos el termino de dos años para hazer la dicha notificacion, y passados los terminos de un año, ú dos años, que van expresados, y declarados en este capitulo, el assegurado no pueda ser oydo, ni pueda intentar cosa alguna contra el assegurador en manera alguna.

judiciaires dressés hors de ces royaumes, lesquelles pièces pourroient être le fruit de la fraude ou de la méchanceté, et qu'il est convenable d'appliquer le remède en pareil cas :

Il a été déclaré que le propriétaire de tous navires ou marchandises qui se seroit fait assurer, et qui pour cause de naufrage ou de dommage survenu entreroit dans la contribution de la grosse avarie, sera obligé dans le délai d'un an, à partir de l'époque où seroit arrivé le naufrage, dommage ou réparation d'avaries, de notifier et faire savoir aux assureurs, par certificat ou par information d'eux-mêmes s'ils en avoient, et que, s'il ne pouvoit y avoir ni certificat, ni information, ni autre preuve pour constater le dommage susdit ou la réparation, par toute autre information qui sera possible, et de la notifier et faire savoir par main de notaire aux assureurs dans ledit terme d'un an que tel dommage ou répartition a eu lieu, s'ils se trouvent dans cette ville ou juridiction :

S'ils étoient absens, cette notification sera faite aux prieur et consuls dans le consulat, comme il est prescrit dans un cas semblable au chapitre LI de ces ordonnances; et si le naufrage, dommage, ou répartition, arrivoient aux assurés en route d'ici aux Indes, comme ce terme d'un an semble court pour un voyage aux Indes, il a été décidé que le terme de deux années leur seroit accordé pour ladite notification, et que, passé ces divers termes d'un an et deux ans exprimés dans le présent chapitre, l'assuré aura perdu toute espèce de droits de poursuite contre l'assureur.

Cap. LXXXII.

Sobre lo tocante á aberia gruessa y ordinaria.

Otrosi, por quanto puede suceder muy frequentemente, el que vengan al puerto y muelle de esta ciudad, ó al de los Passages, su jurisdicion, algunos navios que traigan poca carga, y mercaderias, y en este caso podian los cargadores pretender, que en la aberia comun y ordinaria devia entrar tambien el navio, en atencion á que la aberia ordinaria, no solo era en beneficio de la carga, sino tambien en beneficio del navio, y el dueño ó maestre del navio podia defenderse con dezir: que solo en aberia gruessa conforme al uso de la navegacion devia entrar el navio, y no en averia comun y ordinaria, y para evitar estas contiendas y diferencias: Dixeron, que acordavan, y acordaron, que siempre que alguno, ó algunos navios, no trageren mas carga, que las dos tercias partes, aya de entrar tambien en aberia, aunque sea comun y ordinario, el navio, y contribuir con la dicha carga á examen y parecer del prior, y consules, y que lo que ellos hizieren en este caso valga, y si la carga del navio dicho excediere de las dichas dos tercias partes, que en tal caso, no aya de entrar, ni entre el navio en la contribucion de dicha aberia ordinaria, sino tan solamente en la averia gruesa, si la ay, ó huviere avido, y en ella ha de entrar con el valor, y montamiento de la carga, y mercaderias, que huviere en dicho navio, su precio, y valor: y en caso que el dicho navio viniere con parte de la carga, y sus fletes no llegaren á montar tanto quanto importaran si viniesse con carga entera, que en tal caso los dichos prior y consules examinen, y tasen como mejor les pareciere para entrar en la di-

Chapitre LXXXII (1).

Relatif aux grosses avaries et aux avaries communes.

De plus : Comme il peut arriver fréquemment que des navires viennent au port ou môle de cette ville, ou à ceux du Passage qui est dans sa juridiction, foiblement chargés ou ayant peu de marchandises à bord, et que, dans ce cas, les chargeurs peuvent prétendre que dans l'avarie commune et ordinaire le navire doit entrer en compte, vu que l'avarie ordinaire n'est pas seulement dans l'intérêt du chargement, mais aussi dans l'intérêt du navire; tandis que le capitaine ou le propriétaire du navire peut objecter dans son intérêt que le navire doit entrer, conformément aux usages de la navigation, en compte, uniquement en cas de grosse avarie, et non en cas d'avarie commune ou ordinaire :

Pour éviter toutes ces contestations et différends, il a été convenu que si un ou plusieurs navires ne portoient que les deux tiers de leur chargement, ils entreront également en avarie, fût-elle commune ou ordinaire; qu'ils contribueront avec ledit chargement, ainsi que le décideront les prieur et consuls; que ce qu'ils feront en pareil cas aura force de loi; et que si le chargement dudit navire excédoit lesdits deux tiers, dans ce cas il ne doit pas entrer et n'entrera pas dans la contribution de ladite avarie ordinaire; mais que, dans le cas de grosse avarie seulement, si elle a lieu ou si elle a eu lieu, il doit entrer en contribution avec la valeur et le montant du chargement, et les marchandises qui se trouveroient dans ledit navire, leur prix et valeur :

Dans le cas où le navire venant avec partie de son chargement, ses frets ne monteroient pas à autant qu'ils s'élèveroient s'il venoit avec charge entière, alors les prieur et consuls examineront et taxeront au mieux, comme il leur conviendra, ce qui pourra entrer dans ladite avarie grosse du prix du navire, et aussi ce que pourroit valoir le fret

(1) Ce chapitre reproduit le chapitre LXX de l'ordonnance de Bilbao.

38.

cha averia gruesa el precio y valor del dicho navio, y tanbien lo que podian importar los fletes, si huviesse venido cargado el dicho navio, entera ó honestamente, y que assi apreciados, y estimados los dichos fletes, tenga libertad, y facultad de eligir, y escoger el maestre ó dueño del navio para entrar en la aberia gruessa, ó con el precio y valor del navio, ó con el precio y valor de los fletes.

si le navire étoit venu chargé en entier et convenablement; et les frets ainsi appréciés et estimés, le capitaine ou propriétaire aura la faculté de choisir, pour entrer dans la grosse avarie, ou le prix ou valeur du navire ou le prix ou valeur du fret.

Cap. LXXXIII.

Sobre lo mismo, tocante á aberias.

Otrosi, por quanto, por experiencia se reconocen las muchas y continuas diferencias que suele aver á la entrada, ó salida de los navios en este puerto, ó en el puerto y canal del Passage, jurisdicion de esta ciudad, sobre los atoages con las chalupas, y para dar providencia, y que de aqui adelante no aya semejantes inquietudes, y diferencias, entre los maestres de los navios, y la gente de las chalupas: Dixeron, que acordavan, y acordaron, que el prior y consules examinen y tasen el precio que devieren llevar ó percebir las chalupas para atoar los navios, assi á la entrada como á la salida, teniendo consideracion para este examen, y tassacion al tiempo, á la mar, al trabajo, y las demas circunstancias, que concurrieren en los atoages, y que lo que los dichos prior y consules examinaren valga, y sea valido, sin que en manera alguna puedan pretender otra cosa los de las chalupas.

Chapitre LXXXIII (1).

Toujours relatif aux avaries.

Comme l'expérience a démontré les perpétuelles discussions qui ont lieu à l'entrée ou à la sortie des navires dans ce port, ou dans le port et canal du Passage, faisant partie de sa juridiction, pour le prix du touage des chaloupes; afin de mettre tout le monde d'accord, et qu'à l'avenir tout différend entre les capitaines de navires et les maîtres des chaloupes soit résolu, il a été convenu que le prieur et les consuls examineront et taxeront le prix que doivent percevoir les chaloupes pour touages des navires à l'entrée et à la sortie du port, prenant en considération pour cet examen le temps, la mer, le travail, et autres circonstances qui pourroient arriver dans les touages, et la décision des prieur et des consuls aura force de loi, sans que les maîtres des chaloupes puissent exiger autre chose, sous quelque prétexte que ce soit.

(1) Ce chapitre est une disposition de police locale qu'on ne trouve pas dans l'ordonnance de Bilbao.

CHAPITRE XXXV.

Ancien droit maritime du Portugal.

Le Portugal forme une partie peu étendue, mais cependant très-importante, de la presqu'île Ibérique. Il a presque toujours été constitué en état indépendant.

Je n'ai point l'intention d'entrer dans des détails minutieux sur l'histoire du droit privé de ce pays; ceux qui désireroient les connoître peuvent, entre autres ouvrages, consulter l'*Historia juris civilis Lusitani,* que Pascal-Joseph-Mello Freire, professeur de droit à l'université de Coïmbre, a publié en 1788.

La situation naturelle du Portugal a dû mettre ses habitans à portée d'y exercer le commerce maritime; et s'il est vrai, comme l'assurent plusieurs savans, qu'il ait reçu dans une haute antiquité des colonies orientales, il a dû aussi recevoir les usages maritimes qui régissoient le commerce de la mer Méditerranée.

Les armes romaines ayant subjugué le Portugal, le droit romain y fut introduit, et quelles que puissent avoir été les modifications apportées par l'établissement et la domination des Goths, les lois romaines relatives au commerce maritime y conservèrent incontestablement leur force comme dans l'Espagne. Il dut en être de même après que les Arabes se furent rendus maîtres de presque toute la Péninsule. Ce n'étoit pas lorsque les derniers restes des chrétiens réfugiés dans les Asturies recouvroient peu à peu quelques parties de territoire dans le Léon et le Portugal, qu'on peut supposer que le commerce maritime ait été florissant, et qu'on ait modifié ou recueilli en un seul corps les usages anciens.

Lorsque au XIIe siècle le royaume de Portugal fut constitué, le code des Visigoths forma les bases principales de la législation; et, comme je l'ai dit au sujet de l'Espagne, ce code, qui ne contient aucun développement sur le droit maritime, quoiqu'il suppose des règles relatives à cette matière, laissoit, sous ce rapport, subsister le droit romain et d'anciens usages traditionnels.

Nous ne trouvons rien à ce sujet dans les lois municipales concédées à différentes villes par le duc Henri, le roi Alphonse Ier et leurs successeurs, pendant les XIIe et XIIIe siècles. Nous pouvons croire seulement que les célèbres *Partidas* publiées en Espagne par Alphonse X, dont j'ai donné des extraits

relatifs au droit maritime, ci-dessus pages 16 et suivantes, avoient en Portugal l'autorité d'une sorte de raison écrite, puisque le roi Denys les fit traduire en langue portugaise, ainsi que le dit Mello, § LXVII.

M. le vicomte de Santarem, correspondant de l'Académie des inscriptions, dans le vaste et savant ouvrage dont il a déjà publié, en 1842 et 1843, trois volumes, sous le titre, *Quadro elementar das relações politicas e diplomaticas de Portugal com as diversas potencias do mundo,* a indiqué de nombreux documens relatifs aux priviléges commerciaux dont les navigateurs portugais ont joui chez toutes les puissances, et surtout en France; mais on n'y voit rien d'où l'on puisse conclure qu'à ces diverses époques le Portugal eût un droit maritime propre, et même on peut induire des priviléges concédés par les rois de France, dont le plus ancien paroît être de 1309 (Ordonnances de la troisième race, t. II, pag. 159 et 160), que les navigateurs portugais observoient le droit maritime connu sous le nom de *Rôles d'Oléron,* ainsi que je l'ai dit, t. Ier, page 297.

Cependant le contrat d'assurance paroît avoir été connu en Portugal dès la seconde moitié du XIVe siècle, c'est-à-dire à une époque où nous ne trouvons pas de lois à ce sujet chez les autres peuples livrés au commerce maritime.

C'est ce que nous apprend Ferdinand Lopès, dans sa chronique du roi Ferdinand (1), qui occupa le trône de Portugal de 1367 à 1383. Cet auteur raconte d'abord, chapitre XC : «que le roi, voyant les avantages qui s'ensuivroient d'avoir un grand nombre de vaisseaux, les frets qui en résulteroient, et l'abondance des marchandises dont ils feroient jouir le royaume, permit à ceux qui construiroient des bâtimens de cent tonneaux et audessus de couper dans ses forêts et de faire porter en ville tout le bois dont ils auroient besoin, sans payer de dîme ni sur le fer, ni sur la voilure, ni sur toute autre chose que, pour les besoins desdits bâtimens, ils feroient venir de l'étranger : outre cela, il fit remise aux propriétaires desdits bâtimens, pour le premier voyage qu'ils feroient hors du royaume avec un chargement, de tous les droits sur les marchandises dont il se composeroit, soit de sel, soit de toutes autres choses, soit qu'elles appartinssent aux chargeurs, soit qu'elles fussent à tout autre propriétaire. Il accorda en outre remise de moitié de la dîme aux propriétaires des navires sur toutes sortes de marchandises qu'ils apporteroient, dans leur premier voyage, de Flandre ou des autres pays, soit que ces choses fussent chargées par eux-mêmes, soit qu'elles le fussent par d'autres (2).»

Dans le chapitre XCI l'auteur ajoute «que, pour prévenir les conséquences funestes des pertes que les propriétaires de navires pourroient éprouver par

(1) *Colleção de livros ineditos de historia portuguesa..... publicados de ordem da Academia real de sciencias de Lisboa,* t. IV. Je dois l'analyse de ce chapitre XC et du suivant à l'obligeance de M. le vicomte de Santarem.

(2) C'est ce que dit aussi, d'une manière plus abrégée, Édouard Nuñès, livre II des chroniques des rois de Portugal, n° 376.



les naufrages ou par d'autres sinistres, le roi institua des compagnies de bourses communes, destinées à réparer ces accidens. Il prescrivit en conséquence : 1° qu'à Lisbonne, à Porto et dans les autres villes maritimes du Portugal, les négocians feroient enregistrer tous les navires de plus de cinquante tonneaux, tant ceux qui existoient déjà, que ceux qui seroient construits à l'avenir; 2° que dans les registres seroient inscrits le prix d'achat, le jour où ils auroient été achetés, et la valeur de ceux qui auroient été construits; 3° que tous les gains produits par ces navires appartiendroient aux propriétaires, armateurs ou autres, et leur resteroient acquis comme on l'avoit toujours observé; mais que, sur le produit du gain de chaque voyage, il devroit être versé à la bourse de la compagnie 2 couronnes pour 100; 4° que les deux bourses de Lisbonne et de la ville de Porto devroient, après des évaluations légales, acheter d'autres navires pour remplacer ceux qui viendroient à se perdre, ou indemniser les propriétaires; 5° dans le cas où des navires se perdroient, soit par tempêtes, soit par toute autre cause, tant dans les ports que durant le voyage, ou même seroient pris par l'ennemi, si les capitaux réunis dans la bourse de la compagnie ne suffisoient pas à acquitter les indemnités, les sommes nécessaires pour les compléter devoient être réparties sur tous les propriétaires, armateurs et autres intéressés, d'après la valeur déclarée de chaque navire enregistré, par des prud'hommes, sans appel, et une saisie devoit être immédiatement interposée sur les biens de celui qui refuseroit de se soumettre à cette décision pour la somme qu'il devoit payer; 6° si quelque navire, poussé par la tempête ou par toute autre cause, étoit forcé de relâcher dans quelque port ou s'il arrivoit à sa destination avec une voie d'eau, tellement endommagé qu'il ne pût charger qu'un tiers du chargement, le propriétaire étoit obligé de le radouber à ses frais, et la compagnie n'étoit pas tenue de le faire radouber ni d'en payer un autre; mais si le navire avoit été tellement endommagé qu'on ne pût le radouber sans dépenser une somme égale à celle qu'il vaudroit après avoir été radoubé, et cela sans qu'il y eût faute de la part du capitaine ou maître, ni sans aucune fraude, dans ce cas on devroit lui payer ce que le navire valoit lorsque l'avarie lui étoit arrivée, et le prix devoit en être immédiatement compté au propriétaire, afin d'en acheter ou d'en faire construire un autre, en déduisant toutefois de la somme à payer la valeur de ce qu'on auroit sauvé appartenant au navire, lesquelles dépenses devroient être évaluées par des experts; 7° si des propriétaires affrétoient leurs bâtimens pour des pays ennemis, sans les avoir préalablement assurés, ces navires venant à être capturés ou à échouer, les associés de la compagnie n'étoient point obligés de les payer; 8° si les capitaines ou les propriétaires de navires causoient des dommages, soit à d'autres navires, soit à des villes ou à des ports, par suite de quoi ils fussent condamnés à les réparer et séquestrés, les bourses n'étoient pas obligées de les dédommager, à moins qu'ils ne

prouvassent que ces dommages leur étoient survenus parce qu'ils s'étoient défendus, ou pour le service du roi et pour l'intérêt de la nation.

«Comme il étoit à craindre que des capitaines de navires, dans l'espoir d'être payés en cas de perte, n'eussent pas le soin de les fournir d'ancres, cordages, de gens, d'armes, etc. pour les défendre en mer contre les ennemis, le roi ordonna qu'avant que les navires missent à la voile, les écrivains dresseroient procès-verbal de visite, et décriroient le tout, afin que l'on pût savoir ensuite, au cas où ils viendroient à se perdre, si cela étoit arrivé à cause du manque des agrès et autres choses nécessaires; et l'examen de ces registres devoit servir à décider si on les payeroit ou non à leurs propriétaires. S'il arrivoit qu'il vînt à se perdre un si grand nombre de navires, que les propriétaires des autres ne pourroient acquitter le total, le roi ordonna qu'ils payeroient la moitié de suite, et qu'on leur donneroit un délai pour le reste. Dans le cas où le roi étant en guerre avec les rois voisins ou avec d'autres nations, ces navires, armés pour sa défense, viendroient à se perdre, comme de telles expéditions étoient faites pour le bien de l'état, leur valeur devoit être payée par le trésor et par la compagnie. Si ces mêmes navires faisoient des voyages avec des chargemens et réalisoient des gains, soit en faisant du butin, soit d'autre manière quelconque, ces gains devoient rester aux propriétaires et marins des navires qui les auroient obtenus, pour une moitié, et l'autre moitié devoit être mise dans la bourse pour l'intérêt commun, le droit que le roi devoit en percevoir également réservé. Enfin le roi ordonna que ses vaisseaux, qui étoient au nombre de douze, entreroient dans cette compagnie, seroient soumis à toutes ces conditions et règlemens, et seroient évalués comme les autres.»

J'aurois désiré qu'il me fût possible de trouver les deux lois ou édits dont parle la chronique; leur publication rentroit dans mon plan, qui est de recueillir les plus anciens documens de chaque pays relatifs au droit maritime. Mais les démarches que M. le vicomte de Santarem a bien voulu faire, tant en sa qualité de garde des archives de Portugal, qu'en s'adressant aux amis qu'il a conservés dans ce pays, les plus à portée de faire des recherches dans les archives, ont été sans succès.

Cependant, plus j'ai lu attentivement cette chronique, plus je me suis convaincu que l'auteur avoit eu sous les yeux les lois de Ferdinand, et qu'il en avoit transcrit le texte presque littéralement. J'ai donc cru devoir insérer en entier les chapitres XC et XCI dans ma dissertation, principalement par le motif que la collection des chroniques portugaises est rare en France, et sans doute aussi dans les autres parties de l'Europe.

«CAPITULO XC. — *Dos privillegios que elRei Dom Fernando deu aos que comprassem ou fezessem naaos.* — Veemdo o muj nobre rei Dom Fernando, como nom soomente desta samta e proveitosa hordenaçom que assi fezera, se seguia gram proveito a el, e a todoo poboo do reino, mas aimda

das mercadarias mujtas que delle eram levadas, e tragidas outras, avia gramdes e muj grossas dizimas, e que o proveito que aviam dos fretes os navios estramgeiros, era melhor pera os seus naturaaes, des i mujto moor homrra da terra, avemdo em ella mujtas naves, as quaaes o Rei podia teer mais prestes, quamdo comprissem a seu serviço, que as das provemçias del alomgadas; hordenou, pera as homeens haverem moor voomtade de as fazer de novo, ou comprar feitas, qual mais semtissem por seu proveito, que aquelles que fezessem naaos de cem tonees a cima, podessem talhar e trager pera a çidade, de quaaes quer matas que delRei fossem, quamta madeira e mastos pera ellas ouvessem mester, sem pagamdo nenhuuma cousa por ella; e mais que nom dessem dizima de ferro, nem de fullame, nem doutras cousas, que de fora do reino trouvessem pera ellas; e quitava todo o dereito que avia daver, aos que as compravom e vendiam feitas. Outrossi dava aos senhores dos ditos navios, da primeira viagem que partiam de seu reino carregados, todollos dereitos das mercadarias que levavom, assi de sal, come de quaaes quer outras cousas, tambem de portagem, como de sisa, come doutras emposiçoões, assi das mercadarias que seus donos das naaos carregassem, come dos outros mercadores. Dava mais aos donos das naaos ameatade da dizima de todollos panos, e de quaaes quer outras mercadarias, que da primeria viagem trouvessem de Framdes, ou doutros logares, assi das cousas que elles carregassem, come das que outros carregassem em ellas. Aalem desto mandava que nom tevessem cavallos, nem servissem per mar nem per terra com comçelho nem sem elle, salvo com seu corpo; e que nom paguassem em fimtas, nem talhas, nem sisas que fossem lamçadas pera elle, nem pera o comçelho, nem em outra nenhuuma cousa, salvo nas obras dos muros omde fossem moradores, e das herdades que hi tevessem, e doutras nenhuumas nom; e acomteçendo que os navios assi feitos ou comprados, pereçessem da primeira viagem, mandava que estes privillegios durassem aos que os perdessem tres anos seguimtes, fazemdo ou comprando outros, e assi per quamtas vezes os fezessem ou comprassem; e se dous em companhia faziam ou compravam alguua naao, ambos aviam estas meesmas graças.

«CAPITULO XCI. — *Como elRei Dom Fernando hordenou companhia das naaos, e da maneira que mandou que se em ello tevesse.* — Trabalhamdosse mujtos de fazerem naaos, e outros de as comprarem, per aazo de taaes privillegios; e veemdo elRei como por esta cousa sua terra era melhor mantheuda e mais honrrada, e os naturaaes della mais ricos e abastados, per aazo das mujtas carregaçoões que se faziam; e queremdo prouveer com alguum remedio de cada vez seer mais acreçemtado o conto de taaes navios, e os desvairados cajoões do mar nom deitarem em perdiçom aquelles que suas naaos de tal guisa perdessem : hordenou com comesselho de huuma companhia de todas (*al.* todos), pela qual se remediasse todo comtrairo, per

que seus donos nom caissem em aspera pobreza, pubricando a todos que fosse per esta guisa. Mandou que se escprevessem per homeens idoneos e perteeçentes, todollos navios tilhados que em seu reino ouvesse, des çimquoemta tonees pera çima, assi os que hi emtom avia, como os outros que depois ouvesse; e esto em Lixboa, e no Porto, e nos outros logares omde os ouvesse. E posto assi em livros o dia e preço, por que forom comprados, ou feitos de novo, e a vallia delles, e quando forom deitados a augua, todo aquello que esses navios gaanhassem fosse de seus donos e dos mareamtes, como se sempre husou; e de todo quamto esses navios percalçassem de hidas e vijndas, assi de fretes come de quaaes quer outras cousas, pagassem pera a borssa dessa companhia duas coroas por çento; e que fossem duas borssas, huma em Lixboa, e outra no Porto, e teerem carrego de teer estas borssas aquelles a que elRei dava carrego de taaes estimaçoões e avalliamento, pera do dinheiro dellas se comprarem outros navjos em logar daquelles que se perdessem, e pera outros quaaes quer emcarregos que comprissem pera prol de todos : e quamdo aconteçesse que alguum ou alguuns navios pereçessem, per tormenta ou per outro cajom, e esto em portos, ou seguimdo suas viageens, ou seemdo tomados per emijgos, imdo ou ou vijmdo em auto de mercadaria, que esta perda dos ditos navios que assi pereçessem, se repartisse per todollos senhores dos outros navios, per esta guisa : veersse a vallia de todollos navios que aaquel tempo hi ouvesse, e outro si o vallor daquel navio ou navios que se perdessem, ou fossem tomados, e comtarsse todo quamto montasse solldo por livra, aos milheiros ou cemtos, que cada huum navio vallesse, e tanto pagar cada huum senhor de cada navio, quamdo na borssa nom ouvesse per que se podesse pagar; e que aquello fosse visto e extimado per aquelles homeens boons que per el, ou pellos Reis que depos el veessem, fossem postos por executores desta hordenaçom. E mandou que nenhuum podesse apellar nem agravar do alvidro e extimaçon que elles fezessem, mas que loguo fezessem execuçom nos beens daquelles, que paguar nom quisessem o que lhes montasse, pera o darem aas pessoas que perderom os navios, pera fazerem ou comprarem outros. E se per vemtujra alguuns navios per fortuna de tormenta, ou per outro alguum cajom seguimdo auto de mercadaria, abrissem ou pejorassem chegamdo a logar, hu se podessem correger por meos o terço daquello, que valleria depois que fosse adubado, que o senhor do navio fosse theudo de o adubar aas suas despesas, e nom o queremdo assi fazer, que os outros senhores dos navios nom fossem teudos de lhe adubar, nem paguar outro. E aconteçemdo que fosse em esse navio tamanho dano feito, que se nom podesse emendar, se nom por mais do que valleria, depois que adubado fosse, ou por tanto; e aconteçemdo este cajom sem culpa dos mareamtes delle, e sem outra maliçia, que emtom os senhores cobrassem delle e dos aparelhos aquello que podessem aver aa boa fe, e sem maliçia; e emtom

que se visse o que aquel navio valia ao tempo que lhe acomteçeo aquel cajom, e fosse logo pagado a seu dono, pera comprar ou fazer outro, descomtandolhe o que ouvesse do navio e aparelhos que salvasse; e os adubios, se se ouvessem de fazer, fossem vistos per meestres, que ouvessem dello conhecimento. E se alguuns meestres, ou senhores dos navios fretassem pera terra de emmijgos, sem reçebemdo primeiro seguramça, e seemdo tomados per elles, ou perecendo em taaes viageens (*al.* loguares), que seus donos dos outros navios nom fossem theudos de lhos pagar.

«Mandava mais, que se alguuns meestres, e senhores de navios fezessem alguuns dampnos, ou erros a alguumas outras naves, ou em villas e logares, ou os culpassem em elles, e por tal razon lhe fosse feita penhora e tomada em seu navio, que os outros nom fossem theudos de lho pagar, nem quitar de penhora, nem doutra nenuhuma cousa que lhe acomteçesse, salvo se provasse e fezesse çerto, que aquello de que o culpavom, fezera segumdo viagem de mercadaria, e em seu defemdimento, ou por serviço delRei, e prol de sua terra. E por que alguuns meestres e senhores dos navios so (*al.* sob) esperamça que lhe aviam de seer pagados, aimda que se perdessem, nom curariam de os forneçer dancoras, e caabres, e outras fullames, e isso meesmo darmas, e gentes, e doutras cousas que perteeçem pera defensom do mar, e dos emmijgos; mandava elRei, que os veedores e escripvam chegassem aas naaos, e que se escrepvessem todollos aparelhos e gentes que levava, pera se veer se se perdiam per mimgua das cousas, que lhe eram compridoiras pera seguirem sua viagem, e assi lhe seerem pagadas ou nom. E quamdo se perdiam tantas naaos, que os senhores dos outros navios nom podiam logo todo pagar sem seu desfazimento, pagavom loguo ameatade, e por a outra lhe davom çerto tempo a que pagasse todo. E acomteçemdo de elRei aver guerra com Reis seus vizinhos, ou com outras gentes, e armando cada huuns daquelles navios pera sua defesa, e ajuda, e pereçemdo delles em taaes armadas, seemdo feitas por prol communal, que fossem pagadas dos beens comuũes de seu senhorio, e fossem primeiro pagadas do seu tesouro, pera seus donos fazerem logo outros, ou os comprarem: e quamdo os navios fossem com mercadarias, e ouvessem alguuns percalços, assi demmijgos, come per outra qual quer guisa, que taaes percalços fossem emtregues aos senhores e mareantes dos navios, que os assi gaanharem, e elles ouvessem seu dereito, como era costume; e do que acomteçesse aos senhores dos navios, ouvessem elles ameatade, e a outra fosse posta na borssa pera prol de todos, ficamdo reguardado a elRei seu real dereito, que avia daver. E mandou elRei, que as suas naaos que eram doze, entrassem em esta companhia, e que nom fossem de mayor comdiçom que os outros navios de seu senhorio; mas que nos fretamentos, e mareamtes, e nos aparelhos, e em todallas outras cousas, fossem jullgadas come se todas fossem de pessoa dhuuma condiçom; e nom o queremdo elRei assi fazer, e himdo

comtra ello, que a companhia non vallesse nada quamto aos navjos delRei, e a companhia dos outros navios ficasse firme pera todo sempre. E outorgou, que todos aquelles que tijnham navios, e emtrassem neesta companhia, e os que os dalli adeamte ouvessem, e emtrassem em ella, que ouvessem todos os privillegios e graças, que outrogadas tijnha aos que comprassem navios, ou fezessem de novo, como ja teemdes ouvjdo; e quitava a chamçellaria aos que tiravam a carta de tal hordenamça. E mandou, que os executores desta hordenamça dessem mareantes aos navios, segumdo lhe comprisse (*al.* comprissem); e que o que fosse meestre dhuum navio, nom o podesse leixar, salvo depois que fosse tal, que nom fosse pera servir. E fez em Lixboa executores desta companhia, Lopo Martijns, e Gonçallo Perez Canellas, e deulhes escripvam que escrepvesse a reçepta e despeza, e todallas outras cousas que a esto perteeçessem; e que tevessem a borssa em huuma arca de tres chaves, de que cada huum tevesse sua (*al.* a sua); e cada ano davom comta, presente dous homeens boons sem sospeita, de toda a reçepta e despeza que faziam dos ditos dinheiros : e o escripvam avia daver trijnta livras por anno, e os executores cada huum çimquoemta, dos dinheiros da dita borssa. Mamdou elRei a todallas justiças, que trijgosamente dessem a execuçom toda cousa que per elles fosse hordenada, poemdo muj gramdes pennas aos que o comtrairo fezessem : e assi se costumou dhi em deamte em seu reino.»

En voyant que ces documens appartiennent à la seconde moitié du XIVe siècle, et qu'à cette époque le Portugal avoit des rapports commerciaux très-habituels avec la Flandre, on pourroit croire que j'ai eu tort, t. Ier, page 356, t. II, page 370, et t. IV, page 12, de considérer comme invraisemblable l'assertion de l'auteur de la grande chronique de Flandre relative à l'existence d'une chambre d'assurance à Bruges en 1310; et j'avoue que l'invraisemblance qui m'avoit frappé me paroît moins grande. Cependant je dois dire que jusqu'à présent la loi attribuée au comte de Flandre n'est pas connue; qu'en outre la chronique parle d'un système d'assurance *à prime,* tandis que l'institution du roi Ferdinand pour le Portugal étoit une assurance *mutuelle*.

Sous le règne de Pierre Ier, la navigation extérieure de ce royaume prit de grands accroissemens. Les assurances se développèrent et contribuèrent à l'extension du commerce maritime. On voit en effet que le roi Édouard, dans ses instructions datées de Lisbonne le 10 septembre 1436 (Souza, *Priviléges,* t. Ier, page 355), dit que les bâtimens marchands des Anglais qu'on avoit frétés pour l'expédition de Tanger n'étoient pas assurés, par la faute des propriétaires, tandis que tous ceux des Portugais, même de la marine royale, étoient assurés.

Au surplus, ces derniers faits n'ont rien de surprenant, puisque, dès avant 1435, l'usage des assurances étoit très-connu dans la Catalogne, ainsi

qu'on l'a vu t. V, page 330; et sans le moindre doute elles étoient alors connues en Flandre, et surtout en Italie, comme je l'ai fait remarquer t. IV, pag. 12 et 567 : or, tous ces pays étoient en rapports très-habituels de commerce avec le Portugal.

Mais aucune loi générale et développée, soit sur les assurances, soit sur les autres négociations maritimes, ne fut faite par les rois que je viens de nommer, ni même par leurs successeurs. Le petit nombre de celles du XVIIe siècle, dont je donnerai les textes assez insignifians, supposent une jurisprudence maritime qui dut consister longtemps dans des usages semblables à ceux du reste de la péninsule Ibérique.

Le code, ou compilation des lois du Portugal, qui porte le nom d'Alphonse V, le premier qui ait été publié dans ce royaume, ne contient pas d'autres dispositions relatives au droit maritime que le titre XXXI du livre II, relatif aux navires et aux objets naufragés. Ce titre paroît extrait d'une loi sur les courses et les prises, laquelle, suivant Mello, *Historia juris civilis Lusitani,* cap. VII, et les auteurs cités par lui, auroit été faite par le roi Pierre Ier; mais il n'a pas été possible à M. de Santarem de m'en procurer le texte.

Je n'ai pu même trouver en France un exemplaire du code d'Alphonse V. Mais on sait qu'ayant été revisé et publié de nouveau par le roi Emmanuel, dans ce dernier code le titre XXXI du code d'Alphonse forme le titre XXII du livre II; j'en publie le texte d'après l'édition imprimée à Coimbre en 1787, par ordre du gouvernement. Ce code Emmanuel a lui-même été revisé tandis que Philippe II, roi d'Espagne, occupoit le Portugal, et c'est cette révision qui a exercé son empire jusqu'à nos jours. Le fragment que je viens d'indiquer y forme le titre XXXII du livre II, mais sans autres changemens que divers mots de style.

Mello a donné dans ses *Institutiones juris Lusitani,* livre IV, titre III, § 22, quelques règles de droit commun sur les assurances, dans lesquelles il n'indique pas même les documens du règne de Ferdinand que j'ai cités plus haut, ni les lois du XVIIe siècle que je me propose de publier.

Il a donné aussi, § 23, des règles semblables sur le prêt à la grosse, et cite le § 6 du titre LXVI du livre IV du code de Philippe II, répondant au § 6 du titre XIV du livre IV du code Emmanuel, comme déclarant qu'un tel contrat est licite; mais aucune disposition législative n'en règle ni les formes, ni les effets : je crois pouvoir en conclure que les principes du droit romain étoient appliqués pour juger les contestations auxquelles ce contrat donnoit lieu.

Le même auteur, livre IV, § 4, parle de l'action *exercitoire,* et, § 5, du jet et de la contribution d'après le droit romain, sans laisser entendre qu'il existât en Portugal des lois à ce sujet.

Il est hors de doute que la célèbre ordonnance de Louis XIV de 1681 y fut adoptée, de même qu'elle l'avoit été dans beaucoup d'autres pays, comme

raison écrite et fondement de la jurisprudence. Mello le déclare expressément, et cite plusieurs fois les traités de Pothier. C'est ce que prouve d'une manière encore plus formelle l'ouvrage publié en 1815 et années suivantes par José Silva Lisboa, sous le titre *Principios de direito mercantil e leis de marinha, etc.* Cet auteur a traduit l'ordonnance de 1681, et en a fait la base de ses traités maritimes.

Mais il y a joint quelques lois de peu d'importance sur les prêts à la grosse et les assurances, rendues en 1609, 1623, 1684, 1688 et 1695, dont je donnerai le texte et la traduction. Je la dois à l'obligeance de M. Pellat, mon ancien collègue à la faculté de droit de Paris; et M. le vicomte de Santarem a bien voulu la revoir, en même temps qu'il a traduit l'extrait du code Emmanuel.

Tel a été l'état de la législation maritime du Portugal pendant l'époque qu'embrasse ma collection; et il a subsisté, sauf quelques lois rendues aux XVIII[e] et XIX[e] siècles, qu'il n'entre point dans mon plan de recueillir, jusqu'à ce qu'un code de commerce, rédigé par M. José Ferreira Borgès, ait été promulgué par D. Pedro, comme régent, le 18 septembre 1833. Ce code, composé de 1860 articles, est divisé en deux parties : la seconde, depuis l'article 1287 jusqu'à la fin, est consacrée au droit maritime. Il n'a pas encore été traduit en français; mais il fera incessamment partie de la concordance des codes commerciaux que publie M. Anthoine de Saint-Joseph, juge au tribunal de première instance de la Seine.

EXTRAITS
DES ANCIENNES LOIS DU PORTUGAL
RELATIVES AU DROIT MARITIME.

EXTRAIT DU CODE EMMANUEL DE 1498 (1).

LIVRO II. — TITULO XXII.

Que os almoxarifes d' el Rey, ou outro alguũ nom leuem cousa algũa do navio que se perder.

Quando acontecer que algũas cousas venham teer aa costa de nossos mares, ou portos delles, por perdimento de naos, ou por qualquer outro modo que seja, nom sejam tomadas pera Nós, nem pera outras ninhũas pessoas, nem pera os que as acharem, mas os senhorios dellas tanto que as vierem requerer, lhe sejam loguo entregues, e as ajam em paz, paguando aos que assi as acharem, ou tirarem, qualquer despesa, e trabalho que nisso leuarem, e justo seja. E porem sendo caso que seus donos nom venham antes de seis meses, as ditas cousas seram entregues acabados os ditos seis meses ao Memposteiro dos catiuos desse luguar, e se carreguaram sobre elle em recepta, pera se os ditos catiuos dellas aproueitarem; e em qualquer tempo que os ditos

LIVRE II. — TITRE XXII.

Il est défendu aux officiers du Roi, ainsi qu'à toute autre personne, de s'emparer d'un objet quelconque provenant d'un navire qui vient de faire naufrage.

Si, par occasion d'un naufrage ou par toute autre cause, quelques objets sont jetés sur nos côtes ou dans nos ports, il est défendu à nos officiers et sujets de s'en emparer. Ceux qui trouveront ces objets, loin de les retenir en leur pouvoir, doivent immédiatement les rendre à ceux à qui ils appartiendront, moyennant une juste rétribution pour leurs peines et le remboursement des dépenses qui auront été faites.

Si, après le terme de six mois, lesdits objets ne sont point réclamés, on les livrera entre les mains du rédempteur des captifs du lieu, qui s'en chargera en recette pour en employer le prix au profit de cette œuvre.

A quelque époque que les propriétaires

(1) Quoique je n'aie pu me procurer que le texte de ce code, qui appartient à la fin du xve siècle, les dispositions en sont plus anciennes, comme on l'a vu page 309. Elles sont empruntées d'une loi de Pierre Ier, qui régna de 1357 à 1367, et contenues dans le code d'Alphonse V, qui a régné de 1438 à 1481. On voit par la préface de l'édition du code Emmanuel, donnée en 1787, que la date de ce code est incertaine. J'ai adopté celle qui me paroît résulter des Mémoires pour servir à l'histoire des Cortès, t. II, part. II, page 81.

senhorios vierem, lhe seram paguas pola rendiçam dos cativos, todo o que a dita rendiçam dellas teuer recebido. E porem quando assi o dito Memposteiro receber as ditas cousas, paguará a aquelles que as acharem todo o que lhe os senhorios eram obriguados paguar; e se por ventura alguem contra esto for, retendo-lhe o seu, ou levando dos sobreditos algũa cousa (feita primeiramente comprida entregua das cousas assi perdidas, e tomadas ao senhor dellas, ou satisfaçam da valia das ditas cousas, quando ellas ja nom forem aiudas) paguem pera Nós em tresdobro qualquer cousa, que por força, ou escondidamente ouueram pola sobredita maneira, sem embarguo de qualquer custume que em contrairo hi aja.

E porem esta nossa ordenaçam nom auerá loguar, quando os navios que assi se perderem forem de infieis, imiguos da nossa Sancta Fee, que nom forem nossos subditos, ou d'outras pessoas com que tenhamos guerra, ou de cossarios que andarem a toda roupa; porque em estes casos as cousas assi perdidas seram daquelles que as primeiro ocuparem

des objets perdus se présentent, ledit rédempteur des captifs sera tenu de leur rendre ce qu'il aura reçu. De son côté, le rédempteur devra indemniser les personnes qui ont trouvé lesdits objets, de la même manière que le feroit le propriétaire.

Celui qui enfreindra cette loi payera, pour notre fisc, trois fois la valeur de l'objet dont il se sera emparé furtivement ou par force, après avoir préalablement restitué lesdits objets à la personne à laquelle ils appartenoient ou lui en avoir payé la valeur; ce qui devra être exécuté nonobstant tous usages contraires.

Mais si lesdits objets proviennent d'un navire appartenant à des infidèles qui ne vivent point sous notre domination, ou à tout autre individu, ou nation en guerre avec nous, ou à des corsaires, ils appartiendront de droit à celui qui les aura recueillis.

ORDONNANCE DU 14 FÉVRIER 1609 (1).

Eu El Rei faço saber aos que este Alvará virem, que desejando atalhar com remedio conveniente aos grandes damnos e inconvenientes, que se considerão a meu serviço, e ao bem commum de meus vassallos, de tomarem os homens do mar dinheiro a risco das ditas náos, e navios da navegação da India: Hei por bem, e mando que nenhuma pessoa, de qualquer qualidade e condição que seja, possa dar dinheiro, nem mercadorias de qualquer

Moi, le Roi, je fais savoir à tous ceux qui ces présentes verront, que, voulant apporter un remède convenable aux grands préjudices et aux inconvéniens qui résultent, pour mon service et le bien commun de mes sujets, des prêts à la grosse qui sont faits sur les navires et bâtimens employés à la navigation de l'Inde, je veux et ordonne qu'aucune personne, de quelque qualité et condition qu'elle soit, ne puisse donner de l'argent ou des marchandises, de quelque espèce que ce soit, sur les navires et bâtimens de toute qualité allant aux Indes ou en revenant, aux hommes de

(1) Cette ordonnance se trouve dans la collection première des *Leis extravagantes,* liv. Ier, tit. LI. Silva en a reproduit le texte, t. II, page 36.

sorte, a risco das náos e navios, de qualquer qualidade, que forem para as partes da India, ou vierem dellas para este reino, aos homens do mar, e officiaes, que nellas forem, ou vierem, sob pena, que a pessoa, que der o tal dinheiro, perderá ametade para quem o tomar, e receber; e a outra ametade para quem o accusar; e se for accusador a pessoa, que o receber, haverão os captivos a outra ametade; e que a pessoa, que der o tal dinheiro, incorra mais em pena de quatro annos de degrego para hum dos lugares de Africa sem remissão, e se livrará da cadêa, e lhe não poderá ser concedido alvará de fiança para o fazer solto; e concedendo-se-lhe, será nullo, e de nenhum effeito; e nas mesmas penas incorrerá a pessoa, que receber o dito dinheiro, e o não descobrir. E este se publicará, etc.

mer et officiers qui s'y trouveroient ou y monteroient, sous peine, pour la personne qui aura fait un tel prêt, d'en perdre le montant, dont moitié sera au profit de l'emprunteur, et l'autre moitié au profit du dénonciateur; et si l'emprunteur se rend lui-même le dénonciateur, l'autre moitié sera employée pour le rachat des captifs.

Celui qui aura prêté l'argent encourra, de plus, la peine de quatre ans d'exil dans un de nos établissemens d'Afrique, sans rémission : il y sera détenu en prison; il ne pourra être délivré de lettres pour lui accorder sa liberté sous caution; et s'il lui en est délivré, elles seront nulles et de nul effet. Les mêmes peines seront encourues par celui qui empruntera cet argent et ne dénoncera pas le fait.

Les présentes seront publiées, etc. etc.

ORDONNANCE DU 23 AOUT 1623 (1).

Dom Filippe, por graça de Deos, Rei de Portugal e dos Algarves, etc. Faço saber aos que esta minha lei virem, que tendo eu consideração aos grandes damnos, e inconvenientes, que resultavão a meu serviço, e bem commum de meus vassallos, tomarem os homens do mar dinheiro a risco das náos e navios da navegação da India, mandei passar o anno de 1609 huma lei, porque prohibi tomar-se dinheiro a risco das náos e embarcacões da India; e porque o tempo tem ora mostrado convir muito ser esta lei geral, de maneira que comprehenda todas as outras náos e navios, e mais embarcacões, que navegarem para quaesquer portos do mar, assim do meu serviço, como de particulares, por quanto do dito anno de 1609 a esta parte se tem tomado

Don Philippe, par la grâce de Dieu, roi de Portugal et des Algarves, etc. Savoir faisons à ceux qui ces présentes verront, que, prenant en considération les grands préjudices et les inconvéniens qui résultoient, pour notre service et pour le bien de nos sujets, des emprunts à la grosse que faisoient les gens de mer sur les navires et bâtimens employés à la navigation de l'Inde, nous fîmes promulguer, en 1609, une loi qui prohiboit les prêts à la grosse sur les navires et embarcations de l'Inde;

Et comme le temps a démontré qu'il convient de rendre cette loi générale, de manière qu'elle s'applique à tous autres navires, bâtimens et embarcations, naviguant pour quelque port de mer que ce soit, pour notre service comme pour celui des particuliers; considérant que, depuis 1609, plusieurs navires, caravelles et autres embarcations naviguant des ports de ce royaume vers d'autres

(1) Cette ordonnance se trouve dans la collection première des *Extravagantes*, aux Ordonnances, liv. Ier, tit. LI, et dans la collection de Coimbre. Silva l'a publiée, t. II, page 37.

muitos navios, caravellas, e outras embarcaões, das que navegão para as outras partes, e portos das conquistas deste reino, e rendidos aos inimigos, sem se defenderem delles, como puderão fazer, e se tem por cousa certa, que a causa disto era de os homens do mar tomarem dinheiro a responder a risco dos ditos navios, e embarcacões, e cascos delles; e para evitar estes inconvenientes, e os mais que se podem seguir: Hei por bem, e me praz, qua a dita lei do anno de 1609, porque prohibi tomar-se dinheiro a responder a risco das náos e navios da navegação da India, seja general, de maneira que comprehenda, e se pratique em todos os homens do mar deste reino, navios, náos, caravellas, e mais embarcações, que navegão para os portos das terras ultramarinas, e outras partes, e conquistas do dito reino, e fóra delle; e se dê á execução, assim, a da maneira, que nella se contêm, como se especial, e declaradamente para elles fôra passada, e logo para isso dirigida. E será esta impressa junta, e incorporada na outra, e se publicará em todos os lugares, portos de mar deste reino, e de todas as conquistas delle, e nas mais partes necessarias. E mando, etc.

lieux et ports des pays conquis, ont été pris par l'ennemi, et abandonnés par les gens de l'équipage, qui ne les ont pas défendus comme ils l'auroient pu, ce dont on doit chercher les causes dans les prêts à la grosse faits aux gens de mer sur le corps et quille desdits navires :

Pour prévenir ces inconvéniens et autres qui pourroient survenir, nous tenons pour bien et il nous plaît que ladite loi de 1609, qui a prohibé les prêts à la grosse sur les navires faisant voile pour l'Inde, soit générale, de manière qu'elle soit appliquée à tous les hommes de mer de ce royaume, navires, bâtimens, caravelles, et autres embarcations naviguant pour les ports des terres d'outre-mer et autres pays dépendans ou non de ce royaume; et qu'elle soit exécutée de la manière qui y est indiquée, comme si elle étoit spécialement et expressément rendue pour lesdits lieux.

La présente sera imprimée et incorporée à la première, et publiée en tous les lieux, ports de mer de ce royaume et de toutes les terres conquises en dépendant, et dans tous les autres lieux où besoin sera. Mandons, etc. (1)

ORDONNANCE DU 22 NOVEMBRE 1684 (2).

Eu El Rei faço saber que Antonio Rabello da Fonseca, provedor, e corretor dos seguros desta cidade, e reino, me representou por sua petição, que para segurança dos negocios, e ajustamento dos seguros, era o dito officio de corretor delles o mais util, e necessario nas repu-

Moi, le Roi, faisons savoir qu'Antonio Rabello de Fonseca, provéditeur et courtier d'assurances de cette ville et de ce royaume, nous a représenté, par sa pétition, que pour la sûreté des affaires et la rédaction des contrats d'assurances l'office de courtier étoit très-utile et très-nécessaire à un État, à raison de quoi il avoit été fixé un salaire qu'on avoit

(1) Silva a inséré dans son ouvrage, t. II, page 38, une ordonnance du 11 mai 1655, que je n'ai pas cru devoir recueillir, parce qu'elle concerne seulement des droits fiscaux.

(2) Cette ordonnance se trouve dans la Collection des Ordonnances, liv. I[er], tit. LI, et dans la collection de Coimbre. Silva l'a publiée, t. I[er], page 223.

blicas, por cuja razão lhe constituíra o direito salario, que se costumava chamar proxenetico; e na creação e carta do dito officio fora eu servido declarar que haveria de seu salario mejo por cento á custa dos tomadores; e que neste negocio não entenderia outra alguma pessoa, correndo todos os seguros, que se fizessem, pelo corretor, e em outra fórma serião nullos, posto que fossem lançados em livro de notas; e para melhor expedição dos negocios se creára tambem o officio de escrivão dos seguros, e se deputára casa, aonde se fizessem, e assistissem; e devendo-se inviolavelmente observar esta resolução, se não guardava, e se fazião os seguros fóra de casa dos officiaes delles, em cujo fundamento se queixárão seus antecessores; e por alvará de 1641 cuja copia offerecia, se estabelecêra que as pessoas, que se intromettessem a fazer os ditos seguros, serião condemnadas nas penas de degredo, e dinheiro que parecesse aos julgadores, a que o conhecimento pertencesse, os quaes tirarião devassa das taes pessoas, na fórma em que tiravão as geraes; e particularmente faria esta diligencia o corregedor do crime da rua Nova, que publicaria o dito alvará na mesma rua, para que viesse a noticia de todos. E por provisão de 1660, de que tambem juntava a copia, se mandára que toda a pessoa, que fizesse seguros fóra da casa, e livro delles, sem serem assignados pelo provedor, e corretor, incorresse no perdimento da quantia principal dos ditos seguros, ametade para as despezas da guerra, e a outra ametade, huma parte para o accusador, e outra para os cativos; e a dita pena se executaria, como fazenda real, de que se fixarião editos para chegar á noticia de todos. E porque se não guardavao os sobreditos alvarás, e provisões, encontrando se a sua disposição sem te-

coutume d'appeler courtage, et que, dans les lettres patentes de création dudit office, nous avions daigné déclarer qu'il auroit pour salaire demi pour cent à la charge des assurés, et que nulle autre personne ne se mêleroit de ce genre d'affaires, toutes les assurances devant être faites par le ministère du courtier, et toutes celles qui se feroient en une autre forme devant être nulles, quoiqu'elles fussent consignées sur un registre de notaires :

Qu'en outre, pour favoriser l'expédition des affaires, on avoit aussi créé l'office de greffier des assurances et désigné une maison où elles seroient faites; et que, quoique cette résolution dût être inviolablement observée, cependant on ne l'observoit pas et l'on faisoit des assurances hors de la maison des officiers qui y étoient préposés, ce dont ses prédécesseurs s'étoient déjà plaints; et par une ordonnance de 1641 (1), dont il présentait une copie, il avoit été établi que les personnes qui s'entremettroient dans lesdites assurances seroient condamnées à la peine du bannissement et à l'amende que les juges à qui la connoissance en appartient croiroient devoir fixer, lesquels juges feroient une information sur ces contraventions, dans la forme des informations générales; et que cela entreroit spécialement dans les attributions du corrégidor criminel de la rue Neuve, qui publieroit ladite ordonnance dans ladite rue, pour qu'elle arrivât à la connoissance de tous.

Et par autre ordonnance de 1660, dont copie est aussi jointe, il avoit été ordonné que toute personne qui feroit des assurances ailleurs que dans la maison et sur le registre à ce destinés, sans les faire signer par le provéditeur et courtier, encourroit la perte du montant desdites assurances, dont la moitié seroit affectée pour les dépenses de la guerre; l'autre moitié seroit applicable partie à l'accusateur, partie aux captifs, et que ladite peine s'exécuteroit suivant toute la rigueur des recouvremens de deniers fiscaux, et que lesdites ordonnances seroient publiées pour les faire parvenir à la connoissance de tous. Et comme on n'observoit pas lesdites ordonnances et provisions, que l'on contrevenoit à leurs dispositions sans craindre les pei-

(1) Je n'ai pu me procurer cette ordonnance, ni celle de 1660, dont au surplus le contenu est relaté ici.

mor das penas; e os homens de negocio costumavão fazer seguros fóra da casa e livro delles, como de presente fizera Joaquim de Boussay e Isaac Burger hum seguro fóra da casa, de hum conto setecentos mil reis; e Nicoláo Meirão outro seguro da quantia de mil cruzados, e nesta fórma se fazião outros muitos, de que não tinha clareza, por se fazerem em segredo; e nem ainda dos dous referidos a teria, se os seguradores os não puzessem em juizo para pedirem o premio por se haverem perdida os navios; no que eu devia prover, mandando que toda a pessoa de qualquer qualidade que fosse, que fizesse seguros fóra da casa e livro delles, sem intervenção do corretor, incorresse não só nas penas declarados nos ditos alvarás, mas nas que eu fosse servido resolver, applicadas, huma parte para quem denunciasse, e as tres para a minha fazenda, que se cobrarão executivamente, como fazenda real, pelo ministro que eu fosse servido nomear para executor desta pena, e para tirar devassa cada tres mezes, ficando juiz privativo desta materia, para conhecer, e dar livramento aos culpados, com inhibição de todos os mais julgadores criminaes, e civeis, ordenando-se a estes debaixo das mesmas penas não admittissem acção alguma em juizo sem certidão do escrivão da casa dos seguros, por que constasse dos livros forão feitos nella, pois só assim se poderia evitar este damno, procedendo-se com toda a segurança no ajustamento dos seguros; e que estas penas se observassem, assim com os segurados, como com os seguradores, me pedia lhe fizesse mercê conceder alvará, na fórma referida. E visto o que allegou, informação que se houve pelo corregedor do crime da cidade, Antonio Rodrigues de Araujo, e resposta do procurador da coroa, a que se deo vista : Hei por bem, que a pena imposta ao segurado comprehenda

nes, et que les négocians avoient coutume de faire des assurances ailleurs que dans la maison et sur le livre d'assurances, et qu'ainsi, dernièrement, Joaquim de Boussay et Isaac Burger ont fait une assurance d'un million sept cent mille reis, et Nicolas Meïran, une assurance de mille cruzades, et qu'il s'en faisoit beaucoup d'autres de la même sorte, dont le pétitionnaire n'avoit pas connoissance, parce qu'on les faisoit en secret; qu'il n'auroit pas même eu connoissance des deux indiquées ci-dessus si elles n'avoient donné lieu à une réclamation judiciaire; à quoi nous devrions pourvoir, en ordonnant que toute personne, de quelque qualité qu'elle soit, qui feroit des assurances hors la maison et le registre à ce destinés, sans l'intervention du courtier, encourroit non-seulement les peines pécuniaires fixées par lesdites ordonnances, mais encore celles qu'il nous plairoit de déterminer, dont un quart seroit applicable au dénonciateur, et les trois autres à notre trésor, et que le recouvrement en seroit fait par les voies d'exécution en usage pour les finances royales, à la diligence des officiers qu'il nous plairoit de nommer pour la poursuite de cette peine, et pour faire une information tous les trois mois, lequel officier seroit juge spécial dans cette matière pour juger et faire punir les coupables, à l'exclusion de tous autres juges criminels et civils; ordonnant à ceux-ci, sous les mêmes peines, de n'admettre aucune action en justice sans un certificat de l'écrivain de la maison des assurances, constatant l'inscription sur les livres qui y sont tenus; attendu que ce n'est qu'ainsi qu'on pourroit éviter ce dommage, en procédant avec toute sécurité à la rédaction des assurances, et que ces peines fussent appliquées aux assurés comme aux assureurs; le pétitionnaire demande que nous lui accordions une ordonnance aux susdites fins.

Vu ses allégations; vu l'information faite par le corrégidor criminel de la ville, Antonio Rodriguez de Araujo, et la réponse du procureur de la couronne, nous ordonnons que la peine imposée à l'assuré soit appliquée aussi à l'assureur, et que chacun soit obligé solidairement, et qu'indépendamment de cette

aos seguradores; e cada hum delles fique obrigado *in solidum,* assim o segurador, como o segurado; e que além desta pena pecuniaria, tenhão dous annos de degredo para Africa, que nos alvarás antecedentes se deixava no arbitrio dos julgadores : e que os corretores dos seguros, e seu escrivão possão denunciar em qualquer juizo, por evitar a contenda das jurisdicções das conservatorias dos estrangeiros, o que tambem poderá fazer qualquer outra pessoa pelo interesse que os mesmos alvarás lhe concedem. E mando ao corregedor da repartição da rua Nova, que com todo o cuidado tire cada anno huma devassa sobre este particular, e mande fixar editaes publicos da pena que de novo mando declarar : e que em nenhum juizo se possa admittir acção sobre materia de seguros, sem certidão authentica de como foi feito na casa delles. E este alvará, etc.

peine pécuniaire ils soient condamnés à deux ans d'exil en Afrique, peine que nos ordonnances précédentes laissoient à l'arbitrage du juge; et que les courtiers d'assurances et leur secrétaire puissent dénoncer devant tous juges pour éviter les conflits de juridiction avec les juges conservateurs, dont les étrangers sont justiciables, dénonciation qu'aura aussi le droit de faire toute personne, à cause de l'intérêt que nos ordonnances lui accordent.

Ordonnons au corrégidor de la répartition de la rue Nouvelle de faire, chaque année, avec le plus grand soin, une information sur ce point, et de faire poser des affiches annonçant les peines que nous fixons de nouveau; ordonnons qu'aucune action ne pourra être introduite, en matière d'assurances, devant un tribunal quelconque, sans un certificat constatant que le contrat a été passé dans la maison d'assurances.

Cette ordonnance sera exécutée, etc.

ORDONNANCE DU 29 OCTOBRE 1688 (1).

Eu El Rei faço saber aos que este alvará virem, que requerendo-me por suas supplicas os consules das nações estrangeiras, e homens de negocio desta praça, assim das mesmas nações, como naturaes deste reino, lhe fiziesse mercê mandar que o alvará de 22 de novembro de 1684 que fui servido conceder ao provedor, e corretor dos seguros, para que nenhuma pessoa pudesse fazer, nem tomar seguros sem a sua intervenção, e sem lhe pagar o seu salario, declarando não só que fossem nullos, os que se fizessem em outra fórma, mas que assim os segurados, como os seguradores incorressem nas penas crimes, que o dito alvará comminava se não executasse; mandando

Nous, le Roi, faisons savoir à ceux qui ces présentes verront que, vu les représentations des consuls des nations étrangères et les prières des négocians de cette place, tant étrangers que naturels de ce royaume, concernant l'ordonnance du 22 novembre 1684, dans laquelle il nous a plu d'accorder au provéditeur et courtier des assurances qu'aucune autre personne ne peut faire ni prendre des assurances sans son intervention, et sans lui payer son salaire; déclarant nuls et sans effet tous les contrats faits autrement, et assujettissant aux peines mentionnées dans ladite ordonnance et les assurés et les assureurs : laquelle ordonnance ils nous ont supplié de ne pas mettre en exécution, en ordonnant au corrégidor criminel de l'arrondissement de la rue Neuve de suspendre l'enquête à laquelle il procédoit en exécution de ladite ordonnance, nous avons prescrit qu'une informa-

(1) Cette ordonnance se trouve dans le grand livre de la chancellerie, des *Officios e merce*. Silva l'a publiée, t. Ier, page 223.



que o corregedor docrime da repartição da rua Nova não procedesse pela devassa, que estava tirando em execução delle : mandei tomar informação pelo desembargador Valentim Gregorio de Rezende, corregedor do civel da corte; e pelo que della constou, e da resposta, que deo o dito provedor, e corretor dos seguros, sendo ouvido, e vista a fórma dos alvarás, que ajuntou, passados sobre este particular, nos quaes se tem acudido a tudo, e dado providencia a todas as duvidas, que se podião offerecer; e se deverem observar pontualmente, por do contrario resultarem grandes inconvenientes ao commercio, e bem público, e ainda perjuizo ao dito provedor, e corretor, que tem direito adquirido nos ditos alvarás, que se não devem alterar : Hei por bem que na fórma delles se continuem as devassas; e que, havendo dúvida, ou contendas sobre a observancia dos seguradores, e satisfação dos premios, requirão as partes queixosas aos ministros, a quem toca, nomeados nos taes alvarás. E este se cumprirá, como nelle se contém, e valerá, etc.

tion préalable fût prise à ce sujet par le desembargador Valentin Grégoire de Resende, corrégidor civil de la cour; vu ce qui résulte de ladite information et de la réponse dudit provéditeur et courtier, qui a été entendu lesdites ordonnances rendues à ce sujet dûment examinées; considérant qu'il y a été pourvu à toutes les difficultés qui auroient pu survenir, et qu'on les doit observer fidèlement, le contraire étant nuisible au commerce et au bien public, ainsi qu'aux intérêts du provéditeur et courtier, qui a droit acquis auxdites ordonnances, lesquelles doivent être maintenues sans modification :

Nous voulons et ordonnons que l'on poursuive les enquêtes de la manière qui s'y trouve déterminée; et, dans le cas où il s'élèveroit des doutes et des discussions sur l'observation des règles de l'assurance, et sur le payement des primes, les parties s'adresseront aux juges désignés dans lesdites ordonnances.

Et la présente sera exécutée suivant sa forme et teneur et aura force de loi, etc. (1)

(1) Les documens que je viens de publier sont les seuls que j'aie pu découvrir, et M. le vicomte de Santarem m'a assuré qu'il n'en connoissoit pas d'autres antérieurs au XVIII[e] siècle. Il est bien vrai qu'on en trouve encore deux dans Silva, t. I[er], pages 242 et suiv., relatifs aux assurances; mais ce ne sont pas des lois Je vais néanmoins en donner une note sommaire. Dans un procès relatif à une assurance, la cour suprême de justice avoit ordonné qu'un assureur seroit tenu de consigner, en attendant jugement, le montant de la somme assurée par lui, et non simplement la prime, comme il le prétendoit. Il recourut au roi contre cette décision, comme contraire à la loi du 18 janvier 1614, portant que nul ne seroit tenu de consigner plus qu'il n'avoit reçu. Un décret du 11 mars 1695 ordonna à la cour de reviser son arrêt. Un nouvel arrêt du 14 avril suivant déclara que la loi de 1614 n'étoit point applicable aux assurances, et qu'en cette matière un assureur devoit consigner tout ce qu'il avoit promis. On voit par là que la jurisprudence adoptoit une règle qui effectivement est de droit commun dans les assurances; mais les deux documens que je viens de citer ne sont pas des lois.

CHAPITRE XXXVI.

Droit maritime de l'île de Malte.

Avant de terminer mes recherches sur l'ancien droit maritime de l'Europe, je dois tenir l'engagement que j'ai pris, t. V, page 236, de publier ce que je pourrois découvrir relativement à l'île de Malte.

Au moment où je rédigeois la courte notice dans laquelle j'ai fait cette promesse, j'avois l'espoir de connoître deux recueils de statuts maltais, indiqués dans un ouvrage très-rare, intitulé *Catalogo della biblioteca del sagro militar ordine.... di Malta,* par Smitmer, en 1781, et dans un autre ouvrage intitulé *Malte ancienne et moderne,* par Boisgelin, en 1805, recueils dans lesquels je supposois qu'il pouvoit exister des dispositions relatives au droit maritime privé. J'en reproduis les titres : *Leggi e constituzioni prammaticali dell' isola di Malta, per ordine del grand maestro F. Ugo Loubeux Verdela compilata,* 1593 ; — *Legum seu statutorum municipalium insulæ Melitæ nova editio jussu E. J. Pauli Lascaris de Castellar,* 1640.

Mes recherches dans les bibliothèques de Paris avoient été infructueuses. On trouve, il est vrai, dans l'Histoire de Malte, par Naberat, et dans celle de Vertot, ainsi que je le dirai plus bas, une traduction française des statuts de l'ordre de Saint-Jean-de-Jérusalem, par Loubeux; mais cette traduction laisse ignorer en quelle langue la compilation a été faite, et si ces historiens l'ont publiée intégralement. J'ai donc dû prendre des mesures pour recourir à une édition originale. Ma correspondance à Malte n'ayant pu m'en procurer, j'ai profité d'un voyage que M. Eugène de Rozière, mon petit-fils, faisoit en Italie, en 1841 et 1842, pour lui recommander de faire, dans les bibliothèques de ce pays, des recherches qui n'ont pas été tout à fait sans résultat. Il a trouvé deux exemplaires de la compilation du grand maître Loubeux à la bibliothèque de l'université de Bologne, format in-12, imprimés à Rome en 1556, texte latin; il a trouvé aussi le même texte latin à Venise, format in-f°, et à la bibliothèque de la Minerve à Rome.

Cette compilation fut traduite en italien, et il en existe à Bologne deux éditions, l'une de 1589, l'autre de 1719. Dans ces éditions italiennes est ajoutée une nouvelle compilation, faite sous le magistère d'Antoine de Paule. La bibliothèque de Milan possède deux éditions de ces textes italiens, l'une de 1684, l'autre de 1714. Celle de la Minerve à Rome en possède une autre de 1674.

D'après les extraits que M. Eugène de Rozière m'a rapportés des éditions latines et italiennes, il me paroît évident que les traductions de Naberat et de Vertot ont été faites sur ces dernières; car elles contiennent non-seulement la compilation de Loubeux, mais celle d'Antoine de Paule.

Ces renseignemens m'ont été plus que suffisans pour me convaincre qu'aucune disposition des deux compilations ne devoit entrer dans ma collection.

Ce qu'on lit dans celle de Loubeux, titre X, chapitres III, VIII et IX; dans le titre XIII, chapitres XVII, XVIII, XIX, XX et XXI; et dans celle d'Antoine de Paule, titre V, chapitre XXIII, et titre XX, divisé en cent chapitres, sous la rubrique *Delle galee,* n'est relatif qu'aux armemens de guerre faits par la religion de Malte, et à la discipline militaire sur les galères et autres bâtimens de l'ordre. Il n'y a pas un mot qui concerne le droit privé.

J'aurois cru grossir inutilement ma collection en faisant imprimer ces longs extraits, que cependant mon petit-fils avoit pris la peine de copier à Bologne. Peut-être eussé-je modifié ma résolution si ces statuts eussent été inédits, et surtout s'il ne s'en trouvoit pas une traduction française dans les Histoires de Malte, de Naberat et de Vertot.

Le titre donné dans les ouvrages de Smitmer et de Boisgelin à la compilation faite par ordre du grand maître Lascaris pouvant laisser croire qu'elle contient le droit coutumier et privé de Malte, j'ai dû supposer qu'il étoit possible qu'on y trouvât quelque chose sur les négociations maritimes. Mon petit-fils n'a pu trouver cet ouvrage dans aucune bibliothèque d'Italie; j'ai recommencé des recherches en France; j'ai même encore fait une tentative pour me le procurer à Malte. Ces soins ont été infructueux. On n'y doute point que cette compilation n'ait existé, et même qu'il n'y en eût autrefois un exemplaire dans la bibliothèque de l'ordre; mais il n'a pas été possible de le trouver pour m'indiquer ce qu'elle contenoit. Tout ce que j'ai appris de plus positif, c'est qu'à Malte les jurisconsultes considèrent comme la plus ancienne de leurs lois maritimes la pragmatique du grand maître Perellos, du 1er septembre 1697, dont je vais bientôt parler, et qu'on y appelle *Consulat de Perellos.*

Une copie de cette ordonnance m'a été transmise, en 1838, par M. Gautier, vice-consul de France à Malte, qui en même temps m'apprenoit l'inutilité de ses efforts pour se procurer les deux recueils imprimés dont j'ai donné les titres, page 319. Cette loi de Perellos est inédite; la minute, signée du grand maître, existe aux archives de la *regia corte de commercio di Malta,* dans la cité La Valette.

Mais, avant l'ordonnance de Perellos, il y avoit un commerce maritime à Malte; il falloit que des règles présidassent aux négociations dont il se composoit; il falloit des juges pour prononcer sur les contestations qui en résultoient.

Sous ce dernier rapport, il ne paroît pas douteux que les tribunaux civils

ordinaires statuoient sur ces contestations. L'ordonnance de 1697, titre II, chapitre XXII, le laisse suffisamment entendre; le préambule nous apprend que ce fut pour procurer au commerce maritime une justice plus prompte et moins dispendieuse que le consulat fut institué.

Quelles règles suivoit-on, avant 1697, devant les tribunaux ordinaires pour le jugement des contestations maritimes qui leur étoient alors attribuées? Il n'est pas facile de répondre à cette question; car nous n'avons aucun document sur l'organisation judiciaire de l'île de Malte, non-seulement avant que l'ordre de Saint-Jean-de-Jérusalem s'y établît, mais même sous le régime de cet ordre.

J'ai demandé des renseignemens à cet égard. M. Miège, chancelier du consulat de France, dans une lettre du 27 août 1828, m'a assuré qu'après avoir consulté les personnes les plus capables de l'instruire à ce sujet, il paroissoit constant qu'on ne connoissoit aucun ouvrage sur la législation maltaise : cette matière, lui a-t-on dit, avoit été traitée par le juge Vincent Bonavita, dans des dissertations qui passoient pour être un chef-d'œuvre d'érudition; mais l'auteur, qu'il connoissoit personnellement, étant dans une extrême caducité, il n'y avoit aucun moyen d'obtenir de lui des informations. M. Miège me promettoit de faire des démarches auprès de la famille pour que ces manuscrits lui fussent communiqués. En réponse, je l'ai prié, par une lettre du 15 octobre, de faire des propositions pour les acquérir, et ses démarches ont été sans succès.

Je suis donc réduit à de simples conjectures. On peut, avec la plus grande probabilité, assurer que dans les temps anciens, et jusqu'à l'époque où les Sarrasins s'emparèrent de l'île de Malte, les coutumes des Phéniciens, des Carthaginois, des Romains, de l'empire d'Orient, coutumes qui, relativement au droit maritime, étoient parfaitement semblables, y ont été observées; que les Arabes, là comme dans les autres parties de l'empire d'Orient et d'Occident dont ils se sont emparés, les ont laissées subsister; que les rois de Sicile, ayant enlevé l'île de Malte aux Sarrasins, en 1122, y ont introduit leur législation, sur laquelle j'ai donné quelques notions, chapitre XXXI; que par conséquent on dut connoître et observer à Malte le Consulat de la mer dès que cette compilation eut été rédigée.

Nous avons même, sous ce dernier rapport, des preuves authentiques que sous le régime des chevaliers de Saint-Jean-de-Jérusalem le Consulat formoit la base de la jurisprudence maritime.

Dans un code maltais de 1723, dont j'aurai bientôt occasion de parler avec plus de détail, on voit, par le § 2 du chapitre Ier du titre XXVIII, que les juges du tribunal de commerce maritime, institué dès 1697, doivent prendre pour règle de leurs décisions les *capitoli del Consolato di mare;* le § 31 dit même expressément *le Consolato di mare de Barcelona e della città di Messina.* C'est évidemment dans le même sens qu'il faut entendre l'expres-

sion *quale si contiene e dichiarare i Capitoli del mare* (1), qu'on lit dans le chapitre v du titre Ier de l'ordonnance du grand maître Perellos de 1697, et surtout le chapitre XXIII du titre II de cette même ordonnance portant que, dans les cas non prévus par elle, ou par toutes autres lois què les grands maîtres auroient faites ou feroient par la suite, le tribunal de commerce devra *giudicare secondo quelle stabilite del Consolato di mare della città di Messina.*

Cette disposition, reproduite dans le § 31 du chapitre Ier du titre XXVIII du statut général de 1723 avec la désignation *de Barcellona,* est facile, selon moi, à expliquer.

Dès l'année 1128, Roger, roi de Sicile, avoit établi à Messine, sous le nom de Consulat, un tribunal maritime qui n'a plus cessé de subsister, et dont la jurisprudence avoit dû, à la longue, prévoir toutes les questions que le commerce maritime faisoit naître. On peut douter, sans contredit, que la compilation connue sous le nom de Consulat de la mer ait été rédigée avant qu'en 1282 la Sicile passât sous la domination des rois d'Aragon; mais il est incontestable que ces rois l'y introduisirent; et comme la rédaction primitive, très-probablement faite à Barcelone, étoit en langue catalane, on dut en faire une traduction italienne pour l'usage de la Sicile : c'est ce qui me paroît propre à expliquer la dénomination de *consolato di Messina* qu'on trouve dans les statuts cités plus haut; à part que, très-évidemment, ce tribunal maritime de Messine avoit ou modifié ou complété le Consulat de la mer par une jurisprudence qui, sous les rois d'Aragon, fut naturellement portée à Malte, et s'y trouvoit en vigueur lorsque l'empereur Charles-Quint céda cette île aux chevaliers de Saint-Jean-de-Jérusalem.

J'ai parlé plus haut d'un code maltais, rédigé en 1723. Fidèle au plan que je me suis imposé de borner ma collection aux lois maritimes antérieures au XVIIIe siècle, je ne peux y faire entrer la partie de ce code où il est traité du commerce maritime; mais comme je n'en ai pu trouver aucun exemplaire en France, et qu'il m'a fallu faire venir de Malte celui que je possède, je vais en faire connoître l'ensemble, et transcrire les rubriques relatives au droit maritime, avec d'autant plus de raison que très-évidemment des règles consacrées par l'autorité législative en 1723 ont dû exister comme usages dans le siècle précédent.

Ce code a été promulgué, le 5 novembre 1723, par le grand maître Antonio-Manoel de Vilhena. Il est divisé en vingt-neuf titres, subdivisés en chapitres et paragraphes. Voici la rubrique des titres généraux dont ce code est composé.

TITOLO PRIMO. *Del castellano.* — Tit. II. *Vice-castellano.* — Tit. III. *Governadore del Gozo.* — Tit. IV. *Uditori.* — Tit. V. *Governadore della*

(1) On sait que primitivement la compilation connue sous le nom de *Consulat* étoit appelée *Chapitres de mer;* voir t. II, page 40.

notabile. — Tit. VI. *De' giudici.* — Tit. VII. *Avvocati fiscali.* — Tit. VIII. *Avvocati, e procuratori.* — Tit. IX. *Maestri notari.* — Tit. X. *Gran visconte.* — Tit. XI. *Notari.* — Tit. XII. *Giudizi.* — Tit. XIII. *Università.* — Tit. XIV. *Annona.* — Tit. XV. *Protomedico.* — Tit. XVI. *Custodia del porto, e sanità.* — Tit. XVII. *Dogana.* — Tit. XVIII. *Galere.* — Tit. XIX. *Armamenti.* — Tit. XX. *Omicidi, resistenze.* — Tit. XXI. *Delitti della carne.* — Tit. XXII. *Furti.* — Tit. XXIII. *Schiavi, ed infedeli.* — Tit. XXIV. *Case, e fondi.* — Tit. XXV. *Milizia.* — Tit. XXVI. *Orefici, argentieri.* — Tit. XXVII. *Proibizioni, e pene.* — Tit. XXVIII. *Consolato del mare.* — Tit. XXIX. *Propine, e dritti de' giudici, etc.*

Je crois devoir faire connaître avec plus de détails le titre XXVIII, qui concerne le droit maritime; il est divisé en treize chapitres, dont voici l'indication :

Capitolo I°. *De' consoli e modo di proceder,* divisé en quarante-trois paragraphes.

Capitolo II. *De' capitani e padroni delle navi,* divisé en vingt-huit paragraphes.

Capitolo III. *Dello scrivano di nave,* divisé en onze paragraphes.

Capitolo IV. *Del piloto, nocchiero e guardiano,* divisé en quatre paragraphes.

Capitolo V. *De' marinari accordati a soldo,* divisé en vingt paragraphes.

Capitolo VI. *De' marinari accordati a parte,* divisé en treize paragraphes.

Capitolo VII. *De' noli,* divisé en vingt paragraphes.

Capitolo VIII. *Delle polize di carico e commissioni,* divisé en dix paragraphes.

Capitolo IX. *Dell' assicurazioni,* divisé en quarante-deux paragraphes.

Capitolo X. *De' danni, testimoniali ed avarie,* divisé en trente-deux paragraphes.

Capitolo XI. *Del concorso de' creditori,* divisé en treize paragraphes.

Capitolo XII. *Di nave ricuperata,* divisé en dix paragraphes.

Capitolo XIII. *De' mezzani,* divisé en onze paragraphes.

Il est facile de reconnoître que les rédacteurs de ce code ont trouvé, relativement au commerce maritime, de grands secours dans l'ordonnance de France de 1681, surtout si l'on remarque qu'il contient un chapitre très-étendu sur les assurances, dont il n'étoit pas question dans la pragmatique de 1697; mais si on compare les autres chapitres de ce même titre XXVIII du code de 1723 avec la pragmatique de Perellos, on voit qu'il n'en est que le développement.

Les lois civiles de Malte furent encore revisées en 1782 et 1784, par les soins du grand maître de Rohan. Les livres Ier et VI de cette rédaction traitent des mêmes matières que le titre XXVIII du code de 1723, mais en y faisant des améliorations et des additions considérables. Il n'entre point dans

mon plan de les reproduire; et ces observations suffisent, puisque les lois du XVIIIe siècle ne sont pas l'objet de mes recherches. On trouvera des notions très-exactes sur le droit maritime actuel de l'île de Malte, dans la Concordance des codes de commerce étrangers avec le Code de commerce français, de M. Anthoine de Saint-Joseph, pag. 300 à 311.

La pragmatique de Perellos de 1697 est donc la seule loi maltaise, rendue dans l'espace de temps qu'embrasse ma collection, que je sois parvenu à me procurer; je peux même dire avec quelque confiance qu'il n'en existe pas d'autres antérieures au code de 1723. Un petit ouvrage, imprimé à Malte en 1841, sous le titre, *Compendio del diretto commerciale maltaise,* sans nom d'auteur, 1 vol. in-8°, dit expressément, préface, page 1re, que le droit commercial de Malte se compose du nouveau droit municipal promulgué en 1784 par le grand maître de Rohan; de la pragmatique de Manuel de Vilhena de 1723; du Consulat de Perellos de 1697; des lois postérieures à 1784, et subsidiairement du Consulat de la mer et de l'ordonnance de France de 1681. Ainsi, le retard que j'ai mis à publier le droit maritime de Malte m'a été utile, puisque, d'un côté, j'ai pu obtenir une copie de la pragmatique de Perellos qu'on m'a signalée comme inédite, et qu'il est constant à Malte même qu'on n'y connoît pas de lois maritimes plus anciennes. Le texte qu'on m'a envoyé est très-défectueux, parce qu'il a été copié par un écrivain anglais à qui la langue maltaise étoit peu familière; j'ai fait ce qui dépendoit de moi pour le rectifier et le traduire exactement.

LÉGISLATION

RELATIVE AU COMMERCE MARITIME

DE L'ÎLE DE MALTE.

PRAGMATIQUE DU 1er SEPTEMBRE 1697 (1).

Assunti per grazia di Dio al grado del gran magistero e del principato di quest' isola, i nostri primi pensieri versarono sopra i modi di sollevare i vassalli; e considerando potersi ciò conseguire coll' erezione d' un Consolato di mare, avanti del quale con risparmio di spesa e di tempo si possino terminare e decidere le questioni e controversie d' ogni negozio marittimo, abbiamo disposte e risolute alcune ordinazioni e leggi, stimate necessarie all' augumento e alla conservazione del commercio; e però ordinassimo, che a quest' effetto fossero esaminate le costituzioni publicate in altri consolati per sciegliere quelle che stimaressimo più proprie ed aggiugnere altre più convenienti al paese. Essendo dunque seguita la compilazione di quelle che vogliamo che servino di guida per la buona direzione del commercio, non senza la diligente applicazione e zelo del venerando baglio di Lesa, frà Gaspare Carneiro, che esercita la nostra siniscallia, e fatte sopra di esse le dovute considerazioni di nostra certa scienza, e con matura deliberazione ordiniamo, che siano in ogni tempo e in tutto il nostro dominio inviolabilmente sempre osser-

Lorsque, par la grâce de Dieu, nous avons été élevé à la dignité de grand maître et de prince de cette île, nos premières pensées se tournèrent vers le bien-être de nos sujets; et considérant qu'il augmenteroit par l'érection d'un tribunal consulaire pour les affaires maritimes, devant lequel les questions et contestations relatives à ces affaires pourroient être décidées à moins de frais et en moins de temps que cela n'a été fait jusqu'à présent, nous avons résolu de faire plusieurs ordonnances et lois, jugées nécessaires pour l'augmentation et la conservation du commerce; à cet effet, nous avons fait examiner les ordonnances des consulats d'autres pays, pour en extraire les dispositions les plus convenables et en ajouter d'autres appropriées aux besoins de notre état.

La compilation des règles les plus propres pour la bonne direction du commerce ayant été formée ainsi par les soins du vénérable bailli de Lesa, frère Gaspard Carnero, notre sénéchal, les discussions nécessaires ayant eu lieu, nous ordonnons de notre science certaine, et après mûre délibération, que ces ordonnances seront toujours et inviolablement observées en tout temps et dans tout notre pays, par tous nos vassaux et sujets, par les magistrats, tribunaux, colléges, communes, villes et corporations de nos domaines; et, à cet effet, afin qu'on ne puisse alléguer cause

(1) Le manuscrit qui m'a été envoyé contient en outre une pragmatique du 12 septembre 1698, en six chapitres, dont les cinq premiers sont relatifs à quelques points de procédure, qui ne tardèrent pas à être remplacés par des dispositions analogues et plus développées du code de 1723. Je me bornerai à en indiquer la substance dans des notes; la copie que j'ai reçue étant trop défectueuse pour que j'aie pu en établir le texte.

vate da tutti i vassalli e sudditi nostri, dai magistrati, tribunali, collegij, comunità, luoghi e università a noi soggette, e a questo effetto, perchè non possa allegarsi ignoranza, comandiamo alli consoli da noi eletti che con ogni celerità le faccino sollennemente publicare.

Datum in palatio, die prima septembris 1697. PERELLOS.

d'ignorance, nous ordonnons aux consuls nommés par nous qu'ils les fassent publier avec la célérité convenable.

Donné dans notre palais, le premier jour de septembre 1697 (1). PERELLOS.

TITOLO PRIMO.

DI QUALI PERSONE SI COMPONGA IL CONSOLATO, E QUALE SIA L' AUTORITÀ E L' OBLIGO DE' CONSOLI.

TITRE PREMIER.

DES PERSONNES QUI FERONT PARTIE DU CONSULAT, ET DES DROITS ET DEVOIRS DES CONSULS.

CAPITOLO I.

Come e per quanto tempo si eleggano i consoli.

Si elegeranno in ciaschedun anno da sua Altezza Serenissima quattro negozianti periti nei negozii di mare, quali, sotto la denominazione di consoli, amministreranno a vicenda giustizia, dal primo giorno di settembre in avanti; cioè, li primi due, nei mesi di settembre, ottobre, novembre, marzo, aprile e maggio, e i secondi in dicembre, gennaro, febraro, giugno, luglio e agosto.

CHAPITRE PREMIER.

De l'élection des consuls et de la durée de leur charge.

Son Altesse Sérénisime choisira, chaque année, quatre négocians, experts dans les affaires maritimes, qui, sous le nom de consuls, administreront la justice à tour de rôle, à compter du 1er septembre, c'est-à-dire les deux premiers pendant les mois de septembre, octobre, novembre, mars, avril et mai, et les autres pendant les mois de décembre, janvier, février, juin, juillet et août.

CAP. II.

Dell' assessore o sia giudice del consolato.

Oltre li suddetti quattro consoli sarà eletto dalla medesima Altezza un dottore, con la denominazione di assessore e giudice del consolato, quale interverrà solamente nei casi che saranno espressi nei capitoli del consolato.

CHAPITRE II.

De l'assesseur ou juge du consulat.

Son Altesse nommera également, en outre des quatre consuls, un docteur en droit qui, sous la dénomination d'assesseur et juge du consulat, interviendra aux jugemens dans les cas spécifiés par les différens chapitres du présent consulat (2).

(1) A la fin de cette pragmatique est une attestation qu'elle a été publiée le 4 septembre; je n'ai vu aucun intérêt à la faire imprimer.

(2) Je crois qu'ici, par le mot *consulat,* il faut entendre la loi même ou pragmatique de Perellos, qui dans l'usage s'appelle de ce nom; mais on verra plus bas des renvois exprès au Consulat de la mer.

CAP. III.

Del giuramento che devono prestare i consoli e l' assessore o sia giudice del consolato.

Si presenteranno cosi i consoli come l' assessore suddetti assieme con tutti gli altri officiali, in detto giorno prima di settembre nella sala della gran corte della castellania, e in mano del castellano presteranno giuramento di esercitar bene e fedelmente l' officio, di osservare e di fare osservare puntualmente i capitoli del consolato del mare, e di non giudicare cosa alcuna contro la forma che sarà loro prescritta da i capitoli suddetti.

CHAPITRE III.

Du serment que doivent prêter les consuls et l'assesseur ou juge du consulat.

Le premier jour de septembre, lesdits consuls et l'assesseur se présenteront, avec tous les autres employés, dans la salle de la grande cour du château, pour y prêter serment, entre les mains du châtelain, de remplir bien et loyalement leur charge, d'observer et de faire observer exactement les chapitres du consulat de la mer (1), et de ne pas rendre de jugemens contraires aux chapitres susdits.

CAP. IV.

Del luogo e giorni ne' quali devono trovarsi i consoli.

Assisteranno i due consoli di mesata nella camera del cancelliere o sia attuario del consolato, in tutti i giorni di lunedi, mercordi, e venerdi non festivi, dalle otto ore sino alle nove di mattino per esser pronti ad amministrar giustizia a chiunque la dimanderà, ne mancheranno di trovarsi in tutti gli altri giorni e ore nelle quali lo richiedesse il bisogno senza dilazione e protelazione veruna, sotto pena di perdere l' officio e la grazia di sua Altezza Serenissima.

CHAPITRE IV.

Du lieu et des jours où les consuls devront se réunir.

Les deux consuls de service se trouveront au tribunal du chancelier ou greffier du consulat tous les lundis, mercredis et vendredis non fériés, entre huit et neuf heures du matin, pour y être prêts à administrer la justice à quiconque la demandera. Ils ne manqueront pas non plus de s'y trouver, sans délai et sans retard aucun, tout autre jour et heure, lorsque leur présence sera nécessaire (2), sous peine de perdre leur charge et la grâce de Son Altesse Sérénissime.

CAP. V.

Quali sono le materie soggette al giudizio del consolato.

Tengono i consoli autorità di conoscere e giudicare le liti e questioni di

CHAPITRE V.

De la compétence du tribunal consulaire.

Les consuls connoîtront des cas et litiges relatifs aux frets, aux avaries éprouvées par

(1) Je crois qu'il est encore question ici de la présente pragmatique, ainsi que je l'ai dit dans la note précédente.

(2) Le chapitre v de la pragmatique du 12 septembre 1697 décida qu'en cas d'empêchement d'un des consuls de service pour le trimestre, on pourroit appeler un de ceux qui n'appartenoient pas à ce service, à la charge d'en faire mention dans les registres du consulat, pourvu que cette substitution ne fût pas pour plus de quinze jours.

noli, di danno di robba la quale sarà caricata in nave, di paga e soldo di marinari, di far parte a navilio, di fare incaricare i navilij, di fatto di gettito, di comenda fatta a padroni o mercanti e marinari, di debito che il padrone di nave e navilio avrà preso per servizio e necessità della sua nave, di promissione fatta per padrone a mercanti e per mercanti a padroni, di robba e cose trovate in mare, di paga di mezzani, di fare partiti di mercanzia tra mercanti, d' ogni cosa che verrà per mare sino a terza persona, d' ogni altro atto il quale si contiene e dichiarare i capitoli del mare, e finalmente di tutto quello riguarda negozio di mare.

les marchandises chargées dans les navires, aux salaires des matelots et à leur payement, aux partages des navires, à leur vente par encan, au jet, aux commandes confiées à des patrons, négocians ou hommes de l'équipage, aux emprunts contractés par le patron pour les besoins du bâtiment, aux engagemens mutuels des patrons et négocians, aux marchandises et effets trouvés en mer, aux salaires des courtiers, aux partages des marchandises entre négocians, aux expéditions par mer, faites à des tiers (1), et de tout autre fait dont il est parlé dans les chapitres du consulat de la mer (2); enfin de tout ce qui regarde les affaires maritimes.

Cap. VI.

A chi si deve ricorrere nel caso si dubitasse se la questione appartenga o nò al consolato.

Occorrendo qualche lite e questione della quale si dubiterà se sia materia spettante al consolato, si faccia dalle parti ricorso a sua Altezza Serenissima per la dichiarazione opportuna.

Chapitre VI.

A qui on devra avoir recours lorsqu'il y aura doute, si la question est de la compétence des consuls.

S'il se présente des cas incertains et que l'on doute si la matière est de la compétence du consulat, Son Altesse Sérénissime donnera la déclaration nécessaire à la diligence des parties.

Cap. VII.

Del cancelliere o sia attuario del consolato.

Si deputerà un notaro perchè facci le parti di cancelliere o sia attuario del consolato; presterà il giuramento in mano del castellano, come tutti gli altri notari e attuarij; e sarà obligato tener la sua banca nella strada che chiamano de' Mercanti, nella quale assisterà personalmente

Chapitre VII.

Du chancelier ou notaire du consulat.

Le notaire désigné pour remplir les fonctions de chancelier ou greffier prêtera, comme tous les autres notaires ou greffiers, le serment entre les mains du châtelain.

Il sera tenu d'établir son bureau dans la rue dite des Marchands, et de s'y trouver en personne tous les jours, excepté les jours de

(1) Il est remarquable que, dans cette minutieuse nomenclature des matières attribuées aux consuls, on ne dise pas un mot des assurances. Je ne crois pas qu'on doive en conclure qu'elles fussent entièrement inconnues à Malte; le contraire résulte du chapitre XI du titre III; mais je présume que les parties intéressées s'obligeoient à être jugées par des arbitres. Au surplus, cette omission a été promptement réparée, puisque le code de 1723 contient un titre très-étendu sur les assurances.

(2) Ces mots désignent, sans le moindre doute, la compilation du Consulat de la mer, dont on trouve le texte dans ma collection, t. II, pages 1 et suivantes; car cette compilation traite avec beaucoup de détails de ces matières, que l'ordonnance de Perellos se borne à désigner sans les développer.

in tutti li giorni dell' anno, eccettuati i festivi di precetto, dall' ore sette di giorno sino alle dieci di mattino, e da un ora sopra mezzodì insino alle quattro, sotto pena della privazione dell' officio e di pagare onze quattro da applicarsi per la metà alla congregazione de' poveri mendicanti, e l' altra metà in servizio del consolato.

fête, depuis sept heures du matin jusqu'à dix heures, et d'une heure de relevée jusqu'à quatre, sous peine d'être privé de sa charge et de payer quatre onces d'amende, applicables par moitié à la congrégation des pauvres mendians et par moitié aux frais du consulat.

Cap. VIII.

Pleggeria prestata in consolato sia a pericolo del cancelliere.

Dovendosi nel tribunale del consolato prestar qualche sicurtà e pleggeria, quale ella si sia, dovrà il cancelliere e attuario stare avvertito se la persona che deve pleggiare è idonea e sufficiente a pagare, perchè se per avventura non sarà tale, sarà egli obligato a pagare del proprio.

Chapitre VIII.

Le chancelier sera responsable des cautions présentées au consulat.

Lorsque des cautions ou garanties devront être données devant le consulat, dans tous ces cas le chancelier ou greffier vérifiera et déclarera si la personne présentée comme caution est suffisante et solvable; car si par événement elle ne l'est pas, le chancelier fournira la somme de ses propres deniers.

TITOLO II.

DELLA FORMAZIONE, MODO DI PROCEDERE E GIUDICARE NEL CONSOLATO DI MARE.

TITRE II.

DE LA MANIÈRE DE PROCÉDER ET DE JUGER DANS LE CONSULAT DE MER.

Cap. I.

Si deve procedere sommariamente, con abbreviare i termini, e guardare la sola verità di fatto.

Devono i consoli e assessore terminare le liti e questioni sommariamente, secondo conosceranno essere di giustizia, senza figura o strepito di giudizio, avuto riguardo alla sola verità del fatto, e secondo l' uso e costume del mare e le costituzioni che si stabiliranno; con abbreviare i termini quando sarà possibile, massime nei casi ne' quali i rei procurano di differire la spedizione.

Chapitre premier.

On procédera sommairement, en abrégeant les délais et en ayant seulement égard à la vérité des faits.

Les consuls et assesseur doivent terminer les contestations et procès sommairement, selon ce qui leur paroîtra juste, sans aucune formalité de procédure, ayant égard seulement à la vérité du fait et en se conformant aux us et coutumes de la mer et aux ordonnances qui seront publiées. Ils abrégeront les délais autant que cela sera possible, et surtout lorsqu'il leur paroîtra que le défendeur veut gagner du temps avant de s'exécuter.

Cap. II.

Come si decidano le controversie sopra somma che non eccceda li dieci scudi.

Trattandosi di controversia che non passi la somma di dieci scudi, moneta di Malta, procedano i due consoli di mesata, e giudichino a bocca, senza mettere in scritto cosa veruna, esibendosi le scritture, e producendosi le deposizioni de' testimonij; e le sentenze si eseguiscano senza che possa la parte soccombente pretendere che il semplice ricorso a sua Altezza Serenissima, quando che esibisce prova rilevante non dedove avanti i consoli che han giudicato, e pur giustificasse la notoria ingiustizia della sentenza : dovrà però sempre procedere in tutti i casi l' adempimento del giudicato.

Chapitre II.

Des contestations relatives à des sommes au-dessous de dix écus.

Lorsqu'il s'agira de contestations dont l'objet ne dépasse pas dix écus de Malte, les deux consuls en fonctions procéderont et jugeront de vive voix, sans rien consigner par écrit, sur la production des pièces et après avoir entendu les témoins (1).

Cette sentence sera exécutoire sans qu'il reste ouvert à la partie qui aura succombé aucun autre moyen que le recours à Son Altesse Sérénissime. Ce recours n'aura lieu que dans le cas où cette partie produiroit des preuves nouvelles et importantes, et pourroit démontrer que la sentence est tout à fait injuste; mais, dans ces cas, le jugement sera exécuté provisoirement.

Cap. III.

Quando nelle altre cause si proceda con scrittura, e quando senza.

I medesimi due consoli di mesata procedano in tutte le altre cause come giudici di prima instanza nella forma prescritta nel precedente capitolo, saranno però obligati servirsi della scrittura, e fabricar processo tutte le volte e quando bisognasse esaminare testimonj, facessero l' instanza le parti, o pure lo stimassero essi necessario.

Chapitre III.

Dans quels cas il y a, ou non, lieu à une procédure par écrit.

Les mêmes deux consuls en fonctions jugeront dans tous les autres cas comme juges de première instance, mais ils admettront les écritures et dresseront procès-verbal chaque fois que des témoins seront entendus, lorsqu'une des parties le demandera ou qu'eux-mêmes ils le jugeront nécessaire.

Cap. IV.

Frà quanto tempo si deve appellare, e proseguire l' appello.

Dalle decisioni e sentenze proferite dai suddetti due consoli di mesata si può

Chapitre IV.

Du délai fatal pour interjeter et suivre l'appel.

De ces jugemens prononcés par les deux consuls en fonctions on pourra appeler aux

(1) D'après le chapitre XVII de ce titre on pouvoit conclure que, même dans ce cas de causes peu importantes, il étoit permis aux parties de se faire assister par des avocats; mais le chapitre 1er de la pragmatique du 12 septembre 1697 a formellement interdit cette faculté dans les affaires d'une moindre importance que dix écus.

appellare a tutti quattro unitamente con l' assessore e giudice del consolato; non appellandosi però tra il termine di tre giorni dopo notificate le parti, e non terminandosi le cause tra dieci, siano e s' intendano le sentenze passate in cosa giudicata; potranno però i consoli prorogare detto termine di giorni dieci nei casi ne' quali bisognerà far prove, che ricerchino termine più lungo.

quatre consuls réunis avec l'assesseur et juge du consulat. Mais lorsque l'appel n'aura pas eu lieu dans les trois jours de la notification du jugement, et lorsque l'affaire ne sera pas terminée dans les dix jours, le jugement aura force de jugement définitif.

Toutefois les juges auront le droit de proroger le délai de dix jours lorsque les preuves que l'on doit fournir l'exigeront.

Cap. V.

Essendo caso di legge, intervenga l' assessore in prima instanza, e in grado di appello si subroghi un' altro dottore.

Disputandosi caso di legge, interverrà con due consoli di mesata l' assessore e giudice del consolato; e in tal caso appellandosi una delle parti dalla sentenza, si asterrà dal giudicare in appello, e in sua vece sarà da sua Altezza Serenissima subrogato un' altro dottore perchè unitamente con i quattro consoli amministri giustizia.

Chapitre V.

Si la cause présente une question de droit, l'assesseur interviendra en première instance et un autre docteur le remplacera en instance d'appel.

Lorsque la contestation présentera une question de droit, l'assesseur et juge du consulat assistera les deux consuls en fonctions. Si, dans ce cas, l'une des parties interjette appel, cet assesseur s'abstiendra de juger en seconde instance, et Son Altesse Sérénissime nommera un autre docteur qui le remplacera et administrera la justice avec les quatre consuls.

Cap. VI.

Possono le parti intavolare il giudizio avanti tutti quattro i consoli e assessore del consolato per esser terminato con una sola sentenza.

Sarà lecito trattandosi di controversia di qualche importanza, e volendolo una delle parti intavolare il giudizio avanti tutti quattro i consoli ed assessore; e in questo caso la sentenza avrà forza di due, ne da essa si deve ammettere che il semplice ricorso a sua Altezza Serenissima ne' casi menzionati sotto il secondo capitolo di questo titolo.

Chapitre VI.

Les parties peuvent porter leur litige en première instance devant les quatre consuls assistés de l'assesseur du consulat, et dans ce cas il n'y aura pas de seconde instance.

Dans tous les cas, quelle que soit l'importance de l'affaire, il est permis à chacune des deux parties de porter le procès dès le commencement de l'instance par-devant les quatre consuls, assistés de l'assesseur. Dans ce cas, le jugement aura force de deux sentences (1), et il ne pourra plus être attaqué que par un simple recours à Son Altesse Sérénissime dans les cas mentionnés au second chapitre de ce titre.

(1) C'est-à-dire qu'il équivaudra à un jugement rendu d'abord en premier ressort et confirmé sur appel.

Cap. VII.

Quali sentenze si esiguiscono, e quali rimedij si ammettino contro quelle.

Nelle cause sommarie e esecutive prima della decisione e esecuzione reale non si ammetta appellazione, nullità, gravame, rivisione, ne qualsisia altro rimedio legale nell' istesse; e in tutte le altre ciò che sarà deciso dai quattro consoli e dall' assessore e giudice del consolato tanto in grado di appello, quanto nel caso del precedente capitolo, si ponga alla dovuta esecuzione, senza che possa aver luogo nessuno degli accennati rimedii.

Chapitre VII.

De l'exécution des jugemens et des recours dont ils sont susceptibles.

Les causes sommaires et exécutoires n'admettent ni appel, ni nullité, ni révision, ni aucun autre recours en droit avant l'exécution réelle du jugement. Il en est de même dans tous les autres cas, c'est-à-dire dans ceux qui seront décidés par les quatre consuls et l'assesseur, tant en instance d'appel que dans le cas prévu par le chapitre précédent.

Cap. VIII.

Quali atti si possono fare da uno dei consoli in absenza degli altri.

E permesso ad uno dei consoli di mesata in absenza del compagno ammettere capitoli e istromenti, esaminar testimonij, dar termini, prendere giuramento di calunnia, publicare, conchiudere, e fare ogni atto giudiciario tanto in parola come per scrittura; non potrà però solo proferire sentenza nè diffinitiva nè interlocutoria, e proferendola, sia di nessun valore; e l' istesso s' intenda prescritto nei casi ne' quali pende la lite avanti tutti quattro consoli.

Chapitre VIII.

Des actes auxquels un des consuls peut procéder en l'absence des autres.

En l'absence de l'un des deux consuls en service, l'autre peut admettre les pièces et documens présentés, examiner des témoins, fixer des délais, faire prêter le *juramentum calumniæ* (1), publier et conclure, et faire tout acte judiciaire tant de vive voix que par écrit; mais il ne pourra pas seul rendre un jugement ni définitif, ni interlocutoire, et s'il en prononce, ce jugement sera nul et n'aura aucune valeur. La même règle sera observée dans les causes pendantes devant les quatre consuls.

Cap. IX.

In caso di sospicione de' consoli si ricorrerà a sua Altezza Serenissima.

Quando alcuno de' consoli di mesata ò tutti due sarà ricusato come sospetto da alcuna delle parti litiganti, costerà bastantemente della sospicione, dovrà in tal caso farsi la subrogazione in persona degli altri due, ed essendo tutti quattro sos-

Chapitre IX.

En cas de suspicion légitime des consuls on s'adressera à Son Altesse Sérénissime.

Lorsque l'un des deux consuls en fonctions sera récusé comme suspect par une des parties, et que la suspicion sera reconnue fondée, on prendra le remplaçant dans les deux autres consuls; et si tous les quatre sont récusés, on prendra des suppléans dans les négocians non suspects. Dans l'un et dans

(1) Le chapitre III de la pragmatique du 12 septembre 1697 supprima cette formalité dans le but d'abréger les lenteurs de la procédure.

petti si elegeranno altri negozianti non sospetti; nell' uno e nell' altro caso si facci ricorso a sua Altezza Serenissima per l' opportuno rimedio : non si ricevano però memoriali di ricusazione senza l' individuale espressione d' una o più cause legittime di sospetto; e quando che per termine di modestia, o altro degno rispetto non paresse lecito e conveniente esprimere in scritto le cause, basterà che si alleghino a bocca e segretamente ad uno degli auditori di sua Altezza sotto pena della disgrazia del principe, e altre pene arbitrarie, *etiam corporis* afflictive, in caso che le cause allegate non fossero legittime, ma più tosto inventate a capriccio.

l'autre cas, on formera un recours devant Son Altesse Sérénissime pour obtenir le règlement nécessaire. Les requêtes à cet effet ne seront pas reçues lorsqu'elles n'exprimeront pas pertinemment une ou plusieurs causes légitimes de suspicion.

Lorsque, par prudence, ou par toute autre raison digne d'égard, il ne paroîtra pas convenable d'expliquer la cause par écrit, on pourra la communiquer de vive voix, et en secret, à l'un des auditeurs de Son Altesse Sérénissime, sous peine d'encourir l'indignation du prince et autres peines arbitraires, même corporelles et afflictives, dans le cas où les causes alléguées seroient fausses et inventées à plaisir.

Cap. X.

Si prattichi lo stesso nel caso si ricusasse come sospetto l' assessore e giudice del consolato.

Il disposto nel caso di sospicione opposta a i consoli s' intenda anche disposto, e abbia luogo nei casi nei quali si ricusasse come sospetto l' assessore e giudice del consolato.

Chapitre X.

On appliquera les mêmes dispositions en cas de récusation de l'assesseur.

Les dispositions relatives à la récusation d'un consul seront également applicables lorsqu'on voudra récuser comme suspect l'assesseur et juge du consulat.

Cap. XI.

Si sopraseda nella causa dai consoli e assessore ricusati come sospetti.

I consoli, e l' assessore e giudice del consolato ricusati, subito che saranno legitimamente intimati, soprasedano nella causa, sotto pena di nullità degli atti.

Chapitre XI.

Les consuls et juges récusés s'abstiendront.

Les consuls, assesseur et juge du consulat récusés, aussitôt qu'ils en seront formellement avertis, s'abstiendront, sous peine de nullité, de toute la procédure.

Cap. XII.

Sospicione del cancelliere si giustifichi col giuramento della parte, e i consoli subroghino un' altro notaro.

La sospicione del cancelliere e attuario del consolato si giustifichi con il solo giuramento della parte ricusante da prestarsi in mano dei consoli, avanti i quali

Chapitre XII.

La suspicion du chancelier sera suffisamment prouvée par le serment de la partie intéressée, et les consuls lui substitueront un autre notaire.

Le serment seul de la partie qui récuse le chancelier et greffier du consulat suffira pour établir la suspicion à l'égard de cet officier. Ce serment sera prêté entre les

pende la causa, e a questi, prestato che sarà detto giuramento, si da facoltà di poter subrogare un altro notaro in luogo del ricusato.

mains des consuls devant lesquels la cause est pendante, et ceux-ci, après ce serment, auront le droit de substituer un autre notaire à celui qui aura été récusé.

Cap. XIII.

Giuramento dato al reo alle istanze dell' attore cosa operi.

Se ad alcuno convenuto avanti i consoli sarà dato giuramento alle istanze dell' attore, e confesserà il debito, deve essere condennato; se però lo negherà non potrà l'attore, ne pretendere più cosa veruna, ne essere ammesso a provare il contrario.

Chapitre XIII.

Du serment déféré au défendeur par le demandeur.

Si, par convention devant les consuls, le serment est déféré à quelqu'un par celui qui le poursuit, et que ce défendeur avoue la dette, il sera condamné; mais, s'il la nie, le demandeur ne pourra plus rien exiger pour cette cause ni être admis à fournir des preuves.

Cap. XIV.

Nei casi non previsti si consultino i consoli con mercanti e capitani, e trattandosi di questione di mare prevalga il voto de' capitani.

Trattandosi di caso non previsto ne dichiarato dalle costituzioni del presente consolato, procureranno i consoli esaminarlo bene, e bisognando consultarlo con mercanti e con capitani e padroni di navi, con dichiarazione che incontrandosi questi tra loro discordi, e essendo questione di mare, dovranno proferire secondo il voto dei capitani e padroni come più periti nei negozij di mare.

Chapitre XIV.

Dans les cas nouveaux, les consuls pourront consulter des négocians et des patrons de navires, et l'opinion de ces derniers l'emportera dans les affaires maritimes.

Lorsqu'il se présentera un cas non prévu ni réglé par les dispositions du présent consulat, les consuls auront soin de l'examiner d'abord, eux seuls, avec attention. Si ensuite ils jugent nécessaire de consulter des négocians, des capitaines et des patrons de navires, et que ces personnes consultées ne soient pas d'accord entre elles, l'avis des capitaines et patrons prévaudra s'il s'agit d'une affaire maritime, parce qu'ils sont plus experts en ces sortes d'affaires.

Cap. XV.

Come e in che forma si esiguiscono le sentenze.

Li medesimi consoli e assessore, che avran proferito le sentenze, dovendo queste essere seguite, e non sodisfacendo il condannato nel termine prefissogli, l'eseguiscono contro i beni mobili, e in difetto di questi, contro gli stabili, giusto la forma del rito del regno di Sicilia.

Chapitre XV.

De l'exécution des jugemens.

Les mêmes consuls et assesseur qui auront prononcé le jugement l'exécuteront sur les biens meubles du condamné, et à défaut de ceux-ci, sur ses biens immeubles, selon l'usage du royaume de Sicile, lorsque le condamné ne satisfera pas au jugement dans le terme fixé par eux.

CAP. XVI.

I consoli avanti i quali si sarà conchiuso il processo ancorchè non siano più di mesata proferiscono la sentenza.

I consoli avanti i quali si sarà compilato e conchiuso il processo, se intanto vien a spirare il loro trimestre, lo giudichino e proferiscano sentenza benchè non siano di mesata, come già instrutti e informati. L' istesso si deve intendere quando venisse a spirare l' anno del loro consolato, nel caso che siano confirmati nell' officio, e non altrimente.

CHAPITRE XVI.

Les consuls devant lesquels la procédure aura eu lieu prononceront le jugement, même lorsqu'ils ne seront plus en fonctions.

Si le trimestre des consuls devant lesquels la procédure aura été intentée et terminée vient à expirer, ils jugeront néanmoins l'affaire et prononceront la sentence, même après la cessation de leurs fonctions, parce qu'ils sont instruits de cette affaire et la connoissent. Il en sera de même après que leur année de fonctions sera expirée lorsqu'ils seront réélus consuls, mais non autrement.

CAP. XVII.

Possono i litiganti servirsi di avvocati e procuratore matricolati.

Perchè non resti pregiudicata la giustizia di alcuno dal non saper egli stesso allegare le sue ragioni, si permette alle parti volendo servirsi così di avvocati come di procuratori matricolati; dovranno però questi, se non vogliono perdere la facoltà di patrocinare e la grazia di sua Altezza Serenissima, essere nelle cause di consolato più solleciti e spedittivi che nelle altre, e di non dar occasione di lamento ne alle parti ne al tribunale.

CHAPITRE XVII.

Les parties pourront s'adjoindre des avocats et procureurs.

Afin que les personnes qui ne savent pas produire elles-mêmes leurs moyens puissent obtenir justice, il est permis aux parties de se servir du ministère d'avocats et de procureurs inscrits au rôle. Cependant ceux-ci, sous peine de perdre l'autorisation de plaider, et d'encourir l'indignation de Son Altesse Sérénissime, seront plus diligens et plus expéditifs dans les affaires du consulat que dans les autres, et auront soin de ne fournir aucune cause de plainte ni aux parties, ni au tribunal.

CAP. XVIII.

Processi e scritture originali non esendo dall' officio.

Perchè le liti si spediscano con ogni celerità possibile, si proibisce al cancelliere attuario del consolato il dare fuori dell' officio i processi e le scritture originali alle parti litiganti e a loro avvocati e procuratori; si permette però ai consoli e all' assessore il portarle in casa propria per esaminarle affine di poter meglio giudicare.

CHAPITRE XVIII.

Les actes de la procédure et autres pièces ne pourront sortir du tribunal.

Afin que les affaires soient expédiées avec toute la promptitude possible, il est défendu au chancelier et greffier du consulat de confier aux parties ou à leurs avocats et de laisser sortir du tribunal les dossiers et pièces originales. Mais les consuls et l'assesseur pourront les emporter dans leur maison pour les examiner plus particulièrement.

Cap. XIX.

Ragioni toccanti a' consoli e assessore nel proferir le sentenze.

Se la questione si finisce in parola, e senza scrittura, non ponno i consoli pretendere per loro ragioni cosa veruna; se però si fa processo, o senza questo si proferisce in scritto sentenza agitandosi il giudizio in prima istanza avanti i due consoli di mesata, i dritti saranno la metà solamente di quello sono e si pratticano nella gran corte della castellania; e nel caso si agitasse avanti tutti quattro cosi in prima istanza come in grado di appello dovrà essere l' intiero dritto solito trattarsi in detta gran corte per la prima instanza; ne diversamente si tassi la provisione degli avvocati e procuratori.

Chapitre XIX.

Des droits des consuls et de l'assesseur pour les sentences qu'ils auront rendues.

Si une affaire est terminée verbalement, sans aucune écriture, les consuls n'auront aucun droit à percevoir; mais si une procédure a lieu et si la sentence est donnée par écrit, en première instance, par-devant les deux consuls en fonctions, les frais seront seulement de la moitié de ce qui est perçu à la grande cour de la châtellenie. Si le procès a lieu devant les quatre consuls, soit en première instance, soit en appel, on payera le montant intégral des frais perçus à ladite grande cour en première instance. Les honoraires des avocats et procureurs seront réglés sur le même taux (1).

Cap. XX.

Come si dividono le provisioni tra i consoli e l' assessore.

L' assessore e giudice del consolato proferendo sentenza co' due consoli conseguirà la metà della provisione, e non avrà che un solo terzo giudicando con tutti quattro; il restante si dividerà ugualmente nell' uno e nell' altro caso tra tutti i consoli ancorchè due non abbiano giudicato.

Chapitre XX.

Comment les droits se partagent entre les consuls et l'assesseur.

Lorsque l'assesseur et juge du consulat aura assisté au jugement avec deux consuls, il percevra la moitié des droits, et le tiers quand il jugera avec les quatre consuls. Le restant sera partagé également entre les quatre consuls, même lorsque deux seulement auront assisté au jugement.

Cap. XXI.

Dritti del cancelliere e degli altri officiali.

I dritti del cancelliere del gran visconte e degli altri officiali, de' quali bisognerà servirsi per eseguire le citazioni e gli ordini del tribunale, siano i medesimi che nella castellania.

Chapitre XXI.

Droits du chancelier et des autres employés.

Les droits du chancelier du grand vicomte et des autres employés dont on aura besoin pour donner les assignations et exécuter les ordres du tribunal seront les mêmes que dans la châtellenie.

(1) Le chapitre IV de la pragmatique du 12 septembre 1697 a modifié cette disposition en diminuant le taux de ces honoraires.

Cap. XXII.

I consolati si faccino per gli atti del consolato.

I consolati, che prima si facevano nella gran corte della castellania, si faccino all' avvenire pagandosi i dritti soliti consueti negli atti del consolato, con l' intervento del console della nazione interessata; e facendosi altrimente siano di nessun vigore.

Chapitre XXII.

Les consulats (rapports) (1) seront faits devant les consuls.

Les consulats (rapports), qu'autrefois on faisoit à la grande cour de la châtellenie, seront faits, à l'avenir, en payant les droits perçus pour les autres actes de la juridiction consulaire et avec l'intervention du consul de la nation intéressée; autrement ils ne seront d'aucune valeur.

Cap. XXIII.

Si decida secondo il consolato di Messina ne i casi non previsti.

Occorrendo il caso di qualche questione e controversia non prevista dalle presenti constituzioni, dovranno i consoli regolarsi e giudicare secondo quelle stabilite dal consolato di mare della città di Messina, sino à che da sua Altezza Serenissima sarà disposto altrimente.

Chapitre XXIII.

Le consulat de Messine servira de droit subsidiaire.

Lorsqu'il se présentera des questions sur lesquelles la présente ordonnance ne contient pas de dispositions, les consuls se régleront sur les dispositions du consulat de la mer de la ville de Messine (2), jusqu'à ce que Son Altesse Sérénissime en ait décidé autrement.

Cap. XXIV.

Legge scritta prevale sempre al non uso.

Contro il disposto nella presente compilazione e ciascheduno de' capitoli in essa contenuti non possa in nessun tempo mai aver luogo il non uso, o contraria osservazione introdotta già o che si potesse introdurre in avvenire; in maniera che allegandosi in qualsisia causa o contravvenzione il non uso, disuetudine, o contraria osservanza, s' attendano sempre e si eseguiscano le constituzioni del presente consolato.

Chapitre XXIV.

On ne pourra alléguer contre une disposition de cette ordonnance qu'elle n'est pas en usage.

On ne pourra, dans aucun temps, faire valoir, contre les dispositions de la présente compilation, ni contre aucun des chapitres quelconques dont elle est composée, qu'elle n'est pas en usage ou qu'un usage opposé s'est établi, même lorsque cela sera arrivé; de sorte que chaque fois que dans une cause on alléguera le non-usage, la désuétude ou l'usage opposé, on n'en suivra pas moins et on n'exécutera pas moins les dispositions du présent consulat.

(1) On sait que l'usage de la Méditerranée est d'appeler *consulat* le rapport que tout capitaine de navire est obligé de faire dans le port où il débarque.
(2) Voir ce que j'ai dit à ce sujet, page 321.

TITOLO III.

DELLI CAPITANI E PADRONI DI NAVI.

Cap. I.

I capitani e padroni di nave si eleggano.

Perchè non succedano più l' incovenienti e disordini seguiti per il passato da che i capitani e padroni non sono periti nell' amministrazioni del loro esercizio, ne intendenti nell' arte ed uso di navigare, si stabilisce per legge da osservarsi inviolabilmente, che da qui in avanti nessuna persona di qualsivoglia condizione che sia presuma esercitare officio di capitano o padrone, cosi principale come sostituito sopra qualunque nave o navilio, se prima non sarà eletto, approvato, e confirmato dalli consoli pro tempore; che all' elezione e approvazione sudette deve sempre procedere l' esame e la relazione giuramentata di più capitani e padroni periti e intendenti nell' uso e arte di navigare, deputandi a quel effetto da medesimi consoli; che dell' elezione e approvazione seguite come sopra se ne facci nota negli atti del consolato. Finalmente che per l'esame, relazione, e lezione, e approvazione sudette non siano i capitani e padroni tenuti pagare cosa veruna, eccetto che al solo cancelliere un tari per ragion della nota e registro. Chi controverrà al disposto nel presente capitolo sia in pena di pagare *toties quoties,* e per ciascheduna contravenzione, onze otto del peso generale, metà delle quali s' applicherà in beneficio de' poveri mendicanti, e l' altra in servizio della corte del consolato.

TITRE III.

DES CAPITAINES ET PATRONS DE NAVIRES.

Chapitre premier.

De la nomination des capitaines et patrons de navires.

Pour mettre fin aux inconvéniens et désordres qui ont eu lieu par le passé, parce que les capitaines et patrons ne savoient pas leur métier et ne connoissoient rien à l'art et aux usages de la navigation, nous établissons comme loi que l'on doit observer inviolablement, qu'à l'avenir personne, de quelque condition qu'il soit, ne pourra exercer, comme capitaine ou patron, soit en chef, soit en second, sur aucun bâtiment grand ou petit, si d'abord il n'a été nommé, approuvé et confirmé par les consuls de l'année.

Cette nomination et approbation sera toujours précédée d'un examen et d'un rapport faits sous la foi du serment par plusieurs capitaines et patrons experts et versés dans l'art et les usages de la mer, et qui seront désignés, à cet effet, par les mêmes consuls. La nomination et l'approbation, données de cette manière, seront consignées sur les registres du consulat.

Les capitaines et patrons ne payeront aucune espèce de frais pour les susdits examen, rapport, nomination et approbation, excepté un tari au chancelier pour l'inscription sur les registres du consulat.

En cas de contravention aux dispositions de ce chapitre, on payera, chaque fois, une amende de huit onces poids commun, moitié applicable au profit des pauvres mendians, et moitié aux frais de la cour du consulat.

CAP. II.

Che i capitani e padroni siano interessati al meno in tre chirati della nave.

Affinchè i capitani e padroni non siano facili ad abbandonare le loro navi in scoprire un' altra, senza sapere se sia nemica e senza far prova se possono fugendo evitare l' incontro, si ordina che nessuno all' avvenire sia eletto per capitano o padrone di nave, che oltre l' attitudine e perizia nell' arte ed uso di navigare, prescritte nel precedente capitolo, non giustifichi avanti i consoli d' esser realmente interessato nella nave della quale pretende esser capitano o padrone, almeno in tre chirati. Che se alcuno in pregiudizio della presente costituzione ardirà passare i stromenti simolati e finti per far credere d' essere interessato come sopra quando non l' è, subbito s' intenda in corso nella pena di esser privato della carica, e della speranza di riaverla per lo spazio di tre anni continui.

CHAPITRE II.

Les capitaines et patrons doivent être intéressés au moins pour trois parts dans le bâtiment.

Pour empêcher les patrons d'abandonner légèrement leur bâtiment lorsqu'ils en découvriront un autre qu'ils supposeront être ennemi, et dont souvent, à force de voiles, ils auroient pu éviter la rencontre, nous ordonnons qu'à l'avenir personne ne sera nommé capitaine ou patron de navire si, en outre de son aptitude et de son expérience dans l'art et les usages de la mer, comme il est dit au chapitre précédent, ce patron ne prouve aux consuls qu'il est réellement intéressé dans le bâtiment qu'il veut commander comme capitaine ou patron, au moins pour trois parts (1).

Si quelqu'un, pour échapper aux dispositions de cette ordonnance, faisoit dresser des actes simulés et feints, pour faire apparoir d'un intérêt qui n'existe pas, il sera privé de sa charge et ne pourra la recouvrer qu'après trois ans révolus.

CAP. III.

Pena contro i capitani e padroni che mal a proposito abbandonano le navi.

Prevenendo in notizia de' consoli che alcun capitano o padrone quale in scoprire altra nave abbia mal a proposito abbandonato la propria, senza pratticar prima le diligenze ragionevoli per chiarirsi se è nemica e per sfugire potendo l' incontro, devono, se tengono cara la grazia di sua Altezza Serenissima, privarlo subbito del carico di capitano o padrone con dichiararlo nello stesso tempo incapace a poter

CHAPITRE III.

Peines à prononcer contre les capitaines et patrons qui abandonnent sans nécessité leurs bâtimens.

S'il vient à la connoissance des consuls que quelque capitaine ou patron aura légèrement abandonné son bâtiment en en découvrant un autre, sans même employer la diligence raisonnable pour savoir si ce bâtiment est ennemi, et lorsqu'il auroit pu échapper avec son bâtiment, lesdits consuls le priveront aussitôt de sa charge de pâtron ou capitaine, s'ils tiennent à conserver la bonne grâce de son altesse sérénissime, et le déclareront incapable de la remplir pendant l'espace de dix ans. Mais lorsqu'il y aura eu dans l'abandon-

(1) Le chapitre VI de la pragmatique du 12 septembre 1697 modifie cette règle. Quelle que soit l'incorrection du texte qui m'en a été envoyé, on y voit clairement que les consuls furent autorisés à modifier cette mesure à l'égard des petits bâtimens, et spécialement de ceux qui se rendoient en Sicile, à la condition d'en rédiger un acte inséré dans les registres du consulat.

43.

lo esercitare per lo spazio di dieci anni. Quando però vi fosse intervenuto nell' abbandonarlo colpa, dolo, o malizia, che meritasse pena maggiore, partecipino la notizia alla gran corte della castellania, perchè possa procedere contro il reo a quelle pene corporali che si stimeranno più proprie.

nement du bâtiment, dol, fraude ou méfait qui méritent une punition plus grave, ils déféreront le cas à la haute cour de la châtellenie, pour être prononcé contre le coupable une punition corporelle proportionnée à son délit.

Cap. IV.

Capitani e padroni procurino che le navi siano ben stagne e proviste de necessario, e faccino nota prima di partirsi del luogo ove pensano portarsi, del numero de marinari e delle armi che portano.

Devono procurare i capitani e padroni, che le loro navi prima di partire da questo porto siano ben stagne, corredate, e fornite di alberi, antenne, vele, ancore, gomene, sarsiame, arme, polvere, palle e d' ogni altra cosa necessaria alla navigazione, difesa e sicurezza delle mercanzie, passegieri e marinari; e perciò saranno tenuti ed obligati far nota negli atti del consolato del luogo ove pensano portarsi del numero de marinari e della quantità, e qualità delle armi, polvere e palle che portano, sotto pena, mancando nell' una o nell' altra delle cose sudette, di pagare *toties quoties* once venti del peso presente d' applicarsi per un terzo in servizio del tribunale, per un terzo in beneficio de poveri mendicanti, e per l' altro terzo a favor di chi revela e mette il caso in chiaro; e oltre ciò di vogare in galera per due anni continui quando che nella nota sudetta ardissero esporre ed avanzare il falso.

Chapitre IV.

Les capitaines et patrons veilleront à ce que les bâtimens soient bien radoubés et pourvus du nécessaire; avant de partir, ils fourniront un bordereau contenant l'indication du lieu de leur destination, le dénombrement de l'équipage et des armes qu'ils ont à bord.

Les capitaines et patrons veilleront à ce que leurs bâtimens, avant de partir de ce port, soient bien radoubés, garnis et fournis de mâts, antennes, voiles, ancres, câbles, cordages, armes, poudre, boulets, et de toutes autres choses nécessaires pour la navigation, la défense et la sûreté des marchandises, passagers et hommes de l'équipage; et, dans ce but, ils seront tenus et obligés de faire inscrire sur les registres du consulat le lieu de leur destination, le dénombrement des hommes de l'équipage, et la quantité et qualité des armes, poudres et projectiles qu'ils ont à bord, sous peine de payer, pour chaque contravention, une amende de vingt onces poids commun, applicables, par tiers, aux frais du tribunal, au profit des pauvres mendians et à celui qui révèle et constate le délit.

Ils seront, en outre, condamnés à deux ans de galères, lorsqu'il y aura des énonciations frauduleuses dans le bordereau inscrit sur les registres.

Cap. V.

Consoli visitino, e faccino visitare le navi che stan per partire.

Perchè le cose prescritte nel precedente

Chapitre V.

Les consuls visiteront et feront visiter les bâtimens en partance.

Pour assurer l'exécution rigoureuse des



capitolo siano puntualmente eseguite, si da facoltà a' consoli di poter visitare e far visitare qualunque nave che stia per partire, senza che possano essere impediti da chi che sia, d'implorare, bisognando, a quest'effetto il braccio della gran corte della castellania, e di procedere ad uso di guerra contro i trasgressori trattandosi della pena pecuniaria, con obligo di comunicare la notizia alla sudetta gran corte, dovendo aver luogo la corporale.

dispositions contenues au chapitre précédent, nous autorisons les consuls à visiter et faire visiter les bâtimens qui sont en partance. Personne ne pourra les en empêcher, et ils réclameront, au besoin, l'assistance de la haute cour de la châtellenie. Ils procéderont comme en cour martiale contre les délinquans, pour ce qui regarde l'amende, et ils déféreront à la haute cour la connoissance de l'affaire, s'il doit y avoir lieu à punition corporelle.

Cap. VI.

Personali obligati per la baratteria commessa da' capitani e padroni.

Li personali della nave, come quelli che fanno il capitano e padrone, restano obligati *in solidum* per la baratteria commessa dal medesimo capitano o padrone, così nelle mercanzie, che si carricano a nolo ed in Malta e fuori, come nel danaro che quello piglia come si dice a bocca e nolo. Non s'intendano però obligati per quello riguarda il danaro preso a bocca e nolo, se nella stipolazione del contratto non interverrà il consenso de' medesimi personali, almeno per la maggior parte, avuto riguardo non già al numero di essi, ma all' interesse che tengono nella nave.

Chapitre VI.

Qui répond de la baraterie du capitaine ou patron.

Les armateurs du navire seront, avec le capitaine ou patron, tenus solidairement de la baraterie que celui-ci aura commise, tant au préjudice des marchandises chargées pour un fret à Malte ou ailleurs, que pour l'argent qu'il aura pris, avec affectation du navire et du fret.

Cependant ils ne seront responsables de l'argent pris ainsi que lorsque, dans le contrat constitutif de ce prêt, ils seront intervenus comme consentans, au moins la majorité d'entre eux : la majorité n'est pas formée par le nombre, mais par l'importance des intérêts dans le bâtiment.

Cap. VII.

Capitano o padrone essendo in luogo ove non sono personali puote obligare la nave e non già i personi.

Ritrovandosi un capitano o padrone in luogo ove non sono i personali in necessità di danaro per carricar la nave, per compra di vele, sarsiame, pece, stoppa, alberi, antenne, per spedizione di partenza, per proseguire il suo viaggio, e per qualsivoglia altro bisogno, potrà pigliarlo a cambio marittimo da qualunque persona, e in tal caso dichiarando che il danaro gli deve servire per ultima spedizione,

Chapitre VII.

Le capitaine ou patron se trouvant séparé des armateurs peut engager seulement leur bâtiment, et non leurs personnes.

Si un patron ou capitaine, dans un lieu où il est séparé de ses armateurs, a besoin d'argent pour former la cargaison de son bâtiment, pour acheter des voiles, cordages, poix, étoupes, mâts ou antennes, pour se mettre en état de partir et de poursuivre son voyage ou pour toute autre nécessité, il pourra emprunter de toute personne de l'argent sur lettre de change maritime, en déclarant que l'argent doit lui servir à se mettre en état de partir, et que, sans cet emprunt, il lui seroit impossible de poursuivre son voyage. A cet

e che senza quello non puol seguire il suo viaggio, obliga la nave in maniera che il creditore per godere delle porzionità sopra la medesima non ha necessità di giustificar la versione del suo danaro, bastandoli l'obligo e la dichiarazione del capitano e padrone per averla ipotecata a suo favore sino a che sia sodisfatto per intiero. Non gli è permesso esercitare azione veruna contro i personali.

effet, il engagera le bâtiment de manière que le dernier créancier aura un privilége sur le même bâtiment. Les créanciers n'ont pas besoin de prouver que l'argent a été employé pour les besoins du bâtiment, la déclaration du capitaine ou patron qui le leur aura hypothéqué étant suffisante; mais il ne pourra point exercer d'action personnelle contre les co-propriétaires du navire.

Cap. VIII.

Non si carrichi la nave più del dovere.

Al capitano e padrone non sarà lecito carricare la nave più del dovere, e facendo gettito, non puol pretendere risarcimento veruno, se non farà precedere per via d'un consolato l'informazione che la nave era carrica nelle debite forme.

Chapitre VIII.

De la surcharge.

Le capitaine ou patron ne pourra charger son bâtiment plus qu'il ne le doit être, et en cas de jet il ne pourra prétendre à aucune espèce de dédommagement, s'il n'a fait constater préalablement par un rapport que le bâtiment étoit chargé convenablement.

Cap. IX.

Ripartimenti si faccino con citazione di parte.

I ripartimenti che all' avvenire si faranno senza citazioni delle parti interessate, non abbiano vigore, nè possano esser poste in esecuzione.

Chapitre IX.

Les parties seront assignées pour assister à la répartition.

Les répartitions qui seront faites à l'avenir sans qu'on ait assigné des parties intéressées ne seront d'aucune valeur et ne pourront être exécutées.

Cap. X.

Camera di sarsia, cammerino e compagno di nave noleggiata a muzzo restano a disposizione del noleggiatore.

Noleggiandosi a muzzo una nave, resta intieramente in servizio e beneficio del noleggiatore. La disposizione della camera di sarsia, del camerino e compagno senza che il capitano o padrone possa contrastargliela sotto qualsisia pretesto.

Chapitre X.

La chambre aux agrès et les autres locaux sont à la disposition de celui qui a affrété le navire jusqu'au bastingage.

Lorsque le navire aura été frété pour être chargé jusqu'à la hauteur de la moitié du mât (1), il sera entièrement à la disposition et au service de l'affréteur, qui aura le libre usage de la chambre où sont déposés les agrès, de la chambrette et de la partie libre du pont, sans que le capitaine ou patron puisse le lui contester sous aucun prétexte.

(1) J'ai été guidé dans cette interprétation par l'opinion de l'auteur du *Compendio del diretto commerciale maltaise*, pag. 92.

CAP. XI.

Quando possa carricarsi sopra coperta, e quando no.

Le navi che carricano in Sicilia per portarsi in quest' isola possono a risico degli assicuratori portar sopra coperta carrico, che secondo il parere di persone perite sia giudicato ragionevole, avuto riguardo alla qualità della nave; noleggiandosi pero per fuori regno, non è permesso carricarle sopra coperta senza l'espressa permissione dei noleggiatori, e i padroni controvenendo siano in pena d' esser privati del carico e della speranza di riaverlo per lo spazio di dieci anni.

CHAPITRE XI.

Dans quel cas on pourra charger sur le pont, et dans quel cas cela est interdit.

Les bâtimens chargés en Sicile pour l'île de Malte pourront, au risque des assureurs, porter une partie de leur cargaison sur le pont, lorsque des experts auront déclaré la chose raisonnable par rapport à la qualité du bâtiment. Mais à l'égard des bâtimens frétés pour une destination à l'étranger, les capitaines ne pourront rien charger sur le pont sans la permission expresse des affréteurs; en cas de contravention, ils seront privés de leur charge pendant dix ans.

CAP. XII.

Capitani e padroni no si puol negoziare fuori del fondo più di scudi due cento.

I capitani e padroni non possono negoziare del proprio fuori del fondo più di scudi due cento, perchè pero la mercanzia non ecceda il peso di dieci cantara.

CHAPITRE XII.

Les capitaines et patrons ne pourront charger, pour leur compte, pour plus de deux cents écus.

Les capitaines et patrons ne pourront charger, pour leur propre compte, pour plus de deux cents écus, et pourvu que le poids de la marchandise ne dépasse pas dix cantares.

TITOLO IV.

DELLO SCRIVANO.

CAP. I.

Capitani e padroni tengono uno scrivano.

I capitani e padroni di vascelli, pollache, e tartane, e jugate siano obligati portare una persona che facci l' officio di scrivano sotto pena d' esser privati del

TITRE IV.

DE L'ÉCRIVAIN.

CHAPITRE PREMIER.

Les capitaines et patrons auront un écrivain.

Les capitaines et patrons de vaisseaux, polacres, tartanes et chasse-marées, seront tenus d'avoir à bord une personne pour remplir l'office d'écrivain, sous peine d'être privés de leur charge (1). Les consuls pourront impo-

(1) On voit par le texte très-incorrect qui m'a été envoyé de la pragmatique du 12 septembre 1697 que le chapitre VI permettoit aux consuls d'affranchir de l'obligation d'avoir un écrivain les capitaines ou patrons de tartanes allant en Sicile pour charger du bois, du charbon, des noix et des caroubes, lors même qu'il porteroient d'autres marchandises, pourvu que celles-ci ne constituassent pas la cargaison principale

carico di capitano e padrone, e si da ai consoli la facoltà di soggettare al medesimo peso e obligo i padroni d'altri bastimenti più piccoli nei casi ne' quali lo stimeranno necessario.

ser la même obligation aux patrons d'autres bâtimens plus petits, s'ils jugent que les circonstances l'exigent.

Cap. II.

Della presentazione e giuramento dello scrivano, e della nota da farsi in consolato.

Lo scrivano eletto dal capitano o padrone con il consenso della maggior parte dei personali, dovrà presentarsi avanti i due consoli di mesata e prestare in mano loro il giuramento di esercitar bene la carrica e di esser umile e fedele tanto alli mercanti quanto al padrone, e ogni altra persona che andrà sopra la nave; se ne farà nota negli atti del consolato, così della presentazione, come del giuramento e in pié di quella si sottoscriverà lo scrivano usando le figure e caratteri de' quali pensa servirsi nelle sue sottoscrizioni, perchè occorrendo il caso si possa fare il confronto.

Chapitre II.

De la présentation et du serment de l'écrivain, et de l'inscription sur les registres du consulat.

L'écrivain, nommé par le capitaine ou patron, avec le consentement de la majeure partie des armateurs, doit être présenté aux deux consuls en office et prêter entre leurs mains le serment de remplir loyalement sa charge, et d'être obéissant et fidèle tant envers le patron qu'envers les chargeurs et toutes les autres personnes qui se trouveront à bord. On inscrira sur les registres du consulat, tant l'acte de présentation que le serment, à la suite desquels sera la signature de l'écrivain, avec les mêmes signes et caractères dont il compte se servir dans ses actes, afin qu'on puisse faire la vérification en cas de besoin.

Cap. III.

Della fede si deve prestar al libro e scritture dello scrivano.

Sarà obligato tenere un libro nel quale anderà fedelmente, e alla giornata scrivendo le speze della nave e le mercanzie che si carricano, con notare puntualmente le marche e numeri delle balle, e le persone alle quali si dovranno consegnare; e a questo libro, come ancora alle scritture e polize di carrico sottoscritte da lui come scrivano, si presti in tutti i tempi ogni fede tanto in giudizio, che fuori, come se fossero publici contratti.

Chapitre III.

De la foi qui est due au livre et aux actes dressés par l'écrivain.

L'écrivain sera obligé de tenir, avec la plus grande fidélité, un livre dans lequel il inscrira journellement les dépenses du bâtiment et les marchandises chargées à bord, en indiquant exactement les marques et chiffres des ballots et les noms des personnes auxquelles ils doivent être consignés. Ce livre, ainsi que les écritures et polices de chargement signées par lui comme écrivain, fera en tout temps pleine et entière foi, tant en jugement qu'autre part, comme les contrats publics (1).

(1) La conséquence de la modification apportée au chapitre 1er par le chapitre VI de la pragmatique du 12 septembre 1697 dut être que le capitaine, dispensé par les consuls d'avoir un écrivain, en remplissoit les fonctions, ou les faisoit remplir par un subordonné dont il répondoit.

Cap. IV.

Non si carrichi, ne si scarrichi cosa veruna senza la licenza e presenza dello scrivano.

Il capitano o padrone della nave e i marinari non possono ne devono carricare o scarricare cosa veruna senza licenza e presenza dello scrivano sotto pena di pagare once quattro, toties quoties applicabili in servizio del consolato.

Chapitre IV.

On ne pourra charger ni décharger aucune marchandise qu'en présence et avec la permission de l'écrivain.

Le capitaine ou patron du bâtiment et les hommes de l'équipage ne pourront et ne devront rien charger ni décharger sans la permission et la présence de l'écrivain, sous peine d'une amende de quatre onces par chaque cas, applicable aux dépenses du consulat.

Cap. V.

Si faccino le polize di carrico.

Di tutte le mercanzie che s' anderanno carricando nella nave, facci lo scrivano le solite e consuete polize di carrico, sotto pena di pagare la prima volta once quattro da applicarsi in servizio della corte del consolato, e la seconda d' esser privato dell' officio e della speranza di riaverlo per dieci anni.

Chapitre V.

On dressera des connoissemens.

L'écrivain dressera les connoissemens d'usage de toutes les marchandises chargées à bord du navire, sous peine d'une amende de quatre onces, applicable aux dépenses du consulat pour la première contravention, et sous peine de rester privé irrémissiblement pendant dix ans de la charge d'écrivain, en cas de nouvelle contravention.

Cap, VI.

Pena contro lo scrivano convinto de falso.

Lo scrivano, che poco curandosi della coscienza e indisprezzo del giuramento prestato, ardirà scrivere nel suo libro, nelle polize di carrico, e nelle altre scritture cosa che non sia vera, sia in pena di perdere, oltre la mercede che li sarà dovuta, la mano destra come falsario.

Chapitre VI.

Punition de l'écrivain convaincu de faux.

L'écrivain qui, peu soucieux de sa conscience et au mépris du serment qu'il a prêté osera écrire des choses qui ne sont pas vraies dans son livre, dans les connoissemens ou dans d'autres écritures, perdra les gages qui lui sont dus et la main droite, comme faussaire.

Cap. VII.

Pena contro lo scrivano che lasci il servizio fuori di Malta.

Ritrovandosi la nave fuori di questo dominio, non può lo scrivano, se non sarà legittimamente impedito, lasciare il servizio e abbandonare la carrica sotto pena di perdere il salario, e di vogare in

Chapitre VII.

Punition de l'écrivain qui quittera sa charge hors de Malte.

Quand le bâtiment sera hors du territoire de Malte, l'écrivain, à moins d'empêchement légitime, ne pourra quitter le service et abandonner la cargaison : s'il contrevient à cette défense, il perdra ses gages et sera condamné à passer trois ans consécutifs aux

galera senza stipendio per tre anni continui.

galères comme rameur, et sans recevoir de salaires.

TITOLO V.

DEL PILOTO, NOCCHIERO E GUARDIANO.

Cap. I.

Quale sia l' officio del piloto.

Incombe al piloto disponere le partenze della nave, restar vigilante nel tempo che si naviga, dare gli ordini al nocchiero e al guardiano, di dar fondo, sarpar le ancore, fare piegare e mutar le vele, e cambiar camino : è però obligato precedere a gli ordini la partecipazione di questi al capitano e padrone.

Cap. II.

Dell' obligo del nocchiero e del guardiano.

Il nocchiero e guardiano sono in obligo di esser non solo obbedienti al capitano e al piloto, senza l'ordine de' quali non possono ne devono far cosa veruna, ma anche attenti nello stivare delle mercanzie, acciò non si guastino, poichè succedendo qualche danno in quelle a causa che non furono ben stivate, sono essi obligati a pagarlo.

Cap. III.

Piloto, nocchiero, guardiano non possono lasciar il servizio fuori di Malta.

Al piloto, nocchiero, e guardiano non è permesso lasciare il servizio e abbandonare la nave in tempo che si trova fuori di questo dominio, che in caso d' infermità, de matrimonio, o d' occasione d' avvanzarsi a posto maggiore, sotto pena di perdere il salario, di vogare tre anni in

TITRE V.

DU PILOTE, NOCHER ET GARDIEN.

Chapitre Ier.

Des devoirs du pilote.

Le devoir du pilote est de régler le départ du navire, de le surveiller pendant tout le temps de la navigation, de donner les ordres nécessaires au nocher et au gardien lorsqu'il faut prendre fond, serper les ancres, faire plier ou changer les voiles et changer de route. Avant de donner ses ordres, il devra toutefois les communiquer au capitaine ou patron.

Chapitre II.

Des devoirs du nocher et du gardien.

Le nocher et le gardien sont non-seulement tenus d'obéir au capitaine et au pilote, sans les ordres desquels ils ne doivent rien faire, mais encore d'estiver attentivement les marchandises afin qu'elles ne se gâtent pas; car ils répondront de tout dommage qui pourroit arriver aux marchandises pour n'avoir pas été bien estivées.

Chapitre III.

Le pilote, le nocher et le gardien ne pourront quitter le service hors de Malte.

Il n'est pas permis au pilote, au nocher et au gardien de quitter le service et d'abandonner le navire lorsqu'il se trouvera hors du territoire de Malte, excepté en cas de mariage, de maladie ou d'avancement à un emploi plus élevé, sous peine de perdre leurs gages et d'être condamnés à ramer, sans recevoir de salaire, pendant trois ans à bord d'une galère,

galera senza stipendio, e di altre maggiori ad arbitrio di chi deve giudicare, avuto riguardo al danno seguito a causa della loro mancanza.

et d'autres punitions plus dures que l'on fixera en proportion du dommage qui sera résulté de leur désertion.

TITOLO VI.

DEI MARINARI.

CAP. I.

Ubidienza dovuta da' marinari.

I marinari devono ubidienza al capitano, o padrone, piloto, nocchiero, e guardiano della nave, in maniera che mancando, incorrono nella pena di vogare senza stipendio in galera per uno, due e più anni, secondo la qualità della disubidienza commessa. Sarà perciò lecito al medesimo, capitano o padrone di far mettere i dissubidienti in catena per consegnarli, arrivando in porto, ai ministri della gran corte della castellania; nella medesima pena incorreranno coloro che ricusano eseguire gli ordini di mettere i dissubidienti in catena, e nell' uno e nell' altro caso il semplice detto del capitano o padrone unito alla deposizione giuramentata dello scrivano, basterà per prova concludente del delitto, e perchè il reo si dica confesso e convinto.

TITRE VI.

DES MATELOTS.

CHAPITRE Ier.

Obéissance due par les matelots.

Les matelots devront obéissance au capitaine ou patron, au pilote, au nocher et au gardien du navire, et s'ils y manquent ils seront condamnés à ramer pendant une, deux et plusieurs années, sans gages, à bord d'une galère, selon la qualité du délit.

Il sera en outre permis au capitaine ou patron de faire mettre aux fers les désobéissans, pour les livrer, en arrivant au port, entre les mains des officiers de la haute cour de la châtellenie. La même peine sera encourue par ceux qui refuseront de mettre les désobéissans aux fers, et, dans ces deux cas, la simple déclaration du capitaine ou patron, jointe à la déposition assermentée de l'écrivain, servira de preuve du délit, comme si le coupable avoit avoué et étoit convaincu.

CAP. II.

Imprestito preso non si possa restituire.

Non possono i marinari una volta che hanno preso l' imprestito restituirlo dissentendo il capitano o padrone della nave.

CHAPITRE II.

Les arrhes acceptées ne peuvent pas être rendues.

Les matelots qui auront accepté des arrhes ne peuvent pas les rendre malgré le capitaine ou patron du navire (1).

(1) C'est-à-dire qu'ils sont tenus d'exécuter l'engagement, sous peine d'être considérés comme en état de désertion, conformément au chapitre v.

Cap. III.

Marinari non possono aver più di due mesi d' imprestito.

Il capitano o padrone non possa dar loro ad imprestito più di due mesate, e dandoglieli, corre a suo conto il risico per l' avvanzo fatto.

Chapitre III.

Les matelots ne recevront d'avance que les gages de deux mois.

Le patron ou capitaine ne peut leur donner comme arrhes plus que les gages de deux mois, et s'il leur donne plus, il le fait à ses risques et périls.

Cap. IV.

In che tempo non si possi impedire la loro partenza.

Ne sarà lecito a' creditori, quali essi siano, impedire la partenza de' marinari negli ultimi tre giorni precedenti a quello della destinata partenza.

Chapitre IV.

En quel temps on ne peut les empêcher de partir.

Il n'est pas permis à un créancier, quel qu'il soit, d'empêcher un matelot de partir pendant les derniers trois jours qui précèdent le départ d'un bâtiment.

Cap. V.

Pena contro chi butta in mare il caicco o abbandona la nave senza il consenso del capitano.

Non dovranno buttare in mare il caicco, ne abbandonare la nave se non precederà l' espresso consenso del capitano e padrone, sotto pena di vogare in galera senza stipendio per dieci anni continui; ne potranno lasciar la nave fuori di Malta che nei casi menzionati nel capitolo III del piloto e sotto le pene in esso capitulo prescritte.

Chapitre V.

Punition de celui qui jette à la mer la barque ou abandonne le bâtiment sans l'autorisation du capitaine.

Les matelots ne pourront descendre à la mer la barque, ni abandonner le navire, sans le consentement exprès et préalable du capitaine ou patron, sous peine de ramer pendant dix ans, sans gages, à bord d'une galère. Ils ne pourront quitter le navire que dans les cas mentionnés au chapitre III, relatif au pilote, sous les peines contenues en ce même chapitre.

TITOLO VII.

DEL NOLEGGIARE LA NAVE.

Cap. I.

Quale sia l' autorità del capitano e padrone nel noleggiare la nave.

Il capitano e padrone essendo in Malta non può noleggiare per alcun luogo la

TITRE VII.

DE L'AFFRÉTEMENT DU NAVIRE.

Chapitre Ier.

Quelle est l'autorité du patron ou capitaine pour affréter le bâtiment.

Si le patron ou capitaine se trouve à Malte, il ne pourra affréter le navire pour aucune

nave, se prima non ne da parte a tutti i personali e non ottiene il consenso almeno della maggior parte di essi, avuto riguardo non già al numero delle persone, ma all' interesse che tengono; e facendo altrimenti non sussiste il noleggio in pregiudizio dei personali. E però permesso al capitano e padrone, ritrovandosi con la nave fuori di questo dominio, noleggiarla per dove meglio li parerà tutte le volte non abbia dai personali ordini espressi in contrario.

destination qu'après avoir averti tous les armateurs et avoir obtenu le consentement au moins de la majorité formée par ceux qui ont la majorité de l'intérêt. S'il agit autrement, l'affrétement n'a pas de force au préjudice des armateurs.

Mais, hors du territoire de Malte, le patron ou capitaine pourra affréter le bâtiment selon ce qui lui paroîtra le mieux, à moins que les armateurs ne lui aient donné des ordres contraires.

Cap. II.

Chi deve soffrire il danno cagionato da noleggio seguito con il consenso dei personali.

Se dal noleggio seguito in Malta con la partecipazione di tutti i personali e con il consenso della maggior parte di essi, venisse a succedere qualche danno o interesse, saranno obligati tutti i personali a soffrirlo a rata della loro partecipazione. Non saranno però obligati a cosa veruna nel caso fosse se giusto il noleggio o senza la partecipazione di tutti, o senza il consenso della maggior parte.

Chapitre II.

Qui supportera le dommage résultant d'un affrétement fait à Malte avec le consentement des armateurs.

Si quelque dommage résulte d'un affrétement fait à Malte après avertissement et avec le consentement de la majeure partie des armateurs, tous les armateurs y contribueront au prorata de leur intérêt.

Mais ils ne seront tenus en rien lorsque l'affrétement aura été négocié sans qu'ils aient été avertis tous, et sans que la majorité y ait consenti.

Cap. III.

Capitano e padrone, che dopo passato il noleggio non vuol far il viaggio pattuito.

Non volendo il capitano e padrone, dopo passato legittimamente il noleggio, fare il viaggio accordato, saranno egli e tutti i personali tenuti al rifaccimento dei danni, speze, ed interessi che chi noleggia la nave ha patito e potrà patire, eccettuato però sempre il caso di legittimo impedimento, quale sarebbe l'avviso di peste, o d'assedio di nemici sopragiunto dopo fatto il noleggio, o altra cosa simile.

Chapitre III.

Du capitaine qui, après avoir affrété le navire, refuse de faire le voyage convenu.

Si le patron ou capitaine, après avoir contracté légitimement un affrétement, refuse de faire le voyage, lui et tous les armateurs répondront des dommages, frais et intérêts que celui qui a traité avec eux aura soufferts et pourra souffrir, excepté toujours le cas d'empêchement légitime, tel que l'avis d'une peste ou d'une guerre survenues après conclusion du contrat, ou autre événement semblable.

Cap. IV.

Mercante che noleggia la nave e si pente a' quali interessi obligato.

Nel caso che chi noleggia la nave si penta, se dopo il noleggio scorsero pochi giorni e non ha fatto inbarcare cosa alcuna sarà in tal caso obligato pagare solamente le spese fatte dal capitano e padrone per mettere all' ordine la nave, e le giornate dei marinari, che avran travagliato in allestrila : se però si saranno imbarcate le mercanzie, dovrà il capitano e padrone conseguire la metà del nolo pattuito; e pel caso di legittimo impedimento non potrà pretendere che le spese fatte nell' imbarcare, e sborsare delle mercanzie.

Chapitre IV.

A quel dédommagement est tenu le chargeur qui après avoir frété un navire veut se retirer.

Lorsque l'affréteur veut se retirer, si depuis le contrat peu de jours seulement se sont passés et s'il n'a pas embarqué de marchandises, il ne payera au capitaine ou patron que les frais faits pour mettre le bâtiment à ses ordres, et les journées des hommes de l'équipage qui auront travaillé à le disposer.

Mais lorsque des marchandises auront été portées à bord, le capitaine ou patron aura droit à la moitié du fret convenu. Dans le cas d'empêchement légitime, il ne pourra exiger que les frais du rangement et du chargement des marchandises.

Cap. V.

Nolo preferito sopra le mercanzie a qualsisia altro credito.

Le mercanzie inbarcate sopra la nave restano sempre ipotecate a favor del capitano e padrone per il nolo dovutogli, con la prelazione a qualsisia altro creditore privileggiato dalla legge.

Chapitre V.

Le fret a un privilége absolu sur les marchandises.

Les marchandises embarquées à bord d'un navire restent toujours affectées en faveur du capitaine ou patron pour le fret dû, avec préférence sur tout autre créancier, même privilégié par la loi.

Die quarta mensis settembris 1697, de mandato et jussu E. R. Domini Gius dom Raimondi de Perellos, etc.

ADDITION AU PRÉSENT CHAPITRE.

L'impression de ce chapitre étoit terminée, et celle du chapitre suivant touchoit à sa fin, lorsque j'ai reçu de Malte, par l'obligeante entremise de M. le ministre des affaires étrangères, une série de dispositions extraites de la pragmatique du grand maître Lascaris, de 1540, dont j'ai parlé page 320, en annonçant l'inutilité de mes efforts pour la connoître, et pour savoir si elle contenoit des dispositions sur le droit maritime. La lettre que M. de Sontag, consul de France à Malte, a écrite au ministre, le 24 octobre

1843, rend compte de toutes les difficultés qu'il a éprouvées pour se procurer ce document, qui paroîtroit n'avoir pas été imprimé, mais dont quelques particuliers possèdent des copies. Après avoir longtemps attendu l'effet des promesses du libraire qui espéroit trouver une de ces copies, il a fini par s'adresser à M. Bonavita, président de la cour d'appel, qui, de concert avec M. Micalef, avocat de la couronne et possesseur d'une copie de cette pragmatique, a eu la complaisance d'en faire extraire tout ce qui lui a paru concerner le droit maritime.

La lettre de M. le consul ne contient pas la description de l'ensemble du document, et n'entre dans aucun détail sur les autres matières qui y sont traitées. Tout ce que je peux présumer, d'après la préface mise en tête d'une édition faite à Malte en 1841 du code du grand maître de Rohan, de 1784, où l'on rend compte des lois faites par Lascaris, c'est que les chapitres qu'on m'a envoyés font partie d'une division intitulée *Della milizia;* mais j'ignore quels numéros y portent ceux que je publie.

Je n'avois plus assez de temps pour faire demander à Malte ces nouveaux renseignemens. Je me contente donc de ce qui m'a été envoyé; j'en ai même éliminé quelques chapitres, relatifs au commerce des grains et à d'autres objets de pure économie intérieure, et je donne ici tout ce qui m'a paru avoir le plus de rapports avec le but de ma collection.

EXTRAIT DE LA PRAGMATIQUE DU GRAND MAITRE LASCARIS DE 1640 (1).

I. *Armi del vassello non si possino vendere fuori di Malta.*

Aggiungendo che se il padrone del vassello, o suoi marinari presumeranno di vendere fuori del nostro dominio in paesi di christiani, artiglierie, moschetti, archibugi, scopette, palestre, piche, o altra specie d' arme inastate, che haveranno imbarcato qui nel dominio nostro per uso del vassello medemo, incorreranno nella pena di vogar il remo in galera per tre anni per uno; ma vendendoli in paesi d' infideli incorreranno nella pena posta nel precedente capitolo. E per evitar le

I. *Défense de vendre hors de Malte les armes du navire.*

De plus, si le patron du navire ou ses matelots, tentent de vendre, hors de notre domaine et dans des pays chrétiens, des pièces d'artillerie, des mousquets, des arquebuses, des pistolets, des boulets, des piques ou autres armes qu'ils auroient embarquées dans nos états pour le service de leurs navires, ils seront condamnés à ramer chacun pendant trois ans dans une galère. Mais s'ils vendent ces armes dans des pays d'infidèles, ils encourront la peine portée dans le chapitre précédent (confiscation du navire).

Et pour éviter les fraudes qui pourroient

(1) L'ordre de numéros que portent ces chapitres leur a été donné par moi; car j'ignore, ainsi que je l'ai dit plus haut, celui qu'ils ont dans l'original.

fraudi, che in ciò si potrebbono commettere, ordiniamo che qualsia padrone di vassello quadro o latino subdito nostro sia tenuto ogni volta che vorrà partire da questo porto in spedire la patente della sanità rivelare in castellania ogni sorte d'armi che in quel viaggio porterà per uso del vassello, afinchè si possa sapere nel ritorno a Malta se l'avesse alienato, sotto pena non rivelando la vera e reale quantità e qualità di detti armi, della confiscatione di tutti li medemi armi così rivelati, come non rivelati.

avoir lieu à cet égard, nous ordonnons que tout patron de navire, quel qu'il soit, carré ou latin, notre sujet, soit tenu, toutes les fois qu'il voudra partir de ce port, en se faisant expédier la patente de santé, de déclarer toutes les armes qu'il emporte dans sa traversée pour l'usage du navire, afin qu'on puisse savoir, à son retour à Malte, s'il n'en a point vendu; sous peine, dans le cas où sa déclaration ne seroit point exacte, soit pour la quantité, soit pour la qualité des armes, de confiscation des armes déclarées et non déclarées.

II. *Contro la gente che maliziosamente diserterà il viaggio.*

Qualunque persona dell' armamento delle galere, cio è gente di capo, e buonavoglie, e di qualsia altro vassello armato, che maliziosamente et apposta presumerà di restar in terra in qualsia viaggio d' esse galere o altri vasselli armati, con i quali si sarà accordato qui in Malta, incorrerà nella pena seguente, cio è, il soldato o marinaro, di vogar il remo in galera senza stipendio per anni tre, o perder il suo salario, o restituire l'imprestito che haverà havuto, et il buonavoglia di vogare per anni tre continui senza salario alcuno.

II. *Contre ceux qui déserteront frauduleusement pendant la traversée.*

Toute personne appartenant à l'équipage des galères, tous soldats ou engagés volontaires, de quelque navire armé que ce soit, qui, malicieusement et de propos délibéré, cherchera à rester à terre, pendant un voyage des galères ou vaisseaux armés susdits, pour le service desquels il aura contracté un engagement à Malte, encourra la peine suivante: savoir, le soldat ou le matelot sera condamné à servir pendant trois ans sans paye dans une galère, et à perdre son salaire, ou à rembourser l'argent qu'il aura reçu, et le volontaire à servir pendant trois ans consécutifs sans aucun salaire.

III. *Buonavoglie debbino ogni sera pernottare in galera.*

Item statuemo, che tutti buonavoglie delle galere debbino, et ogni uno d' essi debba ogni notte pernottare nella propria galera dov' è accordato, e se sarà ritrovato doppo il segno del Ave Maria de' morti caminare per queste Città-Valletta, Vittoriosa, Senglea e Burmala, sia in pena di vogar il remo in galera come forzato per anni tre, e ritrovandosi, con arme offensive di qualunque sorte in detto tempo proibito, oltre la suddetta pena sia

III. *Les volontaires doivent coucher tous les soirs dans la galère.*

De même nous ordonnons que tous les volontaires des galères, et chacun d'eux en particulier, rentrent chaque soir pour coucher dans la galère à laquelle ils sont attachés, et celui qui sera trouvé, après l'*Ave Maria* des morts, dans les rues de la Cité-Valette, Victorieuse, Senglea et Burmala sera condamné à servir dans une galère pendant trois ans, comme forçat; et s'il se trouve pourvu d'armes offensives de quelque sorte que ce soit, il sera fustigé outre la peine précédente.

frustato; eccetto quelli che sono ammogliati per tutta l' isola, a' quali permette di pernottare fuori delle galere, e dormire nelle case loro, dove debbino ritrovarsi ritirati all' ora sudetta, e non uscirne prima d' esser fatto giorno chiaro; e contravenendo siano e s' intendano incorsi nella medesima pena sudetta : aggiungendo che a tali contraventori non suffraghi licenza alcuna, che gli fosse concessa da capitani o altri officiali di galera contro la dispositione della presente pragmatica.

Sont exceptés ceux qui sont mariés dans l'île, auxquels il est permis de passer la nuit dans leurs maisons, pourvu qu'ils y soient rentrés à l'heure indiquée, et n'en sortent qu'après le lever du soleil. Ceux qui contreviendront à cet ordre encourront la même peine que les autres.

Nous ajoutons qu'aucune permission accordée par le capitaine ou par les officiers de la galère ne pourra servir d'excuse à ces contraventions, ni soustraire les coupables aux dispositions de la présente ordonnance.

IV. *Savorra non si getti da vasselli dentro i porti.*

Che li padroni di vasselli così sudditi come forastieri non presumino di gettare, ne far gettare nei porti di queste nostre città qualsia sorte di savorra da loro vasselli *etiam* armati, quadri o latini, sotto pena per la prima volta di pagar al fisco onze dieci, per la seconda onze venti, e per la terza d' essergli *ipso jure* confiscato il vassello, con darsi la sesta parte della confiscatione o pena al rivelante, mettendo il caso in chiaro; e che nella seconda pena non s' intenda incorrere se non sarà stato condannato alla prima, e così nella terza : e per non allegar ignoranza li forastieri, comandiamo alli guardiani del porto, et a chi di loro sarà di mesata che sotto pena della privatione d' officio debbino, et ogni un d' essi debba nell' entrare di vasselli forastieri in questi porti notificare alli loro padroni in presenza di doi testimoni la continenza della presente pragmatica, e notino il tutto nel loro libro.

IV. *Défense de jeter le lest des navires dans les ports.*

Nous défendons aux patrons des navires, tant nos sujets qu'étrangers, de jeter ou faire jeter dans les ports de nos villes aucune espèce de lest de leurs navires, même armés, carrés ou latins, sous peine, pour la première fois, de payer au fisc 10 onces, pour la seconde, 20 onces, et pour la troisième, de voir leur navire confisqué; le sixième de l'amende ou du produit de la confiscation sera donné au dénonciateur qui établira clairement le délit. Il n'y aura lieu à prononcer la seconde peine que lorsque la première aura été déjà encourue; et de même pour la troisième.

Afin que les étrangers ne puissent s'excuser sous prétexte d'ignorance, nous ordonnons aux gardiens du port et à celui d'entre eux qui sera de service, sous peine de privation de leur emploi, d'avoir soin, chacun, lorsque les navires étrangers entrent dans nos ports, de signifier aux patrons, en présence de deux témoins, la teneur de cette présente ordonnance, et de faire note du tout dans leurs registres.

V. *Contro quelli che si sbarcano per la costa senza causa legittima.*

Item che nissun padrone di naviglio piccolo o grande, fregata, o grande barca

V. *Contre ceux qui débarquent sur la côte sans cause légitime.*

Défendons de même qu'aucun patron de navire, petit ou grand, frégate ou grande

armata o non armata, quale venendo da lontani paesi, prima d' entrar in porto generale capitasse in qualsia luogo nella costa di queste nostre isole, presuma ne ardisca di sbarcare in detta costa alcun marinaro o passagiero etiandio sotto pretesto di mandar lettere, pieghi o dispacci senza essergli data pratica o licenza da' commissarj della sanità, sotto pena, tanto al padrone quanto al marinaro o passagiero che sarà sbarcato, d' esser appiccati per la gola irremisibilmente; ma se tal marinaro o passagiero disbarcherà senza saputa del padrone, egli solo incorrerà alla pena : eccettuando quelli che vengono dal regno di Sicilia, et altri che per qualche infortunio saranno necessitati di ricoverarsi in detta costa quali non s' intendano compresi in detta pena; e chi haverà scienza di tal sbarcamento sia tenuto rivelarlo subito all' arrivo nel porto alla nostra corte della castellania, sotto pena di vogar il remo in galera per tutto il tempo di sua vita.

barque armée ou non armée, qui, arrivant de pays lointains, toucheroit un lieu quelconque de la côte de nos îles, ose, avant d'entrer dans le port principal, débarquer sur la côte aucun matelot ou passager, même sous prétexte d'envoyer des lettres, plis ou dépêches, sans qu'il ait obtenu libre pratique ou permission des commissaires de la santé, sous peine, tant pour le patron que pour le matelot ou le passager qui auroit pris terre, d'être pendus sans rémission; mais si un matelot ou un passager débarque à l'insu du patron, il encourra seul la peine.

Sont exceptés ceux qui viennent du royaume de Sicile et ceux qui, par un sinistre de mer, seroient contraints de chercher refuge sur la côte, n'entendant pas les comprendre dans cette peine; et quiconque aura connoissance d'un débarquement prohibé sera tenu de le déclarer aussitôt à notre cour de la châtellenie, sous peine d'être condamné à ramer pendant toute sa vie dans une galère.

VI. *Contro quelli che si sbarcano nel porto avanti la prattica.*

In oltre ordiniamo che capitando in questo general porto qualsia vassello, fregata o barca così di nostri sudditi come di forastieri, il padrone di quello o quella non presuma di permettere che alcun marinaro o passaggiero si disbarchi in terra, prima d' esserli data la prattica dagli officiali della sanità, sotto pena al padrone di vogar il remo in galera per anni tre senza stipendio, et al marinaro o passaggiero d' haver incontinente quattro tratti di corda in pubblico; e questo s' intenda quando tal vassello o fregata venisse da parti sospette, come sono Levante, Barberia et altre, incorrano nella pena nel precedente capitolo imposta; e perche li padroni forastieri non possino allegar ignoranza, comandiamo alli guardiani del

VI. *Contre ceux qui débarquent dans le port avant d'avoir libre pratique.*

En outre, nous ordonnons qu'en touchant ce port aucun patron de navire, frégate ou barque appartenant tant à nos sujets qu'aux étrangers, ne s'avise de permettre qu'un de ses matelots ou passagers mette pied à terre avant d'avoir reçu libre pratique des officiers de la santé; et cela sous peine, pour le patron, d'être condamné à ramer pendant trois ans sans paye dans une galère, et pour le matelot ou le passager, de recevoir incontinent quatre coups de corde en public.

Il est bien entendu que, si le navire ou la frégate arrive de contrées suspectes, telles que le Levant, la Barbarie et autres pays, les contrevenans encourront la peine portée dans le chapitre précédent; et afin que les patrons étrangers ne puissent alléguer leur ignorance, nous ordonnons aux gardiens du port qu'ils aient soin de communiquer aux

porto che debbino avvisare a' detti padroni forastieri la continenza della presente pragmatica, sotto privatione d'officio, et altre pene a noi benviste.

susdits patrons étrangers la teneur de la présente ordonnance, sous peine d'être privés de leur emploi et d'encourir d'autres punitions qu'il nous plairoit de leur infliger.

VII. *Ordine salutifero per la preservatione del mal contagioso.*

E finalmente considerando noi quanto importi al preservare i popoli da mali contagiosi, comandiamo che tutti navigli piccoli e grandi, quadri e latini, quali vengano da Levante, Barberia, o d' altri luoghi sospetti, tanto di mercanzia come di corso, debbino andare recto tramite a sorgere nel porto di Marsa-Muscetto, o della Binella sive Calcara, dove gli sarà ordinato dai guardiani del porto; e li padroni, marinari, e passagieri non presumino pratticare con la gente di terra, ma osservare il luogo et ordine gli sarà assegnato dai comissari della sanità, e da quel luogo et ordine non partirsi senza essergli data la prattica sotto pena a chi controverrà in qualsia de' casi suddetti d' esser appiccato per la gola : e se il padrone di tal vassello o altro di sua commissione o permissione sarà il contraventore, oltre la pena suddetta gli sarà confiscato il vassello, e se sarà mercante, la sua mercanzia che haverà sopra quel vassello.

VII. *Rglement pour prévenir l'introduction du mal contagieux.*

Et finalement, considérant combien il est important de préserver le peuple des maladies contagieuses, nous commandons que tous les navires, petits et grands, carrés ou latins, tant de commerce que de course, qui viennent du Levant, de la Barbarie et autres lieux suspects, aient à se rendre tout droit pour relâcher au port de Marsa-Muscetto, ou de la Binella ou Calcara, et là ils recevront les ordres des gardiens du port; et que les patrons, matelots et passagers ne s'avisent point de communiquer avec les habitans de l'île, mais qu'ils se tiennent à la place et dans les dispositions qui leur seront assignées par les commissaires de la santé, et ne quittent point ce lieu et ces dispositions sans en avoir reçu la permission; sous peine, pour ceux qui contreviendroient à quelqu'un des articles précédens, d'être pendus.

Et si c'est le patron ou quelqu'un du navire par son ordre ou sa permission qui contrevient à cet article, outre la peine précédente, le navire sera confisqué; et si c'est un navire marchand, les marchandises qu'il porte seront également confisquées.

VIII. *Contro quelli che s' accostano a navi che vengono da luoghi sospetti.*

Qualsivoglia persona che presumerà accostare, o andare con barche, o a natone, a' vasselli che venissero in queste parti da luoghi sospetti di mal contagioso, o da corso, e ricevere da quelli qualsia sorte di robbe avanti che li sia data la prattica da comissarij della sanità sia in pena d' esser irremisibilmente appiccato per la gola; ma se tal vassello venisse da parti non sospette, e non sarà di corso, il contraventore pagherà onze dieci al fisco.

VIII. *Contre ceux qui abordent des navires venant de lieux suspects.*

Quiconque osera aborder des navires venant dans cette île et arrivant des lieux où est soupçonné régner le mal contagieux, ou qui s'en approchera en barque ou à la nage, qui courra sur eux ou recevra d'eux des marchandises quelconques, avant d'en avoir reçu l'autorisation des commissaires de la santé, sera condamné irrémissiblement à être pendu; mais s'il s'agit d'un navire venant de pays non suspects et non employé à la course, le contrevenant payera dix onces au fisc.

IX. *Fregate, feluche e barche non stiano a ripa senza guardia.*

Volendo noi con remedio opportuno ovviare al grave danno et inconveniente che giornalmente potrebbe succedere dal stare le fregate, feluche et altre barche grosse a ripa delle marine dentro questi porti per non esser condotte al mandraggio, statuemo che qualsia padrone di fregata, feluca, caico, bregantino e barca, o qualsia altro vassello piccolo di remo, non presuma lasciare di giorno o di notte sua fregata, feluca, o altro vassello simile in detta ripa di marina dentro questi porti senza custodia; ma che in guardia di ciascheduna vi restino almeno due marinari, con levargli il timone, remi e vele, et essendo alla posta in ordine per partire vi sia sempre la maggior parte de' marinari di sopra, et allargata di terra, sotto pena di pagare per ogni volta onze dieci al nostro fisco, et altra pena a noi benvista.

X. *Marinari debbano pernottare nei vasselli per il tempo che dura lo scarricare.*

Item per evitare li danni che possono succedere per occasione di mali tempi a' vasselli che si trovano a scarricare nelli scari di questa Città-Valetta in pregiuditio dei partionevoli, mercanti, assicurati el altri, statuemo, et ordiniamo, che li padroni di vasselli così subditi nostri come forastieri, mentre starranno li vasselli carichi in detto scaro, e per tutto il tempo che dureranno a scarricare, siano obligati a far pernottare in essi vasselli la metà almeno de' loro marinari, quali richiesti da loro padroni a tal effetto siano tenuti ad obedirli, e ricusando essi marinari di pernottare debbino li padroni subito ricorrere dal nostro castellano per

IX. ***Les frégates, felouques et barques ne doivent pas rester sur le rivage sans être gardées.***

Voulant obvier, par un remède opportun, au grave préjudice et aux inconvéniens qui pourroient résulter chaque jour du stationnement des frégates, felouques et autres grosses embarcations restant amarrées au rivage des ports de l'île lorsqu'on ne les a pas fait entrer dans le port fermé, nous décidons que tout patron de frégate, felouque, caïque, brigantin et barque, ou de tout autre petit navire à rames, ne pourra laisser, pendant le jour comme pendant la nuit, son navire près du rivage, dans nos ports, sans être gardé.

Mais il devra y laisser au moins deux matelots, en leur enlevant le timon, les rames et les voiles; lorsque le navire sera en train d'appareiller pour le départ, il y laissera toujours la plus grande partie des matelots et se tiendra loin du rivage, sous peine de payer, pour chaque contravention, dix onces à notre fisc, et d'encourir encore d'autres peines, suivant notre bon plaisir.

X. ***Les matelots doivent coucher dans le navire pendant la durée du déchargement.***

De même, pour éviter les dommages qui peuvent être occasionnés par le mauvais temps aux navires qui se trouvent en déchargement dans les débarcadères de la Cité-Valette, au préjudice des personnes intéressées, des marchands assurés et autres, nous décidons et ordonnons que les patrons, qu'ils soient nos sujets ou étrangers, pendant tout le temps que les navires demeureront chargés devant les débarcadères et pendant toute la durée du déchargement, soient tenus de faire coucher sur les navires la moitié au moins de leurs matelots, lesquels, étant requis à cet effet par leurs patrons, seront tenus d'obéir; et, en cas de refus de la part des matelots, les patrons devront recourir à notre gouverneur, qui prendra les moyens propres à rétablir l'obéissance.

provvederli d' opportuno rimedio; altrimente succedendo qualche danno siano tenuti a risarcirlo li medemi padroni, e di piu condennati a vogar il remo in galera come forzati per tre anni, et in ogni evento li marinari disubedienti saranno puniti ad arbitrio del giudice.

Dans le cas contraire, et s'il en arrivoit quelque dommage, les patrons seront tenus de le réparer et, de plus, seront condamnés à ramer pendant trois ans sur une galère comme forçats; et, en tous cas, les matelots désobéissans seront punis suivant la volonté du juge.

XI. *Contro quelli che s' imbarcano senza bollettino, e li padroni che l' haveran imbarcati.*

Chi presumerà d' imbarcarsi sopra qualsia vassello per partire da questo nostro dominio senza bollettino della castellania incorrerà nella pena di pagare scudi dieci al nostro fisco, et il padrone del naviglio che tal huomo imbarcherà sia punito con pena arbitraria al giudice *etiam corporis afflictiva* sin all' ultimo suplicio, et essendo tal padrone espressamente proibito dal granvisconte, o capitan di notte d' imbarcare qualche passaggiero, o marinaro, et esso padrone l' imbarcasse incorrerà nella pena che dal granvisconte, o capitano di notte gli sarà specialmente ingionta.

XI. *Contre ceux qui s'embarquent sans bulletin, et contre les patrons qui leur auront permis de s'embarquer.*

Quiconque s'avisera de s'embarquer sur un navire quelconque pour partir de nos états sans un permis de la châtellenie, encourra une amende de dix écus au profit du fisc, et le patron du navire qui aura reçu un individu dans un cas pareil sera traduit devant un juge, qui le condamnera à son gré et pourra lui infliger une peine corporelle et même la peine de mort; et si un patron a reçu du grand vicomte ou du capitaine de nuit la défense expresse d'embarquer un passager ou un matelot, et qu'il l'embarque malgré cette défense, il encourra la peine qui sera prononcée par le grand vicomte ou le capitaine de nuit.

XII. *Contro di padroni de' vasselli che imbarcano persone fugittive.*

Item che nessun padrone di vassello piccolo o grande, armato o non armato, presuma così in porto come fuori del porto imbarcare sopra il suo vassello ad alcuno che si partisse fugittivo da questo nostro dominio, e per coprir la fraude lo notasse nel numero de' suoi marinari, o in qualsia altro modo lo nascondesse, o salvasse : se il fugittivo sarà persona conosciuta, e non sospetta, e se ne fugisse per debitì, il padrone sia in pena di risarcire il danno all' interessati, e di vogar il remo in galera forzatamente per anni tre; e se fosse per criminale, di pagare onze cinquanta al fisco e di vogar in galera per

XII. *Contre les patrons de navires qui embarquent des fugitifs.*

Nous défendons également qu'aucun patron de navire, petit ou grand, armé ou non armé, s'avise d'embarquer sur son navire, dans le port comme hors du port, un individu fugitif de nos états, ni que, pour couvrir la fraude, il l'inscrive au nombre de ses matelots, ou cherche à le cacher ou à le sauver de toute autre manière.

Si le fugitif est une personne connue et non suspecte qui auroit essayé de s'échapper pour dettes, le patron sera condamné à réparer le dommage que sa fuite auroit causé aux créanciers et à ramer pendant trois ans comme forçat sur une galère; et si l'individu s'échappoit à cause d'un crime, le patron payera cinquante onces au fisc et sera condamné à ramer pendant trois ans.

tre anni : ma se quel fugito sarà huomo incognito o forastiere, il padrone sarà appiccato per la gola, e li marinari che sapranno tali controventori siano tenuti rivelarli quanto prima in castellania sotto pena di vogar il remo in galera come forzati per tre anni. Dichiarando che se mentre il vassello, o per viaggio, o vero nell' arrivare al luogo destinato, vi si trovasse alcuno nascostamente imbarcato senza saputa del padrone, debba esso padrone ritenerlo in buona custodia in catena, e riportarlo quà in Malta, sotto le pene sopradette.

Mais si le fugitif est un homme inconnu et étranger, le patron sera pendu; et les matelots qui auront connoissance de ces infractions seront tenus de les révéler le plus tôt possible au gouvernement, sous peine d'être condamnés à ramer pendant trois ans sur une galère comme forçats.

Nous déclarons, en outre, que si, pendant la traversée du navire ou au moment de l'arrivée à sa destination, il étoit reconnu que quelqu'un s'est embarqué frauduleusement et à l'insu du patron, ce dernier devra le retenir sous bonne garde et enchaîné, et le reconduire à Malte, sous peine d'encourir les condamnations ci-dessus mentionnées.

XIII. *Li medesimi e scrivani di galere siano tenuti rivelare le robbe.*

Item che qualsivoglia padrone di vasselli piccoli o grandi, fregate, feluche, tanto subditi quanto forastieri, et anco li scrivani e comiti di galere, nell' arrivo che faranno in Malta da qualsia viaggio, et ora che haveranno la prattica, siano obbligati avanti di metter mano a discaricare cosa alcuna, dar il manifesto *in scriptis* alla nostra gran corte della castellania; nel quale vi doveranno esprimere la vera e destinata quantità e qualità delle vettovaglie, robbe, e mercanzie haveranno portato, e dove haveranno carricato, et a chi appartengono tali mercanzie, specificamente e chiaramente nominando li veri padroni, e non finti, e simulati; il che fatto se doppo d' haver scarricato vi trovassero alcun altra mercanzia, che per oblivione non havessero rivelato, o maggior quantità di quella havevano prima rivelato, debbano subito ricorrere in castellania e rivelare il mancamento, sotto pena controvenendo in qualsia de' capi suddetti di pagare onze dieci al nostro fisco, obligando li guardiani del porto di notificare a' padroni forastieri il tenore della presente pragmatica sotto la medema pena.

XIII. *Ordre aux mêmes et aux écrivains des galères de déclarer les marchandises.*

Nous ordonnons également que tous patrons de vaisseaux, petits ou grands, frégates, felouques, qu'ils soient nos sujets ou qu'ils soient étrangers, et même aux écrivains et comices des galères, venant d'un pays quelconque et arrivant à Malte, soient tenus, dès qu'ils auront libre pratique et avant de s'occuper du déchargement, de donner une déclaration écrite à notre grande cour de châtellenie; et dans cette déclaration ils devront indiquer la quantité véritable et la qualité des vivres, effets et marchandises qu'ils auront apportés, les lieux où ils ont chargé ces objets, les personnes auxquelles ils appartiennent, énonçant expressément les noms des maîtres véritables et non de maîtres supposés.

Cette déclaration faite, si après le déchargement ils trouvoient quelqu'autre marchandise qu'ils auroient oublié de mentionner, ou s'ils trouvoient que la quantité des marchandises est plus grande que celle qui a d'abord été déclarée, ils devront immédiatement le déclarer à la châtellenie, sous peine, dans le cas où ils contreviendroient à l'un des articles qui précèdent, de payer dix onces à notre fisc.

Les gardiens du port sont tenus, sous la même peine, de notifier aux patrons étrangers la teneur de la présente ordonnance.

XIV. *Schifi e battelli di vasselli come si debbano custodire.*

Parimente comandiamo che tutte le barche, e schifi, o battelli di qualsia vasselli debbino ogni notte di prima sera esser condotti dentro uno di detti manderaggi; e quando occoresse legitima causa e necessità di tenerli fuori del manderaggio per servizio del medesimo vassello, sia tenuto il padrone tener sua barca incatenata con catena di ferro, o vero ben custodita con buona guardia di sopra sotto pena della confiscatione di quella barca, schifo, o battello, e di esser anco tal padrone obligato di risarcire il danno che per tal occasione sarà avvenuto al terzo; e fugendo con essa barca, o schifo alcun debitore, sia tenuto il padrone della barca o sia vassello di sodisfare il debito al creditore; ma se sarà bandito per cause criminali sia in pena il medesimo padrone di pagar onze cento al fisco.

XIV. *Comment doivent être gardés les esquifs et bateaux des navires.*

Nous commandons pareillement que toutes les barques, les esquifs et bateaux appartenant à un navire quelconque soient conduits chaque nuit, avant le coucher du soleil, dans un desdits ports fermés; et s'il survenait un légitime motif qui obligeât le patron de les garder en dehors, pour le service du navire, il est tenu de maintenir sa barque attachée à l'aide d'une chaîne de fer, ou de la mettre sous bonne garde, sous peine de la confiscation de cette barque, esquif ou bateau, et, de plus, d'être condamné à réparer les dommages que des tiers auroient pu essuyer en cette occasion.

Si un débiteur s'échappoit à l'aide de la barque ou de l'esquif susdits, le patron sera tenu de rembourser le créancier; si le fugitif est un homme condamné pour crime, le même patron sera passible d'une amende de cent onces au fisc.

XV. *Barche nel porto non si lascino senza guardia.*

Essendosi visto con isperienza che la fuga di schiavi, delinquenti, et altri a chi è denegato il bollettino, sia seguita sempre per la puoca cura e diligenza delli condottieri delle barche, statuemo et ordiniamo che nissun padrone di barcha, così propria come allogata o comandata dal vero padrone, presuma lasciar essa barca dentro il porto senza alcuna persona che la guardi che sia huomo d' età d' anni 18; e che tal guardiano stia vigilante et habbia un arma in asta, o spada, sotto pena di haver per la prima volta due tratti di corda in publico, per la seconda quattro, e per la terza sia gravemente castigato ad arbitrio del giudice.

XV. *Défense de laisser les barques sans être gardées dans le port.*

L'expérience ayant fait voir que la fuite des esclaves, délinquans et autres auxquels un passe-port est refusé, a toujours eu lieu par suite du peu de soin et de vigilance des conducteurs des barques, nous décidons et ordonnons qu'aucun maître de barque, soit qu'elle lui appartienne en toute propriété ou qu'il l'ait louée ou prise en commande, ne s'avise de la laisser dans le port sans être gardée par un homme ayant atteint l'âge de dix-huit ans; ce gardien devra, en outre, être vigilant et avoir pour arme une pique ou une épée, sous peine de recevoir deux coups de corde en public pour la première fois, quatre pour la seconde, et, pour la troisième, d'être plus gravement châtié, suivant la volonté du juge.

XVI. *Barche non si possano vendere senza licenza del castellano.*

Item comandiamo che per l' avvenire niuno possa vendere, ne comprare, ne d' altro modo alienare o acquistare alcuna barca, fregata, brigantino, o altro vassello di remo, se prima non haverà ottenuto licenza dal castellano in scritto, e di quella ne sia fatta nota in corte, sotto pena della confiscazione di tal barca o altro vassello, a danno commune del venditore e compratore, et altra pena arbitraria.

XVII. *Infedeli non possono comprare vasselli.*

Non convenendo che gl' infedeli, quali si trovano in questo nostro dominio, benche siano tagliati o franchi, comprino vasselli per li danni et inconvenienti irreparabili che potrebbero succedere, perpetrando essi come nemici nostri molti mali effetti in disturbo del quieto e pacifico vivere, e volendo noi per ovviare a tali inconvenienti sopra ciò provedere d' opportuno rimedio si per la conservatione della republica come del ben populare, ordiniamo e comandiamo che niuna persona per l' avvenire presuma vendere, o in altro modo alienare barca, fregata, o altro vassello quadro o latino à schiavi infedeli tagliati o liberi, etiandio che fossero mercanti, sotto pena della confiscatione di tal barca, fregata o vassello, et del presso pagato; et il compratore sia di piu condennato a vogar il remo in galera per forza per anni cinque senza stipendio alcuno, et il venditore di pagare al nostro fisco scudi cinquanta.

XVI. *Défense de vendre les barques sans la permission du gouverneur.*

Nous défendons également que personne, à l'avenir, puisse vendre, acheter, ni aliéner ou acquérir d'aucune autre façon, aucune barque, frégate, aucun brigantin ou autre navire à rames, sans en avoir préalablement obtenu du gouverneur une permission écrite et qui sera portée sur les registres de la cour, sous peine de confiscation de la barque ou autre navire, au préjudice commun du vendeur et de l'acquéreur, et sous toute peine qui sera laissée à l'arbitraire du juge.

XVII. *Défense aux infidèles d'acheter des navires.*

Comme il ne convient pas que les infidèles qui se trouvent dans nos états, quoique délivrés ou affranchis, puissent acheter des vaisseaux, à cause des dommages et des inconvéniens irréparables qui pourroient s'en suivre, gens commettant, comme nos ennemis, beaucoup de méfaits pour troubler le repos et la paix, et nous pour obvier à ces inconvéniens, voulant prendre des mesures convenables, ordonnons et commandons, qu'à l'avenir personne ne s'avise de vendre ou d'aliéner d'aucune autre façon, soit une barque, une frégate, ou tout autre bâtiment carré ou latin, à des esclaves infidèles délivrés ou affranchis, lors même qu'ils seroient marchands, sous peine de la confiscation de la barque, frégate ou autre bâtiment, et du prix payé.

De plus, l'acheteur sera condamné à ramer sur une galère pendant cinq ans, sans aucune solde, et le vendeur à payer au fisc cinquante écus.

CHAPITRE XXXVII.

Droit maritime de la mer des Indes, de la presqu'île Malaye et de l'archipel d'Asie.

Les coutumes et les lois anciennes des différens états dont l'Europe se compose sont, en général, connues. Malgré la perte d'un grand nombre de documens, il en reste encore assez pour que nous puissions étudier avec une certaine étendue le droit maritime qu'on a observé dans cette partie du monde avant le XVIII[e] siècle; mais il n'est pas aussi facile de connoître celui qui étoit en usage dans plusieurs contrées de l'Asie et de l'Afrique, où l'histoire atteste l'existence d'un commerce maritime très-actif.

Encore bien que les Phéniciens et les Carthaginois, les deux peuples navigateurs les plus célèbres de l'antiquité, aient été établis, les premiers en Asie, les seconds en Afrique, les traditions de leurs usages maritimes appartiennent à l'Europe, parce que la Méditerranée fut le plus généralement le théâtre de leurs navigations. Ces coutumes ont passé aux Grecs et aux Romains, qui nous les ont transmises; et lorsque les parties de l'Asie et de l'Afrique où les Phéniciens et les Carthaginois avoient été établis autrefois eurent été enlevées par les musulmans aux empereurs d'Orient et d'Occident, les vainqueurs y laissèrent subsister les coutumes en vigueur au moment de cette conquête. On peut donc, jusqu'à un assez grand degré de vraisemblance, assurer que le plus ancien droit maritime qui a régi la navigation de la mer Méditerranée, dès le temps des Phéniciens et des Carthaginois, nous est connu par les monumens du droit des Grecs, des Rhodiens, des Romains et de l'empire d'Orient.

Mais des régions considérables de l'Asie et de l'Afrique où les Phéniciens ont fait le commerce sans y exercer de souveraineté territoriale, et sur lesquelles Rome n'étendit point ses conquêtes, quoique les navigateurs de l'empire en aient fréquenté les ports, étoient baignées par l'Océan oriental, que les anciens désignoient sous le nom de mer Erythrée, même en y comprenant le golfe Arabique (1), et que nous pouvons, d'une manière générique, appeler *mer des Indes*. Quelques recherches relatives à ces pays ne sont donc pas sans intérêt.

La question peut être envisagée sous deux rapports. Que savons-nous

(1) Ἀῤῥιανοῦ Περίπλους Ἐρυθρᾶς θαλάσσης, Geogr. min. Oxon. 1698, p. 1.

sur le commerce maritime dans ces parages? Que nous est-il parvenu des lois et des coutumes par lesquelles ce commerce fut régi antérieurement au XVIII[e] siècle?

La première de ces deux questions, quoique la plus vaste, n'est peut-être pas la plus difficile à résoudre.

L'Arabie est la contrée située sur l'Océan oriental qui se présente d'abord lorsqu'on veut, des rivages de la Méditerranée, s'avancer vers l'Inde et l'Éthiopie. Elle fut, dès la plus haute antiquité, le théâtre d'un grand commerce. Les deux parties connues sous les noms *pétrée* et *déserte* étoient trop peu habitées, trop peu civilisées, pour qu'on y exerçât une navigation active; mais certainement, dès le temps du patriarche Jacob, ainsi que la Genèse l'atteste, chap. XXXVII, vers. 25, des caravanes transportoient dans l'Égypte des marchandises précieuses, venant de la partie méridionale appelée Arabie heureuse. Si nous considérons que cette contrée n'étoit séparée que par un espace de mer très-étroit de l'Éthiopie, où, s'il faut en croire Hérodote, liv. II, § 8, l'encens et d'autres productions analogues à celles de l'Arabie heureuse, croissoient en abondance, on peut en conclure l'existence entre ces deux pays de relations maritimes, les seules que permettoit la disposition des lieux.

Tout peuple commerçant qui fait de nombreuses expéditions dans des pays éloignés cherche à augmenter la masse des objets d'exportation; ce que son territoire ne produit pas en assez grande quantité, ou même ne produit pas du tout, il va le chercher ailleurs. Telle étoit la situation des habitants de l'Arabie heureuse, même pour l'encens et les autres parfums qui naissoient dans leur pays, mais en une quantité inférieure à celle qu'appeloit la consommation du reste de l'Asie, de l'Égypte et même celle de l'Europe, où les Phéniciens alloient le répandre. Les Arabes ont donc pu s'en approvisionner dans l'Éthiopie : ils apportoient aussi de cette contrée l'or, les pierres précieuses, qu'on y trouve en abondance. L'auteur du livre de Job, l'un des plus anciens du monde, parle très-expressément, chap. XXVIII, vers. 19, des topazes de l'Éthiopie; la navigation lui étoit connue, et il y faisoit allusion dans le chapitre IX, vers. 26. Il ne parloit évidemment que d'après les traditions arabes.

Agatharchide, *Geogr. min.* t. I, p. 64; Strabon, liv. XVI, chap. III, § 4; le Périple, attribué à Arrien, mais, quel qu'en soit l'auteur, rédigé, si ce n'est au premier, du moins au second siècle de l'ère chrétienne (1), d'après des itinéraires plus anciens, p. 5, 6, 10, parlent aussi des relations maritimes entre l'Arabie et l'Éthiopie.

Les Phéniciens ne durent pas négliger les avantages que leur offroit la

(1) M. Letronne, *Nouv. Mémoires de l'Acad. des inscript.* t. IX, page 174, note 2, a présenté plusieurs considérations qui le portent à croire que la rédaction de ce document n'est pas antérieure au règne de Septime-Sévère.

navigation du golfe Arabique; il est probable qu'ils s'y livroient avant le siècle de Salomon, et qu'après avoir atteint, à l'aide de caravanes, les ports iduméens, situés à l'extrémité septentrionale de ce golfe, ils s'y embarquoient pour aller dans l'Arabie heureuse, et sans doute dans les autres parties de l'Asie et de l'Afrique que baignoit la mer Érythrée. La perte de tous les livres relatifs à l'histoire de la Phénicie nous laisseroit, à cet égard, dans le champ des simples conjectures, si ceux des Hébreux ne nous donnoient pas quelques notions. Ils attestent que ce fut par le golfe Arabique, et précisément en partant des ports d'Eilath et d'Asiongaber, conquis par David sur les Iduméens, qu'eut lieu la navigation des flottes combinées de Salomon et des Phéniciens (1).

On sait que de vives discussions se sont élevées sur la situation d'Ophir, et même sur la signification de ce mot, qu'on trouve plusieurs fois dans les livres saints (2). Le plus grand nombre des savans croit qu'Ophir désigne le pays connu aujourd'hui sous le nom de Sofala, sur la côte d'Afrique; c'est le sentiment de mon savant confrère M. Quatremère, dans un Mémoire lu à l'Académie le 14 mars 1834 et qui n'a pas encore été publié. D'autres croient qu'il désigne des côtes de l'Arabie, de l'Éthiopie; quelques-uns assurent qu'il faut entendre des îles voisines de l'Inde, et même d'une manière spéciale Malaca, Java, Sumatra, etc. où les géographes du second siècle paroissent avoir placé le pays qu'ils appeloient *Chryse, Chersonnèse d'or* (3). Mon sujet n'exige pas que j'entre dans cette controverse; car on s'accorde, en général, à chercher Ophir sur l'Océan oriental (4), et je n'entends prouver rien autre chose, sinon que les Phéniciens ont dirigé leur navigation de ce côté.

L'alliance du roi de Tyr et du roi des Juifs s'explique facilement. Les Phéniciens, je le crois, se servoient depuis longtemps des ports de l'Idumée, dont ne savoient pas profiter les habitans de ce pays, livrés aux caravanes terrestres. Ces ports étant devenus la conquête du roi des Juifs, les Phéniciens ne furent plus à même d'en continuer l'usage sans son consentement, et ils se virent dans la nécessité de laisser ce roi entrer pour une certaine part dans les avantages de leurs expéditions maritimes vers l'Arabie heureuse, l'Éthiopie et l'Inde.

Mais la puissance et la prospérité du peuple juif furent de peu de durée. Il perdit les ports d'Eilath et d'Asiongaber (5), et très-probablement les Phéniciens s'accordèrent avec les Iduméens pour en conserver la possession.

(1) *Reg.* lib. III, cap. IX, v. 26, 27 et 28; *ibid.* cap. X, v. 22; — *Paralip.* lib. II, cap. VIII, v. 17; — Joseph. *Hist.* lib. VIII, cap. II, § 3; *Antiq. jud.* lib. VIII, cap. I, § 1.

(2) Voir Fabricius, *Bibliotheca antiquaria,* cap. XVI, § 8; Gossellin, *Recherches sur la géographie des anciens,* t. II; pag. 91 et suiv.

(3) Mart. Lipenius, *Dissertatio de navigatione Ophiritica,* Witteb. 1658 et 1666. — Genesius, *Thesaurus linguæ hebraicæ,* t. Ier, pag. 142.

(4) Voir cependant une dissertation dans la Bible de Vence, édit. de 1820, t. VI, pag. 414 et suiv., où l'on a essayé d'établir le contraire.

(5) *Reg.* lib. III, cap. XXII, v. 49. — *Paralip.* lib. II, cap. XX, v. 36 et 37; cap. XXI, v. 8 et suiv.

Les écrivains anciens ne laissent plus de doute sur cette continuation de la navigation des Phéniciens dans le golfe Arabique. Parmi les preuves nombreuses qu'il me paroît inutile d'en recueillir, il suffit de rappeler que tout ce qu'Hérodote nous dit, liv. III, § 108 et 111, des productions de l'Arabie méridionale, il l'avoit appris des Phéniciens, et de citer sa relation, liv. IV, § 42, sur la célèbre circumnavigation de l'Afrique, exécutée par des navigateurs phéniciens en vertu des ordres d'un roi d'Égypte, entreprise qui fut, sans contredit, commencée en partant du golfe Arabique (1).

Les habitans de l'Arabie méridionale ne purent se livrer longtemps à la navigation, qui d'abord les mit en relations avec l'Éthiopie, sans fréquenter le golfe Persique. Un grand nombre de causes ont dû les y conduire. Les vastes et riches empires d'Assyrie, de Babylonie, de Perse, étoient parvenus à un degré de luxe qui leur faisoit désirer les productions précieuses de l'Arabie et de l'Éthiopie. Dans les premiers temps, peut-être, les exportations eurent lieu par les voies de terre et par les caravanes qui se dirigeoient vers le golfe Persique; mais les avantages de la navigation furent promptement appréciés, et le fait acquiert la même certitude, soit qu'on attribue ces premières communications maritimes aux Arabes, soit qu'on les reporte aux Phéniciens.

Hérodote assure, en effet, liv. I, § 1, et VII, § 89, qu'il a appris des Perses, et même des Phéniciens, que de la mer Érythrée ceux-ci étoient venus s'établir sur les bords de la Méditerranée. Les anciens, comme on le voit dans Pline, liv. VI, chap. XXVIII, appeloient Érythrée la partie de l'Océan que nous nommons mer des Indes, en y comprenant même le golfe Arabique, ainsi que je l'ai dit page 361.

Strabon, liv. XVI, chap. III, § 1, ou plutôt Ératosthène, qu'il copie, s'exprime de même, d'après les traditions locales; il désigne spécialement, comme le lieu de ces établissemens phéniciens, le golfe Persique, où l'on trouvoit, du temps d'Alexandre, deux îles nommées Arados et Tylos, et, suivant la relation de Néarque, conservée par Arrien, *Historiæ indicæ*, cap. XXXVII, une ville maritime appelée Sidodona.

Que les Phéniciens aient été primitivement établis sur les bords de la Méditerranée, où ils ont acquis une si grande célébrité, qu'ils y soient venus du golfe Persique, ces deux hypothèses concordent pour démontrer que le commerce dans la mer Érythrée leur fut très-anciennement connu. S'ils étoient établis sur le golfe Persique, d'où ils seroient venus aux bords de la Méditerranée, ils n'ont pu oublier l'ancien siége de leur commerce, ni manquer d'en profiter; s'ils étoient originaires du pays auquel leur nom a été donné, ils ont pu et dû, soit par la Babylonie, soit par le golfe Arabique, se rendre au golfe Persique, qui fut toujours le lien le plus facile des communications avec l'Inde.

(1) Voir le tome Ier de cette collection, page XX.

Au surplus, le fait de leur commerce avec les pays que baigne la mer des Indes est attesté par les documens les plus irréfragables. Ézéchiel, dans la magnifique description qu'il a donnée, chap. XXVII, de l'opulence de Tyr, nomme l'ivoire, l'ébène, les pierres précieuses; et s'il est vrai que ces marchandises se trouvent également dans l'Éthiopie et l'Inde, peu importe, puisque l'un et l'autre pays sont situés sur la même mer: mais il nomme aussi les perles, qui ne se pêchent que du côté du golfe Persique et près de Ceylan, île de l'Inde.

Il nomme encore le cinnamome, appelé par nous *cannelle*. Hérodote, liv. III, § 3, avoit parlé de cette production, sans pouvoir donner sur son origine d'autres renseignemens que des mensonges phéniciens; cependant il désigne le lieu où l'on s'en approvisionnoit comme celui où Bacchus avoit été nourri, ce qui, dans la mythologie des Grecs, indique l'Inde. Il est vrai que Strabon, liv. XV, chap. III, § 4, confondant, comme cela est arrivé souvent à beaucoup d'écrivains, les lieux où des marchandises étoient apportées en entrepôt avec ceux de la production, dit que la cannelle venoit de l'Afrique. Le prophète Jérémie paroît avoir eu des notions plus exactes, six cents ans avant l'ère vulgaire; il atteste, chap. VI, vers. 20, qu'on faisoit venir l'encens de Saba, mais que les cannes odorantes (la cannelle) venoient de contrées plus éloignées.

Je ne doute pas que les Phéniciens n'allassent s'approvisionner de cette marchandise dans l'île de Ceylan; on peut le conjecturer du passage de Jérémie déjà cité, qui parle à la fois de l'encens de Saba et des cannes odorantes, apportées dans la Judée par des caravanes d'Arabie. Les Éthiopiens alloient l'y chercher, comme il paroît par le témoignage de Pline, liv. VI, chap. XXIV.

La situation du golfe Persique le rendoit l'intermédiaire naturel de la navigation entre l'Arabie et l'Inde; et c'est précisément sur la mer qu'il falloit traverser pour cette communication, que Pline, liv. VII, chap. LVII, place le théâtre de la plus ancienne navigation connue dans l'histoire. On a vu, plus haut, que les Phéniciens y avoient des établissemens dès les temps les plus reculés; que probablement, ou avant eux, ou à leur exemple, les Arabes s'y rendoient.

Les habitans des cités maritimes de la Babylonie se livroient aussi à la navigation, et cet état de choses remonte probablement au temps de Sémiramis, s'il est vrai, comme le dit Polyen, *Stratag.* lib. VIII, cap. XXV, qu'on lisoit sur le tombeau de cette princesse: *Avant moi, aucun Assyrien n'avoit vu la mer.* Hérodote, liv. I, § 185, lui attribue la confection de grands canaux propres à porter des navires; et dans une de ses plus éloquentes prédictions, Isaïe, chap. XLIII, vers. 15 et 16, peint les Chaldéens effrayés, à l'approche de l'ennemi, cherchant un asile dans leurs vaisseaux.

Nous n'avons point de renseignemens qui puissent attester, ou même faire simplement conjecturer si les navigateurs de la Babylonie ont entre-

tenu des relations maritimes avec l'Inde, dont la presqu'île occidentale produisoit une multitude d'objets d'utilité ou de luxe.

Mais on ne sauroit douter que les Phéniciens, soit par leur navigation, dont le golfe Arabique étoit le point de départ, soit par le moyen de leurs établissemens du golfe Persique, ne fissent le commerce dans l'Inde. Arrien, *Historiæ indicæ,* cap. VII, raconte une fable qui, comme les anciens mythes, couvre évidemment une vérité. Hercule, dit-il (1), visita une contrée de l'Inde, où il eut une fille appelée Pandée, et la constitua souveraine du lieu qui prit son nom. Il fit aussi recueillir dans la mer voisine une grande quantité de perles qu'il donna à sa fille pour parure. Hercule étoit, comme on sait, l'emblème du peuple et du commerce phénicien ; on sait encore que la *Pandionis regio* étoit située à l'extrémité de la presqu'île en deçà du Gange ; que sur cette côte et aux environs de l'île de Taprobane (Ceylan), comme dans le golfe Persique, on pêchoit des perles ; l'explication du mythe est donc facile.

Nous avons encore d'autres preuves que les côtes de l'Inde étoient fréquentées par des navigateurs étrangers à ce pays. Diodore de Sicile, lib. II, cap. XLII, atteste qu'on y avoit établi des magistrats chargés de rendre la justice aux étrangers, de veiller à la conservation de leurs intérêts, en cas d'absence, et de ceux de leurs héritiers, en cas de mort. Diodore ayant puisé presque tout ce qu'il a dit sur l'Asie orientale dans les écrits de Ctésias, qui probablement devoit ces notions à des récits phéniciens, nous reporte à des époques anciennes, en même temps qu'il suppose un état commercial encore plus ancien. Ce n'est pas lorsqu'un petit nombre d'aventuriers étrangers se hasarde à venir faire d'insignifiantes négociations dans un pays, que le législateur s'occupe de leur assurer une protection particulière, par des moyens qui forment exception au droit commun et à la juridiction des tribunaux ordinaires ; c'est évidemment lorsque les étrangers, attirés par le commerce, sont assez nombreux pour former une sorte de colonie, une espèce de nation particulière dans la nation ; c'est lorsque leur séjour est devenu assez utile à l'état pour que le législateur leur accorde le privilége d'une protection et d'une juridiction spéciales.

Ce témoignage de Diodore est un trait de lumière qui nous dédommage en partie de la perte et de l'ignorance d'autres documens. Il est confirmé par Strabon, liv. XV, chap. I, § 39.

On ne sauroit douter aussi que les navigateurs de l'Égypte, soit pendant la domination des Ptolémées, soit après la conquête romaine, n'aient pris une grande part à ce commerce. C'est évidemment d'après leurs itinéraires que le Périple attribué à Arrien, p. 13, 18, 20, 21, 24 et suiv., parle du port de Barigaza, du grand entrepôt de Nelkinda, et d'autres stations sur les côtes occidentales et orientales de la presqu'île en deçà du Gange.

Cependant ces renseignemens, tout précieux qu'ils sont, ne décident pas si, dans ces temps reculés, les habitans de l'Inde se livroient à la navigation,

ou s'ils se contentoient d'attendre les commerçans étrangers pour leur vendre les productions de leur pays ou les échanger avec eux. Pour connoître si les Indiens eurent de ces objets par une navigation qui leur fut propre, il faut recourir à d'autres renseignemens.

L'Inde est, sans contredit, la contrée de l'Asie sur laquelle le Créateur a répandu ses bienfaits avec le plus de prodigalité. Elle doit à son sol et à son climat tout ce qui est susceptible d'assurer la subsistance de ses habitans, de satisfaire aux agrémens de la vie, et même aux exigences du luxe le plus raffiné. L'abondance de ses productions naturelles, l'art merveilleux avec lequel on a, de tout temps, su les travailler, l'ont toujours mise en état de répondre aux consommations des peuples étrangers.

Il n'y auroit donc rien de surprenant que les Indiens eussent été longtemps sans éprouver le besoin de la navigation pour aller chercher les productions des autres pays, et porter les leurs propres chez les nations qui en avoient besoin. Mais la disposition particulière de l'Inde méridionale a dû rendre cette navigation nécessaire pour les relations entre les deux presqu'îles dont elle est formée.

Séparées l'une de l'autre par le golfe immense dit de Bengale, elles ne se ressemblent point pour les productions et les conditions d'existence de la population. Les côtes stériles et sablonneuses de la presqu'île en deçà du Gange, qu'on nomme le Dekkan, ne fournissant pas de quoi faire subsister ses habitans, il falloit y apporter le riz, principale nourriture des Indiens, et les diverses espèces de grains que le pays du Gange produit avec une merveilleuse fécondité. Mais aussi c'est dans le Dekkan que croissent les meilleures épices, et le poivre surtout, si nécessaire dans les pays chauds et humides; il possède les mines les plus riches de diamans et de pierres précieuses, et c'est dans la mer qui l'environne qu'on pêche les perles.

Quoique les relations commerciales entre ces deux contrées aient pu avoir lieu par le moyen des caravanes, la navigation dut en offrir de plus économiques. Les diverses stations maritimes indiquées, sur les bords du golfe du Bengale, par les itinéraires dont se sont servis Marin de Tyr, cité par Ptolémée, *Geogr.* lib. I, cap. XIII et seqq., et l'auteur du Périple, p. 35 et suiv., ont dû être des points fréquentés par les Indiens dans des temps antérieurs. Personne ne prétend que ces stations aient été fondées par des navigateurs phéniciens, grecs et romains; ce fut évidemment par les Indiens, et ce ne peut être que dans l'intérêt de leur navigation.

D'un autre côté, le Périple constate, page 5, que sur la côte de la presqu'île en deçà du Gange il y avoit des établissemens de pilotes pour guider les navires dans les parages dangereux; que les Indiens construisoient des embarcations dont il indique les noms, les formes, les dimensions. Il est probable que les mots κάρβασα et *carbasus*, par lequel les Grecs, et après eux les Romains, ont quelquefois désigné les voiles des navires, est venu de

carpaza, donné, dans la langue sanscrite, aux toiles de coton en général, et que, privativement, on a appliqué aux voiles de navires faites avec ces étoffes. Ce mot a évidemment été communiqué aux Grecs par les Phéniciens, qui l'avoient trouvé dans la langue nautique des Indiens.

On peut donc, avec beaucoup de vraisemblance, croire que l'Inde eut très-anciennement une navigation propre. Ces conjectures sont justifiées par des écrits composés dans ce pays. Le Râmâyana, l'Hithopadesâ, le drame de Sacontalâ (1), constatent que des Indiens faisoient des voyages maritimes. Nous en trouvons un témoignage dans le code de Manou, et dans les commentateurs qui l'ont expliqué. Je me propose d'en donner un extrait; mon savant et obligeant confrère, M. Eugène Burnouf, ayant bien voulu s'en charger et sacrifier en ma faveur quelques heures d'un temps qu'il consacre d'une manière si habile à l'étude de la philologie, de la philosophie et de l'histoire indiennes.

En partant de ces premières données, il est facile de voir que la navigation des Indiens dut les conduire au golfe Persique et dans les ports de l'Arabie, et c'est ce qu'atteste Agatharchide, *Geogr. min.* t. I, p. 66. Nous pourrions aussi tirer en faveur de la navigation des Indiens vers l'Éthiopie et l'Abyssinie des conjectures fondées sur les peintures du palais de Médinet-Abou, dont une représente un combat maritime, dans lequel les savans de l'expédition française en Égypte ont reconnu que les navires ennemis des Égyptiens étoient de construction indienne et montés par des Indiens (2). Or il est dans l'ordre des choses que la navigation commerciale soit exercée longtemps dans un pays avant que les souverains soient en état d'équiper des flottes pour soutenir des guerres maritimes.

Des passages, malheureusement incomplets et obscurs, d'écrivains qui avoient compilé des ouvrages anciens, dont la perte paroît irrévocable, peuvent conduire à croire que des colonies indiennes ont apporté la civilisation et des rites religieux dans l'Éthiopie. Ainsi, nous lisons dans le Syncelle, édition de Paris, p. 151, que des hommes partis de l'Indus étoient venus se fixer dans des contrées voisines des sources du Nil. Cette assertion, faite sans aucun détail propre à en faire apprécier les conséquences, et reproduite par Eusèbe, Philostrate, Nonnus, a porté Marsham, pag. 320 et 321, à conjecturer que l'Éthiopie et Meroé avoient reçu leur civilisation de l'Inde.

L'opinion de ce savant, que je n'ai point l'intention de discuter, ne sauroit être fondée sur ce que dit le Syncelle, puisqu'à l'époque indiquée par ce chronologue, l'Éthiopie et Meroé étoient soumises au roi Amenophis-Memnon, qui appartient à la XVIII[e] dynastie égyptienne, c'est-à-dire à un

(1) Râmâyana, t. I[er], pag. 400; W. Jones, *Works*, t. VI, pag. 80, 94, 292.

(2) *Description de l'Égypte*, par la Commission française, Antiquités, chap. IX, sect. I, pag. 55 et suiv. de l'édition in-f°. Je dois néanmoins faire observer que M. Rosellini ne partage pas l'opinion des savans français, et que, dans ses *Monumenti dell' Egitto*, t. IV, pag. 36, 38 et 56, il croit que les ennemis des Égyptiens étoient des Cbypriotes et des Phéniciens.



temps où la civilisation la plus développée florissoit dans l'empire de Thèbes : or, suivant Diodore de Sicile, liv. I, chap. III, cet empire avoit reçu ses institutions de l'Éthiopie.

Tout ce qu'on pourroit en conclure, ce seroit l'émigration en Éthiopie d'Indiens forcés de quitter leur pays par des causes qui nous sont inconnues. Philostrate (*Vita Apollon. Thyan.* lib. III, cap. VI) assure que ces Indiens réfugiés avoient été considérés dans leur pays comme coupables d'avoir tué le roi Gange, déclarés impurs, puis forcés de s'expatrier.

Mais, dans la rareté des documens, cette circonstance suffit pour faire présumer d'assez anciens rapports entre l'Inde et l'Éthiopie, et ces rapports n'ont pu être créés que par le commerce maritime. La continuation de ce commerce est attestée par des écrits qui appartiennent aux premiers siècles de l'ère chrétienne, notamment par le Périple d'Arrien, qui parle, page 17, d'Indiens établis à Socotora (*Dioscoridis insula*), île située au midi de l'Arabie, et précisément sur la route de l'Inde à l'Éthiopie. Je dois à M. Eugène Burnouf la remarque que le nom de *Socotora* a une origine sanscrite, et vient de *Sukhatara,* signifiant île Bienheureuse.

La navigation étoit le seul moyen pour les Indiens de communiquer avec Ceylan, où les chroniques singalaises attestent que, plus de six cents ans avant l'ère chrétienne, la civilisation avoit été portée par des Indiens partis de la côte de Coromandel (1). Ils s'y approvisionnoient évidemment des produits de cette île, entre autres de la cannelle, que nous avons vue être, dès les siècles de Jérémie et d'Hérodote, un objet d'exportation pour les contrées lointaines. Néarque, dans le récit de l'expédition qu'Alexandre lui avoit confiée, assure que Taprobane (Ceylan) étoit un grand marché où se trouvoient des marchandises indiennes : suivant le témoignage d'Onésicrite, dans Strabon, liv. XV, chap. I, § 6, et Pline, liv. VI, chap. XXIV, on y venoit de Palybothra, pays du Gange.

Des raisons d'analogie portent à présumer que les Indiens se rendoient dans les contrées connues de nos jours sous les noms d'Ava, Malaca, Sumatra. On croit généralement que le pays appelé Ava est le même qui, dans le Râmâyana, t. I, pag. 119 et 159, est désigné sous le nom d'Anga, et que Malaca portoit le nom d'Iamala. C'est l'opinion de M. Wilfod, *Asiat. Research.* t. VIII, p. 302. Les documens originaux sur les connoissances géographiques des Indiens sont encore trop rares et trop vagues pour qu'il soit possible d'indiquer une semblable synonymie des différens points désignés dans les cartes de Ptolémée sur les côtes de la presqu'île malaye. Quelles qu'aient été les dénominations de ces lieux dans la langue et dans les livres des Indiens, certainement ils les ont connus avant que les navigateurs de l'empire romain les fréquentassent.

(1) Voir les chroniques singalaises publiées par M. Upham, t. Ier, p. 69, et t. II, p. 27 et 67, et le Voyage de Fâ-hian, chap. XXXVII, avec les notes.

M. Ed. Dulaurier, don je parlerai bientôt relativement aux services qu'il m'a rendus pour la traduction des lois maritimes malayes, assure, dans la Revue des Deux Mondes de juillet 1841, que les chroniques malayes et javanaises fixent au Ier siècle de l'ère chrétienne l'arrivée de colonies indoues dans ce pays (1). Cette assertion est confirmée par un ouvrage chinois, intitulé : *Kiao lieou pa tsoung lun,* page 58 verso, lequel contient une description de Java. On y lit que, sous le règne de l'empereur Koung-vou-ti, de la dynastie des Han, qui a régné de l'an 24 à l'an 57 de Jésus-Christ, « des « hommes du royaume de *Ou-in-tou* (l'Inde) traversèrent la mer et vinrent à « Java. Ayant vu les choses précieuses que produisoit l'île, ils s'unirent avec « les habitans par un commerce d'échanges, et introduisirent chez eux l'art « de bâtir des maisons, la science de l'écriture et la loi de Bouddha (2). »

C'est ce qu'avoit déjà établi mon savant confrère, M. Walckenaër, dans un mémoire lu à l'Académie des inscriptions, au mois de décembre 1818 et en mars 1819 (3). Cependant il ne faut pas en conclure, je crois, que jusqu'alors l'Inde n'eût point de relations commerciales avec Malaca. Des émigrations de colonies, dans un but religieux ou politique, ont dû naturellement avoir lieu, parce que le pays étoit déjà connu par les relations commerciales.

Mais l'Inde eut-elle aussi, soit indirectement par l'intermédiaire de Malaca, soit directement par une navigation qui auroit doublé cette presqu'île, des relations avec les îles situées au midi et à l'est, notamment Célèbes, Borneo, etc. ?

Ces rapports de l'Inde, médiats ou immédiats, sont-ils aussi anciens que ceux que nous avons vus exister entre l'Inde et l'Arabie ou l'Éthiopie, et même les pays d'Ava et de Malaca?

Deux savans anglais très-distingués, le docteur Vincent (*The commerce and navigation of the ancients in the indian Ocean,* t. II, p. 700) et M. Crawfurd (*History of the indian Archipelago,* t. III, p. 187 et 188), ont cru pouvoir fixer, d'une manière assez précise, ces rapports à la fin du second ou au commencement du troisième siècle de l'ère chrétienne seulement. Voici les motifs qui paroissent les avoir décidés.

On sait qu'un grand nombre de marchandises, et notamment d'épices, dont les commerçans d'Alexandrie alloient s'approvisionner dans l'Inde pour les consommations de l'empire romain, sont énoncées dans Pline. MM. Vincent

(1) Ce travail a été réimprimé en 1843 dans un écrit du même auteur intitulé : *Mémoires, lettres et rapports sur le Cours des langues malaye et javanaise fait à la Bibliothèque royale.*

(2) Je transcris cette traduction d'après l'indication qui en a été faite dans le voyage de Fă-hian, traduit et commenté par M. Abel-Remusat, pag. 365. Le voyageur laisse entrevoir, page 360, qu'à l'époque de son arrivée à Java le culte de Bouddha y étoit peu en honneur, et qu'il y avoit des Indous sectateurs de Brama.

(3) L'auteur en avoit fait usage dans son ouvrage intitulé, *Monde maritime,* t. Ier, pag. 221 et suiv., édit. in-8° de 1819; mais le travail entier n'a été inséré qu'en 1832 dans le tome XV du recueil de l'Académie, page 224.

et Crawfurd n'ont pas cru que parmi ces épices, on dût reconnoître la muscade et le girofle. En comparant les nomenclatures de l'Histoire naturelle, qui appartient au Ier siècle, avec celle qu'on trouve dans un fragment du jurisconsulte Martianus, du temps d'Antonin-Caracalla, conservé dans le Digeste, liv. XXXIX, tit. IV, fr. 18, où ils croient avoir reconnu la muscade et le girofle, ils en ont conclu que ces épices n'ont commencé à se trouver dans les ports de l'Inde qu'à la fin du second siècle, au plus tôt; et comme il est incontestable qu'à cette époque, comme de nos jours, ces productions appartenoient exclusivement aux îles situées à l'est de Malaca, ils ont tiré cette dernière conséquence que l'Inde n'avoit pas eu de rapports avec ces îles avant la fin du deuxième siècle.

Mais l'opinion de ces deux savans me paroît pécher par la base. En fait, il n'existe pas dans le tarif du Digeste un seul mot qui puisse désigner la muscade, *nutmeg* des Anglais. Je n'en ai trouvé aucun dans Pline, dans le Périple, ni même dans Cosmas. Peut-être les anciens n'ont-ils pas connu ce fruit que Marco-Polo appelle *nosces moscée, noce moscade,* ou *noci moscata* (1); peut-être, ce qui me paroît très-vraisemblable, le confondoient-ils, sous un nom générique, avec d'autres objets analogues.

Le tarif du Digeste ne contient pas aussi, comme le supposent le docteur Vincent et M. Crawfurd, le mot *garyophyllon,* qu'ils traduisent par *cloves,* que les Français appellent *girofle* ou *clous de girofle,* les Italiens *garofalo,* ou, suivant Marco-Polo, *garofali, garofani.* Ainsi, l'argument tiré du fragment du Digeste, qui, au surplus, me sembleroit sans force, puisqu'il seroit purement négatif, est détruit par le fait.

Mais, quand il seroit vrai que le mot *garyophyllon* seroit écrit dans le Digeste, l'argument fondé sur ce que c'est la première mention qu'on en trouve disparoît, car on le lit dans Pline, liv. XII, chap. XV. A la vérité, le docteur Vincent prétend, page 700, que Pline a parlé d'autre chose que de ce que nous appelons *girofle;* mais cette opinion est contraire à celle de Saumaise, comme il en convient lui-même; et, de son côté, le docteur Vincent, page 605, traduit par *cloves* le mot *garyophyllon,* qu'on lit dans Cosmas. Pour justifier son assertion il faudroit donc prouver que le mot *garyophyllon,* après avoir signifié, du temps de Pline, autre chose que le *girofle,* a changé d'acception pour prendre cette dernière au temps de Cosmas. Tant que ces deux points ne seront pas établis, il me semble plus sûr de s'en tenir au sentiment de Saumaise.

Quoi qu'il en soit de cette question, que la grande réputation du docteur Vincent et de M. Crawfurd ne me permettoit pas de passer sous silence, je crois qu'à des époques extrêmement anciennes il a existé un commerce maritime très-actif de l'Inde avec la presqu'île de Malaca et les îles de l'Océan

(1) Texte français de la société de géographie de Paris, chap. CLXIII; du *Millione,* cap. CXXXVIII; de Ramusio, lib. II, cap. VII.

oriental; et quand même ce commerce n'auroit pas été immédiat, il est presque impossible que les navigateurs de Malaca n'aient pas commercé avec ces îles, et qu'ils n'en aient pas apporté les produits dans l'Inde. Dès les premiers temps où les navigateurs romains se sont avancés vers cette presqu'île, ils y ont trouvé une navigation très-active, et les habitans livrés à des expéditions commerciales et à la piraterie.

Nous serions moins embarrassés pour la solution de cette question, s'il étoit possible d'ajouter une foi entière à un récit de Diodore de Sicile, liv. II, chap. LV à LX. Un certain Iamboule, après diverses aventures, avoit été conduit par des pirates en Éthiopie avec un de ses compagnons. Le peuple de ce pays, pour satisfaire à un usage religieux, les déporta, en les embarquant sur un petit navire et en leur donnant des vivres pour six mois. Après une navigation qui n'en dura que quatre, ils abordèrent dans une île australe, où ils séjournèrent sept années; ils en furent congédiés, et mirent quatre mois de traversée pour arriver aux bouches du Gange, d'où ils se rendirent à Palybothra.

Ce récit est fabuleux, sans doute, dans la plupart de ses détails; mais, comme toutes les fables que nous a léguées l'antiquité, il est probablement fondé sur quelque vérité dénaturée, et peut-être est-il possible d'en conclure que de l'Éthiopie on alloit, avec le secours des moussons, dans les îles de l'Océan austral voisines de Malaca; que de ces îles on revenoit, en quatre mois, dans les ports de l'Inde; que dès lors il existoit une navigation entre ces deux pays.

Voilà tout ce qu'on connoît sur la navigation de la mer des Indes avant l'ère chrétienne et dans les premiers siècles de cette ère. Nous ne manquons plus de preuves postérieures. Cosmas, dans Montfaucon (*Collect. patr.* tome II, pag. 173 et suiv.), atteste très-expressément que Taprobane (Ceylan) continuoit d'être, de son temps, un grand marché où affluoient les navigateurs de ces parages, et que les Syriens fréquentoient le golfe Persique; il ajoute qu'on y voyoit arriver des navires de l'est et d'un pays qu'il nomme *Tzinistas,* dans lequel un grand nombre de savans s'accordent à reconnoître la Chine (1), et que les navigateurs du golfe Persique se rendoient dans ce même pays de Tzinistas par un voyage long et difficile, parce qu'il falloit côtoyer un rivage semé d'écueils. Il est douteux cependant que les navigateurs d'Alexandrie se rendissent dans les ports de la Chine méridionale, comme le témoignage de Cosmas sembleroit l'indiquer; je doute qu'ils dépassassent la presqu'île malaye, où Mannert, t. V, part. I, p. 242, place le pays que les cartes de Ptolémée et les anciens géographes appeloient *Chryse, Chersonesus auræa.* Mais il en étoit autrement des Indiens et même des Arabes, et je crois qu'à leur égard le passage de Cosmas peut être admis

(1) Saint-Martin, dans une addition à l'Histoire du Bas-Empire, par Lebeau, t. IX, pag. 222; Heeren, *De la politique et du commerce des peuples de l'antiquité,* t. III, pag. 435, note 2, traduct. française.

dans toute son extension. Le voyage de Fă-hian, que j'ai cité déjà, et un nombre considérable de relations bouddhiques, parlent de navigations dans la mer qui baigne les côtes de l'Inde et dans celle qui, à l'est et au midi de Malaca, conduit vers la Chine. Les annales de cet empire nous ont conservé le détail de la route que prenoient, sous la dynastie des Thang, aux VII[e] et VIII[e] siècles, les navires qui partoient de Canton, traversoient le détroit de Malaca et alloient à Ceylan, au cap Comorin, à la côte de Malabar, aux embouchures de l'Indus, et ensuite à Siraf et à l'Euphrate (1). C'est évidemment à cette époque qu'il faut rapporter ce que dit Huet (*Histoire du commerce et de la navigation des anciens,* chapitre X), sur la navigation des Chinois, d'après les annales d'Ormuz. De Guignes (2) a très-judicieusement fait observer que le savant évêque d'Avranches appliquoit à tort ce passage aux Chinois avant l'ère chrétienne. Enfin, le voyage de deux mahométans au IX[e] siècle (3) complète ces renseignemens, auxquels se joint ce que nous savons sur la propagation de l'islamisme dans toutes les contrées situées sur la mer des Indes et jusque bien au delà de Malaca. On peut consulter, à ce sujet, Ebn Batouta, traduct. anglaise du docteur Lee, pag. 172, 173, 178, 205 et 221.

J'aurois désiré compléter, et même rectifier, ce tableau imparfait de ce que j'ai pu recueillir sur l'ancien commerce de la mer des Indes, avec le secours d'un mémoire lu par M. Walckenaër, en 1818, à l'Académie des inscriptions, «sur les progrès des découvertes géographiques dans le monde «maritime, ou dans les îles situées au sud et à l'est de l'Asie, depuis les plus «anciens temps jusqu'à l'époque du voyage autour du monde par Magellan.» Je reconnois tout ce que j'aurois eu d'avantage à suivre un tel guide; mais le savant auteur a annoncé, dans le tome XV des Mémoires de l'Académie, page 224, note 2, qu'il n'avoit pu s'occuper encore de cette publication.

J'arrive maintenant à la seconde question indiquée au commencement de cette dissertation : que savons-nous sur la législation qui a dû nécessairement exister dans la mer des Indes aussitôt que la navigation y a reçu des développemens?

Les étrangers qui venoient trafiquer dans les ports de l'Arabie, de l'Éthiopie, de l'Inde, y étoient probablement régis par leurs lois nationales. Les passages de Diodore de Sicile et de Strabon, cités page 366, semblent le constater pour ce dernier pays.

Quant aux Arabes et aux Éthiopiens, qui étoient aussi navigateurs, comme on l'a vu, nous ne savons absolument rien sur leur droit maritime

(1) Mémoire de M. Walckenaër, cité plus haut, pag. 370. — Klaproth, *Lettre à M. de Humboldt sur l'invention de la boussole,* page 95.

(2) De Guignes, *Mémoires de l'Académie des inscriptions,* t. XLII, page 547.

(3) Tout en employant cette désignation, je dois déclarer qu'elle ne paroît pas exacte. Mon savant confrère, M. Quatremère, dans le Journal asiatique, III[e] série, t. VII, pag. 22 et suiv., a établi d'une manière sans réplique que ce morceau étoit un extrait d'un ouvrage de Masoudi.



ancien; nous ignorons même celui qu'ils observent maintenant, les savans s'étant toujours plus occupés d'étudier les langues, l'histoire et la littérature de ces pays, que d'en rechercher les monumens de législation; d'ailleurs ces peuples n'ont probablement pas de lois maritimes écrites, et sont régis, sous ce rapport, par des usages traditionnels, dont les voyageurs n'ont jamais songé à s'informer. Mais, chacun en convient, de toutes les branches de législation, le droit maritime est celui qui comporte la plus grande uniformité; cette uniformité est telle, que les documens malays du XIIIe siècle, dont je donnerai bientôt les textes inédits, sont, pour les principales dispositions, conformes à ce que nous lisons dans le droit des Grecs, des Romains, et même des peuples modernes de l'Occident.

Si l'ancien droit maritime de l'Inde nous étoit parfaitement connu, nous pourrions donc assurer, avec une véritable conviction, que nous connoissons celui qu'on observoit en Arabie et en Éthiopie aux mêmes époques.

Mais il s'en faut que nous soyons dans cette situation. S'il ne paroît pas douteux que les Indiens ne purent avoir une navigation sans avoir aussi des lois ou des coutumes pour la régir, ces lois et ces coutumes nous sont inconnues; il n'en reste que de foibles vestiges dans le code de Manou, liv. VIII, slok. 157, 406, 408 et 409.

Le savant traducteur anglais de ce code, W. Jones, n'hésite point à assurer que, dans le sloka 157, il est question du prêt à la grosse; il l'a traduit en ce sens. Quand même il en seroit ainsi, ce que je n'ose affirmer néanmoins (1), cette disposition, peu développée et même obscure, seroit loin de nous fournir des notions satisfaisantes; car le texte, dans le sens même que lui attribue W. Jones, se borneroit à déclarer que la stipulation indéfinie d'intérêts, illégale dans les autres cas de prêt, est licite dans la navigation; et si on croit pouvoir y découvrir le contrat connu des Grecs et des Romains sous le nom de *fœnus nauticum* (2), et appelé par nous *prêt à la grosse, bômerie,* il faut reconnoître que rien dans la loi indienne ne révèle les principes, les conditions et les effets de cet important contrat.

Toutefois, le fait qu'il y avoit une navigation fort ancienne sur les côtes méridionales de l'Inde et des îles voisines ne peut être révoqué en doute, et cela n'a pu avoir lieu sans qu'on y connût en même temps des règles sur la construction et l'acquisition des navires, sur les engagemens des gens de mer, sur les obligations respectives des chargeurs et de ceux qui transportent leurs personnes et leurs marchandises dans les navires, sur les accidens maritimes, etc. Les slokas 408 et 409 du livre VIII du code de Manou ajoutent à ces présomptions : ils font une distinction judicieuse et parfaitement conforme aux usages de tous les pays navigateurs, entre le cas où des marchandises chargées sur des navires périssent par la faute ou par l'imprudence des

(1) Voir ci-après la note 2 de la page 386.
(2) Voir t. Ier de cette collection, pag. 42 et suiv., 113 et suiv., 189 et suiv.

gens de l'équipage, et celui où elles périssent par tempête, naufrage ou toute autre force majeure. Au premier cas, les gens de l'équipage doivent réparer le dommage; au second, ils ne sont astreints à aucune responsabilité.

Dans ce dénûment presque absolu de renseignemens sur l'état de la législation maritime de l'Inde antérieur à l'ère chrétienne, ou des premiers siècles de cette ère, j'ai dû, sans me dispenser de publier les textes du code de Manou que je viens d'indiquer, rechercher s'il n'auroit pas existé dans ces parages d'autres documens sur le droit maritime, plus modernes, et cependant assez anciens pour être susceptibles d'entrer dans ma collection. Je présumois que ces documens, si j'étois assez heureux pour en trouver, serviroient à faire deviner ce qui existoit antérieurement; car, c'est encore un point généralement avoué, le droit maritime est, de toutes les branches de législation, le moins susceptible d'être modifié par les distances des temps.

Un mémoire de M. Johnston, sur l'île de Ceylan, inséré dans le tome I[er] des *Transactions of the asiatic Society of London,* t. I[er], p. 537, attestant que ce savant avoit connu un très-ancien droit maritime en usage à Ceylan, je lui écrivis le 20 août 1832; et, pour le mettre à même de mieux comprendre le plan de ma collection, je lui envoyai les volumes qui avoient déjà paru. Sa réponse, du 20 octobre, me donnoit de grandes espérances; elles ne se sont pas réalisées. Est-ce parce que ses recherches ont été infructueuses? Est-ce parce que ses dispositions ont changé à mon égard? C'est ce qu'il m'est impossible de dire, n'ayant rien reçu de lui, malgré un grand nombre de lettres dans lesquelles je lui rappelois ses promesses.

Mais en continuant toujours de me livrer à des investigations personnelles, j'ai trouvé dans le tome XII, p. 129 et suiv. des *Asiatic Researches* de Calcutta, un travail fort étendu, fait par Thomas Stamfort Raffles, gouverneur anglais de l'île de Java, sur un droit maritime malay remontant au XIII[e] siècle. J'ai ensuite appris par le Journal asiatique français que les manuscrits de Raffles avoient été donnés par la veuve de ce savant à la bibliothèque de la Société royale asiatique de Londres.

Il entroit dans mon plan de joindre ces documens à ma collection; et dans l'impossibilité où j'étois d'obtenir la communication des manuscrits pour les faire copier et traduire, je me trouvois réduit, par le silence de M. Johnston, à publier simplement la rédaction anglaise de Raffles, lorsque l'obligeante entremise de mes confrères, MM. Eugène Burnouf et Reinaud, m'a mis en relations avec M. Ed. Dulaurier. Ce savant, encouragé par M. de Salvandy, ministre de l'instruction publique, avoit fait, en 1837, un voyage en Angleterre pour y copier des manuscrits malays et javanais. Il ne s'y étoit occupé que de rechercher des ouvrages historiques ou de littérature; mais il s'y étoit assuré de l'existence des manuscrits de lois maritimes qui avoient appartenu à Raffles. Dans le second voyage qu'il a fait en 1840, encouragé, à ma prière, par M. Villemain, successeur de M. de Salvandy,

il a transcrit les parties de la législation qui m'intéressoient; et, depuis, il a complété ce travail à l'aide de manuscrits dont il est devenu propriétaire, et d'autres qui lui ont été communiqués de Hollande.

Je peux donc publier plusieurs codes maritimes inédits, en langue malaye, qui, par leur date de rédaction, appartiennent incontestablement au XIIIe siècle (1), c'est-à-dire à une époque où les pays les plus navigateurs de l'Europe n'avoient encore que des usages traditionnels ou des coutumes assez imparfaitement rédigées.

Voici, d'après les renseignemens que m'a fournis M. Dulaurier, quelques détails sur les manuscrits dont il a fait usage. Ils sont au nombre de cinq, cotés, dans les notes mises au bas du texte et de la traduction, sous les lettres A, B, C, D, E.

Le manuscrit A, d'après lequel M. Dulaurier a établi le texte, fait partie de la magnifique collection de manuscrits malays et javanais que Raffles avoit rassemblée, de 1809 à 1814, et dont, ainsi que je l'ai dit plus haut, sa veuve a fait présent à la société royale asiatique de Londres. C'est un in-folio, écrit sur papier de Chine, et coté dans la collection sous le n° 33. Il est généralement correct, quoique moins complet que les autres; car il ne contient pas l'introduction, qu'il a fallu emprunter du manuscrit D.

Les manuscrits B et C appartiennent à M. Dulaurier, qui les a acquis pendant son premier voyage à Londres en 1838, avec d'autres ouvrages malays, de M. Huttmann, dont le frère avoit formé cette collection en 1823 à Malaca. Le premier de ces deux manuscrits est un in-8°, sur papier de Chine, moins correct que le manuscrit A, mais plus complet. Le second est un in-4°, sur papier d'Europe, d'une correction parfaite et d'une excellente exécution calligraphique; mais c'est un recueil de lois civiles, parmi lesquelles se trouvent quelques dispositions relatives à la navigation.

Le manuscrit D, le plus complet des cinq dont M. Dulaurier a fait usage, lui a été communiqué par M. Roorda van Eysinga, ancien professeur de langues malaye et javanaise à l'académie royale militaire de Bréda. Ce savant l'a depuis cédé au gouvernement néerlandais; c'est un in-8° sur papier d'Europe, dont le texte, assez pur, a beaucoup d'analogie avec le manuscrit B.

Le manuscrit E provient aussi de la collection de M. Roorda van Eysinga: il est de format in-8°, sur papier d'Europe. Ce savant, en le communiquant à M. Dulaurier, lui écrivoit, le 10 septembre 1842 : « Ce manuscrit a été « copié sous les yeux du sultan de Lingga. Il m'a été remis par M. le comte « de Ranzow, ancien résident de Rio; c'est un exemplaire précieux, que je « n'ai obtenu qu'avec beaucoup de peine. »

(1) La concession en a été faite par Mahmoud schah, le premier des souverains malays qui ont embrassé l'islamisme, ce qui, d'après l'opinion de Raffles et de Marsden, nous reporte vers 1276 de notre ère; voir la note 2 de la page 422 ci-après.



Ces manuscrits, considérés dans leur exécution matérielle, sont modernes, et cela ne peut être autrement, parce que c'est de nos jours seulement que la littérature et la législation malayes ont fixé l'attention des Européens. Les exemplaires anciens sont très-rares et conservés avec un soin jaloux dans le trésor des souverains locaux, qui ne permettent qu'avec beaucoup de difficultés d'en prendre des copies.

Un autre document, aussi en langue malaye, est relatif aux royaumes mangkasar (macassar) et bougui, dans l'île Célèbes. Les principales dispositions de ce code ont été tirées de celui de Malaca, qui, en général, a servi de modèle aux codes de presque tous les peuples de l'archipel d'Asie. Il en existe un seul manuscrit, qui fait partie de la collection Raffles, accompagné de plusieurs documens relatifs à d'autres états de l'archipel d'Asie. C'est un in-folio, sur papier d'Europe, coté, dans la collection malaye de la Société royale asiatique de Londres, sous le n° 34.

L'analogie, et souvent la ressemblance littérale entre le code de Malaca et celui des royaumes macassar et bougui, est très-grande; je viens d'en indiquer la cause. Ils ont été l'un et l'autre mis à contribution par Raffles, pour composer le travail qu'il a inséré dans le tome XII des *Asiatic Researches* de Calcutta; car, il est important d'en faire la remarque, le texte anglais de ce savant n'est pas la représentation, ou, si l'on veut, la traduction de tel ou tel des deux codes maritimes dont je viens de parler, ni d'aucun manuscrit déterminé: c'est une refonte méthodique des textes que Raffles avoit à sa disposition, une composition libre, et même parfois inexacte, qui fait assez bien connoître le droit maritime qu'on pratique depuis plusieurs siècles, et de nos jours encore, dans ces parages, mais qui, par sa forme, diffère essentiellement d'un recueil et d'une traduction de textes véritables.

Je publie, à la suite de ces deux codes, un autre document, moins important il est vrai, mais non moins curieux. Je ne peux dire qu'il soit, à proprement parler, inédit. Le Journal asiatique anglais avoit annoncé l'impression à Singapore, en 1832, d'un petit volume in-12, sous le titre: *A code of Bugis maritime Laws*. Cet ouvrage étoit totalement inconnu en France. Je ne le trouvois dans aucune bibliothèque publique ou particulière. Je m'empressai de le faire chercher à Londres, et ce fut sans résultat; plusieurs lettres que j'écrivis ou que je fis écrire à Singapore restèrent sans réponse. Enfin je confiai, en 1837, une note à un ami qui se rendoit à l'île Maurice. Cette note parvint à M. Achille Bédier, commissaire de la marine, administrateur des établissemens français dans le Bengale, qui, par une réponse pleine d'obligeance, du 15 juillet 1837, m'a transmis le livre indiqué, lequel, vu sa rareté, peut être considéré comme un document inédit.

M. Dulaurier a entrepris d'en faire la traduction, et il y a réussi. Voici quelques détails qu'il a bien voulu me fournir, et qui trouvent naturellement leur place ici.

L'île Célèbes, dans laquelle sont placés les états macassar et bougui, s'étend entre les 1° 45' de latitude nord et les 5° 48' de latitude sud. Sa longitude ouest va du 121° 19' au 127° 47'. Elle a au nord les Philippines, à l'ouest les îles de la Sonde, à l'est les Moluques, et au sud les îles qui séparent Timor de Java (1). Elle se compose de quatre presqu'îles allongées, se dirigeant à l'ouest et au sud, liées par des isthmes étroits et séparées par des baies profondes; une partie de l'île appartient aux Hollandais. L'empire de Macassar, aujourd'hui détruit, s'élevoit dans la presqu'île sud-ouest. Sur l'emplacement où fut la ville de ce nom, les Hollandais ont élevé la ville de Vlissingen et le fort Rotterdam. Toute la population de ce district peut être évaluée à dix-huit ou vingt mille âmes. Les royaumes de Wadjo ou Toadjo et de Louhou, situés dans le centre de l'île Célèbes, sont habités par les Bouguis, peuples essentiellement navigateurs et marchands, qui non-seulement ont fondé des colonies autour d'eux, mais encore ont conduit leurs navires dans tous les parages de la mer des Indes et de l'archipel d'Asie, prenant une part très-active au commerce qui s'y faisoit. Chez ces peuples, qui sont peut-être les plus intelligens et les plus civilisés de tous ceux qui habitent cette partie du globe, il existe une législation développée. Le code maritime dont je parle ici paroît n'en être qu'un fragment, mais les monumens s'en retrouveront peut-être un jour, lorsque la langue et la littérature des Bouguis seront mieux connues des Européens qu'elles ne l'ont été jusqu'à présent.

Ce code ne forme point, comme on pourroit le croire de prime abord, à l'inspection du titre, un double emploi avec le code macassar et bougui, dont j'ai parlé à la page 377. Raffles nous apprend, dans son intéressante dissertation sur la nation malaye (2), que «le code maritime de Malaca «avoit été adopté, avec de légères modifications, par plusieurs anciens et «puissans états de Célèbes, et qu'il continuoit d'être en vigueur parmi la plu«part des marchands de cette île.» Il ajoute que «dans le nombre de ces «états, le royaume bougui, l'un des plus considérables, possède un code «maritime d'une bien plus haute antiquité; mais que, dans les temps mo«dernes, on y a, pour une foule de cas, adopté les lois maritimes de «Malaca, presque de la même manière que les Romains adoptèrent le célèbre «droit Rhodien.» Ces paroles du savant orientaliste anglais conduisent naturellement à penser que la compilation qui porte le titre de *Ondang-ondang,* des royaumes macassar et bougui, qu'on trouvera page 450, est la rédaction du code de Malaca appropriée à l'usage de ces royaumes, tandis que le document publié à Singapore en 1832 seroit un débris de la loi ancienne originale, auquel on a joint des tarifs de fret ou de douanes plus ou moins

(1) J. C. M. Radermacher, *Korte Beschrijving van het Eiland Celebes*, dans les *Verhandelingen van het Bataviaasche genootschap van Kunsten en Wetenschappen*, t. IV, p. 144.

(2) *On the Malaya nation,* dans les *Asiatic Researches*, t. XII, page 130.

récens. Cette hypothèse semble confirmée par l'emploi fait dans le document dont il s'agit des caractères bouguis nationaux. La date moderne (1676) qu'il porte ne prouve rien contre sa haute antiquité; car, en le comparant aux codes malays, on a la preuve que les élémens qu'il renferme sont incontestablement très-anciens.

Le succès que j'avois obtenu en me procurant le code maritime écrit en langue bouguie, et en le faisant traduire par M. Dulaurier, étoit encore insuffisant. Jusqu'à présent j'avois fait imprimer les documens dont ma collection est composée dans leur langue originale; mais l'Imprimerie royale ne possédoit pas de caractères bouguis. Sur la proposition de M. Lebrun, directeur de cette imprimerie, et d'après l'avis de M. Eugène Burnouf, inspecteur de la typographie orientale, M. le garde des sceaux a levé cet obstacle en faisant graver les caractères. M. Dulaurier en a dirigé l'exécution, ainsi que l'impression du texte et de la traduction, qu'il a accompagnée de notes.

La reconnoissance que je dois avec raison à toutes les personnes que je viens de nommer justifie ces détails, en apparence minutieux; car, pour ce qui me concerne personnellement, je ne peux réclamer d'autre mérite que celui d'une certaine patience dans mes recherches.

Un but purement scientifique, et le désir de rendre ma collection d'autant plus digne des savans, qu'elle auroit contenu plus de documens inédits, m'avoit dirigé dans les investigations qui concernent le droit maritime de la mer des Indes, et on a vu qu'elles remontent à 1832; mais des circonstances nouvelles peuvent donner à cette partie de mon travail un caractère d'utilité pratique dont j'étois alors bien loin de me douter.

La France a fait l'acquisition des îles Marquises et du protectorat sur l'île de Taïti, situées dans la Polynésie. C'est aujourd'hui un point démontré par les savantes recherches de Guillaume de Humboldt (*Ueber die kawi sprache auf der insel Java,* p. 207); de Marsden (*On the traces of the hindu language,* etc. *Asiatic Researches,* t. IV, p. 223), de M. Crawfurd (*History of the indian archipelago,* t. II, chap. V), de M. Buschmann, dans son *Aperçu de la langue des îles Marquises et de la langue taïtienne,* publié à Berlin en 1843, p. 35, que toutes les langues parlées dans l'Océanie sont les débris, on pourroit dire des dialectes d'une langue commune, parmi lesquels le malay est un des mieux cultivés et des mieux connus aujourd'hui. Marsden va jusqu'à dire dans ses *Miscellaneous works,* pag. 4 et 5, que plusieurs de ces dialectes offrent, quoique parlés à de prodigieuses distances, comme le madécasse à Madagascar et le bisaya aux Philippines, des ressemblances si parfaites, que l'on croiroit entendre les idiomes de deux provinces contiguës d'un même royaume. Ce témoignage n'est pas simplement celui des savans occupés de recherches de linguistique; il est encore celui des navigateurs et des géographes les plus renommés, tels que M. de Freycinet (*Journal asiatique,* Paris, 5 juillet 1840), Valentijn (*Beschrijvin van oost Indiën,*

t. II, p. 244). Ils attestent que, sauf quelques modifications locales, la langue malaye est pratiquée depuis le Cap de Bonne-Espérance jusqu'à la Nouvelle-Guinée, et s'étend au nord jusqu'aux Philippines; et, pour employer les expressions de M. de Freycinet, «seule, elle suffit pour se faire entendre «et pour établir toutes les relations désirables avec les habitans de tout «l'archipel d'Asie.» Je renvoie ceux qui désireroient plus de détails au mémoire de M. Ed. Dulaurier, déjà cité page 370.

Mais je ne dois point terminer cette dissertation sans donner des explications sur les termes employés dans les codes malays pour désigner les diverses fonctions des personnes qui exercent des emplois dans les navires ou qui y sont admises à tout autre titre. Ces explications auront l'avantage d'éviter les redites fréquentes auxquelles il faudroit se livrer dans les notes dont ces documens sont accompagnés. Elles sont l'ouvrage de M. Dulaurier, dont je transcris le travail, qu'il a complété par quelques observations sur le système orthographique adopté par lui pour transcrire le texte.

«Le mot générique *Prahou* ڤراهو, et souvent le mot *Jonque* جوڠ, sert à désigner les navires; on donne aussi à certains navires ou à de grandes embarcations le nom de *Balok* بالق (1).

«Trois parties de l'emplacement du navire sont soumises à une législation spéciale : le *Balei lentang* بالى لنتڠ, sorte de chambre du conseil, où les officiers seuls peuvent entrer; le *Balei boudjor* بالى بوجر, réservé pour les récréations des *Mouda mouda,* espèces de cadets de navire; le *Poutaran lawang* ڤتارن لاوڠ, lieu où est le cabestan. On désigne encore par le mot *Alang mouka yang diatas* الڠ موك يڠ داتس, les cabines d'en haut, lesquelles font face à la cabine du capitaine; l'entrée n'en est permise qu'aux gens de service.

«Bien que le nombre et le détail du personnel d'un bâtiment dépende matériellement de sa grandeur, de la nature et de la longueur du voyage, néanmoins les dénominations et la classification qu'on va lire sont en usage dans la plupart des navires de la marine malaye.

«A la tête de l'équipage est le *Nakhoda* ناخدا ou capitaine, dont l'autorité est souveraine et absolue à bord. Quelquefois le propriétaire du navire امڤون جوڠ est distingué du capitaine; c'est alors le propriétaire du navire qui en est le chef, et le capitaine ne vient qu'après lui et au second rang. Mais cette distinction, qui déplace la hiérarchie des grades et leurs rapports de correspondance avec les grades des officiers de terre, ainsi qu'on le voit dans le chapitre 1er du code maritime de Malaca et du code macassar et bougui, n'est point, au fond, d'une importance réelle, le *Nakhoda* ou capitaine réu-

(1) Le *Balok* est quelquefois aussi une petite barque, comme nous l'apprend Fernand Mendez Pinto : «Antonio de Faria enuoya de petites barques qu'ils appellent Baloks, assez bien équippées pour espier le port et sonder le fond de la riuière.» (Voyages aduantureux de Fernand Mendez Pinto, trad. du portugais par B. Figuier. Tom. I, p. 390. Paris, 1830.)

nissant généralement, et presque toujours, à son grade, dans les petits navires, la qualité de propriétaire. Le code de Malaca fait usage indifféremment du titre de propriétaire du navire, et de *Nakhoda,* capitaine. Quoique j'aie conservé dans la traduction les expressions malayes qui désignent les grades, à cause de la difficulté de bien établir des synonymies dans notre langue, j'ai cru pouvoir, sans inconvéniens, traduire par capitaine la désignation malaye de *Nakhoda.* Le capitaine emploie un écrivain ou secrétaire, nommé *Djouro toulis* جور تولس, chargé de la comptabilité dans le navire.

« Au-dessous du capitaine se trouvent :

« 1° Le *Djouro moudi* جور مودى ou pilote, chargé du gouvernail, et dont le poste est sur le gaillard d'arrière.

« 2° Le *Djouro batou* جور باتو qui est le garde du gaillard ou château d'avant, ce ui qui dirige le service des ancres et qui signale les écueils; on pourroit croire qu'il y avoit quelquefois deux *Djouro batou,* si la mention qui en est faite dans l'extrait du code maritime de Malaca, tiré du manuscrit D, page 432 ci-après, ne paroissoit pas être une faute de copiste. Le *Djouro moudi* et le *Djouro batou* sont en outre chargés de la police et de l'exécution des jugemens à bord.

« 3° Le *Ma'lim* معلم ou pilote est le guide du navire; on en compte deux : l'un, nommé *Ma'lim besar* معلم بسر, c'est-à-dire grand pilote ou pilote en chef, lequel est chargé de la direction du navire; l'autre, nommé *Ma'lim kitchil* معلم چيل, c'est-à-dire petit pilote, ou bien *Ma'lim angin* معلم اڠين, c'est-à-dire pilote du vent, parce que ses fonctions consistent à régler la voilure d'après le vent.

« Au-dessous de ces officiers, viennent :

« 4° Les *Toukangs* توكڠ, dont le nom en malay signifie *ouvrier.* Ce sont des bas-officiers, ayant des fonctions spéciales en rapport avec leurs dénominations particulières. A leur tête est le *Toukang agong* توكڠ اݢوڠ ou Toukang en chef, officier du grand mât, contre-maître ou bosseman, lequel commande au *Toukang kiri* توكڠ كيرى, littéralement, ouvrier de gauche, officier de bâbord, au *Toukang kanen* توكڠ كانن, littéralement, ouvrier de droite, officier de tribord, et au *Toukang pétak* توكڠ ڤيتق, ouvrier de cale, enfin au *Toukang tengah* توكڠ تڠه, c'est-à-dire ouvrier du milieu ou officier du milieu du navire.

« 5° Le *Gantong layar* ݢنتوڠ لاير, ou plutôt *Toukang gantong layar,* توكڠ ݢنتوڠ لاير, littéralement, ouvrier pour hisser les voiles; c'est celui qui est chargé dans le navire de faire exécuter la manœuvre des voiles, sous la direction du second *Ma'lim* (1).

« 6° L'équipage, appelé *Awak prahou* اوق ڤراهو ou *Anak prahou* انق ڤراهو,

(1) Le mot *Gantong layar,* comme on le verra page 400, est employé aussi pour désigner le droit qu'on exige des naufragés recueillis en mer, comme indemnité de ce qu'ils ne participent point au service du navire. La note 2 de la même page explique l'origine et la signification de cette dénomination.



littéralement, *enfans du navire,* peut être composé d'hommes libres, *Orang-banjak* اورغ بايق, d'esclaves, *Orang a'bdi* اورغ عبدى, et des débiteurs du capitaine, *Orang ber-houtang* اورغ برهوتغ, sorte de gens qui, pour une somme d'argent, s'engagent à son service pendant un temps déterminé; c'est une espèce d'esclaves temporaires.

« Les codes malays nomment aussi les *Touron penouken* تورن فنوكن, débiteurs attachés au service du capitaine, mais exerçant une autorité à bord.

« En dehors du personnel que je viens de désigner, il faut compter :

« 1° Les *Mouda mouda* مود ٢ jeunes gens ou cadets de navire formant une sorte d'état-major : leurs fonctions consistent à accompagner le capitaine lorsqu'il descend à terre, à surveiller les esclaves à bord, et à diriger le service des hommes de garde ou de service sur le pont.

« 2° Les *Kiwis* كيوى, marchands ou chargeurs, qui ne coopèrent en rien au service actif du navire, mais qui ont un intérêt purement commercial dans le voyage, et auxquels appartient une partie de la cargaison. On donne au chef des Kiwis le nom de *Maw'la kiwi* مولى كيوى.

« 3° Les *Orang tompang* اورغ تمفغ ou *Orang menompang* اورغ منمفغ, passagers qui, moyennant un certain prix, sont transportés d'un port à un autre.

« 4° Les *Senawis* سناوى, passagers qui ne payent rien, mais qui travaillent à bord du navire pour acquitter leur passage.

« Aucun des officiers du navire ou des matelots ne reçoit de salaire à bord, à l'exception des personnes qui peuvent être appelées accidentellement pour remplacer un homme de l'équipage forcé de quitter le navire par suite de maladie ou pour toute autre cause. Le capitaine ou propriétaire du navire alloue à chacun, suivant la coutume établie, ce que l'on appelle un *Touloungan* تلوغن, littéralement, *secours, assistance,* ce qui répond assez bien à ce que nous nommons *part d'intérêt* dans nos associations industrielles, et même dans les expéditions maritimes ou commerciales.

« Le *Touloungan* est de deux sortes : c'est un intérêt accordé dans la cargaison ou une part dans le tonnage du navire, ou bien une somme d'argent. »

Toute expédition maritime chez les peuples soumis à la législation malaye peut donc être considérée comme une entreprise commerciale formée en vertu d'un contrat de société par toutes les personnes, officiers ou matelots, qui montent un navire, et ressemble presque en tout aux voyages à la part ou au fret, dont s'occupent les articles 259 et 260 de notre Code de commerce.

Quelques observations de M. Dulaurier doivent encore trouver place ici pour faire connoître la manière dont la traduction a été exécutée, et le système d'orthographe suivi relativement au texte.

« Cette traduction a été refaite trois fois entièrement pendant le cours de l'impression du volume dont elle doit faire partie, c'est-à-dire depuis mon retour

d'Angleterre, où je suis allé copier le texte en 1840, jusqu'à la fin de 1843, époque à laquelle j'ai établi ma rédaction définitive, telle qu'on la trouvera ci-après, sauf quelques modifications de détail. Pénétrant chaque jour plus avant, par le progrès de mes études, dans le génie de la langue malaye et dans la connoissance de la législation des peuples de l'archipel d'Asie, j'ai pu rendre ma traduction de plus en plus littérale. Souvent je me suis aperçu qu'en me donnant plus de liberté, et en suivant l'exemple de Raffles, j'avois substitué à la pensée originale qu'offre le texte, ma propre pensée. C'est un défaut que je me suis attaché à faire disparoître, en rendant le texte mot pour mot. J'ai préféré laisser subsister en quelques endroits une obscurité et une incertitude, qui tiennent sans doute à la difficulté de comprendre des dispositions de droit ou des règlemens commerciaux fondés sur des usages locaux et anciens qui nous sont inconnus aujourd'hui, plutôt que de donner une version conjecturale et fausse peut-être. Les ouvrages de législation ou de philosophie qu'a produits la langue malaye sont d'une intelligence extrêmement difficile, parce qu'ils sont écrits dans un style abrupte et concis, et aussi parce que nous ignorons la signification d'un grand nombre de mots qui s'y trouvent employés. Les dictionnaires malays publiés jusqu'à présent ne contiennent pas, je puis l'affirmer, la dixième partie des richesses que cette langue possède. C'est avec des secours aussi insuffisants et à l'aide de mes propres recherches, qui sont encore très-incomplètes, que j'ai entrepris ma traduction. Mon travail, quoique composé seulement de quelques feuilles d'impression, a été aussi pénible, aussi long que si j'avois eu à publier un gros volume sur une matière et dans un idiome mieux connus.

«J'ai été arrêté aussi plus d'une fois, en voulant établir mon texte, par l'orthographe des mots malays. Elle varie dans les manuscrits, sous l'influence des prononciations locales, et surtout d'après la méthode de transcription suivie par les copistes.

«Sans parler du vice inhérent à l'emploi de l'alphabet arabe pour la transcription d'une langue essentiellement différente de celle pour laquelle cet alphabet avoit été inventé, je ferai remarquer que les copistes malays, ainsi que les éditeurs anglais et hollandais qui les ont suivis, n'ont eu jusqu'ici aucun système fixe et arrêté pour la notation orthographique des variations si complexes que subissent les radicaux en se combinant avec les affixes. Par suite de ces combinaisons, l'accent se déplace dans les mots, la quantité des différentes syllabes change, et ces permutations phoniques se reproduisent dans l'écriture. J'ai suivi rigoureusement le principe posé par Werndlij (*Maleische spraakkunst,* p. 198), savoir, que les syllabes dans chaque mot sont alternativement brèves et longues, en partant de la dernière, et que l'accent doit toujours être placé sur la pénultième. Toutes les fois que l'usage des manuscrits les plus corrects m'y a autorisé, j'ai ajouté à la fin des mots terminés par une voyelle, l'une des lettres foibles

و et ى, correspondant aux deux voyelles appelées بارس دهدافن et بارس دباوه, afin de distinguer des mots qui, sans cela, pourroient être confondus avec d'autres, comme کامی, *nous*, et کام, *vous*, کالی, *fois*, et کال, *temps*. Cette addition, qui semble en apparence indiquer que la dernière syllabe est longue, ne peut laisser aucun doute sur sa briéveté réelle; car cette dernière syllabe, étant, dans la prononciation, précédée de la syllabe accentuée sur laquelle porte le repos de la voix, forme un temps foible et doit par conséquent se prononcer rapidement. Cette pratique de noter la dernière voyelle du mot par une lettre de prolongation est adoptée par les copistes les plus habiles, excepté pour la voyelle بارس داتس, que l'on ne remplace jamais par un *alif* final. Comme cette voyelle ne se rencontre guère en malay qu'à la fin des mots empruntés du sanskrit, il semble que les Malays, en ne l'écrivant pas, l'aient regardée comme inhérente à la consonne même, ainsi que cela a lieu dans l'écriture déwanagarie.

« J'ai cru devoir placer un trait au-dessus des mots qui, dans les manuscrits dont je me suis servi, sont écrits à l'encre rouge, et forment des commencemens de paragraphes. Ces mots sont : ادفون, سبرمول, برمول, جكلو, et signifient *quant à, or donc, item, si*. Les Malays, ne pratiquant pas d'alinéa et n'ayant pas de signes de ponctuation, sont forcés d'employer diverses particules initiales, qui n'ajoutent rien au sens de la phrase, mais qui servent de moyen de transition, et qu'ils écrivent ordinairement à l'encre rouge; de cette manière, le commencement et la fin des phrases sont parfaitement marqués, et frappent les yeux du lecteur à l'ouverture du livre. Quoique j'aie introduit dans le texte l'usage typographique des alinéa, je n'en ai pas moins mis un trait au-dessus de ces particules initiales, afin de rendre la coupure des paragraphes aussi nette et aussi tranchée que possible. Cette méthode de *superligner* les mots que l'on veut placer en saillie dans les textes arabes ou écrits en caractères arabes est généralement adoptée aujourd'hui par les orientalistes qui font le plus autorité. »

Les difficultés dont M. Dulaurier rend compte, relativement aux codes en langue malaye, devaient se produire avec encore plus d'intensité pour le code bougui, écrit dans une langue et avec des caractères qui n'ont pas fait encore l'objet des études de nos orientalistes. Il s'est trouvé dans la nécessité de joindre au texte et à la traduction, des notes philologiques et géographiques qu'on trouvera à la suite de ce document.

DROIT MARITIME
DE L'INDE, DE LA PRESQU'ILE MALAYE ET DE L'ARCHIPEL D'ASIE (1).

EXTRAITS DU CODE DE MANOU
ET DU COMMENTAIRE DE KULLÛKA (2).

(MÂNAVA DHARMA ÇÂSTRA, LIVRE VIII, SLOKA 156.)

चक्रवृद्धिं समारूढो देशकालव्यवस्थितः ।
अतिक्रामन् देशकालौ न तत्फलमवाप्नुयात् ॥

Celui qui s'est engagé à transporter [des marchandises] moyennant un intérêt fixé pour un lieu ou pour un temps donné, ne doit pas recevoir le prix convenu, s'il manque aux conditions du lieu et du temps.

COMMENTAIRE DE KULLÛKA.

चक्रवृद्धिशब्देनात्र चक्रवच्छकटादिभाटकरूपा वृद्धिरभिमता । चक्रवृद्धिमाश्रित उत्तमर्णो देशकालव्यवस्थितः । यदि वाराणसीपर्यन्तं लवणादि शकटेन वहामि तदा ममेयद्धनं दातव्यमिति वेतनरूपदेशव्यवस्थितिः ।

Le texte, en se servant du terme *tchakra vriddhi* (intérêt de la roue), entend par le mot *intérêt* le prix du [transport par] un chariot ou autre véhicule ayant des roues. Il s'agit ici du propriétaire [d'un chariot], qui stipule [pour l'usage de son véhicule] un intérêt fixe pour un lieu ou pour un temps donné. « Si je porte avec mon chariot du sel ou toute autre denrée jusqu'à Bénarès, alors il me sera dû tel prix : » c'est là une convention relative au lieu, avec fixation de prix.

(1) Ce titre générique comprend des documents provenus de sources très-différentes; on aura soin de le faire remarquer dans les notes.

(2) Ces extraits du livre ancien et célèbre appelé dans l'Inde *Mânava dharma çâstra*, et en Europe *Code* ou *Lois de Manou*, sont accompagnés du commentaire de Kullûka Bhatta, qui jouit dans l'Inde d'un véritable caractère officiel. C'est, comme je l'ai déjà dit, page 368, mon savant et obligeant confrère M. Eugène Burnouf qui a bien voulu en soigner l'impression et en faire la traduction. Il s'est servi, pour le texte du Code de Manou et pour le commentaire de Kullûka, de l'édition de Calcutta, in-8°, 1839, qui lui a paru mériter le plus de confiance.

यदि मासं यावद्वहामि तदा ममेयद्धनं दातव्यमिति काल-व्यवस्थितिः। एवमभ्युपगतदेशकालौ नियमस्थौ दैवादपूरयन् शकटादिना वहन् लाभरूपफलं सकलं न प्राप्नोति॥

(Éd. Calcutt. in-8°, t. II, p. 61, 62.)

« Si la denrée est rendue dans un mois, alors il me sera dû tel prix : » c'est là une convention relative au temps. Or si celui qui fait le transport au moyen de son chariot vient à ne pas remplir, par suite de quelque accident, les conditions relatives au lieu et au temps fixées par la convention, il ne recevra pas la totalité du prix qui est son gain (1).

(LIVRE VIII, SL. 157.)

समुद्रयानकुशला देशकालार्थदर्शिनः।
स्थापयन्ति तु यां वृद्धिं सा तत्राधिगमं प्रति॥

Le prix, tel que le fixent des hommes experts dans les voyages de terre et de mer, qui savent ce qu'il faut prendre pour tel lieu et tel temps, a force légale dans la convention.

COMMENTAIRE DE KULLÛKA.

स्थलपथजलपथयाने निपुणा इयद्देशपर्यन्तं इयत्कालपर्यन्तं वा उह्यमाने सति एतावाँल्लाभो ग्रहीतुं युक्त इत्येवं देशकाललाभधनज्ञा वणिगादयो यां वृद्धिं तथाविधविषये व्यवस्थापयन्ति सैव तत्र व्यवस्था तत्राधिगमं धनप्राप्तिं प्रति प्रमाणं॥

Quand des marchands ou autres, habiles dans les voyages de terre ou de mer, connoissant la somme qu'il faut prendre pour un lieu ou pour un temps donné, et disant : « Il est « juste de prendre tant, si l'on porte les den- « rées en tel lieu et en tel temps; » quand, dis-je, de tels marchands fixent un prix [le texte dit *un intérêt*], cette fixation est une autorité dans l'affaire, pour l'obtention du prix (2).

(1) Les règles qu'on trouve dans ce texte et dans son commentaire sont tellement fondées sur le droit naturel, qu'elles appartiennent à toutes les législations. On doit seulement faire remarquer qu'ici le mot *intérêt* doit être pris dans un sens très-large, et qu'il signifie le produit de la chose, le prix de son usage, le salaire payé à celui qui l'emploie pour le service d'autrui. En effet, à l'égard de ce locateur, le prix de loyer ou le salaire est réellement le produit de sa chose; il représente l'utilité de cette chose. Le sens du texte ne permet pas de voir ici ce que nos langues modernes ont restreint au produit de l'argent prêté.

(2) La rédaction vague du texte, dont on donne ici la traduction littérale, pourroit porter à croire qu'il s'agit seulement d'une convention entre celui qui veut faire transporter des marchandises dans un lieu et celui qui entreprend de les transporter. Will. Jones a entendu cette décision dans le sens de la stipulation du contrat appelé chez nous *contrat à la grosse,* par l'effet duquel celui qui prête une somme sur des marchandises exposées à des risques pendant le transport a droit de stipuler de la somme prêtée un intérêt supérieur à celui que la loi autorise pour les prêts ordinaires. Voici en effet la traduction anglaise : « Whatever interest *or price of risk* shall be settled between the parties, by men well acquainted with « sea voyages or journies by land with times and with places, such interest shall have legal force. » Il ne paroît pas que les jurisconsultes anglais aient de doutes sur ce point. M. James Reddie, avocat de Glascow, dans un ouvrage publié en 1841 sous le titre, *An historical View of the Law of maritime commerce,* dit expressément, p. 482 : « And from the institutes of Hindu Law, translated from the sanscrit « by sir W. Jones, and published in 1796, it is established that the ordinances of Menu recognished the « maritime contract of *fœnus nauticum,* or loan of money upon maritime risk. » La même opinion avoit déjà été exprimée par Mountstuart Elphinstone (*The History of India,* tom. I, pag. 62), qui emploie pour l'objet dont il s'agit ici ces mots remarquables : « Interest on money lent on bottomry for sea voyages. » J'avoue que la traduction littérale de M. E. Burnouf, et même celle de W. Jones, ne paroît pas se prêter bien clairement à ce sens. Mais, d'un autre côté, si le sloka 157 devoit être entendu de la convention entre un entrepreneur de transport et le chargeur, ce distique feroit double emploi avec le précédent; et c'est, à mon avis, le plus fort argument en faveur de l'opinion de MM. Elphinstone et Reddie. Une plus longue discussion exigeroit des connoissances positives sur la législation indienne, qui nous manquent. Quelque opinion qu'on adopte, il n'est pas possible de nier que le distique 157 ne concerne le droit maritime; il étoit donc nécessaire de le recueillir.

(LIVRE VIII, SL. 406.)

दीर्घाध्वनि यथादेशं यथाकालं तरो भवेत् ।
नदीतीरेषु तद्विद्यात् समुद्रे नास्ति लक्षणं ॥

Dans le cas d'un long voyage, qu'on sache que le [prix du] passage doit être déterminé en raison des lieux et des saisons, et cela sur le bord des fleuves; sur mer, il n'y a pas de donnée [pour établir ce droit].

COMMENTAIRE DE KULLÛKA.

पूर्वं पारावारतरपार्थमुक्तं । इदानीं नदीमार्गेण दूराध्वनि गन्तव्ये प्रबलवेगस्थिरोदकनद्यादिदेशग्रीष्मवर्षादिकालापेक्षया तरमूल्यं कल्पनीयं । एतच्च नदीतीरेषु बोद्धव्यं । समुद्रे तु वाताधीनपोतगमनत्वात् स्वायत्तत्वाभावे तरपण्यविशेषज्ञापकं नदीवद्योजनादिकं नास्ति । अतस्तत्रोचितमेव तरपण्यं ग्राह्यं ॥

Ce qui a été dit précédemment se rapporte aux taxes en général; maintenant, dans le cas d'un voyage de long cours entrepris par la voie d'un fleuve, [on dit qu']il faut déterminer le prix du passage à raison des lieux, c'est-à-dire, de la rapidité du courant ou de la résistance des eaux, et à raison des saisons, c'est-à-dire, du temps des chaleurs ou de celui des pluies; et il faut entendre que cela a lieu sur le bord des fleuves. Mais sur mer, comme la marche du navire, qui est soumise au vent, ne peut être librement dirigée, il n'y a pas de mesure, comme est le *yôdjana* ou autre sur un fleuve, qui puisse faire connoître les divers prix du passage. Aussi est-ce seulement sur les fleuves qu'on doit percevoir ce prix (1).

(LIVRE VIII, SL. 408.)

यन्नावि किंचिद्दाशानां विशीर्येतापराधतः ।
तद्दाशैरेव दातव्यं समागम्य स्वतोऽंशतः ॥

Ce qui, sur un navire, périra par la faute des gens du bord, sera restitué par ces gens en commun, chacun contribuant pour sa part.

COMMENTAIRE DE KULLÛKA.

नौकारूढानां यत् किंचिन्नाविकापराधेन नष्टं द्रव्यं तन्नाविकैरेव मिलित्वा यथाभागं दातव्यं ॥

Si un objet quelconque appartenant à un des passagers du vaisseau périt par la faute des mariniers, il doit être rendu par les mariniers mêmes, qui contribueront en commun chacun pour sa part.

(1) Ce sloka me paroît devoir s'entendre de la fixation légale du prix de transport, de même que les slokas 401, 402 et 403 donnent au roi la mission de taxer le prix des marchandises. Mais ici on excepte expressément de cette taxe les transports par mer. On verra, page 467 et suiv. que la législation bouguie taxe le prix du frêt dans les voyages maritimes.

(LIVRE VIII, SL. 409.)

एष नौयायिनामुक्तो व्यवहारस्य निर्णयः ।
दाशापराधतस्तोये दैविके नास्ति निग्रहः ॥

Telle est la décision d'un débat élevé entre ceux qui naviguent [et les mariniers], quand c'est par la faute de ces derniers que quelque chose est tombé dans l'eau; mais il n'y a pas condamnation dans le cas de force majeure.

COMMENTAIRE DE KULLÛKA.

नाविकापराधाद्यदुदके नष्टं तन्नाविकैरेव दातव्यमिति पूर्वोक्तमनूदितं । दैविके नास्ति निग्रह इति विधातुं नौयायिनामेष व्यवहारस्य निर्णय उक्तः । दैवोपजातवात्यादिना नौभङ्गेन धनादिनाशे नाविकानां न दण्डः ॥

On a dit précédemment et on répète que si quelque chose a péri dans l'eau par la faute des mariniers (1), eux seuls doivent en rendre la valeur. Afin d'établir qu'il n'y a pas de condamnation dans le cas de force majeure, le texte dit : « Telle est la décision d'un débat « élevé entre ceux qui naviguent [et les ma-« riniers]; » car dans le cas de bris du navire par suite d'une tempête ou de tout autre accident de force majeure, entraînant la perte de la cargaison, les mariniers ne sont pas passibles de la nécessité [de restituer] (2).

(1) M. E. Burnouf m'a engagé à faire observer que, dans ce sloka et le précédent, le texte dit *esclaves*, d'où on doit inférer que les marins appartenoient aux dernières classes; mais le commentaire, très-certainement plus moderne, ne se sert plus du mot *esclave*, il emploie celui de *marinier*, littéralement *nauta*.

(2) Cette règle ne doit point être séparée de celle qu'on lit dans le sloka 408, et il en résulte une théorie parfaitement conforme à la législation de tous les peuples navigateurs. Les gens de l'équipage sont des locateurs de soins; et dès que la chose qu'on leur a confiée à transporter périt par leur faute, ils en répondent. Mais si cette responsabilité est une règle d'équité naturelle, c'en est une aussi qu'elle cesse par l'effet de la force majeure : le sloka 409 le décide, et le commentateur, en développant cette pensée, donne pour exemple de force majeure le bris du navire par suite d'une tempête ou de tout autre accident maritime. Ce que nous connoissons du Code de Manou et de ses commentateurs ne porte pas plus loin les prévisions. On n'y trouve pas un mot sur la nécessité du jet pour alléger le navire, pas un mot sur la contribution des objets sauvés, à la perte de ceux qu'on a été obligé de sacrifier. Il étoit cependant impossible que ce cas de jet n'arrivât pas fréquemment. Le voyage de Fă-hian, ch. XL, en fournit deux exemples pour la même navigation. Le premier sentiment qu'éprouvoient des navigateurs exposés à périr en pleine mer, par l'effet de la tempête, a dû être de chercher à alléger le navire. Bientôt l'usage a dû s'introduire, sans peine, d'obliger les chargeurs dont les effets avoient été sauvés par ce sacrifice, à indemniser ceux qui l'avoient supporté : c'étoit le seul moyen de régulariser la mesure du jet, et de prévenir des disputes et des résistances dont la perte générale eût été le résultat. Je ne doute point que, dès les temps les plus anciens, on n'ait suivi, chez les Indiens, les règles qu'on trouvera dans les Codes malays, ci-après, pages 409 et 465. Comme les mêmes besoins conduisent naturellement à adopter les mêmes mesures, nous avons vu des règles identiques dans la législation maritime des Grecs, tome Ier, page 41; et certainement elles se trouveroient parfaitement semblables dans les lois des Phéniciens, si la législation de ce peuple nous étoit parvenue.

CODE MARITIME DU ROYAUME DE MALACA (1).

بسم الله الرحمن الرحيم

الحمد لله رب العالمين سكل ڤوج ڤجيئن
بك الله توهن يڠ امت كواس لاڬ امت

AU NOM DE DIEU CLÉMENT ET MISÉRICORDIEUX (2).

Louange à Dieu, Seigneur de tous les mondes! Gloire à lui, qui est le maître tout-puissant, et qui pardonne avec tant de misé-

(1) L'époque à laquelle ce Code a été rédigé est connue d'une manière certaine. La préface des manuscrits B et D, qu'on trouvera en malay et en traduction française dans la note suivante, atteste qu'il a été octroyé aux navigateurs par Mahmoud schah; et la même énonciation se voit dans le titre XVIII ci-après, page 422. La chronique malaye, citée à la note 2 de la même page, nous apprend que ce prince, le premier des souverains de Malaca qui ait embrassé l'islamisme, vivoit à la fin du XIII[e] siècle. Mais il ne faut pas perdre de vue que le travail fait par ses ordres, consistoit à *recueillir de la bouche des vieillards les coutumes anciennes* auxquelles l'approbation du roi donna, *sur mer, une autorité égale à celle qu'ont les lois civiles dans l'intérieur du royaume*. Ainsi que je l'ai dit dans le discours qui précède ce chapitre, c'est M. Ed. Dulaurier, professeur de langues malaye et javanaise à l'École des langues orientales, qui, après avoir établi les textes suivant les manuscrits indiqués pag. 375, en a surveillé l'impression, fait la traduction et rédigé la plupart des notes. Le très-petit nombre de celles dont je suis auteur a pour objet de faire quelques rapprochemens entre les principes de ces lois malayes et les usages qui étoient observés à la même époque dans le droit maritime des Européens.

(2) Cette préface ou introduction, qui se trouve dans les mss. B et D, est remarquable en ce qu'elle nous fait connoître, avec une vérité parfaite, le degré d'autorité assignée, dans l'état actuel de la législation malaye, aux prescriptions d'origine diverse qu'elle renferme. Cette législation se compose, en effet, dans son ensemble, des coutumes indigènes, de quelques dispositions qui paroissent empruntées du droit indien, et de préceptes tirés du droit musulman. Elle a combiné successivement ces trois élémens de formation, en attribuant à chacun une autorité qui a suivi, dans ses phases de progrès et de décadence, celles des institutions religieuses sur lesquelles elle étoit fondée. L'islamisme, professé aujourd'hui par tous les peuples de race malaye, tend de plus en plus à substituer parmi eux la loi de l'Alcoran aux anciennes coutumes traditionnelles et aux prescriptions empruntées des codes indiens. C'est ce que prouvent les paroles de l'écrivain auquel est due cette préface, laquelle est remplacée dans le ms. A par les lignes suivantes, qui, en ne portant aucune trace des scrupules auxquels a cédé cet écrivain, indiquent que la rédaction de ce manuscrit doit être fixée à une époque où l'islamisme ne s'étoit pas encore complétement développé dans l'archipel d'Asie, et qu'elle est, par conséquent, d'une date antérieure à celle des mss. B. et D.

فصل اين اداله حكم دالم جوڠ دان كڤل دان ڤراهو اداله حكمن ايت اتو دلاوت اتو دالم نڬري
مك هندقله كيت ماو توروت سڤرت حكم اين سڤاي سمڤرناله ڤد بارڠ سسوات ڤكرجاءن يڠ
بايك مك ڤرنته حكم اين كيت توروت ڤد سكل نڬري كارن حكم لاوت ايت دلاوت جوڬ دان
حكم دارت ايت ددارت جوڬ ڤوتسن تياد داڤت حكم لاوت ايت دباو كدارت مك سبب
دحكمكن دڠن حكم اين سڤاي جاڠن بركلاهي بنته دان جاڠن منوروت كهندق هوانفسن سنديري
سڤاي سنتواس كيت درڤد كسكارن دان كسكيتن دالم جوڠ ايت جكلو دمكين بناڤ جوڬ كيت
ماو ملاون سكالي ناخدا ايـــــت

« Ici sont consignées les lois en usage sur les jonques, les navires et toutes les embarcations en général, « soit en mer, soit dans les ports.

« Que chacun se conforme à ce qu'elles prescrivent, afin que tout soit réglé avec une exactitude et un ordre « parfaits. Qu'elles soient observées dans tous les pays de notre juridiction, car les institutions maritimes « doivent régir la mer, et les lois civiles l'intérieur du royaume; et les lois de la mer ne doivent pas être « observées à terre. Qu'elles règnent donc [à bord des navires] de manière à prévenir les querelles et les con- « testations, à empêcher chacun d'agir suivant son bon plaisir, et à éloigner les accidens et les malheurs « qui peuvent survenir en mer. Si ces lois sont exécutées, qui osera se montrer rebelle à l'autorité du capitaine? »

ricorde à ses serviteurs dans cette vie et dans l'autre! Être souverainement bon et clément qui a révélé le bienfait de la vraie religion à son bien-aimé Mahomet! Que sa miséricorde s'étende sur tous les vrais croyans qui propagent la foi, qui pratiquent sa loi, qui implorent le secours des compagnons du Prophète, et qui prient Dieu en faveur de tous ceux qui observent avec crainte les préceptes divins! Ce sont nos intercesseurs auprès de Dieu à qui appartiennent la majesté, la gloire et la puissance!

مغمفوني همبان سكلين ددالم دنيا ددالم اخرت دغن كارنيان يا الغفور الرحيم يغ امت مغمفوني لاك مغسهاني دغن بركت اكم ككاسهن محمد صلى الله عليه وسلم دان رحمت الله اكن سكلين امتن يغ ممباو ايمان دان مغرجاكن شريعتن دان ممنت تولغ كفد سكل صحابتن كحضرت الله تعالى ممبري شفاعت اكن سكل امتن يغ تاكت امر دان نهيين مك ايڤون موهنكن امڤون كفد الله توهن رب العرش الكريم يغ امت كواس اكن كيت سكلين

Par cela même que ces lois maritimes contiennent un grand nombre de prescriptions qui ne s'accordent point avec les lois de l'Alcoran, nous plaçons ici, en commençant, quelques mots pour rassurer les serviteurs de Dieu, afin qu'ils aient la conscience tranquille lorsqu'ils exécuteront en naviguant, ces lois maritimes; afin qu'ils ne méconnoissent point l'autorité des coutumes antiques, et qu'ils ne se livrent point entre eux à des discussions, à des disputes, et qu'ils ne se fassent pas du mal avec leurs camarades, afin que la paix règne dans tous leurs établissemens, et qu'ils s'abstiennent de faire couler le sang, en accusant les musulmans de ne pas être vrais [dans leur croyance]. Si ces lois étoient négligées, certainement les coutumes des anciens temps tomberoient en désuétude.

كارن ڤركتاءن اين بايق برسالهن فد حكم شريعت مك دملاءي ڤركتاءن اين سقاي سنتواس سكل همب الله ددالم ڤلايارن فد مغرجاكن اين سقاي جاغن ممبنساكن عادت دان جاغن بركلاهي دان بربنته دان جاغن برسلاهن دغن سكل هندي تولنن سقاي سنتواس كدودكنن دان ترڤليهر درڤد منيرسكن داره دغن تياد سبنرن سكل اسلام جكلو تياد دكتاكن حكم اين نسچاي بنساله عادت يغ دهولو كال ايت

Ces coutumes ont été recueillies (1) de la

كارن عادت اين درڤد اورغ توه ٢ تتكال

(1) Ms. E :

كارن حكم اين در باوه دولي توان كيت سلطان محمود شاه يغ كرجاءن ددالم نݢري ملاك سقاي سلامت كفد سكل داݢڠ يغ تعلق دان بركاسه ٢ هن دغن بݢند ايت يايت فد سكل اسلام دلاوت دان ددارت والله اعلم

« Car ces lois ont été données par sa majesté notre seigneur le sultan Mahmoud schah, qui régna sur « le territoire de Malaca, afin que toute sécurité [soit assurée] aux marchands étrangers qui sont en rap- « port de dépendance et d'amitié avec lui, c'est-à-dire avec tous les musulmans soit en mer, soit sur terre. »

ماس نڬري ملاك لاڬ ڤرارله سلطان
محمود شاه خليفت المومنين يڠ كرجاءن
نڬري ملاك سبب ايتوله مك ناخدا يڠ توه ٢
ايت منورتكن حكم اين مك داتڠله كڤد
انق چچون سكارڠ اين مك هندقله سڬل
نڬري ايت حكم لاوت جوڠ سودهڽ تياد
داڤت حكم ايت دباو كدارت

bouche des vieillards, à l'époque où le royaume de Malaca étoit florissant sous le sceptre du sultan Mahmoud schah (1), commandeur des croyans. C'est pourquoi elles furent adoptées par tous les anciens capitaines, et elles ont passé à leur postérité jusqu'à nous. Il faut donc que [les habitans de ce] royaume acceptent ces lois maritimes, sans qu'elles puissent être pratiquées à terre.

مك سبب دحكمكن دڠن حكم اين سڤاي
جاڠن بركلاهي دان بربنته دان جاڠن
سكهندق دان نفس دان هوى سنديري سڤاي
سنتوسا كيت درڤد كسكارن دان كسكيتن
جوڠ دان بالق ايت جكلو دمكين ايت بتاڤ
جوڠ كيت ملاون سڬل ناخدا ايت

L'application des lois maritimes a pour but de prévenir les contestations et les querelles, d'empêcher chacun de suivre l'impulsion de ses caprices ou de ses désirs personnels, afin d'éloigner les difficultés et les malheurs, dans les jonques et les baloks (2). Si ces lois sont exécutées, qui osera se montrer rebelle à l'autorité du capitaine?

ادڤون يڠدنماءێ خليفت المومنين ددالم
نڬري ايت دمكينلاك ناخدا ايت تتكال ددالم
لاوت كارن سوده دكارنياءێ اوله دولي سلطان
محمود شاه كڤد سڬل ناخدا حكم اين
سڤاي اي محكمكن ددالم جوڠڽ ايت

Ce que le souverain qui porte le titre de Commandeur des croyans est sur terre, le capitaine l'est en mer : car c'est sa majesté le sultan Mahmoud schah qui a bien voulu octroyer ces lois-ci aux capitaines, afin qu'ils les appliquent à bord de leurs jonques.

جك تياد دتورتڽ ساله اي ڤد سڬل اورڠ
باپق مك هندقله سكليننڽ كام مالوكن يڠ
امڤون جوڠ ايت اتو بالق ايت ڤون دمكين جوك
عادتڽ كارن سڬل ناخدا ايت ڬنتي راج ددالم

Quiconque ne reconnoît point cette autorité se rend coupable envers tout l'équipage. Que chacun se montre donc plein de soumission envers celui qui est le maître du navire ou du balok : telle est la coutume, car le capitaine tient la place du roi en mer, d'après la concession qui a été faite de cette coutume

(1) On voit, dans la variante suivante du manuscrit E, que ce prince se nommoit Sri Padouka Sultan Mahmoud; qu'il étoit fils des anciens [chefs] qui descendirent de la colline de Sagantang pour devenir rois de Malaca, et que son bandhara ou premier ministre, qui rédigea le code de Malaca, s'appeloit Padouka Sri Maharadja :

سري ڤدوك سلطان محمود شاه ابن سڠ ڤرب يڠ تورن در بوكت سڬنتڠ منجادي راج دنڬري ملاك .... بندهراڽ ڤدوك سري مهراج مڠكوبومي توان كيت سلطان محمود شاه ممبري تيته منيتهكن حكم اين

(2) بالق *balok* ou *balô*. Voyez sur ce mot la note de la page 380, ci-dessus.

لاوت كارن سوده دكارنياءُ خليفت المومنين
عادت ايت ددالم نڬري ملاك (1)

par le Commandeur des croyans, dans le royaume de Malaca.

مك داڤت اى منجادى راج ددالم لاوت
جكلو كانق ٢ سكاليڤون توهاله (2) ڤد ماس
ايت مك داڤت اى مڠحكمكن ايت سڠاى
سوده حكمن ڤد بارڠ سسوات ڤكرجاءن كيت
انشاء الله تعالى

Le capitaine devient roi lorsqu'il est en mer, et, quand même il seroit jeune, il doit être considéré comme un vieillard tant qu'il est à la tête du navire. C'est lui qui est chargé d'appliquer la loi, afin que toutes les affaires soient réglées par ses décisions, s'il plaît à Dieu (3).

[١]

I.

باب اين ڤرى ميناكن حكم سڬل جوڠ
دان بالق درڤد سكلين ڤراهو كچيل دان
بسر درڤد سڬل ناخدا كارن اى سُوڤام
رجان (5)

Ce chapitre renferme la loi relative aux jonques (4) et aux baloks; dans les embarcations grandes ou petites, le capitaine en est comme le roi;

برمولا اكن جورمودى ايت اوڤام
بندهار اى ددالم جوڠ ايت

Le Djouro moudi (6) est, dans les jonques, comme le Bandhara (7);

ادڤون جورباتو ايت اوڤام تمڠڬوڠ مك اياله

Le Djouro batou (8) est comme le Témen-

(1) Au lieu de ددالم نڬرى ملاك « dans le royaume de Malaca, » que portent les mss. A et D, on lit dans le ms. B : در دالم نڬرى « de l'intérieur du royaume. »

(2) B et D ont : سكاليڤون توانله اى « qu'il soit tout à fait comme un maître. »

(3) De tous les documens que j'ai publiés jusqu'à ce moment, le Consulat de la mer, les chapitres rédigés en Catalogne, et les *Partidas* de Castille, sont les seuls où l'on trouve ainsi des déclarations de principes et des espèces d'instructions que les autres lois se bornent à supposer.

(4) Jonques, جوڠ ou اجوڠ, navires en usage dans la marine malaye et dans celle des Chinois.

(5) D porte : سام نام راج « comme s'il avoit le titre de roi. »

(6) Le *Djouro moudi* est le pilote, celui qui tient le gouvernail.

(7) Le Bandhara est un magistrat dont l'autorité s'étend sur tous les sujets, y compris l'armée, et qui est chargé du pouvoir législatif, mais seulement dans les matières qui sont du ressort des *addat* عادات ou coutumes, et non en ce qui touche aux lois fondées sur l'Alcoran, ainsi que l'atteste le code général de Malaca, chap. LXXI, ms. C, p. 46 *recto*.

بندهار ايت ممرنتهكن سڬل رعيت دان سڬل بالا تنتارا دڠن سكلينن دان توكڠ ڤول بندهار
ڤون ڤرنته دياله ممبرى عادت ڤد راج ٢.

« Le Bandhara a sous sa juridiction les sujets et l'armée en entier, ainsi que les ouvriers; c'est lui qui « soumet au roi les lois traditionnelles [à établir]. »

(8) Le *Djouro batou* est le garde du gaillard ou château d'avant, celui qui dirige le service des ancres et qui signale les écueils. Le mot *djouro batou* est composé de deux mots; جور *djouro*, « gouverner, « diriger, inspecter, chef, » et باتو *batou*, « pierre. » Il signifie littéralement « chef des pierres. » Ce titre indique qu'on employoit autrefois dans la marine malaye de grosses pierres pour servir d'ancres. Cet usage, du reste, s'est reproduit presque partout dans les premiers temps de la navigation.

يڠ مليهراكن بايك دان جاهت منتوكن ساله (2) دان بنر ددالم جوڠ جكلو ددالم بالق سكاليڤون دمكين جوك

gong (1); c'est lui qui a l'inspection sur ce qui se fait de bien et de mal à bord des jonques, qui détermine ce qui est répréhensible et ce qui ne l'est pas; il en est de même à bord des baloks.

ادڤون توكڠ كانن دان توكڠ كيري ايت سـڤـام شيخ اي مڠرجاكن كرج برسام٢ توكڠ اڬوڠ

Le Toukang kanen et le Toukang kiri (3) sont comme des Scheïkhs (4); ils s'acquittent de leurs fonctions de concert avec le Toukang agong (5).

برمولا اكن جورباتو دان ڬنتوڠ لاير دان سناوي دان توكڠ سكلينن ايت ترسراه ددالم تاڠن ناخدا

Le Djouro batou, le Gantong layar (6) et les Senawis (7), ainsi que les Toukangs, sont sous les ordres immédiats du capitaine.

ادڤون اكن سڬل اوق ڤراهو ايت سكلينن ترسراه ددالم تاڠن توكڠ ڤراهو

Les matelots sont placés sous la main des Toukangs du navire.

برمولا جكلو توكڠ اڬوڠ مپوره مك تياد اي ماو دڠن دلاونن توكڠ اڬوڠ ايت مك دسورهن ڤالوكن جورباتو دڠن توجه كالي ڤالو اكندي تتاڤي عادت ڤالو شرطن هندق جاڠن تربوك كتيق دان لاك ماوله دڠن ستاهو توكڠ اڬوڠ مك دلاونن توكڠ اڬوڠ مك دڤالو امڤت كالي اكندي دڤتارن لاوڠ

Si le Toukang agong donne un ordre, et qu'un des matelots se refuse à l'exécuter et résiste à l'autorité de ce chef, il donne l'ordre au Djouro batou de le faire frapper de sept coups de bâton. Il est d'usage que ce châtiment ne soit pas infligé avec le bras ouvert ou tendu, et sans que le Toukang agong en ait eu préalablement connoissance. Si le coupable persiste dans sa désobéissance envers le Toukang agong, il doit recevoir quatre coups (8) au cabestan.

(1) Le Temengong ou lieutenant de police est, suivant le Code général de Malaca (chap. LXXI, ms. C, p. 46 *recto*), chargé de surveiller dans le royaume les gens qui commettent des crimes et de les punir, ainsi que de juger tous ceux qui transgressent la loi.

ادڤون تمڠڬوڠ ايت ڤكرجاانن تڠاڤ منڠاڤ دالم نڬري اورڠ يڠ ممبوات انياي دان اكن انياي ايت دبالسن امڤون حكم دان مڠحكمكن اورڠ سكلين ڤرنته تمڠڬوڠله

(2) Au lieu de منتوكن ساله, le manuscrit E porte : منتوكن كلڠكاڤن ايت, « c'est lui qui « détermine l'équipement [du navire]. »

(3) Le *Toukang kanen* est le chef de tribord, et le *Toukang kiri*, le chef de bâbord. Le mot توكڠ *toukang*, ainsi qu'on l'a dit précédemment, pag. 381, désigne d'une manière générique les bas officiers du navire.

(4) D porte : سـڤـام سيد « comme des seïds. » On appelle de ce nom un personnage de distinction, un prince qui descend ou qui prétend descendre de Mahomet par Ali et Fatime.

(5) *Toukang agong*, توكڠ اڬوڠ, contre-maître ou bosseman.

(6) *Gantong layar* ڬنتوڠ لاير, ou plutôt *Toukang gantong layar* توكڠ ڬنتوڠ لاير, littéralement, *ouvrier pour hisser les voiles*. C'est le nom de celui qui, dans le navire, est chargé de faire exécuter la manœuvre des voiles.

(7) On appelle du nom de *Senawi* des passagers qui ne payent rien, mais qui travaillent à bord du navire pour acquitter leur passage.

(8) D : امڤت ڤوله كالي « quarante coups. »

سبرمول جك ملاون جوك ڬـنتوغ دان سناوى مك دڤالو تيك كالى اكندى دمكينله حكمن

Tout acte d'insubordination envers le Gantong ou les Senawis est puni de trois coups de bâton. Telle est la loi.

[٢]

II.

سبرمول حكم ڤركتاءن سكل اورغ يغ برزنا ددالم ڤراهو اتو جوغ اتو كڤل

جكلو اى مردهيك مك هندقله دبايقبياكى اوله ناخدا ايت دبونه كدوان ايتوله عادتن (1)

سبرمول جك مردهيك لكلاك دان ڤرمڤون كدوان ڤون مردهيك لاك بوجغ مك دڤالو دغن سراتس كالى اكندى كمدين مك دكهوينكن جك تياد اى ماو كهوين مك دحككن دمنتاكن كسلاهنن ايت ستاهيل سڤاه امس (3) تتاڤى دكهوينكن جوك دهولو دكراسى اكندى سڤاى لڤسله عيب ڤرمڤون ايت

Voici maintenant les dispositions concernant les personnes de sexe différent qui ont entre elles des rapports criminels à bord des navires, des jonques ou autres embarcations en général.

Si elles sont l'une et l'autre de condition libre [et que la femme soit mariée], le capitaine doit les condamner à mort. Telle est la coutume.

Si l'homme et la femme sont de condition libre, et l'un et l'autre non mariés, chacun des deux est passible de cent coups de bâton; après quoi ils doivent se marier. S'ils ne veulent pas se marier, on les condamne pour ce refus à une amende d'un tahel et un pawh d'or (2); ils n'en doivent pas moins se marier au préalable et même y être contraints, de telle sorte que la faute de la femme soit entièrement effacée.

(1) Rédaction du manuscrit E :

جكلو مردهيك مك اد استرين اتو تياد مردهيك مك بربوت زنا اى دغن استرى سماں مردهيك مك دتعزيركان اوله ناخدا اتو دبونه كدوان

« Si c'est un homme de condition libre et marié, ou bien de condition servile, qui commet un adultère « avec la femme d'un homme libre, les deux coupables sont condamnés par le capitaine à la peine du ta'zir*, « ou bien à mort. »

(2) Le tahel est une pièce d'or qui vaut environ 7 francs 60 centimes de notre monnaie; sa valeur, du reste, varie suivant les localités, dans l'archipel d'Asie. Il y en a où l'on se sert de ce terme pour exprimer la valeur de 2 piastres. Le pawh vaut un quart du tahel.

(3) Ms. E :

دان جكلو لكلاك تياد ماو نكاح ڤرمڤونن ماو مك جاته حكم ايت كڤد لكلاك دندان ستاهيل سڤاه لڤس ڤرمڤون ايت دان جكلو لكلاك ماو ڤرمڤون تياد ماو مك جاته حكم ايت كڤد ڤرمڤون لڤس لكلاك ايت سرت دغن دتعزيركن اتس ڤنارن لاوغن تتاڤى هارس دڤواتى ناخدا سرت برسام٢ دغن سكل اورغ ددالم جوغ ايت درڤد منكاحكن دى سڤاى جاڠن عيب ڤرمڤون ايت دمكينله حكمن

« Si l'homme refuse de se marier et que la femme y consente, le jugement recevra son plein et entier « effet à l'égard de l'homme; il payera une amende d'un tahel et un pawh, et la femme rien du tout. Si, au « contraire, c'est l'homme qui veut se marier et la femme qui s'y refuse, le jugement s'exécutera contre « elle, et l'homme sera libre. La femme subira le ta'zir [placée] sur le cabestan. Il est même convenable « que le capitaine la force de se marier, comme l'est tout le reste de l'équipage, afin que la faute qu'elle a « commise soit effacée. Telle est la loi. »

* Voir sur ce qu'on entend par *ta'zir*, la note 2 de la page 401.

جك مردهيك لکلاك ايت مك دعيبن
ڤرمڤون يڠ دڤاکی اوله توانڽ ايت مك دتمڤهن
کڤدانڽ دان بارڠ براڤ (1) دتبوسن اکندی
اينڤون حکم جك بلوم حامل اوله توانڽ جك
سوده حامل دبونه جوڬ کدوانڽ مك جك
سوده لام (2) دڤاکين اوله توانڽ سڤرت استرين
ڤاتتله مات ڤرمڤون دڠن لکلاك ايت دمکينله
حکمڽ (2) جوڠ دان بالق ايت سکاليڤون
دمکين جوڬ سڬل جوڠ (3)

Si un homme de condition libre a commerce avec une femme esclave, qui cohabite avec son maître, il doit à ce dernier une indemnité, et quelle que soit la valeur de l'esclave, il doit la payer si elle n'a point eu encore des enfants de son maître. Mais, si déjà elle en a eu, les deux coupables méritent la mort; il en est de même si le maître vit depuis longtemps avec son esclave comme avec une épouse. Il faut alors que l'homme et la femme soient punis de mort. Telle est la loi à bord des jonques et des baloks. Elle est immuable.

سبرمول جکلو مردهيك برزنا دڠن استری
اوق ڤراهو مك دبونه اوله اوق ڤراهو کلين مات
سهاج دان سوات ڤون تياد ڤرکتاءنڽ لاڬ
دمکينله حکمڽ (5)

Si un homme libre commet un adultère avec la femme de l'un des gens de l'équipage, et qu'il soit tué par le mari offensé, cet homicide est excusable et ne donne lieu à aucune poursuite judiciaire (4). Telle est la loi.

(1) Dans B, au lieu de ..... مك دتمڤهن کڤدانڽ دان بارڠ براڤ, on lit مك دتمڤهکن بارڠبراڤ تبوسن اکندی دکنداکن اينڤون, « et quelque considérable que soit la valeur de l'esclave, l'homme « est condamné à la payer deux fois. »

(2) Le ms. E remplace cette phrase : .... مك جك سوده لام, par le paragraphe suivant :

برمول جك عبدی ايت سوده لام دڤاکی اوله توانڽ مان بچارانڽ هندق دتمڤهکن ڤون داڤت هندق دبونه ڤون داڤت مك هندقله ناخدا ميڤرتاءی اينوله حکمڽ سوات واجب دالمڽ

« Si cette esclave cohabitoit depuis longtemps avec son maître, celui-ci a le choix, ou de s'en faire payer « la valeur, ou de la faire mettre à mort; mais il faut que le capitaine partage l'avis [qu'adoptera le maître « de l'esclave]. Telle est la loi. Cette condition est de rigueur. »

(3) Voici comment cet alinéa est terminé dans le ms. A :

جکلو بهارو لاڬ مات ڤرمڤون ايت لکلاك ايت ماسق هولر تتاڤی جك مات اينوله حکم ڤد سڬل جوڠ ايت

« Mais s'il y a peu de temps que le maître cohabite avec son esclave, la femme est mise à mort et l'homme « encourt le houlour; dans les cas où la peine est la mort, la condamnation doit être prononcée par tout « l'équipage. » Encourir le *houlour,* c'est devenir l'esclave du roi, suivant M. Newboldt, ***British settlements in the straits of Malacca,*** t. II, p. 258.

(4) Il est assez remarquable que cet usage est généralement admis dans toutes les législations, même dans celles qui appartiennent à des nations très-civilisées, où le principe que nul ne peut se faire justice à soi-même est la base de l'ordre social. On peut consulter le second alinéa de l'article 324 du Code pénal français.

(5) Rédaction du ms. E :

برمول جکلو انق مردهيك بربوت زنا دڠن بينی انق ڤراهو جکلو دبونهڽ کدوا مات سهاج سواتڤون تياد حکم دالمڽ مات استرين ايت اتوڬنديکڽ يڠ بربوت ايت دمکينله حکمڽ

« Si un jeune homme de condition libre commet un adultère avec la femme de l'un des gens de l'é- « quipage, et si les deux coupables sont tués [par le mari offensé], ce meurtre ne donne lieu à aucune pour- « suite judiciaire, et le mari ne peut être inquiété pour avoir donné la mort à sa femme ou à sa maîtresse, « coupable envers lui. Telle est la loi. »

ادڤون ڤرمڤون ايت ماوله دبونه اوله لكين جكلو تياد دبونهن داڤت ملاين كڤد ناخدان (1)

Le mari a le droit de donner aussi, dans ce cas, la mort à sa femme; mais s'il lui fait grâce de la vie, cette femme doit devenir la propriété du capitaine.

ادڤون جك عادل ناخدا ايت مات جوك حكمن ڤرمڤون ايت جكلو تياد دبونه ڤون داڤت تنتاڤى اكن لكين ايت هندقله دبرى لاين اكندى سڤاى تنتڤ ڤد بارغ كرج اوق ڤراهو دمكينله حكمن (2)

Cependant si celui-ci est juste, il la condamnera à mort; s'il veut user de clémence envers elle, il le peut. Quant au mari, il importe qu'il se choisisse une autre femme, afin qu'il ait du courage dans toutes ses fonctions de matelot. Telle est la loi

(1) Ms. E :

برمول جكلو ڤرمڤون تياد دبونهن اوله توانن داڤت جوا تنتاڤى ڤرمڤون ايت دامبل اوله ناخدا لكلاك ايت مات دمكينله حكمن

« Si une femme esclave [coupable de rapports criminels avec un homme] n'est pas mise à mort par son « maître, celui-ci pouvant lui faire grâce, cette femme devient la propriété du capitaine; mais l'homme « doit mourir. Telle est la loi. »

(2) Dans le ms. B, ce paragraphe se trouve rédigé d'une manière un peu différente :

دان جكلو ناخدا ايت عادل دبونهن جوك ڤرمڤون ايت دان جكلو كاسه ناخدا ايت اكن اوق ڤراهو ايت دڤيراكن جوك سڤاى تنتڤ هاتين ڤد بارغ كرجاءن دمكينله حكم اوق ڤراهو ايت ملينكن اتس ناخدا جوك حكمن ايت

« Si le capitaine est juste, il faut que cette femme soit mise à mort; mais s'il use d'indulgence envers elle, « c'est à lui à prendre le moyen pour que le matelot ait le cœur content au milieu des fonctions dont il est « chargé à bord. Telle est la loi à l'égard des matelots, et c'est sur le capitaine que repose le soin de l'ap- « pliquer. »

Voici ce qu'on lit dans le manuscrit E :

دان جكلو عادل ناخدا ايت هندقله كدوان لكلاك ڤرمڤون دبونه جكلو تياد دبونهن داڤت جوا تنتاڤى دامبل اوله ناخدا اكدالم دان جكلو هندق دبرين هرك ڤرمڤون ايت جاڠن دتريم اوله ناخدا جكلو دتريمان ساله حكمن ترتڠݢوڠ اتس ناخدا دمكينله حكمن تنتاڤى لكلاك ايت هندقله دبرى اوله ناخدا استرى سڤاى تنتڤله اى مڠرجاكن كڤد بارغ سسوات سرت دڠن سام انق ڤراهو ددالم جوڠ ايت اينتوله حكمن اورڠيڠ برجوڠ اتس سكل ناخدا

« Mais, si le capitaine est juste, il doit faire mettre à mort les deux coupables, homme et femme. Tou- « tefois, s'il veut leur épargner la vie, il le peut, mais il doit les faire emprisonner. Dans le cas où la « femme lui offriroit de l'argent pour se racheter, il ne doit pas l'accepter, sous peine de se rendre lui- « même coupable, et d'encourir une très-grave responsabilité. Ainsi le veut la loi. En outre, il doit donner « une femme au mari qui a ainsi perdu la sienne, afin que ce dernier remplisse avec satisfaction ses fonc- « tions à bord, de concert avec les autres matelots. Telle est la loi à l'égard des gens qui naviguent, et « c'est sur le capitaine que repose le soin de la faire exécuter. »

A la suite de cet article, les mss. B et D en contiennent un autre qui manque dans le ms. A; le voici :

ادڤون اورڠ برݢورو دڠن ݢندق اورڠ يائت ݢنڤ تيك هارى اينڤون سرت شكسين يڠ تحقيق مليهتدى دڠن ڽتان مك حكمن دتمڤقكن هرݢان

« Si un homme prend des familiarités avec une femme appartenant à une autre personne, et cela pendant « l'espace de trois jours et en présence de témoins à même de l'observer ouvertement, il doit être condamné « à payer la valeur de cette femme. »

سبرمول جك عبدى سمان عبدى برزنا
مك دڤالو رامى٢ دڤتارن لاوڠ ايت تتاڤى ترسارة
حكم ايت كڤد توكڠ اڠوڠ دمكينله عادتن
اوق ڤراهو ايت

Si un homme et une femme esclaves ont commerce ensemble, ils sont condamnés l'un et l'autre à recevoir la bastonnade, qui doit leur être infligée par tout l'équipage, dans le lieu où est le cabestan. L'exécution de cette condamnation est dans les attributions du Toukang agong. Telle est la coutume, relativement aux matelots.

[٣]

III.

باب اين ڤد مپتاكن حكم منداڤت
سسوات ڤنداڤاتن درڤد امس اتو ڤيرق اتو
اورڠ لارى اتو بارڠسباڬيىن

Ce chapitre contient les lois relatives aux trouvailles, en fait d'objets d'or ou d'argent, en fait d'esclaves fugitifs, ou de toute autre chose semblable (1).

ادڤون يڠ منداڤت ايت مود ٢ اتو كيوى (2)
اتو تورن ڤنوكن اتو هب اورڠ دمكينله
حكمن جكلو اد (4) درڤد جنس كلورڬ ناخدا
سكاليڤون يڠ منداڤت ايت سكلينن ڤولڠ
كڤد ناخدا جوك يڠ براوله دى ددالم
انتار اينڤون مان كاسه ناخدا جوك اكن
يڠداڤت ايت

Lorsqu'un objet est trouvé, soit par un Mouda mouda ou un Kiwi, soit par un Touron penouken (3), soit par un esclave, voici la règle à observer, qui s'applique aussi au cas où l'auteur de la découverte seroit parent du capitaine; l'objet trouvé appartient en entier au capitaine, et l'auteur de la découverte doit recevoir ce qu'il plaît à celui-ci de lui accorder.

مك اينڤون هندقله دڠن سسوات سبب

Toutefois, il faut que la découverte ait lieu dans des circonstances déterminées.

(1) On verra, dans la suite, p. 443 et suiv., d'autres dispositions sur les objets trouvés en mer ou sur le rivage, qui complètent celles qu'on lit ici. Les diverses législations contenues dans les chapitres précédens offrent des règles sur cette matière, auxquelles il suffit de renvoyer, car il n'y auroit aucune utilité à faire des rapprochemens propres à en donner l'interprétation.

(2) La rédaction du ms. E, après ces mots, اتو كيوى, est ainsi conçue :

اتو مات٢ اتو كلورڬ ناخدا اتو درڤد فيهق قوم يڠ امڤون جوڠ ايت سكاليڤون مك اداله اى منداڤت
بارڠ سسوات ڤنداڤتن اورڠ لارى دتلق رنتو اتو كڤد بارڠ تمڤت سكلينن ايت ڤراولهن يڠ
ڤون ڤراهو جوا

« Ou bien un inspecteur, ou bien un Touron penouken, ou bien un membre de la famille du capitaine, « ou bien quelqu'un des gens attachés au service du propriétaire du navire. Si l'une de ces personnes trouve « quelque objet, par exemple, des esclaves qui se sont enfuis dans une baie, sur une côte, ou dans tout » autre lieu, c'est au propriétaire du navire qu'ils appartiennent tous sans exception. »

(3) Les Touron penouken sont une sorte de débiteurs attachés au service du navire, mais j'ignore la nature de leur engagement et en quoi il diffère de celui des débiteurs du capitaine, appelés Orang berhoutang اورڠ برهوتڠ.

(4) Ms. B: درڤد كلورڬان يڠ امڤون جوڠ « de la famille du propriétaire du navire. » J'ai expliqué ci-dessus, pag. 381, comment la qualité de propriétaire du navire se confondoit avec celle de *Nakhoda* ou capitaine.

قرتام ٢ اي كدارت اتو بركايو سبب
ڤكرجاءن ناخدا جك تياد دغن ڤكرجاءن
ناخدا حكمن دبهاݢي هرت يغدداڤت ايت
تيݢ بهاݢي جك كيوي اتو تورن ڤنوكن
يغمنداڤت ايتڤون دبهاݢي تيݢ جوك
سبهاݢي اكن يغمنداڤت دان يغدوا
بهاݢي اكن ناخدا (1)

Il faut qu'elle soit faite lorsque [les gens de l'équipage précités vont] à terre chercher de l'eau ou du bois, en vertu des ordres du capitaine. Si ce n'est point par ses ordres qu'ils s'y rendent, la loi veut que l'objet trouvé soit divisé en trois portions. Il y auroit à suivre la même règle quand même l'auteur de la découverte seroit un Kiwi ou un Touron penouken. De ces trois portions, une revient à l'auteur de la découverte et les deux autres au capitaine.

جك اورغ برهوتغ كڤد ناخدا يغ منداڤت
ايت مك دبهاݢي دوا سبهاݢي كڤد ناخدا
سبهاݢي اكن يغداڤت

Si la découverte est faite par un débiteur du capitaine (2) [et en dehors de son service], l'objet trouvé est divisé en deux portions, dont une est attribuée au capitaine et l'autre à l'auteur de la découverte.

برمول جك كيوي تورن كدارت ڤد تلق
رنتو اتو ڤد ڤولو تياد دغن ڤكرجاءن
ناخدا هان دغن سكهندقن سنديري سهاج
مك اي منداڤت سسوات ڤنداڤتن دبهاݢي
دوا كڤد ناخدا سبهاݢي دان كڤد يغ
منداڤت ايت سبهاݢي (3)

Si un Kiwi descend à terre dans une baie ou sur une côte, ou bien dans une île, non par les ordres du capitaine, mais de son propre mouvement, et qu'il trouve un objet, cet objet doit être divisé en deux portions, dont l'une est pour le capitaine et l'autre pour l'auteur de la découverte.

برمول جكلو كلوركان ناخدا منداڤت

Si un membre de la famille du capitaine

(1) Ms. E :

برمول جكلو اد اي منداڤت امس ڤيرق اتو بارغ سوات بند يغ بايك اتو جاهت ڤد تتكال اي
تورن كدارت اتو كلاوت ڤكرجاءن ناخدا سوان ڤنداڤتن ناخدا براوله دي مليڠكن مان كاسه
ناخدا جوا كڤد اورغ يغ منداڤت ايت دمكينله حكمن

« S'ils trouvent de l'or, de l'argent, ou bien tout autre objet, de valeur ou non, dans le temps qu'ils descendent à terre, ou bien quand ils sont en mer, et tandis qu'ils accomplissent les ordres du capitaine, la loi veut que l'objet trouvé, quel qu'il soit, appartienne en entier au capitaine. Néanmoins celui-ci peut en donner telle partie qu'il jugera convenable aux auteurs de la découverte. Telle est la loi. »

(2) Voir ci-après, page 403, ce qu'on entend par débiteur du capitaine.

(3) Manuscrit E :

برمول جكلو كيوي تورن ڤنوكن ايت ڤرݢي كدارت سكهندقن سنديري تياد اي تورن
دغن ڤكرجاءن ناخدا ايتڤون اد جوك ڤراولهن ناخدا يغ ڤون جوغ ايت دبهاݢي تيݢ اكن يغ
منداڤت ايت دوا بهاݢي دان اكن ناخدا سبهاݢي

« Si un Kiwi ou un Touron penouken va à terre de son propre mouvement, et non pour exécuter les

مك دبهاݢى امڤت سبهاݢى كڤد ناخدا تيݢ بهاݢى كڤد يڠ منداڤت ايت

trouve quelque chose [dans la circonstance prévue par l'article précédent], l'objet est divisé en quatre parties, dont une appartient au capitaine et les trois autres à l'auteur de la découverte.

سبرمول جك عبدى اورڠ منداڤت سسوات ڤنداڤتن ايت سموان اكن ناخدا مليبنكن مان كاسه ناخدا جوك اكنبدى ولكن ڤد اينتڤون دمكينله حكمن (1)

Si un esclave trouve quelque chose, cet objet revient en entier au capitaine, qui peut lui en donner telle partie qu'il juge convenable. Telle est la loi.

سبرمول جك اورڠ لارى مك بارڠسياڤ ڤون منداڤت دى ناخدا جوك يڠبراولهدى (2)

Si un esclave en fuite est rencontré par un des hommes du navire, quels que soient le rang et la qualité de cet homme, l'esclave

« ordres du capitaine, l'objet trouvé par lui est remis au capitaine propriétaire du navire ou du balok et « divisé en trois portions : deux sont pour l'auteur de la découverte, et une pour le capitaine. »

A la suite de ce paragraphe, le ms. E ajoute les articles suivans, qui offrent de nouvelles dispositions, ou des variantes de quelques-unes de celles qui forment le chapitre III.

برمول جكلو اورڠ برهوتڠ منداڤت سسوات ڤنداڤتن ايت سموان ايت اكن ڤراولهن ناخدا جوا مليبنكن مان كاسه هات ناخدا جوا ممبرى دى

« Si des débiteurs trouvent quelque objet, il devient en entier la propriété du capitaine; celui-ci, néan- « moins, peut leur en donner une partie suivant son bon plaisir. »

برمول جكلو تورن ڤنوكن منداڤت سسوات ڤنداڤتن مك دبهاݢى دوا سبهاݢى كڤد ناخدا يڠ سبهاݢى ڤد يڠ منداڤت

« Si un Touron penouken découvre un objet, la valeur de cet objet est divisée en deux parties, dont « l'une est pour le capitaine et l'autre pour l'auteur de la découverte. »

ادڤون جكلو كيوى منداڤت سسوات ڤنداڤتن دبهاݢى تيݢ دوا بهاݢى اكن كيوى سبهاݢى اكن ناخدا

« Si un Kiwi trouve un objet, on le divise en trois parts, dont deux sont pour l'auteur de la décou- « verte et une pour le capitaine. »

برمول جكلو ناخدا يڠ منداڤت سسوات ڤنداڤتن مك دبهاݢى امڤت تيݢ بهاݢى اكن يڠ ڤون جوڠ ايت سبهاݢى اكن اورڠ باڤق

« Si c'est le capitaine qui trouve un objet, on en fait quatre parts : trois sont attribuées au propriétaire du « navire et une à l'équipage. »

برمول جكلو عبدى كيوى منداڤت سموان ناخدا براولهدى تتاڤى مان كاسه ناخدا جوا ممبرى دى دمكينله حكمن

« Si l'esclave d'un Kiwi trouve un objet, cet objet revient en entier au capitaine, à moins que celui-ci ne « consente à lui en donner une partie. Telle est la loi. »

(1) Ms. B : مليبنكن مان كاسه ناخدا جوك اكندى دمكينله حكمن. Le sens est à peu près le même que celui que donne le texte, quoique cette leçon présente quelques différences.

(2) La rédaction de cet alinéa, dans le ms. B, offre quelques variantes; quoique le sens soit au fond le même, elle me paroit préférable à celle du ms. A.

برمول جكلو منداڤت اورڠ لارى بارڠ اورڠ يڠدالم ڤراهو ايت سكلين منداڤتدى ناخدا جوك يڠبراوله دى مك ڤد انتار ايت برتمو دڠن توانن سبهاݢى هرݢ تبوسن بارڠ كمان داڤت دبوان سواتڤون تياد ڤركتاءنن دمكينله عادتن

« Si un des hommes du navire, quel que soit son rang, trouve des esclaves fugitifs, ils deviennent la « propriété du capitaine; et si sur ces entrefaites on rencontre leur maître, celui-ci payera [pour les re- « couvrer] la moitié de leur valeur, n'importe le lieu où ils auront été transportés; il n'y a besoin d'aucune « autre formalité. Telle est la loi. »

مك دالم انتار ايتڤون مك برتمو دڠن
توانڽ سبهاڬى هرڬاڽ دتبوس بارڠكان دبوانڽ
ڤون داڤت جوك سواتڤون تياد ڤركتاءنڽ
دمكينله حكمڽ

devient la propriété du capitaine. Si, sur ces entrefaites, on rencontre le maître de l'esclave, il payera [pour le rachat] la moitié de sa valeur. En quelque lieu, du reste, que l'esclave ait été transporté, il peut le réclamer, sans autre formalité. Telle est la coutume (1).

[۴]

باب اين ڤرى ميتاكن حكم سكل يڠ
منداڤت اورڠ روسق ڤد سوات تمڤت
ددالم لاوت اتو تردمڤر كدارت مك دڤنت
كڤداڽ ݢنتوڠ لاير ستڠه تاهيل ڤد سؤرڠ
برمول ددالم روسق ايت سواتڤون تياد اد
حقڽ لڤس مك بارڠ مان ڤدر اكن ماكنڽ
سهڠك سڤاه جوك دڤنت كڤداڽ دمكينله
حكمڽ

IV.

Dans ce chapitre, il est dit ce qu'il faut faire lorsque l'on rencontre en mer des gens en détresse, ou bien échoués sur quelque côte, et qu'on exige d'eux le *Gantong layar* (2).

Il est de règle qu'on leur demande un demi-tahel par individu.

Parmi ces naufragés, personne ne peut s'affranchir de la perception de ce droit; mais tout ce qu'on peut exiger d'eux pour la nourriture ne doit pas s'élever au delà d'un pawh par personne. Telle est la loi.

اكن سكل اورڠ يڠ منمڤڠ دمكينلاه جك
بلوم سمڤى كڤد ڤرجنجينڽ مك هندقله
تورن اي درڤد جوڠ اتو بالق جك اورڠباڽك

A l'égard des gens que l'on prend à bord comme passagers, voici la règle à suivre. S'ils désirent, avant d'être parvenus au lieu fixé par leur contrat, quitter le navire, le capitaine a le droit de réclamer de chacun d'eux un demi-

(1) Rédaction du manuscrit E :

برمول جكلو منداڤت اورڠ لارى بارڠسياڤ سكاليڤون منداڤت دى سوان ناخدا يڠ امڤون دى
تناڤى جكلو برتمو دڠن توانڽ دتبوسڽ ستڠه هرڬاڽ دان جكلو دبوانڽ ڤرڬى بارڠ كمان اوله ناخدا
امڤون جوڠ ايت سهنتران بلوم برتمو دڠن توانڽ مك جاهت ڤربواتنڽ مك دجوالكن اوله ناخدا
بارڠ براڤ هرڬاڽ دتبوس اورڠ مك دڤرشكسيكنڽ كڤد اورڠ ددالم جوڠ ايت دان ددالم نڬرى
تمڤت برجوال ايت منكال برتمو توانڽ مك دكمباليكن هرڬاڽ ستڠه دان ستڠه دامبل ناخدا يڠ
امڤون جوڠ ايت دمكينلاه حكمڽ

« Si l'on trouve des esclaves qui se sont enfuis, quel que soit le rang ou la qualité, à bord, de la personne « qui les trouve, ces esclaves appartiennent tous au propriétaire du navire. Si, plus tard, on rencontre leur « maître, celui-ci peut les racheter en payant la moitié de leur valeur. S'ils ont été transportés dans un pays « quelconque par le capitaine propriétaire du navire, avant qu'ils n'aient retrouvé leur maître, il se rend « coupable d'une action répréhensible; et, s'il les vend, quel que soit le prix auquel il les cède, il faut que « cette transaction s'opère en présence de témoins pris parmi l'équipage et dans le pays où elle a lieu. Puis, « lorsqu'il rencontre leur maître, il doit lui rendre la moitié du prix qu'il a touché et garder l'autre moitié « pour lui. Telle est la loi. »

(2) *Gantong layar* ݢنتوڠ لاير, hisser les voiles. Comme c'est la principale manœuvre dans un navire, elle sert ici à désigner tous les services auxquels les hommes de l'équipage sont tenus. Chacun est obligé, à bord, de prendre part à la manœuvre ou d'exercer une fonction quelconque. Le droit appelé *gantong layar* est payé par les naufagés que l'on recueille et par les passagers, comme indemnité de leur non participation au service du navire. (Voir des dispositions plus développées, pag. 433 et 441.)

دقفتان ستغه تاهيل جك اورغ جاهت دقنت
سقاه سواتڤون تياد دحاجت ددالمن

[٥]

باب اين ڤري ميتاكن اورغ تججيل دان
اورغ يغ جوادة ڤد بارغ كتان ددالم جوغ
دان بالق تمڤتن ممڤغ ايت

سلاكو٢ تيدالة مالو ڤد يغ امڤون جوغ
ايت دان بالق ايت مك بارغ سباڠ سكاليڤون
اتو كيوي اتو مود٢ مك دحكمكن دغن حكم
تججيل دان جوادة سڤرت مان جوادة
ڤد سكل اورغ بسر٢ دان سكل راج٢ دمكينله
حكمن ڤد يغ امڤون جوغ دان بالق ايت
تياد سكالي اي اوڤماكن ڤد بارغ كلون مك
دحكمكن اي دغن حكم تججيل اتو دسورة
نست كڤد سناوي جك اي مبالس مك
دسورة بايڤبيڤاكي جك اي ممنت معاف

tahel pour tout homme de condition aisée, et un pawh pour tout homme d'une classe inférieure; on ne peut exiger rien de plus dans ce cas (1).

V.

Des gens qui tiennent des propos injurieux et insubordonnés [contre le capitaine] dans la jonque ou le balok où ils naviguent.

Si un homme manque gravement au respect dû au propriétaire du navire ou du balok, il doit, quel que soit son rang à bord, lors même qu'il seroit Kiwi ou Mouda mouda, être condamné aux peines portées contre ceux qui offensent, par leurs propos, un grand ou le roi; ainsi le veut la loi à l'égard du propriétaire du navire ou du balok. Toutefois elle reconnoît des degrés différens dans la manière de punir les offenses dont il est ici question : ou bien le coupable est traité comme s'il avoit proféré des paroles outrageantes contre un grand ou le roi; où bien il est réprimandé par les Senawis, et, s'il leur réplique, il est condamné à subir le ta'zir (2) en restant exposé aux injures de tout l'équipage. Mais s'il demande pardon, le capitaine le lui accorde. Néanmoins la condamnation dont le coupable auroit été l'objet doit lui être jetée [à la face], afin qu'il ne retombe pas

(1) Ms. E :

ڤد ميتاكن اورغ روسق بناس كڤد سوات ڤولو اتو كارغ ددالم لاوت مك دڤنت كڤدان كنتوغ لاير
كڤد سورغ ستغه تاهيل جكلو عبدى سڤاه
جك روسق ايت مك اد لڤس سڤدر دماكنن سهڠڬ سڤاه دبريكنن اوله ناخدا كڤدان لاين
درڤد ايت دڤنتاكي جوڬ كڤدان كنتوغ لاير
دمكينله دان اورغ ممڤغ ڤون منكال بلوم سمڤى كڤد تمڤت يغ دجنجيكن مك اي هندق
تورن كڤد بارغ تمڤت جكلو اورغ بايك دڤنتاي ستغه تاهيل جكلو همب اورغ سڤاه دمكيله
حكمن

« Des gens qui ont fait naufrage et qui sont en détresse sur une île ou sur un rocher au milieu de la mer.
« La règle est qu'on leur demande le gantong layar, droit qui est d'un demi-tahel par homme libre et d'un
« pawh par esclave.

« Si l'on fait grâce à ces naufragés de l'indemnité qu'on pourroit exiger pour leur nourriture, le
« capitaine compte cette indemnité jusqu'à concurrence d'un pawh; mais en dehors de cela, on exige tou-
« jours le gantong layar.

« Il en est de même pour les passagers que l'on a pris à bord. Si, avant d'être parvenus au lieu fixé par
« leur police de transport, ils veulent descendre en quelque lieu que ce soit, ils doivent payer, si ce sont
« des hommes libres, un demi-tahel; si ce sont des esclaves, un pawh. Telle est la loi. »

(2) *Ta'zir* تعزير, mot arabe qui signifie l'*action de corriger, de faire des reproches.* Le ta'zir en malay désigne une sorte d'amende honorable qui consiste dans l'aveu fait par le coupable de sa faute, en présence d'une nombreuse assemblée, et dans une demande de pardon adressée à la personne qu'il a offensée.

دامڤونى (1) تتاڤى يڠ حكمن ايت دجاتهكن
جوك كڤدان سڤاى جاڠن لاك لاين هارى
دڤربوتن دمكينله عادتن (2)

une autre fois dans la même faute. Telle est la coutume.

[٦]

VI.

باب اين ڤرى ميڽتاكن حكم ددالم ڤليارن
يڠ هارس مات امڤت ڤركار
ڤرتام٢ هندق بربوت خيانت اكن ناخدا (3)
كدوا مشاورت دڠن ايسى جوڠ ايت
اكن ممبونه ناخدا (4) اتو كيوى اتو توكڠ
اتو معلم اينڤون هارس دبونه جوك
كتيك ڤركار سكل اورڠ يڠ ددالم جوڠ
ايت تياد سيسڤ كريس دڤڠڬڠن مك اداله
سورڠ يڠ برسيسڤ كريس دڤڠڬڠن ملينكن اورڠ
ايت اداله سسوات كهندقن يڠ دمكين ايت

Les crimes commis à bord des navires, et qui encourent la peine capitale, sont au nombre de quatre :

1° Le dessein de trahir le capitaine;

2° Le complot formé par les gens du navire, dans le but de tuer le capitaine ou bien les Kiwis, ou bien les Toukangs, ou bien les Ma'lims, emporte irrémissiblement la peine capitale;

3° Lorsque personne à bord n'a le kris (5) à la ceinture, et qu'un homme le porte avec des intentions que le port de cette arme rend suspectes, chacune de ses actions doit être surveillée; et si elles offrent un caractère de criminalité évidente aux yeux de tout l'équipage qui l'observe, il doit être mis à mort et la

(1) Ms. D : جك ممنتن معاف دان امڤون ماوله ناخدا « s'il demande grâce et pardon, le capitaine peut « les lui accorder. »

(2) Rédaction du ms. E :

ڤرى ميڽتاكن حكم اورڠ جوادة دان تهيل ڤد بارڠ سكل كات٢ كڤد اورڠ يڠ ڤوڽ جوڠ ايت
كيوى اتو تورن ڤنوكن اتو انق سكل مردهيك يڠ برهوتڠ مك دحكمكن سڤرت مان جواده دان
تهيل كڤد سكل راج ٢ دمكينله حكمن كارن تياد مڠوڤماكن بارڠ لكون دان كتان ايت
تياد برستى كڤد ناخدا يڠ امڤون جوڠ ايت مك دحكمكن اتسن دڠن حكم تعزير اتو دسوره
نستَ كڤد اورڠ جكلو اى ممبالس دسوره باڤق بياكى اكندى جك ملاون سهڠڬ اى مات تياد
ڤركتاءن سڤاى جاڠن لاك لكون يڠ دمكين

« Des gens qui se montrent insolens et insubordonnés, dans leurs propos, à l'égard du propriétaire du « navire. [Si le coupable est] un Kiwi, ou bien un Touron penouken, ou bien un homme de l'équipage « d'entre les hommes libres qui sont attachés en qualité de débiteurs au service du propriétaire du navire, « la peine qu'il encourt est la même que celle que l'on applique aux gens qui manquent par leur propos « au respect dû au souverain : telle est la loi; car leurs paroles n'ont pas été en harmonie avec leur con- « duite; ils ont forfait à la fidélité qui leur étoit imposée vis-à-vis du capitaine propriétaire du navire. « On les condamne à la peine du ta'zir, ou bien à rester exposés aux injures de quelques personnes, et, s'ils y « répondent, à subir celles de tout l'équipage. S'ils résistent et qu'ils se fassent tuer, c'est tant pis pour eux: « car il est nécessaire que de pareils exemples ne se renouvellent pas. »

(3) Manuscrit E : ڤرتام ٢ برتوتر جاهت دان اڠكار اكن ناخدا.

« Un entretien consistant en paroles attentatoires à l'honneur et à l'autorité du capitaine. »

(4) Mss. B et D : مشاورت دڠن اورڠ باڽق ددالم جوڠ ايت هندق ممبونه ناخدان « Le complot formé « de concert avec des gens de l'équipage pour tuer le capitaine. »

(5) *Kris*, poignard malay.

ڤرنته شهدان مك دايڠكتن بارڠ ڬلون جكلو ساله ڤد ڤڠليهاتن مات يڠباڽق اينڤون مات جوڬ حكمن تتاڤي هندقله سڬر سڤاي جاڠن كسكارن يڠباڽق ددالم جوڠ ايت دمكينله حكمن (1)

sentence exécutée sur-le-champ, afin que les gens de l'équipage n'éprouvent pas quelque malheur. Telle est la loi.

[4° Certains cas d'adultère; cf. chap. I.]

[٧]

VII.

باب اين ڤري ميڽتاكن حكم سكل اورڠ يڠ برهوتڠ

Lois qui concernent les débiteurs (2).

ادڤون هندقله دڤرجنجيكن تتكال اي هندق برهوتڠ ايت اكن مڠيكتكن يڠ لمڤون امس ايت تيڬ تاهون تيڬ بولن تيڬ هاري مك تياد اي قبول جاڠن اي دهوتاڠي جك اي قبول سڤرت ايت بريله هوتڠ كڤدان

Quiconque désire mettre ses services à la disposition d'un autre, en retour d'un emprunt consenti, doit s'engager à suivre son créancier pendant un espace de trois ans trois mois et trois jours. Le consentement exprès et formel de l'emprunteur est requis pour que son engagement soit valable, et pour qu'il passe dans la condition de débiteur.

برمول جك بلوم لاڠ سمڤي سڤرت ڤرجنجينڽ ايت مك اي هندق ممباير هوتڠن مك حكمن

Si, avant l'expiration de ce contrat, le débiteur désire se libérer, la loi l'oblige, s'il a à sa disposition le capital pour lequel il s'est

(1) Le texte, dans le ms. B, à partir de ces mots.... مك اد, est plus correct que dans le ms. A, et présente quelques variantes.

مك اداله سسوراڠ مك اي برسيسڤ كريس دڤڠكڤڠن مك اورڠ يڠدمكين ايت اداله سسواتن كهندقن مك دمكين لكون ايت مك هندقله دايڠتكن بارڠ لكون اوله اورڠ باڽق ايت دان اڤبيل اد ساله درڤد لكون ايت ڤد ڤڠليهاتن مات اورڠ باڽق ايت دبونه حكمن تتاڤي هندقله دڠن سڬر سڤاي جاڠن كنا درهكاله كارن اورڠ باڽق ددالم جوڠ ايت دمكينله حكمن

« Si un homme porte le kris à la ceinture avec quelque intention rendue suspecte par sa conduite, toutes « ses actions doivent être observées par les gens de l'équipage; et si elles ont un caractère de criminalité « évidente aux yeux de ceux qui le surveillent, qu'il soit mis à mort à l'instant, de peur que ses intentions « perverses ne se réalisent, et cela parce qu'il y a un grand nombre d'hommes sur le navire. »

Cette fin de chapitre est ainsi conçue dans le ms. E :

كتيڬ ڤركار جكلو اي برسيسڤ كريس ددالم ڤلبارن لاين لكون درڤد اورڠ باڽق اينڤون دبونه جوڬ اكندى

كامڤت ڤركار جكلو اي برسيسڤ كريس دمكين تتاڤي ممبونه اورڠ يڠ دمكين ايت دڠن موافقت سرت اورڠ باڽق سڤاي جاڠن جاته كڤد سكل اورڠ ددالم جوڠ ايت

« En troisième lieu, si un homme s'arme du kris à bord, et que son maintien soit différent de celui des « hommes de tout l'équipage, il doit être mis à mort.

« Si cet homme dégaine aussi son arme dans les circonstances spécifiées ci-dessus, il peut être mis à mort « par le concours unanime de tout l'équipage, afin d'empêcher qu'il ne se jette sur quelqu'une des personnes « qui montent le navire. »

(2) On a expliqué ci-dessus, pag. 382, ce qu'étoient les débiteurs dans le navire.

جك اد مودلن مك ماوله دچوكى سڠوله اس

engagé, et s'il y consent volontairement, à payer une indemnité de un pour dix sur ce capital.

جك تياد دمكين تياد اى داڤت تورن درڤد جوڠ ايت

S'il ne remplit pas ces conditions, il ne lui est pas permis de quitter le navire.

دان لاڬ ڤول بركهندق سڠرت تورن ڤنوكن مك بلوم لاڬ سمڤى جنجين مك اى هندق تورن درڤد جوڠ ايت مك اينڤون دچوكى سڠوله اس (1)

De plus, quant aux Tourons penoukens, s'ils désirent quitter le navire avant l'expiration du temps prescrit par leur contrat, ils sont tenus de payer un pour dix.

[٨]

VIII.

باب اين حكم معلم يڠتاهو اكن جالن

ادڤون جكلو اى مغمبل تلوڠن سبله ڤيتق اكن ڤيتڠن دمكينله عادتن

Du Ma'lim chargé de la direction du navire.

La loi traditionnelle veut que s'il prend un *touloungan* (2), cette allocation soit d'un demi-pétak (3). Telle est la loi.

ادڤون جك معلم دتولڠ تيڬ تاهيل معلم اڠين تڠه دوا تاهيل (4)

Si le Ma'lim [en chef] reçoit une allocation de trois tahels, celle du Ma'lim doit être d'un tahel et demi.

(1) Cet alinéa manque dans le ms. B.

A la place des deux derniers paragraphes de ce chapitre, le ms. E porte ce qui suit :

جكلو اداله دمكين جنجين مك بلوم سمڤى سڠرت جنجين ايت مك اى هندق ممباير جوڠ مك دڤنتاكى هوتڠن ايت كند كمدين درڤد ايت جكلو اد حڤن دچوكى دان سڠوله دامبل سات

« Si tel est son contrat, et que le délai fixé pour l'expiration de cet engagement ne soit pas arrivé, et « qu'il désire se libérer en payant sa dette, on exige de lui le double de la somme prêtée, et, en outre, s'il « y a lieu, il paye un droit qui s'élève à un pour dix. »

ادڤون جكلو سوده سمڤى سڠرت جنجين ايت مك هوتڠن هندقله دتريم جاڠن لبه اى ڤون كبيت لڤسكن ڤرڬى بارڠ كمان

« Mais si son engagement est à son terme, il peut forcer le capitaine à accepter le remboursement de « sa dette, sans que celui-ci puisse exiger rien de plus, et il est libre d'aller où bon lui semble. »

برمول جكلو تورن ڤنوكن مك بلوم سمڤى جنجين مك اى هندق تورن درڤد جوڠ ايت مك دچوكى سڠوله دامبل سات اوله ناخدا يڠ امڤون ڤراهو ايت

« Si un Touron penouken désire, avant que le terme de son engagement ne soit expiré, quitter le na- « vire, il paye un droit de un pour dix, lequel est prélevé par le capitaine propriétaire du navire. »

(2) *Touloungan* تلوڠن, littéralement *secours*. (Voir, pour l'explication de ce mot, ce qui a été dit ci-dessus, pag. 382.)

(3) *Pétak* ڤيتق en malay veut dire *division, répartition*; ici ce mot s'applique aux divisions du tonnage dans la marine.

(4) Voici comment ce paragraphe est rédigé dans le ms. E :

برمول جكلو معلم ايت دتولڠ تيڬ تاهيل عادتن

« Si le Ma'lim reçoit l'allocation appelée touloungan, elle est de trois tahels. »

ادڤون ڤيتقن معلم اڠين ايت ڤيتق اره كبريتن سبله كيڤڠ كيري كارن معلم اڠين ايت ماسق كڤد معلم يڠ بسر مك اوله معلم اڠين ڤد تتكال اكن برلاير مك ڤركاسڽ تالي مالي ايت سكليني دسوروهڽ تڠڬوڽ ماسڠ٢ ڤد تڠڬوڠنڽ سڤرت مان ببوتن دان تمبيرڠ دان امبڠ٢ (1) ببوتن اڬوڠ دان توڤڠ سموانڽ دسوروهڽ تڠڬوي كڤد توكڠ اڬوڠ

En accordant au Ma'lim voilier une part dans le tonnage du navire, on lui assigne une demi-division, à gauche, près de la poupe; car le Ma'lim voilier ne vient qu'après le Ma'lim en chef: c'est lui qui, lorsque le navire est sur le point d'aller en mer, a la charge de faire disposer tout ce qui est relatif au gréement; chacune de ces choses est sous sa surveillance, comme les étais qui soutiennent les mâts, les haubans, les grands étais, les câbles principaux ainsi que l'étai du mât de misaine. Il a sous lui, pour diriger ces préparatifs, le Toukang agong.

مك اوله توكڠ اڬوڠ دسوروهڽ كرهكن اورڠباڤق دان اوق ڤراهو كڤد توكڠ كانن دان توكڠ كيري اكن منڠڬوڽ تالي مالي ايت ڤد سڬل اوق ڤراهو (2) دان اورڠباڤق ماسڠ٢ كڤد تڠڬوڠنڽ حاضر دسان

Ce dernier ordonne de réunir au Toukang kanen et au Toukang kiri les hommes de l'équipage et les matelots, afin de disposer les agrès. Tous les matelots et les gens de l'équipage, chacun suivant ses attributions respectives, doivent se trouver présens.

جك تياد سڤرت كهندقن معلم ايت

Si, pendant la navigation, le Ma'lim éprouve

(1) Le mot امبڠ est un terme de marine désignant sans doute un des agrès du navire, mais dont j'ignore la véritable signification.

(2) Voici la rédaction de ce paragraphe dans le ms. E :

مك ڤيتقن معلم اڠين ايت سبله ڤيتق ڤلماسن دبري اكندى كارن معلم اڠين ايت ماسق كڤد معلم بسر مرتبتن مك اوله معلم اڠين ڤد وقت اكن منارق لاير مك سڬل ڤكاكس تالي سكليني دسوره تڠڬوي ماسڠ٢ كڤد تڠڬوڠنڽ سڤرت ببوتن دان تمبيرڠ دان كلت دان باو سكليني دسوره كرهكنڽ كڤد توكڠ كانن دان توكڠ كيري اكن منڠڬوي ڤكاكس جوڠ ايت دان تالي٢ كڤد سڬل انق ڤراهو ماسڠ٢ كڤد تڠڬوڠنڽ حاضر دسان دان جكلو تياد دتڠڬوڽ مك تتكال هندق مبالق لاير تياد اى مك داتڠ اورڠ لاين منڠڬو تڠڬوڠنڽ ايت دڤالو امڤت كالي كارن تقصير مڠرجاكن ڤكرجاانڽ دلاوت جكلو تياد دڤالو منتاڽ امڤت ڤاكو ڤيتس منكال سلامت سمڤي كنڬري صدقتكن كڤد فقير دان مسكين اكن تولق بهاي تتكال دلاوت دمكنيله حكمڽ

La part dans le tonnage accordée au Ma'lim du vent est d'un demi-pétak; car il vient après le Ma'lim « en chef. C'est le Ma'lim du vent qui, au moment de mettre à la voile, a soin de faire disposer les agrès, « en s'assurant si tous sont en bon état, comme les câbles qui servent à soutenir les mâts, les haubans, « et les bras des vergues. Il ordonne au Toukang kanen et au Toukang kiri de passer ces divers objets « en revue, afin qu'ils les fassent disposer pour s'en servir. Les cordages sont remis aux hommes de l'équi- « page, et chacun doit alors se trouver présent suivant ses attributions spéciales. Si quelqu'un des matelots « néglige ce devoir, et si, au moment de partir, il s'absente de son poste, et qu'un autre soit appelé pour « le remplacer, le matelot coupable reçoit quatre coups de bâton, comme ayant négligé de remplir ses fonc- « tions à bord. Si on ne lui inflige pas la bastonnade, on le force à payer quatre pakou pétis; et, s'il « revient sain et sauf dans son pays, il doit des aumônes aux fakirs et aux pauvres, parce qu'il a été pré- « servé de malheur en mer. Telle est la loi. »

مك تتکال بالق در برلاير داتڠ کنݢري مك
دصدقکنکن اکن جادي تولق ماربهاي
دمکينله حکمن

quelque accident, il est tenu, lorsque, après avoir viré de bord, il sera revenu dans son pays, de faire des aumônes aux pauvres, en reconnoissance d'avoir été préservé de malheur. Telle est la loi.

برمولا اکن معلم ايت مك لوڤ اي اکن
ڤليارن ايت مك ترلڠݢر جوڠ ايت لالو روسق
داڤت دبونه معلم ايت ملينکن حکم الله تعالى
نماڽ ملکوکن کبسارنڽ اتس همباڽ

Si le Ma'lim se rend coupable de négligence dans la direction du navire, et que le navire heurte quelque part et se brise, il doit être mis à mort, à moins que la volonté de Dieu ne manifeste sa puissance à l'égard de son serviteur.

برمولا اکن معلم ايت هندقله ايڠت
اي اکن ڤليارن دلاوت دان ددارت اکن اڠين
دان امبق دان هارس دان بولن دان
بنتڠ دان تاهن دان موسم دان تلق دان
رنتو دان تنجوڠ دان دالم دان توهر دان ڤولو
دان کارڠ دان ترمبو (1) دان ݢوسڠ دان ݢونڠ
دان بوکت

Les attributions du Ma'lim sont d'être attentif à observer, soit en mer, soit à terre, pour bien diriger le navire, les vents, les brisans, les courans, le cours de la lune et des étoiles, les divisions de l'année, les moussons, les baies et les plages, les caps, les îles, les bancs de corail, les passes, les plages désertes, les montagnes et les collines.

مك (1) سکليننڽ ايت هندقله دايڠتکن
معلم ايت بايك ٢ سڤاي کيت سلامت
سمڤن ددالم لاوت دان ددارت دان لڤسله
معلم ايت درڤد تقصيرن دان ايڠتڽ ممنت
دعا سلامت سڤاي لڤس درڤد بهاي (2)

Chacun de tous ces points doit lui être tellement familier que l'équipage soit en parfaite sûreté tant en mer qu'à terre, et pour qu'il soit entièrement exempt de faute; mais qu'il se rappelle surtout de prier Dieu et son Prophète afin d'être préservé de tout danger.

(1) Ms. D :

مك سکليننڽ ايت هندقله دايڠتکن بايك٢ سڤاي اي سلامت سمڤن دڠن بجهنران دان ددالم ڤليارن
ايت لڤسله اي درڤد تقصيرن سرت اي ممنت دعاکڤد الله دان رسولڽ سڤاي سلامت درڤد بهياڽ

« Il faut qu'il observe avec soin chacune de ces choses, afin que le salut de l'équipage soit en toute sûreté, « et que, pendant le cours de la navigation, il ne commette aucune faute; il ne doit pas négliger en même « temps d'invoquer Dieu et son prophète, en les priant de le garantir de tout accident. »

(2) Rédaction des mss. B et D :

عادت معلم ايت اتس امڤت ڤرکار ڤرتام تاهو اي اکن جالن ڤليارن دان لاڠيت تاهو اي
اکن ڤرايدران چکروال بنتڠ دان بولن دان کدوا تاهو اي اکن مات اڠين تورن کنبيك تاهو اي
اکن دالم توهر لاوتن ايت کامڤت تاهو اي اکن جالن تلق دان رنتو سرت تنجوڠ دان تاهو اي اکن

ادڤون معلم ايت اوڤام امام دمكينله حكمن تتاڤى جك معلم ايت هندق تورن ڤد بارڠ تمڤت تياد داڤت تورن انيله عادتن

Le Ma'lim est comme l'Imam (1); ainsi le veut la loi. S'il désire quitter le navire, dans quelque lieu que ce soit, il ne peut en obtenir la permission. Telle est la coutume (2).

[٩]

باب اين ڤرى مڠتاكن حكم كيوى اتس امڤت ڤركار

ڤرتام كيوى ايت ممبلى ڤيتق

IX.

La loi relative aux Kiwis (chargeurs) prévoit quatre cas dans lesquels ils peuvent se trouver:

1° Les Kiwis achètent le droit d'un pétak dans le tonnage du navire;

بنيغ دان ݢوسڠ دان كارڠ دان لمڤور دان تاهواى اكن ڤولو دان توكڠ دان تاهواى اكن سالت ڤنجڠ دان ڤندڤن اڤبيل سوده دى كتهوين يڠ دمكين ايت مك داڤت اى منجادى معلم دان جكلو معلم كڤل سكاليڤون دمكين جوك عادتن

« Chap. VII. Du Ma'lim. — C'est l'officier qui connoît la direction que le navire doit suivre : 1° il sait les « révolutions célestes, le cours des étoiles et de la lune; 2° la direction de la boussole; 3° les sondages; « 4° le gisement des golfes, des côtes et des caps, les bas-fonds, les bancs de sable, les endroits vaseux, les « îles, les détroits étendus et ceux qui le sont peu; si un homme réunit ces diverses connoissances, il peut « devenir Ma'lim d'un navire. Une fois investi de ces fonctions à bord, telle est la loi à son égard. »

(1) L'*Imam* امام, dans la religion musulmane, est le chef de la prière, le prêtre officiant dans les mosquées.

(2) Ces deux derniers paragraphes sont remplacés, dans le ms. E, par ce qui suit :

ادڤون معلم ايت هندقله ايڠت٢ ڤد ڤلايارن جاڠن تقصير كڤد سڬل ڤكرجاان دلاوت ددارت جاڠن الڤ كڤد اڠين دان امبق دان هارس بولن بنتڠ دان موسم تاهن دان تنوهر دان ڤولوڤونڠ سوان ايت هندقله ايڠت٢ جاڠن الڤ سڤاى سلامت دانڬرهكن الله تعالى سوان ايت معلوم كڤد معلم ايت ڤد جالن لاوت دان دارت لڤس معلم ايت دڠن سلامتن هندقله معلم ايت منت دعا كڤد توهن ملك الجبار لڤسكن درڤد بهاى كارن معلم ايت اوڤام امام ددالم جوڠ دان سڬل اورڠ يڠ ددالم جوڠ ايت اوڤام مامون دمكينله حكمن

تتاڤى جكلو معلم ايت هندق تورن كڤد بارڠ تمڤت مك بلوم سمڤى جنجين مك اى هندق ممباير جوك مك دڤنتاى كڤدان ڬند كمدين در ايت جكلو اد مودلن يڠ دبوان سوان دچوكى دالم سڤوله دامبل سات دان جكلو سوده سمڤى جنجين مك اى هندق باير هوتڠن ايت هندقله دتريم جاڠن لبه درڤد امس هوتڠن دمكينله حكمن

« Le Ma'lim ne doit pas cesser un instant de veiller à la marche du navire et de prendre toutes les pré- « cautions pour ne commettre aucune faute en mer ou sur terre; il doit observer avec soin l'état du vent « les brisans, les marées, la lune, les étoiles, les moussons, les sondages, les îles, les montagnes. Chacun « de tous ces points doit être de sa part l'objet d'observations continuelles. Il ne doit avoir à se reprocher « aucune négligence, afin que Dieu très-haut lui accorde le salut de l'équipage. Il faut que toutes ces con- « noissances lui soient familières, et qu'il ne les perde jamais de vue ni en mer ni sur terre. Afin d'ob- « tenir de Dieu un heureux voyage, il doit adresser des prières à ce maître tout-puissant, qui le préser- « vera de malheur; car le Ma'lim est, dans le navire, comme un Imam, et les hommes de l'équipage sont « comme les fidèles.

« Si le Ma'lim désire quitter le navire, dans un lieu quelconque, avant la fin de son engagement, et en « payant [ce qui est convenable], on doit exiger de lui le double [de la somme pour laquelle il s'est en- « gagé], et, de plus, s'il a un capital placé dans l'expédition, il payera un droit d'un pour dix sur tout; « mais, si son engagement est expiré, et qu'il désire s'acquitter de ce qu'il doit, on est forcé d'accepter ce « remboursement, sans pouvoir demander rien de plus. Telle est la loi. »

كدوا كيوى ايت تياد ممبلى ڤيتق
سهڠݢ منولڠ مودل اكن ناخدا ايت تيݢ
تاهيل اتو امڤت تاهيل (١)

2° Les Kiwis n'achètent point de part dans le tonnage, mais ils ajoutent au capital du capitaine une somme de trois ou quatre tahels.

ادڤون دبرى موتنن تيݢ كوين اتو دوا
كوين اوله يڠ امڤون جوڠ ايت مك سبب
دمكين كارن لاب امس يڠ امڤت تاهيل ايت
مك ڤيتق سڤيتق ايت اكندى

Dans ce cas, il leur est alloué, pour leur part dans la cargaison, deux ou bien trois *koyens* par le propriétaire du navire, et cela parce que la somme de quatre tahels porte intérêt [au capitaine] et qu'il garde le pétak pour lui.

كتيݢ ڤركار كيوى ايت مڠداكن
ڤيتق دولاڤن ڤيتق اتو توجه ڤيتق اكن
امڤت ڤيتق ايت كيوى تياد ممبلى ڤيتق
سهڠݢ برجنجى جك سوده سلامت داتڠ
كنݢرى ڤد سڤوله دامبلن تيݢ چوكين
امڤت انيله يڠبرنام كيوى ايت (٢)

3° Les Kiwis prennent huit pétaks ou bien sept pour leur part dans le tonnage, sans rien payer pour quatre de ces divisions; cette sorte d'engagement a lieu sous la promesse donnée par les Kiwis qu'en cas de retour à terre après un heureux voyage, ils payeront un droit de quatre pour treize.

Les personnes [qui se livrent aux spéculations spécifiées dans les trois paragraphes qui précèdent] sont ce que l'on nomme des Kiwis.

سبرمولا يڠبرنام مولى كيوى ايت سبله
ڤيتق ݢندم اكندى كارن اى ڤڠهولو كيوى
بڠباڤق

4° Celui d'entre les Kiwis qui porte le nom de Mawla Kiwi (2), une moitié de pétak en blé lui est allouée en sa qualité de chef de tous les Kiwis.

ادڤون اكن خراجت نݢرى ايت اتس
دولاڤن ڤيتق لاين درڤد ايت لاير ڤد
عادتن دولاڤن هلى كاين دان سݢالوڠ روتن
دمكينله حكمن يڠ مڠيوى ايت

Quant aux droits de douane, ils reposent sur les huit pétaks ou divisions du tonnage [allouées aux Kiwis]; de plus, ils ont à donner des voiles qui sont, suivant la coutume, au nombre de huit et en toile, et une botte de joncs rotins. Telles sont les obligations imposées aux Kiwis.

برمول كيوى يڠ ممبرى چوكى ايت تياد

Les Kiwis qui auront donné ces objets n'au-

(1) Ce paragraphe et les deux suivans n'en forment qu'un seul dans le ms. E; le voici :

كدوا كيوى ايت تياد ممبلى ڤيتق سهڠݢ منولڠ مودل جوا تيݢ تاهيل مك دبرى اوله ناخدا
ايت كڤد كيوى ايت سات ڤيتق هڠݢ برجنجى جوا منݢال سلامت داتڠ كبندر سڤوله تيݢ چوكين
دامبل ناخدا درڤدان يڠ امڤت ڤركار ايت برنام كيوى

2° « Les Kiwis n'achètent pas de pétak; mais ils ajoutent au capital du capitaine trois tahels, et celui-ci « accorde un pétak, à la condition que, lorsque les Kiwis seront rentrés heureusement au port, il recevra « d'eux un droit de trois pour dix. Les gens du navire qui se trouvent dans l'une de ces quatre conditions « sont appelés Kiwis. »

(2) مولى كيوى « le chef des Kiwis. »

اى كنا خراجت نݢرى كارن اى سوده ممبرى
چوكى

اڤدون استعادت مولى كيوى ايت هندقله
اى مشاورت دڠن ناخدا دان سݢل كيوى
يڠباڽق ڤد بارڠ سسوات ڤكرجاءن بايك
دان جاهت دمكينله حكمن

ront plus à payer d'autres droits, parce que cette contribution, une fois acquittée, suffit pour les libérer de toute nouvelle exigence.

La coutume veut que le Mawla Kiwi soit appelé à délibérer avec le capitaine, de concert avec tous les Kiwis, sur chaque affaire bonne ou mauvaise. Telle est la loi.

[١٠]

باب اين ڤرى ميڽتاكن حكم اورڠ يڠ ممبواڠ
دلاوت (1) ايت سبب كنا ريبوت يڠ بسر
مك تتكال ايت هندقله اى مشاورت
دڠن اورڠ يڠباڽق كارن ممبواڠ ايت اتس مودل
جك باڽق مودلڽ باڽق بواڠڽ جك سديكت
مودلڽ سديكت بواڠڽ يعنى سديكت كتاڽ
سبرمول جكلو تياد دمشاورتكن اكن
حال ايت منجادى تقصيرله اتس يڠ امڤوڽ
جوڠ ايت

X.

Du jet à la mer dans le cas de violente tempête.

Il faut qu'au préalable une délibération ait lieu de la part de tout l'équipage, parce que le jet se fait au prorata du capital [de chacun]. Si une part est considérable, le jet doit l'être pareillement; si elle est petite, le jet doit l'être aussi, et le vote de la personne à laquelle elle appartient doit avoir une importance proportionnelle.

L'absence, dans ce cas, de toute délibération préalable, constitue une faute qui est à la charge du propriétaire du navire (2).

[١١]

جك كنا لنتڠ ڤاير اتس ڤواڽ يڠباڽق سمواڽ
كنا هولر بايك ڤون كاى بايك ڤون مسكين

XI.

Si un navire en croisière est atteint par la traverse, ceux qui montent le bâtiment dont le choc a produit cet accident encou-

(1) A la place des mots qui suivent دلاوت, le ms. E porte :

دالم برلاير تتكال كنا ريبوت طوفن يڠ بسر مك جوڠ ݢلا

« Lorsqu'on est en mer et qu'il s'élève une violente tempête, et que le navire est en danger de couler « bas. »

(2) Toutes les lois maritimes dont j'ai donné les textes, ou fait connoître les dispositions dans les chapitres précédens, contiennent des règles sur le jet; elles offrent quelque différence dans l'application et le mode d'exécution du principe, qui est le même. La plupart, et surtout les plus anciennes, exigent le consentement des intéressés au chargement; et, en général, elles en donnent pour motif que la perte doit être réparée par une contribution proportionnelle. Ici, nous voyons une règle toute spéciale et qui mérite d'être remarquée. Le jet doit être fait d'une part proportionnelle dans chaque chargement individuel. Au premier coup d'œil, cette règle semble d'une difficile exécution, parce qu'on peut croire que l'imminence du danger permet peu de faire les vérifications convenables; mais il faut se reporter à ce qu'on a vu p. 383 sur les parts d'intérêts dans le chargement, et on voit alors que l'application du principe particulier de la loi malaye ne présentoit point d'embarras, et même qu'il rentroit dans le droit commun.

بايك عبدى بايك مردهيك اتومود ٢ اتو لكلاك
اتو ڤرمڤون سام جوك سموان كنا هولر
تياد لبه تياد كورڠ مان ورت يڠباپق (2)

سبرمول جك امبق بسر اتو اڠين كراس
مك ترلڠڬر جوڠ ايت كأتس باتو اتو كارڠ
اتو بنيڠ مك ددالم انتار ايت برسايڠ
جوڠ ايت دوا بوه (3) مك سبوه روسق
مك روسقن ايت دڠن تقصير اوله كارن
لاوت بسر داڤت جوك دجاوهكن درڤد
بهاى ايت مك دحكمكن اتس ڤاق كارم

rent le houlour (1). Tous, riches ou pauvres, esclaves ou hommes libres, hommes ou femmes, supportent cette peine, chacun ni plus ni moins, d'après la notoriété commune.

Si, pendant une grosse mer, ou poussé par des vents violens, un navire est porté sur un rocher, sur un banc de corail ou un bas-fond, que, dans sa course, ce navire, allant de conserve avec un autre, le heurte et l'endommage, cet accident doit être considéré comme une faute, parce que la mer est large, et que l'on peut se tenir éloigné de semblables occasions de danger.

La loi prescrit que, dans ce cas, un tiers du dommage occasionné soit imputé aux pauvres naufragés, et que les deux tiers restans

(1) Ici, et dans la suite, il est question de l'accident appelé dans nos usages *abordage ;* on y voit des règles absolument conformes à celles des législations européennes de tous les temps, parce que partout les mêmes nécessités commandent les mêmes décisions.

(2) Voici la rédaction des mss. B et D :

جكلو كنا لنتڠ ڤاير اتس ڤوان يڠباپق سموان كناله هولر ماوكاى ماو مسكين ماو عبدى ماو مردهيك اتوتوه اتومود اتو كچيل اتو بسر اتو ڤرمڤون اتو لكلاك سموان ايت سام جوك كنا هولر تياد لبه تياد كورڠ مان هولر يڠباپق ايت دمكينله عادتن ڤاسل ايت

« Si un navire en croisière est frappé en travers, tout l'équipage de [celui qui a produit le choc] encourt « à la fois le houlour (*a*) : riches, pauvres, esclaves, hommes libres, vieux ou jeunes, petits ou grands, « femmes ou hommes ; les uns ni plus ni moins que les autres. Telle est la coutume sur ce point. »

Cet article est suivi d'un autre qui n'existe que dans les mss. B et D :

برمولا جكاو ددالم نڬرى مك نڬرى ايت هاروهار اوله موسه مك دكهندكين كڤد سڬل ڤراهو داڬڠ اتو ڤراهو بسر اتو كچيل مك ممبريله عادتن ايت تولق سڠجتان سمان ايت دان اكن هولرن سڤرت عادت ڤاير تڠكال دلاوت ايت دمكينله عادتن

« Si, dans un pays envahi par l'ennemi, on met en réquisition tous les navires marchands tant grands que « petits, la loi traditionnelle veut que ces navires fournissent leur concours pour repousser l'invasion, et « quant à l'application du houlour, il en sera de même [pour les navires faisant ce service que] pour ceux « qui sont en croisière. Telle est la coutume. »

(3) Le texte de la fin de ce paragraphe me paroît plus correct dans le ms. E. et offre une variante qu'il est important de noter :

مك يڠ سبوه ايت روسق بناس سبب كارن تقصير دلاوت بسر مك داڤت دجاوهى درڤد بهاى ايت مك دحكمكن اتس ڤرى ڤرجنجين مك دبهاڬى تيك سبهاڬى كڤد يڠ بناس دوا بهاڬى كڤد يڠ ساله ملڠڬر كنا ايت دمكينله حكمن

« Et si l'un de ces deux navires est brisé et endommagé par suite de la faute qu'ils ont commise [de n'a- « voir pas su éviter ce choc] au milieu de la vaste étendue des mers, on règle la perte d'après une con- « vention sous forme de contrat, et on la divise en trois parts, dont une est supportée par le navire qui a « souffert, et les deux autres par celui qui a occasionné l'accident par sa faute. Telle est la loi. »

(*a*) J'ai expliqué plus haut, p. 395, note 3, ce qu'il faut entendre par le mot *houlour*.

سبهاݢى كنا يڠ دبناس دوا بهاݢى دسبله يڠ ملڠݢر ايت دمكينله حكمن (1)

soient à la charge de ceux qui ont produit cet accident. Telle est la loi.

١٢

XII.

باب اين ڤرى ميتاكن عادت سكل اورڠيڠ برجوڠ ڤرى اى دودق دبالي لنتڠ دان دبالى بوجر

Ceci est la coutume à observer dans les navires relativement à l'entrée du Balei lentang (2) et du Balei boudjor (3).

ادڤون اكن بالى لنتڠ ايت سياڤ داڤت دودق دسان اڤبيل اداله سسوات ڤكرجاءن يڠ بسر مك داڤت دودق برهمڤن بربچار دان مشاورت (4)

En ce qui touche le Balei lentang, quiconque veut y aller, dans le cas où il a une affaire importante, le peut : il lui est loisible d'aller s'y asseoir, de s'y réunir, y délibérer et tenir conseil.

سبرمول جك اوق ڤراهو دودق دسان ساله حكمن دڤالو ليم كالى اكندى كارن بوكن قدرن نايق كبالى لنتڠ

Si un homme de l'équipage va s'y établir, il se rend coupable et il est puni de cinq coups de bâton, car il n'a aucun droit de monter dans le Balei lentang.

(1) Rédaction des mss. B et D :

ادڤون جكلو برلايراد برسايڠ بارڠبراڤ بوه ڤراهون مك كڤد جالن ايت اد شوكرن انتران ايت مك تورن ريبوت دان امبق بسر ددالم لاوت مك ددالم انتار ايت اد سبوه ملڠݢر ڤراهو ايت مك ڤراهون ايت يڠكنا لڠݢر اينڤون ڤچه بناس لال تردمڤركانس باتو اتو كارڠ اتو بنبڠ مك روسقله اى سبب تردسقله مك تقصير يڠ ملڠݢر ايت سبب لاوت بسر لاڠ لواس داڤت جوڠ داى اوڤيان لاڠ ڤدان ملينكن ماربهاى تمڤتن برسايڠ ايت مك تنكال سمڤى اى كڤد بارڠ نݢرى مك ڤرݢين كڤد حاكم مك حكمن ابت انس ڤاڠ كارم كارن ساله يڠ ملڠݢر ايت يعنى سبهاݢى كنا يڠ بناس دوا بهاݢى دݢنتى اوله يڠ ملڠݢر ايت دمكينله عادتن

« Si des navires, mettant à la voile, voguent de conserve, et que, dans l'intervalle, survienne un coup « de vent et que la mer grossisse, si un des navires en heurte un autre et que celui-ci soit endommagé et « brisé, puis finisse par échouer sur un rocher, un banc de corail ou un bas-fond, et fasse naufrage, la faute « retombe sur le navire qui a produit le choc ; la mer, en effet, est vaste, et dans le large espace qu'elle « présente, il y avoit moyen, en s'écartant, d'éviter le malheur survenu. [L'équipage du navire qui a produit « le choc] doit, en arrivant au premier port où il abordera, aller trouver le juge. Sur quoi, ce magistrat « décidera, à l'égard du navire naufragé, qu'il y a eu faute de la part de celui qui a produit le choc ; il im- « putera un tiers du dommage au navire naufragé, et les deux autres tiers au navire qui a occasionné l'acci- « dent. Telle est la coutume. »

(2) بالى لنتڠ, littéral. « cabine de large. »

(3) بالى بوجر, littéral. « cabine de long. »

(4) Ms. B :

اڤبيل اداله سورڠ ڤكرجاءن يڠبسر مك داڤت دودق براتور دان برهمڤن بربچار اتو مشاورت

« Mais si quelques personnes ont une affaire importante, elles peuvent s'y rendre en ordre, s'y réunir « pour conférer ou délibérer sur cette affaire. »

برمول اکن بالی بوجر ايت اکن تمڤت سکلين مود ٢ برسندا ترماس دسان جکلو اوق ڤراهو نايق کاتس بالی بوجر ايت ساله حکمن دڤالو تيك کالی اکندی

Le Balei boudjor est un lieu spécialement affecté aux divertissemens des Mouda-mouda; si quelqu'un des matelots monte sur cette chambre, il se rend coupable et doit être puni de trois coups de bâton.

سبرمول اکن ڤتارن لاوڠ ايتڠون تياد سياڤ داڤت دودق دسان ملينکن هان ناخد دان سکل مود ٢ دان توکڠ اڠوڠ جوك (1) يڠ داڤت دودق دسان جکلو اوق ڤراهو دودق دسان ساله حکمن دڤالو انم کالی اکندی

Quant au local où est le cabestan, personne ne peut aller s'y établir, si ce n'est le capitaine, les Mouda-mouda, et le Toukang agong; si quelqu'un des matelots s'assied dans ce lieu, il est coupable et doit recevoir six coups de bâton.

سبرمول اکن الڠ موك يڠدأتس يعنی انجڠ ٢ ايتڠون تياد سياڤ داڤت دودق دسان کارن تمڤت ايت تمڤت توکڠ کانن دان توکڠ کيری جوا جکلو اوق ڤراهو دودق دسان ساله مك حکمن دڤالو تيك کالی اکندی دمکينله عادتڽ

Quant à la partie du navire nommée Alang mouka supérieur (2), c'est-à-dire les cabines d'en haut, l'accès en est aussi interdit, parce que c'est le lieu réservé au Toukang kanen et au Toukang kiri; si un des hommes de l'équipage s'y arrête, il est en faute, et doit être puni de trois coups de bâton. Telle est la coutume.

سبرمولا اکن کيوی ايت داڤت ای منندأکن (3) سبوه سمڤن کچيل کارن اکن تمڤت مڠمبل ايڔ دان کايو دمکينله عادتڽ

Les Kiwis peuvent avoir à la remorque du navire un petit canot, qui leur sert à aller faire de l'eau et du bois. Telle est la coutume.

[١٣]

XIII.

باب اين ڤری ميتاکن سکل حکم اورڠ يڠ برکيڤڠ (4) ايت امڤت ڤرکار

Des gens de l'équipage qui sont de garde à bord.

La loi contient à leur égard quatre prescriptions.

ڤرتام ٢ برکيڤڠ اکن سکل تبوسن دالم جوڠ ايت جکلو ای لاری اتو بربوت

1° La surveillance des esclaves qui se trouvent dans le navire, s'ils s'enfuient ou s'ils se rendent coupables de quelque mauvaise ac-

(1) Ms. E : دان مات ٢ اتو توکڠ جوا سورڠ « et les inspecteurs, ou bien les Toukangs individuellement. »

(2) C'est l'emplacement du navire qui se trouve devant la cabine du capitaine.

(3) Au lieu de منندأکن, remorquer, le ms. E porte منارہ, avoir en réserve.

(4) Le ms. E explique le verbe برکيڤڠ, par cette glose : يعنی برجاڬ, c'est-à-dire, qui veillent.

جاهت سبب لوڤ يغبركيڤغ ايت (1) مك هندقله اورڠ مود ٢ منجݢاكن اورڠ بركيڤغ ايت سڤاي اي ايڠت

tion par suite de la négligence de ceux qui sont chargés de veiller sur eux. Les Mouda-mouda doivent surveiller ces derniers, afin qu'ils apportent tous leurs soins à l'accomplissement de leurs devoirs.

اڤون جك تبوسن ايت لاري اتو اي بربوت جاهت مك اتس مود ٢ اياله ميڠله دي تتاڤي اتس يڠ امڤون كسلاهن

Si un esclave s'enfuit ou se rend coupable de quelque méfait, ce sont les Mouda-mouda qui sont tenus de le remplacer : néanmoins la faute retombe spécialement sur celui qui en est l'auteur.

اڤون اكن يڠ بركيڤغ ايت دڤالو انم ڤوله كالي (2)

Quant à l'homme qui alors étoit de garde, il doit recevoir seize coups de bâton.

سبرمول اڤبيل لڤسله درڤد ݢليرانن ايت هندقله دشهيدكن كڤد اورڠباڤق دان كڤد مود ٢ يڠ سرتان منجݢاكن اورڠ ايت دمكينله حكمن تتاڤي عادتن بركيڤغ ايت ممالو تابه جوا مدتن ڤد سؤرڠ سڤاي اي جاڠن مڠنتق (4)

Lorsque le temps de garde est expiré, les gens de l'équipage, et les Mouda-mouda appelés à faire le service avec eux, doivent être prévenus [qu'ils doivent entrer en fonctions immédiatement]; telle est la loi. L'usage est que les gens de garde battent, un instant, du tambour devant chaque homme de service pour l'empêcher de s'endormir (3).

كدوا ڤركار جك جوڠ ايت لارت مك تردمڤر ككارڠ اتو ڤد بنيڠ اتو تنجوڠ سبب

Si la jonque chasse sur ses ancres, et vient à échouer sur un banc de corail, sur un bas-fond ou contre un cap, parce que les Mouda-

(1) Le ms. E remplace la fin de ce paragraphe et les deux petits alinéa qui suivent par ces mots :
مك هندقله سكل مود ٢ ڤجݢاكن دي جكلو تياد مود ٢ ڤجݢاكن دي مك ترتڠݢوڠ اتس مود ٢ ايت دان اتس اورڠيڠ امڤون ݢليران ايت دان برجاڬ ايت دڤالو انم ڤوله كالي
«Il faut que les Mouda-mouda les surveillent; mais, s'ils ne s'acquittent pas de ce soin, c'est sur eux que « retombe la faute et sur les hommes qui étoient de garde et chargés de la surveillance, et ceux-ci sont punis « de seize coups de bâton. »

(2) Ms. B : دڤالو انم كالي دڠن ڤالو اكندى « il reçoit six coups de bâton. » Ms. D : دڤالو انم ڤوله كالي دڠن ڤالو اكندى ايت « soixante coups de bâton. »

(3) La dernière partie de cet article, depuis ces mots : *l'usage veut que,* etc. est entièrement différente dans la traduction de Raffles, laquelle a été faite, sans doute, d'après un manuscrit que ce savant avoit consulté, mais qui ne se trouve point actuellement dans la bibliothèque de la Société royale asiatique de Londres. Voici cette traduction de Raffles :
« It is the usage that persons on watch shall be each allowed the conveniencies for smoking opium, in « order that they not fall asleep during the time that it is necessary for them to keep watch. »

(4) Ms. B :
سبرمول اڤبيل لڤس درڤد ݢليرانن ايت مك هندقله دشهيدكنن كڤد جورموديڽ دان جورباتوڽ دان سكل مود ٢ دان اورڠباڤق سرتان منجݢاكن ايت دڠن ممالو تابه سكالي تندان لڤسله اي درڤد ݢليرانن ايت دمكينله عاتن
« Lorsque le temps de garde est expiré, l'avis en est donné au Djouro moudi et au Djouro batou, ainsi qu'aux « Mouda-mouda et aux gens de l'équipage de garde avec eux. Une fois le signal donné avec le son du tam- « bour, les hommes relevés de garde sont libres. Telle est la coutume. »

مود٢ تياد منجگاكن اورڠ يڠ بركيڤڠ ايت مك دحكمكن اكندى دڠن تقصير تتاڤى دليهت قدرن يڠدتقصيركن ايت (1)

mouda ont négligé de surveiller les hommes de garde, la loi les déclare coupables. Néanmoins on considère le plus ou moins de gravité de leur faute.

برمول يڠ بركيڤڠ ايت دڤالو اكندى دو ڤوله كالى ڤد سؤرڠ (2)

Quant aux hommes de garde, ils doivent être punis de douze coups de bâton chacun.

ادڤون جك لارت جوڠ ايت درلبوهن ايت هڠقر ككارڠ مك اى لوڤ مك تردمڠر كڤد كارڠ اتو بتيڠ اتو تنجوڠ اتو باتو مك يڠبركيڤڠ ايت دڤالو دولاڤن ڤوله كالى اكن دى كارن تقصيرن (3)

Si le navire chasse sur ses ancres et s'approche d'un écueil, et que, les hommes de garde négligeant de prendre les précautions nécessaires, le navire vienne à échouer contre un banc de corail, un bas-fond, une pointe de terre ou un rocher, ils doivent être condamnés à recevoir quatre-vingts coups de bâton, parce qu'il y a de leur faute.

(1) Le ms. E, au lieu de تقصير, lit تعزير; ce qui donne pour la fin de ce paragraphe un sens tout à fait différent. Il y a :

مك دحكم دتعزيركن تتاڤى دليهت قدرن يڠ دتعزيركن ايت دلن اورڠ يڠ برجاڬ ايت دڤالو دوا ڤوله كالى

On les condamne à subir le ta'zir, tout en ayant égard à la gravité de la faute de ceux qui subissent cette peine. Les hommes de garde reçoivent vingt coups de bâton. »

(2) Mss. B et D :

ادڤون يڠ بركيڤيڠ ايت انس امڤت ڤركار ڤرتام منجگاكن ايُررواڠ كدوا مليهت حال ريبوت دان اڠين كتيڬ مليهت اورڠ موسه ترتاهن دان كامڤت مليهت اڤى ددالم جوڠ

ادڤون كايُران جوڠ ايت انس يڠ براورق ٢ ايت ڤون تڠڬوڠن

ادڤون اورق ٢ ايت بارڠسياڤ مڠهيلڠكن دى حكمن سناهيل سڤاه هرڬان كارن دى ڤاو ڤراهو مك يڠ مڠهيلڠكن دى ايت كنا دى برتمبه سلاملمان دلاوت ايت ددالم درڤد ايت لبه انس تيلك ناخدا جوڬ اكن اورڠيڽ دمكينله عادتن ايت

ادڤون يڠ بركيڤڠ ايت جك كايُران جوڠ ايت سبب لوڤ تياد اى منجگاكن اورڠ برتمبه ايت مك سالهن ايت حكمن دڤالو ليم بلس كالى اكندى

« Le devoir des hommes de garde consiste en quatre choses : 1° veiller à ce que l'eau ne s'amasse pas au fond « de cale; 2° observer l'état des brises et du vent; 3° se tenir prêts à repousser les attaques de l'ennemi; « 4° veiller à ce que le feu ne prenne pas à bord.

« Si le navire fait eau, la faute doit en être imputée à celui qui a la surveillance de la pompe.

« Quiconque détériore la pompe doit payer un tahel et un pauh d'indemnité, car la pompe est l'âme du « navire; la peine de celui qui s'est rendu ainsi coupable en pleine mer peut être aggravée jusqu'au point « où le capitaine le jugera convenable. Telle est la coutume.

« Si, pendant que des gens sont de garde, le navire fait eau, parce qu'ils négligent de surveiller ceux qui « sont chargés de cette partie du service, ils sont condamnés à recevoir quinze coups de bâton. »

(3) Ce paragraphe est ainsi conçu dans le ms. E :

برمول جكلو لارت جوڠ ايت درلبوهن دان لبوهن ايت همڤر كارڠ مك ددمڤركنن كڤد كارڠ اتوكدارت مك دڤالو دولاڤن ڤوله كالى اكندى

« Si le navire chasse sur ses ancres et que le mouillage où il se trouve soit près d'un rocher, et qu'il « échoue sur ce rocher, on les condamne à recevoir quatre-vingts coups de bâton. »

برمول اورڠ يڠ بركيڤڠ ايت سببڽ تيک
ڤرکار ڤرتام ٢ منجاکن ايرروواڠ جک کايران
جوڠ ايت سبب لوڤ تياد ماو اى منجاکن
اورڠيڠ برتمڤت مک دڤالو ليم بلس کالى
اکندى (1)

Le devoir des gens de garde consiste en trois choses : en premier lieu veiller à ce qu'on vide avec exactitude l'eau du fond de cale; si l'eau s'amasse dans le navire par suite du manque de vigilance de leur part, et parce qu'ils ne surveillent pas les hommes en faction pour ce service, leur punition à chacun est de recevoir quinze coups de bâton.

دان لاڬ ڤول کالو ڤراهو داتڠ درسان
سين مک تياد دتڠهن اوله يڠبركيڤڠ ايت
سبب اى ترتيدر تمباهن ڤول دڠن لوڤان
مود ٢ ايتڤون تياد اى منجاکن مک
ددندائ سڤرت مان دند تبوسن لارى
ايت (2)

En second lieu, si le navire va d'un côté et de l'autre, sans que les hommes de garde songent à l'arrêter parce qu'ils se sont endormis, et de plus par la négligence des Mouda-mouda qui ne les surveillent point, ceux-ci payent une amende pareille à celle qui leur est imposée lorsqu'un esclave s'enfuit.

ادڤون اکن اورڠيڠ بركيڤڠ ايت مک
دڤالو توجه کالى دمکينله حکمڽ (3)

De plus, les hommes de garde reçoivent [chacun] soixante et dix coups de bâton. Telle est la loi.

مک هندقله سکل مود ٢ ايت ايڠت٢ ڤد
مڠرجاکن ڤکرجاءن يڠ امڤوڽ جوڠ ايت
جاڠن لوڤ دان الڤ دمکينله حکمڽ

Enfin, il est du devoir des Mouda-mouda d'apporter toute leur attention dans la direction des affaires du propriétaire du navire; qu'ils ne se rendent donc point coupables d'oubli ou de négligence. Telle est la loi.

[١۴]

XIV.

باب اين ڤرى ميڠتاکن کرج سکل مود ٢
ددالم جوڠ ايت ددالم ڤلبارڽ

Des devoirs à remplir par les Mouda-mouda dans le navire, lorsqu'il est en mer.

ادڤون کرجان برکمودى مک اڤبيل لڤس
درڤد کليرانڽ ايت مک هندقله اى

[Outre ceux énoncés dans le chapitre précédent], ces devoirs consistent à tenir le gouvernail, et, lorsqu'ils sont relevés de service,

(1) Le ms. E, depuis ces mots, سبب لوڤ, lit ainsi :

سبب الڤ تياد مڠکرقکن اورڠ مڠبه اير مک دڤالو اى ليم بلس کالى

« Parce qu'ils sont obligés d'exciter au travail les gens qui pompent l'eau du navire. Cette faute leur « mérite quinze coups de bâton. »

(2) Le ms. E ajoute : يايت هرڬان دمکينله دندان مودا ٢ ايت « C'est-à-dire que la valeur de cet « esclave forme la quotité de l'amende que payent les Mouda-mouda. »

(3) Ms. E : دڤالو دوا ڤوله کالى « vingt coups de bâton. »

منجاکن سکل سنجات جك برتمو دغن موسه هندقله اي برقارغ برسغکه ٢ هاتين دمکينله کرجان

à prendre soin des armes, afin que si l'ennemi se présente, ils le combattent de tout cœur. Tel est leur devoir.

برمول ستله سمقيله کلبوهن اتو کبندر مك هندقله اي برسام ٢ دغن ناخدا بارغ کمان ٢ اي قرکي (١)

Lorsque le navire arrive dans un mouillage ou devant une place de commerce, les Mouda-mouda sont tenus d'abord d'accompagner le capitaine partout où il veut aller.

کمدين درفد ايت بارغ کرجان هندقله براي٢ ن سرتان در بارغسباکين ققکرجاءنن دتلق اتو درتنو دمکنيله کرج سکل مود ٢ ايت

Après quoi, et quelles que soient les affaires qui se présentent, ils doivent se réunir tous à lui [pour les accomplir] en tout ce que la station du navire dans un golfe ou auprès d'une côte rend nécessaire (1). Telles sont les fonctions des Mouda-mouda.

[١٥]

XV (2).

باب اين قري ميتاکن سکل يغ برتوقي دمکينله حکمن

Loi concernant les hommes de l'équipage qui sont chargés de préparer les vivres.

اقبيل هب اورغ دماکن اقي توقين مك

Si un esclave met le feu dans le lieu où il

(1) Le ms. A fait de ces deux alinéa un chapitre séparé, tandis que le ms. B les comprend dans le chapitre précédent : l'identité du sujet, rattachant ces deux alinéa à ceux qui précèdent, rend ce dernier arrangement préférable.

Dans le ms. A, le texte à la fin de ce second alinéa n'est point correct. Quoique les mss. B et D présentent une rédaction obscure et peut-être vicieuse, je l'ai suivie, sans me flatter d'avoir reproduit exactement la pensée du législateur.

Le texte du ms. E vaut mieux. Le voici :

ستله داتغ کلبوهن تتکال نايق کدارت کرجان ايت هندقله برسام ٢ دغن ناخدا بارغ کمان اي قرکي

« Lorsque, arrivés dans un mouillage, ils se rendent à terre, leur devoir est d'accompagner le capitaine « partout où il juge à propos d'aller. »

Raffles a traduit ainsi : « On the Nakhoda's going on shore, he shall be accompanied by the Muda-muda, « who shall afterwards return to their duty on board the Prahu. » (Chap. II, *Of putting into ports and the mode of trading.*)

(2) Ce chapitre commence dans les mss. B et D par deux dispositions qui ne se trouvent point dans le ms. A :

باب اين قري ميتاکن سکل يغ برتوقي مك داتغله اورغ يغ هندق نايق کقراهو مك برتنجقله اي داتس توقي ايت مك قتوس لال جاته ايت مك لوك اتو قاته مليکن ناخدا اينوله ممبري بلنجان اوبت ايت کارن تقصير ناخدا ايت تياد مليهت قرکاکس قراهو ايت ساله کارن توقي ايت تمقت اورغ نايق تورن

برمول توقي ايت جکلو ترباکر اوله اورغ يغ منداتغ کقراهو ايت ساله عادتن کناله سنغه امس دندان

« Si des gens viennent pour entrer dans le navire, et qu'ils y pénètrent par le passage qui est au-dessus de

سالهڽ ايت اتس توانڽ مك دڤالو همباڽ
امڤت کالی دتمباروڠ

ادڤون جك اورڠ برکلاهي ددالم جوڠ ايت
مك اي منتق اتو ممارڠ مك ترڤارڠ اوبه ٢ جوڠ
ايت مك دنداڽ امڤت ڤاکو ڤيتس جاوا

s'acquitte de ce service, la faute retombe à la charge de son maître, et l'esclave est puni de quatre coups de bâton dans le fond de cale (1).

Si un homme a une querelle à bord, et que, voulant blesser ou combattre son adversaire, il vienne, dans l'action, à endommager quelque partie du navire (2), il payera une amende de quatre pakou pétis de Jawa (3).

سبرمول جك اورڠ برکلاهي دان مڠونس
کريس مك مللوئي تمباروڠ داتڠ کڤد سهڠڬ
لاير بوريتن دبونه حکمڽ مك اڤبيل داڤت

Si, dans une dispute, un homme dégaîne son kris (4), et que, dépassant les limites du fond de cale, il s'avance jusqu'à la voile d'arrière (5) [pour poursuivre son adversaire], la loi ordonne qu'il soit mis à mort; mais s'il

« la cuisine, et que, le plancher se brisant sous leurs pieds, ils tombent, se blessent ou se cassent un membre, « le capitaine payera les frais occasionnés par leur guérison, parce qu'il y a faute de sa part de n'avoir point « tenu en bon état les diverses parties de son bâtiment, et que le passage où l'accident est survenu est destiné « à l'entrée et à la sortie du navire.

« Si le feu est mis à la cuisine par les personnes venues dans le navire, elles payeront une amende d'un « demi-mas (a). »

(1) Voici comment cet article est rédigé dans les mss. B et D :

برمول جکلو همب اورڠ ددالم جوڠ ايت ممباکر توڤي مك سالهڽ ايت اتس توانڽ دنداڽ امڤت
کوڤڠ ڤيتس جاوا مك همباڽ ايت دڤالو امڤت ڤوله کالی دان دايکت دتمباروڠ دمکينله حکمڽ

« Si l'esclave de l'un des gens qui montent le navire met le feu à la cuisine, son maître est responsable de « sa faute et paye une amende de quatre koupang pétis de Jawa; l'esclave reçoit quarante coups de bâton, « et est attaché dans le fond de cale. Telle est la loi. »

La rédaction du ms. E est ainsi conçue :

ڤد ميناکن سکل حکم يڠ برتوڤي جکلو دماکن اڤي توڤين جك همب اورڠ کسالهن اتس
توانڽ امڤت ڤاکو دنداڽ جك تياد دبري اوله توانڽ دندا ايت مك دڤالو همباڽ ايت امڤت
ڤوله کالی

« Loi concernant les gens qui préparent les vivres. Si le feu vient à détruire la cuisine, et si c'est un « esclave qui se rend coupable de cet accident, son maître en est responsable et paye une amende de quatre « pakou pétis de Jawa; mais, si ce dernier se refuse à payer cette amende, l'esclave reçoit quarante coups « de bâton. »

(2) Le sens est tout à fait différent dans la rédaction des mss. B et D :

برمول جکلو اورڠ برکلاهي ددالم جوڠ ايت مك منيکم اتو منتق ددالم جوڠ ايت مك ددندا اکندي
امڤت ڤاکو ڤيتس جاوا

« Si des hommes, se disputant à bord, se font une blessure ou une mutilation quelconque, on les con- « damne à une amende de quatre pakou pétis de Jawa. »

(3) Le *pakou pétis* ڤاکو ڤيتس est une dénomination qui s'applique à toutes les petites pièces de monnoie en général. La valeur exacte du pakou pétis de Jawa ne m'est pas connue; cette monnoie est en cuivre ou en plomb dans les diverses localités. A Atcheh (Achem), dans l'île de Sumatra, le pakou pétis est de plomb et ne vaut que la 600e partie du dollar.

(4) Mss. B et D : « ou saisit toute autre arme » اتو بارڠ سنجتاڽ.

(5) Ms. B : « jusqu'à l'ancre d'arrière » سهڠڬ لابوه بوريتن; le ms. D s'accorde avec le ms. A.

(a) Le ms. D porte : تيڬ امس « trois mas. »

دتڠكڤ دندان سلقس ليم ڤاکو ڤيتس جاوا (1)

peut être saisi [avant d'avoir consommé sa tentative criminelle], il est condamné à une amende d'un laksa (2) et cinq pakou pétis de Jawa.

سبرمول جکلو برکلاهي مك مڠوسر داتڠ مکوك کورڠ تتاڤي تياد اي مڠونس کريسڽ مك اينڤون مات جوڬ حکمڽ جك بوله دتڠكڤ دندان دوا لقس توجه ڤاکو ڤيتس جاوا

Si, dans une querelle, un homme en poursuit un autre jusqu'en face de la cabine d'arrière (3), il mérite la mort, quoiqu'il n'ait pas dégaîné son kris; mais s'il peut être appréhendé [auparavant], il payera une amende de deux laksa, sept pakou pétis de Jawa.

سبرمول جك کيوي برکلاهي دڠن ناخدا مك اي منداڠي ناخدا کبوريتڽ مك اينڤون مات جوڬ حکمڽ جك اي برسجود دريڽ ممنت معاف اينڤون ددند جوڬ .اکندي امڤت ڤاکو ڤيتس جاوا دان سئيکر کربو مك ممبري ماکن ناخدا منت دعا خير کڤد الله سبحانه وتعالى اکن ملڤسکن مارباهاي درڤد هارو ابليس لعنه الله ايت دمکينله عادتڽ

Si un Kiwi a une contestation avec le capitaine, et s'approche de lui jusqu'à la partie d'arrière du navire, il mérite la mort; mais s'il se prosterne (4) et demande pardon, il est puni [seulement] d'une amende de quatre pakou pétis de Jawa, amende à laquelle il doit joindre un buffle et faire un festin au capitaine. Il doit aussi adresser à Dieu très-haut de ferventes actions de grâces pour avoir été délivré des maux qu'entraînent les suggestions du diable. Que Dieu le maudisse! Telle est la coutume (5).

(1) Ms. E :

برمول جکلو برکلاهي ددالم جوڠ ايت مك مڠونس کريس در هلون مللوئ تمباروڠ داتڠ سهڠڬ لاير بوريتڽ جکلو داڤت دتڠكڤ حکمڽ ددند سلقس ليم ڤاکو ڤيتس

« Si une dispute s'élève dans le navire, et [que l'un des contendants], dégainant son kris, parte de la « proue, dépasse le fond de cale, et s'avance jusqu'à la voile d'arrière, s'il parvient à être saisi, il est con-« damné à une amende d'un laksa, cinq pakou pétis. »

(2) Monnoie de compte comprenant dix mille pièces d'une petite monnoie dont la valeur varie suivant les localités dans l'archipel d'Asie.

(3) Ms. B : « jusqu'à l'arrière du navire » داتڠ کبوريتڽ کڤد کورڠ; le ms. D s'accorde avec le ms. A.

(4) A la place de ces mots, *mais s'il se prosterne, etc*.... le ms. B porte :

دان جك داڤت دتڠكڤ مك اينڤون ملهکندريڽ سڤرت اي منندقکن کڤلاڽ منت معاف دان منت امڤون اينڤون ددند جوڬ اکندي امڤت ڤاکو ڤيتس جاوا دان سئيکر کربو تتکال سمڤي کنݢري مك ممبري ماکن ناخدا دان سکل اوق ڤراهو منت دعا خير کڤد الله سبحانه وتعالى اکن ملڤسکن مارباهاي تولق بلا درڤد هارو هار ابليس لعنة الله عليه

« Mais s'il peut être [saisi avant qu'il ait commis aucune violence] et s'il s'humilie, par exemple s'il baisse « la tête et demande pardon, il payera une amende de quatre pakou pétis de Jawa, et de plus il of-« frira un buffle. Lorsqu'il sera de retour dans son pays, il fera un festin au capitaine et à tout l'équipage, « en priant Dieu de recevoir ses actions de grâces pour l'avoir préservé des maux et des calamités qu'entraî-« nent les artifices du diable. Que Dieu répande sur lui sa malédiction ! »

(5) Rédaction du ms. E :

برمول جکلو کيوي برکلاهي دڠن ناخدا مك کيوي ايت منداڠي ناخدا کبوريتين مك دحکمکن

[١٦]

باب اين ڤري ميڽتاكن حكم برنياڬ

ادڤون اڤبيل سمڤي كبندر اورڠ مليكن
ناخداله يڠ دهولو برنياڬ امڤت هاري سنله
ايت مك كيوى دوا هاري سنله سودة مك
اورڠ باڽق برنياڬ

مك كمدين ڤول جك اد ماسق دڬاڠن
ايت مك دتاور اوله ناخدا مك تياد داڤت
كيت ملبه دى جك اد اورڠ ددالم جوڠ
ايت مليهت دڬاڠن ايت مولى كيوى اتو
اورڠ باڽق حكمڽ دڤولڠكن كڤد ناخدا سڤرت
مان بليڠن ايت

XVI.

Voici les lois relatives à la manière de faire le commerce en mer.

Lorsqu'un navire arrive devant une place de commerce, le capitaine a le droit de trafiquer le premier pendant quatre jours; après lui les Kiwis pendant deux jours; après quoi tout l'équipage sans distinction (1).

Si l'on apporte des marchandises à acheter, et que le capitaine soit en train de faire un marché à cet effet, personne n'a le droit de surenchérir après lui; si des personnes ont vu ces marchandises, soit le Mawla Kiwi soit quelqu'un des gens de l'équipage, la loi veut qu'elles soient présentées au capitaine au prix offert par l'acheteur (2).

مات كيوى ايت جكلو دداڤت تڠكڤ مك منت امڤونى دى تياد مات تتاڤى ددند جوا امڤت ڤاكو
ڤتيس سامس جوا دان كربو سيكر ممبرى ماكن ناخدا

« Si un kiwi a une dispute avec le capitaine, et qu'il s'approche de lui jusqu'à la partie d'arrière du navire, « cet homme doit être condamné à mort. S'il parvient à être saisi et qu'il demande pardon, on lui fait grâce de « la vie; mais on lui impose une amende de quatre pakou pétis et d'un mas; de plus, il est tenu de fournir un « buffle, lequel est destiné à la table du capitaine. »

(1) Voici la manière dont le privilége du commerce exclusif est réglé dans le ms. B :

ناخدا دهولو برنياڬ امڤت هاري سنله ايت مك جورمودى برنياڬ دوا هاري دان جورباتو برنياڬ
دوا هاري سنله ايت مك كيوى برنياڬ دوا هاري دان كمدين اورڠباڽق برنيـاڬ ڤـول

« Le capitaine fait seul et le premier le commerce pendant quatre jours; après lui le Djouro moudi pendant « deux jours, puis le Djouro batou pendant deux jours également, ensuite les Kiwis pendant le même nombre « de jours, enfin tout l'équipage. »

Rédaction du ms. E :

ڤد ميڽتاكن برنياڬ دهولو امڤت هاري ناخدا يڠ دوا هاري سرت دڠن كيوى كمدين مك سكل
اورڠ يڠ ددالم جوڠ ايت

« Des lois relatives à la manière de faire le commerce. En premier lieu, le capitaine trafique seul pendant « quatre jours; les deux jours suivants, il trafique de concert avec les Kiwis; après quoi tout l'équipage sans « distinction. »

(2) Rédaction des mss. B et D :

اڤبيل دڬاڠن سوده دتاور اوله ناخدا مك تياد كيت داڤت ملبهى دى جكلو اد اورڠ ددالم جوڠ ايت
مليهت اورڠ ممبلى دڬاڠن ايت ماو كيوى اتو اورڠ باڽق ددالم جوڠ ايت اى ملبهى ممبلى دڬاڠن
ايت مك تاهو ناخدا مك عادتڽ دڤولڠكن كڤد ناخدا بڬيمان هرڬ بليڽن ايت جوڬ

« Lorsque le capitaine est en train de conclure un marché qui a pour objet des marchandises en vente, il » n'est pas permis de surenchérir après lui. Si quelque personne du navire voit d'autres personnes appartenant « à l'équipage, soit Kiwis ou matelots, acheter ces marchandises en offrant un prix plus élevé [que le capi-

سبرمول اڤبيل اد اورڠ ممباو تبوسن (1) اتو بارڠ سباڬين اتو بارڠ بند يڠ بايك داتڠ (2) مك دبلين اوله كيوى اتو تورن ڤنوكن مك تياد دڠن ستاهو ناخدا ايت مك اداله حكمن ايت دڤولڠكن اوله ناخدا سڤرت ڤمباير اورڠ ايـــت (3)

Si quelqu'un amène des esclaves ou apporte des articles précieux pour les vendre, et que l'un des Kiwis ou des Touron penouken se présente pour les acheter, sans en instruire le capitaine, la loi accorde à celui-ci la faculté de prendre ces choses pour lui, en payant à l'acheteur ses déboursés.

جك اد اورڠ منبوس ايوت ايـوتن ددالم جوڠ ايت دڠن تياد ستاهو ناخدا ايتڤـون حـكمن دامـبـل سهاج اوله ناخـدا ايـــت دمكينـلاڬ ممبـاو اورڠـلارى

Si quelqu'un, dans le navire, achète des femmes comme esclaves, sans en avoir donné connoissance au capitaine, la loi autorise ce dernier à prendre pour lui ces esclaves sans en rembourser le prix; la même disposition s'applique à celui qui a acheté un esclave fugitif.

سبرمول جك برلاير دلاوت مك ناخدا هندق سڠڬه دتلق اتو درنتو اتو دڤولو مك هندقله مشاورت ناخدا ايت دڠن سڬل اورڠ باڤـق دان بروعدتكن (4) مك داڤتله سڠڬه جك تياد ناخدا ايت مشاورت ساله اتس ناخدا ايت

Si, lorsqu'il est en mer, le capitaine désire relâcher dans quelque baie, sur quelque côte ou dans quelque île, il doit se réunir avec tout l'équipage en conseil général, et, s'il y a consentement, il peut relâcher; s'il néglige de prendre l'avis de l'équipage, il se rend coupable d'une faute grave.

سبرمول جك ناخدا هندق ميبرڠ ايتڤون

Si le capitaine désire traverser d'un rivage

« taine], et que celui-ci en soit instruit, la coutume veut que ces marchandises reviennent au capitaine au « prix que les acquéreurs en ont donné. »

Rédaction du ms. E :

دان جكلو سوده دتاور ناخدا داڬڠن ايت مك تياد داڤت دبلى اوله سڬل اورڠ ددالم جوڠ ايت دان جكلو دبلين اوله كيوى اتو لاينن مك دڤولڠكن مودلن اوله ناخدا داڬڠن ايت دامبلن

« Lorsque le capitaine est en marché pour acheter des marchandises, personne, dans le navire, ne peut « surenchérir après lui; et, si ces marchandises étoient achetées par un Kiwi ou toute autre personne, le « capitaine auroit le droit, en rendant le prix d'achat, de prendre ces marchandises pour lui. »

(1) Le ms. E ajoute كجوڠ ايت, à la jonque.

(2) Ms. E :

مك دبلى اوله كيوى اتو لاينن دڠن تياد ستاهو ناخدا مك حكمن دڤولڠكن ناخدا هرڬان داڬڠن ايت دامبلـــــن

« Et qu'il [l'esclave ou l'objet apporté] soit acheté par un Kiwi ou par tout autre, sans que le capitaine « en ait été prévenu, celui-ci a le droit, en payant à l'acheteur l'argent qu'il a déboursé, de prendre pour « lui l'objet acheté. ».

(3) Les mss. B et D portent : دڤولڠكن اوله ناخدا ڤمبلينن ايت « le capitaine a le droit de prendre l'objet « de cette acquisition. »

(4) Ms. E : دان بروعد تڬوه تڬوهن جڠن جاڠن تقصير اتس ناخدا. « Et faire un compromis solide, afin que le capitaine ne soit pas en faute. »

بكيال ناخدا مشاورت دڠن سكل اورڠباڤق
ستله سامر سوك سكلين ايت مك ممبله تالي
اكن منند سمڤن مك سدياله تالي اوكر ايت
ستله سوده مك هندقله موافقت جورمودي
دان جورباتو دان توكڠ اڠكوڠ دمكينله حكمن
ڤد سكل جوڠ يڠ برلاير (1)

à l'autre, il est tenu également de se consulter avec tout l'équipage, et s'il y a consentement unanime, on choisit un cordage pour remorquer le canot et l'on prépare le cordage de mesure; cela fait, il faut obtenir la coopération du Djouro moudi, du Djouro batou et du Toukang agong. Telle est la loi relative aux navires en mer.

[١٧]

فصل اين ڤري مڠتاكن حكم سارَ سكل اوق
ڤراهو ايت سكوين بهاڬى انق مردهيك دان
تورن ڤنوكن جوك دوا كوين مك دليهت بوك
جوڠ ايت

جك بوكان امڤت اتو تڠه امڤت دڤ مك
اى ممبرى سارَ ايتڤون جوك

دان جك جوڠ ايت بوك تڠه تيك مك
ساران اوق ڤراهو تيك راتس ڬنتڠ دان
اورڠباڤق انم راتس انيله حكم اورڠ ڤليارن (3)

XVII.

Ce chapitre renferme les lois relatives à la portion attribuée dans le chargement aux gens de l'équipage. Elle est pour les matelots d'un koyen (2); pour les hommes libres, ainsi que pour le Touron penouken, elle est de deux koyens. Toutefois il faut tenir compte de l'ouverture du navire.

S'il a quatre brasses d'ouverture ou bien trois et demie, on fera les parts comme nous venons de l'indiquer.

Si le navire a deux brasses et demie d'ouverture, la portion des matelots est de trois cents gantangs, et celle des gens libres de l'équipage de six cents. Telle est la loi à l'égard des gens de mer.

(1) Rédaction du ms. E :

جكلو هندق ميبرڠ مك هندقله برى سامرسوك دان منڠڬوهى تالي تند سمڤن دمكينله حكمن
ددالم جوڠ ايت

« Si [le capitaine] désire passer d'un rivage à l'autre, il faut qu'il obtienne le consentement de tout l'équipage, et qu'il fasse préparer le câble à remorquer le canot. Telle est la loi dans les jonques. »

(2) Pour l'explication du mot *koyen* كوين, j'emprunte de Raffles le tableau suivant des mesures de capacité usitées chez les Malays :

4 tchoupalis égalent 1 gantang (environ un gallon);
16 gantangs ...... 1 naleh;
10 naleh ou 160 gantangs ...... 1 kontcha;
5 kontcha ou 800 gantangs ..... 1 koyen, mesure fixée généralement à quelque chose de plus qu'un tonneau et qui varie suivant les localités. (*Memoir on the Malayu nation*, *Asiatic Researches*, t. XII, p. 138.)

Suivant Marsden, le koyen contient 800 koulah ou gallons, sur la côte occidentale de Sumatra; à Palembang, le koyen de riz est estimé à 48 pikouls ou 6400 livres d'Angleterre. Voyez Marsden, *Malayan Dictionary,* au mot كوين.

(3) La rédaction de cet article diffère dans le ms. B :

جكلو جوڠ ايت اد بوكان تڠه تيك مك ساران انق ڤراهو ايت تڠه كوين اكن اورڠ باڤق سكوين
دان جك جوڠ ايت اتو بالق بوكان دوا مك سار انق ڤراهون ايت تيك راتس ڬنتڠ اورڠباڤق انم
راتس ڬنتڠ انيله عادتن اورڠ ڤليارن

« Si l'ouverture de la jonque est de deux [brasses] et demie, la portion est d'un demi-koyen pour les matelots, et, pour les hommes libres de l'équipage, d'un koyen; si la jonque ou le balok a deux brasses

[١٨]

ادڤون ڤرنته اين درڤد ڤرنته هارون دان
الياس دان ناخدا جينل دان ناخدا بوري دان
ناخدا اسحاق يڠ امڤون بچار اين مك اي
مشاورت دڠن سکل ناخدا ستله سوده اي
بربچار مك اي ڤرکي مڠادڤ داتو بندهار
سري مهاراج ددالم نکري ملاك مك اوله داتو
بندهار لال دباو دڤرسمبهکنن کباوه دولي
سلطان محمود شاه خليفت المومنين مك تيته
بگند

بايکله مان سڤرت سمبه بندهار ايت
سدي کيت انگرهاکنله حکم دان عادت اين
ترتڠگوڠکنله اتسم داتڠ کڤد انق چوچوم
اڤبيل سوده کام حکمکن. دلاوت تيدااله داڤت
درمبق لاڬ حکمن ايت کارن حکم اين درڤداك
دمکينله تيته بگند ايت ڤد سکل ناخدا٢

ادڤون يڠ حکم دلاوت ايت دلاوت جوك
اداڽ دان يڠ حکم ددارت ايت ددارت جوك
اداڽ کارن کام ڤون سوات راج ددالم لاوت
مك (4) توان ٢ اينڤون دانگرهائ نام اکندي

XVIII (1).

Ce code a pour auteurs Haroun et Elias, le capitaine Djenal, le capitaine Boury et le capitaine Ishak, qui dirigèrent les délibérations dont il est le résultat. Ils se réunirent, à cet effet, avec tous les capitaines.

Après avoir terminé leurs conférences, ils se présentèrent devant le Datou (2) Sri Maharadja, exerçant les fonctions de Bandhara dans le royaume de Malaca, lequel les conduisit au pied du trône de Sultan Mahmoud Schah, commandeur des croyans (3); sur quoi ce prince dit :

« Nous approuvons la requête que nous pré-« sente le Bandhara, et nous ratifions et oc-« troyons ces lois et coutumes traditionnelles, « afin qu'elles vous régissent vous et votre pos-« térité. Lorsque vous administrerez ces lois « en mer, gardez-vous d'en violer les prescrip-« tions, car elles émanent de nous. »

Ainsi parla le prince à tous les capitaines; puis il ajouta:

« Que désormais les lois maritimes soient « en vigueur en mer, et les lois civiles dans « l'intérieur du royaume, parce que vous êtes « des Radjas en mer. »

Alors [le roi] leur conféra un titre à cha-

« d'ouverture, la portion des matelots est de trois cents gantangs, et celle des hommes libres de six cents « gantangs. Telle est la coutume à l'égard des gens de mer. »

(1) Dans les mss. B et D, le chapitre XIX précède le chapitre XVIII, qui s'y trouve augmenté du préambule que le ms. A met à la tête du Code maritime, et que le ms. D remplace par l'introduction que nous avons rapportée p. 389.

(2) *Datou* داتوٴ ou داتق *datouk*, noble, chef de caste, chef féodal. Ce titre est héréditaire dans la famille, mais le titulaire est électif; dans quelques contrées, le titre de *datou* se donne aux quatre principaux magistrats du royaume. Voir la note 1 de la page 450.

(3) Ce prince, suivant la chronique malaye appelée شجرت ملايو, régnait vers la fin du XIII[e] siècle de notre ère; il est le premier souverain de Malaca qui ait embrassé l'islamisme. Voir *Malay Annals,* translated by the late D[r] Leyden, p. 56. In-8°, London, 1821.

(4) On lit dans le ms. B :

ستله ايت مك دکارنيائ نام اکن سکل ناخدا ايت اوله دولي سري ڤدوك سلطان محمود شاه خليفت

سۉرڠ دݢالر سڠباي دراج دان سۉرڠ برنام سڠ اوتام دراج دان سۉرڠ برنام سڠ ستي دڤاتي

مك توان ٢ اينوله مڠتاكن حكم اين ڤد زمان سلطان محمود شاه يڠ امڤون كرجاءن ددالم نݢري ملاك دان بندهران سري نار دراج يڠ مڠكوبومي دنݢري ايت

cun : l'un des capitaines reçut le nom de *Sang Baya di Radja*, un autre eut celui de *Sang Outama di Radja*, et un troisième fut nommé *Sang Satia Doupati* (1).

Ces trois capitaines formoient le tribunal maritime dans le temps où le royaume de Malaca obéissoit au sultan Mahmoud Schah, qui en étoit le souverain, et sous l'administration du Bandhara Sri Nara di Radja, lequel étoit premier ministre dans ce royaume.

[١٩]

XIX.

سبرمول ڤري مڠتاكن حكم ڤليارن يڠ كاسڤ موسم مك يڠ امڤون جوڠ ايت لمبت برلاير مك دننتي اوله كيوي توجه هاري مك ناخدا بلوم جوك برلاير مك تقصيرن اتس ناخدا ايت

Lorsque le temps de la mousson est sur le point d'expirer, si le propriétaire du navire diffère de mettre à la voile, les Kiwis doivent attendre sept jours; après quoi, si le capitaine retarde encore de mettre à la voile, la faute retombe entièrement à sa charge.

سبرمول اڤبيل هابسله موسم ايت مك هرݢان ڤينق دڤولڠ ستڠهن ڤد كيوي

Mais si la mousson est tout à fait passée, le capitaine est tenu de rendre aux Kiwis la moitié de la valeur pour laquelle chacun étoit intéressé dans le chargement (2).

ادڤون جك كيوي لمبت مك موسم ڤون كاسڤ اينتڤون دننتي اوله ناخدا توجه هاري

Si ces délais et lenteurs proviennent du fait des Kiwis, et que la mousson touche à sa fin, le capitaine doit attendre sept jours; après

---

المومنين يڠ كرجاءن ددالم نݢري ملاك. اين مك دمكينله اصلن يڠدنماءي اندڠ ٢ اين ادڤون اكن ناخدا جميل ايت دكارنياءي نام سڠ ناوي دراج دان اكن ناخدا ديوا ايت دكارنياءي نام سڠ اوتام دراج دان اكن ناخدا اسحاق ايت دكارنياءي نام سڠ ستي دڤاتي دان توان ٢ اينول يڠ مڠتاكن حكم عادت اين ڤد زمان سلطان محمود شاه خليفت المومنين يڠ امڤون كرجاءن ددالم نݢري ملاك دان بندهاران ڤد زمان ايت داتوء بندهار سري مهاراج يڠ دكارنياءي چيري اوله دولي ڤدوك سري سلطان محمود شاه خليفت المومنين انيله مڠكوبومي ددالم نݢري ملاك

Après ce discours, tous les capitaines reçurent un nom (ou titre honorifique) de la part de Sri Padouka Sultan Mahmoud Schah, commandeur des croyans, lequel occupoit le trône de Malaca. Telle est l'origine du [présent livre], qui a pour titre *Ondang-oudang*. Le capitaine Djemil reçut le titre de *Sang Nawi di Radja;* le capitaine Dewa eut celui de *Sang Outama di Radja*, et le capitaine Ishak obtint le titre de *Sang Satia Doupati*. Ce furent eux qui composoient le tribunal maritime sous le règne du sultan Mahmoud Schah, commandeur des croyans, souverain du royaume de Malaca; le Bandhara de ce prince étoit alors Datou Bandhara Sri Maharadja, lequel avoit reçu l'investiture de sa main royale, et exerçoit les fonctions de premier ministre dans le royaume de Malaca.

(1) *Sang Baya di Radja,* le sage du roi; *Sang Outama di Radja,* le parfait du roi; *Sang Satia Doupati,* le fidèle du chef.

(2) Rédaction des mss. B et D :

مك هرݢان ڤينق ايت دڤولڠكن اوله ناخدا اكڤد سكل اورڠ ڤراهو دڠن سڤنوهن

« Le capitaine rend à tous les gens du navire, et en entier, la valeur de leur quote-part dans le tonnage. »

quoi, si les Kiwis sont encore en retard, il peut mettre à la voile sans les attendre davantage, et sans que ceux-ci aient un recours ultérieur contre lui.

مك لمبت جوك كيوى مك دلايركن اوله
ناخدا مك اى تغكل سواتڤون تياد
ڤركتاءن ددالمن (1)

Si (2) la saison est encore en cours et n'est pas près de finir, le capitaine doit attendre les Kiwis pendant sept autres jours.

Si après ce délai ils ne sont pas prêts à partir, le capitaine de la jonque ou du balok

ادڤون جك موسم ايت لاڠ اد مبك بلوم
لاڠ كاسڤ هارسله دننتى اوله ناخدا
توجه هارى لاڠ جك لڤس درڤد توجه

(1) Rédaction des mss. B et D :

ادڤون جكلو كيوى لمبت سبب اوتڠ ڤيوتڠن اتو بارڠ سباڬين مك موسم ايت سوده كاسڤ اينڤون
دننتى اوله ناخدا توجه هارى جوڬ كيوى ايت تورن ددارة مك برلايرله اوله ناخدا يڠبرجوڠ دان
برڤالڠ ايت مك تڠڬلله كيوى ايت دبندر اورڠ ايت مك سواتڤون تياد ڤركتاءنن لاڬ دمكين عادتن

« Si les Kiwis sont en retard, occupés à liquider leurs dettes actives et passives ou pour toute autre raison « au moment où la mousson touche à sa fin, le capitaine les attendra sept jours; il en est de même si les Kiwis « descendent à terre : après ce délai, le capitaine est libre de mettre à la voile; il laissera au port les retardataires, qui n'ont le droit de faire aucune réclamation. Telle est la coutume. »

Rédaction du ms. E :

دان جك لمبت موسم ڤون همڤر هابس مك دننتين اوله ناخدا ايت سهڠڬ توجه هارى جكلو لمبت
حوا كيوى ايت تورن مك دتڠڬلكن اوله ناخدا سوات ڤون تياد ڤركتاءنن

« S'ils diffèrent et que la mousson touche à son terme, le capitaine les attend sept jours. Si les Kiwis descendus à terre apportent encore de nouveaux retards, le capitaine les laisse là, sans qu'ils puissent lui rien « dire. »

(2) Cet article manque dans le ms. B, mais il existe dans le ms. D. La traduction de Raffles montre qu'il a eu sous les yeux un texte différent des mss. que j'ai consultés.

« If the season is not far encroached upon, and the Nakhoda shall be desirous of sailing with dispatch, let « him give notice thereof to the Kiwis, and enter into an agreement with them to sail in seven or fifteen days, « and if the Kiwis are not then ready, the Nakhoda is authorized to leave them behind and to sail. » (Chap. 11, *Of detention.*)

Le texte qu'a suivi Raffles se rapproche en plusieurs endroits de celui que donne le ms. E :

ادڤون جك موسم ايت لاڠ مك دننتى اوله ناخدا سمڤى ليم بلس هارى جك لال درڤد ايت مك
دلايركن اينڤون تياد اد ڤركتاءن كارن تڠڬل كيوى ايت دڠن تقصيرن جوڬ

« Si la mousson est encore en cours, le capitaine attend quinze jours. Après ce terme, il peut mettre « à la voile, sans que l'on puisse intenter aucune action judiciaire contre lui pour avoir abandonné les « Kiwis. Il y a en effet de leur faute. »

Le ms. D intercale ici un article qui a été omis dans le ms. B, et qui ne se trouve point non plus dans le ms. A :

ادڤون جوڠ ايت اڤبيل سوده برساوه تڠڬل مڠناكن ببوتن مڠوچڤ تيڠ دان سرت سوده منديركن
الت اداله سڤوقام راج اكن براڠكت سوده كلور تمبق جڠكر دمكينله تمسلن جكلو اوق ڤراهو ايت
لاڠ كندال ددارت جكلو موسم ايت لاڠ اول توجه هارى دننتى اوله ناخدا جكلو جورمودى سڤوله
هارى عادتن جكلو موسم كاسڤ ليم هارى دننتى ناخدا ايت حكلو اوق ڤراهو تيڠ هارى دننتى ناخداله
درڤد ايت دلايركن اوله ناخدا سواتڤون تياد ڤركتاءن جكلو مريكيت سيڠ اكن هرتان مك دايكتكن
ناخدا ايت ميناكن كسلاهن مان يڠ ڤاتت كڤد ناخدا ايت دمكينله عادتن

« Lorsqu'un navire a cessé d'être à l'ancre, et qu'il ne reste plus qu'à mettre les câbles qui soutiennent les

هاري مك هارسله دلايركن اوله ناخدا جوڠ اتو بالق ايت سواتڤون تياد لاڬ تقصير اتس ناخدا ايت

met à la voile, et sa responsabilité est entièrement dégagée.

ادڤون جك كيوي هندق تورن دتلق رنتو اتو دڤولو هيلڠ هرڬ ڤيتيق ايت ڤون دمكين جوڬ عادتن (1)

Si un Kiwi veut descendre dans une baie ou sur une côte, ou dans une île, l'argent qu'il a donné pour sa part dans la cargaison est perdu pour lui. Telle est la coutume.

ادڤون جك دمعزولكن دڠن سسوات سبب بربنته اتو ملاون ناخدا اتو هندق بربوت معصيت دكمباليكن هرڬ ڤيتيق ايت ستڠه جكلو سهڠڬ بربنته دڠن كلورڬ ناخدا (2)

Si un [Kiwi] est renvoyé du navire, pour quelque motif, [par exemple] s'il est en querelle ou en opposition avec le capitaine, ou bien s'il manifeste l'intention de se révolter contre lui, on doit lui rendre la moitié de l'argent qu'il a payé [pour sa part dans le chargement; il en est de même] si ces débats ont lieu entre lui et un membre de la famille du capitaine.

برمول جك بربنته دڠن سمان اوق ڤرهو ايت كمبالي جوڬ سڬل هرتان ايت ملينكن

Si deux matelots se disputent l'un avec l'autre, qu'on leur rende tous leurs effets; ce ne doit pas être néanmoins sans de grands

« mâts; qu'en même temps on a disposé les armes, comme si c'étoit le roi qui fût prêt à partir, et qu'on est en dehors « de la jetée, voici les règles à suivre pour l'expiration des délais. Si des matelots sont encore à terre et que « la mousson soit encore nouvelle, le capitaine attend sept jours; si c'est le Djouromoudi, dix jours; mais si « la mousson est sur le point d'expirer, le capitaine n'attend plus que cinq jours [pour le Djouromoudi], et « trois jours pour les matelots; après quoi il peut mettre à la voile, et aucun recours ne peut être exercé « contre lui. Si les retardataires sollicitent ensuite de lui leurs marchandises, le capitaine cède à l'aveu de « leur tort, suivant ce qui lui paroît convenable. Telle est la coutume. »

(1) Rédaction du ms. E :

دان جك كيوي ايت تورن دتلق رنتو هيلڠ هرڬ ڤيتيق ايت سمواڽ تياد بوله ناخدا ايت ددعوا

« Si les Kiwis descendent dans une baie ou sur une côte, l'argent qu'ils ont donné pour avoir une part dans « le tonnage du navire est perdu en entier, sans qu'ils puissent faire un procès au capitaine. »

(2) Rédaction du ms. D :

ادڤون جكلو اي تورن دڠن سسوات سبب بربنته اتو ملاون ناخدا اتو هندق بربوت معصيت مك دكمباليكن هرڬ ڤيتيق ايت دبهاڬي امڤت تيڬ بهاڬي ڤولڠ سبهاڬي تڠڬل ڤد ناخدا

« Si un Kiwi descend pour quelque motif, [par exemple] s'il se querelle ou s'il est en opposition avec le capi- « taine, ou bien s'il tente de commettre une mauvaise action, l'argent qu'il a donné pour sa part dans le ton- « nage est divisé en quatre portions, dont trois lui restent et dont la quatrième appartient au capitaine. »

Rédaction du ms. E :

جكلو دڤربوتن ناخدا دڠن سسوات سبب يعني بربنته هندق ملاون ناخدا اتو هندق بربوت معصيت مك دكمباليكن هرڬ ڤيتيق ايت ستڠه جكلو جادي بربنته كمبالي سمواڽ هرڬ ڤيتيق دمكينله حكمن يڠ دسورهكن دولي يڠ دڤرتوان سلطان محمود شاه ددالم نڬري ملاك

« Si [un Kiwi] commet une action [répréhensible] vis-à-vis du capitaine, pour une cause quelconque, c'est- « à-dire, s'il lui cherche dispute et s'oppose à lui, ou bien s'il veut se révolter contre lui, qu'on lui rende « la moitié de l'argent qu'il a donné pour sa part dans le tonnage du navire. S'il se montre querelleur d'habi- « tude, qu'on lui rende son argent en entier. Telle est la loi, telle qu'elle a été établie par sa majesté le souve- « rain sultan Mahmoud schah, dans le royaume de Malaca.

تياد دڠن سسوات سبب مك دتورنكن اوله
ناخدا تتاڤى دتيلك ڤول ددالم انتار
اينڤون اد دڠن ڤربواتنن

motifs. Le capitaine les fera alors descendre à terre. Toutefois, il mettra en balance auparavant le caractère habituel de leurs actions.

EXTRAITS DU CODE MARITIME DE MALACA

D'APRÈS LE MANUSCRIT D (1).

باب ڤرى مڠتاكن حكم اورڠ مڠمبل
ابهم (2) مك اى ڤرݢى ڤد سبوه نݢرى دان
ڤرجنجين اكن ڤولڠ موسم مك ددالم
انتار ايت دبوان ڤد نݢرى يڠلاين
جكلو سوات بهاى اتس يڠ مڠمبل ابهم
اينوله كارن برسلاهن سڤرت ڤرجنجين ايت
تتاڤى جكلو براڤ سكاليڤون لمان تياد لبه
درڤد سكالى ݢند دمكينله عادتن

Loi relative aux gens qui se chargent de marchandises pour les exporter en pays étrangers, sous la convention de revenir à la mousson suivante.

Si, dans l'intervalle, le consignataire se rend dans un autre pays [que celui qui est déterminé dans l'engagement qu'il a contracté], et s'il lui arrive malheur, il est responsable du dommage qu'il a éprouvé, parce qu'il a violé la convention à laquelle il s'étoit engagé.

Néanmoins, quel que soit le temps écoulé [depuis cet accident], on ne peut jamais exiger de lui plus du double : telle est la coutume.

ادڤون جكلو اورڠ مڠمبل ڤرتلين (3) امس
مك دبوان ايت جوݢ سبنرياله ڤرجنجين
ايت جكلو دبلين دݢاڠن يڠلاين مك داتڠله
سوات بهاى يڠ امڤون ايت تياد ماو هيلڠ

Si une personne qui a reçu des espèces d'or les emporte réellement au lieu fixé par la convention conclue entre les parties, et si cette personne achète d'autres marchandises [que celles qui ont été stipulées] et qu'un malheur survienne, celui à qui appartient cet or ne le perd pas, parce qu'il y a eu violation

(1) Ces extraits forment la fin du Code maritime de Malaca dans le ms. D. Le ms. B donne les huit premiers chapitres de cet extrait et une partie du neuvième. Quoique ces fragmens offrent quelques répétitions de ce que l'on vient de lire, je n'ai pas hésité à les recueillir ici, parce qu'ils contiennent un grand nombre de dispositions de droit maritime, nouvelles et très-curieuses.

(2) A la place de la leçon ابهم que donne le ms. D, on trouve dans le ms. B ابهسم. Je ne saurois me décider entre ces deux leçons. Ce mot n'existe point dans nos dictionnaires malays. Il est de mon devoir d'avouer que ce n'est que par conjecture que je l'ai traduit.

(3) J'ai rendu le mot ڤرتلين امس par « espèces d'or. » Je préférerois la leçon ڤرتهيلن مك دبوان امس ايت « des tahels, et il emporte cet or, » que présente le ms. B. En effet, le mot ڤرتهيلن étant un dérivé de تاهيل « tahel, » poids d'or, d'une valeur de sept francs soixante centimes de notre monnoie, il est possible de faire accorder ce mot avec l'expression امس « or, » à laquelle il est joint, et qui prouve évidemment qu'il s'agit ici d'espèces d'or; tandis que l'expression ڤرتلين, dérivée de تالى *tali*, petite monnoie d'argent qui vaut la huitième partie d'un dollar, ne sauroit désigner, d'après sa valeur étymologique, que des espèces d'argent.

امسڽ كارن برسلاهن تياد سڤرت جنجيڽ
ملينكن دسيلهن اوله يڠ ممبوان ايت

du contrat de la part du mandataire, lequel est tenu de payer l'indemnité convenable.

جكلو اد اورڠ يڠ مڠمبل جنجيڽ ايت
هندقله ممبري دڠاڠن سيڤلان مك اوله يڠ
مڠمبل ايت دبليكن دڠاڠن يڠ لاين جكلو
داتڠ سوات بهاي ايتڤون دمكين جوك عادتن

Lorsque quelqu'un a pris l'engagement de rapporter des marchandises de telle ou telle nature, et qu'il en achète d'autres, s'il survient quelque accident à ces marchandises, les règles à appliquer sont les mêmes que dans le cas précédent.

باب ڤري مڠتاكن مليهراكن اين ددالم
ڤليارن ايت (1)

Des précautions à prendre à bord des navires (1).

سبرمول هندقله سكل اورڠ يڠ ددالم
ڤراهو ايت اڤبيل سوده كام برماسق هندقله
كام دڤادمكن اڤي كارن اڤي ايت سوات
بهاي ددالم ڤليارن (2)

Il est expressément recommandé à toutes les personnes à bord, lorsqu'elles auront préparé leurs alimens, d'éteindre le feu qu'elles auront allumé; car le feu est un accident terrible en mer.

مك جكلو اي سوده برماسق مك تياد
دڤادمكن اڤي ايت مك ڤد انتار ايت اڤي
ڤون برنيال مك تربكر توڤي ايت اتو
بارڠسباڬين ددالم ڤراهو ايت مك كمڤرله
سكل اورڠ يڠ ددالم ڤراهو ايت سكدين مك
دماكن اوله اڤي ايت مك دحكمكن اورڠيڠ
ددالم جوڠ ايت دوا كالي ڤالو اكندي

Si, après avoir préparé leurs alimens, elles négligent ce soin, et si, dans l'intervalle, l'incendie se déclare, que la cabine qui sert de cuisine, ou toute autre partie du navire, soit brûlée, et que tous les gens à bord du navire soient en émoi, après que l'incendie aura cessé, on condamnera le coupable à recevoir deux coups de bâton de la main de chaque homme de l'équipage.

ادڤون اكن توانڽ دلومر اي دڠن ابو
سڤاي جاڠن دمكينلاك سڤاي ايڠت اكن
ڤكرجاءن ايت

Quant au maître [de l'esclave coupable] on le barbouillera de cendres, afin qu'à l'avenir un pareil accident ne se renouvelle plus, et qu'il surveille les actions de ses subordonnés.

(1) Il est bon de rapprocher ces dispositions du chapitre xv, concernant les hommes de l'équipage chargés de préparer les vivres, pag. 416 ci-dessus.

(2) Ms. B : اڤي ايت سوات بهيان يڠ امت بسر ددالم سكل ڤليارن « le feu est un des plus terribles « accidens que l'on puisse éprouver en mer. »

باب اين ڤري ميڤتاكن حكم ڤنچوري امس اتو ڤيرق اتو بارڠسباݢين

مك دحكمكن اتسڽ سڤرت حكم نݢري

سبرمول جكلو همب اورڠ منچوري ايت مك دبواڽ كڤد توانڽ ڤد انتار ايت براوله همباڽ منچوري ايت مك دتارهڽ هرت ايت

اداڤون جكلو تياد دكتاكن كچلاءن همباڽ ايت كڤد يڠ امڤوڽ جوڠ ايت اتو كڤد توكڠ كمدين مك تاهو يڠ امڤوڽ جوڠ ايت اكن ڤربواتن ايت مك دحكمكن اكن همباڽ ليت دكودڠ دان اكن توانڽ ايت درڤد سڤرت دند ڤنچوري كارن يڠ منچوري ايت دڠن يڠ منارة ايت سام جوك حكمڽ

Des personnes qui volent de l'or ou de l'argent, ou tout autre effet précieux (1).

On les condamne d'après la loi établie sur terre.

Si un esclave dérobe des objets de cette nature et les porte à son maître, et que celui-ci, sur ces entrefaites, découvrant que son esclave les a dérobés, les conserve;

S'il ne déclare pas la mauvaise action de son esclave au propriétaire du navire ou aux toukangs, et qu'ensuite le propriétaire du navire vienne à apprendre ce fait, celui-ci condamne l'esclave à l'amputation d'un membre, et son maître à payer l'amende à laquelle les voleurs sont soumis, parce que celui qui dérobe et celui qui recèle méritent d'être punis également.

باب ڤري مڠتاكن حكم اورڠ بردكت ڤنتو مك دڤتارهكن ڤنتوڽ مك كهيلاڠن اي مك دسوره ݢنتي كڤد يڠ ڤتاره ايت

تتاڤي دسوره چاري شكس اتو دسوره منجابت قران كلام الله سؤرڠ انتار كدواڽ ايت مك دݢنتي ستڠه جوك

دان سؤرڠ مڠتاكن امس هيلڠ اتو ڤيرق اتو بارڠسباݢين جكلو اد شكسيڽ اتو اد تنداڽ اي منچوري ايت دݢنتي اوله يڠ منچوري لاكڤ دڤالو يڠ منچوري ايت سراتس كالي اكندي دمكينله حكمڽ

Dans ce chapitre, il est dit que si deux hommes sont voisins de porte, et que l'un confie la surveillance de sa porte à l'autre, et qu'il éprouve quelque dommage, il doit être indemnisé.

Néanmoins il faut qu'il cherche des témoins, ou bien [que les deux contendans] mettent la main sur l'Alcoran, la parole de Dieu, un homme placé entre eux deux. Il y a lieu, dans ce cas, au payement de la moitié du dommage occasionné.

Si un homme prétend avoir perdu de l'or, de l'argent, ou tout autre objet précieux, et s'il a des témoins, ou bien s'il y a des preuves évidentes de ce vol, le voleur est tenu de restituer les objets dérobés, et, de plus, il est condamné à recevoir cent coups de bâton. Telle est la loi.

(1) Le code précédent ne contient pas de dispositions sur le vol dans un navire; celui-ci peut-être considéré comme le complément. On peut voir aussi ce que j'ai dit du vol dans mes Recherches sur la législation malaye, publiées dans les Nouvelles Annales des voyages, cahier de juin 1843, pag. 311. La législation du vol a varié chez les Malays : elle est devenue très-compliquée et peu fixe depuis qu'ils ont adopté la loi mahométane, en la combinant avec leurs anciennes coutumes traditionnelles. Aujourd'hui le vol

سبرمول منوده اى مردهيك منچوری
جكلو اد شكسين دسوره ڬنتی ڤد مردهيك
ايت دان دحككن اكندى سڤرت عادت
حكم ڤنچوری جكلو تياد اد دڠن شكسين
دان دڠن تند كپتاءنن منوده مردهيك ايت
دحككن سڤرت مان عادت حكم نڬری
دڤوتڠ تاڠنن اتو ممبری عادت سناهيل
سڤاه كارن اى منوده مردهيك تياد دڠن
شكسين دان دڠن تند كپتاءنن دان توانن
ممبری سڤنوهن دمكينله حكمن

Si un esclave accuse un homme libre d'être l'auteur d'un vol, et s'il y a des témoins, l'homme libre est tenu à la restitution, et il est condamné, en outre, aux peines infligées aux voleurs. S'il n'y a pas de témoins ni de preuves évidentes à l'appui de cette accusation, on condamne le dénonciateur, suivant la loi en vigueur sur terre, à avoir la main coupée, ou bien à payer une amende d'un tahel et un pawh, parce qu'il a porté une accusation contre un homme libre, sans avoir des témoins ni des preuves évidentes. Le maître de l'esclave doit donner son plein consentement [à la punition qui lui est infligée]. Telle est la loi.

باب اين ڤری مڠتاكن عادت اكن حق
سلامت كجاوا ليم راتس ڤيتس ڤد سڤينتق
دان لاير دوا لاجور دان روتن دوا ڬالوڠ
جكلو برلاير كتيمر حق سلامت توجه
راتس ڤيتس ڤد سڤينتق دان لاير تيك لاجو
دان روتن تيك ڬالوڠ

Les droits à payer lorsqu'un navire arrive à Jawa sont, pour chaque pétak, de cinq cents pétis, deux voiles et deux bottes de rotins (1).

Si l'on navigue vers Timor, les droits à payer sont, pour chaque pétak, de sept cents pétis, trois voiles et trois bottes de rotins.

سبرمول ڤری مڠتاكن عادت ڤوكت اتو
جاريڠ اتو بارڠ ڤكارڠن درڤد جنس ايت
ادڤون ڤوكت دڠن ڤراهو ايت سات
بهاڬين جكلو اى منداڤت سسوات بند
مك دبوان كڤد شهبندر جكلو اد يڠ
امڤون دسورهن تبوس جكلو تياد يڠ امڤون
بند ايت دجوالكن دكلوركن عادت يڠ

Des gens qui font usage de seines, de filets appelés *djaring*, ou de tous autres filets analogues.

La seine et l'embarcation sont considérées comme ne formant qu'un seul tout. Si [un des hommes qui la montent] trouve un objet, il doit l'apporter au schabandar. Si le propriétaire de l'objet se présente, il doit être tenu de le racheter; s'il ne se présente pas, l'objet est vendu, et l'on prélève, pour le propriétaire de l'embarcation, ce que la coutume

est puni, tantôt d'après la loi traditionnelle, par des amendes, par la restitution multiple des objets dérobés, et par le ta'zir ou amende honorable; tantôt, d'après la loi de l'Alcoran, par l'amputation de la main ou du pied.

(1) On trouvera encore d'autres tarifs plus étendus, pag. 463.

امڤون ڤراهو ايت سڤوله امس دڤراولهن
دان سلبهن ايت دبهاڮي بارڠ براڤ اورڠ
تياد لبه دان كورڠ دمكينله عادتڽ

lui accorde, à savoir, dix mas, qu'il reçoit; le surplus est partagé entre les hommes de l'équipage, chacun ni plus ni moins. Telle est la coutume.

سبرمول اين ڤري مڠتاكن عادت ڤڠايل
درڤد بارڠ جنس ڤڠايل دلاوت

Des gens qui pêchent avec diverses espèces de lignes en mer.

اكن عادتڽ مك دڤراولهن ڤراهو ايت سڤوله
امس جوڬ تياد كورڠ درڤد ايت دان جكلو
منداڤت سوات بندا دلاوت اينڤون دمكين
جوڬ عادتڽ

Lorsqu'ils ont trouvé une embarcation, la coutume veut qu'il leur soit accordé dix mas, sans rien retrancher de cette somme. S'ils trouvent quelque objet en mer, leurs droits sont les mêmes.

دان جكلو اي اد برداڤت دڠن سمان
ڤڠايل يڠ روسق دلاوت تياد اي لاڬ برڤراهو
تتاڤي برلاير دان دايوڠ ڤڠايوه تياد لاڬ
كڤدان ايت مك دامبلڽ دبوان كدارت
مك كنا تبوس ڤد سؤورڠ دوا امس دمكينله
حكمن (2)

S'ils rencontrent d'autres pêcheurs à la ligne en détresse au milieu des flots, et si ces naufragés ont perdu leur embarcation, mais qu'ils aient conservé leurs voiles et leurs rames, et s'ils n'ont plus leurs dayongs ou leurs pagaies (1), et qu'ils soient recueillis et conduits à terre, ils payeront chacun, pour droit de rachat, deux mas. Telle est la loi.

ادڤون منواس ايت جكلو اي كارم دلاوت
اتو اورڠ منجرمل اتو بارڠ ڤكارڠن يڠ دلاوت
ايت ڤون (3) دان عادتڽ دوا امس تبوسن
ڤد سؤورڠ دمكينله حكمت سكل اورڠ
كلاوت ايت

La loi relative aux pêcheurs à filets, lorsqu'ils sont naufragés au milieu des flots, ou bien aux hommes qui vont, pour toute occupation semblable, en mer (3), est qu'ils payent deux mas de rachat par homme. Telle est la loi concernant tous ceux qui vont en mer.

(1) Le mot دايوڠ *dayong* et le mot ڤڠايوه *pagaie* désignent deux espèces de rames.

(2) Le ms. B donne à la place de ce dernier alinéa une rédaction un peu différente :

دان جكلو برداڤت سمان ايت ڤڠايل روسق دلاوت تياد لاڬ ڤراهوڽ مك دامبلڽ دان دبوان
كدارت مك كناله سامس عادتڽ ڤد سؤورڠ

دان جكلو اد ڤراهوڽ لاير دان ڤڠايوهڽ تياد لاڬ كڤدان مك دامبلڽ دبوان كدارت مك
كناله سڤمس تبوسن ڤد سؤورڠ دوا امس دمكينله حكمن

« S'ils rencontrent d'autres pêcheurs à l'hameçon en détresse au milieu des flots et ayant perdu leur barque, qu'ils les prennent et qu'ils les conduisent à terre; on impose à ceux-ci un mas par homme pour droit de sauvetage. »

« Si ces naufragés ont encore leur embarcation, mais ont perdu leurs voiles et leurs rames, et qu'ils soient recueillis et ramenés à bord, on leur impose un droit entier de rachat, c'est-à-dire, deux mas par homme. Telle est la loi. »

(3) Au lieu de يڠ دلاوت ايت ڤون, « en mer, » que porte le ms. D, on lit dans le ms. B : يڠ جاوه كلاوتن اينتڤون « au loin en mer. »

ادڤون جكلو سورڠ ممنجم دايوڠ مك
دݢالهكنن اتو دكايوهكنن مك ڤاته مڠݢنتي
دايوڠ اورڠ ايت كارن برسالاهن دڠن
كرجان

Si quelqu'un emprunte des dayongs, s'en sert comme de gaffes ou de pagaies, et les brise, il est tenu de les remplacer, parce qu'il est en faute dans l'usage qu'il en a fait.

جكلو دڤنجم ڤڠايوه مك ددايوڠكنن
اتو دݢالهكنن مك ڤاته ايتڤون دݢنتي
اورڠ ايت

Si un homme emprunte des pagaies, s'en sert comme de dayongs ou de gaffes, et les casse, il est tenu de les remplacer.

جكلو اورڠ ممنجم ݢاله مك ددايوڠكنن
اتو دكايوهكنن مك ڤاته ايتڤون مڠݢنتي
ݢاله اورڠ ايت كارن برسالاهن دڠن كرجان

S'il emprunte des gaffes, s'en sert comme de dayongs ou de pagaies, et les casse, il doit les remplacer, parce qu'il est en faute dans l'usage qu'il en a fait.

جكلو دچوري ݢاله بنتاڠور مك داڤت
اوله توانڽ ليم كوڤڠ (2) عادتڽ

Si quelqu'un vole une gaffe de bois de bintangor (1), et que le propriétaire de la gaffe découvre [le voleur], il a le droit d'exiger cinq koupangs.

جكلو دچوري اورڠ ايت ݢاله تيرو ايتڤون
جكلو برتمو دڠن توانڽ ليم امس جوݢ
عادتڽ

Si quelqu'un vole une gaffe de tirou (3), et si le voleur est rencontré par le propriétaire de la gaffe, il paye cinq mas à ce dernier.

سبب ڤون دبوبه عادت اين سڤاي جاڠن
دڤرمده٢كن حق اورڠ ايت

Cette coutume a été établie, afin que personne ne méconnoisse les droits des personnes dont il est ici question.

ادڤون يڠ دعادتكن ڤدوك سري سلطان
محمود شاه يڠ كرجاٴن دنݢري ملاك

Celui qui en est l'auteur est Padouka sri sultan Mahmoud schah, souverain de Malaca.

ادڤون اكن سݢل يڠ امڤون جوڠ دان
بالق ايت راج اي ددالم لاوت

Le propriétaire d'une jonque ou d'un balok en est comme le roi, lorsque l'on est en mer (4).

دان جكلو دسورهڽ اورڠ اوله ناخدان
ايت سڤرم بندهار ددالم جوڠڽيت

Si le capitaine donne des ordres, il sera comme le Bandhara dans le navire.

(1) Le bois de bintangor sert principalement pour la charpente; c'est le *Calophyllum inophyllum* de Linnée.

(2) Ms. B. ليم كوڤڠ امس « cinq koupangs d'or. »

(3) J'ignore absolument quelle sorte de bois est ici désignée par le mot تيرو.

(4) Voir le prologue et le chapitre 1 du Code maritime, pag. 391 et 392 ci-dessus. J'ai expliqué, pag. 380, comment dans la législation malaye les dénominations de propriétaire du navire et de capitaine étoient la plupart du temps confondues.

ادڤون توكڠ ايت اوڤام تمڠݢوڠ ددالم جوڠݢيت كارن اى منڠݢوڠ بايك دان جاهت دان مننتوكن سݢل كلڠكاڤن ددالم جوڠݢيت

Le Toukang [agong] a le rang de Temengong; il est responsable de tout ce qui se fait de bien et de mal à bord: c'est lui qui maintient en bon ordre tout ce qui compose l'équipement des jonques.

ادڤون توكڠ كانن دان توكڠ كيرى ايت اوڤام سيد ٢ ددالم جوڠݢيت مك ايڤون ماو برسام ٢ مڠرجاكن كرج دڠن توكڠ اڠوڠ جوك

Le Toukang kanen et le Toukang kiri sont comme des Seïds dans le navire; ils remplissent leurs fonctions de concert avec le Toukang agong.

ادڤون جورباتو كانن دان جورباتو كيرى دان ݢنتوڠ تڠݢوڠن دان توكڠ سكلين ايت ددالم ڤرنتهن ناخدا دان سݢل اوق ڤراهو ايت دڤرنتهكن اوله (2) توكڠ اڠوڠ

Le Djouro batou de droite et le Djouro batou de gauche (1), ainsi que le Gantong, sont, dans l'accomplissement de leurs fonctions, de même que les Toukangs, sous les ordres du capitaine. Les matelots dépendent immédiatement du Toukang agong.

ادڤون جكلو توكڠ مپوره اوق ڤراهو ايت مك تياد دى ماو سرت دلاونن توكڠ ايت مك دحكمكن اوله ناخدا اوق ڤراهو ايت دسوره ڤالوا كڤد جورباتو توجه كالى ڤالوا ايتڤون هندقله توكڠ اڠوڠ برسام ٢ ڤد كتيك ايت

Si le Toukang agong donne un ordre à un matelot, et que celui-ci refuse de l'exécuter, et même qu'il y résiste, ce matelot est jugé par le capitaine, qui ordonne au Djouro batou de le faire frapper de sept coups de bâton. Il faut que le Toukang agong soit présent à cette punition.

اڤبيل اى ملاون جوك اكن توكڠ اڠوڠ ايت مك دڤالو ڤول اكندى امڤت كالى

Si le coupable persiste dans sa désobéissance envers le Toukang agong, on lui inflige encore quatre coups de bâton. Telle est la loi.

ادڤون جكلو اوق ڤراهو ملاون ݢنتوڠ مك ايتڤون دڤالو اكندى توجه كالى دمكينله حكمن

Si un matelot résiste au Gantong [layar], il est condamné à être frappé de sept coups de bâton. Telle est la loi.

(1) On voit qu'il est ici question de deux Djouro batous ou gardes du château d'avant, tandis que le code de Malaca, d'après les mss. autres que le ms. D, ainsi que le code macassar et bougui, qu'on trouvera plus bas, ne placent dans l'équipage des navires qu'un seul de ces officiers. On peut supposer que dans les plus grands navires il y avoit deux Djouro batous, et que c'est là le cas dont le ms. D veut parler; ou peut-être est-ce une faute dans le texte du manuscrit.

(2) Au lieu de .... دڤرنتهكن اوله « sont commandés par...... » comme lit le ms. D, on trouve dans le ms. B: سوان دسمبهكن كڤد « tous obéissent au...... » Ces deux leçons reviennent au même pour le sens.

جکلو اد منداڤت اورڠ يڠ روسق بناس کڤد سوات ڤولو اتو کڤد کارڠ دالم لاوت (3) مک داڤت کڤدان ݢنتوڠ لاير کڤد سؤرڠ ستڠه تاهيل امس ميره

Si l'on rencontre (1) des gens dans une détresse absolue (2), échoués sur une île ou sur un rocher en mer, on perçoit d'eux, pour le Gantong layar, par homme un demi-tahel d'or rouge (4).

سبرمول اکن اورڠ يڠ روسق ايت مک اد لڤس هرݢاڽ (4) سڤدر سڤاه امس جوک دبري اوله ناخدا کڤد يڠ منداڤت ايت اکن مکانن اورڠ يڠ روسق ايت ممبري کارن الله تعالى اکن اورڠ يڠ روسق ايت ملينکن اڤبيل سمڤي کڤد بندر اورڠ مک دڤنتاکن کڤد ݢنتوڠ لاير تڠه تاهيل امس ميره ڤد سؤرڠ جوک تياد داڤت تياد دبريڽ جوک عادتڽ

Quant à ces naufragés, lorsqu'ils sont dispensés de payer leur rachat, un pawh d'or environ est donné, par le capitaine, à ceux qui les ont trouvés; quant à leur nourriture, on la leur accorde en vue de Dieu très-haut; mais lorsque le navire est arrivé devant une ville de commerce on leur demande, pour leur Gantong layar, un demi-tahel d'or rouge par homme. Celui qui est dans l'impossibilité de payer cette somme ne la paye pas.

ادڤون جکلو تياد اد لبه هرتاڽ ايت دچوکيڽ ڤد سڤولوه اس اينتڤون جکلو دسمبوڽيکنڽ تتاڤي سهڠک ڤکاينڽ ايت تياد برچوکي لاين درڤد ايت هندقله دکتاکنڽ يڠ سبنر٢ڽ اکن سکل هرتاڽ اورڠ ايت يعني اورڠ يڠ روسق ايت کڤد ناخدا ايت

Si ces naufragés ont conservé plus que leurs effets, on exige d'eux un pour dix. S'ils dissimulent cet excédant, on leur fait payer, excepté pour leurs vêtemens, les mêmes droits. Ces naufragés doivent dire la vérité au capitaine en ce qui touche tous leurs effets.

جکلو اي بردست تتکال دتاڽ اوله ناخدا ايت اکندي مک کتاڽ سواتڤون تياد لاݢ هرتاڽ همب مک کمدين هاريڽ دليهت اوله اورڠ باڤق ايت اد هرتاڽ دسمبوڽيکنڽ مک ڤد حکم دحکمن ڤنداڤتن ناخدا سکل هرت ايت يڠ دسمبوڽيکنڽ ايت

S'ils mentent lorsqu'ils sont interrogés par ce dernier, et qu'ils disent, « Je n'ai plus aucun effet, » et que, dans la suite, les matelots s'aperçoivent qu'il leur en reste encore qu'ils ont ainsi soustraits, le capitaine applique à ces effets la loi relative aux choses trouvées.

(1) Voir le code maritime de Malaca, chap. IV, pag. 400 ci-dessus.

(2) Ms. B : اتو کارم دلاوت « ou bien en détresse au milieu des flots. »

(3) Le ms. B, au lieu de مک اد لڤس هرݢاڽ, porte تياد اي اورڠ ڤيوتڠ « lorsqu'ils n'ont plus ni « dettes actives ni passives, » c'est-à-dire lorsqu'ils sont dispensés de payer. Ces deux leçons, quoique très-différentes, ont le même sens.

(4) Or le plus pur, à la différence de l'or pâle, qui a cette couleur parce qu'il est allié avec de l'argent.

سبرمول اكن حكمن اورڠ يڠ تله ممبري ڤنمڤڠن ايت

Des gens que l'on prend comme passagers.

مك تتكال ايت تياد سمڤي كڤد تمڤت يڠ دكهندكين ايت سڤرت يڠ تله دڤرجنجيكنن جكلو سوده سمڤي ڤليارن سكاليڤون مك برباليق ڤراهو ايت مك ڤنمڤڠن اورڠ ايت دكمباليكن اوله ناخدا ايت جكلو اد لبه درڤد سبهاݢي ڤليارن ايت مك دڽتاله ڤاتت ناخدا دكمباليكن ڤنمڤڠن اورڠ ايت دمكينله عادتڽ (1)

Lorsqu'ils ne sont pas parvenus à l'endroit où ils désirent se rendre, tel qu'il a été fixé dans leur police, et que le navire, arrivé au terme de l'expédition, s'en revient; si ces gens sont ramenés par le capitaine, et s'il y a plus de la moitié du chemin de fait, il faut nécessairement que le capitaine leur rende le prix de leur passage. Telle est la coutume.

اداڤون اكن حال معلم ددالم ڤراهو يڠ كچيل اوڤام ڤراهو بالق داتڠ يڠ سمڤرن اد ڤڠتهوانڽ تتاڤي ڤرجنجينڽ ناخدا دان معلم ايت دبريڽ سڤنوهڽ تياد برسلاهن لاكي (3)

La condition du Ma'lim (2) dans un petit navire [est comme celle du Ma'lim dans] toute grande embarcation ou dans un balok: il est tenu de posséder une instruction parfaite. De plus, l'accord du capitaine et du Ma'lim se fait entièrement, sans s'écarter [des règles ordinaires].

اداڤون جكلو تياد سمڤي تاهن معلم ايت تيداله داڤت دباير اوله ناخدا ايت سڤرت

Si donc l'année du Ma'lim n'est pas complète, il ne doit pas être payé par le capitaine, suivant les conventions faites entre eux.

(1) Rédaction du ms. B :

سبرمول اكن حكمن اورڠيڠ ممبري ڤنمڤڠن تتكال تياد سمڤي كڤد تمڤت يڠ دكهندكي سڤرت يڠدڤرجنجيكن جكلو سوده سمڤي تڠه ڤليارن سكاليڤون مك برباليق ڤراهو ايت مك ڤنمڤڠن اورڠ ايت دكمباليكن اوله ناخدا ايت دان جكلو ادا لبه درڤد سبهاݢي ڤليارن مك تيداله ڤاتت ناخدا ايت مغمبلكن ڤنمڤڠن اورڠ ايت دمكينله عادتڽ

« Des gens que l'on prend comme passagers.

« Lorsqu'ils ne sont pas parvenus au lieu de leur destination, tel qu'il a été fixé dans leur police de fret, « s'ils ont atteint la moitié de leur voyage seulement et que le navire s'en retourne, le capitaine est tenu « de leur rendre l'argent qu'ils ont payé pour leur passage. S'il y a plus de la moitié de leur voyage de « fait, le capitaine n'est pas tenu de leur rendre cet argent. Telle est la coutume. »

(2) Voir le code maritime de Malaca, chap. VIII, pag. 404 et suiv. ci-dessus.

(3) Ms. B : مك تتاڤي ڤرجنجينڽ ناخدا دان معلم ايت دبايرڽ دڠن ستڠه تياد برسلاهن لاكي

« Néanmoins l'accord du capitaine avec le Ma'lim est que celui-ci touchera la moitié de l'allocation ordi- « naire, sans s'écarter en rien de plus [des autres règles qui président à cet accord]. »

يڠ دڤرجنجيكنڽ دڠن معلم ايت مليكن
مان كاسه ناخدا ايت جوڠ دبايرڽ اكن معلم
ايت دمكينله عادتڽ

Le capitaine peut lui accorder ce que bon lui semble. Telle est la coutume.

مك هندڤله اتس سڬل معلم ملايركن
سڬل جوڠ دان بالق دان ڤراهو اورڠ ايت
جاڠن الڤ اكن ڤلايارن ايت مك هندڤله
ايڠت ٢ اكن ڤڠتهوانڽ سڤرت يڠ ترسبوت
دهولو ايت جاڠن براوله كچلاءن اتسڽ

Il est enjoint à tous les Ma'lims chargés de la direction d'une jonque, d'un balok, ou de toute autre embarcation, de ne se rendre coupables d'aucune négligence en mer. Il faut qu'ils s'aident de toutes leurs connoissances, comme il a été dit plus haut, afin qu'aucune faute ne puisse leur être imputée.

ادڤون تتكال برلاير سبوه جوڠ اتو بالق
مك برسايڠ دڠن سبوه جوڠ يڠ لاين اتو
سمانڽ بالق سام برلاير مك روسق بناس كنا
لڠڬر اينڤون تقصير جوڠ اتس يڠ ملڠڬر كارن
لاوتڽ لواس داڤت دجاوهكن درڤد بهاي
ايت مك دحكمكن دڠن ڤاڤ كارم جوڠ
يعني دوا بهاڬي دبايرڽ كارن مالم تياد
دڠن دسهجان سبب الڤاڽ اورڠ يڠ برجاڬ
كارن اينوله تقصيرڽ ايت

Lorsqu'une jonque mettant à la voile avec une autre jonque, ou bien avec un balok (1), vogue de conserve et qu'elle est entièrement abîmée par le choc [de l'autre navire ou balok], la faute retombe sur le bâtiment qui a produit le choc; car la mer est vaste, et il étoit possible de se tenir à l'abri de pareils accidens. La loi veut, dans ce cas, relativement à ces malheureux naufragés, qu'on leur paye [seulement] les deux tiers du dommage qu'ils ont souffert, lorsque le choc est arrivé pendant la nuit, et sans aucune intention de la part de ceux qui l'ont occasionné, mais simplement par la négligence des hommes de garde et par faute de leur part.

ادڤون جكلو ڤد سياڠ هاري دلڠڬرڽ ايت
ڤاتتله اي مڠڬنتي سڬل هرت اورڠ يڠ بناس
ايت كارن تقصيرڽ ڤد للوڽ ايت

Si cet accident est arrivé pendant le jour, les naufragés doivent être indemnisés de toute la perte; car la faute [des gens qui ont occasionné l'accident] passe toutes les bornes.

ادڤون استعادت جوڠ اكن انجڠ
ايت تياد سياڤ دودق دسان مك بارڠسياڤ
دودق برجنتي داتس انجڠ ايت مك اي

La coutume relative à [la cabine appelée] *Andjong* est, qu'il ne soit permis à personne d'aller s'y établir. Quiconque s'assied, les jambes pendantes, au-dessus de cette cabine, de manière à se trouver en face de la poupe,

(1) Voir le code maritime de Malaca, chap. XI, pag. 409 ci-dessus.

مڠادڤ كبوريتن ساله سراي كلون تياد
مڠڤوماكن ناخدا دان اورڠ باڤق دان اورڠ
ددالم جوڠ ايت مك دحكمكن اكندى حكم
سڤرت اورڠ يڠ مڠڤوماكن راج ٢ مك
دڤالو اكندى توجه كالى ڤالو سرت حكم
ددند اكندى ستاهيل سڤاه امس سبب
برکسلاهن

celui-là est en faute, parce que les matelots ainsi que les gens de l'équipage, dans leur manière d'agir, ne doivent pas se faire les égaux du capitaine. Ceux qui se rendent coupables de l'infraction mentionnée dans cet article sont condamnés à la même peine que ceux qui tenteroient de s'égaler au roi (1); on les frappe de sept coups de bâton, et, de plus, on leur impose une amende d'un tahel et un pawh d'or, pour les punir de leur faute (2).

دمكينلاڬ بارڠسياڤ برچرمن مڠادڤ
كهلون اينتڤون ساله جوك كارن جكلو
ناخدا ايت ممباو استرين اتو ڬنديكن جادي
ساله بسر دمكينله حكمن دان دندان

Il en est de même pour celui qui, un miroir à la main, se place en face de la proue; il se rend coupable, parce que, si le capitaine amène sa femme ou sa maîtresse, il y a un très-grand mal [à la regarder] : la peine et l'amende sont les mêmes [que pour le cas précédent].

سبرمول جكلو سورڠ دهلون مك اي
مڠايل ڤد كنيك ڤراهو برلابوه مك هاڤوتله
تالين كبوريتن مك اوله سورڠ ٢ دبورتين
دامبلن تالي كايلن ايت مك دڤرماينن
مك كڤد سڠك اورڠ مڠايل ايت ايكن جوك
ماكن كايلن مك دسنتقكن كايلن ايت لال
كناله مات كايل ايت كڤد تاڠن اتو كڤد
توبهن مك دياڤون مرساي ساكت لال
دتورتكنن مك داڤتنله اوله اورڠ يڠ امڤون
كايل ايت جكلو بارڠسياڤ سكاليڤون درڤد
ڬڠلاك اتو ڤرمڤون اتو ڬنديك ناخدا
سكاليڤون براوله اكن اورڠيڠ مڠايل ايت
جوك دمكينله عادتن

Si quelqu'un se place à la proue et pêche à l'hameçon pendant que le navire est à l'ancre, et que le fil de l'hameçon, se portant vers la poupe, soit saisi par quelqu'un placé à cette partie du navire, et qu'il s'en serve pour jouer, tandis que, suivant la conjecture du pêcheur, le poisson mord à l'hameçon; puis, que cette personne arrache le fil avec violence et soit blessée par l'hameçon, à la main ou à toute autre partie du corps, et que, ressentant de la douleur, elle suive l'impulsion des mouvemens du pêcheur, et soit prise par lui, elle sera à sa disposition, qui que ce soit, homme ou femme, et même la maîtresse du capitaine. Telle est la loi.

(1) Le capitaine étant, ainsi qu'on l'a vu, pag. 391, le représentant du souverain à bord, toute infraction commise à son égard a le même degré de gravité que si elle l'étoit vis-à-vis de ce dernier.

(2) Voir le code maritime de Malaca, chap. v, pag. 401.

ادثون آكن عادت اورڠ يڠ برتمبه كن اورق ٢
ايت

Des gens qui puisent l'eau avec la pompe.

جكلو ثد كتيك برلاير دلاوت سكلين
اورڠ يڠ ددالم ڤراهو ايت سموان كنا ملينكن
ناخدا دان معلم دان جورمودى دان جورباتو
اينثون كنا اى برتمبا برسام ٢ اورڠ باڽق
ددالم ڤراهو ايت دمكينله عادتن

Si, pendant que l'on est en mer, tout l'équipage est forcé [de pomper], le capitaine, le Ma'lim, le Djouro moudi, le Djouro batou sont forcés aussi d'en faire autant à leur tour, comme tous les matelots du navire. Telle est la coutume.

ادثون اكن عادت جورمودى در تمباروڠ
كبوريتن اينوله امثون ڤرنته مليهت بايك
دان جاهت

La loi relative au Djouro moudi est que, depuis le fond de cale jusqu'à la poupe, il ait l'inspection sur tout ce qui se fait de bien et de mal (1).

سباڬيلاڬ جكلو ڤراهو تياد برمعلم مك
جورمودى اينوله سوڤام معلم ممرنتهكن سكل
ڤكرجاءن ددالم ڤراهو ايت مك ثد كتيك اورڠ
آكن برتمبل مك ڤوتس تالى هنتڠ ايت درڤد
بووق تالين اتولوچت درڤد سموان جاته هنتڠ
ايت دتمڤهن ڤراهو ايت مك برداڤت دڠن
كچلاءن ڤراهو ايت مك جورمودى ممبلنجاى
ممبايكى ڤراهو ايت

Si le navire n'a pas de Ma'lim, le Djouro moudi le remplace et règle toutes les affaires du navire. Lorsque les hommes [à la mer] veulent surnager, si la corde de sauvetage se casse à cause du mauvais état dans lequel elle est, ou bien si cette corde est tout à fait hors de service, et que le.... tombe dans le fond du navire, et qu'il en résulte quelque dégât, c'est le Djouro moudi qui est tenu de réparer le navire à ses frais.

سڤركارلاڬ اڤبيل كتيك آكن برلاير هندقله
اى مليهت تالى تند سمڤن دان يڠ تڬوه دان
بورق هندقله دڤركسائ مليهت ايڔ سمڤن
سرت دسورهن اورڠ ڤرڬى برتمبه بايكن دان
جاهت ادان اتو تيدان جكلو لوچت اتو
ڤوتس تالين درڤد لالين جورمودى ايتوله
اتسن جوڬ مڠڬنتى درڤد تقصيرن امت
بسر دمكينله عادتن

De plus, lorsque le navire est pour mettre à la voile, il faut qu'il visite les cordages qui servent à remorquer le canot; qu'il examine ceux qui sont solides et ceux qui sont en mauvais état. Il doit faire attention à ce que le canot ne s'emplisse pas d'eau, et, dans ce cas, il doit envoyer des hommes pour la puiser. Il doit s'assurer si ce canot est en bon ou en mauvais état. Si les cordages qui servent à l'attacher se dégradent entièrement ou se cassent par suite de la négligence du Djouro moudi, il est tenu de les remplacer, parce que ces cordages n'ont péri que par suite d'une faute grave de sa part. Telle est la coutume.

(1) Voir le code maritime de Malaca, chap. 1, pag. 392.

ادڤون استعادت جورباتو درڤد ممبارواڠ
لال كهلون ايالله يڠ امڤون ڤرنته هندقله
ممركساءي درڤد بارڠ ڤكرجاءن يڠ ترتڠڬوڠ
اتسڽ تالي ساوه دان ساوهڽ دان سکل ڤڬاوي
ڤراهو ايت درڤد سبهاڬين بايك جاهتڽ

La coutume veut que le Djouro batou ait l'administration du navire, depuis le fond de cale jusqu'à la proue. Il est tenu d'examiner avec soin tout ce qui est confié à sa responsabilité, les cordages des ancres, et les ancres elles-mêmes, et tous les agrès du navire qui le concernent, afin de s'assurer si tout cela est bon ou mauvais.

مك اڤبيل اداله مليهتڽ اد سوات
ڤچدراءن مك هندقله دڤركساءي بايكن
سڤاي جاڠن ممبري کسکارن ڤد کتيك برلابوه

Si, tandis qu'il fait son inspection, il survient quelque différend, il faut qu'il examine avec soin [les griefs des divers adversaires], dans la crainte de causer quelque difficulté, dans le temps où on est à l'ancre.

اڤبيل سوده برلابوه اتس جورباتو بارڠ
سسوات ڤكرجاءن منجاڬاكن اورڠ برتيمه مك
هندقله ساڠت ايڠتڽ دان جاڬان

Du moment où l'on a laissé tomber l'ancre, c'est sur le Djouro batou que repose tout ce qui a rapport à la surveillance des gens qui puisent [l'eau du navire]. Il doit déployer une extrême attention et une grande surveillance.

جکلو ساوه لارت تياد ماکن مك
ترلڠڬر کڤد بتيڠ ڤراهو ايت اتو کڤد کارڠ
اتو کڤد تنجوڠ اتو کڤد ڤولو تردمڤر مك
جادي سوسهله سکل اورڠ ددالم ڤراهو ايت
درڤد سبب ترلڠڬر مك تقصيرله جورباتو
دڠن سڤنوه٢ن مك لازمله سڤرت عادت يڠ
ترسبوت دهولو ايت اکن جورباتو ايت
کنا حکم اتسڽ مك ايتوله سببڽ

Si l'ancre chasse et ne mord pas, que le navire heurtant contre un bas-fond, contre un rocher de corail, une pointe de terre, ou bien contre une île, échoue, et que tous les gens qui montent ce navire éprouvent du trouble par suite de ce choc, le Djouro batou est tout à fait en faute, et inévitablement passible de la peine portée dans la loi traditionnelle mentionnée plus haut (1). La loi le frappe et sa faute lui mérite ce châtiment (2).

مك جکلو بربوت ڤرکسان ڤد مليهت بارڠ
يڠ ترتڠڬوڠ اتسڽ ايت مك بارڠسياڤ بربوت
سوات ڤکرجاءن ددالم ڤراهو ايت اکن ممبري
ڤچلاءن کڤد جورباتو ايت سڤرت اورڠ ممباکر
تالي ساوه جکلو سئورت ڤوتس سکالي ڤالوڽ
جکلو تيڬ اورت ڤوتسڽ تيڬ کالي ڤالوڽ جکلو

Lorsque, faisant son inspection, il examine les divers objets confiés à sa surveillance, si quelqu'un dans le navire cherche à porter préjudice au Djouro batou, par exemple, à brûler la corde de l'ancre, et si un brin se brise, le coupable reçoit un coup de bâton; si trois brins se rompent, il reçoit trois coups de baton; si tous les brins cassent, il reçoit autant de coups qu'il y a de brins.

(1) Voir ci-dessus, pages 413 et 414.

(2) Le code maritime de Malaca, chap. XIII, pages 413 et suiv., a des dispositions analogues à celles de cet article relatives aux Mouda-mouda ainsi qu'aux hommes de garde sur le pont.

سموان ڤوتس سباڤق ٢ تالی اینتوله ڤالون مك
دمکینله عادتن جوڠ دان بالق سکالیڤون

Telle est la coutume dans les jonques et les baloks.

ادڤون اکن استعادت جوڠ دان بالق
سکلینن ڤون دمکینله سکالی بڤراهو اورڠ
مڠغ دتلق رنتو اتو دتنجوڠ جاڠن
دباو کارن اکن جادی فتنت جوك اخرن
تتکال سمڤی کنکری اورڠ ایت جکلو دباو
کلور اوله ناخدا ایت ساله جوك ناخدا ایت
دمکینله عادتن

En ce qui touche les gens qui naviguent dans des jonques ou des baloks, la coutume est ainsi fixée : que ceux qui voyagent pour être simplement transportés, en qualité de passagers, dans une baie, sur une plage, ou bien sur un cap, n'y soient pas transportés, car une mauvaise action est sans doute leur but. Si, lorsqu'ils sont parvenus dans un pays, ils en sont ramenés par le capitaine, celui-ci est en faute. Telle est la coutume.

ادڤون بارڠسیاڤ منجم ڬایوڠ اتو سندق
اتو بارڠسیاڤکین دان ڤرکاران اڤبیل سوده
درڤد کرجان ایت مك هندقله ڤولڠکن
کڤد توانن دڠن ڽتان سڤای جاڠن اد
ڤرکتاءنن لاڬ اتسن جکلو جاته ڬایوڠ لال کاٴیر
هیلڠ مك ممبایر عادتن لیم امس دان جکلو
سندق جاته کاٴیر عادتن تڠه تیك امس

Si quelqu'un emprunte un gayong ou un soundouk (1), ou tout autre meuble semblable, il doit, lorsqu'il a fini de s'en servir, le rendre à la personne à laquelle cet objet appartient, et cela d'une manière ostensible, de telle sorte qu'il ne puisse pas y avoir de contestation à ce sujet. Si ce gayong tombe dans l'eau et est perdu, l'emprunteur payera, comme indemnité, cinq mas. Si le soundouk tombe dans l'eau, il donnera, comme indemnité, deux mas et demi.

ادڤون لاڬ جکلو دڤنجم مك جاته کاٴیر
لال هیلڠ ایت ڤون ممبایر عادتن لیم کوڤڠ
سبب ڤون مك دسبوتکن عادت این کارن اکن
جادی کبراتن اتس ڤنجامنن یڠ امڤون
ایت اتس ڤڠات اورڠ ڤرلیارن

Si ce dernier objet, ayant été emprunté, tombe dans l'eau et se perd tout à fait, il aura à payer, comme indemnité, cinq koupangs. Cette loi est mentionnée ici, parce que le propriétaire de l'objet doit avoir sur cet objet prêté un droit inaliénable constaté par l'affirmation des gens qui sont à bord.

مك اڤبیل سمڤی سلامت کبندر اورڠ
مك هندقله ناخدا ایت ڤرڬی منداڤتکن
شهبندر برتیاکن اذن کڤدان دان ممتسکن

Lorsque [un navire] est arrivé heureusement dans un port de commerce, il faut que le capitaine aille trouver le Schahbandar (2), pour lui demander la permission [d'établir des relations de commerce], et pour lui payer les

(1) Le gayong ڬایوڠ et le soundouk سندق sont deux instrumens de ménage. Le gayong est une espèce de cuiller à pot dont le manche est droit et le cuilleron ordinairement fait d'une coquille de noix de coco. Le soundouk est un objet analogue au gayong; quelquefois aussi ce mot désigne une pelle.

(2) *Schahbandar* شهبندر, officier public préposé à la police du port, à la recette des droits de douane, et, dans quelques endroits, aux transactions commerciales faites pour le compte du roi. Cf. Marsden, *Malayan Dictionary*, au mot شهبندر.

خراجت نݢري ايت دان انتارءن ستله ايت
مك اي منت اذن كفد شهبندر اكن
برنياڬ ايت اڤبيل اد كفدان جنس دڬاڠن
يڠ دسوكت مك هندقله ناخدا ايت مڠمبل
سوكاتن نݢري ايت جكلو اد دڬاڠن درفد
جنس يڠ دتمبڠ مك هندقله ناخدا ايت
مڠمبل تمبڠن شهبندر ايت دبوان كبالي
شهبندر دڬاڠن ايت سڤاي سمڤرن سڬلان
بارڠ ڤكرجاءن

مك اڤبيل ناخدا ايت تياد ممبري تاهو
شهبندر بارڠ سسوات ڤكرجاءن مك تقصيرله
ناخدا ايت ساله برحكمن

سبرمول جكلو يڠ امڤون جوڠ اتو بالق ايت
منداڤت سسوات ڤنداڤتن دتلق رنتو
اتو دڤولو مك بربهاڬي امڤت تيك بهاڬي
اكن ناخدا ايت دان سبهاڬي اكن سكلين
اورڠ يڠ ددالم جوڠ ايت دمكينله عادتن (3)

droits de douane. Dès qu'il a demandé cette permission à ce magistrat, s'il porte avec lui diverses sortes de marchandises de nature à être mesurées, il faut qu'il adopte les mesures en usage dans le pays. Si ce sont des marchandises de nature à être pesées, il faut qu'il adopte les poids du Schahbandar, et qu'il apporte ses marchandises au bureau de ce magistrat; afin que toutes ses opérations aient un caractère d'authenticité (1).

Lorsque le capitaine ne donne pas connoissance au Schahbandar de chacune de ses opérations, il est en faute, et passible des peines portées par la loi.

Si le propriétaire du navire ou balok trouve quelque objet dans une baie, sur une côte ou dans une île, l'objet trouvé se divise en quatre portions : trois sont attribuées au capitaine, et la quatrième est partagée entre tous les hommes de l'équipage. Telle est la coutume (2).

(1) Voir un extrait du code général de Malaca, chap. XVIII, pag. 448.

(2) Voir le code maritime de Malaca, chap. III, pag. 397 et suiv.

(3) Tout ce qui précède a été fourni par des manuscrits contenant uniquement du droit maritime. On a vu, par les variantes, que les copies différoient entre elles parce qu'elles étoient évidemment le produit de remaniemens successifs; les mss. B et D., quoique provenant d'époques et de localités différentes, paroissent appartenir à une même récension. C'eût été un travail plus curieux qu'utile de fondre tous ces textes en un seul; d'ailleurs il eût été arbitraire. Il est bien vrai, comme on l'a vu page 377, que Raffles, tant à l'aide des manuscrits qu'il a légués à la Société royale asiatique de Londres, que de quelques autres qu'on n'a pas encore retrouvés, a fait un exposé analytique et méthodique du droit maritime malay, mais il l'a composé en langue anglaise, et certainement il n'eût point opéré, de la même manière, une refonte des textes originaux. M. Dulaurier a donc dû donner ces textes tels qu'ils résultent des manuscrits, au risque de reproduire des répétitions qui y sont fréquentes. Il n'a pas cru devoir se borner à cela. Des manuscrits du code général de Malaca, également inédits, contiennent, parmi les dispositions relatives au droit civil et criminel en général, quelques règles sur le droit maritime. J'ai jugé qu'il étoit convenable de les publier, convaincu qu'il est toujours utile de faire connoître des lois inédites anciennes, qui appartiennent à des pays si éloignés, et dont l'utilité pratique peut se manifester, maintenant que les intérêts européens, et en particulier ceux de la France, se portent vers l'archipel d'Asie.

EXTRAIT DU CODE GÉNÉRAL DE MALACA (1).

سبرمول اکن اورڠ کارم يڠ دداڤت دتڠه لاوت ايت دمکين جوڬ

Des naufragés que l'on rencontre en mer (2). Voici les lois à suivre à leur égard :

مک کات اورڠ کارم ايت امبلله اوليهمو اکن کامی جوالکن ڤون بايك هندق دڤرهمب ڤون درڤد کامی مات سهاج ددالم لاوت اين مک دامبل اورڠله اکن دی ايت مک ای دبرين ماکن دان دسورهن بکرج اتس بارڠ کرجان يڠ امڤون جوڠ اتو بالق ايت مک براڤ لمان سمڤی ای کنڬری اورڠ مک هندق دجوالکن اوله يڠ منداڤت ايت مک ڤرڬيله مڠادڤ ای کڤد شهبندر

Si des naufragés vous disent, « Prenez-nous, vendez-nous, nous préférons servir comme esclaves plutôt que de mourir ici au milieu des flots, » si on les reçoit à bord en leur fournissant des alimens, si, en même temps, ils sont employés au service du propriétaire de la jonque ou du balok, et qu'ensuite, au bout de quelque temps, en arrivant dans un port, celui qui les a recueillis veuille les vendre comme esclaves, il doit se présenter chez le Schahbandar.

مک اوله حاکم دحکمکن کنا ستڠه هرڬ تيدالة دايکوتکن سڤرت کات اورڠيڠ کارم ايت ای منت جوالکن کارن ای ددالم ضرورتن ايت (3)

Sur quoi ce magistrat ordonnera que la moitié de la valeur de ces hommes soit adjugée au [capitaine]. On n'aura aucun égard à ce qu'ils disoient, lorsqu'ils demandoient à être vendus, parce qu'ils parloient sous l'influence d'une pressante nécessité.

(1) Mss. A, B, D. On s'est expliqué, dans la note précédente, sur ce code dont la publication entière ne seroit pas sans intérêt pour la connoissance du droit public et privé, ainsi que de l'histoire des pays malays. L'objet de la présente collection ne permettoit d'en extraire que ce qui concerne le droit maritime.

(2) Voir ci-dessus, pages 400 et 433.

(3) Le texte du ms. B offre, dans le commencement de ce chapitre, quelques légères variantes qu'il n'est pas inutile de faire connoître.

ادڤون اکن اورڠ يڠ کارم دلاوت مك داڤت اورڠ دتڠه لاوت ايت
مك کات اورڠ يڠکارم ايت امبلله همب اوله توان همب هندق دجوال دان هندق دڤرهمب ڤون
بايك درڤد همب مات دلاوت اين دان بايکله توان دڤرهمب مك دامبل اوله اورڠيٚت اکندی مك
دبرين ماکن دان دسورهن بکرج اتس بارڠ کرجات يڠامڤون جوڠ اتو بالق ايت حتی انتار براڤ
لمان مك سمڤيله کنڬری اورڠ ايت مك هندق دجوالن اوله اورڠ يڠداڤت ايت شهدان مك ڤرڬيله
ای منداڤتکن شهبندر مك دڤرسمبهکن حال احوالن ايت مك دحکم اوله شهبندر مك کناله ستڠه

ادڤون جكلو اورڠ كارم ايت براس جوك
تياد كڤدان مك دداڤت اوله اورڠيڠ برلاير
ايت مك اى منت امبل كڤد ناخدا جوڠ
اتو بالق ايت براڤ لمان سمڤى كنكرى مك
دحكمكن حاكم اتس سكّل مردهيك ايت
سڤاه كڤد سؤرڠ ٢ جكلو عبدى كنا تڠه
بله كڤد سؤرڠ ٢ تياد لاڬ لبه درڤد ايت
دمكينله حكمن (1)

Si des naufragés manquant de riz en mer sont rencontrés par des gens en mer, et prient le capitaine de la jonque ou du balok de les prendre à bord; lorsque, au bout de quelque temps, le navire sera rentré au port, le magistrat ordonnera que chacun de ces naufragés ait à payer, si c'est un homme libre, un pawh; si c'est un esclave, la moitié de cette somme, mais pas davantage. Telle est la loi.

هرݢان جوك عادتن تيداله دايكوتكن كات اورڠ ايت اكن كنان منت جوال ايت كارن يائت
ددالم ضرورت

« Des naufragés que l'on rencontre en détresse au milieu des flots, et que l'on prend à bord. Si ces naufragés vous disent, « Prenez-nous, ô nos maîtres, nous préférons être vendus, et devenir esclaves plutôt que « de mourir ici dans la mer; réduisez-nous en servitude; » et si ceux à qui s'adressent ces paroles les prennent « à bord et leur fournissent des alimens, et s'ils les emploient au service du propriétaire du navire ou du « balok, et qu'ensuite, après un peu de temps, ils abordent dans un pays et qu'ils veuillent les vendre, ils « doivent se présenter devant le Schahbandar, et lui exposer tout ce qui s'est passé. Sur quoi ce magistrat ordonnera que la moitié de la valeur de ces hommes leur soit payée. On ne tient aucun compte de ce qu'ils « ont dit en demandant à être vendus, parce qu'ils se trouvoient sous l'empire d'une terrible nécessité. »

(1) Ms. B :

ادڤون جكلو اورڠ يڠ كارم ايت اداله هرتان هڤاله براس جوك تياد كڤدان مك دداڤت اورڠ
برلاير دلاوت مك اى ڤنت امبل ڤد ناخدا جوڠ ايت اتو بالق ايت لال دامبل اوله ناخدا
اورڠ كارم ايت انتار براڤ لمان مك سمڤيله كنكرى اورڠ مك هندق دجوالكن اوله يڠمنداڤت
دى ايت مك اى ڤرݢى مڠادڤ كڤد شهبندر مك دحكمكن اوله حاكم اكن سكّل مردهيك ايت
سڤاه كڤد سؤرڠ ادڤون جكلو اى عبدى كنا تڠه بله سؤرڠ ممباير كڤد ناخدا ايت لاڬ اكن
ممباير مكانن كڤد ناخدا ايت اتس بارڠ ڤاتتن تياد لبه درڤد ايت دمكينله عادتن

« Si des naufragés qui possèdent encore tous leurs effets, mais qui n'ont plus de riz, sont rencontrés en mer « et qu'ils prient le propriétaire de la jonque ou du balok de les recueillir, et que celui-ci les prenne à bord, lorsqu'au bout de quelque temps il sera de retour dans un pays, et qu'il désirera vendre les hommes qu'il a ainsi « recueillis, il ira trouver le Schahbandar. Sur quoi, ce magistrat ordonnera que chacun des naufragés recueillis « ait à donner un pawh, si c'est un homme libre; si c'est un esclave, il sera taxé à la moitié de cette somme, le « tout payable au capitaine. Quant à leur nourriture, ils payeront au capitaine ce qui est convenable et pas au « delà. Telle est la coutume. »

Le ms. D ajoute ici les deux paragraphes suivants :

ادڤون جكلو اورڠ كارم ايت اد هرتان براس جوك يڠتياد كڤدان مك دداڤت اورڠ برلاير دلاوت
مك اى منت امبل كڤد امڤون جوڠ اتو بالق ايت مك دامبلن براڤ لمان مك سمڤى كنكرى اورڠ
مك دحكم سكّل مردهيك ايت سڤاه كڤد سؤرڠ

ادڤون جكلو اى همب اورڠ كنا تڠه بله ڤد سؤرڠ تياد لبه درڤد ايت دمكينلاڬ كڤد سؤرڠ

« Si des naufragés ayant encore leurs effets, mais manquant de riz, sont rencontrés par des gens en mer, et « qu'ils demandent au propriétaire de la jonque ou du balok de les recueillir, et que celui-ci y consente, « lorsqu'au bout d'un certain temps on sera arrivé dans un pays, tous les hommes libres seront obligés de « payer un pawh par personne.

« Quant aux esclaves, ils donneront la moitié de cette somme, et pas davantage; c'est ainsi que chaque « individu sera taxé. »

ادڤون جكلو اد اى مناون دڤولو سبب كنا اڠين يعنى بناس مك اورڠ ايت مردهيك كنا ليم امس جك اى همب اورڠ توجه امس ڤد سسورڠ ٢

Si les gens retenus dans une île par de gros vents se trouvoient en détresse, il leur sera demandé, pour indemnité de sauvetage, cinq mas par chaque homme libre, et sept mas (1) par chaque esclave.

ادڤون جكلو ناخدا ايت مناون سبب هندق برنياڬ جوڠ اتو بالڠ ايت تياد لبه لاڬ حكمن ايت كارن تقصير ناخدا ايت اكن جوڠن دان بالڠن ايت

Si le capitaine les retient prisonniers, parce qu'il a l'intention de se défaire de son navire ou de son embarcation, il n'a pas le droit d'exiger davantage [que ce qui a été fixé dans le paragraphe précédent], parce qu'il est en faute vis-à-vis de sa jonque ou de son balok.

ادڤون حكم اورڠ ڤڠايل جك اى تياد برڤراهولاڬ مك دداڤت سمان ڤڠايل ايت مك كنا تبوسن سڤاه ڤد سسورڠ ٢ جك اى اد برڤراهولاڬ تتاڤى لايردان ڤڠايوه تيداله لاڬ ڤدان مك دتبوس اوله توانن ايت دوا امس ڤد سسورڠ ٢ دمكينله حكم اورڠ ڤڠايل ايت (2)

La loi concernant les pêcheurs à l'hameçon est que s'ils ont perdu l'embarcation qu'ils montoient, et qu'ils soient recueillis par d'autres pêcheurs, ils payent une indemnité d'un pawh par homme. S'ils ont conservé leur embarcation mais perdu leurs voiles et leurs rames, ils sont rachetés par leur maître au prix de deux mas par homme. Telle est la loi relative aux pêcheurs à l'hameçon.

دمكينلاڬ حكم اورڠ منواس ايت جكلو اى كارم ايتوله حكمن اورڠ كلاوت ايت مك اداله حكم اين ترساره كڤد شهبندرجوڬ (3)

La loi relative aux pêcheurs à filets, lorsqu'ils ont fait naufrage, est la même que celle qui concerne les hommes perdus au milieu des flots, et l'application en est faite, à l'égard des premiers, par le Schahbandar.

(1) Un *mas* سامس d'après le ms. B; le mas est la 16e partie du tahel.

(2) Rédaction du ms. B :

ڤرى مڠتاكن عادتن اورڠ ڤڠايل دلاوت
جكلو دداڤت سمان ايت ڤڠايل روسق دلاوت نياد لاڬ ڤراهون مك دامبلن دان دبوان كدارت مك كناله سڤيى عادتن ڤد سورڠ سڤاه جوڬ دان جكلو اد ڤراهون لاير دان ڤڠايوهن تياد لاڬ كڤدان مك دامبلن دبوان كدارت مك كناله سڤيى تبوسن ڤد سورڠ دوا امس دمكينله حكمن

« Des hommes qui pêchent à l'hameçon en mer. S'ils rencontrent d'autres pêcheurs naufragés et ayant perdu leur embarcation, et s'ils les recueillent et les conduisent à terre, ceux-ci payeront le droit entier de sauvetage, un mas par individu. S'ils ont conservé leurs embarcations, mais qu'ils n'aient plus de voiles ni de rames, ils payeront, pour avoir été recueillis et conduits à terre, comme droit entier de sauvetage, deux mas par personne. Telle est la loi. »

(3) Ms. B :

ادڤون سبرمول حكم اورڠ منواس جكلو اى كارم اتو اورڠ مجرمل اتو بارڠسباڬين ڤركارڠن يڠ

ادڤون حكم اورڠ منداڤت ڤراهو ايت اڤبيل لالو كلاوت تبوسن ستڠه هرڬ جوك حكمن (1)

Si l'embarcation des pêcheurs à filets est retrouvée après avoir été perdue en mer, on payera pour la racheter la moitié de sa valeur.

جكلو جاوه بسر ڤراهون ايت اد ڤنجڠ انم جاوهن سكوڤڠ تبوسن ايت دان جكلو اد ڤراهو ايت كچيل جوك دوا كندوري تبوسن اينوله حكمن (4)

Si cette embarcation est d'une longueur considérable, si elle est [par exemple] de six brasses, elle sera rachetée au prix d'un koupang (2); si elle est d'une petite dimension, on payera deux kondorins (3) pour la recouvrer. Telle est la loi.

اينڤون تياد هارس دتبوسن اتس تيك ڤركار اين

Il y a trois cas où rien n'est dû [pour une embarcation perdue et ramenée] :

سوات ڤراهو دكرت اورڠ تالين اينڤون مك تياد هارس دتبوسن جكلو اى هاڽت جاوه سكاليڤون تياد جوك هارس دتبوس اوله توانن

1° Lorsque le câble qui la retenoit a été coupé à dessein, il n'y a aucune rémunération à donner, quand même cette embarcation auroit été entraînée au gré des flots loin du lieu où elle étoit amarrée. La personne à laquelle elle appartient n'a absolument rien à payer.

كدوا ڤراهو ايت دچوري اورڠ مك دبوان لالو دبواڠكنن هاڽت جك جاوه اينڤون تياد هارس دتبوسن اوله توانن ايت

2° Lorsqu'une embarcation a été volée et emmenée par quelqu'un, puis abandonnée au gré des flots; lors même qu'elle auroit été entraînée au loin, le propriétaire, en la recouvrant, n'est tenu à donner aucune indemnité.

كتيك ڤراهو راج اتو ڤراهو اورڠ بسر٢ اينڤون تياد هارس دتبوسن ملينكن كاسه

3° Quand l'embarcation appartient au roi ou à un grand, rien n'est dû à ceux qui la ramènent; cependant les gens riches donneront

جاوه كلاوت اينڤون دمكين جوك عادتن دوا امس تبوسن ڤد سورڠ دمكين حكمن سكل اورڠ كلاوت ايت

« La loi concernant les pêcheurs à filets, ainsi que tous ceux qui vont au loin en mer pour des occupations « analogues, est que, s'ils ont fait naufrage, ils payent à ceux qui les recueillent deux mas pour la rançon de « chacun d'eux. Telle est la loi à l'égard des hommes qui vont en mer. »

(1) Cette disposition se rapproche beaucoup de celle-ci, qui existe dans le manuscrit B : جكلو اد اورڠ منداڤت ڤراهو اڤبيل لالو كلاوت تبوسن ستڠه هرڬان « Si des hommes trouvent une embarcation éloignée « en mer, le propriétaire pourra la racheter moyennant la moitié de sa valeur. »

(2) Le koupang est un coquillage qui sert de monnaie au Japon, et qui a cours dans les pays malays; c'est une des divisions du mas.

(3) Le kondorin est un poids et une monnaie de compte.

(4) Ms. B :

دان جكلو سهڠڬ بهارو هاڽتن ايت دداڤت اورڠ سكوڤڠ اينڤون جكلو اد ڤراهو ايت ڤنجڠ ليم دڤ ادڤون جكلو ڤراهو ايت كچيل دوا كندوري تبوسن انيله عادتن

« Si une embarcation abandonnée au gré des flots depuis peu de temps est retrouvée, le propriétaire payera « pour la recouvrer un koupang, lorsque cette embarcation est d'une longueur de cinq brasses; si elle est moins « grande, il donnera deux kondorins. »

سکالی اورڠ کای ٢ ايت جوک لاک اکن اورڠيڠ
منداڤت دی ايتوله حکمڽ (1)

à ceux qui leur auront rendu un pareil service telle rémunération qu'il leur plaira.

ادڤون اکن اورڠيڠ منداڤت سمڤن هاڽت
ايت جک جاوه هاڽتن ايت مک اد ددالم
سمڤن ايت هرت دداڤت اورڠ سمڤن
ايت مک کمدين دڤنت اوله توانڽ مک
دبهاݢی سڤرتيݢ هرت ايت اکن توانڽ دوا
بهاݢی اکن اورڠيڠ منداڤت ايت سبهاݢی دان
سسوکو دتبوس دبری اوله امڤون سمڤن ايت (3)

Si des hommes trouvent un canot flottant au gré des vagues et écarté au loin, et si ce canot contient des effets de valeur, que ces hommes recueillent, la loi veut que, lorsqu'il y aura réclamation des propriétaires, ces effets soient divisés en trois parts, dont deux sont pour le propriétaire de l'embarcation, et une pour ceux qui ont trouvé les objets. De plus le maître du canot paye, à titre de rachat, un soukou (2).

مک جکلو دداڤت اوله اورڠ دلاوت مک اد
هرت ددالمڽ مک حکمڽ سڤرت کأداءن جوک
اکن توانڽ دوا بهاݢی کڤد يڠ منداڤت
ايت سبهاݢی دمکينله حکمڽ

Si des hommes trouvent un canot en mer renfermant aussi des effets, la loi ordonne que, tenant compte de la nature [de ces effets], on en donne deux parts au maître du canot et une aux auteurs de la découverte.

جک دڠݢاهين دبری تاهو حاکم اوله
اورڠيڠ منداڤت ايت مک دحکمکن حاکم
سڤرت يڠتله ترسبوت دهولو ايت جوک (4)

Si le maître du canot use de contrainte pour se le faire rendre, les gens qui le lui ont ramené en réfèreront au magistrat, qui, dans ce cas, appliquera lui-même les règles qui viennent d'être exposées.

---

(1) Ms. B : ملينکن اد درمکارڽ ايت لکن اورڠ يڠمنداڤت دی دمکين عادتڽ « Néanmoins si « le propriétaire de l'embarcation retrouvée est charitable, il donnera des marques de bienveillance à ceux « qui lui auront rendu ce service. Telle est la coutume. »

(2) Le *soukou* سوکو est le quart de la piastre d'Espagne.

(3) Rédaction du ms. B :

حکم اورڠ يڠ منداڤت سمڤن اورڠ هاڽت ايت جکلو هاڽتن ايت کلاوت تناڤی لاک کليهاتن در دارت
مک اد هرت ددالمڽ ايت مک داڤت اورڠ سمڤن ايت کمدين مک داڤت اوله توانڽ مک دبهاݢی تيݢ
انتار کدواڽ هرتاڽ ايت اکن توانڽ دوا بهاݢی اکن يڠ منداڤت ايت سبهاݢی دان دتبوسڽ
ايڤون دبری اوله يڠ امڤون سمڤن ايت سڤرت عادت يڠتله ترسبوت ايت

« Si des hommes trouvent un canot flottant au gré des vagues en mer, mais étant encore en vue de terre, et « si ce canot contient des effets de valeur, que ces hommes recueillent; lorsque ce canot sera rendu à la per- « sonne à laquelle il appartient, les effets qu'il renfermoit seront divisés, entre ceux qui les ont trouvés et le pro- « priétaire de l'embarcation, en trois lots, dont deux seront attribués au propriétaire du canot et un aux hommes « qui l'ont ramené. Quant au rachat du canot lui-même, on suivra la coutume telle qu'elle a été fixée plus haut. »

(4) Ms. B :

ادڤون هاڽتن ايت کلاوت تياد کليهاتن در دارت مک اد هرتاڽ ددالمڽ مک عادتڽ ايت دبهاݢی
دوا سبهاݢی اکن يڠمنداڤت ايت
دان جکلو دڠݢاهی اوله يڠ امڤون ايت مک دبريڽ تاهو حاکم اورڠيڠ منداڤت ايت حکمڽ
اوله حاکم سڤرت يڠترسبوت ايت دهولو جوک

« Lorsqu'un canot est trouvé abandonné au gré des flots et hors de la vue de terre, s'il renferme des effets

فصل اين ڤد مڽتاکن اورڠ يڠ منچوري
همب اورڠ ددالم نݢری اورڠ

Du vol des esclaves dans les pays étrangers (1).

ادڤون جکلو همب راج دچوريڽ مك هارس
ناخدا ايت دبونه

Si le capitaine vole un esclave du roi, la loi le condamne à subir la peine de mort.

ادڤون جکلو همب اورڠ بسر٢ اتو بندهار
مك ددند ناخدا ايت سڤوله تاهيل سڤاه (2)

Si c'est l'esclave d'un grand ou du Bandhara, le capitaine doit payer une amende de dix tahels et un pawh.

ادڤون جکلو همب سݢل بالتنتار دان تمن
رعيت ايت دچوری اوله ناخدا ايت دکمباليکن
سهاي ايت سهرݢ همب اورڠ ايت جوݢ اتو
ددندائ اکن ناخدا ايت (3)

Si c'est l'esclave d'un militaire ou d'une personne ordinaire, le capitaine est tenu à la restitution de l'esclave enlevé dans toute sa valeur, ou bien à payer une amende.

ادڤون جکلو ناخدا ايت منچوری همب
شهبندر درمڤس حکمڽ اتو ددند اکندی
سڤوله تاهيل سڤاه ملينکن امڤون اورڠ
بسر٢ جوݢ اکن ناخدا ايت دمکينله حکمڽ (5)

Si un capitaine dérobe l'esclave du Schahbandar, la loi veut que ses effets soient saisis, ou bien qu'il paye une amende de dix tahels et un pawh; néanmoins les Orang bésar-bésar (4) peuvent lui pardonner son crime. Telle est la loi.

« de prix, la coutume est que ces effets soient divisés en deux parts, dont une est pour les auteurs de cette « découverte. »

« Si le propriétaire force [les hommes qui ont ramené le canot à le lui rendre sans vouloir rien payer], « ceux-ci en réfèrent au magistrat, qui leur rend justice de la manière qu'il vient d'être dit. »

(1) On a déjà vu des dispositions sur différens cas de vol, p. 428 ci-dessus.

(2) Rédaction de ces deux alinéa dans le ms. B :

ادڤون جکلو همب اورڠ دچوری اورڠ مك دداڤت ڤد هاری ايت مك دبونه هاری ايت جوݢ
ڤنچوری ايت دان سݢل هرتاڽ ايت درمڤس دان جکلو ناخدا سبݢاڤون دمکينله جوݢ حکمڽ
ادڤون جکلو همب اورڠ بسر٢ دان همب داتوٓ بندهار اکن يڠ منچوری ايت دبونه جوݢ حکمڽ
دان لاݢ ددند ناخدا امڤوڽ ڤراهو ايت اکن ڤربواتن اينڤون دمکين جوݢ حکمڽ

« Si l'esclave du roi est volé et s'il est retrouvé le jour même, le voleur est mis à mort immédiatement et ses « effets sont saisis; si c'est un capitaine qui est le coupable, il est puni de la même manière.

« Si l'esclave dérobé appartient à un grand ou au Datou Bandhara, le voleur est mis à mort, et, de plus, « le capitaine propriétaire du navire est puni d'une amende, comme compensation de cette mauvaise action. « Telle est la loi. »

(3) Ms. B :

دان جکلو بالتنترا دان رعيتڽ ايت دچوری اوله ناخدا ايت دان اينڤون دبونه جوݢ حکمڽ اتو
ددنداڽ سڤوله تاهيل سڤاه دان اينڤون داستمل اوله حاکم

« Si un soldat ou une personne du commun est enlevée par un capitaine, ce crime entraîne la peine capitale « ou bien une amende de dix tahels et un pawh; l'alternative est au choix du juge. »

(4) Les Orang bésar-bésar اورڠ بسر٢ sont les grands exerçant des fonctions publiques, les magistrats.

(5) Ms. B :

ادڤون جکلو ناخدا ايت منچوری همب شهبندر اينڤون دبونه جوݢ حکمڽ دان درمڤس سݢل هرتاڽ

ادڤون حكم ناخدا ملاريكن بودق ٢ اتو
چوكى لمدين جك اى داتڠ كنڠرى ايت
ڤول مك درمڤس اتو ددند حكمن كارن اى
منديأكن اورڠ بسر٢ دان شهبندر ايت
ددالم نڠرى ايت ملينكن امڤون دان كارنى
راج جوك لاك(١) دان شفاعت شهبندراكن دى
كارن بعذاب لكون ايت ددالم نڠرى
اورڠ ايت

Si un capitaine enlève des jeunes gens [de l'un et de l'autre sexe] ou fraude les droits de douane, et qu'ensuite il revienne dans le pays [où il s'est ainsi rendu coupable], ses marchandises doivent être saisies, ou bien une amende lui être imposée, car il a trompé les magistrats et le Schahbandar de ce pays. Il est alors loisible au roi de lui pardonner et de lui faire grâce, et au Schahbandar d'intercéder pour lui, car sa conduite a reçu le châtiment qu'elle méritoit dans ce pays.

AUTRE EXTRAIT DU CODE GÉNÉRAL DE MALACA (2).

(CHAP. VII, § 4.)

جك اورڠيڠ منچورى ڤراهو مك سوده
دجوالن اتو دسورتكنن مك انتار ايت
اد تند يڠ ڽات اتو شكس يڠ صح اكن

Si un homme a dérobé une embarcation et qu'il l'ait vendue ou fait disparoître, et s'il y a des preuves évidentes de ce vol, ou des témoins irréprochables qui mettent hors de doute la culpabilité du voleur (3), celui-ci est tenu de

اتو ددند سكاتى ليم كارن شهبندر ايت ايبوباڤ ڤد سكل داڠڠ ملينكن امڤونى جوك اى لاك ناخدا ايت دمكينله حكمن

« Si un capitaine enlève l'esclave du Schahbandar, il est condamné à mort et, de plus, tous ses effets sont « saisis, ou bien il paye une amende d'un katti et cinq [tahels]; car le Schahbandar est le chef (littéralement, « la mère et le père) des marchands. Néanmoins il lui est loisible de pardonner le crime commis par ce capi- « taine envers lui. Telle est la loi. »

(1) Ms. B :

ادڤون جكلو ناخدا ايت ملريكن بودق اتو چوكى خراجت مك داتڠ ڤول اى كنڠرى ايت درمڤس
حكمن اتو ددندان دوا كالى كارن اى دوا كالى چوكى داتڠ ايت لاك ڤون بوكن اى منديأكن اورڠبسر٢
دان شهبندر ددالم نڠرى ايت ملينكن دامڤونى دان دكارنياى راج جوك ددالم نڠرى ايت

« Si un capitaine enlève des jeunes gens de l'un ou de l'autre sexe ou fraude les droits de douane, et qu'en- « suite il revienne dans le pays où il s'est ainsi rendu coupable, il est condamné à la saisie de ses effets, ou « bien à payer une double amende, car il doit un double droit en étant venu deux fois dans le pays. Qu'il ne « cherche plus à tromper à l'avenir les grands et le Schahbandar de ce port, et il pourra rentrer en grâce « auprès du roi. »

(2) Ms. C. Voir la note 1 de la page 440 ci-dessus.

(3) L'introduction du témoignage dans les procédures chez les Malays est due à l'influence exercée sur ces peuples par l'islamisme. Ils ont emprunté de la législation musulmane les conditions qui règlent la validité du témoignage, et les qualités que les témoins doivent réunir. Ces qualités sont au nombre de quatre : 1° il faut être musulman; 2° avoir atteint l'âge de puberté; 3° être en possession de toute sa raison; 4° être dans une disposition d'esprit modéré et jouir d'une réputation sans tache. Le témoignage d'un homme dont l'inconduite est notoire, celui d'un esclave et d'une femme, ne sont pas recevables en justice. Les cas seulement dans lesquels le témoignage d'une personne du sexe est valable sont ceux où il s'agit de constater l'état



کڤتاءنڽ اى منچورى ايت مك دݢنتى هرݢ
ڤراهو ايت دڠن سڤنوهڽ دان جك ڤراهو ايت
سيواءن مك دسوره ݢنتى دڠن سيوانڽ سکالى
دان اكن دنداڽ سڤوله امس اينوله حكمن
سکل اورڠ يڠ منچورى ڤراهو

payer la valeur entière de cette embarcation. Si c'est un navire donné en location, la valeur de ce navire doit être payée, ainsi que le prix de la location. Quant à l'amende, elle est de dix mas. Telle est la loi à l'égard des gens qui volent des embarcations.

فصل يڠكدولاڤن بلس ڤد مپتاكن حكم
سکل چوڤق ݢنتڠ كاتى تاهيل دان سکل
حكم ڤكن مك سکلين ايت ڤد شهبندر
سکل ناخدا جوڠ دان بالق كچيل بسر
اڤبيل داتڠ ڤركلاهيڽ ڤربنتاهن برلوك٢ان
سماڽ داݢڠ اينڤون ترساره ڤد شهبندر جوا
دان جكلو اورڠيڠ ددالم نݢرى ايت
هندق تڠݢوڠن يڠ امڤوڽ ڤرنته ايت جوا
دمكينله عادتڽ (2)

CHAPITRE XVIII. — Tout ce qui concerne les poids, mesures et monnaies, comme tchoupak, gantang, katti, tahel (1), ainsi que les lieux publics où se tiennent les marchés, est de la compétence du Schahbandar.

Tous les capitaines de navires ou d'autres embarcations grandes ou petites, qui ont avec les marchands du pays des contestations ou des disputes, qui leur donnent ou qui reçoivent d'eux des blessures, sont jugés par le Schahbandar.

Si ce sont des gens du pays, ce magistrat en est responsable. Telle est la coutume.

périodique ou la grossesse d'une femme. La déposition de quatre témoins, et jamais de moins de deux, est exigée dans tous les cas d'ivresse, vol, pillage, de meurtre commis sur un renégat, d'homicide pour venger un homicide, d'aveu volontaire, mariage, divorce, dépôt, mandat, testament, et d'observation de la lune de ramadhan. Suivant le code de Manou, un témoin parfait ne doit être ni de la famille, ni voisin de la personne en faveur de laquelle il dépose; il doit avoir une moralité reconnue et être de condition libre. Si une contestation s'élève entre deux personnes dont les habitations sont rapprochées, leurs voisins peuvent être appelés comme témoins.

(1) Le tchoupak est une mesure pour le riz, le sel et autres denrées sèches, il contient un *koûlah* ou *bambou* et aussi un gantang, ce qui fait une livre et demie; pour la valeur du koûlah et du gantang, on peut consulter la note 2 de la page 421; pour celle du tahel, voyez la note 3 de la page 426.

(2) Rédaction du ms. A :

فصل اين ڤد مپتاكن حكم سکل ݢنتڠ دان چوڤق دان حكم سکل ڤاسر سکلينڽ ايت ڤد شهبندر
جوݢ دان حكم ناخدا جوڠ دان بالق دان كڤل اتو بارڠ نام ڤراهو يڠ بسر دان كچيل مك اڤبيل
داتڠ سسوات درڤد كلاهى بننه اتو لوك ملوكاى ڤد سام داݢڠ كارن اوتڠ ڤيوتڠ سکلين ايت ددالم
حكم شهبندر جوݢ ترساره كڤداڽ ايت تيداله ساله حكمن

« Les lois qui ont pour objet les poids et mesures, comme gantangs, tchoupaks, celles qui sont relatives aux « bazars, regardent le Schahbandar. Il en est de même en ce qui touche les capitaines de navires, de baloks ou « de toute embarcation, quel qu'en soit le nom, grande ou petite. Lorsqu'ils ont des contestations ou disputes « avec d'autres marchands, lorsqu'ils leur donnent ou reçoivent d'eux des blessures, en réglant leurs comptes, « tous les contendans sont soumis à la juridiction du Schahbandar; ils dépendent de lui inévitablement. »

فصل تيك ڤوله ليم ڤد مڽتاکن اورڠ
برلاير تتکال ددالم لاوت

ناخدا ايتوله راجان دان جورباتو دان
جورمودي ايتوله منتري دان تتکال سمڤي
کنݢري ڤولڠ حال احوال ممبچراکن
شهبندر سرت دڠن ناخدان.

دان جك انق ڤراهو ڤون ڤردعواءن مك
هندقله انق ڤراهو ايت درڤد بارڠ سسوات
حال احوال سموان ددالم ڤراهو ايت مك
هندقله اي برشکس ڤد ڤݢاوي کدوا ايت
سڤاي بوله سݢر بارڠ سسواتون مك داڤتله
ناخدان ممبچراکن

CHAPITRE XXXV. — Des marins lorsqu'ils sont en mer.

Les marins reconnoissent pour roi leur capitaine; le Djouro moudi et le Djouro batou sont ses ministres. Mais, dès qu'ils sont arrivés au port, le Schahbandar partage avec le capitaine le pouvoir de régler les affaires de l'équipage.

Lorsque les matelots ont entre eux une contestation dans le navire, quel que soit le sujet qui l'ait fait naître, ils doivent l'exposer aux deux Pegawis (le Djouro moudi et le Djouro batou), afin d'obtenir prompte justice. C'est le capitaine qui prononce d'une manière définitive.

سبرمول بارڠسياڤ تورن کڤراهو دهولو
درڤد برچوکي اورڠ بندر مك اورڠيت ساله
ڤد راج

سبرمول سيره ڤينڠ ڽيور ݢارم سڤوله دامبل
اس

دان بارڠسياڤ ممباو بند هندق دجوالڽ
مك هندقله دبوان دهولو کڤد اورڠ يڠ
برچوکي مك داڤت دجوالڽ دان برجوال
دهولو درڤد بلوم برچوکي جك اورڠ باڽق
دندان ستاهيل سڤاه تيمه توانڽ ممباير دي

Quiconque s'embarque sur un navire, sans avoir au préalable payé aux officiers du port les droits de douane, est coupable envers le roi.

Un droit d'un dixième est prélevé sur le bétel, l'arec, les noix de coco et le sel.

Ceux qui apportent des marchandises avec intention de les vendre doivent avant tout les montrer aux officiers chargés de percevoir les droits; après quoi il leur est loisible de les mettre en vente. Les vendre avant d'avoir payé les droits les rendroit passibles, si c'étoient des gens subordonnés, d'une amende d'un tahel et un pawh d'étain, que leur maître auroit à payer pour eux.

فصل انم ڤوله ساتو ڤد مڽتاکن
اورڠ يڠ منداڤت ڤراهو هاڽت

بارڠيڠ اد دالم ڤراهو ايت مك هندقله

CHAPITRE LXI. — Des navires qui ont été trouvés abandonnés au gré des flots.

Les objets qu'ils contenoient doivent être

دباو بچباتن سمڤى تيك هاري مك تياد جوك
توانڽ داتڠ مك تيدااه اد ڤركتاءنڽ لاك
دمكينله سبد داتوٓ بندهار مك عادت اين
برسماسامءن دڠن عادت يڠدبري اوله ڬورندور
كڤد داتوٓ كڤيتن شمس الدين اڤبيل اورڠ
منداڤت ڤراهو دڠن سڬل بارڠيڠ اد دالمڽ
سوانڽ باو كڤد كڤيتن ڤد شهبندر دياله
ممبري عادت اورڠ يڠ منداڤت دان جك
تياد يڠدمكين ايت سڤرت ڤنچوري بڬيمان
كهندق يڠ ڤوڽ بوله ددعوان

تمت

portés sur le pont pendant l'espace de trois jours, et si la personne à laquelle ils appartiennent ne se présente pas, celui qui les a trouvés n'a plus aucune démarche à faire. Telle est la loi décrétée par le Datou (1) Bandhara, laquelle peut être rapprochée de celle qui fut octroyée par le gouverneur [de Malaca] au Datou, le capitaine Schems-eddin. Lorsque quelqu'un trouvera une embarcation, il doit la ramener, avec tout ce qu'elle contient, au capitaine du port, chez le Schahbandar, qui accorde à ceux qui ont fait la découverte ce que la coutume prescrit. Manquer à cette formalité, c'est s'exposer à subir, comme voleur, des poursuites dirigées suivant la volonté du propriétaire de ces objets (2).

FIN.

CODE MARITIME DES ROYAUMES MANGKASSAR (MACASSAR) ET BOUGUI, DANS L'ILE CÉLÈBES (3).

فصل ڤري حكم اورڠ ڤليارن ددالم جوڠ

ڤرتام ڤاته هرون دان ڤاته الياس تورن
كڤد ناخدا جينل دان ناخدا ديوا دان ناخدا
اسحاق اورڠ اينوله يڠ امڤوڽ حكم اندڠ ٢ ايت
ستله اي سوده مشاورت مك دبوان كڤد
بندهار مك دڤرسمبهكن بندهار كڤد

Voici les lois qui régissent les hommes de mer lorsqu'ils sont à bord.

En premier lieu, Pateh (4) Haroun, Pateh Elias se réunirent avec le capitaine Djenal, le capitaine Dewa et le capitaine Ishak, lesquels tous sont les auteurs du code maritime qui suit. Après qu'ils eurent terminé leurs conférences, ils présentèrent le travail qui en est le résultat au Bandhara, et celui-ci le déposa au pied du trône du sultan Mahmoud, qui était alors roi de Malaca (5). Ce prince oc-

(1) *Datou* داتوٓ ou داتق. Ce mot, comme on l'a vu, page 422, note 2, désignait, dans l'origine, une personne noble, un chef féodal. Dans quelques contrées, il est porté par les magistrats, parmi lesquels quatre seulement ont droit de le prendre; ici il est joint au titre de Bandhara et à celui de Schahbandar. Quelquefois c'est un titre d'honneur que l'on donne à toute personne revêtue d'une dignité considérable.

(2) Ces dispositions complètent ce qui a été dit, au sujet des objets naufragés ou échoués, pag. 445.

(3) Ce code reproduit en grande partie celui de Malaca, d'où ont été tirées toutes les compilations du même genre qui régissent les peuples de l'Archipel d'Asie; mais sa rédaction présente, et dans l'ordre des chapitres et dans quelques-unes de ses prescriptions, des différences qu'il est important de connaître. Je n'ai donc pas cru pouvoir me dispenser de le publier, car il a servi de base, ainsi que le code de Malaca, au travail que Raffles a inséré dans le tome XII des *Asiatic Researches*, ainsi que je l'ai dit p. 377.

(4) *Pateh* ڤاته est un mot javanais du dialecte basa krama, qui désigne l'un des principaux ministres du souverain.

(5) Voir, sur la date du règne de ce prince, la note 3 de la page 422.

سلطان محمود فد زمان اى امڠون كرجاءن
دنكرى ملاك مك دانكرهائى بچار ايت كفد
داتوٴ٢ دان ناخدا يڠ منارة جوڠ بالق تورن
ثمورن داتڠ كفد انق چچون تله سوده فوتس
اوله كامر ددالم لاوت بچار ايت تياد سياڤ
مرمبق دى جكلو سمڤى كدالم نكرى
سكاليڤون بچار ايت كارن سكل ناخدا ايت
سوات كرجاءن ددالم لاوت حكمن

troya ces lois aux Datous et aux capitaines qui ont le commandement des jonques et des baloks, avec la charge de les transmettre à leur postérité. «Lorsque vous ferez exécuter «ces prescriptions en mer, leur dit-il, que «chacun se garde d'y contrevenir; il en sera «de même en arrivant à terre; car les capi-«taines dans leurs navires sont de véritables «souverains.»

دان ناخدا جينل بركالر سڠباى دراج دان
ناخدا ديوا بركالر سڠ اوتام دراج دان ناخدا
اسحاق بركالر سڠ سقتى دراج

Le capitaine Djenal fut surnommé, à cette occasion, Sang Baya di Radja; le capitaine Dewa reçut le surnom de Sang Outama di Radja, et le capitaine Ishak celui de Sang Sakti di Radja (1).

دمكينله حكم فد زمان نكرى ملاك
سنتوس ايت سلطان محمود امڠون كرجاءن
بندهران سرى نار دراج انيله حكم
سكل داتوٴ٢ ايت مك هندقله دكتهوى
اوله سكل انق چچون دان جاڠن كام منورتكن
هوانفس كام دان جاڠن كام ممبواڠكن عادت
اين دان جاڠن كامر مللوئى بارڠ ڤرنته

C'est ainsi que le présent code fut promulgué dans le temps où le royaume de Malaca florissoit, sous le règne du sultan Mahmoud, sous l'administration du Bandhara Sri Nara di Radja. Ces lois, qui furent [l'ouvrage] de tous les chefs [dont on vient de parler], doivent être connues de leur postérité. Ne suivez donc point votre bon plaisir, ne rejetez point ces coutumes traditionnelles, ne vous écartez point de ce qu'elles commandent (2).

باب فصل يڠ ڤرتام

CHAPITRE I.

ادڤون يڠ امڤون جوڠ ايت اوڤام راج ددالم
جوڠ ايت دان سكل ناخدا ايت اوڤام بندهار

Le propriétaire de la jonque est à bord comme le roi. Les capitaines ont le rang et l'autorité du Bandhara (3).

ادڤون توكڠ ايت اوڤام تمڠڠوڠ

Le Toukang [agong] est égal au Temengong;

ادڤون توكڠ هلون ايت اوڤام منترى دان
توكڠ تڠه ايت اوڤام سيد ٢

Le Toukang de la proue a un Mantri (4). Le Toukang tenga (du milieu) est sur le même pied qu'un Seïd (noble).

(1) *Sang Baya di Radja, Sang Outama di Radja*. Voyez, pour l'explication de ces deux titres, la note 1 de la page 423. *Sang Sakti di Radja*, «le puissant du roi.»

(2) Ce préambule forme le chapitre XVIII du code de Malaca. Voyez pag. 422.

(3) Voir, sur le rang et l'autorité du Bandhara, la note 7 de la page 392.

(4) *Mantri* منترى, «conseiller du prince, ministre d'état.»

ادڤون سکل اوق ڤراهو ايت ترسارة کڤد
توکڠ تڠه يڠ مڤورة سکل اوق ڤراهو ايت
جکلو دلاونن اوله اوق ڤراهو ايت مک دڤالو
دهداڤن تمڠڠوڠ يعني جورمودي دڠن
توجه کالي تناڤي عادت ممالو تياد تربوك
کتيڤن

Les gens de l'équipage sont à la disposition du Toukang tenga qui leur donne des ordres. Si quelqu'un d'entre eux se refuse à les exécuter, il doit être frappé en présence du Temengong, c'est-à-dire du Djouro moudi, de sept coups de bâton. La coutume, dans ce cas, est que les coups ne soient point appliqués avec le bras tendu.

مک يڠ ممالو ايت دڠن ستاهو توکڠ اڬوڠ
جکلو ملاون جوك مک دڬنتوڠ اوله تمڠڠوڠ
سرت منتري مک دسورة ڤالون تيڬ کالي
درڤد سورڠ ايت حکمن

Celui qui inflige cette punition ne doit pas le faire sans en avoir prévenu le Toukang agong, et si le coupable persiste dans sa désobéissance, le Temengong (Toukang agong) et le Mantri (Toukang de la proue) le suspendront et le feront frapper [dans cette posture] de trois autres coups.

حکم معلم ايت اوڤام حاکم ددالم لاوت
کارن اي مڠتهوي جالن

Le Ma'lim est en mer comme un Hakim (juge); c'est lui qui connoît et qui dirige la marche du [navire] (1).

باب فصل يڠ کدوا

CHAPITRE II (2).

جکلو سورڠ مود ٢ اتو تورن ڤنوکن
بربوت زنا ددالم جوڠ ايت جکلو اي سام
مرديهيك سڤرت حکم ددالم نکري جوك مک
لکلاك ايت دڤالو سراتس کالي دان ڤرمڤون
ايت دڤالو ليم ڤوله کالي اکن کنتي دندان

Si un Mouda-mouda ou bien un Touron penouken a des rapports criminels avec une personne du sexe à bord, et si les deux coupables sont de condition libre, la peine qu'ils encourent est la même que celle qui leur seroit applicable sur terre. L'homme reçoit cent coups de bâton, et la femme en reçoit cinquante, pour tenir lieu de l'amende.

ادڤون جکلو اي سام مود ٢ دندان ليم
امس حکمن

Si les deux coupables sont l'un et l'autre non mariés, ils payent une amende de cinq mas.

ادڤون جکلو اورڠ باييك لکلاك بربوت
زنا دڠن اورڠ کبياکن مک دتعزيرکن اتسن
مک دڤالو ليم ڤوله کالي جکلو دامڤون
داڤت جوك حکمن

Si un homme libre a commerce avec la femme de l'un des gens de l'équipage, il est condamné à subir le ta'zir, et de plus cinquante coups de bâton; si on veut lui pardonner, la loi le permet

جکلو هب ايت دڤاکي اوله توانن مک

Si c'est avec une femme esclave cohabi-

(1) La mention du Ma'lim est omise dans la liste des membres de l'équipage donnée au chapitre Ier du code de Malaca, mais son rang est déterminé dans le chapitre VIII de ce code, page 404 ci-dessus.

(2) Voir le chapitre II du code maritime de Malaca, page 394.

دهرڬاكن بودق ايت سڤرت اورڠ مردهيك
حكمن

باب فصل يڠ كتيك

حكم سڬل اورڠ يڠ منداڤت

جكلو سؤرڠ مود ٢ درڤد كلورك يڠ امڤون جوڠ ايت منداڤت اورڠلاري دتلق رنتو اتو ڤد بارڠ تمڤت يڠ امڤون جوڠ ايت جوك براوله دي حكمن

جكلو اي منداڤت امس اتو ڤيرق اتو بارڠ بند يڠ غرب ٢ دداڤتن اينڤون يڠ امڤون جوڠ ايت جوك براوله دي

جكلو كيوي دبهاڬي تيك سبهاڬين اكن يڠ منداڤت دوا بهاڬي اكن يڠ امڤون جوڠ ايت حكمن

جكلو تورن ڤنوكن منداڤت دبهاڬي دوا سبهاڬين اكن يڠ منداڤت سبهاڬين اكن يڠ امڤون جوڠ ايت

جكلو اورڠ برهوتڠ منداڤت اينڤون دبهاڬي دوا جوك

جكلو همب يڠ امڤون جوڠ ايت منداڤت يڠ امڤون جوڠ بولهكن دي حكمن

جكلو سڬل اوق ڤراهو منداڤت دڤادڠ اتو دڤولو دالم ڤكرجاءن مڠمبل ڤرڬاكس ڤراهو ايت مك دبهاڬي امڤت سبهاڬي اكن يڠ امڤون جوڠ ايت تيك بهاڬي اكن يڠ منداڤت ايت كارن دي اورڠباڽق حكمن

tant avec son maître, on paye à celui-ci la valeur de cette femme comme on le feroit pour une personne libre (1).

CHAPITRE III (2).

Les lois concernant les gens du navire qui trouvent des choses perdues [sont les suivantes] :

Si un Mouda-mouda de la famille du propriétaire du navire trouve un esclave fugitif, dans une baie, sur une côte, ou partout ailleurs, l'esclave trouvé appartiendra au propriétaire du navire.

S'il trouve un objet d'or ou d'argent, ou tout autre objet précieux (3), cet objet revient de droit au propriétaire du navire.

Si l'auteur de la découverte est un Kiwi, l'objet trouvé est divisé en trois parts, dont l'une est pour lui, et les deux autres pour le propriétaire du navire.

Si c'est un Touron penouken qui a découvert l'objet, cet objet se divise en deux parts, une pour l'auteur de la découverte, et l'autre pour le propriétaire du navire.

Si c'est un débiteur [attaché au service du navire], on fait deux parts de l'objet trouvé [l'une pour lui, l'autre pour le propriétaire du navire].

Si c'est un esclave du propriétaire du navire, celui-ci peut tout prendre pour lui.

Si les gens de l'équipage réunis trouvent un objet, dans une plaine ou une île, au moment où ils vont chercher ce qui est nécessaire au service du navire, l'objet trouvé se divise en quatre parts dont une est pour le propriétaire du navire, et les trois autres pour les auteurs de la découverte. C'est ainsi que la loi traite les gens de l'équipage.

(1) L'auteur du code Macassar et Bougui a adouci considérablement la disposition du code de Malaca, ch. II, p. 394 ci-dessus, en ce qui concerne les rapports criminels de deux personnes de sexe différent à bord.

(2) Voir le chapitre III du code maritime de Malaca, p. 397 ci-dessus.

(3) Littéralement : « étranger, » غرب. C'est un mot arabe.

جكلو منداقت اورغ لاري درقد نكري سوات كنكري سوات اقبيل برتمو دغن توانن سبهاكي هرك دتبوسن بارغ مان دبوان ايت يغمنداقت براولهكندى

Si l'on trouve un esclave qui s'est enfui d'un pays dans un autre, et que plus tard son maître vienne à être rencontré, celui-ci doit payer la moitié de la valeur de l'esclave, en quelque lieu qu'il ait été conduit par la personne qui l'a trouvé.

جكلو اورغ بناس دقولو اتو دلاوت مك دداقت كنا كُنتوغ لاير درقد سورغ ستاهيل امس جكلو عبدى دقنتاكن كقدان سقاه جوك كُنتوغ لاير دمكينله حكمن

Si des naufragés en détresse dans une île ou au milieu des flots sont recueillis, chacun d'eux devra payer pour le Gantong layar (1) [si c'est un homme libre] un tahel d'or; si c'est un esclave, un pawh. Telle est la loi.

ادقون مكانن ايت دقنتاكن دوا ريل درقد سورغ جكلو ببراق لمان سكاليقون ايت دمكين جوك حكمن

Quant à leur nourriture, il sera exigé d'eux deux piastres par individu; s'ils demeurent quelque temps dans le navire, on n'exigera pas davantage. Telle est la loi (2).

باب فصل يغ كامفت

CHAPITRE IV (3).

حكم سكل اورغ بعدت(4) قد يغ امقون جوغ ايت

La loi relative à ceux qui outragent de paroles le propriétaire de la jonque est que: si cette offense est commise par un Touron penouken, ou bien par un débiteur [attaché au service du navire], la punition est la même que celle qui leur seroit infligée pour une pareille offense commise envers le souverain. Ils sont condamnés à subir le ta'zir ou bien à être exposés à des affronts et à des insultes. On peut aussi leur pardonner; mais, dans ce cas, le jugement doit leur être jeté [à la face], comme un avertissement pour eux de ne plus retomber à l'avenir dans la même faute.

جكلو تورن فنوكن اتو اورغ برهوتغ حكمن سقرت اورغ بعدت اكن راج مك دتعزيركن اتسن اتو دبرى مالو دنست مك دامقون تتاقى حكم ايت دجاتهكن جوك كقدان سقاى جاغن دمكين لاك حكمن

برمول حكم اورغ دالم قليارن يغ داقت دبونه امفت قركار

La peine capitale peut être appliquée à bord des navires dans les quatre cas suivans (5):

قرتام ٢ جكلو اى بربوت جاهت اكن قرمقون يغ امقون جوغ ايت

1° Si quelqu'un se conduit mal envers la femme du propriétaire de la jonque.

كدوا قركار جكلو اى منورت دغن اورغ

2° Si un homme complote avec des gens

(1) Voyez, sur la signification des mots Gantong layar, la note 2 de la page 400.
(2) Ces deux dispositions se rattachent au chapitre IV du code maritime de Malaca, p. 400.
(3) Voir le chapitre V du code maritime de Malaca, p. 401.
(4) Je crois que ce mot est une altération de l'arabe بعن, « vil, mauvais. »
(5) Ce qui suit forme le chapitre VI dans le code maritime de Malaca, p. 402.

ددالم جوڠ ايت بربچران هندق اکن ممبونه
يڠ امڤون جوڠ ايت اتو ناخدا اتو توکڠ اتو
کيوي دبونه حکمن

de l'équipage en conférant ensemble pour ôter la vie au propriétaire de la jonque, ou au capitaine, ou aux Toukangs, ou bien aux Kiwis. La loi le condamne à mort.

کتيک ڤرکار جکلو ددالم ڤلايارن ايت
تياد اورڠ برسيسڤ کريس مک سؤرڠ
جوک برسيسڤ کريس لاکون ڤون لاين درڤد
اورڠ يڠباڽق ددالم ڤراهو ايت ايتڤون دبونه
حکمن

3° Si, pendant que l'on est en mer et que personne ne porte sur soi le kris, un homme prend cette arme et que ses actions aient un caractère d'étrangeté, eu égard à celles du reste de l'équipage, la loi veut qu'il soit mis à mort.

کأمڤت ڤرکار ساڠت جاهت لاکون لبه
درڤد اورڠباڽق ددالم ڤراهو ايت مک اي
مڽوره اکن ڤکرتين يڠ جاهت ايت دبونه
حکمن تياد ڤرکتاءن اتسن لاڬي

4° Lorsque quelqu'un montre dans ses actions une perversité extrême et plus grande que personne à bord, et qu'il décèle un mauvais caractère, il doit être mis à mort, après quoi il n'est plus question de lui.

باب ڤصل يڠ کليم

Chapitre V.

ادڤون جکلو سؤرڠ مود ٢ برکلاهي ددالم
جوڠ ڤلايارن مک کدوان مڠهونس کريس
دهداڤن يڠ امڤون جوڠ ايت مک دتڬه تياد
جوک دقبولکنن مک دسوره ڤالو سنجتان ايت
کدوان دامبل مک دتعزيرکن اتسن دبري
مالوکارن اي بعدت سڤاي جاڠن دمکين
لاڬي کمدين هارين

Si deux Mouda-mouda ont une querelle pendant que la jonque est en mer, et que tous les deux dégaînent leur kris en présence du propriétaire du navire, en repoussant toute tentative faite pour les retenir, ils doivent être condamnés à la bastonnade, à la confiscation de leur arme et à la peine du ta'zir. Cet opprobre leur est infligé pour s'être montrés rebelles [envers le chef de l'équipage] et afin qu'ils ne récidivent point à l'avenir.

جکلو مود ٢ برکلاهي دهولون کدوان
مک اي مڠهيلا سنجتان کبوريتن ملڠکاهي
تمباروڠ کباليروڠ اوڤام تمڤت دودق راج دبونه
حکمن کارن سکل ناخدا ايت راج دالم ڤراهو
ايت حکمن

Si deux Mouda-mouda ont une dispute à l'avant du navire, et que leurs armes lancées vers la poupe dépassent [les limites] du fond de cale et atteignent la cabine du chef du navire, lieu qui est assimilé à celui où siége le roi, leur crime mérite la mort, parce que les capitaines sont rois dans leur navire (1).

سبرمول جکلو اورڠ مڠمبل مودل اتو ممباو
هرت اورڠ ڤرجنجين تولڠ موسم مک ڤد انتار
ايت دبوان برلاير کنکري لاين جکلو داتڠ

Si quelqu'un reçoit un capital ou des marchandises destinées, en vertu d'un contrat, à aider une expédition maritime, et que dans l'intervalle le consignataire change la destination du voyage, et que la chose qu'il a reçue

(1) Cet alinéa et le précédent se rapportent aux alinéa 2 et suiv. du ch. xv du code de Malaca, p. 417.

سسوات چلا بناس اتس يڠ ممباو دݢنتي
هرت ايت سمواڽ دان لاڬ هرت بهاݢي لاب
ايت جكلو ببراڤ لماڽ سكاليڤون يڠ هرت ايت
تياد لبه درڤد ݢندا جوڬ حكمڽ

باب فصل يڠ كاانم

ڤري مڽتاكن ڤد مليهراكن اڤي ددالم
ڤليارن درڤد اورڠ يڠ برتوڤي ايت

جكلو سوده برماسق هندقله كام دڤادمكن
اڤي ايت كارن اڤي سوات بهاي يڠ امت
بسر دالم لاوت جكلو سوده كام برماسق مك
كام ڤادمكن اڤي ايت مك ڤد انتار ايت برڤال٢
مك ترباكر توڤي ايت مك ݢمڤرله اورڠ دالم
جوڠ ايت اڤبيل سوده ڤادم اڤي ابت مك
دحكمكن اتسڽ دوا كالي ممالو سؤرڠ ڤداڽ

ادڤون اكن تواننڽ ايت دبري امر يڠلاڬ
اكن داتڠ ايت جاڠن دمكين سڤاي ايڠت
اي اكن حال اڤي ايت

باب فصل يڠ كتوجه

حكم اورڠيڠ منچوري

جكلو اورڠ بايك ٢ منچوري امس ڤيرق
اتو كاين بارڠسباݢين حكمڽ سڤرت حكم
نݢري جوڬ

جكلو همب اورڠ منچوري مك دباو كڤد
تواننڽ مك ڤد انتار ايت تاهو تواننڽ اكن
همباڽ ايت منچوري مك تياد دكتاكنڽ ڤد

soit détériorée, il est responsable et tenu d'en donner l'équivalent en entier, et de plus une partie du profit [qu'il auroit fait]. Lors même qu'un intervalle de temps assez considérable [se seroit écoulé depuis qu'il a éprouvé cette avarie], il ne seroit tenu jamais que de restituer le double [du capital ou des marchandises perdues] (1).

CHAPITRE VI.

De la surveillance à exercer sur le feu en mer de la part des gens chargés de préparer les vivres.

Après que vous aurez préparé vos alimens, vous devez éteindre le feu, car le feu est un malheur terrible en mer. Si, après que vous avez préparé vos alimens et que vous avez éteint le feu, un incendie vient à se manifester, que la cuisine soit consumée, et que par suite le trouble et le désordre règnent dans l'équipage, lorsque l'incendie aura été éteint, celui qui en est l'auteur doit être frappé de deux coups de bâton par chaque homme de l'équipage.

Quant au maître de l'esclave coupable de cette faute, il recevra l'injonction, pour l'avenir, de ne point laisser un semblable accident se renouveler, et de mettre toute son attention à surveiller le feu (2).

CHAPITRE VII.

Du vol.

Si un homme de condition libre dérobe des objets d'or ou d'argent, des étoffes ou tout autre objet de cette nature, il doit être puni d'après la loi établie sur terre (3).

Si un esclave vole un objet et l'apporte à son maître, et si, sur ces entrefaites, celui-ci apprend que cet objet a été volé par son esclave, et s'il a négligé d'en informer le propriétaire de la jonque, ou le capitaine, ou bien les

(1) Conf. l'extrait du code maritime de Malaca, d'après le ms. D, pag. 426.
(2) Ce chapitre forme le premier alinéa du chapitre xv du code maritime de Malaca, pag. 416 ci-dessus.
(3) Voyez la note 1 de la page 428 ci-dessus.

يڠ امڤون جوڠ ايت اتو ڤد ناخدا اتو ڤد
توكڠ كمدين مك تاهو يڠ امڤون جوڠ ايت
چلان ايت حكمڽ هبان ايت دكودڠ دان
توانڽ ايت ددندا سڤرت دندان اورڠ
منچوري كارن يڠ منچوري دڠن يڠ منارة هرت
ايت سام جوك حكمڽ

Toukangs, et si ensuite le propriétaire de la jonque apprend cette mauvaise action, la loi condamne l'esclave à l'amputation d'un membre, et son maître à payer l'amende à laquelle sont assujettis les voleurs eux-mêmes; car le recéleur et le voleur sont coupables également, suivant la loi.

باب فصل يڠ كدولاڤن

CHAPITRE VIII (1).

حكم سڬل اورڠ برهوتڠ منورتكن كڤد
يڠ امڤون جوڠ ايت

Des débiteurs attachés au service du propriétaire de la jonque.

جكلو بلوم ڬنڤ تيك تاهن تياد اي بوله
منڠڬلكن يڠ امڤون جوڠ ايت دان جكلو
بلوم سمڤي تيك تاهن مك اي ممباير امس ايت
دڬنداكن ڤدان دان بارڠيڠ اد مودلڽ ايت
دچوكي سڤوله دامبل سات حكمڽ

S'il n'y a pas trois ans révolus qu'ils sont entrés à son service (2), ils ne peuvent le quitter; mais si, avant l'expiration de ce terme, ils désirent acquitter leur dette, ils doivent rendre le double, et de plus payer sur le capital emprunté, quelle qu'en soit la quotité, une indemnité d'un sur dix.

ادڤون حكم معلم

Du Ma'lim (3).

جكلو معلم ايت ممبل تلوڠن سڤرت
استعادت سبله ڤيتق اكن تلوڠن معلم
ايت تيك تاهيل اتو دوا تاهيل امس اكن
ڤيتق معلم اڠين ايت سهڠك ڤلاسن كارن
معلم اڠين ايت ماسق ڤد معلم بسر حكمڽ

S'il reçoit dans la cargaison un Touloung-gan (4), comme c'est l'usage, on lui alloue la moitié d'un pétak ou bien la valeur d'une somme qui varie de trois à deux tahels d'or. Quant à la portion du Ma'lim du vent, elle va jusqu'à un demi-pétak, car il vient immédiatement après le Ma'lim en chef.

ادڤون سڬل ڤركنتوڠن ايت سڤرت بوتن
دان تمبيرڠ ترسارة كڤد توكڠ اڬوڠ دان توكڠ
تڠه دان توكڠ كانن دان توكڠ كيري سرته

Tous les agrès, tels que les câbles et les haubans sont placés sous l'inspection du Toukang-agong, du Toukang tengah, du Toukang kanen et du Toukang kiri. Ces officiers doivent recommander à chacun des matelots de

(1) Voir le code maritime de Malaca, chap. VII, p. 403 ci-dessus.

(2) Le code de Malaca porte trois ans trois mois trois jours.

(3) Ce chapitre n'est pas numéroté dans le manuscrit; il répond au chapitre VIII du code maritime de Malaca, ci-dessus, page 404.

(4) Voyez sur ce mot la note 2 de la page 404.

كتان تڠݢوڽ سکل اورڠ ڤراهو ايت ماسيڠ٢
ڤد جباتنڽ ايت هندقله اي حاضر دسان
سيڠ مالم دمكينله عادتڽ

prendre soin des agrès, chacun suivant ses attributions, et ils doivent se trouver présens à leur poste de jour comme de nuit. Telle est la coutume.

مك هندقله معلم سرت دڠن توكڠ اڠوڠ
دان توكڠ تڠه دان توكڠ كانن دان توكڠ
كيري منجاݢاكن سکل يڠ مماڠڠ جباتن ايت
مك بارڠسياڤ تياد دتمڤتڽ ايت دڤالو اي دڤتارن
لاوڠ توجه كالي اوله توكڠ تڠه دمكين حكمڽ

Le Ma'lim, de concert avec le Toukang agong, le Toukang tenga, le Toukang kanen et le Toukang kiri, a la surveillance des hommes qui remplissent ces fonctions sur le navire : celui de ces hommes qui n'est pas à son poste doit subir, dans le lieu où est placé le cabestan, sept coups de bâton, qui lui sont donnés par le Toukang tenga. Telle est la loi.

باب فصل يڠ سمبيلن

Chapitre IX (1).

حكم اورڠ بركيوي اتس امڤت ڤركار

Des chargeurs (Kiwis).

ڤرتام جكلو كيوي ممبلي ڤيتق

كدوا كيوي تياد ممبلي ڤيتق سهيڠݢ
منولڠ ناخدا جوك تيݢ تاهيل اتو امڤت
تاهيل امس مك دبريڽ ڤيتق اوله ناخدا اكن
هرݢ امس ايت

[Leur engagement dans une entreprise maritime peut avoir lieu] sous les quatre conditions suivantes :

1° En achetant une portion (pétak) dans le chargement;

2° En n'achetant pas de pétak, mais en ajoutant au capital du capitaine trois ou quatre tahels d'or, et en recevant du capitaine, en retour de cette somme, des pétaks.

كتيݢ ڤركار كيوي مولي كيوي نمان مڠيسي
ڤيتق دولاڤن اتو توجه ڤيتق مك برجنجي
اكن چوكيڽ سراتس انم ريال اتو سراتس ليم
ريال دامبلن اوله يڠ امڤون جوڠ ايت

3° Le Kiwi nommé Mawla kiwi (2) remplit huit ou bien sept pétaks [de ses marchandises], en s'engageant à payer comme droits six piastres, ou bien cinq piastres pour cent, au propriétaire de la jonque.

كامڤت ڤركار كيوي مولي كيوي اي سهيڠݢ
برجنجي دچوكي سڤولوه اس اتو سڤولوه دوا
دمكين جوك حكمڽ

4° Le Kiwi Mawla kiwi s'engage seulement à payer un droit de un ou bien de deux pour dix. Telle est la loi.

اداڤون اكن ناخدا ايت بارڠ سسوات
كرج دلاوت مك هندقله مشاورت دڠن سکل
كيوي يڠ ممبلي ڤيتق ايت دمكينله حكمڽ

Les capitaines, dans toutes les affaires qui peuvent survenir en mer, doivent s'entendre avec les Kiwis qui ont acheté des portions dans le chargement. Telle est la loi.

(1) Voir le code maritime de Malaca, c. IX, p. 407. — (2) Mawla kiwi مولی كيوی, le chef des Kiwis.

باب فصل يڠ كسفوله

حكم جوڠ سامر برلاير دلاوت ڤد انتار
ايت مك كنا اڠين ريبت مك برلڠݢر جوڠ
ايت مك سبوه بناس اداله تقصيرن يڠ
ملڠݢر ايت مك دحكمكن ڤاڠ كارم دبهاݢى
تيك سبهاݢى دكننتين دوابهاݢى هيلڠ حكمن

CHAPITRE X (1).

Il est de règle pour les jonques qui voyagent de conserve et qui, frappées de vents violens, s'entrechoquent, que, si l'une des deux est endommagée, la faute retombe sur le navire qui l'a choquée, et que la perte des pauvres naufragés soit divisée en trois parts, dont l'une est au compte des auteurs de l'accident, et les deux autres sont perdues [pour le navire qui a éprouvé cet accident].

باب فصل يڠ كسبلس

حكم عادت جوڠ ايت ڤد بالى لنتڠ دان
بالى بوجر

ادڤون بالى لنتڠ ايت تياد بوله دودق
دسان اڤبيل اد ڤكرجاءن بسر مك داڤت
دودق دسان بر هيمڤن ٢ جكلو اد اوق ڤراهو
دودق دبالى لنتڠ ايت ساله دڤالو لم كالى

ادڤون ڤد بالى بوجر ايت تمڤت سكل
مود ٢ برماين دسان جكلو اوق ڤراهو
دودق كبالى بوجر ايت ساله دڤالو تيك كالى

دان اكن ڤتارن لاوڠ اينڤون تياد سياڤ
داڤت دودق دسان ملينكن ناخدا اتو مود ٢
يڠ ڤون تمڤت ايت جكلو اوق ڤراهو دودق
دسان ساله دڤالو انم كالى كارن تمڤت ايت
تمڤت توكڠ اڬوڠ جوك

دان اكن الڠ موك داتس يعنى انجڠ ٢ ايت
تياد سياڤ بوله دودق دسان كارن تمڤت توكڠ
تڠه كيرى كانن جكلو اوق ڤراهو دودق ڤد
تمڤت ايت ساله دڤالو تيك كالى حكمن

CHAPITRE XI (2).

Voici les lois traditionnelles qui règlent l'entrée dans le Balei lentang et dans le Balei boudjor.

Il est défendu d'aller s'établir dans le Balei lentang. Lorsque l'on a néanmoins une affaire très-importante, il est permis d'y entrer et de s'y rassembler. Si donc un matelot se permet de s'y établir, il se rend coupable et doit être puni de cinq coups de bâton.

Le Balei Boudjor est le lieu où les Mouda-mouda se rassemblent pour se livrer à leurs divertissemens. Si un matelot entre dans ce lieu, il est coupable et doit être frappé de trois coups de bâton.

L'entrée du lieu où est le cabestan n'est permise qu'au capitaine et aux Mouda-mouda, auxquels ce lieu appartient. Si donc un matelot y entre, il se rend coupable et doit recevoir six coups de bâton. Ce lieu est aussi affecté au Toukang agong.

Quant à la partie du bâtiment appelée Alang mouka, c'est-à-dire les cabines supérieures, personne n'a le droit d'y mettre le pied, car c'est le lieu du Toukang tenga, du Toukang kiri et du Toukang kanen. Si un matelot enfreint la défense qui l'en exclut, il se rend coupable et doit recevoir trois coups de bâton.

(1) Voir le code maritime de Malaca, chap. XI, page 409 ci-dessus.
(2) Voir le code maritime de Malaca, chap. XII, p. 411 ci-dessus.

58.

باب فصل كدوا بلس

CHAPITRE XII.

حكم كيوى ايت بوله اى منند سمڤن ڤچيل سبوه اكن تمڤت مغمبل ائير دان كايو اڤي

Les Kiwis pourront remorquer un petit canot qui leur servira à aller chercher de l'eau et du bois à brûler (1).

دان حكم سڬل اورڠ يڠ بركيڤڠ ايت اكن تبوسن دالم جوڠ ايت جكلو تبوس ايت لارى مك هرڬان اتس اورڠ يڠ بركيڤڠ ايت مڠڬنتى حكمن

Si les gens de l'équipage chargés de veiller sur les esclaves dans la jonque en laissent un s'enfuir, ils sont responsables de cette perte et tenus de la réparer (2).

جكلو عبدى اورڠ بركيڤڠ ايت دڤالو انم ڤوله كالى

Si la faute provient du fait d'un esclave d'un homme de garde, cet esclave recevra soixante coups de bâton.

مك بارڠ سياڤ سوده لڤس درڤد جڬان بركيڤڠ ايت هندقله دشهيدكن مك دسارهكن ڤد يڠ اكن ڬنتين ايت

Les hommes qui auront fini leur temps de garde sont tenus d'en donner avis et de livrer le poste aux hommes qui sont appelés à les remplacer.

دان جكلو جوڠ ايت دكت ڤولو اتو ڤراهو لارت اتو تردمڤر كبتيڠ اتو ڤد كارڠ سبب كتيدرن الڤ اكن جڬان مك مود ٢ ايت دتعزيركن دليهت ڤدرن جكلو عبدى دڤالو دوا ڤول كالى

Si un navire est porté contre une île, ou chasse sur ses ancres, ou bien s'il échoue sur un bas-fond ou sur un banc de corail, parce que [les hommes de garde] dorment ou négligent de veiller, les Mouda-mouda [de service] sont condamnés à subir le ta'zir, suivant la nature de leur faute. Si [l'accident provient de la négligence] des esclaves de garde, ils reçoivent chacun vingt coups de bâton.

جكلو كائيرن جوڠ ايت مك تياد اى مڠڬرقكن اورڠ برتمبه ٢ ائيررواڠ ايت مك دڤالو ليم بلس كالى

Si l'eau s'amasse à fond de cale, les hommes de garde qui négligent de faire travailler ceux qui sont chargés de pomper l'eau du fond de cale doivent être punis de quinze coups de bâton.

دان جكلو اورڠ بركيڤڠ مك داتڠ ڤراهو درسان سين دكت كارڠ ايت مك اى تيدر تياد ايڠت مك اورڠلاين داتڠ منڬر ڤراهو ايت مك دڤالو توجه كالى حكمن

Si, pendant que les hommes sont de garde, le navire va et vient dans le voisinage d'un banc de corail, parce que ces hommes sont endormis et que leur vigilance est en défaut, et si d'autres gens viennent les avertir, les coupables doivent être punis de sept coups de bâton.

(1) Ceci appartient évidemment au chapitre IX ci-dessus, p. 458. Cf. le code de Malaca, chap. XII, *ad fin.*

(2) Cet alinéa et les cinq suivans se retrouvent avec quelques modifications dans le chapitre XIII du code de Malaca.

ادڤون عادت. ڤنجم منجم ڤراهو اتو
بارڠسباڬين اتس جنجي جوك جكلو
كدوان تياد برجنجي مليڠكن دنيلى اتس
هرك بند ايت سبهاڬى هيلڠ سبهاڬى تمبل
دمكين حكمن

Les prêts de navires et, en général, de toutes les embarcations, sont constatés par un engagement passé entre les parties contractantes. S'il n'y a point eu d'engagement, mais que l'embarcation prêtée ait été l'objet d'une estimation, la moitié de la valeur [à laquelle cette estimation a été portée] est perdue [pour le prêteur]; l'autre moitié lui est payée. Telle est la loi (1).

باب فصل يڠ كتيك بلس

Chapitre XIII.

ادڤون استعادت حكم اندڠ٢ سكل ناخدا
دان معلم دان توكڠ اتو مودا٢ دان اوق ڤراهو
سموان دڠن سڤرتين

La loi traditionnelle consignée dans les Ondang-ondang [porte que] les capitaines, les Ma'lims, les Toukangs, les Mouda-mouda et les matelots se conformeront tous sans exception aux prescriptions qui les concernent (2).

ادڤون حكم ايت اڤبيل برلاير مك ترسارة
سكلين الت ڤركاكس ايت كڤد توكڠ اڬوڠ دان
توكڠ تڠه بايك دان جاهتن سموان دان سكل
اورڠ دالم جوڠ ايت ترسارة كڤد ناخدا سرت
دڠن ستاهو معلم

Voici quelles sont ces prescriptions.

Lorsqu'on est en mer, tous les objets qui constituent l'équipement du navire sont livrés au Toukang agong et au Toukang tenga, qui en examinent le bon ou le mauvais état. Tous les hommes de l'équipage sont soumis aux ordres du capitaine et à la direction du Ma'lim (3).

جكلو اكن برلاير مك بركات معلم ايت
كڤد توكڠ تڠه بارڠكالى دسورهن برلاير مك
بركرهله توكڠ تڠه بركيڤڠ اكن منغكوهي تالى
ببوتن دان تمبيراڠ دان تالى باهو كيري كانن
تالى كلت كيري كانن تالى تراجو كيري
كانن ايت

Lorsque le temps de mettre à la voile sera venu, le Ma'lim en préviendra le Toukang tenga, et celui-ci convoquera [tous les hommes] et veillera à ce qu'ils préparent les agrès, les cordages qui servent à tenir les mâts, les bras des vergues de droite et de gauche (4), etc.

دان جكلو اڤى ماكن توڤى ددند جكلو
عبدى توانن ممباير امڤت ڤاكو ڤيتس جاوا
دان جكلو تياد دبرى اوله توانن مكد ڤالو
امڤت ڤوله كالى دتمبارواڠ

Si le feu vient à se déclarer dans la cuisine, et si c'est un esclave qui l'y a mis, son maître sera condamné à payer comme amende quatre pakou pétis de Jawa; et si le maître s'y refuse, l'esclave recevra quarante coups de bâton dans le fond de cale (5).

(1) Je n'ai point trouvé de dispositions semblables dans le code de Malaca.

(2) Cf. le préambule du code maritime de Malaca, page 391 ci-dessus.

(3) Cf. code maritime de Malaca, chap. I, pages 392 et suiv.

(4) Cf. code maritime de Malaca, chap. VIII, page 405.

(5) Cf. code maritime de Malaca, chap. XV, page 421.

دان جکلو چوري دالم برکيڤڠ ايت مك دڤالو رامي٢ دوا کالي سسأورڠ حکمڽ

Si un objet est volé pendant le temps de garde, chaque homme recevra deux coups de bâton de tout l'équipage.

دان جکلو اورڠ برکلاهي دالم جوڠ ايت مك اي منتق تمبيراڠ اتو تالي ساوه دداندا امڤت ڤاکو ڤيتيس جاوا

Si des hommes se disputent dans la jonque et que, dans la contestation, ils endommagent les haubans ou le câble de l'ancre, ils payeront une amende de quatre pakou pétis de Jawa (1).

دان جکلو اي برکلاهي در هلوان مڠهونس کريس لال کتڠه سهڠڬ لاير دبونه جکلو ترتڠکڤ دداندا سلڤس ليم ڤاکو ڤيتيس جاوا

Si des gens en dispute sur la partie antérieure du vaisseau tirent leur kris, et s'avancent au milieu du navire jusqu'à la voile, ils doivent être mis à mort; mais si l'on parvient à les arrêter [auparavant], ils payeront une amende d'un laksa cinq pakou pétis de Jawa.

دان جکلو کيوي برکلاهي دڠن ناخدا مك اي لاري کبوريتن اينڤون مات حکمڽ ترتڠکڤ دداندا جکلو اي بربنر دريڽ اکن سالهڽ ليم ڤاکو ڤيتيس جاوا دان کربو سئکر دان تواق سنتاين حکمڽ

Si un Kiwi se dispute avec le capitaine et qu'il s'avance avec précipitation jusqu'à l'arrière du navire, il mérite la mort. Mais s'il peut être arrêté [avant d'être allé jusque-là], on se contente, s'il fait l'aveu de sa faute, de lui imposer une amende de cinq pakou pétis de Jawa, d'un buffle et d'une jarre de touak (2).

دان جکلو اورڠ برڬورو دڠن ڬنديك اورڠ مك کڤناءن ڤد اورڠباڽق حکمڽ دتمڤهکن ڤداڽ هرڬاڽ ايت

Si un homme prend des familiarités avec une femme esclave cohabitant avec son maître, et cela à la vue de l'équipage, il doit être condamné à payer la valeur de cette femme (3).

دان جکلو جوڠ برلاير مڽوسر تانه جاوا جکلو سوده ناخدا مناور دڠن ايت مك دتبوس اورڠلاين دالم ڤراهو ايت حکمڽ دامبل اوله ناخدا مك دڤولڠکن امسڽ يڠ منبوس ايت

Si une jonque s'approche des côtes de Jawa, et que, le capitaine étant entré en marché avec [des habitans] de cette île, des gens de sa jonque viennent sur ses brisées et achètent l'esclave qu'il avoit en vue, la loi accorde au capitaine la faculté de prendre cet esclave pour lui, en remboursant à l'acquéreur le prix que celui-ci avoit payé (4).

جکلو دبريڽ تاهو سکاليڤون مك دکهنداکي

En donnant connoissance du marché [au

(1) Voir, pour cet article et le suivant, le chapitre xv du code maritime de Malaca, chap. xv, page 417.

(2) Le *touak* تۏق, appelé *toddi* par les Anglais, est une liqueur fermentée qui provient du fruit du cocotier et d'autres arbres de la famille des palmiers. Le touak nouveau est doux et ne porte point à la tête; on le nomme alors *nira* نير. L'arak et le touak sont tous deux interdits par la loi religieuse des Malays; on sait que l'Alcoran défend l'usage de toute liqueur spiritueuse. On nomme aussi *nira* ou *touak anaw* تواق انو le suc qu'on tire de l'anau (*borassus gomutus*, Loureiro), et qui forme la meilleure espèce de vin de palmier.

(3) Cette disposition n'est qu'une répétition de celle qu'on lit au chapitre ii du présent code, pag. 452.

(4) On peut comparer cet alinéa et les suivans avec le chapitre xvi du code maritime de Malaca, p. 419.

اوله ناخدا دافت جوك دبريكن اوله اورڠ
دالم ڤراهو ايت حكمن

capitaine], s'il désire prendre l'esclave pour lui, il le peut : l'esclave lui est cédé par la personne de son navire [qui l'a acheté].

دان جكلو اورڠ داتڠ ممباو دڬاڠن بارڠ ٢
سسوات بند مك دبلي اوله كيوي ايت تياد
ستاهو ناخدا حكمن دڤولڠكن جوك هرڬان

Si des hommes viennent pour offrir des marchandises ou tout autre objet précieux, et qu'un Kiwi les achète à l'insu du capitaine, celui-ci [peut les prendre pour lui] en remboursant le prix que le Kiwi a payé.

ادڤون جكلو اورڠ منبوس ايوت ايوتن
دالم جوڠ ايت جكلو تياد ستاهو ناخدا مك
دامبلن سهاج اوله ناخدا حكمن

Si un des hommes du navire achète des femmes comme esclaves, à l'insu du capitaine, celui-ci prend pour lui ces femmes, sans donner aucun dédommagement.

جكلو ناخدا هندق سڠڬه دتلق رنتو اتو
دڤولو هندقله ناخدا ايت مشاورت دڠن
اورڠباپق جكلو تياد مشاورت اد بارڠ سسوات
تقصير ناخدا ايت

Lorsque le capitaine désire relâcher dans une baie, sur une côte ou bien dans une île, il doit [préalablement] se réunir en conseil avec tout l'équipage. L'omission de cette formalité le constituerait en faute.

دان جكلو ناخدا ايت ميبرڠ هندقله
ناخدا ايت بربچار دڠن اورڠ باپق دالم جوڠ
ايت اڤبيل سام سوك مك هندقله ميله تالي
سمڤن يڠ تڠه

S'il désire passer d'un rivage à l'autre, il faut aussi qu'il consulte l'équipage, et s'il y a acquiescement à sa proposition, il fait disposer le câble le plus fort du canot.

باب فصل يڠ كامڤت بلس

CHAPITRE XIV (1).

حكم جكلو سلامت جوڠ كجاوا اكن حقن
درڤد سات ڤيتق لم راتس ڤيتس جاوا ڤد
سڤيتق دان لاير دوا لاجور دان روتن سڬالوڠ

Lorsqu'un navire arrive à Jawa, les droits à payer pour chaque pétak sont de cinq cents pétis, deux voiles et un paquet de joncs rotins;

ادڤون حق سلامت جوڠ كبيم انم راتس
ڤيتس جاوا ڤد سڤيتق دان لاير دوا لاجور
دان روتن ستڠه ڬالوڠ

A Bima (2), de six cents pétis de Jawa, deux voiles et un demi-paquet de joncs rotins;

ادڤون حق سلامت جوڠ كتيمر توجه
راتس ڤيتس جاوا ڤد سڤيتق دان لاير دوا
لاجور دان روتن سڬالوڠ

A Timor (3), de sept cents pétis de Jawa, deux voiles et un paquet de joncs rotins;

(1) Les tarifs contenus dans ce chapitre se retrouvent dans le code maritime de Malaca, pag. 429.

(2) Bima est un district situé dans la partie nord-est de l'île de Sambawa (vulgairement appelée Cambawa), peuplée, en grande partie, par une colonie de Bouguis, originaire de Célèbes.

(3) Timor, île située à l'est de Jawa et au nord de la Nouvelle-Hollande.

ادفون حق سلامت جوڠ مڠكاسر اوبت
بديل دوا ݢنتڠ ڤد سڤيتق دان لاير تيك
لاجور دان روتن دوݢالوڠ

A Mangkassar (1), deux gantangs de poudre à canon, trois voiles et deux paquets de joncs rotins;

ادفون حق سلامت جوڠ كتنجوڠ ڤورانم
راتس ڤيتس جاوا ڤد سڤيتق دان لاير دوا
لاجور روتن سݢالوڠ

A Tandjong Poura (2), six cents pétis de Jawa, deux voiles et un paquet de joncs rotins.

باب فصل يڠ كلم بلس

CHAPITRE XV.

حكم جكلو كتانه جاوا منبوس ڤد
سڤيتق دوا بلس اورڠ

Pour des esclaves achetés à Jawa, les droits à payer seront calculés sur un nombre de douze hommes par pétak;

ادفون جكلو مڠكاسر ڤد سڤيتق سڤوله اورڠ

A Mangkassar, sur un nombre de dix hommes par pétak.

ادفون بارڠ دمان تمڤت نݢري برنياك جوڠ
ايت ملينكن اتس دولاڤن ڤيتق جوك
خراجت نݢري ايت حكمن

Partout ailleurs où une jonque se livrera au commerce, les droits de douane [à payer] seront calculés sur un tonnage de huit pétaks par jonque.

ادفون حكم اورڠ برهوتڠ ڤد يڠ امڤون
جوڠ ايت جكلو هندق تورن دتلق رنتو اتو
دنݢري جك اي برمودل دچوكي سڤوله اس
دامبل

Les débiteurs [attachés au service de la jonque] qui désirent descendre dans une baie, sur une côte ou dans un pays quelconque, doivent, dans le cas où ils auroient un capital engagé dans l'entreprise, payer un pour dix sur ce capital.

ادفون خراجت نݢري ايت لڤس درڤدان

Ils n'auront plus alors à acquitter aucun droit de douane.

دان جكلو اي تياد برمودل مك اي ممبري
كتورنن سبسر٢ن هڠك سڤاه امس جوك
حكن ملينكن اتس قدرن اورڠڽيت جوك
سامس اتو دوا امس

S'ils n'ont point de capital engagé dans l'entreprise, on leur accorde de quitter le navire en payant une indemnité qui peut aller environ jusqu'à un pawh d'or. Néanmoins, eu égard à leur position, on peut exiger d'eux seulement un ou deux maş (3).

دان جكلو جورمودي سبسر٢ن ستڠه
تاهيل اتو سڤاه دان جكلو جورباتو سبسر٢ن
هڠك سڤاه اتو دوا امس حكن

Si c'est un Djouro moudi [qui demande à quitter le navire], l'indemnité à payer par lui peut varier d'un demi-tahel à un pawh. Si c'est un Djouro batou, l'indemnité à laquelle il est soumis peut varier d'un pawh à deux mas (4).

(1) Mangkassar, vulgairement Macassar, royaume situé sur la côte sud-ouest de l'île Célèbes.

(2) Tandjong Poura, nom d'un promontoire dont j'ignore la position géographique.

(3) Ceci doit être rattaché au premier alinéa du chapitre VIII. Cf. cod. marit. de Malaca, chap. VII.

(4) Il est nécessaire de se rappeler ici que le tahel se divise en quatre pawhs, lesquels contiennent chacun quatre mas.

باب فصل يڠ كأنم بلس

حكم سکل اورڠ يڠ ممبواڠ دلاوت دالم ڤليارن

تتكال كنا ريبوت طوفان مك هندقله مشاورت جوك دهولو دالم ڤراهو ايت مڠيكوت اتس مودل ماسڠ ٢

جكلو تياد دمكين ايت تقصير اتس ناخدا ايت حكمن

دان جكلو جوڠ ايت كنا لنتڠ ڤاير حكمن اتس ڤاو يڠباپق سام كنا ماو بسر كچيل ڤرمڤون لكلاك سام باپقن

برمول ادڤون حكم اورڠ يڠ دبرى ڤمڤاڠن اڤبيل تياد سمڤى كڤد تمڤت يڠ دمقصودكن ايت جكلو سبهاڬى جالن سكاليڤون دڤولڠكن جوك حكمن

ادڤون حكم سازمواتن اوق ڤراهو ايت سكوين دان ساران اورڠ تورن ڤنوكن دوا كوين تتاڤى جوڠ ايت بوك امڤت اتو بوك تيڬ دمكين دان جكلو جوڠ بوك تڠه تيڬ ساران اوق ڤراهو تڠه كوين دان ساران اورڠبايك ٢ ايت انم راتس دمكينله حكمن

باب فصل يڠ كتوجه بلس

حكم جكلو موسم كاسڤ مك يڠ امڤون جوڠ ايت لمبت برلاير مك دننتي اوله كيوي

CHAPITRE XVI.

Du jet à la mer.

Lorsqu'un navire est surpris par une violente tempête, il faut qu'au préalable tout l'équipage se réunisse en une assemblée, dans laquelle l'importance relative des votes est déterminée d'après le capital engagé par chacun dans l'entreprise.

Si le capitaine néglige cette précaution, il est en faute (1).

Si un navire est abordé par le travers, la loi veut que le dommage soit partagé par tous ceux [qui montent le navire qui a occasionné le choc], grands et petits, hommes et femmes, tous sans distinction (2).

Il est établi par la loi, à l'égard des passagers, que, s'ils n'atteignent point la destination qu'ils s'étoient proposée, et s'il leur reste encore la moitié du chemin [à faire], on leur rendra la totalité de l'argent [qu'ils ont payé].

La portion attribuée aux matelots dans le chargement du navire est d'un koyen, celle des Touron pénouken de deux koyens, en admettant, comme base de cette allocation, que l'ouverture du navire varie entre quatre et trois [brasses]. Si l'ouverture du navire est de deux [brasses] et demie, les matelots reçoivent une allocation d'un demi-koyen. Celle des hommes non esclaves est de six cents [gantangs]. Telle est la loi (3).

CHAPITRE XVII (4).

Lorsque la mousson est déjà avancée, que le propriétaire du navire retarde de mettre à la voile, les Kiwis attendront sept jours. Si,

(1) Voir le code maritime de Malaca, chap. x, page 409 ci-dessus.
(2) Voir le code maritime de Malaca, chap. xi, page 409 ci-dessus.
(3) Cet alinéa forme le chapitre xvii du code maritime de Malaca, p. 421.
(4) Ce chapitre correspond au chapitre xix du code maritime de Malaca, p. 423.

ايت توجه هاري جكلو تياد جوك ناخدا
ماو برلاير تقصير اتس ناخدا ايت

جكلو هابس سوده موسم تياد لاك مك
دكباليكن هرك ڤيتق ايت كڤد كيوي حكمن

دان جكلو كيوي ايت لمبت تورن مك
موسم سوده كاسڤ مك دننتي توجه هاري
ستله كنڤ توجه هاري ايت مك لال دتڠݢلكن
اوله ناخدا كيوي ايت سواتڤون تياد ڤركتاءن
لاك حكمن

دان جكلو اد سكاليڤون موسم مك ناخدا
سڬر اي هندق برلاير مك دبرين تاهو سرت
جنجي كيوي ايت توجه هاري اتو لم بلس
هاري مك تياد جوك كيوي ايت تورن هاري
ايت دتڠݢلكن اوله ناخدا حكمن

باب فصل يڠ كدولاڤن بلس

جكلو كيوي ايت تورن دتلق رنتو هيلڠ
سهاج هرك ڤيتق ايت تياد بوله ددعوا ڤد
ناخدا حكمن

جكلو اد سسوات سببن درڤد بربنته
بركلاهي مك هندقله تورن مك دكباليكن هرك
ڤيتق ايت ستڠه

دان جكلو كيوي ايت امت بربنتاهن
دالم ڤراهو دڠن ناخدا هارسله دكباليكن
سمولن سڤاي سڬر اي تورن

سبرمول حكم جكلو اوق ڤراهو ساكت
هارس دننتيكن لم هاري اتو توجه هاري

après ce délai, le capitaine diffère encore, la faute retombe sur lui.

Si, par suite de ces délais, la mousson est entièrement passée, l'argent payé par les Kiwis pour les pétaks qu'ils ont affrétés doit leur être restitué.

Si les Kiwis diffèrent de se rendre à bord et que la mousson soit près d'expirer, il leur est accordé un délai de sept jours : après quoi le capitaine peut mettre à la voile sans attendre les retardataires, et sans qu'ils aient aucune réclamation à exercer ultérieurement contre lui.

Si la mousson est en cours et que le capitaine désire partir promptement, il doit en donner avis aux Kiwis, en convenant avec eux d'attendre un délai qui peut varier de sept à quinze jours; et si ceux-ci ne sont point prêts pour s'embarquer au jour fixé, le capitaine est libre de partir sans eux.

CHAPITRE XVIII.

Si un Kiwi s'arrête dans une baie ou sur une côte, il perd par ce fait seul l'argent qu'il a donné pour sa part dans le chargement, et il n'a aucune action contre le capitaine (1).

Si un Kiwi désire quitter le navire par suite de querelles et de contestations, on lui rend la moitié de la somme qu'il a payée.

Mais si un Kiwi se montre, à bord, excessivement querelleur à l'égard du capitaine, qu'on lui rende son argent en entier, afin qu'il puisse s'en aller le plus promptement possible.

Si un homme de l'équipage tombe malade, on attend pour lui de cinq à sept jours, et si alors il n'est pas rétabli, et que les matelots

(1) Cet alinéa et les deux suivans correspondent au chapitre XIX du code maritime de Malaca.

جكلو تياد اى بته مك بركات سكل اوق ڤراهو
اى بچاركيت اكن ايررواغ اين مات سبله مك
هندقله اى مغات منچارى اورغ داوڤهن
اكن تنتاڤى تياد بوله اوق ڤراهو ايت داوڤهن
كارن اى تياد بوله منغكوغ كرج دوا

ملينكن ناخدا جوك يغ بوله داوڤهن دان
جكلو تياد بوله اورغيغ داوڤهن ملينكن
سارن ايت دبهاݢيكن ڤد سكل اوق ڤراهو
ايت مك ماسغ ٢ مولڤكن مودل موتن ايت

disent : «Pourquoi viderions-nous l'eau du «fond de cale, n'ayant qu'un seul œil [c'est-«à-dire, dépourvus du secours de l'homme «malade]?» ils doivent être autorisés à chercher et à prendre un homme à gages [pour remplacer le matelot hors de service]. Cet homme ne peut être aucun de ceux de l'équipage, parce qu'il ne pourroit faire l'ouvrage de deux.

Le capitaine a le droit d'engager ce remplaçant; mais s'il ne juge point que cela soit nécessaire, la portion du matelot malade est répartie entre les autres matelots, lesquels se partagent individuellement le capital qui formoit sa part dans le chargement.

CODE BOUGUI (*a*).

[illegible] (2) [illegible] (1) [illegible]
[illegible] (3) [illegible]
(6) [illegible] (5) [illegible] (4) [illegible]
(8) [illegible] (7) [illegible]
[illegible] (11) [illegible] (10) [illegible] (9) [illegible]
[illegible] (12) [illegible]
[illegible]

Les quatorze chapitres qui suivent forment les lois maritimes établies, par le jurisconsulte Amana Gapa, dans le pays de Macassar (1), l'an de l'hégire mil quatre-vingt-sept (A. J. 1676), le lundi, dixième jour du mois de Moharrem.

(13) [illegible] 1.
[illegible] (14) [illegible]
(17) [illegible] (16) [illegible] (15) [illegible]
[illegible] (18) [illegible]
[illegible]

Premier Chapitre, dans lequel on fixe le tarif du fret et passage à bord des navires allant :

De Tchenrana (2) à Pasir (3), cinq réaux;

De Tana Wougui (4) à Sambawa (5), cinq réaux;

(*a*) Je me suis suffisamment expliqué sur ce code, pages 377 et suiv. Je me borne à faire observer ici que M. Dulaurier, auteur de la traduction, ayant cru nécessaire, ainsi que je l'ai dit page 384, de rédiger un assez grand nombre de notes philologiques et historiques, on a dû, pour éviter des difficultés typographiques insurmontables, rejeter ces notes à la suite du document dans lequel elles seront indiquées par une série de chiffres pour le texte et une autre pour la traduction.

De Tchenrana à Bandjar (6) ou à Mampawa (7), ou bien à Samarang (8), cinq réaux;

De Tchenrana à Djakâtra (9), six réaux;

De Tchenrana à Palembang (10), six réaux;

Ou à Djohor (11), six réaux pareillement.

Chapitre II. Tarif des prix du fret et passage à bord des navires partant :

De Djohor pour Pérak (12), de Pérak pour Tranganou (13), pour Poulo Laout (14), six réaux;

De Poulo Laout pour Kédah (15), sept réaux;

Ou bien pour Âtcheh (16), sept réaux également;

De Sambawa pour Salamparang (17), cinq soukous (18);

De Gima (19) pour Salamparang, cinq soukous;

De Sambawa pour Bali (20), deux réaux;

De Sambawa pour Mangarei (21), deux réaux;

De Sambawa pour Balambangan (22), deux réaux;

De Sambawa pour Boutoun (23), cinq réaux.

Chapitre III. Tarif des prix du fret et passage sur les navires allant :

De Sambawa à Mounak (24), cinq réaux;

De Sambawa à Pasir, cinq réaux;

De Sambawa à Bandjar, cinq réaux;

De Sambawa à Samarang, quatre réaux;

De Sambawa à Djakatra (Batavia), cinq réaux;

De Sambawa à Mampawa, cinq réaux pareillement;

De Sambawa à Bencoulen (25), six réaux;

De Sambawa à Palembang, six réaux pareillement;

De Sambawa à Djohor, six réaux.

4.

Chapitre IV. Tarif des prix du fret et passage sur les bâtimens faisant le trajet,

De Kédah à Sambawa, sept réaux;

De Sambawa à Atcheh, sept réaux pareillement;

De Pasir à Kaïli (26), quatre réaux;

(22)

De Pasir à Samarang, quatre réaux;

De Bali à Pasir, quatre réaux;

De Pasir à Bandjar, trois réaux;

De Mandar (27) à Pasir, trois réaux;

De Pasir à Solor (28), cinq réaux;

De Pasir à Mampawa, cinq réaux;

De Pasir à Djakatra, cinq réaux;

De Pasir à Bencoulen, six réaux;

De Pasir à Palembang, six réaux;

De Pasir à Djohor, six réaux;

De Pasir à Tranganou, six réaux pareillement.

5. Chapitre V. Tarif des prix du fret et passage,

De Pasir à Kédah, sept réaux;

De Pasir à Atcheh, sept réaux pareillement;

De Manille (29) à Pasir, six réaux;

De Mampawa à Samarang, trois réaux;

De Mampawa à Bandjar, trois réaux;

De Mampawa à Palembang, trois réaux;

De Mampawa à Djohor, trois réaux;

De Mampawa à Poulo Laout, trois réaux;

De Mampawa à Bornéo (30), trois réaux;

De Mampawa à Djakatra, cinq réaux;

De Mampawa à Bencoulen, cinq réaux;

De Mampawa à Silangor (31), cinq réaux;

De Mampawa à Pérak, cinq réaux;

De Mampawa à Malaka (32), cinq réaux;

De Mampawa à Kédah, six réaux (33).

Chapitre VI. Le prix du fret et passage sur les navires allant de Mampawa à Atcheh est de six réaux.

Voici maintenant d'autres lois maritimes rédigées par le jurisconsulte Amana Gapa et agréées par les habitans du pays de Macassar. Les espèces métalliques ne payent pas de fret si la somme est au-dessous de cent dix réaux; au-dessus de cette somme, les droits à percevoir sont d'un demi pour cent. L'or monnayé ou en poudre paye également un demi pour cent, s'il est pris comme marchandise.

Les passagers ne peuvent quitter le navire si le chef n'a pas reçu le prix du fret en entier. De plus, ils sont tenus d'aider à vider le bâtiment de l'eau dont il pourroit se remplir, ainsi qu'à l'amarrer : ils ne sont point libres de leur engagement avant que le navire n'ait été désarmé, jusqu'à la campagne suivante. Néanmoins, s'ils insistent pour être mis à terre, ils en ont le droit; mais le fret de tous ceux qui, dans ce cas, quittent le navire, doit être payé, au préalable, suivant le tarif fixé (34).

Chapitre VII, dans lequel le jurisconsulte Amana Gapa établit la manière de dresser les chartes-parties et les conditions qui en règlent l'exécution.

Si le propriétaire du bâtiment en confie la charge et le commandement à un agent, ou bien s'il le loue pour la saison, en choisissant lui-même le Djouro batou et le Djouro moudi, ainsi que l'équipage, et en fournissant les armes et les provisions nécessaires, suivant la force de son navire, et que ce navire souffre des avaries ou se perde par la négligence de l'équipage, etc. celui-ci est obligé,

dans ce cas, à tenir compte de ces avaries ou de cette perte, les parts affectées à la rémunération du Djouro batou et du Djouro moudi étant prélevées, ainsi que les frais faits pour l'équipement et l'entretien du navire (35).

Chapitre VIII, où l'on stipule les indemnités qui sont dues en cas de dédit des parties contractantes.

Si l'armateur qui loue le bâtiment se charge du soin de fournir le Djouro moudi, le Djouro batou, l'équipage et l'approvisionnement, alors le propriétaire et le capitaine ont droit chacun à une portion égale qu'ils prennent après que le Djouro moudi et le Djouro batou ont reçu la leur, et après que les frais de l'armement ont été prélevés.

Chapitre IX, relatif à la fixation de la part qui revient aux personnes qui concourent à l'expédition.

Si le propriétaire du navire en confie le soin à un capitaine, et que ce dernier procure le Djouro moudi, le Djouro batou et l'équipage, le profit est alors divisé en trois portions égales. Deux sont attribuées au propriétaire du navire, et une au capitaine ou à l'armateur qui a pris le bâtiment en location pour l'expédition. Mais, préalablement à toute division des bénéfices faits, les parts affectées au Djouro moudi et au Djouro batou, ainsi que les frais de l'expédition, doivent être prélevés (36).

Chapitre X, qui traite de la division des lots entre les diverses parties prenantes.

Si le propriétaire fournit le Djouro moudi,

et si le capitaine choisit le Djouro batou, et que tous les deux concourent également aux dépenses de l'enrôlement de l'équipage, aux frais d'armement et d'approvisionnement, etc. dans ce cas, les bénéfices sont divisés en deux parties égales, après toutefois que le Djouro moudi et le Djouro batou ont été payés, et que les dépenses du navire ont été soldées. Si l'armateur qui fait l'expédition fournit le Djouro moudi, le Djouro batou, l'équipage et l'approvisionnement, etc. alors les bénéfices sont répartis en trois lots égaux : deux sont réservés à l'armateur et un au propriétaire, la part qui revient au Djouro batou et au Djouro moudi, ainsi que les frais de l'expédition, étant payés avant tout. Si un contrat ou un engagement a eu lieu, avant l'expédition, entre le propriétaire et l'armateur, dans ce cas, la loi n'a pas à intervenir dans leurs rapports respectifs ; dans l'hypothèse contraire, la loi règle leurs droits comme il a été déterminé ci-dessus (37).

(38)

11.

Chapitre XI. Tarif des prix du transport des esclaves (38) sur les bâtimens de la marine bouguie :

De Tchenrana à Pasir, pour un homme, un réal ; pour une femme, six soukous ;

De Tchenrana à Sambawa, pour un homme, un réal ; pour une femme, six soukous ;

De Tchenrana à Bandjar ou à Mampawa, ou bien encore à Samarang, pour un homme, un réal ; pour une femme, six soukous ;

De Tchenrana à Bencoulen, pour un homme, cinq soukous ; pour une femme, sept soukous ;

De Tchenrana à Djakatra, pour un homme, cinq soukous ; pour une femme, sept soukous.

12.

Chapitre XII. De Tchenrana à Djohor, pour un homme, cinq soukous ; pour une femme, sept réaux ;

De Tchenrana à Pérak, de Pérak à Tranganou, pour un homme, cinq soukous; pour un femme, sept soukous;

De Poulo Laout à Kédah ou bien à Atcheh, pour un homme, six soukous; pour une femme, deux réaux;

De Sambawa à Salamparang, pour un homme, un soukou; pour une femme, deux soukous;

De Gima à Salamparang, pour un homme, un soukou; pour une femme, deux soukous.

13.

Chapitre XIII. De Sambawa à Bali, pour un homme, trois tahels (39); pour une femme, cinq tahels;

De Sambawa à Mangarei, pour un homme, trois tahels; pour une femme, cinq tahels;

De Sambawa à Balambangan, pour un homme, deux soukous; pour une femme, trois soukous;

De Sambawa à Boutoun, pour un homme, un réal; pour une femme, six soukous.

14.

Chapitre XIV, dans lequel on traite des droits et de l'autorité du capitaine à bord.

Le capitaine est roi lorsque le navire est en mer, et sa volonté est une loi absolue de laquelle il n'y a pas d'appel. Néanmoins, si le Djouro moudi, le Djouro batou et l'équipage entier tombent d'accord dans une question ou une affaire, à l'unanimité des voix, ils peuvent l'emporter sur la volonté du capitaine. Le Djouro moudi et le Djouro batou ont le rang de premiers ministres à bord. Si quelque contestation s'élève parmi les gens de l'équipage, le capitaine, le Djouro moudi

[Buginese script] (39) [Buginese script]

et le Djouro batou s'assemblent en conseil, et décident sur l'affaire portée devant eux; et s'ils prononcent une condamnation capitale, elle doit être mise à exécution irrévocablement. Aucun des jugemens rendus en mer ne peut être cassé lorsque le vaisseau est de retour au port. Si un combat ou un meurtre surviennent parmi les gens de l'équipage, et que le fils du roi s'y trouve enveloppé, ou bien si un homme de condition libre tue le fils du roi, dans les deux cas, le capitaine demeure innocent lorsqu'il rentre au port, et cela en vertu du pouvoir qui lui a été délégué par le roi (40).

NOTES DU TEXTE.

(1) [Buginese script] *sŏpoulo*h, dix; malay, سڤوله; javanais-ñgoko, *sapoulouh;* madécasse, *foulou, poulou;* tagala, *polo, pouo;* dialecte de Tonga, *foulou, oulou;* nouveau-zélandais, *oudou;* tahitien, *hourou.* Le mot bougui *sŏpoulo*h est composé du préfixe numéral *sŏ*, malay et javanais سا *sa* (contracté de ساتو, un); et de *poulo*h, dix, malay, ڤوله.

(2) [Buginese script] *ŏpa*h, quatre; malay, امڤت; javanais-ñgoko, *papat.*

(3) [Buginese script] *rilaou*k, en mer. Ce mot se compose de la préposition préfixe [Buginese script] *ri,* en malay د *di,* et de [Buginese script] *laou*k, mer; malay, لاوت; javanais-ñgoko, *lawout.*

(4) [Buginese script] *matŏwaei,* jurisconsulte, littéralement : « un praticien, *a practitioner in law.* »

(5) [Buginese script] *amana,* « père », titre d'honneur donné à un homme recommandable par son âge ou par sa science.

(6) [Buginese script] *ritana.* Le mot *tana* est le malay تانه, le javanais *tanah.*

(7) [Buginese script] *hadjŏrŏnei;* c'est l'arabe حجرة accru d'une terminaison bouguie.

(8) [Buginese script] *sesŏbou,* mille, composé du préfixe numéral *se,* et de *sŏbou,* mille; en javanais, *kewou;* en madécasse, *arivou.*

(9) [Buginese script] *aroua,* cent. On ne trouve l'analogue homophone de ce mot que dans le nouveau-zélandais et le tahitien, deux des dialectes océaniens où cent se dit *raou.* Cf. le Tableau des noms de nombre de la famille océanienne dans l'ouvrage de Guill. de Humboldt, intitulé : *Ueber die Kawi Sprache auf der Insel Java*, tom. II, pag. 265.

(10) [Buginese script] *poulona,* dix; et deux mots plus loin : [Buginese script] *sŏpoulona;* c'est le mot *poulo*h, dix, accru d'une finale.

(11) [Buginese script] *pitou,* sept; javanais, *pitou;* madécasse, *fitou;* tagala, *pito;* dialecte de Tonga, *fitou;* nouveau-zélandais, *wiou;* tahitien, *hitou;* dialecte d'Hawaii, *hikou.*

(12) [Buginese script] *mouharram;* c'est le mot arabe محرّم, « le mois de moharrem. »

(13) *moula moulaï*, « en premier lieu », réduplication du mot *moula*, dans un sens adverbial, comme en malay مول ٢, « premièrement, dans le principe »; sanscrit, मुल ; javanais-kromo ou haut-javanais, *moulo*, « commencement, principe, origine, cause ».

(14) *masouk*, partir; malay, ماسق, javanais, *masouk*, entrer.

(15) *nalaok*, « aller en mer, mettre à la voile »; racine, *laouk*, mer.

(16) *lima*, cinq; malay, ليما; javanais, *lima;* madécasse, *dimi, limi;* tagala, *lima;* dialecte de Tonga, *nima;* nouveau-zélandais, *dima;* tahitien, *rima;* dialecte de Hawaii, *lima*.

(17) *riala;* portugais, *real*. Suivant l'éditeur du Code of Bugis maritime laws, le *real* vaut un shelling neuf deniers sterling. Le *real*, en malay, ريل, se prend pour la piastre d'Espagne ou le dollar.

(18) *tanah wougi*, « le pays des Bouguis. »

(19) *önöng*, six; malay, انم; javanais, *nem;* madécasse, *enine, enem;* tagala, *anim;* dialecte de Tonga et nouveau-zélandais, *ono;* tahitien, *fene;* dialecte de Hawaii, *ono*.

(20) *ripolo*, mot composé de la préposition de lieu *ri*, « dans, vers, à », et de *polo*, écrit un peu plus loin *poulo*, île; malay, ڤولو; javanais-ñgoko, *poulo*.

(21) *doua*, deux; malay, دوا; madécasse et tahitien, *roua;* dialecte de Tonga, *oua;* nouveau-zélandais, *doua;* dialecte de Hawaii, *loua*.

(22) *patan*, quatre; malay, امڤت; javanais, *papat;* madécasse, *effato, effat;* tagala, *apat*.

(23) *seratoui*, cent, composé de la préfixe numérale *se*, qui indique l'unité, et de *ratoui;* malay, سراتس; javanais, *satou;* madécasse, *zatou*.

(24) *sipasimang*, fret; racine, *sima*, d'où *simana*, *masima*, *risima;* même signification.

(25) *si-tongai*, une moitié, une demie; de , préfixe numérale indiquant l'unité, et *tongai*, moitié; malay, ستڠه; javanais, *satĕngngah*.

(26) *owange;* malay, اوڠ et واڠ, du japonais *bang*, espèces monnoyées, richesses.

(27) *tölouh*, trois; javanais-ñgoko, *telou;* madécasse, *telou;* tagala, *tatlo;* dialecte de Tonga, *tolou;* nouveau-zélandais, *todou;* tahitien, *torou*.

(28) *timbarowang-öna;* malay, تمبرواڠ.

(29) *ri-soukar-ana*, difficulté, peine, embarras. On trouve en malay la racine سوكر, javanais, *souker*, qui signifie : « difficile, compliqué, difficulté, peine, perplexité. »

(30) *tomanoumpange*, passager à bord d'un navire. C'est la racine malaye تمڤڠ, « avoir « le passage à bord d'un navire ou d'une embarcation quelconque. »

(31) *wanoua*, pays, contrée; malay, بنو; tahitien, *fenoua*, même signification.

(32) *ma-sama-tourou*, être d'un avis unanime. C'est un composé de la préfixe verbale *ma*, et de deux mots dont les analogues se trouvent en malay et sont سام (sanskrit, सम), ensemble, d'accord, et تورت, suivre, se conformer à.

(33) *pounae*, son, sien, propre; malay, ڤون, mot qui se place le plus souvent comme particule terminale, et exprime la possession.

(34) *tourou;* malay, تورت, suivre, se conformer à, imiter.

(35) *ki-djouromoudi-wi*, avec le djouro moudi; malay, جورمودى, le timonnier.

(36) *ki-djourobatou-i*, avec le djouro batou; malay, جورباتو, celui qui se tient à l'avant du navire, et qui est chargé du service des ancres.

(37) *balancha-na;* malay, بلنج, gage, paye, solde, dépense, prix de la main-d'œuvre.

(38) *rousa;* malay, روسق, javanais-ñgoko, *rousak*, abimer, ravager, détruire.

(39) *pa-bitchara*, mot composé de la préfixe *pa*, et de *bitchara;* malay, بچار (sanskrit, विचार), discours, conférence, affaire, procès.



NOTES DE LA TRADUCTION.

(1) Le royaume de Macassar est situé vers l'extrémité sud de la partie occidentale de l'île Célèbes. Ce royaume, qui, avant la conquête des Hollandais, en 1667, et encore probablement à l'époque de la rédaction de notre document, étoit tellement uni avec ceux de Tello, Sandrabong, Tanete et Tellolimpa, qu'il ne formoit avec eux qu'un seul et même empire, s'étendoit de Boele-Boele, dans la baie de Boni, jusqu'à la pointe de Lassem (Lassoa des cartes hollandaises), et de là à l'ouest jusqu'à la pointe de Tauratte ou Tannakeke; puis de là, en suivant la côte ouest au nord, jusqu'à Tanete ou Agenoudje, et dans l'intérieur du pays jusqu'au royaume actuel de Boni et à Soping. Comme Macassar étoit autrefois le plus puissant royaume de Célèbes, et qu'il forme la partie de l'île que les Européens ont le mieux connue, son nom sert quelquefois à désigner toute l'île Célèbes.

(2) Tchenrana, ville située sur la rivière de ce nom, laquelle coule à l'extrémité sud de Célèbes. Elle formoit autrefois la limite des royaumes de Boni et de Louwou. Elle prend sa source sur le versant septentrional de la montagne Bontain et coule au nord jusqu'à Mario, où, inclinant au nord-est, elle traverse une partie du pays de Soping; puis de là, tournant à l'est, elle entre dans celui de Wadjou, après avoir reçu un courant navigable de Laout-sala (lac d'eau douce). En sortant du territoire de Wadjou, elle suit une direction sud-est et se décharge dans la baie de Boni, quelques milles au-dessous de la ville de Tchenrana. Cette rivière est navigable pour des bateaux jusqu'à Mario, et pour des navires (*prahou*) de cinq à six *koyens* de tonnage, jusqu'à Laout sala.

(3) Nom d'un royaume situé sur la côte sud-est de Bornéo, et dont le chef-lieu, Pasir, est placé sur la rivière du même nom. L'embouchure de cette rivière forme la baie de Pasir. Les indigènes y sont très-peu nombreux, mais il y a une quantité considérable de marchands bouguis qui se sont emparés de la rivière, et par conséquent de tout le commerce. Voir la description de l'île Bornéo par J. C. Radermacher, dans les *Verhandelingen van het Batav genootschap*, tom. II, pag. 57.

(4) [illegible] *tana ougi*, le pays des Bouguis. C'est, à proprement parler, toute la partie de l'île Célèbes qui s'étend depuis Boni jusqu'à Louwou, et qui comprend quatre états considérables, Louwou, Boni, Wadjou et Soping, tout le long du côté occidental de la baie de Boni et jusqu'au centre de l'île. C'est dans ce pays qu'est parlé le dialecte bougui.

(5) Sambawa, l'une des îles situées à l'est de Jawa, à 150 milles au sud-ouest de Célèbes et entre les îles Lombok et Florès. Elle est entre le 8e et le 9e degré de latitude sud, et a 60 milles hollandais (de 15 au degré) de largeur, de l'est à l'ouest. Les petits états qui divisent l'île de Sambawa sont : Bima, Sambawa, Dompa, Tambora, Sangar et Papekat.

(6) Bandjar, ou Bandjar-massing, nom du royaume le plus considérable et le plus puissant de toute l'île Bornéo, et situé sur la côte sud. Les Hollandais y vinrent pour la première fois faire le commerce en 1706. En 1747, ils s'y établirent d'une manière définitive et formèrent avec le chef de ce royaume une alliance qui s'est maintenue jusqu'à ce jour. La rivière, qui est très-considérable, permet à des vaisseaux tirant de douze à treize pieds d'eau, de remonter jusqu'à Bandjar-massing, où il se fait un commerce considérable de poivre, de poudre d'or, de diamans, etc.

(7) Mampawa, lieu dans la partie sud-ouest de l'île Bornéo, ayant pour chef le Panambahan Mousanoul Madri. Le pays de Mampawa renferme les mines d'or de Matrado et de Mandour, les plus riches de cette partie du globe. Il s'étend fort loin dans l'intérieur; ses limites sont d'à peu près 70 milles du nord au sud de la rivière Soungei-raiah à Sillaca, et de 80 milles de l'ouest à l'est, c'est-à-dire de la mer aux monts de Matrado, chaîne escarpée et très-élevée. C'est à leur pied qu'est placée Matrado, ville principale. Les habitans du pays sont presque tous des Chinois, adonnés au travail des mines. L'état de Mampawa a une population totale de 24,000 âmes, et obéit à un sultan soumis aujourd'hui à l'autorité des Hollandais, qui ont là un établissement.

(8) Samarang, chef-lieu d'un district du même nom, sur la côte nord-est de Jawa, et divisé en dix-sept cantons. La résidence de Samarang comprend 25,000 milles (hollandais) carrés. Elle s'étend du 110° 7′ jusqu'au 111° 5′ de longitude ouest*, et du 6° 38′ jusqu'au 7° 32′ de latitude sud. Samarang touche au nord à la mer de Jawa, à l'est à la résidence de Japara, de Rembang, de Sourabaya et de Sourakarta, au sud à la résidence de Sourakarta et de Kadou, et à l'ouest à la résidence de Kadou de Bandjou-maas et de Pekalongan. La population de Samarang se compose de Javanais, d'Européens, de Chinois et d'Indous. Le nombre des Javanais s'élève environ à 400,000, celui des Européens à 700, celui des Chinois à 1,600, et les autres à 300. La ville de Samarang étoit autrefois le centre d'un commerce considérable.

(9) Djakatra, ville de l'île de Jawa, sur les ruines de laquelle Batavia a été bâtie en 1619. Batavia, capitale de la résidence de ce nom et de toutes les Indes néerlandaises, est située sur la côte nord de Jawa, par 6°10′ 20″ de latitude sud et 106° 53′ 50″ de longitude ouest. Cette ville, placée dans une position commerciale

* Cette longitude, ainsi que toutes celles qui se trouvent dans les notes suivantes, sont calculées à partir du méridien de Greenwich, point de départ adopté aujourd'hui par les géographes anglais et hollandais, dans les ouvrages desquels ces notes ont été prises en très-grande partie.



admirable, est très-malsaine à cause des marais qui l'entourent. Elle est environnée d'un canal formé par la rivière Tchiliwong. La ville de Batavia possède tous les établissemens d'utilité publique qui recommandent nos cités d'Europe. Elle est divisée en vingt-quatre quartiers. D'après les derniers relevés officiels des Hollandais, sa population est de 55,000 âmes, parmi lesquelles on compte 16,000 Chinois habitant dans la partie sud-ouest un quartier appelé Kampong-tchina.

(10) Palembang est une ville située sur une grande rivière qui a son embouchure dans la partie orientale de Sumatra. C'étoit autrefois un marché pour l'étain que produit l'île de Banca. Ce royaume étoit jadis sous la dépendance des souverains de Bantam, qui réunissoient ainsi sous leur empire toute la partie occidentale de l'île de Jawa et la partie orientale de Sumatra. Aujourd'hui Palembang, ainsi que toute l'île de Sumatra, appartient aux Hollandais, en vertu du traité conclu par eux en 1824 avec l'Angleterre.

(11) Djohor, royaume situé à l'extrémité sud de la péninsule de Malaca et appartenant aujourd'hui aux Anglais. Il est borné par la rivière Sedilly-Besar, qui le sépare de Pahang à l'est, et par le Cassang, petite rivière qui le sépare du territoire de Malaca à l'ouest. Le royaume de Djohor comprend les îles voisines situées des deux côtés de la péninsule, et celles qui s'étendent dans la mer de Chine, entre le 104° et le 109° de longitude ouest. Il embrassoit autrefois toute la partie de la côte de Sumatra qui s'étend entre Siao et Djambi. Par le traité conclu en 1824 entre l'Angleterre et la Hollande, il a été stipulé que toutes les îles qui se trouvent au sud de Singapore, dans un espace de dix milles, seroient sous la domination nominale du souverain de Djohor, le sultan de Lingga.

(12) Pérak, royaume situé dans la partie occidentale de la péninsule de Malaca. Il est séparé, au nord, du royaume de Kédah, par la rivière Krian qui se jette dans le détroit de Malaca par 5° 10′ nord; au sud, du royaume de Salangor, par un faible cours d'eau appelé Rounkoup, lequel se trouve un peu au nord de la rivière Birnam, par 3° 59′ nord. La chaîne des montagnes primitives qui court du centre de la presqu'île malaye jusqu'à Point Romania, près Singapore, forme les limites qui divisent Pérak d'avec les royaumes de Tranganou et Pahang, situés sur le côté opposé de la péninsule. Suivant le capitaine Glass, le territoire dépendant du souverain de Pérak va jusqu'à 50 lieues dans l'intérieur : son étendue, tout le long de la côte, est de plus de 120 milles.

(13) Tranganou ou Tringanou, situé sur la côte orientale de la presqu'île de Malaca, est un royaume qui a pour limites l'état de Pahang et la rivière Basout qui le sépare de celui de Kalantan. A l'est, la mer de Chine baigne ses côtes, tandis qu'à l'ouest il est borné par les montagnes qui le séparent du royaume de Pérak. La population de Tranganou est de 30,000 âmes environ. La ville principale, située à l'embouchure de la rivière de ce nom, est grande et peuplée de 15 à 20,000 Malays et d'environ 600 Chinois.

(14) Poulo-Laout, île située près de la côte sud-ouest de Bornéo, entre 3° 7′ et 4° 2′ de latitude sud, et entre 113° 56′ et 114° 11′ de longitude est.

(15) Kédah, royaume situé sur la côte occidentale de la péninsule malaye, s'étend depuis la rivière de Trang (7° 20′ latit. N.) jusqu'à celle de Krian qui le sépare de Pérak. La rivière Trang séparoit autrefois cet état du royaume de Siam. La chaîne de montagnes qui s'élève au milieu de la péninsule, sur une largeur de 130 milles, forme ses limites du côté du royaume de Patani, qui occupe le côté opposé de la presqu'île. A l'ouest, Kédah est borné par la province de Wellesley et la mer. Sa longueur moyenne est de 150 milles, sur 30 milles de largeur, et sa superficie de 4,500 milles carrés. La population est de 21,000 âmes environ, ce qui fait un peu moins de 5 personnes par mille carré.

(16) Atcheh, ou Achem suivant l'orthographe européenne, est un royaume qui occupe l'extrémité nord-ouest de l'île de Sumatra. Son étendue, dit Marsden, ne va pas, rigoureusement parlant, au delà d'environ 40 à 50 milles dans l'intérieur, au sud-est et un peu plus loin sur la côte, quoique anciennement cet état s'étendît jusqu'à Indrapoura et à Ticou. Un lieu appelé Carty, non loin de la rivière Batou-Bara, forme ses limites sur la côte orientale. Les villes principales comprises dans cet espace sont Pédir, Samerlonga et Pasay. Sur la côte occidentale il s'étend jusqu'à Barros, point entre lequel et Atcheh on trouve Tappous, Sinkell, Tampat Touan, Labouan Hadji, Sousou, Nalabou, Arigas et Dayah. L'intérieur du pays, depuis Atcheh jusqu'à Sinkell, est divisé en trois districts ou contrées, savoir: Allas, Riah et Carrow. Sur une rivière qui se décharge près de la pointe nord-ouest ou cap d'Atcheh, environ à deux milles de son embouchure, et dans une vaste vallée qui s'élève en amphithéâtre entre deux chaînes de montagnes, est la capitale, qui porte le nom d'Atcheh (W. Marsden, *History of Sumatra,* t. II, ch. XIX). Cette ville a été dans les anciens temps le centre d'un commerce très-considérable, et ses souverains déployèrent, dans la lutte qu'ils soutinrent, aux XVIe et XVIIe siècles, contre les Portugais établis à Malaca, des ressources qui témoignent des richesses immenses qu'ils possédoient. (Voir l'ouvrage cité page 363, note 1.)

(17) L'île de Salamparang, nommée aussi Lombok, et séparée de Sambawa par un détroit, est entre les 8° et 9° latitude sud. Elle a environ 53 milles anglais de long sur 40 de large, et, comme toutes les autres îles de la Sonde, elle renferme de hautes montagnes parées d'une verdure perpétuelle. Cette île est très-peuplée et ses habitans sont plus civilisés que la plupart des autres insulaires leurs voisins à l'est. Un grand nombre des habitans de Salamparang sont originaires de Bali et de Sambawa et ont conservé la plupart des coutumes apportées par les colonies indoues qui vinrent, dans les premiers siècles de notre ère, se fixer dans l'Archipel d'Asie et qui y introduisirent leurs institutions civiles et religieuses. Les habitans de Salamparang font un grand commerce avec les autres îles de l'Archipel d'Asie et particulièrement avec Jawa et Bornéo. L'île a deux villes principales, Appinan ou Ampinnan, à l'ouest et dans le détroit de

Lombok, et Bali ou Loboadji, à l'est et dans le détroit d'Allas. (Voir M. Walckenaer, *Monde maritime*, tom. IV de l'éd. in-18, pages 4-6.)

(18) Le soukou est la quatrième partie du réal, valant 54 centimes de notre monnaie. En malay, سوكو désigne le quart d'une piastre ou dollar.

(19) Gima; c'est évidemment une mauvaise leçon, il faut lire Bima بيما. Bima, l'un des petits états qui divisent l'île de Sambawa, y est situé dans le nord-est de cette île. La baie de Bima s'enfonce dans les terres en une courbure profonde et majestueuse; mais l'approche de la ville est difficile à cause d'un banc de sable vaseux qui s'étend à trois quarts de lieue de la côte. En 1811, le sultan de Bima était Abdoul Ahmed et le nombre de ses sujets étoit, dit-on, de 80,000. Bima est à 45 milles au sud de Macassar, et l'on peut, avec un bon navire, faire en tout temps de l'année la navigation de l'un de ces deux points à l'autre.

(20) Bali, petite île à l'est de Jawa et dont elle est séparée par un détroit très-resserré et dangereux. Elle est située entre les 8° et 9° de latitude sud. Sa longueur est de 70 milles sur 35 de large. Une chaîne de montagnes traverse Bali de l'ouest à l'est, où elle se termine par le pic de Bali. C'est au pied de ce pic et au milieu d'une plaine riche et bien cultivée que s'élève Karang-Assem, la plus considérable des villes que l'île renferme. Bali est divisé en huit états, indépendans les uns des autres et gouvernés par autant de chefs différens. L'île de Bali a conservé la religion et les lois que les Indiens du Dekkan apportèrent autrefois dans l'Archipel d'Asie et qu'ils y firent prédominer jusqu'à l'introduction de l'islamisme, vers le commencement du XIII[e] siècle. Le culte de Brahma est encore en vigueur à Bali; le peuple y est partagé, comme dans l'Inde, en différentes castes, et les veuves se jettent toutes vivantes dans la flamme du bûcher destiné à consumer le cadavre de leurs maris.

(21) Mangarei est un des noms de l'île désignée quelquefois par ceux d'Ende et de Florès. Elle a environ 200 milles de long sur 40 ou 50 de large. L'intérieur en est peu connu; il est montagneux et couvert de bois. Mangarei s'étend de 119° 55′ jusqu'au 123° de longitude ouest, et du 7° à 9° de latitude sud. Cette île a pour limites, au nord, la mer de Jawa; à l'ouest, le détroit de Florès; au sud, l'Océan indien, et à l'ouest le détroit de Mangarei.

(22) Balambangan; c'est le nom d'une rivière et d'un district situés dans la partie orientale de l'île de Jawa et nommés aujourd'hui Bangouvangi. Ce n'est que depuis une cinquantaine d'années que ce pays a été soumis par les Hollandais; auparavant, il formoit une principauté gouvernée par un prince particulier qui, chassé par les Hollandais, se retira et mourut dans l'île de Bali. Le détroit de Bali, qui sépare cette île de Jawa, prend quelquefois le nom de détroit de Balambangan. Il se peut bien aussi que le rédacteur du tarif bougui ait entendu l'île de Balambangan, située sur le côté nord-ouest de Bornéo, au nord de la baie de Maloudou, et par les 7° 15′ de latitude sud et 116° de longitude est. Cette île, qui est inhabitée, a un sol très-fertile et boisé.

(23) Boutoun ou Bouton, île située au sud de Célèbes, entre les 122° 30′ et 123° 12′ de longitude ouest, et entre les 4° 30′ et 5° 45′ de latitude sud. Elle a 17 milles (hollandais) de long sur 3 milles de large. L'île de Bouton, qui se nommoit autrefois Bolio, dépendoit du roi de Ternate, l'une des Moluques. La mère de Marhoum, roi de Ternate, qui occupoit le trône en 1465, étoit de Bouton. Les Hollandais y arrivèrent en 1602 et depuis ils s'en sont rendus maîtres. L'île de Bouton est élevée et très-boisée. Sur la côte est s'ouvre une très-grande baie, qui se nomme Dwaal-baei (Baie de l'égarement). (Roorda van Eysinga, *Aardbeschijving van Nederlandsche Indië*, page 130, et Valentyn, *Oud en nieuw oost Indiën*, I[er] vol. II[e] partie, page 82.)

(24) Mounak, que je n'ai trouvé mentionné sur aucune carte ni dans aucun livre relatif à la géographie de l'Archipel d'Asie, me paroît, d'après l'ordre dans lequel sont présentés les noms des lieux de destination mentionnés dans le tarif du chapitre III, devoir être placé sur un des points de l'île Bornéo.

(25) Bencoulen, ou Bengkaul, suivant la prononciation des indigènes, ville et rivière sur la côte occidentale de Sumatra. Les Anglais y fondèrent un comptoir en 1686, lorsque, à l'exemple des Hollandais, ils voulurent se livrer au commerce du poivre et des autres épices orientales. Bencoulen prospéra rapidement, mais l'insalubrité du lieu força plus tard les Anglais à l'abandonner, et, en 1714, ils transportèrent leur établissement à trois milles de là, sur un terrain élevé, où ils bâtirent le fort Marlborough. Le traité de 1824, entre l'Angleterre et la Hollande, a donné à cette dernière la possession de Bencoulen ainsi que de tous les lieux occupés par les Anglais à Sumatra.

(26) Kaïli, grande baie sur la côte occidentale de Célèbes: c'est là où commencent les possessions du roi de Ternate, de qui dépend toute la partie nord et ouest de cette grande île. Le législateur bougui a voulu aussi peut-être désigner Cajeli, baie grande et sûre qui s'ouvre dans la partie nord-ouest de Bourou, l'une des îles les plus considérables du groupe d'Amboine. Cette île, qui est au sud-ouest de Céram, s'étend des 125° 52′ jusqu'aux 127° 41′ de longitude est, et des 3° 18′ jusqu'aux 3° 50 de latitude sud. Kajeli dépend du roi de Ternate. Les Hollandais y possèdent un établissement. Les côtes de Bourou sont peuplées par des hommes de race malaye; l'intérieur l'est par des Alfouras. Les Papous de la Nouvelle-Guinée font souvent des invasions et portent leurs ravages sur la côte sud. Il se fait à Bourou un grand commerce de toutes les productions précieuses de cette île, lequel est principalement entre les mains des Chinois.

(27) Mandar ou Mandhar, dans l'île Célèbes, est un royaume situé sur la côte occidentale. Il a pour limites: à l'ouest, la mer; au nord, le pays de Kaïli; au sud, Bijonanges, et à l'est, des montagnes désertes.



Ce royaume comprenoit autrefois dix états alliés de la compagnie hollandaise des Indes orientales. Plus tard, trois d'entre eux reconnurent la suzeraineté du gouvernement néerlandais; les sept autres se déclarèrent sujets de Macassar. Aujourd'hui ce pays appartient presque entièrement aux Hollandais.

(28) Solor, petite île au sud-ouest de Florès, à 20 milles nord-ouest de Koupang (île de Timor). Elle est par 123° 10′ de longitude est, et 8° 50′ de latitude sud. Cette île, qui a 8 milles (hollandais) de long, est très-salubre et en partie fertile. Sa population se compose de Malays qui habitent les côtes, et d'Alfouras qui vivent dans l'intérieur. Les Chinois et les Bouguis font le commerce avec Solor, où ils viennent échanger des dents d'éléphant, du fer, des étoffes de soie et autres, contre de l'ambre, de l'huile de baleine et des nids d'hirondelle. Les deux points connus de cette île sont sur les côtes : Laway, au nord, où les Hollandais occupent un poste, et Lamakera, à l'est.

(29) Manille, capitale des Philippines, est située sur la côte occidentale de l'île Luçon, à l'embouchure de la rivière Passig; elle a été fondée, en 1571, par les Espagnols commandés par Miguel Lopez de Legaspi. Ainsi cette ville comptoit cent cinq ans d'existence lorsque notre document bougui fut publié.

(30) Bornéo est un royaume indépendant et le plus considérable de tous les états qui se trouvent dans l'île de ce nom ; il en occupe la partie nord. Le sultan à qui ce royaume appartient a pour vassaux les chefs de quatre petits états : Mokka, Seribas, Klakka et Palo. La rivière de Bornéo est navigable bien au-dessus de la ville de ce nom pour des navires du port de trois cents tonneaux. La seule difficulté est à son embouchure, où le canal est étroit. Il se fait à Bornéo un commerce très-avantageux et on en tire le meilleur camphre.

(31) Silangor ou Salangor, royaume de la côte occidentale de la péninsule de Malaca, est séparé de Pérak par une petite rivière appelée le Rounkoup, un peu au nord du Birnam (3° 59′ latit. N.). Il s'étend, sur la côte, sur une longueur de 120 milles, jusqu'à la rivière Lingie au sud, et, à l'intérieur, dans un espace d'environ 45 milles, jusqu'à Houlou Kalang, point où la chaîne malaye le sépare de Djellabou. Les Bouguis occupent la côte, et les Malays le côté droit de la rivière Kalang. La ville de Silangor est située sur une petite rivière, à peu de distance de son embouchure (3° 20′ nord) et pas très-loin au nord-est de l'embouchure du Kalang. Cet état produit de l'étain excellent. Sa population est nombreuse et peut être évaluée à 12,000 âmes.

(32) La ville de Malaca occupe l'extrémité sud-ouest de la péninsule malaye, à l'extrémité d'une petite rivière qui se décharge dans le détroit de Malaca, par les 102° 12′ longitude est, 2° 14′ latitude nord. Le royaume dont elle est la capitale confine à l'état de Silangor au nord-ouest, et à celui de Djohor au sud-est; à l'intérieur et à l'est, il est borné par Rumbowe et Djohole, et, à l'ouest, par le détroit de Malaca. Sa longueur moyenne est de 40 milles, et sa largeur, en y comprenant Naning, de 25, formant une superficie d'environ 1,000 milles carrés. Malaca, fondée dans le XIIe siècle de notre ère, s'éleva, sous les princes indigènes qui la gouvernèrent, à un haut degré de puissance et d'éclat; elle devint le centre principal du commerce des épices de l'Orient. Prise, en 1511, par les Portugais, sous le commandement d'Alphonse d'Albuquerque, puis enlevée à ces derniers par les Hollandais, vers le milieu du XVIIe siècle, Malaca conserva encore son importance commerciale, jusqu'au moment où la ruine de la compagnie hollandaise et les événements politiques accomplis à la fin du siècle dernier, et surtout la fondation de Singapore par les Anglais, en 1819, l'ont fait déchoir sans retour du rang qu'elle occupoit. Aujourd'hui, Malaca ainsi que toute la péninsule malaye, appartient aux Anglais, en vertu du traité conclu en 1824 entre l'Angleterre et la Hollande.

(32) Ces cinq premiers chapitres, qui règlent le tarif du fret et du passage à bord des navires bouguis, font connoître un mode de commerce en usage encore aujourd'hui dans l'archipel de l'Asie. Une personne ayant des objets, tels que des produits naturels ou manufacturés, les place à bord d'un navire se rendant dans un lieu où elle espère trouver un débouché. Ces objets payent un fret, déterminé par la loi, de tant pour cent : le passage de la personne à laquelle ils appartiennent est compris dans la somme payée, à la charge par elle de ramer et d'aider à la manœuvre des voiles.

(34) Voir le dernier alinéa du chapitre IV du code maritime de Malaca, pag. 400, 434 ci-dessus.

(35) Voir le code de Malaca, chapitre XVII, et le dernier paragraphe du chapitre XVI du code des royaumes Macassar et Bougui.

(36) Dans ces VIIe, VIIIe, IXe et X^e chapitres qui traitent de l'armement des navires et de la répartition des charges et des profits entre les membres de l'équipage, on entre dans quelques détails sur les attributions et les devoirs des divers officiers du navire au sujet desquels il est bon de comparer les codes précédens, pages 392 et 393, 404 421, 432, 437.

(37) Cf. le code des royaumes Macassar et Bougui, chap. XV, p. 464.

(38) Le tarif détaillé dans les chapitres X, XI et XII paroit avoir été rédigé principalement en vue du transport des esclaves amenés, pour être vendus, sur des marchés éloignés, puisque dans ce tarif il est question de femmes qui, dans aucun autre cas, ne voyagent par eau.

(39) Voir, pour la valeur du tahel, la note 4 de la page 426.

(40) Voir les codes précédens pages 291, 292, 409, 431, 449, 451, 466 ci-dessus.

ADDITIONS ET CORRECTIONS.

CHAPITRE I[er]. — J'ai dit, à la page 21, que l'importance commerciale des pays baignés par la mer des Indes avoit été peu considérable, et qu'on ne pouvoit espérer de trouver des lois relatives au droit maritime de ces pays, antérieures au XVIII[e] siècle. De nouvelles recherches m'ont appris que cette assertion n'étoit pas exacte; j'ai consacré le chapitre XXXVII de ma collection à faire connoître le droit maritime de l'Inde et de l'Archipel d'Asie, et à en publier les documens inédits.

CHAPITRE IV. — Ce que j'ai dit, page 142, sur la *Tabula Amalfitana,* et sur l'ancienne législation d'Amalfi, est complété par les explications données sur le même objet, dans le chapitre XXXI, page 223 du tome V de ma collection.

CHAPITRE V. — Ce chapitre étoit composé et même entièrement imprimé avant les savantes publications de MM. Biener, Witte et Zachariæ, qui ont, dans ces derniers temps, jeté un si grand jour sur l'histoire du droit Byzantin; on ne doit donc pas être surpris si ma dissertation, qui, d'ailleurs, n'avoit pas pour objet de traiter à fond cette matière, contient des inexactitudes qu'il sera maintenant facile de corriger avec le secours des écrivains dont je viens de parler. J'ajoute, pour l'utilité des personnes qui ne pourroient pas se procurer facilement des ouvrages composés en Allemagne, qu'elles en trouveront un exposé et un résumé très-intéressant dans celui dont M. Mortreuil, avocat à Marseille, a publié le premier volume en 1843, sous le titre *Histoire du droit Byzantin.* Ce premier volume n'a pas encore atteint l'époque de la rédaction des Basiliques; mais l'auteur a eu l'extrême obligeance de m'envoyer aussi les neuf premières feuilles du second, et la lecture que j'en ai faite me permet d'assurer que la France n'aura bientôt plus rien à désirer sur l'histoire de la rédaction des Basiliques.

Avec le secours de ces ouvrages, j'ai reconnu la nécessité de rectifier ce que j'ai dit, page 163, au sujet d'un manuscrit grec existant à la Bibliothèque royale, n° 1391. Du Cange, qui a fait usage de ce manuscrit, lui avoit donné le titre, *Leges Græcorum qui in insula Cypro sub regibus latinis degebant, pleræque excerptæ ex libris Basilicôn, sed fere semper lingua vulgari descriptæ* (1).

(1) Cette notice est écrite de la main de du Cange, au dos de l'adresse d'une lettre qui porte son nom et sa demeure.

Il s'en falloit que ce titre fît connoître de quels matériaux l'ouvrage étoit composé; et d'après mon plan, qui consistoit uniquement à rechercher des documens sur le droit maritime, je ne trouvois pas un grand intérêt à éclaircir la question. Je supposois même, et je l'ai laissé entendre, que c'étoit un extrait des Basiliques, rédigé par ordre des rois latins, pour l'usage des Grecs soumis à leur autorité, ayant *un véritable caractère légal.* M. Zachariæ, *Prochiron,* page CXCVI, m'a repris avec raison.

Voici une notice plus exacte de ce manuscrit.

1° Du fol. 1 au fol. 9, est une traduction en grec de la bulle d'Alexandre IV, de 1255 environ, relative aux différens entre l'église latine et l'église grecque dans l'île de Chypre, suivie de vers politiques sur les devoirs des juges et des avocats.

2° Du fol. 10 au fol. 47, onze titres sur les mariages, qui ont beaucoup de ressemblance avec ceux d'un *Epitome legum,* encore inédit, sur lequel on peut consulter le *Prochiron* de M. Zachariæ.

3° Du fol. 48 au fol. 120, un texte incomplet du *Prochiron Basilii, Constantini et Leonis,* dont M. Zachariæ a donné la première édition en 1837.

4° Du fol. 121 au fol. 135, l'*Ecloga novellarum Leonis,* ouvrage encore inédit, sur lequel on peut consulter les écrits de M. Zachariæ.

5° Du fol. 135 au folio 179 verso, des extraits de la *Synopsis minor,* du livre de droit d'Attaliata, etc.

6° Du fol. 179 verso au fol. 213 recto, l'*Ecloga privata cum appendice,* ouvrage sur lequel on peut consulter les écrits de M. Zachariæ.

7° Du fol. 213 verso, jusqu'à la fin, des fragmens de la *Synopsis minor* et de divers autres documens.

Les ouvrages, ou les fragmens d'ouvrages désignés dans les six premiers alinéa de cette description, ne contiennent rien de relatif au droit maritime, si ce n'est qu'on trouve dans les extraits de la *Synopsis minor* et de l'ouvrage d'Attaliata, quelques lignes sur le prêt à la grosse, résumées par un fragment du manuscrit 1391, que j'ai recueilli page 192.

Il n'en est pas de même de ce que j'ai indiqué dans le 7e alinéa. Cette partie du manuscrit contient un nombre assez considérable de dispositions relatives au droit maritime, qui commencent au fol. 228 recto, jusques y compris une partie du fol. 237 verso. Je crois bon d'entrer à ce sujet dans quelques détails que M. Zachariæ n'a pas donnés, parce que, en effet, son plan ne l'y engageoit pas.

Du fol. 228 au fol. 234 verso, le manuscrit 1391 contient la série de chapitres formant la troisième partie de la compilation dite rhodienne, dont je m'occupe dans le chapitre VI. En général, cette copie est fort incorrecte. Plusieurs chapitres sont mutilés; quelquefois des omissions de mots et même de lignes, détruisent le sens; les chapitres X, XIII et XXXV n'y sont point à leur place.

A la suite du chapitre qui commence par les mots Ὁ δὲ βαρύτερος πρέδα, répondant au LI[e] de mon édition, se trouve, fol. 234 recto, de la ligne 9 à la ligne 19, un fragment de droit civil qui paroit être un abrégé de quelques passages du titre I[er] du livre II des Institutes de Théophile.

Immédiatement, et sans aucun signe de distinction, viennent les chapitres X, XIII et XXXV de la troisième partie de la compilation rhodienne, dont j'ai indiqué l'omission plus haut.

Ces trois chapitres sont suivis de vingt-six autres, du fol. 234 verso, au fol. 237 recto. J'en ai publié douze, tome I[er], page 186; ce sont les I, II, III, IV, V, VI, VIII, IX, X, XI, XII, XIV (1). J'aurois dû indiquer les motifs qui m'avoient décidé à omettre les autres. Je répare cet oubli.

Le chapitre VII (fol. 235 recto), commençant par les mots Ἐὰν διὰ τὸ κουφισθῆναι, est une copie littérale du chapitre I[er] du titre III du livre LIII des Basiliques, imprimé page 187.

Le chapitre XIII (fol. 235 verso), commençant par les mots Ὁ τὸ ἐκριφὲν ἀπὸ ναυαγίου, est le XXXIX[e] du même titre des Basiliques, imprimé page 188.

Le chapitre XV reproduit le chapitre VII de la compilation rhodienne; le XVI[e], une partie du chapitre IX; le XVII[e], le chapitre X; le XVIII[e], le chapitre XIII; le XIX[e], le chapitre XXVIII; le XX[e], le chapitre XXXI; le XXI[e], le chapitre XXXIV; le XXII[e], le chapitre XXXV; le XXIII[e], le chapitre XXXVII; le XXIV[e], le chapitre XLI; le XXV[e], le chapitre XLIV; le XXVI[e], le chapitre XLVII. Ainsi, les chapitres que j'ai publiés étoient les seuls qu'on ne trouvât, ni dans les Basiliques, ni dans la compilation rhodienne.

Quoique ces douze chapitres soient précédés et suivis d'autres qui appartiennent à cette dernière compilation, je n'ai pas cru qu'ils en fissent partie, puisqu'on ne les rencontre dans aucun autre manuscrit, ni dans aucune édition; je les ai donc recueillis séparément, page 186, parmi les supplémens du droit maritime des Basiliques dont ils reproduisent toujours les principes, quoique dans une rédaction un peu différente. Je ne les ai trouvés dans aucun des nombreux abrégés de droit byzantin dont l'existence m'est connue; peut-être les découvrira-t-on dans quelque ouvrage encore ignoré.

Il résulte de ces explications que la désignation, *Code de l'île de Chypre*, dont je me suis servi, n'est pas exacte, dans le sens qui supposeroit une loi faite par l'autorité publique pour régir les Grecs habitans de cette île. Mais je n'hésite pas à croire, et M. Zachariæ ne paroît pas éloigné de mon sentiment, que cette compilation de documens divers du droit Byzantin a été faite en Chypre, sans doute pour servir de manuel et de guide aux juges et aux avocats dans la décision des procès qui concernoient les Grecs; car on n'avoit, dans aucun autre pays, d'intérêt à traduire en langue vulgaire grecque,

(1) Par une erreur dans l'envoi de mes pages à l'imprimerie, on a placé sous le n° X, le chapitre qui devoit être le XI[e], et réciproquement : quoique cela soit sans importance, j'en fais la remarque pour les savans qui voudroient vérifier le manuscrit.

et à placer en tête du recueil la bulle d'Alexandre IV, qui avoit pour objet de régler les droits et les rapports respectifs des deux églises.

J'avois dit, page 164, que la *Synopsis minor,* d'où j'ai extrait un assez grand nombre de fragmens, n'existoit point à la Bibliothèque royale. De nouvelles recherches m'en ont fait découvrir deux manuscrits, n[os] 1382 et 1387, indiqués d'une manière trop vague dans le catalogue imprimé.

CHAPITRE VI. — A la page 210, j'ai expliqué les motifs qui me décidoient à publier la compilation dite rhodienne, dans un chapitre distinct de celui que j'ai consacré au droit maritime de l'empire d'Orient, tel qu'il résulte des Basiliques et des ouvrages auxquels elles ont donné lieu. En effet, je m'étois livré, page 170 et suivantes, à une discussion assez étendue pour prouver que la série formant la troisième partie de cette compilation, dont l'auteur de la *Synopsis major* a recueilli quatorze chapitres à la suite des extraits du livre LIII des Basiliques, n'avoit jamais fait partie intégrante de ce vaste recueil de jurisprudence, tel qu'il fut exécuté par Basile et par Léon son fils; que c'étoit une simple annexe faite par un ou plusieurs copistes pour sauver de l'oubli, des coutumes nouvelles et différentes du droit commun, qui s'étoient introduites dans quelques parages.

Je n'ai point dissimulé les objections dont mon opinion étoit susceptible; et, d'ailleurs, j'ai fait remarquer que ceux à qui elle ne conviendroit pas n'éprouveroient qu'un léger déplacement de textes, puisque la compilation rhodienne est contenue *in extenso* dans le chapitre VI. M. Mortreuil n'a partagé qu'en partie mon sentiment. Il croit (t. I[er], pag. 400, 401 et 402) qu'on doit considérer comme partie intégrante des Basiliques, les chapitres II, III, VII, IX, X, XIII, XXVIII, XXXI, XXXIV, XXXV, XXXVII, XLI, XLIV, XLVII, qu'on trouve dans la *Synopsis major,* et les seuls aussi qu'indiquent les Paratitles, connus sous le nom de *Tipucitus*.

Les motifs qu'a donnés ce savant ne m'ont pas paru décisifs, car cette hypothèse laisseroit toujours subsister l'anomalie d'un même livre des Basiliques où le pour et le contre auroient été décrétés par le législateur.

A la page 211, il faut supprimer les lignes 11 à 17, et les remplacer par ce qui suit :

« Le manuscrit de la Bibliothèque royale, 1391, dont j'ai parlé page 163, et que j'ai appelé *Code de Chypre,* dénomination inexacte (voir les additions au chapitre V), contient la troisième partie de la compilation rhodienne, dont on trouvera le texte et la traduction latine pages 240 et suivantes. Je me suis suffisamment expliqué à ce sujet, dans le chapitre précédent. »

A la page 219, il faut supprimer les lignes 28 et suivantes, ainsi que les deux premières de la page 220. L'examen que j'ai fait des manuscrits de la *Synopsis minor* m'a prouvé qu'il s'agit, dans le texte auquel je fais allusion, d'une matière de pur droit civil.



CHAPITRE VII. — A l'époque à laquelle je rédigeois et même à laquelle je faisois imprimer ce chapitre, les belles copies des Assises, offertes par le sénat de Venise au roi Louis XVI, n'étoient pas encore retrouvées; et j'avoue que, reportant mes souvenirs vers la triste époque de 1793, j'avois supposé que ces précieux documens avoient été détruits. Heureusement mes inquiétudes étoient mal fondées : les deux volumes qui constituent le manuscrit sont rentrés à la Bibliothèque royale. On peut voir des détails à ce sujet dans un mémoire que j'ai lu à l'Académie des inscriptions en 1829 (1), et dans un rapport que j'ai fait à cette compagnie, au nom de la commission des travaux littéraires, le 16 février 1838 (2).

Les Assises sont maintenant imprimées par les soins de M. Beugnot; et les savantes préfaces de l'éditeur (3) ne laissent plus rien à désirer sur l'histoire de la rédaction de ce précieux monument de notre ancien droit français.

L'Assise des bourgeois avoit été publiée, en 1839, par M. Foucher, avocat général à la cour de Rennes, d'après le manuscrit de Venise, qui est aussi celui dont M. Beugnot a fait la base de son édition, et par M. l'archiviste Kausler, d'après un manuscrit différent qui existe à Munich.

Les chapitres de droit maritime que j'ai recueillis, pages 275 et suivantes, appartiennent à cette Assise. Je fis alors usage de l'extrait qui m'avoit été envoyé par la chancellerie de Vienne, où le manuscrit de Venise étoit déposé. En les comparant avec les éditions de MM. Foucher, Kausler et Beugnot, j'ai remarqué quelques variantes de mots qui ne présentent pas d'importance réelle. Ainsi, je n'en reproduirai pas le texte, comme je l'avois annoncé dans la préface du tome V de ma collection. Les lecteurs pourront consulter l'édition de M. Beugnot, la plus récente et la plus complète.

Ce savant s'est exprimé sur les notes dont j'avois accompagné le petit nombre de chapitres qu'il entroit dans mon plan de recueillir, avec une bienveillance dont je dois le remercier, sans croire que je mérite ses éloges.

CHAPITRE VIII. — J'ai publié les rôles d'Oleron, d'après cinq manuscrits dont je vais rappeler l'indication :

1° Bibliothèque Bodleienne d'Oxford, n° 2454; 2° bibliothèque Cotton, *Nero,* A, § 6, n° 30; 3° Black-Book de la bibliothèque Bodl., n° 2341, et du Musée britannique, Mss. Hargrave, n° 185; 4° un manuscrit de Rennes que m'avoit communiqué M. Lesbaupin; 5° un texte publié par D. Morice, dont j'ai trouvé le manuscrit à la Bibliothèque royale, supp. fr. n° 254. Dans les deux premiers, les rôles sont en vingt-quatre chapitres, dans le troisième, en vingt-cinq, auxquels on a ajouté dix chapitres qui sont la traduction d'une loi

(1) *Nouveaux Mémoires de l'Académie des inscriptions,* t. X, pag. 731 et suivantes.
(2) *Ibid.* t. XII, pag. 86 et suivantes.
(3) L'Assise des bourgeois, qui forme le second volume de l'édition de M. Beugnot, a paru en 1840, avec un grand nombre de documens qui augmentent le mérite de cette publication.



d'Édouard I[er], de 1285, dont le texte se trouve t. IV, p. 204, de ma collection. Dans les deux derniers, les rôles sont en vingt-sept chapitres, comme dans les éditions des anciennes coutumes de Bretagne et de Normandie; et l'on y trouve une attestation du mardi après la Saint-André 1266.

Depuis la publication de ce premier volume, j'ai eu connoissance de neuf autres manuscrits : 1° Bibliothèque royale, 9846; 2° *ibid.*, 9848; 3° *ibid.*, 10991; 4° bibliothèque de la ville de Troyes, *olim*, Pithou; 5° bibliothèque de Bordeaux, *olim*, abbé Baurin; 6° archives de la mairie de Libourne; 7° archives de Guild-Hall, à Londres; 8° au Musée britannique, Mss. addit. n° 10146, lequel paroît semblable à celui de la bibliothèque de Bordeaux; 9° même Musée, collection Sloane, n° 2423. Ce dernier est tout à fait semblable aux 4[e] et 5[e] que j'avois déjà fait connoître, et contient le certificat de 1266.

Trois des neuf manuscrits que j'ai nouvellement découverts me fournissent seuls matière à quelques observations. Le manuscrit de Bordeaux et le 10146 du Musée britannique sont écrits en langue françoise, avec mélange d'un grand nombre de mots du patois gascon. C'est probablement d'un texte semblable que Cleirac a parlé dans ses *Us et coutumes de la mer,* page 2 (édit. de 1671), lorsqu'il disoit *que les rôles d'Oleron étoient conçus en vieux françois, chargé de quelques expressions gasconnes.* J"ai révoqué en doute, page 301, cette assertion, dont je ne trouvois aucune preuve. Le fait de l'existence de textes de cette sorte me paroît certain aujourd'hui; mais je n'en conclus pas, comme l'a fait Cleirac, que telle ait été la rédaction primitive, puisque les cinq manuscrits dont j'ai fait usage dans mon premier volume, et six sur les neuf que j'ai nouvellement découverts, sont tous en vieux françois, sans mélange de patois méridional. La seule chose vraie qu'on puisse dire, c'est que, dans la Gascogne, on avoit traduit plus ou moins complétement les rôles d'Oléron en idiome local. C'est ce qui est bien mieux démontré par le manuscrit de Libourne, qui n'offre pas, comme celui de Bordeaux et celui du Musée britannique, un mélange de françois et de gascon, mais qui est tout entier dans ce dernier idiome.

Je n'ai vu aucun intérêt à surcharger ma collection de tous les nouveaux textes que j'ai découverts, parce qu'ils n'offrent que des variantes sans importance; mais j'ai cru devoir, pour l'utilité des personnes qui se livrent à l'étude des idiomes de nos provinces méridionales, reproduire le texte du manuscrit de Libourne, dont je dois une copie à l'obligeance de M. Guinodie aîné, archiviste de cette ville. Ce manuscrit paroît avoir été fait au milieu du XV[e] siècle; mais il n'y a aucune conséquence à en tirer pour la date de la traduction. Je me borne à faire observer qne le texte, en patois gascon, contient des fautes évidentes, faciles, du reste, à reconnaître et à rectifier par une comparaison avec l'original français.

Asso es la copia deus rolles de Leron de jucgemens de mar.

I. Premeyrament (1). Hom fay un mestre d'una nau, et es ad un home, o a dos, o a tres, et la nau part deu pays d'ont es, et ven a Bordeu, o a la Rochela, o alhors, e se affreta per anar en pais estrange, lo mestre no pot pas vendre la nau si no a comandement o procuracion deu senhor de la nau; mas lo mestre (2) de despenssas, pot be metre aucuns aparelhs en gages, per conseilh deus compahons de la nau. Et asso es jugement en aquet cas.

II. *Item* (3). Una nau es en una aygua et demora per atendre son temps, et quant ven asson partir, lo mestre deu prendre conseilh en sous companhons et lor deu dire, « Senhors, nos avem aquet temps » : aucun y aure que diran, « lo temps no es pas bon » ; et aucuns diran, « lo temps es bel et bon » : lo mestre se deu acordar am los plusors de la conpanhia, et si ed faze autrement, ed es tengut de rendre la nau et las deneyradas, si a de que, ny arres s'en perde. Et aquet es lo jugement.

III. *Item* (4). Una nau se pert en aucunas terras, o en aqueras ont es, onc que sessia, los maliners son tinguts assaber (5) lo plus que vezer (6) poyran, et si ids no y adjudaran punt, lo mestre no es pas tingut de res balhar ni los provedir, mas perdran lor aver quant la nau es perguda; et lo mestre no pot vendre los apparelhs de la nau sino a comandement o procuration deus senhors de la nau; mas lo deu metre en sauvagarda entro que atant que sacha la voluntat deus senhors de la nau, et asso deu far au plus leyaument que poyra, et si fazen autrament, ed es tingut de esmendar, si a de que. Et en aquet cas, es lo jugement en aquet cas.

IV. *Item* (7). Una nau s'en part de Bordeu, o d'alhors, et aven a la vetz c'um turment en la mar, et on salva so que on pot de vins o d'autras deneyradas; los marchants et lo mestre son en grant debat, et demanden los marchans aver del mestre lors deneyradas, eds las deven aver, pagant lor fret si tant cum la nau aura feit de viage, si plats au mestre. Et si lo mestre se vou, ed pot ben adobar sa nau, si es en cas que pusca estre adobada prestament; e si ed se vou, ed pot loguar una autra nau affar lo viage, et aura lo mestre son frest de tant cum y aura de deneyradas salvadas. Et asso es lo jugement.

V. *Item* (8). Una nau se part d'aucun port cargada o vuyta, et arriba en aucun port; los mariners deven pas yssir deffora sens congeyt del mestre, car si la nau se

(1) C'est la traduction du chapitre 1er d'après mon édition.
(2) L'auteur de la traduction ou le copiste a passé évidemment quelques mots après *lo mestre*: ces mots doivent répondre à ceux du français *s'il a mestier* (besoin).
(3) C'est la traduction du chapitre second.
(4) C'est la traduction du chapitre III, sauf quelques légères différences.
(5) *Assaber* signifie *à savoir*; il faut lire évidemment *assalvar*.
(6) Je crois qu'il faut lire *fazer poyran*, ce qu'exige le texte français.
(7) C'est la traduction du chapitre IV; mais elle a été faite d'après un texte qui ne contenoit pas l'addition sur laquelle je me suis expliqué note 2 de la page 326.
(8) C'est la traduction du chapitre V; mais il y a dans les dernières lignes quelques suppressions qu n'empêchent pas cependant que la traductiou ait un sens.



perde o deperisse per aucuna maneyra, ids seren tinguts a l'esmendar, si aven de que. Mas si la nau es en loc on fos amarrada de quatre amarrass, adonc poyran yssir deffora et revenir per temps a lor nau. E aquest es lo jugement en aquet cas.

VI. *Item* (1). Mariners se loguen en lor mestre et a y aucuns d'els qui salhen deffloras sens lo congeyt del mestre, et s'enivran et faran contenta (2), et aucuns d'els son plagats; lo mestre no es pas tingut de lor far guarir ny a lor providir de res, ans los pot be metre deffora e logar un autre en loc de luy, et si costa plus que l'autre, lo mariner lo deu pagar si lo mestre trobe arres deu son; mas si lo mestre lo tramet en aucun servici de la nau per son comandement (3)......

VII. *Item* (4). Una nau es a Bordeu, o alhors, et leva sa vela per arribar sous vins, et s'en pert per so que lo mestre et los maliners no an doblat lor bocgla, ayssi cum deven, et los prent mal temps en la mar, en tal maneyra que lor fustalha dedint effondre tonel o pipa, et la nau ven a sauvetat, et los mariners (5) disen que lor fustalha delenhs a perdut los vins, et lo mestre dits que noffit: si lo mestre pot jurar et tres o quatre des sous companhons que los vints ne son pas perguts per lor fustalha, si los marchans los meten sus, que ids deven este quittis et delivres, et si no volen jurar, ids deven rendre aus marchans tots lors dampnages; quar ids son tinguts deffar lors bocglas bonas et certanas avant que devyan partir deu loc ont ids carquan. E questes es lo jugement en aquet cas.

VIII. *Item* (6). Ung mestre logua sous mariniers, ed los deu tenir en pats, et estre lor juge si l'un dampnage l'autre. Et quant auran pan et vin en taula, aquet qui dementra l'autre, deu pagar quatre deners d'estarlins, et si lo mestre dement nulh conpanhon dels sous, deu pagar viij deneys; et si lo mestre fer nulh des sous conpanhons de la nau, aquet conpanhons deu atendre la premeyra colada cum de punch o de palma, et, si lo ffer plus, ed se deu deffendre; et si aucun mariner ffer lo mestre, premeyrament, ed deu perdre cent sods o lo punh, al chois dels mariners. Et asso, es lo jugement en aquet cas.

IX. *Item* (7). Una nau affreta a Bordeu, o a la Rochela, o en aucun autre port et ven assa cargua, toage et petit loucmanage son sobre los marchans: en la costa de Bretanha tots aquets que ont prent, puis que on passa les debats o sson petits loucmanages, aquets de Normandia, d'Angleterra, puis que on passe Trales, aquits d'Escossia, puis que hom passa Guerneunia, et aquets de Fflandres, puis Trales. E asso es lo jugement en aquet cas.

X. *Item* (8). Contenta se ffa en una nau entre lo mestre et sous companhons,

(1) C'est la traduction du chapitre VI.
(2) *Contenta*, traduction du mot *contens, content*, qui signifie *contestation*.
(3) Il y a ici une lacune évidente dans la traduction gasconne, qui a omis la fin du chapitre.
(4) C'est la traduction du chapitre XI de mon édition; le traducteur, ou du moins l'auteur du manuscrit de Libourne, a omis les chapitres VII, VIII, IX et X.
(5) Il faut évidemment *marchans*, comme dans le français; le sens l'exige d'ailleurs.
(6) C'est la traduction du chapitre XII de mon édition.
(7) C'est la traduction du chapitre XIII.
(8) C'est la traduction du chapitre XIV.

lo mestre deu metre la toalha tres vetz davant sous mariners avant que lor comande anar fora; et si lo mariner offre la emenda a l'esgard deu mariners qui son a taula, et lo mestre es tant crudel que non vulha arres far, mas que met lo mariner deffora, lo mariner s'en pot anar et seguir la nau jusques a sa descargua, et aura tant bon loguer cum si era vingut dins la nau, emandant lo forffeyt de la taula a l'esgart deus companhons; et si es causa que lo mestre no ages aissi bon mariner cum aquet, en la nau, et la perde per aucuna aventura, lo mestre es tingut de restaurar lo dampnage de la nau, et de la mercanderia qui y sere, si a de que. Et asso es lo jugement en aquest cas.

XI. *Item* (1). Una nau, o doas, o plusors son en ung avre ont a pauc d'aigue, et una de las naus ensequa et es trop pres de l'autre, lo mestre d'aquera nau deu dire als autres mariners : « Senhors, levas votra ancra, quar era es trop pres de nos, et poyre nos far dampnage »; et ids no la volen levar, per eds et lo mestre et sous conpanhons la volen lonhar ny levar de luy et tolen la alevar, et l'ancra los fassa dampnage; ids seran tenguts del dampnage tot a lonh. Et si ave mes ancra sens voya et faze dampnage, id seran tingut a la emenda tot a lonh; e si son en una aygua que ensseque, ids sera tinguts a metre balingues als ancres que no perguent au plen. E asso es lo jugement.

XII. *Item* (2). Los mariners de la costa de Bretanha no deven aver que una cozina de jorns, per la razon que ids an bevrage en anant et en vinent; et aquits de Normandia ne auran doas lo jorn, per la rason que lor mestre no lor troba que aygua. Puis que la nau sera vinguda a terra on vin creys, ids deven aver bevrage et lo mestre lor deu sercar.

XIII. *Item* (3). Una nau arriba en sa cargua a Bordeu o alhors, lo mestre es tingut de dire assous conpanhons : « Senhors, fretes-vous vous marres o vous lerres au ffret de la nau? » Ids son tinguts de respondre, ayssi cum si agussan al ffret de la nau, del ffret que la nau aura, ids auran. Et si volen affretar, ids deven en tal maneyra que la nau no sia demoranta. Et si se aven que ne troben fret, lo mestre no a blayme, et lor deu lo mestre mostrar los renes et lo lere, et cascun mariner y pot metre son meriage, et si y vou metre tonel d'aygua lo pot ben metre. Et si gitazon s'en fey, et lo tonel d'aigua sia gitat en la mar, ed deu estre comptat per vin et per autras deneyradas, livra a livra, si los mariners no se poden deffendre a la mar. E si causa es que se affrete aus marchans, tau franquesa cum los mariners auran, deu estre aus marchans.

XIV. *Item* (4). Una nau ven a sauvetat a sa descargua et los mariners volen aver lo loguer, et si y a aucun de lor qui no aya leyt ny arqua en la nau, lo mestre pot retenir desson loguer et rendre la nau la d'ont la presa, si ed no dona bona caussion per furnir l'obrage. Et asso es lo jugement.

XV. *Item* (5). Ung mestre d'una nau logua sous mariners en la vila d'ont la nau es, et logua los uns a mareyar, et los autres a deners, et se ave que la nau no pot

(1) C'est la traduction du chapitre XVI; le traducteur ou l'auteur du manuscrit a omis le chapitre XV.
(2) C'est la traduction du chapitre XVII.
(3) C'est la traduction du chapitre XVIII.
(4) C'est la traduction du chapitre XIX.
(5) C'est la traduction du chapitre XX.



trobar fret a venir assous partits, et los conven anar plus lonh, aquids qui van a marege lo deven seguir; mas aquets qui van a deners, lo mestre es tingut a lor creysser lo loguer per legua, corps per corps, per rason que los ave loguat a terme degut; et si venen plus pres, quar lo convent no fo pres, ed deu aver tot son loguer a lonh, mas ed deu adjudar a tornar la nau la d'ont l'an presa si lo mestre o vou, a l'aventura de Diu.

XVI. *Item* (1). Endeven se que una nau es a Bordeu o alhors, desso que hom usa en la nau los mariniers en poiran ung mes, dementre que seran trenchats en la nau, et de tau pan cum y aura, ids en deven aver segond so que poyran myngar, mas de bevrage no deven res aver fora de la nau; et deven venir prestament eyssi que lo mestre no pergua las obras de la nau; quar si lo mestre las perde et aven dampnage, ids seran tinguts a la emenda. Et si aucun dels companhons se blessa en fazent l'obrage de la nau per fauta de adjuda, ids seran tinguts a la emenda lo mestre; et aus companhons. Et asso es lo jugement.

XVII. *Item* (2). Ung mestre affreta sa nau a ung marchant, et es devisat entre lor et mes ung terme per carguar, et lo merchant no lo ten pas, ans lo ten la nau et los mariniers per l'espassi de quynze jorns o plus, et aucuna vets en pert lo mestre son ffret et sa mession per deffauta dels marchans, lo marchant es a l'emenda al mestre, et de la emenda qui sera feyta, los mariniers auran lo cart, et lo mestre las tres parts, per la rason que ed troba los costages. Et asso es lo jugement.

XVIII. *Item* (3). Ung marchant affreta una nau et la cargua et la met a camyn, et aquera nau intra en em port et aqui demora tant que los deners ly falhen, lo mestre pot enviar en son pays querre de l'argent, mas ed no deu pas perdre temps, quar si o fay, ed es tingut de rendre als marchants tots los dampnages que n'auran; mas lo mestre pot be prendre dels vins dels marchans et vendre per son estor. Et quant la nau sera arribada assa dreita descargua, lo vin que lo mestre aura pres deven estre mes al ffor que los autres seran venduts, no al mendre ffor, ny al major. Et aura lo mestre son ffret d'aquets vins atal cum prendre dels autres. Et asso es lo jugement.

XIX. *Item* (4). Ung bacheler es loucmand d'una nau, et es logat a l'amenar entro al port ont hom la descargua, ed aven be en aquet port es fermat ont hom met las naus per descarguar, lo mestre es tingut a percassar sa fforma luy et sous mariniers et y metre balenges que ids perguen en plen, o que la fforma sia be balinge que los marchans no ayan dampnage, quar si los en avine dampnage, lo mestre es tingut à la emenda, si no dits rason per que ed no sia abatut de sa rason; et lo loucmand ave feyt son degut quant ed amenat sa nau entro a la forma, quar entro ad aquet loc ed la deve amena, et d'aquera hora en avant los facts son sobre lo mestre et sobre los mariniers. Et asso es lo jugement.

(1) C'est la traduction du chapitre XXI.
(2) C'est la traduction du chapitre XXII.
(3) C'est la traduction du chapitre XXIII.
(4) C'est la traduction du chapitre XXIV. Il est probable que le traducteur a travaillé sur un texte qui consistoit seulement en vingt-quatre chapitres, tels que les manuscrits de la bibliothèque Cotton et d'Oxford, avec lesquels cette traduction a une grande similitude; mais je ne saurois expliquer la cause des omissions qui ont réduit cette traduction à dix-neuf chapitres seulement.



CHAPITRES IX et X. — J'ai publié les textes des jugemens de Damme et des usages d'Amsterdam, d'après des ouvrages imprimés, les seuls que je connusse alors et dont j'ai donné l'indication. Par l'effet d'un malentendu, et même de la perte d'un paquet, je n'avois pu recevoir un texte critique de ces mêmes documens, que M. Den Tex avoit eu l'obligeance de rédiger d'après un assez grand nombre de manuscrits, découverts par lui en Hollande.

J'ai réparé cet accident, t. IV, pages 19 et suivantes de ma collection, en donnant, pour les jugemens de Damme, un texte des archives de Bruges que M. Warnkœnig m'avoit envoyé, et pour les usages d'Amsterdam, le travail fait par M. Den Tex. Comme cette publication n'a eu d'autre résultat que d'offrir des textes plus exacts, sans changer le sens, la traduction n'est pas susceptible de modifications.

CHAPITRE XI. — J'avois donné dans ce chapitre deux textes de la compilation de Wisby qui forment évidemment deux familles différentes de rédaction, quoique le fond des dispositions soit identiquement le même; et j'ai eu soin de faire observer que le second est le plus connu, celui dont on trouve le plus d'éditions et de manuscrits.

Ces deux familles ont cela de commun qu'elles commencent par une série de chapitres empruntés du droit de Lubeck, lesquels sont au nombre de quatorze dans les textes de la première famille, et de douze dans ceux de la seconde, que j'appelle textes vulgaires.

Mais on peut considérer comme constituant une troisième famille, une rédaction dans laquelle sont omis les chapitres du droit de Lubeck et qui consiste uniquement dans la série de chapitres du droit maritime de Damme et du droit maritime des Pays-Bas septentrionaux, objets des chapitres IX et X de ma collection. La compilation, dans cette troisième forme, a été traduite en langue danoise, comme je l'ai dit page 369, et en langue allemande, à Kœnisberg, ainsi qu'on l'a vu, page 459. J'aurois donc pu la reproduire sous cette troisième forme en sa langue originale (plat-allemand), et, pour atteindre ce résultat, j'avois à ma disposition trois manuscrits existants à Hambourg dont j'ai parlé t. Ier, page 368; un quatrième existant à Copenhague, fonds d'Arnas Magnæus, n° 25, in-4°, sous le titre de *Dat Water-Recht,* indiqué par M. Schlegel dans sa dissertation sur l'autonomie du droit danois, page 213, et par M. Kolderup Rosenvinge, préface de la loi de Séelande, page 44 (1); enfin, un cinquième, qui existe aux archives de Dantzig, inséré dans les registres du sénat, dont j'ai reçu une copie, exécutée sous les yeux et la surveillance de M. l'archiviste

(1) Les ouvrages de ces deux savans m'ont fait, de plus, connoître un manuscrit de la compilation entière, qui existe à la bibliothèque de Copenhague, sous le n° 2123, in-4°, en partie sur parchemin, du XIVe siècle environ, sous le simple titre *Water-Recht,* en soixante-six chapitres. Je n'ai pas assez de renseignemens pour décider si ce manuscrit appartient à la première ou à la seconde famille; mais je crois convenable de l'indiquer pour compléter la nomenclature que j'ai donnée, pag. 449 et suiv.

Faber. Mais ces manuscrits n'offrant point de variantes, ni de différences importantes qui s'écartent du texte déjà publié par moi, sauf l'absence des chapitres empruntés des codes de Lubeck, j'ai craint de grossir inutilement mon édition en reproduisant de nouveaux textes.

CHAPITRE XII. — M. l'abbé Spotorno, bibliothécaire de la ville de Gênes, non moins recommandable par sa science que par son extrême obligeance, m'a adressé, au sujet du Consulat de la mer, des observations qu'il a fait imprimer en 1834, et dont je me fais un devoir de profiter.

J'avois révoqué en doute l'authenticité d'un document inséré dans toutes les éditions du Consulat, vulgairement connu sous le nom d'*acceptations;* et j'avois réuni dans les pages 5 et suivantes du tome II, toutes les raisons qui me paroissoient propres à démontrer la fausseté de cette pièce, du moins en ce qui concerne son application au Consulat.

Au nombre de ces raisons, j'avois énoncé des doutes sur l'existence de quelques personnages nommés dans les acceptations. Les remarques dont M. Spotorno m'a fait part me paroissent de nature à modifier ce que j'ai dit à ce sujet.

La première est relative à l'acceptation *per lo conte Alemany,* suivant les textes catalans, ou *per il conte in Alamania,* suivant la traduction italienne. M. Spotorno pense qu'en mettant de côté cette dernière leçon d'une traduction erronée, il faut croire à l'existence d'un comte Alamani. Il m'a indiqué plusieurs passages des chroniques de Gênes, publiées par Muratori, *Rerum italicarum scriptores,* t. VI, qui attestent que la famille Alamani a fourni à cette république un grand nombre de chefs distingués, notamment vers l'époque de 1224, à laquelle le document mentionne le serment d'un comte Alemani.

Le même savant ajoute que la désignation dans les éditions catalanes *del admirall de Levant,* traduite en italien par *amiraglio de Levante,* ne s'entendoit pas d'une fonction de commandement dans les mers du Levant; que la leçon du manuscrit de la Bibliothèque royale dont j'avois eu soin de donner l'indication en note, l'*almirall Levaton*, étoit la véritable, quoique légèrement défigurée; qu'en effet, d'après l'histoire de Gênes, par Jacques de Varazze, saint Louis avoit eu à son service *duos januenses admiratos, scilicet D. Ugonem Lercarium et D. Jacobum de Levanto.*

J'ajoute à ce que m'a écrit M. Spotorno, que le nom *Lercarium,* employé par Varazze, pourroit servir à expliquer une expression du manuscrit où on lit *del senyor de Larrhar.* En outre, les noms de Hugues Lercario et de Jacques de Levanto avec la qualification de *admirati regis Franciæ,* se trouvent dans plusieurs actes que M. Jal a publiés dans un mémoire lu les 11 et 18 février 1842 à l'Académie des inscriptions. (*Annales maritimes* du mois de mai, même année.)

M. Spotorno m'a fait remarquer aussi qu'il y avoit eu un Guillaume de Beaumont, amiral de Sicile au service de Charles d'Anjou, de 1265 à 1270, ce qui rendroit probable qu'un Jean de Beaumont eût été au service de saint Louis.

Ces observations, dont je me plais à reconnoître l'exactitude, détruiroient mon opinion que les personnages cités fussent des êtres fabuleux. Mais, aucun des auteurs qui attestent leur existence ne leur attribue de participation au Consulat de la mer. Je persiste donc à croire que, même quand on trouveroit la preuve de l'existence d'autres personnages nommés dans le même document aux époques indiquées, cette pièce ne prouveroit point que la rédaction du Consulat eût été l'ouvrage commun de tous les gouvernemens nommés; qu'elle est apocryphe, ou que, si on la suppose véritable, elle se rattache à quelque convention du droit des gens ou de police de la mer dont le texte et l'objet ne nous sont pas connus. Ce que j'ai dit, page 5, sur le titre donné à ce document dans le manuscrit de la Bibliothèque royale et sur la place qu'il y occupe, me confirme dans mon opinion, qui, du reste, ne paroît pas être combattue par M. l'abbé Spotorno.

J'ai donné, à la page 33, la description d'un manuscrit du Consulat, Bibl. roy., fonds Cangé, n° 114. Celle qu'on trouve dans le catalogue des manuscrits espagnols existants à Paris, publié par M. Ochoa, en 1844, pages 155 et 156, n'étant pas tout à fait semblable, j'ai dû revoir la mienne. J'affirme qu'elle est exacte. L'auteur du catalogue se trompe, en outre, en disant que l'édition de 1502 est la première; il paroît ne pas connoître celle de 1494, ni le *Codigo* de Capmany, qui, dans sa préface, en a décrit une, sans date, et très-évidemment encore plus ancienne.

Le même catalogue indique, page 204, un autre manuscrit, anc. fonds, n° 7805, qu'il qualifie *Coleccio de Ordenanzas sobre la marina en los puertos de Valencia, Cataluña y Mallorca;* mais il s'en faut que ce peu de mots fasse bien connoître de quoi il s'agit.

Le manuscrit est un texte catalan du Consulat, accompagné d'une grande partie des documens accessoires, qu'on trouve dans celui du fonds Cangé, n° 114, et dans les éditions; il est in-f°, papier, sur deux colonnes, écriture du commencement du XVe siècle. Un certificat sans date, qu'on trouve au fol. 179 recto, annonce qu'il a été exécuté par les soins du notaire et scribe du Consulat de Barcelone.

Les dix-huit premiers feuillets, sans numéros, contiennent la table des divers chapitres et documens dont le manuscrit est composé, lesquels occupent cent quatre-vingts feuillets numérotés.

Du fol. 1 recto, jusques et y compris presque toute la première colonne du fol. 8 recto, est le règlement de procédure consulaire de Valence, suivi d'un chapitre sur le calcul des portées des navires dans le commerce de Barcelone avec Alexandrie, dont j'ai parlé page 2.



Le Consulat commence au bas de cette première colonne du folio 8, et continue jusque sur la seconde colonne du verso du folio 144, avec la clôture *Ffinit, etc.*

Après un espace blanc, on trouve au bas de la même colonne la rubrique du document sur les armemens en course dont j'ai parlé page 2, lequel finit sur le haut de la seconde colonne du verso du folio 158.

Sur cette colonne, commence la copie d'un accord entre le roi Pierre IV d'Aragon et la cité de Barcelone, relatif aux peines pécuniaires qu'on doit exiger des navires qui vont trafiquer en Égypte, d'après la dispense du Saint-Siége. Ce document du 29 janvier 1373, qui n'est point dans le manuscrit, fonds Cangé, ni dans les éditions du Consulat, a été publié par Capmany (*Memorias,* t. II, p. 144 et suiv.); il finit sur le verso du fol. 170.

Au verso du fol. 171, est l'ordonnance du roi d'Aragon de 1340, sur la navigation, que j'ai indiquée page 26. Elle finit avec le recto du fol. 179, dont le verso est en blanc. Le fol. 180 et dernier contient le commencement d'une ordonnance des magistrats de Barcelone, sur les assurances, de 1458, laquelle n'est pas entière, le manuscrit étant incomplet.

Si j'eusse connu ce manuscrit en 1829, 1830 et 1831, lorsque je composois et faisois imprimer mon tome II, j'en aurois parlé; mais il ne m'eût pas été d'une utilité véritable; à l'exception de quelques variantes de mots et d'orthographe, il est semblable aux imprimés, quoique très-évidemment il les ait précédés.

J'ai parlé, page 41, d'une traduction italienne du Consulat, imprimée en 1549, que je considérois comme la plus ancienne. Valsechi, *De veteribus Pisanæ civitatis constitutis,* p. 32, en indiquoit bien une de 1539, différente, disoit-il, de celle de 1549; mais l'inutilité de mes recherches en France et en Italie me faisoit douter de l'exactitude de Valsechi. J'avois tort.

M. l'abbé Spotorno m'a attesté l'existence de cette très-rare édition, dont la bibliothèque de Gênes possède un exemplaire, et même il a eu la bonté de me l'envoyer en communication.

Cette traduction est remarquable parce que, à moins qu'elle ne soit un travail arbitraire, ce que je ne crois pas, elle a dû être faite sur un texte du Consulat, différent de tous ceux qui sont connus, tant manuscrits qu'imprimés.

C'est un petit in-4° de 122 feuillets numérotés sur les rectos en chiffres romains. Après dix pages de frontispice, table, dédicace, sans numéros, le Consulat commence immédiatement par le folio 1. On n'y trouve point en tête les chapitres relatifs à la procédure devant le tribunal consulaire de Valence, qui, dans les éditions catalanes de 1494 et autres successives, forment les n°s 1 à XLV. Ce fait est d'une grande importance, parce qu'il sert à corroborer les preuves que j'ai données, pages 1 et 2, pour établir que ces chapitres étoient un hors-d'œuvre local qui n'avoit point originairement fait partie du Consulat.

La même traduction ne contient pas le chapitre I [46] du véritable Consulat, chapitre, il est vrai, très-insignifiant, puisqu'il a pour unique objet de faire connoître le but qu'on se propose dans la composition de l'ouvrage. Elle réunit en un seul chapitre numéroté I, les chapitres II et III [47 et 48]. De même, elle a omis le chapitre LXVIII [113]; elle a réuni en un seul les chapitres LXXIII et LXXIV [118 et 119]; omis entièrement les chapitres CIX, CX, CXI, CXII et CXIII [154, 155, 156, 157, 158], en place desquels on trouve la traduction de deux chapitres empruntés de l'ordonnance du roi d'Aragon Pierre IV, de 1340; elle a enfin omis le chapitre CCLII [297].

Par le résultat de ces différences, la traduction italienne, imprimée en 1539, finit à un chapitre numéroté 226, et correspondant au chapitre CCLI [296] du texte catalan que j'ai publié.

Cette traduction ne contient point non plus les chapitres sur la course, ajoutés au véritable Consulat, par les éditions catalanes, et qui, dans mon opinion, motivée sur les preuves que j'en ai données, t. II, pag. 2 et 3, ne font point partie de cette compilation.

On n'y trouve point enfin la plupart des pièces annexées dans ces mêmes éditions. Seulement, sous le n° 227, la traduction donne le chapitre Ier d'une ordonnance de 1435, des magistrats de Barcelone, sur les faits maritimes, dont les éditions catalanes présentent le texte entier. Le chapitre suivant, numéroté encore 227, et les autres, jusques y compris le numéro 246, contiennent la presque totalité d'une ordonnance d'assurance des mêmes magistrats de 1484, ordonnance qui n'étoit qu'une refonte et une révision d'ordonnances sur le même objet, faites par ces magistrats en 1435, 1436, 1443, 1458 et 1461; le 247e et dernier chapitre est l'extrait d'une ordonnance de ces magistrats, de 1349, relative aux lettres de change. A la suite est la traduction du document dit *des acceptations*.

Jean-Baptiste Pedrezano, qui avoit fait cette traduction d'après un texte catalan autre que celui qu'on avoit imprimé à Barcelone, en 1494, eut sans doute connoissance de celle-ci ou d'une postérieure, et s'en servit pour refaire ou plutôt pour compléter sa première traduction. C'est ce qu'il a exécuté en 1549, en faisant imprimer la nouvelle dont j'ai donné la description, t. II, pag. 41 et 42, qui a reçu en Italie un grand nombre d'éditions, et a servi de base au commentaire de Casaregis.

CHAPITRE XIII.— Le Guidon de la mer est un ouvrage privé, d'un caractère et d'un objet plus restreint que les documens contenus dans les chapitres VIII, IX, X, XI et XII. On peut, avec assez de probabilité, admettre que des hommes institués spécialement pour statuer sur les contestations maritimes ont concouru à la rédaction des rôles d'Oléron et des usages d'Amsterdam, dont la compilation de Wisby est une reproduction; qu'il en a été de même du Consulat de la mer, ou du moins que ces compilations, quels



qu'en aient été les rédacteurs inconnus, résultat de la jurisprudence des prud'hommes, ont ensuite servi de manuel aux tribunaux.

Je ne crois pas qu'on puisse en dire autant du Guidon de la mer. Cet ouvrage a certainement été composé par un homme très-habile dans la connoissance et la pratique du droit maritime; mais son travail fait en France et pour la France ne me paroît pas avoir eu d'autorité hors de ce territoire, comme les autres compilations dont je viens de parler. Il auroit donc paru plus régulier que je le plaçasse dans le chapitre destiné à la France.

A la page 372, ligne 37, j'ai indiqué une ordonnance françoise relative à l'amirauté, de 1400, et c'est bien effectivement la date qu'elle porte dans le tome VIII du recueil dit du Louvre; mais la découverte que j'ai faite, en Angleterre, d'un manuscrit qui la contient, prouve que la date est de 1373. J'avois déjà fait cette remarque dans le Journal des Savans de 1842, p. 179.

CHAPITRE XIV. — Comme je l'ai dit page 451, je dois à l'obligeance de M. Lappenberg la plupart des recès anséatiques, qui, à l'exception de ceux de 1418, 1593 et de 1614, étoient inédits. Ce savant a continué de porter intérêt à mes travaux, et m'a envoyé, le 29 janvier 1840, la copie d'un recès de 1482, qui auroit dû naturellement être placé à sa date. Ce recès a été rédigé dans une assemblée de députés des villes de Lubeck, Hambourg, Rostock, Straslund, Wismar et Lunebourg. M. Lappenberg l'a trouvé dans une masse confuse d'anciennes ordonnances hambourgeoises publiées à l'occasion de la *Bursprache* (*civiloquium*) annuelle. Les feuilles sur lesquelles il a été conservé paroissent avoir été détachées d'un recueil de recès anséatiques, à en juger par le papier, l'écriture et surtout l'objet.

Le document dont je viens de parler, et les autres qui composent ce chapitre, concernent l'ensemble des villes anséatiques, indépendamment de leurs lois particulières. C'est dans cette classe de documens généraux que je crois devoir encore placer une série de quarante-huit chapitres sur la police intérieure des navires, dont Lange a parlé dans sa *Brevis introductio, etc.* page 68, mais en laissant entendre, ce que je ne crois pas, qu'il avoit été fait uniquement pour Lubeck.

On ne voit point dans l'exemplaire imprimé en 1676, qui m'est parvenu seulement depuis la publication de mon second volume, ni par qui, ni quand ce document a été rédigé. Il me paroît évident, surtout d'après quelques petits documens accessoires, inutiles à mon objet, qu'il est postérieur à l'établissement du luthéranisme dans les villes anséatiques; j'ajoute qu'il est écrit en haut-allemand.

M. Henschel a eu l'obligeance de traduire ces deux pièces et de veiller à la correction des textes.

RECÈS DE 1482.

Umme wolvard des gemenen sevarenden unde copmans hebben de erliken redere der sos Wendesschen stede, durch ere radessendeboden in dessеme iegenwerdigen iare LXXXII bynnen Lubek to dage vorgadderet im namen unde von wegen der gemenen Hanzestede eyndrechtigen angesettet, belevet unde beslaten desse nabescreven ordinancie unde artikell, de se also ernstliken willen geholden hebben.

L'ordonnance et les articles ci-après, qui devront être observés rigoureusement, ont été proposés, agréés et décrétés au nom des villes anséatiques, et pour le bien des navigateurs et des négocians, par les honorables armateurs des six villes vandales, assemblés en diète à Lubeck dans cette année 1482, et représentés par les délégués de leurs sénats respectifs.

I. Item is vorramet, so welke schipmans eder boesmans by der Oesterzee eder ute Prutzen in Engelant, in Vlanderen, westwarth, in Hollant, Zelant, Vreslant eder anders wor, unde so na in de Baye, gewunnen werden unde so ene vulle reyse don, den sal men ere hure to dren tyden geven. Alse dar men se winnet sal men en dat erste parth van erer hure geven; unde dar se lossen dat ander parth der hure; unde dat dorde parth der hure sal men en geven alse de reyse vullenbracht is. Des scolen de schipmans unde bosmans vorplichtet [syn] dat schip na gedaner reyse in de havene unde stede, dar id aff unde uth gegan is, ofte wor id deme schipheren gelevet, wedder to bringen.

ARTICLE 1er. Il a été ordonné que lorsqu'un matelot ou homme de l'équipage se sera engagé dans la Baltique ou en Prusse, pour aller en Angleterre, en Flandre, à l'ouest, en Hollande, Zélande, Friesland ou ailleurs, et même dans le golfe [de Gassagne], pour faire le voyage entier, on lui payera ses loyers en trois termes. Au moment de l'engagement on lui comptera le premier tiers; le second tiers sera payé au port de destination, et le troisième lorsque le voyage entier sera terminé.

Les matelots et hommes de l'équipage de leur côté seront tenus, le voyage étant fini, de ramener le bâtiment au port ou à la rade d'où il est parti, ou ailleurs s'il plaît au patron (1).

II. Item, des geliken sal id sin myt den de gewunnen werden to Lubeke, in Lyfflande, unde wedderumme to Lubeke; edder in Vlanderen off in Norwegen unde wedderumme to Lubeke.

II. Il en sera de même des gens engagés à Lubeck pour aller en Livonie et pour revenir, et pour aller en Norwége ou en Flandre et revenir à Lubeck.

III. Item, we of gewunnen is op ene halve reyse, deme sal men de halven hure gheven dar he uth segelt, unde de anderen helfte dar he losset.

III. Aux gens engagés pour la moitié d'un voyage on comptera la moitié de leurs gages au départ, et l'autre moitié au port de destination (2).

(1) Ce chapitre contient les mêmes principes que le chapitre 1er du recès de 1380, mais avec plus de développement.

(2) Ce chapitre apporte une modification au chapitre 1er, et l'un et l'autre ont servi de base au chapitre VI du titre III du recès de 1614.

IV. Unde des schal eyn iewelick schipman, he sy we he sy, geholden unde vorbunden sin, dat schip dar he mede segelt, to helpen laden, lossen unde ballasten, vp datt et liggen moge up den strome sunder vare ofte anrst, by vorlust der hure, de he dar boren sal.

IV. Tout homme de l'équipage, quel qu'il soit, sera tenu et obligé d'aider au chargement, déchargement et au lestage du bâtiment qu'il a monté, de sorte que ce bâtiment puisse être amarré dans la rivière sans risque ni danger. La contravention sera punie par la perte des gages que le délinquant devoit toucher (1).

V. Item, alse sik eyn sturman bestedet to eneme schippere, unde wannere dat id kumpt to doen, so en is he nicht gud, noch en doth nicht dar vor he sik bestedet heft, dar deme schipper syn lyff unde schip, unde deme kopmanne sin gud an geleghen is, is vorramet, dat men al sulkeynen sturmanne nicht mer en geve dan ene halve schipmans-hure unde halve voringe; in so verre de schippere gud don kan myt twen guden mannen ofte myt syneme volcke, dat de stureman nicht gud ghenoch was dar vor he sik bestedet hadde.

V. Lorsque quelqu'un s'engage comme pilote et qu'ensuite on trouve qu'il n'est ni capable ni suffisant pour cet emploi, par suite de quoi la vie et le bâtiment du patron, et les marchandises des négocians sont exposés à des dangers, il a été ordonné qu'on ne fournira à ce prétendu pilote que la moitié des gages et du port franc d'un matelot; à condition toutefois que le patron puisse prouver, par le témoignage d'hommes probes ou de son équipage, que le pilote n'étoit pas suffisant pour l'emploi pour lequel il s'étoit engagé (2).

VI. Item ins gelicx, offt sick eyn schipman ofte boesman bestedet to eneme schipperen, unde he nicht gud genoch is dar vor he sik bestedet, dat men alsulken schipman ofte boesman nicht mer en geve dan de halven hure unde halven voringhe, in so verre de schipper dat bewisen kan gelyk vorscreven is.

VI. Lorsqu'un matelot ou un homme de l'équipage s'engage au service d'un patron, et qu'ensuite il ne peut pas remplir ses fonctions, on ne lui donnera que la moitié de ses gages et de son port franc, à condition que le patron le prouve comme ci-dessus (3).

VII. Item, wannere dat eyn sturman, schipman ofte bosman deme schipperen entlopet myt der hure, de he eme gegeven heft, is vorramet, wor men alsulken overkomet, de sal deme schippere syne hure to voren an wedergeven, unde sulke ovelbaet sal stan tome ersten male to der stad ofte richters erkantenisse, dar he beclaget, de sodanes na ummestandicheyt unde gelegenheit solen richten. Dede he idok aver tome anderen male, denne sal men ene openbarliken stupen. Sunder worde he des vorwunnen, he dat tome dorden male gedan hadde, so sal men ene richten an sin hogeste.

VII. Lorsqu'un pilote, matelot ou homme de l'équipage déserte en emportant ses gages, il sera forcé, si on peut le saisir, de restituer avant tout au patron les gages qu'il aura reçus, et son méfait sera puni, la première fois, par le juge ou le sénat devant lequel on l'aura traduit, et qui fixera arbitrairement la peine selon les circonstances de la cause. Mais en cas de récidive, il sera fustigé publiquement, et la troisième fois il sera puni de mort (4).

(1) Ce chapitre paroît le résultat combiné du chapitre V du recès de 1434 (octobre) et du chapitre XVIII des usages d'Amsterdam ou L de la compilation de Wisby.

(2) Ce chapitre paroît emprunté des codes de Lubeck, d'après lesquels a été rédigé le chapitre II de la compilation de Wisby.

(3) On applique ici aux matelots la disposition du chapitre précédent; mais je ne connois aucun autre document d'où le nôtre ait été emprunté.

(4) Voir la note 2 de la page 520 du tome II de la présente collection.

VIII. Item, weret dat jenige schipmans eder boesmans ock al sulken schalkaftigen qwatdoners byvellen unde orleff myt en wolden hebben, unde so vorbunt tegen de schippere hadden gemaket eder makeden, umme eren willen tegen den schippere myt boser vpsate to beholdende unde ene so to bedrangende, is vorramet, dat se deme schippere de huere tovoren scholen wedder geven, unde men sal de ok openbarliken up eneme blocke myt roden tor ersten reyse stupen. Worde he des ock vorwunnen, he dat mere gedan hadde, so sal men ene richten an sin hogeste.

VIII. Lorsque des matelots ou hommes de l'équipage, tombant d'accord avec des vauriens et mauvais garnemens, veulent s'en aller avec eux et s'allient contre le patron pour le forcer méchamment de faire leur volonté, ils rendront d'abord au patron leurs gages et ils seront ensuite publiquemant attachés au carcan et battus de verges, si c'est la première fois qu'ils commettent un tel délit; mais en cas de récidive ils seront punis de mort (1).

IX. Item hebben de stede gesloten, weren jenige sturelude, schipmans edder bosmans in der zee, de jenige forchvoldige vorbuntenisse makeden jegen den schippere, dat eme schedelick were eder den schippere [leg. kopman], sunder gebreck unde merklike not in eyne havene to segelende, dar he nicht wesen scholde, drengeden, dar de schipper edder kopman schaden edder vorluß van nemen, edder deme schippere alse denne sunder sinen willen vnde vulbort entlepen, is vorramet, dat men de schal richten an ere hogeste.

IX. Les villes sont convenues de plus que l'on punira de mort les pilotes, matelots ou hommes de l'équipage qui s'allient méchamment en mer contre le patron, pour le contraindre, sans qu'il y ait nécessité ou force majeure, d'entrer dans un port autre que celui de destination, ce qui peut causer des pertes pour le patron et les chargeurs; et de même les gens qui désertent le bâtiment sans le congé et l'autorisation du patron (2).

X. Item, oft eyn schipper sunder not segelde in ene havenen, dar he nicht were vorvrachtet, unde aldaer des kopmans gudere unde dat schip van boven dale vorkofte, unde darmede wykastich worde, unde sinen rederen unde kopmanne so gudes unde des schepes qwyt makede, is vorramet, dat men den in nenen hanzesteden sal geleyden noch lyden; sunder dar men den kan overkomen, sal men den an sin hogeste richten sunder gnade, unde en boven alle deve in ene galgen henghen.

X. Si un patron entre sans nécessité dans un port autre que celui de destination, et qu'après y avoir vendu entièrement les objets chargés et le bâtiment, il s'enfuie, dépouillant ainsi les armateurs et les chargeurs du bâtiment et des marchandises, il a été décidé qu'on ne le souffrira dans aucune ville anséatique, mais lorsqu'on pourra le saisir on le punira de mort sans aucune grâce, et son corps sera appendu au gibet au-dessus de tous les autres voleurs (3).

XI. Item, so id denne duncker unde nicht gelyk myt der foringe [is], is vorramet, dat

XI. Les usages relatifs au port franc n'étant ni assez clairs ni assez constans, il a été con-

(1) Ce chapitre, que je n'ai trouvé dans aucun autre document, applique aux révoltes qui ont lieu à terre les dispositions du chapitre suivant, relatives aux révoltes sur mer.

(2) Ce chapitre, qui fut reproduit dans les recès de 1530, XXIV, 1591, XLVII, et 1614, titre IV, chapitre XXVII, ne se trouve point dans les recès antérieurs.

(3) Voir la note 3 de la page 525 du tome II de la présente collection.

men geven sal den schipmans edder boesmans: an korne 7 mannen 2 last, unde van tunnengude elkeme veer tunnen.

venu que les matelots et hommes de l'équipage auront dans les chargemens de blé deux lasts par sept hommes, et dans les chargemens de tonneaux chacun quatre tonneaux (1).

XI[bis]. Item so scholen de schipmans vnde boßmans vorplichtet sin unde vorbunden, by vorlust erer voringe, dat korne to kolenne, so vakene id dunket deme schipheren van noden to wesende unde en wert bevolen. So sollen se van elker last, de se kolen unde so vaken alse se kolen, enen placken hebben, unde van dem mattenschuddels van elker last enen groten.

XI *bis*. Les hommes de l'équipage, de leur côté, seront tenus, sous peine de perdre leur port franc, de remuer le blé aussi souvent que cela paroîtra nécessaire au patron et qu'il le leur ordonnera. Ils auront pour chaque last qu'ils remueront et aussi souvent qu'ils le remueront un *plack*, et pour secouer les nattes, de chaque last un *gros* (2).

XII. Item it gevalt, dat en schipher wert gevracht ene dorgande reyse, unde de schipper mot van notsaken sin schyp vp de wase leggen eer he syne reyse vullenbracht heft, unde id gelevet deme copmanne unde den frunden, dat de schipper der reyse volgen mot, unde dat volck en wil nicht volgen, is vorramet, sulkeynen noch hure noch foringe to geven vor der tyt dat se de reyse vullenbracht hebben.

XII. S'il arrive qu'un patron ayant reçu un chargement pour faire un voyage au long cours est obligé, par des circonstances de force majeure, de mettre son bâtiment sur le chantier avant d'avoir achevé le voyage, et que les chargeurs et les armateurs décident qu'il continuera le voyage, si, dans ce cas, les gens de l'équipage ne veulent pas le suivre, ils n'auront ni gages ni port franc avant d'avoir terminé le voyage (3).

XIII. Iffet dat eyn schip breket in enich lant, to welker stede dat id is, de schiplude syn schuldich, dat gud, takel unde touwe to des kopmans unde schipper besten tho helpen bergen unde beholden, so se mest mogen. Unde is et dat se den mester helpen, he is en schuldich dar vor to geven redelik bergegelt. Sunder helpen se eme nicht, so en is he en nicht schuldich, unde se sollen ere hure vorlesen, alse dat schip vorloren is.

XIII. Si un bâtiment se brise quelque part que ce soit, les hommes de l'équipage sont tenus d'aider au sauvetage des biens et des agrès aussi bien qu'ils pourront et au profit du patron et des chargeurs. Et s'ils assistent le patron il sera tenu de leur compter des droits de sauvetage équitables; mais s'ils ne l'assistent pas il ne sera tenu de leur rien donner et ils perdront leurs gages, comme le bâtiment aura été perdu (4).

XIV. Item dat alle schipkindere, de vor hure unde voringe varen unde in des schipheren brode sint, uth eren schepen nicht varen sollen, id en sy myt orlove des schipperen ofte sturmans. Unde oft iemant hyr ane brekaftich worde, unde de nacht ute deme schepe bleve, deme mach de schipper orleff geven,

XIV. Les gens de l'équipage qui voyagent moyennant des gages et un port franc, et qui sont au pain du patron, ne pourront quitter le bord sans le congé du patron ou du pilote. Si en contravention à cette disposition quelqu'un passe la nuit dehors, le patron pourra le renvoyer et lui retenir la moitié de ses gages. Si, pendant son absence, le bâtiment

(1) Voir la note 1 de la page 525 du tome II de la présente collection.
(2) Voir les notes 4 de la page 525 et 2 de la page 537 de la présente collection.
(3) Voir la note 1 de la page 523 du tome II de la présente collection.
(4) Voir la note 1 de la page 521 du tome II de la présente collection.



unde sal syne halven hure vorloren hebben. Weret aver dat grot merklik schaden in deme schepe beschege de wile he also buten were, heft he den schaden nicht to vorleggende, so sal he sitten eyn jar in deme torne unde men sal eme nicht andere spyse dan water unde brot geven. Weret aver dat schip vorginge de wile he, so vorberort is, buten schepes were unde jemandes dot bleve in deme schepe, so sal he synes halses bestanden syn.

éprouve une avarie considérable et qu'il n'ait pas de quoi payer le dommage, il sera enfermé pendant une année dans une prison publique où il n'aura pour nourriture que du pain et de l'eau. Et si pendant qu'il est dehors, le bâtiment se perd et que quelqu'un y perde la vie, il sera condamné à mort(1).

XV. Item is vorramet, so wor eyn schipper eynen schipman wynnet unde kumpt he an syne kost, unde heft sik de schipman unredeliken, dat bewyslik is, eer he uthsegelt, so mach he eme wol orleff geven, so sal eme de schipper de halven hure, de eme dar tor stede gebort, vornogen unde betalen.

XV. Si un matelot, après s'être engagé avec un patron et être entré à son service, se conduit malhonnêtement avant le départ, et qu'on puisse le lui prouver, le patron aura le droit de le renvoyer en lui payant la moitié des gages qui lui revenoient au départ(2).

XVI. Item, gift eyn schipher sinen schipmanne, sunder redelike unde witlike schult, orleff in Vlanderen edder anderswor, dar men ersten losset edder anderwerff weder ladet, so sal de schipher eme de fullen hure unde foringe to betalende schuldich wesen. Sunder wolde ok de schipman van deme schipper orleff hebben dar de halve reyse gedan were, denne sal de schipman vorplichtet wesen deme schippere de helen hure unde foringe ok voran to betalenne der geliken.

XVI. Lorsqu'un patron congédie un matelot, sans cause suffisante et prouvée, en Flandre ou ailleurs, où l'on décharge pour prendre une autre cargaison, il sera tenu de lui payer ses gages et son port franc en entier. De même, le matelot qui voudra quitter le patron quand la moitié seulement du voyage sera fournie sera tenu de restituer au patron la totalité de ses gages et de son port franc (3).

XVII. Dat gevalt, dat schiplude sik vorhuren eren meister unde dat gevalt, dat enige van en uten schepe ghan sunder orleff unde drincken druncken unde maken twyst unde unruste unde dat gevalt, dat dar ymant gewondet wert, de meister en is nicht schuldich den to holdene so lange he genesen is, noch den gennen, de so gewundet syn, to laten helen noch genesen. Unde hadden se wes entfangen, dat se noch nich vordenet en hadden, dat syn se schuldich wedder to gevende. Mer sendet se de meister in enighe schepe, dar se

XVII. Lorsque, l'équipage étant engagé, quelques hommes sortent du bâtiment, s'enivrent et se querellent, si, dans ce cas, quelqu'un est blessé, le patron ne sera tenu ni de garder le blessé à son service, ni de le faire traiter et guérir.

Et si ces matelots ont perçu des gages non encore dus, ils seront tenus de les restituer.

Mais si le patron les envoie quelque part et qu'ils soient blessés par suite de ce travail,

(1) Voir la note 1 de la page 541 du tome II de la présente collection.
(2) Voir la note 4 de la page 519 du tome II de la présente collection.
(3) Voir la note 1 de la page 520 du tome II de la présente collection.

in deme arbeyde quetsedt off wundet werden, se sin schuldich tho wesen up des schepes kost se to helen.

il sera tenu de les faire traiter aux frais du bâtiment (1).

XVIII. Dat gevalt, dat enich schipman seecheide ankomet hem tween off hen dren blyvende in den deynst van deme schepe, se en mogen van siecheide nicht int schip blyven, de meister is se schuldich uten schepe to doen gan unde to leggene in ene herberge, unde eme to levererne kerßlicht by to seende unde een van den schipluden by eme to latene umme ene to vorwarene, off enen anderen to hurende, de synes ware nemet, unde eme to vorstene van alsulcker spyse, alse men in deme schepe hevet vnde alse men eme gaff alse he gesunt was unde anders nicht; id en sy de meister id doch don wille. Unde wil he ander spyse hebben, de meister is eme nicht schuldich to gevene, dat en were to sinen kosten. Unde dat schip en is nicht schuldich na eme to beydene, mer to segelen alst eme gelievet. Unde isset dat de ienne genefet, so sal he hebben al syne hure. Unde stervet he, so sal men de hure synem wyve geven off sinen kinderen off sinen erffnamen.

XVIII. Si deux ou trois matelots, étant au service du bâtiment, tombent malades, d'une maladie assez grave pour qu'ils ne puissent rester à bord, le patron sera tenu de les faire porter hors du navire et de les placer dans une auberge, de leur fournir de la chandelle pour voir, et de laisser avec eux un homme de l'équipage pour les soigner, ou de louer un autre homme à cet effet, et de leur fournir les vivres qu'on a à bord et qu'on leur donnoit quand ils étoient sains et pas d'autres, à moins que le patron ne veuille bien le faire. Si les malades demandent d'autre nourriture le patron ne sera tenu de la leur fournir qu'à leurs frais.

Le bâtiment ne sera pas tenu de les attendre et mettra aux voiles quand le patron voudra. Si le malade guérit il aura ses gages en totalité, et s'il meurt on les payera à sa femme ou à ses enfans ou héritiers (2).

XIX. Item, bevunde eyn schipper enen schipman myt qwaden feyten unde he dat mochte betugen myt twen schipmans, deme mochte he orleff geven an dat erste lant, dar de schipper queme, sunder icht dar ane to vorlesende jeghen den schipman, noch gheen loen eme to ghevende.

XIX. Si un homme de l'équipage commet des faits coupables, que l'on puisse prouver par deux hommes du bord, le patron pourra le congédier au premier pays où l'on abordera, sans être tenu de lui donner aucune indemnité et sans lui payer de gages (3).

XX. Eyn man is loetsman in eyn schip unde is gehurt en schip to bringhen daert entladen sal, dat gevalt, dat in de havene kedene syn off slote, dar men bynnen der stede ontladet, de meister is schuldich to vorstene dat covers van dar men de schepe bynnen legget unde sin getouwe uth to settene.

XX. Si un lamaneur a été loué pour conduire un bâtiment au lieu de décharge, et s'il y a dans le port des chaînes et des enclos, au dedans desquels on décharge, le maître est tenu de mettre hors une balingue et des câbles. Si les chargeurs souffrent du dommage par défaut des câbles, le patron en sera responsable. Le lamaneur aura fait son devoir

(1) Ce chapitre, qu'on ne trouve dans aucun recès antérieur, a pu être emprunté du chapitre XX [18] de la compilation de Wisby, ou VI des jugemens de Damme et des rôles d'Oléron.

(2) Ce chapitre, qu'on ne trouve dans aucun des recès antérieurs, a pu être emprunté du chapitre XXI [19] de la compilation de Wisby, VII des jugemens de Damme et des rôles d'Oléron.

(3) Ce chapitre est le développement du principe énoncé dans le chapitre III du recès de 1378.

Ist dat de koplude schaden nemen by gebreke van den getouwe, de meister is it schuldich to betteren unde de loetzman sal vuldan hebben, alse he dat schip ter kettene ghebracht heft, want he des nicht forder schuldich is to brengene, unde vortmer blystet upten mester unde upten schipluden.

quand il aura amené le bâtiment à la chaîne, car il n'est pas tenu de le conduire plus loin, et ce navire est par la suite à la charge du patron et des gens de l'équipage (1).

XXI. Item, it gebort vakene, dat eneme schipper in der zee zerover eder schepe van orleghe bejegenen. Dar de schipper des synnes werden, schip unde gud to vorvechten, u.s.w. is vorramet, dat de schipmans unde boesmans vorplichtet solen sin, deme schipper truweliken vechten schip unde gud entsetten to helpen. Unde de also in der vechtinge gewundet werden, de sal men van deme schepe unde gude helen laten. Unde weret sake se eme nicht helpen en wolden, so dat schip unde gud daraver genomen worde, unde kentlick were eder men dat namals nabringen konde, in deme se eme gehulpen hadden, dat se schip unde gud entsat mochten hebben, welck staen sal by der stad edder richter, dar he kumpt edder beclaget wart, dat na wodanicheit der to richtende.

XXI. Il arrive souvent qu'un bâtiment rencontre en mer des pirates et des bâtimens de guerre. Lorsque, dans ce cas, les patrons se décident à défendre le bâtiment et les biens, les matelots et les gens de l'équipage sont tenus d'aider loyalement le patron à dégager le navire et les biens en combattant. Ceux qui auront été blessés au combat seront guéris aux frais du navire et des biens. S'ils ne veulent pas assister le patron en combattant, de sorte que le navire et les biens soient pris, et s'il est évident qu'ils auroient pu dégager le navire et les biens, le sénat de ville ou le juge devant lesquels on les traduira les condamneront à une peine arbitraire, selon les circonstances de la cause (2).

XXII. Item, der geliken sal id sin, off de schipper dat vorsumede unde nicht vechten wolde unde dat volck willich were, is vorramet, dat de schipper na der tyt jennyge schepe mer to vorende sal gelovet syn, noch vor enen erliken man mer stan edder geachtet sin sal, in deme he des worde vorwunnen.

XXII. De même si le patron néglige ou refuse de combattre, et que l'équipage y soit prêt, le patron ne pourra plus jamais conduire un bâtiment ni être réputé honnête homme, s'il en est convaincu (3).

XXIII. Item weret sake sik jenich schipher, sturman, schipman edder boßman, alse he sik bestedet heft, vorbeteren mochte, des sal he nene macht hebben, sunder sal ersten vullen bringen unde holden de reyse eyn jewelik, dar vor he sik bestadet unde angenamet heft.

XXIII. Si un patron, pilote ou matelot, après s'être engagé trouve une meilleure condition, il ne pourra l'accepter avant d'avoir achevé le voyage pour lequel il s'est engagé et qu'il a accepté (4).

Dit vorgescreven is openbare afge-

Ce qui est écrit ci-dessus a été pro-

(1) Ce chapitre contient des dispositions identiques avec celles du chapitre XXXIX [37] de la compilation de Wisby, XXIV des jugemens de Damme et des rôles d'Oléron.

(2) La première partie de ce chapitre se reporte au chapitre II du recès de 1434 (octobre); le reste ne se trouve que dans des recès postérieurs à 1482.

(3) Cette disposition, conséquence du chapitre précédent, ne se trouve dans aucun recès antérieur.

(4) Ce chapitre ne se trouve dans aucun autre recès antérieur.

kundiget amme Sonnavende na der hilligen Crutzes dage Invention anno, etc. LXXXII.

clamé publiquement le samedi après l'Invention de la Sainte-Croix de l'an [14] 82.

RÈGLEMENT SUR LA POLICE DES NAVIRES.

Hiernach folget das löbliche alte See-Recht, so von unsern seligen löblichen Vorfahren geordinirt und gehalten worden ist, wie sich ein jeder Kauff- und Handwercksman, wie auch Seefahrende Männer, so auff diesem Schiffe fahren wollen, verhalten sollen, bey Straffe den Armen in die Büchse zu geben sollen schuldig seyn, das ihnen GOtt der HErr reichlichen belohnen wird.

Ceci est l'honorable et très-ancien droit maritime que nos ancêtres ont fait et observé, sur la manière dont les marchands, artisans et marins qui voyagent à bord des navires doivent se conduire, sous peine de payer une amende pour le tronc des pauvres, dont Dieu les récompensera richement.

Erstlich sol der Schiffer, als Richtliche Personen, erwehlen einen Vogt und zwey Beysitzer, der Herr Vogt aber sol die andern Officirer erwehlen, als Schaffer, Zapffergan und Meisterman, und wie sie mögen genandt werden, auff das einen jeden nach Recht geschehen mag, und nachfolgendes durch seinen Schreiber vor lesen lassen.

Premièrement. Le patron nommera, comme autorité judiciaire, un prévôt et deux assesseurs. M. le prévôt nommera les autres officiers, le fournisseur, le bouteiller et le contremaître, et tous les autres, quelques noms qu'ils puissent avoir, afin que chacun reçoive ce qui lui est dû, et il fera lire par son écrivain ce qui suit :

Höre ein jeder, und mercke wol,
Wie er sich hierin verhalten sol,
Niemand sol hievon sein befreyt,
So nicht brauchet Bescheidenheit.
Vors erst sol man Gottfürchtig sein,
Ohn Gotts Gebot nichts bringen ein,
Nicht scheltn auff Weibsbilder und Herrn,
Sich hüten auch für fluchn und schwern,
Bey Straff 12 Schilling.

Que chacun entende et fasse attention aux règles de la conduite à observer;

Personne n'en sera exempté, s'il commet des fautes.

Premièrement, on doit craindre Dieu; ne rien faire contre ses commandemens; ne pas dire du mal des femmes ou des hommes; se garder de jurer et de blasphémer, sous peine de 12 schellings.

Wer diß nicht thun wil oder kan,
Muß sich von dem Herrn Vogt straffen lahn.

Celui qui ne voudra ou ne pourra observer ceci sera puni par M. le prévôt.

I. Der des Morgens aufffstehet, und sein Gebet nicht thut, sol Straff geben 2 Sch.

I. Celui qui se lève le matin sans faire sa prière sera puni d'une amende de 2 schellings.

II. Der den Nahmen mißlich nennet, Straff 1 Sch.

II. Qui abuse du nom de Dieu payera 1 schelling.

III. Der bey GOTT und seinen heiligen Wunden fluchet oder schweret, Straff 2 Sch.

III. Qui jure par Dieu et ses saintes plaies, 2 schellings.

IV. Der den Hut nicht abnimpt, wenn man GOTT lobet, singet und betet, Straff 5 Sch.

IV. Qui n'ôte pas son chapeau quand on loue Dieu, quand on chante ou qu'on prie, 5 schellings.

V. Der da lachet bey dem Singen oder Beten, oder ander Geschwätz treibet, Straff 5 Sch.

V. Qui rit ou cause pendant le chant ou la prière, 5 schellings.

VI. Der dem Vogt oder Beysitzer ihre gebührliche Ehr nicht thut, wann sie Recht sitzen, Straff 4 Sch.

VI. Qui ne rend pas l'honneur dû au prévôt et à ses assesseurs, quand ils jugent les contestations, 4 schellings.

VII. Der das Silflit verschläfft, wenn das geblasen wird, sol Straff geben 4 Sch.

VII. Qui ne se lève pas quand on sonne, 4 schellings.

VIII. Wer auff die Nachtwacht bestelt, und schlaffend darauff gefunden wird, Straff 8 Sch.

VIII. Qui, étant de garde de nuit, s'endort, 8 schellings.

IX. Wer etwas sihet oder höret, und es verschweiget, Straff 1 Sch.

IX. Qui entend ou voit quelque chose de contraire au bon ordre [et ne le dénonce pas], 1 schelling.

X. So jemand ein Ampt angeboten, und es nicht wil annehmen, Straff 2 Reichsthaler.

X. Si quelqu'un est nommé à un emploi et refuse, 2 écus.

XI. Es sol niemand mit ungewaschenen Händen zur Mahlzeit gehen, bey Straff 1 Sch.

XI. Qui s'assied à table sans avoir lavé ses mains, 1 schelling.

XII. Es sol niemand die Victualien verachten, so fern sie nicht zu verachten seyn, bey Straff 2 Sch.

XII. Qui méprise à tort la nourriture, 2 schellings.

XIII. Der Schaffer sol zu rechter Zeit schaffen, wofern solches nicht geschicht, Straff 1 Sch.

XIII. Si le fournisseur ne fournit pas au moment prescrit, 1 schelling.

XIV. Der Zapffergahn sol den Haneken zu rechter Zeit auff und zuschliessen, es were dann das einer einen Trunck nöhtig hätte, bey Straff 2 Sch.

XIV. Le bouteiller fermera et ouvrira le robinet au moment prescrit, à moins que quelqu'un n'ait besoin de boire un coup, sous peine de 2 schellings.

XV. Es sol niemand ohne Urlaub deß Zapffers zapffen, bey Straff 2 Sch.

XV. Personne ne tirera de la boisson sans la permission du bouteiller, sous peine de 2 schellings.

XVI. Es sol sich niemand unterstehen binnen Schiffesbort ein Gewehr oder Messer, oder andere schädliche Dinge heraus zie-

XVI. Si quelqu'un tire à bord une arme, un couteau ou d'autres instrumens qui peuvent blesser, on lui clouera les mains au

hen, Schaden damit zu thun, demselben sol man die Hand an die grosse Mast schlagen mit demselben Gewehr, und er selber außreissen, doch nach gestalt der Sachen zu richten.

grand mât avec cette arme et il se dégagera lui-même; cependant lors du jugement on doit avoir égard aux circonstances.

XVII. Es sol auch niemand sich unterstehen, in des Meistermans Behausung zu gehen, denselben er darin betrifft, Straff 1 Sch.

XVII. Quiconque entrera dans la cabine du contre-maître, 1 schelling.

XVIII. Wo ferne da Frauens-Personen im Schiffe seyn so sol sich niemand in ihrem Lager finden lassen, dadurch mehr könte folgen, bey Straff 4 Sch.

XVIII. S'il y a des femmes à bord, celui qui est vu dans le local où elles couchent, 4 schellings.

XIX. Wofern daß einer würde betroffen, daß er Unzucht im Schiffe beginge, der sol zum erstenmahl, Straff geben 6 Rthaler, geschiehet es mehrmahl, so sol er allemahl dobbelt geben, oder was ihme das Recht zu erkennet.

XIX. Celui qui aura couché avec une femme, la première fois, amende de 6 écus, qui sera doublée à chaque récidive.

XX. Wer des Abends das Gebet versäumet, wann es ihme wird angesagt, sol geben 4 Sch., es sey dann daß er durch Schwachheit nicht kan kommen.

XX. Celui qui ne fait pas la prière du soir à l'heure indiquée, à moins qu'il ne soit malade, 4 schellings.

XXI. Es sol sich keiner unterstehen, wann das Schiff vor Ancker auff einer Reide ligt, das Bodt vom Schiff zu nehmen ohne Urlaub des Schiffers, oder Steurmans, oder Haupt-Boßmans, oder wer da commendirt, bey Straff, so offt es geschicht, 2 Rthlr.

XXI. Celui qui, lorsque le navire est à l'ancre dans une rade, se sert du canot sans la permission du patron, du pilote, du bosseman ou du commandant, chaque fois, 2 écus.

XXII. Es sol sich niemand unterstehen binnen Schiffesbort einige Müterey und Verbündnüsse gegen den Schiffer anfangen, wofern solches geschiehet, und der Schiffer könte solches im Schiffe nicht gebührlich straffen oder richten, so sol der Schiffer die Verbrecher angeben ins erste Recht, da das See-Recht wird gebraucht, daß solches nach Erfindung kan gestrafft werden.

XXII. Personne ne devra former à bord des conspirations ou révoltes contre le patron. Si cela a eu lieu et que le patron ne puisse suffisamment instruire l'affaire ou punir les coupables à bord même, il les traduira devant la première juridiction où il arrivera et où l'on connoît des affaires de mer selon le droit maritime, pour faire punir les coupables d'après les circonstances.

XXIII. Der ein Ampt hat, und wird nachlässig darin befunden, sol Straff geben 2 Sch.

XXIII. Celui qui, employé à une charge, est coupable de négligence, payera une amende de 2 schellings.

XXIV. Wer einem sein Ampt verachtet, Straff 6 Sch.

XXIV. Celui qui méprise la charge d'un autre, 6 schellings.

XXV. Der einem einen Beynahmen giebet, ohne seinen rechten Nahmen, Straff 1 Sch.

XXV. Celui qui donne un surnom [injurieux] à quelqu'un, 1 schelling.

XXVI. Der einem seine Ehr oder guten Nahmen lästert oder schändet, Straff 2 Rthlr.

XXVI. Celui qui dit des choses contraires à l'honneur d'un autre, 2 écus.

XXVII. Der sich auff dem Schiff findet an Ort und Stell da ihm nicht gebühret, Straff 2 Sch.

XXVII. Celui qui se trouve à bord dans des locaux où il ne doit pas être, 2 schellings.

XXVIII. Der unter Essens über der Mahlzeit unzüchtig seine Nothdurfft thut, Straff 2 Sch.

XXVIII. Celui qui fait des saletés à table, 2 schellings.

XXIX. Der über der Mahlzeit eine unhöffliche Mund brauchet, Straff 1 Sch.

XXIX. Celui qui dit des grossièretés à table, 1 schelling.

XXX. Der mehr Bier spillt als er mit der Hand bedecken kan, wofern es unversehens geschicht, Straff 2 Sch., sonst 1 Tonne Bier.

XXX. Celui qui répand plus de bière qu'il ne peut en couvrir de sa main, s'il le fait par inadvertance, 2 schellings; s'il le fait exprès, un tonneau de bière.

XXXI. Der den bösen Mann nennet, so offt er das thut, Straff 1 Sch.

XXXI. Celui qui prononce le nom du diable, chaque fois, 1 schelling.

XXXII. Der einen Lügen strafft ohne Ursach, giebet allemahl Straff 1 Sch.

XXXII. Celui qui donne un démenti à un autre sans raison, 1 schelling.

XXXIII. Der einem Schaden thut durch ein Messer oder Gewehr, muß besichtiget werden, so fern es nicht tödlichen oder groß ist, Straff 3 Rthlr.

XXXIII. Celui qui blesse un autre d'un couteau ou d'une arme, si la blessure n'est pas mortelle ni considérable, 3 écus.

XXXIV. Der auff dem Schiffe Gewalt thut, es sey in Trunckenheit oder nüchtern, Straff 4 Rthlr. 4 Sch.

XXXIV. Celui qui use de violence envers un autre, soit en état d'ivresse ou non, 4 écus, 4 schellings.

XXXV. So etliche spielen wann die Sonn untergangen ist, Straff 4 Sch.

XXXV. Ceux qui jouent après le coucher du soleil, 4 schellings.

XXXVI. Es sol auch einer dem andern nichts entwenden oder stehlen, Straff nach Gelegenheit 3 Rthlr.

XXXVI. Celui qui prend ou vole quelque chose à un autre, 3 écus; on modifiera l'amende selon les circonstances.

XXXVII. Der etwas findet und es nicht alßbald wieder gibt, sol Straff geben 8 Sch.

XXXVII. Celui qui trouve quelque chose et ne le rend pas aussitôt, 8 schellings.

XXXVIII. Wird etwas, so verlohren, bey jemand gefunden, sol als ein Dieb nach gestalt der Sachen gestrafft werden, 2 Rthlr.

XXXVIII. Si l'on trouve entre les mains de quelqu'un une chose perdue et qu'on peut lui supposer l'intention de garder, cet homme payera 2 écus.

XXXIX. Der einem ohn Ursach in sein Lager liegen gehet, Straff 2 Sch.

XL. Der einem in seinem Lager nicht zu frieden läst, und darüber klaget, Straff 2 Sch.

XLI. Der etwas ungleiches hört oder siehet, und es nicht saget, Straff 10 Sch.

XLII. Der einem fluchet oder schmähet an seinen Ehren, sol Straff geben 2 Rthlr.

XLIII. Der das Schiff verunreiniget, muß es wieder reinigen, oder Straff 1 Sch.

XLIV. Es sol sich niemand unterstehen vom Tisch auffzustehen, man habe dann zuvor Gott gedancket, Straff 2 Sch.

XLV. Es sol niemand, wenn er zu seiner Kisten oder Schloß gehet, den Schlüssel darin stecken lassen, es möchte sonsten was entwendet, und ein ander mit Unrecht bedacht werden, Straff 12 Sch.

XLVI. So etwas unbilliges mehr geschehen würde, so nicht hierin verfasset, sol nach Erkäntniß des Herrn Vogts und Beysitzers gestrafft werden.

XLVII. So jemand möchte seyn, der diesen löblichen Statuten zu wiedern sein würde, sol nach Erkäntniß des Herrn Schiffers und Vogts ohn alle Gnade gestrafft werden.

XLVIII. Wofern einer von diesen Puncten hätte verbrochen, der nicht könte oder wolte die Straffe außgeben, so der Punct betrifft, dem sol der Meisterman so viel Last Tehr auff und absingen, als ihm der Vogt und das Recht zu erkandt, oder were die Straffe so wichtig, so mögen sie den von der Rahe lassen lauffen.

Weil nun solches alles zu GOttes Ehren, auch Zucht und gute Ordnung binnen Schiffesbort zu erhalten, auch zu Beförderung der Armen geschicht, sol sich niemand die angedeutete Straffe verweigern, oder der Schiffer sol Macht haben ihme zu straffen an Gelde oder woran ers hat.

XXXIX. Celui qui se couche dans la couchette d'un autre, 2 schellings.

XL. Celui qui incommode un autre dans sa couchette, 2 schellings.

XLI. Celui qui entend ou voit une chose inconvenante et ne la dénonce pas, 10 schel.

XLII. Celui qui maudit ou injurie un autre, 2 écus.

XLIII. Celui qui fait des ordures à bord doit les enlever ou payer 1 schelling.

XLIV. Celui qui se lève de table avant la prière, 2 schellings.

XLV. Celui qui laisse sa clef auprès de sa malle ou coffre, ce qui peut faire soupçonner des innocens si quelque chose est volée, 12 schellings.

XLVI. Toute autre contravention sera punie selon le dire de messieurs le prévôt et des assesseurs.

XLVII. Celui qui empêchera l'application de ces articles sera puni au dire du patron et du prévôt sans aucune grâce.

XLVIII. Si quelqu'un ayant commis une contravention ne veut ou ne peut payer l'amende susdite, le contre-maître lui fera porter autant de lasts de goudron que le prévôt aura décidé, ou on lui donnera la cale si l'affaire est de quelque importance.

Et puisque tout cela a été établi en l'honneur de Dieu et pour maintenir la discipline et l'ordre à bord, ainsi qu'au profit des pauvres, personne ne devra refuser de payer l'amende, faute de quoi le patron pourra le punir en argent ou autrement.

CHAPITRE XV. — J'avois publié, pages 27 et suivantes du tome III, un document inédit relatif à l'ancien droit maritime des villes de Berghen et Drontheim. Ne connoissant point la langue dans laquelle il est écrit, et n'ayant pu trouver en France personne qui la connût, j'ai été dans la nécessité de demander à M. Schlegel qu'il voulût bien en faire exécuter sous ses yeux une traduction latine, avec le secours de laquelle j'ai fait la version française. On sent que cette double translation a pu être la source de quelques inexactitudes, quoique j'eusse pris la précaution de communiquer mes épreuves à M. Schlegel.

Depuis la publication de mon troisième volume, M. Münch, professeur à Christiania, m'a obligeamment envoyé une traduction latine de ce même document. Il en avoit chargé M. X. Marmier, qui faisoit, en 1838 et 1839, un voyage de recherches sur la littérature du Nord; et par le résultat d'un accident, qui a fait égarer la copie, je ne l'ai reçu qu'en 1843. Mais quand même elle me seroit parvenue aussitôt que paroissoit le désirer M. Münch, il ne m'auroit pas été possible d'en faire usage, le troisième volume de ma collection ayant paru en 1834.

Tout me porte à croire que ce document n'a pas encore été publié en Danemarck ou en Norvége, car, s'il l'eût été, M. Münch n'eut pas manqué sans doute de me le faire connoître.

Il est bien vrai que les statuts municipaux de Berghen ont été publiés par M. le professeur Fougner-Lundh de Christiania; mais comme ce savant ne croit pas que le document dont il s'agit en ait fait partie, il ne l'a pas compris dans son édition.

Si la traduction latine qu'a bien voulu m'adresser M. Münch, et dont je me fais un devoir de lui témoigner ma reconnaissance, m'étoit parvenue avant l'impression du tome III, j'aurois sans contredit été à même de mettre plus d'exactitude et de clarté dans ma traduction française, d'après la version latine exécutée, sous les yeux et la direction de M. Schlegel, par M. Eirnessen. J'ai du moins la certitude que le texte dont M. Münch a fait usage est, sauf un chapitre dont je vais parler, identique avec celui que M. Schlegel m'a envoyé. Il consiste en vingt-quatre chapitres. Cependant, j'ai remarqué que deux étoient numérotés XXIII, et que le premier de ces deux ne se trouvoit pas dans l'envoi de M. Schlegel. J'en donne ici la traduction latine, telle que je l'ai reçue de M. Münch; ce savant n'ayant pas joint à son envoi le texte original. Le voici :

De iis qui ad loca vetita navigant.

« Si qui ad loca aut oppida quibus ipsis interdictum est navigant, solvito regi rector « octo ertogas, tredecimque marcas argenti; sociorum autem unusquisque marcam ar- « genti. Unius cujusvis navis rector esto qui gubernaculo proximus locum habet, ab eo « omnes mulctam petunto, cuncti autem mulctam iis qui interdicti ratione non habita

« navigaverint solvendam præstanto. Nolito autem quisquam injussu regis vetare ne « frumentum cibusve ex una præfectura in alteram feratur. Si quis vetuerit solvito « octo ertogas tredecimque marcas, dimidium regi, dimidiumque omnibus eadem « comitia petentibus. »

Chapitre XVI. — Je me suis servi, pour la publication des extraits du Code islandais, connu sous le nom de *Jons-Bog,* que j'ai faite tome III, page 63 et suiv., d'une édition imprimée à Hólúm, en 1709, et d'un manuscrit de la Bibliothèque royale, n° 8175, ancien fonds.

M. Schlegel, dont les secours et les conseils m'ont été d'une si grande utilité, m'avoit laissé entendre qu'on se proposoit d'en donner une édition, comme déjà on l'avoit fait pour le *Grágás.* Mais le projet, s'il n'a pas été abandonné, n'a certainement point été exécuté jusqu'à présent.

Chapitre XVII. — Les deux premiers volumes du *Corpus juris sueogotici,* entrepris par MM. Collin et Schlyter, l'un publié en 1828, contenant le *Codex juris Vestrogotici,* l'autre en 1830, contenant le *Codex juris Ostrogotici,* ne m'avoient offert aucune disposition relative au droit maritime; je n'ai donc pu en faire usage pour la rédaction de ce chapitre. J'ai voulu m'assurer s'il ne s'en trouveroit pas dans les volumes suivans. Les libraires à qui je me suis adressé m'ont affirmé qu'on n'en connoissoit pas d'autres que ceux dont je viens de parler. Cette réponse coïncide avec le fait que la Bibliothèque royale, à qui l'ouvrage a été envoyé il y a peu d'années, ne possède aussi que ces deux volumes.

Chapitre XXI. — Ce chapitre a été consacré à recueillir tout ce qui, dans l'état des connoissances qui m'étoient parvenues, concernoit le droit maritime de Lubeck antérieur au XVIII[e] siècle. MM. Hach, père et fils, avoient eu l'obligeance de me guider dans cette voie difficile pour un homme étranger, comme je le suis, au pays dont je m'occupois.

Depuis la publication de mon tome III, M. Hach père a fait imprimer, en 1839, son ouvrage intitulé Das alte Lübische Recht, dont il a eu la bonté de m'envoyer un exemplaire. Je n'y ai pas trouvé de textes de droit maritime autres que ceux que contient ma collection; mais ceux qu'a publiés le savant magistrat de Lubeck sont donnés d'après des manuscrits plus nombreux et meilleurs, ce qui lui a permis de les enrichir de beaucoup de variantes.

Je dois donc inviter les personnes qui me feroient l'honneur de consulter mon ouvrage, de recourir aussi à celui de M. Hach; et dans le but de leur être utile je vais offrir un tableau de comparaison. Il portera : 1° sur le code auquel j'ai donné, d'après Westphal, la date de 1158 (1), lequel forme le

(1) M. Hach pense que le code primitif est perdu, mais que celui publié par Westphal en latin s'en rapproche beaucoup. Je m'étois servi de ce dernier et d'un autre publié par Dreyer; M. Hach indique, à la page 183, ceux dont il a fait usage.



code I de M. Hach; 2° sur le code que Westphal date de 1240 (1), lequel est le IIe de M. Hach; 3° sur les codes II et III de Brokes auxquels répondent le code III et le chapitre IV de M. Hach. Voici ce tableau de comparaison :

Lois maritimes, tome III.		Das alte Lübische Recht.	
Code de 1158..........	Sans numéro.	Code I.....	XLIV.
	Sans numéro.		XCIX.
Code de 1240..........	XLII.	Code II....	CXXXIII.
	LX.		XXXIII.
	LXXXIV.		CXXXIX.
	LXXXVIII.		CXXXIV.
	XCVII.		CXXXV.
	CVI.		CXXXVI.
	CXXXI.		CXXXVII.
	CXXXVII.		CXXXVIII.
	CXLVI.		CXLVII.
	CLII.		CCVI.
	CCXVI.		CCXII.
	CCXXVI.		CCXXII.
Second code de Brokes..	CXLV.	Chapitre IV.	XXXVI.
Troisième code de Brokes.	CCLXXIX.		LXVII.
	CCLXXXVIII.	Code III....	CCXV.
	CCLXXXIX.		CCXIV.
	CCXC.		CCXVI, CCXVII.
	CCXCI.		CCXVIII.
	CCXCIII.		CCXIX.
	CCXCIV.		CXCIII.
	CCXCV.	Chapitre IV.	XX.
	CCXCVI.		LXVIII.
	CCXCVII.		XXI.
	CCXCVIII.		XXII.
	CCXCIX.		XXIII.
	CCC.		XXIV.
	CCCI.		XXV.
	CCCII.		XXVI.
	CCCIII.		XXVII, XXVIII.
	CCCIV.		XXIX.
	CCCV.		XXX.
	CCCVI.		XXXI.
	CCCVII.		XXXII.
	CCCVIII.		XXXIII.
	CCCIX.		XXXIV.
	CCCX.		XXXV.
	CCCXIII.	Code III....	CCCXXXIV.
	CCCXIV.		CCCXXXIV.

Outre les trois documens qui ont fait l'objet du tableau de comparaison ci-dessus, j'en ai publié d'autres qu'il n'est pas entré dans le plan de M. Hach de recueillir. Un seul me fournit matière à quelques observations addition-

(1) Ce code, le même dont Albert de Bardewik a fait une rédaction en 1284 et le syndic Tideman Gustrow en 1348, est publié par M. Hach d'après un grand nombre de manuscrits qu'il indique, page 229. Dans mes notes sur les chapitres extraits du statut de 1240, texte de Westphal, j'avois indiqué des relations de numéros avec la rédaction de 1348. Les élémens m'en avoient été fournis d'après deux copies des archives de Lubeck, que M. Hach considéroit alors comme authentiques: mais depuis il a retrouvé l'original, dont il s'est servi, et à la page 106, note 2, il exprime avec bienveillance le regret de m'avoir involontairement induit dans une erreur que mon tableau de comparaison rend très-réparable.



nelles; c'est le statut maritime de 1299 publié par Dreyer à la fin de son ouvrage intitulé *Specimen juris publici Lubicensis, etc.* Ce document, rédigé pour un comptoir établi en Flandre et qui forme une sorte de hors-d'œuvre dans la législation coutumière de Lubeck, n'ayant pu être trouvé dans les archives de cette ville, je fus réduit à me servir du seul texte de Dreyer, dans lequel MM. de Clercq et Henschel avoient reconnu de graves imperfections. Ils en ont corrigé les fautes les plus évidentes avec le secours des articles correspondans d'un semblable statut de Hambourg (t. III, pages 337 et suiv.). Depuis 1834, M. Warnkœnig m'a envoyé copie d'un texte plus exact de ce statut existant aux archives de Cologne. Cette copie a justifié quelques-unes des corrections, et pourroit en fournir d'autres; mais comme il n'en résulteroit aucun changement pour le sens de la traduction, je ne crois pas devoir la faire imprimer.

Chapitre XXIII. — J'avois donné, pages 490 et suiv., quelques notions sur les anciens codes de la Russie, qui du reste n'offrent pas de droit maritime; et, à la page 504, j'avois dit un mot de la nouvelle législation générale qui venoit d'être promulguée dans cet empire. Depuis 1834, époque à laquelle a paru le tome III de ma collection, nous connoissons mieux cet immense travail. M. Foucher, avocat général à la Cour de Rennes, a publié dans sa collection des codes étrangers, le code civil de Russie, la seule partie qui, avec le code de commerce, puisse nous intéresser. Dans le compte que j'ai rendu de l'ouvrage de M. Foucher (Journal des Savans, octobre et novembre 1842), j'ai donné des détails étendus sur l'histoire de la rédaction du corps de droit russe. Ce n'est point ici le lieu de les reproduire. Je me borne à faire observer que le code de commerce ne fait pas partie de la collection de M. Foucher; mais il se trouve dans la concordance entre le Code de commerce français et les codes étrangers publiés, en 1844 par M. Anthoine de Saint-Joseph, juge au tribunal de la Seine.

Chapitre XXIV, page 18, ajouter à la fin : Le plan que j'ai adopté pour cette collection ne me permet pas de parler d'un grand nombre de lois maritimes qui ont été publiées dans les sept provinces unies, pendant le cours du XVIIIe siècle, jusqu'à l'époque où l'abus de la force a réuni ce pays à l'empire français. Par l'effet de cet événement, notre code de commerce a régi la Hollande comme il régissoit déjà la Belgique. Cet état de choses a continué pendant que les deux pays formèrent un seul et même royaume. Un nouveau code de commerce, qui devoit leur être commun, avoit même été préparé; mais il n'étoit pas encore promulgué lorsqu'en 1830 la Belgique s'est violemment séparée de la Hollande. On a rédigé, dans ce dernier pays, un code de commerce, que M. Foucher a compris dans sa collection.

J'ai dit, page 152, qu'il ne m'avoit pas été possible de connoître une

ordonnance de Rotterdam de 1655, dont l'existence me paroissoit cependant certaine. Elle a été publiée récemment par M. Van der Hoeven, avocat à Rotterdam, dans le tome III, page 487, du *Nederlandsche Jarboeken, etc.* Je vois par la préface de ce savant que l'ordonnance étoit indiquée dans le catalogue imprimé des chartes de la ville de Rotterdam; mais cet ouvrage n'est point à Paris. Si je l'eusse connu je me serois empressé d'écrire à M. le greffier de la ville, de qui j'en aurois certainement obtenu copie. Au surplus l'omission est réparable. M. Den Tex, qui veut bien continuer de porter intérêt à mes travaux, a eu la complaisance de m'adresser un exemplaire, tiré à part, de la publication faite par M. Van der Hoeven. Grâce à ces deux savans je peux l'insérer dans mon supplément.

Quand cette ordonnance n'auroit eu pour objet que l'institution de juges spéciaux pour le commerce et la procédure à suivre devant eux, elle auroit mérité de sortir de l'oubli. Mais, depuis l'article XIX, elle traite des gens de mer, de leurs devoirs, de leurs obligations réciproques, de leurs rapports avec les armateurs, objets dont les lois des villes de Hollande, qui sont venues à ma connoissance, ne s'étoient pas occupées parce qu'on y suivoit les édits de Philippe II.

L'ordonnance de Rotterdam, sans s'écarter sensiblement de ces lois, les a développées et appropriées à l'état de choses qui résultoit d'une expérience d'un siècle. Elle porte dans le registre d'où M. Van der Hoeven l'a extraite, le titre, *Keure ende Ordonnantie gemaakt bij Schout, Burgemeesteren ende Schepenen der Stadt Rotterdam op de Seesaecken ende differenten daerover binnen de voorsz. Stadt vallende.*

M. Henschel a bien voulu se charger d'en faire la traduction et d'en corriger les épreuves.

ORDONNANCE DE ROTTERDAM DU 16 MARS 1655 (1).

I. In den eersten sullen alle questien, ende differenten alhier ter stede voorvallende tusschen Innelader ende Schipper, Innelader ende Bootsgesel, Schipper ende Schipper, Schipper ende Bootsgesel, Bootsgesel ende Bootsgesel, Innelader ende Lootsman, Lootsman ende Schipper, Inneladers en Inneladers, Reeders ende Reeders, Reeders en Inneladers, Reeders ende Bootsgesellen, mitsgaders Schippers ende Reeders in Saecken de

I. Toutes les contestations et poursuites formées en cette ville entre un chargeur et un patron, un chargeur et un matelot, un patron et un autre patron, un patron et un matelot, un matelot et un autre matelot, un chargeur et un pilote lamaneur, un pilote lamaneur et un patron, un chargeur et un autre chargeur, un armateur et un autre armateur, un armateur et un chargeur, un armateur et un homme de l'équipage, enfin un armateur et un patron, lorsqu'il s'agira d'une affaire maritime, seront jugées et décidées en première instance par cinq hommes probes

(1) J'ai transcrit plus haut le titre entier de cette ordonnance.

Zeevaert raekende, ter eerster instantie gedecideert ende afgedaen werden by seekere vijff gequalificeerde ende ervarene persoonen, bij Schout, Burgermrn. ende Schepenen daertoe te committeren, dewelcke haerluyden dien thalven sullen reguleren naer den innehoude van dese keure, ende ordonnantie, ende deselve tot dien eynde beeedigen.

II. Welcke Commissarisen mede geaucthoriseert sullen zyn te decideren alle questien en differenten op't stuk van de assurantie ende avarye vallende, ende haerluyden dien aengaende hebben te reguleren naer den innehoude ende in conformite van de geoctroyeerde ordonnantie op't stuck van de asseurantie ende averye binnen deze stadt gemaekt ende gearresteert, dewelken mits desen verstaen werdt, dat in alle hare pointen ende articulen in haer geheel, sonder eenige de minste veranderingen blyven, ende tot dien eynde by de gemelte commissarisen insgelijks beeedigt sal werden.

III. Ende sullen de voorsz. Commissarisen, ofte eenigen van dien, alle twee jaren op den 16^en may werden verandert, ofte gecontinueert naerdat sulcx goetgevonden sal werden.

IV. De voorsz. Commissarisen sullen gehouden wesen tweemael des weekx namentlyck s'maendaechs ende vrydaechs s'morgens ten thien uren, ende verders, soo dikmaels des weeks, als zyluyden by partyen, wanneer eenige der voorsz. questien ofte differenten sullen voorvallen, daertoe versocht sullen werden, ten fine voorsz. te vergarderen ter plaetse daer toe geordonneert.

V. Sullende het gemelte collegie van Commissarisen werden geadjudiceert een

et experts, nommés à cet effet par le maire, le bourgmestre et les échevins. Ces cinq commissaires se conformeront dans leur jugement à la présente coutume et promettront par serment de ne pas s'en départir.

II. Lesdits commissaires sont également autorisés à juger et décider toutes les questions relatives aux assurances et aux avaries. Dans ces cas, ils devront se conformer à l'ordonnance sur les assurances et avaries faite en cette ville (1), laquelle ordonnance conservera force pleine et entière dans tous ses articles; et les commissaires promettront de même sous serment de ne pas s'en départir.

III. Tous les deux ans, le 16 mai, les commissaires susdits ou quelques uns d'eux pourront être changés, si on le juge à propos, mais ils pourront aussi être conservés.

IV. Les susdits commissaires seront tenus de s'assembler deux fois par semaine, savoir le lundi et le vendredi à dix heures de la matinée et au lieu à ce destiné pour vaquer à leur charge. Ils se réuniront en outre aussi souvent qu'ils en seront requis par des parties pour juger les contestations de leur compétence.

V. On adjoindra audit collége des commissaires une personne convenable et ins-

(1) C'est l'ordonnance que j'ai publiée, t. IV, pag. 152 et suiv. sous la double date de 1604 et 1635.

bequaem ende wel ervaren persoon, die haerluyden als Secretaris sal dienen, mitsgaders een boode ofte kamerbewaerder, dewelcke mits desen geauctoriseert wert, omme alle citatien ende dagvaerdingen voor de gemelte Commissarisen te mogen doen, alsmede zelve appoinctementen ende vonnissen van de opgemelte Commissarisen soo interlocutoir, als definityff, naer style ende practycque, ter Executie te leggen, tot dien eynde sommatie ende renovatie te doen, aenwysinge van goederen te versoucken, die ten overstaen van twee van de gemelte Commissarisen in arreste te nemen, ende voorts te vercoopen, gyselinge aen te seggen, ende die te doen houden, ende voorts alle 't gunt tot de volcomen executie van de gemelte appoinctementen ende vonnissen wert gerequireert, niets uytgesondert.

truite pour leur servir de secrétaire, de même qu'un huissier, qui est autorisé à signifier tous les ajournemens devant ladite commission, de mettre à exécution toutes les ordonnances et jugemens des commissaires, tant définitifs qu'interlocutoires, selon le style et la pratique ordinaire, de faire tous les actes judiciaires pour parvenir à des saisies, et d'effectuer ces saisies et arrêts sous l'autorisation de deux commissaires, de vendre les biens saisis, de prendre des cautions et de les faire exécuter, et de faire, sans aucune exception, tout ce qui est requis pour l'exécution pleine et entière desdits jugemens.

VI. Degeene, die yemant voor de voorsz. Commissarisen sal willen dagvaerden, sal gehouden wesen 'tselve daegs te vooren door den Boode ofte Kamerbewaerder van d'selve Commissarisen, in voegen hierboven verhaelt, te doen, voor dewelcke partijen contendenten gehouden sullen zyn te compareren in persoon, sonder dat yemant van dien sal werden geadsisteert met eenig advocaet, procureur ofte eenige andere persoonen hen met de practicque behelpende, welverstaende dat yemant in zyn absentie sal mogen compareren doore en gemagtigde, insgelycx geen advocaet, procureur, ofte ander persoon hem met de practycque behelpende zyn.

VI. Celui qui voudra faire assigner quelqu'un devant lesdits commissaires devra le faire la veille du jour fixé pour la comparution, par le ministère de l'huissier susmentionné. Les parties paroîtront en personne, sans se faire assister d'un avocat, procureur ou de tout autre homme de loi; bien entendu que les absens pourront se faire représenter par des fondés de pouvoir, qui ne pourront également être des hommes de loi.

VII. Ende willende voorsz. Commissarisen by alle mogelycke middelen trachten, omme partijen, is't doenelyck, by Inductie ofte verblyff als goede mannen te accorderen, ende 'tselvige nyet willende vallen, tusschen partijen regt doen,

VII. Les commissaires feront tous leurs efforts pour accorder amiablement les parties, si cela est possible; et seulement lorsque cette tentative n'aura pas réussi, ils procéderont à un arrêt, soit en ordonnant un nantissement provisionnel, soit en prononçant une condamnation ou un renvoi, selon les circons-

't sy in het decerneren van provisie van namptissement, diffinitive condemnatie ofte absolutie, sulx zyluyden, naer gelegentheyt van saecken sullen bevinden te behooren, wel verstaende, dat zyluyden saecken consisterende in faicten ende bewys, ende die zy sullen oordeelen dat naer dit ondersouck eenen langen train zyn vereyschende, ter eerster instantie sullen mogen renvoyeren voor de Heeren Schepenen sonder dat zyluyden partyen sullen ordonneren te gaen voor arbiters, goede mannen, ofte andersints, sullende wyders by de gemelte Commissarisen geen provisie van namptissement mogen werden verleent, als tot een somme van drye hondert Car. guld. van twintig stuyvers het stuk toe incluys ende daer benevens; van welck gedeterneert namptissement, ofte provisionnele condemnatie nyet sal mogen werden geappelleert.

tances de l'affaire. Lorsqu'ils trouvent après un examen attentif que la vérification des faits exige une longue procédure, ils pourront la renvoyer en première instance par-devant le tribunal des échevins, mais non pas devant arbitres.

Les commissaires pourront, en ce cas, ordonner un nantissement provisionnel, mais seulement jusqu'à la somme de 300 florins, à 20 *stuyvers* la pièce, et leur décision ne sera pas sujette à appel.

VIII. Yemant behoorlyck zynde gedachevaert en neyt comparerende sal jegens hem werden verleent het eerste deffault, ende soo hy voor de tweedemael geciteert zynde nyet en compareerde, het tweede deffault, ende voor het proffyt van dien nampt. tot de Somme van drye hondert der voorsz. guldens incluys ende daerbeneden, ende daernaer de saecke jegens den ged[e]. (naer voorgaende derde citatie) gepresenteert wesen om vonnisse ten principalen te aenhooren, sullende voorsz. Commissarisen den ged[e]. als dan noch nyet comparerende het voorsz. nampt. per contumaciam converteren in en diffinitive Condemnatie, soo de saecke daertoe gedisponeert is.

VIII. Un premier défaut sera prononcé contre la personne dûment assignée qui ne comparoîtra pas; si étant assignée une seconde fois elle ne comparoît pas, on pourra la condamner jusqu'au montant de 300 florins; et si le défendeur, après une troisième assignation, persiste à ne pas se présenter pour être jugé contradictoirement, les commissaires convertiront leur arrêt provisoire en arrêt définitif, s'ils le jugent convenable.

IX. Welverstaende dat omme de goede luyden nyet te precipeteren, nochte by captieuse dachvaerdinge in haerlieder absentie deffault jegens haer te laeten obtineren, Commissarisen goet ende exact reguard sullen nemen off de

IX. Il est bien entendu que pour ne pas porter préjudice à d'honnêtes gens et pour ne pas les laisser condamner par défaut, les commissaires examineront scrupuleusement si l'assignation a été délivrée par leur huissier à la personne même de l'assigné ou en son absence à son domicile, desquelles cir-

citatien behoorl. door haerlieder bode aen de persoonen selffs zyn gedaehn ofte wel in haer affwesen aen haer woonstede, waer van den gemelte bode gehouden sal zyn notitie te houden, ende de Commissarisen goed rapport te doen, zullende wyders gehouden zyn aen den ged[e] ofte te syner woonstee een billiet van dachvaerdinge innehoudende d' oersaecke van dien te laten, opdat alsoo aen der eene zyde nyemant in zyn recht werde vercort, ende aen de andere syde oock nyemant eenige pretene execuse nopene zyn wechblyven soude konnen allegeren.

constances l'huissier tiendra note exacte et fera son rapport aux commissaires. L'huissier sera en outre tenu de laisser entre les mains de l'assigné ou à son domicile une assignation écrite contenant l'indication de l'objet de la demande, afin que d'un côté personne ne soit frustré de son droit, et que de l'autre personne ne puisse alléguer des excuses pour justifier sa non-comparution.

X. De voorsz. Commissarisen sullen ten minste drye sterck moeten zyn om vonnissen te mogen wysen, ende sullen haer vonnissen tot een hondert ende vyftigh guldens incluys, ende daer beneden, bij provisie haer executie hebben onder cautie; ende sal die geene, dewelcke by eenich vonnisse bevindt beswaert, nyet boven de voorsz. somme van hondert viftig gulden behelsende, daervan alleen mogen reformeren, ende de voorsz. somme extenderende daervan mogen appelleren aen Schepenen dezer stede, ende gehouden wesen syne reformatie ofte appellatie binnen acht dagen naer het pronuncieren van het voorsz. vonnisse door den Secretaris te doen aenteyckenen, ende deselvige binnen noch acht dagen daer aen volgende te prosequeren op peyne van desertie, besonderlyck in cas den succumbant ten tyde van het pronunctieren van het vonisse buyten s'Lants ware, dat in sulcken gevalle den date van zyne reformatie ofte appellatie te doen aanteyckenen ende te prosequeren eerst sal beginnen te loopen van dien tyd aff, dat hetselve tot zyne kennisse sal wesen gecommen.

X. Les commissaires devront être au moins au nombre de trois pour rendre un jugement. Leurs arrêts, jusqu'au montant de 150 florins et au-dessous, seront exécutés provisoirement et sous caution; on ne pourra recourir contre un arrêt de cette espèce que par voie de réformation, et par appel seulement lorsque la somme dépassera 150 florins (1).

L'appel sera porté devant les échevins de cette ville et dans les deux cas on sera tenu de faire enregistrer la demande en réformation ou l'appel par le secrétaire dans les huit jours de la prononciation de l'arrêt; et dans les huit jours suivans cette demande sera portée devant les autorités compétentes, sous peine de déchéance, à moins que la partie condamnée ne se trouve hors du pays à l'époque de la prononciation de l'arrêt, car dans ce cas le délai ne commencera à courir que du moment où elle en a eu connaissance.

(1) Je ne crois pas qu'il y ait contradiction entre cette disposition et la fin de l'article 7. Dans le cas de cet article, il ne s'agit que d'un jugement provisionnel, le fond étant renvoyé au tribunal des échevins, qui évidemment peuvent ordonner la restitution de la somme payée par provision par le défendeur, s'il gagne sa cause.



XI. Yemant in appel ontfangen zynde, zal in handen van de Heeren Schepenen moeten consigneren een somma van vyf gulden, dewelcke hun sal werden gerestituert, in cas het vonnisse, daervan geappelleert wert, by Schepenen wert gealtereert, sullende de gemelte vyff gulden, in cas het vonnisse in questie wert geconfirmeert verklaert werden verbeurt ten behoeve van den armen deser stede.

XI. L'appelant consignera entre les mains des échevins une somme de cinq florins, laquelle lui sera restituée si les échevins réforment l'arrêt attaqué; si au contraire l'arrêt est confirmé les cinq florins seront confisqués au profit des pauvres de la ville.

XII. De non-comparenten sullen voor yder deffault vereuren drye stuyvers ten behoeve van den officier deser stede door den gemelten Bode te innen.

XII. Les défaillans payeront pour chaque défaut une somme de 3 *stuyvers*, dont l'huissier exigera le payement pour en rendre compte à l'officier de cette ville.

XIII. Ende ten eynde alle Excessen, ende ongeregeltheden souden mogen werden geremoveert ende weg genomen, sal een habil ende vigilant persoon tot Water Substituyt Schout werden gecommitteert ende gestelt, dewelcke de aucthoriteyt van de gemelte Commissarisen in het gunt voorz. is sal helpen maintineren, ende voor soo veel des noot zy ende vereysch van saecken tot de Executie van alle, ende een yegelyck poinct van deze ordonnantie geemployeert werden.

XIII. Pour prévenir tous excès et désordres, un homme habile et actif, nommé substitut du schout de l'eau, sera chargé de veiller au maintien de l'autorité desdits commissaires et de la présente ordonnance, chaque fois qu'il en sera requis et que le cas l'exigera.

XIV. Ten welcken eynde hy geaucthoriseert wert omme alle bekeuringen, die by desen zyn gestelt ter judicature van de Commissarisen te doen, de boeten te innen, den onwilligen aen te klaegen, condemnatie daerop aen de gemelte Commissarisen te versoucken ende die ter executie te leggen, gelyck mede den gemelten Water Substituyt Schout wert geaucthoriseert ende gelast omme in alle criminele saecken te water voorvallende de schultpligtigen te apprehenderen, ende deselvige in handen van den Heer Officier dezer stede te leveren.

XIV. A cet effet, il est autorisé à faire rentrer les amendes que les commissaires peuvent infliger en vertu de la présente ordonnance, de poursuivre les récalcitrans, de les traduire devant les commissaires et de faire exécuter leurs arrêts. Ledit substitut du schout de l'eau est également autorisé à arrêter les coupables dans toutes les affaires criminelles arrivées sur eau et de les livrer entre les mains de l'officier de cette ville,

XV. Den Secretaris van de gemelte Commissarisen sal voor het aenteyckenen van yder vonnisse, ofte appoinctement

XV. Il devra être payé au secrétaire de ladite commission pour la rédaction de la minute de chaque arrêt 3 *stuyvers*, et pour

genyeten drye Stuyvers ende voor het uitgeven van de acte zes Stuyvers.

XVI. De bode van deselve sal voor yder Citatie, die hy in de Stadt sal doen, genyeten drye Stuyvers ende vier Stuyvers op de stroom boven schuytvracht.

XVII. Tot onderhout, ende proffijte van het voorsz. Collegie van Commissarisen, ende andere noodige oncosten daer aen dependerende, sullen alle coopvaerdye Schepen, geen uytgesondert, die alhier ter stede sullen comen te lossen, ende alhier te Lande te huys behooren, voor yder reyse aen den Secretaris van het gemelte collegie betalen, omme door hem te werden verantwoort, 't gunt hier naer volcht, te weten :

XVIII. Een Schip groot boven de t' sestich Lasten eene gulden, ende een Schip groot zynde twintich Lasten tot t'sestich Lasten toe incluys thien Stuyvers voor yder reyse.

XIX. De Schipper ofte andere bevelhebbers van schepen, mitsg^s^. de reeders van dien, ofte yemant uyt haerluyden naeme en sullen nyet vermogen alhier ter Stede binnen ofte buyten s'Lants te huyren ofte doen huyren, aennemen ofte doen aennemen eenig Bootsgesel t'sy Officier, ofte Matroos, ofte die tot eenigen anderen dienst is aengenomen, tenzy deselve eerst ende alvoorens vertoone acte van ontslagingen ofte afscheyt, door den Schipper, ofte Bevelhebber, daerby hy laest heeft gevaren onderteykent, op een peyne van vier ende twintig guldens by de contraventeurs t'elchens te verbeuren, te appliceren een derde part voor den aenbrenger, een derde part voor den armen ende het resterende derde part voor den gemelten Water Substituyt Schout, ende sal daerenboven de contraventeur van desen gehouden zyn te vergoeden de schade ende interessen, die

l'expédition de ce même arrêt il percevra 6 *stuyvers*.

XVI. L'huissier aura pour chaque assignation dans la ville 3 *stuyvers* et dans la rivière 4 *stuyvers*, indépendamment de ses frais de transport par eau.

XVII. Pour subvenir à l'entretien dudit collége des commissaires et aux frais nécessaires que cet établissement occasionne, tous les bâtimens marchands, sans exception, qui viennent décharger ici et qui appartiennent à ce port, payeront à chaque voyage au secrétaire dudit collége, pour être employé comme il est dit ci-dessus, à savoir :

XVIII. Un bâtiment excédant 60 lasts, un florin. Un bâtiment de 20 à 60 lasts inclusivement, dix *stuyvers* pour chaque voyage.

XIX. Les patrons ou autres commandans de bâtiment, ainsi que les armateurs ou toute autre personne en leur nom, ne pourront engager ou faire engager dans cette ville aucun homme de l'équipage, officier ou matelot, qui déjà exerce cette profession, si cet homme ne produit un congé signé par le patron ou commandant avec lequel il a navigué en dernier lieu, sous peine d'une amende de vingt-quatre florins pour chaque contravention, dont le tiers au profit du dénonciateur, le tiers pour les pauvres et le tiers au profit du schout de l'eau.

Il devra payer en outre les dommages et intérêts que des tiers seroient jugés fondés



yemant door de gemelte onderhuyringe sal comen te lyden, te begrooten naer discretie van Commissarisen.

à réclamer et dont la fixation sera faite par les commissaires.

XX. Ten ware dat deselve Boostgesel 't sy Officier ofte Matroos, ofte die tot eenigen anderen dienst is aengenomen, nyet gevaren hadde, ofte sufficiente redenen gaff waerdoor hy geen acte van ontslaginge ofte afscheyt van zyn laetste Schipper, ofte Bevelhebber conde hebben, in welcken gevallen den Schipper, ofte Bevelhebber vry sal staen hem te huyren ten overstaen ende met goetvinden van gemelt Water Substituyt Schout, en anders nyet.

XX. Si l'homme de l'équipage engagé comme officier ou matelot, ou pour tout autre service, n'a pas encore fait de voyage ou allègue des raisons pour justifier pourquoi il ne peut avoir de congé de son dernier maître; dans ce cas, on pourra l'engager en présence et avec l'autorisation du substitut du schout de l'eau, et non autrement.

XXI. Yemant, in voegen boven verhaelt, gehuyrt zynde, zal den Schipper ofte Bevelhebber hem moeten affvorderen de acte van ontslaging, ofte affscheyt van den laetsten Schipper ofte Bevelhebber, daermede hy heeft gevaren, op een peyne van drye guldens by den Schipper ofte Bevelhebber voor yder man, die hy (sonder inne te trecken de gemelte acte van ontslagingen off afscheyt) bevonden sal werden aengenomen, ofte gehuert te hebben. Ende sal gelycke peyne verbeuren den Schipper ofte Bevelhebber, die eenich verhuyrt persoon, die hy affdanckt buyten reden weygert, ofte versuympt syn acte van affscheyt te geven, te appliceren de voorsz. peynen ten behoeven van den Water Substituyt Schout.

XXI. Un homme étant engagé, conformément à l'article 19, son nouveau maître sera tenu de se faire représenter l'acte de congé du dernier maître, sous peine d'une amende de trois florins pour chaque homme qu'il aura engagé sans se faire exhiber ledit congé.

Le patron ou commandant qui, en renvoyant un homme de l'équipage, lui refuseroit sans raison un congé écrit, ou négligeroit de le lui délivrer, sera passible de la même peine. Ces amendes seront appliquées au profit du substitut du schout de l'eau.

XXII. Ende sullen de Schippers ofte Bevelhebberen gehouden zyn de gehuyrde Officier ofte Matroos, die tot eenigen anderen dienst is aengenomen, naer het overleveren van zyn acte van afscheyt als vooren op de hant te geven een huyrpenninck van zes stuyvers, tot seecker bewys van een vastgemaekte huyr, ende daarenboven desselfs naem, toenaem, woonplaets, ofte logys, bedongen huyr ende de conditien van dien, mitsgaders

XXII. Les patrons ou commandans seront tenus de payer au marin engagé comme officier ou matelot, ou pour tout autre service, aussitôt qu'il leur aura délivré son acte de congé, un denier à Dieu de six *stuyvers,* pour servir de preuve de l'engagement; ils feront inscrire, par le substitut du schout de l'eau, dans les quarante-huit heures, le nom, le prénom, le domicile ou logis de l'homme engagé, les gages convenus et toutes les conditions ainsi que la désignation du voyage, le tout sous peine d'une amende de six florins pour chaque homme qu'on n'aura pas fait ins-

reys waer, naertoe perfect door den Water Substituyt Schout binnen tweemael vierentwintich uren, naer de gemelte huyr, te doen aenteyckenen op een peyne van zes der voorsz. guldens by de Contraventeurs t'elckens te verbeuren voor yder man, die bevonden sal werden verswegen, ofte binnen de voorsz. tydt niet aengeteyckent te zyn, te appliceren een derde part ten behoeve van den aenbrenger, ende resterende twee derde parten ten behoeve van den Water Substituyt Schout; dewelcke van den Schipper, ofte Bevelhebber voor yder hooft, die hy sal aenteyckenen, voor syn salaris zal genyeten, 'twelck hem mits desen wert toegevoecht, twee stuyvers, daervoorens hy hem totte voorsz. aenteyckeninge 't allen tyden sal moeten gereet houden, ende sal den gemelten Water Substituyt Schout dese keure ende ordonnantie voor een Instructie strecken ende gehouden zyn hem naer den inhoude deses, voor soo veel hem aengaet, te reguleren, ende tot dien eynde dese mede te beëedigen.

XXIII. De voorsz. Water Substituyt Schout sal voor het doen van deselve aenteykeninge, soowel de Officieren als Matroosen ofte die tot eenigen anderen dienst is aengenomen, die hy sal comen aen te teykenen, 't elkens seer ernstich vermanen, dat zyl. haer naer den innehoude van desen ordonnantie punctuelyck sullen hebben te reguleren ende gedragen, off dat zyluyden by manquement van dien sullen vervallen in de peynen daerby gestatueert, dewelcke aen haer persoonen ende goederen, sonder eenige oochluyckinge sullen werden geexcecuteert ende verhaelt.

XXIV. De Schippers ofte Bevelhebberen sullen oock nyet vermogen yemant 't sy Officier ofte Matroos, ofte die tot eenigen anderen dienst is aengenomen, by een ander Schipper ofte Bevelheb-

crire dans les quarante-huit heures. Un tiers de cette amende appartiendra au dénonciateur et les deux autres tiers au substitut susdit.

Ledit susdit substitut recevra du patron ou commandant, pour chaque inscription, deux *stuyvers*, qui lui sont assignés par la présente ordonnance, au moyen duquel salaire il sera tenu de procéder en tout temps à l'inscription.

La présente ordonnance lui servira d'instruction; il se conformera à son contenu en ce qui le regarde et prêtera serment de l'exécuter.

XXIII. Avant de procéder à l'inscription, ledit substitut avertira sérieusement les marins engagés comme officiers, matelots ou pour tout autre service, qu'ils ont à se conformer ponctuellement aux prescriptions de la présente ordonnance et qu'en cas de contravention ils encourront les punitions qui y sont contenues, lesquelles seront exécutées sur leurs biens et sur leurs personnes sans aucune rémission.

XXIV. Les patrons ou commandans ne pourront pas non plus engager directement ou indirectement un homme déjà engagé avec un autre patron, et à cette fin ils seront tenus de demander à celui qu'ils veulent engager s'il l'est déjà envers un autre patron, sous peine

ber gehuyrt zynde, directelyck ofte indirectelyck onder wat pretext 'tselvige soude mogen werden gedaen, te onderhuyren, tot welcken eynde zylieden gehouden sullen zyn vor ende aleer zy yemant huyren denselven af te vragen off hy aen yemant verhuyrt is, op een peyne van twintich der voorsz. guldens by den contraventeur t'elckens te verbeuren, te appliceren de helfte van dien ten behoeve van den armen ende de wederhelfte ten behoeve van den Water Substituyt Schout, boven de reparatie van schade en interessen als in het XIX[e] article is gestatueert.

XXV. Wie bevonden sal werden sich tweemaelen verhuyrt te hebben, onder wat pretext hetselve soude mogen zyn, soo hy een Officier is, sal verbeuren twaelff der voorsz. guldens, ende een ander acht gelycken guldens, te appliceren als vooren, ende sal nyettemin de eerste verhuyringe moeten presteren ende voldoen.

XXVI. Yemant voor Officier, ofte Bootsgesel ofte eenigen anderen dienst zynde verhuyrt, sal nyet vermogen (al waer het schoon dat de Reeders van Schipper, Bevelhebber ofte Stuurman quame te veranderen) uyt de huyre te scheyden : ten ware dat hy daertoe meynde eenige wettige ende sufficiente redenen te hebben, in welcken gevalle hy dien Schipper ofte Bevelhebber aen dewelcke hy sich verhuyrt heeft voor de Commissarisen sal citeren, develcke daerover sullen oordeelen, ende in cas de redenen nyet wettich ende sufficient werden bevonden sal hy de huyre moeten voldoen, ten ware hy de helft van zyne bedongen huyr, indien hy by de reys verhuyrt is, ofte anders een maent gagie aen den Schipper ofte Bevelhebber (boven de restitutie van 't gunt hy ter goeder reeckeningen op syn huyr soude

d'une amende de vingt florins, moitié au profit du substitut du schout de l'eau, et moitié pour les pauvres, en outre des dommages et intérêts, conformément à l'article 19.

XXV. Celui qui sera convaincu de s'être engagé envers deux maîtres, sous quelque prétexte que ce soit, payera, s'il est officier, une amende de douze florins, et tout autre homme huit florins, applicables comme ci-dessus; et il sera en outre tenu de remplir son engagement avec son premier maître.

XXVI. Aucun marin engagé comme officier, comme matelot ou pour tout autre service, ne pourra rompre son engagement, lors même que les armateurs changeroient le patron, les officiers ou le pilote. S'il croit avoir des raisons valables pour quitter le service, il fera assigner le patron, ou la personne envers laquelle il s'est engagé, devant les commissaires, qui en connoîtront, et s'ils ne trouvent pas ses raisons suffisantes et valables, il sera tenu de remplir entièrement son engagement.

Si toutefois il veut payer au patron la moitié des gages convenus, lorsqu'il est engagé pour un voyage, ou lorsqu'il est engagé autrement, s'il veut lui payer un mois de ses gages, il pourra rompre son engagement et se retirer.

mogen ontfangen hebben) wilde betalen, daermede hy sal mogen volstaen, ende weder vry zyn.

Bien entendu que, dans l'un et l'autre cas, il restituera en outre ce qu'il aura reçu à compte.

XXVII. Van gelycken sullen oock de Schippers ofte Bevelhebberen nyet vermogen een Officier ofte Matroos ofte yemant tot eenigen anderen dienst by haerluyden gehuyrt, sonder wettige redenen (door de Commissarisen te examineren) op te seggen, ende in cas de Commissarisen quamen te oordeelen, dat de redenen nyet suffisant genoech waren, sullen de Schippers ofte Bevelhebberen uyt de gemaekte huyre nyet vermogen te scheyden, ten ware zyluyden aen den gehuyrden Officier, ofte Matroos, ofte die tot eenigen anderen dienste verbonden soude mogen zyn, de helfte van haer bedongen huyre, ofte een maent gagie wilden betalen, daermede zyluyden sullen mogen volstaen ende sal als dan de huyre te nyet zyn.

XXVII. De même, les patrons ou commandans ne pourront renvoyer un officier ou matelot qu'ils ont engagé, sans raisons valables, qui seront appréciées par les commissaires. S'ils jugent les raisons non valables, les patrons ou officiers ne pourront rompre l'engagement, à moins qu'ils ne veuillent payer à l'homme de l'équipage ou officier qu'ils veulent renvoyer, la moitié du voyage ou un mois de ses gages.

XXVIII. De Officieren ende Matrosen, ofte yemant anders, die tot eenigen dienst zyn verhuyrt, sullen gehouden zyn binnen vierentwintich uren naer dat syluyden haer verhuyrt hebben (den Schipper ofte Bevelhebber sulcx begerende) 't scheep te comen omme het schip te helpen zeylrede te maecken, te laden ende ballasten, sonder dat zyluyden sullen vermoghen aen lant te varen, vel min aldaer te vernachten, ten zy met speciael consent van den Schipper, Bevelhebber, ofte by absentie van deselve, die in desselffs plaets ende name commandeert.

XXVIII. Les marins qui se sont engagés comme officiers ou comme matelots, ou pour tout autre service, seront tenus de se rendre à bord dans les vingt-quatre heures après leur engagement, si le patron l'exige, pour aider au gréement, chargement ou lestage du bâtiment; ils ne pourront se rendre à terre, et moins encore y passer la nuit, sans le consentement exprès du patron ou commandant, ou, en son absence, de celui qui en remplit les fonctions.

XXIX. Ende soo yemant binnen den voorsz. gesetten tyt nyet te scheep en quame, zal een Schipper ofte Bevelhebber vry staen en ander in desselffs plaets te huyren, ende van den gehuyrde ontslagen zyn, sullende daerenboven den gehuyrde noch verbeuren zoo hy een

XXIX. Et si quelqu'un, dans le délai susdit, ne se rend pas à bord, le patron ou commandant pourra louer un autre à sa place et rompre son engagement avec le premier, qui sera passible d'une amende de dix florins s'il est officier, et de cinq florins s'il est matelot, applicables au profit du substitut du schout de l'eau; il sera néanmoins tenu de remplir

Officier is, thien der voorsz. guldens, ende anderen vyff guldens, te appliceren ten behoeve van den Water Substituyt Schout, ende sal nyet te min, den Schipper ofte Bevelhebber sulcx begerende, gehouden wesen zyn huyr te voltrecken, ende volcomentlyk te presteren.

son engagement entier si le patron ou le commandant l'exige.

XXX. Ende ten eynde de contraventeurs te beter souden kunnen werden achterhaelt, en dien naer meriten, ten afkeer van anderen, gestrafft, zoo sal den Schipper ofte Bevelhebber gehouden syn binnen vierentwintich uren naer het expireren van den voorsz. gesetten tyt, den naem, toenaem, ende woonplaets ofte logys van Officier, ofte Matroos, ofte die sich tot eenigen anderen, dienst soude mogen hebben verhuyrt, ende achterblyft, aen den Water Substituyt Schout aen te geven, op peyne van vierentwintich der voorsz. guldens t'elckens by den contraventeur te verbeuren; te appliceren een derde part ten behoeve van den aenbrenger, een derde part ten behoeve van den armen, ende het resterende derde part ten behoeve van de Water Substituyt Schout.

XXX. Pour pouvoir reconnoître les coupables et pour les punir d'une manière qui serve d'exemple aux autres, le patron ou commandant sera tenu de dénoncer au substitut dans les vingt-quatre heures après l'expiration du délai susdit, le nom, prénom, domicile ou logis du marin, qui, s'étant engagé comme officier, comme matelot, ou pour tout autre service, a tardé de se rendre à bord, sous peine d'une amende de vingt-quatre florins, dont un tiers sera donné au dénonciateur, un tiers aux pauvres, et un tiers au substitut du schout de l'eau

XXXI. Soo een Stuerman sich quame te verhuyren omme te zeylen naer een plaets daer hy te vooren noyt geweest en ware, sonder den Schipper ofte Bevelhebber sulcks bekent te maecken, zal ten behoeve van den Schipper ofte Bevelhebber ende Reeders verbeuren zyne geheele bedongen huyre, ende wyders gehouden zyn te vergoeden alle de schaden die het schip ende de goederen daerdoor sullen comen te lyden, ende soo den gemelten Stuerman door den Schipper affgevraecht zynde off hy ter plaets voorsz. wel geweest hadde, jegens de waerheyt sulcx hadde geaffirmeert, sal hy daerenboven, in cas hy onvermogend is, omme de gemelte schade te konnen vergoeden, aen den lyve werden gestraft naer gelegentheyt van

XXXI. Si un pilote s'engage pour un voyage vers un lieu où il n'a jamais été, sans en avoir averti le patron, il perdra tous ses gages envers celui-ci et les armateurs, et il sera responsable de tous les dommages et intérêts que le bâtiment et les biens éprouveront par sa faute.

Lorsque le patron lui aura demandé s'il a été dans le lieu où l'on veut aller, s'il l'a affirmé contrairement à la vérité, il sera puni corporellement, s'il n'a de quoi payer les dommages et intérêts susdits.

saecken; ende sal de gemelte afvraginge moeten geschieden in presentie van den Water Substituyt Schout op peyne dat andersints daer geen recht op sal worden gedaen.

Mais la question susdite devra, pour produire effet, lui être adressée en présence du substitut.

XXXII. Een Schip in der voegen hier vooren verhaelt gereet gemaeckt synde ende het volck de halve huyre, ofte een maent-gagie ontfangen hebbende, zal een yder 't sy Officier, ofte Matroos, ofte die sich tot eenighen anderen dienst soude mogen hebben verhuyrt, sich hebben te vervoegen binnen scheppsboort, ende dat binnen soodanige cortten behoirlycken tydt naer gelegentheyt van de reyse, als hem door den Schipper, ofte Bevelhebberen, ofte yemant van zynen wegen sal werden aengesegt, ten fine omme te seyl te gaen, op een peyne van de helfte van zyne bedongen huyre of een maent-gagie (behalven de restitutie van 't gunt hy op zyne huyre ontfangen sal hebben) te verbeuren; te appliceren de eene helft voor den armen, en de wederhelft ten behoeve van den Water Substituyt Schout.

XXXII. Le navire étant prêt à partir de la manière susdite (§ 28), et l'équipage ayant reçu la moitié de ses gages ou ceux d'un mois, tout homme engagé au service du bâtiment doit se rendre à bord dans le plus court délai que les circonstances permettront, aussitôt qu'il aura été averti par le patron ou par quelqu'un de sa part qu'on va mettre à la voile, sous peine d'une amende de la valeur de la moitié de son loyer ou d'un mois de ses gages, en outre de la restitution de ce qu'il aura reçu; dont la moitié sera donnée aux pauvres et l'autre moitié au substitut du schout de l'eau.

XXXIII. Soo wanneer een Schipper ofte Bevelhebber, desselffs Officier ofte Boottsgesel binnen scheepsboort sal zyn gecommen omme 't zeyl te gaen, sal denselve om civile schulden in zyn persoon ende plunge, nyet arrestabel wesen.

XXXIII. Aussitôt qu'un patron, officier ou matelot se sera rendu à bord pour mettre à la voile, on ne pourra plus arrêter pour dettes civiles ni sa personne, ni son équipement.

XXXIV. De Officieren, ofte Bootsgesellen, ofte die sich tot eenighen anderen diens tverhuert heeft, binnen scheepsboort gecommen synde om 't zeyl te gaen in cas deselve bevonden werden, soo dronken te zyn, dat zy onbequaem zyn omme haer werck in 't zeyl gaen te doen, sullen yder verbeuren eene somme van thien der voorsz. guldens, te appliceren als in het naest voorgaende articul, ende in cas de reyse daerdoor soude mogen werden beleth, ofte dat het schip ende

XXXIV. Si un officier ou tout autre homme de l'équipage s'étant rendu à bord pour mettre à la voile est tellement ivre qu'il ne puisse faire son ouvrage, il payera une amende de dix florins, applicable comme dans le cas de l'article 32;

Et si à cause de cette ivresse on est obligé de différer le départ, ou que le bâtiment et les biens en souffrent des dommages, ces

goederen daerdoor quamen schade te lyden, sal d'selvige schade aen haerluyder persoonen ende goederen werden verhaelt, sullen daer en boven noch arbitralyck gestraft werden naer gelegentheyt van saecken.

délinquans en répondront sur leur corps et sur leurs biens et seront en outre punis arbitrairement selon les circonstances.

XXXV. By aldien yemant t'sy Officier, ofte Bootsgesel, ofte, die sich tot eenigen anderen dienst verhuyrt, sich vervorderde met 't gunt hy op de handt, ofte op zyn huyre ontfangen heeft wech te loopen, zal den Schipper ofte Bevelhebber in soodanigen geval gehouden zyn, desselffs naem, toenaem en woonplets ofte logys aen den Water Substituyt Schout aen te geven, eer hy van hier sal comen te varen, om by denselven van soodanigen persoon notitie gehouden, ende daerop vervolch gedaen te werden, op een peyne van 't sestich der voorsz. guldens by den Schipper ofte Bevelhebber voor zyn eigen reeckeninge t'elckens soo wanneer hy van sulcx te doen blyft in gebreecke, te verbeuren, te appliceren een derde part ten behoeve van den aenbrenger, een derde part ten behoeve van den armen ende het resterende derde part ten behoeve van Water Substituyt Schout, ende sal diegeene, die bevonden sal werden met 't gunt hy alrede ontfangen heeft wechgeloopen te zyn, nyet alleen gehouden zyn 'tselvige aen den Schipper te restitueren, maer daerenboven verbeuren, zoo hy een Officier is vyfthien der voorsz. guldens, ende anderen thien gelycke guldens, te appliceren ten behoeve van den Water Substituyt Schout, sullende daerenboven noch arbitralyck, naer exigentie van saecken, gestraft werden.

XXXV. Si quelqu'un, officier ou matelot, s'enfuit avec les arrhes ou l'à-compte qu'il a reçu, le patron ou commandant sera tenu de le dénoncer avant son départ au substitut en indiquant son nom, son prénom, son domicile ou son logis, afin que le substitut puisse en prendre acte et commencer des poursuites.

Le patron ou commandant qui négligera de faire cette dénonciation payera pour chaque contravention une amende de soixante florins de son propre pécule, dont le tiers appartiendra au dénonciateur, le tiers aux pauvres et le tiers au substitut du schout de l'eau.

Le marin qui se sera enfui avec ce qu'il aura reçu devra non-seulement le restituer au patron, mais encore il payera une amende de quinze florins s'il est officier et de dix florins s'il est simple matelot, au profit du substitut. Il sera en outre puni arbitrairement selon les circonstances.

XXXVI. De Schepen van dese stadt zynde vertrocken sal nyemant van Officieren ofte Matroosen, ofte die sich tot eenigen anderen dienst verhuyrt heeft, 'tsy binnen ofte buyten s'Lants, uyt het schip vermogen te gaen, ofte varen, ende

XXXVI. Le navire étant parti de cette ville, aucun officier ou matelot, ou autre homme au service de ce navire, ne pourra le quitter soit dans le pays, soit au dehors, sans le consentement exprès du patron ou commandant, ou, en cas d'absence de son remplaçant, sous peine d'une amende de six

veel min aen Lant te vernachten, sonder expres consent van den Schipper, ofte Bevelhebber, ofte by afwesen van deselve, die in desselfs plaets sal commanderen, op een peyne van zes der voorz. guldens t'elckens by de contraventeurs te verbeuren, ten behoeve van den Schipper, ofte Bevelhebber, en zyne Reeders; ende in cas yemant buyten s'Lants zynde, het schip 't eenemale quame te verlaten, ofte sich geheel daervan quame te absenteren, sal wyders verbeuren ten behoeve als vooren (boven de restitutie van 't gunt hy ontfangen ende boven de verbeurte van 't gunt hy noch goets heeft), soo hy een Officier is vyffthien der voorsz. guldens, ende andere thien gelycke guldens, sullende in cas door alle 't gunt voorsz. is de reyse verachtert werde, daerenboven noch arbitralyck naer exigentie van saeken gestraft werden.

florins pour chaque contravention, au profit du patron et des armateurs.

Et si hors du pays quelqu'un s'absente du bâtiment ou l'abandonne tout à fait, il devra restituer les sommes qu'il aura reçues, il perdra ce qu'il aura encore à recevoir et sera passible d'une amende, au profit du patron et des armateurs, s'il est officier de quinze florins, et autrement de dix florins.

Lorsque par ces délits le voyage aura été retardé, il sera en outre puni arbitrairement selon les circonstances.

XXXVII. Ende off het geviel dat een Schip in het laeden, ofte geladen zynde, de Schipper ofte Bevelhebber soude mogen goet vinden eenige goederen daer weder uyt te lossen, ende anderen in plaets te laden, zullen alle Officieren ende Bootsgesellen gehouden zyn hun daertoe te laten gebruycken naer het believen van den Schipper ofte Bevelhebber, t'sy dat sulcx gebeurt binnen ofte voor de Stadt ofte elders binnen ofte buyten s'Lants, doch sullen syluyden naer gedaene reyse daervoorens worden gecontenteert ter discretie van Commissarisen, ende soo yemant 'tsy Officier off Bootsgesel tot het lossen ofte laden worde bevonden onwillich te zyn, sal verbeuren een maendt gagie ofte een vierde part van zyn bedongen huyr, te appliceren als voren, ende daerenboven arbitralyck gecorrigeert werden, naer gelegentheyt van saecken.

XXXVII. S'il arrive que pendant qu'on charge un navire ou après, le patron ou com mandant veuille faire décharger quelques objets pour en charger d'autres en place, tous les officiers et matelots seront tenus d'assister à cet effet le patron, soit que cela ait lieu dans la ville ou dehors, dans le pays ou à l'étranger; ils auront droit toutefois à une gratification pour ce service quand le voyage sera terminé, au dire des commissaires.

Si quelque officier ou homme de l'équipage se refuse à ce service, il perdra un mois ou le quart de ses gages, applicable comme cidessus, et il sera en outre puni arbitrairement selon les circonstances.

XXXVIII. By aldien 'tsy binnen, ofte buyten s'Lants, een Schip door hoogerhant in arrest genomen, ofte gehouden

XXXVIII. Si dans le pays ou à l'étranger un navire est saisi ou arrêté par l'autorité ou si le patron est dans la nécessité de chan-

werde, ofte dat den Schipper, of Bevelhebber eenige veranderinge op zyn voorgenomen reyse soude mogen voorvallen, 't sy in de reyse te vercorten, ofte verlangen, ofte van de eene plaets op de andere te verzeylen ofte herzeylen, 't sy met ofte sonder convooy ofte compagnie ofte oock buyten s'Lants, ende buyten de voorgenoemde reyse elders te lossen, laden en herladen, soo sullen alle de Officieren ende Matroosen, 't sy dat se by de reys ofte by de maent aengenomen zyn, gehouden wesen by het schip te blyven, ende den Schipper ofte Bevelhebber in alle t' gunt voorsz. is te gehoorsamen, ende in alles zyne ordre sonder tegenseggen, achtervolgen (uytgesondert alleenlyck dat syluyden nyet genootsaekt sullen zyn op onvrye plaetsen te varen), alles op peyne, en correctie als boven.

ger son voyage, soit en le prolongeant, soit en l'abrégeant, soit en allant d'une place à l'autre avec ou sans convoi ou conserve, même à l'étranger, soit en déchargeant ou chargeant dans un lieu autre que celui dont on est convenu, tous les officiers et matelots engagés au mois ou au voyage seront tenus de rester à bord et d'obéir au patron, en tout ce qui a été dit, et d'exécuter ses ordres sans contradiction, sous les peines énoncées ci-dessus; sauf toutefois qu'ils ne seront pas tenus d'aller dans des pays non libres.

XXXIX. Des sal den Schipper, ofte bevelhebber daer voorens aen de gemelte Officieren, en Bootsgesellen, naer gedane reyse moeten betalen zoo veel als, naer exigentie van saecken, de Commissarisen bevinden sullen te behooren.

XXXIX. En récompense de cela, le patron ou commandant payera aux officiers et matelots, quand le voyage sera terminé, ce que les commissaires jugeront équitable selon les circonstances.

XL. Met dien verstande nochtans in cas een ofte meerder volle reys, ofte reysen buyten s'Lants mochten gedaen werden, dat den Schipper, ofte Bevelhebber, daer hy zyn schip compt te lossen, ende zyn vracht verdient is, gehouden sal zyn 't elcken reyse zyn volck ten vollen aff te betalen, op een peyne, by aldien den Schipper, ofte Bevelhebber daervan bleeve in gebreecke, van 'telckens daerover te verbeuren vijff ende twintich der voorsz. guldens, ten behoeve van het gemeyne Scheepsvolck, ten ware eenich geschil tusschen den Schipper, ofte Bevelhebber ende zyn volck soude mogen voorgevallen zyn, nopende het verlengen van de respectieve reysen, welck geschil van het verlengen van de reysen alleen sal blyven openstaen, omme alhier

XL. Si un navire fait de suite un ou plusieurs voyages à l'étranger, le patron ou commandant sera tenu, chaque fois qu'il déchargera sa cargaison et qu'il aura gagné son fret, de payer les gages entiers de ses gens, sous peine, par chaque contravention, d'une amende de vingt-cinq florins au profit de l'équipage.

Si néanmoins il y avoit eu contestation entre le patron ou commandant et son équipage sur la prolongation du voyage, dans ce cas, le payement des gages dus pour cette prolongation sera suspendu jusqu'au retour dans ce port, sans qu'on puisse intenter des actions à cet effet à l'étranger ou se quereller; en cas de contravention, tous les

ter stede affgedaen te werden, sonder dat syluyden buyten s'Lants malcanderen in rechten sullen mogen betrekken, ofte eenige molestie daerom aen te doen, op peyne dat diegene, die sulcx doet, sal verbeuren zyne geheele bedongene huyre, ofte resterende maentgelt voor de eene helfte ten behoeve van den Schipper, ofte Bevelhebber, ende zyne Reeders, ende de andere helfte ten behoeve van den Water Substituyt Schout.

gages ou loyers au mois seront confisqués, moitié au profit du patron et de ses armateurs, moitié au profit du substitut du schout de l'eau.

XLI. Soo eenige Officieren, ofte Matroosen, ofte die haer tot eenigen anderen dienst verhuyrt hebben, binnen Scheepsboort, aen lant, ofte elders in haer Schippers ofte Bevelhebbers dienst zynde, haerlieden tegens haren Schipper ofte Bevelhebber qualyck quame te dragen, ofte onder malcanderen eenige moeyte maeckten, sullen soodanigen 't elckens comen te verbeuren, soo het geschiedt jegens den Schipper, Bevelhebber ofte eenich Officier, tien der voorsz. guldens, ende soo 't geschiet jegens een Matroos zes gelycke guldens, minder ofte meerder, naer exigentie van saeken tot arbitrage van Commissarisen.

XLI. Si des officiers, des matelots ou d'autres personnes au service du navire ne se comportent pas convenablement envers leur capitaine ou patron, ou se querellent entre eux soit à bord, soit à terre, pendant qu'ils seront au service, ils payeront une amende de dix florins pour mauvaise conduite envers un supérieur, et de six florins pour querelles entre matelots, ou plus ou moins selon les circonstances, au dire des commissaires.

XLII. Indien binnen ofte buyten s'Lants yemant 'tsy Officier, ofte Matroos, ofte die sich tot eenigen anderen dienst verhuyrt heeft, binnen ofte buyten scheepsboort op zyn Schipper, Bevelhebber, ofte yemant anders in Scheepsdienst zynde, zyn mes treckt ofte anders jegens den Schipper, Bevelhebber ofte yemant van de Officieren, ofte ander Scheepsvolck sich feytelyck stelde, ofte yemant van deselve quetste, sal deselve vervallen in soodanige peynen, als jegens diegeenen, die alhier ter stede een mes compt te trecken, ofte yemant te quetsen, is gestatueert, alles uytwysende de keure deser stede dienaengaende gemaeckt, ende ten eynde de contraventeurs te beter souden konnen werden achterhaelt, soo sullen

XLII. Tout officier, matelot ou autre homme au service du navire qui aura tiré son couteau contre le capitaine ou un officier, ou qui aura maltraité ou blessé un autre homme de l'équipage, soit dans le pays ou à l'étranger, à bord ou à terre, sera puni suivant la coutume de cette ville, comme celui qui, dans la ville, aura tiré son couteau sur quelqu'un ou l'aura blessé.

Et pour assurer la punition de ces délinquans, les patrons ou capitaines et autres officiers seront tenus de les dénoncer au

den Schipper, ofte Bevelhebber ende andere Officieren denselvige gehouden zyn den Water Substituyt Schout aen te geven, ten eynde hy hem soude mogen vervolgen, apprehenderen ende in handen van den Heer Officier deser Stede leveren, omme daer inne, naer exigentie van saecken, by de Heeren Schepenen te werden gedisponeert, ende in cas den Schipper, ofte Bevelhebber ofte d'andere Officieren narlatich bevonden werden van soodanigen moetwilligen aen te brengen, sal den Schipper, ofte Bevelhebber verbeuren dertich der voorsz. guldens ende gemelte Officieren elcx voor haer hooft vyfthien gelycke guldens te appliceren een derde part voor den aenbrenger, een derde part voorden armen ende het resterende derde part voor den Water Substituyt Schout.

substitut du schout de l'eau, pour qu'il puisse les arrêter et les remettre à l'officier de cette ville, qui les traduira devant MM. les échevins.

Si le coupable n'est pas dénoncé, le capitaine ou patron qui aura négligé de le faire sera passible d'une amende de trente florins et chaque officier d'une amende de quinze florins, dont un tiers au profit du dénonciateur, un tiers pour les pauvres et un tiers pour le substitut du schout de l'eau.

XLIII. Soo wanneer het Scheepsvolck haer reyse, ofte reysen, naer behooren voldaen sullen hebben, sal den Schipper ofte Bevelhebber gehouden zyn, haerluyden (beneffens het verleenen van een behoorlyck affscheytbrieff invoegen hiervoorens verhaelt) haer verdiende loon in alles te voldoen, binnen vier en twintich uren naer de ontladinge ofte affdanckinge, welcke ontladinge binnen veerthien werckedagen naer het arrivement van het schip alhier ter Stede sal moeten geschieden, sullende het schip terstont daer aen door het voorz. Scheepsvolck geballast, en watervast gemaeckt, ende ter behoorlycke leghplaets tot contentement van den Schipper, ofte Bevelhebber gebracht werden, ende in cas de ontladinge langer als veerthien werckedagen quame te duyren, zullen de Officieren van het schip ende andere Matroosen daervooren moeten werden gecontenteert volgens de arbitrage ende uitspraecke van Commissarisen.

XLIII. Aussitôt que le voyage convenu sera terminé, le patron ou capitaine sera tenu de payer à ses hommes leurs loyers entiers dans les vingt-quatre heures après le déchargement et de leur délivrer leur congé par écrit, comme il est dit ci-dessus.

Le déchargement doit être terminé dans les quatorze jours qui suivront l'arrivée du bâtiment, et dans ce délai le navire doit aussi être lesté et amarré au lieu indiqué par le patron. Si le déchargement dure au delà de quatorze jours, les matelots et officiers auront droit à une indemnité, au dire des commissaires.

XLIV. In cas den Schipper ofte Bevelhebber zyn volck binnen den tydt

XLIV. Si le patron ou commandant ne paye pas son équipage dans le délai indiqué

hiervooren verhaelt nyet en betaelt, sal hy voor yder dach gehouden zyn te geven aen een Officier drye der voorsz. guldens, ende aen een Bootsgesel twee gelycke guldens ende thien stuyvers, totdat syluyden haer gelt beneffens een behoorlycke acte van affscheyt ontfangen sullen hebben.

XLV. Doch in gevalle het mochte comen te gebeuren, dat een Schip binnen de voorsz. tydt van veerthien wercke dagen nyet en wert ontladen door faulte ofte nalatichheyt van den Copman die de ingeladen goederen aengaet, sal in sulcken cas den voorsz. Coopman gehouden syn aen den Schipper ofte Bevelhebber te vergoeden 't gunt denzelven aen zyn Bootsvolck in conformité van het hiervoorens gestatueerde sal betaelt hebben, mitsgaders alle verdere schaden ende interessen by den Schipper, ofte Bevelhebber hier door geleden, ende dat ter arbitrage ende uitspraeke an Commissarisen.

XLVI. In gevalle eenige questie tusschen den Schipper ofte Bevelhebber, ende zyn volck in 't gemeyn ofte yemant in 't particulier mocht zyn, zulcx dat den Schipper ofte Bevelhebber verstont met een goet gemoet geen acte van affscheid te konnen geven, ende de Officieren, ende Bootsgesellen ofte die haer tot eenigen anderen dienst verhuyrt hebben, verstonden dat henluyden haer gelt, ende soodanich bescheyt nyet behoorde geweygert te werden, sullen de Officiers, ende andere jegens haerlieder Schipper ofte Belhebber daerover geen moeyten nochte scheltwoorden mogen maecken, maer den Schipper, ofte Bevelhebber datelyck moeten roepen voor Commissarisen, omme haer verschil dienaengaende te beslechten, op de verbeurte van een halve maent gagie, ofte een vierde part van haerlieder bedongen huyr, te appliceren d' een helft ten behoeve van den armen, ende de

ci-dessus, il sera tenu de payer pour chaque jour de retard à chaque officier trois florins et à chaque matelot deux florins et dix *stuyvers,* jusqu'à ce qu'ils aient reçu leur argent et un congé en bonne forme.

XLV. Si la négligence des négocians destinataires est la cause que le navire ne puisse être déchargé dans les quatorze jours ci-dessus, ils seront tenus envers le patron de tout ce qu'il aura dû payer aux hommes de son équipage, selon ce qui a été dit ci-dessus, et en outre de tous les dommages et intérêts qu'il pourra réclamer, le tout au dire des commissaires.

XLVI. S'il existe quelque contestation entre le patron et son équipage en commun, ou avec quelque homme de son équipage, de sorte que le patron, en bonne conscience, ne croie pas pouvoir délivrer un congé, et que de l'autre côté les hommes de l'équipage, officiers ou autres, pensent qu'on n'a pas le droit de leur refuser leur argent et leur congé, ces hommes ne doivent pas se quereller avec leur patron ni l'injurier.

Mais ils doivent l'assigner par devant les commissaires pour faire juger leur contestation, sous peine, dans le cas où ils contreviendroient à cette défense, d'être condamnés à une amende égale à la moitié d'un mois de leurs gages ou au quart de la totalité de leurs gages, laquelle amende sera applicable, moi-

ander helft ten proffijte van den Water Substituyt Schout.

XLVII. Off het geviel dat een schip binnen ofte buyten s'Lants aen de gront, in de gront ofte andersints quame te verongelucken, ofte reddeloos te werden, sal het volck van het voorsz. schip nyet vermogen te vertrecken sonder consent van den Schipper, Bevelhebber, ofte den Opperste van het scheepsvolk aldaer present synde, maer sullen het schip, scheepsgereetschappen, ende coopmansgoet, sooveel immers mogelyck is, gehouden zyn, ende soucken te salveren, ende redden, mitsdat zyluyden van de geberchde Coopmanschappen sullen genyeten behoorlyck bergloon ter discretie van Commissarisen, boven haer recht van huyr soo haer noch eenige huyre resteert, dewelcke syluyden aen de geberchde scheepsgereetschappen sullen vermogen te verhaelen.

XLVIII. Ende soo yemant van het scheepsvolck 'tsy Officier, ofte Bootsgesel, ofte die sich tot eenigen anderen dienst verhuyrt heeft, in het voorsz. bergen der Coopmanschappen, ende Scheepsgereetschappen, ofte het redden van het schip naerlatich bleven, ofte tegens ordre van den Schipper, Bevelhebber, ofte ander opperhooft daer tegenwoordich zynde, quame wech te loopen, sal deselve verbeuren, boven zyne halve huyr ofte maengelt, die hem soude mogen competeren, zoo hy een Officier is, twintich der voorsz. guldens ende andere thien gelycke guldens, te appliceren ten behoeve van den armen voor de eene helfte, ende voor den Water Substituyt Schout voor de ander helfte, sonder dat oock soodanich persoon sal werden gegeven acte van affscheyt, voor ende aleer hy de voorsz. peynen sal hebben voldaen, sullende daerenboven naer exigentie van zaecken arbitralyck gestraft werden.

tié au profit des pauvres et moitié au substitut du schout de l'eau.

XLVII. Si un navire se brise ou échoue ici ou à l'étranger, les gens de l'équipage ne pourront l'abandonner sans le consentement du patron, commandant ou officier présent; mais ils tâcheront de sauver, autant que faire se pourra, le bâtiment, les agrès et les marchandises.

Ils auront un droit de sauvetage des marchandises sauvées, au dire des commissaires, en outre de leurs gages s'il leur en reste dû, pour lesquels ils auront un privilége sur les agrès sauvés.

XLVIII. Si quelque officier, matelot ou autre personne au service du navire, fait preuve de mauvais vouloir au sauvetage des marchandises, des agrès ou du corps du bâtiment, ou s'en va, contrairement aux ordres du patron ou de l'officier commandant, il perdra, en outre de la moitié de ses gages, s'il est officier vingt florins, et tout autre homme dix florins, applicables moitié au profit des pauvres et moitié au profit du substitut du schout de l'eau.

On ne pourra lui délivrer son congé avant qu'il ait subi sa peine, et il sera, en outre, puni arbitrairement.

XLIX. Alle Officieren ende Matroosen, ofte die haer tot eenigen anderen dienst verhuyrt hebben, zullen gehouden zyn, door commandement ende ordre van den Schipper ofte Bevelhebber, neffens hem't schip ende goederen getrouwelyck ende kloekmoedichlyck te defenderen jegens alle ende yegelyck die hetselve vyantlyck soude willen occuperen ofte aentasten, ende soo yemant dienaengaende in gebreecke zoude moghen blyven, zal aen den lyve, naer gelegentheyt van saeken, gestraft werden.

XLIX. Tout officier, matelot ou autre homme de l'équipage sera tenu de défendre le bâtiment avec fidélité et prudence contre ceux qui viendroient l'attaquer comme ennemis, si le patron ou officier commandant l'exige; à défaut de se conformer à cette disposition, il subira une punition corporelle arbitrée selon les circonstances.

L. Ende soo wye in soodanigen gelegentheyt gequetst, ofte verminckt werde, ofte eenich Lith ofte Leden quame te verliesen, zal tot laste van het schip ende goederen gecureert ende genesen, mitsgaders voor zyne verminctheyt, leemte en het verlies van zyn Lith, ofte Leden ter discretie van Commissarisen gecontenteert werden, sullende het gunt den Schipper dienaengaende sal moeten betalen comen Avarye grosse over het voorsz. schip ende goederen te maecken, doch zoo yemant in scheepswerck nyet droncken ofte onbequaem zynde, sich quame te verseeren ofte eenich Lith ofte Leden te verliesen, sal tot laste van de Schippers ende Reeders ofte Huyrders van de schepen alleen, insgelyck naer discretie van Commissarisen, moeten gecureert ende gerecompenseert werden.

L. Si dans ces occasions quelqu'un vient à être blessé ou estropié ou à perdre un membre, il sera traité aux frais du bâtiment et du chargement et recevra en outre une indemnité s'il reste estropié, laquelle sera fixée par les commissaires. Tout ce que le patron aura dû débourser à cet effet sera compté pour avarie grosse à supporter par le bâtiment et les marchandises.

Si quelqu'un, n'étant pas ivre, se blesse ou s'estropie au service du navire, l'indemnité qui lui sera due sera uniquement à la charge du patron et des armateurs, également au dire des commissaires.

LI. Alle arbitrale correctie in desen gemelt sullen moeten comen tot kennisse ende Judicature van Schepenen deser Stede, ende sal tot dien eynde de Water Substituyt Schout gehouden zyn alle saecken daerop arbitrale correctie is getelt, aen d'Heer Officier deser Stede bekent te maecken, sonder dat hy sich die sal vermogen 't onderwinden ende veel min daervan te composeren.

LI. Toute punition arbitraire mentionnée dans cette ordonnance devra être soumise à la connoissance des échevins de cette ville, et à cet effet le substitut du schout de l'eau sera tenu de communiquer à l'officier de cette ville tous les cas pour lesquels une punition arbitraire est énoncée; il ne pourra donc pas en juger et beaucoup moins composer avec les coupables.

LII. De Substituyt Water Schout de-

LII. Le substitut du schout de l'eau de



ser Stede sal neerstelyck ende sorchfuldelyck hebben te inquireren jegens alle excessen, die tegens den teneur van dese keure ende ordonnantie soude moge werden gepleecht, ende specialyck jegens alle insolentien ende moetwillicheyt, die het scheepsvolck in het laden ende lossen binnen ende buyten scheepsboort soude mogen comen te begaen, sullende tot dien eynde aenstonts op het arrivement van alle Schippers, ofte andere Bevelhebberen sich binnen scheepsboort begeven, ende de gemelde schippers ofte andere Bevelhebberen pertinentelyck affvragen hoe ende in wat voegen haerluyden scheepsvolck haer hebben gecomporteert, ten eynde by bie wegh alle misdaden ende overtreedinge te beter soude mogen werden achterhaelt ende naer merite gestrafft.

cette ville s'informera avec soin et rigueur de tous les excès qui pourroient avoir lieu contrairement à la présente ordonnance, et surtout de toutes les insolences et désordres que les hommes de mer pourront commettre en chargeant ou en déchargeant. A cet effet, à l'arrivée de tout bâtiment, il se rendra à bord et demandera au commandant comment son équipage s'est conduit, afin que tout excès et délit soit poursuivi et puni.

LIII. In alle voorvallen by dese ordonnantie nyet expresselyck uytgedruckt zullen de voorsz. Commissarisen hun hebben te reguleren naer de zeerechten, mitsgaders de placcaten ende ordonnantien zoo op de zeesaecken als anders geemaneert, ofte allhier te Lande in observatie zynde, ende daer 'tselve soude mogen deficieren sulcx als zyluyden naer de gemeyne rechten in equiteyt, redenen ende billicheyt sullen bevinden te behooren.

LIII. Dans tous les cas non mentionnés dans cette ordonnance, les commissaires se conformeront au droit maritime et aux placets et ordonnances publiées pour les affaires maritimes ou autres, qui ont ici force de loi, et à défaut de dispositions ils se conformeront au droit commun et à l'équité.

Aldus gedaen ende gearresteert den 16 marty 1600 vyff ende vyftich.

Ainsi fait et arrêté, le 16 mars 1655.

CHAPITRE XXVI. — Les rôles d'Oléron, objet spécial du chapitre VIII, ont certainement formé le droit maritime des parties du littoral français que baigne l'Océan. En effet, les coutumes locales de ces contrées, soit celles qui d'abord furent rédigées sans caractère officiel, soit celles qui ont ce caractère, à la seule exception de la coutume inédite de l'île d'Oléron dont j'ai donné un extrait, tome IV, page 290, ne contiennent point des dispositions sur le droit maritime; et même, ce qui est digne de remarque, dans les manuscrits ou les imprimés de ces coutumes, telles que celles de Bordeaux, Bretagne, Normandie, etc. les rôles d'Oléron s'y trouvent annexés comme pour en être le supplément.

Mais les compilations de Justinien, beaucoup plus riches en principes sur le droit maritime que le code théodosien qui n'avoit jamais cessé d'être en usage depuis la formation de l'empire des Francs, étant devenues, dès la fin du XIIe siècle et aux suivans, l'objet des études des jurisconsultes, on ne dut pas négliger les secours qu'elles offroient pour régler les transactions et juger les contestations relatives aux négociations maritimes.

Toutefois, on ne trouve encore rien sur cette matière dans les Établissemens de saint Louis, et les ouvrages de De Fontaines et de Beaumanoir, qui ont beaucoup emprunté du droit romain. Un seul ouvrage, rédigé vers la même époque, fait exception : c'est le livre de *Jostice et de Plet*. Je n'en ai connu l'exemplaire unique de la Bibliothèque royale (fonds Lancelot, n° 70) qu'en 1837, lorsque le tome IV de ma collection étoit imprimé (1). Cette composition médiocre, qu'on peut considérer comme les cahiers de quelque étudiant en droit à l'université d'Orléans, est en partie formée de traductions du Digeste. Ce n'est pas toujours néanmoins une version littérale et complète comme celles que possède la Bibliothèque royale, n°s 7054 et 8855. Le livre de *Jostice et de Plet* contient un assez grand nombre de chapitres, notamment sur les fonctions publiques, les fiefs, les successions, etc. tout à fait étrangers au droit romain ; et dans les autres, où il le traduit, il rappelle souvent les usages françois.

Depuis que j'en avois copié les extraits, en ce qui concerne le droit maritime, j'ai été instruit que M. Rapetti, suppléant au Collége de France, préparoit une édition de l'ouvrage. J'ai cru pouvoir, sans indiscrétion, le prier de me communiquer ses feuilles imprimées pour m'assurer mieux de l'exactitude de mes copies, faites depuis plusieurs années. Il s'est prêté à ce désir avec une parfaite obligeance.

J'ai reconnu que M. Rapetti n'avoit pas cru devoir, en général, faire imprimer les parties dans lesquelles le manuscrit se borne à traduire le droit romain. Le désir de rendre sa publication moins volumineuse lui a sans doute inspiré cette résolution ; et peut-être, à sa place, en aurois-je fait autant. Mais dans mon plan, beaucoup moins vaste, j'ai cru devoir recueillir entièrement les fragmens relatifs au droit maritime.

J'ai annoncé, dans l'avertissement du tome V, un autre recueil d'usages français qui porte pour titre : *Us et coutumes d'Olonne*. Cet ouvrage n'est point émané d'une autorité publique, c'est un travail privé comme *le Guidon de la mer ;* et puisqu'il a été composé en France, sa place naturelle est dans le chapitre XXVI, consacré au droit maritime de ce royaume.

Aucun des jurisconsultes qui se sont occupés des antiquités du droit maritime de la France n'a parlé des Us et coutumes d'Olonne ; et quoique cet ouvrage soit moins savant que le Guidon de la mer, dont Valin et Émerigon

(1) On en trouve la description dans le tome II des Œuvres de Klimrath, publiées en 1843 par M. le professeur Warnkœnig.



se sont servis si souvent, je ne doute pas qu'ils n'en eussent fait usage s'il leur eût été connu.

Le Guidon de la mer a, sans contredit, été fait par un homme très-instruit des principes du droit, non-seulement de la France, mais encore des pays étrangers. Il traite des assurances, des avaries et des diverses matières qui constituent le droit maritime, avec autant de science et de profondeur qu'il étoit possible de le faire de son temps. On seroit tenté d'y reconnoître la plume d'un jurisconsulte, tant il s'occupe de poser les principes du droit en négligeant les petits détails de la pratique.

On ne peut en dire autant de l'auteur des Us et coutumes d'Olonne. Il s'occupe principalement des expéditions maritimes spéciales à cette localité; il entre dans les plus petits détails relatifs à la construction des navires, aux rapports entre les divers patrons qui se livrent à des expéditions, et de ces patrons avec leurs commettans et leurs équipages, avec une sorte de minutie qui révèle un homme du métier. Il pose rarement des principes, il ne les discute point; mais il en fait l'application d'une manière judicieuse. Il est impossible de douter qu'il ne connût les Rôles d'Oléron et le Consulat de la mer.

Très-certainement le Guidon de la mer a dû être d'un grand secours pour la rédaction de l'ordonnance de 1681, qu'il a précédée de près d'un siècle; on en trouve la preuve dans le manuscrit, malheureusement perdu, dont j'ai, page 240, transcrit la description d'après Valin. Je doute que les rédacteurs de l'ordonnance aient eu sous les yeux un exemplaire des Us et coutumes d'Olonne beaucoup moins ancien. Ce qui est certain, c'est que le manuscrit vu par Valin n'en fait pas mention.

A la vérité, dans les détails réglementaires de l'ordonnance de 1681, notamment pour ce qui concerne la pêche des morues à Terre-Neuve, on trouve beaucoup de dispositions semblables à celles des Us et coutumes d'Olonne. Mais je crois que ces notions furent le résultat des recherches faites par le conseiller d'état d'Herbigny, en vertu de l'instruction du 1[er] janvier 1671, que j'ai publiée page 242. Ce magistrat avoit pour mission de *visiter tous les ports, cabes, etc.* du royaume, situés sur l'Océan; d'y reconnoître la jurisprudence, statuts et règlemens dont les amirautés s'étoient servies jusqu'alors. Il a dû visiter le port d'Olonne, comme tous ceux de cette contrée, et il a pu y apprendre les détails utiles sur la pêche de la morue.

Pour ce qui concerne la collection que je cherche à compléter, je n'ai pas dû hésiter à y insérer les Us et coutumes d'Olonne. C'est à M. de la Fontenelle de Vaudoré, conseiller à la cour de Poitiers, que j'ai dû la communication de l'exemplaire, peut-être unique, qu'il en possède, car je ne l'ai vu indiqué dans aucune bibliographie, et ne l'ai trouvé ni à la Bibliothèque royale, ni dans d'autres.

Je n'ai pas cru qu'il fût nécessaire d'accompagner le texte, de notes explicatives. Le style n'en est ni vieux, ni obscur, et si on excepte la conformité



de quelques dispositions avec les rôles d'Oléron et le Consulat de la mer, le plus grand nombre est relatif aux entreprises de pêche de la morue et du commerce des produits de cette pêche, ce qui ne permet pas de chercher des sources dans les documens d'une date antérieure.

J'ai découvert aussi quelques chapitres sur le droit maritime dans un statut de Bonifacio, île de Corse. Quoique cette île fasse maintenant partie intégrante du royaume de France, je les placerai dans le titre XXVII, consacré au droit maritime de la république de Gênes, à qui la Corse appartenoit pendant le temps qu'embrasse ma collection.

EXTRAITS DU LIVRE DE *JOSTICE ET DE PLET*.

LIVRE III. — *De noteniers, de taverniers et hosteliers, commant il sunt tenu des choses qu'il reçoivent* (1).

ULPIANUS. *Ait prætor* (fragm. 1). Li prevoz dit: Tavernier, nautonier, ostelier s'il ne rendent loiaument ce que l'en lor balle, ge donroi jugement contre aus.

Ci a mout grant preu, car il convient aucune foiz croire soi à aus baller lor ses choses, ne ne cuit nus que ce soit establi durement contre aus; car il est en aus de recevoir autrui choses ou de lessier, et se ce n'estoit establi il auroient matire d'estre compainz à larrons; ne ancor ne s'en gardent-il pas de fere tricheries.

Or doit l'en voir qui sunt cil qui sunt tenu; et li prevoz dit, que li notenier.

Nos devon entendre notenier cil qui moine nef, jà sé ce qui l'an apele noteniers toz cels qui sunt en nés. Més li prevoz antant solement dou mestre de la nef; car il ne doit pas, ce dit *Johanz de Beaumont* (2), estre obligié par le guoverneor de la nef ou par un des autres, més por soi ou par les metres; jà sé ce qu'il est commendé baller la chose à aucun des noteniers; et lors sanz dote doit-il estre obligié.

Et si a uns qui sont mis an nés por garder les, et se aucuns reçoit riens de tex, je cuit que l'en doit doner aucion contre le mestre, por ce qu'il comendent qu'il reçoivent la chose, tot face ce li notoniers ou li metres; et se l'en ne set liquex ot la chose, li notoners est tenuz de la recete.

Labeo dit qu'il doit issit estre establi des metres des nés, et nos tenons ce droit (3).

Et ce que li prevoz dit que ce qu'i recevront soit sauf, c'est à entendre de quanquez il recevront. Et *Johan* dit que ce apartient à cest ban, se l'en lor balle robes, unes et autres choses don nos avon chescun jor besoing.

Et *Johens* dit que poi se monte, se nos ballons à garder nos choses ou au noteniers ou au mestre, que il nos convient, qu'il soient sauves, ausi bien comme à

(1) Tout ce livre est une traduction du titre IX du livre IV du Digeste, qu'on trouvera t. I[er], page 86. Il est dans le manuscrit, fol. 40 recto et suiv.; M. Rapetti l'a publié, page 120. J'indiquerai dans le texte, entre parenthèses, le numéro de chaque fragment traduit par l'auteur du livre de *Jostice et de plet*; mais il m'a paru inutile d'indiquer aussi chaque paragraphe de subdivision.

(2) Le rédacteur a substitué le nom d'un jurisconsulte de son temps au texte latin, *inquit Pomponius*. On verra dans la suite beaucoup d'exemples semblables; je n'en ferai plus l'objet de notes, et je me bornerai à faire imprimer en italiques le nom moderne substitué à celui d'un jurisconsulte romain.

(3) Je supprime l'alinéa suivant, qui concerne uniquement les taverniers.

cex à qui il sunt. Et se je praing merz ou gage por deners de noteherie, li noteners sera plus tenuz à moi que au deteur, s'il les a receuz avant.

Il convient qu'il soient sauves, se les choses sunt mises en la nef ou seignées, ou, s'el ne sunt seignées, por ce solement que sunt mises an la nef, sunt-il receues? Et je cuit qu'il doit de tot recevoir la garde : le fet au noteniers ne li apartient solement que des avainturiers (1)

ULPIAN. *Et ita* (fr. 3). Et issit escrit *Johan de Beaumont* dou fez aveinturiers: et ausi en dit, com se les choses n'estoient encore en la nef receues et issi sunt perdues ou rivage, et il les ont prises en garde, le peril en est lor.

Li prevoz dit : S'il ne les rendent je donrai jugemant contre aus. De ce ban ist demande de fet; més l'en doit voir s'il est necessere; car de ceste cause puet l'en avoir aucion de cité, s'il i a loer de loage et se tote la nef est loée, et cil qui la loa puet pledoier de loage, et des choses qui li fallent; et se li noteniers les prist à porter il est tenu de loage : s'il les prist en garde, *Johan* dit que l'en a contre lui auction de chose baillie à garder. Or se mervoille *Johan* por quoi auction de prevost est otroïe, comme ele soit de cité, se n'est por ce que li prevoz i met poine por chastier tel rebauderie, et por ce que cope est an loage et tricherie en chose ballie. Et en cest ban est tenuz cil qui reçut la chose, tot soit la chose perdue sanz sa cope, ou s'il i a domage, ou par avanture ou par nef froissie ou par galies, *Johan* dit que c'est droit que li metres ait excepcion (2).

Se fiz ou serf reçoit autrui chose par la volenté au père, au seignor, chascun d'aux puet estre trez en plet por le tot: et se serf amble ou fet domage, aucion de forfet n'aura pas leu; mès il sera tret en plet par ice ban por ce qu'il a la chose reçeue. Et s'il le fet sanz la volenté au seignor ou au père, l'en aura aucion contre lui de son chetel.

Et ceste aucion si est por la chose porchacier comme dit Pompon, et por ce estele donée à toz jors contre lo er.

Au derrenier convient voir se l'an puet avoir aucion ij : une de prevost, autre de larrecin, an nom d'une meisme chose. *Johanz* en dote; mes miauz vaut que cil qui balle la chose, se l'an ne la li rent, s'an tiegne apoié de l'ofice dou juge ou de barre de tricherie.

GAIUS [leg. PAULUS]. *Et ipsi* (fr. 4). Au taverniers meismes aviant aucion de larrecin au cu peril la chose est perdue, s'il meismes ne l'an emblée, et se l'an la li emble amprès, ou se l'an la li emble, cil noteniers n'a par avainture de quoi paier.

Se noteniers, hosteliers, herbergeors, taverniers reçoivent autrui choses il en sunt tenu ivement.

Johan dit que ce ban apartient à celes choses qui sunt mises an la nef amprès les marchandies et amprès les aloes, tot n'en doie l'en rien de voiture si comme de robe et de despanse de chascun jor, car totes ces choses sunt de loage des autres choses.

GAIUS. *Nauta* (fr. 5). Notenier et taverner et ostelier prenent loer, non pas por garder, mes por porter la voiture et li voituriers, et li taverniers qui sofre les joeors, li establer qui sofre les jumanz estre establées en l'estable, et si est-il tenuz de garder

(1) L'alinéa suivant ne concerne que les taverniers.
(2) L'alinéa suivant ne concerne que les taverniers.



les : car li folon et li chartrener n'ot pas solement por la garde que por le mester, et totevoies sunt-il tenu de la garder par le nom de loage.

Rien que nos avon dit de larecin, ausit doit l'en antandre de domage, quar l'en ne doit pas doter que cil qui prist en main à faire sauf, ne soit tenu de domage et de larrecin.

PAULUS. *Licet* (fr. 6). Tot sois-tu passé por noiant, ou an antrer en taverne por noiant, l'en ne t'aniera pas aucions en fet, se l'en t'a fet honte ne domage.

Se tu as ton serf an taverne ou en nef et il me fet domage ou larrecin, tot aie-je aucion de larrecin et de honte et de domage et d'injure, j'é ici contre aucion de fet an nom de mon serf. Ausit est s'il est commun et tu n'i es tenu an son non ou de partir ou de compaignie, o se tu achatas sa partie, o il tot, je sui dou loage obligié à toi.

Et se aucun fait à celui domage qui est en la nef, ou à la taverne, qui fet li prevoz sel (1) priser, ne cuide pas en tel nom bone aucion (2).

Nos poon user d'aucion de larrecin et de honte contre noteniers, se nos menon le plet dan tibert (3); mès nos ne devon tenir à une, et se nos pledeon contre le metre nos li devon fere noz demendes, tot ait li metres aucion contre aus de loage; et se le mestres est quites de tele aucion, et emprès pledoie l'en contre le notenier, il aura barre qu'il ne soit tote jor travaillié por un forfet, et se l'an pledoie dou forfet ce fu home, et amprès pledie l'en d'aucion de fet, il aura barre.

ULP. *Debet* (fr. 7). Li metres doit rendre reson de toz ses noteniers, soient-il franc ou serf, et par droit, car il lessa à soi pris à son peril ou à son preu; mès i le rant ausi com se le domage eist esté fet an la nef, car s'il est fez dehors il n'i est pas tenuz. Et s'il dit avant, que chascun gart sa chose, ne s'il i ont domage qu'il n'en rendront rien, et il s' i acordent il n'i est pas tenuz.

Ceste aucion de fet est.

Se li noteniers s'entrefont domage, li metres n'en a que fere; mès se aucun est noteniers et marcheant, bien se gart, car l'aucion est contre lui : et li autre notenier sunt tenu ausi, si sunt notenier qui ne randront rien de portage.

Se li sers et li notenier font domage, tot ne soit-il serf notenier, est que l'an ait aucion contre le mestre. Et li mestres est tenuz de sa cope an ceste aucion por ce qu'il li mist en sa nef tex menateres; et s'il muert il n'en sera jà relevez, mès il est tenuz sanz plus de forfet de ses sers : quar quant il met estranges en sa nef il doit voier, de quel foiz, de quel bunté il sont; se li sien li forfont, pardoner li doit-on s'il met tex et quex à sa nef garder.

Se pluisors moinent la nef chascun est amplediez par sa partie.

Ces juigemenz tot soient il de prevosté, il durent, mes ce n'est pas contre le ier : et por ce, se le serf fust en la nef et morit, l'en ne donra pas aucion de chetel au serf contre le segnor, ne dedanz l'an. Mès se li sers ou li fiz moine la nef ou la taverne ou la herbergeresse, je cuit que cete aucion est contre aus chescun por le tot, por ce qu'il reçurent toutes les choses, qu'il i avoient, chascun por le tot.

D'osteliers, de taverniers, de notonners, cil qui prandront en garde, s'il ne le rendent

(1) Le manuscrit porte *sel,* pour rendre le latin *solet;* mais il faut *sol,* comme cela est écrit ailleurs.

(2) J'ai omis l'alinéa suivant, qui traite uniquement des taverniers.

(3) Le latin qu'on a voulu traduire est : *ut certi hominis factum arguamus.* Le manuscrit, après le mot *plet,* porte *dā tibt,* avec un trait sur l'*a* et un signe perpendiculaire auprès du *b*.

loïaument, B. dit : l'en donra jugement contre aus et de ce ne puet nestre bataille, mès prove por leaus tesmoinz (1).

LIVRE IV. — *De demande de chascune chose* (2).

POMPONIUS. *Lucius* (fr. 61) (3). L'en demande à *don Gaubert* se l'en li eust afetée sa nef d'autrui matire, savoir s'ele est por ce, soie. Je di que ele li remoint. Més s'il eust ce fet en fere la, Julien dit qu'il ne puit, quar la seignorie de tote la nef remoint au seignor.

POMP. (4). *Si navis* (fr. 62). Se cil qui demande la nef il doit ausi prisier et demander les fruiz qui solent estre venduz [*renduz*] por le loage. Et ce n'est mie contraire en cest quias de celi qui ait la chose ou bail, don li hers ne sot rien, qui n'est pas tenu de rendre les osures, car voiture moismes sont comme usure qui n'est pas rendue por nature est prisée et reçeue por droit, totesvoes puet l'en demander la voiture, por ce que cil qui tient ne doit pas rendre au demandeor le peril de la nef, car s'i le fet, il le fet à son peril.

LIVRE VII. — *De aucion de marchandie menée en nes* (5).

[ULPIAN.] *Utilitatem* (fr. 1). Nus n'est qui ne sache que en cest ban n'ait moult de preu; car come nos ne savon mie aucune foiz quex hom de quel meniere sont cex a qui nos feson marchié por estre porté en la nef, droiz fiz que cil fust tenuz qui mist mestre en la nef, ausi comme cil est tenuz qui met marcheant à tavernerie mener ou à autre afere; comme il soit plus grant mester de fere marchié o le metre de la nef que o le marcheant, et por ce convient il que l'en voie au marcheant s'il fet marchié en la nef au metre, aucune foiz que li leus ou li tens ne sofere mie que l'en soit sanz bon conseil.

Nos devon entendre metre de nef, cil à qui la cure de tote la nef est commandée.

Et se l'en fet marchié en aucun des notoniers l'en n'a pas aucion contre le metre, tot soit-il tenuz de forfet, que chascun met en la nef; car il i a une cause de fere marchié et une autre de faire folie, et cil qui mest le mestre en la nef sofre bien que l'en face marchié à noteniers et il doit garder qu'il ne facent barat ne tricherie.

Li mestre sont mis à loer les nés ou à merceries porter, ou à aloier, ou armes vendre ou achatier; et se cil est mis por achater et por vendre il oblige le seignor par ce.

Et l'en n'a que fere de quel menière est cil metres, ou serf ou franc, ou privé ou estrange, ne de quel aage; bien s'i gart cil qui l'i mist.

Nos apelon celui metre non pas solement que li sires mist, mes celui moismes que li metres i a mis. Et issi le dit Julien. Et se li sires le fet et il li sofre user de

(1) Ce paragraphe est un résumé de l'auteur, qui déclare qu'en cette matière on n'admettoit pas la bataille, ce qui est encore constaté par le chapitre XL de l'Assise des bourgeois du royaume de Jérusalem. On trouvera un semblable témoignage, page 543 ci-après.

(2) Ce qui suit est traduit du titre 1[er] du livre VI du Digeste, fr. 61 et 62, que j'ai publiés, t. I[er], page 92. Il est dans le manuscrit, f° 48 r°, 2[e] col. M. Rapetti ne l'a pas publié.

(3) D'après les textes que nous possédons du Digeste, le fragment 61 n'est pas de Pomponius, mais de Julien, extraits de Minucius, que notre auteur remplace par *don Gaubert*.

(4) Ce fragment 62 du Digeste est de Papinien et non de Pomponius.

(5) Ce livre est une traduction du titre 1[er] du livre XIV du Digeste, qu'on trouvera t. I[er], page 96; il est dans le manuscrit, f° 72 et suiv. M. Rapetti ne l'a pas publié.



mestrie en la nef, il semble qu'i l'i et mis, et il m'est avis que c'est droiz; et li metres qui l'i mist doit regarder tot ce qu'il fet, si que non cil qui font marchié o lui seront deceu, et l'en doit ce miauz entendre en mestir que en marcheant por le preu qui i est; que sera s'il i mist metre par si qu'il n'i poist metre autre? Receuron-nos à la sentence? Julien dit que l'en i doit voir, posé qu'il est deffendu nicement que Titius ne fust mestre de la nef, l'en doit dire que l'en doit regarder le preu à cex qui sunt en la nef.

Nos devon entendre nef, se ele est sor mer ou en fluve ou en estanc.

Li prevoz ne done mie aucion de tote cause en seignor de la nef, mès de cele chose en qui nom il fut iqui mis; ausi comme s'il fust mis por porter fuerre ou aucune chose, ou s'il achate aucunes marchandies bones à porter en nef, ou s'il a despendu aucune chose por rafetier la nef, ou si li notenier demandent aucune chose de lor ovres.

Et s'il emprunte déners, savoir se c'est en nom de cele chose? Et Pagasus le cuide, s'il fist l'emprunt à l'usage de cele chose, dont il est mestre, il aura aucion, et je cuit qu'il est voirs. Que sera s'il fit l'emprunt por apareiller la nef ou por fere ou por metre i notoniers?

Donc Offilius demande se cil fet emprunt por refere la nef et il met les deniers en son usage, l'en demande si l'en doit doner aucion contre le seignor de la nef, et il dit que s'il les prist par tel convent, qu'il les despendist en la nef et enprès mua son corage, il en est tenuz; et bien s'i gart li sires qui tel mestre mist en sa nef; et s'il prist consoil an commoiencement de cocher le créencier, et il ne le dist mie qu'il prenoit ces deniers por la nef amender, autre chose est, et Pedius dit que ce est bien.

Et se li metres deçut son compoignon en pris des choses achatées, li domages sera son, non pas au creancier;

Et s'il emprunta d'autre, il delivra celui qui fist la creance à refere la nef, et je croi qu'il a aucion.

Et dunc la mestrie done certoine convenance à cez qui font marchié, por quoi se li sires les mist en la nef por demander le pris de voitures, non pas qu'il les aloe, qu'il avoit ja aloé, li sires n'en sera pas tenuz, si li mestres aloe ou s'il est establi solément à aloer, non pas à demander, ausint en dira l'en; ou s'il est posé qu'il aloe le portage, non pas qu'il preste la nef à mercerie, ou s'il fet plus qu'il ne doit, il n'oblige pas le seignor, et s'il l'aloe à porter certaines merceries, si comme à porter chenvre, léum, et cil l'aloe a porter pierre ou fuz, il ne sera pas tenuz.

Car aucunes nés sunt porteresses et austres sunt à autre mester; li uns mande as autres noteniers qu'il receivent les porteors et qu'i l'augrent en certein leu et en certoine mer, ausint comme nés qui sunt à Brandiz ou à Jafes que li notenier moinent, qui ne sont pas pones à porter, et les autres nés ne sunt preuz à aler por mer.

S'il i a plusors metres et lor ofices ne sunt pas devisé, quanque l'en fera o l'un, obligera le seignor; et se li office sunt devisé que le un aloe, l'austre (1), li sires sera obligé por l'ofice à chescun.

Et se li sires les i met, isint que li un ne face rien sanz l'autre, ausint comme l'en fet aucune foiz, bien s'i gart cil qui fet marchié o l'un.

(1) L'auteur a évidemment omis le mot *reçoive*, traduction du latin *exigendo*.



Nos apelon celui seignor de la nef qui a totes les issues et les rentes de la nef, se il est sires de la nef ou se il l'a aloée ou à jà ou à toz iorz.

Petit monte se cil qui est sires est mâle ou fumule, perre ou fez ou serf; et se menor est sires de la nef, il i convient l'autorité de tutor.

Il est ou nostre chois de trere en plet le seignor ou le mestre de la nef.

Et cil qui est sires de la nef n'a pas aucion contre ceaus qui firent marchié o le mestre, car il ne li afiet pas; mès si pot avair aucion de commandement contre le mestre, ou de loage, s'il ne li rent le loer; et ce solent fere li prevost por le mestre de l'annone. Et ausi solent fere li seignor des provinces es marchiez que li metres de nés funt ou autres.

Se cil qui est sires de la nef est en autrui poer et c'il en est sires par la volenté celui, l'en aura aucion de ce que l'en fera o le mestre de la nef contre celi en qui poer li sires de la nef est.

Se cil est sires de la nef par la volenté à celi en qui poer il est, et il est tenuz de tot, puis que cil est metres de la nef par sa volenté, car usage de nef apartient au commun proufit; mès n'est pas issi de marcheanz.

Et par ce cil qui font marchié o lui, sont tenuz sanz plus de treu, cil qui moinent marchandie de lor chetel au seu lor signor, et s'il font marchié o le mestre au seu au seignor et il ne le veust mie, donron nos action de tot contre li; ausi com si le vosist ou aucion de treu? Puis que la chose est dotose, miauz est que l'en segue les paroles de la loi, et que l'en ne meste pas sus au pere ou au seignor qui sache le fet au mestre de la nef, qu'il ne soient obligié par tel volenté, se cil moinent le miauz de lor propre chetel, et issi le dit Pompinius, se li sires de la nef est en autrui poer et par la volenté à celui est cil sires de la nef, il est obligié de tot; se ce n'est par sa volenté, il n'est tenuz que do chatel.

Nos entendon estre en poer, filz, filles, sers, serves.

Se serf est sires de nef par la volenté au fiz ou il estoit, li peres ou li filz qui ne le vost mie contredire, sera obligié de tost.

Jà soit ce que li prevoz doigne aucion solement de ce que l'en fet o le mestre, Julien dit se l'en fet marchié ou le seignor de la nef, li peres au fiz ou li sires au ser seront tenuz de tost.

Ceste aucion sera donée contre le seignor par la persone au mestre, et se l'en plede o l'un d'aus ou à l'autre, l'en ne plediera pas à l'autre, et se l'en rent aucune chose, l'obligacion au mestre apetice. Et se l'en rent en nom dou seignor ou en nom do mestre aucune chose, l'obligacion sera apeticée, por ce que se aucuns rent por moi je sui quite.

Se plusors sunt mestre de la nef, l'en porra pledier o lequel qu'il vodra de tot.

Gaius. *Ne in plures* (fr. 2). Or cil qui fist marchié ne soit forcé de avoir tant aversaires ensemble.

Paulus. *Nec quicquam* (fr. 3). Ne aucuns d'aus ne pot pas monstrer combien qu'il a en la nef de partie, et cil qui aura mené le plet aura ses despens des autres par juigement de compoignie (1).

Paulus. *Si servus* (fr. 6). Se li sers est sires de la nef sanz la volenté au seignor, s'il le sot, il aura contre lui aucion de treu; s'il ne le set il aura aucion de chetel.

(1) L'auteur du livre de *Jostice et de Plet* n'a ni traduit ni analysé les fr. 4 et 5.



Se serf commun moine neff por la volenté au seignor, l'en donra contre toz aucion de chetel por tot (1).

Geffroi de la Chapele dit (2): Nus n'eut qui ne sache bien quant cest ban a mout de preu; car com nos ne savon mie aucune foiz ques est ne à ques nos fesons marchiez por estre porté nos et noz choses en la nef, droiz est que cil qui met le metre i soit tenuz. Por ce est bien avenant que l'en face marchié o le metre de la nef ou à celui à cui ele est baillie a marcheander. Ausi dison-nos de celui qui moine marcheandise par terre. Cil qui moine marcheandise par terre ou par eue n'est pas tenuz des aventures que l'en ne puet eschiver se la colpe ne passe le quas, comme il set plus por la cope au seignor de la nef, que par autre chose. Aventure si est tormente, roberie, feu, pecéement de nef et plusors autres choses.

Enprès demande l'en, se li sires de la nef nie qu'il n'oit mie receu la marchandie coment le porra l'en atendre, et l'en respont par tex paroles :

Ge me plein de Gui, metre de cele nef, à qui jé baillie mon avoir, une charge de poivre, et la me dut amener à Orliens en ceste vile, ne je ne ai puis avoier, et s'il veaut dire qu'il n'ait ma chose eue et en ceste forme, je le suis prez de mostrer et de l'averer et por moi et por garanz que si est.

Ceste chose, si com ge l'é di, il vet avant à la jostice lui et son garant et offre ce à mostrer, et li mestre de la nef fet encontre tel ni et tel deffense comme il doit, l'en demande qu'en dit droiz ; et l'en respont que l'en doit demander la persone de celui qui demande et de son garant, et s'il est preudom et honeste l'en le doit oir, issint que li deffenderres est loissanz de prandre la prove de li et de son garant, et de quenoistre que c'est voirs ou d'escondire por gage de bataille, car en tel chose doit bien avoir bataille, car il i a traison et mambre de larrecin. Tot autresint pot len apeler de marcheandise amener par terre. Et se l'en savet generaument, si comme de sé et de vins et de grosses choses que chasqun vet, ci n'a point de gage qu'anqueste.

De la loi Rodiane de geter marcheandise en mer (3).

PAPIANUS. *Lege* (fr. 1) (4). L'en garde en la loi rodienne de giet, quant l'en veaut geter en la mer por alegier la nef, ce qu'est geté por le salu de toz doit estre restoré de toz ces qui sunt en la nef (5).

PAP. *Quum arbor* (fr. 3). Quant arbre ou estrument de nef est geté por achever le peril, chascun doit metre do son.

CALISTRATUS. *Navis* (fr. 4). Se aucune merz sunt tregetées en chalan por legier la nef chargie qui ne poent venir à port, que elle ne perillat, et ce chalain tumbe à l'entrée dou port, cil qui sont en la nef et ont lor marchandies sauves, doivent doner

(1) L'auteur n'a ni traduit ni analysé le fr. 7.

(2) Ce morceau, que M. Rapetti a publié, page 161, fait partie dans le manuscrit d'un titre relatif à l'action institoire, f° 73 v°, col. 2 et suiv. L'auteur, après avoir traduit les fr. 3, 4, 5, 6, 7, 8, 9, 14, 15 et 19 de ce titre du Digeste, présente, f° 74 v°, col. 1, sous le nom de Geoffroi de la Chapelle, une traduction libre de quelques parties du fr. 1 du titre *De exercitoriâ actione.* J'ai cru pouvoir sans inconvénient le placer ici, parce qu'il complète ce qui concerne l'action exercitoire. Il corrobore ce qui a été dit, page 540, de l'exclusion de la bataille dans les affaires du commerce maritime.

(3) Dans ce morceau, qui se trouve au f° 73 r°, col. 1, du manuscrit, l'auteur traduit une partie considérable du titre II du livre XIV du Digeste, *De lege Rhodiâ,* qu'on trouvera, t. Ier, page 104. M. Rapetti ne l'a pas publié.

(4) L'auteur attribue ce fragment à Papinien, qu'il appelle *Papianus ;* mais il est de Paul.

(5) L'auteur n'a ni traduit ni analysé le fr. 2.



do lor a emender le domage qui est avenu en chelein, autresi comme si l'en eust fet giet; et Sabinus dit que c'est voir. Encontre se la hoe est sauvée o une partie des marchendies et la nef perist, cil qui perdirent en la nef ne doivet rien emender, car se la nef est sauvée, le giet vient en commun.

Et se la nef qui est tempestée est alegié de giet de merz à un marcheant et noée en autre leu, et notoners treent les merz à aucuns marcheanz, se li loer est rendu, cil doit avoir reson de ses choses qui furent getées por la nef legier, par ceus qui orent lor choses sauves par les notoniers. Sabinus dit que cil qui orent lor choses sauves ne doivet rien rendre a celi qui fist le giet, se aucunes choses de lor merz furent tretes por les noteniers, quar il n'est pas veu que la merz fust getée por la nef garder qui perist.

Quant getoiz de merz est fez, et la chose à aucun qui remetrent en la nef sont empirées, l'en doit veoir si doit metre en la communauté, comme il ne doivet pas avoir doble domage, mès l'en doit dire que cesti doit comunauter por le pris des choses presentes; ausi com se la merz à ij i sont, et les choses à l'un sont arosées de eau, cil qui a ses choses sauves metra en la comunauté dusqu'à XX et cestui dusqu'à X; et nos poon deviser de quoi ces choses sunt empirées, ou par la giez, ou por ce que les choses furent descovertes vint li domages, ou por autre cause, par ce que la merz gesoet allors en un autre angle et l'eau entra, lors devroit-il acommunauter, ou il n'acommunautera mie por la premiere cause por ce qu'il perdi ou giet, et se les choses sunt empirées de l'eau par le giet. Et s'il i a plus sotive divise, que sera s'il a plus de domage en communauter que un giet, ausi com s'il i avoit XX fardiaus et la communauté X et li domages vaut ij, hors ce qu'il i a eu do domage il doit acommunauter le remanant que sera se plus de domage que en la communauté; ausi comme les choses sunt empirées vaillant X mars et la communauté ij, en ceste dotance il ne doit pas porter lou fès à l'autre. Or veon s'il i convient acommunauter, que sera se je perz mes choses qui sunt gitées ou si sunt empirées par ce que furent descovertes, car ausi come l'en aide à celi qui a perdu, ausi doit l'en aidier à celi qui a ses choses empirées por le giet, et issit le dit Papinian.

HERMOGENES. *Amisse* (fr. 5). Domage de nef perdue n'est pas recovré par compoignie de communauté par ceus qui delivrent lor choses quant la nef froissa, car l'en s'acorde à ce quant la nef est sauvée au commun peril par le remede do giet.

Se li arbres de la nef est tranchiez por delivrer la nef et la marchandie, il convendra que chascun mete sa ferue.

PAULUS. *Quum* (fr. 7). Cum la nef fust getée par tempeste, ce que chascun puet sauver à son os comme de feu, il fut son.

JULIAN. *Qui levande* (fr. 8). Cil qui gitent aucunes choses por la nef legier, ne les gitent mie par tel corage que il là soient guerpies, et s'i la trovent il a s'anportement et s'i sevent ou is sunt getées et la requerrunt; et seront autresi comme celi qui est trop chargiez, qui lesse sa chose enmi la voie et puis retorne por aporter la.

[LABEO] (fr. 10). Volvistius manda à Paulus tex paroles: por ce que tu aloas sers, l'en ne te doit pas voiture por celui qui est morz en la nef. Paulus demande se l'en doit doner loier por ceus qui sunt mis en la nef, ou por ceus qui sunt envoié en essil, et se ce n'est aparissant, il sofira au notoner s'il pot prover que li serf fust mis en la nef.

Sé tu as la nef aloé por tel condicion que tes merz i fussent portées, et li noteniers mist ces mers sanz besoing en une mauvese nef, comme il seust bien que tu ne voloies pas,



et l'aver perist et por cele nef où ele fust mise darrenierement, tu as aucion contre le notonier do loage. Paulus dit plus, que se l'une nef et l'autre perist ou cele voie et ce fust fet sanz la trecherie à notonier. Au tel droit aura cil, se li noteniers fust retenuz, et l'en li deffendi qu'il ne portast cele marchandie : et au tel droit aura cil, s'il fist tel convenant à toi, qu'il te rendist une poine si ne t'avoit portées tes marchandies ou leu où tu li dois au terme que tu li metoies, il doit la poine; et ausi diron-nos, se li notonniers est destorbez de maladie qu'il ne puisse nagier; et ausi diron-nos, se la nef est mauvese sanz son barat et sanz sa cope.

Se tu aloas une nef à mestre ij^{m} de bues, et tu les i portas, tu doiz le pris des ij^{m}.

Paulus (1), *si in adversionem,* et se la nef est aloié en tempeste (2), li loers est por ij^{m} se le marchié est issi fet, encontre tu doiz le loier por tant des bues comme tu i portas.

De giter marcheandise en eau por peril eschiver (3).

De marchandie menée par iau, gitée por charge, l'en doit avoir reson de giter marchandise en eau; car se li metres de la nef charge trop la nef et por ce convient la marchandie giter, et la cope en est soe et li domages; ou se li marinier ne sont sofisant, et por ce perisse li avoirs.

Mès se torment sort por quoi il conviegne l'avoir giter en la mer, ou la nef peçoie d'avointure que l'en ne put eschiver, li marcheanz est tenuz.

Or gardons comment li metres de la nef sera tenuz; et s'il dit que sa chose soit perie, se c'est par peceure, la peceure sera vue par prodesomes ou presanz qu'il sera peceaie; et por ces prodesomes et por les compoignons de la nef por ce qu'il jurront ne seront creu; et s'ele est effundée do tot, iloc ne convient point de prove, fors le parent; et se l'en a geté l'avoir en l'eau por le peril de tempeste, l'en en sera creuz par les seremanz au compoignons de la nef et par le tesmoing dou pais, qu'a celi jor ot tempeste en cele contrée; quar en tel chose n'a point de gage.

LIVRE VIII. — *De loage et de aloemanz* (4).

Se li mestres de la nef mest la nef sanz governeor en l'eue, et tempeste lieve, et il ne la pot atremper et il pert la nief, li seignor auront contre lui aucion de loage.

LIVRE XVII. — *D'aucions et d'obligemanz* (5).

Li metres d'une nef ou d'une taverne ou d'une ostelerie est tenuz autresi comme par meffet por le domage qui est fez en la nef ou en la taverne ou en l'ostel, se issint est, que li domages n'aviegne pas por son meffet, mès por aucun des serganz de la nef ou de la taverne ou de l'ostel. Car desque aucion ne puet valoir contre lui por nul meffet, et il est corpables en aucune chose, par ce que il a serganz mauvés, il est tenuz autresi comme por meffet.

(1) Cette phrase est la suite du fr. 10 dans le Digeste.

(2) La manière dont l'auteur a traduit *aversione* du texte latin par *tempeste,* prouve qu'il ne le comprenoit pas.

(3) On trouve dans ce morceau quelques dispositions de la jurisprudence française, qui prononcent encore l'exclusion de la bataille en matières maritimes; M. Rapetti l'a publié, page 160.

(4) C'est un extrait du livre XIX du Digeste, titre II, fr. 13, § 2, qu'on trouvera t. Ier, page 110; il est dans le manuscrit, f° 84 v°, col. 1. M. Rapetti ne l'a pas publié.

(5) C'est un extrait du fr. 5, § 6, du titre VII du livre XLIV du Digeste, qu'on trouvera t. Ier, page 120; il est dans le manuscrit, f° 159 r°, col. 1. M. Rapetti ne l'a pas publié.

LIVRE XVIII. — *De aucion de larrecin qui est donée contre les mestres des niés et des taverners et des osteliers* (1).

ULPIAN dit : Juigemanz est donz contre cez qui gardent les nés ou les tavernes ou les ostiex. Se larrecin est fez par aucun de cez que il ont en leur servise, comment que il soit, ou se li larrecins est fez par l'aide ou par le consoill au mestre de la nef ou de la taverne ou de l'ostel, ou sanz lui, ou par aucun de cez que il a en sa nef por conduire la.

Et l'aucion est de rendre le dommage à doubles.

Quant aucune chose est perdue en la taverne ou en la nef, li taverners ou li metres de la nef est obligez par le bannissement au prevost, si que il est en la volenté à celui à qui la chose est emblée, de pledier contre le taverner ou contre le mestre de la nef por le bannissement au prevost, ou contre le larron par citaienne aucion.

Et se li taverners ou li metres de la nef reçoit l'aucion, il puet pledier au larron par aucion de larrecin, et ne pas cil à qui la chose fut emblée; car li périlz de la chose fut seur celui.

Se li metres de la nef ou li taverniers abandone son serf a soffrir paine de son meffet, il se delivre. Par coi n'est donc li metres de la nef condempnuz qui i mist si mauves, ou par coi est-il obligiez por tot le meffet el nom au franc home? Et il n'i est pas obligiez el nom au serf, fors por ce que cil qui i met franc home doit bien savoir quex il est; et l'en li doit pardoner le fet à son serf qui est à son ostel, se il est apareilliez d'abandonner le à soffrir poine de son meffet; et se il i met autrui serf il est tenuz por lui autresi comme por franc home.

Et li taverners restore les domages que cil font, qui sont en sa taverne por garder la, et que cil font qui i sont por hinter; mès il ne restore pas cez que li trespassant font; car li taverners ne li ostelers ne pot pas conoistre les trespassanz, ne il ne les puet pas refuser; mès il semble que il ait esleuz cez qui hintent autresi comme toz jorz, que il ne met pas hors, et por ce doit-il restorer les domages que il font.

Li metres de la nef ne respont pas del fet as governeors.

US ET COUTUMES D'OLONNE (2).

PREMIÈRE PARTIE.

I. *Pour bastir un navire.* — Un maistre ne doit entreprendre de faire bastir un navire s'il n'est assuré de ses consors et parprenans, lesquels seront bourgeois et habitans des Sables et non autres, si ce n'est qu'il aye moyen de le faire bastir seul à ses despens. Et, pour commencer ledit vaisseau, faut faire marché au foresties (3), qui sera du pays et non d'autres, à moins que quelque forestier forain ayent du bois en ce lieu,

(1) C'est une traduction du fragment unique composant le titre v du livre XLVII du Digeste, qu'on trouvera t. Ier, page 121. Il est au f° 172 v° du manuscrit. M. Rapetti ne l'a pas publié.

(2) Je me suis exactement conformé, même pour l'orthographe, qui est très-vicieuse, au texte que M. de la Fontenelle de Vaudoré m'a envoyé en épreuves, ce savant magistrat étant occupé d'en donner une édition. Je dois faire observer que, dans l'imprimé qui a servi d'original, les chapitres qui divisent chaque partie ne portent point de rubriques; mais, comme à la suite il y a une table, M. de la Fontenelle de Vaudoré en a, avec raison, selon moi, transporté les rubriques en tête de chaque chapitre.

(3) On entend par *forestier*, le marchand de bois.

car cela causeroit du retardement audit maistre; lequel bois sera de chesne et de longueur convenable, laquelle longueur et grosseur sera spécifiée par le marché qu'ils passeront par écrit, devant nottaires, par lequel sera aussi fixé le temps de la livraison d'iceluy, après laquelle livraison ledit maistre pourra advertir sesdits bourgeois, afin qu'ils l'assistent à faire marché aux charpentiers, lequel marché il ne fera qu'en la présence desdits bourgeois ou après leur expresse permission.

II. *Pour faire eslection d'un maistre charpentier.* — Le maistre ne pourra choisir un maistre charpentier pour bâtir ledit vaisseau, si ce n'est par l'accord de ses bourgeois ou après leur en avoir donné advis, afin qu'ils sachent s'il est à leur gré; et cela fait, et qu'ils auront déclaré vouloir se servir de celuy qu'il aura choisi, il pourra le prendre et faire marché avec luy et au valet et aprantif qu'il pourra amener, lequel aprantif ne recevra que demie journée des charpentiers qui travailleront audit navire : et outre, luy sera deffandu de travailler à la flore (1) d'iceluy, ains seulement fera conin chantreau (2) et quelque pièce de gros bois, duquel la ligne oura esté mise, comme encore à esboucher, suivant la coutume de nos anciens qui l'ont ainsi pratiquée de tout temps.

III. *Pour les simples charpentiers.* — Et au regard des simples charpentiers, ils auront 20 sols par chacun pour tout au plus, ensemble du brevage et non du vin pur, comme porte la coustume de nos anciens, lequel leur sera donné par un garçon qu'aura le maistre, afin que lesdits charpentiers ne se desbauchent pour aller au cabaret; et s'il y en avoit quelqu'un qui laissast le travail pour y aller sans la permission du maistre, sera sa journée perdue pour luy, aussi bien que celles de ceux qui quitteront ledit navire pour aller travailler ailleurs, sans la permission dudit maistre, sans qu'il les luy puisse demander; mais si, en cas de nécessité, il luy falloit aller travailler à la flore de quelque navire, qui fust à la barre ou sur les roches de ce lieu, en ce cas, ledit charpentier de navire demandé par iceluy maistre y pourra aller sans contredit. Et si par hasard il arrive accident à quelqu'un desdits charpentiers de se couper au matin, lui sera néanmoins sa journée payée entièrement; comme aussi, suivant la coustume ancienne, quelque maistre convie un charpantier le dimanche ou autre jour, en faisant marché avec lui, et par après que ledit charpentier n'accomplisse la promesse qu'il luy aura faite de travailler en son navire, en ce cas, il sera obligé de payer audit maistre toute la despense qu'il aura faite pour le convier.

IV. *Pour faire marché au forgeur.* — Un maistre ne doit faire marché au forgeur que par l'advis de ses bourgeois, lequel marché ledit maistre escrira à la tête du papier dudit forgeur et le dattera des jour et an qu'il l'arrestera, et specifiera par iceluy que tout le fer qui sera employé pour la servitude dudit navire sera fer d'Espagne et non autre. Et après qu'il sera spécifié, si ledit forgeur en employoit d'autre pour ledit navire, comme fer de Flandre et autre vieille feraille, en ce cas, ledit marché demeurera nul et de nul effet, si mieux ledit forgeur n'ayme perdre le tiers du prix d'iceluy, ou

(1) Par le mot *flore*, on entend la partie inférieure d'un vaisseau; il vient de *flur* en suédois et irlandais, et de *floor* en anglais. Notre locution française *fleur de terre* a la même origine. On l'a appliqué au plancher inférieur du vaisseau, *scipe flore*, en anglo-saxon. Cette locution est citée par Meidinger, dans son Dictionnaire comparatif des langues teuto-gothiques. (*Note communiquée par M. de la Fontenelle de Vaudoré.*)

(2) Ce mot est probablement un terme local, pour signifier quelque travail grossier.

sinon ledit maistre pourra faire marché nouveau avec un autre, lequel s'obligera de limer les tarières et vrilles des charpantiers, ensemble de leur faire mèches, comme encore de racomoder les autres oustis desdits charpantiers desquels ils se servent pour travailler audit navire et ceux desquels ils tapent les chevilles de fer d'iceluy; comme encore qu'au cas qu'ils se rompent, il les fera à ses despens, et pour ce sera donné audit forgeur, outre le prix dudit marché, la somme de 10 livres, et après qu'il aura fourny de toutes les ferrures necessaires audit navire, baillera gratuitement, pour la servitude d'iceluy, deux fuzils à tirer feu, deux chandeliers à picquet, deux golfets, deux deande-pomme (1), suivant la coustume. Fera aussi le maistre dudit navire peser devant luy le fer que fournira ledit forgeur, et pour le faire, en son absence, aura un homme, dans lequel il aura confiance, lequel arrestera iceluy sur le papier où sera inséré ledit marché, et au-dessous d'iceluy.

V. *Pour faire marché au cloustier.* — Pareillement le maistre ne pourra faire marché au cloustier qu'avec ses bourgeois, lequel marché il escrira sur le papier dudit cloustier, comme est dit au chapitre précédent, auparavant quoi il doit, devant sesdits bourgeois, faire espreuve des cloux de carreaux double caravelle, et demie caravelle, afin de savoir s'ils sont de bon fer d'Espagne; car c'est une chose de très-grande importance ausdits bourgeois, à cause de la perte que cela causeroit à leur navire, la monstre desquels cloux ledit maistre emportera chez lui; et si ledit cloustier emploie d'autre fer que celui qui aura esté spécifié, par ledit marché, pour faire les cloux dudit navire, et que ledit fer ne fust propre pour iceux faire de pareille longueur et grosseur que ceux pris pour ladite monstre, laquelle sera d'un carteron seulement, en ce cas sera loisible audit maistre et i bourgeois de faire tout ainsi qu'il est dit au chapitre précédent. Fera ledit maistre compter un millier desdits cloux de chaque façon qu'il fera porter au magasin des charpantiers, et le restant d'iceux sera enlevé de la boutique dudit cloustier par un homme qui sçaura escrire, afin qu'il arreste combien il en prendra à chaque fois, à défaut du maistre, et que par ce moyen l'équité soit gardée.

VI. *Pour achepter marchandises, bray, gouldron et autres choses.* — Le maistre ne pourra achepter aux boutiques, bray, estoupes, fer ni gouldron, qu'il n'y ait quelqu'un de ses forgerons avec luy, ny pareillement aucune pièce de toille pour faire voisle audit navire, s'il n'est assisté de quelqu'un comme dit est, et du maistre tailleur, d'icelles afin de sçavoir combien de pièces ou d'aulnes il en faut, et s'il y a aucun desdits bourgeois qui aye quelqu'une desdites marchandises à vendre qui soient bonnes et marchandes, et qui ne soient à plus haut prix que celle des autres marchands, en ce cas, après en avoir fait rapport aux autres intéressés audit navire, et qu'ils lui auront donné ordre d'en prendre, en ce cas il le pourra faire facilement et exactement afin de tenir fidèle compte à ses autres bourgeois.

VII. *Pour quelque accident qui peut arriver pendant la construction d'un navire.* — Si pendant la construction dudit navire, l'un des bourgeois y intéressé vint à dessedder, ses héritiers ne sont tenus d'entretenir la sossietté et communauté s'il ne leur plaist: mais le maistre d'iceluy est tenu d'en chercher un autre, qui y rentre au lieu du deffunt, et rendre à ses héritiers ce qu'il pourroit avoir fourni de son vivant;

(1) Il seroit assez difficile d'expliquer ces mots, qui évidemment désignent des ustensiles du navire.

après quoy ledit navire estant à l'eau et hors de charpantier, ledit maistre aura un mémoire de tous les frais faits, pendant le bastiment d'iceluy, comme journées de charpantiers, vin et brevage beu à son astelier, et autres menues avaries, qu'il fera apparoir ausdits bourgeois; et alors il pourra leur demander des mathelots, afin que chacun en fournisse, pour la part qu'il sera fondé audit navire, à la réserve d'un contre-maistre et un dégolleur (1) que ledit maistre donnera, par l'advis de sesdits bourgeois. Et quand auxdits mathelots demandés pour iceux bourgeois, ne pourront estre mis hors dudit navire pour un voyage, s'ils ont aydé à le garnir, à moins qu'il n'y ait cause légitime, auquel cas ils pourront estre laissés, et les bourgeois obligés à en donner d'autres en leurs places, ensemble quatre vaslets pour le service dudit navire, afin qu'ils gardent du feu à bord et y couchent la nuit quand il sera au port de ce lieu, comme aussi pour l'amarrer, si besoin est; et les parties desquels valets seront et appartiendront aux bourgeois qui les auront à leur service, lesquels seront aussi obligés de leur payer salaire, comme ils en seront accordés avec eux, soit par voyage ou par année, comme encore à leur fournir garniture convenable, pour la pescherie. Seront aussi obligés lesdits serviteurs de rendre chacun au logis de son maître le restant des habits qui leur auront été fournis en l'estat qu'ils seront au retour de leur voyage, et, à faute de ce, lesdits bourgeois pourront rabattre chacun à son serviteur la somme de 6 livres. Et lors que ledit maistre sera de retour de son voyage, et aura fait décharge de son poisson en Portugal, et qu'ensuite il frette et charge son navire de marchandises, en ce cas, il baillera à chacun des serviteurs desdits bourgeois la somme de 7 livres, sur et en déduction de leurs services.

VIII. *Pour achepter la garniture d'un navire.* — Le maistre ne pourra faire achapt d'un mas, pour garnir son navire, si ses bourgeois ne sont avec lui et un maistre charpantier pour en faire visite : comme aussi ne doit faire marché d'iceux qu'à la preuve à huit pands, et si le marchand ne les vouloit vendre à cette condition, et qu'on fust contraint de les achepter n'en ayant d'autres, on les peut prendre; mais s'ils se trouvent pourris par le dedans, après le avoir charpentés, en ce cas, ledit marchand sera obligé de les prendre tout aussi bien que s'il les avoit vendus à la preuve, s'ils ne peuvent servir à d'autres non plus qu'au vaisseau pour lequel ils auront été destinés; car nul n'ajette telles marchandises, quand elles sont pourries, puisque sont elles qui sont le seul subjet que ledit navire vogue d'autant plus; que si lesdits mas, étant pourris comme dit est, venoient à casser, cela seroit capable de faire périr tout l'esquipage d'iceluy. Et au cas que ledit marchand vende lesdits mas, il sera obligé de donner la garniture d'iceux entièrement, ensemble deux perches d'artimon, deux expars pour une eschelle, après quoy si ledit maistre fait marché à un charpentier, pour mettre lesdits mas en estat de servir, soit à travers ou à journée, il ne luy donnera les coupeaux d'iceux, à cause que cela obligeroit peut-être ledit charpantier à gaster quelqu'un desdits mas, et ainsi ledit maistre et bourgeois seroient obligés de payer ladite garniture entière, ayant fait tel marché contre la coustume.

IX. *Pour choisir un cordier.* — Les bourgeois et le maistre du navire choisit un cordier en ce lieu, qui soit de bonne foy, si faire se peut, lequel aura égard à ne mouiller le fil de chanvre duquel il voudra faire câble. Après qu'il sera fillé, et si l'on s'apperçoit qu'il aye mouillé ledit fil, en ce cas on luy pourra demander qu'il aye à en fournir d'autre, après quoy, on lui laissera ledit fil, et sera condamné à l'amende de dix écus,

(1) Celui qui étoit chargé d'ouvrir et de vider la morue.



applicable à l'église de cedit lieu pour une moitié, et l'autre moitié à l'hospital et pain des pauvres.

X. *Pour fournir victuailles.* — Et après que ledit maistre aura faict aprester ledit navire, il pourra dire à ses bourgeois qu'ils luy fournissent de pain, vin, sel, bois, et généralement de tout ce qu'il convient audit navire pour le mettre hors, et, en cas que quelqu'un desdits bourgeois delaye de le faire, ses cooparsonniers pourront prendre argent à la grosse, afin de fournir par ce moyen des victuailles qu'il convien-dra, pour la part qu'il sera fondé audit navire, lequel argent et proffits d'icelle sera payé au marchand qui l'aura donné, au risque, après le retour dudit navire et les comptes d'iceluy, auquel compte le maistre dudit navire retiendra par ses mains ledit argent emprunté, qu'il payera à la décharge des bourgeois qui l'auront prise, et retirera l'obligation qu'ils pourront avoir consenti pour ce subjet, laquelle argent il retiendra comme dit est, préférablement à toute autre debte.

XI. *Pour fournir de mémoire, pour le maistre du navire.* — Le navire estant prest trois jours, premier que faire voisle, le maistre fournira de son mémoire, afin de sçavoir ce qu'il pourra avoir cousté, s'il est neuf; comme aussi chaque bourgeois celuy des advances qu'ils auront faictes, afin que le compte du tout se fasse ensemblement en cedit lieu, et que celuy qui aura le plus fourny soit remboursé par ses cooparsonniers, sans estre obligé d'espérer le retour dudit navire. Comme aussi ledit maistre aura soing de faire payer premier que partir et sortir ledit vaisseau les passe-ports 5 sous par thon-neau et chaloupe de sortie, puisque c'est une chose qu'il emploie dens son mémoire. Et s'il y a quelque bourgeois qui soit redevable desdites avaries et ne les aye payées, et qu'on fasse appeler le maistre dudit vaisseau pardevant le juge de l'admirauté pour les payer, la femme dudit maistre pourra prendre delays, pour sondit mary, jusqu'à son retour, et s'il se fait quelques fraits contre ledit maistre, pour raison de ce, il les pourra prendre à son retour, estant aux comptes ensemble, la somme de laquelle on lui aura faict demande, faute auxdits bourgeois de l'avoir payée, lesquelles sommes seront préférables à tout autre deub.

XII. *L'ordre qu'il faut tenir pour payer ceux à qui les propriétaires doivent.* — Lesdits comptes se faisant pour sçavoir à combien ils se peuvent monter, l'un des bour-geois tiendra la copie dudit compte, la marge duquel sera signée et paraphée de celuy qui aura pris à payer l'article tout droit vis-à-vis son nom, afin que si ledit article n'estoit payé, on puisse avoir recours à celuy qui l'aura pris sur son compte, pour l'em-pescher de troubler la sossieté par procèz; et, après ledit compte arresté, s'il survient quelque differand sur l'estat d'iceluy, on pourra avoir recours à trois bourgeois du lieu, gens à ce connoisseurs, qui auront pratiqué la marine et les coustumes du lieu, lesquels en dessideront.

XIII. *Pour vendre une partie d'un navire, un parsonnier préférable à un autre.* — Nul bourgeois ne pourra vendre sa part dudit navire à aucun forain, ains seront tou-jours ses cooparsonniers préférables pour l'achepter. Et combien qu'il y eust acte de vente d'icelle, passé entre ledit bourgeois et forain, neantmoings sesdits cooparson-niers pourront le faire estimer par gens à ce connoissans, qui ne seront parens ni alliez d'aucuns d'eux, mais seulement seront bourgeois de ce lieu, et ne seront aussi inthéressés audit navire. Ensuite de quoy ils le pourront prendre au prix de l'estimation qui sera

faite par lesdits bourgeois, préférablement et nonobstant ledit acte de vente, laquelle estimation ils payeront audit vendeur, et ce fait, pourront, si bon leur semble, approprier quelque particulier de ladite portion de navire, lequel leur payera ce qu'ils auront déboursé pour l'achapt d'iceluy, après quoy il aura pareil pouvoir qu'avoit ledit bourgeois vendeur, et pourra mettre tel nombre de vaslets que sadite portion lui permettra, et des mathelots pareillement, qui est un compagnon par huictième, suivant la coustume de ce lieu, et outre payera la moitié du service d'un vaslet qu'il lui convient payer, à cause que ladite huictenne ne permet pas qu'on en mette un par chacune.

XIV. *Un maistre ne peut vendre ni engager son navire.* — Le maistre ne pourra vendre ni engager son navire, estant en voyage, ni sa part mesme, sans expresse procuration de ses bourgeois, non plus qu'aucuns des apparaux d'iceluy, si ce n'est en cas de nécessité qu'il ne puisse trouver argent, par lettre de change, sur quelqu'un de ses bourgeois ou autre personne, afin de faire sa despence, auquel cas il le pourra faire, par le conseil de sesdits bourgeois et compagnons de son bord qu'il connoistra gens d'esprit.

XV. *Pour relâcher estant à la grande mer.* — Le maistre estant à la grande mer, en son navire, ne pourra relâcher que premier il ne face assembler son contre-maistre et toute son équipage, desquels il prendra conseil, et après leur advis; et que tous lesdits mathelots soient d'un sentiment et le contre-maistre d'un autre, en ce cas ledit maistre doit plustot suivre celuy de son contre-maistre que de ses mathelots, puisque c'est sa seconde personne, et c'est à eux deux que la charge entière dudit navire est délaissée.

XVI. *L'ordre qu'il faut tenir, étant arrivé à Terre-Neufve.* — Estant ledit maistre arrivé au bancq de Terre-Neufve, il doibt suivre l'ordre que luy auroit donné ses bourgeois, premier que partir de ce lieu, soit de demeurer au grand bancq ou bature, autrement appelé petit bancq, et y employer son sel, si faire se peut, et n'en partir que par nécessité de vituailles. Et, estant arrivé là, si quelque mathelot ne veut pescher par le commandement du maistre, en ce cas ledit maistre doibt appeler tous ses compagnons, et devant eux faire correction à celuy qui sera reffusant; que s'il ne veut travailler selon sa force, qu'au retour du voyage il ne lui sera baillé que demie part, pour avoir fait le cart et manœuvré les voisles.

XVII. *L'ordre qu'il faut tenir pour la descharge des mourues.* — Le maistre doibt ponctuellement suivre l'ordre que ses bourgeois lui auront baillé, pour le lieu de sa descharges, soit à Nantes, Bourdeaux, Rochelle, Havre-de-Grâce ou Portugal, et y estant arrivé, doit les en avertir, soit par un homme exprès ou par missive, par laquelle il spécifiera combien il a aporté de milliers de mourues, et ce qu'il a vendu le millier, particulièrement au Havre-de-Grâce ou Sainct-Malo, et ne recevra ledit maistre son argent pour l'ambarquer dans son navire : ains prendre lettre de change adressante à l'un desdits bourgeois en ce lieu, crainte des accidans qui pourroient survenir par mer, qui tireroient les choses en grande longueur, et leur apporteroient notable préjudice. Et après que l'un desdits bourgeois aura receu ladite lettre de change, il la présentera à celuy auquel elle sera adressée, afin de tirer payement de luy, après lequel fait il ne doit destourner ladite argent pour payer les parties qu'il pourroit devoir : ains aussitost l'arrivée dudit navire, qui sera trois jours après, le maistre fera assembler tous ses bourgeois et mathelots, auxquels et à son contre-maistre, il fera voir le mémoire des avaries faictes au lieu de descharge, afin que lesdits mathelots soient tesmoings

de la vérité; comme aussi celuy du courlatier, qui sera signé et paraphé de sa main. Ne prendra ledit maistre pour son chapeau que la somme de 20 livres, et ce fait, raportera les 60 livres qui lui seront données par le marchand achepteur, en faveur du marché, à la sossietté, pour estre partagées suivant la coustume de ce lieu.

XVIII. *Pour quelque accident, en sortant du port des Sables.* — Si en sortant ledit navire du havre de ce lieu, il se trouve que quelque vaslet se soit ennallé et que l'on face le voyage quoy qu'il soit de moins en l'équipage, le bourgeois à qui il appartiendra sera obligé, pour lever sa partie, de raporter ce qui restera audit vaslet, afin d'estre partagé comme le reste. Et si ledit vaslet est demeuré malade et que le bourgeois ne lui aye rien fourny, en ce cas il sera obligé de raporter aux comptes de 40 livres, pour être partagées comme dit est. Comme aussi, si un compagnon, après avoir travaillé audit navire, tombe malade, et qu'il soit prest à faire voisle, l'on en pourra mestre un autre à sa place, qui s'obligera de luy payer, pour récompense de son travail, la somme de 20 livres. Et au cas que quelque compagnon s'ennaille à terre, sans la permission du maistre, pour voir sa femme, et que, par malice, desbauche ou yvrognerie, il ne retourne à bord, en ce cas il ne luy sera rien donné au retour du voyage. Mais s'il advint que par mal-heur qu'il meure quelque compagnon audit navire ou qu'il tumbe hors d'iceluy, sera sa vefve ou héritiers payés de sa partie entièrement, ainsi que s'il avoit travaillé pendant tout le cours dudit voyage, car c'est la coustume ancienne de ce lieu.

XIX. *Pour demander un contre-maistre, estant accordé, ne peut s'en dédire.* — Le maistre, après avoir demandé un contre-maistre et un degolleur et estant accordé de prix avec eux, il ne pourra en demander d'autres, à leur préjudice, à moins que de payer leur voyage, ny ledit contre-maistre pareillement, sous peine de d'hommages et inthérests. Et au cas aussi que ledit contre-maistre et degolleur le facent pour aller en d'autres navires, on pourra faire défense au maistre avec lequel il seront entrepris de les emmener. Et s'il le fait au préjudice desdites deffenses, il sera condamné envers les bourgeois du navire où ils se seront d'abord entrepris en leurs d'hommages et inthérests, pour raison du retardement par luy causé au voyage de leur navire. Mais au cas que ledit contre-maistre trouvast autre condition meilleure ou pour aller maistre, comme aussi quelques compagnons pour aller contre-maistre, en ce cas ils pourront quitter ledit maistre et son navire, et accepter lesdites conditions cy-dessus. Ne pourra aussi le maistre quitter un compagnon qu'il aura demandé, s'il n'y a cause légitime, jusqu'au retour du voyage, car c'est nostre coustume ordinaire.

XX. *Maistre ne doit abandonner son navire.* — Le maistre ne doit abandonner son vaisseau aux ennemis que par force, et au cas qu'il l'échoue à terre, il ne le doit non plus laisser; ains doit rester dans iceluy pour donner courage à ses mathelots afin qu'ils se deffendent pour sauver leur bien; et s'il remarque qu'il y en ait quelqu'un qui face le lasche, il ne le doit souffrir naviguer dans son vaisseau. Mais si c'est le maistre dudit navire qui face le poltron et l'abandonne, ses mathelots en doivent faire rapport aux bourgeois, afin qu'ils le mettent hors de leurdit navire, comme indigne d'en avoir la direction.

XXI. *Comment les bourgeois élisent un maistre* (1). — S'il est question aux bour-

(1) Le titre de ce chapitre manquoit à la table, et j'ai été obligé de le rédiger. Il résulte de cette omission une erreur dans la table de l'édition originale pour les articles qui suivent. (*Note de M. de la Fontenelle de Vaudoré.*)



geois de choisir un maistre, ils ne doivent tirer aux billets pour cela; ains doivent en dénommer quatre, afin que d'iceux ils en prennent le plus capable : car s'ils tiroient aux billets, celuy à qui la direction arriveroit en donneroit peut-être un qui ne seroit capable de telle charge. Et au cas que celuy qu'ils auront choisi malverse dans son voyage, en tel cas il sera possible de le mettre hors dudit navire, quand bien mesme il y seroit inthéressé.

XXII. *Navire perdu à la coste; ce que doivent faire les mathelots.* — Si par accident l'on pert ledit navire, les mathelots qui seront dans iceluy sont obligés d'aider à en sauver les débris, comme aussi le maistre à les nourrir, pendant ledit sauvage. Et après leur donnera congé par écrit, si bon lui semble, afin qu'ils facent paraistre aux bourgeois dudit navire qu'ils n'ont quitté ledit maistre sans sa permission, lequel maistre retiendra toujours avec lui son contre-maistre, afin qu'il soit tesmoing de ce qui se sauvera dudit débris et en face fidel rapport aux bourgeois. Et si ledit navire se pert proche de ce lieu, le maistre d'iceluy pourra faire charger dans une barque ce qui se sauvera, lequel sauvage lesdits bourgeois feront estimer, ensuite de quoy châcun encherra, et celuy qui en voudra donner le plus le pourra prendre, sauf à desconter des avaries et frais faits par ledit maistre, tant pour le faire sauver que charroyer, lesquels frais seront pris sur le prix de ladite vente.

XXIII. *Navire amarré au quays ; ce que doit faire le maistre.* — Le navire estant amarré au quays, le maistre d'iceluy doit avoir soing de faire mettre des deffenses le long du bord de châque coste, afin qu'il ne face d'hommage à d'autre ; et s'il y en a quelqu'un qui n'aye desdites deffenses et qu'il vienne à faire d'hommage à un autre, en ce cas les bourgeois d'iceluy seront obligés payer ledit d'hommage, suivant l'estimation qui en sera faite. Comme aussi, si le maistre de quelque vieux navire l'abandonnant et qu'il n'y est aucun vaslet à bord, s'il fait d'hommage à quelque autre, les bourgeois seront pareillement obligés de payer ledit d'hommage, ainsi que dit est. Et s'il y a aussi quelque navire qui rompe son câble ou greslin la nuit, sans qu'on y puisse apporter remède, et par ce moyen qu'il rompe quelque vergue ou mas de parocquet, il ne sera tenu que pour la moitié du d'hommage suivant l'estimation, comme dit est.

XXIV. *Dommage que quelque navire se faict sur un ancre, qui est en l'achenal; qui le doit payer.* — Le maistre doit avoir soing de faire porter une ancre derrière son navire, quand il sera au quays, lequel pourra seulement demeurer deux marées amarré sur une autre ; et après lesdites deux marées passées, s'il n'est sorty, il faut derechef qu'il porte un ancre derrière lui pour s'amarrer, comme ainsi que ledit ancre aye un orin et boye, et qu'il soit hors de l'achenal. Et si par négligence l'on ne porte pas ledit ancre hors de l'achenal, et que quelque navire touche dessus et se face d'hommage, ledit maistre en sera responsable en privé nom : comme aussi si quelque navire, sortant ou entrant dans le havre, touche sur un ancre qui n'aye point d'orin et qui soit hors dudit achenal, en tel cas il participera au d'hommage qui surviendra, tant audit ancre que navire.

XXV. *Navire entrant dans le havre, par la force de tempeste; s'il rompt quelque chose.* — Si une navire entrant dans le havre, par force de tempeste, rompt quelque vergue qui soint longée comme elle doit estre, ou bien quelque câble ou greslin, ou quelque hune du mast d'arrière, fronteaux et terme, les bourgeois dudit navire

seront obligés d'en payer la moitié. Mais si la journée il rompt quelque câble ou greslin par faute de compagnons où serviteurs à bord pour les larguer, il ne sera rien payé, mais pour ce qui est des vergues et autres manufestures de charpentage, en payeront la moitié les bourgeois, suivant la coustume.

XXVI. *Navire qui veut sortir, prévoyant ce qu'il faut.* — Un navire qui veut faire voisle de ce lieu doit larguer le câble et greslin derrière, afin de ne perdre sa marée pour force, ce qui est de grande conséquence. Et pour ce faire doit le maistre entrer à bord de celui à qui le câble appartient, afin d'obvier au dommage qui pourroit survenir. Et si ledit navire ne sort pas et qu'il demeure en l'achenal plus de deux marées, et par ce moyen que quelque navire entrant ou sortant luy rompt quelque chose, il ne payera rien du dommage, puisqu'il n'est pas dans l'endroit qu'il faut; pendant lesquelles deux marées ledit maistre pourra amarer sur quelque autre navire, comme dit est, sans en estre empesché.

XXVII. *Navire pour lever la flore, de combien éloigné des autres.* — Le maistre ayant son navire prêt à lever la flore doit le placer en un lieu éloigné de vingt ou vingt-cinq brasses des autres, et avoir tousjours un mathelot sur le bord qui aye quelque vieille pièce de voile mouillée pour esteindre le feu, s'il montoit en haut. Et doit estre ledict navire au hege accoustumé pour faire telle besogne, et non en autre endroit, sous peine de l'amende accoustumée estre payée en tel cas, laquelle il ne pourra passer en avarie à ses bourgeois, puisque c'est par sa faute; comme encore, s'il ne fait remplir la fosse où il aura mis ledit navire, après ladite flore levée, payera pareillement ladite amende.

XXVIII. *Navire estant à la rade.* — Le navire estant à l'ancre à la rade, le maistre d'iceluy ne le doit abandonner, si ce n'est pour quelque nécessité particulière ou qu'il lui manque quelque chose, auquel cas il pourra y aller, et même avec lui son contre-maître et quelqu'un de ses compagnons, pour apporter ce qu'il aura oublié. Et en cas que quelqu'un desdits mariniers qu'il aura mené manque à retourner audit navire, son voyage sera perdu pour luy, aussi bien que ceux des compagnons qui iront à terre, sans le consentement du maistre, si ledit navire fait voisle.

XXIX. *Navire estant commandé par un autre de venir à son bord; ce qu'il doit faire.* — Si le maistre estant à la mer fait rencontre de quelque navire, de quelque qualité qu'il soit, il doit s'éloigner de luy, autant qu'il pourra, sans en attendre aucun, et aura ledit maistre un compagnon au mâs devant de son navire qui fera le guet. Mais si ledit maistre ne peut éviter la rencontre de son ennemy et qu'il lui face commandement de porter ses papiers à bord de son navire, en cas ledit maistre ne doit y aller, mais doit envoyer son contre-maistre avec son passe-port et congé qu'il aura pris au lieu d'où il aura party, sans montrer sa charte partie et cognoissemens, si ce n'est par force. Il faut aussi que les compagnons qui assisteront ledit contre-maistre soient gens fidelles et secrets, et qu'ils ne soient yvrongnes.

XXX. *Navire de retour de Terre-Neufve en quelque endroit; comment se doit comporter le maistre.* — Le navire estant de retour de Terre-Neufve, en quelque endroit, le maistre d'iceluy, après avoir fait descharger son poisson, sort du Havre-de-Grâce, Sainct-Maslo, Nantes, Bourdeaux, Rochelle ou Sainct-Sébastien, ne le doit abandonner ny freter, que premier il n'ait donné advis à ses bourgeois, s'ils trouvent



ledit fret à propos, lequel advis il leur donnera par une missive, dans laquelle il déclarera combien on luy veut donner pour son dit fret, afin que lesdits bourgeois puissent y adosser et mettre ordre au compte de l'argent provenu du voyage de Terre-Neufve, et à l'argent qu'ils auront pris à la grosse adventure, pour ledit voyage de Terre-Neufve, après quoy qu'il aura reçu l'ordre desdits bourgeois, il pourra accepter ledit frét et non autrement, sous peine des d'hommages et inthérests desdits bourgeois.

XXXI. *Navire qui prend fret en Portugal, ayant vendu son poisson; comment il faut agir pour son argent.* — Si le maistre fait sa descharge en Portugal, et que les bourgeois d'iceluy ayent baillé ordre au maistre d'y aller et de freter, après ladite descharge, en ce cas il le pourra faire, et s'ils ne lui avoient donné ordre de prendre le fret, il ne pourra aussi le faire, mais seulement prendre lettre de change de son argent provenu de la vente dudit poisson, et s'il ne peut facilement en trouver, il pourra de sondit argent achepter castonnade ou quelque autre marchandise, pour le compte desdits bourgeois et toutte l'esquipage dudit navire, à faute de quoy, s'il passe l'ordre desdits bourgeois, il sera tenu de leurs d'hommages et inthérests.

XXXII. *Navire en Espagne, Portugal; le maistre fera sa despense à bord.* — Le maistre estant en Portugal fera sa despense à bord de son navire avec son esquipage, si ce n'est par nécessité de vituailles. Ne couchera aussi ledit maistre à terre, ains à son bord, afin que ses compagnons suivent son exemple, auxquels il fera exactement faire leur devoir. Et si quelqu'un desdits mathelots y alloit coucher sans occasion, le maistre dudit navire luy doit faire correction à son retour, afin qu'il n'aye plus à ce faire, et que s'il luy advient il le mettra à terre, aussi-tost qu'il sera de retour aux Sables. Comme aussi, s'il y a quelqu'un desdits mathelots qui ne face son devoir, quand ils feront la descharge de leur poisson ou lesteront ledit navire, ledit maistre prendra un homme en sa place, quoy qu'il couste, lequel il fera payer de son travail sur la partie de celuy qui aura désobéy.

XXXIII. *Maistre fretant son navire, après avoir deschargé sa mourue, est obligé de compter à ses compagnons le provenu d'icelle.* — Le maistre fretant son navire, après avoir deschargé sa mourue, est obligé de compter à ses compagnons du provenu d'icelle, pour leur faire sçavoir combien ils font par partie, et ledit compte faict, il l'arestera sur son papier, pour le faire voir à ses bourgeois. Et si quelqu'un de ses mathelots luy demande quelque argent pour remplir son coffre de marchandise, particulièrement il luy en pourra bailler, et non autrement. Et quand à l'esgard du maistre, il ne pourra employer aucune argent en marchandise pour charger en son navire, si ce n'est pour tous les bourgeois et compagnons, et s'il le faict, sera obligé de les rapporter à toute la communauté, comme dit est, puisqu'il a son chappeau, suivant la coustume ordinaire.

XXXIV. *Maistre ayant freté son navire, après la descharge faicte, compte avec ses compagnons.* — Le maistre ayant freté son navire, après la descharge de son poisson, et faict compte avec ses compagnons, en Portugal, Havre-de-Grâce ou autre endroit, s'ils luy demandent de l'argent, il ne leur en doit donner qu'à proportion du quart de leur voyage; le restant duquel sera mis à la masse pour estre baillé au marchand freteur, afin qu'elle risque, et par ce moyen en avoir du proffit; car, si les compagnons prenoient chacun leur partie, ladite masse seroit moindre du tiers, et ainsi il n'y auroit pas tant de proffit.

XXXV. *Maistre, après avoir freté, doit faire visite de ses vituailles.* — Le maistre doit, après avoir faict compte et freté comme dit est, faire visite de ses vituailles, s'il en a beaucoup, lesquelles il fera estimer, afin de tenir compte de la vente d'icelles à ses bourgeois, puisque le voyage a changé. Et fournira chaque compagnon sa part des despens qu'il conviendra faire, pendant ledit voyage de fret, dans lequel lesdits bourgeois et compagnons seront fondés pour une tierce partie, après les avaries levées. Touttefois lesdits bourgeois et compagnons profiteront davantage si leur argent a risqué, et si l'argent desdits compagnons est pareille en nombre que celle desdits bourgeois, elle proffitera d'autant qu'eux.

XXXVI. *Un mathelot, après s'estre obligé à un maistre [ne] pourra laisser.* — Un compagnon marinier, après s'estre entrepris avec un maistre, ne pourra laisser son navire, pendant le voyage qu'il aura entrepris soit à fret ou autrement, si ce n'est par le consentement dudit maistre, ou quelque maladie luy survenne pendant ledit voyage; et s'il le faict sans ce que dessus, il ne luy sera rien donné de sa partie, ny pareillement aucune argent pour le conduire. Mais si c'est ledit maistre qui le mette hors dudit navire, par quelque raison, il sera obligé de luy payer ce qui luy pourra appartenir, pour sa partie, suivant les comptes qu'ils auront faicts du gain dudit navire, comme encore de luy donner un billet, comme quoy il l'a envoyé. Si pendant le voyage quelque compagnon tire aucun des canons sans le consentement du maistre, ledit maistre luy fera payer aux comptes qui se feront devant les bourgeois, suivant le prix de chacun coup.

XXXVII. *Maistre estant en les pays estrangers pourra prendre des passagers.* Le maistre estant en pays estranger à freter son navire ou le charger de marchandise, s'il trouve des passagers, qui demandent passage, en ce cas il leur pourra donner, et l'argent qui proviendra de leur dit passage sera également partagée, sçavoir, moitié aux bourgeois et moitié aux compagnons. Mais si ledit maistre ou quelqu'un desdits compagnons loue sa chambre auxdits passagers, et qu'ils luy payent quelque chose, pour sadite chambre et sa paillasse, ce sera pour luy entièrement, et ne sera obligé d'en raporter aucune chose avec l'argent que lesdits passagers auront payés, pour leurdit passage, qui sera seulement partagée comme dit est.

XXXVIII. *Navire freté surpris, en quelque rade, de tempeste, coupe ses mas, laissant caller.* — Si le maistre estant freté faict séjour en quelque rade, et qu'il soit surpris de mauvais temps, qui l'oblige à couper quelque mas, ou qu'il perde quelque autre ou câble, il sera faict estimation desdites choses perdues ou coupées, le prix desquelles sera le premier pris et levé, suivant ladite estimation, sur le proffit qui se pourra faire pendant ledit voyage de marchandise. Si ledit mas coupe, se rompt et casse, par force de voiles mises au vent crainte d'eschouer à quelque terre ou pour le sauver de navire de guerre, en ce cas, il sera aussi payé sur la tierce partie du proffit, comme dit est, et au cas qu'il se rompe et casse, sans aucune occasion, sera perdu pour les bourgeois.

XXXIX (1). Si, par mauvais temps, le navire appareillant d'une rade est contrainct

(1) Le titre de ce chapitre manque dans la table.

d'y laisser son ancre et câble, et que ledit ancre aye bon orin, boye ou surnouë, et soit marqué des deux noms du maistre, et qu'au retour dudit navire à ladite rade lesdites choses ne se rencontrent, en ce cas elles seront mises en avaries. Comme aussi si l'on coupe ledit câble, pour sauver ledit navire, il sera payé comme dit est; et s'il advient qu'il faille mouiller ledit ancre en quelque port ou rade, et qu'on ne l'amarre au grand mas, si le câble file par bout, par faute de l'avoir amarré, comme dit est, les marchands freteurs ne seront obligés d'en payer aucune chose, ains seront les compagnons dudit navire obligés d'en payer le tiers, puisque ce sont eux qui en sont sujets; mais s'il rompt par vieillesse ou qu'il soit de mauvais chanvre, il ne sera rien payé pour iceluy, ains pour ledit ancre seulement.

XL. *Navire de retour de Terre-Neufve, s'il ne trouve à vendre son poisson, les mathelots obligés à conduire le poisson.* — Le navire estant de retour du voyage de Terre-Neufve en ce lieu, s'il ne se trouve marchands pour achepter le poisson qu'il aura aporté, les compagnons d'iceluy seront obligés d'ayder à conduire ledit poisson en Espagne ou Portugal, suivant l'ordre de leurs bourgeois. Et, au cas que lesdits mathelots ne le peuvent faire, lesdits bourgeois en pourront prendre d'autres en leur place, auxquels ils payeront au retour du navire la somme à laquelle ils seront accordés avec eux, sur les parties desdits mathelots refusans, lesquels ne seront en droit de partager ladite mourue, quand bien mesme il y auroit quelqu'un des bourgeois de leur sentiment, à moins que la plus grande partie d'yceux ne le vouleust ainsi.

XLI. *Propriettaires d'un navire obligés à advertir ceux de qui ils tiennent de l'argent au risque, entreprenant un voyage.* — Ayant ajourné ledit navire en ce lieu des Sables, près des vituailles, et sauvé iceluy pour le mettre hors, les bourgeois y inthéressés qui auront argent, dès le voyage précédant, au risque sur les portions qu'ils y seront fondés, seront obligés d'avertir le marchand duquel ils tiendront ledit argent, afin de sçavoir de luy s'il le veut risquer, et lui donneront advis du changement dudit voyage vingt-quatre heures auparavant que ledit navire face voisle, et au cas qu'ils ne le facent et que leurdit navire vienne à se perdre, ils seront obligés de payer audit marchand l'argent qu'ils auront de luy avec les proffits, ainsi que s'il estoit venu à proffit.

XLII. *Si un navire se pert, allant à la descharge, les mathelots qui n'ont voulu le conduire, punition.* — Si par malheur un navire se pert en allant au lieu destiné pour la vente de sa mouruë, les compagnons qui n'ont voulu ayder à l'y conduire ne pourront demander aucune chose au maistre, ni aux bourgeois, pareillement de la pescherie qu'ils auront faicte de ladite, à cause qu'il n'y a rien de cogneu entre lesdits bourgeois et eux, jusqu'à ce que le navire aye faict descharge de son poisson et entrepris un autre voyage. Mais si ledit navire vient à bon port et vend le poisson, le maistre sera obligé de tenir compte à sesdits compagnons, après qu'il aura satisfait ceux qu'il aura pris pour luy aider à conduire ledit navire au lieu de descharge, de ce qu'il leur aura promis.

XLIII. *Maistre ayant donné quelque argent aux mathelots peut le retenir par ses mains.* — Le maistre ayant pris ou donné argent à quelque compagnon sur son voyage peut, aux comptes dudit navire, le retenir par ses mains avec les proffits. Et s'il



y a aussi quelque bourgeois qui lui en ait donné, et qu'il veuille la retenir avec les profits d'icelle aux comptes, ledit bourgeois et maistre ne seront préférables l'un à l'autre; ains doivent partager moitié par moitié, au cas qu'il n'y en ait suffisamment pour les payer tous deux, et pour ce obvier au différend, qui pourroit survenir entr'eux.

XLIV. *Maistre ne doit s'obliger pour un mathelot, tout au plus que 60 livres.* — Un maistre ne doit s'obliger pour un compagnon entrepris pour le voyage de Terre-Neufve, de plus grande somme que celle de 60 livres, et, pour un bourgeois, que des deux tiers que peut valoir son navire ou sa part d'yceluy, et ne le doit encore faire qu'il n'aye procuration dudit bourgeois. Et, aussitôt le retour dudit navire, ledit maistre aura soing de faire payer ledit argent à celuy duquel il l'aura emprunté, et de retirer l'obligation qu'il pourra avoir consenty, ou, s'il n'a consenty, fera rayer son papier, car le voyage peut changer, et par ce moyen ledit maistre demeureroit obligé de la somme empruntée, quoyqu'il eust passé ladite obligation par vertu de procuration, puisque c'est luy qui a reçu la dite argent, et ainsy il doit prendre garde à ce que dessus.

XLV. *Maistre ne doit se déposséder que de la moitié de l'argent de ses mathelots.* — Le maistre ne doist se desposséder que de la moitié de l'argent de ses compagnons, soit pour employer au payement de quelque obligation qu'il pourroit avoir consenty ou autre debte passive, si ce n'est pour payer l'argent qu'il aura au risque, auquel cas il pourra s'en déposséder entièrement, puisque c'est ledit argent de risque qui est la seule cause que lesdits compagnons font le voyage. Mais s'il n'a point d'argent à la grosse et qu'il ne doive que quelqu'une desdites debtes obligatoires ou passives, en ce cas ledit maistre ne doit se desposséder que de la moitié de sondit voyage, comme dit est, et luy réserver l'autre moitié, afin qu'il puisse se garnir pour un autre voyage, et par ce moyen s'acquitter peu à peu de ce qu'il pourra devoir à ses créanciers.

XLVI. *Maistre arrivé au lieu de descharge; ce qu'il peut donner aux vaslets.* — Le maistre estant arrivé au lieu de décharge, pour faire vente de son poisson, pourra donner à quelque vaslet de son bord argent, s'il en a besoing, si son maistre luy a donné ordre de luy en bailler. Et quoyqu'il ne lui aye baillé permission de ce faire, néantmoing, s'il croit que ledit bourgeois luy en reste de son salaire, en ce cas il luy en pourra donner, et ce jusques à la somme de 3 livres seulement, et s'il lui en donne d'avantage, et qu'il aye pris sondit salaire et s'en aille, en ce cas ce qu'il luy aura donné de plus sera perdu pour luy.

XLVII. *Navire de retour de descharge; ce que doit faire le maistre.* — Le navire estant de retour de son voyage, en ce lieu, après qu'il aura vendu sa mouruë, le maistre dudit navire aura soing de faire partager en ce lieu les langues d'icelles, par moitié, comme aussi le rebut de ladite mouruë, par tiers, aussi bien que les huisles.

XLVIII. *Navire de quatre-vingts thonneaux doit estre avoir vituailles pour six mois.* — Les bourgeois d'un navire de quatre-vingts thonneaux doivent luy fournir suffisamment de vituailles pour six mois du moins de pescherie, sçavoir, trois quintaux de pain à chaque homme et du reste à proportion, comme bon vin, corde de pescherie, plomb, planche de sapin, panier, mane, chandelle, bidon, plat de bois et coffineau, car c'est ce qui s'appelle vituailles, aussi bien que le sel, petits courbatons, bigoches, et autres choses nécessaires pour ledit voyage.



XLIX. *Navire qui est venu, n'ayant sa charge, faute de vituailles estant gastées; si ceux qui ont de l'argent à la grosse payeront proffits entiers. Ouy.* — Si ledit navire emporté manque desdites vituailles, par l'avarice de quelques bourgeois qui n'en fournissent convenablement pour faire le voyage, pour sa part seulement, afin de mettre son navire hors, à meilleur prix, et que par faute desdites vituailles ledit navire ne demeure les six mois cy-dessus en pescherie, ou que ce soit le pain qui l'en aye empesché, pour estre mal boulangé, en ce cas lesdits bourgeois; s'ils n'ont d'argent à la grosse, ne pourront prétendre aucune diminution des proffícts d'icelle, ains seront obligés de les payer entièrement, tout ainsi que si ledit navire avoit faict sa pescherie entière.

L. *Navire faisant grand eaux, causant la perte du pain, pour ce, ne faisant sa pesche, faut estimer la perte.* — Si par malheur et force de tempeste le navire faict grand eau, et qu'elle cause la perte du pain et sel dudit navire, et empesche iceluy, par ce moyen, de faire pescherie et l'oblige à venir, il faudra pourvoir d'estimateurs pour faire estimation de la perte, tant desdites vituailles que dudit navire et aparaux, afin de sçavoir à combien elle se peut monter, et qu'on la fasse courir au sol la livre, et, par ce moyen, que ceux qui auront donné argent à la grosse y participent, et se fera le tout fidellement et en conscience, par gens de marine à ce cognoissans.

LI. *Navire abordé par un autre, estant sur le bancq de nuict, qui payera le d'hommage?* — Estant le navire, sur le bancq de Terre-Neufve, les voisles hautes, si quelqu'autre navire l'aborde de nuict et lui montre du feu, afin que le matin il void le d'hommage qu'il luy aura fait et luy fournisse de ce qui lui sera nécessaire pour le raccomoder, sans que de ce qu'il luy fournira il luy puisse rien demander. Et même, en cas de péril de l'équipage, mettra le bateau hors pour les sauver et luy fournira des vituailles, combien qu'il voudra faire se deust perdre. Et au cas qu'ils ne le facent, seront obligés de répondre de l'esquipage dudit navire perdu; mais, en faisant ce que dessus, ils ne seront obligés de payer aucune chose dudit d'hommage, d'autant que c'est un accident de mer.

LII (1). *Navire à qui manquera quelque chose peut emprunter. Comment il faut agir.* — Si, estant à Terre-Neufve, sur le bancq, il y a quelque navire qui manque de vituailles, comme pain, vin, plomb, bigoche pour pescher le poisson, et qu'il face rencontre de quelque autre navire qui aye fait sa pescherie, le maistre pourra emprunter de luy ce qu'il luy faudra, que le maistre du navire qui fera sa pescherie ne fera difficulté de luy donner, sans préjudice à ses bourgeois, en prenant un billet du maistre emprunteur de ce qu'il luy donnera, pour les payer ou rendre au retour dudit voyage, au prix du lieu.

LIII. *Navire qui vient à trevirer* (2), *en le havre, ayant ses vituailles; quelle part doivent payer les mathelots?* — Le navire estant en ce lieu à s'aprester pour le voyage de Terre-Neufve, qui aura esté entrepris par les bourgeois d'iceluy ou la ma-

(1) Le n° LII manque au texte et à la table, ce qui doit faire croire qu'il n'y a point de lacune, et qu'on a seulement été d'un numéro en avant. Aussi nous rectifions cette erreur. (*Note de M. de la Fontenelle de Vaudoré.*)

(2) *Trevirer,* en langage du bas Poitou, signifie toucher à quelque chose mal à propos. Il s'agit sans doute ici d'un navire qui a touché. Le texte emploie le mot *virer,* qui n'est pas si significatif. (*Note de M. de la Fontenelle de Vaudoré.*)

jeure partie d'iceux, après que les mathelots qui seront entrepris pour y faire voyage auront pris les vituailles et mis à bord, s'il vient à virer et que lesdites vituailles se perdent, elles seront comptées aux avaries, sçavoir, le tiers aux mathelots et les deux tiers aux bourgeois, puisque ce sont eux qui ont causé la perte par leur manque de soing, sans que les marchands qui auront baillé argent à la grosse soient obligés d'y participer.

LIV. *Navires qui ont enlevé la flore et pris du sel; si le sel se perd par faute des mathelots d'avoir pompé, qui doit payer?* — Après que le navire aura levé la flore, s'il n'a du lest, le maistre d'iceluy pourra prendre son sel, lequel lui servira, en ce rencontre; et, après avoir pris ledit sel, si ledit navire fait de l'eau par faute aux compagnons de le soigner et taster à la pompe, et qu'elle cause la perdition dudit sel, en ce cas elle sera mise en avarie, afin que chacun desdits mathelots participe, pour sa part, et les bourgeois, pour la leur, sans que l'argent à la grosse y participe.

LV. *Perte de vituailles; on puis prendre à la grosse, pour la part des mathelots.* — Et après les pertes desdites vituailles, s'il ne se rencontre aucun bourgeois qui veille faire advance du tiers d'argent qu'il convient aus dits compagnons, pour avoir autant desdites vituailles qu'il s'en est perdu, lesdits bourgeois pourront en prendre, pour lesdits mathelots, à la grosse, sur leur voyage, qu'ils auront soing de payer avec le proffit, à leur retour, préférablement à toute autre dette, sur les parties desdits mathelots.

LVI. *Navire tout prest avitaillé, pour sortir du havre, venant à emplir d'eau, qui fait la perte?* — Le navire estant prest, après avoir pris toutes ses vituailles et ce qui luy est nécessaire pour son voyage, si par malheur, que Dieu ne veille, ledit navire amplit d'eau et qu'elle gaste lesdites vituailles, les mathelots entrepris dans iceluy ne seront obligés de participer à la perte d'icelles, puisque c'est ledit navire qui est le sujet de ladite perte. N'y participeront pareillement les marchands qui auront donné argent à la grosse, d'autant qu'ils ne courent risque de leurdit argent qu'après que ledit navire est hors de ce lieu ou quoy que ce soit du havre, mais seulement lesdits bourgeois doivent regaler la perte desdites vituailles sur eux, à raison des portions que chacun sera fondé audit navire.

LVII. *Navire qui pert un grand d'eau, faute à un bourgeois de fournir ce qui est nécessaire, comment on doit agir contre le délinquant.* — Si le navire est prest à partir, et qu'il en soit empesché par le manque de quelque bourgeois, qui n'aye fourni de ses vituailles, et que le grand d'eau se perde à cause de lui, on pourra protester à l'encontre de luy le retardement du voyage dudit navire, comme aussi, s'il arrivoit quelque accident à iceluy navire, on lui fera payer, puisque c'est lui qui en est le sujet.

LVIII. *Navire pris par le roy, tout avitaillé, comment on doit égaler la perte?* — Le navire estant prest à partir pour le voyage de Terre-Neufve, si le Roy, par son autorité, le prend pour servir en son armée, et par ce moyen que les vituailles d'iceluy seront perdues, les bourgeois dudit navire doivent faire estimer la perte du tout, afin que ceux qui auront donné argent à la grosse y participent, pour leur part, au sol la livre, à raison de ladite estimation, laquelle sera faite par les bourgeois du lieu et non par les propriétaires.



LIX. *Navire pris par le roy, après la descharge, comment on doit agir avec ceux qui ont donné argent à la grosse.* — Si le navire est pris, après la descharge de son poisson faicte, pour servir dans les armées navalles du roy, il faudra que l'argent à la grosse donnée par les marchands risque sur la quille d'iceluy, après avoir payé la moitié du proffit et principal. Et, au regard de ceux qui auront passé obligation au proffit desdits marchands de l'argent qu'ils auront pris d'eux à la grosse, ne seront recevables à faire ce que dessus, ains doivent satisfaire et payer le contenu en ladite obligation, puisqu'ils ne peuvent derroger au contenu d'icelle.

LX. *Navire rachepté des ennemis faut l'estimer, estant arrivé en ce lieu.* — Le navire estant pris des ennemis de l'Estat, et que les propriettaires le facent rachepter de leurs mains, après qu'il sera arrivé en ce lieu, lesdits bourgeois le doivent faire estimer, avec ses aparaux, par des bourgeois de cedit lieu, comme aussi tous les frais, risques et avaries faites pour sa recherche. Et s'il se trouve quelque chose à regretter, cela se fera un sol la livre, mais ceux qui auront consenty obligation, comme dit est ci-dessus, ne pourront préjudicier à icelle.

LXI. *Bourgeois qui ne veut contribuer au rachapt d'un navire, comment il faut agir.* — Et s'il y a quelques bourgeois ou maistre propriettaires dudit navire qui ne vouleussent contribuer au rachapt d'iceluy, on pourra l'y contraindre par justice, si mieux il n'ayme renoncer à son droict, en faveur de qui bon luy semblera. Touttesfois lesdits bourgeois devroient estre préférés à celuy à qui il aura rétrocédé sadite portion, en lui payant le prix de la vente qu'il lui en aura faicte. Mais s'il n'est en bonne intelligence avec sesdits conparsonniers et qu'il ne veille leur céder sadite portion aux conditions cy-dessus, il la pourra vendre à qui bon luy semblera, puisque c'est son bien.

LXII. *Maistre qui rachepte son navire doit visiter tout.* — Le maistre auquel l'on donnera charge de faire le rachapt dudit navire, estant arrivé au lieu où les ennemis l'auront mené, doit premier que faire marché et arrester le prix du rachapt d'iceluy, visiter la garniture et aparaux d'iceluy, comme câble, ancre, voile, et généralement tout ce qui en dépend, et en faire inventaire, lequel il envoyera à ses bourgeois, si faire se peut, ou sinon verra l'ordre qu'il luy auront baillé pour ledit rachapt, lequel ordre il ne doit passer.

LXIII. *Navire arrivé en ce lieu, venant d'estre rachepté, le maistre doit.* — Et après cela faict, et que ledit navire sera arrivé en ce lieu, le maistre doit faire appercevoir à ses bourgeois ledit inventaire, l'achapt d'iceluy, fraits et avaries qu'il aura faicts, tant pour aller que retourner, vituailles acheptées, chaloupes payées pour avoir sorty ledit navire, et ce qu'il aura donné aux maistres de celles qui l'auront entré dans le havre de cedit lieu. Et après tout cela fait, lesdits bourgeois feront faire ladite estimation par des bourgeois de cedit lieu, ainsi qu'il est convenu à l'article précédent, afin de faire la compensation mentionnée audit chapitre, et que chaque inthéressé aye ce qui lui appartient

LXIV. *Maistre qui fera le rachapt d'un navire, à qui on aura promis la navigation, ce qu'il doit faire.* — Le maistre qui ira faire rachapt dudit navire pris par les ennemis doit premièrement sçavoir s'il aura la navigation d'iceluy, pour toujours, en bien faisant, ou pour quelque voyage qu'il fera limiter, par acte passé devant not

taire, entre luy et ses bourgeois, afin qu'après avoir travaillé on ne les mette hors dudit navire.

LXV. *Navire sortant du havre doivent y assister quelques proprietaires.* — Le maistre ne mettra point son navire hors du havre de ce lieu qu'il n'y ait quelqu'un de ses bourgeois avec luy, qui sera tesmoing de ses actions, lequel fera voir au maistre qu'il n'est commandeur et directeur d'iceluy qu'en temps qu'il est hors. Et en useront encore ainsi les bourgeois, quand il faudra entrer ledit navire; mais s'ils ne veullent se trouver à l'amenage d'iceluy, ils donneront pouvoir audit maistre de le mettre hors, et au cas qu'ils ne le facent, il ne le mettra hors du havre.

LXVI. *Navire estant en rade, surpris de mauvais temps, le maistre peut lever l'ancre et aller.* — Le navire estant à la rade de ce lieu à faire quelque séjour, s'il luy arrive mauvais temps, le maistre pourra faire lever l'ancre et appareiller, sans aller à terre prendre congé de ses bourgeois afin d'aller à Terre-Neufve, ou sinon entrera dans le havre, sans apporter aucun retardement, en cette occasion.

LXVII. *Navire estant de retour du voyage, le maistre ne doit, estant en rade, coucher à terre.* — Le navire estant arrivé à la rade de ce lieu, de retour de son voyage, le maistre d'iceluy ne le doit laisser pour aller coucher à terre, ny pareillement aucun de ses compagnons, sous peine de répondre des accidens qui pourroient luy arriver, et aux marchands qui seront dans iceluy et d'estre privé de jamais les commander, et ledit compagnon d'y naviguer.

LXVIII. *Mathelot qui n'accompagne son navire à descharger son poisson, ce qu'on luy fera payer.* — Le navire estant de retour de Terre-Neufve, en la rade de ce lieu, s'il faict voisle pour Nantes, Rochelle, Bourdeaux ou Saint-Sébastien, afin d'y vendre sa mouruë, et que quelque compagnon laisse ledit navire et n'aille dans iceluy, pour ayder à descharger sadite mouruë, luy sera rabatu, sur sondit voyage, la somme de 10 livres, qui reviendra à la communauté, en cas que ledit maistre n'aye pris un autre compagnon en sa place.

LXIX. *Mathelot venant malade du mal de la terre ne payera rien, encore qu'il ne conduise le navire.* — Le navire estant de retour de son voyage de Terre-Neufve, s'il y a quelque compagnon malade du mal de la terre (1), dans iceluy, il sera mené à son logis, et quoyqu'il n'aye aidé à conduire ledit navire et aydé à descharger la mouruë qui sera dedans, il ne luy sera rien rabatu sur son voyage, puisque c'est la maladie qui l'a empêché de faire ce qu'il estoit obligé, et ains sera excusé, aussi bien que les autres compagnons, quand il leur en arrivera autant.

LXX. *Navire qui a la majeure partie de son poisson gasté, comment doit faire le maistre.* — Le navire ayant déchargé sa mouruë, soit à Nantes, la Rochelle, Bourdeaux, ou Havre-de-Grasce, après icelle deschargée, s'il se trouve que la majeure partie d'icelle soit pourrie ou gastée et que cela empêche les marchands achepteurs de payer le prix d'icelle entièrement, le maistre dudit navire ne doit intenter procez contre lesdits marchands; ains doit plustot s'accorder avec eux amablement, à moins que ses bour-

(1) Cette expression locale désigne évidemment ce qu'on appelle *mal de mer.*



geois ne le vouleussent, à cause du retardement que ledit procez causeroit au voyage dudit navire; mais si lesdits bourgeois luy en donnoient ordre, il le pourra faire, par leur advis et conduite.

LXXI. *Maistre ne doit faire présent de mouruë à personne, en particulier.* — Le maistre estant de retour du voyage de Terre-Neufve ne doit apporter à aucun de ses bourgeois baricque de mouruë salée coupée par morceau, quelque recommandation qui luy en ait esté faite. Mais quand ledit navire sera de retour de sondit voyage, lesdits bourgeois pourront prendre de la mouruë ce que bon leur semblera, sans touttes fois faire préjudice du reste.

LXXII. *Maistre ne doit laisser choisir aucun cent de mouruë, pour qui ce soit.* — Ne doit le maistre du navire souffrir, en deschargeant sa mouruë au lieu qu'elle aura esté vendue, que l'on en choisisse aucun cent, sur toute la charge d'icelle, soit pour les bourgeois ou pour les mariniers, à cause du préjudice que cela feroit au marchand achepteur. Et si ledit maistre le souffre en son navire, il en sera responsable, s'il y a quelque réfaction envers ledit marchand et bourgeois, qui n'ont jamais souffert praticquer cela dans leur vaisseau.

LXXIII. *Maistre ne doit employer argent de la communauté à son profit.* — Le maistre ne doit, après avoir vendu sa mouruë et receu son argent, l'employer à son profit particulier, en aucune marchandise, sans exprès pouvoir de quelqu'un de ses bourgeois, qui répondra au cas que lesdites marchandises acheptées viennent à se perdre. Néantmoins il faudroit toujours que ledit maistre en tient compte ausdits bourgeois qui n'auront consenty ledit achapt. Et aussi ledit maistre ne doit employer ledit argent en marchandise que pour personne bien assurée, afin d'estre payé, au cas advenant.

LXXIV. *Maistre qui recevant l'argent faux, provenant des marchandises, ne la doit perdre.* — Si le maistre du navire ou quelqu'un des bourgeois est employé pour recevoir l'argent provenuë de la vente de poisson dudit navire, et qu'il reçoive quelque pièce fausse, sans l'avoir aperçue, elle ne doit luy estre laissée sur son compte, puisqu'il a travaillé de bonne foy pour tous lesdits bourgeois et sans récompense. Mais si c'est le courlatier qui aye receu ladite pièce, elle doibt lui est rabatuë sur ce qu'on luy aura promis, car c'est à luy à prendre garde à la réception qu'il fera dudit argent, puisqu'il est payé pour cela.

LXXV. *Quelque personne ayant receu quelque argent faux, au compte du navire, doibt le manifester.* — En faisant les comptes dudit navire, s'il y a quelque bourgeois ou compagnon qui reçoivent quelque argent fausse, sur ce quy pourra revenir, il doibt incontinant la mettre sur la table dudit compte, afin d'en avoir d'autre et que celuy quy se trouvera faux soit passé en avarie, car ce ne seroit pas juste qu'il n'y eut qu'un seul qui supportas la perte entière, ains faut qu'ils y participent tous entièrament.

LXXVI. *Compte faict, le maistre doit présenter les avaries.* — Après ledit compte faict, le maistre dudit navire doit présenter à ses bourgeois le mémoire des avaries dudit navire, comme passe-port, cinq sols par thonneau et chaloupe de sortie

et entrée dudit navire, comme encore unguent fourny par le chirurgien et argent qu'il aura pris en sa poche du provenu dudit voyage. Et ce faict, seront lesdites avaries payées communément par lesdits bourgeois, ensemble le pot-de-vin dudit maistre, incontinant après ledit compte examiné.

LXXVII. *Compte faict, ceux qui auront argent à la grosse doivent payer les proffits.* — Incontinant ledit compte faict, ceux qui auront argent à la grosse doivent en payer le proffit au marchand qui leur aura donné. Et si ledit marchand prend ledit proffit, sans demander son principal, cela est un préjugé qu'il veut le risquer sur le voyage qui s'entreprendra pour la Terre-Neufve. Mais si ledit navire entreprend autre voyage, les bourgeois d'iceluy doivent en donner avis audit marchand, afin de sçavoir de luy s'il veut risquer sondit principal.

LXXVIII. *Entreprenant et changeant de voyage, on doit en avertir ceux de qui on tient argent à la grosse.* — Ayant le navire entrepris autre voyage, soit pour Esturie ou autre endroit, les bourgeois qui auront argent au risque, sur le voyage de Terre-Neufve, doivent donner advis à celuy duquel ils auront ledit argent du changement dudit voyage, et sçavoir de luy combien il devra avoir pour cent. Et au cas que lesdits bourgeois ne le facent et que leur navire vienne à se perdre, ils seront toujours obligés de payer ledit argent à celui de qui ils le tiendront, ainsi que si ledit navire estoit venu à proffit.

LXXIX. *Navire qui retourne mouruë, faut la partager.* — Le navire étant de retour de descharger sa mouruë, soit de Nantes, Bourdeaux, Rochelle ou Sainct-Sébastien, et aye apporté quelque millier de mouruë qui ne soit bien conditionnée, en tel cas, s'il ne le trouve à la vendre, elle doit estre partagée entre tous lesdits bourgeois et mathelots, sans que cela puisse empescher de faire les comptes du provenus de ladite mouruë, non plus que si elle n'estoit partagée, afin que châcun sache ce qu'il aura gagné.

LXXX. *Navire chargé de poisson, les mathelots ne seront reçus à partager.* — Le navire estant de retour de son voyage chargé de mouruë, s'il entre dans le havre de ce lieu, pour vendre son poisson, et qu'il ne trouve marchand, en ce cas les mathelots dudit navire ne seront recevables à vouloir séparer icelle, mais seulement seront obligés de la conduire au lieu où les bourgeois auront résolu qu'elle le soit. Et, au cas que ladite mouruë vienne à se perdre, en allant au lieu de descharge, en ce cas lesdits compagnons ne pourront prétendre aucune chose contre lesdits bourgeois, pour raison de ce, car ils sont tousjours obligés de subir aux commandemens de leurs bourgeois.

LXXXI. . . . . Et au cas que quelqu'un des bourgeois ou compagnons qui ira vendre la mouruë dudit navire ne trouvast argent comptant d'icelle, et qu'il la luy fallust trotquer pour du vin, bled ou autre marchandise, en ce cas ledit bourgeois ou compagnon sera obligé de le faire, selon la portion qu'il sera fondé audit navire ou marchandise, et en avoir les risques, comme aussi de tenir compte desdites marchandises aux autres bourgeois et compagnons fidellement.



SECONDE PARTIE.

CHAPITRES CONCERNANT L'USAGE QU'IL CONVIENT OBSERVER POUR LE VOYAGE DE TERRE-NEUFVE, AU POISSON SECQ, QUOY QU'IL SOIT PEU PRATIQUÉ EN CE LIEU.

I. *On doit bien et convenablement apprester le navire.* — L'on doit apprester le navire bien et convenablement, pour faire voisle, au mois de janvier ou février, pour le plus tard, afin de faire voyage au poisson secq, et le tout scelon la grandeur du vaisseau. Comme aussi, on doit préparer un nombre de chaloupes suffisantes, avec des rets, pour pescher la boiste, et des cordes et plomb suffisamment pour ledit voyage.

II. *On doit faire choix d'un maistre.* — Les bourgeois dudit navire, premier que de mettre hors, doivent faire choix d'un bon maistre de grave, qui soit bien expert au mestier, afin qu'il commande à faire préparer et mettre en état le poisson, avec lequel ils feront marché, afin de sçavoir combien ils luy donneront pour son voyage et pot-de-vin, mais il faut que ce soit un homme diligent à travailler, lequel ne soit yvrongne ni paresseux.

III. *Navire arrivé au lieu de la pescherie.*— Estant arrivé au lieu de la pescherie, le maistre du navire fera travailler à son estat et cabanne, suivant l'advis du maistre de grave, qui cognoistra le lieu le plus propre pour icelle faire et sescher ledit poisson. Comme aussi prendra garde à tout ce qui se fera, soit à mettre ladite mouruë en pille ou autrement.

IV. *Maistre doit faire préparer les chaloupes.* — Après avoir préparé le tout, tant grave que cabanne, on pourra faire préparer les chaloupes de pescherie, comme celles qu'on trouve audit lieu, et cela fait, le maistre dudit navire baillera à ceux avec lesquels il aura fait marché leur bossouin et choses nécessaires ausdites chaloupes, esquipages de mas, voisles, cableaux, grapin, panier à mettre pain et baril de vin, afin qu'il ne manque rien ausdites chaloupes.

V. *Maistre de chaloupe doit avoir soing.*— Les maistres de chaloupe auront soing très-particulier de coudre les voiles desdites chaloupes, si besoin est, et les faire galefreter, soit à la flore ou autre endroit. Comme aussi, quand ils seront à la mer, de faire pescher les mathelots qui seront dans icelles, et leur conserver les vituailles qui luy auront esté données par le maistre du navire.

VI. *Maistre de chaloupe ne faisant son devoir.* — Si le maistre de chaloupe ne fait son devoir, néglige de pescher et aille manger les vituailles qui luy auront esté données, en cagnard, et par ce moyen qu'il n'aporte point de poisson, le maistre du navire luy fera correction du peu de soing qu'il a, et après cela, si ledit maistre de chaloupe retourne à faire telle chose, ledit maistre de navire pourra le mestre hors de sa chaloupe, et, en son lieu, en mettra un autre, qui sera capable de la gouverner, et luy sera rabatu, sur son voyage, l'argent qu'il aura pris pour ladite charge, lequel argent sera donné à celuy qui l'entreprendra, s'il fait mieux son devoir que l'autre.



VII. *Mathelots de chaloupes doivent, etc.* — Et, à l'esgard des compagnons de chaloupes, seront obligés d'obéyr au maistre d'icelles ainsi qu'au maistre du navire, soit à pescher ou à faire autre chose qu'il luy commandera. Et, au cas que quelqu'un desdits compagnons ne voulust pescher, le maistre de ladite chaloupe en fera sa plainte au maistre dudit navire, lequel à l'instant le mettra à porter le boyard, et en son lieu donnera un autre compagnon audit maistre de chaloupe.

VIII. *Maistre de grave tombant malade.* — Si par accident le maistre de grave tombe malade et que quelque compagnon du navire entreprenne de faire sa charge pour faire et préparer le poisson, on le pourra mettre en la place de l'autre et le payer tout ainsi, au cas que celuy qui sera tombé malade n'ait commencé ladite charge; mais s'il l'a commencée, on payera celuy qui la continuera, à raison du poisson qu'il fera, lequel ne pourra prétendre ny demander aucune chose à l'autre, ny au maistre du navire pareillement, après son payement.

IX. *Maistre doit conserver grand poisson.* — Le maistre doibt avoir soing, pendant le temps de la pescherie, de faire conserver le grand poisson qui n'est propre à faire seicher, afin de le faire saler et arrimer dans son bord, pour luy servir de lest quand il aura fait sa pescherie. Comme aussi de faire bien accommoder la fustaille, pour y mettre les huisles dudit poisson, afin qu'elles ne se respendent et gastent le poisson, car cela causeroit la perte entière d'iceluy.

X. *Mathelot ne faisant son devoir.* — Si, pendant la pescherie, il y a quelque compagnon qui ne vueille travailler et faire son devoir comme les autres, le maistre doit faire apeller tous lesdits compagnons ensemble, et, devant eux, luy faire correction que s'il ne faict son devoir et manque à travailler selon sa force, il ne luy sera point donné de partie, ains seulement sera payé l'argent qu'il aura pris à la grosse sur son voyage.

XI. *Maistre doit, après la pescherie, etc.* — La pescherie estant faicte, le maistre du navire doit faire aprester iceluy et surtout le bien lester, et y embarquer force branches de menu bois, pour mettre au long du bord, afin de conserver le poisson de l'humidité de la mer; comme aussi de faire embarquer le grand poisson salé, s'il y en a, afin de servir de lest. Et, après tout cela faict, il pourra faire voisle et aller au lieu qui luy aura esté indiqué par ses bourgeois.

XII. *Maistre doit suivre les ordres du bourgeois.* — Le maistre doit suivre les ordres de ses bourgeois, soit pour faire descharge en France, Espagne ou Portugal, comme est dit aux précédens chapitres. Et, au cas qu'il ne le face, sera responsable des d'hommages-inthérests que pourront souffrir les bourgeois pour raison de l'argent par eux pris à la grosse, à moins que ce ne soit le mauvais temps qui l'en empesche ou quelque navire de guerre, auquel cas il peut aller où la nécessité le contrainct.

XIII. *Navire arrivé du lieu de descharge, maistre doit, etc.* — Estant le navire arrivé en Espagne ou Portugal, le maistre d'iceluy doit s'enquérir de quelque fidel courlatier, qui soit homme de bien et de conscience, afin qu'il luy face payer tout ce qui le doit estre, sans en oublier aucune chose, pour obvier à procès. Et, cela faict, ledit maistre doit s'enquérir audit courlatier s'il peut vendre son poisson, soit en gros ou en détail.



XIV. *Maistre ne doit vendre.* — Le maistre ne doit vendre ladite moruë parée, qu'il ne soit accompagné de son contre-maistre ou de quelque compagnon le plus expert de son navire, si tant est qu'il la vende en gros, et ne doit prendre pour chapeau tout au plus que trente livres. Et s'il faut de nécessité qu'il la vende à quintal au poix et la mette en long, en ce cas, il fera choix des compagnons les plus fidelles de son bord pour luy aider, lesquels ne seront débauchés, ne yvrongnes, qui tiendront fidel compte de ce qui se vendra tous les jours, au maistre dudit navire.

XV. *Maistre qui aura vendu son poisson en gros ou détail.* — Après que le maistre aura vendu ladite moruë, soit en gros ou en détail, il fera voir à ses compagnons combien il en aura livré de quintal, par son papier, sur lequel il aura arresté ladite vente; comme aussi, combien il aura tiré d'argent net, afin que chaque compagnon sache combien il pourra faire par partie. Et sera le tout arresté, pour faire veoir ausdits compagnons, au compte deffinitif, qui se fera devant eux et lesdits bourgeois.

XVI. *Maistre qui vend en Espagne, Portugal, etc. doit chercher lettre d'eschange.* — Si ledit maistre faict sa descharge en Espagne ou Portugal, il est obligé de chercher quelque lettre de change de son argent, si faire se peut; et au cas qu'il n'en puisse trouver, il la risquera secraittement dans son bord, afin qu'il n'y ait aucuns mathelots, vaslets ni garçons qui le sachent, et particulièrement aucun vaslet breton ou autre estranger, crainte d'accident.

XVII. *Maistre qui ne trouve à vendre.* — Si le maistre ne trouve, longtemps après son arrivée, à vendre sa moruë, il pourra congédier une partie de ses compagnons et leur donner quelque argent, pour se conduire, avec un congé de sa main. Et retiendra l'autre partie desdits compagnons qu'il jugera les plus utiles, pour luy ayder à ramener son vaisseau en ce lieu. Après lequel arrivé, il pourra, en faisant les comptes d'iceluy, passer l'argent qu'il aura donné ausdits mathelots, pour leur despense en avaries, afin qu'elle soit régallée sur toute la communauté.

XVIII. *Maistre qui demeure longtemps au lieu de descharge.* — S'il est question de demeurer longtemps au lieu où on fera descharge, et qu'il fallust faire de grands fraits pour la subsistance de l'esquipage, en ce cas le maistre pourra ramener son navire et laisser quelque homme d'honneur de son esquipage, dans lequel lui et ses compagnons auront confiance, lequel vendra le restant de la moruë dudit navire. Mais il faut surtout que ledit homme ne soit ivrongne, ne joueur de cartes, car c'est une chose de grande importance.

XIX. *Homme qu'on aura laissé pour vendre, et ayant vendu.* — L'homme qu'on aura laissé en Portugal ou Espagne, après qu'il aura vendu le restant de ladite moruë et receu son argent, doit chercher quelque lettre de change dudit argent et l'apporter avec luy, ou sinon le risquera dans le bastiment où il prendra passage secrètement, afin qu'aucun mathelot dudit bastiment ne le sache. Et, après son arrivée en ce lieu, rendra fidelle compte de ce qu'il aura fait dudit poisson.

XX. *Homme de retour en ce lieu, avec son argent, doit, etc.* — Estant ledit homme de retour en ce lieu, avec argent ou lettre de change, payable aux bourgeois, il doit rendre compte au maistre du navire qui luy aura donné commission de vendre le



restant de la mouruë, et luy faire voir combien il aura tiré, en argent ou lettre de change, le tout en présence des bourgeois et des compagnons, qui auront cognoissance de ce quy a resté et demeuré ès mains.

XXI. *Maistre qui a receu son argent provenant, etc.* — Le maistre, après avoir receu tout l'argent provenu de la vente de son poisson, doit en advertir ses bourgeois, et leur desclarer qu'il est prest de leur rendre compte et leur donner jour, pour cet effet, et aux compagnons pareillement, à leur commodité. Et estant avec lesdits bourgeois à procedder audit compte, il leur fera veoir le papier d'iceux, en présence desdits compagnons, qui seront tesmoings de ce qui se sera faict.

XXII. *Maistre qui trouve manque à son compte doit, etc.* — Et s'il se trouvoit qu'il y eust du manque ausdits comptes et qu'il ne fust véritable et conforme à celuy qui aura esté fait en Espaigne ou Portugal, en présence des compagnons, le maistre sera obligé de le rendre conforme à celui qui aura esté arresté audit lieu d'Espaigne, ou bien de desclarer ce qu'il aura fait de ladite argent, laquelle, ne se trouvant pas, luy sera rabatue sur le provenu de son voyage, et après cela les bourgeois dudit navire le pourront mettre hors comme indigne et incapable d'avoir la direction de ce qui leur appartient.

XXIII. *Maistre qui a fait compte obligé.* — Le compte estant faict, le maistre est obligé de fournir au bourgeois inventaire de tous les appareils qui ont resté dudit voyage, comme grapins, voisles de chaloupe, chaloupes, rets, cordes, plomb, bigoche, compas, horloge, chaudière, plus hache et autre ferremens, et le nombre du tout, afin qu'il soit conservé pour un autre voyage.

XXIV. *Maistre doit faire coucher un homme en le navire.* — Et au regard du navire, le maistre fera coucher un vaslet à bord d'iceluy, afin de garder aux marées, pour larguer le câble, avoir soing d'amarrer ledit navire, si besoin est, comme aussi pour advertir s'il y a de l'eau dedans, afin de faire taster à la pompe; lequel vaslet gardera du feu la nuit, et ira manger par semaine chez chacun desdits bourgeois, sinon luy sera fourny, par le maistre dudit vaisseau, 35 sols par semaine, lesquels il passera en avarie.

XXV. *Argent provenant du voyage, si les bourgeois avoient fourny, etc.* — Et à l'esgard de l'argent provenu du voyage, si les bourgeois avoient fourny et advancé argent, sur iceluy ou bien sur les parties des compagnons, ils le pourront retenir par leurs mains, préférablement à toute autre debte, comme dit est aux chapitres concernant le voyage de Terre-Neufve, puisque c'est ledit argent qui a obligé lesdits compagnons à faire ledit voyage. Et, au cas que ce soit le maistre dudit navire qui soit chargé du provenu dudit voyage, il pourra retenir sans arrest l'argent donné par lesdits bourgeois ausdits compagnons, aussi bien qu'eux-mesmes.

XXVI. *Maistre ou bourgeois ayant pris argent à la grosse.* — Si le maistre ou quelque bourgeois du navire avoit pris argent à la grosse, pour luy et ses bourgeois, ensuitte de leur procuration, et eust passé et consenty obligation d'icelle, en son nom, il pourra, aux comptes du provenu du navire, retenir ledit argent et proffits, préférablement à toute autre debte, afin de payer le marchand duquel il aura pris ledit argent du contenu en l'obligation qu'il aura consenty à son profit. Après quoi et



qu'il aura payé ladite somme par luy prise à la grosse, il rapportera à ses bourgeois l'obligation qu'il aura retirée, ou bien la quittance dudit marchand.

XXVII. *Mathelot quittant le navire sans congé; punition.* — Un compagnon estant arrivé au lieu de descharge, soit en Portugal ou Espaigne, après avoir aydé à descharger ledit navire, s'il s'en va d'iceluy et le quitte sans la permission du maistre, ledit maistre, à son retour en ce lieu, ne lui donnera que les deux tiers de sa partie, et l'autre tiers le retiendra par ses mains, afin d'en payer les bourgeois ou marchands desquels il aura pris argent à la grosse, ensemble le compagnon qu'il aura pris pour ayder à ramener son navire en ce lieu, au lieu de celuy qui se sera absanté.

XXVIII. *Maistre, avant de partir du lieu de descharge, doit, etc.* — Le maistre, premier que partir du lieu où il aura faict descharge, doit retirer tous ses papiers des mains du courlatier, ensemble le compte dudit courlatier, écrit et signé de sa main, avec toutes les despesches du lieu, et l'estat des marchandises qu'il aura chargé en sondit navire, compris encore les passe-ports et autres acquits, sans en rien oublier.

TROISIÈME PARTIE.

ET QUAND AU VOYAGE DE MARCHANDISE QU'ON ENTREPREND JOURNELLEMENT EN CE LIEU DES SABLES, SELON LES US ET COUTUMES DUDIT LIEU (1).

I. *Entreprenant un voyage de marchandise, on doit, etc.* — Il faut que ceux qui entreprendront de faire voyage de marchandise facent élection d'un maistre qui soit capable de régir et conduire leur vaisseau, comme encore qu'il sache lire, escrire et l'arithmétique; lequel maistre, par le conseil de ses bourgeois, fera aussi élection d'un contre-maistre, qui soit homme d'honneur et aye connoissance des terres, tant d'Espagne que Portugal, isles, destroits et autres lieux.

II. *Maistre doit demander des mathelots.* — Cela fait, ledit maistre demandera aussi des compagnons à ses bourgeois, lesquels à l'instant lui indiqueront, chacun pour sa part, comme dit est aux articles précédens, qui seront fidelles, bons compagnons et soldats pour la deffense de leur bien, lesquels ne seront yvrongnes, querelleurs, faiseurs de noise ne contestations. Et au cas que ledit maistre les congneust pour tels, il doit en advertir ses bourgeois, et leur desclarer qu'il ne veut point d'eux, à cause de la conséquence et perte que cela causeroit pendant le voyage.

III. *Mathelots demandés par le maistre doivent, etc.* — Tous les compagnons estant demandés par ledit maistre, suivant l'ordre qu'il aura de ses bourgeois, il fera aprester le navire, lequel sera mis en estat de servir, marchant aux frais desdits bourgeois, jusqu'à ce qu'il faille prendre quelques marchandises, auquel temps lesdits compagnons seront fondés, pour la tierce partie de la despence faite de bouche, suif, chandelle, plat de bois et autres menus ustancilles nécessaires pour ledit voyage.

IV. *Mathelots doivent fournir chacun leurs despens.* — Par la coustume ancienne,

(1) Le texte n'a pas de division; mais, dans la table, chaque alinéa est indiqué comme un chapitre.



chacun desdits compagnons est obligé de fournir, pour ses despens, la somme de 30, 40 ou 50 livres, pour le plus, et les bourgeois chacun pareille somme pour leurs vaslets, ès mains du maistre, qui en laissera la distribution à quelque compagnon de bord, qu'il jugera capable de l'avoir, lequel l'employera au payement des vituailles qu'il conviendra pour ledit voyage, desquelles il fera un mémoire, afin de le faire voir ausdits bourgeois et compagnons, qui, par ce moyen, sçauront en quoy il aura employé ledit argent.

V. *Chaque mathelot donnera à la bourse.* — Chaque compagnon donnera, pour entrer au gros de la grande bourse, la somme de 300 livres, et les bourgeois à proportion, selon les parties qu'ils seront fondés audit navire, toutes lesquelles sommes seront mises ès mains du maistre, afin qu'il les employe en la quargaison.

VI. *Bourgeois obligés à fournir un bateau.* — Seront obligés, lesdits bourgeois, de fournir un bateau à leur navire, à leurs fraits et despens, balles, poudre, mèche, et quatre mousquets ou mousquetons, pour leurs vaslets. Fera le maistre exacte visite, si tous les mathelots ont apporté chacun leur mousquet et bandolière à bord, et s'ils sont bien en estat. Et, s'il y en a quelqu'un qui aye manqué d'aporter le sien, ledit maistre le mettra à terre, ou bien luy en acheptera un à ses fraits.

VII. *Maistre doit prendre ses papiers, despesches, acquits de marchandises.* — Le maistre, après avoir fait cette visite et pris tous ses papiers, despesches, acquits de marchandises qu'il chargera en son navire, passe-port et autre descharge, comme aussi le congé de ses bourgeois et leur avoir communiqué l'estat du voyage qu'il entreprendra, pour sçavoir s'ils le trouvent bon; en ce cas, s'ils le jugent pour leur profit, ledit maistre pourra disposer de leur navire et marchandises comme bon luy semblera, et fera voisle au plustost.

VIII. *Maistre doit, deux jours après, faire voisle.* — Cela fait, deux jours après que ledit navire sera hors du havre de ce lieu et aura fait voisle, le maistre d'iceluy doit appeller ses compagnons et aporter tous ses papiers devant eux, ensemble l'argent qu'il aura dans son navire, afin de leur faire apparoir à combien revient la charge dudit vaisseau, combien d'avaries il y a sur ladite charge, combien il reste dudit argent, et à combien se peut monter la quargaison, comme encore en quoy ledit argent a esté employé, ce qui se verra par ses papiers. Comme aussi le compagnon à qui le maistre aura donné la disposition dudit argent fournira son mémoire de ce qu'il en aura déboursé, pour faire les vituailles dudit navire, et en quoy il l'aura employée.

IX. *Mathelots ne doivent quitter le navire.* — Les compagnons qui seront demandés par le maistre, pour aller au voyage de marchandise, pourront quitter ny abandonner son vaisseau, soubs quelque prétexte que ce soit, si ce n'est au cas que le maistre frete son navire pour le voyage de long cours, qui veut dire voyage des Indes-Orientalles et Occidentalles, et ainsi lesdits compagnons le pourront quitter, et ne seront obligés d'y demeurer s'ils ne veulent.

X. *Maistre aura soing de faire monter au mas pour descouvrir.* — Le maistre aura soing tous les jours de faire monter un compagnon à la faix du mas, afin de faire garde, lequel demeurera un reloye tout au plus, et faudra que ceux qui feront garde



au quart changent tous les reloyes. Comme aussi ledit maistre fera visiter tous les canons, afin de sçavoir s'ils sont bien montés, fera gresser les roues d'iceux et charger lesdits canons devant luy, par quelque compagnon de son bord, qui en aura l'expérience; car c'est une chose de grande importance. Prendra aussi esgard, ledit maistre, si les mousquets des compagnons et varlets sont bien en estat, et en chargera demie douzaine qu'il mettra dans sa chambre, afin que, s'il venoit quelque chaloupe, il la puisse faire alarguer.

XI. *Maistre ne doit attendre aucun navire par la mer.* — Le maistre ne doit attendre aucun vaisseau, s'il en rencontre par mer en son chemin, ains au contraire, il évitera leur compagnie. Et si par hasard il en rencontroit quelqu'un qui luy fist commandement d'aller à bord avec son batteau, s'il a force égale, il ne le doit faire, mais plustost se mettre en deffense. Et s'il void que ledit navire soit de beaucoup plus fort que le sien, il mettra son batteau hors et dans iceluy fort peu de ses mathelots et son contre-maistre, qu'il envoyera à bord de l'ennemy, pendant qu'il sera en son navire à le préparer.

XII. *Suite du précédent.* — Le navire ne doit attendre aucun vaisseau, comme dit est, quelque signal qu'il luy face, par guindant voisle, caller voisle, mettre pavillon bas, et lui tesmoigner de quelle nation il est. Ains fera tousjours sa route et chemin pour éviter leur rencontre; comme aussi changera de route, si besoing est.

XIII. *Navire rencontrant vaisseau de guerre.* — Si, par accident, il rencontre quelque navire de guerre ennemy, et qu'il faille se battre pour deffendre son bien, en tel cas le maistre dudit navire le fera aprester pour le mettre en combat, et après touttes choses prestes, il fera venir son contre-maistre et tous ses compagnons, ausquels il remontrera l'estat où ils seront, et leur commandera aussi de se bien deffendre pour résister à leur ennemy, comme aussi leur desclarera qu'il est résolu de ce faire, et que s'il arrivoit à mourir en ce rencontre, ils eussent à obéyr à son contre-maistre tout ainsi qu'à luy-mesme, puisqu'il laisse la direction à sondit contre-maistre de son vaisseau après sa mort.

XIV. *Mathelots resoleus de se deffendre, estropiés, récompensés.* — Après que ledit maistre aura fait résoudre ses mathelots à se bien deffendre, tant pour avoir leur liberté que sauver leur bien, il promettra à chacun de ceux qui, par accident, pourront estre estropiés de bras ou de jambe, la somme de cent escus, qu'il leur donnera au retour dudit navire en ce lieu, laquelle somme il lèvera préférablement à toutes autres, et les employera pour avarie sur tous les bourgeois dudit navire.

XV. *Navire poursuivy de navire de guerre ne doit eschouer.* — Si le navire est poursuivy de navire de guerre, le maistre ne le doit faire eschouer jusques à terre, ains seulement doit mouiller l'ancre et prendre une roye pour mettre sous le câble mouillé; comme encore fera mettre tous les canons du costé des ennemis, et son bateau ou chaloupe de celuy de la terre, et un greslin dans iceluy, afin de lui faire porter, et retiendra avec lui audit vaisseau son contre-maistre, quelques compagnons et vaslets dans lesquels il aura confiance; ne laissera autres à son bord aucune nation, soubs prétexte de le vouloir secourir et son navire, dans lequel ils pourroient par après se rendre maistres, et en chasser l'esquipage.

XVI. *Navire prest d'eschouer.*— Si par mal-heur ledit navire est pressé d'eschouer, il ne le faut néantmoins abandonner qu'à l'extrémité et porter à terre le greslin qui sera dans ledit batteau ou chaloupe, afin de virer le navire dudit costé de la terre tant que l'on pourra; et même, s'ils sont poursuivy comme dit est, et obligés d'abandonner ledit navire, premier que le faire, il faudra le crever et couper les câbles d'iceluy qui sont du costé de la mer, afin que les ennemis ne s'en servent.

XVII. *Navire eschoué et perdu.* — Estant le navire eschoué et perdu, et les mariniers hors d'espérance de le pouvoir sauver, après que les ennemis l'auront abandonné, le maistre d'iceluy en fera tirer les garnitures et généralement tout ce qui lui appartient, préférablement à toute autre marchandise qu'il y pourroit avoir mise, et après cela sauvé, fera aussi sauver les marchandises dudit navire.

XVIII. *Navire rompeu, aparaux et marchandises sauvés.* — Le navire estant rompeu et les marchandises et aparaux d'iceluy sauvés, le maistre fera conduire lesdits aparaux et marchandises à la plus proche ville du lieu de la perte dudit navire, avec l'ayde des mariniers qu'il aura retenus pour les sauver, lesquels seront nourris et dé frayés, aussi bien que ledit maistre, sur lesdits marchandises et aparaux. Et pareillement sera donné de l'argent provenu desdites marchandises aux autres compagnons que ledit maistre aura congédiés, afin de les conduire.

XIX. *Suite du précédent.* — Le maistre, ayant fait porter lesdites marchandises sauvées à la plus proche ville, comme dit est, se retirera par devers ses marchands facteurs, lesquels il advertira du naufrage dudit vaisseau et sauvage desdites marchandises, au cas qu'il y en ait de sauvées, desquelles il prendra attestation du consul, s'il y en a un, ou de quelque honnête marchand, lequel se chargera desdites marchandises sauvées, afin qu'elles ne s'esgarent, et, par ce moyen, que ledit maistre en puisse rendre fidèle compte à sesdits marchands freteurs.

XX. *Marchandises pour le compte du maistre; mathelots obligés.* — Si les marchandises qui seront audit vaisseau sont pour le compte du maistre, les compagnons seront obligés de rester à sauver lesdites marchandises, si faire se peut, comme estant inthéressés dans icelles; lesquels compagnons ledit maistre sera obligé faire nourrir sur lesdites marchandises ou aparaux dudit navire, et si ledit maistre n'a besoing d'eux entièrement, il en pourra congédier une partie, auxquels il donnera quelque argent pour payer la despense qu'ils feront par le chemin, et retiendra son contre-maistre avec luy, lequel sera tesmoing de ce qui se fera aux bourgeois dudit navire.

XXI. *Maistre doit avoir un papier de compte des marchandises.* — Le maistre aura un papier de compte des marchandises et aparaux qu'il aura vendus, qui se seront sauvés dudit navire perdu, laquelle vente se fera en bonne forme signée du consul du lieu de la nation française, et d'autres marchands de la même nation, afin de justifier ce qu'il aura sauvé, et en rendre fidèle compte aux bourgeois d'iceluy.

XXII. *Navire arrivé à bon port, le maistre doit, etc.* — Le maistre estant arrivé à bon port, pour vendre la marchandise dont il sera chargé, premier que faire la descharge d'icelle, le maistre dudit navire doit sçavoir la coustume du lieu, ce qu'il



faut payer, et à qui il faut parler, pour avoir la permission des bureaux du lieu, et, pour ce faire, aura le courlatier avec luy ou quelqu'un de sa part.

XXIII. *Suite de l'article précédent.* — Après avoir expédié et sorty d'affaires avec eux du bureau, tant pour l'entrée que pour la sortie, ledit maistre s'assistera de son contre-maistre, et ira veoir les marchands pour vendre la marchandise qu'il aura dans son bord, ce qu'il ne fera s'il n'a ledit contre-maistre avec luy, ou quelque compagnon dudit navire.

XXIV. *Mouruë vendue, maistre doit, etc.* — La marchandise estant vendue et livrée, le maistre et contre-maistre du navire lèveront la grosse du marché, qu'ils auront passé devant nottaires, et iront trouver leur marchand pour avoir le payement d'icelles, lequel ne se fera qu'en présence de l'un et de l'autre, ensemble du courlalier, qui sera obligé de fournir audit maistre un compte de sa main, signé de luy, tant de ce qui luy aura esté payé qu'aux bureaux et autres endroits, comme dit est.

XXV. *Maistre, ayant receu son argent, doit, etc.* — Le maistre, ayant receu son payement, sera obligé de faire veoir son compte et celuy qui luy aura esté donné par le courlatier à ses compagnons; après quoy il leur fera aussi veoir combien il aura tiré d'argent net de sa marchandise, touttes avaries payées, afin de le faire veoir à ses bourgeois et s'en mieux souvenir, et ainsi, cela estant fait, il arrestera ledit compte sur son papier.

XXVI. *Maistre et compagnons doivent prendre conseil.* — Ledit maistre et compagnons doivent prendre conseil les uns des autres s'il sera expédiant de prendre des marchandises pour leur compte ou de prêter, afin de sçavoir le plus adventageux proffit pour eux; et après que ledit maistre sçaura le sentiment de ses compagnons, il pourra faire ce qui aura par eux esté conclu et arresté.

XXVII. *Suite du précédent.* — Après que le maistre aura pris conseil de ses compagnons, il suivra l'ordre de la plus grande partie d'iceux, et au cas qu'il y ait un bon contre-maistre, qu'il sçoit homme d'esprit, lequel ne soit du sentiment desdits compagnons, en ce cas ledit maistre pourra suivre celuy dudit contre-maistre, s'il le trouve à propos, et commander à ses mathelots de le suivre, ainsi que luy, à quoy faire ils seront obligés.

XXVIII. *Suite.* — Si l'on trouve à propos, par le conseil du contre-maistre, de freter ledit navire en quelque port, le maistre d'iceluy pourra aller à terre, s'il void que ce soit un port de sûreté. Et, au cas que le navire soit à la rade, il laissera dans iceluy son contre-maistre, et mènera seulement avec luy, lors qu'il ira à terre, un de ses compagnons, le mieux entendu au négoce, lequel sera tesmoing et faira raport aux compagnons du bord de la bonne foy dudit maistre et de ce qui ce sera fait.

XXIX. *Maistre convenu du fret avec son marchand.* — Le maistre ayant convenu du fret avec son marchand, soit par thonneau, par mois ou à travers (1); si c'est par thonneau, il fera spécifier de quelle sorte de marchandise il est, afin de sçavoir si

(1) Ce mot répond probablement à ce que nous appelons *à forfait*.



les marchandises sont pesantes, comme fer, sel, barille, salicot, soude et aleun; ou si les marchandises sont légères, comme layne, cotton en balle, mouruë sesche, cercle, vin, sucre en caisse, mal propres à faire arimage, et prendra conseil de ses compagnons combien il en pourra ranger dans son navire, et combien ledit navire en pourra porter.

XXX. *Suite.* — Le maistre ayant convenu avec son marchand des marchandises qu'il chargera dans son bord, alors il pourra aller passer la charte-partie, accompagné de son contre-maistre ou de quelqu'un de ses compagnons, ensemble du courlatier. Et après icelle passée, si elle est escripte en espagnol, portugais, ou autres langues qu'il n'entende pas, il en demandera copie au nottaire ou tabellion qui l'aura passé, laquelle fera translater en français premier que signer, afin de sçavoir ce qu'elle contient, et, cela faict, en donnera lecture à ses compagnons. Et au cas qu'elle se trouve faite dans les formes, il pourra aller la signer, accompagné de son contre-maistre.

XXXI. *Maistre fera limiter le temps de charger et de descharger.* — Le maistre fera limiter le temps qu'il conviendra, tant à charger que descharger lesdites marchandises, par la charte-partie qu'il passera, par laquelle il sera dit qu'au cas qu'il demeure plus de temps que celui spécifié, qu'il en sera payé par ledit marchand, outre le prix qu'il s'obligera payer, pour ledit fret, à raison d'iceluy, et du temps qu'il aura demeuré de plus, lequel marchand s'y obligera. Comme encore ledit maistre fera employer dans icelle en quel temps il aura payement de son fret, et en quel espèce de monnoye il lui sera faict, et outre que ledit marchand payera les deux tiers des avaries qui se trouverront à la fin du voyage, suivant coustumes anciennes du pays.

XXXII. *Maistre fera tenir son navire prest au jour.* — Le maistre fera tenir son navire prest au jour qu'il aura promis, et, lors de l'embarquement des marchandises, il fera tenir son contre-maistre assidu pour faire extraict de celles qui seront chargées audit navire, ensemble pour faire marque d'icelles, ainsi qu'elles seront vis-à-vis l'endroit qu'il les arrestera, afin que, lorsqu'on signera le connoissement, il [ne] soit contenu dans iceux plus de marchandises qu'il en aura esté chargé audit navire.

XXXIII. *Navire chargé de marchandises.* — Après que le navire aura chargé sesdites marchandises selon sa compettante charge, le maistre et contre-maistre feront visite de leur mémoire desdites marchandises chargées, afin de veoir si leurs papiers, tant à l'un qu'à l'autre, sont conformes et semblables, et s'il n'y a rien de plus ou de moins sur l'un que sur l'autre, et cela fait, ils iront signer les connoissemens et reconnoissances.

XXXIV. *Suite du précédent.* — Sitost que ledit navire sera chargé, et que le maistre d'iceluy aura pris ses despesches de son marchand, faudra aussi qu'il prenne ses passe-ports, congé du lieu où il sera et lettre de vente, si c'est pour descharger aux lieux qui ont droit de visite, afin que rien ne manque pour éviter les mouvemans qui pourroient arriver, s'il falloit rélaisser dans lesdits lieux.

XXXV. *Navire à la voisle, maistre doit, etc.* — Quand le navire sera à la voisle, le maistre et contre-maistre feront appeller les compagnons d'iceluy, ausquels ils produiront tous leurs mémoires et papiers, afin qu'ils voient les avaries, tant des commissions, courtage, entrée, sortie et despens faits au lieu de descharge dudit poisson,

lesquels mémoires seront veus et visités par tous lesdits compagnons, et après fera ledit maistre en leur présence desduction, sur la recepte d'argent dudit fret, de la mise et despence que ledit navire aura faits et qu'il aura convenu faire au lieu de descharge desdites marchandises, laquelle il arrestera sur son papier relié, ensemble le jour que ledit compte se sera fait, et le fera signer à sesdits compagnons, afin de le faire veoir aux bourgeois dudit navire à son retour en ce lieu, et, par ce moyen, il ne sera touché au prix de la vente de leur.

XXXVI. *Navire arrivé au lieu de descharge, maistre fera, etc.* — Le navire estant arrivé au lieu qu'il faudra descharger, le maistre d'iceluy fera desclaration au bureau dudit lieu, s'il y en a d'estably, accompagné de son contre-maistre et courlatier qui sçaura la coustume du pays, afin de n'estre surpris; après quoy il mettra sondit navire au lieu propre et accoustumé de faire descharge, et à l'instant ira trouver le marchand à qui sera son adresse, auquel il donnera advis de l'arrivée de ses marchandises, afin qu'il se prépare pour les recevoir, et au cas qu'il ne vouleust le faire, faudra le faire sommer par justice, et protester du retardement et séjour qu'on fera de plus que celuy porté par la charte-partie.

XXXVII. *Deschargeant les marchandises, s'il se trouve de mouillées.* — En deschargeant lesdites marchandises dudit navire, s'il se trouve quelqu'une d'icelles mouillée, il la faut mettre à part, et faire visiter par personnes qui soient capables de connoistre de telle chose, afin qu'ils évalluent la perte d'icelle, laquelle sera deffalquée par ledit maistre, sur le fret d'iceluy pour éviter à procès, et aux frais qu'il conviendroit faire pour nourrir l'équipage dudit navire.

XXXVIII. *Marchandises livrées.* — Après que le maistre aura livré lesdites marchandises à leur adresse, conformément à ses connoissemens, et que le marchand freteur luy aura fait son payement, suivant la charte-partie passée entr'eux, en présence de son contre-maistre et de quelqu'un de ses compagnons qu'il mènera avec luy, afin qu'ils voient ce qui se fera et en donner advis aux autres compagnons dudit navire, il sera fait ce qui est contenu aux chapitres cy-dessous.

XXXIX. *Charge de navire estant de bled venant à s'enfler.* — Si la charge dudit navire est de bled, et qu'il vienne à enfler pendant le voyage, en ce cas, après que le marchand freteur aura esté satisfait de celuy qu'il aura chargé audit navire, s'il s'en trouve de reste, on sera obligé de lui rendre, pourveu qu'il paye à l'adventage de ce qu'il aura promis pour le fret dudit vaisseau. Et, quand ce sera à charger ledit bled, il faut que ledit maistre aye un homme entendu à le mesurer; car, en cas que le compte dudit marchand ne se trouvast, il feroit payer ce qui manqueroit dudit bled, à pareille raison qu'il le vendroit au lieu de descharge.

XL. *Maistre ayant fait descharger.* — Le maistre ayant faict descharger les marchandises de son navire, après avoir esté payé du fret d'iceluy par son marchand freteur, il doit luy fournir le mémoire des avaries dudit navire, afin qu'il paye les deux tiers d'icelles, conformément à la charte-partie qu'ils auront passée, lesquelles consistent en suif, passe-port, acquits des droits dudit lieu, chaloupe payée, pilotage des ports et havres, et entrées des rivières, visite, poudre à saluer navire de guerre, présent faict par force à quelque capitaine d'iceux ou à quelque gouverneur.

XLI. *Maistre estant payé par son marchand.* — Après que ledit maistre aura esté payé par son marchand freteur, pour raison dudit fret, pris ses despesches de luy et ses passe-ports au bureau, il mettra ledit argent en quelque lieu de son bord fait exprès, afin qu'elle ne puisse estre en butte à châcun de son bord, et particulièrement aux vaslets, si faire se peut, et par ce moyen pourveoir aux inconvénians qui pourroient arriver en tel cas.

XLII. *Navire chargé de sucre, canelle, clou, etc. n'est permis.* — Le navire estant chargé de marchandises, comme sucre, canelle, cloux de girofle, tabacq de Bresil, vin d'Espagne, et autrès drogues qui se puissent consommer, comme escorce de citron ou confiture, ne sera permis au maistre dudit navire, ny à aucun compagnon du bord d'y toucher, ny en prendre, soubs quelque prétexte que ce soit; et, au cas que quelqu'un desdits compagnons soit assez hardi pour le faire, après la peine portée par la coustume de nos antiens, qui disent, en pareil cas, que le mathelot qui commettra telle chose sera obligé de faire estimer et esvaluer ce qu'il aura pris desdites marchandises, ou les payera au prix qu'elles se vendront au lieu de descharge; c'est pourquoi, en ce cas, il doit observer la coustume.

XLIII. *Mathelot en particulier ne doit faire trafic.* — Ne sera aussi permis à aucun compagnon de faire traficq de marchandises, s'il n'est commun au proffit de la grande bourse. Comme aussi sera enjoint, par les bourgeois, au maistre de ne consentir tels trafics en son vaisseau, sous peine d'en respondre et de payer, en privé nom, le profit qui en pourroit venir à la communauté, à moins que ce ne soit quelques marchandises que lesdits compagnons portent pour entretenir leur beuvette seulement.

XLIV. *Maistre ne doit donner argent aux mathelots.* — Le maistre ne doit donner argent au contre-maistre et compagnons pour faire achapt de marchandises, afin de les charger dans son navire, soubs prétexte qu'il ne le fust convenablement selon son port; car cela causeroit de la jalousie entre lesdits compagnons, et les empescheroit d'avoir soing dudit navire, mais seulement de leur traficq particulier, qui feroit préjudice à la communauté.

XLV. *Maistre doit donner argent également aux mathelots.* — Le maistre ne doit bailler argent à ses compagnons que esgalement, et si quelqu'un [n'en] veut prendre, il ne doit l'y forcer. Et, lorsqu'il voudra donner ledit argent, il faut que ce soit au matin, afin que chacun d'eux sache ce qu'il recevra. Et faut que ledit maistre couche incontinant par escript ce qu'il leur donnera sur son papier, lequel il datera du jour et an, et spécifiera par iceluy les espèces de monnoyes qu'il leur donnera, afin que sondit papier soit en bonne forme pour présenter à ses bourgeois à son retour.

XLVI. *Maistre ne doit prester argent.* — Le maistre ne doit prester aucun argent provenu du fret du vaisseau, ny pareillement le principal d'iceluy, à quelque compagnon que ce soit, si ce n'est à personne de laquelle il verra apparemment pouvoir la retirer; car si ledit argent venoit à se perdre, ledit maistre seroit obligé d'en respondre et la faire bonne en privé nom.

XLVII. *Maistre ne doit faire présent particulier.* — Le maistre ne doit faire présent particulier à aucun bourgeois de ce qu'il aura achepté pour eux, ains seulement

doit faire esgalité entr'eux, selon les portions qu'ils seront fondés audit navire, en leur présence ou de quelque personne de leur part, afin que chacun d'eux reçoive son droit, suivant la coustume ordinaire de cedit lieu des Sables.

XLVIII (1). *Navire venant vuide au païs, mathelots n'estant freté.* — Et si ledit navire venoit vuide au pays, et qu'il y eust quelque compagnon qui mist du fruit dans iceluy, ne doit souffrir ledit maistre qu'il le face, si ce n'est conjoinctement avec celuy des bourgeois; car, au cas que ledit fruit vint à pourrir et à perdre, il se trouveroit que ce seroit celuy desdits bourgeois, et non celuy des compagnons, et ainsi il faut qu'il soit à commun, afin de partager le tout également, sçavoir, le tiers aux compagnons, et les deux tiers auxdits bourgeois, et non autrement.

XLIX (2)..... S'il se rencontre quelque passager qui paye quelque chose pour son passage, comme il a été dit au précédent chapitre, concernant le voyage de Terre-Neufve, le maistre doit rapporter ledit argent aux comptes pour estre partagé par partie, sans qu'il puisse apporter aucun proffit à ceux qui en auront audit navire au tiers de proffit.

L. *Maistre, de retour, ne doit s'aproprier.* — Si le maistre frette son navire et que le marchand freteur face quelque présent qui soit de valeur, audit maistre, comme quelque paveillon de soye ou vaisselle d'argent, ledit maistre la doit raporter à la communauté des bourgeois, et quand audit paveillon, il doit demeurer pour la servitude dudit navire, sans que le maistre puisse s'en aproprier, quelque raison qu'il puisse aléguer.

LI (3)...... Le maistre ne doit, estant de retour de son voyage, s'aproprier d'aucune chose du navire, soit de lopin de vieille voisle, cordages, poudre, plomb, balles à mousquet, papier à gargoche, cloux, ne d'autres ustansilles, ains au contraire doit faire fidel inventaire du tout, duquel il fera deux copies, l'une pour luy et l'autre pour ses bourgeois, afin que, lors qu'on aprestera ledit vaisseau, le tout se puisse trouver, suivant l'inventaire qu'il en aura fait.

LII (4). *Maistre ayant presté ou vendu des aparaux doit tenir compte.* — Si ledit maistre a presté quelques aparaux dudit navire pendant le voyage, ou les aye vendus, il doit tenir compte à ses bourgeois de l'argent provenant de ladite vente, sans en rien céler, et en cas qu'il les aye prestés comme dit est, il doit aussi en advertir lesdits bourgeois, afin qu'ils les retirent; après quoy il demeurera deschargé.

LIII (5). *Mathelots, après avoir travaillé, s'en allant à la guerre de son gré.* — S'il arrivoit que quelque mathelot, après avoyr aydé à garnir un navire, s'en vouleût aller de son gré à la guerre, il ne luy sera rien donné pour le travail qu'il pourroit avoir

(1) Ce chapitre est indiqué mal à propos dans la table sous le n° XLIX, et il y a erreur dans la dernièr partie de ce titre. (*Cette note et les suivantes sont de M. de la Fontenelle de Vaudoré.*)

(2) Ce chapitre n'est pas mentionné dans la table, de sorte qu'il est sans titre, et l'on a donné au précédent le numéro qu'il doit avoir.

(3) Ce chapitre est encore omis dans la table.

(4) Ce chapitre est mal à propos porté avec le n° LI dans la table, à raison de l'omission du précédent dans cette même table.

(5) Ce chapitre est porté mal à propos sous le n° LII dans la table.

fait. Et si ledit mathelot estoit pris de force pour le service du roy à la guerre, et qu'il eust travaillé comme dit est, il n'aura pareillement aucun droit de demander son travail, d'autant qu'on ne le met pas hors dudit navire par le gré des bourgeois ny du maistre, et ainsi il ne doit rien avoir de son travail. Toutefois, si par puissance majeure l'on soit contraint à lui payer ses journées, elles seront réglées à dix sols par jour, à cause qu'il a esté nourry audit travail, et on ne luy doit payer que quinze jours ou trois semaines tout au plus, qui est le temps que l'on emploist pour aprester un navire dans ce lieu des Sables.

LIV (1). *Serviteur, après avoir fait voyage et payé, gardant le navire, doit estre nourry.* — Si pareillement un vaslet, après avoir fait voyage, aye esté payé de son service pendant iceluy, et qu'il aye demeuré à garder le bord dudit navire, en attendant le voyage à venir, il sera nourry aux frais communs des bourgeois, comme dit est, ou sinon on luy donnera cinq sols par jour; et si ledit vaisseau s'en va à la guerre ou qu'il soit pris de force pour le service du roy, l'on ne sera obligé de luy donner aucune chose, à cause qu'il est accueilly par voyage, et que ledit voyage ne se doit payer qu'au retour dudit navire : et partant, ne luy sera rien donné, comme dit est. Et au cas que ledit navire se perde à la coste ou autrement, on sera obligé de lui payer moitié de son voyage seulement; mais s'il a receu d'avance le tout, il sera perdu pour le maistre dudit valest, sans pouvoir luy en faire aucune demande.

QUATRIÈME PARTIE.

CHAPITRES CONCERNANS LE RÈGLEMENT QU'IL FAUT OBSERVER POUR PRESTER ET RENDRE LES CHOSES QUI REGARDENT ET SERVENT À LA MARINE.

I. *Premièrement, qui aura emprunté batteau.* — Premièrement, celuy qui aura emprunté un batteau pour son service, soit pour lester ou porter quelque chose, le doit rendre en pareil estat qu'il l'aura emprunté, et rendant ledit batteau, le doit faire veoir aux propriétaires d'iceluy, afin qu'ils ayent soing de le faire amarer; autrement et à faute de ce faire, si ledit batteau se perd par faute de n'avoir adverty le maistre ou celuy qui en aura la charge, et luy avoir fait veoir, en ce cas il doit estre payé, suivant l'évalluation qui en sera faicte par gens à ce connoissans.

II. *Bateau ou chaloupe loués, on doit.* — Si on loue un batteau ou chaloupe, particulièrement pour délester du lest, le maistre doit prendre garde à ne le faire trop charger, et au cas que ledit batteau soit trop chargé et se perde, ledit maistre le doit payer. Et outre, si ledit batteau loué aille à fond faute de faire eau, en ce cas, il sera perdu pour celuy qui l'aura loué.

III. *Bateau ou chaloupe se rompant, estant empruntés.* — Si un batteau ou chaloupe presté, travaillant d'iceux, se rompt quelque carreau ou bordage, celuy qui l'aura emprunté le doit faire raccommoder à ses despens tout ainsi qu'on luy aura presté, et ensuite la fera veoir au propriettaire et luy demandera s'il est comptant dudit raccommodage qui luy aura esté faict; car c'est la coustume de ce lieu.

(1) Porté sous le n° LIII à la table, toujours par suite de l'omission du n° LI.



IV. *Suite du précédent.* — Si quelqu'un a emprunté un batteau ou chaloupe pour porter câble ou autre, et que ledit batteau se rompt quelque bord ou se crève, celuy qui l'aura emprunté doit le faire raccommoder et galfreter; comme encore luy fera faire ce qui sera nécessaire, après quoy il le rendra aux proprietaires, auxquels il le fera voir, comme dit est.

V. *Câble emprunté se doit prendre en présence.* — Si quelqu'un emprunte un câble, il ne le doit prendre, s'il n'a quelqu'un de ses parsonniers avec luy et un cordier, afin de faire veoir et sçavoir la grosseur et pesanteur d'iceluy. Et si le proprietaire est comptant que l'estimation en soit faicte par ledit cordier, ou qu'il consante que ce servant dudit câble, on luy en rende un de mesme grosseur et longueur, qui soit d'une mesme chanvre avec gouldron, on suivra son santiment; car c'est ce qui se doit pratiquer en ce cas.

VI. *Suite du précédent.* — Si l'on a besoing d'un câble, et qu'il ne s'en trouve que de vieux qui ayent servy, on prendra un cordier avec deux bourgeois, qui seront gens à ce connoissans et de mestier, desquels les proprietaires se seront accordés par l'estimation, qui en feront visite et prix; après quoy on pourra prendre ledit câble. Les bourgeois ou le maistre, qui prendra iceluy, donnera promesse au propriétaire de luy payer en son nom et non autrement; car telle est la coustume de ce lieu.

VII. *Greslin emprunté, ne doit sans permission.* — Si quelqu'un emprunte un greslin de quelque navire, le maistre d'iceluy ne le doit prester sans permission de ses bourgeois. Et si ledit greslin est emprunté pour touer un navire dans le port, lors qu'on rendra ledit greslin, le maistre dudit greslin le fera visiter par un cordier, et au cas qu'il se trouve quelque d'hommage, celuy qui l'aura emprunté en fera faire un de mesme façon et pareille grosseur. Mais si ledit greslin avoit servy, en ce cas ledit cordier l'estimera et demeurera à celuy qui l'aura emprunté. Et si l'on fait un greslin neuf, il sera estimé, et le surplus qu'il voudra par-dessus l'autre sera délivré par le presteur à celuy qui aura emprunté, afin que le tout soit fait scelon l'équité.

VIII. *Emprunter câble ou greslin, pour tirer navire de la coste.* — Si l'on emprunte un câble ou greslin, pour tirer un navire de la coste, on le doit faire peser, s'il est neuf, et, s'il est vieux, on le doit faire estimer, ainsi qu'il est dit au précédent chapitre; car, après qu'un câble ou greslin auroit travaillé à tirer un navire de la coste ou de sur les roches, combien qu'il n'aparoisse d'aucun d'hommage, toutefois il ne laisseroit pas d'estre corrompu comme estant difficille à veoir. Et ainsi celuy qui aura travaillé ledit câble le doit payer, et non le d'hommage, lequel ne se peut veoir ny connoistre; car telle est la coustume.

IX. *Suite du précédent.* — Nul ne doit prester oussière pour master mas de navire, comme aussi pour passer en caliorne, pour tirer navire de la coste ou de sur les roches, que premier il ne le face visiter et estimer, afin qu'il luy en soit payé la juste valleur, si mieux celuy qui l'empruntera n'ayme luy en faire faire une pareille, comme dit est au chapitre précédent.

X. *Emprunter un ancre, on doit rendre.* — Si quelqu'un emprunte un ancre, il le doit rendre en pareil estat qu'il l'aura emprunté à celuy qui luy aura presté. Et, si

ledit ancre se rompt, il sera obligé d'en rendre un pareil et de mesme pesanteur à celuy qui luy aura presté, au choix dudit presteur; car telle est la coustume.

XI. *Suite du chapitre précédent.* — Si quelqu'un emprunte un ancre, et pendant qu'il s'en servira, s'il se rencontre que ledit ancre face quelque effort ou se rompt l'une de ses pates, il sera obligé de la faire dresser ou mettre une pate, au cas qu'il y en aye une rompue. Mais quoyqu'il l'aye fait accommoder, si le propriettaire ne le veut prendre, celuy qui l'aura emprunté sera obligé luy payer la juste valleur d'iceluy.

XII. *Emprunter voiles, doivent estre estimées.* — Si quelque maistre de navire, par mauvais temps, pert les voisles d'iceluy, et qu'il rencontre quelque autre navire qui luy preste quelque jut de voisle ou quelque voisle particulière, premier que prendre lesdites voiles il les doit faire estimer par les deux contre-maistres du pilote, afin que ladite estimation faite desdites voisles et cordages, s'il y en a, les deux maistres prendront chacun un mémoire des choses données et datté de pareil jour et prix, afin d'estre payé d'icelles par ledit maistre, auquel il aura recours et non à autres.

XIII. *Navire estant en pescherie perdant cordes doit emprunter des autres.* — Si quelque navire estant en pescherie de mouruë, sur le bancq, pert quelque corde, plomb ou bigoche, et qu'il n'aye pas fait sa pescherie, il doit chercher quelque navire qui aye faict pescherie ou qui soit advancé en icelle, auquel il pourra demander assistance de ce qui luy sera besoin, lequel ne luy doit reffuser, en payant le juste prix d'icelles.

XIV. *Navires à qui le pain manque doivent chercher navires et en quester.* — Si quelque navire, estant en pescherie sur le bancq, et manque de pain, et qu'il l'aye perdu, ou se soit en ce cas, il pourra faire recherche de plusieurs navires auxquels il en demandera à chacun trois quintal, aux uns plus, aux autres moins, conforme qu'ils seront advancés en leur pescherie, lesquelles choses ils ne refuseront, afin d'éviter à la perte qu'il pourroit arriver audit navire. Et le tout sera payé par ledit maistre, à son retour, préférablement à toute autre debte, s'il y en avoit.

XV. *Navire, estant à la mer, ayant rompeu quelques mas, on peut en emprunter.* — Un maistre estant à la mer, et ayant rompeu quelques mas ou vergues, pourra en emprunter de quelque autre navire auquel il les rendra, estant de retour au pays, en pareil estat qu'il les aura empruntés. Et, en cas qu'il les ait charpentés à son service, il les doit payer, suivant l'estimation d'icelles, fait par gens à ce connoissant.

XVI. *Empruntant un mas, pour mettre un navire à l'eau, fera prix d'iceluy.* — Si un bourgeois ou maistre emprunte un mas, pour mettre à un navire neuf à l'eau, premier que les prendre, il les fera veoir au vendeur et fera prix d'iceux. Et lors il les pourra prendre et faire enlever, pour son service, et si, par advenant, il le rompent audit travail, il les faudra payer, suivant l'évalluation d'iceux, et les pièces demeureront au payeur.

XVII. *Empruntant au magazin d'un marchand, bois pour mettre un navire à l'eau, en présence d'un charpentier.* — Si un maistre ou un bourgeois va à un



chapy de charpentier, emprunter bois pour mettre un navire neuf à l'eau, il ne doit prendre lesdits bois qu'en présence d'un charpentier ou du maistre à qu'il appartiendra et le fera marquer, s'il ne l'est, de la marque du maistre. Comme aussi fera arrester combien il y en a de pièces, et quelles elles sont, et le prix de chacune. Après quoy ledit maistre prendra un mémoire conforme à celuy du charpentier, datté de mesme datte, afin de rendre lesdites pièces, conformément audit mémoire, ou payer le juste prix d'icelles.

XVIII. *Maistre du navire neuf doit avoir soing de rendre les choses empruntées.* — Le maistre du navire neuf, après s'estre servy dudit bois, le rendra luy-même, ainsi qu'il l'aura emprunté, et fera advertir le charpentier du maistre dudit bois, auquel il fera veoir toutes lesdites pièces, scelon son mémoire et la marque d'icelle. Et, s'il y en a quelque pièce de moins ou rompues, il doit payer sans contredit.

XIX. *Suite du précédent.* — Si pendant la construction dudit navire il a esté emprunté quelque pot à bray ou chaudière à gouldron, après s'estre servy desdites chaudières et pot, il les faut rendre au propriettaire, et en faire visite en sa présence. Et s'il s'en trouve quelqu'une rompue, il la faudra payer, scelon l'estimation qui en sera faite à celuy qui les aura prestés. Touttes fois demeureront lesdites chaudières et pot au payeur.

XX. *Empruntant ferrement, comme grandes haches, grande tarière, etc., s'ils se rompent, doivent.* — Si quelqu'un emprunte ferrement, comme grande hache, faeillet, grande tarière, tranche-marteau ou autre sorte, s'ils rompent, on les doit faire raccommoder, et si le presteur n'en est comptant, on doit payer la juste valeur d'iceux, et ils demeureront au payeur.

CHAPITRE XXVII. — J'avois parlé, t. IV, page 420, d'un statut de Gênes, inédit, de 1143, indiqué dans le second mémoire du P. Semini, sans pouvoir assurer si ou non il s'y trouvoit du droit maritime. La publication qu'en a faite M. Raggio, en y joignant de savantes notes, dans les *Monumenta historiæ patriæ, volumen legum municipalium,* m'a appris qu'il n'en contenoit pas. Ce statut est rédigé dans la forme d'un serment, par lequel les magistrats déclarent d'après quelles règles ils administreront la justice, à peu près comme étoient les édits des préteurs romains, et notamment comme sont les *Brevia* de Pise, dont j'ai donné des extraits, page 585.

Sans contredit, il existoit à Gênes un fonds de droit formé des traditions de la législation romaine, qui n'avoit jamais été abolie, et des coutumes introduites par des besoins nouveaux, conservées par la tradition; mais en supposant que le statut de 1143 soit la plus ancienne rédaction des coutumes génoises, on n'y rencontre aucune disposition sur le droit maritime. Les seuls qui m'en eussent offert, lorsque je publiai mon tome IV, étoient un code de 1413 (1), imprimé en 1498, à Bologne, auquel je donnois la date

(1) M. Promis m'a écrit, le 30 octobre, que M. l'avocat Cuneo, inspecteur des archives de Gênes, possède un exemplaire authentique de ce statut, qui lui donne la date de 1413.



de 1400, par approximation, et le statut de 1588, par lequel la république de Gênes a été régie jusqu'à nos jours. Mais un fait récent m'a révélé l'existence de statuts bien plus anciens, contenant des chapitres propres à compléter ceux que j'ai déjà recueillis.

M. Gazzera, secrétaire perpétuel de l'académie des sciences de Turin, dans un voyage qu'il fit à Paris en 1843, m'apprit que la bibliothèque du roi de Sardaigne venoit d'acquérir un manuscrit, probablement unique, des statuts de Péra (1), qui paroissoit contenir quelques chapitres de droit maritime. Je m'empressai d'écrire à M. Promis, bibliothécaire du roi, à qui je devois déjà beaucoup de reconnoissance pour les bontés dont il avoit comblé, l'année précédente, M. Eugène de Rozière, mon petit-fils. Je demandois à ce savant s'il seroit possible d'obtenir communication du manuscrit, m'engageant à ne faire imprimer que ce qui concerneroit le droit maritime et à donner des explications qui ne laissassent à personne la pensée que j'eusse le mérite de la découverte.

Par une lettre du 25 juillet, M. Promis m'apprit que précisément il étoit chargé d'insérer ce document dans les *Monumenta historiæ patriæ;* qu'on étoit occupé à le copier, et qu'aussitôt l'impression commencée il m'en enverroit des épreuves. Cette publication étant un peu retardée par le désir de M. Baudi-di-Vesme de perfectionner l'édition de la *Lex Longobardorum,* qui, dans le volume commencé, précédera les statuts de Péra, M. Promis m'a fait parvenir, le 16 mai 1844, les pages de sa copie qui lui paroissoient de nature à entrer dans ma collection; et, tant par cet envoi que par une nouvelle lettre du 30 octobre, il m'a donné des détails dont je vais faire usage.

Ce statut de Péra est divisé en six livres. Les cinq premiers, dont presque tous les chapitres sont rédigés, comme le statut de 1143, en forme de serment des magistrats, ont été faits, dans les dernières années du XIIIe siècle, à Gênes, d'où ils ont été envoyés à Péra, qui commençoit alors à acquérir une grande importance (2).

On y trouve traitées les diverses matières qui le sont dans les statuts de 1413 et de 1588, et même il constate l'existence de rédactions antérieures. Je l'ai reconnu par la lecture de plusieurs chapitres sur les accomandes que M. Promis a bien voulu m'envoyer, présumant qu'ils pourroient m'être utiles, mais dont je ne me suis pas servi par les motifs qui seront expliqués plus bas.

Dans l'un, intitulé, *De instrumentis societatum et acomendacionum,* le magistrat parle d'actes de ces sociétés faits depuis le 3 septembre 1222, ce

(1) Ce nom et celui de Galata désignent indistinctement une colonie, fondée par la république de Gênes, près de Constantinople. M. Sauli en a publié l'histoire, à Turin, en 1831. On trouve à la page 222 du tome II de ce savant ouvrage, un statut sur l'administration de la colonie, du 14 février 1317, que le manuscrit dont il s'agit ici ne contient pas; d'où l'on peut conclure qu'il a été exécuté avant 1317.

(2) Voir M. Sauli, *Della colonia di Galata,* t. Ier, pag. 61, 131 et suiv.

qui suppose l'existence antérieure d'un statut sur cette matière. Le même livre V contient un chapitre intitulé : *De illo qui facit societatem vel acomendationem, et tacuerit per sex annos;* et un des chapitres suivans déclare que cette prescription ne pourra être opposée à ceux qui ont été bannis en 1248 et 1251. Enfin un chapitre intitulé, *De pecunia ad statutum tempus accepta,* parle d'additions faites aux lois sur cette matière par les réformateurs de 1257. On en verra d'autres preuves, pages 591 et 594 ci-après.

Il est donc évident que des statuts civils, contenant des dispositions sur les accomandes et les prêts pour voyages maritimes, avoient été faits dès 1222, 1257, et peut-être même avant.

Les savans rédacteurs de l'*Historiæ patriæ monumenta* peuvent, mieux que personne, découvrir les statuts qui ont précédé celui de Péra, et qui, avec ce dernier, sont devenus les élémens de la rédaction de 1413. Quant à moi, dont la tâche est nécessairement plus restreinte, je dois me borner à compléter ma collection en publiant ce que je dois à la bienveillance de M. Promis.

J'ai dit que le manuscrit nouvellement acquis par la bibliothèque du roi de Sardaigne contenoit cinq livres de statuts faits à Gênes en 1290 (1). Ils sont suivis d'un sixième, spécial pour la colonie, dont M. Promis m'a indiqué le titre en ces termes :

« Infrascripta ordinamenta facta fuerunt et firmata in publico parlamento, « per dominum Gauinum Tartaro vicharium pro communi Januæ in toto « imperio Romaniæ, et mari majori, MCCC, die XX decembris, præsentibus « testibus, etc. »

Ce livre, confirmé à Gênes en 1304 (2), est suivi d'un statut fait dans la même ville, le 19 mai 1316, au sujet des navires expédiés pour Caffa et la mer Noire, littéralement semblable à celui qu'on trouve dans les *Leges municipales,* col. 377 et suiv.

Après ce statut, on en lit un autre, fait aussi à Gênes et présenté à Péra en 1304, relatif aux fonctions des consuls en pays étranger. Il est, sinon pour les mots, du moins pour le fond, le même qu'on trouve dans les statuts de Gazarie, à la date du 30 août 1316 (*Leges municipales,* col. 387). Mais il en existe un sur cet objet important du 24 février 1225, au *liber jurium,* I, 48 ; et peut-être en trouvera-t-on d'antérieurs; car les traités que j'ai cités, tome II, p. viij, démontrent qu'à la fin du XIe siècle, et dans le XIIe, Gênes avoit des consuls en pays étranger. Les lois qui régloient leurs fonctions seroient utiles à connoître; les savans de Turin et de Gênes sont seuls en position pour nous instruire à ce sujet.

Le nombre des chapitres du statut de Péra, dont M. Promis a eu l'obligeance de m'envoyer une copie, est de trente-sept, tous extraits des livres IV,

(1) Cependant le chapitre XXVII du livre IV cite un statut de 1292.
(2) M. Promis y a reconnu quelques chapitres de statuts génois de 1289, 1300 et 1304.



V et VI. Je n'en ai admis que vingt, qui m'ont seuls paru avoir un rapport direct avec le droit maritime, unique objet de ma collection. Les dix-sept autres sont relatifs aux accomandes et implicites, espèce de négociations qui ne concernoient pas moins le commerce de terre que le commerce de mer, sur lesquelles on trouvera quelques notions, tome IV, page 527, note 5. D'ailleurs les règles que ces chapitres contiennent se retrouvent dans les extraits du code de 1588 que j'ai publiés, pages 527 et suivantes, et dans les chapitres corrélatifs du statut de 1413. Je me borne à en transcrire les rubriques, afin de constater que cette législation existoit dès 1290, et même qu'elle se référoit à des lois encore plus anciennes.

« De hiis qui contrahunt sine licentia socii. — De societatibus accomenda-« cionibus et mutuis, et que ad ea pertinent. — De instrumentis societatum « et accomendacionum ante me productis. — De illis qui extra Januam mo-« riuntur. — De accomendacione et societate alicuius. — De audiendo socio « presente vel absente. — De illis qui faciunt comperam vel alienationem sine « licentia socii. — De societate et accomendacione minori facta. — De pu-« blico instrumento societatis vel accomendacionis. — De accomendacione « plurium personarum. — De persona danda socio vel acomendatario. — De « illo qui facit societatem vel acomendacionem alicui, et tacuerit sex annos. « — De re accepta in societate vel acomendacione ad statutum terminum. — « De recuperanda acomendacione ante completum viagium. — De eo qui fe-« cerit acomendacionem alicuius alterius nomine. — De taciturnitate sex an-« norum non nocenda alicui forestato. — De ratione redenda acomendatariis « infra sex menses. »

Au surplus, nous ne tarderons pas à connoître dans son ensemble le statut de Péra, précieux recueil, dont la publication jettera un grand jour sur l'ancienne législation d'une des plus célèbres républiques commerçantes de l'Italie, au moyen âge ; et si elle ne pouvoit pas satisfaire complétement les savans, elle les mettroit du moins sur la voie pour découvir les monumens encore ignorés.

Les statuts de Gazarie, que j'ai publiés, tome IV, pag. 439 et suivantes, contiennent un grand nombre de mots relatifs à l'armement des navires. Quoique je reconnusse combien l'explication en étoit difficile pour moi, qui n'ai jamais étudié cette matière, je ne crus pas devoir m'en dispenser, tout en prévoyant qu'il m'arriveroit de me tromper. Depuis la publication de mon tome IV, M. Jal a fait imprimer, en 1840, son *Archéologie navale,* et a consacré la sixième dissertation à l'explication des statuts de Gazarie. Si j'avois connu cet ouvrage j'aurois évité beaucoup d'erreurs que je me fais un devoir de réparer dans ces additions.

Page 446, note 2. On peut, sur ces détails de construction, qu'il n'entroit point dans mon plan de traiter, consulter avec beaucoup de fruit l'Archéologie navale de M. Jal, t. I, pag. 274 et suiv.

Page 447, note 5. M. Jal, t. I, p. 256 et 228, est entré dans beaucoup de détails sur l'acception du mot *scandolarium,* qui lui paroît désigner une chambre pratiquée sous le tillac, à laquelle on donnoit ce nom, parce qu'on y descendoit par un escalier.

Page 462, note 2. Il faut supprimer le dernier membre de la phrase, et le remplacer par ces mots : « Je crois plutôt qu'il signifie la *préceinte* du na- « vire, dont l'Escallier explique l'objet, *h. v.* On y fixoit les fers destinés à « indiquer le tirant d'eau du navire et à rendre la surcharge visible. »

Ibid. note 3. L'explication que je donne de *mentum* est exacte. Il n'en est pas de même de *contis :* M. Jal me semble l'avoir bien présentée, t. I, p. 261 ; ce mot signifie le *contaut,* terme qui étoit employé au XVIe siècle dans la construction des galères ; *mentum contis* est donc la partie saillante de la ceinte.

Page 464, note 1. Au lieu de salle commune, *lisez* : « la pièce où on pla- « çoit les vivres, nommée aujourd'hui *cambuse.* »

Page 466, note 4. M. Jal, t. II, p. 432, croit que *carium* désigne la partie inférieure de l'antenne.

Ibid. note 7. Je me suis trompé en expliquant *gabia* par *carquois.* J'ai déjà indiqué et rectifié cette erreur, dès 1839, dans le tome V, p. 156, note 1re, et 410, note 4 ; *gabia* signifioit la *gabie* du navire, que l'on pavesadoit pour garantir les hommes qui s'y tenoient.

Ibid. note 8. M. Jal, t. II, p. 157, croit que par *fadæ,* mot que je n'avois pu expliquer, on doit entendre des planches qui, avec les pavois, faisoient un retranchement de défense sur le plat-bord.

Page 467, note 2. M. Jal, t. II, p. 158, croit que *stropi* désigne les cordes qui attachent les lanternes.

Ibid. note 6. Je me suis trompé dans ma conjecture sur le mot *andarivellum.* M. Jal, t. II, p. 161, croit qu'il signifie un cordage pour hisser les vivres dans la galère, et il me paroît avoir raison.

Ibid. note 7. Au lieu du dernier membre de phrase, il faut lire : « le « *ballator* étoit un château d'avant du navire. »

Ibid. la note 9 doit être ainsi conçue : « le mot *atersatis* ou *attresatis* est « une épithète pour signifier que les rames du *laud* doivent être en bon état. »

Ibid. note 10. Cette note est inexacte : *fanalia* signifie des *fanaux, lanternes.*

Ibid. note 16. Je me suis trompé. M. Jal, t. II, p. 168, me paroît avoir raison de dire que le mot *coffe* signifie des paniers.

Ibid. note 18. M. Jal, *ibid.* p. 170, croit, et avec raison, que *anchora pro tonnezando* signifie une ancre de touée.

Ibid. note 19. M. Jal, *ibid.* p. 172, croit que *agumene de mora* signifie un cordage pour arrêter, fixer le navire.

Page 468, note 5. Je crois, après avoir lu l'Archéologie de M. Jal, t. II,

p. 172 et 173, que *molæ taggiarum* désigne des poulies, fourniment indispensable d'un navire.

Page 468, note 8. Je reconnois que le mot *forfexa* ne doit pas être traduit par *forceps,* comme je l'ai cru d'après du Cange ; mais je doute qu'on doive dire avec M. Jal, t. II, p. 173, qu'il signifie le parapet du château d'avant. Je serois porté à croire qu'il s'agit de quelque instrument destiné au service général du navire, qu'on doit avoir pour *rechange,* car c'est, je crois, le sens de *pro respectu,* qu'on retrouve souvent dans notre document.

Ibid. note 9. M. Jal, t. II, p. 174, croit qu'il faut entendre par *garridæ pro ingarridando* de petites loges ou guérites servant, avec les falques et les pavois, à garnir le bord supérieur du navire pour sa défense, et je crois que son explication est plus claire que la mienne.

Page 470, note 1. Cette note doit être rectifiée d'après ce que j'ai dit ci-dessus sur la note 7 de la page 466.

Ibid. note 2. M. Jal, t. II, p. 179, croit que le mot *gavium ferri* signifie une espèce de croc.

Page 471, note 1, ligne 2, au lieu de *bien fixé,* il faut dire, « bien garni « de falques et de garrides, qui servoient à entourer et garnir le bord supé-« rieur du navire pour la défense. »

Page 482, note 1. M. Jal, t. II, p. 181, croit que le manuscrit contient une faute, et qu'au lieu de *rochetæ* il faudroit lire *roncheti,* diminutif de *ronchoni,* qui, ainsi qu'on l'a vu page 466, note 10, signifie des instrumens tranchans.

Ibid. note 2. M. Jal, t. II, p. 182, croit que *pignata* signifie des pots de feu qu'on lançoit sur l'ennemi.

Page 484, note 2. M. Jal, t. II, page 163, dit que le mot *bracciolos* désigne des courbes destinées à la consolidation d'une partie du plat-bord du navire. En remarquant la jonction de ce mot avec ceux de *remis attrezatis,* je croirois qu'ici il se rapporte aux rames, et qu'il en désigne les supports, qu'on a appelés plus tard *bacalas.* Voir le dictionnaire de l'Escallier, voc. *Apostis* et *Bacalas.*

Page 488, note 8. Cette note est expliquée et complétée par la note 13 de la page 30 du tome V.

Page 538, note 1re. Le dictionnaire de marine de l'encyclopédie, au mot *Garistes,* et un vocabulaire manuscrit de la Bibliothèque royale, m'avoient fourni l'explication que j'ai donné du mot *garride.* D'après les conseils de M. Jal, j'ai rectifié mon opinion, t. V, p. 67, où un mot semblable d'un statut de Venise m'en a donné l'occasion.

Indépendamment des statuts appartenant à la république de Gênes, j'ai découvert récemment à la Bibliothèque royale quelques dispositions sur le droit maritime de Savone et de Levante. Ces deux villes ayant été sous la domination génoise, la place des documens qui leur appartiennent est naturellement dans le chapitre XXVII.

J'y joins, ainsi que je l'ai promis ci-dessus, page 527, un extrait du statut de Bonifacio, ville méridionale de la Corse, qui, jusqu'en 1768, a été aussi sous la même domination. Par ce moyen j'aurai pu réunir l'ensemble de tout ce qu'il m'a été possible de découvrir relativement au droit maritime de la république de Gênes.

Cette ville et son territoire étant devenus partie intégrante du royaume de Piémont, les lois anciennes et même le code de commerce français, qui y avoit été promulgué pendant l'occupation impériale, ont été remplacées par le nouveau code de commerce du royaume de Piémont-Sardaigne, promulgué le 30 décembre 1842, pour être exécutoire à compter du 1er juillet 1843. Il en existe deux textes officiels, l'un italien, l'autre français.

EXTRAIT DU STATUT DE PÉRA (1).

LIB. IV. — CAP. XIII. *De illis qui uadunt ad partem in ligno cursi* (2).

Si aliqua persona uoluntate Potestatis armauerit de cetero infra districtum Januæ nauem uel galeam uel lignum causa eundi in cursum, in quibus uadant homines ad partem, cursum fecerit; si lamentatio ante me facta fuerit ab illis qui ad partem iuerint, quod non habeant integre partem eorum, ego diligenter inquirere tenebor officio meo, sine lamentatione et pignore bandi et ordine iudiciario, si habuerit uel non; et si constiterit mihi quod eorum partem non habuerint, ego eis dari faciam in duplum. E si p. etc. in libr. x (*sic*).

CAP. XIV. *De ligno seu pecunia inimicorum capta* (3).

Si lignum uel peccunia uel res alicuius Janue, ab inimicis captum fuerit uel capta

(1) Je me suis suffisamment expliqué sur ce document, page 582. Je répète que je dois la communication des fragmens que je publie, à M. Promis, bibliothécaire de sa majesté le roi de Piémont et de Sardaigne.

(2) On trouve ici un principe dont le chapitre LXVI du statut de Gazarie de 1441 offre le développement. Dans les armemens en course, les hommes de l'équipage s'engageoient à la part, comme cela a lieu de nos jours. Le chapitre a pour objet de garantir leurs droits, de même que le LXVIe du statut de 1441.

(3) La rubrique de ce chapitre n'en fait pas bien connoître l'objet. Elle annonce qu'il s'agit d'une *prise* faite sur les ennemis, tandis qu'il s'agit d'objets appartenant à des Génois qui avoient été capturés par l'ennemi et que des navires génois ont *repris*. Ce chapitre constate deux principes. D'abord ce qui qualifie la *reprise*, appelée aussi *recousse* dans le droit maritime. Il ne suffit pas que l'objet ait appartenu à un Génois et lui ait été enlevé par l'ennemi à une époque quelconque. S'il est reconnu que l'ennemi, après s'en être emparé, l'a conduit dans un port (autre, bien entendu, qu'un port génois), et l'y a déchargé ou se disposoit à le décharger, cet ennemi en est devenu propriétaire; et lorsqu'un navire génois s'en est emparé, il n'y a plus lieu à *recousse*, c'est-à-dire à réclamation du premier capturé. Ce principe formoit le droit commun au XIIIe siècle, ainsi que le prouve le chapitre CCXLV [290] du Consulat de la mer, lequel, encore que je le croie rédigé plus tard dans sa forme actuelle, constate des usages fort anciens. C'est probablement parce qu'ils étoient entrés dans la compilation du Consulat, qui étoit une sorte de loi à Gênes, qu'on ne retrouve plus ces principes proclamés dans les statuts de cette république postérieurs à 1290. En second lieu, en supposant l'existence de la condition requise pour la *recousse*, on distingue par qui la reprise est faite. Si c'est par un navire de particulier, celui-ci a droit à la valeur de la moitié des choses reprises, à titre d'indemnité et d'encouragement, et l'autre moitié seulement est attribuée au premier capturé. Si la reprise est faite par un navire de l'état, *lignum armatum pro Communi*, les choses sont rendues intégralement au premier capturé. Le Consulat consacre le principe de la restitution au capturé, à la charge de payer une récompense à celui qui a fait la reprise. Les législations du moyen âge ont beaucoup varié sur la fixation de cette indemnité; elles ont été assez généralement d'accord sur la restitution intégrale lorsque la reprise avoit eu lieu par un vaisseau de l'état.

recuperabitur, sic quod nondum portum fecisset causa exhonerandi dum esset in potestate inimicorum, tunc medietas sit illius qui recuperauerit et alia medietas cuius primo fuerit. Et si lignum armatum pro Comuni fuerit, totum vim passo restituatur.

CAP. XV. *Deuetum nauigandi inter mare maius* (1).

Item. Tractauerunt pro euitandis periculis consideratis et dampnis que alias obuenerunt, quod fiat deuetum generale et factum esse intelligatur quod aliquod lignum uel aliqua persona de partibus Peyre non intret uel incipiat nauigare nec uadat uel mitat per se uel alios, mercaciones aliquas in mare maius, nisi primo elapso medio mense marcii, nec a kalendas decembris usque ad medium marcium, sub pena a quolibet ligno a perperis ducentis usque in quingentis, et pro quolibet mercatore a perperis quinquagenta usque in centum, et pro quolibet marinario perperos decem.

Exceptis galeis et lignis de duabus theris (2) que essent armate de longo tam ad planum quam aposticium.

Item, uidelicet quod aliquod lignum alicuius Januensis uel qui pro Januense distingatur uel appeletur cuiuscumque condicionis existat, non debeat nauigare uel incipere nauigare, seu de portu exire causa nauigandi de aliqua parte imperii Romanie seu de aliqua parte que sit inter mare maius pro eundo uel nauigando ad aliquam partem, nisi a medio marcii in antea sicut in alio continetur tractatu; et predicta locum habeant in uniuersis lignis qui sunt in Peyra uel per totum imperium Romanie et in Caffa, seu in quacumque parte maris maioris; et hoc sub pena apposita in tractatu de non nauigando usque medium mensem marcii.

CAP. XVI. *De calegis lignorum* (3).

Modus et forma quibus soluere debent illi qui ponunt ligna, galeas, cochas, naues et barchas ad calegam.

Videlicet de quolibet ligno de una cohoperta quod adscendat a perperis C usque in perperos CC, perperi II; a perperis CC usque in CCC, perperi III; a perperis CCC supra, perperi IV. De cochas, nauibus et aliis lignis de duabus cohopertis, perperi VIII; de tribus cohopertis perperi XII.

Et semper teneatur quelibet persona que posuerit aliquod ex dictis lignis ad calegam soluere calegam ut dictum est, dummodo cridetur per placerium, uel uendatur uel non.

(1) L'objet de ce chapitre, et notamment les derniers mots, démontrent qu'il existoit déjà des statuts semblables; mais ils n'ont pas été conservés. Ce qui le rend remarquable, et ce qui le constitue réellement, c'est la prohibition de naviguer avant la mi-mars et après les calendes de décembre. Ce chapitre étant fait pour la navigation de la mer Noire, où le climat est plus âpre qu'en Italie, on pourroit supposer qu'il est spécial et qu'il ne concernoit pas la navigation méridionale; cependant le droit romain, que j'ai cité, t. I[er], page 73, note 4, contenoit cette règle, et on la trouve dans le *Constitutum usus* de Pise de 1161, ainsi qu'il est facile de le vérifier, t. IV, pages 578 et 587.

(2) A la note 5 de la page 439 du tome IV, je m'étois borné à dire que les navires *de teriis, terriis*, ou comme ici *theris*, ne devoient pas être confondus avec le *taridæ;* et j'en ai donné la preuve, pag. 440, note 1, et 441, note 1; mais il restoit à savoir ce que c'étoient que des *naves de teriis*. J'ai dit à la page 544, note additionnelle, qu'on devoit entendre par là des navires pontés. Notre chapitre paroît justifier cette opinion par les mots de *duabus theris* (pour *theriis*). On verra, page 596, *lignum de thora*, dans le statut de Levante.

(3) La seconde rubrique de ce chapitre en fait très-bien connoître l'objet, lequel est, du reste, peu important. Il s'agit de la perception d'un droit qu'on pourroit appeler, dans nos usages actuels, *droit de place, droit d'exposition ou vente sur un marché*. La signification du mot *calega* est double; il désigne le lieu, la place où l'exposition est faite, et le droit perçu pour cette exposition.



Cap. XXXIV. *De galeatoribus et marinariis fugitiuis capiendis* (1).

Si quis galeatorum uel marinariorum seu aliorum qui soldum receperit uel se concordauerit ad eundum in aliquam nauem, galeam uel lignum, ad mandatum et uoluntatem participum seu domini galee, nauis uel ligni, se non recollegerit, seu auffugerit, liceat illi de cuius ligno auffugerit seu ad cuius mandatum et uoluntatem, galeam, nauem vel lignum non ascenderit, eum capere auctoritate sua et in virtute mea ducere : quem si habere potero, per ciuitatem fustigari [faciam], nisi ipse uel alia persona pro eo mihi nomine Comunis Janue soluerit solidos c, uel nisi se concordauerit cum domino nauis, galee seu ligni. Et insuper ab ipso seu fideiussoribus eius, duplum quantitatem quam habuerit exigam ab illo sine libello et pignore bandi, si non ante me lamentacio facta fuerit, quod dari faciam domino nauis, galee seu ligni. Quod si non habebit unde predictam quantitatem soluere possit, ipsum deliberabo et tradam per personam domino nauis, galee uel ligni qui ipsum detinere possit ad uoluntatem suam donec de predictis eisdem satisfecerit voluntate sua. Et si forte aliquis marinarius uel nauta alicuius nauis uel ligni admonitus fuerit quod se debeat recolligere infra dies II, postquam ei fuerit denunciatum quod se recolligat, quod si se non recolligerit post dictos II dies, licenter de conductu siue mercedis, solidos x Janue participes capere possint, ipsius participibus uel scriba prestantibus et offerentibus ipsis marinariis victualia exinde ac si nauis uel lignum incepisset navigare; et si ipsis victualia non prestarent, possent licenter ipsi marinarii et naute descendere in terra sine predicta pena. Et si marinarius reciperet uictualia a participe, scriba uel senescarcho, teneatur ei dare ipso existente in naui uel ligno; alioquin teneantur et compellantur dare participes per Potestatem pro quolibet die quo ei non daret victualia solidos x Janue; et ad predicta facienda et exequenda procedam sine libello et pignore bandi, summarie et etiam de ho[c] stabo scripture cartulariorum ligni nauis uel galee sine aliqua probacione.

Et predicta observare tenebor aliquo alio capitulo non obstante. Idem observetur ad arbitrium Potestatis in naucleriis supersalientibus, marinariis et galeotis qui accipiunt soldum a comuni Janue et ultra si Potestati uidebitur, non obstante aliquo alio capitulo uel ordinamento condito uel condendo, alioquin possit et debeat sindicari in libris x.

Lib. V (2). — Cap. I. *De peccunia non mutuanda in cursu* (3).

Si quis uel si qua prestauerit alicui peccuniam in galea uel naui seu ligno aliquo quod uadat in cursum in lignis que iuerint pro Comune Janue in cursum uel ocatione Comunis, sine licencia conscilii Potestatis, ego si inde ante me querimonia facta fuerit

(1) Ce chapitre contient des règles de droit commun qu'on retrouve dans plusieurs chapitres du Consulat, et qui n'ont pas cessé d'être observées à Gênes, comme le prouve le statut de l'office de Gazarie du 10 décembre 1339 et le chapitre LXVII de celui de 1441.

(2) J'ai transcrit, page 583, la rubrique entière de ce livre, qui parmi des dispositions relatives aux sociétés et accomandes, que je n'ai pas cru devoir recueillir par les motifs expliqués page 584, en contient sur le droit maritime.

(3) Il résulte de ce chapitre, peu important du reste, qu'on armoit en course, soit avec des navires de particuliers, soit avec des navires de l'état, et que des capitalistes faisoient des prêts pour ces expéditions. Notre chapitre prohibe les prêts faits en temps de paix sur navires armés appartenant à la république, si ces prêts n'ont pas été autorisés par le *Podesta*.



non faciam ei inde iusticiam et hoc publice laudabo; et hoc capitulum locum habeat tempore pacis tantum.

CAP. II. *De illo qui iuerit in cursu sine licencia socii* (1).

Si quis in societate uel accomendacione uel mutuo aut emptione facienda, peccuniam ab aliquo acceperit et in cursum iuerit uel miserit sine socii voluntate in naui uel aliquo ligno cursali, quicquid inde uel alio quocumque modo lucratus fuerit, si inde ante me lamentacio facta fuerit, cum socio comunicare faciam tanquam si lucrum totum ex honesta causa consecutum esset secundum contracte societatis tenorem. Si forte peccuniam ejus uel eorum amiserit, ego faciam ei uel eis in bonis eiusdem de quatuor, quinque.

Si uero socius qui in cursum iuerit a consulibus ad faciendum iusticiam appellatus fuerit uel uocatus et uenire distulerit, ex peccunia eius unumcumque habita de duobus, tria ei pro quo citatus uel uocatus fuerit tradam uel tradi faciam retinenda inconcuse, donec ei de iure et iusticia satisfecerit, et fructus omnes siue introytus illius rei computentur.

CAP. III. *De marinariis ad statutum terminum acceptis* (2).

Si quis Janue ciuis qui nauem habeat locauerit et ceperit siue conduxerit marinarios ad certum terminum uel uiagium, si infra terminum ipsum uel uiagium, nauem ipsam uendiderit et aliam for[t]e comperauerit, pro ea mercede et precio quo locati fuerint viagium complere teneantur usque ad terminum constitutum ei seruicia exhibere pro constituta mercede, nisi forte ipsius licencia remanserit uel eis uiuandam subtraxerit.

Si uero fuerint plures participes, et partes uendiderint et alteram retinuerint, marinarii qui tangunt eos et qui partem nauis retinuerit, secundum eorum partem et numerum cum eis remaneant et, ut prefinitum est, seruicia eorum et nauis faciant, reliqui uero qui tangunt eos qui uendiderint secundum partem quam uendiderint cum eis remaneant et seruicia sua in altera naui, si forte comperauerint, exhibeant, ut predictum est, nisi forte licencia eorum remanserit uel uictum subtraxerit eis. Et si alteram nauem per partem in altera naui non comperauerint, remaneant omnes marinarii cum illo uel illis qui nauem retinuerint. Si uero uenditor uoluerit quod marinarii sui in naue illa remanere debeant, teneantur secundum quod tenebantur uenditori, excepto si nauis uendita fuerit Saracenis. Si marinarii comuniter sint acepti et pascantur, fiat diuisio sorte secundum loca nauis siue per loca. Similiter teneantur marinarii ormezare in nauem in qua uenient in portu Janue, nec de ea descendere debeant donec ipsa fuerit ormezata in uoluntate participum. Si forte aliquis eorum contrafecerit et parti-

(1) On suppose dans ce chapitre une convention de société, d'accomande, ou un prêt à profit commun intervenu entre les parties, sans explication que le navire est destiné à la course. Évidemment celui qui emploie le navire dans ces circonstances ne peut le consacrer à la course, qui l'expose à des dangers extraordinaires : telle n'a pas été la convention ; une autorisation expresse du co-intéressé est donc nécessaire. Cependant s'il le fait et s'il en résulte des profits, il doit en tenir compte à son co-intéressé, parce qu'il ne peut exciper, dans son propre intérêt, de la violation de son obligation ; mais si l'expédition indue qu'il a faite ne réussit pas, il doit rendre le capital qui lui a été confié, puisque la perte a eu lieu par un événement auquel il n'avoit pas eu le droit de s'exposer.

(2) Ce chapitre formant d'une manière plus concise et plus claire le CCII[e] du statut de Gazarie de 1441, il suffit d'y renvoyer, mais en faisant remarquer que les règles qu'il contient sont bien plus anciennes.



cipes ipsius nauis ante me reclamacionem fecerint, ego aufferam illi nomine uindicte solidos x Janue et de quanto accepero nichil reddam uel redi faciam ullo modo. Preterea si quis marinarius decesserit antequam sit factum medium uiagium, habere debeat solum modo partem conduc[t]i. Si autem obierit post factum medium uiagium, totum conductum plenarie consequatur.

Cap. IV. *De pecunia ad statutum terminum acepta* (1).

Si quis ad statutum terminum uel ad statutum iter aliquam pecuniam itinere maris in societate uel accomendatione aut mutuo uel aliquo modo acceperit eamque sine justo Dei impedimento ultra terminum tenuerit, aut in aliud iter eam transmiserit, tunc quantum ipsa peccunia augmentata fuerit absque ullo detrimento sit salua in terra silicet in bonis ipsius qui eam acceperit, et de hic in antea de quinque sex, ad rationem anni laboret ipsa peccunia.

Si uero lucratus fuerit amplius, de ampliori lucro consequatur de jure rationem, uel si eam pecuniam in illud iter non portauerit, tunc sit illa pecunia salua in terra et a die contracte societatis uel acomendationis uel mutui in antea laboret ad rationem de quinque sex; et si plus lucratus fuerit de rebus ab eo portatis, de ampliori lucro teneatur. Quod si interdictum (2) peccuniam retinuerit et ad mandatum consulis restituere supersederit tam capitale uidelicet quam proficuum, ego si ante me lamentacio facta fuerit, diligenter inquirere tenebor eius mobile ubicumque illud esse cognouero, et illi ad quem pecunia pertinebit tradam uel tradi faciam. Quod si nisi (3) inuenero mobile, de inmobilibus, licet olim (4) hoc capitulo contineretur de simplo, tamen ulterius duplum ei reddi faciam. Et hec addictio facta fuit per emendatores qui fuerunt MCCLVII et id tenere et deffendere ei adiuuabo. Si forte mobille uel inmobile non inuenero eum infamabo et forestabo, nec eum restituam nisi primo in uoluntate ipsius cuius peccunia habuerit satisfecerit et concordauerit.

Transaciones et concordie quoque et carte pro hiis facte qui extra Januam sunt, absque uoluntate creditorum uel illius cuius peccunia fuerit, casse et irrite sint et nullius demum ualoris seu auctoritatis.

Cap. X. *De rebus positis in naui super cohopertam emendandis.*

Si quis posuerit uel ab aliquo posita fuerint aliqua in naui uel ligno discohoperto seu cohoperto aliter quam constitutum est in capitulo comunis Janue (5) preter capsiam et raubam de compagna, si maris seuicia (6) siue aliqua de causa de rebus illis que super cohopertam essent, jactus fuerit, ego, si inde ante me lamentacio facta fuerit, totum

(1) Ce chapitre a été reproduit dans le chapitre LIV du livre IV du statut de 1413, et dans le chapitre XIII du livre IV du statut de 1588, que j'ai recueillis, t. IV, page 529. Il me suffit d'y renvoyer.

(2) Je crois qu'il faut lire *in reditum*, comme dans le statut de 1413.

(3) Je crois qu'il faut lire *nihil;* le statut de 1413 porte *non.*

(4) Ainsi il y avoit déjà des lois sur la matière, antérieures à notre statut.

(5) Ces mots supposent l'existence d'un statut antérieur, relatif aux chargemens sur le pont des navires. Je ne le connois pas. Le plus ancien que j'aie trouvé est du 14 octobre 1317 (*Monumenta hist. patriæ*, t. Ier, col. 369), reproduit dans le chapitre VIII du statut de Gazarie de 1441, duquel on peut encore rapprocher le chapitre CLXXXI du même statut. On détermine ici comment la perte de ces objets sera répartie, et ces règles sont développées dans le chapitre VIII du même statut de 1441.

(6) La copie que j'ai reçue de M. Promis porte *servicia*. Je n'ai pas hésité à corriger ce mot, mal écrit ou mal lu, ce me semble.



dampnum per dominos et participes nauis uel ligni faciam eis quorum hec fuerint, restitui, non obstante conuentione aliqua que inde facta sit inter mercatores et participes nauis uel ligni, et saluo quod si mercator per forciam et contra uoluntatem participum uel ipsis ignorantibus posuerit super cohopertam et iactus inde factus fuerit non teneantur inde ipsi participes.

Si uero fecerit uoluntate quorumdam participum et ceteris prohibentibus et ipsi qui prohibent per testes uel consules qui ibi fuerint probare poterint sic prohibisse, non teneantur et non possint ult[r]atenus conueniri; et hoc intelligatur super rebus que scripte fuerint in cartulario nauis. De hiis uero que scripte non fuerint, teneantur similiter participes, si eis facientibus posite fuerint in naui, et illi participes qui ignorauerint non teneantur aliquibus emendare. Et si, ut supra, non obseruauero, potest et debeat sindicari in libris x.

Cap. XIII. *De rebus positis in naui deuastatis emendandis* (1).

Si quis posuerit res aliquas in naui uel in alio ligno nauigabilli iuxta santinam, uel canale, uel artimonum, uel alibi infra nauim, et dampnum ei acciderit ex putrefacione uel alio modo, uicio nauis sine ejus culpa, ego per participes nauis ei dampnum faciam restitui, non obstante conuentione aliqua quam inde fecerint mercatores cum participibus nauis : alio debeat sindicari in libris x.

Cap. XIV. *De rebus naulizatis in naui, si quid inde perditum fuerit, emendandis* (2).

Si quis posuerit res aliquas siue peccuniam aliquam [in] naui uel quolibet alio ligno nauigabilli, et de ipsis rebus uel peccunia quicquam perditum fuerit, si fuerit inuentum scriptum in cartulario nauis, ego per participes nauis, pro rata, res ipsas perditas faciam emendari. Illud idem facere tenebor si uicio cohoperte nauis, uel cathenarum aut occasione sentine uel arborum dampnum ei acciderit; quod dampnum absque iuramento declaretur per fidem et legalitatem ipsius mercatoris qui dampnum passus fuerit, si fuerit usque in solidis xl, et usque in soldis c per iuramentum ipsius, et a solidis c supra, sicut solitum est diffiniatur.

Cap. XVI. *De ligno naufragium paciente* (3).

Si quis iuerit extra Januam in aliquo ligno, et lignum illud in quo fuerit uel aliquod aliud in quo postea nauigauerit fuerit peremptum, uel de hoc fuerit fama in Janua, et ille qui fuerit in ipso ligno non redierit infra annos v ex quo dictum lignum perierit uel ipsum perisse publica fama (4) fuerit in ipso ligno, ego habebo ipsum pro mortuo, nisi altera pars testibus ydoneis ipsum uiuere probauerit. Item si per annos x steterit et fama sit publica in contrata, quod sit mortuus, nisi probatum fuerit intra annos x proximos transa[c]tos ipsum uixisse.

(1) Ce chapitre a été presque littéralement reproduit dans le chapitre xcvi du statut de Gazarie de 1441.

(2) Ce chapitre a été reproduit dans le chapitre xcvii du statut de Gazarie de 1441.

(3) Nonobstant sa rubrique, ce chapitre n'a qu'un trait indirect avec le droit maritime; il contient simplement une règle sur la présomption de mort à l'égard des personnes embarquées sur un navire qui a fait naufrage.

(4) La copie porte *forma*; il faut évidemment lire *fama*, comme plus haut et plus bas.



Cap. XX. *De pluribus participibus navis incantare possint* (1).

Si plures participes fuerint in Janua alicuius nauis, cuiuscumque ualimenti sit nauis, et aliquis uel aliqui particeps uel participes fuerint absentes, et maior pars et qui maiorem partem et quantitatem habuerint, possint eadem licenter incantare auctoritate consulatus sine libello et pignore bandi, summarie cognite de iuribus eorum; si de hoc fuerit controuersia denunciabo absencium uel absentis magis propinquis.

Cap. XXV. *De iactu emendando facto de uoluntate maioris partis mercatorum* (2).

Si forte contingerit quod nauis aliqua uel aliquod lignum iactum faciat de rebus ipsius nauis uel ligni, uel faciat aliquas auarias uel expensas, aliqua occasione complacuerit maiori parti mercatorum uel aliorum quorum res que in ipso ligno uel naui erunt iactum facere uel auarias seu expensas facere, possit fieri illud iactum et ille auarie siue expensæ (3) possint fieri, et illud iactum siue auarie ille debeat seu debeant emendari per soldum et liberam de ere quod in ipsa naui uel ligno erit et de ualimento ipsius nauis uel ligni.

Cap. XXVII. *De scribis nauium* (4).

Quando naues expedientur, iuramento compellam nauiculos et participes nauium quod faciant iurare scribam nauis in capitulum, quod legaliter scribat uniuersa que in cartulario nauis scripserit in eundo, stando et redeundo, et quando reditum fecerit Janue consignet cartularium ipsum consulibus placitorum compagne ipsarum de quibus fuerit maior pars naulizatorum nauis; et si scribas extra Januam mutauerit, hoc idem iuramentum subire compellam; ex hiis que in cartulario scripta inuenero credam et fidem adhibebo.

Cap. XXVIII. *De questionibus marinariorum comitendis* (5).

Statuimus et ordinamus quod si aliqua questio erit inter patronos alicuius nauis, galee, taride, seu alicuius ligni nauigabillis ex una parte, et marinarios ex altera, siue aliquem marinarium siue nauclerum, teneatur Potestas illam questionem comittere cognoscendam et determinandam sumarie et de plano, sine libello et pignore bandi, duobus mercatoribus bonis et legalibus quod ipsam questionem cognoscant et diffiniant prout melius uidebitur; et si Potestas, ut supra, non obseruauerit, possit et

(1) Je n'ai trouvé dans aucun statut de Gênes de disposition semblable à celle de ce chapitre. Probablement il a continué d'y former le droit commun, ou peut-être y adopta-t-on les règles écrites dans le chapitre XI [56] du Consulat de la mer. Cette matière a été traitée dans le *Constitutum usus* de Pise de 1161, et dans le *Breve curiæ maris* de la même ville; voir t. IV, pag. 577 et 591.

(2) Ce chapitre a été reproduit dans le chapitre XCVIII du statut de Gazarie de 1441.

(3) La copie que j'ai reçue porte *experiri :* une correction m'a semblé nécessaire.

(4) Ce chapitre a été reproduit dans le chapitre XXIII du statut de Gazarie du 24 septembre 1330 et dans le chapitre XLVIII de celui de 1441.

(5) La rubrique de ce chapitre est assez semblable à celle du chapitre LXXXIX du statut de Gazarie de 1441; mais ils n'ont rien d'identique. Il s'agit ici de la forme de procéder, qui a dû varier selon que les institutions judiciaires de Gênes changeoient. Dans le statut de 1441, il s'agit du fond du droit.

debeat sindicari in libris XXV Janue qualibet uice qua contrafecerit, aliquo capitulo non obstante, etsi contineretur in eo, aliquo alio capitulo non obstante.

LIB. VI. — CAP. VII. *De solucione nauli* (1).

Item. Quod omnes mercatores, non obstante aliquo capitulo (2), ordinamento seu consuetudine, teneantur soluere totum naulum quod promiserint patronibus nauium, galearum et ceterorum lignorum in quibus aliquas merces naulizauerint et promiserint onerare pretio ordinato, siue sit instrumentum naulizationis, siue non, dummodo promissa inter patrones et mercatores probent per testes (3); et si mercatores uoluerint soluere totum naulum et exhonerare mercantiam postquam honerata fuerit, teneantur soluere totum naulum et exhonerare mercantiam suam, si mercantia fuerit in tali loco quod de naui seu ligno exhonerari possit conuenienter, ita quod nauis seu lignum non faciat moram propter hoc, si haberet tempus suum eundi in uiagium suum si parata esset ire (4).

Item. Quod omnes patroni nauium et lignorum teneantur et debeant portare mercatores et suas merces quas eis naulizauerint uel portare promiserint, siue sit instrumentum naulizationis, siue promissio facta, dummodo probent per testes uel confessionem patroni.

CAP. VIII. *De ligno naufragium patiente* (5).

Item. Si aliqua nauis uel lignum passa fuerit naufragium in imperio Romanie uel inter mare maius, quod absit, et de ipsa naui seu ligno sartia seu aliqua re pertinenti dicte naui seu ligno recuperabitur, diuidatur et diuidi debeat pro ualimento dicte nauis seu ligni et aliarum rerum dicte nauis et ligni pertinentium, que, seu quod naufragium passa fuerit, pro rata eius quod ualuerit dicta nauis seu lignum; et de eo quod recuperabitur habeant et habere debeant marinarii solummodo pro rata eius quod recipere debebant seu restaret ipsis ad habendum pro conductu eorum de eo quod seruissent.

(1) L'objet de ce chapitre, qui ne se retrouve dans aucun des statuts postérieurs, n'est pas simplement d'obliger le chargeur à payer le fret ou nolis qu'il a promis : cela ne pouvoit faire difficulté. Le reste du chapitre prouve qu'on s'occupe du cas où il veut retirer ses marchandises avant la fin du voyage.

(2) On voit ici la preuve de l'existence de lois maritimes antérieures à 1290, auxquelles on déroge. J'ai donné d'autres preuves sur ce point, pages 583 et 591.

(3) Le principe de la preuve des conventions de fret par témoins, et à plus forte raison par l'aveu du patron, continua d'être admis, ainsi qu'on le voit dans le chapitre C du statut de Gazarie de 1441; mais certainement l'usage des contrats écrits existoit avant 1290, ainsi que l'attestent diverses conventions de fret entre des armateurs génois et S. Louis, publiées par M. Jal dans les Annales maritimes du mois de mai 1842.

(4) Voici, je crois, le véritable objet de ce chapitre : faculté pour le chargeur de retirer ses marchandises, mais en payant tout le fret promis, et à condition que cela puisse avoir lieu commodément, sans retarder le voyage. Il paroît que des lois précédentes y étoient contraires.

(5) Les statuts de Gênes, que j'ai déjà recueillis, n'offrent pas de disposition semblable à celle de ce chapitre; car s'il est vrai que le chapitre XCIV du statut de Gazarie de 1441 contienne quelques règles sur les droits des matelots en cas de naufrage du navire, ces règles sont relatives à une toute autre hypothèse. Il s'agit ici du payement des salaires des matelots lorsque le navire ayant fait naufrage, une partie des débris et des agrès a pu être sauvée. On détermine dans quelle proportion les matelots seront payés de leurs salaires sur le prix de ces objets : non-seulement ils sont réduits à ne recevoir qu'un prorata; mais encore, si l'à-compte qui leur avoit été payé au moment de la location excède ce prorata, ils sont tenus de rendre le surplus. Les législations ont beaucoup varié sur ce point; voir la note 5 de la page 365 du tome IV, et les articles de l'ordonnance de France auxquels cette note se rattache.



Item, quod omnes marinarii teneantur restituere patronibus ligni quod passum fuerit naufragium, post naufragium, totum id quod habuissent ultra quod non seruissent.

CAP. IX. *De marinariis* (1).

Item. Quod aliquis marinarius non debeat cum aliquo alio patrono se concordare postquam concordatus fuerit cum aliquo patrono, etiam si habuerit perperos uel non a primo patrono cum quo concordatus fuerit, et hoc sub pena de perperis XX auri et plus et minus arbitrio Potestatis, semper rato manente pacto primo patroni cum quo se concordauerit.

EXTRAIT DES STATUTS POLITIQUES DE SAVONE (2).

LIB. II. *Delle censari et prosonete* (3).

E alli libri, polize e altre scritture de censali trattandi delle assecurationi, nelle quali pero saranno le sottoscrittioni delli assecuratori di loro mano propria, per qualsivoglia somma, se li dia e debba dare piena fede per il magistrato di Savona.

E tutti li assecurati, o li quali si faranno assicurare sopra alcuni beni, cose, e merci, navi et altri vasi navigabili, siano tenuti et obligati doppo del nauffragio, o presa, o altro danno patito sopra li detti beni, cose, merci, navi et altri navigii, o altrimente, intimare, denontiare, ossia notificare o fare intimare, denontiare e notificare per altri, tale nauffragio, presa, o danno patito, almeno *in genere,* alli assecuratori di esse fra un' anno dal giorno di tale nauffragio, presa, o altro danno patito; altrimente, passato il detto anno, e non fatta la detta intimatione, o scientia come soprà, non siano sentiti per alcun magistrato di Savona, ma li sia denegata audientia, ne possino agire per dette sicurtà contro li assecuratori in alcun modo.

Item, si è statuito et ordinato, che tutte le persone le quali si faranno assecurare in Savona per mezo e scrittura di censari publici e proxonete di Savona, secondo la forma delli statuti et ordini di detta città (4), s' intendino haver havuto et havere hipotheca in e sopra li beni delli assecuratori, come se di detta hipotheca apparesse publico instromento celebrato fra le parti e per mano di notaro publico. Ne in lo avvenire, nella corte di Savona, si possa opponere per detti assecuratori, ne altri in loro nome, che quelli, li quali si saranno fatti assicurare, non habbino la hipotheca nelli beni delli assecuratori, ancora che nelli libri delli censari sottoscritti di mano di detti assecuratori ciò non si contenesse (5).

Hanno statuito et ordinato che tutti e qualsivoglino assecuratori, havuta nova, o

(1) Ce chapitre contient une règle de droit commun adoptée par toutes les législations; elle a été maintenue et développée dans le chapitre LXXXIV du statut de Gazarie de 1441.

(2) Ce document, imprimé en 1610, est une révision ou compilation dont l'époque n'est pas connue. On peut assurer néanmoins que la rédaction du chapitre sur les assurances, le seul qu'il entre dans mon plan de recueillir, est postérieure au 29 octobre 1522, puisqu'on y cite un ordre du conseil de cette date.

(3) Je ne donne de ce chapitre, général pour toutes les négociations par l'entremise des courtiers, que ce qui concerne les assurances.

(4) On voit par ces mots qu'il existoit à Savone des statuts sur les assurances antérieurs à celui du 29 octobre 1522, qui est reproduit ici.

(5) Ici l'imprimé cite le statut du 29 octobre 1522, dont le texte latin se trouve en effet dans la troisième partie du recueil imprimé en 1610, page 197.

scientia personalmente, o à casa della loro solita habitatione, di pagare le assecurationi, o cose assecurate per loro, et ogniuno di essi fatte, siano tenuti et obligati pagare li denari per li quali haveramo assecurato, secondo il tenore della poliza e scrittura del censaro, fra sei mesi all' hora prossimi a venire, rimossa ogni eccettione, oppositione, defentione, contradittione e nullità, detta poliza, o sia scrittura del censaro sopra ciò fatta habbia essecutione parata, e per vigor di essa, senza altra poliza, il magistrato di Savona sia tenuto et obligato fare arrestare detti assecuratori e ciascuno di essi, da non rilasciarsi sino a tanto che haveranno intieramente pagato e sodisfatti li dinari per lo quale haveranno assecurato per vigore di essa poliza, o scrittura del censaro, e le spese. Statuendo et ordinando però che li detti assecuratori et ogniuno di loro nel detto tempo di sei mesi et anche poi sopra ciò possino domandare et richiedere dal detto magistrato di Savona, che si faccia commissione anche, senza altra oblatione di libello, o domanda, in due medii e boni viri da eleggersi per le parti alla forma del capitolo di Savona posto sotto la rubrica : *De questionibus committendis*.

Il qual magistrato fatta detta richiesta senza dilatione, sotto vincolo di giuramento, sia tenuto et obligato, con li rimedii opportuni, astringere le parti ad eleggere li medii, per la quale commissione però non si debba ne possa ritardare il pagamento e sodisfattione detti di sopra.

Statuendo ancora et ordinando che nel tempo di detto pagamento e sodisfattione li detti assecuratori et ogniuno di essi possi domandare dalla persona che riceverà quelli denari e spese, per essi denari e spese, sicurtà idonea di stare a ragione e pagare il giudicato sotto obligatione de suoi beni, e con la renontia della ragione del principale, la qual persona così recipiente in tal caso sia tenuta et obligata a detti assecuratori, et ogniuno di loro, così pagatori come sopra, dar sicurtà idonea duratura per un' anno all' hora prossime a venire tanto e non più oltre.

Statuendo et ordinando ancora che fatto il pagamento et sodisfattione delle quali sopra, se sara dichiarato o sententiato per detti medii la persona la quale si sara fatta assecurare, haver havuto, o sia ricevuto, o in essa in alcun modo esser pervenute le cose e merci per le quali si era fatto assicurare, o alcuna parte di esse, o il proceduto di esse, o alcuna di esso, sia tenuta e obligata detta tale persona fatta dechiaratione effettualmente, e essecutivamente pagare a detto tale assecuratore oltre quello che sara sententiato e dechiarato, alla ragione di vinticinque per centanaro (1).

EXTRAIT DU STATUT DE LEVANTE (2).

LIB. I[er]. — RUBR. XXVIII. *Quod nullus ultra statutum modum navigia oneret.*

Cum propter intollerabilia onera navigiorum ipsa navigia sepissimè naufragium patiuntur, subjectorum pericula removentes, statuimus et ordinamus quod aliqua persona habens barcham in Levanto, sive lignum de thora, sive proprium, sive conductum, non debeat sive possit cum dicto navigio de plazia de Levanti recedere donec sig-

(1) Suivent les droits de courtage, qu'il m'a paru inutile de recueillir.

(2) On ne peut dire au juste quand ces statuts ont été rédigés; mais l'édition imprimée en 1549 contient, f° 42 v°, la preuve qu'ils ont été *approbata et confirmata anno* 1377. Je n'ai pas crû devoir recueillir les rubriques XXVI et XXVII, relatives à la police du rivage. La rubrique XX du livre II déclare qu'on observera subsidiairement le droit de Gênes.

natum fuerit dictum navigium, sive vas navigabile, per electos seu ad hoc ordinatos; et [si] patronus dicti navigii seu vassis sic oneraverit quod signum appositum occultetur sub aquâ, condemnetur in libris XXV Januæ, pro qualibet barcha et ligno portaturæ minarum centum et abinde et infra, et a minis centum usque in ducentas, in libris quinquaginta Januæ. Et pro ligno sive barcha portaturæ a quadragintis minis supra, in libris CC Januæ; quas pœnas solvere promittant cum publica scriptura dictis eligendis et cum ydonea cautione, antequam recedant.

LIB. II. — RUB. XIII. *De marinariis et eorum pœna, et detemptione prohibita.*

Quelibet persona que cum aliquo patrono barche, ligni vel vasis navigabilis se concordaverit ad navigandum ad aliquas partes mundi, et propterea salarium, stipendium, vel mercedem de qua se convenerit totam receperit sive partem, et causa infirmitatis, vel aliqua justa causa, arbitrio magistratus, non interveniente, remanserit de viagio seu viagium secutus non fuerit, incurrat in pœnam soldorum decem Janunorum, pro qualibet libra quantitatis quam dicta occasione receperit vel habuerit, applicandam pro dimidia parte Communi, et pro reliqua dimidia dicto patrono. Et si nihil de salario, vel mercede, seu stipendio recepisset, justis non intervenientibus causis, magistratus arbitrio, remanserit de viagio, condennetur a soldis quinque usque in libris decem Janunorum, arbitrio magistratus, que Communi et patrono, ut supra, debeat applicari; et etiam teneatur patrono ad omne interresse quos sustinuerit causa ipsius marinarii, taxandum arbitrio ipsius magistratus.

Marinarii vero, concordati cum aliquo patrono seu alio ejus nomine, expectare debeant patronum volentem navigare per dies decem, si fuerit patronus barchæ; si vero ligni panfoli, vel alterius majoris vasis, per dies viginti quinque, a die concordiæ, et etiam plus et minus, justis intervenientibus causis, magistratus arbitrio ponderandis.

Nullum marinarium navigaturum ad partes aliquas possit aliquis, pro aliquo debito, facere detineri, seu personaliter arrestari illa die qua paratus fuerit de terra, seu de plazia Levanti discedere, nec etiam procedendi contra bona absentis tanquam sua procedatur et procedi possit, prout de jure seu per alia statuta plenarie providetur.

EXTRAIT DU STATUT DE BONIFACIO DE 1609 (1).

CAPITOLO II. *Delle accommende, e denari dati a parte* (2).

Chi darà denari o roba ad alcuno in accommenda, od a parte, come si suole in Bonifacio, sia e debba esser preferito in essi, ed in tutto quello che con essi sarà stato acquistato, a qualunque creditore dell' accomendatario, quanto si voglia anteriore in tempo, o migliore *in jure,* compresovi eziandio le doti della moglie, nuora, madre, ava, e qualunque altre. Tutte le cose e beni, così mobili come immobili, per l' accommendatario acquistati dopo la roba o denari in accommenda, od a parte rice-

(1) Ce statut, rédigé par Marzolaccio, fut approuvé par le gouvernement génois et imprimé au temps de sa rédaction. M. de Gregori, conseiller à la cour de Lyon, en a donné une nouvelle édition en 1843, dans son ouvrage intitulé : *Statuti civili e criminali di Corsica.*

(2) Voir le chapitre XIII du livre IV du statut de Gênes de 1588, t. IV, p. 527.



vuti, si presumano acquistati colla roba e denari accomendati, o dati a parte, se non si proverà il contrario. Riservato se alcuno trovasse nei beni del debitore la cosa sua, o tempo fà sua, che in tal caso sia preferito ai predetti, ed a qualsivogliano altri creditori, benchè anteriori, come sopra.

Qualunque persona avrà avuto denari o roba da alcuno in accommenda, od a parte, sia tenuta fra giorni quindici, da poichè sarà ritornata dal viaggio in Bonifacio, far conto cogli accommendatori e partecipi; nè possa di detto luogo partirsi senza volontà e licenza loro, se prima non avrà intieramente ad essi restituito, tanto il capitale, quanto il guadagno, sotto pena di lire dieci sino in venticinque, applicande al fisco.

Quando alcun padrone di vaso navigabile, o marinajo, o qualunque altro accommendatario, sarà giunto in Bonifacio con carico o con impietta, non gli sia lecito partirsi di detto luogo, nè mandare à cavar fuori di esso alcuna roba, mercanzia, o denari dell' accommenda senza volontà e licenza degli accommendatori e partecipi, sotto la predetta pena; anzi sia tenuto ed obligato, sempre che da essi accommendatori e partecipi sarà richiesto, in giudicio o fuori, far conto con loro, e dar a ciascuno la sua parte, così del capitale e guadagno come dell' impietta, rimossa ogni scusa ed eccezione.

Non possa alcun padrone di barca, o legno maritimo, che andasse a parte, o qualunque altra persona, che avesse roba o denari di più persone per negoziarli in comune, far conto del viaggio et della compagnia se non in Bonifacio, presente la maggior parte dei partecipi, o due di essi almeno, sotto la medesima pena.

Se nel conto dato in qualsivoglia dei casi predetti, si trovasse per alcun tempo fraude, paghi il defraudante ai partecipi defraudati d' uno tre, ed essendovi errore, si disfaccia ed emendi.

Non sia lecito ad alcun padrone di barca o legno maritimo, nè a qualunque altra persona, che abbia denari od altre cose in accommenda, od a parte, far condurre detta barca o legno, per altri che per se stesso, nè meno accommendare, o dar a parte per mare nè per terra, a persona alcuna i denari o cose dell' accommenda e compagnia senza volontà e licenza dei partecipi ed accommendatori, sotto pena di lire venticinque sino in cinquanta.

Non possa alcun padrone o marinajo, durante il viaggio, impiettar denari suoi proprii, ne d' altrui fuori dell' accommenda, senza licenza degli accommendatori; e contrafacendo, resti privo di quella parte del guadagno che potesse spettargli, la quale debba egualmente dividersi tra gli altri partecipi.

Chi avrà denari od altre cose in accommenda, od a parte, non possa, senza espressa licenza dei partecipi ed accommendatori, lasciar cosa alcuna addietro spettante alla compagnia ed accommenda, ma, per quanto sia possibile, debba vender tutta la roba e mercanzia che avrà portato, et non potendo venderla, sia tenuto riportar seco la parte non venduta, altrimenti cada in pena di lire venticinque.

Niun padrone, marinajo, od altra persona, che andasse per prendere alcun carico, o per fare alcuna impietta per se ed a nome dei suoi partecipi, possa, nè debba, senza volontà e mandato loro, lasciar denari od altra cosa della compagnia, per arra del carico ed impietta, altrimenti incorra in pena di lire dieci, e paghi subito in Bonifacio ai partecipi la quantità che per tal conto avesse lasciato, rimossa ogni sensa e dilazione.



Dichiarando, in ognuno dei casi nel presente capitolo contenuti, dove si richiede a licenza degli accommendatori e partecipi, che se per alcun padrone, marinaio, o qualunque altro accommendatorio fosse contrafatto, e la roba, mercanzia, e denari accommendati, o dati a parte, per qualsivoglia caso si perdessero, oltre le pene sopraddette, il rischio, pericolo, e danno di essi spetti, e debba spettar in tutto all' accommendatario contrafaciente, e del guadagno, se ve ne fosse, in caso che si conservassero, debbano gli accommendatori e partecipi aver intieramente la loro parte.

Dichiarando ancora in ciascuno dei casi predetti, che se alcun padrone, marinaio, o qualunque altro accommendatario, di consiglio della maggior parte dei marinai, avesse fatto nelle parti di terra ferma qualche baratto per il quale bisognasse andare in Sardegna col carico, in tal caso non sia tenuto far conto, nè gli sia dato alcun impedimento circa la restituzione del capitale e guadagno, finchè non sia ritornato dal viaggio; il che eziandio s' intenda per quei padroni e marinai che avranno denari, o roba a parte, e verranno di Sardegna o d' altronde, col carico per andar a Genova od in altri luoghi, ai quali parimenti non si possa dare alcun impaccio sino al loro ritorno.

Tutti coloro, i quali avranno avuto denari o roba in accommenda, od a parte, siano tenuti ad ogni richiesta degli accommendatori, e partecipi o di qualsivoglia di loro, farne instrumento per mano di publico notajo, prima che si partano di Bonifacio, sotto pena di soldi due per lira.

Ciascun padrone di barca o legno maritimo, che andrà a parte, sia tenuto e debba, sempre che farà conto del viaggio, divider la compagnia tra i partecipi e marinai, e dar intieramente a ciascuno la sua parte.

Se per caso alcuno fortuito di mare o delle genti si perdesse alcuna cosa delle robe e merci della compagnia, portate sopra qualunque legno maritimo che vada a parte, ed il padrone o marinai salvassero cosa alcuna loro propria, che fosse sopra detto legno, siano tenuti contribuire a soldo e lira colle cose della compagnia perdute, tutto quello ch' essi avranno salvato; ed all' incontro se per l' istesso caso si perdesse alcuna cosa del padrone o marinai predetti, e si salvasse qualsivoglia delle robe e merci della compagnia, debbano le cose salvate della compagnia contribuirsi colle perdute dei marinai a soldo e lira, come sopra; riservato se quello che si salvasse fosse in contanti propri della compagnia o dei marinai, che in tal caso non si debba fare alcuna contribuzione di essi, ma s' intendano salvati a coloro di cui saranno.

In tutte le cose predette, ed in ognuna di quelle, si proceda tanto in conoscere e determinare, quanto in eseguire, sommariamente, simplicemente, e *de plano,* senza strepito e figura di giudicio, senza libello in iscritto, e senza osservare alcuna solennità, e sia tenuto il magnifico commissario, ad ogni richiesta degli accommendatori e partecipi, e qualsivoglia di loro, astringer gli accommendatari a render conto della roba e denari accommendati, o dati a parte, ed a restituire il capitale e guadagno incontinente, e senz' alcun termine o dilazione, da poi che sarà constatato del debito per instrumento, polizza, o testimoni, o per confessione del debitore.

CAPITOLO III. *Dei marinai* (1).

Ogni marinaio, che si accorderà con qualsivoglia padrone a navigare od a parte

(1) Voir les chapitres LXXVI et LXXXIV du statut de Gênes de 1441, et la loi de la même république du 26 mars 1607, t. IV, pag. 509, 513 et 536.



o da soldo, sopra qualunque vascello, sia tenuto e debba seguire il viaggio sino al fine, altrimenti paghi ai compagni lire dieci per pena, e perda la sua parte del guadagno, se ve ne fosse. Del medesimo obligo sia tenuto il padrone verso i marinai, e verso qualunque altro il quale avesse interesse nel carico o viaggio, e se contrafarà, paghi alla compagnia lire venticinque per pena, e perda la parte del guadagno, come sopra.

Se alcun marinajo, che vada a parte sopra qualsivoglia vascello o legno maritimo, ammalerà fuori di Bonifacio, di maniera che non possa seguire il viaggio, e per tal causa resterà infermo in alcun luogo, o così infermo ritornerà col medesimo vascello, abbia nondimeno, et debba avere la sua parte intiera del guadagno, come gli altri marinai, ed occorrendo in luogo dell' ammalato accordar un altro, sia pagato a spese della compagnia; ma se verrà infermo di Sardegna o di qualunque altro luogo, ovvero infermerà in Bonifacio, sicchè non possa continuare il viaggio, abbia per la sottenuta fatica quel che da due uomini dabbene sarà giudicato, et niente altro.

Sia tenuto ogni padrone, in fine di qualunque viaggio, far conto coi marinai, e dar a ciascuno la sua parte, altrimenti non gli sia lecito cominciar altro viaggio, nè partirsi di Bonifacio.

Qualunque persona, che fara segnale di fumo o di fuoco in lungosardo per passare Bonifacio, sola od accompagnata, paghi al padrone ed ai marinai che saranno andati a levarla lire otto per fuoco, il quale nolo siano tenuti pagare i passagieri al vascello per tal effetto partito dal porto di Bonifacio, ancorchè prima dell' arrivo di esso si fossero imbarcati sopra un altro vascello, d' altronde capitato in quel luogo.

E perchè alle volte accade che per un solo segnale si partono a gara piu vascelli, si dichiara che il primo che vi arriverà debba aver il nolo, benchè fosse stato l' ultimo a partirsi. Si dichiara altresi, che se il segnale fosse fatto per vascello certo, col padrone del quale alcun mercadante o passagiero avesse contratato, in tal caso non possa altri andarvi, ed andandovi, non abbia nolo alcuno.

Nelle predette cose, ed in ciascuna di esse, proceda il magnifico commissario tanto in conoscere e giudicare, quanto in eseguire, sommariamente e *de plano,* senza libello in iscritto, *et sola facti veritate inspecta.*

CHAPITRE XXVII *bis.* — Si les statuts de la cour des marchands de Lucques m'avoient été connus lorsque j'ai publié le tome IV, l'ordre géographique m'auroit conduit à en faire un chapitre spécial, immédiatement après celui de Gênes et avant celui de Pise. L'édition que j'en ai trouvée à la Bibliothèque royale a été faite à Lucques en 1610 : je n'ai point obtenu de renseignemens qui aient pu m'apprendre s'il n'en avoit pas existé une précédente. Le texte imprimé est incontestablement une révision, divisée en cinq livres, de statuts plus anciens, dont on ignore la date. Le livre II, qui contient l'extrait que je publie, me paroît antérieur à 1579, puisque des actes de cette année en ont modifié les chapitres XXIV et XXV. Ce livre est le seul qui contienne du droit maritime, et encore n'est-il relatif qu'aux assurances, dont il fait très-bien connoître les principes et dont il donne la formule de police.

EXTRAIT DU STATUT DE LA COUR DES MARCHANDS DE LUCQUES.

LIB. II. — CAP. XLVII. *Del modo di esigere le sicurtà che si faranno in Lucca.*

Statuimo et ordiniamo che qualunque persona che si sarà fatta assecurare in Lucca, per se ò altri, su qualsivoglia naviglio, vassello ò barche, per qualsivoglia luogo, et che occorrà naufragio, ò altro disastro, per il che venga il caso di risquotere dette sicurtà, secondo il tenore dello scritto di dette securtà (il tenore et forma del quale sara in fine di questo statuto registrato), debba il detto assecurato uno ò più, in prima fare intimare à tutti li assecuratori, ò loro heredi per mano del senzale, che haverà fatto detta securtà, essendo in essere, se non, per mano di altro senzale, di tale caso successo, come di sopra; il quale senzale habbia da notare di sua mano, sotto lo scritto di detta securtà, tale intimatione fatta à tutti li detti assecuratori, che saranno in Lucca ò suo distretto, come di sopra; et alli assenti assecuratori se li notifichi à casa in scrittura per uno dei messi della corte; et fatta detta notificatione, siano tenuti et debbano i prefati assecuratori, ò almeno li due terzi di loro, eleggere due di essi assecuratori, per fare esseguire quanto di sotto si dirà; et questa tale elettione farla dentro alla prima seduta prossima seguente delli signori giudice et consoli, doppo fatta tale intimatione; et in caso che non si facesse tale elettione da detti assecuratori, li signori giudice et consoli siano tenuti et debbano fare detta elettione, avvertendo di eleggere persone non parenti, ne compagni in negotii con l'assecurato ò patrone della mercantia; et detto assecurato ò assecurati, fatta detta intimatione, à tutti gl' assecuratori, come di sopra, sia tenuto, et debba comparire la prima seduta prossima seguente la detta intimatione, avanti li detti signori giudice et consoli, et produrre davanti lor' signorie detta intimatione fatta à detti assecuratori, come di sopra, insieme con lo scritto di tale securtà, et le scritture avute per conto di tale naufragio ò caso seguito, come di sopra, la poliza del carico, conto del gosto, et spese di dette robbe fatte caricare, et assecurare come di sopra (salvo quando non occorresse tale conto per essersi valutata la mercantia d'accordio sù lo scritto di securtà, nel qual caso non occorra produrre tal conto del gosto et spesa), et domandare à detti giudice et consoli che sia fatto precetto à detti assecuratori di pagare dentro al tempo et termine che in detto scritto si contiene, le somme per ciascuno di essi assecurate, li signori giudice et consoli siano tenuti et debbano, il giorno medesimo di detta seduta, dare copia di tutte le cose prodotte dal detto assecurato alli detti assecuratori eletti et deputati, come di soprà; quali eletti, havuto detta copia, siano tenuti et debbano far raunare almeno una volta la settimana tutti gli altri assecuratori, et davanti di essi mostrare quanto per detto assecurato sarà stato prodotto, et domandato contra di essi, et considerare fra loro quanto l'occorrerà dire et recordare contra le cose prodotte; li quali così eletti siano tenuti et debbano frà un mese prossimo dal dì della elettione et notificatione di essa fattoli, referire in scrittura alli detti signori giudice et consoli se tali scritture statte prodotte come di sopra, siano idonee, valide et sufficienti per risquotere detta sicurtà; et in caso che così referischino come di sopra, detti signori giudice et consoli siano tenuti et debbano incontinente commettere il detto precetto di pagare contra li detti assecuratori, nel modo domandato, le

somme per loro assecurate, dentro il tempo dello scritto, come di sopra, non essendo passato, et essendo passato dentro giorni quattro correnti prossimi seguenti; qual termine di detto precetto passato et non fatto detto pagamento, siano tenuti et debbano detti signori giudice et consoli immediatè concedere à detto assecurato ogni esecutione reale et personale et mista ad ogni requisitione di tale assecurato; dalla quale pronuntia et precetto, non si dia recorso ne appello alcuno, ne anche si possa detta essecutione cassare, ò allungare per pagaria da darsi, ò altro modo, salvo con lo effectual pagamento, come di sopra; con espressa nondimeno dichiaratione, che non ostante detto precetto et esecutione et pagamento fatto, detti assecuratori habbino tempo un' anno prossimo da cominciarsi dal dì della concessione di tale esecutione di poter provare et mostrare per modo legittimo à dichiaratione delli signori giudice et consoli, che nel detto allegato caso sinistro et avverso, fusse intervenuto dolo, fraude, ò barattaria, ò qualsivoglia altro inganno de patroni, ò marinari, conforme allo scritto et ordine di detta securtà; in tal caso il detto assecurato, ò assecurati, uno ò più, vogliamo che siano tenuti et debbano restituire il capitale riscosso à detti assecuratori, et li detti signori giudice et consoli siano tenuti et debbano ad instanzia di detti assecuratori, uno ò più, far precetto all' assecurato, ò assecurati di pagare et restituire, quanto di sopra sarà stato riscosso, fra giorni quattro prossimi; qual termine di giorni quattro prossimi passati, et non fatto detto pagamento et restitutione, detti signori giudice et consoli siano tenuti et debbano concedere à detti assecuratori, uno ò più, contra detto assecurato, ò assecurati, ogni esecutione reale et personale, ò mista; quale esecutione non si possa, ne con pagaria, ne con altro, cassare ò sospendere, ma solo col pagamento, et da detto precetto et esecutione non si possa appellare ne ricorso havere.

Et in caso che dalli detti deputati eletti, come di sopra, fosse referto tali scritture non essere idonee, valide, suffitienti et buone per tal' esattione, come di sopra, et che l' assecurato ò assecurati comparissero davanti li signori giudice et consoli, et offerissero di dare idonea pagaria à sodisfattione di loro signorie, et con effetto la dessero, di restituire il capitale delle somme riscosse, et di venti per cento per danni, spese et interessi à detti assecuratori, in caso che mostrassero che tale securtà fosse mal riscossa dentro al tempo d' assegnarseli, come di sotto si dirà, li detti signori giudici et consoli siano tenuti et debbano immediatè astanza dell' assecurato, ò assecurati, commettere precetto alli assecuratori di pagare, come di sopra, dentro giorni quattro prossimi seguenti; quali giorni quattro passati, et non fatto detto pagamento, siano tenuti et debbano li detti signori giudice et consoli concedere à detto assecurato, ò assecurati, ogni esecutione reale, personale et mista, contra detti assecuratori, acció possa esigere tale securtà al tempo et termine contenuto nel detto scritto di securtà, come di sopra, con espressa nondimeno dichiaratione che non ostante detto precetto, et esecutione, seguita come di sopra, che detti assecuratori habbino tempo un anno prossimo dal dì della concessione di tale esecutione, à poter provare et mostrare, per modo legittimo, à dichiaratione de detti signori giudice et consoli, che nel detto allegato caso sinistro et avverso, fosse intervenuto dolo, fraude, barattaria ò qualsivoglia altro inganno del padrone, ò marinari, conforme allo scritto et ordine di detta securtà; et in tal caso il detto assecurato, uno ò più, sia tenuto et obligato di restituire à detti assecuratori, il capitale riscosso insieme con li venti per cento offerti, come di sopra, à detti assecuratori; et li detti signori giudice et consoli siano tenuti et debbano ad instanza di detti assecuratori, tanto al detto assecurato, ò assecurati, quanto à lor pagatori, com-

metter precetto di pagare dentro a quattro giorni il detto capitale insieme con li venti per cento à detti assecuratori; et passato il detto termine de quattro giorni et non fatto il detto pagamento per detto assecurato, ò assecurati et loro pagatore, contra di essi et ciascuno di loro concedere ogni esecutione reale et personale per dette somme; quale esecutione non si possa cassare, ne sospendere per pagarie da darsi, ò in altro modo, ma solamente con l'effettual pagamento, et da i detti precetti et concessione di esecutione et altre pronuntie et dichiarationi da farsi per li detti signori giudice et consoli, non si possa ne debba per alcuna delle parti appellare, ne recorso alcuno havere, ne dire de nullità.

Et passato il detto termine dell' anno, et che li detti assecuratori non habbiano mostrato cosa alcuna, come di sopra, il detto assecurato et suoi pagatori siano del tutto liberi da tale restitutione et obligo come di sopra.

Et in caso che il detto assecurato non si voglia sottomettere à dare dette pagarie, et alli venti per cento per li danni, spese et interessi, come di sopra, possa muover' il giuditio ordinario alla detta corte, et proseguire la lite ordinaria contra di detti assecurati, et domandare et agere per la esecutione delle dette somme assecurate, come se dispuone per questi statuti nelle cause ordinarie. Et li signori giudice et consoli siano tenuti et obligati detta causa spedire et terminare dentro le venti quattro sedute ordinarie che si dispuone per questi statuti, come di sopra, per lor sentenza deffinitiva, sotto le medesime pene contenute in detti statuti, et non si possa per alcuna delle parti per antianato, overo per altro publico impedimento, sospendere ne inhibire detta causa, ma si debba procedere in quella per la speditione nonostante tal' inhibitoria; et li detti signori giudice et consoli siano obligati spedire detta causa nel termine detto di sopra, sotto le pene sopra dette; et in caso che alcuna delle dette parti fosse estratto de consoli, se li habbia da fare il sorrogato, nel modo et forma che nelli statuti si contieni per li morti et assenti; dalla quale sentenza di detti signori giudice et consoli si dia ricorso et appello al bussilo, nel modo et forma che si contiene in questi statuti nelle altre cause ordinarie; il contenuto de quali statuti delli appelli s' osservi in tutto et per tutto come in essi si dispuone.

Dichiarando che quando la securtà si risquoterà per forastieri, non si possa da esso esigere, se non darà idonea pagaria ad arbitrio delli signori giudice et consoli, nella città di Lucca, di persona tenuta della corte, di restituire tutto l'esatto, insieme con gl' interessi in caso che fosse giudicato dai signori giudici et consoli detta securtà esser stata indebitamente esatta; il quale giuditio dalli assecuratori si possa fare contra il principale, et suoi pagatori, caso che detto forastiero fosse nella città et dominio di Lucca; et caso che non vi fosse detto principale assecurato, si possa fare contra li pagatori, non ostante che non fosse chiamato il principale.

Item, dichiariamo che in caso che occorresse alcuno delli assecuratori essere nel magistrato delli illustrissimi signori Antiani, uno ò più, la causa et concessione di esecutione per tal rispetto non si sospenda, ma solo s' intenda sospesa l' esecutione respetto solamente al detto, ò detti che si trovassero in detto magistrato.

Forma dello scritto del quale di sopra è come appresso, cioè.

Si chiarisce per questo presente scritto, come N*** di Lucca, si fa assecurare sopra panni, quadrucci et tele et qualsivoglia altra mercantia, caricati ò da caricarsi à Marsilia,

per mano di N***, sopra la nave nominata N***, patroneggiata per N***, et appertenenti le dette robbe al detto N***; cominciando il risico dal dì et hora che le dette robbe saranno ò fossero state caricate in detta nave, et durando sino à tanto che le dette robbe con la detta nave saranno giunte ò discaricate, in terra à N***, à buon salvamento; intendendo che durante il detto viaggio, la detta nave con le robbe, possa navigare avanti et in dietro, à destra et à sinistra, et toccare qualsivoglia porto, ò spiaggia, ò scala sforzata, ò voluntaria, et fare ogn' altro suo bisogno senza pregiuditio di questa securtà.

Il risico che correno li assecuratori è di naufragio di mare, di presa di corsari, di getto, di fuoco, retentioni di signori ò signorie, et generalmente d' ogni altro risico, pensato ò non pensato, mettendosi in luogo di chi si fà assecurare, non intendendo assecurare di barattaria di patrone, ò di marinari, ò di loro rubbaria; et non caricandosi dette robbe, come di sopra, detta securtà s' intenda stornata, et l' assecuratori debbano restituire le somme per ciò havute, con ritenersi mezo per cento per loro risico.

Et se della detta nave, con dette robbe intervenisse, ò fosse intervenuto manco, che bene (che Dio ne guardi) in tal caso prometteno i detti assecuratori pagare al detto N***, ò a cui per lui sarà, le somme per ciascuno di loro assecurate, dentro di mesi tre dopoi saputa la vera nuova. Dichiarando che se dopoi partita la detta nave con le dette robbe, non se ne sapesse alcuna nuova dentro di mesi sei, in tal caso saranno ancora tenuti i detti assecuratori pagare al detto N***, ò chi presenterà il presente scritto, le somme per loro assecurate; et giungendo poi la detta nave nel detto luogo di N***, et discaricate le dette robbe in terra à salvamento, come di sopra, sarà tenuto il detto N***, ò chi per lui, restituire à ciascuno delli assecuratori le somme da loro ricevute per questo conto.

Danno in oltre licenza essi assecuratori al detto N***, ò à cui sarà per lui (in caso di naufragio, presa di corsari, o d' altro sinistro che accadesse à dette robbe) di procurare la recuperatione, et fare ogni altra cosa che per ciò fosse di bisogno; et per ciò fare tutte quelle spese utili et necessarie che accaderanno, delle quali prometteno imborsare il detto N***, havuto da lui buon conto di quelle, et della detta recuperatione, se recuperato si sarà : èt tutto questo senza pregiuditio del detto N***, quanto al risquotere di questa securtà et del danno di quella.

Et per osservare quanto in questo scritto si contiene, li assecuratori soscriveranno quì di sotto di loro propria mano, promettendo di osservare quanto in esso si contiene, obligando per ciò loro heredi et beni presenti et futuri, intendendo tutto à buona fede da reali mercadanti.

CHAPITRE XXIX. — J'ai dit, aux pages 13 et 14, qu'il n'existoit point à la bibliothèque de Saint-Marc de manuscrit du code de 1255, dont Canciani a publié le texte dans le tome V des *Barbarorum leges*. J'avois été induit en erreur par les renseignemens qu'on m'avoit donnés. M. Eugène de Rozière, mon petit-fils, dans un voyage littéraire qu'il faisoit en Italie, en 1842, a trouvé dans cette bibliothèque un manuscrit de ce code, *Cod. lat. cl. v, jus civile, ord.* XXXIV; mais n'ayant pas assez de temps pour se livrer à une collation, il n'a pu m'apprendre si le manuscrit qu'il a vu étoit celui dont le savant Vénitien s'étoit servi, ni quel en avoit été l'ancien possesseur.

Je dois encore aux recherches de ce jeune homme la connoissance du droit maritime contenu dans les statuts de Zara et de Pharo, ou Lesina. Il m'en a apporté des copies faites sur les exemplaires imprimés que possède la bibliothèque de Saint-Marc; mais je les ai depuis trouvés à la Bibliothèque royale.

Les statuts de Zara (*statuta Jadertina*), tels que nous les possédons actuellement, sont une révision de statuts antérieurs, *antiqua statuta,* comme on lit dans le chapitre II du livre I[er]. Le chapitre XII offre même un synchronisme remarquable : il concerne les traitemens des ambassadeurs que Zara envoyoit en différens lieux, et l'on y parle de celui qui étoit accrédité *ad regem Carolum,* mots qui désignent, je crois, un roi de Naples, et nous reportent ou à Charles I[er], de 1266 à 1285, ou à Charles II, de 1285 à 1303. Dans le chapitre dernier du livre V, on trouve deux transactions de 1302 et 1303. La seule édition que j'en connoisse est de 1564, 1 vol. in-4°, faite d'après un manuscrit de la chancellerie de Zara, à une époque où cette ville étoit incontestablement sous la domination vénitienne. A l'exception du chapitre XL du livre III, le droit maritime consiste dans le livre IV, composé de quatre-vingt-six chapitres, dont les quarante premiers ont une ressemblance frappante et souvent littérale avec les chapitres III, IV, V, VI, XXV, XXXIV, XXXV, XXXVI, XXXVII, XXXVIII, XXXIX, XL, XLI, XLVIII, LI, LII, LIII, LXII, LXIII, LXIV, LXV, LXVI, LXVII, LXVIII, LXIX, LXX, LXXI, LXXXIV, LXXXV, LXXXVI, XCIII, XCIV, XCV, XCVI, XCVII, CVI, CVII, CVIII et CIX du statut de Venise de 1255. Les autres contiennent des règles de droit commun observé dans l'Adriatique, et probablement aussi à Venise.

Le statut de Pharo (*civitatis Pharæ*), imprimé en 1643, 1 vol. in-4°, sous le titre, *Statuta civitatis Lesinæ,* a été rédigé en 1331, sous le dogat de François Dandolo. Un grand nombre d'additions, dont la plus ancienne est de 1347, y ayant été faites successivement, on procéda à une révision sous le dogat de Foscari, c'est-à-dire au commencement du XV[e] siècle. Le livre V, le seul qui contienne du droit maritime, appartient évidemment à la rédaction de 1331. Ses dispositions ressemblent moins que celles du code de Zara au statut de Venise; elles ont plus de rapports avec celui de Cattaro, dont j'ai publié un extrait, t. V, page 96.

EXTRAIT DU STATUT DE ZARA (1).

EX LIBRO TERTIO.

CAP. XL. Si plures socii fuerint de aliqua navi, banzono, busonavi, tarreta, seu quolibet alio ligno, ita quòd quilibet habeat in ipsa vel in ipso pro indiviso partem

(1) J'ai indiqué, plus haut, les chapitres de ce statut qui correspondent à ceux du statut de Venise de 1255. Je ne ferai de notes que lorsque le texte me paroîtra avoir besoin d'être expliqué. Les mots qu'on y trouvera placés entre crochets m'ont été fournis par le statut de Venise.



suam, et talis discordia oriatur inter eos, quòd ob ipsam discordiam navis ipsa seu lignum non navigaret nec aliquod navigium facere posset, volumus quòd autoritate hujus statuti licitum sit cuilibet sociorum navem ipsam seu lignum ponere ad incantum, et illi, sive sit de ipsis sociis, sive de aliis hominibus, qui plus obtulerint in incantu debeat delivrari; quæ locum habere volumus in Jadra tantummodo, et non alibi (1).

EX LIBRO QUARTO.

CAP. I. Statuimus quòd, [cum] aliqua navis fuerit per mercatorem, seu per mercatores aliquos naulizata, licitum sit ipsis mercatoribus vel mercatori dare sacramentum naveleriis dictæ navis, quòd ipsam navem bona fide, legaliter et sine fraude aliqua savornabunt, sicut eis videbitur expedire ad conservationem seu munitionem dictæ navis pro viatico ad quem ipsi mercatores ire intendunt, navi primitùs naulizata; et quòd postquàm navis prædicto modo et ordine fuerit savornata [nihil] extrahetur, vel imminuetur modo aliquo, vel ingenio per aliquam personam; et si aliquid de ipsa savorna diminutum, vel extra navem projectum, seu extractum [fuerit] patronus, seu patroni ipsius navis, solidos vigenti denariorum parvorum solvere compellantur pro banno, nisi causa necessitatis in introitu portus, vel nisi de voluntate illius, vel illorum, qui navem naulizaverit, extra projectum fuerit de savorna, quibus duobus casibus patroni navis ad prædictam pœnam minime teneantur. Et hæc omnia intelligimus, et locum habere volumus, et mandamus non solùm in nave, ut in superioribus dictum est, sed etiam in quolibet ligno cooperto.

II. Patronus alicujus navis, postquàm navis ipsa fuerit savornata, [si] in nave ipsa posuit ferrum, aut plumbum, aut stagnum, aut ramum non laboratum, aut machinas, aut de omnibus quinque simul posuit pro savorna, certè volumus, quòd ipse patronus tantùm possit extrahere de savorna quantùm posuerit in nave de quinque rebus prædictis, et hoc facere teneatur, et debeat presenti navelerio et scrivano ipsius navis. Si verò aliquid de ipsa savorna extraheretur furtivè de nave, ita quod poneretur aliquid de quinque rebus prædictis, patronus navis teneatur emendare pro culpa solidos viginti grossos comuni Jadræ; et insuper, quod si aliquod damnum propter savornam extractam de nave sustineret aliquis de mercatoribus qui naulizaverunt, seu conduxerunt navem, teneatur patronus illud damnum integraliter mercatoribus resarcire; et hoc locum habere volumus, non solùm in nave, sed etiam in quolibet ligno cooperto.

III. Volumus quòd burla (2), stopa et acùti, debeant esse in expensis patronorum quorumlibet lignorum coopertorum, et non coopertorum aptorum ad portandum, seu ad sustinendum onus et pondus centum miliariorum, vel ab inde supra.

IV. Cùm marinarii, vel aliqui alii qui marinaritiam acceperunt in nave naulizata per mercatores, defenderint seu occupaverint locum pro dormiendo ipsis mer-

(1) Le statut de Venise de 1255 ne contient point de dispositions analogues; mais je la considère comme de droit commun. Voir le chapitre XLVI du livre IV, page 616, ci-après.

(2) Le chapitre XXV du statut de Venise de 1255 porte *brulla*, mot que je pourrois bien n'avoir pas exactement expliqué, car il ne se trouve dans aucun glossaire. Je ne peux assurer si *burla*, du statut de Zara, est plus exact. Sa réunion avec *stopa* annonce, du reste, qu'il s'agit d'objets employés à calfater un navire.



catoribus deputatum, videlicet ab arbore de medio versus popam, mandamus quòd eundem locum retinere non possint, sed dormire teneantur super bertescam discoopertam quæ est supra paradisum, vel possunt dormire supra vanum, excepto patrono marinario contato (1), qui dormire possit ab arbore de medio usque ad popam. Verùm si aliquis marinarius vel aliqui alii contra prædicta facere præsumpserint, solvant pro pœna, et nomine pœnæ, communi Jadræ quinque soldos denariorum venetorum grossorum, nisi de licentia ipsorum mercatorum ipsi marinarii, vel aliqui ex ipsis dormiverint in locis superius prohibitis. Et hæc omnia locum habere volumus, non solùm in nave, sed etiam in banzono et buzonave, et in quolibet alio ligno de centum miliariis, vel ab inde supra.

V. Quilibet marinarius cujuscunque navis, vel alterius ligni de centum miliariis, vel ab inde supra, teneatur habere in nave infrascripta arma, videlicet capellinam, aut elmum de corios, seu de ferro, et scutum, et zupam, et cutellum percutiendi, et spatam, et lanceas, seu lanzones tres; marinarius verò qui quadraginta libras, vel ab inde supra habuerit pro marinaricia, teneatur habere in nave panzeriam seu lamam de ferro cum omnibus armis superius specificatis. Sed navelerius, qui quadraginta libras parvorum, vel ab inde supra habuerit pro marinaricia, teneatur secum deferre panceriam aut lamam de ferro, et unam balistam de cornu vel de ligno, cum omnibus supradictis armis; et hæc omnia arma in hoc capitulo contenta quilibet supradictorum habere teneatur et debeat, sub pœna decem librarum denariorum venetorum parvorum; cujus pœnæ medietas in commune Jadræ deveniat; alia verò medietas patrono navis integraliter assignetur.

VI. Ordinamus quòd omnia quæ navelerius, seu navelerii et marinarii secum deferre tenentur et habere in nave, ab eis pro aliquo debito auferri non possint, seu quomodolibet obligari, quousque patronis navium tenebuntur ex pacto servire in navi, seu donec ipsi navelerii et marinarii compleverint navigium inceptum, et elapsum fuerit tempus illius nauli, et termini quo promiserunt præstare operas suas illi navigio.

VII. Præcipimus quòd patronus cujuslibet banzoni, vel alterius ligni de centum miliariis, usque ad ducenta non completa, habere debeat, et secum deferre in ipso banzono, seu ligno, unam panceriam, et duos elmos, et duas capellinas cum mascaris, lanzonos, seu gatarolos centum, duos scutos, duas balistas de ligno, centum quadrellos pro qualibet balista, et unum crocum, et duas cordas, et unam maistram pro qualibet balista; ita quòd eo ipso quòd quis habet banzonum vel aliud lignum quod levet et portet tantum pondus, debet habere ipsa arma contenta in hoc statuto.

VIII. Jubemus quòd patronus cujuslibet navis et banzoni, et buzonavis, vel alterius ligni de ducentis miliariis usque ad trecenta non completa, habere teneatur et secum deferre duas panzerias, vel duas coracias, et duos elmos, et duas capellinas, cum mascaris, et centum lanzonos, seu cutellos, duos scutos, duas balistas de cornu vel

(1) Le chapitre XXXIV du statut de Venise porte *computato*, mot qui se réfère au chapitre XXXI, lequel disoit que si trois des copropriétaires du navire, *patroni*, s'y trouvoient, l'un d'eux seulement pouvoit être employé comme homme de l'équipage. On a la même intention dans le statut de Zara, où probablement *contato* a le même sens que *computato*.



de ligno, unam de strevo, et aliam de pesarola, centum quadrellos pro balista de strevo et quinquagenta quadrellos, pro balista de pesarola, unum crocum et unam pesarolam, duas cordas, et unam maistram pro qualibet balista. Ita quòd, eo ipso quòd patronus habet navim, banzonum, buzonavim vel aliud lignum quod levet et portet prædictum pondus, habere teneatur et secum deferre arma in hoc statuto contenta.

IX. Mandamus quòd patronus cujuslibet navis, et buzonavis, et banzoni, vel alterius ligni de trecentis miliariis, usque ad quingenta non completa, habeat, et secum deferre teneatur quatuor panzerias vel corazas, et quatuor elmos, vel capellinum, cum mascaris, quatuor scutos, ducentos lanzonos, vel citarolos, quatuor balistas de cornu vel de ligno, duas de strevo, et duas de torno vel de pesarola, centum quinquagenta quadrellos pro qualibet balista de strevo, quinquaginta quadrellos, pro qualibet balista de torno vel de pesarola, duos tornos, si habet balistas de torno, et duas pesarolas, si habet balistas de pesarola, et duas cordas, et unam maistram pro qualibet balista. Ita quòd, eo ipso quòd patronus habet navem, banzonem, et buzonavem, vel aliud lignum quod levet et portet prædictum pondus, habere teneatur et secum deferre debeat arma in hoc statuto contenta.

X. Ascerenter præcipimus et jubemus, quód patronus cujuslibet navis, banzoni et buzonavis, vel alterius ligni de quingentis miliariis usque ad septingenta miliaria non completa, habeat et secum deferre teneatur sex panzerias, vel coracias, sex caprionos, vel elmos, vel capellinas cum mascaris, sex scutos, trecentos lanzonos, vel citarollos, sex balistas de cornu vel de ligno, tres de strevo, et tres de torno vel de pesarola, centum quinquagenta quadrellos, pro qualibet balista de strevo, et quinquaginta quadrellos, pro qualibet balista de torno vel de pesarola, tres crocos, duos tornos, si secum deferret balistas de torno, vel duas pesarolas, si secum deferret balistas de pesarola, et duas cordas, et unam maistram, pro qualibet balista; ita quòd, eo ipso quòd patronus habet navem, banzonem, buzonavem vel aliud lignum quod levet et portet prædictum pondus, habere teneatur et secum deferre debeat arma in hoc statuto contenta.

XI. Omnibus patronis cujuscumque navis vel alterius ligni de septingentis miliariis, vel ab inde supra, injungimus, quòd habere secum debeant et deferre octo panzerias vel coracias, octo caprionos, octo elmos, vel octo capellinas, cum mascaris, octo scutos, quadringentos lanzonos vel citarellos, octo balistas de cornu vel de ligno, quatuor de strevo, quatuor de torno vel de pesarola, centum quinquaginta quadrellos, pro qualibet balista de strevo, quinquagenta quadrellos pro qualibet balista de torno vel de pesarola, duos tornos si fert secum balistas de torno, vel duas pesarolas. si fert secum balistas de pesarola, duos crocos, duas cordas, et unam maistram, pro qualibet balista. Ita quòd eo ipso, quòd patronus habet navem vel aliud lignum quod levet et portet prædictum pondus, habere teneatur et secum deferre arma in hoc statuto contenta.

XII. Si aliquis defectus fuerit in armis superius in quinque capitulis nominatis, volumus quòd patronus navis, vel banzoni, vel buzonavis, vel alterius cujuscunque ligni cui aliquid defecerit de supradictis rebus, communi nostro debeat emendare duplum valimenti totius defectus, cujus medietas in mercatores qui naulizaverunt



navim debeat devenire. Ad hæc præcipimus, volumus, et mandamus, quòd judices maris teneantur sub virtute præstiti sacramenti, diligenter inquirere, et in mari antequàm faciat velum et exeat portum, si quælibet navis superius nominata arma habuerit supradicta.

XIII. Cuilibet mercatori concedimus plenariam potestatem astringendi patronum navis, banzoni, buzonavis, vel cujuslibet alterius ligni, per proprium sacramentum, quòd non vendat, nec vendi faciat, nec qualitercunque alienabit, vel alienari faciat aliquā ratione, vel causa, modo, vel ingenio aliquo, illa sarcia, vel corredia, aut aliquid ex eis, quæ in viatico, vel viaticis habuerit in navi, et cætera ad munitionem ipsius navis, usque ad terminum viatici fiendi, nisi causa meliorandi pro ipsius navis utilitate illa corredia, vel sarcia, vel nisi navem aliquam inveniret cui necessaria essent illa corredia, vel sarcia in casu necessitatis; quibus casibus licitum sit patrono de voluntate, et expresso consensu majoris partis naulisatorum, et mercatorum ipsius navis vendere de corredis vel sarciis suis alteri navi indigenti. Patronus verò qui contra præmissa fecerit, communi Jadræ solvere compellatur in pœnam dupli valimento illius corredi vel sartii quod fuisse venditum apparebit: et hoc volumus locum habere non solùm in nave, banzono, buzonave, et quolibet alio ligno à centum miliariis vel ab inde supra, sed etiam in quolibet alio ligno naulizato.

XIV. Ego marinarius in navi in qua [N...] est patronus ipsius navis, juro ad sancta Dei evangelia, quòd bona fide, et sine fraude aliqua custodiam, et salvabo navem ipsam, et corredia navis, et avere quod fuerit in ipsa navi cujus ego sum marinarius, et non furabor, nec furari faciam, seu permittam aliquid de ipsa navi; et si scivero quòd aliquis de ipsa navi, aliquid defraudaverit, ipsum, quàm citiùs potero revelabo, seu denunciabo patrono ipsius navis; et arma habebo in ipsa navi, quæ continentur in statuto marinariorum : et si fuero electus in timonarium ipsius navis illud officium, sive onus minimè recusabo, nisi habuero justum impedimentum, sive causam recusandi, percipiendo ex hoc illud præcium à marinariis quod patronus et navelerius sententiabunt. Verùm si quis marinariorum conspirationem, conjurationem seu comunitatem contra patronum aliquem vel mercatores faceret, perpetraret, seu facere procuraret, sive comuniter inter se, sive cum aliis, quàm citiùs potero revelabo patrono seu patronis ipsius navis.

XV. Quolibet lignum sive navis, de centum miliariis, usque ad ducenta non completa, habere debeat unum scribanum, qui debet scribere omnes merces numero et pondere, quæ in navi caricabuntur, easque suo signo signare teneatur. Debet autem scribanus per patronos navis eligi in civitate Jadrensi, et præsentari judicibus maris, et ipsi judices diligenter debeant examinare utrum præsentatus scribanus sit sufficiens et legalis ad exercendum in ipsa nave officium scribaniæ, et si approbatus fuerit per omnes judices maris, vel majorem partem eorum, sufficiens reputetur, et possit, et debeat suum officium exercere; donec autem fuerit examinatus et confirmatus per judices maris nullatenus se intromittat de officio scribaniæ ipsius navis. Patronus aliter recipiens, nostro comuni Jadræ solvere compellatur solidos viginti denariorum venetorum grossorum; scribanus sufficiens (leg. *officium*) scribaniæ assumens in aliqua navi seu ligno supradicti ponderis præter assensum judicum maris, comuni Jadræ solvere compellatur in pœna, decem solidos denariorum venetorum grossorum.

XVI. Patronus navis, si acceperit aliquem vel aliquos scribanos extra Jadram, volumus quòd ipsi scribani debeant jurare secundùm formam et tenorem statutorum communis Jadræ, ita tamen quòd ipsi scribani non audeant intromittere se de scribendo, nisi priùs examinentur per patronum navis et nauchlerium, utrùm sint sufficientes ad officium scribaniæ, necne.

XVII. Mandamus quòd quælibet navis, vel aliud lignum de ducentis miliariis, vel ab inde supra, habere debeat duos scribanos, qui debent scribere omnes res quæ in navi caricabuntur, ipsas signare, ut in superiori capitulo dictum fuit. Debent autem eligi scribani et judicibus maris præsentari, et per ipsos examinari et approbari, ut in superiori capitulo continetur. Verùm, si aliquis patronus vel patroni, aliter reciperent seu eligerent scribanos, communi Jadræ solvere compellantur solidos viginti denariorum venetorum grossorum. Et si scribani non examinati et confirmati per judices maris se intromiterent de officio scribaniæ in supradicta navi, communi Jadræ pœnam solidorum decem denariorum venetorum grossorum se noverint incursuros.

XVIII. Statuimus quòd quælibet navis sive lignum quod portat merces seu mercimonia ad naulum, habere debeat unum scribanum eligendum et confermandum ac approbandum secundùm quod in statutis communis Jadræ pleniùs continetur.

XIX. Juro, ego scribanus, ad sancta Dei evangelia, quòd scribam numero et pondere, omnes res quæ caricabuntur in navi cujus ego sum scribanus, legaliter et bona fide, et omni hebdomada donec navis fuerit caricata concors ero cum socio meo scribano de omni eo quod scripsero in meo quaterno et consocius meus scribanus scripserit in suo, secundùm quod caricatum et ponderatum fuerit in ipsa navi; et cùm merces caricabuntur et ponderabuntur de concordio mercatoris et patroni, et in nave ponentur, me, vel socio meo presente, scribam in meo quaterno nomen illius cujus merces fuerint, et signabo in quaterno signo illius quod erit in collo suo, aut faxe vel balla, et dabo et presentabo cuilibet mercatori et marinario, si recipere voluerint, scriptum omnium suorum colorum vel faxium; et omnium aliarum rerum suarum, sicut scriptum invenero in meo quaterno, et dari faciam à socio meo intra quartam diem postquàm navis velum fecerit. Item omnes concordias et pacta quæ patroni et mercatores habebunt inter se, si per eos laudatum fuerit quòd scribere debeam, legaliter scribam ea in meo quaterno, et partibus, si voluerint, copiam inde dabo. Item omnes concordias et pacta quæ patroni habebunt cum marinariis scribam in meo quaterno,

XX. Cùm navis vel aliud lignum de minus centum miliariis naulizetur, volumus quòd pacta omnia et concordiæ factæ inter patronos navium ex una parte, et mercatores ex altera, scribantur per tabellionem, vel fiant coram testibus, et teneatur patronus servare statuta communis Jadræ facta et loquentia super navibus, sicut tenentur patroni navium à ducentis miliariis supra.

XXI. Dicimus quòd postquàm merces positæ fuerint in nave, secundùm tenorem et ordinem statutorum nostrorum, vel in banzono, vel buzonavi, vel alio ligno de centum miliariis, vel ab inde supra, in patronorum custodiam debeant permanere; et sicut patronus per scriptum merces in custodiam receperit, ita eas per scriptum cum integritate, mercatori restituere teneatur; nisi ipsæ merces per violentiam aut per ignem



perderentur, vel per fortunam temporis destruerentur, aut extra navim jactarentur, seu projicerentur.

XXII. Postquàm navis vel aliud lignum de centum miliariis, vel ab inde supra, applicuerit seu portum fecerit in aliquo loco in quo oportuerit discaricari, volumus quòd patronus navis, antequàm preparaverit merces mercatoris ad portam ad discaricandum, notificet seu denunciet mercatori ipsarum mercium ut merces suas recipere teneatur. Ille vero mercator qui hoc non fecerit dare teneatur patrono navis, omni die quo fuerit in mora accipiendi merces suas, libras quinque denariorum venetorum parvorum pro centum miliariis, et ab inde supra pro centenario quolibet et pro ratione centenarii; et si minus ipsa navis portaverit, solvat pro rata centenarii miliarii ad rationem quinque librarum pro quolibet centenario miliarii. Verùm si patronus velit se partiri seu separare, ad faciendum alibi viaticum suum, licitum sit eidem patrono discaricare merces illius mercatoris in terram, prout sibi melius placuerit, et expensas debet et potest facere super mercibus, nisi steterit patronus quòd non naviget propter impedimentum mali temporis, et nisi steterit patronus, propter merces quæ devastatæ fuerint; quam devastationem sive damnum judices loci ubi quæstio fuerit suborta, debeant definire seu rationabiliter terminare.

XXIII. Merces alicujus mercatoris devastatæ sunt in nave per aquam; petit ipse mercator restitutionem damni à patrono navis, nec de extimatione damni patronus et mercator possunt insimul esse concordes: volumus quòd tunc, si quidem quæstio fuerit in civitate Jadræ, judices nostri maris damnum illud debeant videre et extimare antequàm merces extrahantur de nave; et si, mercibus damnificatis existentibus in navi, damnum illud extimari non possit, merces illæ per eosdem judices maris discaricari jubeantur, ut damnum illud possit et valeat commodiùs extimari. Si verò quæstio fuerit extra civitatem Jadræ, tunc judices loci ubi quæstio fuerit suborta, possint et valeant omnia facere quæ possunt facere judices nostri, si quæstio fuisset in civitate Jadræ. Extimatione verò facta, tùnc prædicti judices de extimatione damni possint et debeant facere satisfieri mercatori, secundùm et quam citiùs de jure eis videbitur convenire, nisi forte patronus posset probare coram judicibus antedictis quòd damnum illud contigisset occasione extinguendi ignem, vel propter fortunam temporis evenisset, quibus casibus nolumus quòd patronus incurrat pœnam seu aliquod detrimentum. Verùm, si aliquod damnum evenerit in oleo, vel zucharo, vel vino alicujus, vel in alio liquido, ipsi judices faciant satisfieri mercatori secundùm extimationem damni, si supradictis judicibus videretur quòd damnum illud evenerit occasione patronorum. Et si mercatores de nave extraherent aliter merces suas, nulla restauratio fiat eis. Et hoc intelligimus non solùm in navi et in quolibet ligno cooperto de centum miliariis vel ab inde supra, sed etiam in quibuslibet navi et ligno de minori pondere, quæ vel quod portet merces seu mercimonia ad naulum mercatorum.

XXIV. Rationabiliter ordinamus quòd patroni navis teneantur emendare mercatori cuilibet, de quolibet sacco bambaxii de ultra mare quod fuerit extractum per pilum de nave cùm discaricabitur, libras septem parvorum; de quolibet sacco bambaxii de Romania vel de Calabria, libras quatuor parvorum. Item, de quolibet sacco lanæ de Tunixo aut de Barbaria, libras sex parvorum; de quolibet sacco lanæ de Rota, libras quatuor parvorum emendare teneatur patronus; de quolibet sacco et de qualibet stora

aliarum lanarum, solidos quadraginta parvorum; et si patroni solvere recusarent prædictam pecuniæ quantitatem infra quindecim dies postquàm curiæ fuerit declaratum, dominus comes et ejus curia compellat patronum satisfacere mercatori, cujus sachus seu stora fuerit depellata (1). Hoc locum habere volumus non solùm in nave, sed etiam in quolibet ligno cooperto de centum miliariis, vel ab inde supra.

XXV. Necessariò duximus observandum quod quilibet mercator, vel marinarius, vel miles, aut sacerdos ipsius navis, unam tantùm caselam habeant in eadem navi ad ponendum in ea quidquid voluerint; servitores autem nullam habeant potestatem deferendi caselam in eadem navi, aliqua ratione vel causa. Verùm si aliquis predictorum posuerit in navi ultra unam caselam, vel servitor posuerit aliquam caselam in navi, solvere teneatur patrono navis naulum pro ipsa.

XXVI. Utiliter providimus concedendum quòd omnis naulizatus et marinarius habeat potestatem ponendi et portandi in nave naulizata unum mataracium de septem rotulis, vel de libris quadraginta quinque, et non de pluribus; quòd si de pluribus fuerit, in toto mataricio naulum solvat patrono; et volumus, quòd prædictum mataracium possit deferre si lectum non habuerit in navi; sed si lectum habuerit et mataracium in navi posuerit, de ipso solvat naulum patrono.

XXVII. Jubemus quòd nullus mercator vel marinarius ligna portet in navi, nisi ea quæ eisdem sufficiant usque ad locum ad quem ire intendunt; verùm, si ultra hoc posuerint in navi, omnia superflua ligna debeant devenire ad patronos navis. Hoc locum habere volumus non solùm in nave, verùm etiam in quolibet ligno cooperto de centum miliariis, vel ab inde supra.

XXVIII. Confidenter præcipimus ut ituri ultra mare et per totam Barbariam, habere possint in navi, tam eundo quàm redeundo, unum bigancium vini, vel quatuor Jadrensia modia pro quolibet, et non ultra, et totidem de aqua et non plus. Ad alias verò partes quilibet iturus, portare possit et debeat in navi duo modia, et dimidium Jadrensia de vino, et totidem de aqua, et non plus; quicumque verò plus posuerit in navi, sive de vino, sive de aqua, illud plus computatur in miliariis et centariis suis. Hoc locum habere volumus non solùm in navi, verùm etiam in quolibet ligno cooperto de centum miliariis, vel ab inde supra.

XXIX. Quilibet eorum qui vadit ultra mare, vel ad omnes alias partes extra gulfum, possit secum portare in navi duo modia Jadrensia inter farinam et biscotum, tam eundo quàm redeundo; qui verò plus posuerit, illud plus in suis miliariis et centariis debeat computare.

XXX. Si aliquid plus posuerit in navi quàm ponere debuerit, de illo pluri in navi posito solvere teneatur patrono duplum nauli ad rationem miliarii seu cantari sui; hoc intelligimus non solùm in nave, sed etiam in quolibet alio ligno de centum miliariis, et ab inde supra.

(1) En comparant ce chapitre avec le LXVe du statut vénitien de 1255, dont l'objet est identiquement le même, je crois que j'ai mal expliqué le mot *pilum* à la note 2 de la page 41 du tome IV. Il s'agit probablement dans l'un et l'autre statut de marchandises renfermées dans une certaine espèce d'enveloppes que le patron est en faute de n'avoir pas bien conservées.



XXXI. Si alicui navi, vel alteri ligno de centum miliariis, vel ab inde supra, quæ vel quod tota fuerit naulizata vel naulizatum peregrinis, damnum aliquod evenerit in arboribus, vel antenis, seu velis, aut timonibus, aut ancoris, sive barca, vel alio corredo navis, vel ligni, volumus quòd suprasalientes et marinarii qui habent merces seu mercimonia in ipsa navi, vel ligno, de damno prædictarum rerum, vel aliarum ex ipsis restaurare minime teneantur. Verùm si in supradictis corredis navis vel alterius ligni, naulizatæ vel naulizati per aliquos mercatores, in qua etiam, vel in quo patronus multos incluserit peregrinos, damnum evenerit, fiat restitutio ipsius damni secundùm quod contigerit pro ratione totius nauli peregrinorum et mercatorum, ita quòd partem peregrinorum ipsius damni, patronus navis vel alterius ligni sibi debeat computare, ita quòd peregrini nihil solvant; partem autem aliam quæ tangit mercatores, patrono navis, seu alterius ligni, ipsi mercatores plenarie restituere teneantur.

XXXII. Ne aliqua materia scandali oriatur inter marinarios et patronos navis, et cujuscunque alterius ligni, ordinamus quòd si aliquis marinarius contra pactum et conventionem factam cum patrono vel patronis, relinquerit navem seu lignum, licitum sit patrono vel patronis retinere ipsum marinarium donec adimpleatur pactum conventionis initæ inter ipsos. Marinarius verò vel marinarii qui violenter vel furtivè relinquerint navim contra pactum, teneantur restituere in duplo totam marinariciam suæ muduæ, et insuper tantùm quantùm rectores seu judices super hoc ordinati voluerint ipsum marinarium vel marinarios condemnare. Et hoc locum habere volumus non solùm in navi, sed etiam in quolibet ligno cooperto de centum miliariis, et ab inde supra.

XXXIII. Si patroni non fecerint pagamentum marinariis in termino constituto ex tunc in antea, si per octo dies patroni fuerint in mora post terminum constitutum, restituere ipsum pagamentum in duplum teneantur. Hoc locum habere volumus cùm ipsi patroni fuerint in aliqua civitate.

XXXIV. Si navis aliqua fuerit naulizata ire ad partes Romaniæ, vel ultra mare, vel ad alia loca hujusmodi, ita quòd quando pervenerit ad locum illum debeat esse scapula, et postea contingerit quòd ipsa navis ad illas vel ad alias partes eundo, vel redeundo in viatico de voluntate omnium mercatorum seu marinariorum, vel majoris partis eorum, debeat invernare, seu per totam hyemem stare ibidem, volumus quòd quarta pars totius nauli debeat adjungi patronis per mercatores naulizatos, et ipsi patroni marinariis qui fuerint marinarii ad viaticum, jungere teneantur pro invernatura quartam partem marinariciæ. Patroni verò et marinarii naulizati debeant observare quod inter ipsos fuerit ordinatum. Hæc omnia locum habere volumus non solùm in navibus, sed etiam in quolibet ligno de centum miliariis, vel ab inde supra. Verùm, si marinarii qui sunt ad annum, vel ad muduam sancti Andreæ, cadunt in casum hujus capituli, ita quòd mercatores teneantur invernare ibidem cum patronis navium, volumus quòd ipsi marinarii teneantur sociare, et non relinquere navim, et viagium complere, et recipere pagamentum navis pro rata anni, mensis et diei usquequo reversi fuerint de viagio illo.

XXXV. Si aliqua discordia seu quæstiones subortæ fuerint inter euntes in aliqua nave, volumus quòd, completo viatico, postquàm navis ad portum applicuerit, antequàm navis discarigetur, quælibet partium infra quinque dies dare debeat pignus bonum judici seu judicibus ordinatis ad rationem faciendam super hoc. Pignore verò



dato absque contradictione alicujus, ipsa navis discaricari possit; nave verò discaricata, infra quindecim dies ratio postuletur de quæstionibus et discordiis supradictis; et si infra quindecim dies super prædictis, aliqua partium non petierit rationem, pignus suum reddatur cuilibet partium, ita quòd in posterum aliqua partium exinde non possit aliam partem perpetuò molestare. Verùm si in dando pignus insufficiens inter partes aliqua quæstio oriretur, tunc utraque partium illud debeat observare quod judici seu judicibus super hoc electis visum fuerit decidendum ad hæc. Si aliqua partium rebellis fuerit, sive in dando pignus, sive in dando non sufficiens, secundùm arbitrium judicis seu judicum, ex tunc in antea liceat parti obtemperanti seu obedienti tantùm intromittere de bonis alterius partis quæ sunt in navi, quòd ex ipsis discordiis seu quæstionibus valeat esse securus; et si bona aliqua non fuerint in nave, ipsi judices debeant tollere tantùm de bonis partis non obedientis, ubicunque fuerint, quantùm eis videbitur esse justum, salvis illis quæstionibus quas dominus comes cum nostris judicibus habent et definire tenentur. Hoc intelligimus locum habere non solùm in nave, sed etiam in quolibet ligno cooperto de centum miliariis, vel ab inde supra.

XXXVI. Quando patroni navium ad terminum eis impositum navem non discaricaverint, volumus quòd nostri judices possint eis pœnam imponere et auferre; quæ pœna postea debeat assignari comunæ Jadræ. Hoc intelligimus non solùm in navi, sed etiam in quolibet ligno cooperto.

XXXVII. Nullus mercator, nec patronus, nec marinarius, nec suprasalientes alicujus navis, possint facere fieri per se guaitam in navi per aliquem servientem, sub pœna quinque librarum denariorum venetorum parvorum pro qualibet vice; cujus pœnæ quatuor partes veniant in commune, quintam verò partem accusatori concedimus. Hoc locum habere volumus non solùm in nave, sed etiam in quolibet alio ligno cooperto.

XXXVIII. Arrivavit aliqua navis in Istria, vel supra portum, vel in alio loco, et postquàm arrivaverit, oportet ipsam aleviari seu exonerari; si aliquid de mercibus extraheretur de ipsa nave causa aleviandi ipsam, de consensu majoris partis et voluntate patronorum et mercatorum, et pro ipsius navis utilitate, et damnum aliquod evenerit in illo avere, seu mercibus, quæ de nave extractæ fuerint, volumus quòd damnum illud computetur comuniter in comune avere navis, et omnes expensæ quæ fiunt causa aleviationis ipsius navis; nisi fortè aliquod pactum super hoc factum fuerit inter mercatores et patronos? tunc enim volumus illud pactum inviolabiliter observari, et hoc locum habere volumus non solùm in navi, sed etiam in quolibet ligno cooperto.

XXXIX. Cùm navis seu aliud lignum robata vel robatum fuerit, volumus quòd damnum illud sit in comune avere navis. Verùm si per aliquod tempus damnum illud recuperaretur, in comune avere unde acceptum fuit, debeat devenire, et hoc intelligimus de Jadratino ad Jadratinum.

XL. Præcipimus quòd omnes conventiones seu pacta quæ facta fuerunt inter patronos et naulizatos, aut sorterios (1) vel marinarios navis, vel inter omnes alias perso-

(1) Ce mot justifie ma conjecture que dans le chapitre CIX du statut de Venise de 1255 on a écrit à tort *sorcerios*; voir t. V, page 53, note 3.



nas existentes in navibus, firmæ et stabiles debeant permanere ac inviolabiliter observari, nisi ipsa pacta et conventiones essent contra nostra statuta comunis Jadræ; nam tunc volumus quòd ipsa statuta inviolabiliter observentur. Ad hæc præcipimus quòd patronus non possit expellere sorterium, nec sorterius possit derelinquere patronum, sed teneantur observare integraliter pacta et conventiones inita inter ipsos sub pœna XX solidorum grossorum pro parte non observante ipsa pacta, cujus medietas deveniat in partem observantem ipsa pacta, altera medietas applicetur comuni Jadræ.

XLI. Si aliqua quæstio oriatur inter socios ejusdem navis vel alterius ligni seu inter plures patronos ejusdem navis, et aliquis ex ipsis patronis seu sociis habuerit penes se de bonis comunibus, seu de comunibus introitibus navis, volumus quod illa quæstio levato velo, id est sumarie et sine strepitu et figura judicii, ac sine districta terminetur; ita quòd, si post primum præceptum non comparuerit citatus, detur sententia, recepto priùs sacramento petentis; si autem reus citatus comparuerit, audiatur quid dicere seu allegare voluerit, et accepto uno termino, curia procedat ad accipiendum probationes actoris et rei, si aliquid probare voluerint: postea curia teneatur ipsam quæstionem terminare, vel per sacramentum, vel alium modum, prout sibi visum fuerit melius expedire.

XLII. Satis probabile nobis videtur quòd mercator teneatur satisfacere patrono navis de naulo, vel pignus sufficiens assignare antequàm ipse mercator extrahat seu recipiat merces suas de nave; et si mercator pignus assignaverit patrono, volumus quòd ipse mercator illud pignus debeat luere infra tertiam diem, postquàm navis fuerit discaricata; et si infra tertiam diem non redimerit pignus suum, perdat illud et applicetur patrono. Verùm si contingerit quòd navis non discaricaretur in totum, sed in partem, et opporteat navem ad alias partes facere viaticum suum, tunc super facienda solutione navis patrono, observetur pactum initum, seu factum inter mercatorem et patronum navis; et si pactum aliquod inter ipsos non esset appositum super hoc, teneatur mercator incontinenti solvere patrono naulum navis; quòd si ipse mercator incontinenti solvere noluerit naulum navis, auctoritate hujus statuti damus patrono plenariam potestatem recipiendi et retinendi in se bonum et idoneum pignus de mercibus ipsius mercatoris pro solutione nauli quam debet recipere à mercatore, residuum autem mercium talis mercatoris, vel patronus navis tradat eas mercatori, si eas vult recipere, vel ponat eas in terram, expensis ipsarum mercium; postea faciat navigium destinatum patronus.

XLIII. Si contingerit quòd marinarii qui pepigerint ad eundum usque ad muduam Sancti Andreæ cum patronis super aliquam navim, stent et serviant ipsi navi ultra terminum muduæ, patronus teneatur eisdem satisfacere à die contracti pacti in antea pro rata temporis et diei. Et ideo volumus et mandamus quòd scribanus teneatur scribere in quaterno annum, mensem, et diem quibus marinarii fuerint in concordia cum patronis, ut per hoc sciatur tempus facti concordii et tempus quo serviverunt navi ultra muduam prædictam (1).

(1) On voit par le rapprochement des chapitres CXI et CXII du statut de Venise de 1255 que le mot *mudua* désignoit une navigation pour tout le temps d'une époque, par opposition à celle qui étoit faite *ad mensem* ou à tant par mois. Ce mot *mudua*, qu'on ne trouve pas dans du Cange, me paroît avoir le même sens que *meta*, dans un passage de la chronique de Dandolo, citée par ce savant, voc. *Meta*, 7.



XLIV. Equanimiter nobis videtur quòd pagamentum muduæ, patroni navium faciant et facere teneantur marinariis per terzariam dividendo, videlicet tempus muduæ in tres terminos : ita quòd si mudua fuerit ad novem menses, prima solutio fiat die facti concordii inter patronos et marinarios, secunda et tertia solutio fiat marinariis per patronos in principio quorumlibet trium mensium temporis subsequentis.

XLV. Cùm res aliqua cujuscunque valoris, propter fortunale vel temporis tempestatem perdita, vel projecta de navi, inventa fuerit per aliquos transeuntes supter fundum aquæ, volumus quòd medietas rei taliter adinventæ sit illius qui rem prædictam recuperavit, seu extraxit vel surzerit de fundo aquæ; alia verò medietas sit patronorum navis periculatæ. Sed si res natans super aquam inventa et recuperata fuerit, ille qui eam recuperavit, habeat tertiam partem ipsius, reliquæ duæ partes assignentur patrono navis. Proinde volumus et mandamus quòd inventores hujusmodi rerum teneantur ipsas res conducere in portum Jadræ, eo salvo quòd si aliqua pacta inita fuissent inter patronum ex una parte, et inventorem ex altera super ipsis rebus recuperandis, volumus quòd talia pacta debeant integraliter observari. Verùm si aliqua barca turzida exiret portum Jadræ, aut de ejus districtu, ita quòd propter fortunale temporis quamvis sana et non fracta tamen turcida reperitur, hominibus existentibus in ea periculatis aut evasis, tunc volumus quòd illi qui hujusmodi barcas invenerunt et recuperaverunt, ac in portum Jadræ conduxerunt, percipere debeant et habere mercedem sui laboris quam judices maris extimarent fore meritoriam, rationabilem et condignam.

XLVI. Si plures socii fuerint de aliqua navi seu alio ligno, ita quòd quilibet habeat in ipsa vel in ipso partem suam, et talis discordia oriretur inter eos quòd, ob ipsam discordiam navis, non navigaret nec aliquod viagium faciat, præcipimus quòd licitum sit cuilibet ipsorum sociorum ad incantum ponere navem ipsam, et illi, sive de aliis hominibus, qui plus obtulerint in incantu, debeant delivrari; quæ locum habere volumus in Jadra solummodò et non alibi.

XLVII. Cùm aliquis cujuscunque condictionis in alterius potestate existens, sive voluntate patris vel domini, acceperit marinariciam de eundo et serviendo in nave aliqua, seu quolibet alio ligno, et propter ejus defectum [in] pœnam aliquam inciderit, volumus quòd ipse solvere teneatur pœnam quàm incurrit de marinaricia quam accepit, eo non obstante quòd in alterius fuerit potestate.

XLVIII. Ut fides debita cuilibet observetur, volumus quòd si mercator, patronus, nauchlerius aut marinarius alicujus navis seu alterius cujuscunque ligni, aut alia quæcunque persona cujuscumque condictionis, status vel sexus existens, dederit in terra vel in mari alicui eunti per terram aut naviganti per aquam aliquam rem seu pecuniam, ut deferatur et assignetur aut personæ nominatæ aut ejus familiæ, si illa persona nominata non poterit inveniri et ille qui recepit ipsas res vel pecuniam non assignaverit eam vel eas infra tertiam diem personæ aut familiæ ordinatis, teneatur ipse restituere in duplum ipsas res et pecuniam assignatas illi qui dederat sibi res prædictas seu pecuniam, et ad hoc per curiam modis omnibus compellatur.

XLIX. Si præpositus seu suprapostus aliquis positus fuerit per patronum in aliqua navi seu ligno, de quo constet per instrumentum vel testes, non liceat eidem præpo-



sito vendere navem seu lignum illud, nisi habuerit plenam licentiam et comissionem, per instrumentum vel per aliud scriptum, vendendi navem illam seu lignum; et qui contrafecerit, satisfaciat patrono integraliter de omni damno et interesse quod incurrerit ista de causa; de quo damno et interesse credatur sacramento patroni. Verùm si ipse præpositus talem incurrerit necessitatem quòd opportuerit eum vendere ipsam navem, ad supradictam pœnam nullatenus teneatur.

L. Cùm aliquis præpositus seu suprapostus alicujus navis vel ligni applicuerit portui Jadræ cum ipsa navi vel ligno, volumus quòd idem præpositus teneatur usque ad tertiam diem facere rationem patrono cujus vices gessit in navi, de omni introitu et exitu ipsius navis; qua ratione facta teneatur ipse præpositus, usque ad tres dies alios subsequentes, satisfacere patrono de omni eo quod repertum fuerit habere penes se de avere patroni; et si contrafecerit non satisfaciendo patrono infra terminum supradictum, volumus quòd ab eo termino in antea, si per quindecim dies ipse præpositus cessaverit in solvendo, nomine pœnæ solvere teneatur ultra id quod dare tenetur patrono, soldos duos denariorum venetorum parvorum pro qualibet libra. Verùm si post ipsos quindecim dies ipse suprapostus cessaverit in solvendo illud quod tenetur patrono, cum pœna supradicta solidorum duorum pro libra, volumus et mandamus quòd ipse præpositus seu suprapostus solvere et satisfacere teneatur patrono, cum duplo, tam sortem quàm pœnam duorum solidorum pro libra.

LI. Quia ea quæ reducuntur in scriptis faciliùs solent memoriæ commendari, præsentis statuti oraculo volumus et mandamus quòd quilibet præpositus seu suprapostus omnes introitus et exitus navis sive ligni, in quo vel in qua præponitur, teneatur scribi facere in quaterno scribani; quòd si non fecerit, credatur sacramento patroni de omni eo quod fuerit in quæstione inter ipsum patronum et præpositum.

LII. Marinarius aliquis dolose dedit damnum in aliquod de corredis navis, præcipimus, quod patrono navis duplum restituere teneatur, et credatur patrono de damno et valore damni.

LIII. Firmiter statuimus quòd, si aliqua navis junxerit cum alia nave violata in corredis suis per aquam, vel periculata quocunque alio modo, sive in portu, sive in quocunque alio loco, liceat patronis concordes esse, et recipere de patronis vel mercatoris navis violatæ in sua nave, et de rebus seu mercationibus ipsius navis periculatæ, et portare eos et eas ad illum locum ad quem concordium factum fuerit; eo salvo quòd, si navis fuerit caricata et per mercatores naulizata, hoc patroni facere non possint sine voluntate et licentia mercatorum petita, habita et concessa; et si marinarii fuerint ad muduam sive ad mensem, non possint contradicere patronis, nec partem aliquam habeant de naulo supervenienti. Verùm si marinarii recepti fuerint ad certum viagium, satisfiat eis ad rationem viagii propter patronos, mercatores et res supervenientes pro miliariis et ad rationem miliariorum, secundùm quod debebat satisfieri eis de primo viagio.

LIV. Patronus aliquis conduxit marinarios suos ultra gulfum ad viagium, postea patronus scambiavit viagium, et ad alias partes ire intendit; volumus quòd marinarii teneantur sequi patronum quocunque voluerit ire cum nave sua, sub pœna perdendi

duplum ejus quod debebat habere pro illo viagio pro marinaricia; et patronus teneatur satisfacere marinariis pro miliario et ad rationem miliarii, secundùm concordium primò factum pro primo viagio faciendo, sub pœna soldorum decem denariorum venetorum grossorum, dum tamen non mutetur viagium ut eatur ad locum prohibitum seu interdictum per Ecclesiam romanam.

LV. Ut omne prorsùs litigium tollatur, volumus firmiter observari quòd marinarii teneantur facere vaream, si damnum fuerit à decem libris superiùs; et si damnum fuerit infra x libras, marinarii vaream minime facere teneantur.

LVI. Si aliquod lignum venerit ad terram, aut fuerit devastatum, et patronus ligni voluerit illud facere reparari, volumus quòd marinarii dicti ligni teneantur stare et sequi illud lignum quousque ipsi patrono placuerit, et navis seu lignum fuerit reparatum, et ad locum destinatum perductum; quòd si marinarii relinquerint patronum et navem contra voluntatem patroni, perdant duplum ejus quod pro marinaricia habuerunt, seu habere tenentur; patronus tamen teneatur et debeat satisfacere marinariis integraliter de toto tempore quo steterunt. Si verò marinarius ab ipso principio pactum et concordiam fecerit cum patrono et domino navis, quòd ipse dominus teneatur dare marinariis victum et certam mercedem, tunc ipse patronus teneatur marinariis dare et expensas et mercedem, secundùm quod à principio convenit, donec ipsa navis sive illud lignum fuerit integraliter reparata seu reparatum.

LVII. Inviolabiliter præcipimus observari quòd, si aliquis marinarius inventus fuerit manifeste fecisse furtum in navi, si quidem repertus fuerit cum ipso furto antequam furtum perduxerit ad locum destinatum, solvat quadruplum ei cujus ipsa res fuerat; si verò jam pervenerat ad locum destinatum, duplum tantummodò solvat, et licitum sit patrono vel licentiare illum furem de navi, si voluerit, vel ipsum tenere, prout sibi melius videbitur et utilius expedire.

LVIII. In navi vel alio ligno rixam aliquam seu litigium marinarius fecit, volumus quòd patronus nauchlerii et proderii ipsos rixantes judicent ac puniant, prout eis videbitur fore justum.

LIX. Observari firmiter ordinamus quòd, si aliquis patronus seu patroni vendiderit navem suam seu aliud lignum, aut ipsam navem necessariò destruxerunt, seu ad maciam posuerunt in terra Saracinorum, teneatur patronus seu patroni marinarios ejusdem navis conducere in terram Christianorum et pro eis naulum exhibere, si ad terram Christianorum ipsi marinarii desideraverint remeare seu redire; quòd si patronus prædicta non observaverit, teneatur marinariis duplum satisfacere expensas quas ipsi marinarii substinerent illa de causa.

LX. Aliquis marinarius ad comestionem patroni receptus, infirmitate tali gravatur in via quòd non potest commode sustentari de comunibus comestionibus aliorum marinariorum; congruum esse volumus quòd iste talis marinarius habere debeat à patrono omni die, pro victu suo, duos soldos denariorum venetorum parvorum, vel si voluerit prius stare comestioni marinariorum hoc sit licitum sibi. Verùm quia multi marinarii liberati ab infirmitate fingunt se non liberatos ut habeant omni die prædictam pecu-



niæ quantitatem, volumus quòd in providentia sit scrivani et nauchlerii judicare quando ille talis infirmus intelligatur de ipsa infirmitate plenariè liberatus.

LXI. Misericorditer ordinamus quòd ille marinarius qui extra Jadram aliqua infirmitate gravaretur, et manere voluerit, sive eum oportuerit, de viagio illius navis propter infirmitatem quam sustinet, habere debeat totum pagamentum quod jam in navi deservierat, ac etiam totius temporis quo usque navis velum fecerit, et insuper usque ad unum mensem habeat soldos duos parvorum pro die, et sit in providentia patroni illius navis seu ligni utrum ipse marinarius sit dimittendus nec ne; quòd si patronus voluerit proveniat, et marinarius venire noluerit forte timens, stetur judicio nauchlerii; et si postea noluerit venire, solvat pœnam in quam cadunt alii marinarii.

LXII. Si marinarius, ad viagium, moriretur extra Jadram intra gulfum in viagio, hæres ejus habere debeat integrum pagamentum quod pro illo viagio sibi promissum fuit; et hoc locum habere volumus si ipse marinarius, jam defunctus, non recepisset ante mortem suam totalis viagii integrum pagamentum.

LXIII. Favorabiliter ordinamus quòd si marinarius qui fecerit muduam cum patrono, de loco illo ubi concordium factum fuerit se diviserit cum navi, et postea ipsum contingerit aspirare in primo terzerio, si non habuerit integram marinariciam de primo terzerio, hæredibus ejus debeat per patronum integra marinaricia assignari. Verùm si defecerit marinarius in secundo terzerio vel in tertio, non plus accipiant hæredes, nec ad plus teneatur patronus, nisi quod ei acciderit pro rata temporis, seu mensis et diei, à tempore secundi et tertii terzerii usque ad tempus marinarii jam defuncti.

LXIV. Si in civitate Jadræ patronus vendiderit totam navem suam, et marinarii ultra tempus quo servierant in navi aliquam pecuniam recepissent, volumus quòd illam sibi retineant nec teneantur ipsam restituere patrono. Verùm si extra Jadram patronus ipse vendiderit navem suam in aliquam terram Christianorum, teneatur patronus de toto soldo integraliter satisfacere marinariis antedictis. Sed si contingerit quòd ipse patronus vendiderit navem suam in terram Saracenorum, præter soldum quod patronus navis marinariis tenetur integraliter dare, teneatur insuper dare sibi naulum, ita quòd possint redire ad terram Christianorum : quòd si patronus prædicta non observaverit, teneatur ipse marinariis in duplum satisfacere expensas quas ipsi marinarii sustinerent illa de causa.

LXV. Marinarii fecerunt concordiam cum patronis, et vel per arras, vel per fiduciam, firmaverunt concordium et promiserunt cum illis esse; patroni postea volunt illos expellere de suo servitio seu eos demittere; volumus quod hoc facere non possint sub pœna totius soldi quod debebant habere marinarii antedicti; quam pœnam volumus ipsis marinariis applicari, nisi fortè juxta causa infirmitatis occupaverit marinarios antedictos, vel hoc esset de voluntate partis et concordia utriusque; quibus casibus declaramus patronum pœnam aliquam nullatenus incurisse. Verùm si post pactum et concordiam factam modo prædicto, marinarii vellent relinquere patronos navis vel alterius ligni, hoc facere non possint sub pœna prædicta, quæ applicari debeat patrono totaliter et in totum, nulla defensione audita, nisi in duobus casibus superius exceptatis.

LXVI. Nullus marinarius, postquam concordium fecerit cum patrono navis, sine

licentia ipsius patroni exire audeat civitatem in qua navis existit; qui verò contrafecerit solvat patrono solidos vigenti parvorum pro quolibet die. Verùm si navis ipsa fuerit in splazia, volumus quòd marinarius nullo modo possit relinquere ipsam navim; quòd si marinarius relinquerit eam, solvat patrono duodecim grossos pro quolibet die vel nocte quo vel qua relinquerit ipsam navem.

LXVII. Cum aliqua navis fuerit naulizata, et marinarii qui debent servire navi voluerint ponere suum miliare in ipsa nave, volumus, si omnes partes navis fuerint plenæ, quòd patronus teneatur satisfacere marinariis de toto suo miliari seu carcho, quod ipsi marinarii ponere poterant in navi ad rationem sui nauli. Verùm si ipsi marinarii voluerint ponere in navi potius suum miliare, de hoc habeant plenariam potestatem, et sit in eorum arbitrio, dum tamen non possint ponere in navi pro suo miliari aliquem hominem ad hæc. Si marinarii noluerint ponere in navi suum miliare, volumus quòd illud vendere non possint, nisi, vel patrono ipsius navis, vel alteri de voluntate patroni.

LXVIII. Statuimus quòd marinarii debeant savornare navem et recipere mercimonia à mercatoribus, ac stivare et exhibere, seu conducere res mercatorum ad portam, præterquàm in civitate Venetiarum ubi prædicta facere non tenentur.

LXIX. Volumus quòd marinarii recipiant mercimonia patroni, et portent illa ad navem et stuent ea. Item volumus quod conducant lignamen patroni ad navem, et deornent illud, et extrahant de nave in terram, et postea portent illud ubi placuerit patrono.

LXX. Comunis Jadræ statuta valere volumus et tenere ubicunque locorum inter patronum navis et marinarios Jadrenses; nec possint marinarii nec debeant super aliqua quæstione convincere patronum navis, secundum usum et consuetudinem loci in quo fecerint quæstionem.

LXXI. Navis aliqua Jadrensis ponitur ad partem, cum marinariis pacto super hæc posito inter marinarios et patronum, volumus quòd illud pactum sit firmum si reductum fuerit in scripturam.

LXXII. Statuimus quòd de omni inventione facta per illos de navi, tam in terra quàm in mari, si nescitur cujus fuerit res inventa, medietas sit domini seu patroni ipsius navis, aliam medietatem habere debeant omnes de nave prædicta inter ipsos equaliter dividendam.

LXXIII. Cum ligna aliqua fecerint marinarii et apportaverint ea in navim, volumus quòd navis habeat de ipsis lignis unam tertiam partem, secundam tertiam partem habere debeat patronus, reliquam tertiam partem marinarii sibi debeant retinere.

LXXIV. Si damnum datum fuerit in mercibus alicujus navis seu ligni, propter malam calcaturam, sive in furmenta, sive in sale, sive in quacunque alia re seu merce, volumus quòd totum illud damnum patronus illius navis seu ligni restituere teneatur illis quorum res fuerint devastatæ.

LXXV. Dicimus et precise observari mandamus quòd si aliqua navis seu aliquod aliud lignum fuerit stagnum et sanum, quando navis separat se de Jadra vel de alio



portu, et postea violatur aqua vel per temporis fortunam seu tempestatem, vel per alium modum, illud damnum vadat omnimodo per vaream, secundùm usum et consuetudinem diutiùs approbatam.

LXXVI. Precise observari mandamus quòd omnes marinarii qui conducti fuerunt ad muduam sancti Andreæ, si termino adveniente navis nondum Jadram potuit applicari, non possint eamdem navem derelinquere sine patronis ipsius navis licentia speciali; et tunc patronus teneatur plenarie satisfacere marinariis de toto tempore quo servierint, eidem faciendo rationem per mensem et diem, secundum formam pacti quo primitus ipsi marinarii fuerint conducti per patronum prædictum.

LXXVII. Hoc præsenti statuto decernimus quòd navis quam ante terminum muduæ applicuerit Jadræ, et stabit ibidem ad invernandum, retineat marinarios usque ad dictum terminum, ut possint eandem navem desmanticare, et correda deferre ad locum in quo patronus ordinabit, et desavornare secundùm utilitatem patroni, si ipsi patrono placuerit; et à supradicto termino in antea sint liberi marinarii, et possint convolare quò voluerint, sine alicujus statuti offensa. Et si antea aliqui marinarii recederent sine licentia patroni, solvant pro quolibet, solidos duos grossorum patrono navis.

LXXVIII. Defendendo navim, seu faciendo necessariam utilitatem navis seu alterius ligni, aliquo casu fortuito marinarius, sive ad muduam sive ad navigium, est defunctus, volumus quòd hæres ipsius marinarii defuncti habere debeant marinariciam de mudua et naulum integrum.

LXXIX. Putantes quòd in quacunque navi, banzono, buzonavi, tarreta seu quocunque alio ligno, officium timonariæ vel cabariæ debet per peritum hominem exerceri, et per illum qui sit peritus ad officium sibi impositum exercendum, volumus, et auctoritate hujus statuti præcipimus et mandamus, quòd quicunque fuerit electus ad prædicta officia legitime, vel ad aliquod aliud officium necessarium in navi vel aliis lignis antedictis, teneatur illud officium recipere ac etiam fideliter adimplere; quòd si non fecerit, solvat quinque libras denariorum venetorum parvorum pro pœna; quæ pœna toti societati navis, seu omnibus personis existentibus in navi, debeat applicari, nisi forte fuerit juxta infirmitate oppressus, cujus infirmitatis oppressio remaneat in patronum et nauterium navis, seu cujuslibet alterius ligni in quo fuerit.

LXXX. Si contigerit barchas naulizatas, seu conductas in vendimiis seu causa vindimiarum, propter fortunam seu temporis tempestatem extra Jadram applicari, et non posse propter causam antedictam modo aliquo navigare, volumus quòd dominus ipsarum barcharum pro illis diebus nullum habeat pagamentum, quibus fuerit impeditus propter malum tempus. Veruntamen marinarii habere debeant solummodò ad comedendum et decenter.

LXXXI. Si barchæ, tempore vendimiarum, post occasum solis Jadram applicuerint ponderatæ vinis, volumus quòd marinarii non possint eas derelinquere, immo permaneant ad discaricandum illas, et pro suo labore quilibet marinarius habere debeat duodecim denarios parvos, si barcha fuerit de modiis sexaginta usque ad octuaginta; et si barcha fuerit ad octuaginta superius, habere debeat marinarius integram solutionem pro rata modiorum. Verùm si barcha fuerit de modiis trigenta usque ad quadraginta,

habere debeat quilibet marinarius denarios octo parvos; et si fuerit de modiis trigenta vel ab inde inferius, habere debeat quilibet marinarius denarios sex præter cœnam, quam cœnam volumus et mandamus quod cuilibet marinario dari debeat à domino vini decenter et congrue in quolibet casuum supradictorum. Verùm si aliqui ex marinariis se substraherent, ita quòd non discaricarent navem, ut dictum est, perdant ille vel illi marinarii naulum quod habere debebant pro illo itinere, et domino vini integraliter applicetur; et insuper, si propter ipsam fugam quam fecerint ipsi marinarii vel aliqui ex eis, patronus barchæ alia die fuisset quomodolibet impeditus, ita quòd non potuisset navigare tota illa die vel aliqua parte ejus, teneantur illi qui fuerint in culpa ad totum naulum barchæ alterius diei, et patrono barchæ totaliter applicetur (1).

EXTRAITS DU STATUT DE PHARO OU LESINA.

Lib. V. — Cap. I. Statuimus quòd si damnum aliquod eveniret in mercibus alicujus navilii sive ligni propter malam calcaturam, patronus illius ligni vel navilii, vel ille cujus erit lignum vel navilium, teneatur emendare totum illud damnum; salvo quòd si patronus vel ille qui loco ejus erit posset probare quòd non esset propter malam calcaturam, sed propter fortunam temporis, non teneatur ad aliquod damnum; et si appareret quòd aliquis poneret aliquam mercantiam super aliquo navilio sive ligno, de qua haberet scripturam scrivanus navilii sive ligni, vel posset probare per bonam testificationem, quæ domino comiti et judicibus videbitur sufficiens, navilium vel lignum totum illud damnum teneatur emendare.

II. Ordinamus quòd si aliquod damnum alicui navilio sive ligno evenerit, quod Deus avertat, de arboribus, antenis, velis, anchoris, timonibus, barca, vel de quolibet alio correde, restitutio illius rei de qua damnum evenisset fieri debeat de communi, sive de mercatione et navilio sive ligno, secundum erit æstimatum; et si aliquod navilium sive lignum projiceret extra, propter fortunam temporis, vel alleviaret, vel per piratas, vel per cursarum esset acceptum, similiter vadat per avariam.

III. Volumus quòd amodò in antea nullus nauclerius vel marinarius qui exiret de civitate Pharæ pro eundo cum aliquo navilio sive ligno, possit vel valeat dictum navilium sive lignum relinquere seu dimittere sine voluntate et expressa licentia patroni vel ejus qui loco sui erit; et qui contrafecerit, solvere debeat pro pœna et damno pro quolibet et qualibet vice libras quindecim parvarum; cujus pœnæ medietas sit communis, et alia navilii sive ligni, salvo quòd, si ille qui recessit posset probare per bonam testificationem quòd justa de causa recessisset, et lignum dimisisset; quæ quidem testificatio sit, et esse debeat in discretione domini comitis et suorum judicum; et si patronus ligni sive navilii, vel ille qui loco ejus erit, non solverit salarium suis marinariis ad terminum quem deberet, ex tunc in antea teneatur dictam solutionem dictis marinariis in duplum restituere.

IV. Decernimus et de cætero præcipimus inviolabiliter observari quod aliquis nauclerius sive marinarius modo aliquo vel ingenio non audeat vel præsumat vendere

(1) Les chapitres LXXXII et LXXXIII n'ayant pour objet que des mesures locales sur les barques employées au transport des vendanges, il m'a paru inutile de les recueillir.



aliquod navilium sive lignum alicujus, sine licentia et voluntate patroni navilii sive ligni; qui verò contrafecerit solvere debeat pro quolibet et qualibet vice, totum illud quod juraret patronus; et quòd patronus vel qui loco ejus erit habeat arbitrium de nendendo, et quòd nullus marinarius valeat contradicere, sed ille qui venderet teveatur dare cuilibet marinario grossos duodecim pro expensis ultra eorum salarium.

V. Ordinamus quòd, si aliquis marinarius esset obligatus pro eundo cum aliquo navilio sive ligno, et remaneret suo defectu, quòd non iret, solvat duplum ejus quod recipere deberet marinarizæ vel recepisset, salvò si esset infirmus; et si esset infirmus solummodò reddere debeat illud quod recepisset; et si aliquis marinarius infirmaretur super viaggio et remaneret in aliquo loco cum voluntate et licentia patroni, vel qui ejus loco erit, sibi solvere debeat de toto eo quod servivisset per diem et horam; et si moriretur super, sibi solvi debeat de toto eo quod servivisset per diem et horam; et etiam quòd marinarii teneantur servire, quando lignum vel navilium incœptum erit caricare, et hoc quousque erit caricatum et discaricatum : et non debeat lucrari nisi quando lignum vel navilium recedet et ibit ad suum viaggium et junget in portum, et tunc incipiat lucrari et non ante; et si navilium vel lignum recederet et rediret, usquequo non surzeret anchoram in aquam in aliquam partem, quòd marinarius nihil debeat lucrari.

VI. Si aliquod lignum vel navilium amodò in antea iret ad aliquam civitatem sive locum, qui haberet pignora supra homines Pharæ, et aliquis mercator, sive marinarius vel aliqua persona ipsius navilii sive ligni caperetur propter dicta pignora et damnum aliquod haberet, ibidem ipsum damnum restitui debeat per communitatem navilii sive ligni, salvo si dictus mercator, marinarius vel alia persona acciperet pro suo proprio debito clarè facto.

VII. Marinarius naviliorum vel lignorum qui vadunt in viaggio tenetur obedire patrono vel nauclerio, dum ipsum viaggium durat; et non valeat dicere nauclerio vel supraposito, *revertamur Pharam,* et nullum viaggium perturbare quod facere vellet ipse nauclerius vel suprapositus; et quicunque ipsum turbare voluerit solvere debeat libras decem parvarum : medietas sit communis et alia patroni vel suprapositi; et scrivanus navilii sive ligni teneatur manifestare domino comiti et suæ curiæ turbatorem vel turbatores infra octo dies postquam veniret; et si non manifestaret, ipse solvere debeat libras decem parvarum communi.

VIII. Si navilium vel lignum inveniret aliquam affacturam vel caperet aliquod navilium vel lignum inimicorum, totum quod inventum fuerit in ipso navilio sive ligno in quatuor partes debeat dividi : unam partem habeat ipsum navilium sive lignum; aliam partem habeat ipsum havere quod erit in dicto navilio sive ligno; reliquas duas partes habeant marinarii et mercatores æqualiter inter eos.

IX. Ordinamus quòd amodò in antea, si aliquis marinarius alicujus ligni sive navilii poneret in ipso navilio sive ligno aliquam rem de calumnia vel vetitam, absconditè à nauclerio vel patrono ipsius navilii sive ligni qui essent in ipso aut extra, marinarius ille teneatur emendare totum damnum quod pro ipsa re de calumnia vel vetita evenerit; et sic intelligendum est de patrono et nauclerio sicut dictum est de marinario.



X. Volumus quòd si aliquod navilium vel lignum super quo essent mercatores daret aliquam prostrennam, vel pedociam, vel aliquod aliud, de voluntate majoris partis illorum qui essent super ipso navilio sive ligno, pro salute ligni vel navilii, et de illo havere quod esset super ipso ligno vel navilio, quòd illud debeat restitui et solvi de toto havere quod esset super ipso, per avariam.

XI. Decernimus quòd si aliquis præsumeret amodò in antea projicere aliquod in mare de aliquo navilio sine licentia nauclerii et partis illorum qui essent super dicto navilio sive ligno, ille qui projiceret teneatur emendare.

XII. Ordinamus quòd amodò in antea quicunque acciperet aliquod navilium, lignum sive ladium ad naulum, ad partem, cum licentia vel sine licentia, et conduxerit illum in portum Pharæ completo viaggio, et extraxerit eum infra terram, tantùm quòd homo transire posset inter aquam et lignum vel navilium, sive ladium, non tangendo aquam, si lignum, navilium vel ladium perdetur ab inde in antea, qui accepisset non teneatur aliquid emendare.

XIII. Statuimus quòd amodò in antea de quibuscunque naviliis sive lignis quæ præstabuntur alicui personæ sine præcio, et si contigerit quòd perderetur, totum damnum debeat esse patroni ligni sive navilii; et si quæstio esset inter ipsos, et non haberent testes, volumus quòd tota credentia debeat esse in patrono ligni sive navilii.

XIV. Ordinamus et inviolabiliter præcipimus observari quòd amodò in antea, si aliqua persona cujuscunque conditionis existat modo aliquo vel ingenio, vararet barcam, zoppulum, pallascarmum vel aliquod aliud navilium sive lignum alicujus personæ, sine voluntate patroni, et legitimè apparebit, ille qui varasset solvere debeat, pro quolibet navilio et qualibet vice libras tres parvarum; medietas sit comunis et alia accusatoris vel patroni, et emendare debeat damnum quod juraret patronus; quod quidem sacramentum sit, et esse debeat in discretione domini comitis et suorum judicum.

XV. Volumus quòd amodò in antea, in omnibus factis maris et marinariorum unde scriptura non appareret, et legitime possit probari per bonos testes quòd omnibus testibus fides adhibeatur, prout domino comiti et suis judicibus videbitur convenire, non obstante aliquo statuto in contrarium loquente.

XVI. Decernimus et inviolabiliter præcipimus observari quòd amodò in antea dominus comes cum suis judicibus debeat quamlibet rationem in facto marinarizæ audire et integram facere rationem, tam tempore feriato quàm non feriato.

CHAPITRE XXXI. — Les statuts de Bari, ville du royaume des Deux-Siciles, sur l'Adriatique, dont j'ai trouvé un exemplaire imprimé à Venise en 1596, in-4°, sous le titre, *Commentarii ad consuetudines præclaræ civitatis Barri*, m'ont fourni quelques dispositions sur le droit maritime qu'il étoit de mon devoir de recueillir. C'est au moment où je terminois mon supplément que m'est tombé sous la main cet ouvrage, dont personne ne m'avoit donné l'indication lorsqu'en 1833 je faisois des recherches à Naples. Je n'ai plus le temps d'entamer une correspondance, dont le résultat seroit

fort incertain, pour connoître l'époque de la rédaction de ce statut. Vincent Maxilla, éditeur et commentateur, ne donne aucune indication à ce sujet. Peut-être ce qu'il a publié n'est-il qu'une traduction moderne d'un texte en italien ou en latin du moyen âge; et je serois porté à croire que la rédaction originale est au moins du XIII[e] siècle. L'éditeur nous apprend que, s'en étant procuré une copie, il l'avoit emportée en Hongrie, où il rédigea son commentaire. C'est probablement à cette circonstance qu'on doit attribuer l'obscurité du texte, causée par l'omission ou l'incorrection d'un grand nombre de mots, que je n'ai pu, de mon côté, suppléer ou rectifier.

EXTRAIT DU STATUT DE BARI.

RUBR. *De pecunia nautica.*

Si pecuniam nauticam creditor crediderit navigandam, licet simplex sit creditor, et licet merces ei non fuerint obligatæ, eum tamen aliis creditoribus præferendum quibus generaliter vel expressim merces fuerint obligatæ, navigantium privilegia decreverunt.

RUBR. *Qualiter a communione navium discedi potest: si navis fuerit spoliata.*

Licet in communione nemo detinetur invitus, in navibus tamen, si in coeunda societate nihil expressum fuerit, contrarium obtinebit; nec per licitationem ab eadem communione disceditur, nisi justa litigandi causa cognoscitur, veluti cum aliquis sociis suis inferat molestiam, vel expensas in navi, pro rata noluerit ministrare.

At cum de administratione contenditur, si administrationis rationem omnibus sociis, vel majori parti, cùm alii præsentes non fuerint, vel præsentes summoti, rationi adesse noluerint, magistrum, id est navis præpositum fecisse claruerit, nullam absentes vel summoti præsentes rationem poterunt postulare, sed tantùm celebratis inter socios rationibus permanere coguntur. Et si cùm vel ordinatus fuerit, vel cùm sociis vel majori parti, ut est expositum, rationem reddiderit et jurasse magistrum constiterit affuisse, ne et sæpius juretur, aliud juramentum non quæritur. At si apostasas (1) in navibus constiterit affuisse, et, sine notitia, magister navis aliquid erogaverit, etiam pro navis commodo fuerit erogatum, quia tunc apostasas consuetudo tacitè videtur innui ut ab ipsorum notitia non expendat, nec repetere poterit, nec in navis rationibus compensari; contra magistrum autem vel præpositum probationum congeries conquiescat, cùm et totum suæ fidei creditum videatur.

Quia verò contingit sæpè quosdam de sociis, navem ad certa navigandi loca velle submittere, alios in diversa vel in nulla velle dirigere, æquitatis mensura obtinuit, ut ubi major pars in sortione, scilicet navem voluerit navigare, illud etiam invitis cæteris consortibus, navis navigare debebit. Et si quid in navi justè fuerit erogatum, si quid

(1) Ce mot n'est pas latin et ne se trouve dans aucun glossaire de basse latinité. Le commentateur paroît croire qu'il signifie *scriba navis*; j'en doute. Le mot *apostasas* me semble dérivé de l'italien *appostare*, signifiant *placer*, et même *préposer*: je crois donc que, dans l'idiome local, il désigne des agens chargés de représenter, soit les intéressés au chargement ou au navire, soit même le patron dans son administration, ainsi qu'on l'a vu, chapitre XLIX et suivans du statut de Zara.

sui socii erogaverint, illud pro rata cum usurarum additamentis de sex in septem; et si ab extraneo quid sub usuris acceperit, tam sortem quàm usuras pollicitas, eum et earum petitio subeant ad nolentem, et invito socio posse consequi usus maritimus constituit.

Sicque adversi casus solent in navibus evenire, si peregrinorum navem piratis constiterit spoliatam, vel si levandæ navis gratia aliquorum res projectas esse constiterit, dominorum tamen dispendio deputatur, nec in aliquo quis ex nave conferre debebit. Si vero navis fuerit mercialis et aliquod prædictorum contigerit, si parabulusum (1) fuerit et magistri voluntate immissum, nisi pacto cum piratis finem fecerint, tunc enim ad quæcunque in navi fuerint pro rata tenebitur. Si verò sine magistri voluntate conferre parabulusum in nave fuerit, in nullo nec illud empticè nec ex emptica conferre debebit; emptica tamen empticæ conferet spoliatæ (2), etsi expressum pro rata dixerit se illius empticam ablaturum.

Sed cum nautica pecunia creditorum periculo navigatur, si tamen cum navi pecuniam credidi navigandam et debitor se alio navigio destinavit, creditarum pecuniarum eventus et periculum describitur debitori, nisi aliud inter contrahentes convenisse claruerit. Sed si certis locis credidi pecuniam navigandam et in partes alias navigaverit, ad solum debitorem amissæ pecuniæ in commodum redundabit. Item, si domi pecuniam reliquerit, casus adversus et fortuna navigii soli debitori describitur.

Cùm autem rugatiatorum, vel pubatorum (3) merx navigio vehitur, commodum et incommodum quod in his evenerit rugatiatorum vel pubatorum mercibus deputatur.

CHAPITRE XXXIII. Ajouter à la fin de la dissertation; page 280, que la Sardaigne est maintenant régie, pour le droit maritime, par le code de commerce que le roi de Piémont et de Sardaigne a publié en 1842, ainsi que je l'ai dit page 585, ci-dessus.

(1) Ce mot ne se trouve dans aucun glossaire. Le commentateur, tout en avouant qu'il ne le comprend pas, dit que peut-être il signifie *cibaria*.

(2) Ce texte est très-obscur, soit parce qu'il est corrompu, soit parce qu'il se réfère à d'anciens usages locaux. On voit seulement qu'il concerne la contribution aux pertes occasionnées par le jet ou par le pillage des pirates.

(3) Le commentateur avoue qu'il ne sauroit expliquer ces deux mots. Je ne les ai trouvés dans aucun glossaire. Ils doivent désigner une espèce particulière de personnes embarquées sur un navire.



AVERTISSEMENT

SUR LA TABLE CHRONOLOGIQUE ET LA TABLE DES MATIÈRES.

J'ai promis, à la fin de la préface du tome V, de publier une table chronologique des documens et une table alphabétique des matières contenus dans ma collection.

La première étoit indispensable, mon plan, auquel les savans ont bien voulu donner leur approbation, ayant été de suivre un ordre géographique, et de réunir dans le chapitre consacré à chaque pays les documens qui le concernent, quelle qu'en fût la date.

La seconde, la table alphabétique des matières, n'étoit pas moins nécessaire pour faciliter les recherches dans un recueil aussi volumineux; mais l'exécution n'a pas été sans difficultés.

On conçoit comment il est possible de faire une telle table assez méthodique pour un ouvrage suivi, qui offre un ensemble de récits, s'il s'agit d'une histoire, ou une exposition de principes et de discussions, s'il s'agit d'un traité didactique; c'est aussi ce que j'ai essayé, relativement aux introductions placées en tête des trois premiers volumes et aux dissertations qui précèdent chaque chapitre.

Quant aux documens, si j'eusse entrepris d'analyser les nombreuses dispositions dont chacun est composé, et de ranger par lettre alphabétique tous les résultats de cette analyse, il auroit presque fallu reproduire la totalité de l'ouvrage.

Il m'a semblé, d'ailleurs, que ce qu'il importoit le plus, c'étoit que la table des matières fît connoître l'objet de chacun des documens, en rangeant leur indication sous les mots les plus généraux et les plus importans du droit maritime.

Ainsi, pour en donner quelques exemples, sous les mots *Assurances, Jet, Naufrages, Patron,* j'indiquerai les documens où il en est question, et les pages des volumes où l'on trouvera les dispositions de ces documens.

Je n'ai pas cru qu'il fût nécessaire de dresser séparément une table géographique particulière qui indiquât, sous le nom de chaque pays ou de chaque ville, les lois qui leur appartiennent. Mais tous ces noms, même les plus obscurs aujourd'hui, se trouveront à leur ordre dans ma table alpha-

bétique, et, à chacun de ces noms, j'indique les documens qui appartiennent au pays ou à la ville désignés.

A cet égard, une observation me paroît nécessaire. Il y a des États qui ont des lois communes et générales pour tout le territoire, et dont, en outre, quelques villes ont eu des lois ou coutumes spéciales ou locales. J'en donnerai pour seul exemple la France. On trouvera dans ma collection des lois faites pour régir le royaume entier, et des lois locales, telles que les statuts d'*Arles, Bayonne, Marseille, Montpellier, l'Ile d'Oléron, Olonne*. J'aurois pu réunir, sous le seul mot FRANCE, toutes les indications des matières contenues dans ces lois générales et dans ces lois particulières. J'ai cru qu'il étoit plus conforme au but de ma collection d'indiquer simplement, sous le mot FRANCE, les lois générales pour le royaume, et de renvoyer, par l'énonciation des noms des villes, aux articles où sont énumérées les lois particulières qui leur appartiennent. J'ai fait de même pour les Pays-Bas, l'Espagne, la Norvége, la Suède, la Russie, etc. etc.

Outre les lois et statuts, cette collection contient des recueils d'usages non officiels; tels sont : la *Compilation rhodienne*, les *Rôles d'Oléron*, la *Compilation* dite *Droit de Wisby*, le *Consulat*, le *Guidon de la mer*, etc. etc. Je les ai désignés par les noms qu'ils portent dans les chapitres qui les concernent.

J'ai apporté tous mes soins à éviter les erreurs de chiffres, qui peuvent se glisser si facilement et qui même échappent beaucoup plus à l'auteur, dans la correction de ses épreuves, qu'à ses lecteurs. Je n'ose croire qu'il m'ait été possible de n'en laisser subsister aucune. Après avoir protesté de toute ma bonne volonté et de mon attention scrupuleuse à faire les vérifications sur mon manuscrit et sur les épreuves, il ne me reste qu'à me recommander à la bienveillante indulgence des savans.

TABLE CHRONOLOGIQUE

DE

TOUS LES DOCUMENS

DONT LE TEXTE EST CONTENU DANS CETTE COLLECTION (1).

ANNÉES.	TITRES DES DOCUMENS.	TOME.	PAGE.
Avant J. C.	Droit maritime extrait du code de Manou, pour l'Inde.	VI.	385.
Avant J. C.	Droit maritime des Grecs, et notamment des Athéniens	I.	35.
Avant J. C.	Droit maritime des Romains (2)	I.	85.
v[e] siècle	Droit maritime de l'Europe pendant l'invasion des peuples barbares	I.	149.
ix[e] siècle	Droit maritime de l'empire d'Orient	I. VI.	179. 483.
ix[e] siècle	Compilation connue sous le nom de *Droit maritime des Rhodiens*	I. VI.	231. 484.
940	Droit maritime de Norvége, extrait du *Gulathingslagh*.	III.	21.
1063	Ordonnance maritime de Trani	V.	237.
xi[e] siècle	Droit maritime, extrait des lois de Guillaume I[er], roi d'Angleterre	IV.	203.
1150	Droit maritime extrait du statut de Sleswick	III.	229.
1150	Droit maritime extrait du statut de la ville d'Arles	IV.	251.
1158	Droit maritime extrait d'un code de Lubeck	III.	399.
1160	Droit maritime extrait du *Constitutum usus* de Pise	IV.	569.
xii[e] siècle	Droit maritime extrait de l'Assise des bourgeois du royaume de Jérusalem	I.	275.
xii[e] siècle	Droit maritime, rédigé en France sous le nom de *Rooles ou Jugemens d'Oléron*	I. VI.	323. 57,485

(1) Le nombre des documens dont j'ai rassemblé les textes est de *deux cent soixante-six*. Les huit collections antérieures, que j'ai décrites, t. I[er], pag. 10 et suiv., n'en ont fourni que *soixante-deux*.

(2) Il est très-vraisemblable que les décisions contenues dans le Digeste ont une origine antérieure à l'ère chrétienne; quant aux constitutions du Code, elles sont certainement postérieures.

ANNÉES.	TITRES DES DOCUMENS.	TOME.	PAGE.
XIIe siècle..........	Droit maritime extrait de la loi de Norvége appelée *Biarkeyar-Rett*..........................	III.	22.
XIIe siècle..........	Droit maritime extrait du Grágás, code d'Islande...	III.	55.
XIIe siècle..........	Droit maritime extrait des lois des bourgs d'Écosse..	IV.	219.
1214.............	Droit maritime extrait des statuts civils de Curzola, île de l'Adriatique......................	V.	96.
1223.............	Droit maritime extrait de la coutume de Montpellier.	IV.	253.
1224.............	Privilége maritime accordé à Lubeck, dans la ville de Stralsund.........................	III.	459.
1231.............	Droit maritime extrait d'une constitution de Frédéric II, pour le royaume de Sicile...........	V.	252.
1232.............	Droit maritime extrait du statut criminel de Venise..	V.	19.
1240.............	Droit maritime extrait d'un code de Lubeck.......	III. VI.	399. 510.
1243.............	Privilége maritime concédé à la ville de Valence par le roi d'Aragon.........................	V.	333.
1250.............	Droit maritime extrait de la coutume de Valence...	V.	333.
1254.............	Droit maritime extrait du statut de Biarkoo ou Birca, en Suède.............................	III.	111.
1255.............	Droit maritime extrait du statut de Marseille......	IV.	256.
1255.............	Statut maritime de Venise	V VI.	20. 604.
1255.............	Droit maritime extrait du *Fuero real* de Castille....	VI.	15.
1258.............	Ordonnance du roi d'Aragon, sur la police de la navigation de Barcelone......................	V.	339.
1266.............	Privilége accordé par le roi d'Aragon, aux magistrats de Barcelone, pour nommer des consuls d'outre-mer.................................	V.	346.
1266.............	Droit maritime extrait des *Partidas* de Castille.....	VI.	16.
1269.............	Droit maritime extrait d'un privilége accordé à Barcelone...............................	V.	347.
1270.............	Statut maritime de Hambourg (1)...............	III.	337.
1270.............	Droit maritime extrait du statut de Riga.........	III.	505.
1271.............	Droit maritime extrait d'une pragmatique pour Barcelone................................	V.	347.
1274.............	Droit maritime de Norvége, extrait du *Gulathingslagh* du roi Magnus........................	III.	22.
1274.............	Statut maritime de Berghen et de Drontheim......	III. VI.	27. 509.
1278.............	Statut maritime de Stralsund..................	III.	459.
1280.............	Droit maritime extrait du *Jons-bog*, code d'Islande..	III. VI.	67. 510.

(1) Ce statut porte aussi les dates de 1276 et 1292.

ANNÉES.	TITRES DES DOCUMENS.	TOME.	PAGE.
1282.	Droit maritime extrait d'une constitution pour les Deux-Siciles.	V.	253.
1283.	Droit maritime extrait d'une constitution pour les Deux-Siciles.	V.	256.
1283.	Droit maritime extrait du *Recognoverunt proceres* de Barcelone.	V.	348.
1284.	Droit maritime extrait du statut de Flensbourg.	III.	231.
1285.	Lettres patentes d'Édouard Ier, pour l'Angleterre, sur la contribution au jet.	IV.	204.
1286.	Droit maritime extrait d'une constitution de Jacques Ier, pour la Sicile.	V.	256.
1288.	Pragmatique du roi d'Aragon, relative aux naufrages.	V.	348.
1288.	Pragmatique du roi d'Aragon, contre la piraterie.	V.	349.
1292.	Droit maritime extrait du statut d'Hadersleben.	III.	233.
1298.	Droit maritime extrait du *Breve curiæ maris* de Pise.	IV.	585.
1299.	Statut maritime de Lubeck.	III.	404.
1300 (environ).	Droit maritime de Brême, emprunté à Hambourg.	III.	317.
XIIIe siècle (1res années).	*Constitutio societatis navium Bajonensium*.	IV.	283.
XIIIe siècle.	Droit maritime extrait de la Ire et de la IIe skraa de Novogorod.	III.	528.
XIIIe siècle.	Droit maritime extrait des Établissemens de Montpellier.	IV.	255.
XIIIe siècle.	Code maritime de Malaca.	VI.	389.
XIIIe siècle.	Extraits d'un autre code maritime de Malaca.	VI.	426.
XIIIe siècle.	Droit maritime extrait des codes généraux de Malaca.	VI.	441 et 447.
XIIIe siècle.	Code maritime des royaumes Mangkassar et Bougui, dans l'île Célèbes.	VI.	450.
XIIIe siècle.	Code maritime de Bougui.	VI.	467.
XIIIe siècle.	Droit maritime extrait du statut de Gênes, pour la colonie de Péra.	VI.	581.
XIIIe siècle.	Droit maritime extrait du statut de Zara, dans la Dalmatie.	VI.	605.
XIIIe siècle.	Droit maritime extrait du statut de Bari.	VI.	625.
1303.	Droit maritime extrait du statut de Brême.	III.	322.
1303.	Droit maritime extrait du statut de Rimini.	V.	113.
1304.	Pragmatique de droit maritime pour la Catalogne.	V.	349.
1306.	Articles de droit maritime, de Hambourg.	III.	347.
1316 (environ).	Extrait d'un statut maritime de Gênes, pour la Gazarie.	IV.	349.
1316.	Droit maritime extrait d'un statut de Sassari, île de Sardaigne.	V.	281.
1318 ou 1319.	*Breve portus Kallaretani* (Cagliari), île de Sardaigne.	V.	284.

ANNÉES.	TITRES DES DOCUMENS.	TOME.	PAGE.
1320 (environ).....	Droit maritime extraît du statut de la ville de Wisby, île de Gothlande..........................	III.	114.
1330 (24 septembre).	Extrait d'un statut maritime de Gênes, pour la Gazarie..	IV.	442.
1330.............	Privilége pour les armateurs en course, en Catalogne.	V.	393.
1331.............	Droit maritime extrait du statut de Pharo, île de Lesina, dans l'Adriatique....................	VI.	622.
1333 (22 janvier)....	Statut maritime de Gênes, pour la Gazarie.......	IV.	445.
1335.............	Droit maritime extrait de la skraa d'Appenrade.....	III.	232.
1338.............	Extrait d'une enquête sur le droit maritime d'Angleterre.................................	IV.	204.
1339 (15 novembre).	Statut maritime de Gênes, pour la Gazarie........	IV.	455.
1340.............	Droit maritime extrait de la coutume de l'île d'Oléron.	IV.	290.
1340.............	Ordonnance maritime du roi d'Aragon...........	V.	351.
1341 (6 septembre)..	Statut maritime de Gênes, pour la Gazarie........	IV.	457.
1341.............	Ordonnance relative aux consuls de Barcelone en Sicile..................................	V.	367.
1343.............	Ordonnance des magistrats de Barcelone, sur le droit maritime................................	V.	371.
1343.............	Règlement de procédure consulaire de Valence.....	V.	374.
1346 ou 1347......	Droit maritime extrait du livre VI des statuts civils de Venise..............................	V.	60.
1354.............	Ordonnance du roi d'Aragon, sur les escadres de guerre.................................	V.	432.
1354.............	Ordonnance du roi d'Aragon, sur la navigation en temps de guerre.........................	V.	460.
1356.............	Ordonnance du roi d'Aragon, sur les courses maritimes.................................	V.	465.
1369.............	Recès de la ligue anséatique..................	II.	455.
1375.............	Extrait de l'enquête de Queenborough, sur le droit maritime d'Angleterre.....................	IV.	206.
1377.............	Droit maritime extrait du statut de Levante, dans l'état de Gênes..........................	VI.	596.
1378.............	Recès de la ligue anséatique..................	II.	455.
1380.............	Recès de la ligue anséatique..................	II.	457.
1381.............	Règlement sur le consulat de Barcelone, à Alexandrie..................................	V.	473.
1386.............	Règlement pour le consulat de Barcelone, à Damas..	V.	478.
1390.............	Droit maritime extrait de la coutume d'Harlem.....	IV.	151.
1391.............	Recès de la ligue anséatique..................	II.	458.
1397.............	Statut maritime d'Ancône....................	V.	116.
1399.............	Priviléges du grand amiral de Sicile.............	V.	257.

ANNÉES.	TITRES DES DOCUMENS.	TOME.	PAGE.
1455	Droit maritime extrait d'une willekur, pour le pays de Dantzick	III.	462.
1455	Droit maritime extrait de la willekur de Dantzick	III.	463.
1457	Droit maritime extrait des additions à la willekur de Dantzick	III.	468.
1457 (environ)	Règlement de Florence, sur la navigation maritime.	IV.	594.
1458	Ordonnance des magistrats de Barcelone, sur les assurances	V.	507.
1461	Ordonnance des magistrats de Barcelone, sur les assurances	V.	521.
1468 (2 juillet)	Ordonnance de Venise, sur les assurances	V.	65.
1470	Recès de la ligue anséatique	II.	487.
1482 (mai)	Recès de la ligue anséatique	VI.	497.
1484	Ordonnance des magistrats de Barcelone, sur les assurances	V.	523.
1484	Droit maritime extrait du statut d'Albinga, dans l'état de Gênes	IV.	544.
1493 (29 avril)	Droit maritime extrait du statut d'Ancône	V.	205.
1494	Pragmatique qui constitue un consulat à Burgos	VI.	103.
1497	Droit maritime extrait du code général de Hambourg.	III.	350.
1498	Droit maritime extrait du code Emmanuel de Portugal	VI.	311.
XV[e] siècle	Droit maritime des Pays-Bas septentrionaux, connu sous le nom d'*Usages maritimes d'Amsterdam, Enchuysen, Stavern, etc.*	I. VI. I.	405. 29. 491.
XV[e] siècle	Compilation dite *Droit maritime de Wisby*	IV. VI.	463. 491.
XV[e] siècle	Droit maritime de Dantzick	III.	461.
XV[e] siècle	Droit maritime extrait des *Statuta Anconitanæ urbis*	V.	203.
XV[e] siècle	Additions aux statuts maritimes d'Ancône, de 1397.	V.	203.
1506	Droit maritime extrait du statut de Fermo	V.	213.
1507 (21 novembre).	Ordonnance maritime des officiers de la *Casa de la contratacion* de Séville	VI.	64.
1508	Droit maritime de Danemarck, attribué au roi Jean.	III.	234.
1510	Pragmatique du roi d'Aragon, relative à la juridiction consulaire de Barcelone	V.	543.
1511 (21 juin)	Droit maritime extrait d'un statut d'Ancône	V.	207.
1512 (31 janvier)	Pragmatique pour Burgos, concernant les affrétemens	VI.	115.
1512 (19 décembre)	Droit maritime extrait d'un statut d'Ancône	V.	208.
1523 (23 janvier (1))	Statut de Florence, sur les assurances	IV.	598.

(1) On a, par erreur, imprimé à la page 598 du t. IV, la date du *28 janvier*, qui effectivement se lit dans quelques recueils.

ANNÉES.	TITRES DES DOCUMENS.	TOME.	PAGE.
1523 (27 janvier)...	Statut de Florence, sur les assurances...........	IV.	602.
1526 (15 juin).....	Statut de Florence, sur les assurances............	IV.	602.
1526.............	Droit maritime extrait d'un privilége accordé à Dantzick..................................	III.	468.
1527 (12 juillet)....	Ordonnance de Venise, sur les chargemens des navires..................................	V.	67.
1527 (13 août).....	Statut d'Amsterdam, relatif à la bomerie.........	IV.	121.
1530.............	Recès de la ligue anséatique..................	II.	488.
1532.............	Droit maritime extrait du statut de la ville de Pesaro.	V.	114.
1533.............	Ordonnance de Dordrecht, sur les bomeries.......	IV.	165.
1537 (25 mai).....	Droit maritime extrait d'une ordonnance pour le Brabant..............................	IV.	37.
1538.............	Additions à la pragmatique du 31 janvier 1512, pour Burgos..............................	VI.	121.
1538.............	Règlement sur la police de la *contratacion* de Burgos..	VI.	131.
1538.............	Ordonnance sur les assurances de Burgos........	VI.	135.
1540.............	Droit maritime extrait d'une ordonnance pour le duché de Prusse..........................	III.	478.
1542.............	Ordonnance maritime de Lubeck...............	III.	425.
1549 (29 janvier)...	Droit maritime extrait d'une ordonnance pour les Pays-Bas..............................	IV.	38.
1551 (19 juillet)...	Ordonnance maritime des Pays-Bas.............	IV.	44.
1552.............	Extrait de l'ordonnance maritime de Charles V, pour l'Espagne..............................	VI.	66.
1556.............	Droit maritime extrait du livre II du statut criminel de Gênes..............................	IV.	524.
1556.............	Droit maritime extrait de l'ordonnance de la *contratacion* de Séville..........................	VI.	76.
1557 (octobre).....	Extrait d'un statut de Gênes, relativement aux assurances..............................	IV.	525.
1560.............	Ordonnance maritime, pour la *contratacion* de Bilbao.	VI.	195.
1561.............	Code maritime de Danemarck................	III.	241.
1563 (31 octobre)..	Ordonnance maritime des Pays-Bas..............	IV.	64.
1567.............	Police d'assurances d'Ancône.................	V.	210.
1569 (8 juin)......	Loi de Venise, sur les naufrages...............	V.	69.
1569 (8 juin)......	Loi de Venise, sur les chargemens des navires et les naufrages..............................	V.	71.
1570 (9 janvier)....	Résolution du sénat d'Amsterdam, sur les ventes des navires..............................	IV.	122.
1570 (20 janvier)...	Ordonnance maritime pour les Pays-Bas..........	IV.	103.
1570.............	Extrait de la coutume de Middelbourg, relativement aux bomeries..........................	IV.	167.
1572.............	Recès de la ligue anséatique..................	II.	498.



ANNÉES.	TITRES DES DOCUMENS.	TOME.	PAGE.
1582	Extrait de la coutume d'Anvers, sur les assurances	IV.	182.
1584 (mars)	Édit sur l'amirauté de France	IV.	295.
1585 (4 août)	Loi de Venise, sur le prêt à la grosse	V.	73.
1586 (28 juin)	Loi de Venise, sur les naufrages	V.	74.
1586 (26 septembre)	Loi de Venise, sur les assurances	V.	77.
1586	Droit maritime extrait du statut de Lubeck	III.	437.
1588 (16 décembre)	Droit maritime extrait du statut civil de Gênes	IV.	526.
1589 (4 novembre)	Loi de Venise, sur les chargemens des navires	V.	79.
1591	Décret pour le duché d'Urbin, relatif aux naufrages	V.	115.
1591	Recès de la ligue anséatique	II.	507.
1597	Droit maritime extrait du statut de Dantzick	III.	469.
1598 (31 janvier)	Ordonnance d'Amsterdam, sur les assurances	IV.	122.
1598 (18 juin)	Loi de Venise, sur les chargemens des navires	V.	81.
1598 (4 décembre)	Ordonnance d'Amsterdam, sur les assurances	IV.	136.
1598	Droit maritime extrait de l'ancien statut de Culm	III.	460.
1599	Pragmatique du roi d'Aragon, relative à la juridiction consulaire de Barcelone	V.	549.
1600 (30 septembre)	Ordonnance de Middelbourg, sur les assurances	IV.	167.
XVIe siècle	Guidon de la mer	II. VI.	377. 495.
XVIe siècle	Droit maritime extrait du statut de Gaëte	V.	251.
XVIe siècle	Règlement anséatique sur la police des navires	VI.	504.
XVIe siècle	Droit maritime extrait du statut politique de Savone	VI.	595.
XVIe siècle	Droit maritime extrait des statuts de la cour des marchands de Lucques	VI.	600.
1601	Statut d'Élisabeth, sur les assurances en Angleterre	IV.	210.
1602 (31 août)	Loi de Venise, sur la navigation	V.	84.
1603	Droit maritime extrait de la IIe partie du statut général de Hambourg	III.	363.
1604 (23 juillet)	Pragmatique pour les Deux-Siciles, sur les matelots	V.	263.
1604	Ordonnance de Rotterdam (1), sur les assurances	IV.	152.
1605 (16 avril)	Loi de Venise, sur l'armement et le chargement des navires	V.	88.
1605	Droit maritime extrait des chapitres des cortès de Sardaigne	V.	315.
1606 (20 juin)	Ordonnance d'Amsterdam, sur les assurances	IV.	136.
1607 (26 mars)	Loi sur la juridiction des conservateurs de la mer, de Gênes	IV.	534.
1607 (14 juin)	Ordonnance d'Amsterdam, sur les assurances	IV.	137.
1608 (3 octobre)	Loi de Venise, sur les pacotilles des matelots	V.	90.

(1) Cette ordonnance a été publiée de nouveau en 1635, avec des additions insérées dans le texte de 1604.

ANNÉES.	TITRES DES DOCUMENS.	TOME.	PAGE.
1609 (14 février)....	Ordonnance du roi de Portugal, sur les prêts à la grosse..................................	VI.	312.
1609............	Droit maritime extrait du statut de Bonifacio, dans l'île de Corse..........................	VI.	597.
1610............	Droit maritime extrait de la coutume d'Ostende....	IV.	187.
1610 (26 janvier)...	Ordonnance d'Amsterdam, sur les assurances.....	IV.	139.
1614 (9 mai)......	Ordonnance d'Amsterdam, sur les assurances.....	IV.	140.
1614 (9 mai)......	Autre ordonnance d'Asterdam, sur les assurances..	IV.	141.
1614............	Recès de la ligue anséatique....................	II.	528.
1615............	Droit maritime extrait des chapitres des cortès de Sardaigne............................	VI.	317.
1617............	Droit maritime extrait de la coutume de Zuitcotte...	IV.	188.
1618............	Droit maritime extrait du *Stadtz-Lagh*, de Suède...	III.	125.
1620............	Droit maritime extrait du code du duché de Prusse..	III.	479.
1620 (5 décembre)..	Ordonnance d'Amsterdam, sur les assurances......	IV.	141.
1621 (21 juin)......	Déclaration des magistrats d'Amsterdam, sur les bomeries..................................	IV.	143.
1621 (7 septembre)..	Ordonnance d'Amsterdam, sur les assurances......	IV.	143.
1622 (13 septembre).	Loi de Venise, sur les quarantaines..............	V.	91.
1622............	Ordonnance sur les assurances, des Deux-Siciles....	V.	263.
1623 (23 août).....	Ordonnanse du roi de Portugal, sur les prêts à la grosse..................................	VI.	313.
1623............	Ordonnance sur les assurances, des Deux-Siciles....	V.	264.
1624 (12 mars)....	Loi de Venise, sur les assurances...............	V.	92.
1626 (30 janvier)...	Ordonnance d'Amsterdam, sur les assurances......	IV.	144.
1632 (30 avril).....	Loi de Venise, sur l'équipement des navires.......	V.	94.
1632 (1er mai).....	Loi de Venise, sur la police de la navigation.......	V.	95.
1633............	Droit maritime extrait des statuts des cortès de Sardaigne.................................	V.	317.
1633............	Droit maritime extrait de la compilation des pragmatiques de Sardaigne.......................	V.	318.
1639............	Extrait d'une ordonnance d'Enchuysen, sur les assurances..................................	IV.	150.
1640............	Droit maritime de Malte, extrait de la pragmatique du grand maître Lascaris.....................	VI.	351.
1644 (20 mai).....	Loi de Gênes, sur les prêts à la grosse...........	IV.	542.
1655 (16 mars).....	Ordonnance de Rotterdam, sur le droit et la juridiction maritime..........................	VI.	513.
1661 (12 février)...	Ordonnance de Flessingue, sur les assurances......	IV.	182.
1664............	Acte de Charles II, sur le droit et la juridiction maritime, pour l'Angleterre....................	IV.	214.
1667............	Code maritime de Suède......................	III.	134.

ANNÉES.	TITRES DES DOCUMENS.	TOME.	PAGE.
1672.............	Droit maritime extrait du statut de Riga..........	III.	515.
1681 (août).......	Ordonnance de France, touchant la marine.......	IV.	325.
1681 (24 octobre)...	Règlement touchant la marine.................	IV.	415.
1682 (30 janvier)...	Ordonnance d'Amsterdam, sur les bomeries.......	IV.	144.
1682 (19 septembre).	Ordonnance de la *Contratacion* de Saint-Sébastien...	VI.	253.
1683.............	Droit maritime extrait du code général de Danemarck et de Norvége.........................	III.	268.
1684 (22 novembre).	Ordonnance du roi de Portugal, sur les assurances..	VI.	314.
1687 (31 janvier)...	Ordonnance d'Amsterdam, sur les assurances......	IV.	146.
1687.............	Ordonnance du sénat de Brême, sur les assurances..	III.	326.
1688 (29 janvier)...	Ordonnance d'Amsterdam, sur les assurances......	IV.	146.
1688 (29 octobre)...	Ordonnance du roi de Portugal, sur les assurances..	VI.	317.
1693 (26 janvier)...	Ordonnance d'Amsterdam, sur les assurances......	IV.	147.
1697 (1[er] septembre).	Pragmatique sur le droit maritime de Malte, du grand maître Perellos......................	VI.	325.
1699 (23 janvier)...	Ordonnance d'Amsterdam, sur les assurances......	IV.	148.
XVII[e] siècle.........	Droit maritime extrait d'un code de la Géorgie, rédigé par le prince Vakhtang.....................	III.	530.
XVII[e] siècle.........	Us et coutumes maritimes d'Olonne, pays d'Aunis en France.................................	VI.	546.

TABLE ALPHABÉTIQUE

DES MATIÈRES

CONTENUES DANS LES SIX VOLUMES DE CETTE COLLECTION (1).

A

(1) Voir l'avertissement qui est à la page 627, ci-dessus.

B

C

E

F

H

I

L

M

N

O

P

Q

R

(1) On indique ici plus particulièrement les routes de l'Asie et de l'Afrique : celles de l'Europe sont connues par les détails sur chacun des états qui la composent.

S

T

U

V

W

N. B. A la page 642 de cette table, col. 1[re], on a imprimé APPAUX; *lisez* APPARAUX.

TABLE DES CHAPITRES

CONTENUS DANS CE VOLUME.

CHAPITRE XXXIV.

CHAPITRE XXXV.

CHAPITRE XXXVI.

CHAPITRE XXXVII.

FIN DE LA TABLE DES CHAPITRES.

